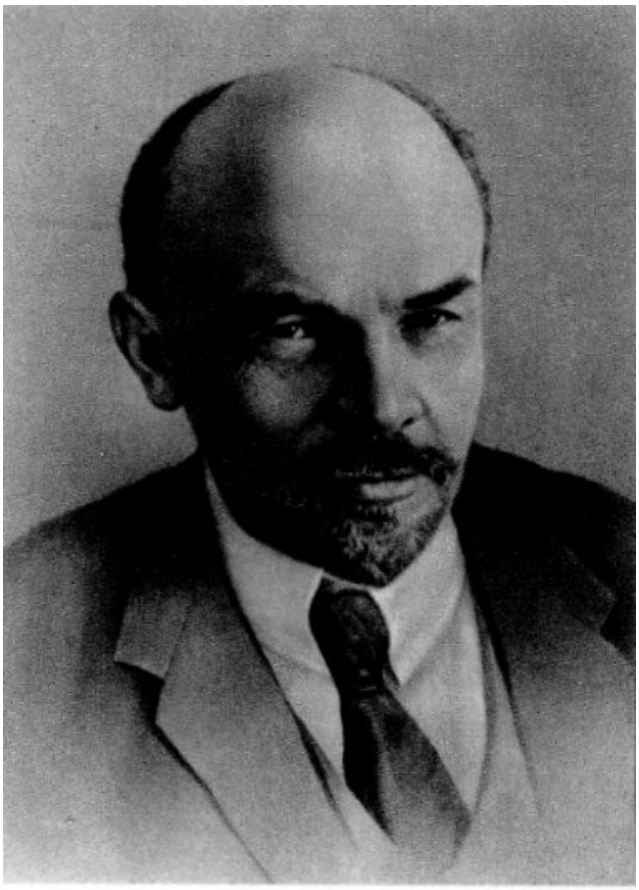
Vladimir Lénine



V. LÉNINE

Oeuvres choisies en deux volumes

Tome II

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir de l'ouvrage publié en 1948 aux Editions en langues étrangères, Moscou.

WWW.MARXISME.FR

Sommaire :

PÉRIODE DE PRÉPARATION ET D'ACCOMPLISSEMENT DE LA RÉVOLUTION SOCIALISTE D'OCTOBRE

DES TACHES DU PROLÉTARIAT DANS LA PRÉSENTE RÉVOLUTION (p. 7)

DE LA DUALITÉ DU POUVOIR (p. 10)

LES TACHES DU PROLÉTARIAT DANS NOTRE RÉVOLUTION. *Projet de plate-forme pour le Parti du prolétariat* (p. 12)

- Le caractère de classe de la révolution accomplie (p. 12)
- La politique extérieure du nouveau gouvernement (p. 12)
- L'originale dualité du pouvoir et sa signification de classe (p. 13)
- Caractère original de la tactique, résultat de ce qui précède (p. 14)
- La défense nationale révolutionnaire et sa signification de classe (p. 15)
- Comment peut-on terminer la guerre ? (p. 16)
- Le nouveau type d'Etat que crée notre révolution (p. 16)
- Programmes agraire et national (p. 18)
- Nationalisation des banques et des syndicats capitalistes (p. 19)
- La situation dans l'Internationale socialiste (p. 19)
- La faillite de l'Internationale de Zimmerwald. Il faut fonder la III[e] Internationale (p. 22)
- Quelle doit être la dénomination de notre Parti pour être scientifiquement exacte et contribuer à éclairer la conscience politique du prolétariat ? (p. 24)

LA VII[e] CONFÉRENCE DU P.O.S.D.R.(b) (DITE CONFÉRENCE D'« AVRIL ») 7-12 MAI (24-29 AVRIL) 1917 (p. 27)

- Résolution sur la question agraire adoptée par la conférence le 11 mai (28 avril) (p. 27)
- Résolution sur la question nationale adoptée par la conférence le 12 mai (29 avril) (p. 28)

PREMIER CONGRES DES DÉPUTÉS PAYSANS DE RUSSIE. *Projet de résolution sur la question agraire* (p. 30)

PREMIER CONGRÈS DES SOVIETS DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS DE RUSSIE. *Discours sur l'attitude envers le gouvernement provisoire* (p. 31)

A PROPOS DES MOTS D'ORDRE (p. 36)

LES ENSEIGNEMENTS DE LA RÉVOLUTION (p. 40)

- Postface (p. 46)

LA CATASTROPHE IMMINENTE ET LES MOYENS DE LA CONJURER (p. 47)

- La famine approche (p. 47)
- Inaction totale du gouvernement (p. 47)
- Les mesures de contrôle sont universellement connues et faciles à réaliser (p. 49)
- Nationalisation des banques (p. 50)
- Nationalisation des syndicats capitalistes (p. 52)
- Suppression du secret commercial (p. 54)
- Le groupement forcé en cartels (p. 56)
- Réglementation de la consommation (p. 57)
- Sabotage du travail des organisations démocratiques par le gouvernement (p. 59)
- La faillite financière et les moyens de la prévenir (p. 61)
- Peut-on aller de l'avant si l'on craint de marcher au socialisme ? (p. 63)
- La guerre et la lutte contre la ruine économique (p. 64)
- Démocratie révolutionnaire et prolétariat révolutionnaire (p. 66)

LE MARXISME ET L'INSURRECTION. *Lettre au Comité central du P.O.S.D.R.* (p. 68)

LES TACHES DE LA RÉVOLUTION (p. 71)

- Ce qu'a de funeste la politique d'entente avec les capitalistes (p. 72)
- Le pouvoir aux Soviets (p. 72)
- La paix aux peuples (p. 72)
- La terre aux travailleurs (p. 73)
- Lutte contre la famine et la ruine économique (p. 73)
- Lutte avec la contre-révolution des grands propriétaires fonciers et des capitalistes (p. 74)
- Développement pacifique de la révolution (p. 74)

CONSEILS D'UN ABSENT (p. 76)

RÉUNION DU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.R. (b) 23 *(10) octobre 1917. Résolution sur l'insurrection armée* (p. 77)

LETTRE AUX MEMBRES DU PARTI BOLCHEVIK (p. 78)

LETTRE AUX MEMBRES DU COMITÉ CENTRAL (p. 80)

L'ETAT ET LA RÉVOLUTION. *La doctrine du marxisme sur l'Etat et les tâches du prolétariat dans la révolution* (p. 81)

- Préface à la première édition (p. 81)

Préface à la deuxième édition **(p. 81)**
Chapitre I. La Société de classes et l'Etat **(p. 82)**
1. L'Etat, produit des antagonismes de classes inconciliables **(p. 82)**
2. Détachements spéciaux d'hommes armés, prisons, etc. **(p. 83)**
3. L'Etat, instrument d'exploitation de la classe opprimée **(p. 84)**
4. « Dépérissement » de l'Etat et révolution violente **(p. 86)**

Chapitre II. L'Etat et la révolution. L'expérience des années 1848-1851 **(p. 89)**
1. A la veille de la révolution **(p. 89)**
2. Le bilan d'une révolution **(p. 91)**
3. Comment Marx posait la question en 1852 **(p. 93)**

Chapitre III. L'Etat et la révolution. L'expérience de la Commune de Paris (1871). Analyse de Marx **(p. 94)**
1. Ce que la tentative des Communards a d'héroïque **(p. 94)**
2. Par quoi remplacer la machine d'Etat démolie ? **(p. 96)**
3. Suppression du parlementarisme **(p. 98)**
4. Organisation de l'unité nationale **(p. 101)**
5. Destruction de l'Etat parasite **(p. 102)**

Chapitre IV. Suite. Explications complémentaires d'Engels **(p. 103)**
1. La « question du logement » **(p. 103)**
2. Polémique contre les anarchistes **(p. 105)**
3. Lettre à Bebel **(p. 106)**
4. Critique du projet de programme d'Erfurt **(p. 107)**
5. La préface de 1891 à *la Guerre civile* de Marx **(p. 110)**
6. Engels et la suppression de la démocratie **(p. 113)**

Chapitre V. Les bases économiques du dépérissement de l'Etat **(p. 114)**
1. Comment Marx pose la question **(p. 114)**
2. La transition du capitalisme au communisme **(p. 115)**
3. Première phase de la société communiste **(p. 118)**
4. Phase supérieure de la société communiste **(p. 119)**

Chapitre VI. L'avilissement du marxisme par les opportunistes **(p. 122)**
1. Polémique de Plékhanov contre les anarchistes **(p. 123)**
2. Polémique de Kautsky contre les opportunistes **(p. 123)**
3. Polémique de Kautsky contre Pannekoek **(p. 127)**

Postface de la première édition **(p. 131)**

DEUXIÈME CONGRÈS DES SOVIETS DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS DE RUSSIE (p. 132)

1. Aux ouvriers, aux soldats et aux paysans ! **(p. 132)**
2. Rapport sur la paix présenté le 26 octobre 1917 **(p. 133)**
3. Rapport sur la paix. Discours de clôture de la discussion, 26 octobre 1917 **(p. 135)**
4. Rapport sur la terre présenté le 26 octobre 1917 **(p. 137)**

PROJET DE RÈGLEMENT SUR LE CONTROLE OUVRIER (p. 140)

APPEL DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE (bolchévik) DE RUSSIE. *A tous les membres du Parti et à toutes les classes* laborieuses *de* Russie *!* **(p. 141)**

L'ALLIANCE DES OUVRIERS ET DES PAYSANS TRAVAILLEURS ET EXPLOITÉS. *Lettre à la rédaction de la Pravda* **(p. 143)**

THÈSES SUR L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE (p. 145)

PROJET DE DÉCRET SUR LA SOCIALISATION DE L'ÉCONOMIE NATIONALE (p. 148)

QUESTIONS POSÉES AUX DÉLÉGUÉS DU I^{er} CONGRÈS GÉNÉRAL DES ARMÉES POUR LA DÉMOBILISATION DES TROUPES (p. 150)

COMMENT ORGANISER L'ÉMULATION ? (p. 151)

PROJET DE DÉCLARATION DES DROITS DU PEUPLE TRAVAILLEUR ET EXPLOITÉ (p. 155)

PROJET DE DÉCRET SUR LA DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE (p. 157)

THÈSES SUR LA CONCLUSION IMMÉDIATE D'UNE PAIX SÉPARÉE ET ANNEXIONNISTE (p. 158)

LA PATRIE SOCIALISTE EST EN DANGER ! (p. 162)

CHOSE ÉTRANGE ET MONSTRUEUSE (p. 163)

SUR LE TERRAIN PRATIQUE (p. 167)

LEÇON SÉRIEUSE ET SÉRIEUSE RESPONSABILITÉ (p. 168)

RAPPORT SUR LA GUERRE ET LA PAIX, PRÉSENTÉ AU VII^{e} CONGRÈS DU P.C.R.(b), le 7 MARS 1918 (p. 171)

LA TACHE PRINCIPALE DE NOS JOURS (p. 180)

LES TACHES IMMÉDIATES DU POUVOIR DES SOVIETS (p. 182)

Situation internationale de la République des Soviets de Russie et tâches essentielles de la révolution socialiste **(p. 182)**
Le mot d'ordre général de l'heure **(p. 183)**
Nouvelle phase de la lutte contre la bourgeoisie **(p. 184)**
Importance de la lutte pour le recensement et le contrôle populaires **(p. 188)**
Augmentation de la productivité du travail **(p. 189)**
Organisation de l'émulation **(p. 191)**

L'« organisation harmonieuse » et la dictature **(p. 192)**
Le développement de l'organisation soviétique **(p. 196)**
Conclusion **(p. 198)**

PÉRIODE DE L'INTERVENTION MILITAIRE ÉTRANGÈRE ET DE LA GUERRE CIVILE

DE LA FAMINE. *Lettre aux ouvriers de Pétrograd* **(p. 199)**

A TOUS LES SOVIETS DES DÉPUTÉS DE PROVINCE ET DE DISTRICT (p. 203)

CAMARADES OUVRIERS ! MARCHONS AU DERNIER, AU DÉCISIF COMBAT ! (p. 204)

DISCOURS PRONONCÉ DANS LA « JOURNÉE DE L'OFFICIER ROUGE », le 24 NOVEMBRE 1918 (p. 206)

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE ET LE RENÉGAT KAUTSKY (p. 207)

Préface **(p. 207)**
Comment Kautsky transforme Marx en un vulgaire libéral **(p. 208)**
Démocratie bourgeoise et démocratie prolétarienne **(p. 213)**
Peut-il y avoir égalité entre l'exploité et l'exploiteur ? **(p. 217)**
Défense aux Soviets de se transformer en organisations d'Etat **(p. 220)**
L'Assemblée constituante et la République soviétique **(p. 223)**
La Constitution soviétique **(p. 227)**
Qu'est-ce que l'internationalisme ? **(p. 231)**
Servilité à l'égard de la bourgeoisie sous couleur d'« analyse économique » **(p. 237)**
Annexe I. - Thèses sur l'Assemblée constituante **(p. 249)**
Annexe II. - Un nouveau livre de Vandervelde sur l'Etat **(p. 249)**

CE QUI A ÉTÉ CONQUIS ET CONSIGNÉ (p. 253)

RAPPORT SUR LE PROGRAMME DU PARTI PRÉSENTÉ AU VIII^e^ CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE (bolchévik) DE RUSSIE, le 19 MARS 1919 (p. 255)

RAPPORT SUR LE TRAVAIL A LA CAMPAGNE PRÉSENTÉ AU VIII^e^ CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE (bolchévik) DE RUSSIE, le 23 MARS 1919 (p. 264)

LETTRE AUX OUVRIERS DE PÉTROGRAD SUR L'AIDE A PRÊTER AU FRONT EST (p. 272)

THÈSES DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE (bolchevik) DE RUSSIE A PROPOS DE LA SITUATION SUR LE FRONT EST (p. 273)

MÉFIEZ-VOUS DES ESPIONS (p. 275)

LA III^e^ INTERNATIONALE ET SA PLACE DANS L'HISTOIRE (p. 276)

SALUT AUX OUVRIERS HONGROIS (p. 280)

LA GRANDE INITIATIVE, *De l'héroïsme des ouvriers à l'arrière. A propos des « samedis communistes »* **(p. 282)**

TOUS A LA LUTTE CONTRE DÉNIKINE ! *Lettre du Comité central du Parti communiste (bolchevik) russe aux organisations du Parti* **(p. 294)**

La tâche essentielle du moment **(p. 294)**
Le peuple doit savoir la vérité sur Koltchak et Dénikine **(p. 295)**
Le travail parmi les mobilisables **(p. 295)**
Le travail parmi les déserteurs **(p. 296)**
Aide directe à l'armée **(p. 296)**
Réduction du travail non militaire **(p. 297)**
Le travail dans la zone du front **(p. 298)**
Attitude envers les spécialistes militaires **(p. 299)**
La lutte avec la contre-révolution à l'arrière **(p. 300)**
Toute la population doit être mobilisée pour la guerre **(p. 302)**
« Le travail sur le mode révolutionnaire » **(p. 302)**

LETTRE AUX OUVRIERS ET AUX PAYSANS AU SUJET DE LA VICTOIRE REMPORTÉE SUR KOLTCHAK (p. 303)

L'ETAT OUVRIER ET LA SEMAINE DU PARTI (p. 307)

AUX CAMARADES SOLDATS ROUGES (p. 308)

L'ÉCONOMIE ET LA POLITIQUE A L'ÉPOQUE DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT (p. 309)

EN AVANT POUR VAINCRE LA CRISE DU COMBUSTIBLE ! (p. 314)

DISCOURS PRONONCÉ AU I^er^ CONGRÈS DES COMMUNES ET ARTELS AGRICOLES, le 4 DÉCEMBRE 1919 (p. 316)

LETTRE AUX OUVRIERS ET AUX PAYSANS D'UKRAINE A PROPOS DES VICTOIRES REMPORTÉES SUR DÊNIKINE (p. 320)

DE LA DISCIPLINE DU TRAVAIL (p. 323)

IX^e^ CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE (bolchévik) DE RUSSIE, 29 MARS-5 AVRIL 1920. *Rapport du Comité central* **(p. 324)**

DE LA DESTRUCTION D'UN ORDRE SÉCULAIRE A LA CRÉATION DE L'ORDRE NOUVEAU (p. 332)

LA MALADIE INFANTILE DU COMMUNISME (LE « GAUCHISME ») (p. 333)

I. Dans quel sens peut-on parler de la portée internationale de la révolution russe ? **(p. 333)**
II. Une des conditions essentielles du succès des bolchéviks **(p. 334)**
III. Principales étapes de l'histoire du bolchévisme **(p. 335)**
IV. Dans la lutte contre quels ennemis au sein du mouvement ouvrier le bolchévisme s'est-il développé, fortifié, aguerri ? **(p. 337)**
V. Le communisme « de gauche » en Allemagne. Chefs, parti, classe, masse **(p. 341)**
VI. Les révolutionnaires doivent-ils militer dans les syndicats réactionnaires ? **(p. 344)**
VII. Faut-il participer aux parlements bourgeois ? **(p. 348)**
VIII. « Jamais de compromis ? » **(p. 352)**
IX. Le communisme « de gauche » en Angleterre **(p. 357)**
X. Quelques conclusions **(p. 362)**
Annexe
I. La scission des communistes allemands **(p. 368)**
II. Communistes et indépendants en Allemagne **(p. 369)**
III. Turati et C^ie^ en Italie **(p. 370)**
IV. Conclusions fausses de prémisses justes **(p. 371)**

PREMIÈRE ÉBAUCHE DES THÈSES SUR LA QUESTION AGRAIRE. *Pour le II^e^ congrès de l'Internationale communiste* **(p. 374)**

PREMIÈRE ÉBAUCHE DES THÈSES SUR LES QUESTIONS NATIONALE ET COLONIALE. *Pour le II^e^ congrès de l'Internationale communiste* **(p. 379)**

LE II^e^ CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE (p. 382)

LES TACHES DES FÉDÉRATIONS DE LA JEUNESSE. *Discours prononcé au III^e^ congrès national de la Fédération des jeunesses communistes de Russie, le 2 octobre 1920* **(p. 383)**

LETTRE AUX CAMARADES DE TOULA (p. 393)

PERIODE DE TRANSITION A L'ŒUVRE PACIFIQUE DE RÉTABLISSEMENT DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

AVANT-PROJET DE LA RÉSOLUTION DU X^e^ CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE DE RUSSIE SUR L'UNITÉ DU PARTI (p. 394)

AVANT-PROJET DE LA RÉSOLUTION DU X^e^ CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE DE RUSSIE SUR LA DÉVIATION SYNDICALISTE ET ANARCHISTE DANS NOTRE PARTI (p. 396)

DISCOURS PRONONCÉ AU CONGRÈS DES OUVRIERS DES TRANSPORTS DE RUSSIE le 27 MARS 1921 (p. 398)

AUX CAMARADES COMMUNISTES D'AZERBAÏDJAN, DE GÉORGIE, D'ARMÉNIE, DU DAGHESTAN ET DE LA RÉPUBLIQUE DES MONTAGNARDS (p. 404)

SUR L'IMPOT EN NATURE. *Le rôle de la nouvelle politique et ses conditions* **(p. 406)**

En guise d'introduction **(p. 406)**
Sur l'économie actuelle de la Russie. Extrait de la brochure de 1918 **(p. 406)**
Sur l'impôt en nature, la liberté de commerce et les concessions **(p. 411)**
Bilan et conclusions politiques **(p. 419)**
Conclusion **(p. 422)**

THÈSES DU RAPPORT SUR LA TACTIQUE DU PARTI COMMUNISTE RUSSE PRÉSENTÉ AU III^e^ CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE (Avant-projet) **(p. 424)**

1. La situation internationale de la R.S.F.S.R. **(p. 424)**
2. Le rapport des forces de classes à l'échelle internationale **(p. 424)**
3. Le rapport des forces de classes en Russie **(p. 425)**
4. Le prolétariat et la paysannerie en Russie **(p. 425)**
5. L'alliance militaire du prolétariat et de la paysannerie de la R.S.F.S.R. **(p. 425)**
6. L'établissement de rapports économiques normaux entre le prolétariat et la paysannerie **(p. 425)**
7. Dans quelles conditions et pourquoi le pouvoir des Soviets admet le capitalisme et le système des concessions **(p. 426)**
8. Les succès de notre politique du ravitaillement **(p. 426)**
9. La base matérielle du socialisme et le plan d'électrification de la Russie **(p. 426)**
10. Le rôle de la « démocratie pure », de la II^e^ Internationale et de l'Internationale $2^1/_2$, des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks alliés du Capital **(p. 427)**

NOUVEAUX TEMPS, ANCIENNES ERREURS SOUS UNE FORME NOUVELLE (p. 428)

SUR L'ÉPURATION DU PARTI (p. 432)

POUR LE QUATRIÈME ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE (p. 433)

SUR LE ROLE DE L'OR AUJOURD'HUI ET APRES LA VICTOIRE COMPLÈTE DU SOCIALISME (p. 437)

DU ROLE ET DES TACHES DES SYNDICATS DANS LES CONDITIONS DE LA NOUVELLE POLITIQUE ÉCONOMIQUE. *Décision du Comité central du Parti communiste russe (bolchévik) du 12 janvier 1922* **(p. 441)**

1. La nouvelle politique économique et les syndicats **(p. 441)**
2. Le capitalisme d'Etat dans l'Etat prolétarien et les syndicats **(p. 441)**

3. Les entreprises d'Etat adoptant le principe dit du rendement commercial et les syndicats **(p. 441)**
4. La différence essentielle entre la lutte de classe du prolétariat dans un Etat qui reconnaît la propriété privée du sol, des fabriques, etc. et où le pouvoir politique est aux mains de la classe des capitalistes, et la lutte économique du prolétariat dans l'Etat qui ne reconnaît pas la propriété privée du sol et de la plupart des grosses entreprises, dans l'Etat où le pouvoir politique est aux mains du prolétariat **(p. 442)**
5. Le retour à l'adhésion volontaire au syndicat **(p. 442)**
6. Les syndicats et la gestion des entreprises **(p. 443)**
7. Le rôle et la participation des syndicats dans les organismes économiques et administratifs de l'Etat prolétarien **(p. 443)**
8. La liaison avec les masses comme condition essentielle de toute activité syndicale **(p. 444)**
9. Les contradictions dans la situation même des syndicats sous la dictature du prolétariat **(p. 444)**
10. Les syndicats et les spécialistes **(p. 445)**
11. Les syndicats et les influences petites-bourgeoises sur la classe ouvrière **(p. 445)**

RAPPORT POLITIQUE DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE RUSSE (bolchévik) PRÉSENTÉ AU XI^e^ CONGRÈS DU P.C.R.(b) LE 27 MARS 1922 **(p. 446)**

DISCOURS DE CLOTURE DU XI^e^ CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE RUSSE (bolchévik), 2 AVRIL 1922 **(p. 466)**

DE LA « DOUBLE » SUBORDINATION ET DE LA LÉGALITÉ. *Au camarade Staline pour le Bureau politique* **(p. 467)**

CINQ ANS DE RÉVOLUTION RUSSE ET PERSPECTIVES DE RÉVOLUTION MONDIALE. *Rapport présenté au IV^e^ Congrès de l'Internationale communiste, le 13 novembre 1922* **(p. 469)**

NOTES SUR LES TACHES DE NOTRE DÉLÉGATION A LA HAYE **(p. 475)**

FEUILLETS DE BLOC-NOTES **(p. 477)**

DE LA COOPÉRATION **(p. 480)**

SUR NOTRE RÉVOLUTION. *A propos des mémoires de N. Soukhanov* **(p. 484)**

COMMENT RÉORGANISER L'INSPECTION OUVRIÈRE ET PAYSANNE ? *Proposition faite au XII^e^ Congrès du Parti* **(p. 486)**

MIEUX VAUT MOINS, MAIS MIEUX **(p. 489)**

NOTES **(p. 497)**

PÉRIODE DE PRÉPARATION ET D'ACCOMPLISSEMENT DE LA RÉVOLUTION SOCIALISTE D'OCTOBRE

DES TACHES DU PROLÉTARIAT DANS LA PRÉSENTE RÉVOLUTION

Arrivé à Pétrograd dans la nuit du 3 avril seulement, je n'ai pu naturellement faire un rapport sur les tâches du prolétariat révolutionnaire, à la réunion du 4 avril, qu'en mon nom propre et en faisant des réserves sur ma préparation insuffisante. La seule chose que j'aie pu faire pour faciliter le travail, à moi-même et aux contradicteurs de *bonne foi,* c'a été de préparer des thèses *écrites.* J'en ai donné lecture et transmis le texte au camarade Tsérétéli. Je les ai lues très lentement et à *deux reprises* : d'abord à la réunion des bolcheviks, ensuite à celle des bolcheviks et des menchéviks. Je présente ici mes thèses personnelles, accompagnées de très brèves remarques explicatives ; elles ont été développées avec beaucoup plus de détails dans mon rapport :

THÈSES

1. Notre attitude envers la guerre qui, du côté de la Russie, même sous le nouveau gouvernement de Lvov et C^{ie}, demeure sans conteste, en raison du caractère capitaliste de ce gouvernement, une guerre impérialiste de brigandage, n'admet aucune concession, si minime soit-elle, à la « défense nationale révolutionnaire ».

A une guerre révolutionnaire qui justifierait réellement la défense nationale révolutionnaire, le prolétariat conscient ne peut donner son consentement qu'à la condition : *a)* du passage du pouvoir entre les mains du prolétariat et des éléments pauvres de la paysannerie, proches du prolétariat ; *b)* de la renonciation effective et non en paroles à toutes les annexions ; *c)* de la totale rupture de fait avec tous les intérêts du Capital.

Devant l'indéniable bonne foi des larges couches de partisans de la défense nationale révolutionnaire dans les masses, partisans qui n'admettent la guerre que par nécessité, et non en vue de conquêtes, et étant donné qu'ils sont trompés par la bourgeoisie, il importe de leur expliquer avec une persévérance, une patience, et un soin particuliers leur erreur, de leur expliquer le lien indissoluble du Capital et de la guerre impérialiste, de leur démontrer que, sans renverser le Capital, il est *impossible* de terminer la guerre par une paix vraiment démocratique et non imposée par la violence.

Organisation de la propagande la plus large de ces vues dans l'armée combattante.

Fraternisation.

2. Ce qu'il y a d'original dans l'actualité russe, c'est la *transition* de la première étape de la révolution, qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie par suite du degré insuffisant de conscience et d'organisation du prolétariat, à *sa deuxième* étape, qui doit donner le pouvoir au prolétariat et aux couches pauvres de la paysannerie.

Cette transition est caractérisée, d'une part, par le maximum de légalité (la Russie est *aujourd'hui* de tous les pays belligérants, le pays le plus libre du monde) ; de l'autre, par l'absence de violence exercée sur les masses, et enfin par l'attitude de confiance inconsciente des masses à l'égard du gouvernement des capitalistes, ces pires ennemis de la paix et du socialisme.

Cette situation originale exige de nous que nous sachions nous adapter aux conditions *spéciales* du travail du Parti au sein des masses prolétariennes immensément grandes, à peine éveillées à la vie politique.

3. Aucun soutien au Gouvernement provisoire ; démontrer le caractère entièrement mensonger de toutes ses promesses, et surtout de celles concernant la renonciation aux annexions. Démasquer le gouvernement au lieu d'« exiger » — chose inadmissible, car ce serait semer l'illusion — que *ce* gouvernement, gouvernement de capitalistes, *cesse* d'être impérialiste.

4. Reconnaître que notre Parti est en minorité, et pour le moment en faible minorité, dans la plupart des Soviets des députés ouvriers, devant le *bloc de tous* les éléments petits-bourgeois opportunistes, tombés sous l'influence de la bourgeoisie et qui étendent cette influence sur le prolétariat, depuis les socialistes populaires, en passant par les socialistes-révolutionnaires jusqu'au Comité d'organisation (Tchkhéidzé, Tsérétéli, etc.), Stéklov, etc., etc.

Expliquer aux masses que le Soviet des députés ouvriers est la *seule* forme *possible* de gouvernement révolutionnaire, et que notre tâche, par conséquent, tant que *ce* gouvernement-là se laisse influencer par la bourgeoisie, ne peut être que *d'expliquer* aux masses patiemment, avec méthode et persévérance, les erreurs de leur tactique, en nous adaptant surtout aux besoins pratiques de ces masses.

Tant que nous sommes en minorité, nous faisons un travail de critique et d'éclaircissement des erreurs, en affirmant en même temps la nécessité du passage de tout le pouvoir d'Etat aux Soviets des députés ouvriers, afin que les masses s'affranchissent de leurs erreurs par l'expérience.

5. Non pas une république parlementaire — y retourner après les Soviets des députés ouvriers, ce serait un pas en arrière, — mais une république des Soviets des députés ouvriers, salariés agricoles et paysans dans le pays entier, de la base au sommet.

Suppression de la police, de l'armée [C'est-à-dire : remplacement de l'armée permanente par l'armement du peuple entier.] et du corps des fonctionnaires.

Eligibilité et révocabilité à tout moment de tous les fonctionnaires ; leurs traitements ne doivent pas être supérieurs au salaire moyen d'un bon ouvrier.

6. Dans le programme agraire, reporter le centre de gravité sur les Soviets des députés salariés agricoles.

Confiscation de toutes les terres des grands propriétaires fonciers.

Nationalisation de *toutes* les terres dans le pays ; les terres sont mises à la disposition des Soviets locaux des députés des salariés agricoles et paysans. Formation de Soviets des députés de paysans pauvres. Transformation de tout grand domaine (de 100 à 300 hectares, en tenant compte des conditions locales et autres et sur l'avis des institutions locales) en exploitations modèles placées sous le contrôle des députés salariés agricoles et fonctionnant au compte de la société. 7. Fusion immédiate de toutes les banques du pays en une seule banque nationale placée sous le contrôle des Soviets des députés ouvriers.

8. Non pas l'« introduction » du socialisme, comme notre tâche *directe,* mais simplement le passage immédiat au *contrôle* de la production sociale et de la répartition des produits par les Soviets des députés ouvriers.

9. Tâches du Parti :

a) Convoquer sans délai le congrès du Parti ;
b) Modifier le programme du Parti, principalement :
   1. sur l'impérialisme et la guerre impérialiste ;
   2. sur l'attitude envers l'Etat et *notre* revendication d'un « Etat-Commune » *[C'est-à-dire d'un Etat dont la Commune de Paris a été la préfiguration.]* ;
   3. corriger le programme minimum, qui a vieilli ;

c) changer la dénomination du Parti *[Au lieu de « social-démocratie », dont les chefs officiels (partisans de la « défense nationale » et « kautskistes » hésitants) ont trahi le socialisme dans le monde entier et sont passés à la bourgeoisie, il faut s'appeler Parti communiste.]*,

10. Rénover l'Internationale.

Initiative de la création d'une Internationale révolutionnaire, d'une Internationale contre les *social-chauvins* et contre le « centre ». *[On appelle « centre » dans la social-démocratie internationale la tendance qui hésite entre les chauvins (partisans de la « défense nationale ») et les internationalistes, savoir : Kautsky et Cie en Allemagne, Longuet et Cie en France, Tchkhéidzé et Cie en Russie, Turati et Cie en Italie, MacDonald et Cie en Angleterre, etc.]*

Afin que le lecteur puisse comprendre pourquoi j'ai dû spécialement souligner comme une exception rare le « cas » des contradicteurs de bonne foi, je l'invite à comparer à ces thèses l'objection suivante de monsieur Goldenberg : Lénine « a planté l'étendard de la guerre civile au sein de la démocratie révolutionnaire » (cité dans le journal *Edinstvo* [1] de M. Plékhanov, n° 5).

N'est-ce pas une perle, en vérité ?

J'écris, je déclare, je ressasse : « Devant l'indéniable bonne foi des *larges* couches de partisans de la défense nationale révolutionnaire dans les *masses* ..., étant donné qu'ils sont trompés par la bourgeoisie, il importe de leur expliquer avec une persévérance, une *patience* et un soin *particuliers* leur erreur »...

Or, ces messieurs de la bourgeoisie, qui se disent social-démocrates, qui *ne* font partie ni des *larges* couches, ni des *masses* de partisans de la défense nationale, exposent avec un front serein mes vues comme suit : « L'étendard (!) de la guerre civile [dont il n'est pas dit un mot dans les thèses, ni dans le rapport!] est planté (!) au sein (!!) de la démocratie révolutionnaire»...

Qu'est-ce donc ? En quoi cela diffère-t-il de l'agitation des fauteurs de pogroms ? de la *Rousskaïa Volia*[2] ?

J'écris, je déclare, je ressasse : « Les Soviets des députés ouvriers sont la *seule* forme *possible* de gouvernement révolutionnaire et, par conséquent, notre tâche ne peut être que *d'expliquer* aux masses patiemment, avec méthode et persévérance, les erreurs de leur tactique, en nous adaptant surtout aux besoins pratiques de ces masses »...

Or, des contradicteurs d'un certain acabit présentent mes idées comme un appel à la « guerre civile au sein de la démocratie révolutionnaire » !!

J'ai attaqué le Gouvernement provisoire parce que, se bornant à des promesses, il n'a fixé aucun terme rapproché, ni aucun terme en général, à la convocation de l'Assemblée constituante. Je me suis appliqué à démontrer que *sans* les Soviets des députés ouvriers et soldats, la convocation de l'Assemblée constituante n'est pas assurée et son succès est impossible.

Et l'on me prétend adversaire de la convocation la plus prompte de l'Assemblée constituante !!!

Je qualifierais ces expressions de « délirantes », si des dizaines d'années de lutte politique ne m'avaient pas appris à considérer la bonne foi des contradicteurs comme une exception rare.

M. Plékhanov a qualifié dans son journal mon discours de « délirant ». Fort bien, monsieur Plékhanov ! Mais voyez comme vous êtes gauche, maladroit et peu perspicace dans votre polémique. Si pendant deux heures j'ai prononcé mon discours délirant, comment des centaines d'auditeurs ont-ils pu supporter mon « délire » ? Ensuite, pourquoi votre journal consacre-t-il toute une colonne pour exposer ce « délire » ? Cela ne tient pas, cela ne tient pas du tout.

Certes, il est beaucoup plus facile de clamer, d'injurier, de pousser les hauts cris, que d'essayer de raconter, d'expliquer, d'évoquer *ce* que Marx et Engels disaient en 1871, 1872, 1875, de l'expérience de la Commune de Paris et de *ce que* devait être l'Etat nécessaire au prolétariat.

L'ex-marxiste M. Plékhanov ne veut vraisemblablement pas se souvenir du marxisme.

J'ai cité Rosa Luxembourg qui, le 4 août 1914, qualifiait la social-démocratie *allemande* de « cadavre puant ». Et messieurs les Plékhanov, les Goldenberg et C^ie^ « s'offensent »... pour qui ? — pour les chauvins *allemands* qualifiés de chauvins !

Les voilà bien empêtrés, les pauvres social-chauvins russes, socialistes en paroles, chauvins en fait.

N. Lénine.
Publié dans la Pravda, n° 26, du 20 (7) avril 1917.

DE LA DUALITÉ DU POUVOIR

Le problème fondamental de toute révolution est celui du pouvoir dans l'Etat. Tant que ce problème n'est pas élucidé, il ne saurait être question de participer consciemment à la révolution, et encore moins de la diriger.

Notre révolution a ceci d'éminemment original, qu'elle a créé la *dualité du pouvoir.* C'est là un fait dont il importe de se rendre compte avant tout ; sans l'avoir compris, il est impossible d'aller de l'avant. Les vieilles « formules », par exemple, du bolchévisme, il faut savoir les compléter et les corriger. Car si elles se sont révélées justes dans l'ensemble, leur application concrète s'est *révélée* différente. *Personne* autrefois ne songeait et ne pouvait songer à la dualité du pouvoir.

En quoi consiste la dualité du pouvoir ?

C'est qu'à côté du Gouvernement provisoire, du gouvernement de la *bourgeoisie,* s'est formé un autre *gouvernement,* faible encore, embryonnaire, mais qui néanmoins existe en fait, incontestablement, et grandit. Savoir : les Soviets des députés ouvriers et soldats.

Quelle est la composition sociale de cet autre gouvernement ? Le prolétariat et la paysannerie (sous l'uniforme de soldat). Quel en est le caractère politique ? C'est une dictature révolutionnaire, c'est-à-dire un pouvoir qui s'appuie directement sur un coup de force révolutionnaire, sur l'initiative immédiate des masses populaires — initiative venant d'en bas — et *non sur la loi* édictée par un pouvoir d'Etat centralisé. Ce pouvoir est d'un tout autre genre que celui qui existe généralement dans la république démocratique bourgeoise parlementaire du type habituel, et qui prédomine jusqu'à ce jour dans les pays avancés d'Europe et d'Amérique. On oublie souvent cette circonstance, on n'y réfléchit pas assez. Or, c'est là l'essentiel. Ce pouvoir est du *même type* que la Commune de Paris de 1871. Voici les indices caractéristiques de ce type : 1. la source du pouvoir n'est pas dans la loi préalablement discutée et votée par un Parlement, mais dans l'initiative venant d'en bas, directe et locale, des masses populaires, dans un « coup de force », pour employer une expression courante ; 2. la police et l'armée, institutions séparées du peuple et opposées au peuple, sont remplacées par l'armement direct du peuple entier ; sous ce pouvoir, ce sont les ouvriers et les paysans armés *eux-mêmes,* c'est le peuple en armes *lui-même* qui maintient l'ordre dans l'Etat ; 3. le corps des fonctionnaires, la bureaucratie, sont eux aussi remplacés par le pouvoir direct du peuple lui-même, ou du moins placés sous un contrôle spécial ; ils deviennent non seulement de simples mandataires élus, mais ils sont encore *révocables* à la première demande du peuple. De corps privilégié jouissant de bonnes « sinécures » à traitements élevés, bourgeois, ils deviennent des ouvriers d'une « arme spéciale », dont les traitements *ne sont pas supérieurs* au salaire habituel d'un bon ouvrier.

Là, et là *seulement,* est l'essence de la Commune de Paris, type particulier d'Etat. C'est cette essence qu'ont oubliée et déformée MM. les Plékhanov (chauvins avoués qui ont trahi le marxisme), les Kautsky (hommes du « centre », c'est-à-dire qui balancent entre le chauvinisme et le marxisme), et d'une façon générale tous les social-démocrates, les socialistes-révolutionnaires et leurs pareils qui dominent aujourd'hui.

On s'en tient quitte avec des phrases, on se cantonne dans le silence, on se dérobe, on se congratule mille fois à l'occasion de l'avènement de la révolution, et l'on ne veut pas *réfléchir* à ce *que sont* les Soviets des députés ouvriers et soldats. On ne veut pas voir cette vérité évidente que, pour autant que ces Soviets existent, *pour autant* qu'ils sont Je pouvoir, il existe en Russie un Etat *du type* de la Commune de Paris.

J'ai souligné : « pour autant ». Car ce n'est qu'un pouvoir embryonnaire. Par un accord direct avec le Gouvernement provisoire bourgeois, et par diverses concessions de fait, il a *livré* lui-même, et il *continue de livrer* des positions à la bourgeoisie.

Pourquoi ? Serait-ce que Tchkhéidzé, Tsérétéli, Stéklov et C^{ie} commettent une « erreur » ? Allons donc ! Un philistin pourrait le penser, mais non un marxiste. La raison en est dans le *degré insuffisant de conscience* et d'organisation des prolétaires et des paysans. L'« erreur » des leaders susdits, c'est leur position petite-bourgeoise, c'est qu'ils *obscurcissent* la conscience des ouvriers au lieu de l'éclairer, qu'ils *inculquent* des illusions petites-bourgeoises au lieu de les réfuter, qu'ils *affermissent* l'influence de la bourgeoisie sur les masses, au heu de les soustraire à cette influence.

Cela seul doit suffire à faire comprendre pourquoi nos camarades, eux aussi, commettent tant d'erreurs en posant « simplement » la question : faut-il renverser tout de suite le Gouvernement provisoire ?

Je réponds : 1. il faut le renverser, car c'est un gouvernement oligarchique, bourgeois, et non populaire ; il *rte peut* donner ni la paix, ni le pain, ni la liberté complète ; 2. on ne peut pas le renverser en ce moment, car il repose sur un *accord* direct et indirect, formel et de fait, avec les Soviets des députés ouvriers et, tout d'abord, avec le Soviet principal, celui de Pétrograd ; 3. on ne peut, en général, le « renverser » par la méthode habituelle, parce qu'il prend appui sur la bourgeoisie que « *soutient* » le *second* gouvernement, le Soviet des députés ouvriers ; or, ce dernier gouvernement est le seul gouvernement révolutionnaire possible, le seul qui exprime directement la conscience et la volonté de la majorité des ouvriers et des paysans. L'humanité n'a pas encore élaboré, et nous ne connaissons pas jusqu'à ce jour de type de gouvernement meilleur, supérieur aux Soviets des députés ouvriers, salariés agricoles, paysans et soldats.

Pour devenir le pouvoir, les ouvriers conscients doivent conquérir la majorité : *aussi longtemps* qu'il n'y a pas de violence exercée sur les masses il n'est point d'autre chemin conduisant au pouvoir. Nous ne sommes pas des blanquistes[3], des partisans de la prise du pouvoir par une minorité. Nous sommes des marxistes, partisans de la lutte de classe prolétarienne contre les entraînements petits-bourgeois, le chauvinisme défensiste, la phrase, la dépendance vis-à-vis de la bourgeoisie.

Créons un parti communiste prolétarien ; les meilleurs partisans du bolchévisme en ont déjà créé les éléments. Groupons-nous pour une action de classe prolétarienne ; et les prolétaires, les paysans *pauvres* se rallieront à nous, toujours plus nombreux. Car la vie détruira chaque jour davantage les illusions petites-bourgeoises des « social-démocrates », des Tchkhéidzé, Tsérétéli, Stéklov et autres, des « socialistes-révolutionnaires », des petits bourgeois plus « purs » encore, etc., etc.

La bourgeoisie est pour un pouvoir bourgeois unique.

Les ouvriers conscients sont pour le pouvoir unique des Soviets des députés ouvriers, salariés agricoles, paysans et soldats, pour un pouvoir unique préparé non par des aventures, mais en *éclairant* la conscience du prolétariat, en *l'affranchissant* de l'influence de la bourgeoisie.

La petite bourgeoisie — « social-démocrates », socialistes-révolutionnaires, etc., etc. — *entrave* par ses hésitations cet éclaircissement, cet affranchissement.

Tel est le véritable rapport de forces entre les *classes* en présence. C'est lui qui détermine nos tâches.

N. Lénine.
Publié dans la Pravda, n° 28, du 22 (9) avril 1917.

LES TACHES DU PROLÉTARIAT DANS NOTRE RÉVOLUTION

PROJET DE PLATE-FORME POUR LE PARTI DU PROLÉTARIAT

Le moment historique que traverse actuellement la Russie est caractérisé par les traits essentiels que voici :

LE CARACTÈRE DE CLASSE DE LA RÉVOLUTION ACCOMPLIE

1. L'ancien pouvoir tsariste, qui ne représentait qu'une poignée de propriétaires féodaux commandant toute la machine de l'Etat (armée, police, bureaucratie), est vaincu et renversé, mais il n'est pas achevé. La monarchie n'est pas anéantie formellement. La bande des Romanov continue ses intrigues monarchistes. L'immense propriété terrienne des grands féodaux n'est pas supprimée.

2. Le pouvoir en Russie est passé entre les mains d'une *classe* nouvelle, savoir : bourgeoisie et grands propriétaires embourgeoisés. *Pour autant,* la révolution démocratique bourgeoise est achevée en Russie.

Une fois au pouvoir, la bourgeoisie a fait bloc (alliance) avec les éléments manifestement monarchistes, qui s'étaient signalés, de 1906 à 1917, par leur zèle inouï à soutenir Nicolas le Sanguinaire et Stolypine le Pendeur[4] (Goutchkov et les autres hommes politiques placés à droite des cadets). Le nouveau gouvernement bourgeois de Lvov et C^ie^ a tenté et commencé de négocier avec les Romanov la restauration de la monarchie en Russie. Sous le couvert d'une phraséologie révolutionnaire, il nomme, aux postes de commande, les partisans de l'ancien régime. Il s'attache à réformer le moins possible tout le mécanisme de l'appareil d'Etat (armée, police, bureaucratie), qu'il a remis entre les mains de la bourgeoisie. A l'initiative révolutionnaire de l'action des masses et à la prise du pouvoir *par en bas,* par le peuple, — *seule* garantie des succès réels de la révolution, — le nouveau gouvernement met déjà toute sorte d'obstacles.

Il n'a pas encore fixé même la date de la convocation de l'Assemblée constituante. Il ne touche point à la grande propriété foncière, cette base matérielle du tsarisme féodal. Il ne songe même pas à enquêter sur les agissements des établissements financiers monopoleurs, des grandes banques, des syndicats et cartels capitalistes, etc., à divulguer leurs agissements, à contrôler ces établissements.

Les principaux postes ministériels, les postes décisifs du nouveau gouvernement (ministère de l'Intérieur, ministère de la Guerre, c'est-à-dire le commandement de l'armée, de la police, des fonctionnaires, de tout l'appareil d'oppression des masses), appartiennent à des monarchistes avérés et à des partisans de la grande propriété foncière. Les cadets, républicains d'hier, républicains malgré eux, se sont vu attribuer des postes secondaires, n'ayant pas de rapport direct au *commandement* exercé sur le peuple et à l'appareil du pouvoir. A. Kérenski, représentant des troudoviks, et, « socialiste-lui-aussi », ne joue absolument aucun rôle, si ce n'est qu'il endort par des phrases retentissantes la vigilance et l'attention du peuple.

Pour toutes ces raisons le nouveau gouvernement bourgeois ne mérite, même en politique intérieure, aucune confiance de la part du prolétariat, et celui-ci ne saurait lui donner aucun appui.

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DU NOUVEAU GOUVERNEMENT

3. En ce qui concerne la politique extérieure, que les conditions objectives situent maintenant au premier plan, le nouveau gouvernement est un gouvernement de continuation de la guerre impérialiste en alliance avec les puissances impérialistes, Angleterre, France, etc. pour le partage du butin capitaliste, pour l'étranglement des peuples, petits et faibles.

Soumis aux intérêts du capital russe et de son puissant protecteur et maître, le capital impérialiste anglo-français, le plus riche du monde, — le nouveau gouvernement, malgré les vœux formulés de la façon la plus précise, au nom de l'indéniable majorité des peuples de Russie, par le Soviet des députés soldats et ouvriers, n'a entrepris rien de concret pour mettre fin au massacre des peuples, visant à assurer les intérêts des capitalistes. Il n'a pas même publié les traités secrets de spoliation manifeste (sur le partage de la Perse, le pillage de la Chine, le pillage de la Turquie, le partage de l'Autriche, le rapt de la Prusse orientale et des colonies allemandes, etc.), qui lient manifestement la Russie aux forbans du capital impérialiste anglo-français. Il a *confirmé* ces traités, conclus par le tsarisme qui, pendant des siècles, a pillé et opprimé plus de peuples que les autres tyrans et despotes, —

par le tsarisme qui, non content d'opprimer, déshonorait et corrompait le peuple grand-russe, dont il avait fait le bourreau des autres peuples.

Ayant confirmé les traités d'infamie et de brigandage, le nouveau gouvernement, contrairement à la volonté de la majorité des peuples de Russie, clairement exprimée par les Soviets des députés ouvriers et soldats, n'a pas proposé l'armistice immédiat à tous les peuples en guerre. Il s'est borné à prodiguer des déclarations et des phrases solennelles, sonores et pompeuses, mais absolument vides, qui, dans la bouche des diplomates bourgeois, ont toujours servi et servent encore à tromper les masses confiantes et naïves du peuple opprimé.

4. Aussi le nouveau gouvernement ne mérite pas la moindre confiance en politique extérieure ; bien plus, le sommer à nouveau de proclamer la volonté de paix des peuples de Russie, de renoncer aux annexions, etc., etc., c'est au fond duper simplement le peuple, lui faire concevoir des espérances irréalisables, retarder sa prise de conscience, lui faire accepter indirectement la prolongation d'une guerre dont le vrai caractère social n'est pas déterminé par des souhaits pieux, mais par la nature de classe du gouvernement qui la fait, par le lien qui rattache la classe représentée par ce gouvernement au capital financier impérialiste de Russie, d'Angleterre, de France, etc., par la *politique réelle et effective* pratiquée par cette classe.

L'ORIGINALE DUALITÉ DU POUVOIR ET SA SIGNIFICATION DE CLASSE

5. La particularité essentielle de notre révolution, celle qui sollicite le plus impérieusement une attention réfléchie, c'est la *dualité de pouvoir* qui s'est établie dès le lendemain de la victoire de la révolution.

Cette dualité de pouvoir se manifeste par l'existence de *deux* gouvernements : le gouvernement principal, véritable, effectif de la bourgeoisie, le « Gouvernement provisoire » de Lvov et C^{ie}, qui détient tous les organes du pouvoir, et un gouvernement supplémentaire, accessoire, un gouvernement de « contrôle », représenté par le Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd, qui ne délient pas les organes du pouvoir d'Etat, mais qui prend directement appui sur la majorité indéniable du peuple, sur les ouvriers et les soldats en armes.

L'origine sociale de cette dualité de pouvoir et sa signification de classe, c'est que la révolution de mars 1917, non seulement a balayé toute la monarchie tsariste et remis tout le pouvoir à la bourgeoisie, mais qu'elle *touche de près* à la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie. C'est justement cette dictature (c'est-à-dire un pouvoir appuyé non sur la loi, mais sur la force directe des masses armées de la population), c'est justement la dictature des classes ci-dessus mentionnées que représentent le Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd et les autres Soviets en province.

6. Une autre particularité éminemment importante de la révolution russe, c'est que le Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd, qui, tout porte à le croire, jouit de la confiance de la majorité des Soviets locaux, remet *volontairement* le pouvoir à la bourgeoisie et à *son* Gouvernement provisoire, *cède* volontairement à ce dernier la primauté, après entente avec lui pour le soutenir, se borne au rôle d'observateur contrôlant la convocation de l'Assemblée constituante (dont la date n'a même pas été publiée jusqu'ici par le Gouvernement provisoire).

Cette situation extrêmement originale, jamais vue sous cet aspect dans l'histoire, a donné lieu à cet *entrelacs,* à cet *amalgame de deux* dictatures : la dictature de la bourgeoisie (car le gouvernement de Lvov et C^{ie} est une dictature, c'est-à-dire un pouvoir appuyé non sur la loi et non sur l'expression préalable de la volonté populaire, mais sur un coup de force, — coup de force opéré par une classe déterminée, en l'occurrence, la bourgeoisie) et la dictature du prolétariat et de la paysannerie (le Soviet des députés ouvriers et soldats).

Il ne fait pas le moindre doute que cet « entrelacs » *ne peut* tenir longtemps. Deux pouvoirs *ne sauraient exister* dans un Etat. L'un des deux doit être réduit à néant, et dès maintenant toute la bourgeoisie de Russie travaille de toutes ses forces, par tous les moyens et en tous lieux, à supprimer et débiliter, à réduire à néant les Soviets des députés soldats et ouvriers, et à créer l'unité de pouvoir de la bourgeoisie.

La dualité de pouvoir ne reflète qu'une période *transitoire* du développement de la révolution, lorsque cette dernière est allée au delà d'une révolution démocratique bourgeoise ordinaire, mais *n'est pas encore arrivée* à la « pure » dictature du prolétariat et de la paysannerie. La signification de classe (et l'explication de classe) de cet état de transition instable est celle-ci : notre révolution a, comme toute autre révolution, exigé des masses qu'elles fassent preuve du plus grand héroïsme et d'abnégation pour la lutte contre le tsarisme ; en outre, elle a d'un coup *entraîné dans le mouvement* une quantité incroyable de simples habitants.

Un des principaux caractères scientifiques, politiques et pratiques de *toute* révolution véritable, c'est l'augmentation extraordinairement rapide, subite et brusque du nombre d'« habitants » qui commencent d'eux-mêmes à participer activement à la vie politique, *à l'organisation de l'Etat.*

De même la Russie. La Russie est aujourd'hui en ébullition. Des millions et des dizaines de millions d'hommes en léthargie politique depuis dix ans, politiquement ployés sous le joug épouvantable du tsarisme et accablés par leur labeur de forçat au profit des grands propriétaires fonciers et des fabricants, se *sont éveillés et aspirent* à la vie politique. Que sont ces millions et ces dizaines de millions d'hommes ? Pour la plupart, des petits patrons, des petits bourgeois, des gens tenant le milieu entre les capitalistes et les ouvriers salariés. La Russie est le pays le plus petit-bourgeois de l'Europe.

Une formidable vague petite-bourgeoise submerge tout ; elle écrase non seulement par son nombre, mais aussi par son idéologie, le prolétariat conscient, c'est-à-dire qu'elle a contaminé de très larges milieux ouvriers en leur communiquant ses conceptions petites-bourgeoises en politique. La petite bourgeoisie défend dans son existence de la bourgeoisie, parce que vivant elle-même en patron et non en prolétaire (par la *place* qu'elle occupe dans la *production* sociale). Par sa façon de penser, elle suit la bourgeoisie.

Crédulité inconsciente envers les capitalistes, ces pires ennemis de la paix et du socialisme, — voilà ce qui caractérise la politique actuelle des *masses* en Russie ; voilà ce qui *a surgi* avec une rapidité révolutionnaire sur le terrain économique et social du pays le plus petit-bourgeois d'Europe. Voilà la base de *classe* de l'« *accord* » (je souligne que je parle moins de l'accord formel que du soutien *de fait,* de l'accord tacite, de la crédulité inconsciente avec laquelle on cède le pouvoir) entre le Gouvernement provisoire et le Soviet des députés ouvriers et soldats, — accord qui a livré aux Goutchkov le gros morceau, le véritable pouvoir, et au Soviet les promesses, les honneurs (momentanément), les flatteries, les phrases, les assurances, les salamalecs des Kérenski.

L'insuffisance numérique du prolétariat russe, son degré insuffisant de conscience et d'organisation, voilà l'autre face de la médaille. Tous les partis populistes, socialistes-révolutionnaires y compris, ont toujours été petits-bourgeois ; de même le parti du Comité d'organisation (Tchkhéidzé, Tsérétéli et autres) ; de même les révolutionnaires sans-parti (Stéklov et autres) ont cédé à la vague, ne l'ont pas surmontée, n'en ont pas eu le temps.

CARACTÈRE ORIGINAL DE LA TACTIQUE, RÉSULTAT DE CE QUI PRÉCÈDE

7. Pour un marxiste, qui doit tenir compte des faits objectifs, des masses et des classes, et non des individus, etc., l'originalité marquée plus haut de la situation réelle détermine nécessairement l'originalité de la tactique au moment *présent.*

Cette originalité met au premier plan la nécessité de verser « du vinaigre et du fiel dans l'eau sucrée des phrases démocratiques révolutionnaires » (selon l'expression — remarquablement juste — employée hier à Pétrograd par Théodorovitch, mon camarade du Comité central de notre Parti, au congrès des employés et ouvriers des chemins de fer de Russie). Travail de critique ; *explication* des erreurs des partis petits-bourgeois, socialiste-révolutionnaire et social-démocrate ; préparation et groupement des éléments d'un parti prolétarien *conscient,* communiste ; *affranchissement* du prolétariat de la griserie petite-bourgeoise « générale ».

Cela *semble* n'être « simplement » que de la propagande. C'est en réalité un travail *révolutionnaire* des plus *pratiques* ; car il n'est pas possible de faire progresser une révolution qui s'est arrêtée, grisée par la phrase et qui « marque le pas », *non point à cause* des obstacles extérieurs, *non point à cause de la violence* exercée par la bourgeoisie (Goutchkov ne fait encore que menacer d'user de la violence contre la masse des soldats), mais à *cause* de la crédule inconscience des masses.

Ce n'est qu'en combattant cette crédulité inconsciente (on ne peut et on ne doit la combattre que sur le terrain des idées, par la persuasion fraternelle, par un rappel de l'*expérience vécue),* que nous pouvons nous dégager de l'emprise de la *phrase révolutionnaire déchaînée* et stimuler réellement la conscience prolétarienne, comme la conscience des masses, comme leur initiative *locale,* audacieuse et décidée ; stimuler la réalisation spontanée, le développement et la consolidation des libertés, de la démocratie, du principe de la possession de toutes les terres par le peuple tout entier.

8. Dans le monde entier, l'expérience des gouvernements de la bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers a élaboré *deux* procédés pour maintenir le peuple dans l'oppression. D'abord la violence. Nicolas Romanov I[er] — Nicolas la Trique, et Nicolas II — le Sanguinaire, ont montré au peuple russe le maximum de ce qui est possible et impossible avec ce procédé de tortionnaire. Mais il est un autre procédé, poussé à la perfection par la bourgeoisie anglaise et la bourgeoisie française, « instruites » par une série de grandes révolutions et de mouvements révolutionnaires des masses. C'est le mensonge, la flatterie, la phrase, les promesses sans nombre, les aumônes d'un sou, les concessions futiles, pour garder l'essentiel.

Ce qui fait l'originalité du moment actuel en Russie, c'est le passage vertigineux du premier procédé au second, de la violence exercée sur le peuple aux *flatteries* et aux promesses mensongères à lui prodiguées. Comme le chat de la fable[5], Milioukov et Goutchkov écoutent et n'en font qu'à leur tête. Ils détiennent le pouvoir, préservant les profits du Capital, font la guerre impérialiste dans l'intérêt du capital russe et anglo-français et se bornent à répondre avec des promesses, des déclamations, des phrases à effet, aux discours des « cuisiniers » comme Tchkhéidzé, Tsérétéli, Stéklov, qui menacent, exhortent, conjurent, supplient, exigent, proclament... Le chat écoute et n'en fait qu'à sa tête.

Or, la crédule inconscience et l'inconsciente crédulité s'en iront chaque jour davantage, principalement chez les prolétaires et les paysans *pauvres,* à qui la vie (leur situation économique et sociale) apprend à ne pas croire les capitalistes.

Les chefs de la petite bourgeoisie « doivent » enseigner au peuple la confiance en la bourgeoisie. Les prolétaires doivent lui enseigner la méfiance.

LA DÉFENSE NATIONALE RÉVOLUTIONNAIRE ET SA SIGNIFICATION DE CLASSE

9. La *défense nationale révolutionnaire* doit être considérée comme la manifestation la plus sérieuse, îa plus éclatante de la vague petite-bourgeoise qui a « presque tout » submergé. C'est elle le pire ennemi de la progression et du succès de la révolution russe.

Quiconque a cédé sur ce point et n'a pas su se dégager, est perdu pour la révolution. Mais les masses cèdent autrement que les chefs ; et elles se dégagent *autrement,* par une autre voie de développement, par d'autres procédés.

La défense nationale révolutionnaire est, d'une part, le fruit de la duperie des masses par la bourgeoisie, le fruit de la crédule inconscience des paysans et d'une partie des ouvriers ; d'autre part, elle est l'expression des intérêts et de la mentalité du petit patron, intéressé jusqu'à un certain point aux annexions et aux profits bancaires, « pieux » gardien des traditions du tsarisme qui a corrompu les Grands-Russes, dont il avait fait des bourreaux pour les autres peuples.

La bourgeoisie trompe le peuple en spéculant sur la noble fierté de la révolution ; elle cherche à faire croire que le caractère *politique et social* de la guerre s'est modifié pour la Russie depuis cette étape de la révolution, du fait que la monarchie tsariste a été remplacée par la quasi-république de Goutchkov-Milioukov. Et le peuple a cru — momentanément — par suite surtout des préjugés de l'ancien temps, qui font à ses yeux des autres nationalités de la Russie une sorte de propriété, d'apanage des Grands-Russes. Cette infâme corruption du peuple grand-russe par le tsarisme, qui lui a appris à considérer les autres peuples comme quelque chose d'inférieur, appartenant « de droit » à la Grande-Russie, ne pouvait se dissiper *d'emblée.*

Ce qu'il nous faut, s'est *savoir* expliquer aux masses que le caractère politique et social de la guerre n'est pas déterminé par la « bonne volonté » des individus et des groupes ou même des peuples, mais par la situation où se trouve la *classe* qui fait la guerre, par la *politique* de cette classe, politique dont la guerre est le prolongement, par les *relations* du Capital, force économique dominante de la société d'aujourd'hui, par le *caractère impérialiste* du capital international, par la dépendance — financière, bancaire, diplomatique — de la Russie à l'égard de l'Angleterre, de la France, etc. Savoir l'expliquer aux masses de façon intelligible *n'est pas chose facile,* et nul d'entre nous n'aurait pu du premier coup s'acquitter de cette tâche sans commettre d'erreurs.

Mais l'orientation ou plus exactement le contenu de notre propagande doit être celui-là, et celui-là seul. La moindre concession à la défense nationale révolutionnaire est une *trahison du socialisme,* l'abandon complet de l'*internationalisme,* quelles que soient les belles phrases et les considérations « pratiques » dont on le justifie.

Le mot d'ordre « A bas la guerre ! » est évidemment juste, mais il ne tient pas compte des tâches particulières du moment, de la nécessité *d'aborder autrement* les grandes masses. A mon avis, il ressemble au mot d'ordre « A bas le tsar ! » qu'un agitateur maladroit du « bon vieux temps » apportait tout bonnement au village... et se faisait rosser. Les partisans de la défense nationale révolutionnaire dans les masses sont de *bonne foi,* non point en tant qu'individus, mais au point de vue de classe, car ils appartiennent aux *classes* (ouvriers et paysans pauvres) qui n'ont *réellement* rien à gagner aux annexions ni à l'étranglement des autres peuples. Autre chose sont les bourgeois et MM. « les intellectuels » ; ceux-là savent fort bien qu'il est *impossible* de renoncer aux annexions sans renoncer à la domination du Capital, et ils trompent cyniquement les masses avec de belles phrases, des promesses sans mesure, des assurances sans nombre.

Les partisans de la défense nationale dans les masses considèrent la chose sans malice, en simples habitants : « Je ne veux pas d'annexions, l'Allemand *me* «tombe dessus», je défends donc une cause juste et pas du (ont des intérêts impérialistes. » A ces gens-là il faut expliquer sans cesse qu'il ne s'agit pas de leurs désirs personnels, mais des rapports et conditions politiques, de masse et de *classe,* du lien de la guerre avec les intérêts du capital et le réseau bancaire international, etc. Cette façon de combattre l'idée de la défense nationale est la seule sérieuse et promet le succès, un succès qui ne sera peut-être pas très rapide, mais certain et durable.

COMMENT PEUT-ON TERMINER LA GUERRE ?

10. On ne peut terminer la guerre « quand on veut ». On ne peut pas la terminer sur décision d'une des parties. On ne peut pas la terminer en « fichant la baïonnette en terre », pour employer l'expression d'un soldat partisan de la défense nationale.

On ne peut pas terminer la guerre par une « entente » entre socialistes de divers pays, par une « action » des prolétaires de tous les pays, par la « volonté » des peuples, etc. Toutes les phrases de ce genre, qui foisonnent dans les articles des journaux de-fensistes, semi-défensistes et semi-internationalistes, ainsi que dans les innombrables résolutions, appels et manifestes, dans les résolutions du Soviet des députés ouvriers et soldats, ne sont que souhaits bien intentionnés, innocents et vains de petits bourgeois. Rien de plus nocif que ces phrases sur « 1'« affirmation » [de la volonté! de paix chez les peuples », sur le *tour* de l'action révolutionnaire du prolétariat (après le prolétariat russe, c'est le « tour » du prolétariat allemand), etc. Tout cela, c'est du louis-blancisme[6], de doux rêves, c'est jouer aux « campagnes politiques », mais en fait c'est répéter la fable du chat et du cuisinier.

La guerre n'est pas née de la mauvaise volonté des rapaces capitalistes, bien que, sans aucun doute, elle se fasse *uniquement* dans leur intérêt et n'enrichisse qu'eux-mêmes. Elle a été engendrée par un demi-siècle de développement du capitalisme mondial, par la multitude infinie de ses liens et de ses attaches. Il est *impossible* de s'arracher à la guerre impérialiste, *impossible* d'obtenir une paix démocratique, non imposée par la violence, sans renverser le pouvoir du Capital, sans faire passer le pouvoir à une *autre* classe, au prolétariat.

La révolution russe de février-mars 1917 a marqué le début de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.

Cette révolution a fait le *premier* pas vers la cessation de la guerre. Seul le *second* pas — le passage du pouvoir au prolétariat — peut en *assurer* la cessation. Ce sera dans le monde entier le début de la « rupture du front », du front des intérêts du Capital, et ce n'est qu'en rompant *ce* front que le prolétariat *peut* soustraire l'humanité aux horreurs de la guerre et lui dispenser les bienfaits d'une paix durable.

Et c'est en créant les Soviets des députés ouvriers que la révolution russe a *déjà* amené le prolétariat de Russie tout près de cette « rupture du front » du Capital.

LE NOUVEAU TYPE D'ÉTAT QUE CRÉE NOTRE RÉVOLUTION

11. Les Soviets des députés ouvriers, soldats, paysans et autres sont incompris non seulement en ce sens que la plupart des gens ne se font pas une idée nette de la portée sociale, du rôle des Soviets *dans* la révolution *russe.* Ils ne sont pas compris non plus en tant que forme nouvelle, ou plus exactement en tant que nouveau *type d'Etat.*

Le type le plus parfait, le plus évolué d'Etat bourgeois, c'est la *république démocratique parlementaire :* le pouvoir y appartient au Parlement ; la machine de l'Etat, l'appareil administratif sont ceux de toujours : armée permanente, police, bureaucratie pratiquement non révocable, privilégiée, placée *au-dessus* du peuple.

Mais dès la fin du XIX[e] siècle, les époques révolutionnaires offrent un type *supérieur* d'Etat démocratique, un Etat qui, selon l'expression d'Engels, cesse déjà, sous certains rapports, d'être un Etat, « n'est plus un Etat au sens propre du terme ». C'est l'Etat du type de la Commune de Paris : il *substitue* à la police et à l'armée séparées de la nation, l'armement direct et immédiat du peuple. Là est l'essence de la Commune, vilipendée et calomniée par les écrivains bourgeois, et à laquelle, entre autres choses, on a attribué à tort l'intention d' « introduire » immédiatement le socialisme.

C'est précisément un Etat de ce type que la révolution russe a *commencé* de créer en 1905 et en 1917. La République des Soviets des députés ouvriers, soldats, paysans et autres, unis au sein d'une Assemblée constituante des représentants du peuple de Russie, ou dans un Conseil des Soviets, etc., voilà ce qui *naît aujourd'hui,* à l'heure actuelle, sur l'initiative des masses innombrables du peuple qui crée spontanément la démocratie, à *sa manière,* sans attendre que MM. les professeurs cadets aient rédigé leurs projets de loi pour une république parlementaire bourgeoise, ni que les pédants et les routiniers de la « social-démocratie » petite-bourgeoise, tels que M. Plékhanov ou Kautsky, aient renoncé à falsifier la doctrine marxiste de l'Etat.

Le marxisme se distingue de l'anarchisme en ce qu'il reconnaît la *nécessité* de l'Etat et du pouvoir d'Etat pendant la période révolutionnaire en général, et pendant l'époque de transition du capitalisme au socialisme, en particulier. Le marxisme se distingue du « social-démocratisme » petit-bourgeois, opportuniste de MM. Plékhanov, Kautsky et C[ie], en ce qu'il reconnaît la nécessité, pour ces périodes, d'un Etat qui *ne soit pas* une république parlementaire bourgeoise ordinaire, mais tel que fut la Commune de Paris.

Les principaux traits qui distinguent ce type d'Etat de l'ancien sont les suivants :

Le retour est des plus faciles de la république parlementaire bourgeoise à la monarchie (l'histoire l'a prouvé), tout l'appareil d'oppression demeurant intact : armée, police, bureaucratie. La Commune et les Soviets des députés ouvriers, soldats, paysans, etc. *brisent* et suppriment cet appareil.

La république parlementaire bourgeoise entrave, étouffe la vie politique autonome des *masses,* leur participation directe à l'organisation *démocratique* de toute la vie de l'Etat, de bas en haut. Les Soviets des députés ouvriers et soldats font le contraire.

Ils reproduisent le type d'Etat élaboré par la Commune de Paris, et que Marx a appelé la « forme politique enfin trouvée où *peut* s'accomplir l'affranchissement économique des travailleurs ».

On objecte d'ordinaire que le peuple russe n'est pas encore préparé pour l'« instauration » de la Commune. C'est l'argument des féodaux qui prétendaient que les paysans n'étaient pas préparés pour la liberté. La Commune, c'est-à-dire les Soviets des députés ouvriers et paysans, n'« instaure », n'a l'intention d'« instaurer » et ne doit instaurer *aucune* transformation avant que celle-ci ne soit venue à pleine maturité, et dans la réalité économique, et dans la conscience de l'immense majorité du peuple. Plus la débâcle économique et la crise engendrée par la guerre sont graves, et plus la nécessité s'impose d'une forme politique aussi parfaite que possible, *facilitant* la guérison des horribles blessures que la guerre a faites à l'humanité. Moins le peuple russe a d'expérience en matière d'organisation, et plus résolument il faut *entreprendre* l'œuvre d'organisation *par le peuple lui-même,* au lieu de l'abandonner aux seuls politiciens bourgeois et aux fonctionnaires pourvus de « sinécures lucratives ».

Plus tôt nous aurons dépouillé les vieux préjugés du pseudo-marxisme, du marxisme dénaturé par MM. Plékhanov, Kautsky et consorts, plus nous mettrons de zèle à aider le peuple à former dès aujourd'hui et partout des Soviets des députés ouvriers et paysans, et à prendre en main *toute* la vie, plus longtemps MM. Lvov et consorts reculeront la convocation de la Constituante, et plus il sera facile au peuple de faire son choix (par l'Assemblée constituante ou sans elle, si Lvov ne la convoque pas de longtemps) en faveur de la République des Soviets des députés ouvriers et paysans. Des erreurs sont inévitables au début, quand le peuple lui-même organise cette œuvre d'édification nouvelle, mais mieux vaut commettre quelques erreurs et aller de l'avant que *d'attendre* que les professeurs en droit réunis par M. Lvov aient rédigé des lois sur la convocation de l'Assemblée constituante et la perpétuation de la république parlementaire bourgeoise, sur l'étranglement des Soviets des députés ouvriers et paysans.

Si nous nous organisons, et si nous savons faire notre propagande avec intelligence, non seulement les prolétaires, mais les neuf dixièmes de la paysannerie seront contre le rétablissement de la police, contre la

bureaucratie non révocable et privilégiée, contre l'armée séparée du peuple. Or, c'est en cela uniquement que consiste le nouveau type d'Etat.

12. Le remplacement de la police par une milice populaire est une réforme qui, dictée par toute la marche de la révolution, est en voie de réalisation dans la plupart des régions de la Russie. Nous devons expliquer aux masses que dans la plupart des révolutions bourgeoises du type ordinaire, cette réforme a été très éphémère, et que la bourgeoisie, même la plus démocratique et républicaine, a toujours rétabli la police du vieux type tsariste, séparée du peuple, commandée par des bourgeois et capable d'opprimer le peuple de toutes les manières.

Pour *empêcher* le rétablissement de la police, il n'est qu'un seul moyen : c'est de créer une milice populaire, fondue avec l'armée (armement général du peuple, à la place de l'armée permanente). Feront partie de cette milice tous les citoyens et citoyennes sans exception de 15 à 65 ans (s'il est permis, par ces limites d'âge approximatives, d'indiquer la participation des adolescents et des vieillards). Les capitalistes payeront aux ouvriers salariés, aux domestiques, etc., les journées consacrées au service civique dans la milice. Tant que les femmes ne seront pas appelées à participer librement à la vie politique en général, mais aussi à s'acquitter d'un service civique permanent et universel, il ne peut être question de socialisme, ni même d'une démocratie intégrale et durable. Les fonctions de « police», telles que l'assistance aux malades et aux enfants abandonnés, le contrôle de l'alimentation, etc., ne peuvent en général être assurées de façon satisfaisante tant que les femmes n'auront pas obtenu l'égalité non point nominale, mais effective.

Empêcher le rétablissement de la police, appliquer les capacités organisatrices du peuple entier à la création d'une milice dont le service est exercé par toute la population, voilà les tâches que le prolétariat doit porter dans les masses pour la sauvegarde, l'affermissement et le développement de la révolution.

PROGRAMMES AGRAIRE ET NATIONAL

13. A l'heure actuelle nous ne pouvons savoir exactement si une puissante révolution agraire va se développer d'ici peu dans les campagnes russes. Nous ne pouvons savoir quelle est exactement la profondeur de la différenciation de classe qui s'opère dans la paysannerie, — et qui s'est à coup sûr accentuée ces derniers temps, — et la divise en ouvriers agricoles, saisonniers ou permanents, et paysans pauvres (« semi-prolétaires »), d'une part, et paysans aisés et moyens (capitalistes grands et petits), de l'autre. L'expérience seule peut résoudre et résoudra ces questions.

Mais notre devoir absolu, en tant que parti du prolétariat, est non seulement de présenter dès aujourd'hui un programme agraire, mais aussi de préconiser des mesures pratiques immédiatement réalisables, et commandées *par l'intérêt* de la révolution agraire paysanne en Russie.

Nous devons exiger la nationalisation de *toutes* les terres dans le pays, c'est-à-dire leur remise en toute propriété au pouvoir central. Ce dernier déterminera l'importance, etc. du fonds de migration, promulguera des lois pour la protection des forêts et l'amendement des terres, etc. ; il interdira expressément toute médiation entre le possesseur des terres — l'Etat, et leur locataire — le cultivateur (interdiction de toute sous-location de la terre). Par contre, ce sont les *Soviets* régionaux et locaux *des députés paysans* — et nullement la bureaucratie, les fonctionnaires — qui *disposeront,* entièrement et exclusivement, de la terre et fixeront les *conditions locales* de possession et de jouissance.

Afin d'améliorer la technique de la production de blé et d'augmenter celle-ci ; afin de développer la grande exploitation rationnelle et d'en assurer le contrôle public, nous devons travailler, au sein des comités paysans, à faire de tout grand domaine exproprié une grande exploitation modèle, placée sous le contrôle des *Soviets des députés salariés agricoles.*

Contrairement à la phrase et à la politique petites-bourgeoises qui règnent chez les socialistes-révolutionnaires et surtout dans leurs bavardages sur la norme « de consommation » ou « de travail », sur la « socialisation de la terre », etc., le parti du prolétariat doit s'attacher à prouver que le système de la petite exploitation, en régime de production marchande, *ne peut pas* affranchir l'humanité de la misère des masses, de leur oppression.

Le parti du prolétariat doit démontrer, sans opérer immédiatement et obligatoirement la scission dans les Soviets des députés paysans, la nécessité de Soviets distincts de députés des salariés agricoles et de Soviets distincts de députés des paysans pauvres (semi-prolétaires), ou tout au moins de conférences permanentes des députés

appartenant à ces catégories sociales, conférences qui seraient organisées sous la forme de fractions ou de partis distincts au sein des Soviets communs des députés paysans. Faute de quoi, la doucereuse phraséologie petite-bourgeoise des populistes sur la paysannerie en général ne fera que voiler la duperie de la masse non possédante par la paysannerie aisée, simple variété de *capitalistes.*

Contrairement à la prédication libérale bourgeoise ou purement bureaucratique à laquelle se livrent nombre de socialistes-révolutionnaires et de Soviets des députés ouvriers et soldats, qui recommandent aux paysans de ne pas s'emparer des terres des grands propriétaires fonciers et de ne pas entreprendre la réforme agraire avant la convocation de l'Assemblée constituante, le parti du prolétariat doit appeler les paysans à réaliser immédiatement, et de leur propre autorité, la réforme agraire et à procéder, sur décision des Soviets locaux des députés paysans, à la confiscation immédiate des terres appartenant aux grands propriétaires fonciers.

Ce faisant, il importe tout particulièrement d'insister sur la nécessité *d'augmenter* la production de denrées alimentaires pour les soldats du front et pour les villes, de souligner que tout préjudice, toute détérioration du bétail, des outils, machines, bâtiments, etc., etc. est absolument inadmissible.

14. Dans la question nationale, le parti prolétarien préconisera avant tout la proclamation et l'application immédiate de la liberté absolue de se séparer de la Russie, pour toutes les nations et nationalités opprimées par le tsarisme et rattachées par la force ou maintenues par la force dans le cadre de l'Etat russe, c'est-à-dire annexées.

Toutes les déclarations, proclamations et manifestes sur la renonciation aux annexions, non accompagnés de l'application effective de la liberté de séparation, ne sont que mensonges bourgeois destinés à tromper le peuple, ou souhaits innocents de petits bourgeois.

Le parti prolétarien aspire à la création d'un Etat aussi vaste que possible, car tel est l'intérêt des travailleurs ; il aspire au *rapprochement,* à la *fusion* des nations, mais il veut atteindre ce but non par la violence, mais uniquement par l'union libre et fraternelle des masses d'ouvriers et de travailleurs de toutes les nations.

Plus la République de Russie sera démocratique, mieux elle s'organisera en République des Soviets des députés ouvriers et paysans, et plus puissante sera la force d'attraction qui portera *librement* vers elle les masses laborieuses de *toutes* les nations.

Entière liberté de séparation, autonomie locale (et nationale) aussi large que possible, garanties minutieusement élaborées des droits des minorités nationales, tel est le programme du prolétariat révolutionnaire.

NATIONALISATION DES BANQUES ET DES SYNDICATS CAPITALISTES

15. Le parti du prolétariat ne peut en aucune façon se proposer d'« introduire » le socialisme dans un pays de petits paysans, tant que l'immense majorité de la population n'aura pas pris conscience de la nécessité d'une révolution socialiste. Mais seuls des sophistes bourgeois, qui s'abritent derrière des formules « quasi-marxistes », peuvent déduire de cette vérité la justification d'une politique ajournant les mesures révolutionnaires urgentes, parfaitement mûres dans la pratique, *réalisées* souvent *pendant la guerre par maints Etats bourgeois,* et absolument indispensables pour combattre la désorganisation économique totale et la famine imminentes.

Des mesures comme la nationalisation du sol, de toutes les banques et de tous les syndicats capitalistes ou, du moins, la subordination *immédiate* de ces établissements au *contrôle* des Soviets des députés ouvriers et autres, sans être aucunement l'« instauration » du socialisme, doivent être préconisées absolument et réalisées dans la mesure du possible par la voie révolutionnaire. Sans ces mesures, parfaitement réalisables du point de vue économique et qui ne représentent que les premiers pas vers le socialisme, il est impossible de guérir les blessures causées par la guerre et de prévenir la catastrophe imminente : quant à reculer devant une atteinte aux profits exorbitants des capitalistes et des banquiers qui s'enrichissent de façon particulièrement scandaleuse justement « grâce à la guerre », le parti du prolétariat révolutionnaire ne le fera jamais.

LA SITUATION DANS L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

16. Les obligations internationales de la classe ouvrière de Russie, aujourd'hui surtout, s'inscrivent avec force au premier plan.

On ne jure plus à notre époque que par l'internationalisme. Jusqu'aux chauvins-défensistes, jusqu'à MM. Plékhanov et Potressov, jusqu'à Kérenski qui se disent internationalistes.

D'autant plus impérieux est le devoir qu'a le parti du prolétariat d'opposer, avec une clarté, une précision, une netteté parfaites, l'internationalisme en fait à l'internationalisme en paroles.

Appels platoniques aux ouvriers de tous les pays ; vaines assurances d'attachement à l'internationalisme, tentatives directes ou indirectes d'établir un « tour » pour l'action du prolétariat révolutionnaire dans les divers pays belligérants ; recherche laborieuse d'une « entente » entre les socialistes des pays belligérants *à propos* de la lutte révolutionnaire, organisation tapageuse de congrès socialistes *en vue* d'une campagne pour la paix, etc., etc. : tout cela n'est, par sa valeur *objective,* si sincères que soient les protagonistes de ces idées, de ces tentatives, ou de ces plans, tout cela n'est que verbiage ou, dans le *meilleur* des cas, souhaits innocents et bien intentionnés, propres uniquement à voiler la *duperie* des masses par les chauvins. Les social-chauvins *français,* qui sont les plus habiles, les plus rompus aux filouteries parlementaires, ont depuis longtemps battu le record dans l'art de prononcer des phrases pacifistes et internationalistes infiniment grandiloquentes et sonores, *tout* en trahissant avec un cynisme inouï le socialisme et l'Internationale, *tout* en faisant partie des ministères qui mènent la guerre impérialiste, *tout* en votant les crédits ou *les emprunts* (comme Tchkhéidzé, Skobélev, Tsérétéli, Stéklov l'ont fait récemment en Russie), *tout* en s'opposant à la lutte révolutionnaire dans leur *propre pays,* etc., etc.

Les bonnes gens oublient souvent la cruauté et la férocité de la guerre impérialiste mondiale. Cette situation ne souffre pas la phrase, elle se moque des souhaits innocents et sucrés.

Il n'est qu'un seul et unique internationalisme de fait : travailler avec abnégation au développement du mouvement révolutionnaire et de la lutte révolutionnaire *dans son* pays, soutenir (par la propagande, par la sympathie, par une aide matérielle) *cette même lutte,* cette même ligne et *elle seule,* dans *tous* les pays sans exception.

Le reste n'est que mensonge et manilovisme[7].

Trois tendances se sont dessinées dans le mouvement ouvrier et socialiste international, depuis plus de deux ans de guerre, dans *tous* les pays. Quiconque s'écarte du terrain de la *réalité,* se refuse à constater ces trois tendances, à les analyser, à lutter de façon conséquente pour la tendance qui défend l'internationalisme en fait, se condamne à l'inertie, à l'impuissance et à l'erreur.

Ces trois tendances sont les suivantes :

1) Les social-chauvins, c'est-à-dire socialistes en paroles, chauvins en fait, gens qui admettent la « défense de la patrie » dans la guerre impérialiste (et, avant tout, dans la guerre impérialiste actuelle).

Ce sont nos adversaires de *classe.* Ils sont passés à la bourgeoisie.

Tels sont la plupart des chefs officiels de l'officielle social-démocratie dans *tous* les pays. MM. Plékhanov et consorts en Russie, les Scheidemann en Allemagne ; Renaudel, Guesde, Sembat en France ; Bissolati et consorts en Italie ; Hyndman, les fabiens et les « labouristes » (chefs du « parti travailliste ») en Angleterre ; Branting et consorts en Suède ; Troelstra et son parti en Hollande ; Stauning et son parti au Danemark ; Victor Berger et autres « défenseurs de la patrie » aux Etats-Unis, etc.

2) La deuxième tendance est ce qu'on appelle le « centre » qui hésite entre les social-chauvins et les internationalistes en fait.

Ceux du « centre » jurent leurs grands dieux qu'ils sont marxistes, internationalistes, qu'ils sont pour la paix, pour toutes « pressions » et « revendications » tendant à obliger les gouvernements à « exprimer la volonté de paix du peuple », pour toutes les campagnes possibles en faveur de la paix, pour la paix sans annexions, etc., etc., *et pour la paix avec les social-chauvins.* Le « centre » est pour l' « unité », le centre est adversaire de la scission.

Le « centre », c'est le règne de la phrase petite-bourgeoise débonnaire, de l'internationalisme en paroles, d'un opportunisme pusillanime et de la complaisance pour Ses social-chauvins en fait.

Le fond de la question, c'est que le « centre » n'est pas convaincu de la nécessité d'une révolution contre son propre gouvernement ; il ne la préconise pas ; au lieu de mener une lutte révolutionnaire décidée, il invente, pour s'y soustraire, *les faux-fuyants* les plus plats, bien qu'à résonance archi-« marxiste ».

Les social-chauvins sont nos *adversaires de classe,* ce sont des *bourgeois* installés dans le mouvement ouvrier. Ils y représentent une couche, des groupes, des milieux ouvriers *objectivement* achetés par la bourgeoisie (meilleurs salaires, postes honorifiques, etc.), qui aident *leur* bourgeoisie à piller et à étrangler les peuples petits et faibles, à faire la guerre *pour* le partage du butin capitaliste.

Le « centre », ce sont des hommes de routine, rongés par une légalité pourrie, corrompus par l'atmosphère du parlementarisme, etc., des fonctionnaires habitués aux sinécures et au travail « de tout repos ». Historiquement et économiquement parlant, ils ne représentent pas une couche sociale *distincte,* ils représentent simplement la *transition* entre une phase révolue du mouvement ouvrier, celle de 1871-1914, féconde à bien des égards, surtout dans l'art nécessaire au prolétariat de l'organisation lente, soutenue, méthodique à une grande et très grande échelle, — et la *phase* nouvelle, devenue *objectivement* nécessaire depuis la première guerre impérialiste mondiale, qui a inauguré l'ère *de la révolution sociale.*

Le principal leader et représentant du « centre » est Karl Kautsky : il jouissait dans la II^{e} Internationale (1889-1914) de la plus haute autorité. Depuis août 1914 il offre un exemple de reniement complet du marxisme, de veulerie inouïe, d'hésitations et de trahisons lamentables. La tendance du « centre », c'est Kautsky, Haase, Ledebour, ce qu'on appelle la « ligue ouvrière » «ou la « ligue du travail » au Reichstag ; en France, Longuet, Pressemane et les « minoritaires » (les menchéviks) en général ; en Angleterre, Philip Snowden, Ramsay MacDonald et nombre d'autres leaders de l'« Independent Labour Party » et, partiellement, du Parti socialiste de Grande-Bretagne ; Morris Hilquitt et nombre d'autres aux Etats-Unis ; Turati, Trêves, Modigliani, etc., en Italie ; Robert Grimm, etc. en Suisse ; Victor Adler et C^{ie} en Autriche ; le parti du Comité d'organisation, Axelrod, Martov, Tchkhéidzé, Tsérétéli et les autres, en Russie, etc.

Sans doute, certains individus passent parfois, sans s'en rendre compte, de la position du social-chauvinisme à celle du « centre » et vice versa. Cela se conçoit. Tout marxiste sait que les classes demeurent distinctes, bien que des individus passent aisément d'une classe à l'autre. De même les *tendances* dans la vie politique se distinguent entre elles, bien que des individus passent aisément d'une tendance à l'autre, malgré les tentatives et les efforts prodigués pour amener la *fusion* de ces tendances.

3) La troisième tendance est celle des internationalistes en fait, représentés le plus fidèlement par la « Gauche de Zimmerwald »[8] (nous reproduisons en annexe son manifeste de septembre 1915, afin que le lecteur puisse prendre connaissance, dans un document authentique, de la façon dont cette tendance est née). Caractère distinctif essentiel : rupture complète et avec les social-chauvins, et avec le « centre ». Lutte révolutionnaire à outrance contre *son* gouvernement impérialiste et sa bourgeoisie impérialiste. Principe : « l'ennemi principal est dans notre propre pays ». Guerre sans merci à la phrase sucrée des social-pacifistes (le social-pacifiste est un socialiste en paroles, un pacifiste bourgeois en fait ; les pacifistes bourgeois rêvent d'une paix éternelle *sans* renversement du joug et de la domination du capital) et aux *faux-fuyants* de toutes sortes tendant à nier la possibilité, la nécessité ou l'opportunité de la lutte révolutionnaire du prolétariat et de la révolution prolétarienne socialiste, *en liaison* avec la guerre actuelle.

Les représentants les plus marquants de cette tendance sont : en Allemagne, le « groupe Spartacus » ou « groupe de l'Internationale », auquel appartient Karl Liebknecht. Karl Liebknecht est le représentant le plus notoire de cette tendance et de la *nouvelle,* de la véritable Internationale prolétarienne.

Karl Liebknecht a appelé les ouvriers et les soldats d'Allemagne à *tourner leurs armes* contre *leur* gouvernement. Il l'a fait ouvertement, du haut de la tribune du Parlement (Reichstag). Puis, muni de proclamations clandestinement imprimées, il s'est rendu sur la place de Potsdam, l'une des plus vastes de Berlin, à une manifestation, en lançant l'appel : « A bas le gouvernement ! » Arrêté, il a été condamné aux *travaux forcés.* Il est maintenant enfermé dans un bagne, ainsi que des *centaines* sinon des milliers de *vrais* socialistes d'Allemagne emprisonnés pour avoir lutté contre la guerre.

Karl Liebknecht a mené une lutte implacable dans ses discours et dans ses lettres, non seulement contre les Plékhanov et les Potressov de *chez lui* (les Scheidemann, les Legien, les David et C^{ie}), *mais aussi contre les hommes du centre,* contre les Tchkhéidzé, les Tsérétéli de chez lui (Kautsky, Haase, Ledebour et C^{ie}).

Karl Liebknecht et son ami Otto Ruhle ont, seuls sur cent dix députés, rompu la discipline, brisé l'« unité » avec le « centre » et les chauvins, ils ont *marché contre tous.* Liebknecht *seul* représente le socialisme, la cause prolétarienne, la révolution prolétarienne. *Tout le reste* de la social-démocratie allemande n'est, selon la juste expression de Rosa Luxembourg (elle aussi membre et l'un des chefs du « groupe Spartacus »), qu'un *cadavre puant.*

Un autre groupe d'internationalistes en fait, en Allemagne, est celui du journal *Arbeiterpolitik* de Brème.

En France, Loriot et ses amis (Bourderon et Merxheim sont tombés au social-pacifisme) se rapprochent le plus des internationalistes en fait, ainsi que le Français Henri Guilbeaux qui publie à Genève la revue *Demain.* En Angleterre, le journal *The Trade-Unionist* et *certains membres* du Parti socialiste britannique et de *l'Independent Labour Party* (William Russell, par exemple, qui a appelé ouvertement à rompre avec les chefs *traîtres* au socialisme), le socialiste écossais *MacLean,* instituteur condamné aux *travaux forcés* par le gouvernement bourgeois anglais pour sa lutte révolutionnaire contre la guerre. Des centaines de socialistes anglais sont en prison pour ces mêmes crimes. Eux, et eux seuls, sont des internationalistes *en fait.* Aux Etats-Unis, ie « Parti Ouvrier Socialiste » et ceux des éléments du « Parti Socialiste » opportuniste qui publient depuis janvier 1917 le journal *The Internationalist* ; en Hollande, le parti des « tribunistes » qui édite le journal *De Tribune* (Pannekoek, Hermann Gorter, Wijnkoop, Henriette Roland-Holst), qui représenta le centre à Zimmerwald et qui maintenant est venu à nous ; en Suède, le parti des jeunes ou des gauches avec des leaders comme Lindhagen, Ture Nermann, Carlsson, Stroem, Z. Hooglund, qui prit part personnellement, à Zimmerwald, à la fondation de la « gauche zimmerwaldienne » et est actuellement condamné à la prison pour sa lutte révolutionnaire contre la guerre. Au Danemark, Trier et ses amis, qui ont quitté le parti « social-démocrate » danois, devenu entièrement *bourgeois,* avec le *ministre* Stauning à sa tête ; en Bulgarie, les « tesniaki » ; en Italie, les plus proches sont le secrétaire du parti Constantin Lazzari et Serrati, rédacteur en chef de l'organe central *Avanti!* En Pologne, Radek, Hanecki et les autres leaders de la social-démocratie groupée autour du *Kraïévoé Pravlénié* ; Rosa Luxembourg, Tyszka et les autres leaders de la social démocratie groupée autour du *Glavnoé Pravlénié* ; en Suisse, ceux de la gauche qui ont rédigé les considérants du « référendum » (de janvier 1917) pour la lutte contre les social-chauvins et le « centre » de *leur* pays et qui ont présenté au congrès socialiste du canton de Zurich, tenu le 11 février 1917 à Toess, une motion inspirée de principes révolutionnaires et dirigée contre la guerre ; en Autriche, les jeunes amis de gauche de Frédéric Adler, dont plusieurs ont milité au club *Karl Marx* de Vienne, aujourd'hui fermé par le gouvernement ultraréactionnaire d'Autriche, qui toiture Frédéric Adler pour le coup de revolver héroïque, quoique peu réfléchi, qu'il a tiré sur un ministre, etc., etc.

Peu importent les nuances qui existent aussi entre ces gauches. L'essentiel est dans la *tendance* générale. La vérité c'est qu'il n'est pas facile d'être internationaliste en fait, en cette époque d'horrible guerre impérialiste. Ces hommes ne sont pas nombreux, mais tout l'avenir du socialisme est en *eux seuls* ; eux *seuls* sont les *chefs des masses,* et non leurs corrupteurs.

Les distinctions entre réformistes et révolutionnaires, parmi les social-démocrates, parmi les socialistes en général, devaient nécessairement se modifier dans les conditions de la guerre impérialiste. Quiconque se contente de présenter des « revendications » aux gouvernements bourgeois pour qu'ils signent la paix ou « expriment la volonté de paix des peuples », etc., glisse *en fait* vers le réformisme. *Car,* objectivement, *le problème de la guerre* ne se pose que *sur le plan révolutionnaire.*

On ne saurait se tirer de la guerre pour établir une paix démocratique non imposée par la violence, pour affranchir les peuples de la servitude des *milliards* d'intérêts à payer à messieurs les capitalistes qui se sont enrichis « grâce à la guerre», on ne saurait en sortir autrement que par la révolution du prolétariat.

On peut et l'on doit réclamer des gouvernements bourgeois les réformes les plus diverses ; mais on ne peut, sans verser dans le manilovisme et le réformisme, exiger de ces hommes et de ces classes enserrés par mille liens au capital impérialiste, qu'ils *rompent* ces liens. Or, sans cette rupture, tous les propos sur la guerre à la guerre ne sont que phrases vides et trompeuses.

Les « kautskistes », les « centristes » sont des révolutionnaires en paroles, des réformistes en fait ; des internationalistes en paroles, des auxiliaires du social-chauvinisme en fait.

LA FAILLITE DE L'INTERNATIONALE DE ZIMMERWALD. IL FAUT FONDER LA III° INTERNATIONALE

17. L'Internationale de Zimmerwald a adopté dès le début une attitude hésitante, « kautskiste », « centriste », et c'est ce qui a obligé aussitôt la *gauche zimmerwaldienne* à s'en désolidariser, à s'en séparer et à lancer un manifeste à *elle* (imprimé en Suisse en langues russe, allemande et française).

Le principal défaut de l'Internationale de Zimmerwald, la cause de sa *faillite* (car elle a déjà fait faillite sur le terrain idéologique et politique), ce sont ses flottements, son indécision dans la question essentielle, qui *détermine* pratiquement *toutes les autres :* celle de la rupture totale avec le social-chauvinisme et la vieille Internationale social-chauvine, dirigée par Vandervelde et Huysmans à la Haye (Hollande), etc.

On ne sait pas encore chez nous que ce sont les *kautskistes précisément* qui forment la majorité zimmerwaldienne. C'est pourtant un fait capital, dont il importe de tenir compte et que tout le monde connaît maintenant en Europe occidentale. Même le chauvin, l'ultra-chauvin allemand Heilmann, directeur de l'archi-chauvine *Chemnitzer Zeitung* et collaborateur de la *Cloche* archi-chauvine de Parvus (évidemment Heidmann est « social-démocrate » et partisan effréné de l'« unité » de la social-démocratie), — a dû reconnaître dans la presse que le centre ou le « kautskisme » et la *majorité zimmerwaldienne* ne font qu'un.

La fin de 1916 et le début de 1917 ont établi ce fait définitivement. Malgré la condamnation au social-pacifisme par le Manifeste de Kienthal[9], *toute* la droite zimmerwaldienne, *toute* la majorité de Zimmerwald a glissé vers le social-pacifisme : Kautsky et C^ie^, dans une série d'interventions de janvier à février 1917 ; Bourderon et Merrheim en France, en votant, *unanimes* avec les social-chauvins, les motions pacifistes du Parti socialiste (décembre 1916) et de la « Confédération Générale du Travail » (c'est-à-dire de l'organisation nationale des syndicats de France, également en décembre 1916) ; Turati et C^ie^ en Italie, où le parti tout entier a adopté une attitude social-pacifiste et où Turati lui-même a « glissé » (pas par hasard, bien sûr), jusqu'à laisser tomber, dans son discours du 17 décembre 1916, des phrases *nationalistes* servant à masquer la hideur de la guerre impérialiste.

Le président de Zimmerwald et de Kienthal, Robert Grimm, a fait bloc, en janvier 1917, avec les social-chauvins de *son* parti (Greulich, Pflüger, Gustav Müller, etc.) *contre* les internationalistes en fait.

Au cours des deux conférences tenues par les *zimmerwaldiens* des différents pays en janvier et février 1917, ce jeu double et équivoque de la majorité zimmerwaldienne a été formellement stigmatisé par les internationalistes de gauche de plusieurs pays : Münzenberg, secrétaire de l'organisation internationale des Jeunes et directeur de l'excellent journal internationaliste *L'Internationale des Jeunes* ; Zinoviev, représentant du Comité central de notre Parti ; K. Radek, du parti social-démocrate polonais *(Kraïé-voé Pravlénié)* ; Harstein, social-démocrate allemand, membre du « groupe Spartacus ».

Au prolétariat russe il a été beaucoup donné ; nulle part au monde la classe ouvrière n'a pu déployer autant d'énergie révolutionnaire qu'en Russie. Mais à qui il est beaucoup donné, il sera beaucoup demandé.

Il est impossible de tolérer davantage le marais de Zimmerwald. Il est impossible de rester plus longtemps, à cause des « kautskistes » de Zimmerwald, en demi-liaison avec l'Internationale chauvine des Plékhanov et des Scheidemann. Il faut rompre tout de suite avec cette Internationale. Il faut rester à Zimmerwald *uniquement* aux fins d'information.

C'est à nous, et précisément à l'heure actuelle, qu'il appartient de fonder sans retard une *nouvelle* Internationale, révolutionnaire, prolétarienne, ou plutôt de ne pas craindre de proclamer hautement qu'elle est *déjà fondée,* et qu'elle agit.

C'est l'Internationale des « internationalistes en fait » que j'ai soigneusement dénombrés plus haut. Eux, et eux seuls, sont les représentants des masses internationalistes révolutionnaires, et non les corrupteurs de ces masses.

Ces socialistes sont peu nombreux, niais que chaque ouvrier-russe se demande si, à *la veille* de la révolution de février-mars 1917, il y avait beaucoup de révolutionnaires conscients en Russie.

Ce n'est pas le nombre qui importe, mais l'expression fidèle fies idées et de la politique du prolétariat véritablement révolutionnaire. L'essentiel n'est pas de « proclamer » l'internationalisme ; c'est de savoir être, même dans les temps les plus difficiles, dés internationalistes en fait.

Ne nous faisons pas d'illusions sur des ententes et congrès internationaux. Tant que dure la guerre impérialiste, les relations internationales sont enserrées dans l'étau de fer de la dictature militaire bourgeoise et impérialiste. Si même le « républicain » Milioukov, contraint de tolérer le gouvernement accessoire qu'est le Soviet des députés ouvriers, n'a *pas laissé entrer* en Russie, en avril 1917, le socialiste suisse *Fritz Platten,* secrétaire du parti internationaliste, participant de Zimmerwald et de Kienthal, bien que celui-ci fût marié à une Russe et se rendît auprès de la parenté de sa femme ; bien qu'il ait pris part, à Riga, à la révolution de 1905, qu'il ait été enfermé, pour ce fait, dans une prison russe ; bien que, pour être élargi, il ait versé au gouvernement tsariste une caution dont il a réclamé le remboursement, — si le « républicain » Milioukov a pu *se comporter* de la sorte en Russie, en avril 1917, on imagine ce que valent les promesses et assurances, les phrases et déclarations de la bourgeoisie sur la paix sans annexions, etc.

Et l'arrestation de Trotski par le gouvernement anglais ? Et le refus de laisser Martov quitter la Suisse ? Et l'espoir de l'attirer en Angleterre, où l'attend le sort de Trotski ?

Ne nous faisons pas d'illusions. Ne nous leurrons pas. « Attendre » des congrès internationaux ou conférences, c'est *trahir* l'internationalisme, puisqu'il est démontré que même de Stockholm on ne laisse parvenir jusqu'à nous ni les socialistes fidèles à l'internationalisme, *ni même leurs lettres* : cela malgré toutes les possibilités et toute la férocité de la censure militaire.

Notre Parti ne doit pas « attendre », mais *fonder* tout de suite la III^e^ Internationale. Et des centaines de socialistes emprisonnés en Allemagne et en Angleterre pousseront un soupir de soulagement ; des milliers et des milliers d'ouvriers allemands, dont les grèves et manifestations font trembler ce misérable et ce forban de Guillaume, liront notre décision dans les feuilles *illégales* ; ils sauront quelle confiance fraternelle nous avons en Karl Liebknecht, et en lui seul ; ils apprendront *notre* résolution à lutter *maintenant* encore contre la « défense nationale révolutionnaire ». Cette lecture les fortifiera dans leur internationalisme révolutionnaire.

A qui il est beaucoup donné, il sera beaucoup demandé. Il n'est pas de pays au monde où la liberté règne *maintenant* comme en Russie. Profitons de cette liberté, non pour prêcher le soutien de la bourgeoisie ou la « défense nationale révolutionnaire » bourgeoise, mais pour *fonder* hardiment, honnêtement, en prolétaires, à la Liebknecht, la III^e^ *Internationale,* ennemie irréductible et des traîtres social-chauvins et des « centristes » hésitants.

18. Après ce qui vient d'être dit, point n'est besoin de longs discours pour démontrer qu'il ne saurait être question de l'unification des social-démocrates en Russie.

Mieux vaut rester à deux, comme Liebknecht — car *c'est rester avec le prolétariat révolutionnaire* — qu'admettre même un instant l'idée de fusion avec le parti du Comité d'organisation, avec Tchkhéidzé et Tsérétéli, qui tolèrent le bloc avec Potressov dans la *Rabotchaïa Gazéta*[10], qui votent l'emprunt[11] dans le Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers, qui ont glissé vers la « défense nationale ».

Laissons les morts ensevelir leurs morts.

Quiconque veut *aider* les hésitants, doit d'abord cesser d'hésiter lui-même.

QUELLE DOIT ETRE LA DÉNOMINATION DE NOTRE PARTI POUR ETRE SCIENTIFIQUEMENT EXACTE ET CONTRIBUER A ÉCLAIRER LA CONSCIENCE POLITIQUE DU PROLÉTARIAT ?

19. J'en viens à la dernière question, à la dénomination de notre Parti. Nous devons nous appeler *Parti communiste,* comme l'ont fait Marx et Engels.

Nous devons proclamer à nouveau que nous sommes marxistes et prenons pour base le *Manifeste communiste,* lequel a été dénaturé et trahi par la social-démocratie sur deux points principaux : 1. les ouvriers n'ont pas de patrie : « défendre la patrie » dans la guerre impérialiste, c'est trahir le socialisme ; 2. la doctrine marxiste de l'Etat a été dénaturée par la II^e^ Internationale.

La dénomination de « social-démocratie » est *scientifiquement* inexacte, comme le démontra plus d'une fois Marx, notamment en 1875, dans la *Critique du Programme de Gotha,* et comme le répéta dans un exposé plus

populaire, Engels en 1894. Du capitalisme l'humanité ne peut passer directement qu'au socialisme, c'est-à-dire à la possession en commun des moyens de production et à la répartition des produits selon le travail de chacun. Notre Parti voit plus loin : le socialisme doit inévitablement évoluer en communisme, sur le drapeau duquel s'inscrit : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins. »

Tel est mon premier argument.

En voici un autre : la seconde partie de notre dénomination (social-démocrates) n'est pas non plus scientifiquement exacte. La démocratie est une des formes de *l'Etat.* Or nous, marxistes, nous sommes adversaires de *tout* Etat.

Les chefs de la II^{e} Internationale (1889-1914), MM. Plékhanov, Kautsky et leurs semblables, ont avili et dénaturé le marxisme.

Le marxisme se distingue de l'anarchisme en ce qu'il reconnaît la *nécessité d'un Etat* pour passer au socialisme, mais (et c'est ce qui le distingue de Kautsky et C^{ie}) *non point d'un Etat* dans le genre de la république démocratique bourgeoise parlementaire habituelle, mais du type de la Commune de Paris de 1871, ou des Soviets des députés ouvriers de 1905 et 1917.

Mon troisième argument : la *vie* a créé, la révolution a *déjà* créé chez nous, *en fait,* quoique sous une forme encore faible, embryonnaire, justement ce nouvel « Etat », qui n'en est pas un au sens propre du terme.

C'est là *déjà* une question du domaine pratique des masses et non pas simplement une théorie de chefs.

L'Etat, au sens propre, c'est le commandement exercé sur les masses par des détachements d'hommes armés, séparés du peuple.

Notre nouvel Etat *naissant* est lui aussi un Etat, car il nous faut des détachements d'hommes armés, il nous faut l'ordre *le plus strict,* il nous faut user de la violence pour réprimer *sans merci* toutes les tentatives de contre-révolution tsariste, aussi bien que bourgeoise à la Goutchkov.

Mais notre nouvel Etat *naissant n'est* déjà *plus* un Etat au sens propre du mot, car en bien des points de la Russie, ces détachements d'hommes armés, c'est la *masse elle-même,* le peuple entier, et non pas quelqu'un placé au-dessus de lui, séparé de lui, privilégié, pratiquement non révocable.

Il ne faut pas regarder en arrière, mais en avant ; il ne faut pas regarder vers la démocratie du type bourgeois ordinaire, qui affermissait la domination de la bourgeoisie au moyen des vieux organismes d'administration *monarchiques :* police, armée, bureaucratie.

Il faut regarder en avant, vers la nouvelle démocratie naissante, qui déjà cesse d'être une démocratie, car la démocratie c'est la domination du peuple ; or, le peuple armé ne peut exercer la domination sur lui-même.

Le terme de démocratie appliqué au Parti communiste n'est pas seulement inexact au point de vue scientifique. Aujourd'hui, après mars 1917, c'est une *œillère* mise au peuple révolutionnaire *pour l'empêcher* de construire du neuf, en toute liberté, hardiment et de façon spontanée, savoir : les Soviets des députés ouvriers, paysans et autres, comme *pouvoir unique* dans l'« Etat », comme annonciateur de la « disparition progressive » de *tout* Etat.

Mon quatrième argument : il faut tenir compte de la situation objective du socialisme dans le monde entier.

Elle n'est plus ce qu'elle était en 1871-1914, à l'époque où Marx et Engels se résignaient sciemment au terme opportuniste et faux de « social-démocratie ». Car, à *l'époque,* après la défaite de la Commune de Paris, l'histoire mettait à l'ordre du jour le lent travail d'organisation et d'éducation. Il n'y en avait point d'autre. Les anarchistes avaient (et ont encore) foncièrement tort, tant pour la théorie que pour l'économie et la politique. Ils ont donné une fausse appréciation de l'époque, n'ayant pas compris la situation qui est celle du monde entier : l'ouvrier d'Angleterre était corrompu par les profits impérialistes, la Commune de Paris écrasée, le mouvement national bourgeois venait de triompher en Allemagne (1871) ; la Russie semi-féodale dormait d'un sommeil séculaire.

Marx et Engels ont donné une juste appréciation de l'époque ; ils ont compris la situation internationale, compris les tâches du *lent* acheminement vers la révolution sociale. Sachons comprendre, à notre tour, les tâches et les particularités de la nouvelle époque. N'imitons point les mauvais marxistes, dont Marx disait : « J'ai semé des dragons et récolté des puces. » La nécessité objective du capitalisme évolué en impérialisme a engendré la guerre impérialiste. La guerre a conduit l'humanité entière *au bord du gouffre,* à la ruine de toute la civilisation, à la sauvagerie et à la mort de nouveaux millions d'hommes, de millions sans nombre. D'issue il *n'y en a point,* si ce n'est la révolution du prolétariat.

Et dans un moment où cette révolution commence, où elle fait ses premiers pas timides, mal assurés, inconscients, et trop confiants envers la bourgeoisie, — dans un tel moment, la majorité (c'est la vérité, c'est un fait) des chefs « social-démocrates », des parlementaires « social-démocrates », des journaux « social-démocrates » — car c'est bien eux les *instruments* d'action sur les masses — ont *abandonné* le socialisme, *trahi* le socialisme, sont passés du côté de « leur » bourgeoisie nationale.

Les masses sont troublées, désorientées, trompées par *ces* chefs. Et nous encouragerions cette duperie, nous la favoriserions en gardant la vieille dénomination périmée, aussi pourrie que l'est la II^{e} Internationale ! De « nombreux » ouvriers *conçoivent* la social-démocratie dans le bon sens, soit. Mais il est temps de savoir faire la différence entre le subjectif et l'objectif.

Subjectivement, ces ouvriers social-démocrates sont des guides éminemment fidèles des masses prolétariennes.

Mais la situation objective dans le monde est telle que l'ancienne dénomination de notre Parti *facilite* la duperie des masses, *entrave* le mouvement en avant. Car, à chaque pas, dans chaque journal, dans chaque fraction parlementaire, la masse voit des *chefs,* c'est-à-dire des hommes dont la parole est plus retentissante, dont l'action se voit de plus loin ; et tous ils sont des « social-démocrates-eux-aussi » ; ils sont tous « pour l'unité » avec les social-chauvins, traîtres au socialisme ; tous présentent, pour en recevoir le paiement, des traites anciennement tirées par la « social-démocratie »...

Et les arguments contre ?...

« On nous confondra avec les anarchistes-communistes »...

Pourquoi ne craignons-nous pas d'être confondus avec les socialistes nationaux, avec les socialistes libéraux ou avec les radicaux socialistes qui, parmi les partis bourgeois de la République française, sont le parti le plus avancé et le plus expert dans la duperie des masses par la bourgeoisie ? ... « Les masses sont accoutumées à *leur* parti social-démocrate, les ouvriers l'« aiment »...

Voilà le seul argument. Oui, mais cet argument rejette loin et la science marxiste et les tâches qui demain seront celles de la révolution, et la situation objective du socialisme dans le monde entier, et la faillite honteuse de la II^{e} Internationale, et le tort fait pratiquement à la cause par des nuées de « social-démocrates-eux-aussi », qui entourent les prolétaires.

Argument de la routine, argument de la léthargie, argument de l'inertie.

Or, nous voulons refaire le monde. Nous voulons mettre fin à la guerre impérialiste mondiale dans laquelle sont entraînés des centaines de millions d'hommes, où sont mêlés les intérêts de centaines et de centaines de milliards de capitaux, — guerre qu'il est impossible de terminer par une paix véritablement démocratique autrement que par la plus grande révolution prolétarienne que l'histoire de l'humanité ait jamais connue.

Et nous aurions peur de nous-mêmes ! Nous nous en tiendrions à notre « habituelle », à notre « chère », à notre sordide chemise ?...

Il est temps de jeter la chemise sale, il est temps de mettre du linge propre.

N. Lénine.
Pétrograd, 10 avril 1917.
Publié en brochure, septembre 1917.

LA VII[e] CONFÉRENCE DU P.O.S.D.R.(b) (DITE CONFÉRENCE D'« AVRIL ») 7-12 MAI (24-29 AVRIL) 1917

RÉSOLUTION SUR LA QUESTION AGRAIRE ADOPTÉE PAR LA CONFÉRENCE LE 11 MAI (28 AVRIL)

La grande propriété foncière est en Russie la base matérielle du pouvoir des propriétaires fonciers féodaux et le gage d'une restauration possible de la monarchie. Elle voue inévitablement l'immense majorité de la population de la Russie, la paysannerie, à la misère, à la servitude, à l'inculture ; elle condamne le pays entier à un état d'infériorité dans tons les domaines de la vie.

La propriété paysanne en Russie, tant concédée (aux communautés et aux familles paysannes) que privée (terres louées et achetées), est de bas en haut, de long en large, enserrée par les vieux liens et rapports de demi-servage, par la division des paysans en catégories héritées du servage, la dispersion des parcelles, etc., etc. La nécessité de briser toutes ces barrières surannées et nuisibles, la nécessité de « décloisonner » la terre, de refaire à neuf tous les rapports de possession terrienne et d'agriculture en les adaptant aux conditions nouvelles de l'économie du pays et du monde entier, — cette nécessité constitue la base matérielle des aspirations des paysans à la nationalisation de *toutes* les terres dans l'Etat.

Quelles que soient les utopies petites-bourgeoises dont tous les partis et groupes populistes recouvrent la lutte des masses paysannes contre la propriété terrienne des grands féodaux, et, d'une façon générale, contre toutes les entraves féodales de la possession et de la jouissance de la terre en Russie, cette lutte en elle-même traduit une tendance démocratique bourgeoise caractérisée, indéniablement progressive et économiquement nécessaire à la destruction radicale de toutes ces entraves.

La nationalisation du sol, mesure bourgeoise, implique la plus grande liberté — possible et concevable dans la société capitaliste — la liberté de la lutte de classes et la jouissance du sol, libérée de tous les accessoires non bourgeois. De plus, la nationalisation du sol, en abolissant la propriété privée des terres, porterait pratiquement un coup si puissant à la propriété privée de tous les moyens de production en général, que le parti du prolétariat doit contribuer de toutes les manières à cette réforme.

D'autre part, la paysannerie aisée de Russie a depuis longtemps créé les éléments d'une bourgeoisie rurale, éléments que la réforme agraire de Stolypine a sans aucun doute renforcés, multipliés, affermis. A l'autre pôle du village, se sont de même affermis et multipliés les ouvriers salariés de l'agriculture, les prolétaires et la masse de paysans semi-prolétaires qui leur sont proches.

Plus la destruction et la suppression de la grande propriété foncière se feront avec résolution et esprit de suite, plus on procédera avec résolution et esprit de suite à la réforme agraire démocratique bourgeoise de la Russie en général, et plus la lutte de classe du prolétariat agricole se développera rapide et énergique contre la paysannerie aisée (bourgeoisie rurale).

Selon que le prolétariat des villes réussira à entraîner derrière lui le prolétariat rural et à lui adjoindre la masse des semi-prolétaires des campagnes, ou que cette masse suivra la bourgeoisie paysanne encline à s'allier à Goutchkov, à Milioukov, aux capitalistes et aux grands propriétaires fonciers et d'une façon générale, à la contre-révolution, — le sort et l'issue de la révolution russe seront décidés dans un sens ou dans un autre, pour autant que la révolution prolétarienne qui commence en Europe n'exercera pas directement sur notre pays sa puissante influence.

S'inspirant de cette situation des classes et de ce rapport des forces entre elles, la conférence décide :

1. Le Parti du prolétariat lutte de toutes ses forces pour la confiscation immédiate et totale de toutes les terres des grands propriétaires fonciers de Russie (et aussi des apanages, terres de l'Eglise, de la couronne, etc., etc.).

2. Le Parti s'affirme résolument pour le passage immédiat de toutes les terres à la paysannerie organisée dans les Soviets des députés paysans, ou dans d'autres organismes locaux autonomes élus d'une façon réellement et parfaitement démocratique, et parfaitement indépendants vis-à-vis des grands propriétaires fonciers et des fonctionnaires.

3. Le Parti du prolétariat réclame la nationalisation de toutes les terres dans l'Etat. La nationalisation, qui implique la transmission à l'Etat du droit de propriété sur toutes les terres, transmet le droit d'en disposer aux institutions démocratiques locales.

4. Le Parti doit lutter résolument contre le Gouvernement provisoire qui, par la bouche de Chingarev ainsi que par ses déclarations collectives, impose aux paysans un « accord à l'amiable avec les grands propriétaires fonciers », soit, en fait, une réforme avantageuse à ces derniers et menace de châtier les paysans pour «actes arbitraires», c'est-à-dire que la minorité de la population (grands propriétaires fonciers et capitalistes) exercera la violence contre la majorité ; le Parti doit combattre également les hésitations petites-bourgeoises de la majorité des populistes et des social-démocrates menchéviks, qui recommandent aux paysans de ne pas prendre la terre avant l'Assemblée constituante.

5. Le Parti conseille aux paysans de prendre la terre de façon organisée, sans causer le moindre dégât aux biens, et en ayant soin d'augmenter la production.

6. D'une façon générale, toutes les réformes agraires ne peuvent être efficaces et durables que si l'Etat tout entier est pleinement démocratisé, c'est-à-dire, d'une part, si l'on supprime la police, l'armée permanente et le corps des fonctionnaires privilégiés en fait ; et si, d'autre part, on institue l'administration autonome locale la plus large, entièrement dégagée de toute surveillance ou tutelle s'exerçant d'en haut.

7. Il faut immédiatement et en tous lieux entreprendre d'organiser à part, et de façon autonome, le prolétariat agricole tant sous la forme de Soviets de députés des ouvriers agricoles (et aussi de Soviets spéciaux de députés des paysans semi-prolétaires) que sous la forme de fractions ou groupes prolétariens dans les Soviets communs des députés paysans, dans tous les organismes d'administration autonome des villes et des campagnes, etc., etc.

8. Le Parti doit appuyer l'initiative des comités paysans qui, en divers endroits de la Russie, transmettent le cheptel mort et vif des grands propriétaires fonciers aux paysans organisés dans ces comités, aux fins d'utilisation rationnelle — réglée par la société — pour le travail de toutes les terres.

9. Le Parti du prolétariat doit recommander aux prolétaires et semi-prolétaires des campagnes d'exiger l'organisation, dans chaque domaine seigneurial assez important, d'une exploitation modèle gérée pour le compte de la société par le Soviet des députés des ouvriers agricoles, sous la direction d'agronomes et en employant les moyens techniques les plus perfectionnés.

RÉSOLUTION SUR LA QUESTION NATIONALE ADOPTÉE PAR LA CONFÉRENCE LE 12 MAI (29 AVRIL)

La politique d'oppression nationale, héritage de l'autocratie et de la monarchie, est appuyée par les grands propriétaires fonciers, les capitalistes et la petite bourgeoisie, qui veulent ainsi protéger leurs privilèges de classe et diviser les ouvriers des diverses nationalités. L'impérialisme contemporain, qui renforce la tendance à la subordination des peuples faibles, est un nouveau facteur d'aggravation de l'oppression nationale.

Pour autant que la suppression du joug national est réalisable dans la société capitaliste, elle n'est possible que lorsque l'Etat se trouve sous le régime d'une république démocratique conséquente, assurant l'égalité complète de toutes les nations et langues.

A toutes les nations composant la Russie doit être reconnu le droit de se séparer librement et de se constituer en Etats indépendants. Nier ce droit et ne pas prendre des mesures propres à garantir son application pratique, équivaut à soutenir la politique de conquête ou d'annexions. Seule la reconnaissance par le prolétariat du droit des nations à se séparer assure la solidarité complète des ouvriers des différentes nations et favorise le rapprochement démocratique véritable des nations.

Le conflit qui vient de se produire entre la Finlande et le Gouvernement provisoire russe montre de toute évidence que la négation du droit de se séparer librement conduit simplement à continuer la politique du tsarisme.

Il n'est pas permis de confondre la question du droit des nations à se séparer librement avec la question de l'utilité de se séparer pour telle ou telle nation, à tel ou tel moment. Ce dernier problème, le Parti du prolétariat doit le résoudre, dans chaque cas particulier, d'une façon absolument indépendante, en se plaçant au point de vue des

intérêts de l'ensemble du développement social et des intérêts de la lutte de classe du prolétariat pour le socialisme.

Le Parti réclame une large autonomie régionale, la suppression de la surveillance s'exerçant d'en haut, l'abolition de la langue officielle obligatoire et la délimitation des frontières des régions autonomes ou s'administrant par leurs propres moyens, — la population locale elle-même devant tenir compte des conditions économiques et de vie, de la composition nationale de la population, etc.

Le Parti du prolétariat rejette catégoriquement l'« autonomie dite culturelle-nationale », c'est-à-dire le retrait — du ressort de l'Etat — des œuvres scolaires, etc. et leur remise entre les mains de sortes de Diètes nationales. L'autonomie culturelle-nationale sépare artificiellement les ouvriers habitant la même localité, voire travaillant dans la même entreprise, selon leur appartenance à telle ou telle « culture nationale ». C'est-à-dire qu'elle renforce la liaison des ouvriers avec la culture bourgeoise des différentes nations, cependant que la social-démocratie s'assigne comme tâche de renforcer la culture internationale du prolétariat universel.

Le Parti exige que soit inscrite dans la Constitution une loi fondamentale proclamant l'abrogation de tous les privilèges d'une nation quelconque, ainsi que toutes les atteintes aux droits des minorités nationales.

Les intérêts de la classe ouvrière exigent que les ouvriers de toutes les nationalités de Russie se rassemblent en des organisations prolétariennes uniques — politiques, syndicales, coopératives, éducatives, etc. Seul un tel rassemblement des ouvriers des différentes nationalités dans des organisations uniques permet au prolétariat de mener une lutte victorieuse contre le capital international et le nationalisme bourgeois.

Publiées dans la Soldatskaïa Pravda, n° 13, du 16 (3) mai 1917.[12]

PREMIER CONGRÈS DES DÉPUTÉS PAYSANS DE RUSSIE

17 MAI-10 JUIN (4-28 MAI) 1917

PROJET DE RÉSOLUTION SUR LA QUESTION AGRAIRE

1. Toutes les terres des grands propriétaires fonciers et des particuliers, ainsi que celles des apanages, de l'Eglise, etc., doivent passer immédiatement au peuple sans aucune indemnité de rachat.

2. Les paysans doivent, de façon organisée, par l'entremise de leurs Soviets des députés paysans, prendre sans tarder toutes les terres pour en organiser l'exploitation, sans nullement préjuger du régime foncier définitif qui sera établi par l'Assemblée constituante, ou par le Conseil des Soviets de Russie, au cas où le peuple transmettrait le pouvoir central de l'Etat à un Conseil des Soviets.

3. La propriété privée de la terre en général doit être supprimée. Autrement dit : le droit de propriété sur toutes les terres ne doit appartenir qu'à l'ensemble du peuple ; mais ce sont les institutions démocratiques locales qui disposeront des terres.

4. Les paysans doivent repousser la recommandation des capitalistes, des grands propriétaires fonciers et de leur Gouvernement provisoire quant à l'« accord» à réaliser sur place avec les grands propriétaires fonciers, afin de régler la disposition immédiate des terres. Cette disposition doit être déterminée par décision de la majorité organisée des paysans de l'endroit, et non par une entente de la majorité c'est-à-dire des paysans, avec la minorité — une minorité d'ailleurs infime — c'est-à-dire avec les propriétaires fonciers.

5. Contre la remise sans indemnité de rachat de toutes les propriétés foncières aux paysans, luttent et continueront de lutter par tous les moyens non seulement les grands propriétaires fonciers, mais aussi les capitalistes : ceux-ci disposent d'une force énorme, et pas seulement financière ; ils exercent également leur influence sur les masses encore ignorantes, par la presse et par de nombreux fonctionnaires, employés, etc., accoutumés à la domination du Capital. Aussi la transmission, sans indemnité de rachat, de toutes les propriétés foncières aux paysans ne peut-elle être ni réalisée jusqu'au bout, ni consolidée sans que soit détruite la confiance des masses paysannes dans les capitalistes, sans une alliance étroite entre les paysans et les ouvriers des villes, sans que la plénitude du pouvoir d'Etat passe aux Soviets des députés ouvriers, soldats, paysans et autres. Seul un pouvoir détenu par de tels Soviets et administrant l'Etat, non par la police, les fonctionnaires, non par une armée permanente détachée du peuple, mais à l'aide d'une milice populaire armée, dont le service est assuré par tous les ouvriers et paysans, seul un tel pouvoir sera en mesure d'assurer les réformes agraires énoncées plus haut et réclamées par tous les paysans.

6. Les ouvriers salariés de l'agriculture et les paysans pauvres, c'est-à-dire ceux qui, ne possédant pas assez de terre, de bétail et de matériel, tirent partiellement leurs moyens de subsistance d'un travail salarié, doivent tendre toutes leurs forces pour s'organiser en Soviets ou groupes distincts dans les Soviets communs de paysans, afin de défendre leurs intérêts contre les paysans riches qui, forcément, ont tendance à s'unir aux capitalistes et aux grands propriétaires fonciers.

7. La Russie est, par suite de la guerre, comme tous les pays belligérants: et nombre de pays neutres (non belligérants), menacée de ruine, de catastrophe, de famine, dues au manque de main-d'œuvre, de charbon, de fer, etc. Le pays ne peut être sauvé que si les députés ouvriers et paysans se chargent de diriger et de surveiller toute la production et la répartition des produits. Aussi est-il indispensable, dès maintenant, de préparer une entente entre les Soviets des députés paysans et les Soviets des députés ouvriers sur les échanges de blé et autres produits agricoles contre outils, chaussures, vêtements, etc., sans l'intermédiaire des capitalistes, qui devront être écartés de la gestion des fabriques. De même il faut encourager la transmission du bétail et du matériel agricole des grands propriétaires fonciers aux Comités paysans, aux fins d'exploitation collective. On encouragera également la création, dans chaque grande propriété foncière — sur décision des soviets des députés ouvriers agricoles — d'une entreprise modèle où la terre sera travaillée en commun sous la direction d'agronomes, avec un matériel perfectionné.

Imprimé en 1917, dans la brochure Matériaux sur la question agraire.

PREMIER CONGRÈS DES SOVIETS DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS DE RUSSIE 16 (3) JUIN-6 JUILLET (23 JUIN) 1917

DISCOURS SUR L'ATTITUDE ENVERS LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE 17(4) JUIN 1917

Camarades, dans le court laps de temps qui m'est réservé, je ne pourrai m'arrêter qu'aux questions de principe essentielles traitées par le rapporteur du Comité exécutif et par les orateurs qui lui ont succédé. Je pense que cette façon de faire est plus rationnelle.

La première et principale question qui se posait devant nous, était celle-ci : Où siégeons-nous ? Qu'est-ce que les Soviets réunis ici en congrès des Soviets de Russie ? Qu'est-ce que la démocratie révolutionnaire dont on parle tant ici, dont on parle sans mesure, justement pour cacher qu'on ne la comprend pas du tout et qu'on la renie totalement ? Parce que parler de démocratie révolutionnaire devant le congrès des Soviets de Russie et estomper le caractère de cette institution, sa composition sociale, son rôle dans la révolution, ne pas en souffler mot et prétendre en même temps au titre de démocrate, voilà qui est étrange. On nous expose le programme d'une république parlementaire bourgeoise, telle qu'il y en a eu dans toute l'Europe occidentale ; on nous expose un programme de réformes admises aujourd'hui par tous les gouvernements bourgeois, y compris le nôtre et, en même temps, on vient nous parler de démocratie révolutionnaire.

Devant qui parle-t-on ? Devant les Soviets. Eh bien, je vous demande : y a-t-il en Europe un pays bourgeois, démocratique, républicain, où il existe quelque chose d'analogue à ces Soviets ? Vous êtes bien obligés de me répondre qu'il n'y en a pas. Pareille institution n'existe nulle part et elle ne saurait exister parce que, de deux choses l'une : o *u bien* il existe un gouvernement bourgeois avec les « plans » de réformes qu'on nous a exposés et qui, proposés des dizaines de fois dans tous les pays, sont restés sur le papier ; *ou bien* l'institution à laquelle on en appelle aujourd'hui, est un « gouvernement » de type nouveau créé par la révolution, et dont on ne trouve des exemples que dans l'histoire des plus grands essors révolutionnaires, comme celui de 1792 en France, de 1871 dans ce même pays, et de 1905 en Russie, Les Soviets sont une institution qui n'existe dans aucun Etat du type parlementaire bourgeois ordinaire et ne peut pas exister à côté d'un gouvernement bourgeois. C'est un Etat de type nouveau, plus démocratique que, dans les résolutions de notre Parti, nous avons appelé république démocratique du prolétariat et de la paysannerie, où le pouvoir n'appartiendrait qu'aux Soviets des députés ouvriers et soldats. On a tort de croire que c'est là une question de théorie ; on a tort de vouloir présenter les choses comme s'il était possible d'éluder ce problème ; c'est à tort qu'on se dérobe en disant que telles ou telles autres institutions coexistent en ce moment avec les Soviets des députés ouvriers et paysans. Oui, ces institutions coexistent. Mais c'est cela justement qui crée une quantité inouïe de malentendus, de conflits, de frottements. C'est cela justement qui détermine, après le premier essor, après le premier mouvement en avant de la révolution russe, la stagnation et le recul auxquels nous assistons maintenant dans notre gouvernement de coalition, dans toute notre politique intérieure et étrangère, en relation avec l'offensive impérialiste qui se prépare. De deux choses l'une : ou un gouvernement bourgeois ordinaire, et alors les Soviets paysans, ouvriers, soldats et autres sont inutiles ; ils seront ou bien dissous par les généraux contre-révolutionnaires qui tiennent l'armée dans leurs mains et ne prêtent aucune attention aux manifestations oratoires du ministre Kérenski ; ou bien ils mourront d'une mort sans gloire. Elles n'ont pas d'autre voie à suivre, ces institutions qui ne peuvent ni marcher en arrière, ni piétiner sur place ; elles ne peuvent exister qu'en allant de l'avant. Voilà un type d'Etat qui n'a pas été inventé par les Russes ; il a été engendré par la révolution, car autrement elle ne saurait vaincre. Au sein du Soviet de Russie, les frottements, la lutte des partis pour le pouvoir sont inévitables. Mais ce sera l'élimination des erreurs possibles et des illusions par la propre expérience politique des masses *(rumeur)* et non par les rapports faits par des ministres qui invoquent ce qu'ils ont dit hier, ce qu'ils écriront demain et ce qu'ils promettront après-demain. C'est ridicule, camarades, du point de vue de l'institution créée par la révolution russe et devant laquelle se pose aujourd'hui la question : être ou ne pas être ? Les Soviets ne peuvent continuer d'exister, comme ils le font maintenant, alors que des adultes, des ouvriers et des paysans doivent se réunir, adopter des résolutions, entendre des rapports qui ne peuvent être soumis à aucune vérification documentaire. Des institutions de ce genre marquent une transition à cette république qui créera — non pas en paroles mais en fait — un pouvoir ferme, sans police, sans armée permanente, un pouvoir qui ne peut pas encore exister en Europe occidentale, et sans lequel la révolution russe ne saurait vaincre, c'est-à-dire remporter la victoire sur les grands propriétaires fonciers, sur l'impérialisme. Sans ce pouvoir, il ne peut pas être question pour nous de remporter cette victoire. Et plus nous méditons le programme que l'on nous conseille d'accepter ici et les faits devant lesquels nous sommes placés, plus la contradiction essentielle nous apparaît criante. On nous dit, comme l'ont fait le rapporteur et les autres orateurs, que le premier Gouvernement provisoire, voyez-vous, était mauvais ! Mais quand les bolcheviks, ces fâcheux bolcheviks, disaient naguère : « Aucun soutien, aucune confiance à ce gouvernement », que d'accusations d'« anarchisme » n'a-t-on pas fait pleuvoir sur nous ! Maintenant tout le monde dit que le

gouvernement précédent était mauvais. Mais le gouvernement de coalition avec ses ministres quasi socialistes, en quoi diffère-t-il du précédent ? N'en a-t-on pas assez des conversations sur les programmes, les projets, — n'en a-t-on pas encore assez ? N'est-il pas temps de passer à l'action ? Un mois déjà s'est écoulé depuis que s'est formé, le 6 mai, le gouvernement de coalition. Voyez où en sont les choses, voyez la ruine économique qui règne en Russie et dans tous les pays entraînés dans la guerre impérialiste. Comment s'explique cette ruine ? Par la rapacité des capitalistes. La voilà, l'anarchie véritable ! Et cela non pas de l'aveu de notre journal, d'un quelconque journal bolchévik — Dieu nous en préserve, — mais de l'aveu de la *Rabotchaïa Gazéta* ministérielle ; les prix industriels des fournitures de charbon ont été *haussés* par le gouvernement « révolutionnaire »!! Et le gouvernement de coalition n'a rien changé à cet égard. On nous demande : peut-on en Russie instaurer le socialisme et, d'une façon générale, effectuer d'un coup des réformes radicales ? Vaines échappatoires, camarades. Expliquant leur doctrine, Marx et Engels ont toujours dit : « Notre doctrine n'est pas un dogme, mais un guide pour l'action. » Le capitalisme pur se transformant en pur socialisme n'existe nulle part au monde et ne peut exister en temps de guerre ; il existe quelque chose d'intermédiaire, quelque chose de nouveau, sans précédent, parce que des centaines de millions d'hommes succombent, jetés dans une guerre criminelle entre capitalistes. Il ne s'agit pas de promettre des réformes, ce sont des paroles vaines, il s'agit de faire le geste qui est nécessaire au moment présent.

Si vous voulez invoquer la démocratie *« révolutionnaire »,* il faut que vous distinguiez entre cette notion-là et celle de démocratie *réformiste* avec un ministère capitaliste, parce qu'il est temps, enfin, d'abandonner les phrases sur la « démocratie révolutionnaire » et les congratulations réciproques à propos de cette « démocratie révolutionnaire», pour passer à une définition *de classe,* comme nous l'enseigne le marxisme et, d'une façon générale, le socialisme scientifique. Ce qu'on nous propose, c'est le passage à une démocratie réformiste avec un ministère capitaliste. C'est peut-être admirable du point de vue des exemples que l'on trouve généralement en Europe occidentale. Mais en ce moment toute une série de pays sont près de leur perte et les mesures pratiques prétendues si compliquées qu'elles seraient d'une application malaisée et qu'il faudrait les élaborer d'une façon plus spéciale, comme disait l'orateur précédent, le citoyen ministre des postes et télégraphes, — ces mesures sont parfaitement claires. Il a dit qu'il n'est point en Russie de parti politique qui se déclare prêt à assumer la plénitude du pouvoir. Je réponds : Il en est un ! Aucun parti ne peut s'y refuser et notre parti ne s'y refuse pas : il est prêt, à chaque instant, à assumer la plénitude du pouvoir. *(Applaudissements, rires.)*

Vous pouvez rire autant qu'il vous plaira, mais si le citoyen ministre nous place devant cette question à côté d'un parti de droite, il recevra la réponse qui convient. Aucun parti ne peut s'y dérober. Tant que la liberté subsiste, tant que les menaces d'arrestation et de déportation en Sibérie — menaces proférées par les contre-révolutionnaires avec lesquels nos ministres quasi-socialistes font partie du même collège, — ne sont que des menaces, en un pareil moment chaque parti dit : faites-nous confiance et nous vous donnerons notre programme.

Notre conférence du 29 avril a donné ce programme. Malheureusement on n'en tient compte ni ne s'en inspire. Il s'agit visiblement de l'expliquer d'une façon populaire. Je tâcherai de faire au citoyen ministre des postes et télégraphes un exposé populaire de notre résolution, de notre programme. Notre programme, en ce qui concerne la crise économique, consiste à exiger tout de suite, — car ici on ne saurait admettre aucun retard, — la publication de tous les bénéfices inouïs, atteignant jusqu'à 500 et 800 %, que les capitalistes empochent non pas en tant que capitalistes sur le marché libre, en régime capitaliste « pur », mais sur les fournitures de guerre. Voilà bien où le contrôle ouvrier est vraiment nécessaire et possible. Voilà une mesure que vous devez, puisque vous vous dites démocratie « révolutionnaire », prendre au nom du Soviet, et qui peut être appliquée du jour au lendemain. Ce n'est pas du socialisme. C'est ouvrir les yeux au peuple sur la véritable anarchie et sur le jeu véritable avec l'impérialisme, où sont engagés les biens du peuple et les centaines de milliers d'êtres humains qui demain périront parce que nous continuons à étouffer la Grèce. Publiez les profits de messieurs les capitalistes, faites arrêter 50 ou 100 des plus gros millionnaires. Il suffirait de les garder quelques semaines, et même dans des conditions aussi privilégiées que celles qui sont faites à Nicolas Romanov, simplement pour les contraindre à révéler les dessous, les combinaisons frauduleuses, la boue, le lucre qui, sous le nouveau gouvernement aussi, coûtent chaque jour des milliers et des millions à notre pays. Voilà la principale cause de l'anarchie et de la ruine ; voilà pourquoi nous disons : chez nous tout est resté comme par devant ; le ministère de coalition n'a rien changé, il n'a fait qu'ajouter un peu de déclamation, quelques déclarations pompeuses. Quelle que soit la sincérité des hommes, quelle que soit leur sincérité à vouloir le bien des travailleurs, la situation reste inchangée; *la même classe* est restée au pouvoir. La politique qui se fait actuellement n'est pas une politique de démocratie.

On nous parle de la « démocratisation du pouvoir central et local ». Mais ne savez-vous pas que ces mots ne sont neufs que pour la Russie ? Que dans d'autres pays des dizaines de ministres quasi socialistes ont fait à leur pays des promesses analogues ? Que signifient-elles, quand nous sommes en présence d'un fait vivant, concret : la population locale élit les autorités, mais l'a b o de la démocratie est violé par les prétentions du centre, qui entend

nommer ou confirmer les autorités locales. La dilapidation de l'avoir national par les capitalistes continue. La guerre impérialiste se poursuit. Et l'on nous promet des réformes, encore des réformes, toujours des réformes qui, d'une façon générale, ne peuvent pas être réalisées, dans ces conditions, parce que la guerre écrase, prime toutes choses. Pourquoi n'êtes-vous pas d'accord avec ceux qui disent que la guerre *ne se fait pas* pour les profits des capitalistes ? Où est le critérium ? D'abord dans la question de savoir quelle classe est au pouvoir, quelle classe demeure la maîtresse, quelle classe continue à gagner des centaines de milliards dans des opérations de banque et financières ? Toujours cette même classe capitaliste ; et c'est pourquoi la guerre qui se poursuit est une guerre impérialiste. Le premier Gouvernement provisoire, comme le gouvernement aux ministres quasi socialistes, n'y ont rien changé. Les traités secrets restent secrets. La Russie fait la guerre pour les détroits, pour continuer la politique de Liakhov [13] en Perse, etc.

Je sais que vous ne le voulez pas, que la majorité d'entre vous ne le veut pas, non plus que les ministres : on ne saurait le vouloir, car cela signifie le massacre de centaines de millions d'hommes. Mais voyez l'offensive dont parlent tant, aujourd'hui, les Milioukov et les Maklakov. Ils comprennent parfaitement de quoi il retourne ; ils savent que ceci est lié au problème du pouvoir, au problème de la révolution. On nous dit qu'il faut distinguer entre les problèmes politiques et stratégiques. Il est ridicule même de poser de semblables questions. Les cadets comprennent parfaitement qu'il s'agit d'un problème politique.

Que la lutte révolutionnaire pour la paix, commencée par en bas, puisse mener à une paix séparée, c'est une calomnie. La première mesure que nous aurions prise si nous étions au pouvoir, ce serait de faire arrêter les plus gros capitalistes, de déchirer toute la trame de leurs intrigues. Faute de quoi, toutes les phrases sur la paix sans annexions ni contributions ne sont que paroles vides de sens. Notre deuxième mesure aurait été de déclarer aux peuples, sans passer par leurs gouvernements, que nous tenons tous les capitalistes pour des bandits : Térechtchenko qui ne vaut pas mieux que Milioukov, mais est simplement un peu plus bête, aussi bien que les capitalistes français, anglais et tous les autres.

Vos propres *Izvestia* se sont embrouillées ; au lieu de paix sans annexions ni contributions, elles proposent le maintien du *statu quo*. Non, ce n'est pas ainsi que nous comprenons la paix « sans annexions ». Et sur ce point, même le Congrès paysan est plus près de la vérité lorsqu'il parle d'une république « fédérative » ; il exprime ainsi l'idée que la république russe ne veut opprimer aucun peuple, ni à l'ancienne ni à la nouvelle manière ; qu'elle ne veut fonder sur la violence ses rapports avec aucun peuple, ni avec la Finlande, ni avec l'Ukraine, à l'égard desquelles le ministre de la guerre se montre si chicanier et avec lesquelles on suscite des conflits inadmissibles, intolérables. Nous voulons une république de Russie, une et indivisible, avec un pouvoir ferme ; or, un pouvoir ferme ne s'obtient que par l'accord volontaire des peuples. « Démocratie révolutionnaire», ce sont là de grands mots, mais appliqués à un gouvernement qui complique par de mesquines chicaneries la question de l'Ukraine et de la Finlande. Or, ces pays ne prétendent même pas se séparer de la Russie ; ils disent simplement : « Ne remettez pas à l'Assemblée constituante l'application des abc de la démocratie ! »

Il est impossible de conclure une paix sans annexions ni contributions, tant que vous n'aurez pas renoncé à vos propres annexions. Car enfin, c'est ridicule, c'est une comédie, tout ouvrier d'Europe en rit : « En paroles, ils sont bien éloquents, dit-il, ils appellent les peuples à renverser les banquiers. Mais leurs banquiers nationaux, ils les envoient siéger aux ministères ! » Arrêtez-les, révélez leurs machinations, découvrez-en la trame ! Cela, vous ne le faites pas, bien que vous disposiez d'organes du pouvoir auxquels il est impossible de résister. Vous avez vécu les années 1905 et 1917, vous savez que la révolution ne se fait pas sur commande, que dans les autres pays les révolutions se sont faites sur la dure et sanglante voie des insurrections, alors qu'il n'y a point en Russie de groupe, de classe, capable de résister au pouvoir des Soviets. En Russie, cette révolution est possible, à titre d'exception, comme une révolution pacifique. Que cette révolution propose, aujourd'hui ou demain, à tous les peuples, la paix par la rupture avec toutes les classes de capitalistes, et nous aurons dans le plus bref délai l'assentiment de la France et de l'Allemagne représentées par leurs peuples, — parce que ces pays succombent, parce que la situation de l'Allemagne est désespérée, parce qu'il n'est plus de salut pour elle, et parce que la France...

(LE PRÉSIDENT : « *Votre temps de parole est écoulé.* »)

Dans une demi-minute j'aurai fini...

(Rumeur. Cris : « *continuez !* » *Protestations. Applaudissements.)*

(LE PRÉSIDENT : « *Le bureau propose au congrès de prolonger le temps de parole de l'orateur. Pas d'objections ? La majorité est d'accord pour que le temps de parole soit prolongé.* »)

Je disais que si, en Russie, la démocratie révolutionnaire était une démocratie non en paroles, mais en fait, elle pousserait la révolution en avant ; au lieu de s'entendre avec les capitalistes, au lieu de discourir sur la paix sans annexions ni contributions, — elle liquiderait les annexions en Russie, elle déclarerait ouvertement qu'elle considère toute annexion comme un acte criminel, un acte de brigandage. Il serait possible alors d'éviter l'offensive impérialiste, qui menace d'entraîner la perte de milliers et de millions d'hommes pour le partage de la Perse et des Balkans. Alors serait ouvert le chemin de la paix, chemin qui n'est pas facile, — nous ne le prétendons pas, — chemin qui n'exclut pas une guerre vraiment révolutionnaire.

Nous ne posons pas la question comme la pose aujourd'hui Bazarov dans la *Novaïa Jizn* ; nous disons seulement que la Russie est placée dans des conditions telles que sa tâche est, à la fin de la guerre impérialiste, moins difficile, qu'on ne pourrait le croire. Elle est placée dans des conditions géographiques telles que les puissances qui se risqueraient à s'appuyer sur le Capital et sur ses intérêts rapaces, et à se dresser contre la classe ouvrière russe et le semi-prolétariat qui lui est proche, c'est-à-dire la paysannerie pauvre, — si elles s'y décidaient, elles assumeraient une tâche éminemment difficile. L'Allemagne est près de sa perte, et depuis l'intervention de l'Amérique qui veut dévorer le Mexique et qui, probablement, engagera demain la lutte contre le Japon, — depuis cette intervention, la situation de l'Allemagne est sans espoir, — elle sera anéantie. La France dont la situation géographique fait d'elle un pays qui souffre plus que tous les autres et dont l'épuisement atteint au maximum, ce pays — moins affamé que l'Allemagne — a perdu infiniment plus de matériel humain que cette dernière. Si donc l'on avait commencé, dès le début, à mettre un frein aux profits des capitalistes russes, et si on leur avait ôté toute possibilité de s'approprier des centaines de millions de bénéfices, si l'on avait proposé à tous les peuples la paix contre les capitalistes de *tous* les pays, en déclarant tout net que vous n'engagerez aucune conversation ni aucune négociation avec les capitalistes allemands ou avec ceux qui, directement ou indirectement, font leur jeu ou s'acoquinent avec eux, que vous refusez de parler avec les capitalistes français et anglais, — vous les auriez mis en accusation devant les ouvriers. Vous ne regarderiez pas comme une victoire la délivrance d'un passeport à MacDonald[14] lequel n'a jamais soutenu aucune lutte révolutionnaire contre le Capital et qu'on laisse passer parce qu'il n'exprime ni les idées, ni les principes, ni l'activité, ni l'expérience de la lutte révolutionnaire contre les capitalistes anglais. Lutte pour laquelle notre camarade Mac Lean et des centaines d'autres socialistes anglais sont emprisonnés, tout comme notre camarade Liebknecht jeté au bagne pour avoir dit : « Soldats allemands, tirez sur votre kaiser. »

Ne serait-il pas plus juste d'envoyer les capitalistes-impérialistes à ce même bagne que, dans cette troisième Douma spécialement ressuscitée à cet effet, — je ne sais du reste la quantième elle est, la troisième ou la quatrième — la majorité des membres du Gouvernement provisoire nous préparent et nous promettent chaque jour, et au sujet de quoi ils sont en train de rédiger de nouveaux projets de loi dans le ressort du ministère de la justice. Mac Lean et Liebknecht, tels sont les noms des socialistes qui mettent en œuvre l'idée de la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme. Voilà ce qu'il faut dire à tous les gouvernements. Pour combattre en faveur de la paix, il faut les mettre en accusation devant les peuples ! Vous mettrez ainsi dans l'embarras tous les gouvernements impérialistes. Mais pour le moment, c'est vous qui vous êtes embrouillés lorsque, le 14 mars, dans votre appel pour la paix adressé aux peuples, vous disiez : « Renversez vos tsars, vos rois et vos banquiers » ; tandis que nous qui disposons d'une organisation jamais vue, riche par le nombre, par l'expérience et la force matérielle comme, l'est le Soviet des députés ouvriers et soldats, nous faisons bloc avec nos banquiers, nous fondons un gouvernement de coalition quasi socialiste, et nous rédigeons des projets de réforme comme on en a rédigé en Europe pendant des dizaines et des dizaines d'années. Là-bas, en Europe, on se moque d'une pareille lutte pour la paix. On ne la comprendra que le jour où les Soviets auront pris le pouvoir et agiront révolutionnairement.

Un seul pays au monde pourra tout de suite, pour faire cesser la guerre impérialiste, prendre des mesures sur le plan de la lutte de classes, contre les capitalistes, sans révolution sanglante. Un seul, et ce pays est la Russie. Et il en sera ainsi tant que subsistera le Soviet des députés ouvriers et soldats. Celui-ci ne pourra d'ailleurs subsister longtemps à côté d'un Gouvernement provisoire du type ordinaire. Et il ne demeurera que jusqu'au moment où l'on aura passé à l'offensive. Le passage à l'offensive marque un tournant dans toute la politique de la révolution russe, c'est-à-dire le passage de l'attente, de la préparation de la paix par l'insurrection révolutionnaire venant d'en bas, à la reprise de la guerre. Le passage de la fraternisation sur un front à la fraternisation sur tous les fronts ; de la fraternisation spontanée, alors que des hommes échangeaient avec un prolétaire allemand affamé une croûte de pain contre un canif, — ce pourquoi on les menace du bagne, — à la fraternisation consciente. Telle était la voie qui s'offrait.

Quand nous aurons pris le pouvoir en main, nous materons les capitalistes et alors la guerre *ne* sera plus *celle* qui se fait aujourd'hui — parce qu'une guerre se définit par la classe qui la fait, et non par ce qui est écrit sur des chiffons de papier. On peut écrire tout ce que l'on veut. Mais aussi longtemps que la classe des capitalistes est

représentée au gouvernement par une majorité, quoi que vous écriviez, quelle que soit votre éloquence, quelle que soit l'équipe de vos ministres quasi socialistes, la guerre reste impérialiste. Tout le monde le sait, tout le monde le voit. C'est ce que l'exemple de l'Albanie, l'exemple de la Grèce, de la Perse ont montré avec tant de clarté et de relief que je m'étonne de voir tout le monde attaquer notre déclaration écrite (sur l'offensive), tandis que personne ne dit mot des exemples concrets ! Il est facile de promettre des projets ; quant aux mesures concrètes, on les ajourne sans cesse. Il est facile de rédiger une déclaration sur la paix sans annexions, mais l'exemple de l'Albanie, de la Grèce et de la Perse s'est produit *après* la formation du cabinet de coalition. Car enfin, le *Diélo Naroda,* qui n'est pas l'organe de notre Parti, mais celui du gouvernement, celui des ministres, a écrit que la démocratie russe est bafouée et que l'on étrangle la Grèce. Et le même Milioukov, dont vous faites Dieu sait qui, — alors qu'il n'est dans son parti qu'un simple membre, aucune différence entre lui et Térechtchenko, — a écrit que la diplomatie alliée a fait pression sur la Grèce. La guerre demeure impérialiste et, quelle que soit votre volonté de paix, si sincère que soit votre sympathie envers les travailleurs, si sincère que soit votre désir de paix, — je suis entièrement convaincu que ce désir ne peut pas ne pas être sincère dans la masse, — vous êtes impuissants parce qu'on ne peut finir la guerre autrement qu'en développant plus avant la révolution. Lorsque la révolution commença en Russie, on vit également commencer par en bas la lutte révolutionnaire pour la paix. Si vous aviez pris le pouvoir en main, si le pouvoir était passé aux organisations révolutionnaires pour la lutte contre les capitalistes russes, les travailleurs des autres pays vous auraient crus, vous auriez pu proposer la paix. Dès lors notre paix eût été assurée de deux côtés au moins, du côté de deux peuples qui perdent leur sang à flots et dont la cause est désespérée, du côté de l'Allemagne et de la France. Et si les circonstances nous avaient placés alors en face d'une guerre révolutionnaire — personne n'en sait rien, et nous ne repoussons pas cette éventualité — nous eussions dit : « Nous ne sommes pas des pacifistes, nous ne rejetons pas la guerre si la classe révolutionnaire est au pouvoir, si elle a réellement écarté les capitalistes de toute influence sur la conduite des affaires, sur l'aggravation de la ruine économique qui leur permet de se faire des centaines de millions. » Le pouvoir révolutionnaire eût expliqué et déclaré à tous les peuples sans exception, qu'ils doivent être libres ; que, de même que le peuple allemand n'a pas le droit de faire la guerre pour garder l'Alsace et la Lorraine, de même le peuple français n'a pas le droit de faire la guerre pour garder ses colonies. Car, si la France se bat pour ses colonies, la Russie possède Khiva et Boukhara, quelque chose comme des colonies elles aussi, — ce sera alors le partage des colonies. Mais, comment les partager, d'après quelle norme ? Suivant la force. Or la force s'est modifiée, la situation des capitalistes est telle qu'il n'est point d'issue en dehors de la guerre. Quand vous aurez pris le pouvoir révolutionnaire, vous aurez devant vous le chemin révolutionnaire de la paix : appel révolutionnaire aux peuples, explication, par votre exemple, de la tactique à suivre. Dès lors le chemin conduisant à la conquête révolutionnaire de la paix s'ouvrira devant vous et vous permettra, à coup sûr, de sauver de la mort des centaines de milliers d'êtres humains. Vous pouvez être certains qu'alors les peuples allemand et français se prononceront pour vous. Quant aux capitalistes anglais, américains et japonais, si même ils voulaient la guerre contre la classe ouvrière révolutionnaire, — dont les forces décupleront quand les capitalistes, matés, auront été écartés et le contrôle aura passé à la classe ouvrière, — même si les capitalistes américains, anglais et japonais voulaient la guerre, il y a à parier 100 contre un qu'ils ne pourraient la faire. Il vous suffira de déclarer que vous n'êtes pas des pacifistes, que vous défendrez votre république ouvrière, prolétarienne, votre démocratie contre les capitalistes allemands, français et autres, pour que la paix soit assurée.

C'est pourquoi nous avons attaché à notre déclaration sur l'offensive une importance aussi capitale. Nous voici à un tournant de l'histoire de la révolution russe. Celle-ci avait commencé par recevoir l'aide de la bourgeoisie impérialiste anglaise, qui pensait que la Russie était quelque chose comme la Chine ou l'Inde. Au lieu de cela, on a vu, à côté du gouvernement dont la majorité est aujourd'hui formée de grands propriétaires fonciers et de capitalistes, surgir les Soviets, institutions représentatives sans précédent, d'une force unique au monde, et que vous tuez par votre participation au ministère de coalition de la bourgeoisie. Au lieu de cela, la révolution russe a fait en sorte que la lutte révolutionnaire menée d'en bas contre le gouvernement capitaliste est accueillie partout, dans tous les pays, avec trois fois plus de sympathie. La question se pose ainsi : avancer ou reculer ? On ne peut pas piétiner sur place en période de révolution. Aussi l'offensive marque-t-elle un tournant dans toute la révolution russe, non pas à cause de l'importance stratégique de cette offensive, mais au sens politique et économique. Aujourd'hui l'offensive signifie — objectivement, indépendamment de la volonté ou de la conscience de tel ou tel ministre — la continuation de la boucherie impérialiste et du massacre de centaines de milliers, de millions d'hommes, pour l'étranglement de la Perse et d'autres peuples faibles. Le passage du pouvoir au prolétariat révolutionnaire soutenu par la paysannerie pauvre, inaugurera en même temps la lutte révolutionnaire pour la paix dans les formes les plus sûres, les plus indolores que connaisse l'humanité ; il inaugurera un état de choses où le pouvoir et la victoire seront assurés aux ouvriers révolutionnaires de Russie et du monde entier. *(Applaudissements d'une partie de l'assistance.)*

Publié dans la Pravda, n°s 82 et 83, des 28 et 29 (15 et 16) juin 1917.

A PROPOS DES MOTS D'ORDRE

Il arrive trop souvent, aux tournants brusques de l'histoire, que les partis même avancés ne peuvent, pendant un temps plus ou moins prolongé, s'accommoder à la nouvelle situation, et ils répètent les mots d'ordre, hier encore justes, mais qui ont perdu tout sens, aujourd'hui, aussi « soudainement » que fut « soudain » le brusque tournant de l'histoire.

Quelque chose d'analogue peut visiblement se répéter à propos du mot d'ordre du passage de tout le pouvoir aux Soviets. Ce mot d'ordre fut juste pendant la période à jamais révolue de notre révolution, disons, du 27 février au 4 juillet. Il a manifestement cessé d'être juste aujourd'hui. Sans comprendre ce fait, il est impossible de rien comprendre aux questions essentielles de l'époque présente. Tout mot d'ordre doit être déduit de la somme des particularités d'une situation politique déterminée. Or, la situation politique actuelle en Russie, après le 4 juillet, diffère essentiellement de celle du 27 février au 4 juillet.

En cette période écoulée de la révolution, il régnait dans l'Etat une « dualité de pouvoir », expression matérielle et formelle de l'état indéterminé, de l'état de transition où se trouvait le pouvoir. N'oublions pas que la question du pouvoir est la question fondamentale de toute révolution.

Le pouvoir était alors dans un état d'équilibre instable. Le Gouvernement provisoire et les Soviets se le partageaient en vertu d'un accord librement consenti. Les Soviets étaient formés par des délégations de la masse des ouvriers et des soldats libres — c'est-à-dire ne subissant aucune contrainte extérieure — et armés. Les armes aux mains du peuple, l'absence de contrainte exercée du dehors sur le peuple, — voilà ce qui faisait le *fond* de la question. Voilà ce qui ouvrait et assurait la voie du développement pacifique de la révolution. Le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux Soviets » était celui du premier effort à fournir, de l'effort immédiatement réalisable dans cette voie de développement pacifique. Mot d'ordre de développement pacifique de la révolution, possible du 27 février au 4 juillet et, naturellement, le plus souhaitable, mais aujourd'hui absolument impossible.

Tout porte à croire que les partisans du mot d'ordre « Tout le pouvoir aux Soviets » n'ont pas tous suffisamment approfondi que c'était là le mot d'ordre de développement pacifique de la révolution. Pacifique non seulement en ce sens que personne, aucune classe, aucune force sérieuse n'aurait pu, à ce moment (du 27 février au 4 juillet) s'opposer au passage du pouvoir aux Soviets ou empêcher ce passage. Ce n'est pas encore tout. Le développement pacifique eût été alors possible même en ce sens que la lutte des classes et des partis *au sein* des Soviets aurait pu, à la condition qu'ils prissent en temps opportun la plénitude du pouvoir, se dérouler de la façon la plus pacifique et la plus indolore. On n'a pas encore accordé une attention suffisante à ce côté de la question non plus. Les Soviets, par leur composition de classe, étaient les organes du mouvement des ouvriers et des paysans, la forme toute prête de leur dictature. S'ils avaient eu la plénitude du pouvoir, le principal défaut des couches petites-bourgeoises, leur péché essentiel, la confiance qu'elles ont dans les capitalistes, aurait été éliminé dans la pratique ; il eût été critiqué par l'expérience même de leur propre activité. La succession des classes et des partis au pouvoir aurait pu être pacifique au sein des Soviets, détenteurs exclusifs de la plénitude du pouvoir ; la liaison de tous les partis soviétiques avec les masses aurait pu demeurer solide, sans défaillance. Ne perdons pas un instant de vue que seule cette liaison très étroite et se ramifiant librement en largeur et en profondeur, entre les partis soviétiques et les masses, pouvait contribuer à dissiper pacifiquement les illusions petites-bourgeoises de la politique de conciliation avec la bourgeoisie. Le passage du pouvoir aux Soviets n'aurait pas modifié par lui-même et n'aurait pu modifier le rapport des forces entre les classes ; il n'aurait modifié en rien la nature petite-bourgeoise de la paysannerie. Mais il aurait puissamment contribué, en temps opportun, à détacher les paysans de la bourgeoisie, à les rapprocher des ouvriers pour, ensuite, les unir à eux.

Il en aurait pu être ainsi, si le pouvoir avait passé en temps opportun aux Soviets. C'eût été la chose la plus facile, la plus avantageuse pour le peuple, C'eût été la voie la moins douloureuse. Aussi bien fallait-il lutter avec le plus d'énergie pour nous y engager. Mais aujourd'hui cette lutte, la lutte pour le passage opportun du pouvoir aux Soviets, a pris fin. La voie du développement pacifique est rendue impossible. La voie non pacifique, la voie la plus douloureuse, s'est ouverte.

Le 4 juillet marque justement un tournant en ce sens que, depuis, la situation objective apparaît brusquement modifiée. L'état d'équilibre instable du pouvoir a pris fin, le pouvoir est passé, à l'endroit décisif, à la contre-révolution. Le développement des partis sur le terrain d'une politique d'entente des partis petits-bourgeois, socialiste-révolutionnaire et menchévik, avec les cadets contre-révolutionnaires a fait, pratiquement, de ces deux partis petits-bourgeois, les auxiliaires et les complices d'une sanglante répression contre-révolutionnaire. L'inconsciente crédulité des petits bourgeois envers les capitalistes a amené les premiers, par le cours du

développement de la lutte des partis, à soutenir consciemment les contre-révolutionnaires. Le cycle du développement des rapports entre les partis est clos. Le 27 février toutes les classes s'étaient trouvées unies contre la monarchie. Après le 4 juillet, la bourgeoisie contre-révolutionnaire, dans le coude à coude avec les monarchistes et les Cent-Noirs, s'est adjoint les petits bourgeois socialistes-révolutionnaires et menchéviks, qu'elle avait terrorisés en partie, et a livré le pouvoir effectif aux Cavaignac, à la clique militaire qui fait fusiller les récalcitrants du front et réprime les bolcheviks à Pétrograd.

Le mot d'ordre du passage du pouvoir aux Soviets apparaîtrait aujourd'hui comme du donquichottisme ou comme une dérision. Mot d'ordre qui, objectivement, reviendrait à tromper le peuple, à lui donner l'illusion qu'il suffit *aujourd'hui* encore aux Soviets de vouloir prendre le pouvoir ou d'en décider ainsi pour l'obtenir ; qu'il y a encore dans le Soviet des partis non compromis par leur complicité avec les bourreaux, et qu'on pourrait faire en sorte que ce qui fut n'ait pas été.

Ce serait une erreur très profonde de croire que le prolétariat révolutionnaire est capable de « refuser » pour « se venger », en quelque sorte, des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks qui ont aidé à la répression des bolcheviks, aux exécutions sur le front et qui ont désarmé les ouvriers, — qu'il est capable de leur « refuser » son soutien s'ils combattent la contre-révolution. Poser ainsi la question, ce serait d'abord attribuer au prolétariat des notions de morale petite-bourgeoise (car le prolétariat soutiendra toujours, *pour le bien de la cause,* la petite bourgeoisie hésitante et même la grande bourgeoisie) ; ce serait ensuite — et c'est là le principal — une tentative philistine pour obscurcir le fond politique de la question, sous des « préoccupations moralisatrices ».

Le fond de la question, c'est qu'on ne saurait plus prendre le pouvoir par la voie pacifique. On ne peut l'obtenir qu'en triomphant, dans une lutte décisive, des véritables détenteurs actuels du pouvoir : la clique militaire, les Cavaignac qui prennent appui sur les troupes réactionnaires amenées à Pétrograd, sur les cadets et les monarchistes.

Le fond de la question, c'est que ces nouveaux détenteurs du pouvoir ne peuvent être vaincus que par les masses révolutionnaires du peuple qui, pour s'ébranler, doivent non seulement être guidées par le prolétariat, mais doivent aussi se détourner des partis socialiste-révolutionnaire et menchévik, traîtres à la révolution.

Quiconque apporte dans la politique la morale petite-bourgeoise, raisonne ainsi : Admettons que les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks aient commis une « faute » en soutenant les Cavaignac qui désarment le prolétariat et les régiments révolutionnaires. Il faut leur donner la possibilité de « réparer » la faute ; il ne faut pas leur « rendre difficile » la réparation de cette « faute », il faut ménager à la petite bourgeoisie hésitante la facilité d'obliquer vers les ouvriers. Pareil raisonnement serait d'une naïveté enfantine ou simplement une sottise, à moins que ce ne soit une nouvelle duperie des ouvriers. Car les masses petites-bourgeoises ne pourraient pencher vers les ouvriers qu'en un sens, précisément en ce sens qu'elles se détourneraient des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks. Les partis socialiste-révolutionnaire et menchévik ne pourraient réparer leur « faute » qu'en déclarant Tsérétéli et Tchernov, Dan et Rakitnikov complices des bourreaux. Nous sommes entièrement et sans réserve partisans d'une telle « réparation » de la « faute »...

Le problème fondamental de la révolution est celui du pouvoir, avons-nous dit. Il convient d'ajouter que les révolutions précisément nous montrent à chaque pas combien se trouve obscurcie la question de savoir où est le pouvoir véritable ; elles nous montrent le divorce entre le pouvoir officiel et le pouvoir réel. C'est là une des particularités essentielles de toute période révolutionnaire. On ne savait pas, en mars et avril 1917, si le pouvoir réel était aux mains du gouvernement ou du Soviet.

Or aujourd'hui, il importe particulièrement que les ouvriers conscients considèrent avec sang-froid le problème fondamental de la révolution : Qui détient en ce moment le pouvoir ? Réfléchissez à ses manifestations matérielles, ne prenez pas les phrases pour des actes, et il vous sera aisé de trouver la réponse.

L'Etat, c'est avant tout, des détachements d'hommes armés, avec des accessoires matériels tels que les prisons, écrivait Frédéric Engels. Se sont aujourd'hui les élèves-officiers et les cosaques réactionnaires spécialement amenés à Pétrograd. Ce sont ceux qui tiennent en prison Kaménev et les autres ; ceux qui ont interdit le journal *Pravda*[15], désarmé les ouvriers et une partie déterminée des soldats ; ceux qui fusillent une partie non moins déterminée de troupes aux armées. Ce sont ces bourreaux-là qui constituent le pouvoir réel. Les Tsérétéli et les Tchernov sont des ministres sans pouvoir, des ministres-marionnettes, des chefs de partis qui soutiennent les bourreaux. C'est un fait. Et ce fait ne change pas de ce que Tsérétéli comme Tchernov, personnellement, «

n'approuvent » sans doute pas l'activité des bourreaux, de ce que leurs journaux la désavouent timidement. Cette différence de parure politique ne change rien quant au fond.

L'interdiction de l'organe de 150.000 électeurs de Pétrograd, l'assassinat par les élèves-officiers de l'ouvrier Voïnov (6 juillet) qui emportait de l'imprimerie le *Listok Pravdy,* n'est-ce pas agir en bourreaux ? N'est-ce pas la besogne d'un Cavaignac ? Ni le gouvernement, ni les Soviets « n'en sont coupables », nous dira-t-on.

Tant pis pour le gouvernement et pour les Soviets, répondrons-nous ; car en ce cas, ce sont des zéros, des marionnettes, ce n'est pas eux qui ont le pouvoir réel.

Le peuple doit avant tout et par-dessus tout savoir la *vérité,* savoir qui détient en fait le pouvoir d'Etat. Il faut dire au peuple toute la vérité : le pouvoir est aux mains de la clique militaire des Cavaignac (Kérenski, certains généraux, officiers, etc.) que soutient la bourgeoisie en tant que classe, avec le parti cadet à sa tête et avec tous les monarchistes agissant par l'entremise de tous les journaux ultra-réactionnaires, comme le *Novoïé Vréinia,* le *Jivoïé Slovo,* etc., etc…

Ce pouvoir, il faut le renverser. Sinon toutes les phrases sur la lutte avec la contre-révolution sont des phrases vaines ; c'est « se leurrer soi-même et leurrer le peuple ».

Ce pouvoir est actuellement soutenu et par les ministres Tsérétéli et Tchernov et par leurs partis ; il faut expliquer au peuple leur rôle de bourreaux et que cet « aboutissement » est inévitable pour ces partis, après leurs « fautes » du 21 avril, du 5 mai, du 9 juin, du 4 juillet ; après qu'ils ont approuvé la politique de l'offensive, politique qui décidait à l'avance, pour les neuf dixièmes, de la victoire des Cavaignac en juillet.

Toute notre agitation dans le peuple doit être réorganisée de façon qu'elle tienne compte de l'expérience concrète justement de la présente révolution et surtout des journées de juillet, c'est-à-dire qu'elle montre clairement le véritable ennemi du peuple, la clique militaire, les cadets et les Cent-Noirs, qu'elle démasque délibérément les partis petits-bourgeois, les partis socialiste-révolutionnaire et menchévik, qui ont joué et jouent encore le rôle d'auxiliaires de bourreaux.

Toute notre agitation dans le peuple doit être réorganisée de façon à montrer l'impossibilité absolue pour les paysans d'obtenir la terre tant que le pouvoir de la clique militaire ne sera pas renversé, tant que ne seront pas démasqués et privés de la confiance du peuple les partis socialiste-révolutionnaire et menchévik. Ce processus serait très long et très malaisé dans les conditions « normales » du développement capitaliste ; mais la guerre et la ruine économique accéléreront les choses prodigieusement. Ce sont des « accélérateurs » capables d'assimiler un mois et même une semaine à une année entière.

Il est probable qu'on élèvera contre ce qui vient d'être dit deux objections : d'abord, que parler tout de suite de lutte décisive, c'est encourager des actions isolées qui seraient profitables justement à la contre-révolution ; ensuite, que renverser celle-ci revient quand même à faire passer le pouvoir aux Soviets.

A la première objection nous répondrons : les ouvriers de Russie sont déjà assez conscients pour ne pas céder à la provocation dans un moment qui leur est manifestement défavorable. Que l'action et la résistance de leur part, en ce moment, serviraient la contre-révolution, c'est indéniable. Il n'est pas moins indéniable que la lutte décisive n'est possible qu'avec un nouvel essor de la révolution dans les masses les plus profondes. Mais il ne suffit pas de parler en général d'essor de la révolution et de son afflux, ni de l'aide des ouvriers d'Occident, etc. ; il faut tirer de notre passé une conclusion précise, il faut tenir compte des leçons que nous avons nous-mêmes reçues. Et c'est ce qui nous donnera le mot d'ordre de lutte décisive avec la contre-révolution usurpatrice du pouvoir.

La seconde objection se réduit elle aussi à substituer aux vérités concrètes, des raisonnements d'ordre trop général. Rien, aucune force, sinon celle du prolétariat révolutionnaire, ne peut renverser la contre-révolution bourgeoise. Après l'expérience de juillet 1917, c'est précisément le prolétariat révolutionnaire qui doit prendre lui-même le pouvoir en main ; hors de là, *pas* de victoire *possible* pour la révolution. Le pouvoir aux mains du prolétariat soutenu par la paysannerie pauvre ou les semi-prolétaires, voilà la seule solution, et nous avons déjà dit quelles circonstances peuvent l'accélérer puissamment.

Les Soviets peuvent et doivent apparaître dans cette nouvelle révolution, non *pas* les Soviets d'aujourd'hui, non pas des organismes de conciliation avec la bourgeoisie, mais des organismes de lutte révolutionnaire contre la

bourgeoisie. Que nous soyons alors aussi des partisans de la construction de l'Etat tout entier sur le modèle des Soviets, c'est certain. Il ne s'agit pas des Soviets en général, mais de la lutte avec la contre-révolution *actuelle* et avec la trahison des Soviets *actuels*.

Substituer l'abstrait au concret, voilà en temps de révolution, un des péchés les plus grands, les plus dangereux. Les Soviets actuels ont échoué, ils ont fait complètement faillite, parce que dans leur sein dominaient les partis socialiste-révolutionnaire et menchévik. Ces Soviets ressemblent, à l'heure actuelle, à des moutons conduits à l'abattoir et qui, poussés sous la hache, bêlent lamentablement. Les Soviets sont *aujourd'hui* débiles et impuissants devant la contre-révolution sans cesse victorieuse. Le mot d'ordre de remise du pouvoir aux Soviets peut être compris comme un « simple » appel pour faire passer le pouvoir précisément aux actuels Soviets. Or, tenir ce langage, lancer cet appel, ce serait aujourd'hui duper le peuple. Rien de plus dangereux que la duperie.

Le cycle de développement de la lutte des classes et des partis qui va du 27 février au 4 juillet est clos en Russie. Un nouveau cycle commence, qui n'englobe pas les classes, partis et Soviets anciens, mais rénovés au feu de la bataille, trempés, instruits, régénérés à travers la lutte. Il ne faut pas regarder en arrière, mais en avant. Il faut opérer, non pas avec les anciennes catégories de classes et partis, mais avec les catégories nouvelles, celles d'après juillet. Au début de ce nouveau cycle, il faut partir de la victoire de la contre-révolution bourgeoise qui a vaincu grâce à l'entente avec elle des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks, et qui ne peut être vaincue que par le prolétariat révolutionnaire. Certes, ce nouveau cycle comportera encore des phases multiples, avant la victoire définitive de la contre-révolution, et avant la défaite définitive (sans combat) des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks, et avant le nouvel essor d'une nouvelle révolution. Mais de cela on ne pourra parler que plus tard, quand chacune de ces phases se sera précisée...

N. Lénine.
Imprimé en brochure, en 1917.

LES ENSEIGNEMENTS DE LA RÉVOLUTION

Toute révolution marque un tournant brusque dans la vie des grandes masses populaires. Tant que ce tournant n'est pas arrivé à maturité, il ne saurait se produire de révolution véritable. Et de même que chaque tournant dans la vie d'un homme est pour lui plein d'enseignements, lui fait vivre et sentir quantité de choses, la révolution donne au peuple entier, en peu de temps, les leçons les plus substantielles et les plus précieuses.

Pendant la révolution, des millions et des dizaines de millions d'hommes apprennent chaque semaine plus qu'en une année de vie ordinaire, somnolente. Car au brusque tournant de la vie d'un peuple on aperçoit avec une netteté particulière les fins que poursuivent les différentes classes sociales, les forces dont elles disposent et leurs moyens d'action.

Tout ouvrier conscient, tout soldat, tout paysan doit mûrement réfléchir aux enseignements de la révolution russe, maintenant surtout, fin de juillet, quand il apparaît clairement que la première phase de notre révolution a abouti à un échec.

I

En effet, voyons ce que les masses ouvrières et paysannes voulaient obtenir en faisant la révolution. Qu'attendaient-elles de la révolution ? On sait qu'elles en attendaient la liberté, la paix, le pain, la terre.

Or que voyons-nous maintenant ?

Au lieu de la liberté, on commence à rétablir l'arbitraire d'autrefois. La peine de mort est instituée au front pour les soldats. On traduit devant les tribunaux les paysans qui, d'autorité, se sont emparés des terres des grands propriétaires fonciers. Les imprimeries des journaux ouvriers sont saccagées. Les journaux ouvriers sont interdits sans jugement. On arrête les bolcheviks, souvent sans formuler contre eux la moindre accusation ou en formulant des accusations manifestement calomnieuses.

On objectera peut-être que les persécutions dont les bolcheviks sont l'objet ne constituent pas une atteinte à la liberté, car elles ne visent que des personnes déterminées, sur lesquelles pèsent des accusations précises. Mais cette objection est d'une mauvaise foi évidente, car comment peut-on mettre à sac une imprimerie et suspendre des journaux pour des délits commis par des individus, ces délits fussent-ils prouvés et reconnus par le tribunal ? Autre chose si le gouvernement avait reconnu pour criminels, au regard de la loi, le Parti bolchevik tout entier, ses aspirations mêmes et ses idées. Mais chacun sait que le gouvernement de la libre Russie ne pouvait rien faire de tout cela et n'en a rien fait.

Ce qui montre surtout le caractère calomnieux des accusations formulées contre les bolcheviks, c'est que les journaux des grands propriétaires fonciers et des capitalistes se sont furieusement attaqués aux bolcheviks pour avoir mené la lutte contre la guerre, contre les grands propriétaires fonciers et contre les capitalistes ; ces journaux réclamaient ouvertement que les bolcheviks fussent poursuivis, arrêtés, alors qu'aucune accusation contre aucun bolchevik n'avait encore été montée. Le peuple veut la paix. Or, le gouvernement révolutionnaire de la libre Russie a recommencé la guerre de conquêtes en vertu de ces mêmes traités secrets que l'ex-tsar Nicolas II avait conclus avec les capitalistes anglais et français, pour que les capitalistes de Russie pussent piller les peuples étrangers. Ces traités secrets ne sont toujours pas publiés. Le gouvernement de la libre Russie s'est dérobé et n'a pas proposé jusqu'à ce jour une paix juste à tous les peuples.

Il n'y a pas de pain. De nouveau la famine approche. Tous voient que les capitalistes et les riches trompent sans scrupules le Trésor sur les fournitures de guerre (actuellement, la guerre coûte au peuple 50 millions de roubles par jour), qu'ils réalisent, grâce à la hausse des prix, des bénéfices exorbitants tandis que rien, absolument rien, n'a été fait pour organiser un contrôle sérieux de la production et de la répartition des produits parmi les ouvriers. Les capitalistes, de plus en plus arrogants, jettent les ouvriers sur le pavé, à un moment où le peuple souffre de la disette de marchandises. L'immense majorité des paysans ont proclamé haut et clair, en une longue suite de congrès, qu'ils considéraient l'existence de la grande propriété foncière comme une injustice et un vol. Et le gouvernement, qui se prétend révolutionnaire et démocratique, continue depuis des mois à berner les paysans, à les tromper par des promesses et des atermoiements. Durant des mois, les capitalistes n'avaient pas permis au ministre Tchernov de promulger la loi interdisant l'achat et la vente des terres. Et lorsque enfin cette loi a été promulguée, les capitalistes ont déclenché contre Tchernov une odieuse campagne de calomnies qu'ils continuent

à ce jour. Dans son zèle à défendre les grands propriétaires fonciers, le gouvernement en est arrivé à une telle impudence qu'il fait poursuivre en justice les paysans qui se sont emparés « arbitrairement » des terres.

On trompe les paysans en leur recommandant d'attendre l'Assemblée constituante. Quant à la réunion de cette Assemblée, les capitalistes continuent à la différer. Maintenant que sous la pression des bolcheviks cette réunion a été fixée au 30 septembre, les capitalistes crient tout haut que ce délai est trop court, « impossible » ; et ils exigent que l'Assemblée soit ajournée... Les membres les plus influents du parti des capitalistes et des grands propriétaires fonciers — le parti « cadet » ou parti de la « liberté du peuple » — préconisent ouvertement, comme Panina par exemple, le renvoi de l'Assemblée constituante à la fin de la guerre.

Pour la terre, attends jusqu'à l'Assemblée constituante. Pour l'Assemblée constituante, attends jusqu'à la fin de la guerre. Pour la fin de la guerre, attends jusqu'à la victoire totale. Voilà ce qu'il en est. Les capitalistes et les grands propriétaires fonciers, qui ont la majorité dans le gouvernement, se moquent tout simplement des paysans.

II

Mais comment cela a-t-il pu se produire dans un pays libre, après que le pouvoir tsariste a été renversé ?

Dans un pays non libre, le peuple est gouverné par un tsar et une poignée de grands propriétaires fonciers, de capitalistes, de fonctionnaires que personne n'a élus.

Dans un pays libre, le peuple n'est gouverné que par ceux qu'il a lui-même élus à cet effet. Aux élections, le peuple se divise en partis, et chaque classe de la population forme d'ordinaire un parti à elle. Ainsi, les grands propriétaires fonciers, les capitalistes, les paysans, les ouvriers forment des partis distincts. C'est pourquoi le peuple des pays libres est gouverné dans une lutte ouverte entre les partis et par un libre accord entre ces derniers.

Après le renversement du pouvoir tsariste, le 27 février 1917, la Russie fut, pendant près de quatre mois, gouvernée comme un pays libre, précisément à travers une lutte ouverte entre des partis librement formés et par un libre accord entre eux. Aussi pour comprendre le développement de la révolution russe, faut-il établir avant tout quels étaient les principaux partis en présence, quelles étaient les classes dont ils défendaient les intérêts, quels étaient les rapports qui existaient entre tous ces partis.

III

Après le renversement du tsarisme, le pouvoir d'Etat passait aux mains du premier Gouvernement provisoire. Celui-ci était composé des représentants de la bourgeoisie, c'est-à-dire des capitalistes auxquels s'étaient joints les grands propriétaires fonciers. Le parti « cadet », principal parti des capitalistes, y tenait la première place comme parti dirigeant et gouvernemental de la bourgeoisie.

Ce n'était point par hasard que le pouvoir était tombé aux mains de ce parti, bien que ce ne fussent pas les capitalistes, évidemment, mais les ouvriers, les paysans, les matelots et les soldats qui avaient combattu les troupes du tsar et versé leur sang pour la liberté. Le pouvoir était tombé aux mains du parti des capitalistes parce que cette classe possédait la force que donnent la richesse, l'organisation et l'instruction. Depuis 1905, et surtout pendant la guerre, la classe des capitalistes et des grands propriétaires fonciers qui se rattachent à eux, avait fait en Russie le plus de progrès dans son organisation.

Le parti cadet a toujours été — en 1905 comme de 1905 à 1917 — un parti monarchiste. Au lendemain de la victoire du peuple sur la tyrannie tsariste, ce parti se déclara républicain. L'histoire montre que les partis capitalistes consentent toujours quand le peuple a vaincu la monarchie, à être républicains, pourvu qu ils puissent sauvegarder les privilèges des capitalistes et leur pouvoir absolu sur le peuple.

En paroles, le parti cadet est pour la « liberté du peuple ». En fait, il est pour les capitalistes ; c'est pourquoi les grands propriétaires fonciers, les monarchistes, les Cent-Noirs, se sont tous instantanément rangés de son côté. Témoin la presse et les élections. Après la révolution, tous les journaux bourgeois et toute la presse ultra-réactionnaire se sont mis à chanter à l'unisson avec les cadets. Tous les partis monarchistes, n'osant pas se présenter ouvertement aux élections, ont soutenu le parti cadet, comme ç'a été le cas à Pétrograd.

Maîtres du pouvoir, les cadets ont employé tous leurs efforts pour continuer la guerre de conquête et de brigandage commencée par le tsar Nicolas II, qui avait signé des traités secrets de brigandage avec les capitalistes anglais et français. Ces traités promettaient aux capitalistes russes, en cas de victoire, l'annexion et de Constantinople, et de la Galicie, et de l'Arménie, etc. Quant au peuple, le gouvernement des cadets lui donnait le change par des dérobades et des promesses vaines, renvoyant le règlement de tous les grands problèmes d'un intérêt vital pour les ouvriers et les paysans, à l'Assemblée-constituante, dont il ne fixait d'ailleurs pas la date de convocation.

Le peuple, profitant de la liberté, commença à s'organiser de lui-même. Les Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans étaient l'organisation principale des ouvriers et des paysans qui forment l'immense majorité de la population de la Russie. Ces Soviets avaient commencé à se constituer dès la révolution de Février ; quelques semaines plus tard, dans la plupart des grandes villes de Russie et dans nombre de districts, tous les éléments conscients et avancés de la classe ouvrière et de la paysannerie étaient groupés dans les Soviets.

Les Soviets avaient été élus en toute liberté. Les Soviets étaient les organisations authentiques des masses populaires, ouvrières et paysannes. Ils étaient les organisations authentiques de l'immense majorité du peuple. Les ouvriers et les paysans vêtus de l'uniforme militaire étaient armés.

Il va sans dire que les Soviets pouvaient et devaient prendre en main tout le pouvoir. Il n'aurait dû y avoir dans l'Etat aucun autre pouvoir que les Soviets, jusqu'à la convocation de l'Assemblée constituante. Alors seulement notre révolution eût été vraiment populaire, vraiment démocratique. Alors seulement les masses laborieuses, qui aspirent réellement à la paix, qui ne sont réellement pas intéressées à une guerre de conquête, auraient pu commencer à appliquer, avec résolution et fermeté, une politique susceptible de mettre un terme à la guerre de conquête et d'amener la paix. Alors seulement, les ouvriers et les paysans auraient pu mater les capitalistes qui réalisent des bénéfices fabuleux « grâce à la guerre » et ont conduit le pays à la ruine et à la famine. Mais, dans les Soviets, seule une minorité de députés se rangeait du côté du parti des ouvriers révolutionnaires, des social-démocrates bolcheviks, qui exigeaient la remise de tout le pouvoir aux Soviets. Quant à la majorité des députés, elle se rangeait du côté des partis social-démocrate menchévik et socialiste-révolutionnaire, qui étaient contre la remise du pouvoir aux Soviets. Au lieu de supprimer le gouvernement de la bourgeoisie et de le remplacer par un gouvernement des Soviets, ces partis préconisaient le soutien du gouvernement de la bourgeoisie, l'entente avec lui, la formation d'un gouvernement de coalition. Cette politique d'entente avec la bourgeoisie, pratiquée par les partis socialiste-révolutionnaire et menchévik auxquels la majorité du peuple avait donné sa confiance, caractérise ce qu'il y a d'essentiel dans le développement de la révolution dans les cinq premiers mois.

IV

Voyons d'abord comment se faisait cette politique d'entente des socialistes-révolutionnaires et menchéviks avec la bourgeoisie. Nous rechercherons ensuite la raison pour laquelle la majorité du peuple leur a fait confiance.

La politique d'entente des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires avec les capitalistes a été pratiquée tantôt sous une forme, tantôt sous une autre, à toutes les étapes de la révolution russe.

A la fin même de février 1917, dès que le peuple eut remporté la victoire et que le pouvoir tsariste eut été renversé, le Gouvernement provisoire des capitalistes s'adjoignit Kérenski comme « socialiste ». A la vérité, Kérenski n'avait jamais été socialiste ; il n'était que troudovik et ne commença à figurer parmi les « socialistes-révolutionnaires » qu'à partir de mars 1917, c'est-à-dire au moment où la chose n'offrait plus aucun danger, et ne laissait pas d'être avantageuse. Le Gouvernement provisoire capitaliste s'appliqua aussitôt, par l'intermédiaire de Kérenski, vice-président du Soviet de Pétrograd, à s'attacher le Soviet, à l'apprivoiser. Et le Soviet — c'est-à-dire les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks qui y prédominaient — se laissa apprivoiser : dès la formation du Gouvernement provisoire capitaliste, il accepta de « le soutenir » « dans la mesure » où il remplirait ses engagements.

Le Soviet se considérait comme un organisme de vérification, de contrôle des actes du Gouvernement provisoire. Les leaders du Soviet instituèrent une « commission dite de contact », qui devait assurer la liaison avec le gouvernement. Au sein de cette commission de contact les leaders socialistes-révolutionnaires et menchéviks du Soviet, qui étaient à vrai dire des ministres sans portefeuille ou des ministres non officiels, étaient constamment en pourparlers avec le gouvernement des capitalistes.

Cet état de choses dura pendant tout le mois de mars et presque tout le mois d'avril. Les capitalistes procédaient par atermoiements et dérobades, cherchant à gagner du temps. Pendant cette période, le gouvernement capitaliste ne prit aucune mesure sérieuse pour développer la révolution. Même pour s'acquitter de sa tâche immédiate, — convoquer l'Assemblée constituante, — le gouvernement ne fit absolument rien ; il ne posa pas la question devant les organisations locales, il ne créa même pas de commission centrale chargée d'étudier la question. Le gouvernement n'avait qu'une seule préoccupation : renouveler secrètement les traités internationaux de brigandage, que le tsar avait signés avec les capitalistes d'Angleterre et de France ; freiner aussi prudemment et insensiblement que possible la révolution ; tout promettre, ne rien tenir. A la « commission de contact » les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks faisaient figure de benêts que l'on nourrit de phrases pompeuses, de promesses, de « tu l'auras ». Les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks se laissaient prendre à la flatterie comme le corbeau de la fable et écoutaient avec plaisir les capitalistes qui protestaient de leur haute estime pour les Soviets, sans lesquels, disaient-ils, ils n'entreprenaient rien.

Mais le temps passait et le gouvernement des capitalistes ne faisait absolument rien pour la révolution. Mais, contre la révolution, il avait réussi pendant ce temps à renouveler les traités secrets de brigandage, ou, plus exactement, à les sanctionner et à les « ranimer » par des négociations complémentaires, non moins secrètes, avec les diplomates de l'impérialisme anglo-français. Contre la révolution, le gouvernement avait réussi, pendant ce temps, à jeter les bases d'une organisation contre-révolutionnaire (ou du moins d'un rapprochement) des généraux et des officiers de l'armée du front. Contre la révolution, le gouvernement avait réussi à entreprendre l'organisation des industriels, des usiniers, des fabricants, qui, sous la poussée des ouvriers, se voyaient contraints de céder point par point, mais commençaient en même temps à saboter la production et à en préparer l'arrêt au moment propice.

Cependant l'organisation des ouvriers et des paysans d'avant-garde dans les Soviets progressait sans cesse. Les meilleurs représentants des classes opprimées se rendaient compte que le gouvernement, malgré son accord avec le Soviet de Pétrograd, malgré la grandiloquence de Kérenski, malgré l'existence d'une « commission de contact », restait un ennemi du peuple, un ennemi de la révolution. Les masses se rendaient compte que, si la résistance des capitalistes n'était pas brisée, la cause de la paix, de la liberté, de la révolution serait perdue à coup sûr. L'impatience et la colère grandissaient dans les masses.

V

Elles débordèrent les 20 et 21 avril. Le mouvement fut spontané, personne ne l'avait préparé. Il était si nettement orienté contre le gouvernement qu'un régiment en armes se présenta même au palais Marie pour arrêter les ministres. Il apparut clairement aux yeux de tous que le gouvernement ne pouvait plus tenir. Les Soviets pouvaient (et devaient) prendre en main le pouvoir sans rencontrer la moindre résistance de quelque côté que ce fût. Au lieu de cela, les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks soutinrent le gouvernement capitaliste en train de s'effondrer, se compromirent encore davantage par des accords avec lui ; ils prirent des initiatives plus périlleuses, plus funestes encore à la révolution.

La révolution instruit toutes les classes avec une rapidité et une profondeur inconnues eu temps ordinaire, en temps de paix. Les capitalistes, mieux organisés et plus expérimentés que quiconque dans la lutte de classes et la politique, s'instruisirent plus vite que les autres. Voyant que la situation du gouvernement était intenable, ils eurent recours à un procédé dont avaient usé, durant des décades après 1848, les capitalistes des autres pays, afin de mystifier, de diviser et de débiliter les ouvriers. Ce procédé consiste à former un ministère dit de « coalition », c'est-à-dire réunissant les représentants de la bourgeoisie et les transfuges du socialisme.

Dans les pays où la liberté et la démocratie existent depuis plus longtemps qu'ailleurs, à côté du mouvement ouvrier révolutionnaire, en Angleterre et en France, les capitalistes ont maintes fois usé de ce procédé avec grand succès. Les chefs « socialistes » entrés dans un ministère bourgeois ne manquaient pas de se révéler des hommes de paille, des marionnettes, qui servaient de paravent aux capitalistes, d'instrument de mystification des ouvriers. Les capitalistes « démocrates et républicains » de Russie ont eu recours à ce même procédé. Socialistes-révolutionnaires et menchéviks se sont tout de suite laissé jouer ; le 6 mai, le ministère de « coalition », comprenant Tchernov, Tsérételi et C^{ie} était un fait accompli.

Les benêts des partis socialiste-révolutionnaire et menchévik jubilaient, pâmés d'admiration sous les rayons de la gloire ministérielle de leurs chefs. Les capitalistes, ravis, se frottaient les mains ; ils s'étaient assuré contre le peuple le concours des « chefs des Soviets », qui leur avaient promis de soutenir l' « action offensive au front », c'est-à-dire la reprise de la guerre impérialiste de brigandage, un moment arrêtée. Les capitalistes connaissaient

bien la présomptueuse impuissance de ces chefs ; ils savaient que les promesses faites par la bourgeoisie — au sujet du contrôle et même de l'organisation de la production, au sujet de la politique de paix, etc. — ne seraient jamais tenues.

C'est ce qui advint. La deuxième phase du développement de la révolution — du 6 mai au 9 ou 18 juin — a parfaitement confirmé les calculs des capitalistes quant à la facilité qu'ils auraient à se jouer des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks.

Pendant que Péchékhonov et Skobélev se leurraient eux-mêmes et leurraient le peuple par des phrases pompeuses, en disant qu'on prélèverait 100 % sur les profits des capitalistes, que la « résistance » de ces derniers «était brisée», etc., les capitalistes continuaient à se renforcer. A la vérité, rien, mais absolument rien, ne fut fait pendant ce temps pour mater les capitalistes. Les transfuges du socialisme devenus ministres n'étaient en réalité que des machines à parler, destinées à donner le change aux classes opprimées, cependant que tout l'appareil d'administration de l'Etat demeurait aux mains de la bureaucratie (des fonctionnaires) et de la bourgeoisie. Le fameux Paltchinski, sous-secrétaire d'Etat à l'Industrie, était le représentant typique de cet appareil ; il entravait la réalisation de toutes les mesures dirigées contre les capitalistes. Les ministres bavardaient, et les choses restaient inchangées.

La bourgeoisie se servait surtout du ministre Tsérétéli pour combattre la révolution. On l'envoya « apaiser » Cronstadt : les révolutionnaires de là-bas avaient eu le front de destituer le commissaire nommé par le gouvernement. La presse bourgeoise lança contre Cronstadt, qu'elle accusait de vouloir « se séparer de la Russie » — cette ineptie et d'autres analogues furent répétées sur tous les tons, — une campagne extrêmement tapageuse, haineuse, acharnée, de mensonges, de calomnies et d'excitations, campagne destinée à faire peur à la petite bourgeoisie et aux philistins. Tsérétéli, représentant le plus typique des philistins obtus et terrorisés, s'est laissé le plus « consciencieusement » prendre à l'hameçon des calomnies répandues par la bourgeoisie ; plus que tous les autres, il s'employa avec zèle à « foudroyer et réprimer » Cronstadt, sans comprendre qu'il jouait le rôle d'un larbin de la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Il se trouva être l'instrument au moyen duquel un « accord » fut passé avec Cronstadt révolutionnaire, en ce sens que le commissaire de cette ville n'était pas simplement nommé par le gouvernement, mais élu à Cronstadt et *confirmé* par le gouvernement. C'est à ces misérables compromis que consacraient leur temps les ministres transfuges du socialisme dans le camp de la bourgeoisie.

Là où un ministre bourgeois n'aurait pas pu se présenter pour assumer la défense du gouvernement devant les ouvriers révolutionnaires ou dans les Soviets, on voyait paraître fou plutôt la bourgeoisie y envoyait) un ministre « socialiste » — Skobelev, Tsérétéli, Tchernov, d'autres encore, — il œuvrait en conscience au profit de la bourgeoisie ; il suait sang et eau pour défendre le ministère, blanchissait les capitalistes, dupait le peuple en répétant des promesses, des promesses et des promesses, et en lui recommandant d'attendre, d'attendre et d'attendre.

Le ministre Tchernov était surtout absorbé par ses marchandages avec ses collègues bourgeois ; jusqu'en juillet même, jusqu'à la nouvelle « crise du pouvoir » qui s'ouvrit à la suite du mouvement des 3 et 4 juillet, jusqu'à la démission des ministres cadets, le ministre Tchernov consacra tout son temps à une œuvre utile, intéressante et profondément conforme aux aspirations du peuple : il « exhortait », il engageait ses collègues bourgeois à consentir au moins à l'interdiction des transactions pour la vente et l'achat des terres. Cette mesure fut solennellement promise aux paysans, au congrès (Soviet) des délégués paysans de Russie à Pétrograd. Promesse qui n'a jamais été tenue. Tchernov ne put la tenir ni en mai, ni en juin, jusqu'au moment où la vague révolutionnaire des 3 et 4 juillet, explosion spontanée qui coïncida avec la démission des ministres cadets, lui permit d'appliquer cette mesure. Mais, même alors, ce ne fut qu'une mesure isolée, impuissante à améliorer sérieusement la situation des paysans en lutte pour la terre, contre les grands propriétaires fonciers.

Au front, la tâche contre-révolutionnaire, impérialiste, de recommencer la guerre impérialiste de brigandage, tâche dont un Goutchkov détesté du peuple n'avait pu s'acquitter, était à ce moment accomplie brillamment et avec succès par le « démocrate révolutionnaire » Kérenski, membre tout frais émoulu du parti socialiste-révolutionnaire. Kérenski se laissait griser par son éloquence ; les impérialistes qui le maniaient comme on pousse un pion sur l'échiquier, lui offraient de l'encens, le flattaient, l'idolâtraient. Tout cela parce qu'il servait avec foi et amour les intérêts des capitalistes et engageait les « troupes révolutionnaires » à accepter le renouvellement de la guerre, en exécution des traités conclus par le tsar Nicolas II avec les capitalistes d'Angleterre et de France, guerre menée pour faire obtenir aux capitalistes russes Constantinople et Lvov, Erzéroum et Trébizonde.

Ainsi se passa la deuxième période de la révolution russe, du B mai au 9 juin. La bourgeoisie contre-révolutionnaire se renforça, se consolida, sous le couvert ut sous l'égide des ministres « socialistes » ; elle prépara l'offensive et contre l'ennemi extérieur et contre l'ennemi intérieur, c'est-à-dire contre les ouvriers révolutionnaires.

VI

Le parti des ouvriers révolutionnaires, le Parti bolchevik, préparait pour le 9 juin une manifestation à Pétrograd, afin de permettre aux masses d'affirmer de façon organisée leur mécontentement et leur indignation qui montaient irrésistibles. Les chefs socialistes-révolutionnaires et menchéviks, empêtrés dans des accords avec la bourgeoisie et liés par la politique d'offensive impérialiste, furent terrifiés en voyant tomber leur influence dans les masses. Et ce fut contre la manifestation une clameur générale, qui réunissait cette fois les cadets contre-révolutionnaires avec les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks. Sous leur direction et par suite de leur politique d'entente avec les capitalistes, la volte-face opérée par les masses petites-bourgeoises vers une alliance avec la bourgeoisie contre-révolutionnaire se précisa amplement, se dessina avec une netteté saisissante. Là est la portée historique, la signification de classe de la crise du 9 juin. Les bolcheviks décommandèrent la manifestation, dominés par le souci de ne point mener, à ce moment-là, les ouvriers à une bataille désespérée contre les cadets, les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks réunis. Mais ces derniers, désireux de conserver tout au moins quelque reste de la confiance des masses, se virent obligés de fixer au 18 juin une manifestation commune. L'exaspération de la bourgeoisie était à son comble, car elle voyait avec juste raison la démocratie petite-bourgeoise pencher vers le prolétariat. Elle décida donc de paralyser l'action de la démocratie en déclenchant l'offensive sur le front.

En effet, le 18 juin, les mots d'ordre du prolétariat révolutionnaire, les mots d'ordre du bolchévisme remportaient une remarquable, une imposante victoire parmi les masses de Pétersbourg ; et le 19 juin la bourgeoisie et le bonapartiste *[Le bonapartisme (du nom des deux empereurs français), c'est un gouvernement qui affecte de n'être d'aucun parti ; il exploite la lutte aiguë que mènent entre eux les partis des capitalistes et des ouvriers. Alors qu'en réalité il sert les capitalistes, un gouvernement de ce genre s'attache surtout à tromper les ouvriers par des promesses et de menues aumônes.]* Kérenski annonçaient avec solennité que, justement le 18, l'offensive avait commencé sur le front.

Pratiquement l'offensive signifiait la reprise de la guerre de brigandage dans l'intérêt des capitalistes, contre la volonté de l'immense majorité des travailleurs. Aussi l'offensive impliquait-elle nécessairement, d'une part, une accentuation prodigieuse du chauvinisme et le passage du pouvoir militaire (partant, politique) à la clique militaire des bonapartistes ; d'autre part, l'emploi de la violence contre les masses, la persécution des internationalistes, la suppression de la liberté d'agitation, les arrestations et les exécutions des adversaires de la guerre.

Tandis que le 6 mai avait attaché les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks au char triomphal de la bourgeoisie par une corde, le 19 juin les y a rivés, comme serviteurs des capitalistes, par une chaîne.

VII

La colère des masses, par suite de la reprise de la guerre de brigandage montait tout naturellement, rapide et intense. Les 3 et 4 juillet, l'indignation des masses éclata malgré les efforts des bolcheviks pour contenir l'explosion à laquelle ils devaient, bien entendu, s'efforcer de donner une forme aussi organisée que possible.

Esclaves de la bourgeoisie, enchaînés à leurs maîtres, les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks acceptèrent tout : et l'entrée des troupes réactionnaires à Pétrograd, et le rétablissement de la peine de mort, et le désarmement des ouvriers et des troupes révolutionnaires, et les arrestations, les poursuites, l'interdiction des journaux sans jugement. Le pouvoir, que la bourgeoisie ne pouvait prendre en entier, au sein du gouvernement, et dont les Soviets ne voulaient pas, tomba aux mains des bonapartistes, de la clique militaire, soutenue sans réserve, cela s'entend, par les cadets et les Cent-Noirs, les grands propriétaires fonciers et les capitalistes.

De déchéance en déchéance. Une fois engagés sur la pente d'une entente avec la bourgeoisie, les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks glissèrent irrésistiblement et touchèrent le fond. Le 28 février, au Soviet de Pétrograd, ils avaient promis un soutien conditionnel au gouvernement bourgeois. Le 6 mai, ils le sauvaient de la déconfiture et, en acceptant l'offensive, se laissaient transformer en valets et en défenseurs du gouvernement. Le

9 juin, ils s'unissaient à la bourgeoisie contre-révolutionnaire dans sa campagne de haine farouche, de mensonges et de calomnies contre le prolétariat révolutionnaire. Le 19 juin, ils approuvaient la reprise, devenue un fait, de la guerre de rapine. Le 3 juillet, ils acceptaient que l'on fît venir les troupes réactionnaires ; ce fut le début de l'abandon définitif du pouvoir aux bonapartistes. De déchéance en déchéance.

Cette fin honteuse des partis socialiste-révolutionnaire et menchévik n'est pas un effet du hasard ; c'est le résultat, maintes fois confirmé par l'expérience européenne, de la situation économique des petits patrons, de la petite bourgeoisie.

VIII

Certes, tout le monde a observé comment les petits patrons se mettent en quatre, font l'impossible pour «devenir quelqu'un», pour passer vrais patrons, se hausser au niveau de patron «aisé», au niveau de la bourgeoisie. Tant que règne le capitalisme, les petits patrons n'ont pas d'autre issue : ou passer eux-mêmes capitalistes (ce qui est possible tout au plus dans la proportion de un sur cent), ou passer à l'état de petit patron ruiné, de semi-prolétaire, et puis de prolétaire. Il en est de même en politique : la démocratie petite-bourgeoise représentée surtout par ses chefs, veut se pousser vers la bourgeoisie. Les chefs de la démocratie petite-bourgeoise bercent leurs niasses par des promesses et des assurances sur la possibilité d'une entente avec les gros capitalistes. En mettant les choses au mieux, ils obtiennent des capitalistes, pour un temps très court et au profit d'une faible couche supérieure des masses laborieuses, de menues concessions. Mais dans toutes les questions décisives, importantes, la démocratie petite-bourgeoise a toujours été à la remorque de la bourgeoisie, dont elle était un accessoire sans force, un instrument docile entre les mains des rois de la finance. L'expérience de l'Angleterre et de la France a maintes fois confirmé cette vérité.

L'expérience de la révolution russe, alors que les événements influencés surtout par la guerre impérialiste et la crise profonde qu'elle a provoquée se sont déroulés avec une rapidité extrême, — cette expérience de février à juillet 1917 a confirmé avec une vigueur, une netteté remarquables le vieil axiome marxiste de l'instabilité de la petite bourgeoisie.

L'enseignement de la révolution russe, c'est que les masses laborieuses ne pourront s'arracher à l'étreinte de fer de la guerre, de la famine et du joug des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, qu'à la condition de rompre complètement avec les partis socialiste-révolutionnaire et menchévik, de prendre nettement conscience de leur rôle de trahison, de repousser toute entente avec la bourgeoisie, de passer résolument aux côtés des ouvriers révolutionnaires. Seuls les ouvriers révolutionnaires, s'ils sont soutenus par les paysans pauvres, sont en mesure de briser la résistance des capitalistes, de conduire le peuple à la conquête de la terre sans rachat, à la liberté complète, à la victoire sur la famine, à la victoire sur la guerre, à une paix juste et durable.

POSTFACE

Cet article, comme il ressort du texte, fut écrit à la fin de juillet.

Le cours de la révolution au mois d'août en a pleinement confirmé le contenu. Ensuite, fin août, la rébellion de Kornilov[16] a amené la révolution à un nouveau tournant. Elle a montré nettement au peuple entier que les cadets unis aux généraux contre-révolutionnaires entendaient dissoudre les Soviets et rétablir la monarchie. Quelle est la force de ce nouveau tournant de la révolution et réussira-t-il à mettre un terme à la néfaste politique d'entente avec la bourgeoisie ? C'est ce que montrera le proche avenir...

N. Lénine.
6 septembre 1917.
Publié les 12 et 13 septembre (30 et 31 août) 1917, dans le journal Rabotchi, n°s 8 et 9. Au début d'octobre 1917, l'article, muni d'une postface datée du 19 (6) septembre, parut en brochure.

LA CATASTROPHE IMMINENTE ET LES MOYENS DE LA CONJURER

LA FAMINE APPROCHE

La Russie est menacée d'une catastrophe certaine. Les transports ferroviaires sont désorganisés incroyablement, et cette désorganisation augmente de plus en plus. Les chemins de fer s'arrêteront. Les arrivages de matières premières et de charbon pour les usines vont cesser. De même, les arrivages de céréales. Sciemment, sans relâche, les capitalistes sabotent (abîment, arrêtent, sapent, freinent) la production, dans l'espoir que cette catastrophe sans précédent entraînera la déconfiture de la République et de la démocratie, des Soviets et, en général, des associations prolétariennes et paysannes ; qu'elle facilitera le retour à la monarchie et la restauration de l'omnipotence de la bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers.

Une catastrophe d'une ampleur inouïe et la famine nous menacent infailliblement. Tous les journaux l'ont dit et redit mille fois. Une quantité incroyable de résolutions ont été adoptées par les différents partis et par les Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, — résolutions qui reconnaissent que la catastrophe est certaine, qu'elle est imminente, qu'il faut la combattre avec acharnement, que le peuple doit faire des « efforts héroïques » pour conjurer le désastre, etc.

Tout le monde le dit. Tout le monde le reconnaît. Tout le monde le constate. Et l'on ne fait rien.

Six mois de révolution ont passé. La catastrophe s'est encore approchée. Le chômage est devenu massif. Songez un peu : le pays souffre de la disette de marchandises, le pays se meurt par manque de produits, par manque de main-d'œuvre, alors qu'il y a suffisance de blé et de matières premières ; et c'est dans un pays comme celui-là, dans un moment aussi critique, que le chômage est devenu massif ! Quelle preuve faut-il encore pour démontrer qu'en six mois de révolution (d'une révolution que d'aucuns appellent grande, mais que pour l'instant il serait peut-être plus juste d'appeler une révolution pourrie), alors qu'on est en république démocratique, alors que foisonnent les associations, organisations et institutions qui, fièrement, s'intitulent « démocratiques révolutionnaires », rien, absolument rien de sérieux *n'a été fait* contre la catastrophe, contre la famine ? Nous courons au désastre toujours plus vite, car la guerre n'attend pas et la désorganisation qu'elle entraîne dans toutes les branches de la vie nationale s'aggrave sans cesse.

Or, il suffit d'un peu d'attention et de réflexion pour se convaincre qu'il existe des moyens de combattre la catastrophe et la famine, que les mesures à prendre sont tout à fait claires, simples, parfaitement réalisables, proportionnées aux forces du peuple, et que si ces mesures *ne sont pas* prises c'est *uniquement, exclusivement* parce que leur application porterait atteinte aux profits exorbitants d'une poignée de grands propriétaires fonciers et des capitalistes.

En effet. Je puis vous garantir que vous ne trouverez pas un seul discours, un seul article de journal de quelque tendance qu'il soit, pas une seule résolution d'une assemblée ou d'une institution quelconque, qui ne reconnaisse en termes parfaitement clairs et précis la mesure fondamentale, la mesure essentielle de lutte, propre à conjurer la catastrophe et la famine. Cette mesure, c'est le contrôle, la surveillance, le recensement, la réglementation par l'Etat, la répartition rationnelle de la main-d'œuvre dans la production, ainsi que la répartition des produits, la suppression de tout gaspillage des forces du peuple, l'économie de ces forces. Le contrôle, la surveillance, le recensement, voilà le premier mot de la lutte contre la catastrophe et la famine. Personne ne le conteste, tout le monde en convient. Mais c'est justement ce qu'*on ne fait pas,* de crainte d'attenter à l'omnipotence des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, aux profits démesurés, inouïs, scandaleux, qu'ils réalisent sur la vie chère et les fournitures de guerre (et presque tous « travaillent » aujourd'hui, directement ou indirectement, pour la guerre), — profits que tout le monde connaît, que tout le monde peut constater et au sujet desquels tout le monde pousse des « oh ! » et des « ah ! »

Et l'Etat ne t'ait absolument rien pour établir un contrôle, une surveillance et un recensement tant soit peu sérieux.

INACTION TOTALE DU GOUVERNEMENT

Partout c'est le sabotage systématique, incessant, de tout contrôle, de toute surveillance et de tout recensement, de toute tentative faite par l'Etat pour organiser ce travail. Et il faut être incroyablement naïf pour ne pas comprendre — ou profondément hypocrite pour feindre de ne pas comprendre — d'où vient ce sabotage, par

quels moyens il est perpétré. Parce que ce sabotage, exercé par les banquiers et les capitalistes, ce *torpillage* par eux de tout contrôle, de toute surveillance et de tout recensement, s'adapte aux formes d'Etat de la République démocratique, à l'existence des institutions « démocratiques révolutionnaires ». Messieurs les capitalistes se sont merveilleusement assimilé cette vérité que reconnaissent en paroles tous les partisans du socialisme scientifique, mais que les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires se sont efforcés d'oublier dès que leurs amis ont reçu des sinécures de ministres, de sous-secrétaires d'Etat, etc. A savoir : que la nature économique de l'exploitation capitaliste n'est aucunement affectée par la substitution de formes de gouvernement démocratiques républicaines aux formes monarchistes, et que par conséquent il suffit de modifier la *forme* de la lutte pour le profit capitaliste, inviolable et sacré, afin de le sauvegarder, en régime de république démocratique, avec le même succès que sous la monarchie autocratique.

Le sabotage moderne, le plus récent, le sabotage démocratique républicain de tout contrôle, de tout recensement, de toute surveillance, consiste en ceci : les capitalistes (de même, bien entendu, que tous les menchéviks et socialistes-révolutionnaires), reconnaissent « ardemment » en paroles le « principe » du contrôle et sa nécessité ; ils insistent simplement sur son application « graduelle », méthodique, « réglée par l'Etat». Or, pratiquement, ces belles paroles masquent le *torpillage* du contrôle qui est réduit à rien, à une fiction, à une comédie ; toutes les mesures sérieuses et pratiques sont indéfiniment différées ; on crée des appareils de contrôle extraordinairement compliqués, lourds, bureaucratiques et inertes, qui dépendent entièrement des capitalistes, ne font absolument rien et ne peuvent absolument rien faire.

Pour ne pas avancer d'affirmations gratuites, nous invoquerons le témoignage des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires, c'est-à-dire précisément de ceux qui ont eu la majorité dans les Soviets pendant le premier semestre de la révolution ; de ceux qui ont participé au « gouvernement de coalition » et qui, par suite, sont politiquement responsables, devant les ouvriers et les paysans russes, des complaisances envers les capitalistes, du torpillage de tout contrôle par ces derniers.

L'organe officiel de l'organisme suprême de la démocratie « révolutionnaire », organisme « investi des pleins pouvoirs » (ne riez pas !) — *les Izvestia du Comité exécutif central du Congrès des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans de Russie* — publie dans son n° 164, en date du 7 septembre 1917, une *décision* émanant d'une institution spéciale, créée aux fins de contrôle par ces mêmes menchéviks et socialistes-révolutionnaires, et qui se trouve entièrement dans leurs mains. Cette institution spéciale, c'est la « Section économique » du Comité exécutif central. La décision reconnaît officiellement, comme un fait acquis, *« l'inaction totale des organismes centraux constitués auprès du gouvernement et chargés de régler la vie économique».*

En vérité peut-on imaginer témoignage plus éloquent — signé de la main des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires eux-mêmes — de la faillite de leur politique ?

Même sous le tsarisme on avait reconnu la nécessité de régler la vie économique, et plusieurs institutions avaient été créées à cet effet. Mais sous le tsarisme, la désorganisation n'avait cessé de croître, atteignant des proportions formidables. Il fut reconnu d'emblée que la tâche du gouvernement républicain révolutionnaire était de prendre des mesures sérieuses, décisives, pour mettre fin à la ruine économique. Lorsque le gouvernement de « coalition » auquel participaient menchéviks et socialistes-révolutionnaires se forma, il promit, il prit l'engagement, dans la déclaration hautement solennelle qu'il adressait au peuple en date du 6 mai, d'instituer le contrôle et la réglementation de la vie économique par l'Etat. Les Tsérétéli et les Tchernov, de même que tous les autres leaders menchéviks et socialistes-révolutionnaires, jurèrent leurs grands dieux que non seulement ils étaient responsables du gouvernement, mais que les « organismes de la démocratie révolutionnaire, investis des pleins pouvoirs » — organismes qui se trouvaient entre leurs mains, — surveillaient effectivement l'activité du gouvernement et la contrôlaient.

Quatre mois se sont écoulés depuis le 6 mai, quatre longs mois pendant lesquels la Russie a sacrifié des centaines de milliers de ses soldats dans une absurde « offensive » impérialiste ; pendant lesquels la ruine économique et la catastrophe se sont rapprochées à pas de géant, alors que la saison d'été permettait de tirer largement parti des transports par eau, de l'agriculture, des prospections géologiques, etc., etc., — et au bout de ces quatre mois, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires se voient obligés de reconnaître officiellement « l'inaction totale » des organismes de contrôle formés près le gouvernement !!

Et ces menchéviks et socialistes-révolutionnaires, avec un air sérieux d'hommes d'Etat, prétendent maintenant (nous écrivons ces lignes juste à la veille de la Conférence démocratique[17] du 12 septembre) qu'il est possible de

remédier à la situation en remplaçant la coalition avec les cadets par une coalition avec les gros bonnets du commerce et de l'industrie, les Riabouchinski, les Boublikov, les Téréchtchenko et C^{ie} !

On se demande comment expliquer cet aveuglement stupéfiant des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires. Faut-il les considérer comme des nouveau-nés en politique qui, par candeur et déraison extrêmes, ne savent ce qu'ils font et se trompent de bonne foi ? Ou l'abondance des sinécures de ministres, de sous-secrétaires d'Etat, de gouverneurs généraux, de commissaires, etc., aurait-elle la propriété d'engendrer une cécité particulière, « politique » ?

LES MESURES DE CONTROLE SONT UNIVERSELLEMENT CONNUES ET FACILES A RÉALISER

Mais, pourra-t-on se demander, les moyens et mesures de contrôle ne représentent-ils pas quelque chose d'extrêmement compliqué, difficile, encore non expérimenté, voire inconnu ? Les atermoiements ne s'expliquent-ils pas par le fait que les hommes d'Etat du parti cadet, de la classe commerciale et industrielle, des partis socialiste-révolutionnaire et menchévik, ont beau peiner depuis six mois, à la sueur de leur front, à rechercher, à étudier, à découvrir des mesures et moyens de contrôle, — le problème incroyablement difficile n'est toujours pas résolu.

Hélas ! C'est sous cet aspect qu'on s'efforce de présenter les choses, d'« en mettre plein la vue » au moujik inculte, ignorant et déprimé, et au philistin qui croit tout et n'approfondit rien. En réalité, même le tsarisme, même l'« ancien régime » qui créa des comités d'industrie de guerre, *connaissait* la mesure essentielle, le principal procédé et moyen d'exercer le contrôle : associer la population par professions, par branches d'activité, par objectifs de travail, etc. Mais le tsarisme *redoutait* l'association de la population ; c'est pourquoi il restreignait de toutes les manières, il entravait artificiellement l'emploi de ce procédé et moyen de contrôle, universellement connu, éminemment facile et parfaitement applicable.

Accablés par les charges extrêmes et les calamités de la guerre, souffrant à tel ou tel degré de la ruine économique et de la famine, tous les Etats belligérants ont depuis longtemps établi, fixé, appliqué, essayé *toute une série* de mesures de contrôle qui, presque toujours, se ramènent à associer la population, à créer ou encourager des unions de toute sorte que surveille l'Etat, auxquelles participent ses représentants, etc. Toutes ces mesures de contrôle sont universellement connues, on en a beaucoup parlé et beaucoup écrit ; les lois sur le contrôle, édictées par les puissances belligérantes avancées, ont été traduites en russe ou exposées en détail dans la presse de ce pays.

Si notre gouvernement *voulait* réellement appliquer le contrôle de façon sérieuse et pratique, si ses institutions ne s'étaient pas condamnées, par leur servilité envers les capitalistes, à une « inaction totale », l'Etat n'aurait qu'à puiser des deux mains dans l'abondante réserve des mesures de contrôle déjà connues, déjà appliquées. Le seul empêchement à cela, — empêchement que les cadets, les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks dissimulent aux yeux du peuple, ç'a été et c'est que le contrôle révélerait chez les capitalistes des profits fabuleux et leur porterait atteinte.

Pour mieux mettre en lumière cette question capitale (qui est en somme la question du programme de *tout* gouvernement vraiment révolutionnaire, désireux de sauver la Russie de la guerre et de la famine), nous allons énumérer ces principales mesures de contrôle et les examiner l'une après l'autre.

Nous verrons qu'à un gouvernement qui ne se serait pas, simplement par dérision, intitulé démocratique révolutionnaire, il eût suffi de décréter (d'ordonner, ,de prescrire) dès la première semaine de son existence, l'application des principales mesures de contrôle, d'établir des sanctions sérieuses, pas pour rire, contre les capitalistes qui essayeraient de se soustraire frauduleusement au contrôle, et d'inviter la population à surveiller elle-même les capitalistes, à veiller à ce qu'ils se conforment en conscience aux décisions sur le contrôle, — pour que le contrôle soit depuis longtemps appliqué en Russie.

Les principales de ces mesures sont :

1. La fusion de toutes les banques en une seule, dont les opérations seraient contrôlées par l'Etat, ou la nationalisation des banques.

2. La nationalisation des syndicats capitalistes, c'est-à-dire des monopoles capitalistes les plus importants (syndicats du sucre, du pétrole, de la houille, de la métallurgie, etc.).

3. La suppression du secret commercial.

4. La cartellisation forcée, c'est-à-dire l'obligation pour tous les industriels, commerçants, patrons en général, de se grouper en cartels ou syndicats.

5. Le groupement obligatoire ou l'encouragement au groupement de la population en sociétés de consommation, et le contrôle de ces sociétés.

Voyons maintenant la portée qu'aurait chacune de ces mesures, à la condition d'être appliquée dans un esprit démocratique et révolutionnaire.

NATIONALISATION DES BANQUES

Les banques, on le sait, représentent les foyers de la vie économique moderne, les principaux centres nerveux de tout le système capitaliste d'économie nationale. Parler de la « réglementation de la vie économique » et passer sous silence la nationalisation des banques, c'est ou faire preuve de l'ignorance la plus crasse, ou tromper le « bon peuple » avec des paroles pompeuses et des promesses grandiloquentes, que l'on est décidé par avance à ne point tenir.

Contrôler et régler les livraisons de blé ou, en général, la production et la répartition des produits, sans contrôler, sans régler les opérations de banque, est un non-sens. C'est faire la chasse à des « copecks » problématiques et fermer les yeux sur des millions de roubles. Les banques modernes se sont si intimement, si indissolublement soudées au commerce (du blé comme de tout autre produit) et à l'industrie que, sans « mettre la main » sur les banques, il est absolument impossible de rien faire de sérieux, de « démocratique révolutionnaire ».

Mais peut-être cette « mainmise » de l'Etat sur les banques est-elle une opération très difficile et très compliquée ? C'est précisément par des arguments comme celui-là que l'on cherche d'ordinaire à faire peur aux philistins. Ce sont, bien entendu, les capitalistes et leurs défenseurs qui s'y emploient, car cela leur est avantageux.

En réalité, la nationalisation des banques qui n'enlève pas un seul copeck, à aucun « possesseur », ne présente absolument aucune difficulté d'ordre technique ou culturel ; elle est entravée *uniquement* par la sordide cupidité d'une misérable poignée de richards. Si l'on confond si souvent la nationalisation des banques avec la confiscation des biens privés, la faute en est à la presse bourgeoise qui répand cette confusion, son intérêt étant de tromper le public.

La propriété des capitaux concentrés dans les banques et avec lesquels celles-ci opèrent, est certifiée par des attestations imprimées ou manuscrites, appelées actions, obligations, lettres de change, reçus, etc. Aucune de ces attestations n'est annulée ni modifiée avec la nationalisation des banques, c'est-à-dire avec la fusion de toutes les banques en une seule banque d'Etat. Celui qui avait 15 roubles sur son livret de caisse d'épargne reste possesseur de ses 15 roubles après la nationalisation des banques, et celui qui avait 15 millions garde également, après la nationalisation des banques, ses 15 millions sous forme d'actions, d'obligations, de lettres de change, de warrants, etc.

Quelle est donc la portée de la nationalisation des banques ?

C'est qu'aucun contrôle effectif sur les différentes banques et leurs opérations n'est possible (même si le secret commercial est supprimé, etc.) ; car on ne peut suivre les procédés extrêmement complexes, embrouillés et subtils dont on use pour établir les balances, fonder des entreprises et des filiales fictives, faire intervenir des hommes de paille, etc., etc. Seule la réunion de toutes les banques en une banque unique, sans signifier par elle-même le moindre changement dans les rapports de propriété, sans enlever — répétons-le — à aucun possesseur un seul copeck, rend *possible* le contrôle effectif, — à la condition bien entendu que soient appliquées toutes les autres mesures indiquées plus haut. Seule la nationalisation des banques *permet d'obtenir* que L'Etat sache où et comment, de quel côté et à quel moment passent les millions et les milliards. Seul le contrôle exercé sur les banques — ce centre, ce principal pivot et ce mécanisme essentiel du trafic capitaliste, — permettrait d'organiser, en fait et non en paroles, le contrôle de toute la vie économique, de la production et de la répartition des

principaux produits ; il permettrait d'organiser la « réglementation de la vie économique » qui, sans cela, est infailliblement vouée à n'être qu'une phrase ministérielle destinée à duper le bon peuple. Seul le contrôle des opérations de banque, à la condition qu'elles soient réunies en une seule banque d'Etat, permet d'organiser grâce à de nouvelles mesures facilement applicables, la perception effective de l'impôt sur le revenu, sans qu'il soit possible de dissimuler les biens et revenus ; car cet impôt n'est, aujourd'hui, dans une mesure considérable, qu'une fiction.

Il suffirait précisément de décréter la nationalisation des banques ; les directeurs et les employés la réaliseraient eux-mêmes. Ici, point n'est besoin pour l'Etat d'aucun appareil spécial, ni d'aucune mesure préparatoire spéciale, cette mesure pouvant précisément être réalisée par un seul décret, « d'un seul coup ». Car la possibilité économique d'une telle mesure a été créée justement par le capitalisme qui, dans son développement, en est arrivé aux lettres de change, aux actions, aux obligations, etc. H *ne* reste ici *qu'à unifier la comptabilité ;* et si l'Etat démocratique révolutionnaire décidait la convocation immédiate — par télégraphe — d'assemblées et de congrès dans chaque ville, dans chaque région et dans tout le pays, des directeurs et des employés, pour la fusion immédiate de toutes les banques en une seule banque d'Etat, cette réforme serait accomplie en quelques semaines. Il va de soi que ce sont, précisément, les directeurs et les employés supérieurs qui résisteraient, qui s'efforceraient de tromper l'Etat, de faire traîner les choses en longueur, etc. Car ces messieurs-là perdraient leurs sinécures particulièrement lucratives, ils perdraient la possibilité d'opérations malhonnêtes, particulièrement avantageuses. *Tout est là.* Mais la fusion des banques ne présente pas la moindre difficulté technique, et si le pouvoir d'Etat n'est pas révolutionnaire qu'en paroles (c'est-à-dire s'il n'a pas peur de rompre avec l'inertie et la routine) ; s'il n'est pas démocratique qu'en paroles (c'est-à-dire s'il agit dans l'intérêt de la majorité du peuple, et non d'une poignée de richards), il suffirait de décréter, comme châtiment, la confiscation des biens et la prison pour les directeurs, administrateurs et gros actionnaires qui se seraient rendus coupables de la moindre manœuvre dilatoire et de tentatives pour dissimuler des documents et relevés de comptes ; il suffirait, par exemple, de grouper à *part* les employés pauvres et d'accorder des primes à ceux d'entre eux qui auront découvert fraudes et manœuvres dilatoires de la part des employés riches, — pour que la nationalisation des banques se fasse sans heurt ni secousse, en moins de rien.

Les avantages de la nationalisation des banques seraient immenses pour le peuple entier, *non pas* principalement pour les ouvriers (ceux-ci ont rarement affaire aux banques), mais pour la masse des paysans et des petits industriels. Il en résulterait une économie colossale de travail et, à supposer que l'Etat garde l'ancien effectif des employés de banque, cela marquerait un pas considérable vers l'universalisation de l'usage des banques, vers la multiplication de leurs succursales ; leurs opérations seraient rendues plus accessibles à la population, etc., etc. L'accessibilité et la facilité du crédit justement pour les *petits* patrons, pour les paysans augmenteraient fortement. Quant à l'Etat, il aurait, pour la première fois, la possibilité d'abord de *connaître* toutes les principales opérations financières, sans dissimulation possible, puis de les *contrôler,* ensuite de *régler* la vie économique, enfin *obtenir* des millions et des milliards pour les grandes opérations Etat, sans avoir à payer, « pour le service rendu », des « commissions » exorbitantes à messieurs les capitalistes. C'est pour cette raison — et pour cette raison seule — que tous les capitalistes, tous les professeurs bourgeois, toute la bourgeoisie et tous ses valets — les Plékhanov, les Potressov et C^{ie} — sont prêts, l'écume aux lèvres, à faire la guerre à la nationalisation des banques, à inventer des milliers de prétextes contre cette mesure éminemment facile et urgente, bien que *même* du point de vue de la « défense nationale », c'est-à-dire du point de vue militaire, elle comporte d'immenses avantages et soit de nature à accroître dans de fortes proportions la « puissance militaire » du pays.

Mais ici l'on nous objectera peut-être : comment se fait-il que des Etats aussi avancés que l'Allemagne et les Etats-Unis d'Amérique procèdent à une admirable « réglementation de la vie économique », sans même songer à nationaliser les banques ?

Parce que, — répondrons-nous, — ces Etats, dont l'un est une monarchie et l'autre une république, sont *tous deux,* non seulement capitalistes, mais encore impérialistes. Comme tels, ils réalisent les réformes qui leur sont nécessaires par la voie bureaucratique réactionnaire. Or, ici, nous parlons de la voie j démocratique révolutionnaire.

Cette « petite différence » a une importance capitale. Le plus souvent, il n'est « pas admis » d'y penser. Les mots « démocratie révolutionnaire » sont devenus chez nous (notamment chez les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks) presque une phrase conventionnelle comme l'expression : « Dieu merci », employée par des gens qui ne sont pas ignorants au point de croire en Dieu, ou comme l'expression : « honorable citoyen », que l'on emploie parfois même quand on s'adresse aux collaborateurs du *Den* ou de l'*Edinstvo,* bien que presque tous se

doutent que ces journaux ont été fondés et sont entretenus par des capitalistes, dans l'intérêt des capitalistes, et que par conséquent la collaboration de pseudo-socialistes à ces organes est fort peu « honorable ».

Si l'on n'emploie pas les termes de « démocratie révolutionnaire » comme une pompeuse phrase cliché, ni comme une appellation conventionnelle, si l'on *réfléchit* à leur sens, on verra qu'être démocrate, c'est compter en fait avec les intérêts de la majorité du peuple, et non de la minorité ; qu'être révolutionnaire, c'est briser de la façon la plus résolue, la plus impitoyable, tout ce qui est nuisible, suranné.

En Amérique, non plus qu'en Allemagne, ni les gouvernements, ni les classes dirigeantes ne prétendent, que je sache, au titre de « démocratie révolutionnaire », auquel prétendent (et que prostituent) nos socialistes-révolutionnaires et nos menchéviks. Il n'existe, en Allemagne, que *quatre* grandes banques privées, qui ont une importance nationale ; les Etats-Unis n'en comptent que *deux*. Il est plus aisé, plus commode, plus avantageux aux rois de la finance qui sont à la tête de. ces banques, de s'associer in-officiellement, en secret, à la manière réactionnaire et non révolutionnaire, bureaucratiquement et non démocratiquement, en corrompant les fonctionnaires de l'Etat (c'est la règle générale et pour les Etats-Unis *et pour l'Allemagne)* en maintenant le caractère privé des banques justement pour garder le secret des opérations, pour percevoir sur ce même Etat des millions et des millions de « surprofit », pour assurer le succès des frauduleuses combinaisons financières.

L'Amérique comme l'Allemagne « règlent la vie économique » de façon à créer un *bagne militaire* pour les ouvriers (et en partie pour les paysans) et un *paradis* pour les banquiers et les capitalistes. Leur réglementation consiste à « serrer » les ouvriers jusqu'à la famine et à assurer aux capitalistes (en secret, à la manière bureaucratique réactionnaire) des profits *supérieurs* à ceux d'avant-guerre.

Pareille voie est tout à fait possible également pour la Russie impérialiste républicaine. Elle est, d'ailleurs, suivie non seulement par les Milioukov et les Chingarev, mais aussi par Kérenski marchant de compagnie avec Téréchtchenko, Nékrassov, Bernatski, Prokopovitch et consorts, qui *défendent eux aussi,* par des procédés bureaucratiques réactionnaires, l' « inviolabilité » des banques et leurs droits sacrés aux profits exorbitants. Disons plutôt la *vérité :* l'on veut, en Russie républicaine, régler la vie économique par des méthodes bureaucratiques réactionnaires, mais on a « souvent » du mal à réaliser la chose du fait de l'existence des « Soviets », que n'a pas réussi à disperser Kornilov numéro un, mais que tâchera de disperser Kornilov numéro deux...

Voilà la vérité. Et cette vérité simple, bien qu'amère, est plus utile pour éclairer le peuple que les mensonges sucrés sur « notre » « grande » démocratie « révolutionnaire »...

La nationalisation des banques rendrait infiniment plus facile la nationalisation simultanée des assurances, c'est-à-dire la fusion de toutes les compagnies d'assurances en une seule, la centralisation de leur activité et le contrôle de celle-ci par l'Etat. Les congrès des employés des compagnies d'assurances accompliraient, cette fois aussi la fusion sans délai et sans le moindre effort, si l'Etat démocratique révolutionnaire la décrétait et prescrivait aux directeurs et aux gros actionnaires d'y procéder sans le moindre retard, sous leur stricte responsabilité personnelle. Les capitalistes ont engagé des centaines de millions dans les assurances ; tout le travail y est effectué par les employés. La fusion aurait pour résultat d'abaisser la prime d'assurance, de procurer une foule d'avantages et de commodités à tous les assurés, dont elle permettrait d'augmenter le nombre avec la même dépense d'énergie et de ressources. Aucune, absolument aucune autre raison, sinon l'inertie, la routine et la cupidité d'une poignée de titulaires de sinécures lucratives, ne s'oppose à cette réforme, laquelle augmenterait, d'autre part, la « capacité de défense » du pays ; elle économiserait le travail du peuple et ouvrirait de sérieuses possibilités pour « régler la vie économique », en fait et non en paroles.

NATIONALISATION DES SYNDICATS CAPITALISTES

Ce qui distingue le capitalisme des systèmes de l'économie nationale anciens, précapitalistes, c'est qu'il a établi une liaison, une interdépendance très étroite entre les différentes branches de cette économie. Sans quoi, — disons-le en passant, — aucune mesure dans le sens du socialisme ne serait techniquement réalisable. Or le capitalisme actuel a, grâce à la domination des banques sur la production, porté au plus haut cette interdépendance des diverses branches de l'économie nationale. Les banques et les branches maîtresses de l'industrie et du commerce sont étroitement soudées. Cela signifie, d'une part, que l'on ne saurait nationaliser les banques seules, sans prendre des mesures visant à établir le monopole de l'Etat sur les syndicats de commerce et d'industrie (monopole du sucre, du charbon, du fer, du pétrole, etc.), sans nationaliser lesdits syndicats. D'autre

part, cela signifie que la réglementation de la vie économique, si tant est qu'on veuille la réaliser sérieusement, implique la nationalisation simultanée des banques et des syndicats capitalistes.

Prenons à titre d'exemple le syndicat du sucre. Formé encore sous le tsarisme, il était devenu, à ce moment déjà, un vaste groupement capitaliste de fabriques et usines parfaitement outillées. Et ce groupement, bien entendu, était tout pénétré d'un esprit profondément réactionnaire et bureaucratique ; il assurait des profits scandaleux aux capitalistes, réduisait ses employés et ses ouvriers A la condition de véritables esclaves opprimés, humiliés, dégradés. Déjà à ce moment, l'Etat contrôlait et réglait la production — au profit des magnats, des riches.

Ici, il reste *seulement* à transformer la réglementation bureaucratique réactionnaire en réglementation démocratique révolutionnaire par de simples décrets sur la convocation d'un congrès d'employés, ingénieurs, directeurs, actionnaires ; sur l'établissement d'une comptabilité uniforme, sur le contrôle par les syndicats ouvriers, etc. C'est la plus simple des choses, et pourtant elle reste inaccomplie !! En régime de république démocratique, l'industrie du sucre reste *en fait* soumise à une réglementation bureaucratique réactionnaire ; tout reste comme par le passé : gaspillage du travail du peuple, routine et stagnation, enrichissement des Bobrinski et des Téréchtchenko. Inviter à faire preuve d'initiative personnelle la démocratie et non la bureaucratie, les ouvriers et les employés et non les « rois du sucre », voilà ce que l'on pourrait et devrait faire en quelques jours, d'un seul coup, si les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks n'obscurcissaient pas la conscience du peuple par des plans de « coalition » justement avec ces rois du sucre : coalition avec les riches, qui rend absolument inévitable l'« inaction totale » du gouvernement dans la réglementation de la vie économique. *[Ces lignes étaient déjà écrites quand j'ai su par les journaux que le gouvernement Kérenski établissait le monopole du sucre et qu'il l'établissait, naturellement, par des procédés bureaucratiques réactionnaires, sans congrès d'employés et d'ouvriers, sans publicité, sans mater les capitalistes !!]*

Prenons l'industrie du pétrole. Elle est déjà « socialisée » en d'immenses proportions par le développement antérieur du capitalisme. Un couple de rois du pétrole, voilà qui brasse des millions et des centaines de millions ; ils s'occupent de détacher des coupons, ils tirent des profits fabuleux de leurs « entreprises » *déjà* organisées en fait, techniquement et socialement, à l'échelle nationale, *déjà* conduites par des centaines et des milliers d'employés, d'ingénieurs, etc. La nationalisation de l'industrie du pétrole est possible *d'emblée* et obligatoire pour un Etat démocratique révolutionnaire, surtout quand celui-ci subit une crise très grave et qu'il importe à tout prix d'économiser le travail du peuple et d'augmenter la production du combustible. Il est évident qu'ici le contrôle bureaucratique ne donnera rien, ne changera rien, car les « rois du pétrole » auront raison des Téréchtchenko, des Kérenski, des Avksentiev et des Skobélev avec la même facilité qu'ils avaient eu raison des ministres du tsar : par des atermoiements, des prétextes spécieux, des promesses, et puis par la corruption directe et indirecte de la presse bourgeoise (cela s'appelle l'« opinion publique », dont les Kérenski et les Avksentiev « font grand cas »), par la corruption des fonctionnaires (que les Kérenski et les Avksentiev (maintiennent à leurs postes dans le vieil appareil d'Etat, demeuré intact).

Pour faire quelque chose de sérieux, il faut passer, et passer de façon vraiment révolutionnaire, de la bureaucratie à la démocratie, c'est-à-dire déclarer la guerre aux rois et aux actionnaires du pétrole, décréter la confiscation de leurs biens et la peine d'emprisonnement pour entrave à la nationalisation de l'industrie du pétrole, pour dissimulation des revenus ou comptes, pour sabotage de la production, pour refus de prendre des mesures visant à augmenter la production. Il faut faire appel à l'initiative des ouvriers et des employés, *les* convoquer immédiatement à des conférences ou congrès, *leur* attribuer une part des bénéfices sous condition d'organiser un ample contrôle et d'augmenter la production. Si des mesures démocratiques révolutionnaires de ce genre avaient été prises d'emblée, dès avril 1917, la Russie, qui est un des pays les plus riches du monde par ses réserves de combustible liquide, aurait pu, durant l'été, en utilisant les transports par eau, faire énormément pour le ravitaillement du peuple en combustible.

Ni le gouvernement bourgeois, ni celui de la coalition des socialistes-révolutionnaires, des menchéviks et des cadets n'ont absolument rien fait ; ils se sont bornés à jouer bureaucratiquement aux réformes. Ils n'ont pas osé prendre une seule mesure véritablement démocratique révolutionnaire. Mêmes rois du pétrole, même stagnation, même haine des ouvriers et des employés contre leurs exploiteurs, et de ce fait, même désorganisation, même gaspillage du travail du peuple, tout comme sous le tsarisme. Rien de changé, si ce n'est, dans les chancelleries « républicaines », les *en-têtes* des papiers entrant et sortant !

Dans l'industrie houillère, non moins « prête » au point de vue technique et culturel à la nationalisation, régie avec non moins de cynisme par les spoliateurs du peuple, les rois du charbon, nous sommes en présence d'une serre de *faits* patents de sabotage direct, de *détérioration* et d'arrêt de la production par les industriels. Jusqu'à la

Rabotchaïa Gazéta, organe menchévik ministériel, qui a reconnu ces faits. Eh bien ! On n'a absolument rien fait, à part les vieilles conférences bureaucratiques réactionnaires « par moitié », où sont représentés sur la base paritaire les ouvriers et les forbans du syndicat houiller !! Aucune mesure démocratique révolutionnaire, pas l'ombre d'une tentative pour établir le seul contrôle réel, *par en bas,* par les syndicats d'employés, par les ouvriers, en usant de la terreur à l'égard des industriels houillers qui mènent le pays à sa perte et arrêtent la production ! Comment donc ! Ne sommes-nous pas « tous » pour la « coalition », si ce n'est avec les cadets, du moins avec les milieux industriels et commerciaux ? Or la coalition, cela veut dire justement laisser le pouvoir aux capitalistes, les laisser impunis, leur permettre de freiner la production, tout rejeter sur les ouvriers, accroître la ruine économique et préparer *ainsi* un nouveau coup de force Kornilov.

SUPPRESSION DU SECRET COMMERCIAL

Sans la suppression du secret commercial, le contrôle de la production et de la répartition ou bien reste une promesse vaine servant uniquement aux cadets à duper les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks, et aux socialistes-révolutionnaires et menchéviks à duper les classes laborieuses ; ou bien il ne peut être réalisé que par des procédés et des mesures bureaucratiques réactionnaires. Quelque évidente que soit cette vérité pour toute personne non prévenue, quelle que soit l'insistance avec laquelle la *Pravda* (interdite en grande partie justement pour ce motif par le gouvernement Kérenski, serviteur du Capital) a réclamé la suppression du secret commercial, — ni notre gouvernement républicain, ni les « organismes de la démocratie révolutionnaire investis des pleins pouvoirs », n'ont même songé à ce *premier mot* du contrôle effectif.

C'est là, précisément, qu'est la clef de tout contrôle. C'est là, précisément, l'endroit le plus sensible du Capital qui dépouille le peuple et sabote la production. Et c'est précisément pour cela que les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks craignent de toucher ce point.

L'argument habituel des capitalistes, repris sans autre réflexion par la petite bourgeoisie, c'est qu'en général l'économie capitaliste n'admet absolument pas la suppression du secret commercial, attendu que la propriété privée des moyens de production et la dépendance des différentes entreprises vis-à-vis du marché, rendent nécessaires la « sainte inviolabilité » des livres de commerce et le secret des opérations commerciales, y compris naturellement les opérations de banque.

Les gens qui, sous une forme ou sous une autre, répètent cet argument ou d'autres analogues, se laissent tromper et trompent eux-mêmes le peuple en fermant les yeux sur deux faits fondamentaux, essentiels et notoires de la vie économique actuelle. Premier fait : le grand capitalisme, c'est-à-dire les particularités de la gestion des banques, des syndicats capitalistes, des grandes usines, etc. Deuxième fait : la guerre.

C'est précisément le grand capitalisme d'aujourd'hui qui, se transformant partout en capitalisme monopoleur, ôte toute ombre de raison d'être au secret commercial ; il en fait une hypocrisie et uniquement un moyen de dissimuler les escroqueries financières et les profits inouïs du grand Capital. La grande entreprise capitaliste est, par sa nature technique même, une entreprise socialisée, c'est-à-dire qu'elle travaille pour des millions de gens et associe par ses opérations, directement et indirectement, des centaines, des milliers et des dizaines de milliers de familles. C'est bien autre chose que l'entreprise du petit artisan ou du paysan moyen, qui ne tiennent en général aucun livre de commerce et que, par suite, la suppression du secret commercial n'affecte pas !

Au reste, dans une grande entreprise, les opérations sont quand même connues de centaines de personnes et davantage. La loi qui protège le secret commercial sert ici non pas les besoins de la production ou de l'échange, mais la spéculation et le lucre sous la forme la plus brutale, l'escroquerie qualifiée qui, on le sait, est particulièrement répandue dans les sociétés anonymes, et voilée avec art par les comptes rendus et les balances combinés de façon à tromper le public.

Si le secret commercial est inévitable dans la petite production marchande, c'est-à-dire parmi les petits paysans et artisans, chez qui la production elle-même n'est pas socialisée, mais disséminée, morcelée, — par contre, dons la grande entreprise capitaliste, protéger ce secret, c'est protéger les privilèges et les profits littéralement d'une poignée de gens *au détriment* du peuple entier. Ceci a déjà été reconnu même par la loi, pour autant qu'elle prescrit la publication des bilans des sociétés anonymes ; mais *ce* contrôle — déjà réalisé en Russie comme dans tous les pays avancés — est précisément un contrôle bureaucratique réactionnaire ; il n'ouvre pas les yeux du *peuple* et il *ne lui permet pas* de connaître *toute la vérité* sur les opérations des sociétés anonymes.

Pour agir en démocrates révolutionnaires, il faudrait édicter tout de suite une nouvelle loi qui supprimerait le secret commercial, exigerait des grandes entreprises et des riches les comptes rendus les plus complets, conférerait à tout groupe de citoyens unis sur la base de la démocratie et atteignant un nombre assez imposant (par exemple 1.000 ou 10.000 électeurs) le droit de vérifier *tous* les documents de n'importe quelle grande entreprise. Cette mesure est entièrement et facilement réalisable par un simple décret ; *seule,* elle donnerait libre cours à l'initiative *populaire,* au contrôle par les syndicats d'employés, par les syndicats ouvriers, par tous les partis politiques ; seule, elle rendrait ce contrôle efficace et démocratique.

Ajoutez à cela la guerre. L'immense majorité des entreprises industrielles et commerciales ne travaillent plus à présent pour le «marché libre », mais *pour l'Etat,* pour la guerre. C'est pourquoi j'ai déjà dit dans la *Pravda* que les gens qui nous objectent l'impossibilité d'instaurer le socialisme, mentent et mentent triplement, car il ne s'agit pas d'instaurer le socialisme maintenant, tout de suite, d'aujourd'hui à demain, mais de *dévoiler la dilapidation du Trésor.*

L'entreprise capitaliste qui travaille « pour la guerre » (c'est-à-dire qui est liée directement ou indirectement aux fournitures de guerre) en tire des profits exorbitants ; on voit s'enrichir messieurs les cadets, avec les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires qui s'opposent à la suppression du secret commercial et ne sont rien d'autre que des *auxiliaires couvrant la dilapidation du Trésor.*

Actuellement la guerre coûte à la Russie 50 millions de roubles par *jour.* Mais la majeure partie de ces 50 millions va aux fournisseurs de l'armée. Sur ces 50 millions, 5 millions *par jour* au moins et plus probablement 10 et davantage, représentent les « profits légitimes » des capitalistes et des fonctionnaires qui, d'une façon ou d'une autre, ont partie liée avec eux. Ce sont surtout les grandes firmes et banques qui, avançant des fonds pour les opérations de fournitures de guerre, réalisent ici des bénéfices fabuleux, précisément en dilapidant le Trésor, car on ne saurait qualifier autrement ces manœuvres destinées à mystifier et à écorcher le peuple « à l'occasion » des calamités de la guerre, « à l'occasion » de la mort de centaines de milliers et de millions d'hommes.

Ces bénéfices scandaleux sur les fournitures, ces « lettres de garantie » dissimulées par les banques, les noms de ceux qui s'enrichissent grâce à la vie toujours plus chère, « tout le monde » les connaît ; dans la « société » on en parle avec un petit sourire ironique ; *même* la presse bourgeoise qui a pour règle de taire les faits «désagréables» et d'éluder les questions «délicates», fournit à ce sujet quantité d'indications précises. Tout le monde le sait et tout le monde garde le silence, tolère, s'accommode d'un gouvernement qui parle avec éloquence de « contrôle » et de « réglementation » !!

Les démocrates révolutionnaires, s'ils étaient vraiment révolutionnaires et démocrates, édicteraient immédiatement une loi qui supprimerait le secret commercial, obligerait les fournisseurs et les négociants à rendre des comptes, leur interdirait d'abandonner leur genre d'activité sans l'autorisation des pouvoirs publics, décréterait la confiscation des biens et la peine de mort *[J'ai déjà eu l'occasion d'indiquer dans la presse bolchevique que l'application de la peine de mort par les exploiteurs aux masses de travailleurs, en vue de maintenir l'exploitation, est le seul argument juste contre la peine capitale. Il n'est guère probable qu'un gouvernement révolutionnaire quelconque puisse se passer de la peine de mort dans la lutte contre les exploiteurs (c'est-à-dire contre les grands propriétaires fonciers et les capitalistes).]* pour dissimulation des profits et mystification à l'égard du peuple, organiserait la vérification et le contrôle *par en bas,* démocratiquement, par ,1e peuple lui-même, par les associations d'employés, d'ouvriers, de consommateurs, etc.

Nos socialistes-révolutionnaires et nos menchéviks méritent bien le nom de démocrates apeurés, car ils répètent, en l'occurrence, ce que disent tous les petits bourgeois apeurés, savoir : que les capitalistes « fileront » si l'on prend des mesures « trop rigoureuses », que « nous » ne pourrons pas nous tirer d'affaire sans les capitalistes, que les millionnaires anglo-français qui nous « soutiennent », n'est-il pas vrai, « se fâcheront » également, etc. On pourrait croire que les bolcheviks proposent une chose jamais vue dans l'histoire de l'humanité, jamais expérimentée, « utopique », alors qu'en réalité il y a 125 ans déjà, en France, des hommes qui étaient de vrais « démocrates révolutionnaires », réellement convaincus du caractère juste et défensif de la guerre qu'ils faisaient, des hommes qui s'appuyaient réellement sur les masses populaires sincèrement convaincues elles aussi, ont su instituer un contrôle *révolutionnaire* sur les riches et obtenir des résultats qui forcèrent l'admiration du monde entier. Or, pendant les cinq quarts de siècle écoulés, le développement du capitalisme par la création des banques, des cartels, des chemins de fer, etc., etc., a rendu cent fois plus faciles et plus simples les mesures de contrôle, d'un contrôle réellement démocratique exercé par les ouvriers et les paysans sur les exploiteurs, les grands propriétaires fonciers et les capitalistes.

Au fond, toute la question du contrôle se ramène à savoir qui est le contrôleur et qui est le contrôlé ; c'est-à-dire quelle classe exerce le contrôle et quelle classe le subit. Chez nous, en Russie républicaine, avec la participation des « organismes investis des pleins pouvoirs » de la démocratie soi-disant révolutionnaire, on reconnaît et on laisse jusqu'à présent aux grands propriétaires fonciers et aux capitalistes les fonctions de Contrôle. Il en résulte inévitablement une spéculation capitaliste effrénée qui soulève l'indignation du peuple entier, et la désorganisation économique artificiellement entretenue par les capitalistes. Il faut passer résolument, sans retour, sans crainte de rompre avec ce qui est vieux, sans crainte de bâtir hardiment du neuf, au contrôle exercé *par* les ouvriers et les paysans *sur* les grands propriétaires fonciers et les capitalistes. Et c'est ce que nos socialistes-révolutionnaires et nos menchéviks craignent comme le feu.

LE GROUPEMENT FORCÉ EN CARTELS

La cartellisation forcée, c'est-à-dire le groupement forcé des industriels, par exemple, en cartels, est déjà pratiquement appliquée par l'Allemagne. Ce n'est pas du tout nouveau. Ici également, par la faute des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks, nous assistons à la stagnation la plus complète dans la Russie républicaine, à laquelle ces peu honorables partis « donnent le spectacle » du quadrille qu'ils dansent tantôt avec les cadets, tantôt avec les Boublikov, tantôt avec Téréchtchenko et Kérenski.

La cartellisation forcée constitue en quelque sorte un moyen pour l'Etat de stimuler le développement du capitalisme, qui mène toujours et partout à l'organisation de la lutte de classes, à l'accroissement du nombre, de la variété et de l'importance des cartels. D'autre part, cette « cartellisation » forcée est la condition préliminaire de tout contrôle un peu sérieux et de toute économie d'effort national.

La loi allemande oblige, par exemple, les patrons tanneurs d'une localité donnée ou du pays entier à se grouper en un cartel ; un représentant du gouvernement fait partie de la direction de ce cartel, aux fins de contrôle. Cette loi n'affecte nullement par elle-même les rapports de propriété ; elle n'ôte pas le moindre copeck à aucun propriétaire d'entreprise et ne laisse rien préjuger dans la question de savoir si le contrôle sera appliqué dans les formes, le sens, l'esprit bureaucratiques réactionnaires ou démocratiques révolutionnaires.

On pourrait et l'on devrait, sans perdre même une semaine de temps précieux, édicter tout de suite chez nous des lois semblables et laisser la vie *sociale* déterminer *elle-même* les formes plus concrètes et les rythmes de leur application, les moyens de surveiller cette application, etc. Pour édicter une telle loi, l'Etat n'a besoin ni d'appareil spécial, ni de recherches spéciales, ni d'études préliminaires d'aucune sorte ; il lui faut simplement être résolu à rompre avec certains intérêts privés des capitalistes qui « ne sont pas accoutumés » à une pareille ingérence dans leurs affaires, qui n'entendent pas perdre les surprofits que leur assure — en plus de l'absence de tout contrôle — la gestion à l'ancienne mode.

Il n'est besoin d'aucun appareil administratif, d'aucune « statistique » (que Tchernov voulait substituer à l'initiative révolutionnaire de la paysannerie), *pour* promulguer une pareille loi, car son application devra être assurée par les fabricants ou industriels eux-mêmes, par les forces sociales *existantes,* sous le contrôle des forces sociales (c'est-à-dire non gouvernementales, non bureaucratiques) également existantes, mais qui doivent être obligatoirement celles des «couches inférieures», c'est-à-dire des classes opprimées, exploitées, toujours infiniment *supérieures* — l'Histoire l'atteste — aux exploiteurs, par leur aptitude à faire preuve d'héroïsme, d'abnégation, de discipline fraternelle.

Admettons que nous ayons un gouvernement vraiment démocratique révolutionnaire, et qu'il décrète : tous les fabricants et industriels employant, disons, deux ouvriers au moins, sont tenus de se grouper sans délai, par branches de production, en associations de district et de province. La responsabilité de l'exécution scrupuleuse de cette loi incombe en premier lieu aux fabricants, aux directeurs, aux membres des conseils d'administration, aux gros actionnaires (car ce sont eux les vrais chefs de l'industrie moderne, ses véritables maîtres). Au cas où ils se refuseraient, à coopérer à l'application immédiate de la loi, ils seraient considérés comme des déserteurs du service militaire et punis comme tels. Leur responsabilité est solidaire ; tous répondent pour chacun et chacun pour tous ; elle engage tout leur avoir. La responsabilité incombe ensuite à tous les employés, également tenus de former un syndicat *unique* et à tous les ouvriers groupés dans leur syndicat professionnel. La « cartellisation » a pour but d'établir une comptabilité aussi complète, rigoureuse et détaillée que possible, et surtout de *coordonner les opérations* d'achat de matières premières et de vente des produits fabriqués, ainsi que *d'économiser* les ressources et les forces du peuple. Avec le groupement des entreprises dispersées en un syndicat unique, cette économie atteindrait d'immenses proportions, ainsi que nous l'enseignent les sciences économiques et que nous le montre l'exemple de tous les syndicats, cartels et trusts. Répétons une fois encore que, par elle-même, cette

cartellisation ne change pas d'un iota les rapports de propriété, n'ôte pas le moindre copeck à aucun possesseur. C'est un fait qu'il convient de souligner tout particulièrement, parce que la presse bourgeoise ne cesse d'« effrayer » les petits et les moyens patrons en leur disant que les socialistes en général et les bolcheviks en particulier entendent les « exproprier » ; cette affirmation est un mensonge patent, car les socialistes, *même dans* une révolution *intégralement socialiste,* ne veulent ni ne peuvent exproprier les petits cultivateurs, et ne feront point. Nous parlons *uniquement* des mesures les plus indispensables et les plus urgentes déjà appliquées en Europe occidentale, et qu'une démocratie tant soit peu conséquente devrait appliquer immédiatement chez nous pour conjurer la catastrophe certaine dont nous sommes menacés.

Le groupement des petits et tout petits patrons en associations se heurterait à des difficultés sérieuses d'ordre technique et culturel, par suite du morcellement extrême de leurs entreprises, de leur technique primitive et de l'ignorance, du manque d'instruction de leurs propriétaires. Mais ces entreprises précisément pourraient être exemptées de l'application de la loi sur la cartellisation forcée (comme nous l'avons déjà indiqué dans l'exemple hypothétique donné plus haut) ; leur non-association et, à plus, forte raison, leur association simplement retardée, ne constituerait pas un obstacle sérieux, car les petites entreprises, bien que très nombreuses, ne jouent qu'un rôle *infime* dans l'ensemble de la production, dans l'économie nationale en général ; au surplus elles dépendent souvent, d'une façon ou de l'autre, des grandes entreprises.

Seules les grandes entreprises ont une importance décisive ; là les forces et les moyens d'ordre technique et culturel de la « cartellisation » *sont donnés* ; il ne manque que l'initiative du pouvoir *révolutionnaire,* initiative ferme, résolue, d'une sévérité impitoyable envers les exploiteurs, pour que ces forces et ces moyens soient mis en œuvre.

Plus le pays est pauvre en forces techniquement instruites et, d'une façon générale, en forces intellectuelles, plus *s'impose* la nécessité de décréter, aussi rapidement et aussi résolument que possible, le groupement forcé et de le réaliser en commençant par les grandes et très grandes entreprises ; car c'est ce groupement qui *économisera* les forces intellectuelles et permettra de les utiliser *pleinement, de* les répartir d'une façon plus rationnelle. Si les paysans russes eux-mêmes ont pu, dans leurs villages reculés, faire un grand pas en avant après 1905, sous le gouvernement tsariste, et nonobstant les milliers d'obstacles que celui-ci leur opposait, dans la voie de la création d'associations de toute sorte, il est certain que le groupement des grandes et moyennes entreprises industrielles et commerciales pourrait se faire en quelques mois, si ce n'est plus vite, à condition qu'elles y soient contraintes par un gouvernement véritablement démocratique révolutionnaire reposant sur l'appui, la participation, les intérêts, les avantages des «classes inférieures», de la démocratie, des employés, des ouvriers, que ce gouvernement appellerait à exercer le contrôle.

RÉGLEMENTATION DE LA CONSOMMATION

La guerre a obligé tous les Etats belligérants et bon nombre d'Etat neutres à régler la consommation. La carte de pain est apparue en ce monde ; elle est devenue chose coutumière et a entraîné derrière elle la naissance d'autres cartes. La Russie n'a pas fait exception ; elle a de même introduit les cartes de pain.

C'est cet exemple précisément qui nous permet, semble-t-il, de mieux comparer les méthodes bureaucratiques réactionnaires de lutte contre la catastrophe, méthodes tendant à réduire au minimum les réformes, aux méthodes démocratiques révolutionnaires qui, pour mériter leur nom, doivent se proposer comme tâche directe de rompre par la violence avec les choses périmées et d'accélérer le plus possible la marche en avant.

La carte de pain, ce principal modèle de réglementation de la consommation dans les Etats capitalistes d'aujourd'hui, se propose et réalise (réalise dans le meilleur des cas) une seule tâche : répartir la quantité disponible de pain, de façon que tout le monde en soit pourvu. Le maximum de consommation n'est pas établi pour tous les produits, tant s'en faut, mais seulement pour les produits essentiels, « populaires ». C'est tout. On ne se préoccupe pas d'autre chose. Bureaucratiquement, on fait le compte des disponibilités de blé, on les divise par le nombre d'habitants, on fixe une norme de consommation, on la décrète et l'on s'en tient là. On ne touche pas aux objets de luxe puisque, « de toute façon », ils sont d'un prix qui n'est pas à la portée du « peuple ». C'est pourquoi, dans *tous* les pays belligérants, sans exception aucune, *même* en Allemagne, pays que l'on peut, je crois, sans crainte de contestation, considérer comme le modèle de la réglementation la plus ponctuelle, la plus méticuleuse et la plus stricte de la consommation, — *même* en Allemagne on voit les riches *déroger* constamment aux « normes » de consommation, quelles qu'elles soient. Cela aussi « tout le monde » le sait, « tout le monde » en parle avec un sourire ironique ; on trouve constamment dans la presse socialiste allemande et parfois même dans la presse bourgeoise, malgré les férocités d'une censure dominée par l'esprit de caserne, des

entrefilets et communications sur le « menu » des riches. Ceux-ci reçoivent du pain blanc à volonté dans telle ou telle ville d'eaux, laquelle est fréquentée, sous prétexte de maladie, par tous ceux... qui ont beaucoup d'argent ; ils consomment, au lieu de produits populaires, les produits de choix, les plus rares, les plus recherchés.

L'Etat capitaliste réactionnaire qui *craint* d'ébranler les fondements du capitalisme, les fondements de l'esclavage salarié, les fondements de la domination économique des riches, *craint* de développer l'initiative des ouvriers et des travailleurs en général ; il *craint* d'« attiser » leurs exigences. Un *tel* Etat n'a besoin de rien autre chose que de la carte de pain. Un tel Etat, quoi qu'il fasse, ne perd pas un instant de vue son objectif *réactionnaire :* consolider le capitalisme, ne pas le laisser ébranler, limiter la « réglementation de la vie économique » en général et de la consommation en particulier, aux mesures absolument indispensables pour assurer la subsistance du peuple, *en se gardant bien* de régler effectivement la consommation par un *contrôle sur les riches,* en leur imposant, à eux qui sont mieux placés, privilégiés, rassasiés, gavés en temps de paix, des charges *plus grandes* en temps de guerre.

La solution bureaucratique réactionnaire du problème posé aux peuples par la guerre se limite à la carte de pain, à la répartition égale des produits « populaires » absolument indispensables à l'alimentation, sans abandonner un pouce de terrain de la bureaucratie et de la réaction, sans renoncer au but que voici : *ne pas* réveiller l'initiative des pauvres, du prolétariat, de la masse du peuple (du « démos ») ; *ne pas* admettre *leur* contrôle sur les riches, laisser aux riches le *maximum* d'expédients leur permettant de s'offrir les objets de luxe. Et dans *tous* les pays, nous le répétons, même en Allemagne — et à plus forte raison en Russie, — il est une masse d'expédients : le « bas peuple » souffre de la faim tandis que les riches se rendent dans les villes d'eaux ; ils complètent la maigre ration officielle par des « ajoutes » de toute sorte *et n e se* laissent pas contrôler.

Dans la Russie qui vient de faire la révolution contre le tsarisme au nom de la liberté et de l'égalité, dans la Russie devenue d'emblée une république démocratique de par ses institutions politiques effectives, ce qui frappe surtout le peuple, ce qui suscite particulièrement le mécontentement, l'exaspération, la colère et l'indignation des masses, c'est la facilité — que *tout le monde* voit — avec laquelle les riches tournent la « carte de pain ». Facilité extrême, « En sous main » et à des prix particulièrement élevés, surtout quand on a des *«relations»* (et il n'y a que les riches qui en aient), on se procure tout et en quantité. C'est le peuple qui a faim. La réglementation de la consommation est confinée dans le cadre le plus étroit, le plus réactionnaire et bureaucratique. De la part du gouvernement, pas l'ombre d'intention, pas l'ombre de souci d'établir cette réglementation sur des bases véritablement démocratiques révolutionnaires.

Faire queue, « tout le monde » s'en ressert, mais... mais les riches envoient stationner leurs domestiques ; ils entretiennent même à cet effet une domesticité spéciale : Parlez-en, du « démocratisme » !

Une politique démocratique révolutionnaire ne se bornerait pas, en présence des calamités inouïes qui accablent le pays, à établir la carte de pain pour combattre la catastrophe imminente. Elle y ajouterait, en premier lieu, le groupement forcé de la population entière en des sociétés de consommation, faute de quoi il est impossible de réaliser intégralement le contrôle de la consommation. En deuxième lieu, le service de travail pour les riches, qui seront tenus de remplir gratuitement, dans ces sociétés de consommation, des fonctions de secrétaires, ou tout autre emploi analogue. En troisième lieu, le partage égal parmi la population de la totalité effective des produits de consommation, afin que les charges de la guerre soient réparties d'une façon vraiment égale. En quatrième lieu, l'organisation du contrôle de façon que les classes pauvres de la population contrôlent justement la consommation des riches.

L'application d'un démocratisme authentique dans ce domaine et la manifestation d'un véritable esprit révolutionnaire dans l'organisation du contrôle précisément par les classes les plus nécessiteuses du peuple, stimuleraient puissamment la tension de toutes les forces intellectuelles existantes, le développement de l'énergie vraiment révolutionnaire du peuple entier. Or, aujourd'hui les ministres de la Russie républicaine et démocratique révolutionnaire, tout comme leurs confrères de tous les autres pays impérialistes, prodiguent des phrases pompeuses sur le « travail commun au profit du peuple », sur la « tension de toutes les forces ». Et le peuple précisément voit, perçoit et sent l'hypocrisie de ces phrases.

Il en résulte un piétinement sur place et un accroissement irrésistible de la désorganisation ; il s'ensuit que la catastrophe devient imminente, puisque notre gouvernement ne peut instituer un bagne militaire pour les ouvriers, à la manière de Kornilov, de Hindenburg, et sur le modèle impérialiste en général. Les traditions, les souvenirs, les vestiges, les habitudes, les institutions de la *révolution* sont encore trop vivaces dans le peuple. Or, notre gouvernement ne veut pas s'engager sérieusement dans la voie démocratique révolutionnaire, imprégné

qu'il est jusqu'à la moelle et ligoté du sommet à la base par ses rapports de dépendance vis-à-vis de la bourgeoisie, de la « coalition » avec elle, par la crainte de toucher à ses réels privilèges.

SABOTAGE DU TRAVAIL DES ORGANISATIONS DÉMOCRATIQUES PAR LE GOUVERNEMENT

Nous avons examiné les différents moyens et méthodes de conjurer la catastrophe et la famine. Partout nous avons vu l'antagonisme irréductible entre la démocratie, d'une part, et, de l'autre, le gouvernement et le bloc des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks qui le soutient. Pour prouver que ces antagonismes existent dans la réalité, et non seulement dans notre exposé, et que leur caractère irréductible est démontré *pratiquement* par des conflits d'une portée nationale, il suffit de rappeler deux « bilans » particulièrement typiques, deux leçons qui se dégagent de ces six mois de notre révolution.

L'histoire du « règne » de Paltchinski est une leçon. L'histoire du « règne » et de la chute de Péchékhonov en est une autre.

En substance, les mesures de lutte décrites plus haut contre la catastrophe et la famine se réduisent à encourager de toutes les manières (y compris la contrainte) l'association de la population et, en premier lieu, de la démocratie, c'est-à-dire de la majorité de la population, — donc, avant tout, des classes opprimées, ouvriers et paysans, pauvres surtout. Et c'est dans cette voie que la population s'est engagée d'elle-même, spontanément, pour lutter contre les difficultés inouïes, les charges et les calamités de la guerre.

Le tsarisme entravait par tous les moyens l'association libre et autonome de la population. Mais après la chute de la monarchie tsariste, les organisations démocratiques apparurent et se développèrent rapidement par toute la Russie. La catastrophe fut combattue par les organisations démocratiques surgies spontanément, par toutes sortes de comités de ravitaillement et d'approvisionnement en vivres, en combustibles, etc., etc.

Or, ce qu'il y a de plus remarquable durant les six mois de notre révolution, dans le problème envisagé, c'est que le *gouvernement* qui se prétend républicain et révolutionnaire, gouvernement *soutenu* par les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires au nom des « organismes de la démocratie révolutionnaire investis des pleins pouvoirs *», a combattu* les organisations démocratiques et *en a triomphé !!*

Paltchinski s'est acquis dans cette lutte la plus triste et la plus large renommée, une renommée nationale. Il a agi en se retranchant derrière le gouvernement, sans intervenir ouvertement devant le peuple (tout comme préféraient agir, en général, les cadets qui, « pour le peuple », mettaient volontiers en avant Tsérétéli, cependant qu'eux-mêmes réglaient sous main toutes les affaires d'importance). Paltchinski a freiné et saboté toutes les mesures sérieuses (prises par les organisations démocratiques spontanément surgies, car aucune mesure sérieuse ne pouvait être prise sans qu'il fût « porté atteinte » aux profits démesurés et à l'arbitraire des gros bonnets du commerce et de l'industrie. Or Paltchinski était bien leur fidèle défenseur et serviteur. Il en est arrivé — ce fait a été publié dans les journaux — à *annuler* tout bonnement les dispositions des organisations démocratiques spontanément surgies !!

Toute l'histoire du « règne » de Paltchinski — et il « régna » de longs mois, précisément à l'époque où Tsérétéli, Skobélev et Tchernov étaient « ministres », — n'est qu'un incessant, un abominable scandale, le sabotage de la volonté du peuple, des décisions de la démocratie, afin de *plaire* aux capitalistes et d'assouvir leur sordide cupidité. Les journaux n'ont pu publier, comme bien l'on pense, qu'une infime partie des « exploits » de Paltchinski. Pour ce qui est d'une enquête minutieuse sur les moyens qu'il avait employés pour *entraver* la lutte contre la famine, seul un gouvernement prolétarien vraiment démocratique pourra l'entreprendre, quand il aura conquis le pouvoir et soumis *au tribunal* du peuple, sans en rien cacher, la besogne de Paltchinski et de ses pareils.

On nous objectera peut-être que Paltchinski, voyez-vous, était une exception et qu'on l'a d'ailleurs écarté... Or la vérité, justement, c'est que Paltchinski n'est pas une exception, mais la *règle* ; que la situation ne s'est pas du tout améliorée du fait que Paltchinski a été écarté ; que d'autres Paltchinski, portant d'autres noms, l'ont remplacé ; que toute l'« *influence* » des capitalistes, toute la politique de *sabotage de la lutte contre la famine, politique pratiquée pour leur être agréable,* sont demeurées intactes. Car Kérenski et C^{ie} ne sont qu'un paravent qui masque la défense des intérêts capitalistes.

La preuve la plus éclatante, c'est la démission du ministre du ravitaillement, Péchékhonov. On sait que Péchékhonov est un populiste tout ce qu'il y a de plus modéré. Mais, pour ce qui est de l'organisation du ravitaillement, il voulait y travailler de façon consciencieuse, en contact avec les organisations démocratiques, et en s'appuyant sur elles. *L'expérience* de l'activité de Péchékhonov et sa *démission* sont d'autant plus intéressantes que ce populiste des plus modérés, membre du parti « populaire socialiste », prêt à tous les compromis avec la bourgeoisie, s'est vu néanmoins obligé de démissionner ! Car, pour plaire aux capitalistes, aux grands propriétaires fonciers et aux koulaks, le gouvernement Kérenski a *augmenté* les prix fermes du blé !!

Voici comment, dans la *Svobodnaïa Jizn*[18] n° 1, du 2 septembre, M. Smith apprécie la « mesure » prise et son importance :

Quelques jours avant que le gouvernement ait décidé l'augmentation des prix fermes, la scène suivante se déroula au sein du Comité national de ravitaillement : le représentant de la droite, Rolovitch, défenseur opiniâtre des intérêts du commerce privé et ennemi implacable du monopole du blé et de l'ingérence de l'Etat dans la vie économique, déclara haut et clair, avec un sourire satisfait, que d'après ses renseignements les prix fermes du blé allaient sous peu être augmentés.

En réponse, le représentant du Soviet des députés ouvriers et soldats déclara, lui, qu'il n'en savait rien, qu'aussi longtemps que durerait la révolution en Russie, pareille chose ne pouvait se produire et que, en tout cas, le gouvernement ne pouvait le faire sans prendre avis des organismes qualifiés de la démocratie : le Conseil économique et le Comité national de ravitaillement. Le représentant du Soviet des députés paysans s'est associé à cette déclaration.

Mais, hélas ! les faits devaient apporter dans cette controverse une cruelle mise au point : ce fut le représentant des éléments censitaires, et non les représentants de la démocratie, qui se trouvait avoir raison. Il s'avéra parfaitement informé de l'attentat qui se préparait contre les droits de la démocratie, encore que les représentants de cette dernière eussent repoussé avec indignation l'idée même d'Un semblable attentât.

Ainsi, le représentant des ouvriers comme celui de la paysannerie déclarent tout net leur opinion au nom de l'immense majorité du peuple ; tandis que le gouvernement Kérenski fait le contraire, pour servir les capitalistes !

Le représentant des capitalistes, Rolovitch, était parfaitement informé, à l'insu de la démocratie, de même que nous avons toujours observé et observons encore que les journaux bourgeois, la *Retch* et la *Birjovka*[19] sont admirablement informés de ce qui se passe au sein du gouvernement Kérenski.

Qu'atteste cette remarquable information ? Evidemment, que les capitalistes ont leurs « tours et détours » et détiennent *en fait* le pouvoir. Kérenski n'est que leur homme de paille, qu'ils font marcher quand et comme cela leur est nécessaire. Les intérêts de dizaines de millions d'ouvriers et de paysans sont sacrifiés à seule fin d'assurer les profits d'une poignée de riches.

Comment nos socialistes-révolutionnaires et nos menchéviks réagissent-ils à cette révoltante mystification du peuple ? Peut-être ont-ils lancé un appel aux ouvriers et aux paysans pour leur dire qu'après cela, la place de Kérenski et de ses collègues est dans la prison ?

A Dieu ne plaise ! Les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks, représentés par leur « Section économique », se sont bornés à adopter une résolution comminatoire que nous avons déjà mentionnée ! Ils y déclarent que la hausse des prix du blé décrétée par le gouvernement de Kérenski est une « mesure *funeste* qui porte un *rude coup* tant à l'œuvre du ravitaillement qu'à l'ensemble de la vie économique du pays », et que ces mesures funestes ont été appliquées en *«violation* » directe de la loi !!

Voilà les résultats de la politique de conciliation, de la politique du flirt avec Kérenski et du désir de le « ménager » !

Le gouvernement viole la loi en adoptant, pour plaire aux riches, aux grands propriétaires fonciers et aux capitalistes, une mesure *ruinant* toute l'œuvre de contrôle, de ravitaillement et d'assainissement des finances on ne peut plus ébranlées ; et les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks continuent cependant à préconiser l'entente avec les milieux commerciaux et industriels, à conférer avec Téréchtchenko, à ménager Kérenski. Et ils

se bornent à consigner leur protestation dans une résolution de papier que le gouvernement classe le plus tranquillement du monde !!

Voilà où apparaît, de toute évidence, cette vérité que les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks ont trahi le peuple et la révolution, et que ce sont les bolcheviks qui deviennent les vrais chefs des masses, *même* de celles qui suivent les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks.

Car c'est justement la conquête du pouvoir par le prolétariat, avec le Parti bolchevik à sa tête, qui seule pourrait mettre fin aux infamies perpétrées par Kérenski et consorts, et *rétablir* le travail des organisations démocratiques de ravitaillement, d'approvisionnement, etc., *saboté* par Kérenski et son gouvernement.

Les bolcheviks s'affirment — l'exemple cité le montre avec une clarté parfaite — comme les représentants des intérêts du peuple *entier,* pour assurer le ravitaillement et l'approvisionnement, pour satisfaire les besoins les plus immédiats des ouvriers *et des paysans,* en face de la politique hésitante et irrésolue des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks, politique qui est une vraie trahison et a conduit le pays à cette honte qu'est la hausse des prix du blé !

LA FAILLITE FINANCIÈRE ET LES MOYENS DE LA PRÉVENIR

La hausse des prix fermes sur le blé a aussi un autre aspect. Cette hausse entraîne une nouvelle augmentation chaotique des émissions de papier-monnaie, une nouvelle montée de la vie chère, une aggravation de la désorganisation financière et l'approche du krach financier. Tout le monde reconnaît que l'émission de papier-monnaie est la pire forme d'emprunt forcé, qu'elle aggrave surtout la situation des ouvriers, de la partie pauvre de la population, qu'elle est le principal fauteur du désordre financier.

Et c'est justement à cette mesure que recourt le gouvernement Kérenski, soutenu par les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks !

Pour combattre sérieusement la désorganisation dans les finances et le krach financier certain, il n'est pas d'autre moyen que de rompre révolutionnairement avec les intérêts du Capital et d'organiser un contrôle véritablement démocratique, c'est-à-dire « par en bas », contrôle des ouvriers et des paysans pauvres *sur* les capitalistes. Et c'est ce moyen que nous avons développé tout au long de notre exposé.

L'émission illimitée de papier-monnaie encourage la spéculation, permet aux capitalistes de se faire des millions et crée d'immenses difficultés à l'élargissement, si nécessaire, de la production, car la cherté des matériaux, des machines, etc., augmente et progresse par bonds. Comment remédier à la situation quand les riches dissimulent les richesses qu'ils acquièrent par la voie de la spéculation ?

On peut établir un impôt progressif sur le revenu, comportant des taxes très élevées sur les gros et très gros revenus. Cet impôt, notre gouvernement l'a établi à la suite des autres gouvernements impérialistes. Mais il reste dans une notable mesure une fiction, lettre morte ; car, premièrement, l'argent se déprécie de plus en plus vite, et, deuxièmement, la dissimulation des revenus est d'autant plus grande que la spéculation en est la source, et que le secret commercial est mieux gardé.

Pour rendre l'impôt réel et non plus fictif, il faut un contrôle réel, qui ne soit pas simplement sur le papier. Or, le contrôle sur les capitalistes est impossible s'il reste bureaucratique, la bureaucratie étant elle-même liée, enserrée à la bourgeoisie par mille liens. C'est pourquoi, dans les Etats impérialistes de l'Europe occidentale — monarchies ou républiques, peu importe, — l'assainissement des finances n'est obtenu qu'au prix de l'introduction d'un « service de travail obligatoire », qui crée pour les ouvriers le *bagne militaire* ou *l'esclavage militaire.*

Le contrôle bureaucratique réactionnaire, voilà le seul moyen que connaissent les Etats impérialistes — sans en excepter les républiques démocratiques, la France et les Etats-Unis, — pour faire retomber les charges de la guerre sur le prolétariat et les masses laborieuses.

La contradiction fondamentale de la politique de notre gouvernement, c'est justement qu'il est obligé, pour ne pas se brouiller avec la bourgeoisie, pour ne pas rompre la « coalition » avec elle, de pratiquer un contrôle

bureaucratique réactionnaire, qu'il qualifie de « démocratique révolutionnaire » ; ce faisant, il trompe à chaque pas le peuple ; il irrite, il exaspère les masses qui viennent de renverser le tsarisme.

Or, ce sont précisément les mesures démocratiques révolutionnaires qui, en groupant dans les associations justement les classes opprimées, les ouvriers et les paysans, c'est-à-dire les masses, permettraient d'établir le contrôle le plus efficace sur *les riches* et de combattre avec succès la dissimulation des revenus.

On cherche à encourager l'usage de chèques, pour lutter contre l'inflation. Cette mesure n'est d'aucune importance pour les pauvres, car, de toute façon, ils vivent au jour le jour, ils accomplissent en une semaine leur « cycle économique » en restituant aux capitalistes les maigres sous qu'ils ont réussi à gagner. En ce qui concerne les riches, l'usage de chèques pourrait avoir une importance considérable ; elle permettrait à l'Etat, surtout s'il était combiné à des mesures telles que là nationalisation des banques et la suppression du secret commercial, de *contrôler effectivement* les revenus des capitalistes, de les imposer effectivement, de « démocratiser » (et, en même temps, de redresser) effectivement le système financier.

Mais l'obstacle ici, c'est précisément la crainte d'attenter aux privilèges de la bourgeoisie, de rompre la « coalition » avec elle. Car, sans mesures véritablement révolutionnaires, sans la contrainte la plus sérieuse, les capitalistes ne se soumettront à aucun; contrôle ; ils ne révéleront pas leurs budgets, ils ne mettront pas leurs réserves de papier-monnaie « sous le contrôle » de l'Etat démocratique.

En nationalisant les banques, en édictant une loi qui rendrait l'usage des chèques obligatoire pour les riches, en supprimant le secret commercial, en punissant la dissimulation des revenus par la confiscation des biens, etc. — les ouvriers et les paysans, groupés dans des associations, pourraient avec une extrême facilité rendre le contrôle efficace et universel, le contrôle précisément sur les riches, un contrôle qui *restituerait au Trésor* le papier-monnaie émis par lui en le reprenant à *ceux* qui le détiennent, *à ceux* qui le cachent.

Il faut pour cela une dictature révolutionnaire de la démocratie dirigée par le prolétariat révolutionnaire ; autrement dit, la démocratie doit devenir révolutionnaire *en fait.* Tout est là. Mais c'est précisément ce que ne veulent pas nos socialistes-révolutionnaires et nos menchéviks, qui se couvrent du *drapeau* de la « démocratie révolutionnaire » pour tromper le peuple, et soutiennent en fait la politique bureaucratique réactionnaire de la bourgeoisie, dont la devise est comme toujours : « Après nous, le déluge ! » *[En français dans le texte. (N. du Trad.)]*

D'ordinaire, nous ne remarquons même pas combien profondément se sont ancrés en nous les habitudes et les préjugés antidémocratiques au sujet de la « sainteté » de la (propriété bourgeoise. Quand un ingénieur ou un banquier publient des données sur les revenus et les dépenses de l'ouvrier, sur son salaire et sur la productivité de son travail, la chose est considérée comme archi-légale et juste. Personne ne songe à y voir une atteinte à la « vie privée » de l'ouvrier, un « acte de mouchardage ou une délation » de la part de l'ingénieur. La société bourgeoise considère le travail et le gain des ouvriers salariés comme un livre ouvert qui *lui appartient,* que tout bourgeois est en droit de consulter à tout moment, afin de dénoncer le « luxe » des ouvriers, leur prétendue « paresse », etc.

Et le contrôle inverse ? Si les syndicats d'employés, de commis, de *domestiques* étaient invités par l'Etat *démocratique* à contrôler les revenus et les dépenses des capitalistes, à en publier les chiffres, à aider le gouvernement à combattre la dissimulation des revenus ?

Quelles clameurs sauvages la bourgeoisie ne pousserait-elle pas contre le « mouchardage », contre les « délations » ! Quand les « maîtres » contrôlent leurs serviteurs, quand les capitalistes contrôlent les ouvriers, cela est dans l'ordre des choses. La vie privée du travailleur et de l'exploité *n'est pas* considérée comme inviolable, la bourgeoisie est en droit de demander des comptes à chaque « esclave salarié », elle peut à tout moment révéler au public ses revenus et ses dépenses. Mais que les opprimés essayent de contrôler l'oppresseur, de tirer au clair ses revenus et *ses* dépenses, de dénoncer *son* luxe, ne serait-ce qu'en temps de guerre, lorsque ce luxe est la cause directe de la famine et de la mort des armées au front, oh, non ! La bourgeoisie ne tolérera ni « mouchardage », ni « délation » !

La question se ramène toujours à ceci : la domination de la bourgeoisie est *inconciliable* avec la démocratie authentique, authentiquement révolutionnaire. Au XX^{e} siècle, en pays capitaliste, on ne peut être démocrate révolutionnaire, s» *l'on craint de* marcher au socialisme.

PEUT-ON ALLER DE L'AVANT SI L'ON CRAINT DE MARCHER AU SOCIALISME ?

Ce qui précède peut aisément susciter chez le lecteur nourri des idées opportunistes qui ont cours parmi les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks, l'objection que voici : au fond, la plupart des mesures décrites ici ne sont pas démocratiques ; ce sont *déjà* des mesures socialistes !

Cette objection courante, familière (sous une forme ou sous une autre) dans la presse bourgeoise, socialiste-révolutionnaire et menchévique, est un moyen de défense réactionnaire du capitalisme arriéré, une défense habillée à la Strouvé. Nous ne sommes pas encore mûrs, dit-on, pour le socialisme : il est trop tôt pour l'« instaurer », notre révolution est bourgeoise ; c'est pourquoi il faut se faire les valets de la bourgeoisie (bien que les grands révolutionnaires bourgeois de France aient assuré la grandeur de leur révolution, il y a de cela 125 ans, en exerçant la *terreur* contre tous les oppresseurs, seigneurs terriens aussi bien que capitalistes !).

Les mauvais marxistes, serviteurs de la bourgeoisie — auxquels se sont joints les socialistes-révolutionnaires, — qui raisonnent ainsi ne comprennent pas (si l'on considère les bases théoriques de leur conception) ce qu'est l'impérialisme, ce que sont les monopoles capitalistes, ce qu'est l'Etat, ce qu'est la démocratie révolutionnaire. Car, si on a compris cela, on est obligé de reconnaître que l'on ne saurait aller de l'avant sans marcher au socialisme.

Tout le monde parle de l'impérialisme. Mais l'impérialisme n'est pas autre chose que le capitalisme monopoleur.

Que le capitalisme, en Russie également, soit devenu monopoleur, voilà ce qu'attestent avec assez de force le « Prodougol », le « Prodamet »[20] ainsi que le syndicat du sucre, etc. Ce même syndicat du sucre nous fournit un exemple saisissant de la transformation du capitalisme des monopoles en capitalisme monopoleur d'Etat.

Or, qu'est-ce que l'Etat ? C'est l'organisation de la classe dominante ; en Allemagne, par exemple, celle des hobereaux et des capitalistes. Aussi, ce que les Plékhanov allemands (Scheidemann, Lensch et autres) appellent le « socialisme de guerre » n'est en réalité que le capitalisme de guerre — capitalisme monopoleur d'Etat ou, pour être plus clair et plus simple, un bagne militaire pour les ouvriers, la protection militaire des profits capitalistes. Eh bien, essayez un peu de *substituer* à l'Etat des hobereaux et des capitalistes, à l'Etat des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, l'Etat *démocratique révolutionnaire,* c'est-à-dire un Etat qui détruise révolutionnairement *tous* les privilèges quels qu'ils soient, qui ne craigne pas d'appliquer révolutionnairement le démocratisme le plus complet. Et vous verrez que le capitalisme monopoleur d'Etat signifie inévitablement, infailliblement, dans un Etat démocratique révolutionnaire véritable, la marche vers le socialisme !

Car, si une grande entreprise capitaliste devient monopole, c'est qu'elle dessert le peuple entier. Si elle est devenue monopole d'Etat, c'est que l'Etat (c'est-à-dire l'organisation armée de la population et, en premier lieu, des ouvriers et des paysans, en régime démocratique *révolutionnaire)* dirige toute l'entreprise. Dans l'intérêt de qui ?

Ou bien dans l'intérêt des grands propriétaires fonciers et des capitalistes ; et nous avons alors un Etat non pas démocratique révolutionnaire, mais bureaucratique réactionnaire, une république impérialiste ;

Ou bien dans l'intérêt de la démocratie révolutionnaire ; et alors *c'est une étape vers le socialisme.*

Car le socialisme n'est autre chose que l'étape immédiatement consécutive au monopole capitaliste d'Etat. Ou encore : le socialisme n'est autre chose que le monopole capitaliste d'Etat *mis au service du peuple entier* et qui, pour autant, *a cessé* d'être un monopole capitaliste.

Ici, pas de milieu. Le cours objectif du développement est tel qu'on *ne saurait* avancer, après les *monopoles* (dont la guerre a décuplé le nombre, le rôle et l'importance), sans marcher au socialisme.

Ou bien l'on est un démocrate révolutionnaire en fait. Alors, on ne saurait craindre de s'acheminer vers le socialisme.

Ou bien l'on craint de s'acheminer vers le socialisme, et on condamne les pas faits dans cette direction, en alléguant, comme les Plékhanov, les Dan, les Tchernov, que notre révolution est bourgeoise, qu'on ne peut pas « introduire » le socialisme, etc. En ce cas, l'on glisse fatalement vers Kérenski, Milioukov et Kornilov, c'est-à-dire

vers la répression *bureaucratique réactionnaire* des aspirations « démocratiques révolutionnaires » des masses ouvrières et paysannes.

Pas de milieu.

Et c'est là la contradiction fondamentale de notre révolution Dans l'histoire en général et pendant la guerre en particulier il est impossible de piétiner sur place. Il faut ou avancer, ou reculer. Il est *impossible* d'avancer dans la Russie du XX^{e} siècle, qui a conquis la République et la démocratie par la voie révolutionnaire, sans *marcher* au socialisme, sans prendre des *mesures* tendant au socialisme (mesures conditionnées et déterminées par le niveau de la technique et de la culture ; il est impossible d'« introduire » le machinisme dans les exploitations paysannes ; il est impossible de le supprimer dans la production du sucre).

Or, craindre d'avancer, *c'est* reculer. Et c'est ce que font messieurs les Kérenski, aux applaudissements enthousiastes des Milioukov et des Plékhanov, avec la sotte complicité des Tsérétéli *et* des Tchernov.

La dialectique de l'histoire veut précisément que la guerre, qui a extraordinairement accéléré la transformation du capitalisme monopolisateur en capitalisme monopoleur d'Etat, ait *par là même* considérablement rapproché l'humanité du socialisme.

La guerre impérialiste marque la veille de la révolution socialiste. Non pas seulement parce que ses horreurs engendrent l'insurrection prolétarienne, — aucune insurrection ne créera le socialisme s'il n'est pas mûr économiquement, — mais encore parce que le capitalisme monopoleur d'Etat est la préparation *matérielle* la plus complète du socialisme, l'*anti-chambre* du socialisme, l'échelon historique qu'aucun *autre échelon intermédiaire ne sépare* de l'échelon appelé socialisme.

Nos socialistes-révolutionnaires et nos menchéviks envisagent le problème du socialisme en doctrinaires, du point de vue de la doctrine qu'ils ont apprise par cœur, et mal comprise. Ils présentent le socialisme comme un avenir lointain, obscur, inconnu.

Or, aujourd'hui, le socialisme nous contemple par toutes les fenêtres du capitalisme contemporain, le socialisme apparaît directement et *pratiquement* dans chaque disposition importante constituant un pas en avant sur la base du capitalisme moderne.

Qu'est-ce que le service de travail universel ?

C'est un pas en avant, sur la base du capitalisme monopoleur moderne, un pas vers la réglementation de toute la vie économique sur un plan d'ensemble déterminé, un pas vers l'économie du travail national afin de prévenir son gaspillage insensé par le capitalisme.

Les junkers (grands propriétaires fonciers) et les capitalistes instituent en Allemagne le service de travail général qui devient fatalement un bagne militaire pour les ouvriers.

Mais considérez la même institution et réfléchissez à la portée qu'elle aurait dans un Etat démocratique révolutionnaire. Le service de travail général, institué, réglé, dirigé par les Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, ce *n'est pas encore* le socialisme, mais ce *n'est déjà plus* le capitalisme. C'est un *pas* immense *vers* le socialisme, un pas après lequel il est impossible, si l'on veut garder la démocratie intégrale, de revenir en arrière vers le capitalisme, à moins d'user des pires violences contre les masses.

LA GUERRE ET LA LUTTE CONTRE LA RUINE ÉCONOMIQUE

La question des mesures à prendre pour conjurer la catastrophe imminente nous amène à élucider une autre question d'extrême importance : la liaison de la politique intérieure avec la politique extérieure, ou bien : le rapport entre la guerre de conquête, impérialiste, et la guerre révolutionnaire, prolétarienne; entre la guerre criminelle de rapine et la guerre démocratique juste.

D'une part, toutes les mesures que nous avons décrites, destinées à conjurer la catastrophe, accroîtraient infiniment, comme nous l'avons déjà marqué, la capacité de défense, autrement dit : la puissance militaire du

pays. D'autre part, il est impossible d'appliquer ces mesures sans transformer la guerre de conquête en une guerre juste, — la guerre faite par les capitalistes dans l'intérêt des capitalistes, en une guerre faite par le prolétariat dans l'intérêt de tous les travailleurs et exploités.

En effet, la nationalisation des banques et des syndicats capitalistes — le secret commercial étant supprimé et le contrôle ouvrier établi sur les capitalistes — ne signifierait pas seulement une immense économie de travail national, la possibilité d'économiser des forces et des ressources ; elle signifierait encore une amélioration de la situation des *masses* laborieuses, c'est-à-dire de la majorité de la population. Tout le monde sait que dans la guerre moderne, l'organisation économique est d'une importance décisive. La Russie a suffisamment de blé, de houille, de pétrole, de fer; à cet égard, notre situation est meilleure que celle de n'importe quel autre pays belligérant d'Europe. Et si elle luttait contre la ruine économique par les moyens indiqués plus haut, en en appelant, dans cette lutte, à l'initiative des masses, en améliorant leur situation, en nationalisant les banques et les syndicats capitalistes, la Russie utiliserait sa révolution et son démocratisme afin de porter le pays entier à un niveau d'organisation économique infiniment plus élevé.

Si, au lieu de la « coalition » avec la bourgeoisie, qui entrave toute mesure de contrôle et sabote la production, les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks avaient, en avril, fait passer le pouvoir aux Soviets et s'étaient employés non pas à jouer à des « chassés-croisés ministériels » et à user, en bureaucrates, aux côtés des cadets, les fauteuils de ministres, de sous-secrétaires d'Etat, etc., etc., mais à diriger les ouvriers et les paysans dans l'exercice de *leur* contrôle *sur* les capitalistes, dans leur *guerre contre* ces derniers, — la Russie serait maintenant un pays en ' pleine transformation économique, où la terre appartiendrait aux paysans et où les banques seraient nationalisées ; c'est-à-dire qu'elle serait *pour autant* (et ce sont là des bases économiques extrêmement importantes de la vie d'aujourd'hui), *supérieure* à tous les autres pays capitalistes.

La capacité de défense, la puissance militaire d'un pays où les banques sont nationalisées, est *supérieure* à celle d'un pays où les banques restent aux mains des particuliers. La puissance militaire d'un pays paysan, où la terre est aux mains des comités paysans, est *supérieure* à celle d'un pays à grande propriété foncière.

On invoque constamment le patriotisme héroïque et les prodiges de valeur militaire des Français en 1792-1793. Mais on oublie les conditions matérielles, historiques et économiques qui seules ont rendu possibles ces prodiges. La destruction effectivement révolutionnaire de la féodalité qui avait fait son temps, l'adoption par le pays entier avec une promptitude, une résolution, une énergie et une abnégation vraiment démocratiques et révolutionnaires, d'un mode supérieur de production, la libre possession du sol par les paysans : telles sont les conditions matérielles, économiques qui ont sauvé la France avec une promptitude « prodigieuse » en *régénérant,* en *rénovant* sa base économique.

L'exemple de la France prouve une chose, et une seule : pour rendre la Russie apte à se défendre, pour y susciter également des « prodiges » d'héroïsme massif, il faut balayer avec une implacabilité « jacobine » tout ce qui est vieux, et rénover, régénérer le pays *économiquement.* Or, on ne saurait le faire au XX^{e} siècle simplement en balayant le tsarisme (la France d'il y a 125 ans ne s'est pas bornée à cela). On ne saurait le faire même par la seule suppression révolutionnaire de la grande propriété foncière (nous ne nous sommes même pas acquittés de cette tâche, les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks ayant trahi la paysannerie !), par la seule transmission de la terre aux paysans. Car nous vivons au XX^{e} siècle ; dominer le sol *sans dominer les banques* ne suffit pas à porter la régénération et la rénovation dans la vie du peuple.

La rénovation des conditions matérielles, des conditions de la production en France, à la fin du XVIII^{e} siècle, était liée à la rénovation politique et spirituelle, à la dictature de la démocratie révolutionnaire et du prolétariat révolutionnaire (dont la démocratie ne s'était pas encore séparée et qui se confondait presque avec elle), à la guerre implacable déclarée à toutes les formes de réaction. Le peuple entier — et plus particulièrement les masses, c'est-à-dire les classes *opprimées* — était soulevé d'un enthousiasme révolutionnaire sans bornes : *tout le monde* considérait la guerre comme une guerre juste, défensive, et elle *l'était en réalité.* La France révolutionnaire se défendait contre l'Europe monarchique réactionnaire. Ce n'est pas en 1792-1793, mais bien des années plus tard, *après* le triomphe de la réaction à l'intérieur du pays, que la dictature contre-révolutionnaire de Napoléon transforma les guerres défensives de la France en guerres de conquête.

Et en Russie ? Nous continuons la guerre impérialiste dans l'intérêt des capitalistes, en alliance avec les impérialistes, en vertu des traités secrets conclus par le *tsar* avec les capitalistes d'Angleterre et autres, qui, en ces traités, promettait aux capitalistes russes le pillage de pays étrangers, Constantinople, Lvov, l'Arménie, etc.

Tant que la Russie n'aura pas proposé une paix juste, et rompu avec l'impérialisme, cette guerre restera du côté de ce pays une guerre injuste, réactionnaire, une guerre de conquête. Le caractère social de la guerre, sa signification véritable ne sont pas déterminés par les positions qu'occupent les troupes ennemies (comme le pensent les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks tombés aux conceptions vulgaires d'un moujik inculte). Son caractère est déterminé par la question de savoir : *Quelle est la politique* continuée par la guerre (« la guerre est la continuation de la politique »), *quelle est la classe* qui fait la guerre, et dans quels buts.

On ne saurait, en vertu de traités secrets, conduire les masses à une guerre de rapine et compter sur leur enthousiasme. La classe avancée de la Russie révolutionnaire, le prolétariat, comprend de mieux en mieux ce que cette guerre a de criminel. La bourgeoisie est loin d'avoir pu faire changer d'avis aux masses ; bien au contraire, ce sentiment ne fait que croître. Le prolétariat des *deux capitales* est devenu, en Russie, définitivement internationaliste !

Vous voyez d'ici ce que peut être cet enthousiasme des masses pour la guerre !

L'un est indissolublement lié à l'autre, la politique intérieure à la politique extérieure. Il est impossible de rendre le pays apte à se défendre sans un sublime héroïsme du peuple accomplissant, avec hardiesse et résolution, de grandes réformes économiques. Et il est impossible de faire naître l'héroïsme dans les masses sans rompre avec l'impérialisme, sans proposer à tous les peuples une paix démocratique, sans transformer ainsi la guerre criminelle de conquête et de rapine en une guerre juste, défensive, révolutionnaire.

Seule une rupture conséquente absolue avec les capitalistes, en politique intérieure comme extérieure, peut sauver notre révolution et notre pays pris dans l'étau de fer de l'impérialisme.

DÉMOCRATIE RÉVOLUTIONNAIRE ET PROLÉTARIAT RÉVOLUTIONNAIRE

La démocratie de la Russie d'aujourd'hui doit, pour être vraiment révolutionnaire, s'unir étroitement au prolétariat, le soutenir dans sa lutte, comme étant la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout.

Telle est la conclusion qu'amène l'examen des moyens de conjurer une catastrophe imminente d'une ampleur inouïe.

La guerre a engendré une crise si étendue, bandé à tel point les forces matérielles et morales du peuple, porté des coups si rudes à toute l'organisation sociale actuelle, que l'humanité se trouve placée devant cette alternative : périr ou confier son sort à la classe la plus révolutionnaire, afin de passer aussi rapidement et radicalement que possible à un mode supérieur de production.

Pour de multiples causes historiques — état d'infériorité de la Russie, difficulté particulière pour elle à mener la guerre, décomposition extrême du tsarisme, vivacité singulière des traditions de 1905, — la révolution en Russie a devancé celle des autres pays. La révolution a fait que la Russie, en quelques mois, a rattrape, quant à son régime *politique,* les pays avancés.

Mais cela ne suffit pas. La guerre est inexorable. Elle pose la question avec une âpreté implacable : périr ou rejoindre les pays avancés et les dépasser aussi *au point de vue économique.*

Cela est possible, car nous avons sous les yeux l'expérience toute prête d'un grand nombre de pays avancés, les résultats acquis de leur technique et de leur culture. Nous sommes moralement soutenus par le mouvement de protestation qui grandit en Europe contre la guerre, par l'atmosphère d'une révolution ouvrière qui monte dans tous les pays. Ce qui nous stimule, ce qui nous aiguillonne, c'est une liberté démocratique révolutionnaire exceptionnellement rare en temps de guerre impérialiste.

Périr ou s'élancer en avant à toute vapeur. C'est ainsi que l'histoire pose la question.

Et l'attitude du prolétariat envers la paysannerie, dans un tel moment, confirme — en le modifiant en conséquence — le vieux principe bolchevik : arracher la paysannerie à l'influence de la bourgeoisie. Là seulement est le gage du salut de la révolution.

Or, la paysannerie est l'élément le plus nombreux de la masse petite-bourgeoise.

Nos socialistes-révolutionnaires et nos menchéviks ont assumé un rôle réactionnaire : maintenir la paysannerie sous l'influence de la bourgeoisie, mener la paysannerie à la coalition avec la bourgeoisie, et non avec le prolétariat.

L'expérience de la révolution instruit vite les masses. Et la politique réactionnaire des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks fait faillite : ils ont été battus dans les Soviets des deux capitales. L'opposition de « gauche » croît dans les deux partis démocratiques petits-bourgeois. Le 10 septembre 1917, la conférence des socialistes-révolutionnaires de Pétrograd a donné une majorité des deux tiers aux socialistes-révolutionnaires de *gauche* qui inclinent à l'union avec le prolétariat et repoussent l'alliance (coalition) avec la bourgeoisie.

Les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks reprennent à leur compte la mise en opposition tant affectionnée par la bourgeoisie de ces deux concepts : bourgeoisie et démocratie. Mais au fond cette opposition est aussi absurde que le serait la comparaison entre mètres et kilogrammes.

Il y a bourgeoisie démocratique, il y a démocratie bourgeoise : pour le nier, il faut être d'une ignorance absolue en matière d'histoire comme en matière d'économie politique.

Les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks avaient besoin de cette fausse opposition pour *masquer* un fait incontestable : c'est qu'entre la bourgeoisie et le prolétariat se place la *petite bourgeoisie.* Celle-ci, par sa situation économique de classe, hésite nécessairement entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks poussent la petite bourgeoisie vers une alliance avec la bourgeoisie. Là est le fond de toute leur « coalition », de toute la coalition ministérielle, de toute la politique de Kérenski, typique semi-cadet. En six mois de révolution, cette politique a fait complètement faillite.

Les cadets exultent : vous voyez, la révolution a fait faillite, la révolution *n'a pu* triompher ni de la guerre ni de la ruine économique.

C'est faux. Ce sont les *cadets* et les *socialistes-révolutionnaires avec les menchéviks,* qui ont fait faillite ; car c'est ce bloc (alliance) qui a gouverné la Russie pendant six mois : il a en ces six mois aggravé la ruine économique, embrouillé et rendu plus difficile la situation militaire.

Plus complète est la faillite de *l'alliance* de la bourgeoisie avec *les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks,* et plus vite le peuple *s'instruira.* C'est avec d'autant plus de facilité qu'il trouvera la *juste* solution : l'alliance de la paysannerie pauvre, c'est-à-dire de la majorité des paysans, avec le prolétariat.

10-14 septembre 1917.
Publié fin octobre 1917 en brochure.

LE MARXISME ET L'INSURRECTION

LETTRE AU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.R.

Parmi les déformations du marxisme, l'une des plus malveillantes et peut-être des plus répandues par les partis «socialistes » régnants est le mensonge opportuniste qui prétend que la préparation à l'insurrection et, d'une manière générale, la façon de considérer l'insurrection comme un art, c'est du « blanquisme ».

Le grand maître de l'opportunisme, Bernstein, s'est déjà acquis une triste célébrité en portant contre le marxisme l'accusation de blanquisme, et, en fait, les opportunistes d'aujourd'hui ne renouvellent ni n'« enrichissent » d'un iota les pauvres « idées » de Bernstein, quand ils crient au blanquisme.

Accuser les marxistes de blanquisme, parce qu'ils considèrent l'insurrection comme un art ! Peut-il y avoir plus criante déformation de la vérité alors que nul marxiste ne niera que c'est justement Marx qui s'est exprimé sur ce point de la façon la plus précise, la plus nette et la plus péremptoire, en déclarant précisément que l'insurrection est un *art,* en disant qu'il faut la traiter comme un art, qu'il faut *conquérir* les premiers succès et avancer de succès en succès, sans interrompre l'offensive contre l'ennemi, en profitant de son désarroi, etc., etc.

Pour réussir, l'insurrection doit s'appuyer non pas sur un complot, non pas sur un parti, mais sur la classe d'avant-garde. Voilà un premier point. L'insurrection doit s'appuyer sur *l'élan révolutionnaire du peuple.* Voilà le second point. L'insurrection doit surgir à un *tournant* de l'histoire de la révolution ascendante où l'activité de l'avant-garde du peuple est la plus forte, où les *hésitations* sont les plus fortes dans les rangs de l'ennemi et *dans ceux des amis de la révolution faibles, indécis, pleins de contradictions* ; voilà le troisième point. Telles sont les trois conditions qui font que, dans la façon de poser la question de l'insurrection, le *marxisme* se distingue *du blanquisme.*

Mais, dès lors que ces conditions se trouvent remplies, refuser de considérer l'insurrection comme un *art,* c'est trahir le marxisme, c'est trahir la révolution.

Pour prouver qu'en ce moment précisément le parti doit *de toute nécessité* reconnaître que *l'insurrection* est mise à l'ordre du jour par le cours objectif des événements, qu'il doit traiter l'insurrection comme un art, pour prouver cela, le mieux sera peut-être d'employer la méthode de comparaison et de mettre en parallèle les journées des 3 et 4 juillet et les journées de septembre.

Les 3 et 4 juillet, on pouvait sans pécher contre la vérité poser ainsi le problème : il serait préférable de prendre le pouvoir sinon nos ennemis nous accuseront de toute façon de sédition et nous traiteront comme des factieux. Mais on ne pouvait en conclure à l'utilité de prendre alors le pouvoir, car les conditions objectives pour la victoire de l'insurrection n'étaient pas réalisées.

1) Nous n'avions pas encore derrière nous la classe qui est l'avant-garde de la révolution.

Nous n'avions pas encore la majorité parmi les ouvriers et les soldats des deux capitales. Aujourd'hui, nous l'avons dans les deux Soviets. Elle a été créée *uniquement* par les événements des mois de juillet et d'août, par l'expérience des « répressions » contre les bolcheviks et par l'expérience de la rébellion de Kornilov.

2) L'enthousiasme révolutionnaire n'avait pas encore gagné la grande masse du peuple. Il l'a gagnée aujourd'hui, après la rébellion de Kornilov. C'est ce que prouvent les événements en province et la prise du pouvoir par les Soviets en maints endroits.

3) Il n'y avait pas alors *d'hésitations* d'une amplitude politique sérieuse parmi nos ennemis et parmi la petite bourgeoisie incertaine. Aujourd'hui, ces hésitations ont une grande ampleur : notre principal ennemi, l'impérialisme allié, l'impérialisme mondial — car les « Alliés » sont à la tête de l'impérialisme mondial — *a balancé* entre la guerre jusqu'à la victoire et la paix séparée contre la Russie. Nos démocrates petits-bourgeois, qui ont manifestement perdu la majorité dans le peuple, ont eu de profondes hésitations, quand ils ont refusé de faire bloc, c'est-à-dire de se coaliser, avec les cadets.

4) C'est pourquoi, les 3 et 4 juillet, l'insurrection aurait été une faute : nous n'aurions pu conserver le pouvoir ni physiquement ni politiquement. Physiquement, bien que Pétrograd fût par instants entre nos mains, car nos ouvriers et nos soldats n'auraient pas alors accepté de *se battre,* de *mourir* pour la possession de Pétrograd : il n'y avait pas alors cette « exaspération », cette haine implacable *à la fois contre* les Kérenski et *contre* les Tsérétéli et les Tchernov ; nos gens n'avaient pas encore été trempés par l'expérience des persécutions contre les bolcheviks avec la participation des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks.

Politiquement nous n'aurions pas gardé le pouvoir les 3 et 4 juillet, car *avant l'aventure Kornilov,* l'armée et la province auraient pu marcher et auraient marché contre Pétrograd.

Aujourd'hui la situation est tout autre.

Nous avons avec nous la majorité de la *classe* qui est l'avant-garde de la révolution, l'avant-garde du peuple, capable d'entraîner les masses.

Nous avons avec nous la *majorité* du peuple, car le départ de Tchernov, s'il est loin d'être le seul signe, est pourtant le signe le plus visible et le plus concret que la paysannerie *ne recevra pas la terre* du bloc socialiste-révolutionnaire (ni des socialistes-révolutionnaires eux-mêmes). C'est là le point essentiel, celui qui donne à la révolution son caractère national.

Nous avons pour nous l'avantage d'une situation où le parti connaît sûrement son chemin, en face des hésitations inouïes *de tout l'impérialisme* et de tout le bloc des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires.

Nous avons pour nous une *victoire assurée,* car le peuple est désormais au bord du désespoir, et nous donnons à tout le peuple une perspective claire en lui montrant l'importance de notre direction « pendant les journées de Kornilov », puis en *proposant* un compromis aux « hommes du bloc » et en *recevant d'eux un refus* qui est loin d'avoir mis un terme aux hésitations de leur part.

La plus grave erreur serait de croire que notre offre de compromis n'a pas *encore* été repoussée, que la Conférence démocratique peut *encore* l'accepter. Le compromis a été proposé par *un parti à des partis :* il ne pouvait en être autrement. *Les partis* l'ont repoussé. La Conférence démocratique n'est qu'une *conférence,* rien de plus. Ce qu'il ne faut pas oublier, c'est qu'elle ne représente pas la *majorité* du peuple révolutionnaire, la paysannerie appauvrie et exaspérée. C'est une conférence de la *minorité du peuple* — il ne faut pas oublier cette vérité évidente. La plus grande erreur de notre part, le pire crétinisme parlementaire, serait de traiter la Conférence démocratique comme un parlement, car même *si* elle se proclamait parlement et parlement souverain et permanent de la révolution, elle *ne déciderait* malgré tout de rien ; la décision *ne lui appartient pas* — , elle dépend des quartiers ouvriers de Pétrograd et de Moscou.

Toutes les conditions objectives d'une insurrection couronnée de succès sont réunies. Nous avons l'avantage exceptionnel d'une situation où *seule* notre victoire dans l'insurrection mettra fin aux hésitations qui ont exaspéré le peuple et qui constituent un véritable supplice ; où *seule* notre victoire dans l'insurrection donnera immédiatement la terre à la paysannerie ; où *seule* notre victoire dans l'insurrection *fera échouer* les manœuvres de paix séparée contre la révolution, les fera échouer par la proposition ouverte d'une paix plus complète, plus juste et plus proche, d'une paix *favorable* à la révolution.

Seul enfin notre parti, après avoir remporté la victoire dans l'insurrection, *peut* sauver Pétrograd, car, si notre offre de paix est repoussée et si nous n'obtenons pas même un armistice, alors c'est *nous* qui serons les partisans d'aller « jusqu'au bout », c'est nous qui serons *à la tête des partis de la guerre,* c'est nous qui serons le parti *« de la guerre » par excellence* et nous mènerons la guerre d'une façon vraiment révolutionnaire. Nous enlèverons aux capitalistes tout leur pain et *toutes* leurs bottes. Nous leur laisserons les croûtes, nous les chausserons de lapti. Nous donnerons au front tout le pain et toutes les chaussures.

Alors nous défendrons victorieusement Pétrograd.

Pour une guerre véritablement révolutionnaire, les ressources tant matérielles que morales sont encore immenses en Russie ; il y a 99 chances sur 100 pour que les Allemands nous accordent au moins un armistice. Et obtenir un armistice aujourd'hui, c'est vaincre le *monde entier.*

Ayant pris conscience que l'insurrection des ouvriers de Pétrograd et de Moscou est absolument nécessaire pour sauver la révolution et pour sauver la Russie du partage « séparé » que veulent les impérialistes des deux coalitions, nous devons, tout d'abord, adapter aux conditions de l'insurrection ascendante notre tactique politique à la Conférence ; nous devons ensuite prouver que ce n'est pas seulement en paroles que nous acceptons la pensée de Marx sur la nécessité de considérer l'insurrection comme un art.

Nous devons sans retard donner une cohésion nouvelle à la fraction des bolcheviks qui siègent à la Conférence sans nous laisser impressionner par le nombre, sans craindre de laisser les hésitants dans le camp des hésitants : ils seront plus utiles à la cause de la révolution *là-bas* que dans le camp des combattants résolus et dévoués.

Nous devons rédiger une courte déclaration des bolcheviks soulignant de la façon la plus catégorique l'inopportunité des longs discours, l'inopportunité des « discours » en général, la nécessité d'une action immédiate pour le salut de la révolution, la nécessité absolue d'une rupture complète avec la bourgeoisie, de la destitution de tous les membres du gouvernement actuel, d'une rupture complète avec les impérialistes anglo-français qui préparent un partage « séparé » de la Russie, la nécessité de faire passer immédiatement tout le pouvoir aux mains de la *démocratie révolutionnaire guidée par le prolétariat révolutionnaire.*

Notre déclaration doit formuler de la façon la plus brève et la plus nette *cette* conclusion en liaison avec notre projet de programme : la paix aux peuples, la terre aux paysans, la confiscation des profits scandaleux et la répression contre le sabotage éhonté de la production par les capitalistes.

Plus notre déclaration sera brève, plus elle sera tranchante, meilleure elle sera. Il faut seulement y souligner encore deux points très importants : le peuple est exaspéré par les hésitations, le peuple est déchiré par l'indécision des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks ; nous rompons définitivement avec ces *partis,* car ils ont trahi la révolution.

Autre chose encore : en proposant tout de suite une paix sans annexions, en rompant tout de suite avec les impérialistes alliés et avec tous les impérialistes, nous obtiendrons immédiatement soit un armistice, soit le ralliement de tout le prolétariat révolutionnaire à la défense, et la poursuite par la démocratie révolutionnaire, sous la direction de ce dernier, d'une guerre véritablement juste, véritablement révolutionnaire.

Après avoir lu cette déclaration, après avoir réclamé des *décisions* et non des paroles, des *actes* et non des résolutions écrites, nous devons *lancer* toute notre fraction *dans les usines et dans les casernes :* c'est là qu'est sa place, c'est là qu'est le nerf vital, c'est de là que viendra le salut de la révolution, c'est là qu'est le moteur de la Conférence démocratique. C'est là que nous devons dans des discours ardents, passionnés, expliquer notre programme et poser ainsi la question : ou bien l'acceptation *complète* de ce programme par la Conférence, ou bien l'insurrection. Il n'y a pas de milieu. Impossible d'attendre. La révolution périt.

La question ainsi posée, toute notre fraction étant concentrée dans les usines et dans les casernes, *nous serons à même de juger du moment où il faut déclencher l'insurrection.*

Et pour considérer l'insurrection en marxistes, c'est-à-dire comme un art, nous devrons en même temps, sans perdre une minute, organiser *l'état-major* des détachements insurrectionnels, répartir nos forces, lancer les régiments sûrs aux points les plus importants, cerner le théâtre Alexandra, occuper Pétropavlovka[21], arrêter l'état-major général et le gouvernement, envoyer contre les élèves-officiers et la division sauvage[22] des détachements prêts à mourir plutôt que de laisser l'ennemi pénétrer dans les centres vitaux de la ville ; nous devrons mobiliser les ouvriers armés, les appeler à une lutte ultime et acharnée, occuper simultanément le télégraphe et le téléphone, installer *notre* état-major de l'insurrection au Central téléphonique, le relier par téléphone à toutes les usines, à tous les régiments, à tous les centres de la lutte armée, etc.

Tout cela n'est qu'approximatif, certes, et seulement destiné à *illustrer* le fait que, au moment que nous vivons, on ne peut rester fidèle au marxisme, rester fidèle à la révolution, *si on ne considère pas l'insurrection comme un art.*

Ecrit les 13-14 (26-27) septembre 1917
Paru pour la première fois en 1921 dans la revue « Prolétarskaïa Révolutsia » n°2

LES TACHES DE LA RÉVOLUTION

La Russie est un pays de petite bourgeoisie. L'immense majorité de la population appartient à cette classe. Les hésitations de cette dernière entre la bourgeoisie et le prolétariat sont inévitables. Ce n'est que si la petite bourgeoisie se joint au prolétariat que seront assurés, facilement et vite, dans la paix et le calme, le triomphe de la révolution, de la paix et de la liberté, ainsi que la remise des terres aux travailleurs.

La marche de notre révolution nous révèle pratiquement ces hésitations. Ne nous faisons donc pas d'illusions sur les partis socialiste-révolutionnaire et menchévik, et tenons-nous-en avec fermeté à notre voie prolétarienne de classe. La misère des paysans pauvres, les horreurs de la guerre, les affres de la famine, tout cela montre aux masses, avec toujours plus de clarté, la justesse de la voie prolétarienne, la nécessité de soutenir la révolution du prolétariat.

Les espoirs « pacifistes » que la petite bourgeoisie fonde sur la « coalition » avec la bourgeoisie, sur une entente avec elle, sur la possibilité d'attendre « tranquillement » la « prompte » convocation de l'Assemblée constituante, etc., tout cela est brisé impitoyablement, cruellement, inexorablement par la marche de la révolution. Dernière et rude leçon sur une vaste échelle, le coup de force Kornilov est venu compléter les milliers et les milliers de petites autres leçons, leçons de duperie des ouvriers et des paysans par les capitalistes et les grands propriétaires fonciers, leçons de duperie des soldats par leurs officiers, etc., etc.

Le mécontentement, l'indignation, l'exaspération montent dans l'armée, dans la paysannerie, parmi les ouvriers. La « coalition » des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks avec la bourgeoisie, qui promet tout et ne tient rien, énerve les masses, leur ouvre les yeux, les pousse à l'insurrection.

L'opposition des gauches grandit parmi les socialistes-révolutionnaires (Spiridonova, d'autres encore) et parmi les menchéviks (Martov, etc.), réunissant déjà jusqu'à 40% du «Conseil» et du « Congrès » de ces partis. Et à *la base,* dans le prolétariat et la paysannerie, pauvre surtout, la *majorité* des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks se joignent à la « *gauche* ».

Le coup de force Kornilov instruit. Le coup de force Kornilov a été riche en enseignements.

On ne peut savoir si les Soviets pourront maintenant aller plus loin que les chefs socialistes-révolutionnaires et menchéviks, et assurer par là le développement pacifique de la révolution, — ou s'ils continueront à piétiner sur place et à rendre ainsi l'insurrection prolétarienne inévitable.

On ne peut le savoir.

Notre tâche est d'aider à faire tout le possible pour assurer une « dernière » chance de développement pacifique à la révolution, d'y aider en exposant notre programme, en en expliquant le caractère populaire, la pleine conformité avec les intérêts et les exigences de l'immense majorité de la population.

Dans les lignes qui suivent, nous essayerons d'exposer ce programme.

Portons-le encore plus « à la base », dans les masses, parmi les employés, les ouvriers, les paysans, non seulement parmi les nôtres, mais surtout parmi ceux qui suivent les socialistes-révolutionnaires, parmi les sans-parti, les inconscients. Tâchons de leur apprendre à juger par eux-mêmes, à formuler leurs résolutions, à envoyer *leurs* délégations à la Conférence, aux Soviets, au gouvernement. Alors notre travail ne sera pas vain, *quelle que soit* l'issue de la Conférence. Il servira alors et à la Conférence, et aux élections pour l'Assemblée constituante, et à toute action politique en général.

La vie montre la justesse du programme et de la tactique bolchéviks. Depuis le 20 avril jusqu'au coup de force Kornilov, que de choses en si peu de temps !

L'expérience des *masses,* l'expérience des classes *opprimées* leur a donné durant cette période une foule d'enseignements. Les chefs socialistes-révolutionnaires et menchéviks se sont complètement séparés des masses. C'est ce que montrera le mieux un programme aussi concret que possible, dans la mesure où nous parviendrons à en porter la discussion au sein des masses.

CE QU'A DE FUNESTE LA POLITIQUE D'ENTENTE AVEC LES CAPITALISTES

1. Laisser au pouvoir les représentants de la bourgeoisie, ne fût-ce qu'en petit nombre, y laisser ces complices avérés de Kornilov que sont les généraux Alexéev, Klembovski, Bagration, Gagarine, d'autres encore, ou des hommes qui, comme Kérenski, ont prouvé leur impuissance totale devant la bourgeoisie et leur aptitude à pratiquer le bonapartisme, c'est ouvrir toutes grandes les portes, d'une part à la famine et à une catastrophe économique certaine, que les capitalistes accélèrent et aggravent à dessein ; d'autre part, à la catastrophe militaire, car l'armée déteste le Grand Quartier Général et ne peut participer avec enthousiasme à la guerre impérialiste. Au surplus, si les généraux et les officiers complices de Kornilov restent au pouvoir, ils ne manqueront pas *d'ouvrir sciemment le front aux Allemands,* comme ils l'ont fait en Galicie et à Riga. On ne pourra conjurer cette éventualité qu'en formant un nouveau gouvernement sur les bases nouvelles que nous exposons plus loin. Après ce qui s'est passé depuis le 20 avril, poursuivre, sous quelque forme que ce soit, la politique d'entente avec la bourgeoisie, ce serait de la part des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks non seulement une faute, mais une trahison qualifiée envers le peuple et la révolution.

LE POUVOIR AUX SOVIETS

2. Tout le pouvoir de l'Etat doit passer exclusivement aux représentants des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, sur la base d'un programme déterminé, le gouvernement étant entièrement responsable devant les Soviets. On procédera sans retard aux nouvelles élections pour les Soviets, tant pour mettre à profit toute l'expérience acquise par le peuple en ces dernières semaines de la révolution, si riches de contenu, que pour supprimer les injustices criantes (représentation non proportionnelle, inégalité électorale, etc.) qui subsistent encore par endroits.

Dans les provinces où il n'y a pas encore d'institutions démocratiquement élues, et dans l'armée, tout le pouvoir doit passer exclusivement aux Soviets locaux et aux commissaires élus par eux, ainsi qu'aux autres institutions uniquement électives. Il doit être procédé absolument et en tous lieux, avec l'appui entier de l'Etat, à l'armement des ouvriers et à celui des troupes révolutionnaires, c'est-à-dire de celles qui ont prouvé en fait leur capacité à réprimer les kornilovistes.

LA PAIX AUX PEUPLES

3. Le gouvernement des Soviets doit proposer *sans délai* à *tous* les peuples en guerre (c'est-à-dire tout à la fois à leurs gouvernements et aux masses ouvrières et paysannes) la conclusion immédiate d'une paix générale sur des bases démocratiques, ainsi que d'un armistice (ne serait-ce que pour trois mois).

La condition essentielle d'une paix démocratique est de renoncer aux annexions (conquêtes), non pas dans ce sens inexact que toutes les puissances recouvrent ce qu'elles ont perdu, mais dans le seul sens exact que *chaque* nationalité sans exception aucune, en Europe comme dans les colonies, reçoit la liberté et la possibilité de décider elle-même : se constituer en Etat *distinct* ou faire partie d'un autre Etat au choix.

En proposant les conditions de paix, le gouvernement des Soviets doit lui-même en aborder aussitôt l'application pratique, savoir : publier et annuler les traités secrets qui nous lient jusqu'à ce jour, traités conclus par le tsar et qui promettent aux capitalistes russes le pillage de la Turquie, de l'Autriche, etc. Ensuite, nous nous devons de faire droit immédiatement aux conditions des Ukrainiens et des Finlandais, de leur assurer, ainsi qu'à tous les allogènes habitant la Russie, une liberté complète, jusques et y compris la liberté de séparation ; appliquer les mêmes principes à *l'ensemble* de l'Arménie, nous engager à l'évacuer, ainsi que les territoires turcs occupés par nous, etc.

Pareilles conditions de paix ne seront pas accueillies avec bienveillance par les capitalistes, mais elles susciteront chez tous les peuples une sympathie et une explosion d'enthousiasme si grandes ; elles provoqueront, dans le monde entier, contre la prolongation de la guerre de rapine une indignation générale si violente, que nous obtiendrons très probablement, d'emblée, un armistice et le consentement à ouvrir les pourparlers de paix. Car la révolution ouvrière contre la guerre grandit partout, irrésistiblement. Et ce ne sont pas les phrases sur la paix (avec lesquelles *tous* les gouvernements impérialistes, y compris notre gouvernement Kérenski, trompent dès longtemps les ouvriers et les paysans), mais la rupture avec les capitalistes et la proposition de paix qui, seules, peuvent pousser en avant cette révolution.

Si se réalise la chose la moins probable, c'est-à-dire si aucun des Etats belligérants n'accepte même un armistice, la guerre nous aura été vraiment imposée, et ce sera pour nous une guerre vraiment juste et défensive. La seule conscience de ce fait, chez le prolétariat et la paysannerie pauvre, rendra la Russie infiniment plus forte, au point de vue militaire également, surtout après la rupture complète avec les capitalistes spoliateurs du peuple. Sans compter qu'alors la guerre, de notre côté, se fera, non en paroles mais en fait, en alliance avec les classes opprimées de tous les pays, en alliance avec les peuples opprimés du monde entier.

Il convient notamment de mettre le peuple en garde contre une assertion des capitalistes, à laquelle se laissent prendre parfois les éléments les plus intimidés et les philistins, — assertion selon laquelle les capitalistes anglais et autres, en cas de rupture de notre actuelle alliance de brigandage avec eux, seraient capables de porter un sérieux préjudice à la révolution russe. Cette assertion est un pur mensonge, car le « soutien financier des alliés » qui enrichit les banquiers, ne « soutient » les ouvriers et les paysans russes que comme la corde soutient le pendu. La Russie a assez de blé, de charbon, de pétrole, de fer, et il est simplement indispensable de débarrasser le peuple des grands propriétaires fonciers et des capitalistes qui le pillent pour pouvoir assurer une répartition judicieuse de ces produits. Quant à la menace de guerre que feraient peser sur le peuple russe ses alliés d'aujourd'hui, il est manifestement absurde de supposer que Français et Italiens seraient capables d'unir leurs troupes à celles de l'Allemagne pour les lancer contre la Russie qui aura proposé une paix juste. Pour l'Angleterre, les Etats-Unis et le Japon, même s'ils déclaraient la guerre à la Russie (ce qui leur serait malaisé au possible, tant en raison de l'extrême impopularité d'une telle guerre dans les masses, que par suite des divergences d'intérêts matériels entre les capitalistes de ces pays au sujet du partage de l'Asie, et tout particulièrement au sujet du pillage de la Chine), — ils ne pourraient causer à la Russie même la centième partie des dommages et des calamités que lui apporte la guerre avec l'Allemagne, l'Autriche et la Turquie.

LA TERRE AUX TRAVAILLEURS

4. Le gouvernement des Soviets doit proclamer tout de suite l'abolition sans indemnité de la propriété privée des terres seigneuriales et en remettre la gestion aux comités paysans jusqu'au jour où l'Assemblée constituante aura statué sur ce point. Le matériel agricole des grands propriétaires fonciers sera également transmis aux mêmes comités paysans qui en feront bénéficier absolument, en premier lieu et à titre gratuit, les paysans pauvres.

Ces mesures réclamées depuis longtemps par l'immense majorité des paysans dans leurs résolutions de congrès et en des centaines de mandats à leurs délégués (comme il ressort entre autres de l'examen de 242 mandats publiés dans les *Izvestia du Soviet des députés paysans),* sont absolument nécessaires et urgentes. Aucun de ces atermoiements qui ont fait tant souffrir la paysannerie sous le ministère de « coalition », ne saurait plus être toléré.

Tout gouvernement qui tarderait à appliquer ces mesures doit être considéré comme un gouvernement *antipopulaire ;* il mérite d'être renversé et écrasé par l'insurrection des ouvriers et des paysans. Au contraire, seul un gouvernement qui aura appliqué ces mesures sera le gouvernement du peuple entier.

LUTTE CONTRE LA FAMINE ET LA RUINE ÉCONOMIQUE

5. Le gouvernement des Soviets doit instituer sans retard, à l'échelle nationale, le contrôle ouvrier de la production et de la consommation. A défaut de cela, l'expérience l'a déjà montré depuis le 6 mai, toutes les promesses et tentatives de réformes sont inopérantes ; et d'une semaine à l'autre la famine et une catastrophe sans précédent menacent de frapper le pays entier.

Il importe de procéder à la nationalisation immédiate des banques et des compagnies d'assurances, ainsi que des branches maîtresses de l'industrie (pétrole, houille, métallurgie, sucre, etc.). De même, on supprimera absolument le secret commercial et l'on établira la surveillance rigoureuse des ouvriers et des paysans sur l'infime minorité des capitalistes qui s'enrichissent grâce aux fournitures à l'Etat et se dérobent au contrôle, ainsi qu'à toute imposition équitable de leurs bénéfices et de leurs biens.

Ces mesures qui n'enlèvent pas la moindre parcelle de leur avoir aux paysans moyens, non plus qu'aux cosaques et aux petits artisans, sont absolument justes du point de vue de la répartition équitable des charges de la guerre, et urgentes pour la lutte contre la famine. Ce n'est qu'en mettant un frein aux voleries commises par des capitalistes et en les empêchant d'arrêter sciemment la production, que l'on pourra obtenir une élévation du

rendement, instituer le service de travail général et assurer l'échange normal du blé contre les produits de l'industrie, faire rentrer au Trésor les milliards de papier-monnaie dissimulés par les riches.

A défaut de ces mesures, l'abolition sans indemnité de la propriété des terres seigneuriales est également impossible, puisque la plupart d'entre elles sont hypothéquées dans les banques, et que les intérêts des grands propriétaires fonciers et des capitalistes s'entrelacent étroitement.

La dernière résolution adoptée par la Section économique du Comité exécutif central des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie *(Rabotchaïa Gazéta,* n° 152) reconnaît non seulement ce qu'ont de « *funeste* » les mesures gouvernementales (telles que la hausse des prix du blé, destinée à enrichir les grands propriétaires fonciers et les koulaks), non seulement le « fait de *l'inaction totale* des organismes centraux constitués près le gouvernement pour régler la vie économique», mais même la « *violation des lois* » par ce gouvernement. Cet aveu des partis dirigeants socialiste-révolutionnaire et menchévik atteste une fois de plus combien criminelle est la politique d'entente avec la bourgeoisie.

LUTTE AVEC LA CONTRE-RÉVOLUTION DES GRANDS PROPRIÉTAIRES FONCIERS ET DES CAPITALISTES

6. La rébellion de Kornilov et de Kalédine[23] a été soutenue par toute la classe des grands propriétaires fonciers et des capitalistes avec, en tête, le parti cadet (parti de la « liberté du peuple»). Les faits publiés dans les *Izvestia* du Comité exécutif central l'ont déjà pleinement démontré.

Mais rien de sérieux n'a été et ne peut être fait avant que le pouvoir ait passé aux Soviets, ni pour réprimer à fond cette contre-révolution, ni même pour effectuer une enquête à son sujet. Aucune commission, si elle n'est pas investie d'un pouvoir d'Etat, ne peut mener l'enquête jusqu'au bout, faire arrêter les coupables, etc. Seul le gouvernement des Soviets peut et doit le faire. Lui seul peut, en faisant arrêter les généraux kornilovistes et les chefs de la contre-révolution bourgeoise (Goutchkov, Milioukov, Riabouchinski, Maklakov et C^{ie}), en prononçant la dissolution des ligues contre-révolutionnaires (Douma d'Etat, ligues d'officiers, etc.), en mettant leurs membres sous la surveillance des Soviets locaux, en licenciant les unités contre-révolutionnaires de l'armée, — lui seul peut préserver la Russie de nouvelles tentatives « à la Kornilov ».

Lui seul peut former une commission chargée de procéder à une ample enquête publique sur l'affaire Kornilov, comme du reste sur toutes les autres, fussent-elles suscitées par la bourgeoisie. C'est uniquement à une telle commission que le Parti bolchevik, de son côté, inviterait les ouvriers à obéir sans réserve et à prêter leur entier concours.

Seul le gouvernement des Soviets pourrait lutter avec succès contre cette criante injustice qu'est la mainmise des capitalistes, moyennant les millions volés au peuple, sur les grosses imprimeries et sur la plupart des journaux. Il faut interdire les journaux contre-révolutionnaires bourgeois *(Riétch, Rousskoïé Slovo,* etc.), confisquer leurs imprimeries, proclamer monopole d'Etat la publicité privée des journaux et en transférer le service au journal gouvernemental édité par les Soviets et portant la vérité aux paysans. C'est ainsi seulement que l'on peut et que l'on doit faire tomber des mains de la bourgeoisie cette arme puissante dont elle se sert pour mentir et calomnier impunément, tromper le peuple, induire la paysannerie en erreur, préparer la contre-révolution.

DÉVELOPPEMENT PACIFIQUE DE LA RÉVOLUTION

7. Devant la démocratie russe, devant les Soviets, devant les partis socialiste-révolutionnaire et menchévik, s'ouvre maintenant la possibilité extrêmement rare dans l'histoire des révolutions, d'assurer la convocation de l'Assemblée constituante à la date fixée, sans nouveaux atermoiements ; la possibilité de préserver le pays d'une catastrophe militaire et économique, la possibilité d'assurer le développement pacifique de la révolution.

Si les Soviets prennent maintenant le pouvoir — intégralement et exclusivement — afin de réaliser le programme exposé plus haut, l'appui des neuf dixièmes de la population de Russie, de la classe ouvrière et de l'immense majorité des paysans leur est assuré. Bien plus, le plus grand enthousiasme révolutionnaire de l'armée et de la majorité du peuple, l'enthousiasme sans lequel la victoire sur la famine et la guerre est impossible, — leur est également assuré.

Il ne saurait être question maintenant de résistance d'aucune sorte aux Soviets, si ces derniers n'hésitaient pas eux-mêmes. Aucune classe n'osera se soulever contre les Soviets. Instruits par l'expérience du coup de force Kornilov, les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, mis en présence d'un ultimatum des Soviets, céderont pacifiquement le pouvoir. Il suffira, pour vaincre la résistance des capitalistes au programme des Soviets, de faire surveiller les exploiteurs par les ouvriers et les paysans et de punir les récalcitrants de peines, telles que la confiscation de tous leurs, biens, jointe à un emprisonnement de courte durée.

Les Soviets ayant pris la plénitude du pouvoir, pourraient maintenant encore — et c'est là probablement leur dernière chance — assurer le développement pacifique de la révolution, l'élection pacifique de ses députés par le peuple, la lutte pacifique des partis au sein des Soviets, la mise à l'épreuve, dans la pratique, du programme des différents partis, le passage pacifique du pouvoir d'un parti à un autre.

Si on néglige cette possibilité, le cours du développement de la révolution, depuis le mouvement du 20 avril jusqu'à l'aventure Kornilov, montre que la plus âpre guerre civile est inévitable entre la bourgeoisie et le prolétariat. La catastrophe inéluctable hâtera cette guerre. Comme l'attestent toutes les données et considérations accessibles à l'entendement humain, elle aboutira à la victoire complète de la classe ouvrière soutenue par la paysannerie pauvre, pour la réalisation du programme ci-dessus ; mais elle peut s'avérer très pénible et sanglante, et coûter la vie à des dizaines de milliers de propriétaires fonciers, de capitalistes et d'officiers qui se rangent de leur côté. Le prolétariat ne reculera devant aucun sacrifice pour assurer le salut de la révolution, impossible en dehors du programme exposé. Mais le prolétariat soutiendrait par tous les moyens les Soviets s'ils tentaient leur dernière chance d'assurer le développement pacifique de la révolution.

N. K.

Publié les 9 et 10 octobre (26 et 27 septembre) 1917, dans le Rabotchi Pout, n^{os} 20 et 21.

CONSEILS D'UN ABSENT

J'écris ces lignes le 8 octobre, sans grand espoir qu'elles soient déjà le 9 entre les mains des camarades de Pétrograd. Il est possible qu'elles arrivent trop tard, puisque le congrès des Soviets de la région du Nord est fixé au 10 octobre. J'essaierai cependant de donner mes « conseils d'absent », pour le cas où l'action probable, imminente des ouvriers et des soldats de Pétrograd et des « alentours » n'aurait pas encore eu lieu. Que tout le pouvoir doive passer aux Soviets, cela est évident. Il doit être non moins certain pour tout bolchévik que le pouvoir révolutionnaire prolétarien (ou bolchévik, c'est la même chose aujourd'hui) est assuré de la sympathie la plus grande et de l'appui sans réserve de tous les travailleurs et exploités du monde entier, notamment dans les pays belligérants, et parmi la paysannerie russe en particulier. Ces vérités sont trop universellement connues et depuis trop longtemps démontrées, pour qu'il vaille la peine de s'y arrêter.

Il faut retenir un point qui, probablement pour plus d'un camarade n'est pas tout à fait clair, savoir : le passage du pouvoir aux Soviets signifie aujourd'hui, pratiquement, l'insurrection armée. Chose qui paraît évidente, mais à laquelle tous n'ont pas encore assez réfléchi. Renoncer maintenant à l'insurrection armée, ce serait renoncer au principal mot d'ordre du bolchévisme (tout le pouvoir aux Soviets) et à tout l'internationalisme prolétarien révolutionnaire, en général. Mais l'insurrection armée est une forme *particulière* de la lutte politique : elle est soumise à des lois particulières, qu'il importe de méditer attentivement. Karl Marx a exprimé cette pensée avec un relief saisissant quand il écrit : « *Comme la guerre, l'insurrection armée est un art.* »

Voici quelques règles principales que Marx a données de cet art : 1. *Ne* jamais *jouer* avec l'insurrection et, quand on la commence, être bien pénétré de l'idée qu'il faut *marcher jusqu'au bout* ; 2. Rassembler, à l'endroit décisif, au moment décisif, des *forces de beaucoup supérieures* à celles de l'ennemi, sinon ce dernier, mieux préparé et mieux organisé, anéantira les insurgés ; 3. L'insurrection une fois commencée, il faut agir avec la plus grande *décision et* passer absolument, coûte que coûte, *à l'offensive.* « La défensive est la mort de l'insurrection armée. » ; 4. Il faut s'efforcer de prendre l'ennemi au dépourvu, de saisir le moment où ses troupes sont dispersées ; 5. Il faut remporter *chaque jour* des succès, même peu considérables (on peut dire : à chaque heure, quand il s'agit d'une ville), en gardant à tout prix l'« *avantage moral* ».

Marx a résumé les enseignements de toutes les révolutions sur l'insurrection armée en citant le mot de « Danton, le plus grand maître de la tactique révolutionnaire que l'histoire ait connu : de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace ». Appliqué à la Russie et à octobre 1917, cela veut dire : offensive simultanée, la plus soudaine et la plus rapide possible, sur Pétrograd, venant absolument du dehors et du dedans, des quartiers ouvriers et de Finlande, de Reval et de Cronstadt, offensive de *toute* la flotte, concentration de forces de *beaucoup supérieures* aux 15-20.000 hommes (peut-être davantage) de notre « garde bourgeoise » (élèves-officiers) et de nos « troupes vendéennes » (une partie des cosaques), etc.

Combiner nos *trois* forces principales : la flotte, les ouvriers et les unités de troupes, de façon à occuper à tout prix et à conserver, *quelles que soient les pertes* que cela puisse coûter : *a)* le téléphone ; *b)* le télégraphe ; *c)* les gares ; *d)* les ponts en premier lieu.

Choisir les éléments *les plus résolus* (nos « troupes de choc », la *jeunesse ouvrière ci* les meilleurs matelots) et en former de petits détachements chargés d'occuper les points les plus importants et de *participer* partout, à toutes les opérations décisives, par exemple :

Encercler et isoler Pétrograd, le prendre par une attaque combinée de la flotte, des ouvriers et des troupes, — tâche qui exige *de l'art et une triple audace.*

Former des détachements, composés des meilleurs ouvriers qui, armés de fusils et de grenades, marcheront sur les « centres » de l'ennemi (écoles d'élèves-officiers, télégraphe, téléphone, etc.) et les encercleront, sous le mot d'ordre : *périr jusqu'au dernier, plutôt que de laisser passer l'ennemi.* Espérons que si l'insurrection est décidée, les dirigeants sauront appliquer efficacement les grands préceptes de Danton et de Marx. Le triomphe de la révolution russe et de la révolution mondiale dépend de deux ou trois jours de lutte.

Un Absent.

Ecrit le 21 (8) octobre 1917.
Publié le 7 novembre 1920, dans la Pravda, n° 250.

RÉUNION DU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.R.(b)

23 (10) OCTOBRE 1917

RÉSOLUTION SUR L'INSURRECTION ARMÉE

Le Comité central reconnaît que la situation internationale de la révolution russe (insurrection dans la flotte allemande comme manifestation extrême de la croissance, dans toute l'Europe, de la révolution socialiste mondiale ; menace du monde impérialiste d'étrangler la révolution russe), ainsi que la situation militaire (décision indéniable de la bourgeoisie russe, et de Kérenski et consorts, de livrer Pétrograd aux Allemands), de même que la conquête de la majorité dans les Soviets par le parti du prolétariat, — tout cela joint au soulèvement paysan et au revirement de confiance populaire en faveur de notre Parti (élections de Moscou) ; enfin, la préparation manifeste d'une deuxième aventure Kornilov (retrait des troupes de Pétrograd, transports de cosaques sur cette ville, encerclement de Minsk par les cosaques, etc.), — tous ces faits mettent à l'ordre du jour l'insurrection armée.

Reconnaissant ainsi que l'insurrection armée est inévitable et arrivée à pleine maturité, le Comité central invite toutes les organisations du Parti à s'inspirer de ce fait et à examiner et résoudre de ce point de vue toutes les questions pratiques (congrès de Soviets de la région du Nord, retrait des troupes de Pétrograd, actions de Moscou et de Minsk, etc.).

Ecrite le 10 octobre 1917.
Publiée dans le Projecteur, n° 20, (42), du 31 octobre 1924.

LETTRE AUX MEMBRES DU PARTI BOLCHEVIK

Camarades, je n'ai pas encore pu recevoir les journaux de Pétrograd, du mercredi 18 octobre. Quand on m'a communiqué par téléphone le texte complet de la déclaration que Kaménev et Zinoviev ont publiée dans la *Novaïa Jizit,* journal étranger à notre Parti, j'ai refusé d'y croire. Mais le doute n'étant plus possible, force m'est de profiter d'une occasion pour faire parvenir cette lettre aux membres du Parti dans la soirée du jeudi ou vendredi matin, car garder le silence en présence d'une *trahison* aussi inouïe serait un crime.

Plus la question pratique est grave, plus responsables et marquants sont ceux qui ont perpétré la trahison, et plus celle-ci est dangereuse, plus énergiquement on doit jeter dehors les traîtres, plus il serait impardonnable d'hésiter en raison des « mérites » passés du traître.

Songez un peu ! On sait dans les milieux du Parti que celui-ci étudie depuis septembre le problème de l'insurrection. Or personne n'a entendu parler d'aucune lettre, ni d'aucun autre document émanant de ceux que je viens de nommer ! Et voici qu'à la veille, pourrait-on dire, du congrès des Soviets, deux bolchéviks marquants s'élèvent *contre* la majorité et, c'est évident, *contre le Comité central.* Cela n'est pas dit ouvertement, mais le tort fait à notre cause n'en est que plus grand, car procéder par allusions est encore plus dangereux.

Du texte de la déclaration de Kaménev et Zinoviev, il ressort clairement qu'ils se dressent contre le Comité central, sans quoi leur déclaration n'aurait pas de sens. Mais *quelle* est exactement la décision du Comité central qu'ils contestent ? La déclaration ne le dit pas.

Pourquoi ?

C'est clair : parce que le Comité central n'a pas publié cette décision.

Qu'est-ce à dire ?

Sur une question brûlante, essentielle, à la veille de la journée critique du 20 octobre, deux « bolchéviks marquants » attaquent une décision *non* publiée du centre dirigeant du Parti. Ils l'attaquent dans la presse *étrangère* au Parti, et justement dans un journal qui, sur cette question, marche *aux côtés de la bourgeoisie contre le parti ouvrier !*

Mais n'est-ce pas mille fois plus lâche, *un million de fois plus néfaste* que toutes les déclarations de Plékhanov, par exemple, dans la presse étrangère au Parti, en 1906-1907, déclarations que le Parti condamna si violemment ! Car il ne s'agissait alors que d'élections, tandis qu'il s'agit aujourd'hui de l'insurrection pour la conquête du pouvoir !

Et c'est sur une pareille question, *après* décision prise par le centre dirigeant du Parti, que l'on vient contester cette décision non *publiée,* devant les Rodzianko et les Kérenski, dans un journal étranger au Parti ! Peut-on s'imaginer action plus perfide, plus traître ?

Je regarderais comme une honte pour moi si, à cause de mes anciennes relations étroites avec ces ex-camarades, j'hésitais à les condamner. Je déclare net que je ne les considère plus, ni l'un ni l'autre, comme des camarades et que je lutterai de toutes mes forces devant le Comité central et devant le congrès pour que tous deux soient exclus du Parti.

Car un parti ouvrier que la vie met de plus en plus souvent face à face avec l'insurrection n'est pas en mesure de s'acquitter de cette tâche difficile, si les décisions non publiées de son centre dirigeant sont, après leur adoption, contestées dans la presse étrangère au Parti, et si l'on sème ainsi le trouble et l'hésitation parmi les combattants.

Que messieurs Zinoviev et Kaménev fondent leur propre parti avec les dizaines de désemparés ou de candidats à l'Assemblée constituante. Les ouvriers n'iront pas dans *ce* parti, car son premier mot d'ordre sera :

« Les membres du Comité central battus a la réunion de ce dernier sur la question du combat décisif, sont autorisés à recourir à la presse étrangère au Parti pour attaquer les décisions non publiées du Parti. »

Qu'ils se bâtissent *sur ce modèle* leur propre parti : notre Parti ouvrier bolchévik ne fera qu'y gagner.

Quand tous les documents seront publiés, la trahison de Zinoviev et de Kaménev apparaîtra beaucoup plus nettement encore. En attendant, les ouvriers doivent se poser cette question :

« Admettons que la direction des syndicats de Russie ait décidé, après un mois de discussions, à une majorité de plus de 80 %, qu'il faut préparer la grève sans publier pour le moment ni la date ni rien d'autre. Admettons que deux membres invoquant faussement, *après* décision, leur « avis personnel » ne se soient pas bornés à écrire aux groupes locaux, pour demander la révision de cette décision, mais aient communiqué leurs lettres à des journaux *étrangers* au Parti. Admettons enfin qu'ils aient attaqué eux-mêmes, dans la presse étrangère au Parti, la décision prise, bien qu'elle n'eût pas encore été publiée, et qu'ils se soient mis à vilipender la grève devant les capitalistes.

La question se pose : est-ce que les ouvriers hésiteront à exclure de leurs rangs de semblables traîtres ? »

Quant à la question de savoir où en est l'insurrection aujourd'hui, si près du 20 octobre, je ne puis juger à distance du tort qu'a pu faire l'action des traîtres dans la presse étrangère au Parti. Il est certain que le préjudice *pratique* est très grand. Pour le réparer, il faut avant tout rétablir l'unité du front bolchévik par l'exclusion des traîtres.

La faiblesse des arguments idéologiques produits contre l'insurrection sera d'autant plus évidente que nous les étalerons au grand jour. J'ai envoyé, ces jours-ci, un article sur ce sujet au *Rabotchi pout*[24], et si la rédaction ne juge pas possible de le publier, les membres du Parti en liront probablement le manuscrit.

Ces arguments « idéologiques », passez-moi le mot, se réduisent à deux. Premièrement, à « attendre » l'Assemblée constituante. Attendons, peut-être tiendrons-nous jusque-là, — voilà tout l'argument. Peut-être tiendrons-nous malgré la famine, la ruine économique, bien que la patience des soldats soit à bout, malgré les agissements de Rodzianko pour livrer Pétrograd aux Allemands, malgré les lock-outs.

Peut-être, espérons-le, voilà tout l'argument.

Deuxièmement, un pessimisme criard. Chez la bourgeoisie et chez Kérenski, tout est pour le mieux ; chez nous tout va mal. Chez les capitalistes tout est merveilleusement préparé, chez les ouvriers tout va mal. Les « pessimistes » quant au côté militaire de la question clament à plein gosier, tandis que les « optimistes » se taisent ; car il ne s'en trouvera guère, sauf les traîtres, pour avoir du plaisir à révéler quoi que ce soit devant Rodzianko et Kérenski.

Temps difficiles. Lourde tâche. Grave trahison.

Et pourtant le problème sera résolu, les ouvriers se serreront les coudes, le soulèvement paysan et l'extrême impatience des soldats sur le front feront leur œuvre ! Serrons les rangs, le prolétariat doit vaincre !

N. Lénine.
Ecrite le 31 (18) octobre 1917.
Publiée le 1er novembre 1927, dans la Pravda, n° 250.

LETTRE AUX MEMBRES DU COMITÉ CENTRAL

Camarades,

J'écris ces lignes dans la soirée du 24, la situation étant on ne peut plus critique. Il est clair comme le jour qu'en cette minute, véritablement, tout retard dans l'insurrection équivaut à la mort.

Je vous conjure de croire que maintenant tout ne tient qu'à un cheveu ; que les questions figurant à l'ordre du jour ne se décident ni par des conférences ni par des congrès (fussent-ils des congrès des Soviets), mais uniquement par les peuples, par la masse, par la lutte des masses armées.

L'assaut de la bourgeoisie korniloviste, le retrait de Verkhovski[25] montrent qu'on ne peut plus attendre. Il faut à tout prix, ce soir, cette nuit, arrêter le gouvernement après avoir désarmé les élèves-officiers (et les avoir vaincus s'ils résistent), etc.

Il est impossible d'attendre !! Nous pouvons tout perdre !!

Prendre le pouvoir tout de suite c'est défendre le *peuple* (non pas le congrès, mais le peuple, l'armée et les paysans en premier lieu) contre le gouvernement korniloviste qui a chassé Verkhovski et monté un second complot Kornilov.

Qui doit prendre le pouvoir ?

Cela n'a pas d'importance en ce moment : que le Comité révolutionnaire militaire le prenne, « ou toute autre institution » qui déclarera ne vouloir transmettre le pouvoir qu'aux représentants véritables des intérêts du peuple, des intérêts de l'armée (proposition immédiate de paix), des intérêts des paysans (la terre doit être prise tout de suite, la propriété privée abolie), des intérêts des affamés.

Il faut que tous les quartiers, tous les régiments, toutes les forces se mobilisent aussitôt et envoient des délégations au Comité révolutionnaire militaire, au Comité central bolchévik, pour exiger impérieusement que le pouvoir ne soit en aucun cas, en aucune façon, laissé à Kérenski et compagnie jusqu'au 25 ; cette affaire doit absolument être décidée ce soir ou cette nuit.

L'histoire ne pardonnerait pas le retard aux révolutionnaires qui peuvent vaincre aujourd'hui (et vaincront aujourd'hui à coup sûr), mais qui risqueraient de perdre beaucoup demain, risqueraient de tout perdre.

En prenant le pouvoir aujourd'hui, nous ne le prenons pas contre les Soviets, mais pour eux.

La prise du pouvoir est l'œuvre de l'insurrection ; son objet politique se précisera après.

Ce serait tout perdre pour une formalité que d'attendre le vote indécis du 25 octobre. Le peuple a le droit et le devoir de trancher ces questions, non par des suffrages mais par la force ; le peuple a le droit et le devoir, dans les moments critiques de la révolution, de guider ses représentants, même les meilleurs, au lieu de les attendre.

L'histoire de toutes les révolutions l'a prouvé. Et les révolutionnaires commettraient le plus grand crime, s'ils laissaient échapper le moment, sachant que d'eux dépendent le *salut de la révolution,* la proposition de paix, le salut de Pétrograd, le salut en présence de la famine, la remise de la terre aux paysans.

Le gouvernement hésite. Il faut l'*achever* à tout prix !

Tout retard dans l'action équivaut à la mort.

Ecrite le 6 novembre (24 octobre) 1917.
Publiée en 1925.

L'ÉTAT ET LA RÉVOLUTION

LA DOCTRINE MARXISTE DE L'ETAT ET LES TÂCHES DU PROLÉTARIAT DANS LA RÉVOLUTION

PRÉFACE À LA PREMIÈRE ÉDITION

La question de l'Etat revêt de nos jours une importance particulière au point de vue théorique comme au point de vue politique pratique. La guerre impérialiste a considérablement accéléré et accentué le processus de transformation du capitalisme monopoliste en capitalisme monopoliste d'Etat. La monstrueuse oppression des masses laborieuses par l'Etat, qui se confond toujours plus étroitement avec les groupements capitalistes tout-puissants, s'affirme de plus en plus. Les pays avancés se transforment — nous parlons de leur « arrière » — en bagnes militaires pour les ouvriers.

Les horreurs et les calamités sans nom de la guerre qui se prolonge rendent la situation des masses intolérable et accroissent leur indignation. La révolution prolétarienne internationale mûrit manifestement. La question de son attitude envers l'Etat acquiert une importance pratique.

Accumulés pendant des dizaines d'années d'évolution relativement pacifique, les éléments d'opportunisme ont créé un courant de social-chauvinisme qui domine dans les partis socialistes officiels du monde entier. Ce courant (Plékhanov, Potressov, Brechkovskaïa, Roubanovitch, puis, sous une forme à peine voilée, les sieurs Tsérétéli, Tchernov et consorts en Russie ; Scheidemann, Legien, David et autres en Allemagne ; Renaudel, Guesde, Vandervelde en France et en Belgique ; Hyndman et les fabiens en Angleterre, etc., etc.), ce courant, socialiste en paroles et chauvin en fait, se caractérise par une lâche et servile adaptation des « chefs du socialisme » aux intérêts non seulement de « leur » bourgeoisie nationale, mais plus précisément de « leur » Etat, car la plupart de ce qu'on appelle les grandes puissances exploitent et asservissent depuis longtemps nombre de peuples petits et faibles. La guerre impérialiste est précisément une guerre pour le partage et la redistribution de ce genre de butin. La lutte pour soustraire les masses laborieuses à l'influence de la bourgeoisie en général, et de la bourgeoisie impérialiste en particulier, est impossible sans une lutte contre les préjugés opportunistes à l'égard de l'« Etat ».

Nous examinerons d'abord la doctrine de Marx et d'Engels sur l'Etat, et nous nous arrêterons plus particulièrement aux aspects de cette doctrine qui ont été oubliés, ou que l'opportunisme a déformés. Nous étudierons ensuite, spécialement, le principal fauteur de ces déformations, Karl Kautsky, le chef le plus connu de la II^{e} Internationale (1889-1914), qui a fait si lamentablement faillite pendant la guerre actuelle. Enfin, nous tirerons les principaux enseignements de l'expérience des révolutions russes de 1905 et surtout de 1917. A l'heure présente (début d'août 1917) cette dernière touche visiblement au terme de la première phase de son développement ; mais, d'une façon générale, toute cette révolution ne peut être comprise que si on la considère comme un des maillons de la chaîne des révolutions prolétariennes socialistes provoquées par la guerre impérialiste. Ainsi, la question de l'attitude de la révolution socialiste du prolétariat envers l'Etat n'acquiert pas seulement une importance politique pratique ; elle revêt un caractère d'actualité brûlante, car il s'agit d'éclairer les masses sur ce qu'elles auront à faire, pour se libérer du joug du Capital, dans un très proche avenir.

Août 1917.
L'auteur

PRÉFACE À LA DEUXIÈME ÉDITION

Cette deuxième édition est presque entièrement conforme à la première. On a simplement ajouté le paragraphe 3 au chapitre II.

Moscou.
17 décembre 1918.
L'auteur

Chapitre I

LA SOCIÉTÉ DE CLASSES ET L'ETAT

1. L'ETAT, PRODUIT DE CONTRADICTIONS DE CLASSES INCONCILIABLES

Il arrive aujourd'hui à la doctrine de Marx ce qui est arrivé plus d'une fois dans l'histoire aux doctrines des penseurs révolutionnaires et des chefs des classes opprimées en lutte pour leur affranchissement. Du vivant des grands révolutionnaires, les classes d'oppresseurs les récompensent par d'incessantes persécutions ; elles accueillent leur doctrine par la fureur la plus sauvage, par la haine la plus farouche, par les campagnes les plus forcenées de mensonges et de calomnies. Après leur mort, on essaie d'en faire des icônes ; inoffensives, de les canoniser pour ainsi dire, d'entourer leur *nom* d'une certaine auréole afin de « consoler » les classes opprimées ; et de les mystifier ; ce faisant, on vide leur doctrine révolutionnaire de son *contenu,* on l'avilit et on en émousse le tranchant révolutionnaire. C'est sur cette façon d'« accommoder » le marxisme que se rejoignent aujourd'hui la bourgeoisie et les opportunistes du mouvement ouvrier. On oublie, on refoule, on altère le côté révolutionnaire de la doctrine, son âme révolutionnaire. On met au premier plan, on exalte ce qui est ou paraît être acceptable pour la bourgeoisie. Tous les social-chauvins sont aujourd'hui «marxistes» — ne riez pas ! Et les savants bourgeois allemands, hier encore spécialisés dans l'extermination du marxisme, parlent de plus en plus souvent d'un Marx « national-allemand », qui aurait éduqué ces associations ouvrières si admirablement organisées pour la conduite d'une guerre de rapine !

Devant cette situation, devant cette diffusion inouïe des déformations du marxisme, notre tâche est tout d'abord de *rétablir* la doctrine de Marx sur l'Etat. Pour cela, il est nécessaire d'emprunter toute une série de longues citations aux œuvres mêmes de Marx et d'Engels. Sans doute ces longues citations alourdiront-elles l'exposé et ne contribueront-elles nullement à le rendre plus populaire. Mais il est absolument impossible de s'en dispenser. Tous les passages ou, du moins, tous les passages décisifs des œuvres de Marx et d'Engels sur l'Etat doivent absolument être reproduits aussi complètement que possible afin que le lecteur puisse lui-même se représenter l'ensemble des conceptions des fondateurs du socialisme scientifique et le développement de ces conceptions, et aussi pour que leur déformation par le « kautskisme » aujourd'hui prédominant soit démontrée, documents à l'appui, et mise en évidence.

Commençons par l'ouvrage le plus répandu de Fr. Engels : *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat,* dont une sixième édition parut à Stuttgart dès 1894. Il nous faudra traduire les citations d'après les originaux allemands, parce que les traductions russes, bien que très nombreuses, sont la plupart du temps ou incomplètes ou très défectueuses.

> « L'Etat, dit Engels en tirant les conclusions de son analyse historique, n'est donc pas un pouvoir imposé du dehors à la société ; il n'est pas davantage « la réalité de l'idée morale », « l'image et la réalité de la raison », comme le prétend Hegel. Il est bien plutôt un produit de la société à un stade déterminé de son développement ; il est l'aveu que cette société s'empêtre dans une insoluble contradiction avec elle-même, s'étant scindée en oppositions inconciliables qu'elle est impuissante à conjurer. Mais pour que les antagonistes, les classes aux intérêts économiques opposés, ne se consument pas, elles et la société, en une lutte stérile, le besoin s'impose d'un pouvoir qui, placé en apparence au-dessus de la société, doit estomper le conflit, le maintenir dans les limites de l'« ordre » ; et ce pouvoir, né de la société, mais qui se place au-dessus d'elle et lui devient de plus en plus étranger, c'est l'Etat » (pp. 177-178 de la sixième édition allemande).

Ici se trouve exprimée en toute clarté l'idée fondamentale du marxisme sur le rôle historique et la signification de l'Etat. L'Etat est le produit et la manifestation de ce fait que les contradictions de classes sont *inconciliables.* L'Etat surgit là, au moment et dans la mesure où, objectivement, les contradictions de classes *ne peuvent* être conciliées. Et inversement : l'existence de l'Etat prouve que les contradictions de classes sont inconciliables.

C'est précisément sur ce point essentiel et capital que commence la déformation du marxisme, déformation qui suit deux lignes principales.

D'une part, les idéologues bourgeois et surtout petits-bourgeois, obligés sous la pression de faits historiques incontestables de reconnaître que l'Etat n'existe que là où existent les contradictions de classes et la lutte des classes, « corrigent » Marx de telle sorte que l'Etat apparaît comme un organe de *conciliation* des classes. Selon Marx, l'Etat ne pourrait ni surgir, ni se maintenir, si la conciliation des classes était possible. Selon les professeurs et publicistes petits-bourgeois et philistins — qui se réfèrent abondamment et complaisamment à

Marx ! — l'Etat a précisément pour rôle de concilier les classes. Selon Marx, l'Etat est un organisme de *domination* de classe, un organisme *d'oppression* d'une classe par une autre ; c'est la création d'un « ordre » qui légalise et affermit cette oppression en modérant le conflit des classes. Selon l'opinion des politiciens petits-bourgeois, l'ordre est précisément la conciliation des classes, et non l'oppression d'une classe par une autre ; modérer le conflit, c'est concilier, et non retirer certains moyens et procédés de combat aux classes opprimées en lutte pour le renversement des oppresseurs.

Ainsi, dans la révolution de 1917, quand le problème de la signification et du rôle de l'Etat se posa dans toute son ampleur, pratiquement, comme un problème d'action immédiate et, qui plus est, d'action de masse, socialistes-révolutionnaires et menchéviks versèrent tous, d'emblée et sans réserve, dans la théorie petite-bourgeoise de la « conciliation » des classes par l'« Etat ». D'innombrables résolutions et articles d'hommes politiques de ces deux partis sont tout imprégnés de cette théorie petite-bourgeoise et philistine de la « conciliation ». Que l'Etat soit l'organisme de domination d'une classe déterminée, qui *ne peut pas* être conciliée avec son antipode (avec la classe qui lui est opposée), c'est ce que la démocratie petite-bourgeoise ne peut jamais comprendre. L'attitude que nos socialistes-révolutionnaires et nos menchéviks observent envers l'Etat est une des preuves les plus évidentes qu'ils ne sont pas du tout des socialistes (ce que nous, bolcheviks, avons toujours démontré), mais des démocrates petits-bourgeois à phraséologie pseudo-socialiste.

D'autre part, il y a la déformation « kautskiste » du marxisme, qui est beaucoup plus subtile. « Théoriquement », on ne conteste ni que l'Etat soit un organisme de domination de classe, ni que les contradictions de classes soient inconciliables. Mais on perd de vue ou l'on estompe le fait suivant : si l'Etat est né du fait que les contradictions de classes sont inconciliables, s'il est un pouvoir placé *au-dessus* de la société et qui « lui devient *de plus en plus étranger* », il est clair que l'affranchissement de la classe opprimée est impossible non seulement sans une révolution violente, *mais aussi sans la suppression de* l'appareil du pouvoir d'Etat qui a été créé par la classe dominante et dans lequel est matérialisé ce caractère « étranger ». Cette conclusion, théoriquement claire par elle-même, Marx l'a tirée avec une parfaite précision, comme nous le verrons plus loin, de l'analyse historique concrète des tâches de la révolution. Et c'est précisément cette conclusion que Kautsky — nous le montrerons en détail dans la suite de notre exposé — a... « oubliée » et dénaturée.

2. DÉTACHEMENTS SPÉCIAUX D'HOMMES ARMÉS, PRISONS, ETC.

> ... « Par rapport à l'ancienne organisation gentilice, — poursuit Engels, l'Etat se caractérise en premier lieu par la répartition de ses ressortissants *d'après le territoire*... »
>
> Cette répartition nous paraît « naturelle », mais elle a nécessité une lutte de longue haleine contre l'ancienne organisation par tribus ou par clans.
>
> «... En second lieu vient l'institution d'une *force publique* qui ne coïncide plus directement avec la population s'organisant elle-même en force armée. Cette force publique particulière est nécessaire, parce qu'une organisation armée autonome de la population est devenue impossible depuis la scission en classes... Cette force publique existe dans chaque Etat ; elle ne se compose pas seulement d'hommes armés, mais aussi d'annexés matérielles, de prisons et d'établissements pénitentiaires de toutes sortes, qu'ignorait la société gentilice... »

Engels développe la notion de cette « force » qui s'appelle l'Etat, force issue de la société, mais se plaçant au-dessus d'elle et lui devenant de plus en plus étrangère. Cette force, en quoi consiste-t-elle principalement ? En des détachements spéciaux d'hommes armés, disposant de prisons, etc.

Nous avons le droit de parler de détachements spéciaux d'hommes armés, parce que la force publique propre à tout Etat « ne coïncide plus directement » avec la population armée, avec l'« organisation armée autonome de la population ».

Comme tous les grands penseurs révolutionnaires, Engels a soin d'attirer l'attention des ouvriers conscients précisément sur ce qui apparaît au philistinisme dominant, comme la chose la moins digne de retenir l'attention, la plus coutumière et consacrée par des préjugés non seulement tenaces, mais, pourrait-on dire, pétrifiés. L'armée permanente et la police sont les principaux instruments de la force du pouvoir d'Etat ; mais comment pourrait-il en être autrement ?

Pour l'immense majorité des Européens de la fin du XIX[e] siècle, auxquels s'adressait Engels et qui n'avaient ni vécu ni observé de près une seule grande révolution, il ne pouvait en être autrement. Ils ne comprenaient pas du tout ce qu'est l'« organisation armée autonome de la population ». A la question de savoir pourquoi est apparue la nécessité de détachements spéciaux d'hommes armés (police, armée permanente), placés au-dessus de la société et lui devenant étrangers, les philistins des pays d'Europe occidentale et de Russie sont enclins à répondre par deux-trois phrases empruntées à Spenser ou à Mikhaïlovski[26], en rappelant la complication croissante de la vie sociale, la différenciation des fonctions, etc...

Ce rappel a une apparence « scientifique » ; il endort admirablement le vulgaire en estompant le principal, l'essentiel : la division de la société en classes irrémédiablement hostiles. Sans cette division, l'« organisation armée autonome de la population » se distinguerait par sa complexité, le niveau élevé de sa technique, etc., de l'organisation primitive d'une troupe de singes s'armant de bâtons, ou de celle d'hommes primitifs ou associés en clans, mais elle serait possible.

Elle est impossible parce que la société civilisée est scindée en classes hostiles et, qui plus est, irrémédiablement hostiles, dont l'armement « autonome » entraînerait une lutte armée entre elles. L'Etat se forme ; il se crée une force spéciale, des détachements spéciaux d'hommes armés, et chaque révolution, en détruisant l'appareil d'Etat, donne un exemple de lutte de classes à l'état pur, nous montre de la façon la plus évidente comment la classe dominante s'efforce de reconstituer les détachements spéciaux d'hommes armés qui *la* servaient, et comment la classe opprimée s'efforce de créer une nouvelle organisation de ce genre, capable de servir non les exploiteurs, mais les exploités.

Dans le passage cité, Engels pose théoriquement le problème que toute grande révolution nous pose pratiquement, concrètement et à l'échelle d'une action de masse, à savoir : le problème des rapports entre les détachements « spéciaux » d'hommes armées et l'« organisation armée autonome de la population ». Nous verrons comment ce problème est illustré concrètement par l'expérience des révolutions européennes et russes.

Mais revenons à l'exposé d'Engels.

Il montre que parfois, dans certaines régions de l'Amérique du Nord, par exemple, cette force publique est faible (il s'agit — exception bien rare dans la société capitaliste — de ces régions de l'Amérique du Nord où, dans la période pré-impérialiste, prédominait le colon libre), mais que, d'une façon générale, elle se renforce :

> « Elle se renforce à mesure que les contradictions de classes s'accentuent à l'intérieur de l'Etat et que les Etats limitrophes deviennent plus grands et plus peuplés ; considérons plutôt notre Europe actuelle, où la lutte des classes et la rivalité de conquêtes ont fait croître à tel point la force publique qu'elle menace de dévorer la société tout entière, et même l'Etat. »

Ces lignes furent écrites, au plus tard, au début des années 90. La dernière préface d'Engels est datée du 16 juin 1891. A cette époque, le tournant opéré vers l'impérialisme — domination absolue des trusts, toute-puissance des grosses banques, grande politique coloniale, etc., — ne faisait que s'amorcer en France ; il s'annonçait à peine en Amérique du Nord et en Allemagne. Depuis, la « rivalité de conquêtes » a fait un pas de géant, d'autant plus que peu après 1910 le globe s'est trouvé définitivement partagé entre ces « conquérants rivaux », c'est-à-dire entre les grandes puissances spoliatrices. Les armements militaires et navals se sont depuis lors démesurément accrus, et pendant la guerre de rapine de 1914-1917 pour la domination de l'Angleterre ou de l'Allemagne sur le monde, pour le partage du butin, un pouvoir d'Etat rapace a « dévoré » toutes les forces de la société à un tel point qu'on se trouve au seuil d'une catastrophe totale.

Engels a su montrer dès 1891 que la « rivalité de conquêtes » était un des principaux traits distinctifs de la politique extérieure des grandes puissances, tandis qu'en 1914-1917, à un moment où cette même rivalité, énormément aggravée, a engendré la guerre impérialiste, les gredins du social-chauvinisme camouflent la défense des intérêts spoliateurs de « leur » bourgeoisie par des phrases sur la « défense de la patrie », « la défense de la république et de la révolution », etc. !

3. L'ETAT, INSTRUMENT D'EXPLOITATION DE LA CLASSE OPPRIMÉE

Pour entretenir une force publique spéciale, placée au-dessus de la société, il faut des impôts et une dette publique.

> « Disposant de la force publique et du droit de faire rentrer les impôts, écrit Engels, les fonctionnaires, comme organes de la société, sont placés *au-dessus* de la société. La libre estime qu'on témoignait de plein gré aux organes de l'organisation gentilice ne leur suffit point, même en supposant qu'ils pourraient en jouir... Il faut assurer leur autorité par des lois d'exception, grâce auxquelles ils jouissent d'une sainteté et d'une inviolabilité particulières. Le plus vil policier... a plus d'« autorité » que tous les organismes réunis de la société gentilice ; mais le plus grand chef militaire de la civilisation peut envier au moindre chef gentilice l'estime spontanée et incontestée dont il jouissait... »

Le problème de la situation privilégiée des fonctionnaires en tant qu'organes du pouvoir d'Etat, se trouve ainsi posé. L'essentiel est de savoir ce qui les place *au-dessus* de la société. Nous verrons comment cette question de théorie fut résolue dans la pratique par la Commune de Paris en 1871, et estompée dans un esprit réactionnaire par Kautsky en 1912.

> «... Comme l'Etat est né du besoin de refréner des oppositions de classes, mais comme il est né, en même temps, au milieu du conflit de ces classes, il est, en règle générale, l'Etat de la classe la plus puissante, de celle qui domine au point de vue économique et qui, grâce à lui, devient aussi classe politiquement dominante et acquiert ainsi de nouveaux moyens pour mater et exploiter la classe opprimée... » Non seulement l'Etat antique et l'Etat féodal furent les organes de l'exploitation des esclaves et des serfs, mais « l'Etat représentatif moderne est l'instrument de l'exploitation du travail salarié par le capital. Exceptionnellement, il se présente pourtant des périodes où les classes en lutte sont si près de s'équilibrer que le pouvoir de l'Etat, comme pseudo-médiateur, garde pour un temps une certaine indépendance vis-à-vis de l'une et de l'autre »... Telle la monarchie absolue des XVII^{e} et XVIII^{e} siècles, tel le bonapartisme du Premier et du Second Empire en France, tel Bismarck en Allemagne.

Tel, ajouterons-nous, le gouvernement Kérenski dans la Russie républicaine, après qu'il a commencé à persécuter le prolétariat révolutionnaire, à un moment où les Soviets, du fait qu'ils sont dirigés par des démocrates petits-bourgeois, sont *déjà* impuissants, tandis que la bourgeoisie n'est *pas encore* assez forte pour les dissoudre purement et simplement.

> Dans la république démocratique, - poursuit Engels, - « la richesse exerce son pouvoir d'une façon indirecte, mais d'autant plus sûre », à savoir : premièrement, par la « corruption directe des fonctionnaires » (Amérique) ; deuxièmement, par l'« alliance du gouvernement et de la Bourse » (France et Amérique).

Aujourd'hui, dans les républiques démocratiques quelles qu'elles soient, l'impérialisme et la domination des banques ont « développé », jusqu'à en faire un art peu commun, ces deux moyens de défendre et de mettre en œuvre la toute-puissance de la richesse. Si, par exemple, dès les premiers mois de la république démocratique de Russie, pendant la lune de miel, pourrait-on dire, du mariage des « socialistes » — socialistes-révolutionnaires et menchéviks — avec la bourgeoisie au sein du gouvernement de coalition, M. Paltchinski a saboté toutes les mesures visant à juguler les capitalistes et à refréner leurs exactions, leur mise au pillage du Trésor par le biais des fournitures militaires ; et si ensuite M. Paltchinski, sorti du ministère (et remplacé naturellement par un autre Paltchinski, tout pareil), est « gratifié » par les capitalistes d'une sinécure comportant un traitement de 120 000 roubles par an, qu'est-ce donc que cela ? De la corruption directe ou indirecte ? Une alliance du gouvernement avec les syndicats capitalistes, ou « seulement » des relations amicales ? Quel rôle jouent les Tchernov et les Tsérétéli, les Avksentiev et les Skobélev ? Sont-ils les alliés « directs » ou seulement indirects des millionnaires dilapidateurs des deniers publics ?

La toute-puissance de la « richesse » est *plus sûre* en république démocratique, parce qu'elle ne dépend pas d'insuffisance du mécanisme politique, des défauts de l'enveloppe politique du capitalisme. La république démocratique est la meilleure forme politique possible du capitalisme ; aussi bien le Capital, après s'en être emparé (par l'entremise des Paltchinski, Tchernov, Tsérétéli et C^{ie}), assoit son pouvoir si solidement, si sûrement, que celui-ci ne peut être ébranlé par *aucun* changement de personnes, d'institutions ou de partis dans la république démocratique bourgeoise.

Il faut noter encore qu'Engels est tout à fait catégorique lorsqu'il qualifie le suffrage universel d'instrument de domination de la bourgeoisie. Le suffrage universel, dit-il, tenant manifestement compte de la longue expérience de la social-démocratie allemande, est

> «...l'indice qui permet de mesurer la maturité de la classe ouvrière. Il ne peut être rien de plus, il ne sera jamais rien de plus dans l'Etat actuel ».

Les démocrates petits-bourgeois tels que nos socialistes-révolutionnaires et nos menchéviks, de même que leurs frères jumeaux, tous les social-chauvins et opportunistes de l'Europe occidentale, attendent précisément quelque chose « de plus » du suffrage universel. Ils partagent eux-mêmes et inculquent au peuple cette idée fausse que le suffrage universel, « dans l'Etat *actuel* », est capable de traduire réellement la volonté de la majorité des travailleurs et d'en assurer l'accomplissement.

Nous ne pouvons ici que relever cette idée fausse, en indiquant simplement que la déclaration absolument claire, précise et concrète d'Engels est altérée à chaque instant dans la propagande et l'agitation des partis socialistes « officiels » (c'est-à-dire opportunistes). La suite de notre exposé de vues de Marx et d'Engels sur l'Etat « *actuel* » explique en détail toute la fausseté de la conception que réfute ici Engels.

Voici en quels termes celui-ci donne, dans son ouvrage le plus populaire, le résumé d'ensemble de ses conceptions :

> « L'Etat n'existe donc pas de toute éternité. Il y a eu des sociétés qui se sont tirées d'affaire sans lui, qui n'avaient aucune idée de l'Etat et du pouvoir d'Etat. A un certain stade du développement économique, qui était nécessairement lié à la division de la société en classes, cette division fit de l'Etat une nécessité. Nous nous rapprochons maintenant à pas rapides d'un stade de développement de la production dans lequel l'existence de ces classes a non seulement cessé d'être une nécessité, mais devient un obstacle positif à la production. Ces classes tomberont aussi inévitablement qu'elles ont surgi autrefois. L'Etat tombe inévitablement avec elles. La société, qui réorganisera la production sur la base d'une association libre et égalitaire des producteurs, reléguera toute la machine de l'Etat là où sera dorénavant sa place : au musée des antiquités, à côté du rouet et de la hache de bronze. »

On ne rencontre pas souvent cette citation dans la littérature de propagande et d'agitation de la social-démocratie contemporaine. Mais, même lorsqu'elle se rencontre, on la reproduit le plus souvent comme si l'on voulait s'incliner devant une icône, c'est-à-dire rendre officiellement hommage à Engels, sans le moindre effort de réflexion sur l'étendue et la profondeur de la révolution qu'implique cette « relégation de toute la machine de l'Etat au musée des antiquités ». La plupart du temps, il ne semble même pas que l'on comprenne ce qu'Engels veut dire par machine de l'Etat.

4. «EXTINCTION» DE L'ETAT ET RÉVOLUTION VIOLENTE

Les formules d'Engels sur l'« extinction » de l'Etat jouissent d'une si large notoriété, elles sont si fréquemment citées, elles mettent si bien en relief ce qui fait le fond même de la falsification habituelle du marxisme accommodé à la sauce opportuniste qu'il est nécessaire de s'y arrêter plus longuement. Citons en entier le passage d'où elles sont tirées :

> « Le prolétariat s'empare du pouvoir d'Etat et transforme les moyens de production d'abord en propriété d'Etat. Mais par là, il se supprime lui-même en tant que prolétariat, il supprime toutes les différences de classe et oppositions de classes et également l'Etat en tant qu'Etat. La société antérieure, évoluant dans des oppositions de classes, avait besoin de l'Etat, c'est-à-dire, dans chaque cas, d'une organisation de la classe exploiteuse pour maintenir ses conditions de production extérieures, donc surtout pour maintenir par la force la classe exploitée dans les conditions d'oppression données par le mode de production existant (esclavage, servage, salariat). L'Etat était le représentant officiel de toute la société, sa synthèse en un corps visible, mais cela, il ne l'était que dans la mesure où il était l'Etat de la classe qui, pour son temps, représentait elle-même toute la société : dans l'antiquité, l'Etat des citoyens propriétaires d'esclaves ; au moyen âge, de la noblesse féodale ; à notre époque, de la bourgeoisie. Quand il finit par devenir effectivement le représentant de toute la société, il se rend lui-même superflu. Dès qu'il n'y a plus de classe sociale à tenir dans l'oppression ; dès que, avec la domination de classe et la lutte pour l'existence individuelle motivée par l'anarchie antérieure de la production, sont éliminés également les collisions et les excès qui en résultent, il n'y a plus rien à réprimer qui rende nécessaire un pouvoir de répression, un Etat. Le premier acte dans lequel l'Etat apparaît réellement comme représentant de toute la société, - la prise de possession des moyens de production au nom de la société, — est en même temps son dernier acte propre en tant qu'Etat. L'intervention d'un pouvoir d'Etat dans les rapports sociaux devient superflue dans un domaine après l'autre, et entre alors naturellement en sommeil. Le gouvernement des personnes fait place à l'administration des choses, à la direction des opérations de production. L'Etat n'est pas « aboli », *il s'éteint.* Voilà qui permet de juger la phrase creuse sur l'« Etat populaire libre », tant du point de vue de sa justification temporaire comme moyen d'agitation que du point de vue de son insuffisance définitive comme idée scientifique ; de juger également la revendication de ceux qu'on appelle les anarchistes, d'après laquelle l'Etat doit être aboli du jour au lendemain : *(Anti-Dühring, « Monsieur E. Dühring bouleverse la science* », pp. 301-303 de la 3e éd. allemande).

On peut dire, sans crainte de se tromper, que ce raisonnement d'Engels, si remarquable par sa richesse de pensée, n'a laissé, dans les partis socialistes d'aujourd'hui, d'autre trace de pensée socialiste que la notion d'après laquelle l'Etat « s'éteint », selon Marx, contrairement à la doctrine anarchiste de l'« abolition » de l'Etat. Tronquer ainsi le marxisme, c'est le réduire à l'opportunisme ; car, après une telle « interprétation », il ne reste que la vague idée d'un changement lent, égal, graduel, sans bonds ni tempêtes, sans révolution. L'« extinction » de l'Etat, dans la conception courante, généralement répandue dans les masses, c'est sans aucun doute la mise en veilleuse, sinon la négation, de la révolution.

Or, pareille « interprétation » n'est qu'une déformation des plus grossières du marxisme, avantageuse pour la seule bourgeoisie et théoriquement fondée sur l'oubli des circonstances et des considérations essentielles indiquées, par exemple, dans les « conclusions » d'Engels que nous avons reproduites *in extenso.*

Premièrement. Au début de son raisonnement, Engels dit qu'en prenant possession du pouvoir d'Etat, le prolétariat « supprime par là l'Etat en tant qu'Etat ». On « n'a pas coutume » de réfléchir à ce que cela signifie. D'ordinaire, ou bien l'on en méconnaît complètement le sens, ou bien l'on y voit, de la part d'Engels, quelque chose comme une « faiblesse hégélienne ». En réalité, ces mots expriment en raccourci l'expérience d'une des plus grandes révolutions prolétariennes, l'expérience de la Commune de Paris de 1871, dont nous parlerons plus longuement en son lieu.

Engels parle ici de la « suppression », par la révolution prolétarienne, de l'Etat *de la bourgeoisie,* tandis que ce qu'il dit de l'« extinction » se rapporte à ce qui subsiste de l'Etat *prolétarien, après* la révolution socialiste. L'Etat bourgeois, selon Engels, ne « s'éteint » pas ; il est *«supprimé»* par le prolétariat au cours de la révolution. Ce qui s'éteint après cette révolution, c'est l'Etat prolétarien, autrement dit un demi-Etat.

Deuxièmement. L'Etat est un « pouvoir spécial de répression ». Cette définition admirable et extrêmement profonde d'Engels est énoncée ici avec la plus parfaite clarté. Et il en résulte qu'à ce « pouvoir spécial de répression » exercé contre le prolétariat par la bourgeoisie, contre des millions de travailleurs par une poignée de riches, doit se substituer un « pouvoir spécial de répression » exercé contre la bourgeoisie par le prolétariat (la dictature du prolétariat). C'est en cela que consiste la « suppression de l'Etat en tant qu'Etat ». Et c'est en cela que consiste l'« acte » de prise de possession des moyens de production au nom de la société. Il va de soi que *pareil* remplacement d'un « pouvoir spécial » (celui de la bourgeoisie) par un autre « pouvoir spécial » (celui du prolétariat) ne peut nullement se faire sous forme d'« extinction ».

Troisièmement. Cette « extinction » ou même, pour employer une expression plus imagée et plus saillante, cette *«* entrée en sommeil », Engels la rapporte sans aucune ambiguïté possible à l'époque *consécutive* à la « prise de possession des moyens de production par l'Etat au nom de toute la société », c'est-à-dire *consécutive* à la révolution socialiste. Nous savons tous qu'à ce moment-là la forme politique de l'« Etat » est la démocratie la plus complète. Mais il ne vient à l'esprit d'aucun des opportunistes qui dénaturent sans vergogne le marxisme qu'il s'agit en ce cas, chez Engels, de l'« entrée en sommeil » et de l'« extinction » de la *démocratie.* Cela paraît fort étrange à première vue. Pourtant, ce n'est « inintelligible » que pour quiconque n'a pas réfléchi à ce fait que la démocratie, c'est *aussi* un Etat et que, par conséquent, lorsque l'Etat aura disparu, la démocratie disparaîtra également. Seule la révolution peut « supprimer » l'Etat bourgeois. L'Etat en général, c'est-à-dire la démocratie la plus complète, ne peut que « s'éteindre ».

Quatrièmement. En formulant sa thèse fameuse : *«* l'Etat s'éteint », Engels explique concrètement qu'elle est dirigée et contre les opportunistes et contre les anarchistes. Et ce qui vient en premier lieu chez Engels, c'est la conclusion, tirée de sa thèse sur l'« extinction de l'Etat », qui vise les opportunistes.

On peut parier que sur 10 000 personnes qui ont lu quelque chose à propos de l'« extinction » de l'Etat ou en ont entendu parler, 9 990 ignorent absolument ou ne se rappellent plus que les conclusions de cette thèse, Engels ne les dirigeait pas *uniquement* contre les anarchistes. Et, sur les dix autres personnes, neuf à coup sûr ne savent pas ce que c'est que l'« Etat populaire libre » et pourquoi, en s'attaquant à ce mot d'ordre, on s'attaque aussi aux opportunistes. Ainsi écrit-on l'histoire ! Ainsi accommode-t-on insensiblement la grande doctrine révolutionnaire au philistinisme régnant. La conclusion contre les anarchistes a été mille fois reprise, banalisée, enfoncée dans la tête de la façon la plus simpliste ; elle a acquis la force d'un préjugé. Quant à la conclusion contre les opportunistes, on l'a estompée et « oubliée » !

L'« Etat populaire libre » était une revendication inscrite au programme des social-démocrates allemands des années 70 et qui était devenue chez eux une formule courante. Ce mot d'ordre, dépourvu de tout contenu

politique, ne renferme qu'une traduction petite-bourgeoise et emphatique du concept de démocratie. Dans la mesure où l'on y faisait légalement allusion à la république démocratique, Engels était disposé à « justifier », « pour un temps », ce mot d'ordre à des fins d'agitation. Mais c'était un mot d'ordre opportuniste, car il ne tendait pas seulement à farder la démocratie bourgeoise ; il marquait encore l'incompréhension de la critique socialiste de tout Etat en général. Nous sommes pour la république démocratique en tant que meilleure forme d'Etat pour le prolétariat en régime capitaliste ; mais nous n'avons pas le droit d'oublier que l'esclavage salarié est le lot du peuple, même dans la république bourgeoise la plus démocratique. Ensuite, tout Etat est un « pouvoir spécial de répression » dirigé contre la classe opprimée. Par conséquent, *aucun* Etat n'est *ni* libre *ni* populaire. Cela, Marx et Engels l'ont maintes fois expliqué à leurs camarades de parti dans les années 70.

Cinquièmement. Ce même ouvrage d'Engels, dont tout le monde se rappelle qu'il contient un raisonnement au sujet de l'extinction de l'Etat, en renferme un autre sur l'importance de la révolution violente. L'appréciation historique de son rôle se transforme chez Engels en un véritable panégyrique de la révolution violente. De cela, « nul ne se souvient » ; il n'est pas d'usage, dans les partis socialistes de nos jours, de parler de l'importance de cette idée, ni même d'y penser ; dans la propagande et l'agitation quotidiennes parmi les masses, ces idées ne jouent aucun rôle. Et pourtant, elles sont indissolublement liées à l'idée de l'« extinction » de l'Etat avec laquelle elles forment un tout harmonieux.

Voici ce raisonnement d'Engels :

> «...Que la violence joue encore dans l'histoire un autre rôle » (que celui d'être source du mal), « un rôle révolutionnaire ; que, selon les paroles de Marx, elle soit l'accoucheuse de toute vieille société qui en porte une nouvelle dans ses flancs ; qu'elle soit l'instrument grâce auquel le mouvement social l'emporte et met en pièces des formes politiques figées et mortes — de cela, pas un mot chez M. Dühring. C'est dans les soupirs et les gémissements qu'il admet que la violence soit peut-être nécessaire pour renverser le régime économique d'exploitation, — par malheur ! Car tout emploi de la violence démoralise celui qui l'emploie. Et dire qu'on affirme cela en présence du haut essor moral et intellectuel qui a été la conséquence de toute révolution victorieuse ! Dire qu'on affirme cela en Allemagne où un heurt violent, qui peut même être imposé au peuple, aurait tout au moins l'avantage d'extirper la servilité qui, à la suite de l'humiliation de la Guerre de Trente ans, a pénétré la conscience nationale ! Dire que cette mentalité de prédicateur sans élan, sans saveur et sans force a la prétention de s'imposer au parti le plus révolutionnaire que connaisse l'histoire. » *(Anti-Dühring,* p. 193 de la 3e éd. allemande, fin du chapitre IV, 2e partie.)

Comment peut-on concilier dans une même doctrine ce panégyrique de la révolution violente, qu'Engels n'a cessé de faire entendre aux social-démocrates allemands de 1878 à 1894, c'est-à-dire jusqu'à sa mort même, et la théorie de l'« extinction » de l'Etat ?

D'ordinaire, on les concilie d'une manière éclectique, par un procédé empirique ou sophistique, en prenant arbitrairement (ou pour complaire aux détenteurs du pouvoir) tantôt l'un, tantôt l'autre de ces raisonnements ; et c'est l'« extinction » qui, 99 fois sur 100 sinon plus, est mise au premier plan. L'éclectisme se substitue à la dialectique : c'est, à l'égard du marxisme, la chose la plus accoutumée, la plus répandue dans la littérature social-démocrate officielle de nos jours. Pareille substitution n'est certes pas une nouveauté : on a pu l'observer même dans l'histoire de la philosophie grecque classique. Dans la falsification opportuniste du marxisme, la falsification éclectique de la dialectique est celle qui trompe les masses avec le plus de facilité ; elle leur donne un semblant de satisfaction, affecte de tenir compte de tous les aspects du processus, de toutes les tendances de l'évolution, de toutes les influences contradictoires, etc., mais, en réalité, elle ne donne aucune idée cohérente et révolutionnaire du développement de la société.

Nous avons déjà dit plus haut, et nous le montrerons plus en détail dans la suite de notre exposé, que la doctrine de Marx et d'Engels selon laquelle une révolution violente est inéluctable, concerne l'Etat bourgeois. Celui-ci *ne peut* céder la place à l'Etat prolétarien (à la dictature du prolétariat) par voie d'« extinction », mais seulement, en règle générale, par une révolution violente. Le panégyrique que lui consacre Engels s'accorde pleinement avec de nombreuses déclarations de Marx (rappelons-nous la conclusion de la *Misère de la Philosophie* et du *Manifeste communiste* proclamant fièrement, ouvertement, que la révolution violente est inéluctable ; rappelons-nous la *Critique du programme de Gotha*[27] en 1875, près de trente ans plus tard, où Marx flagelle implacablement l'opportunisme de ce programme). Ce panégyrique n'est pas le moins du monde l'effet d'un « engouement », ni une déclamation, ni une boutade polémique. La nécessité d'inculquer systématiquement aux masses *cette* idée — et précisément celle-là — de la révolution violente est à la base de *toute* la doctrine de Marx et Engels. La trahison de leur doctrine par les tendances social-chauvines et kautskistes, aujourd'hui prédominantes, s'exprime

avec un relief singulier dans l'oubli par les partisans des unes comme des autres, de *cette* propagande, de cette agitation.

Sans révolution violente, il est impossible de substituer l'Etat prolétarien à l'Etat bourgeois. La suppression de l'Etat prolétarien, c'est-à-dire la suppression de tout Etat, n'est possible que par voie d'« extinction ».

Marx et Engels ont développé ces vues d'une façon détaillée et concrète, en étudiant chaque situation révolutionnaire prise à part, en analysant les enseignements tirés de l'expérience de chaque révolution. Nous en arrivons à cette partie, incontestablement la plus importante, de leur doctrine.

Chapitre II

L'ETAT ET LA RÉVOLUTION. L'EXPÉRIENCE DES ANNÉES 1848-1851

1. LA VEILLE DE LA RÉVOLUTION

Les premières œuvres du marxisme arrivé à sa maturité, la *Misère de la Philosophie* et le *Manifeste communiste,* paraissent juste à la veille de la révolution de 1848. Ce qui fait que, parallèlement à l'exposé des principes fondamentaux du marxisme, nous y trouvons, dans une certaine mesure, une évocation de la situation révolutionnaire concrète de ce temps. Aussi le plus rationnel sera-t-il, je crois, d'analyser ce que les auteurs de ces ouvrages ont dit de l'Etat juste avant de tirer les conclusions de l'expérience des années 1848-1851.

> «... La classe laborieuse, écrit Marx dans la *Misère de la Philosophie,* substituera, dans le cours de son développement, à l'ancienne société civile une association qui exclura les classes et leur antagonisme, et il n'y aura plus de pouvoir politique proprement dit, puisque le pouvoir politique est précisément le résumé officiel de l'antagonisme dans la société civile. » (p. 182 de l'édition allemande 1885).

Il est instructif de comparer à cet exposé d'ensemble de l'idée de la disparition de l'Etat après la suppression des classes l'exposé donné dans le *Manifeste communiste* écrit par Marx et Engels à quelques mois de là, plus précisément en novembre 1847.

> «... En esquissant à grands traits les phases du développement du prolétariat, nous avons retracé l'histoire de la guerre civile, plus ou moins larvée, qui travaille la société actuelle jusqu'à l'heure où cette guerre éclate en révolution ouverte, et où le prolétariat fonde sa domination par le renversement violent de la bourgeoisie... »
>
> «... Nous avons déjà vu plus haut que la première étape dans la révolution ouvrière est la constitution » (littéralement : l'élévation) « du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie. »
>
> « Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante, et pour augmenter au plus vite la quantité des forces productives » (pp. 31, 37 de la 7e édition allemande de 1906).

L'on trouve formulée ici l'une des idées les plus remarquables et les plus importantes du marxisme au sujet de l'Etat, celle de la « dictature du prolétariat » (comme devaient s'exprimer Marx et Engels après la Commune de Paris) ; nous y trouvons ensuite une définition de l'Etat, intéressante au plus haut point, et qui est également au nombre des « paroles oubliées » du marxisme : « *L'Etat, c'est-à-dire le prolétariat organisé en classe dominante.* »

Cette définition de l'Etat n'a jamais été commentée dans la littérature de propagande et d'agitation qui prédomine dans les partis social-démocrates officiels. Bien plus : elle a été très précisément oubliée parce qu'elle est absolument inconciliable avec le réformisme ; elle heurte de front les préjugés opportunistes habituels et les illusions petites-bourgeoises quant à l'« évolution pacifique de la démocratie ».

Le prolétariat a besoin de l'Etat — tous les opportunistes, les social-chauvins et les kautskistes le répètent en assurant que telle est la doctrine de Marx, mais ils *« oublient »* d'ajouter, premièrement, que d'après Marx, il ne faut au prolétariat qu'un Etat en voie d'extinction, c'est-à-dire constitué de telle sorte qu'il commence immédiatement à s'éteindre et ne puisse pas ne point s'éteindre. Deuxièmement, que les travailleurs ont besoin d'un « Etat » qui soit « le prolétariat organisé en classe dominante ».

L'Etat est l'organisation spéciale d'un pouvoir ; c'est l'organisation de la violence destinée à mater une certaine classe. Quelle est donc la classe que le prolétariat doit mater ? Evidemment la seule classe des exploiteurs, c'est-à-dire la bourgeoisie. Les travailleurs, n'ont besoin de l'Etat que pour réprimer la résistance des exploiteurs : or, diriger cette répression, la réaliser pratiquement, il n'y a que le prolétariat qui puisse le faire, en tant que seule classe révolutionnaire jusqu'au bout, seule classe capable d'unir tous les travailleurs et tous les exploités dans la lutte contre la bourgeoisie, en vue de la chasser totalement du pouvoir.

Les classes exploiteuses ont besoin de la domination politique pour maintenir l'exploitation, c'est-à-dire pour défendre les intérêts égoïstes d'une infime minorité, contre l'immense majorité du peuple. Les classes exploitées ont besoin de la domination politique pour supprimer complètement toute exploitation, c'est-à-dire pour défendre les intérêts de l'immense majorité du peuple contre l'infime minorité des esclavagistes modernes, c'est-à-dire les grands propriétaires fonciers et les capitalistes.

Les démocrates petits-bourgeois, ces pseudo-socialistes qui ont substitué à la lutte des classes leurs rêveries sur l'entente des classes, se représentaient la transformation socialiste, elle aussi, comme une sorte de rêve sous la forme non point du renversement de la domination de la classe exploiteuse, mais d'une soumission pacifique de la minorité à la majorité consciente de ses tâches. Cette utopie petite-bourgeoise, indissolublement liée à la notion d'un Etat placé au-dessus des classes, a abouti pratiquement à la trahison des intérêts des classes laborieuses, comme l'a montré, par exemple, l'histoire des révolutions françaises de 1848 et 1871, comme l'a montré l'expérience de la participation « socialiste » aux ministères bourgeois en Angleterre, en France, en Italie et en d'autres pays à la fin du XIX^{e} siècle et au début du XX^{e}.

Toute sa vie, Marx a lutté contre ce socialisme petit-bourgeois, ressuscité de nos jours en Russie par les partis socialiste-révolutionnaire et menchévik. Marx a développé d'une façon conséquente la doctrine de la lutte des classes pour aboutir à la doctrine du pouvoir politique, à la doctrine de l'Etat.

La domination de la bourgeoisie ne peut être renversée que par le prolétariat, classe distincte que ses conditions économiques d'existence préparent à ce renversement, et à qui elles offrent la possibilité et la force de l'accomplir. Tandis que la bourgeoisie fractionne et dissémine la paysannerie et toutes les couches petites-bourgeoises, elle groupe, unit et organise le prolétariat. Etant donné le rôle économique qu'il joue dans la grande production, le prolétariat est seul capable d'être le guide de *toutes* les masses laborieuses et exploitées que, souvent, la bourgeoisie exploite, opprime et écrase non pas moins, mais plus que les prolétaires, et qui sont incapables d'une lutte *indépendante* pour leur affranchissement.

La doctrine de la lutte des classes, appliquée par Marx à l'Etat et à la révolution socialiste, mène nécessairement à la reconnaissance de la *domination politique* du prolétariat, de sa dictature, c'est-à-dire d'un pouvoir qu'il ne partage avec personne et qui s'appuie directement sur la force armée des masses. La bourgeoisie ne peut être renversée que si le prolétariat est transformé en *classe dominante* capable de réprimer la résistance inévitable, désespérée, de la bourgeoisie, et d'organiser pour un nouveau régime économique *toutes* les masses laborieuses et exploitées.

Le prolétariat a besoin du pouvoir d'Etat, d'une organisation centralisée de la force, d'une organisation de la violence, aussi bien pour réprimer la résistance des exploiteurs que pour *diriger* la grande masse de la population — paysannerie, petite bourgeoisie, semi-prolétaires — dans la « mise en place » de l'économie socialiste.

En éduquant le parti ouvrier, le marxisme éduque une avant-garde du prolétariat capable de prendre le pouvoir et de *mener le peuple tout entier* au socialisme, de diriger et d'organiser un régime nouveau, d'être l'éducateur, le guide et le chef de tous les travailleurs et exploités pour l'organisation de leur vie sociale, sans la bourgeoisie et contre la bourgeoisie. Au contraire, l'opportunisme régnant éduque, dans le parti ouvrier, des représentants des travailleurs les mieux rétribués qui se détachent de la masse : qui « s'accommodent » assez bien du régime capitaliste et vendent pour un plat de lentilles leur droit d'aînesse, c'est-à-dire qu'ils abdiquent leur rôle de chefs révolutionnaires du peuple dans la lutte contre la bourgeoisie.

« L'Etat, c'est-à-dire le prolétariat organisé en classe dominante », — cette théorie de Marx est indissolublement liée à toute sa doctrine sur le rôle révolutionnaire du prolétariat dans l'histoire. L'aboutissement de ce rôle, c'est la dictature prolétarienne, la domination politique du prolétariat.

Mais si le prolétariat a besoin de l'Etat en tant qu'organisation *spéciale* de la violence *contre* la bourgeoisie, une question s'impose : une telle organisation est-elle concevable sans que soit au préalable détruite, démolie, la machine d'Etat que la bourgeoisie a créée *pour elle-même ?* C'est à cette question que nous amène le *Manifeste communiste* et c'est d'elle que parle Marx quand il résume l'expérience de la révolution de 1848-1851.

2. LE BILAN D'UNE RÉVOLUTION

Traitant de la question de l'Etat, qui nous préoccupe ici, Marx fait le bilan de la révolution de 1848-1851, dans son *18-Brumaire de Louis Bonaparte,* en développant le raisonnement suivant :

> « Mais la révolution va jusqu'au fond des choses. Elle ne traverse encore que le purgatoire. Elle mène son affaire avec méthode. Jusqu'au 2 décembre 1851 » (date du coup d'Etat de Louis Bonaparte), « elle n'avait accompli que la moitié de ses préparatifs et maintenant elle accomplit l'autre moitié. Elle perfectionne d'abord le pouvoir parlementaire, pour pouvoir le renverser ensuite. Ce but une fois atteint, elle perfectionne le *pouvoir exécutif,* le réduit à sa plus simple expression, l'isole, dirige contre lui tous les reproches *pour pouvoir concentrer sur lui toutes ses forces de destruction* » (souligné par nous). « Et, quand elle aura accompli la seconde moitié de son travail de préparation, l'Europe sautera de sa place et jubilera : « Bien creusé, vieille taupe ! »
>
> « Ce pouvoir exécutif, avec son immense organisation bureaucratique et militaire, avec sa machine étatique complexe et artificielle, son armée de fonctionnaires d'un demi-million d'hommes et son autre armée de cinq cent mille soldats, effroyable corps parasite qui recouvre comme d'une membrane le corps de la société française et en bouche tous les pores, se constitua à l'époque de la monarchie absolue, au déclin de la féodalité qu'il aida à renverser. » La première révolution française a développé la centralisation, « mais, en même temps aussi, l'étendue, les attributs et l'appareil du pouvoir gouvernemental. Napoléon acheva de perfectionner ce mécanisme d'Etat ». La monarchie légitime et la monarchie de Juillet « ne firent qu'y ajouter une plus grande division du travail... »
>
> «... La République parlementaire, enfin, se vit contrainte, dans sa lutte contre la révolution, de renforcer par ses mesures de répression les moyens d'action et la centralisation du pouvoir gouvernemental. *Toutes les révolutions politiques n o n t fait que perfectionner cette machine au lieu de la brise r*» (souligné par nous). « Les partis qui luttèrent à tour de rôle pour le pouvoir considérèrent la conquête de cet immense édifice d'Etat comme la principale proie du vainqueur » *(Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte,* pp. 98-99, 4e édition allemande, Hambourg 1907).

Dans ce remarquable aperçu, le marxisme accomplit un très grand pas en avant par rapport au *Manifeste communiste,* où la question de l'Etat était encore posée d'une manière très abstraite, dans les notions et termes les plus généraux. Ici, la question est posée de façon concrète et la déduction est éminemment précise, définie, pratiquement tangible : toutes les révolutions antérieures ont perfectionné la machine de l'Etat ; or il faut la briser, la démolir.

Cette déduction est le principal, l'essentiel, dans la doctrine marxiste de l'Etat. Et c'est cette chose essentielle qui a été non seulement tout à fait *oubliée* par les partis social-démocrates officiels dominants, mais franchement *dénaturée* (comme nous le verrons plus loin) par le théoricien le plus en vue de la IIe Internationale, K. Kautsky.

Le *Manifeste communiste* tire les leçons de l'ensemble de l'histoire, qui montre dans l'Etat un organisme de domination de classe et aboutit à cette conclusion nécessaire : le prolétariat ne saurait renverser la bourgeoisie avant d'avoir conquis le pouvoir politique, avant d'avoir établi sa domination politique, d'avoir érigé en Etat *«* le prolétariat organisé en classe dominante » ; et cet Etat prolétarien commencera à s'éteindre dès sa victoire, l'Etat devenant inutile et impossible dans une société où les contradictions de classes n'existent pas. La question de savoir en quoi doit consister, du point de vue du développement historique, cette substitution de l'Etat prolétarien à l'Etat bourgeois, n'est pas posée ici.

Cette question, Marx la pose et la résout en 1852. Fidèle à sa philosophie du matérialisme dialectique, il prend comme base d'expérience historique les grandes années de la révolution de 1848-1851. Là, comme toujours, la doctrine de Marx *dresse un bilan de l'expérience vécue* éclairé par une conception philosophique profonde et par une connaissance étendue de l'histoire.

La question de l'Etat est posée de façon concrète —, comment est né historiquement l'Etat bourgeois, la machine d'Etat nécessaire à la domination de la bourgeoisie ? Quelles transformations, quelle évolution cette machine

d'Etat a-t-elle subies au cours des révolutions bourgeoises et lorsqu'elle s'est heurtée aux mouvements d'indépendance des classes opprimées ? Quelles sont les tâches du prolétariat à son égard ?

Le pouvoir d'Etat centralisé, propre à la société bourgeoise, est apparu à l'époque de la chute de l'absolutisme. Les deux institutions les plus caractéristiques de cette machine d'Etat sont : la bureaucratie et l'armée permanente. Maintes fois, dans leurs œuvres, Marx et Engels parlent des mille liens qui rattachent ces institutions à la bourgeoisie. L'expérience de chaque ouvrier illustre cette liaison avec une évidence et un relief saisissants. La classe ouvrière apprend à la connaître à ses dépens. C'est pourquoi elle saisit avec tant de facilité et s'assimile si bien la science qui révèle l'inéluctabilité de cette liaison, science que les démocrates petits-bourgeois nient par ignorance et par légèreté, à moins qu'ils n'aient la légèreté plus grande encore de la reconnaître « en général », en oubliant d'en tirer les conclusions pratiques.

La bureaucratie et l'armée permanente sont des « parasites » sur le corps de la société bourgeoise, des parasites engendrés par les contradictions internes qui déchirent cette société, mais très exactement des parasites qui « bouchent » ses pores vitaux. L'opportunisme kautskiste, aujourd'hui prédominant dans la social-démocratie officielle, estime que cette théorie de l'Etat considéré comme un *organisme parasite* est l'attribut particulier et exclusif de l'anarchisme. Cette déformation du marxisme est, évidemment, au plus haut point avantageuse aux petits bourgeois qui ont conduit le socialisme à cette honte inouïe : justifier et farder la guerre impérialiste en lui appliquant les notions de « défense de la patrie » ; ce n'en est pas moins une déformation incontestable.

Le développement, le perfectionnement, la consolidation de cet appareil bureaucratique et militaire se poursuivent à travers la multitude des révolutions bourgeoises dont l'Europe a été le théâtre depuis la chute de la féodalité. C'est, en particulier, la petite bourgeoisie qui est attirée aux côtés de la grande et lui est soumise, dans une large mesure, au moyen de cet appareil qui dispense aux couches supérieures de la paysannerie, des petits artisans, des petits commerçants, etc., des emplois relativement commodes, tranquilles et honorables, plaçant leurs bénéficiaires *au-dessus* du peuple. Voyez ce qui s'est passé en Russie durant les six mois qui suivirent le 27 février 1917 : les postes de fonctionnaires, réservés jadis de préférence aux Cent-Noirs, sont devenus le butin des cadets, des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires. Au fond, on ne songeait guère à des réformes sérieuses, on s'efforçait de les ajourner toutes « jusqu'à l'Assemblée constituante », et celle-ci, petit à petit, jusqu'à la fin de la guerre ! Mais pour partager le butin, s'installer aux postes lucratifs de ministres, de sous-secrétaires d'Etat, de gouverneurs généraux, etc., etc., on n'a pas de temps et on n'a attendu aucune Assemblée constituante ! Le jeu des combinaisons ministérielles n'était, au fond, que l'expression de ce partage et de cette redistribution du « butin » qui se faisait de haut en bas, à travers le pays, dans toutes les administrations centrales et locales. Le résultat, le résultat objectif après six mois — du 27 février au 27 août 1917 — est indéniable : les réformes sont ajournées, les sinécures administratives attribuées, et les « erreurs » d'attribution ont été corrigées par quelques redistributions.

Mais plus on procède aux « redistributions » de l'appareil bureaucratique entre les divers partis bourgeois et petits-bourgeois (entre les cadets, les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks, pour prendre l'exemple de la Russie), et plus évidente apparaît aux classes opprimées, prolétariat en tête, leur hostilité irréductible à la société bourgeoise *tout entière.* D'où la nécessité pour tous les partis bourgeois, même les plus démocratiques, y compris les « démocrates révolutionnaires », d'accentuer la répression contre le prolétariat révolutionnaire, de renforcer l'appareil répressif, c'est-à-dire précisément la machine d'Etat. Ce cours des événements oblige la révolution à « *concentrer toutes les forces de destruction* » contre le pouvoir d'Etat ; il lui impose pour tâche non d'améliorer la machine d'Etat, mais de la *démolir,* de la *détruire.*

Ce ne sont pas des déductions logiques, mais le développement réel des événements, l'expérience vécue des années 1848-1851, qui ont conduit à poser ainsi le problème. A quel point Marx s'en tient strictement aux données de l'expérience historique, on le voit par le fait qu'en 1852, il ne pose pas encore la question concrète de savoir *par quoi* remplacer cette machine d'Etat qui doit être détruite. L'expérience n'avait pas encore fourni, à l'époque, les matériaux nécessaires pour répondre à cette question, que l'histoire mettra à l'ordre du jour plus tard, en 1871. En 1852, on pouvait seulement constater, avec la précision propre aux sciences naturelles, que la révolution prolétarienne *abordait* cette tâche : « concentrer toutes les forces de destruction » contre le pouvoir d'Etat, « briser » la machine d'Etat.

On se demandera peut-être s'il est juste de généraliser l'expérience, les observations et les conclusions de Marx, et de les appliquer au-delà des limites de l'histoire de France de ces trois années : 1848-1851 ? Pour analyser ce problème, rappelons d'abord une remarque d'Engels. Nous passerons ensuite à l'examen des faits.

> « La France, écrivait Engels dans l'avant-propos à la 3e édition du *18-Brumaire,* est le pays où les luttes de classes ont été menées chaque fois, plus que partout ailleurs, jusqu'à la décision complète, et où, par conséquent, les formes politiques changeantes, à l'intérieur desquelles elles se meuvent et dans lesquelles se résument leurs résultats, prennent les contours les plus nets. Centre du féodalisme au moyen âge, pays classique, depuis la Renaissance, de la monarchie héréditaire, la France a, dans sa grande Révolution, détruit le féodalisme et donné à la domination de la bourgeoisie un caractère de pureté classique qu'aucun autre pays n'a atteint en Europe. De même, la lutte du prolétariat révolutionnaire contre la bourgeoisie régnante y revêt des formes aiguës, inconnues ailleurs » (p. 4 de l'édition de 1907).

Cette dernière remarque a vieilli, puisque depuis 1871 il y a eu une interruption dans la lutte révolutionnaire du prolétariat français. Toutefois, cette interruption, si longue soit-elle, n'exclut nullement la possibilité que, dans la révolution prolétarienne de demain, la France s'affirme comme le pays classique de la lutte des classes menée résolument jusqu'à la décision complète.

Mais jetons un regard d'ensemble sur l'histoire des pays avancés à la fin du XIXe siècle et au début du XXe. Nous verrons que le même processus s'est opéré plus lentement, sous des formes plus variées, dans une arène beaucoup plus vaste ; d'une part, élaboration d'un « pouvoir parlementaire » aussi bien dans les pays républicains (France, Amérique, Suisse) que dans les pays monarchiques (Angleterre, Allemagne jusqu'à un certain point, Italie, pays Scandinaves, etc.) ; d'autre part, lutte pour le pouvoir entre les différents partis bourgeois et petits-bourgeois qui se sont partagé et repartagé comme « butin » les sinécures administratives, les fondements de l'ordre bourgeois restant inchangés ; enfin, perfectionnement et consolidation du « pouvoir exécutif », de son appareil bureaucratique et militaire.

Nul doute que ce soient là les traits communs à toute l'évolution moderne des Etats capitalistes en général. En trois années, de 1848 à 1851, la France a montré sous une forme nette et ramassée, dans leur succession rapide, ces mêmes processus de développement, propres à l'ensemble du monde capitaliste.

Plus particulièrement, l'impérialisme — époque du capital bancaire, époque des gigantesques monopoles capitalistes, époque où le capitalisme monopoliste se transforme par voie de croissance en capitalisme monopoliste d'Etat — montre le renforcement extraordinaire de la « machine d'Etat », l'extension inouïe de son appareil bureaucratique et militaire en liaison avec une répression accrue du prolétariat, aussi bien dans les pays monarchiques que dans les républiques les plus libres.

Aujourd'hui, l'histoire universelle conduit sans nul doute, sur une échelle infiniment plus vaste qu'en 1852, à la « concentration de toutes les forces » de la révolution prolétarienne en vue de la « destruction » de la machine d'Etat.

Par quoi le prolétariat la remplacera-t-il ? La Commune de Paris fournit à ce sujet une documentation des plus instructives.

3. COMMENT MARX POSAIT LA QUESTION EN 1852 [Ajouté lors de la seconde édition.]

Mehring a publié en 1907 dans la *Neue Zeit* (XXV, 2, 164) des extraits d'une lettre de Marx à Weydemeyer, en date du 5 mars 1852. Cette lettre renferme entre autres la remarquable observation que voici :

> « En ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert ni l'existence des classes dans la société moderne, ni leur lutte entre elles. Longtemps avant moi, des historiens bourgeois avaient décrit le développement historique de cette lutte des classes et des économistes bourgeois en avaient exprimé l'anatomie économique. Ce que je fis de nouveau, ce fut : 1) de démontrer que *l'existence des classes* n'est liée qu'à des *phases du développement historique de la production* (historische Entwicklungsphasen der Produktion) ; 2) que la lutte des classes *conduit* nécessairement à la *dictature du prolétariat* ; 3) que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à *l'abolition de toutes les classes* et à une *société sans classes* »...

Dans ce texte, Marx a réussi à exprimer, avec un relief saisissant, d'abord, ce qui distingue principalement et foncièrement sa doctrine de celle des penseurs éclairés et les plus pénétrants de la bourgeoisie et, ensuite, l'essence de sa doctrine de l'Etat.

L'essentiel, dans la doctrine de Marx, c'est la lutte des classes. C'est ce qu'on dit et c'est ce qu'on écrit très souvent. Mais c'est inexact. Et, de cette inexactitude, résultent couramment des déformations opportunistes du

marxisme, des falsifications tendant à le rendre acceptable pour la bourgeoisie. Car la doctrine de la lutte des classes a été créée *non* par Marx, mais par la bourgeoisie *avant* Marx ; et elle est, d'une façon générale, *acceptable* pour la bourgeoisie. Quiconque reconnaît *uniquement* la lutte des classes n'est pas pour autant un marxiste ; il peut se faire qu'il ne sorte pas encore du cadre de la pensée bourgeoise et de la politique bourgeoise. Limiter le marxisme à la doctrine de la lutte des classes, c'est le tronquer, le déformer, le réduire à ce qui est acceptable pour la bourgeoisie. Celui-là seul est un marxiste qui *étend* la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la *dictature du prolétariat.* C'est ce qui distingue foncièrement le marxiste du vulgaire petit (et aussi du grand) bourgeois. C'est avec cette pierre de touche qu'il faut éprouver la compréhension et la reconnaissance *effectives* du marxisme. Il n'est pas étonnant que, lorsque l'histoire de l'Europe eut amené la classe ouvrière à aborder *pratiquement* cette question, tous les opportunistes et les réformistes, mais aussi tous les « kautskistes » (ceux qui hésitent entre le réformisme et le marxisme) se soient révélés de pitoyables philistins et des démocrates petits-bourgeois, *négateurs* de la dictature du prolétariat. La brochure de Kautsky la *Dictature du prolétariat,* parue en août 1918, c'est-à-dire longtemps après la première édition du présent ouvrage, offre un modèle de déformation petite-bourgeoise du marxisme qu'elle répudie lâchement *en tait,* tout en le reconnaissant hypocritement *en paroles* (voir ma brochure : *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky,* Pétrograd et Moscou, 1918).

L'opportunisme contemporain, en la personne de son principal représentant, l'ex-marxiste K. Kautsky, répond entièrement à la caractéristique, donnée par Marx, de l'attitude *bourgeoise,* car il circonscrit le cadre de la reconnaissance de la lutte des classes à la sphère des rapports bourgeois. (Il n'est pas un seul libéral instruit qui, dans ses limites, ne consente à admettre « en principe » la lutte des classes !) L'opportunisme *n'étend pas* la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à ce qui est précisément l'essentiel, jusqu'à la période de *transition* du capitalisme au communisme, jusqu'à la période de *renversement* et de *suppression* complète de la bourgeoisie. En réalité, cette période est nécessairement marquée par une lutte des classes d'un acharnement sans précédent, revêtant des formes d'une extrême acuité. L'Etat de cette période-là doit donc nécessairement être démocratique *d'une manière nouvelle* (pour les prolétaires et les non-possédants en général) et dictatorial *d'une manière nouvelle* (contre la bourgeoisie).

Poursuivons. Ceux-là seuls ont assimilé l'essence de la doctrine de Marx sur l'Etat qui ont compris que la dictature *d'une* classe est nécessaire non seulement pour toute société de classes en général, non seulement pour le *prolétariat* qui aura renversé la bourgeoisie, mais encore pour toute la *période historique* qui sépare le capitalisme de la « société sans classes », du communisme. Les formes d'Etats bourgeois sont extrêmement variées, mais leur essence est une : en dernière analyse, tous ces Etats sont, d'une manière ou d'une autre, mais nécessairement, *une dictature de la bourgeoisie.* Le passage du capitalisme au communisme ne peut évidemment manquer de fournir une grande abondance et une large diversité de formes politiques, mais leur essence sera nécessairement une : *la dictature du prolétariat.*

Chapitre III

L'ETAT ET LA RÉVOLUTION. L'EXPÉRIENCE DE LA COMMUNE DE PARIS (1871). ANALYSE DE MARX

1. EN QUOI LA TENTATIVE DES COMMUNARDS EST-ELLE HÉROÏQUE ?

On sait que, quelques mois avant la Commune, au cours de l'automne 1870, Marx avait adressé une mise en garde aux ouvriers parisiens, s'attachant à leur démontrer que toute tentative de renverser le gouvernement serait une sottise inspirée par le désespoir. Mais lorsque, en mars 1871, la bataille décisive fut *imposée* aux ouvriers et que, ceux-ci l'ayant acceptée, l'insurrection devint un fait, Marx en dépit des conditions défavorables, salua avec le plus vif enthousiasme la révolution prolétarienne. Il ne s'entêta point à condamner par pédantisme un mouvement « inopportun », comme le fit le tristement célèbre renégat russe du marxisme, Plékhanov, dont les écrits de novembre 1905 constituaient un encouragement à la lutte des ouvriers et des paysans, mais qui, après décembre 1905, clamait avec les libéraux : « Il ne fallait pas prendre les armes. »

Marx ne se contenta d'ailleurs pas d'admirer l'héroïsme des communards « montant à l'assaut du ciel », selon son expression. Dans le mouvement révolutionnaire des masses, bien que celui-ci n'eût pas atteint son but, il voyait une expérience historique d'une portée immense, un certain pas en avant de la révolution prolétarienne universelle, un pas réel bien plus important que des centaines de programmes et de raisonnements. Analyser cette expérience, y puiser des leçons de tactique, s'en servir pour passer au crible sa théorie : telle est la tâche que Marx se fixa.

La seule « correction » que Marx ait jugé nécessaire d'apporter au *Manifeste communiste,* il la fit en s'inspirant de l'expérience révolutionnaire des Communards parisiens.

La dernière préface à une nouvelle édition allemande du *Manifeste communiste,* signée de ses deux auteurs, est datée du 24 juin 1872. Karl Marx et Friedrich Engels y déclarent que le programme du *Manifeste communiste «* est aujourd'hui vieilli sur certains points ».

> « La Commune, notamment, a démontré - poursuivent-ils - que » la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre la machine de l'Etat, tout prête, et de la faire fonctionner pour son propre compte »...

Les derniers mots de cette citation, mis entre guillemets, sont empruntés par les auteurs à l'ouvrage de Marx *La Guerre civile en France.*

Ainsi, Marx et Engels attribuaient à l'une des leçons principales, fondamentales, de la Commune de Paris une portée si grande qu'ils l'ont introduite, comme une correction essentielle, dans le *Manifeste communiste.*

Chose extrêmement caractéristique : c'est précisément cette correction essentielle qui a été dénaturée par les opportunistes, et les neuf dixièmes, sinon les quatre-vingt-dix-neuf centièmes des lecteurs du *Manifeste communiste,* en ignorent certainement le sens. Nous parlerons en détail de cette déformation un peu plus loin, dans un chapitre spécialement consacré aux déformations. Qu'il nous suffise, pour l'instant, de marquer que l'« interprétation » courante, vulgaire, de la fameuse formule de Marx citée par nous est que celui-ci aurait souligné l'idée d'une évolution lente, par opposition à la prise du pouvoir, etc.

En réalité, *c'est exactement le contraire.* L'idée de Marx est que la classe ouvrière doit *briser, démolir* la « machine de l'Etat toute prête », et ne pas se borner à en prendre possession.

Le 12 avril 1871, c'est-à-dire justement pendant la Commune, Marx écrivait à Kugelmann :

> « Dans le dernier chapitre de mon *18-Brumaire,* je remarque, comme tu le verras si tu le relis, que la prochaine tentative de la Révolution en France devra consister non plus à faire passer la machine bureaucratique et militaire en d'autres mains, comme ce fut le cas jusqu'ici, mais à la *briser.* (Souligné par Marx ; dans l'original, le mot est *zerbrechen.)* C'est la condition première de toute révolution populaire réelle sur le continent. C'est aussi ce qu'ont tenté nos héroïques camarades de Paris. » *(Neue Zeit,* XX, 1, 1901-1902, p. 709.) (Les lettres de Marx à Kugelmann comptent au moins deux éditions russes, dont une rédigée et préfacée par moi. *[Voir V. Lénine : Œuvres, t. 12, pp. 101-109. (N.R.)]*)

« Briser la machine bureaucratique et militaire » : en ces quelques mots se trouve brièvement exprimée la principale leçon du marxisme sur les tâches du prolétariat à l'égard de l'Etat au cours de la révolution. Et c'est cette leçon qui est non seulement tout à fait oubliée, mais encore franchement dénaturée par l'« interprétation » dominante du marxisme, due à Kautsky !

Quant au passage du *18-Brumaire* auquel se réfère Marx, nous l'avons intégralement reproduit plus haut.

Deux points surtout sont à souligner dans ce passage de Marx. En premier lieu, il limite sa conclusion au continent. Cela se concevait en 1871, quand l'Angleterre était encore un modèle du pays purement capitaliste, mais sans militarisme et, dans une large mesure, sans bureaucratie. Aussi Marx faisait-il une exception pour l'Angleterre, où la révolution et même la révolution populaire paraissait possible, et l'était en effet *sans* destruction préalable de la « machine de l'Etat toute prête ».

Aujourd'hui, en 1917, à l'époque de la première grande guerre impérialiste, cette restriction de Marx ne joue plus. L'Angleterre comme l'Amérique, les plus grands et les derniers représentants de la « liberté » anglo-saxonne dans le monde entier (absence de militarisme et de bureaucratisme), ont glissé entièrement dans le marais européen, fangeux et sanglant, des institutions militaires et bureaucratiques, qui se subordonnent tout et écrasent tout de leur poids. Maintenant, en Angleterre comme en Amérique, « la condition première de toute révolution populaire réelle », c'est la *démolition,* la *destruction* de la « machine de l'Etat toute prête » (portée en ces pays, de 1914 à 1917, à une perfection « européenne », commune désormais à tous les Etats impérialistes).

En second lieu, ce qui mérite une attention particulière, c'est cette remarque très profonde de Marx, que la destruction de la machine militaire et bureaucratique de l'Etat est « la condition première de toute révolution *populaire* réelle ». Cette notion de révolution « populaire » paraît surprenante dans la bouche de Marx ; et, en. Russie, les adeptes de Plékhanov ainsi que les menchéviks, ces disciples de Strouvé qui désirent passer pour des marxistes, seraient bien capables de qualifier son expression de « lapsus ». Ils ont réduit le marxisme à une doctrine si platement libérale que, en dehors de l'antithèse : révolution bourgeoise et révolution prolétarienne, rien n'existe pour eux ; encore conçoivent-ils cette antithèse d'une manière on ne peut plus scolastique.

Si l'on prend, à titre d'exemple, les révolutions du XX^{e} siècle, force sera de reconnaître que, de toute évidence, les révolutions portugaise et turque sont bourgeoises. Mais ni l'une ni l'autre ne sont « populaires », puisque la masse du peuple, son immense majorité, n'intervient d'une façon visible, active, autonome, avec ses revendications économiques et politiques propres, ni dans l'une ni dans l'autre de ces révolutions. Par contre, la révolution bourgeoise russe de 1905-1907, sans avoir remporté des succès aussi « éclatants » que ceux qui échurent de temps à autre aux révolutions portugaise et turque, a été sans conteste une révolution « populaire réelle ». Car la masse du peuple, sa majorité, ses couches sociales « inférieures » les plus profondes, accablées par le joug et l'exploitation, se sont soulevées spontanément et ont laissé sur toute la marche de la révolution l'empreinte de *leurs* revendications, de *leurs* tentatives de construire à leur manière une société nouvelle à la place de l'ancienne en cours de destruction.

En 1871, le prolétariat ne formait la majorité du peuple dans aucun pays du continent européen. La révolution ne pouvait être « populaire » et entraîner véritablement la majorité dans le mouvement qu'en englobant et le prolétariat et la paysannerie. Le « peuple » était justement formé de ces deux classes. Celles-ci sont unies par le fait que la « machine bureaucratique et militaire » les opprime, les écrase, les exploite. *Briser* cette machine, la *démolir,* tel est véritablement l'intérêt du « peuple », de sa majorité, des ouvriers et de la majorité des paysans ; telle est la « condition première » de la libre alliance des paysans pauvres et des prolétaires ; et, sans cette alliance, pas de démocratie solide, pas de transformation socialiste possible.

C'est vers cette alliance, on le sait, que la Commune de Paris se frayait la voie. Elle n'atteignit pas son but pour diverses raisons d'ordre intérieur et extérieur.

Ainsi donc, en parlant d'une *«* révolution populaire réelle », et sans oublier le moins du monde les traits particuliers de la petite bourgeoisie (dont il a beaucoup et souvent parlé), Marx tenait compte avec la plus grande rigueur des véritables rapports de classes dans la plupart des Etats continentaux d'Europe en 1871. D'autre part, il constatait que la « démolition » de la machine de l'Etat est dictée par les intérêts des ouvriers et des paysans, qu'elle les unit et leur assigne une tâche commune : la suppression de ce « parasite » et son remplacement par quelque chose de nouveau.

Par quoi précisément ?

2. PAR QUOI REMPLACER LA MACHINE D'ETAT DÉMOLIE ?

A cette question Marx ne donnait encore, en 1847, dans le *Manifeste communiste,* qu'une réponse tout à fait abstraite, ou plutôt une réponse indiquant les problèmes, mais non les moyens de les résoudre. La remplacer par l'« organisation du prolétariat en classe dominante », par la « conquête de la démocratie », telle était la réponse du *Manifeste communiste.*

Sans verser dans l'utopie, Marx attendait de *l'expérience* du mouvement de masse la réponse à la question de savoir quelles formes concrètes prendrait cette organisation du prolétariat en tant que classe dominante, de quelle manière précise cette organisation se concilierait avec la plus entière, la plus conséquente « conquête de la démocratie ».

Aussi limitée qu'ait été l'expérience de la Commune, Marx la soumet à une analyse des plus attentives dans sa *Guerre civile en France.* Citons les principaux passages de cet écrit :

> Au XIX^{e} siècle s'est développé, transmis par le moyen âge, « le pouvoir centralisé de l'Etat avec ses organismes partout présents : armée permanente, police, bureaucratie, clergé et magistrature ». En raison du développement de l'antagonisme de classe entre le Capital et le Travail, « le pouvoir de l'Etat prenait de plus en plus le caractère d'un pouvoir public organisé aux fins d'asservissement social, d'un appareil de la domination de classe. Après chaque révolution, qui marque un progrès de la lutte des classes, le caractère

> purement répressif du pouvoir d'Etat apparaît de façon de plus en plus ouverte ». Après la révolution de 1848-1849, le pouvoir d'Etat devient « l'engin de guerre national du Capital contre le Travail ». Le Second Empire ne fait que le consolider.
>
> « L'antithèse directe de l'Empire fut la Commune. » « La Commune a été la forme positive » « d'une république qui ne devait pas seulement abolir la forme monarchique de la domination de classe, mais la domination de classe elle-même... »

En quoi consistait précisément cette forme « positive » de république prolétarienne socialiste ? Quel était l'Etat qu'elle avait commencé de fonder ?

> « ...Le premier décret de la Commune fut... la suppression de l'armée permanente et son remplacement par le peuple en armes... »

Cette revendication figure maintenant au programme de tous les partis qui se réclament du socialisme. Mais ce que valent leurs programmes, c'est ce qu'illustre au mieux l'attitude de nos socialistes-révolutionnaires et de nos menchéviks qui, justement après la révolution du 27 février, ont en fait refusé de donner suite à cette revendication !

> « ... La Commune fut composée de conseillers municipaux, élus au suffrage universel dans les divers arrondissements de la ville. Ils étaient responsables et révocables à tout moment. La majorité de ses membres étaient naturellement des ouvriers ou des représentants reconnus de la classe ouvrière... »
>
> « ... Au lieu de continuer d'être l'instrument du gouvernement central, la police fut immédiatement dépouillée de ses attributs politiques et transformée en un instrument de la Commune » « responsable et à tout instant révocable... Il en fut de même pour les fonctionnaires de toutes les autres branches de l'administration... Depuis les membres de la Commune jusqu'au bas de l'échelle, la fonction publique devait être assurée pour des *salaires d'ouvriers.* Les pots-de-vin traditionnels et les indemnités de représentation des hauts dignitaires de l'Etat disparurent avec ces hauts dignitaires eux-mêmes... Une fois abolies l'armée permanente et la police, instruments matériels du pouvoir de l'ancien gouvernement, la Commune se donna pour tâche de briser l'outil spirituel de l'oppression, le pouvoir des prêtres... Les fonctionnaires de la justice furent dépouillés de leur feinte indépendance... ils devaient être électifs, responsables et révocables... »

Ainsi, la Commune semblait avoir remplacé la machine d'Etat brisée en instituant une démocratie « simplement » plus complète : suppression de l'armée permanente, électivité et révocabilité de tous les fonctionnaires sans exception. Or, en réalité, ce « simplement » représente une œuvre gigantesque : le remplacement d'institutions par d'autres foncièrement différentes. C'est là justement un cas de « transformation de la quantité en qualité » : réalisée de cette façon, aussi pleinement et aussi méthodiquement qu'il est possible de le concevoir, la démocratie, de bourgeoise, devient prolétarienne ; d'Etat (= pouvoir spécial destiné à mater une classe déterminée), elle se transforme en quelque chose qui n'est plus, à proprement parler, un Etat.

Mater la bourgeoisie et briser sa résistance n'en reste pas moins une nécessité. Cette nécessité s'imposait particulièrement à la Commune, et l'une des causes de sa défaite est qu'elle ne l'a pas fait avec assez de résolution. Mais ici, l'organisme de répression est la majorité de la population et non plus la minorité, ainsi qu'avait toujours été le cas au temps de l'esclavage comme au temps du servage et de l'esclavage salarié. Or, du moment que c'est la majorité du peuple qui mate *elle-même* ses oppresseurs, *il n'est plus besoin* d'un « pouvoir spécial » de répression ! C'est en ce sens que l'Etat *commence à s'éteindre.* Au lieu d'institutions spéciales d'une minorité privilégiée (fonctionnaires privilégiés, chefs de l'armée permanente), la majorité elle-même peut s'acquitter directement de ces tâches ; et plus les fonctions du pouvoir d'Etat sont exercées par l'ensemble du peuple, moins ce pouvoir devient nécessaire.

A cet égard, une des mesures prises par la Commune, et que Marx fait ressortir, est particulièrement remarquable : suppression de toutes les indemnités de représentation, de tous les privilèges pécuniaires attachés au corps des fonctionnaires, réduction des traitements de *tous* les fonctionnaires au niveau des « *salaires d'ouvriers* ». C'est là justement qu'apparaît avec le plus de relief le *tournant* qui s'opère de la démocratie bourgeoise à la démocratie prolétarienne, de la démocratie des oppresseurs à la démocratie des classes opprimées, de l'Etat en tant que « *pouvoir spécial* » destiné à mater une classe déterminée à la répression exercée sur les oppresseurs par le *pouvoir général* de la majorité du peuple, des ouvriers et des paysans. Et c'est précisément sur ce point, particulièrement frappant et le plus important peut-être en ce qui concerne la question de l'Etat, que les enseignements de Marx sont le plus oubliés ! Les commentaires de vulgarisation — ils sont innombrables — n'en parlent pas. Il est «

d'usage » de taire cela comme une « naïveté » qui a fait son temps, à la manière des chrétiens qui, une fois leur culte devenu religion d'Etat, ont « oublié » les « naïvetés » du christianisme primitif avec son esprit révolutionnaire démocratique.

La réduction du traitement des hauts fonctionnaires de l'Etat apparaît « simplement » comme la revendication d'un démocratisme naïf, primitif. Un des « fondateurs » de l'opportunisme moderne, l'ex-social-démocrate Ed. Bernstein, s'est maintes fois exercé à répéter les plates railleries bourgeoises contre le démocratisme « primitif ». Comme tous les opportunistes, comme les kautskistes de nos jours, il n'a pas du tout compris, premièrement, qu'il est *impossible* de passer du capitalisme au socialisme sans un certain « retour » au démocratisme « primitif » (car enfin, comment s'y prendre autrement pour faire en sorte que les fonctions de l'Etat soient exercées par la majorité, par la totalité de la population ?) et, deuxièmement, que le « démocratisme primitif » basé sur le capitalisme et la culture capitaliste n'est pas le démocratisme primitif des époques anciennes ou précapitalistes. La culture capitaliste *a créé* la grande production, les fabriques, les chemins de fer, la poste, le téléphone, etc. Et, *sur cette base,* l'immense majorité des fonctions du vieux « pouvoir d'Etat » se sont tellement simplifiées, et peuvent être réduites à de si simples opérations d'enregistrement, d'inscription, de contrôle, qu'elles seront parfaitement à la portée de toute personne pourvue d'une instruction primaire, qu'elles pourront parfaitement être exercées moyennant un simple « salaire d'ouvrier » ; ainsi l'on peut (et l'on doit) enlever à ces fonctions tout caractère privilégié, « hiérarchique ».

Electivité complète, révocabilité *à tout moment* de tous les fonctionnaires sans exception, réduction de leurs traitements au niveau d'un normal « salaire d'ouvrier », ces mesures démocratiques simples et « allant de soi », qui rendent parfaitement solidaires les intérêts des ouvriers et de la majorité des paysans, servent en même temps de passerelle conduisant du capitalisme au socialisme. Ces mesures concernent la réorganisation de l'Etat, la réorganisation purement politique de la société, mais elles ne prennent naturellement tout leur sens et toute leur valeur que rattachées à la réalisation ou à la préparation de l'« expropriation des expropriateurs », c'est-à-dire avec la transformation de la propriété privée capitaliste des moyens de production en propriété sociale.

> « La Commune, écrivait Marx, a réalisé ce mot d'ordre de toutes les révolutions bourgeoises, le gouvernement à bon marché, en abolissant les deux grandes sources de dépenses : l'armée permanente et le fonctionnarisme. »

Seule une infime minorité de la paysannerie ainsi que des autres couches de la petite bourgeoisie, « s'élève », « arrive » au sens bourgeois du mot, c'est-à-dire que seuls quelques individus deviennent ou des gens aisés, des bourgeois, ou des fonctionnaires nantis et privilégiés. L'immense majorité des paysans, dans tout pays capitaliste où il existe une paysannerie (et ces pays sont en majorité), sont opprimés par le gouvernement et aspirent à le renverser ; ils aspirent à un gouvernement « à bon marché ». Le prolétariat peut *seul* s'acquitter de cette tâche et, en l'exécutant, il fait du même coup un pas vers la réorganisation socialiste de l'Etat.

3. SUPPRESSION DU PARLEMENTARISME

> « La Commune, écrivait Marx, devait être non pas un organisme parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois. »

> «... Au lieu de décider une fois tous les trois ou six ans quel membre de la classe dirigeante « représentera » et foulera aux pieds *(ver-und zertreten)* le peuple au Parlement, le suffrage universel devait servir au peuple constitué en communes — comme le suffrage individuel à tout autre employeur — à recruter des ouvriers, des surveillants, des comptables pour ses entreprises. »

Cette remarquable critique du parlementarisme, formulée en 1871, est, elle aussi aujourd'hui, du fait de la domination du social-chauvinisme et de l'opportunisme, au nombre des « paroles oubliées » du marxisme. Les ministres et les parlementaires de profession, les traîtres au prolétariat et les socialistes « pratiques » d'à présent ont entièrement laissé aux anarchistes le soin de critiquer le parlementarisme ; et, pour cette raison d'une logique surprenante, ils qualifient d'« anarchiste » *toute* critique du parlementarisme. On ne saurait s'étonner que le prolétariat des pays parlementaires « avancés », écœuré à la vue de « socialistes » tels que les Scheidemann, David, Legien, Sembat, Renaudel, Henderson, Vandervelde, Stauning, Branting, Bissolati et C^{ie}, ait de plus en plus souvent accordé ses sympathies à l'anarcho-syndicalisme, encore que celui-ci soit le frère jumeau de l'opportunisme.

Mais, pour Marx, la dialectique révolutionnaire n'a jamais été cette vaine phraséologie à la mode, ce hochet qu'en ont fait Plékhanov, Kautsky et les autres. Marx a su rompre impitoyablement avec l'anarchisme pour son impuissance à utiliser même l'« écurie » du parlementarisme bourgeois, surtout lorsque la situation n'est manifestement pas révolutionnaire ; mais il a su, en même temps, donner une critique véritablement prolétarienne et révolutionnaire du parlementarisme.

Décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel membre de la classe dirigeante foulera aux pieds, écrasera le peuple au Parlement, telle est l'essence véritable du parlementarisme bourgeois non seulement dans les monarchies constitutionnelles parlementaires, mais encore dans les républiques les plus démocratiques.

Mais si l'on pose la question de l'Etat, si l'on considère le parlementarisme comme une de ses institutions, du point de vue des tâches du prolétariat dans *ce* domaine, quel est donc le moyen de sortir du parlementarisme ? Comment peut-on s'en passer ? Force nous est de le dire et redire encore : les enseignements de Marx, fondés sur l'étude de la Commune, sont si bien oubliés que le « social-démocrate » actuel (lisez : l'actuel traître au socialisme) est tout simplement incapable de concevoir une autre critique du parlementarisme que la critique anarchiste ou réactionnaire.

Certes, le moyen de sortir du parlementarisme ne consiste pas à détruire les organismes représentatifs et le principe électif, mais à transformer ces moulins à paroles que sont les organismes représentatifs en assemblées « agissantes ». « La Commune devait être non pas un organisme parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois. »

Un organisme « non parlementaire mais agissant », voilà qui s'adresse on ne peut plus directement aux parlementaires modernes et aux « toutous » parlementaires de la social-démocratie ! Considérez n'importe quel pays parlementaire, depuis l'Amérique jusqu'à la Suisse, depuis la France jusqu'à l'Angleterre, la Norvège, etc., la véritable besogne d'« Etat » se fait dans la coulisse ; elle est exécutée par les départements, les chancelleries, les états-majors. Dans les parlements, on ne fait que bavarder, à seule fin de duper le « bon peuple ». Cela est si vrai que, même dans la République russe, république démocratique bourgeoise, tous ces vices du parlementarisme sont apparus aussitôt, avant même qu'elle ait eu le temps de constituer un véritable Parlement. Les héros du philistinisme pourri — les Skobélev et les Tsérételi, les Tchernov et les Avksentiev — ont réussi à gangrener jusqu'aux Soviets, dont ils ont fait de stériles moulins à paroles sur le modèle du plus écœurant parlementarisme bourgeois. Dans les Soviets, messieurs les ministres « socialistes » dupent les moujiks crédules par leur phraséologie et leurs résolutions. Au sein du gouvernement, c'est un quadrille permanent, d'une part, pour faire asseoir à tour de rôle autour de l'« assiette au beurre », des sinécures lucratives et honorifiques, le plus possible de socialistes-révolutionnaires et de menchéviks ; d'autre part, pour « distraire l'attention » du peuple. Pendant ce temps, dans les chancelleries, dans les états-majors, on « fait » le « travail d'Etat » !

Le *Diélo Naroda,* organe des « socialistes-révolutionnaires », parti dirigeant, avouait récemment dans un éditorial, avec cette incomparable franchise des gens de la « bonne société », où « tous » se livrent à la prostitution politique, que même dans les ministères appartenant aux « socialistes » (passez-moi le mot !), que même là tout le vieil appareil bureaucratique reste en gros le même, fonctionne comme par le passé et sabote en toute « liberté » les mesures révolutionnaires ! Mais même sans cet aveu, l'histoire de la participation des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks au gouvernement n'apporte-t-elle pas la preuve concrète qu'il en est ainsi ? Ce qui est caractéristique, en l'occurrence, c'est que, siégeant au ministère en compagnie des cadets, MM. Tchernov, Roussanov, Zenzinov et autres rédacteurs du *Diélo Naroda* poussent l'impudence jusqu'à raconter en public et sans rougir, comme une chose sans conséquence, que « chez eux », dans leurs ministères, tout marche comme par le passé !! Phraséologie démocratique révolutionnaire pour duper Jacques Bonhomme, chinoiseries bureaucratiques et paperassières pour « combler d'aise » les capitalistes : voilà *l'essence* de l'« honnête » coalition.

Au parlementarisme vénal, pourri jusqu'à la moelle, de la société bourgeoise, la Commune substitue des organismes où la liberté d'opinion et de discussion ne dégénère pas en duperie, car les parlementaires doivent travailler eux-mêmes, appliquer eux-mêmes leurs lois, en vérifier eux-mêmes les effets, en répondre eux-mêmes directement devant leurs électeurs. Les organismes représentatifs demeurent, mais le parlementarisme comme système spécial, comme division du travail législatif et exécutif, comme situation privilégiée pour les députés, *n'est plus.* Nous ne pouvons concevoir une démocratie, même une démocratie prolétarienne, sans organismes représentatifs ; mais nous pouvons et *devons* la concevoir sans parlementarisme, si la critique de la société bourgeoise n'est pas pour nous un vain mot, si notre volonté de renverser la domination de la bourgeoisie est une volonté sérieuse et sincère et non une phrase « électorale » destinée à capter les voix des ouvriers, comme chez

les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, chez les Scheidemann et les Legien, les Sembat et les Vandervelde.

Il est extrêmement symptomatique que, parlant des fonctions de *ce* personnel administratif qu'il faut à la Commune comme à la démocratie prolétarienne, Marx prenne comme terme de comparaison le personnel « de tout autre employeur », c'est-à-dire une entreprise capitaliste ordinaire avec ses « ouvriers, surveillants et comptables ».

Il n'y a pas un grain d'utopisme chez Marx ; il n'invente pas, il n'imagine pas de toutes pièces une société « nouvelle ». Non, il étudie, comme un processus d'histoire naturelle, la *naissance* de la nouvelle société *à partir* de l'ancienne, les formes de transition de celle-ci à celle-là. Il prend l'expérience concrète du mouvement prolétarien de masse et s'efforce d'en tirer des leçons pratiques. Il « se met à l'école » de la Commune, de même que tous les grands penseurs révolutionnaires n'hésitèrent pas à se mettre à l'école des grands mouvements de la classe opprimée, sans jamais les aborder du point de vue d'une « morale » pédantesque (comme Plékhanov disant : « Il ne fallait pas prendre les armes », ou Tsérétéli : « Une classe doit savoir borner elle-même ses aspirations »).

Il ne saurait être question de supprimer d'emblée, partout et complètement, le fonctionnarisme. C'est une utopie. Mais *briser* d'emblée la vieille machine administrative pour commencer sans délai à en construire une nouvelle, permettant de supprimer graduellement tout fonctionnarisme, cela *n'est pas* une utopie, c'est l'expérience de la Commune, c'est la tâche urgente, immédiate, du prolétariat révolutionnaire.

Le capitalisme simplifie les fonctions administratives « étatiques » ; il permet de rejeter les *«* méthodes de commandement » et de tout ramener à une organisation des prolétaires (classe dominante) qui embauche, au nom de toute la société, « des ouvriers, des surveillants, des comptables ».

Nous ne sommes pas des utopistes. Nous ne « rêvons » pas de nous passer *d'emblée* de toute administration, de toute subordination ; ces rêves anarchistes, fondés sur l'incompréhension des tâches qui incombent à la dictature du prolétariat, sont foncièrement étrangers au marxisme et ne servent en réalité qu'à différer la révolution socialiste jusqu'au jour où les hommes auront changé. Nous, nous voulons la révolution socialiste avec les hommes tels qu'ils sont aujourd'hui, et qui ne se passeront pas de subordination, de contrôle, « de surveillants et de comptables ».

Mais c'est au prolétariat, avant-garde armée de tous les exploités et de tous les travailleurs, qu'il faut se subordonner. On peut et on doit dès à présent, du jour au lendemain, commencer à remplacer les « méthodes de commandement » propres aux fonctionnaires publics par le simple exercice d'une « surveillance et d'une comptabilité », fonctions toutes simples qui, dès aujourd'hui, sont parfaitement à la portée de la généralité des citadins, et dont ils peuvent parfaitement s'acquitter pour des « salaires d'ouvriers ».

C'est *nous-mêmes,* les ouvriers, qui organiserons la grande production en prenant pour point de départ ce qui a déjà été créé par le capitalisme, en nous appuyant sur notre expérience ouvrière, en instituant une discipline rigoureuse, une discipline de fer maintenue par le pouvoir d'Etat des ouvriers armés ; nous réduirons les fonctionnaires publics au rôle de simples agents d'exécution de nos directives, au rôle « de surveillants et de comptables », responsables, révocables et modestement rétribués (tout en conservant, bien entendu, les spécialistes de tout genre, de toute espèce et de tout rang) : voilà *notre* tâche prolétarienne, voilà par quoi l'on peut et l'on doit *commencer* en accomplissant la révolution prolétarienne. Ces premières mesures, fondées sur la grande production, conduisent d'elles-mêmes à l'« extinction » graduelle de tout fonctionnarisme, à l'établissement graduel d'un ordre — sans guillemets et ne ressemblant point à l'esclavage salarié — où les fonctions de plus en plus simplifiées de surveillance et de comptabilité seront remplies par tout le monde à tour de rôle, pour ensuite devenir une habitude et disparaître enfin en tant que fonctions *spéciales* d'une catégorie spéciale d'individus.

Un spirituel social-démocrate allemand des années 70 a dit de la *poste* qu'elle était un modèle d'entreprise socialiste. Rien n'est plus juste. La poste est actuellement une entreprise organisée sur le modèle du monopole *capitaliste* d'Etat. L'impérialisme transforme progressivement tous les trusts en organisations de ce type. Les « simples » travailleurs, accablés de besogne et affamés, y restent soumis à la même bureaucratie bourgeoise. Mais le mécanisme de gestion sociale y est déjà tout prêt. Une fois les capitalistes renversés, la résistance de ces exploiteurs matée par la main de fer des ouvriers en armes, la machine bureaucratique de l'Etat actuel brisée, nous avons devant nous un mécanisme admirablement outillé au point de vue technique, affranchi de «

parasitisme », et que les ouvriers associés peuvent fort bien mettre en marche eux-mêmes en embauchant des techniciens, des surveillants, des comptables, en rétribuant leur travail à *tous,* de même que celui de *tous* les fonctionnaires « publics », par un salaire d'ouvrier. Telle est la tâche concrète, pratique, immédiatement réalisable à l'égard de tous les trusts, et qui affranchit les travailleurs de l'exploitation en tenant compte de l'expérience déjà commencée pratiquement par la Commune (surtout dans le domaine de l'organisation de l'Etat).

Toute l'économie nationale organisée comme la poste, de façon que les techniciens, les surveillants, les comptables reçoivent, comme *tous* les fonctionnaires, un traitement n'excédant pas des « salaires d'ouvriers », sous le contrôle et la direction du prolétariat armé : tel est notre but immédiat. Voilà l'Etat dont nous avons besoin, et sa base économique. Voilà ce que donneront la suppression du parlementarisme et le maintien des organismes représentatifs — voilà ce qui débarrassera les classes laborieuses de la corruption de ces organismes par la bourgeoisie.

4. ORGANISATION DE L'UNITÉ DE LA NATION

> « ...Dans une brève esquisse d'organisation nationale que la Commune n'eut pas le temps de développer, il est dit expressément que la Commune devait être la forme politique même des plus petits hameaux de campagne... » Ce sont les Communes qui auraient également élu la « délégation nationale » de Paris.
>
> « ...Les fonctions, peu nombreuses, mais importantes, qui restaient encore à un gouvernement central, ne devaient pas être supprimées, comme on l'a dit faussement, de propos délibéré, mais devaient être confiées à des fonctionnaires communaux, c'est-à-dire strictement responsables... »
>
> « ...L'unité de la nation ne devait pas être brisée, mais au contraire organisée par la Constitution communale ; elle devait devenir une réalité grâce à la destruction du pouvoir d'Etat qui prétendait être l'incarnation de cette unité, mais se voulait indépendant de la nation même, et supérieur à elle, alors qu'il n'en était qu'une excroissance parasitaire... Il importait d'amputer les organes purement répressifs de l'ancien pouvoir gouvernemental, ses fonctions légitimes devaient être arrachées à une autorité qui prétendait se placer au-dessus de la société, et rendues aux serviteurs responsables de la société. »

A quel point les opportunistes de la social-démocratie contemporaine n'ont pas compris — il serait peut-être plus juste de dire : n'ont pas voulu comprendre — ces considérations de Marx, c'est ce que montre on ne peut mieux le livre : *Les Prémisses du socialisme et les tâches de la social-démocratie,* par lequel le renégat Bernstein s'est acquis une célébrité à la manière d'Erostrate. Précisément à propos du passage de Marx, que nous venons de citer, Bernstein écrivait que ce programme, «par son contenu politique, accuse, dans tous ses traits essentiels, une ressemblance frappante avec le fédéralisme de Proudhon... En dépit de toutes les divergences existant, par ailleurs, entre Marx et le « petit-bourgeois » Proudhon (Bernstein écrit « petit-bourgeois » entre guillemets, entendant y mettre de l'ironie), leur façon de voir est, sur ces points, semblable au possible ». Sans doute, continue Bernstein, l'importance des municipalités grandit, mais « il me paraît douteux que la première tâche de la démocratie soit cette suppression (*Auflösung,* littéralement : dissolution au sens propre comme au sens figuré) des Etats modernes et ce changement complet (*Umwandlung,* métamorphose) de leur organisation qu'imaginent Marx et Proudhon : formation d'une assemblée nationale de délégués des assemblées provinciales ou départementales, lesquelles se composeraient à leur tour de délégués des communes, de sorte que toute la forme antérieure des représentations nationales disparaîtrait complètement ». (*Bernstein,* ouvr. cité, pp. 134 et 136, éd. allemande de 1899).

Voilà qui est tout simplement monstrueux : confondre les vues de Marx sur la « destruction du pouvoir d'Etat parasite » avec le fédéralisme de Proudhon ! Mais ce n'est pas un effet du hasard, car il ne vient même pas à l'idée de l'opportuniste que Marx, loin de traiter ici du fédéralisme par opposition au centralisme, parle de la démolition de la vieille machine d'Etat bourgeoise existant dans tous les pays bourgeois.

Il ne vient à l'idée de l'opportuniste que ce qu'il voit autour de lui, dans son milieu de philistinisme petit-bourgeois et de stagnation « réformiste », à savoir, uniquement les « municipalités » ! Quant à la révolution du prolétariat, l'opportuniste a désappris même d'y penser.

Cela est ridicule. Mais il est remarquable que, sur ce point, on n'ait pas discuté avec Bernstein. Beaucoup l'ont réfuté, en particulier Plékhanov parmi les auteurs russes, et Kautsky parmi les auteurs d'Europe occidentale ; cependant, ni l'un ni l'autre *n'ont rien dit de cette* déformation de Marx par Bernstein.

L'opportuniste a si bien désappris à penser révolutionnairement et à réfléchir à la révolution, qu'il voit du « fédéralisme » chez Marx, ainsi confondu avec le fondateur de l'anarchisme. Proudhon. Et Kautsky, et Plékhanov, qui prétendent être des marxistes orthodoxes et vouloir défendre la doctrine du marxisme révolutionnaire, se taisent là-dessus. On découvre ici l'une des racines de cette extrême indigence de vues sur la différence entre le marxisme et l'anarchisme, qui caractérise les kautskistes aussi bien que les opportunistes et dont nous aurons encore à parler.

Dans les considérations déjà citées de Marx sur l'expérience de la Commune, il n'y a pas trace de fédéralisme. Marx s'accorde avec Proudhon précisément sur un point que l'opportuniste Bernstein n'aperçoit pas. Marx est en désaccord avec Proudhon précisément là où Bernstein les voit s'accorder.

Marx s'accorde avec Proudhon en ce sens que tous deux sont pour la « démolition » de la machine d'Etat actuelle. Cette similitude du marxisme avec l'anarchisme (avec Proudhon comme avec Bakounine), ni les opportunistes ni les kautskistes ne veulent l'apercevoir car, sur ce point, ils se sont éloignés du marxisme.

Marx est en désaccord et avec Proudhon et avec Bakounine précisément à propos du fédéralisme (sans parler de la dictature du prolétariat). Les principes du fédéralisme découlent des conceptions petites-bourgeoises de l'anarchisme. Marx est centraliste. Et, dans les passages cités de lui, il n'existe pas la moindre dérogation au centralisme. Seuls des gens imbus d'une « foi superstitieuse » petite-bourgeoise en l'Etat peuvent prendre la destruction de la machine d'Etat bourgeoise pour la destruction du centralisme !

Mais si le prolétariat et la paysannerie pauvre prennent en main le pouvoir d'Etat, s'organisent en toute liberté au sein des communes et *unissent* l'action de toutes les communes pour frapper le Capital, écraser la résistance des capitalistes, remettre à *toute* la nation, à toute la société, la propriété privée des chemins de fer, des fabriques, de la terre, etc., ne sera-ce pas là du centralisme ? Ne sera-ce pas là le centralisme démocratique le plus conséquent et, qui plus est, un centralisme prolétarien ?

Bernstein est tout simplement incapable de concevoir la possibilité d'un centralisme librement consenti, d'une libre union des communes en nation, d'une fusion volontaire des communes prolétariennes en vue de détruire la domination bourgeoise et la machine d'Etat bourgeoise. Comme tout philistin, Bernstein se représente le centralisme comme une chose qui ne peut être imposée et maintenue que d'en haut, par la bureaucratie et le militarisme.

Comme s'il avait prévu la possibilité d'une déformation de sa doctrine, Marx souligne à dessein que c'est commettre sciemment un faux que d'accuser la Commune d'avoir voulu détruire l'unité de la nation et supprimer le pouvoir central. Marx emploie intentionnellement cette expression : « organiser l'unité de la nation », pour opposer le centralisme prolétarien conscient, démocratique, au centralisme bourgeois, militaire, bureaucratique.

Mais... il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre. Et les opportunistes de la social-démocratie contemporaine ne veulent justement pas entendre parler de la destruction du pouvoir d'Etat, de l'amputation de ce parasite.

5. DESTRUCTION DE L'ETAT PARASITE

Nous avons déjà cité les passages correspondants de Marx sur ce point ; nous allons les compléter.

> « ... C'est en général le sort des formations historiques entièrement nouvelles, écrivait Marx, d'être prises à tort pour la réplique des formes plus anciennes, et même éteintes, de la vie sociale, avec lesquelles elles peuvent offrir une certaine ressemblance. Ainsi, dans cette nouvelle Commune, qui brise (bricht) le pouvoir d'Etat moderne, on a voulu voir un rappel à la vie des communes médiévales... une fédération de petits Etats, conforme aux rêves de Montesquieu et des Girondins... une forme exagérée de la vieille lutte contre l'excès de centralisation. . . »

> « ... La Constitution communale aurait restitué au corps social toutes les forces jusqu'alors absorbées par l'Etat, excroissance parasitaire qui se nourrit aux dépens de la société et en paralyse le libre mouvement. Par ce seul fait, elle eût été le point de départ de la régénération de la France... »

> « ... La Constitution communale aurait placé les producteurs ruraux sous la direction intellectuelle des chefs-lieux des départements et leur aurait apporté l'assurance de trouver, chez les ouvriers des villes, les garants

> naturels de leurs intérêts. L'existence même de la Commune impliquait, comme quelque chose d'évident, la liberté municipale ; mais elle n'était plus dorénavant un obstacle au pouvoir d'Etat désormais aboli. »

« Destruction du pouvoir d'Etat », cette « excroissance parasitaire » ; « amputation », « démolition » de ce pouvoir ; « le pouvoir d'Etat désormais aboli » — c'est en ces termes que Marx, jugeant et analysant l'expérience de la Commune, parle de l'Etat.

Tout ceci fut écrit il y a moins d'un demi-siècle, et aujourd'hui il faut se livrer à de véritables fouilles pour retrouver et faire pénétrer dans la conscience des larges masses un marxisme non frelaté. Les conclusions tirées par Marx de ses observations sur la dernière grande révolution qu'il ait vécue ont été oubliées juste au moment où s'ouvrait une nouvelle époque de grandes révolutions du prolétariat.

> « ... La multiplicité des interprétations dont la Commune a été l'objet et la multiplicité des intérêts qui se réclamaient d'elle montrent que c'était une forme politique tout à fait susceptible d'expansion, alors que toutes les autres formes de gouvernement avaient jusque-là mis l'accent sur la répression. Son vrai secret, le voici : c'était essentiellement un *gouvernement de la classe ouvrière,* le résultat de la lutte de la classe des producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du Travail... »
>
> « Sans cette dernière condition, la Constitution communale eût été une impossibilité et un leurre... »

Les utopistes se sont efforcés de « découvrir » les formes politiques sous lesquelles devait s'opérer la réorganisation socialiste de la société. Les anarchistes ont éludé en bloc la question des formes politiques. Les opportunistes de la social-démocratie contemporaine ont accepté les formes politiques bourgeoises de l'Etat démocratique parlementaire comme une limite que l'on ne saurait franchir et ils se sont fendu le front à se prosterner devant ce « modèle », en taxant d'anarchisme toute tentative de *briser* ces formes.

De toute l'histoire du socialisme et de la lutte politique, Marx a déduit que l'Etat devra disparaître et que la forme transitoire de sa disparition (passage de l'Etat au non-Etat) sera « le prolétariat organisé en classe dominante ». Quant aux *formes* politiques de cet avenir, Marx n'a pas pris sur lui de les *découvrir*. Il s'est borné à observer exactement l'histoire de la France, à l'analyser, et à tirer la conclusion à laquelle l'a conduit l'année 1851 : les choses s'orientent vers la *destruction* de la machine d'Etat bourgeoise.

Et quand éclata le mouvement révolutionnaire de masse du prolétariat, malgré l'échec de ce mouvement, malgré sa courte durée et sa faiblesse évidente, Marx se mit à étudier les formes qu'il avait *révélées.*

La Commune est la forme, « enfin trouvée » par la révolution prolétarienne, qui permet de réaliser l'émancipation économique du Travail. La Commune est la première tentative faite par la révolution prolétarienne pour *briser* la machine d'Etat bourgeoise ; elle est la forme politique « enfin trouvée » par quoi l'on peut et l'on doit *remplacer* ce qui a été brisé. Nous verrons plus loin que les révolutions russes de 1905 et de 1917, dans un cadre différent, dans d'autres conditions, continuent l'œuvre de la Commune et confirment la géniale analyse historique de Marx.

Chapitre IV

SUITE. EXPLICATIONS COMPLÉMENTAIRES D'ENGELS

Marx a dit l'essentiel sur la portée de l'expérience de la Commune. Engels est revenu à maintes reprises sur ce même sujet, commentant l'analyse et les conclusions de Marx et éclairant parfois *d'autres* aspects du problème avec une telle vigueur et un tel relief qu'il est indispensable de nous arrêter spécialement sur ces commentaires.

1. LA « QUESTION DU LOGEMENT »

Dans son ouvrage qui traite de la question du logement (1872), Engels tient déjà compte de l'expérience de la Commune lorsque, à plusieurs reprises, il s'arrête sur les tâches de la révolution à l'égard de l'Etat. Il est intéressant de voir comment, sur ce sujet concret, l'on voit apparaître clairement, d'une part, les traits de similitude entre l'Etat prolétarien et l'Etat actuel, - traits qui permettent dans les deux cas de parler d'Etat,-et, d'autre part, les traits qui les distinguent et où se marque la transition vers la suppression de l'Etat.

> Comment donc résoudre la question du logement ? Dans notre « société actuelle, comme toute autre question sociale : en établissant graduellement un équilibre économique entre l'offre et la demande ; cette solution, qui n'empêche pas le problème de se reposer sans cesse, n'en est donc pas une. Quant à la manière dont une révolution sociale résoudrait la question, cela dépend non seulement des circonstances dans lesquelles elle se produirait, mais aussi de questions beaucoup plus étendues, dont l'une des plus essentielles est la suppression de l'opposition entre la ville et la campagne. Comme nous n'avons pas à bâtir des systèmes utopiques pour l'organisation de la société future, il serait plus qu'oiseux de nous étendre sur ce sujet. Ce qui est certain, c'est qu'il y a dans les grandes villes déjà suffisamment d'immeubles d'habitation pour remédier sans délai par leur emploi rationnel à toute véritable « *crise* du logement ». Ceci ne peut naturellement se faire que par l'expropriation des propriétaires actuels, par l'occupation de leurs immeubles par des travailleurs sans abri ou trop entassés dans leurs logis : et dès que le prolétariat aura conquis le pouvoir politique, cette mesure exigée par le bien public sera aussi facile à réaliser que le sont aujourd'hui les expropriations et réquisitions de logements par l'Etat » (p. 22 de l'éd. allemande de 1887).

On n'envisage pas ici un changement de forme du pouvoir d'Etat, mais uniquement le contenu de son activité. L'Etat actuel ordonne, lui aussi, des expropriations et les réquisitions de logements. Au point de vue formel, l'Etat prolétarien « ordonnera » également des réquisitions de logements et des expropriations d'immeubles. Mais il est clair que l'ancien appareil exécutif, la bureaucratie liée à la bourgeoisie, serait tout simplement inapte à appliquer les dispositions de l'Etat prolétarien.

> « ... Il faut constater que la « prise de possession effective », par la population laborieuse, de tous les instruments de travail, de toute l'industrie, est exactement le contraire du « rachat » proudhonien. D'après cette dernière solution, *chaque ouvrier* devient propriétaire de son logis, de sa ferme, de ses instruments de travail. D'après la première, la « population laborieuse » reste le possesseur collectif des maisons, usines et instruments de travail, et du moins pendant une période de transition, elle en abandonnera difficilement la jouissance sans dédommagement de ses frais aux individus ou aux sociétés privées. Exactement comme la suppression de la propriété foncière n'est pas celle de la rente foncière, mais son transfert à la société, encore que sous une forme modifiée. L'appropriation effective de tous les instruments de travail par la population laborieuse n'exclut donc en aucune façon le maintien de la prise et de la cession à bail » (p. 68).

Nous examinerons au chapitre suivant la question effleurée ici, celle des bases économiques de l'extinction de l'Etat.

Engels s'exprime avec une extrême prudence en disant que l'Etat prolétarien pourra « difficilement » distribuer des logements sans loyer, « du moins pendant une période de transition ». La location de logements, propriété de tout le peuple, à telles ou telles familles, contre un loyer, suppose aussi la perception de ce loyer, ainsi qu'un certain contrôle et l'établissement de certaines normes de répartition des logements. Tout cela exige une forme d'Etat déterminée, mais ne requiert nullement un appareil militaire et bureaucratique spécial, avec des fonctionnaires bénéficiant d'une situation privilégiée. Tandis que le passage à un état de choses où les logements pourront être fournis gratuitement est lié à l'« extinction » totale de l'Etat.

Parlant des blanquistes qui, après la Commune et influencés par son expérience, adoptèrent la position de principe du marxisme, Engels définit en passant cette position de la façon suivante :

> « ... nécessité de l'action politique du prolétariat et de sa dictature comme transition à l'abolition des classes et, avec elles, de l'Etat» (p. 55).

Des amateurs de critique littérale ou des bourgeois « destructeurs du marxisme » verront peut-être une contradiction entre cette *reconnaissance* de l'« abolition de l'Etat » et de la négation de cette formule, considérée comme anarchiste, dans la citation reproduite plus haut de *l'Anti-Dühring*. On ne serait pas étonné de voir les opportunistes ranger Engels, lui aussi, parmi les « anarchistes » ; accuser les internationalistes d'anarchisme est, de nos jours, une pratique de plus en plus répandue parmi les social-chauvins.

Avec l'abolition des classes aura lieu aussi l'abolition de l'Etat, c'est ce que le marxisme a toujours enseigné. Le passage bien connu de *l'Anti-Dühring* sur l'« extinction de l'Etat » accuse les anarchistes non pas tant d'être partisans de l'abolition de l'Etat, que de prêcher qu'il est possible d'abolir l'Etat « du jour au lendemain ».

La doctrine « social-démocrate » qui règne aujourd'hui ayant complètement dénaturé l'attitude du marxisme à l'égard de l'anarchisme dans la question de la suppression de l'Etat, il est particulièrement utile de rappeler certaine polémique de Marx et d'Engels avec les anarchistes.

2. POLÉMIQUE AVEC LES ANARCHISTES

Cette polémique remonte à 1873. Marx et Engels avaient publié des articles contre les proudhoniens « autonomistes » ou « antiautoritaires » dans un recueil socialiste italien ; et ce n'est qu'en 1913 que ces articles parurent en traduction allemande dans la *Neue Zeit.*

> « ... Si la lutte politique de la classe ouvrière, - écrivait Marx, raillant les anarchistes et leur négation de la politique, - revêt des formes révolutionnaires ; si, à la place de la dictature de la bourgeoisie, les ouvriers établissent leur dictature révolutionnaire, ils commettent un crime effroyable de lèse-principes car, pour satisfaire leurs misérables et grossiers besoins du jour, pour briser la résistance de la bourgeoisie, ils donnent à l'Etat une forme révolutionnaire et passagère, au lieu de déposer les armes et d'abolir l'Etat... » (*Neue Zeit,* 1913-1914, 32^{e} année, t. I, p. 40.)

C'est uniquement contre cette « abolition-là » de l'Etat que s'élevait Marx quand il réfutait les anarchistes ! Il ne s'élevait pas du tout contre l'idée que l'Etat disparaîtra avec les classes, ou sera aboli avec leur abolition, mais contre le refus éventuel, de la part des ouvriers, d'employer les armes, d'user de la violence organisée, *c'est-à-dire de l'Etat,* qui doit servir à « briser la résistance de la bourgeoisie ».

Marx souligne expressément — pour qu'on ne vienne pas dénaturer le sens véritable de sa lutte contre l'anarchisme — la « forme révolutionnaire et *passagère »* de l'Etat nécessaire au prolétariat. Le prolétariat n'a besoin de l'Etat que pour un temps. Nous ne sommes pas le moins du monde en désaccord avec les anarchistes quant à l'abolition de l'Etat en tant que *but.* Nous affirmons que, pour atteindre ce but, il est nécessaire d'utiliser provisoirement les instruments, les moyens et les procédés du pouvoir d'Etat *contre* les exploiteurs, de même que, pour supprimer les classes, il est indispensable d'établir la dictature provisoire de la classe opprimée. Marx choisit la façon la plus incisive et la plus nette de poser la question contre les anarchistes : les ouvriers doivent-ils, en renversant le joug des capitalistes, « déposer les armes » ou les utiliser contre les capitalistes afin de briser leur résistance ? Or, si une classe fait systématiquement usage de ses armes contre une autre classe, qu'est-ce donc sinon une « forme passagère » de l'Etat ?

Que chaque social-démocrate s'interroge : est-ce bien *ainsi* qu'il posait lui-même la question de l'Etat dans la polémique avec les anarchistes ? Est-ce bien *ainsi* que posait cette question l'immense majorité des partis socialistes officiels de la II^{e} Internationale ?

Engels expose les mêmes idées d'une manière beaucoup plus détaillée et plus populaire encore. Tout d'abord, il raille la confusion d'idées chez les proudhoniens, qui s'intitulaient « anti-autoritaires », c'est-à-dire qui niaient toute autorité, toute subordination, tout pouvoir. Prenez une usine, un chemin de fer, un navire en haute mer, dit Engels ; n'est-il pas évident que, sans une certaine subordination, donc sans une certaine autorité ou un certain pouvoir, il est impossible de faire fonctionner aucun de ces établissements techniques compliqués, fondés sur l'emploi des machines et la collaboration méthodique de nombreuses personnes ?

> ... « Si j'oppose ces arguments aux antiautoritaires les plus effrénés, écrit Engels, ils se retranchent derrière cette seule réponse : « Ah ! cela est vrai ; mais il ne s'agit pas ici d'une autorité que nous conférerions à nos délégués, *nous les chargeons seulement d'une certaine mission*... Ces gens s'imaginent pouvoir changer la chose en modifiant le nom »...

Après avoir ainsi démontré qu'autorité et autonomie sont des notions relatives ; que le domaine de leur application varie suivant les différentes phases de l'évolution sociale ; qu'il est absurde de les prendre pour des absolus ; après avoir ajouté que le domaine de l'emploi des machines et de la grande industrie s'étend de plus en plus, Engels passe, des considérations générales sur l'autorité, à la question de l'Etat.

> ... « Si les autonomistes, — écrit-il, — s'étaient bornés à dire que l'organisation sociale de l'avenir ne tolérera l'autorité que dans les limites qui sont tracées inévitablement par les conditions mêmes de la production, nous aurions pu nous entendre avec eux ; mais ils ferment les yeux sur tous les faits qui rendent l'autorité indispensable et ils luttent passionnément contre le mot. Pourquoi les antiautoritaires ne se bornent-ils pas à vitupérer l'autorité politique, l'Etat ? Tous les socialistes sont d'accord pour reconnaître que l'Etat et, avec lui, l'autorité politique, disparaîtront à la suite de la révolution sociale future ; c'est-à-dire que les fonctions publiques perdront leur caractère politique et se transformeront en de simples fonctions administratives, qui veilleront aux intérêts de la société. Mais les antiautoritaires réclament que l'Etat politique soit aboli d'un seul coup, avant même que soient abolies les conditions sociales qui l'ont créé. Ils exigent que le premier acte de la révolution sociale soit la suppression de l'autorité. Ces messieurs ont-ils jamais vu une révolution ? Une révolution est à coup sûr la chose la plus autoritaire que soit. C'est un acte par lequel une partie de la

> population impose à l'autre partie sa volonté à coups de fusils, de baïonnettes et de canons, moyens autoritaires s'il en fut. Force est au parti vainqueur de maintenir sa domination par la crainte que ses armes inspirent aux réactionnaires. Est-ce que la Commune de Paris aurait pu se maintenir plus d'un jour si elle ne s'était servie de l'autorité d'un peuple en armes contre la bourgeoisie ? Ne pouvons-nous pas, au contraire, la blâmer d'avoir fait trop peu usage de cette autorité ? Ainsi donc, de deux choses l'une : ou les antiautoritaires ne savent pas eux-mêmes ce qu'ils disent, et en ce cas ne font que créer la confusion. Ou ils le savent, et en ce cas ils trahissent la cause du prolétariat. Dans les deux cas, ils servent uniquement la réaction » (p. 39[153]).

Dans ce passage sont abordées des questions qu'il convient d'examiner en connexion avec le problème des rapports entre la politique et l'économie lors de l'extinction de l'Etat (ce thème sera traité dans le chapitre suivant). Telle la question de la transformation des fonctions publiques, de politiques qu'elles étaient, en simples fonctions administratives ; telle la question de l'« Etat politique ». Cette dernière expression, particulièrement susceptible de soulever des malentendus, est une allusion au processus d'extinction de l'Etat : il arrive un moment où l'Etat en voie d'extinction peut être appelé un Etat non politique.

Ce qu'il y a de plus remarquable dans ce passage d'Engels, c'est encore la façon dont il pose la question contre les anarchistes. Les social-démocrates qui veulent être les disciples d'Engels ont polémiqué des millions de fois avec les anarchistes depuis 1873, mais le fait est qu'ils *n'ont pas* discuté comme les marxistes peuvent et doivent le faire. L'idée de l'abolition de l'Etat est, chez les anarchistes, confuse et *non révolutionnaire,* voilà comment Engels posait la question. C'est précisément la révolution que les anarchistes se refusent à voir, sa naissance et son développement, ses tâches spécifiques en ce qui concerne la violence, l'autorité, le pouvoir et l'Etat.

La critique de l'anarchisme se réduit habituellement, pour les social-démocrates actuels, à cette pure banalité petite-bourgeoise : « Nous admettons l'Etat, les anarchistes non ! » Naturellement, une telle banalité ne peut manquer de répugner à des ouvriers tant soit peu réfléchis et révolutionnaires. Engels dit autre chose : il souligne que tous les socialistes reconnaissent la disparition de l'Etat comme une conséquence de la révolution socialiste. Il pose ensuite la question concrète de la révolution, question que les social-démocrates laissent habituellement de côté par opportunisme, abandonnant pour ainsi dire aux seuls anarchistes le soin de l'« étudier ». Et, en posant cette question, Engels prend le taureau par les cornes : la Commune n'aurait-elle pas dû se servir *davantage* du pouvoir *révolutionnaire* de *l'Etat,* c'est-à-dire du prolétariat armé, organisé en classe dominante ?

La social-démocratie officielle, qui donnait le ton, éludait généralement la question des tâches concrètes du prolétariat dans la révolution, soit tout simplement par un sarcasme de philistin, soit, dans le meilleur des cas, par ce sophisme évasif : « On verra plus tard. » Et les anarchistes étaient en droit de dire de cette social-démocratie qu'elle manquait à son devoir, qui est de faire l'éducation révolutionnaire des ouvriers. Engels met à profit l'expérience de la dernière révolution prolétarienne justement pour étudier de la façon la plus concrète ce que le prolétariat doit faire en ce qui concerne à la fois les banques et l'Etat, et comment il doit s'y prendre.

3. LETTRE À BEBEL

Une des réflexions les plus remarquables, sinon la plus remarquable, que nous trouvons dans les œuvres de Marx et d'Engels relatives à l'Etat, est le passage suivant de la lettre d'Engels à Bebel, datée du 18-28 mars 1875. Cette lettre, notons-le entre parenthèses, a été reproduite pour la première fois, à notre connaissance, dans le tome II des Mémoires de Bebel *(Souvenirs de ma vie),* paru en 1911 ; c'est-à-dire qu'elle fut publiée trente-six ans après sa rédaction et son envoi.

Engels écrivait à Bebel pour critiquer le projet de programme de Gotha (que Marx a également critiqué dans sa fameuse lettre à Bracke). Parlant spécialement de la question de l'Etat, Engels disait ceci :

> « L'Etat populaire libre est devenu un Etat libre. D'après le sens grammatical de ces termes, un Etat libre est un Etat qui est libre à l'égard de ses citoyens, c'est-à-dire un Etat à gouvernement despotique. Il conviendrait d'abandonner tout ce bavardage sur l'Etat, surtout après la Commune, qui n'était plus un Etat, au sens propre. Les anarchistes nous ont assez jeté à la tête *l'Etat populaire,* bien que déjà le livre de Marx contre Proudhon, puis le *Manifeste communiste,* disent explicitement qu'avec l'instauration du régime social socialiste, l'Etat se dissout de lui-même *(sich auslöst)* et disparaît. L'Etat n'étant qu'une institution temporaire dont on est obligé de se servir dans la lutte, dans la révolution, pour organiser la répression par la force contre ses adversaires, il est parfaitement absurde de parler d'un Etat populaire libre ; tant que le prolétariat *a* encore *besoin* de l'Etat, ce n'est point dans l'intérêt de la liberté, mais pour réprimer ses adversaires. Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'Etat cesse d'exister comme tel. Aussi proposerions-nous de mettre partout à la place du mot *Etat* le mot « communauté » *(Gemeinwesen),* excellent vieux mot allemand, répondant très bien au mot français « commune » (pp. 321-322 de l'original allemand).

Il ne faut pas perdre de vue que cette lettre a trait au programme du parti, critiqué par Marx dans une lettre écrite quelques semaines seulement après celle-ci (la lettre de Marx est du 5 mai 1875), et qu'à l'époque Engels vivait à Londres avec Marx. Aussi, en disant « nous » dans la dernière phrase, c'est sans aucun doute en son nom propre et au nom de Marx qu'Engels propose au chef du parti ouvrier allemand de supprimer dans le programme le mot « Etat » et de le remplacer par le mot *« communauté ».*

Comme on les entendrait hurler à l'« anarchisme », les chefs du « marxisme » moderne accommodé au goût des opportunistes, si on leur proposait un semblable amendement au programme !

Qu'ils hurlent. La bourgeoisie les en louera.

Quant à nous, nous poursuivrons notre œuvre. En révisant le programme de notre parti, nous devrons absolument tenir compte du conseil d'Engels et de Marx, pour être plus près de la vérité, pour rétablir le marxisme en l'expurgeant de toute déformation, pour mieux orienter la classe ouvrière dans sa lutte libératrice. Il est certain que le conseil d'Engels et de Marx ne trouvera pas d'adversaires parmi les bolcheviks. Il n'y aura de difficulté, croyons-nous, que pour le terme à employer. En allemand, il existe deux mots signifiant « communauté », et Engels a choisi celui qui désigne non pas une communauté à part, mais un ensemble, un système de communautés. Ce mot n'existe pas en russe, et il faudra peut-être choisir le mot français « commune » bien que cela présente aussi des inconvénients.

« La Commune n'était plus un Etat, au sens propre », telle est l'affirmation d'Engels, capitale au point de vue théorique. Après l'exposé qui précède, cette affirmation est parfaitement compréhensible. La Commune *cessait* d'être un Etat dans la mesure où il lui fallait opprimer non plus la majorité de la population, mais une minorité (les exploiteurs) ; elle avait brisé la machine d'Etat bourgeoise ; au lieu d'un pouvoir *spécial* d'oppression, c'est la population elle-même qui entrait en scène. Autant de dérogations à ce qu'est l'Etat au sens propre du mot. Et si la Commune s'était affermie, les vestiges de l'Etat qui subsistaient en elle se seraient « éteints » d'eux-mêmes ; elle n'aurait pas eu besoin d'« abolir » ses institutions : celles-ci auraient cessé de fonctionner au fur et à mesure qu'elles n'auraient plus rien eu à faire.

« Les anarchistes nous jettent à la tête l'« Etat populaire ». Ce disant, Engels songe surtout à Bakounine et à ses attaques contre les social-démocrates allemands. Engels admet que ces attaques sont justes *pour autant* que l'« Etat populaire » est un non-sens, une dérogation au socialisme, au même titre que l'« Etat populaire libre ». Il s'efforce de corriger la lutte des social-démocrates allemands contre les anarchistes, d'en faire une lutte juste dans ses principes, de la débarrasser des préjugés opportunistes sur l'« Etat ». Hélas ! la lettre d'Engels est restée pendant trente-six ans enfouie dans un tiroir. Nous verrons plus loin que, même après la publication de cette lettre, Kautsky s'obstine à répéter, au fond, les erreurs qui avaient déjà motivé la mise en garde d'Engels.

Bebel répond à Engels, le 21 septembre 1875, par une lettre dans laquelle il déclare, entre autres, qu'il « partage entièrement » son point de vue sur le projet de programme, et qu'il a reproché à Liebknecht de se montrer trop conciliant (Mémoires de Bebel, éd. allemande, t. II p. 334). Mais si nous prenons la brochure de Bebel intitulée *Nos buts,* nous y trouverons, sur l'Etat, des réflexions absolument fausses :

> « L'Etat fondé sur la *domination d'une classe* doit être transformé en *Etat populaire » (Unsere Ziele,* éd. allemande, 1886, p. 14).

Voilà ce qui est imprimé dans la *neuvième* (la neuvième !) édition de la brochure de Bebel ! Rien d'étonnant si la social-démocratie allemande s'est pénétrée de ces conceptions opportunistes sur l'Etat si obstinément répétées, d'autant plus que les éclaircissements révolutionnaires d'Engels étaient enfouis dans un tiroir et que la vie elle-même « déshabituait » pour longtemps de la révolution.

4. CRITIQUE DU PROJET DE PROGRAMME D'ERFURT[28]

Lorsqu'on analyse la doctrine marxiste de l'Etat, on ne peut passer sous silence la critique du projet de programme d'Erfurt adressé par Engels à Kautsky le 29 juin 1891, — et qui ne fut publiée que dix ans plus tard dans la *Neue Zeit,* — car elle est consacrée surtout à la critique des conceptions *opportunistes* de la social-démocratie dans les problèmes relatifs à l'organisation de *l'Etat.*

Remarquons en passant que, sur les questions économiques, Engels fournit également une indication des plus précieuses, qui montre avec quelle attention et quelle profondeur de pensée il a suivi les transformations du capitalisme moderne, et comment il a su pressentir ainsi, dans une certaine mesure, les problèmes de notre époque impérialiste. Voici cette indication : au sujet des mots « absence de plan » *(Planlosigkeit)* employés dans le projet de programme pour caractériser le capitalisme, Engels écrit :

> « Si nous passons des *sociétés par actions* aux trusts qui se soumettent et monopolisent des branches entières de l'industrie, ce n'est plus seulement la fin de la production privée, mais encore celle de *l'absence de plan (Neue Zeit,* 20e année, 1901-1902, t. I, p. 8). »

Nous avons là ce qu'il y a de plus essentiel dans l'appréciation théorique du capitalisme moderne, c'est-à-dire de l'impérialisme, à savoir que le capitalisme se transforme en *capitalisme* monopoliste. Ceci est à souligner, car l'erreur la plus répandue est l'affirmation réformiste bourgeoise prétendant que le capitalisme monopoliste ou le capitalisme monopoliste d'Etat *n'est déjà plus* du capitalisme, qu'il peut dès lors être qualifié de « socialisme d'Etat », etc. Naturellement les trusts n'ont jamais donné, ne donnent pas jusqu'à présent, ni ne peuvent donner une planification intégrale. Ils introduisent pourtant une planification ; les magnats du Capital escomptent par avance le volume de la production à l'échelle nationale ou même internationale et règlent cette production d'après un plan, mais nous restons cependant en *régime capitaliste,* dans une nouvelle phase, certes, mais indéniablement en régime capitaliste. Le fait que *ce* capitalisme est « proche » du socialisme doit constituer, pour des représentants véritables du prolétariat, un argument en faveur de la proximité, de la facilité, de la possibilité, de l'urgence de la révolution socialiste, et non point un argument pour tolérer la négation de cette révolution et les tentatives de farder le capitalisme, à quoi s'emploient tous les réformistes.

Mais revenons à la question de l'Etat. Engels donne ici trois indications particulièrement précieuses : 1. sur la question de la république ; 2. sur le lien qui existe entre la question nationale et l'organisation de l'Etat ; 3. sur l'autonomie administrative locale.

Pour ce qui est de la république, Engels a fait de cette question le pivot de sa critique du projet du programme d'Erfurt. Et si l'on se rappelle l'importance acquise par le programme d'Erfurt dans toute la social-démocratie internationale, et qu'il a servi de modèle à l'ensemble de la IIe Internationale, on pourra dire, sans exagération, qu'Engels critique ici l'opportunisme de la IIe Internationale toute entière.

> « Les revendications politiques du projet, - écrit Engels, -ont un grand défaut. Ce que justement il eût fallu dire *ne s'y trouve pas.* » (Souligné par Engels.)

Il montre ensuite que la Constitution allemande est, à proprement parler, une réplique de la Constitution ultra-réactionnaire de 1850 ; que le Reichstag n'est, suivant l'expression de Wilhelm Liebknecht, que la « feuille de vigne de l'absolutisme », et que vouloir réaliser — sur la base d'une Constitution consacrant l'existence de petits Etats et d'une confédération de petits Etats allemands — la « transformation des moyens de travail en propriété commune » est « manifestement absurde ».

> « Y toucher (à ce sujet) serait dangereux », ajoute Engels, sachant parfaitement qu'en Allemagne on ne peut légalement inscrire au programme la revendication de la République. Toutefois Engels ne s'accommode pas purement et simplement de cette considération évidente, dont « tous » se contentent. Il poursuit : « Mais, de toute façon les choses doivent être poussées en avant. Combien cela est nécessaire, c'est ce que prouve précisément aujourd'hui l'opportunisme qui commence à se propager *(einreissende)* dans une grande partie de la presse social-démocrate. Dans la crainte d'un renouvellement de la loi contre les socialistes ou se souvenant de certaines opinions émises prématurément du temps où cette loi était en vigueur, on veut maintenant que le Parti reconnaisse l'ordre légal actuel en Allemagne comme suffisant pour réaliser toutes ses revendications par la voie pacifique »...

Que les social-démocrates allemands aient agi par crainte d'un renouvellement de la loi d'exception[29], c'est là un fait essentiel qu'Engels met au premier plan et qu'il taxe, sans hésiter, d'opportunisme. Il déclare que, précisément parce qu'il n'y a ni république ni liberté en Allemagne, il est absolument insensé de rêver d'une voie « pacifique ». Engels est assez prudent pour ne pas se lier les mains. Il reconnaît que, dans les pays de république ou de très grande liberté, « on peut concevoir » (seulement « concevoir » !) une évolution pacifique vers le socialisme. Mais en Allemagne, répète-t-il,

> « ... en Allemagne, où le gouvernement est presque tout-puissant, où le Reichstag et tous les autres corps représentatifs sont sans pouvoir effectif, proclamer de telles choses en Allemagne, et encore sans nécessité, c'est enlever sa feuille de vigne à l'absolutisme et couvrir de son propre corps la nudité de ce dernier... »

Ceux qui couvrirent l'absolutisme, ce sont en effet, dans leur immense majorité, les chefs officiels du parti social-démocrate allemand, lequel avait mis ces indications « sous le boisseau ».

> « ... Une pareille politique ne peut, à la longue, qu'entraîner le Parti dans une voie fausse. On met au premier plan des questions politiques générales, abstraites, et l'on cache par là les questions concrètes les plus pressantes qui, aux premiers événements importants, à la première crise politique, viennent d'elles-mêmes s'inscrire à l'ordre du jour. Que peut-il en résulter, sinon qu'au moment décisif, le Parti sera pris au dépourvu et que sur les points décisifs régneront la confusion et l'absence d'unité du fait que ces questions n'auront jamais été discutées ?... Cet oubli des grandes considérations essentielles en présence des intérêts passagers du jour, cette course aux succès éphémères et la lutte qui se livre autour sans se préoccuper des conséquences ultérieures, cet abandon de l'avenir du mouvement que l'on sacrifie au présent, tout cela a peut-être des mobiles honnêtes. Mais cela est et reste de l'opportunisme. Or, l'opportunisme « honnête » est peut-être le plus dangereux de tous... Une chose absolument certaine, c'est que notre Parti et la classe ouvrière ne peuvent arriver à la domination que sous la forme d'une République démocratique. Cette dernière est même la forme spécifique de la dictature du prolétariat, comme l'a déjà montré la grande Révolution française... »

Engels reprend ici, en la mettant particulièrement en relief, cette idée fondamentale qui marque comme d'un trait rouge toutes les œuvres de Marx, à savoir que la république démocratique est le chemin le plus court conduisant à la dictature du prolétariat. Car une telle république, bien qu'elle ne supprime nullement la domination du Capital, ni par conséquent l'oppression des masses et la lutte des classes, conduit inévitablement à une extension, à un développement, à un rebondissement, à une aggravation de la lutte tels qu'une fois apparue la possibilité de satisfaire les intérêts vitaux des masses opprimées, cette possibilité se réalise inéluctablement et uniquement dans la dictature du prolétariat, dans la direction de ces masses par le prolétariat. Pour la II^{e} Internationale tout entière, ce sont là encore des « paroles oubliées » du marxisme, et cet oubli est apparu avec beaucoup de relief dans l'histoire du parti menchévik durant les six premiers mois de la révolution russe de 1917.

Traitant de la république fédérative en rapport avec la composition nationale de la population, Engels écrit :

« Que faut-il mettre à la place de l'Allemagne actuelle ? » (avec sa Constitution monarchique réactionnaire et sa subdivision, non moins réactionnaire, en petits Etats, subdivision qui perpétue les particularités du « prussianisme » au lieu de les dissoudre dans une Allemagne formant un tout).

> « A mon avis, le prolétariat ne peut utiliser d'autre forme que la République une et indivisible. Sur le territoire immense des Etats-Unis, la République fédérative est aujourd'hui encore, dans l'ensemble, une nécessité, bien qu'elle commence d'ores et déjà à être un obstacle dans l'Est. Elle constituerait un progrès en Angleterre, où dans deux îles vivent quatre nations et où, malgré un Parlement unique, existent côte à côte, aujourd'hui encore, trois législations différentes. Dans la petite Suisse, il y a longtemps qu'elle constitue un obstacle tolérable uniquement parce que la Suisse se contente d'être un membre purement passif dans le système d'Etats européen. Pour l'Allemagne, une organisation fédéraliste à la manière suisse constituerait un recul considérable. Deux points distinguent un Etat fédéral d'un Etat unitaire ; c'est d'abord que chaque Etat fédéré, chaque canton possède sa propre législation civile et pénale, sa propre organisation judiciaire ; c'est, ensuite, qu'à côte de la Chambre du peuple, il existe une Chambre des représentants des Etats, où chaque canton, petit ou grand, vote comme tel. »

En Allemagne, l'Etat fédéral forme la transition vers un Etat pleinement unitaire, et il ne faut pas faire rétrograder « la révolution d'en haut », accomplie en 1866 et 1870[30], mais au contraire la compléter par un « mouvement d'en bas. »

Loin de se désintéresser des formes de l'Etat, Engels s'attache au contraire à analyser avec le plus grand soin précisément les formes transitoires, afin de déterminer dans chaque cas donné, selon ses particularités historiques concrètes, *le point de départ et le point d'aboutissement* de la forme transitoire considérée.

Engels, de même que Marx, défend, du point de vue du prolétariat et de la révolution prolétarienne, le centralisme démocratique, la république une et indivisible. Il considère la république fédérative soit comme une exception et un obstacle au développement, soit comme une transition de la monarchie à la république centralisée, comme un « progrès » dans certaines conditions particulières. Et, parmi ces conditions particulières, il met au premier plan la question nationale.

Chez Engels comme chez Marx, bien qu'ils aient impitoyablement critiqué l'essence réactionnaire des petits Etats et l'utilisation, dans certains cas concrets, de la question nationale pour dissimuler cette essence réactionnaire, on ne trouve nulle part fût-ce l'ombre du désir d'éluder la question nationale, ce par quoi pèchent souvent les marxistes hollandais et polonais, en partant de la lutte absolument légitime contre le nationalisme étroitement philistin de « leurs » petits Etats.

Même en Angleterre, où les conditions géographiques, la communauté de langue et une histoire plusieurs fois séculaire auraient dû, semble-t-il, « avoir mis fin » à la question nationale en ce qui concerne les petites subdivisions du pays, même ici Engels tient compte du fait évident que la question nationale n'est encore pas réglée, et c'est pourquoi il considère la république fédérative comme un « progrès ». Bien entendu, il n'y a pas là l'ombre d'une renonciation à la critique des défauts de la république fédérative ni à la propagande et à la lutte les plus décidées en faveur de la république unitaire, démocratique et centralisée.

Mais ce centralisme démocratique, Engels ne l'entend nullement au sens bureaucratique que lui donnent les idéologues bourgeois et petits-bourgeois, dont, parmi ces derniers, les anarchistes. Le centralisme, pour Engels, n'exclut pas du tout une large autonomie administrative locale qui, à condition que les « communes » et les régions défendent de leur plein gré l'unité de l'Etat, supprime incontestablement tout bureaucratisme et tout « commandement » par en haut.

> « ... Ainsi donc, République unitaire », — écrit Engels en développant les vues sur l'Etat qui doivent être à la base d'un programme marxiste. — « Mais pas dans le sens de la République française d'aujourd'hui, qui n'est autre chose que l'Empire sans empereur fondé en 1798. De 1792 à 1798, chaque département français, chaque commune *(Gemeinde)* eut sa complète autonomie administrative, sur le modèle américain, et c'est ce qu'il nous faut avoir de même. Comment organiser cette autonomie et comment on peut se passer de la bureaucratie, c'est ce que nous ont montré l'Amérique et la première République française ; et c'est ce que nous montrent encore aujourd'hui l'Australie, le Canada et les autres colonies anglaises. Une semblable autonomie provinciale et communale comporte beaucoup plus de liberté que le fédéralisme suisse, par exemple, où le canton est, il est vrai, très indépendant à l'égard du Bund » (c'est-à-dire de l'Etat confédéral dans son ensemble), « mais où il l'est également à l'égard du district *(Bezirk)* et de la commune. Les gouvernements cantonaux nomment des gouverneurs de district *(Bezirksstatthalter)* et des préfets, dont on ne sait rien dans les pays de langue anglaise et dont à l'avenir nous devons nous débarrasser aussi résolument que des Landräte et Regierungsräte prussiens » (commissaires, chefs de police de district, gouverneurs et, en général, fonctionnaires nommés d'en haut). Aussi Engels propose-t-il de formuler comme suit l'article du programme relatif à l'autonomie : « Administration autonome complète dans la province, le district et la commune par des fonctionnaires élus au suffrage universel. Suppression de toutes les autorités locales et provinciales nommées par l'Etat. »

Dans la *Pravda* (n° 68 du 28 mai 1917) interdite par le gouvernement de Kérenski et des autres ministres « socialistes », j'ai déjà eu l'occasion de faire remarquer que sur ce point, — qui n'est évidemment pas le seul, tant s'en faut, — nos représentants pseudo-socialistes d'une pseudo-démocratie pseudo-révolutionnaire s'écartent de façon criante du *démocratisme.* On conçoit que des hommes, liés par leur « coalition » avec la bourgeoisie impérialiste, soient restés sourds à ces remarques.

Il importe éminemment de noter qu'Engels, faits en main, réfute, par un exemple d'une parfaite précision, le préjugé fort répandu, surtout parmi la démocratie petite-bourgeoise, selon lequel une république fédérative implique forcément plus de liberté qu'une république centralisée. Cela est faux. Les faits cités par Engels, relatifs à la république française centralisée de 1792-1798 et à la république fédérative suisse, réfutent cette assertion. La république centralisée vraiment démocratique offrait *plus* de liberté que la république fédérative. Autrement dit : le *maximum* de liberté locale, régionale et autre qu'ait connue l'histoire a été assuré par la république *centralisée,* et non par la république fédérative.

A ce fait, comme à tout le problème de la république fédérative et centralisée, ainsi que de l'autonomie administrative locale, notre parti n'a consacré et ne consacre qu'une attention insuffisante dans sa propagande et son agitation.

5. LA PRÉFACE DE 1891 À « LA GUERRE CIVILE » DE MARX

Dans sa préface à la troisième édition de *La Guerre civile en France,* — préface datée du 18 mars 1891 et imprimée pour la première fois dans la *Neue Zeit,* — Engels, à côté de réflexions incidentes du plus haut intérêt sur l'attitude à l'égard de l'Etat, résume avec un relief remarquable les enseignements de la Commune. Ce

résumé, enrichi de toute l'expérience de la période de vingt années qui sépare son auteur de la Commune, est spécialement dirigé contre la « foi superstitieuse en l'Etat », fort répandue en Allemagne, et peut à juste titre être considéré comme le *dernier mot* du marxisme sur la question.

> En France, après chaque révolution, remarque Engels, les ouvriers étaient armés ; « pour les bourgeois qui se trouvaient au pouvoir, le désarmement des ouvriers était donc le premier devoir. Aussi, après chaque révolution, acquise au prix du sang des ouvriers, éclate une nouvelle lutte, qui se termine par la défaite de ceux-ci ».

Le bilan de l'expérience des révolutions bourgeoises est aussi succinct qu'expressif. Le fond du problème — comme d'ailleurs dans la question de l'Etat *(la classe opprimée possède-t-elle des armes ?)* — est admirablement saisi. C'est ce fond que passent le plus souvent sous silence les professeurs influencés par l'idéologie bourgeoise, ainsi que les démocrates petits-bourgeois. Dans la révolution russe de 1917, c'est au « menchévik » Tsérétéli « marxiste lui aussi », qu'est échu l'honneur (l'honneur d'un Cavaignac) de livrer incidemment ce secret des révolutions bourgeoises. Dans son discours « historique » du 11 juin, Tsérétéli a eu l'imprudence d'annoncer que la bourgeoisie était décidée à désarmer les ouvriers de Pétrograd, décision qu'il présentait évidemment comme étant aussi la sienne et, plus généralement, comme une nécessité d'« Etat » !

Le discours historique prononcé le 11 juin par Tsérétéli sera certainement, pour tout historien de la révolution de 1917, une des meilleures illustrations de la façon dont le bloc des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks, dirigé par le sieur Tsérétéli, a embrassé la cause de la bourgeoisie *contre* le prolétariat révolutionnaire.

Une autre réflexion incidente d'Engels, liée elle aussi à la question de l'Etat, concerne la religion. On sait que la social-démocratie allemande, au fur et à mesure que la gangrène la gagnait et qu'elle devenait de plus en plus opportuniste, se laissait aller de plus en plus souvent à une interprétation erronée et philistine de la célèbre formule : « La religion est une affaire privée. » Savoir : cette formule était interprétée comme si, *pour le parti* du prolétariat révolutionnaire *également,* la religion était une affaire privée !! C'est contre cette trahison absolue du programme révolutionnaire du prolétariat que s'éleva Engels qui, en 1891, ne pouvant encore observer que de *très faibles* germes d'opportunisme dans son parti, s'exprimait avec une extrême prudence :

> « Dans la Commune ne siégeaient presque exclusivement que des ouvriers ou des représentants reconnus des ouvriers ; ses décisions portaient de même un caractère nettement prolétarien. Ou bien elle décrétait des réformes que la bourgeoisie républicaine avait négligées par pure lâcheté, mais qui constituaient pour la libre action de la classe ouvrière une base indispensable, comme la réalisation de ce principe que, *par rapport à l'Etat,* la religion n'est qu'une affaire privée ; ou bien elle promulguait des décisions prises directement dans l'intérêt de la classe ouvrière, et qui, pour une part, faisaient de profondes entailles dans le vieil ordre social...»

C'est à dessein qu'Engels a souligné les mots « par rapport à l'Etat » ; ce faisant, il portait un coup direct à l'opportunisme allemand, qui déclarait la religion affaire privée *par rapport au parti* et ravalait ainsi le parti du prolétariat révolutionnaire au niveau du plus vulgaire petit bourgeois « libre penseur », qui veut bien admettre qu'on ne soit d'aucune religion, mais abdique la tâche du *parti* : combattre l'opium religieux qui abêtit le peuple.

Le futur historien de la social-démocratie allemande, approfondissant les causes de la honteuse banqueroute de ce parti en 1914, trouvera sur cette question une nombreuse et intéressante documentation, depuis les déclarations évasives contenues dans les articles du chef idéologique de ce parti, Kautsky, déclarations qui ouvrent toute grande la porte à l'opportunisme, jusqu'à l'attitude du parti à l'égard du *Los-von-Kirche-Bewegung* (mouvement pour la séparation d'avec l'Eglise), en 1913.

Mais voyons comment, vingt ans après la Commune, Engels résumait les enseignements qu'elle fournit au prolétariat en lutte.

Voici ceux qu'il mettait au premier plan :

> « ...Quant à la force répressive du gouvernement naguère centralisé, l'armée, la police politique, la bureaucratie, créées par Napoléon en 1798, reprises, depuis, avec reconnaissance par chaque nouveau gouvernement et utilisées par lui contre ses adversaires, c'est justement cette force qui devait partout être renversée, comme elle l'avait été déjà à Paris. La Commune dut reconnaître d'emblée que la classe ouvrière, une fois au pouvoir, ne pouvait continuer à administrer avec la vieille machine d'Etat ; pour ne pas perdre à nouveau la domination qu'elle venait à peine de conquérir, cette classe ouvrière devait, d'une part, supprimer

> la vieille machine d'oppression jusqu'alors employée contre elle-même, mais aussi, d'autre part, prendre des assurances contre ses propres mandataires et fonctionnaires en les proclamant révocables en tout temps et sans exception... »

Engels souligne encore et toujours que, non seulement sous le régime de la monarchie, *mais aussi* en *république démocratique,* l'Etat reste l'Etat, c'est-à-dire qu'il garde son principal caractère distinctif, qui est de transformer les fonctionnaires, « serviteurs de la société », et ses organes, en *maîtres* de celle-ci.

> « ... Pour éviter cette transformation, inévitable dans tous les régimes antérieurs, de l'Etat et des organes de l'Etat, à l'origine serviteurs de la société, en maîtres de celle-ci, la Commune employa deux moyens infaillibles. Premièrement, elle soumit toutes les places de l'administration, de la justice et de l'enseignement au choix des intéressés par élection au suffrage universel et, bien entendu, à la révocation à tout moment par ces mêmes intéressés. Et, deuxièmement, elle ne rétribua tous les services, des plus bas aux plus élevés, que par le salaire que recevaient les autres ouvriers. Le plus haut traitement qu'elle payât dans l'ensemble était de 6 000 francs. *[Ce qui fait environ 2 400 roubles au cours nominal et près de 6 000 roubles au cours actuel. Les bolcheviks qui proposent, par exemple, dans les municipalités, des traitements de 9 000 roubles, au lieu de proposer pour l'ensemble de l'Etat un maximum de 6 000 roubles - somme suffisante - commettent une erreur impardonnable.]* Ainsi on mettait le holà à la chasse aux places et à l'arrivisme, sans compter par surcroît les mandats impératifs des délégués aux corps représentatifs... »

Engels en arrive ici à cette intéressante limite où la démocratie conséquente, d'une part, *se transforme* en socialisme et, d'autre part, *réclame* le socialisme. En effet, pour supprimer l'Etat, il est nécessaire que les fonctions des services d'Etat se transforment en opérations de contrôle et d'enregistrement si simples qu'elles soient à la portée de l'immense majorité, puis de la totalité, de la population. Et, pour supprimer complètement l'arrivisme, il faut que les fonctions « honorifiques », bien que non lucratives, au service de l'Etat, *ne* puissent *pas* servir de tremplin pour atteindre des postes hautement lucratifs dans les banques et les sociétés anonymes, comme il advient *constamment* dans tous les pays capitalistes même les plus libres.

Mais Engels ne verse pas dans l'erreur que commettent, par exemple, certains marxistes à propos du droit des nations à disposer d'elles-mêmes : en régime capitaliste, disent-ils, ce droit est irréalisable ; en régime socialiste, il devient superflu. Ce raisonnement, soi-disant spirituel, mais en fait erroné, pourrait s'appliquer à *toute* institution démocratique, et aussi au modeste traitement des fonctionnaires, car un démocratisme rigoureusement conséquent est irréalisable en régime capitaliste, et en régime socialiste toute démocratie finira par *s'éteindre.*

Sophisme qui ressemble à cette vieille plaisanterie : l'homme devient-il chauve s'il perd un de ses cheveux ?

Développer la démocratie *jusqu'au bout,* rechercher les *formes* de ce développement, les mettre à l'épreuve de la *pratique,* etc., telle est une des tâches essentielles de la lutte pour la révolution sociale.

Pris à part, aucun démocratisme, quel qu'il soit, ne donnera le socialisme ; mais, dans la vie, le démocratisme ne sera jamais « pris à part », il sera « pris dans l'ensemble » ; il exercera aussi une influence sur l'économie *dont* il stimulera la transformation ; il subira l'influence du développement économique, etc. Telle est la dialectique de l'histoire vivante.

Engels poursuit :

> « ... Cette destruction *(Sprengung)* de la puissance de l'Etat tel qu'il était jusqu'ici et son remplacement par un pouvoir nouveau, vraiment démocratique, sont décrits en détail dans la troisième partie de *la Guerre civile.* Mais il était nécessaire de revenir ici brièvement sur quelques-uns de ses traits, parce que, en Allemagne précisément, la superstition de l'Etat a passé de la philosophie dans la conscience commune de la bourgeoisie, et même de beaucoup d'ouvriers. Dans la conception des philosophes, l'Etat est « la réalisation de l'Idée », ou le règne de Dieu sur terre traduit en langage philosophique, le domaine où la vérité et la justice éternelle se réalisent ou doivent se réaliser. De là cette vénération superstitieuse de l'Etat et de tout ce qui y touche ; vénération qui s'installe d'autant plus facilement qu'on est, depuis le berceau, habitué à s'imaginer que toutes les affaires et tous les intérêts communs de la société entière ne sauraient être réglés que comme ils ont été réglés jusqu'ici, c'est-à-dire par l'Etat et ses fonctionnaires pourvus de petites places de bon rapport. Et l'on croit déjà avoir fait un pas prodigieusement hardi quand on s'est affranchi de la foi en la monarchie héréditaire et qu'on ne jure plus que par la République démocratique. Mais, en réalité, l'Etat n'est rien d'autre qu'une machine pour l'oppression d'une classe par une autre, et cela, tout autant dans la République démocratique que dans la monarchie ; le moins qu'on puisse en dire, c'est qu'il est un mal dont hérite le prolétariat vainqueur dans la lutte pour la domination de classe et dont, tout comme la Commune, il ne pourra

> s'empêcher de rogner aussitôt au maximum les côtés les plus nuisibles, jusqu'à ce qu'une génération grandie dans des conditions sociales nouvelles et libres soit en état de se défaire du tout ce bric-à-brac de l'Etat. »

Engels met en garde les Allemands pour qu'ils n'oublient pas, lors du remplacement de la monarchie par la république, les principes du socialisme dans la question de l'Etat en général. Ses avertissements apparaissent aujourd'hui comme une leçon adressée directement aux sieurs Tsérétéli et Tchernov qui ont révélé, dans leur pratique de la « coalition », leur foi superstitieuse en l'Etat, leur vénération superstitieuse à son égard.

Deux remarques encore : 1. Lorsque Engels dit que, dans une république démocratique « tout autant » que dans une monarchie, l'Etat n'est pas autre chose qu'une « machine pour l'oppression d'une classe par une autre », il n'entend pas du tout par là que la *forme* d'oppression doive être indifférente au prolétariat, comme l'« enseignent » certains anarchistes. Une *forme* plus large, plus libre, plus franche, de lutte des classes et d'oppression de classes facilite considérablement la lutte du prolétariat pour la suppression des classes en général.

2. Pourquoi, seule une nouvelle génération pourra-t-elle se défaire complètement de tout ce bric-à-brac de l'Etat ? Cette question se rattache à celle du dépassement de la démocratie, dont nous allons parler.

6. ENGELS ET LE DÉPASSEMENT DE LA DÉMOCRATIE

Engels eut à se prononcer sur ce point en traitant de l'inexactitude *scientifique* de la dénomination « social-démocrate ».

Dans la préface au recueil de ses articles des années 1870-1880, consacrés à divers thèmes, principalement « internationaux » *(Internationales aus dem Volksstaat [Sujets d'ordre international traités dans le « Volksstaat » (l'Etat populaire). (N.R.)]),* préface datée du 3 janvier 1894, c'est-à-dire rédigée un an et demi avant sa mort, il écrit que dans tous ses articles il emploie le mot « communiste » *et non* « social-démocrate », parce qu'à cette époque les proudhoniens en France et les lassalliens en Allemagne s'intitulaient social-démocrates.

> « ... Pour Marx comme pour moi, — poursuit Engels, — il y avait donc impossibilité absolue d'employer, pour exprimer notre point de vue propre, une expression aussi élastique. Aujourd'hui, il en va autrement, et ce mot (« social-démocrate ») peut à la rigueur passer *[mag passieren]* bien qu'il reste impropre *[unpassend]* pour un parti dont le programme économique n'est pas simplement socialiste en général, mais expressément communiste, pour un parti dont le but politique final est la suppression de tout l'Etat et, par conséquent, de la démocratie. Au reste, les partis politiques *véritables* (souligné par Engels) n'ont jamais une dénomination qui leur convienne parfaitement ; le parti se développe, la dénomination reste. »

Le dialecticien Engels, au déclin de ses jours, demeure fidèle à la dialectique. Marx et moi, dit-il, nous avions pour le parti un nom excellent, scientifiquement exact, mais il n'existait pas alors de parti prolétarien véritable, c'est-à-dire de parti prolétarien de masse. Maintenant (fin du XIX^{e} siècle), il existe un véritable parti, mais sa dénomination est scientifiquement inexacte. N'importe, elle peut « passer » pourvu que le parti *se développe,* pourvu que l'inexactitude scientifique de sa dénomination ne lui échappe pas et ne l'empêche pas de se développer dans la bonne direction !

Quelque plaisantin pourrait peut-être venir nous consoler à notre tour, nous autres bolcheviks, à la façon d'Engels : nous avons un parti véritable ; il se développe admirablement ; donc, ce nom absurde et barbare de « bolchevik » peut « passer », bien qu'il n'exprime absolument rien, sinon ce fait purement accidentel qu'au congrès de Bruxelles-Londres, en 1903, nous eûmes la majorité[31]... Peut-être maintenant que les persécutions dont notre parti a été l'objet en juillet-août 1917, de la part des républicains et de la démocratie petite-bourgeoise « révolutionnaire », ont rendu le mot « bolchevik » si honorable aux yeux du peuple ; maintenant qu'elles ont en outre marqué l'immense progrès historique accompli par notre parti dans son développement *réel,* peut-être hésiterais-je moi-même à proposer, comme je l'ai fait en avril, de changer la dénomination de notre Parti. Peut-être proposerais-je aux camarades un « compromis » : celui de nous appeler Parti communiste, tout en gardant, entre parenthèses, le mot « bolchéviks ».

Mais la question de la dénomination du parti est infiniment moins importante que celle de l'attitude du prolétariat révolutionnaire envers l'Etat.

Dans les considérations habituelles sur l'Etat, on commet constamment l'erreur contre laquelle Engels met ici en garde et que nous avons signalée plus haut en passant ; on oublie constamment que la suppression de l'Etat est aussi la suppression de la démocratie, que l'extinction de l'Etat est l'extinction de la démocratie.

Une telle assertion paraît, à première vue, des plus étranges et inintelligibles ; peut-être même certains craindront-ils que nous souhaitions l'avènement d'un ordre social où ne serait pas observé le principe de la soumission de la minorité à la majorité ; car enfin, la démocratie n'est-elle pas la reconnaissance de ce principe ?

Non. La démocratie et la soumission de la minorité à la majorité *ne sont pas* des choses identiques. La démocratie, c'est un *Etat* reconnaissant la soumission de la minorité à la majorité ; autrement dit, c'est une organisation destinée à assurer l'exercice systématique de la *violence* par une classe contre une autre, par une partie de la population contre l'autre partie.

Nous nous assignions comme but final la suppression de l'Etat, c'est-à-dire de toute violence organisée et systématique, de toute violence exercée sur les hommes, en général. Nous n'attendons pas l'avènement d'un ordre social où le principe de la soumission de la minorité à la majorité ne serait pas observé. Mais, aspirant au socialisme, nous sommes convaincus que dans son évolution il aboutira au communisme et que, par suite, disparaîtra toute nécessité de recourir en général à la violence contre les hommes, toute nécessité de *la soumission* d'un homme à un autre, d'une partie de la population à une autre ; car les hommes *s'habitueront* à observer les conditions élémentaires de la vie en société, *sans violence* et *sans soumission.*

C'est pour souligner cet élément d'accoutumance qu'Engels parle de la nouvelle *génération* « grandie dans des conditions sociales nouvelles et libres » et qui sera « en état de se défaire de tout ce bric-à-brac de l'Etat », de tout Etat, y compris celui de la république démocratique.

Pour élucider ce point, il est nécessaire d'analyser les bases économiques de l'extinction de l'Etat.

Chapitre V

LES BASES ÉCONOMIQUES DE L'EXTINCTION DE L'ETAT

L'étude la plus poussée de cette question est celle qu'en a faite Marx dans sa *Critique du Programme de Gotha* (lettre à Bracke, du 5 mai 1875, imprimée seulement en 1891 dans la *Neue Zeit,* IX, 1, et dont il a paru une édition russe). La partie polémique de cette œuvre remarquable, qui constitue une critique du lassallianisme, a pour ainsi dire rejeté dans l'ombre la partie positive de l'ouvrage, à savoir : l'analyse de la corrélation entre le développement du communisme et l'extinction de l'Etat.

1. COMMENT MARX POSE LA QUESTION

Si l'on compare superficiellement la lettre de Marx à Bracke, du 5 mai 1875, et la lettre d'Engels à Bebel, du 28 mars 1875, examinée plus haut, il peut sembler que Marx soit beaucoup plus « étatiste » qu'Engels, et que la différence soit très marquée entre les conceptions de ces deux auteurs sur l'Etat.

Engels invite Bebel à cesser tout bavardage sur l'Etat, à bannir complètement du programme le mot Etat, pour le remplacer par celui de « communauté » ; il va jusqu'à déclarer que la Commune n'était plus un Etat au sens propre. Cependant que Marx va jusqu'à parler de l'« Etat futur de la société communiste », c'est-à-dire qu'il semble admettre la nécessité de l'Etat même en régime communiste.

Mais cette façon de voir serait foncièrement erronée. Un examen plus attentif montre que les idées de Marx et d'Engels sur l'Etat et son extinction concordent parfaitement, et que l'expression citée de Marx s'applique précisément à l'Etat en voie *d'extinction.*

Il est certain qu'il ne saurait être question de déterminer le moment de cette « extinction » *future,* d'autant plus qu'elle constituera nécessairement un processus de longue durée. La différence apparente entre Marx et Engels s'explique par la différence des sujets traités et des buts poursuivis par chacun d'eux. Engels se proposait de démontrer à Bebel d'une façon frappante, incisive, à grands traits, toute l'absurdité des préjugés courants (partagés dans une notable mesure par Lassalle) sur l'Etat. *Cette* question, Marx n'a fait que l'effleurer, car un autre sujet retenait son attention : l'évolution de la société communiste.

Toute la théorie de Marx est une application au capitalisme contemporain de la théorie de l'évolution sous sa forme la plus conséquente, la plus complète, la plus réfléchie et la plus substantielle. On conçoit donc que Marx ait eu à envisager le problème de l'application de cette théorie à la faillite *prochaine* du capitalisme comme à l'évolution *future* du communisme *futur*.

A partir de quelles *données* peut-on poser la question de l'évolution future du communisme futur ?

A partir du fait que le communisme *procède* du capitalisme, se développe historiquement à partir du capitalisme, résulte de l'action d'une force sociale *engendrée* par le capitalisme. On ne trouve pas chez Marx l'ombre d'une tentative d'inventer des utopies, d'échafauder de vaines conjectures sur ce que l'on ne peut pas savoir. Marx pose la question du communisme comme un naturaliste poserait, par exemple, celle de l'évolution d'une nouvelle variété biologique une fois connue son origine et déterminée la direction où l'engagent ses modifications.

Tout d'abord, Marx écarte la confusion apportée par le programme de Gotha dans la question des rapports entre l'Etat et la Société.

> « ... La « société actuelle », écrit-il, c'est la société capitaliste qui existe dans tous les pays civilisés, plus ou moins expurgée des éléments moyenâgeux, plus ou moins modifiée par l'évolution historique particulière à chaque pays, plus ou moins développée. L'« Etat actuel », au contraire, change avec la frontière. Il est dans l'Empire prusso-allemand autre qu'en Suisse, en Angleterre, autre qu'aux Etats-Unis. L'« Etat actuel » est donc une fiction. Cependant les divers Etats des divers pays civilisés, malgré la multiple diversité de leurs formes ont tous ceci de commun qu'ils reposent sur le terrain de la société bourgeoise moderne, plus ou moins développée au point de vue capitaliste. C'est ce qui fait que certains caractères essentiels leur sont communs. En ce sens, on peut parler d'« Etat actuel », pris comme expression générique, par contraste avec l'avenir où la société bourgeoise, qui lui sert à présent de racine, aura cessé d'exister. Dès lors, la question se pose : quelle transformation subira l'Etat dans une société communiste ? Autrement dit, quelles fonctions sociales s'y maintiendront analogues aux fonctions actuelles de l'Etat ? Seule la science peut répondre à cette question ; et ce n'est pas en accouplant de mille manières le mot peuple avec le mot Etat qu'on fera avancer le problème d'un saut de puce... »

Après avoir tourné ainsi en ridicule tous les bavardages sur l'« Etat populaire », Marx montre comment il faut poser la question et formule, en quelque sorte, une mise en garde en indiquant que l'on ne peut y donner une réponse scientifique qu'en se basant sur des données scientifiques solidement établies.

Le premier point très exactement établi par toute la théorie de l'évolution, par la science en général, — point qu'oubliaient les utopistes et qu'oublient aujourd'hui les opportunistes qui craignent la révolution socialiste, — c'est qu'historiquement il doit sans aucun doute exister un stade particulier ou une étape particulière de *transition* du capitalisme au communisme.

2. LA TRANSITION DU CAPITALISME AU COMMUNISME

> « ... Entre la société capitaliste et la société communiste, — poursuit Marx, — se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la *dictature révolutionnaire du prolétariat...* »

Cette conclusion repose, chez Marx, sur l'analyse du rôle que joue le prolétariat dans la société capitaliste actuelle, sur les données relatives au développement de cette société et à l'inconciliabilité des intérêts opposés du prolétariat et de la bourgeoisie.

Autrefois, la question se posait ainsi : le prolétariat doit, pour obtenir son affranchissement, renverser la bourgeoisie, conquérir le pouvoir politique, établir sa dictature révolutionnaire.

Maintenant, la question se pose un peu autrement : le passage de la société capitaliste, qui évolue vers le communisme, à la société communiste, est impossible sans une « période de transition politique » ; et l'Etat de cette période ne peut être que la dictature révolutionnaire du prolétariat. Quels sont donc les rapports entre cette dictature et la démocratie ?

Nous avons vu que le *Manifeste communiste* rapproche simplement l'une de l'autre ces deux notions : « transformation du prolétariat en classe dominante » et « conquête de la démocratie ». Tout ce qui précède permet

de déterminer plus exactement les modifications que subit la démocratie lors de la transition du capitalisme au communisme.

La société capitaliste, considérée dans ses conditions de développement les plus favorables, nous offre une démocratie plus ou moins complète en république démocratique. Mais cette démocratie est toujours confinée dans le cadre étroit de l'exploitation capitaliste et, de ce fait, elle reste toujours, quant au fond, une démocratie pour la minorité, uniquement pour les classes possédantes, uniquement pour les riches. La liberté, en société capitaliste, reste toujours à peu près ce qu'elle fut dans les républiques de la Grèce antique : une liberté pour les propriétaires d'esclaves. Par suite de l'exploitation capitaliste, les esclaves salariés d'aujourd'hui demeurent si accablés par le besoin et la misère qu'ils « se désintéressent de la démocratie », « se désintéressent de la politique » et que, dans le cours ordinaire, pacifique, des événements, la majorité de la population se trouve écartée de la vie politique et sociale.

La justesse de cette affirmation est peut-être le mieux illustrée par l'Allemagne, parce que c'est dans ce pays précisément que la légalité constitutionnelle s'est maintenue avec une constance et une durée étonnantes pendant près d'un demi-siècle (1871-1914), et parce que la social-démocratie a su, durant cette période, faire beaucoup plus que dans d'autres pays pour « mettre à profit la légalité » et organiser les ouvriers en un parti politique dans une proportion plus considérable que nulle part au monde.

Quelle est donc cette proportion — la plus élevée que l'on observe dans la société capitaliste — des esclaves salariés politiquement conscients et actifs ? Un million de membres du parti social-démocrate sur 15 millions d'ouvriers salariés ! Trois millions de syndiqués sur 15 millions !

Démocratie pour une infime minorité, démocratie pour les riches, tel est le démocratisme de la société capitaliste. Si l'on considère de plus près le mécanisme de la démocratie capitaliste, on verra partout, dans les « menus » (les prétendus menus) détails de la législation électorale (conditions de résidence, exclusion des femmes, etc.), dans le fonctionnement des institutions représentatives, dans les obstacles effectifs au droit de réunion (les édifices publics ne sont pas pour les « miséreux » !), dans l'organisation purement capitaliste de la presse quotidienne, etc., etc., — on verra restriction sur restriction au démocratisme. Ces restrictions, éliminations, exclusions, obstacles pour les pauvres paraissent menus, surtout aux yeux de ceux qui n'ont jamais éprouvé eux-mêmes le besoin ni jamais connu de près la vie des masses des classes opprimées (et c'est le cas des neuf dixièmes, sinon des quatre-vingt-dix-neuf centièmes des publicistes et hommes politiques bourgeois), — mais, totalisées, ces restrictions excluent, éliminent les pauvres de la politique, de la participation active à la démocratie.

Marx a parfaitement saisi ce *trait essentiel* de la démocratie capitaliste quand il a dit dans son analyse de l'expérience de la Commune : on autorise les opprimés à décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel sera, parmi les représentants de la classe des oppresseurs, celui qui les représentera et les foulera aux pieds au Parlement !

Mais la marche en avant, à partir de cette démocratie capitaliste, — inévitablement étriquée, refoulant sournoisement les pauvres, et par suite foncièrement hypocrite et mensongère, — ne mène pas simplement, directement et sans heurts « à une démocratie de plus en plus parfaite », comme le prétendent les professeurs libéraux et les opportunistes petits-bourgeois. Non. La marche en avant, c'est-à-dire vers le communisme, se fait en passant par la dictature du prolétariat ; et elle ne peut se faire autrement, car il n'est point d'autres classes ni d'autres moyens qui puissent *briser* la résistance des capitalistes exploiteurs.

Or, la dictature du prolétariat, c'est-à-dire l'organisation de l'avant-garde des opprimés en classe dominante pour mater les oppresseurs, ne peut se borner à un simple élargissement de la démocratie. *En même temps* qu'un élargissement considérable de la démocratie, devenue *pour la première toi s* démocratie pour les pauvres, démocratie pour le peuple et non pour les riches, la dictature du prolétariat apporte une série de restrictions à la liberté pour les oppresseurs, les exploiteurs, les capitalistes. Ceux-là, nous devons les mater afin de libérer l'humanité de l'esclavage salarié ; il faut briser leur résistance par la force ; et il est évident que, là où il y a répression, il y a violence, il n'y a pas de liberté, il n'y a pas de démocratie.

Cela, Engels l'a admirablement exprimé dans sa lettre à Bebel, où il disait, comme le lecteur s'en souvient : «... tant que le prolétariat a encore besoin de l'Etat, ce n'est point pour la liberté, mais pour organiser la répression contre ses adversaires. Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'Etat cesse d'exister comme tel ».

Démocratie pour l'immense majorité du peuple et répression par la force, c'est-à-dire exclusion de la démocratie pour les exploiteurs, les oppresseurs du peuple, telle est la modification que subit la démocratie lors de la *transition* du capitalisme au communisme.

C'est seulement dans la société communiste, lorsque la résistance des capitalistes est définitivement brisée, que les capitalistes ont disparu et qu'il n'y a plus de classes (c'est-à-dire plus de distinctions entre les membres de la société quant à leurs rapports avec les moyens sociaux de production), c'est alors *seulement* que « l'Etat cesse d'exister et *qu'il devient possible de parler de liberté* ». Alors seulement deviendra possible et sera appliquée une démocratie vraiment complète, vraiment sans aucune exception. Alors seulement la démocratie commencera à *s'éteindre* pour cette simple raison que, délivrés de l'esclavage capitaliste, des horreurs, des sauvageries, des absurdités, des ignominies sans nombre de l'exploitation capitaliste, les hommes *s'habitueront* graduellement à respecter les règles élémentaires de la vie en société connues depuis des siècles, rebattues durant des millénaires dans toutes les prescriptions morales, à les respecter sans violence, sans contrainte, sans soumission, *sans cet appareil spécial* de coercition qui a nom : l'Etat.

L'expression « l'Etat *s'éteint* » est très heureuse, car elle exprime à la fois la gradation du processus et sa spontanéité. Seule l'habitude peut produire un tel effet et elle le produira certainement, car nous constatons mille fois autour de nous avec quelle facilité les hommes s'habituent à observer les règles nécessaires à la vie en société quand il n'y a pas d'exploitation, quand il n'y a rien qui excite l'indignation, qui suscite la protestation et la révolte, qui nécessite la *répression.*

Ainsi donc, en société capitaliste, nous n'avons qu'une démocratie tronquée, misérable, falsifiée, une démocratie uniquement pour les riches, pour la minorité. La dictature du prolétariat, période de transition au communisme, établira pour la première fois une démocratie pour le peuple, pour la majorité, parallèlement à la répression nécessaire d'une minorité d'exploiteurs. Seul le communisme est capable de réaliser une démocratie réellement complète ; et plus elle sera complète, plus vite elle deviendra superflue et s'éteindra d'elle-même.

En d'autres termes : nous avons, en régime capitaliste, l'Etat au sens propre du mot, une machine spéciale d'oppression d'une classe par une autre, de la majorité par la minorité. On conçoit que pour être menée à bien, la répression systématique exercée contre une majorité d'exploités par une minorité d'exploiteurs - exige une cruauté, une férocité extrême dans la répression, des mers de sang à travers lesquelles l'humanité poursuit sa route sous le régime de l'esclavage, du servage et du salariat.

Ensuite, dans la période de *transition* du capitalisme au communisme, la répression est *encore* nécessaire, mais elle est déjà exercée contre une minorité d'exploiteurs par une majorité d'exploités. L'appareil spécial, la machine spéciale de répression, l'« Etat », est *encore* nécessaire, mais c'est déjà un Etat transitoire, ce n'est plus l'Etat proprement dit, car la répression exercée contre une minorité d'exploiteurs par la majorité des esclaves salariés *d'hier* est chose relativement si facile, si simple et si naturelle, qu'elle coûtera beaucoup moins de sang que la répression des révoltes d'esclaves, de serfs et d'ouvriers salariés, qu'elle coûtera beaucoup moins cher à l'humanité. Elle est compatible avec l'extension de la démocratie à une si grande majorité de la population que la nécessité d'une *machine spéciale* de répression commence à disparaître. Les exploiteurs ne sont naturellement pas en mesure de mater le peuple sans une machine très compliquée, destinée à remplir cette tâche ; tandis que le *peuple* peut mater les exploiteurs même avec une « machine » très simple, presque sans « machine », sans appareil spécial, par la simple *organisation des masses armées* (comme, dirons-nous par anticipation, les Soviets des députés ouvriers et soldats).

Enfin, seul le communisme rend l'Etat absolument superflu, car il n'y a alors *personne* à mater, « personne » dans le sens d'aucune *classe,* il n'y a plus lutte systématique contre une partie déterminée de la population. Nous ne sommes pas des utopistes et nous ne nions pas du tout que des excès *individuels* soient possibles et inévitables ; nous ne nions pas davantage qu'il soit nécessaire de réprimer *ces* excès. Mais, tout d'abord, point n'est besoin pour cela d'une machine spéciale, d'un appareil spécial de répression ; le peuple armé se chargera lui-même de cette besogne aussi simplement, aussi facilement qu'une foule quelconque d'hommes civilisés, même dans la société actuelle, sépare des gens qui se battent ou ne permet pas qu'on rudoie une femme. Ensuite, nous savons que la cause sociale profonde des excès qui constituent une violation des règles de la vie en société, c'est l'exploitation des masses, vouées au besoin, à la misère. Cette principale cause une fois écartée, les excès commenceront infailliblement à « *s'éteindre* ».

Avec quelle rapidité et quelle gradation, nous l'ignorons ; mais nous savons qu'ils s'éteindront. Et, avec eux, l'Etat *s'éteindra* à son tour.

Sans se lancer dans l'utopie, Marx a défini plus en détail ce qu'on peut définir *maintenant* de cet avenir, à savoir : la différence entre la phase (le degré, l'étape) inférieure et la phase supérieure de la société communiste.

3. PREMIÈRE PHASE DE LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE

Dans la *Critique du Programme de Gotha,* Marx réfute minutieusement l'idée de Lassalle selon laquelle l'ouvrier, en régime socialiste, recevra le produit « non amputé » ou « le produit intégral de son travail ». Il montre que de la totalité du produit social il faut défalquer : un fonds de réserve, un fonds destiné à accroître la production, un fonds destiné au remplacement des machines « usagées », etc. Puis, des objets de consommation, il faut encore défalquer : un fonds pour les frais d'administration, les écoles, les hôpitaux, les hospices de vieillards, etc.

Au lieu de la formule nébuleuse, obscure et générale de Lassalle (« à l'ouvrier le produit intégral de son travail »), Marx établit avec lucidité comment la société socialiste sera tenue de gérer les affaires. Marx entreprend l'analyse *concrète* des conditions de vie dans une société où le capitalisme n'existera pas, et il s'exprime ainsi :

> « Ce à quoi nous avons affaire ici [à l'examen du programme du parti ouvrier], c'est à une société communiste non pas telle qu'elle s'est *développée* sur les bases qui lui sont propres, mais au contraire, telle qu'elle vient de *sortir* de la société capitaliste ; une société par conséquent, qui, sous tous les rapports, économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle est issue. »

C'est cette société communiste qui vient de sortir des flancs du capitalisme et porte dans tous les domaines les stigmates de la vieille société, que Marx appelle la « première » phase ou phase inférieure de la société communiste.

Les moyens de production ne sont déjà plus la propriété privée d'individus. Ils appartiennent à la société tout entière. Chaque membre de la société, accomplissant une certaine partie du travail socialement nécessaire, reçoit de la société un certificat constatant la quantité de travail qu'il a fournie. Avec ce certificat, il reçoit dans les magasins publics d'objets de consommation une quantité correspondante de produits. Par conséquent, défalcation faite de la quantité de travail versée au fonds social, chaque ouvrier reçoit de la société autant qu'il lui a donné.

Règne de l'« égalité », dirait-on. Mais lorsque, parlant de cet ordre social (que l'on appelle habituellement socialisme et que Marx nomme la première phase du communisme), Lassalle dit qu'il y a là «partage équitable», «droit égal de chacun au produit égal du travail », il se trompe et Marx explique pourquoi.

Le « droit égal », dit Marx, nous l'avons ici, en effet, mais c'est *encore* le « droit bourgeois » qui, comme tout droit, *présuppose l'inégalité.* Tout droit consiste dans l'application d'une règle *unique* à des gens *différents,* à des gens qui, en fait, ne sont ni identiques, ni égaux. Aussi le « droit égal » équivaut-il à une violation de l'égalité, à une injustice. En effet, chacun reçoit, pour une part égale de travail social fourni par lui, une part égale du produit social (avec les défalcations indiquées plus haut).

Or, les individus ne sont pas égaux : l'un est plus fort, l'autre plus faible ; l'un est marié, l'autre non ; l'un a plus d'enfants, l'autre en a moins, etc.

> « ... A égalité de travail, — conclut Marx, — et, par conséquent, à égalité de participation au fonds social de consommation, l'un reçoit donc effectivement plus que l'autre, l'un est plus riche que l'autre, etc. Pour éviter tous ces inconvénients, le droit devrait être non pas égal, mais inégal. »

La justice et l'égalité, la première phase du communisme ne peut donc pas encore les réaliser ; des différences subsisteront quant à la richesse, et des différences injustes ; mais *l'exploitation* de l'homme par l'homme sera impossible, car on ne pourra s'emparer, à titre de propriété privée, des *moyens de production,* fabriques, machines, terre, etc. En réfutant la formule confuse et petite-bourgeoise de Lassalle sur l'« égalité » et la « justice » *en général,* Marx montre le *cours du développement* de la société communiste, *obligée* de commencer par détruire *uniquement* cette « injustice » qu'est l'appropriation des moyens de production par des individus, mais *incapable* de détruire d'emblée l'autre injustice : la répartition des objets de consommation « selon le travail » (et non selon les besoins).

Les économistes vulgaires, et parmi eux les professeurs bourgeois, « notre » Tougan y compris, font constamment aux socialistes le reproche d'oublier l'inégalité des hommes et d'en « rêver » la suppression. Ce reproche, on le voit, prouve simplement l'ignorance extrême de messieurs les idéologues bourgeois.

Marx tient rigoureusement compte non seulement de l'inévitable inégalité des hommes entre eux, mais aussi du fait que la transformation des moyens de production en propriété commune de la société entière (le « socialisme » au sens habituel du mot) *ne supprime pas* à elle seule les défauts de la répartition et l'inégalité du « droit bourgeois », qui *continue de régner,* puisque les produits sont répartis « selon le travail ».

> « ... Mais, — poursuit Marx, — ces défauts sont inévitables dans la première phase de la société communiste telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste, après un long et douloureux enfantement. Le droit ne peut jamais être plus élevé que l'état économique et que le degré de civilisation qui y correspond... »

Ainsi, dans la première phase de la société communiste (que l'on appelle ordinairement socialisme), le « droit bourgeois » est aboli *non pas* complètement, mais seulement en partie, seulement dans la mesure où la révolution économique a été faite, c'est-à-dire seulement en ce qui concerne les moyens de production. Le « droit bourgeois » en reconnaît la propriété privée aux individus. Le socialisme en fait une propriété *commune.* C'est *dans cette mesure,* mais dans cette mesure seulement, que le « droit bourgeois » se trouve aboli.

Il subsiste cependant dans son autre partie, en qualité de régulateur de la répartition des produits et de la répartition du travail entre les membres de la société. « Qui ne travaille pas ne doit pas manger » ce principe socialiste est *déjà* réalisé ; « à quantité égale de travail, quantité égale de produits « : cet autre principe socialiste est *déjà* réalisé lui aussi. Pourtant, ce n'est pas encore le communisme et cela n'élimine pas encore le « droit bourgeois » qui, à des hommes inégaux et pour une quantité inégale (inégale en fait) de travail, attribue une quantité égale de produits.

C'est là un « inconvénient », dit Marx ; mais il est inévitable dans la première phase du communisme, car on ne peut, sans verser dans l'utopie, penser qu'après avoir renversé le capitalisme les hommes apprennent d'emblée à travailler pour la société sans *normes juridiques d'aucune sorte* —, au reste, l'abolition du capitalisme *ne donne pas d'emblée* les prémisses économiques d'un *tel* changement.

Or, il n'y a d'autres normes que celles du « droit bourgeois ». C'est pourquoi subsiste la nécessité d'un Etat chargé, tout en protégeant la propriété commune des moyens de production, de protéger l'égalité du travail et l'égalité dans la répartition des produits. L'Etat s'éteint, pour autant qu'il n'y a plus de capitalistes, plus de classes et que, par conséquent, il n'y a pas de *classe* à *mater.*

Mais l'Etat n'a pas encore entièrement disparu puisque l'on continue à protéger le « droit bourgeois » qui consacre l'inégalité de fait. Pour que l'Etat s'éteigne complètement, il faut l'avènement du communisme intégral.

4. PHASE SUPÉRIEURE DE LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE

Marx poursuit :

> « ... Dans une phase supérieure de la société communiste, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel ; quand le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais deviendra lui-même le premier besoin vital ; quand, avec le développement multiple des individus, les forces productives se seront accrues elles aussi et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'horizon borné du droit bourgeois pourra être définitivement dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ! »

Maintenant seulement nous pouvons apprécier toute la justesse des remarques d'Engels, accablant de ses sarcasmes impitoyables cet absurde accouplement des mots « liberté » et « Etat ». Tant que l'Etat existe, il n'y a pas de liberté. Quand il y aura la liberté il n'y aura plus d'Etat. La base économique de l'extinction totale de l'Etat, c'est le communisme arrivé à un si haut degré de développement que toute opposition disparaît entre le travail intellectuel et le travail manuel et que, par conséquent, disparaît l'une des principales sources de l'inégalité *sociale* contemporaine, source que la seule socialisation des moyens de production, la seule expropriation des capitalistes ne peut en aucune façon tarir d'emblée.

Cette expropriation rendra *possible* un essor gigantesque des forces productives. Et voyant comment le capitalisme, dès maintenant, *entrave* incroyablement cet essor, et combien de progrès l'on pourrait réaliser grâce à la technique moderne déjà acquise, nous sommes en droit d'affirmer, avec une certitude absolue, que l'expropriation des capitalistes entraînera nécessairement un développement prodigieux des forces productives de la société humaine. Mais quelle sera la rapidité de ce développement, quand aboutira-t-il à une rupture avec la division du travail, à la suppression de l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel, à la transformation du travail en *«* premier besoin vital », c'est ce que nous ne savons ni *ne pouvons* savoir.

Aussi n'avons-nous le droit de parler que de l'extinction inévitable de l'Etat, en soulignant la durée de ce processus, sa dépendance de la rapidité avec laquelle se développera la *phase supérieure* du communisme, et en laissant complètement en suspens la question des délais ou des formes concrètes de cette extinction. Car les données qui nous permettraient de trancher de tels problèmes *n'existent pas.*

L'Etat pourra s'éteindre complètement quand la société aura réalisé le principe : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins », c'est-à-dire quand les hommes se seront si bien habitués a respecter les règles fondamentales de la vie en société, et que leur travail sera devenu si productif, qu'ils travailleront volontairement *selon leurs capacités.* « L'horizon borné du droit bourgeois », qui oblige à calculer avec l'âpreté d'un Shylock : « N'aurais-je pas travaillé une demi-heure de plus que le voisin ? N'aurais-je pas touché un salaire inférieur au sien ?» — cet horizon borné sera alors dépassé. La répartition des produits n'exigera plus alors le rationnement par la société des produits délivrés à chacun ; chacun puisera librement « selon ses besoins ».

Du point de vue bourgeois, il est aisé de traiter un semblable régime social de « pure utopie », et de railler les socialistes qui promettent à chaque citoyen le droit de recevoir de la société, sans aucun contrôle de son travail, autant qu'il voudra de truffes, d'automobiles, de pianos, etc. C'est à des railleries de cette nature que se bornent aujourd'hui encore la plupart des « savants » bourgeois, qui révèlent ainsi leur ignorance et leur mentalité de défenseurs intéressés du capitalisme.

Leur ignorance, car il n'est venu à l'esprit d'aucun socialiste de « promettre » l'avènement de la phase supérieure du communisme ; quant à la *prévision* de son avènement par les grands socialistes, elle suppose une productivité du travail différente de celle d'aujourd'hui, et la *disparition* de l'homme moyen *d'aujourd'hui* capable, comme les séminaristes de Pomialovski[32], de gaspiller « à plaisir » les richesses publiques et d'exiger l'impossible.

En attendant l'avènement de la phase « supérieure » du communisme, les socialistes réclament de la société *et de l'Etat* qu'ils exercent le contrôle *le plus rigoureux* sur la mesure de travail et la mesure de consommation ; mais ce contrôle doit *commencer* par l'expropriation des capitalistes, par le contrôle des ouvriers sur les capitalistes, et il doit être exercé non par l'Etat des fonctionnaires, mais par l'Etat des *ouvriers armés.*

La défense intéressée du capitalisme par les idéologues bourgeois (et leurs caudataires tels que les Tsérétéli, les Tchernov et C^{ie}) consiste précisément à *escamoter,* par des discussions et des phrases sur un avenir lointain, la question d'actualité brûlante de la politique *d'aujourd'hui :* l'expropriation des capitalistes, la transformation de *tous* les citoyens en travailleurs et employés d'un grand « cartel » *unique,* à savoir : l'Etat tout entier, et la subordination absolue de tout le travail de tout ce cartel à un Etat vraiment démocratique, à *l'Etat des Soviets des députés ouvriers et soldats.*

Au fond, lorsqu'un savant professeur, et après lui le philistin, et après lui les Tsérétéli et les Tchernov parlent des utopies insensées, des promesses démagogiques des bolcheviks, de l'impossibilité d'« instaurer » le socialisme, ils songent précisément à ce stade ou à cette phase supérieure du communisme, que personne n'a jamais promis ni même eu le dessein d'« instaurer », car, d'une façon générale, il est impossible de l'« instaurer ».

Nous abordons ici la question de la distinction scientifique entre socialisme et communisme, effleurée par Engels dans le passage précédemment cité sur l'impropriété de l'appellation de « social-démocrates ». Au point de vue politique, la différence entre la première phase ou phase inférieure et la phase supérieure du communisme sera certainement considérable avec le temps ; mais aujourd'hui, en régime capitaliste, il serait ridicule d'en faire cas, et seuls peut-être quelques anarchistes pourraient la mettre au premier plan (si tant est qu'il subsiste encore parmi les anarchistes des gens qui n'aient rien appris à la suite de la métamorphose « plékhanovienne » des Kropotkine, des Grave, des Cornelissen et autres « étoiles » de l'anarchisme en social-chauvins ou en anarchistes-des-tranchées, suivant l'expression de Gué, un des rares anarchistes qui aient gardé honneur et conscience).

Mais la différence scientifique entre socialisme et communisme est claire. Ce qu'on appelle communément socialisme, Marx l'a appelé la « première » phase ou phase inférieure de la société communiste. Dans la mesure où les moyens de production deviennent propriété *commune,* le mot « communisme » peut s'appliquer également ici, à condition de ne pas oublier que ce *n'est pas* le communisme intégral. Le grand mérite des explications de Marx est d'appliquer, là encore, de façon conséquente, la dialectique matérialiste, la théorie de l'évolution, et de considérer le communisme comme quelque chose qui se développe à *partir du* capitalisme. Au lieu de s'en tenir à des définitions « imaginées », scolastiques et artificielles, à de stériles querelles de mots (qu'est-ce que le socialisme ? qu'est-ce que le communisme ?), Marx analyse ce qu'on pourrait appeler les degrés de la maturité économique du communisme.

Dans sa première phase, à son premier degré, le communisme *ne* peut *pas* encore, au point de vue économique, être complètement mûr, complètement affranchi des traditions ou des vestiges du capitalisme. De là, ce phénomène intéressant qu'est le maintien de l'« horizon borné du droit *bourgeois* », en régime communiste, dans la première phase de celui-ci. Certes, le droit bourgeois, en ce qui concerne la répartition des objets de *consommation,* suppose nécessairement un *Etat bourgeois,* car le droit n'est rien sans un appareil capable de *contraindre* à l'observation de ses normes.

Il s'ensuit qu'en régime communiste subsistent pendant un certain temps non seulement le droit bourgeois, mais aussi l'Etat bourgeois — sans bourgeoisie ! Cela peut sembler un paradoxe ou simplement un jeu dialectique de l'esprit, ce que reprochent souvent au marxisme ceux qui n'ont jamais pris la peine d'en étudier, si peu que se soit, la substance éminemment profonde. En réalité, la vie nous montre à chaque pas, dans la nature et dans la société, des vestiges du passé subsistant dans le présent. Et ce n'est point d'une façon arbitraire que Marx a inséré dans le communisme une parcelle du droit « bourgeois » ; il n'a fait que constater ce qui, économiquement et politiquement, est inévitable dans une société issue *des flancs* du capitalisme.

La démocratie a une importance énorme dans la lutte que la classe ouvrière mène contre les capitalistes pour son affranchissement. Mais la démocratie n'est nullement une limite que l'on ne saurait franchir ; elle n'est qu'une étape sur la route de la féodalité au capitalisme et du capitalisme au communisme. Démocratie veut dire égalité. On conçoit la portée immense qui s'attache à la lutte du prolétariat pour l'égalité et au mot d'ordre d'égalité, à condition de comprendre ce dernier exactement, dans le sens de la suppression des *classes.* Mais démocratie signifie seulement égalité *formelle.* Et, dès que sera réalisée l'égalité de tous les membres de la société *par rapport* à la possession des moyens de production, c'est-à-dire l'égalité du travail, l'égalité du salaire, on verra se dresser inévitablement devant l'humanité la question d'un nouveau progrès à accomplir pour passer de l'égalité formelle à l'égalité réelle, c'est-à-dire à la réalisation du principe : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins. » Par quelles étapes, par quelles mesures pratiques l'humanité s'acheminera-t-elle vers ce but suprême, nous ne le savons ni ne pouvons le savoir. Mais ce qui importe, c'est de voir l'immense mensonge contenu dans l'idée bourgeoise courante suivant laquelle le socialisme est quelque chose de mort, de figé, de donné une fois pour toutes, alors qu'en réalité c'est *seulement* avec le socialisme que commencera dans tous les domaines de la vie sociale et privée un mouvement de progression rapide, effectif, ayant véritablement un caractère de masse et auquel participera d'abord la *majorité,* puis la totalité de la population.

La démocratie est une forme de l'Etat, une de ses variétés. Elle est donc, comme tout Etat, l'application organisée, systématique, de la contrainte aux hommes. Ceci, d'une part. Mais, d'autre part, elle signifie la reconnaissance officielle de l'égalité entre les citoyens, du droit égal pour tous de déterminer la forme de l'Etat et de l'administrer. Il s'ensuit donc qu'à un certain degré de son développement, la démocratie, tout d'abord, unit le prolétariat, la classe révolutionnaire anticapitaliste, et lui permet de briser, de réduire en miettes, de faire disparaître de la surface de la terre la machine d'Etat bourgeoise, fût-elle bourgeoise républicaine, l'armée permanente, la police, la bureaucratie, et de les remplacer par une machine d'Etat *plus* démocratique, mais qui n'en reste pas moins une machine d'Etat, sous la forme des masses ouvrières armées, puis, progressivement, du peuple entier participant à la milice.

Ici, « la quantité se change en qualité » : parvenu à *ce* degré, le démocratisme sort du cadre de la société bourgeoise et commence à évoluer vers le socialisme. Si *tous* participent réellement à la gestion de l'Etat, le capitalisme ne peut plus se maintenir. Et le développement du capitalisme crée, à son tour, les *prémisses* nécessaires pour que « tous » *puissent* réellement participer à la gestion de l'Etat. Ces prémisses sont, entre autres, l'instruction générale déjà réalisée par plusieurs des pays capitalistes les plus avancés, puis « l'éducation et la formation à la discipline » de millions d'ouvriers par l'appareil socialisé, énorme et complexe, de la poste, des chemins de fer, des grandes usines, du gros commerce, des banques, etc., etc.

Avec de telles prémisses *économiques,* on peut fort bien, après avoir renversé les capitalistes et les fonctionnaires, les remplacer aussitôt, du jour au lendemain, pour le *contrôle* de la production et de la répartition, pour *l'enregistrement* du travail et des produits, par les ouvriers armés, par le peuple armé tout entier. (Il ne faut pas confondre la question du contrôle et de l'enregistrement avec celle du personnel possédant une formation scientifique, qui comprend les ingénieurs, les agronomes, etc. : ces messieurs, qui travaillent aujourd'hui sous les ordres des capitalistes, travailleront mieux encore demain sous les ordres des ouvriers armés.)

Enregistrement et contrôle, tel est *l'essentiel,* et pour la « mise en route » et pour le fonctionnement régulier de la société communiste dans sa *première phase.* Ici, *tous* les citoyens se transforment en employés salariés de l'Etat constitué par les ouvriers armés. *Tous* les citoyens deviennent les employés et les ouvriers *d'un seul* « cartel » du peuple entier, de l'Etat. Le tout est d'obtenir qu'ils fournissent un effort égal, observent exactement la mesure de travail et reçoivent un salaire égal. L'enregistrement et le contrôle dans ce domaine ont été *simplifiés* à l'extrême par le capitalisme, qui les a réduits aux opérations les plus simples de surveillance et d'inscription et à la délivrance de reçus correspondants, toutes choses à la portée de quiconque sait lire et écrire et connaît les quatre règles d'arithmétique. *[Quand l'Etat réduit ses fonctions essentielles à un semblable enregistrement et à un contrôle de ce genre effectués par les ouvriers eux-mêmes, il cesse d'être un « Etat politique » ; les « fonctions publiques perdent leur caractère politique et se transforment en de simples fonctions administratives ». (Voir plus haut, ch. IV, § 2 : « La polémique d'Engels avec les anarchistes ».)]*

Quand la *majorité* du peuple procédera par elle-même et partout à cet enregistrement, à ce contrôle des capitalistes (transformés désormais en employés) et de messieurs les intellectuels qui auront conserve leurs pratiques capitalistes, alors ce contrôle sera vraiment universel, général, national et nul ne pourra s'y soustraire, de quelque manière que ce soit, « il n'y aura plus rien à faire ».

La société tout entière ne sera plus qu'un seul bureau et un seul atelier, avec égalité de travail et égalité de salaire. Mais cette discipline « d'atelier » que le prolétariat, après avoir vaincu les capitalistes et renversé les exploiteurs, étendra à toute la société, n'est nullement notre idéal ni notre but final ; c'est seulement un *échelon* nécessaire pour débarrasser radicalement la société des vilenies et des ignominies de l'exploitation capitaliste, *et assurer* la marche *continue* en avant.

Dès l'instant où tous les membres de la société, ou du moins leur immense majorité, ont appris à gérer *eux-mêmes* l'Etat, ont pris eux-mêmes l'affaire en main, « organisé » le contrôle sur l'infime minorité de capitalistes, sur les petits messieurs désireux de conserver leurs pratiques capitalistes et sur les ouvriers profondément corrompus par le capitalisme — dès cet instant, la nécessité de toute administration en général commence à disparaître. Plus la démocratie est complète, et plus proche est le moment où elle deviendra superflue. Plus démocratique est l'« Etat » constitué par les ouvriers armés et qui « n'est plus un Etat au sens propre », et plus vite commence à s'éteindre *tout* Etat.

En effet, quand *tous* auront appris à administrer et administreront effectivement eux-mêmes la production sociale, quand tous procéderont eux-mêmes à l'enregistrement et au contrôle des parasites, des fils à papa, des filous et autres « gardiens des traditions du capitalisme » — se soustraire à cet enregistrement et à ce contrôle exercé par le peuple entier sera à coup sûr d'une difficulté si incroyable et d'une si exceptionnelle rareté, cela entraînera vraisemblablement un châtiment si prompt et si rude (les ouvriers armés ont un sens pratique de la vie ; ils ne sont pas de petits intellectuels sentimentaux et ne permettront sûrement pas qu'on plaisante avec eux), que la *nécessité* d'observer les règles, simples mais essentielles, de toute société humaine deviendra très vite une *habitude.* Alors s'ouvrira toute grande la porte qui permettra de passer de la première phase de la société communiste à sa phase supérieure et, par suite, à l'extinction complète de l'Etat.

Chapitre VI

L'AVILISSEMENT DU MARXISME PAR LES OPPORTUNISTES

La question de l'attitude de l'Etat envers la révolution sociale et de la révolution sociale envers l'Etat a très peu préoccupé les théoriciens et les publicistes les plus en vue de la II^{e} Internationale (1889-1914), comme du reste le problème de la révolution en général. Mais le plus caractéristique dans le développement graduel de l'opportunisme, qui a abouti à la faillite de la II^{e} Internationale en 1914, c'est que même quand ce problème se posait de front, *on s'appliquait à le tourner* ou on l'ignorait totalement.

D'une façon générale, on peut dire que la *tendance à éluder* la question de l'attitude de la révolution prolétarienne envers l'Etat, tendance avantageuse pour l'opportunisme qu'elle alimentait, a conduit à la *déformation* du marxisme et à son total avilissement.

Pour caractériser, ne fût-ce que brièvement, ce triste processus, considérons les théoriciens les plus en vue du marxisme : Plékhanov et Kautsky.

1. POLÉMIQUE DE PLÉKHANOV AVEC LES ANARCHISTES

Plékhanov a consacré à l'attitude de l'anarchisme envers le socialisme une brochure spéciale : *Anarchisme et Socialisme,* parue en allemand en 1894.

Plékhanov a réussi le tour de force de traiter ce thème en éludant complètement la question la plus actuelle, la plus brûlante et, politiquement, la plus essentielle dans la lutte contre l'anarchisme, à savoir : l'attitude de la révolution envers l'Etat, et la question de l'Etat en général ! Sa brochure comprend deux parties : une partie historico-littéraire, renfermant une précieuse documentation sur l'évolution des idées de Stirner, de Proudhon, etc., l'autre, toute philistine, renferme des raisonnements du plus mauvais goût sur l'impossibilité de distinguer un anarchiste d'un bandit.

Cette combinaison de thèmes est archi-plaisante et archi-caractéristique de toute l'activité de Plékhanov à la veille de la révolution et pendant la période révolutionnaire en Russie. C'est bien ainsi que Plékhanov est apparu de 1905 à 1907 : mi-doctrinaire, mi-philistin, se traînant en politique à la remorque de la bourgeoisie.

On a vu que Marx et Engels, polémisant avec les anarchistes, ont mis surtout en relief, avec le plus grand soin, leurs propres vues sur l'attitude de la révolution à l'égard de l'Etat. Lorsqu'il publia en 1891 la *Critique du Programme de Gotha* de Marx, Engels écrivit : « Nous (c'est-à-dire Engels et Marx) étions à ce moment deux ans à peine après le congrès de La Haye de l'Internationale [la première], en pleine bataille avec Bakounine et les anarchistes. »

Les anarchistes ont essayé de présenter précisément la Commune de Paris comme une chose, pour ainsi dire, « à eux », qui confirmait leur doctrine. Mais ils n'ont rien compris aux enseignements de la Commune, ni à l'analyse que Marx en a faite. Sur les questions politiques concrètes : faut-il *briser* la vieille machine d'Etat ? et *par quoi* la remplacer ? l'anarchisme n'a rien donné qui se rapproche, fût-ce approximativement, de la vérité.

Mais traiter du thème « anarchisme et socialisme » en éludant totalement la question de l'Etat, sans *remarquer* tout le développement du marxisme avant et après la Commune, c'était verser inévitablement dans l'opportunisme. Car ce qu'il faut surtout à l'opportunisme, c'est précisément que les deux questions que nous venons d'indiquer *ne soient pas* posées du tout. C'est *déjà* une victoire pour l'opportunisme.

2. POLÉMIQUE DE KAUTSKY AVEC LES OPPORTUNISTES

La littérature russe possède sans aucun doute infiniment plus de traductions des œuvres de Kautsky qu'aucune autre langue. Ce n'est pas sans raison que certains social-démocrates allemands disent en plaisantant que Kautsky est lu en Russie plus qu'en Allemagne. (Soit dit entre parenthèses, il y a, dans cette boutade, une vérité historique autrement plus profonde que ne le soupçonnent ceux qui l'ont lancée, à savoir : ayant commandé en 1905 une quantité extrêmement élevée, sans précédent, des meilleures œuvres de la meilleure littérature social-démocrate du monde, et ayant reçu un nombre inusité dans les autres pays de traductions et d'éditions de ces œuvres, les ouvriers russes ont, pour ainsi dire, transplanté de la sorte à un rythme accéléré, sur le jeune sol de notre mouvement prolétarien, l'expérience considérable d'un pays voisin plus avancé.)

Kautsky est connu chez nous par son exposé populaire du marxisme, et surtout pour sa polémique contre les opportunistes, Bernstein en tête. Il est cependant un fait à peu près ignoré, mais que l'on ne saurait passer sous silence si l'on s'assigne pour tâche d'analyser la façon dont Kautsky a pu glisser vers cette confusion d'idées incroyablement honteuse et vers la défense du social-chauvinisme au cours de la grande crise de 1914-1915. Ce fait, c'est qu'avant de s'élever contre les représentants les plus en vue de l'opportunisme en France (Millerand et Jaurès) et en Allemagne (Bernstein), Kautsky avait manifesté de très grands flottements. Le journal marxiste *Zaria,* qui parut de 1901 à 1902 à Stuttgart et qui défendait les idées prolétariennes révolutionnaires, avait dû *polémiser* avec Kautsky et traiter de « résolution-caoutchouc » la résolution bâtarde, évasive et conciliatrice à

l'égard des opportunistes qu'il avait proposée au Congrès socialiste international de Paris en 1900. On a publié en Allemagne des lettres de Kautsky attestant de non moindres flottements avant son entrée en campagne contre Bernstein.

Chose infiniment plus grave encore : jusque dans sa polémique avec les opportunistes, dans sa manière de poser et de traiter le problème, nous constatons maintenant, en étudiant *l'histoire* de la récente trahison de Kautsky envers le marxisme, une déviation constante vers l'opportunisme, précisément dans la question de l'Etat.

Prenons le premier ouvrage important de Kautsky contre l'opportunisme, son livre *Bernstein et le programme social-démocrate*. Kautsky réfute minutieusement Bernstein. Mais voici qui est caractéristique.

Dans ses *Prémisses du Socialisme,* oeuvre qui l'a rendu célèbre à la manière d'Erostrate, Bernstein accuse le marxisme de « *blanquisme* » (accusation mille fois reprise depuis lors par les opportunistes et les bourgeois libéraux de Russie contre les représentants du marxisme révolutionnaire, les bolcheviks). Ici, Bernstein s'arrête spécialement sur la *Guerre civile en France* de Marx ; il tente, sans y réussir aucunement, comme on l'a vu, d'identifier le point de vue de Marx sur les enseignements de la Commune avec celui de Proudhon. Ce qui attire surtout l'attention de Bernstein, c'est la conclusion que Marx a soulignée dans la préface de 1872 au *Manifeste communiste,* et où il est dit : « La classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre la machine de l'Etat, toute prête, et de la faire fonctionner pour son propre compte. »

Cette formule « plaît » tellement à Bernstein qu'il la répète au moins trois fois dans son livre, en l'interprétant dans un sens tout à fait déformé, opportuniste.

Comme on l'a vu, Marx veut dire que la classe ouvrière doit *briser, démolir, faire sauter (Sprengung,* explosion, — l'expression est d'Engels) toute la machine d'Etat. Or, d'après Bernstein, Marx aurait par ces mots mis en garde la classe ouvrière *contre* une ardeur trop révolutionnaire lors de la prise du pouvoir.

On ne saurait imaginer déformation plus grossière, plus scandaleuse, de la pensée de Marx.

Et comment Kautsky a-t-il procédé dans sa réfutation si minutieuse de cette « bernsteiniade » ?

Il s'est bien gardé d'analyser dans toute sa profondeur la déformation infligée sur ce point au marxisme par les opportunistes. Il a reproduit le passage cité plus haut de la préface d'Engels à *la Guerre civile* de Marx en affirmant que, d'après Marx, la classe ouvrière ne peut pas *se contenter* de prendre la machine d'Etat *toute prête,* mais qu'en général elle *peut* s'en emparer, et il n'a rien dit de plus. Que Bernstein ait attribué à Marx *juste le contraire* de sa pensée véritable, et que dès 1852 Marx ait assigné à la révolution prolétarienne la tâche de « briser » la machine d'Etat — de tout cela Kautsky ne souffle mot.

Il en résulte que ce qui distingue foncièrement le marxisme de l'opportunisme dans la question des tâches de la révolution prolétarienne se trouve escamoté par Kautsky !

> « Nous pouvons en toute tranquillité, — écrit Kautsky « *contre* » Bernstein, — laisser à l'avenir le soin de résoudre le problème de la dictature du prolétariat » (p. 172 de l'éd. allemande).

Ce n'est pas là une polémique *contre* Bernstein ; c'est, au fond, une *concession* à ce dernier, une capitulation devant l'opportunisme ; car, pour le moment, les opportunistes ne demandent rien d'autre que de « laisser en toute tranquillité à l'avenir » les questions capitales relatives aux tâches de la révolution prolétarienne.

De 1852 à 1891, durant quarante années, Marx et Engels ont enseigné au prolétariat qu'il doit briser la machine d'Etat. Et Kautsky, en 1899, devant la trahison totale du marxisme par les opportunistes sur ce point, *escamote* la question de savoir s'il faut briser cette machine, en lui substituant celle des formes concrètes de cette démolition ; il se retranche derrière cette « incontestable » (et stérile) vérité philistine, que nous ne pouvons connaître à l'avance ces formes concrètes !

Un abîme sépare Marx et Kautsky dans leur attitude envers la tâche du parti prolétarien, qui est de préparer la classe ouvrière à la révolution.

Prenons l'ouvrage suivant, plus mûri, de Kautsky, également consacré dans une notable mesure à la réfutation des erreurs de l'opportunisme. C'est sa brochure sur *la Révolution sociale.* L'auteur y a pris spécialement comme sujet les problèmes de la « révolution prolétarienne » et du « régime prolétarien ». Il apporte quantité d'idées très précieuses, mais il *omet* justement le problème de l'Etat. Dans cette brochure, il est partout question de la conquête du pouvoir d'Etat, sans plus ; c'est-à-dire que l'auteur a choisi une formule qui est une concession aux opportunistes, puisqu'elle *admet* la conquête du pouvoir *sans* la destruction de la machine d'Etat. Kautsky *ressuscite* en 1902 précisément ce qu'en 1872 Marx déclarait *«* périmé » dans le programme du *Manifeste communiste.*

La brochure consacre un chapitre particulier aux « formes et aux armes de la révolution sociale ». On y traite et de la grève politique de masse, et de la guerre civile, et des « instruments de domination d'un grand Etat moderne, tels que la bureaucratie et l'armée » ; mais pas un mot sur les enseignements que la Commune a déjà fournis aux ouvriers. Ce n'est certes pas par hasard qu'Engels mettait en garde les socialistes allemands, plus que quiconque, contre la vénération « superstitieuse » de l'Etat.

Kautsky présente la chose ainsi : le prolétariat victorieux « réalisera le programme démocratique » ; suit l'exposé des articles de ce programme. Quant à ce que 1871 a donné de nouveau touchant le remplacement de la démocratie bourgeoise par la démocratie prolétarienne, pas un mot. Kautsky se réfugie dans des banalités d'apparence « sérieuse », comme celle-ci :

> « Il va de soi que nous n'arriverons pas au pouvoir dans les conditions du régime actuel. La révolution elle-même suppose des luttes de longue haleine, d'une grande profondeur, qui auront eu le temps de modifier notre structure politique et sociale actuelle ».

Cela « va de soi » assurément, et comme il est vrai aussi que les chevaux mangent de l'avoine et que la Volga se jette dans la mer Caspienne. Il est seulement à regretter qu'à l'aide d'une phrase creuse et ronflante sur la lutte « d'une grande profondeur », on *élude* une question vitale pour le prolétariat révolutionnaire, celle de savoir *en quoi* consiste la « profondeur » de *sa* révolution par rapport à l'Etat et à la démocratie, à la différence des révolutions antérieures, non prolétariennes.

En éludant cette question, Kautsky fait *en réalité* sur ce point capital une concession à l'opportunisme ; il lui déclare une guerre redoutable *en paroles,* souligne l'importance de l'« idée de révolution » (mais que peut bien valoir cette « idée » lorsqu'on a peur de propager parmi les ouvriers les enseignements concrets de la révolution ?), ou bien il dit : « L'idéalisme révolutionnaire avant tout », ou bien il proclame qu'aujourd'hui les ouvriers anglais ne sont « guère plus que des petits-bourgeois ».

> « Dans la société socialiste, — écrit Kautsky, — peuvent coexister... les formes les plus variées d'entreprises : bureaucratiques (??), trade-unionistes, coopératives, individuelles... il y a, par exemple, des entreprises qui ne peuvent pas se passer d'une organisation bureaucratique (?), tels les chemins de fer. Ici l'organisation démocratique peut revêtir l'aspect suivant : les ouvriers éliraient des délégués, qui formeraient une sorte de Parlement ayant pour mission d'établir le régime du travail et de surveiller le fonctionnement de l'appareil bureaucratique. D'autres exploitations peuvent être confiées aux syndicats ouvriers ; d'autres encore peuvent être fondées sur le principe de la coopération » (pp. 148 et 115 de la trad. russe, publiée à Genève en 1903).

Cette façon de voir est erronée ; elle marque un recul par rapport aux éclaircissements que Marx et Engels donnaient entre 1870 et 1880, en s'inspirant des enseignements de la Commune.

En ce qui concerne la nécessité d'une organisation prétendument « bureaucratique », les chemins de fer ne se distinguent rigoureusement en rien de toutes les entreprises de la grande industrie mécanisée en général, de n'importe quelle usine, d'un grand magasin, d'une grande exploitation agricole capitaliste. Dans toutes ces entreprises, la technique prescrit une discipline absolument rigoureuse, la plus grande ponctualité dans l'accomplissement de la part de travail assignée à chacun, sous peine d'arrêt de toute l'entreprise ou de détérioration des mécanismes, du produit fabriqué. Dans toutes ces entreprises, évidemment, les ouvriers « éliront des délégués qui formeront *une sorte de Parlement* ».

Mais le grand point ici, c'est que cette « sorte de Parlement « *ne* sera *pas* un Parlement dans le sens des institutions parlementaires bourgeoises. Le grand point ici, c'est que cette « sorte de Parlement » *ne se* contentera *pas* d'« établir le régime du travail et de surveiller le fonctionnement de l'appareil bureaucratique » ; comme se l'imagine Kautsky dont la pensée ne dépasse pas le cadre du parlementarisme bourgeois. Il est certain qu'en

société socialiste une « sorte de Parlement » composé de députés ouvriers « établira le régime du travail et surveillera le fonctionnement » de l'« appareil », *mais* cet appareil-là *ne sera pas* « bureaucratique ». Les ouvriers, après avoir conquis le pouvoir politique, briseront le vieil appareil bureaucratique, le démoliront jusqu'en ses fondements, n'en laisseront pas pierre sur pierre et le remplaceront par un nouvel appareil comprenant ces mêmes ouvriers et employés. Pour *empêcher* ceux-ci de devenir des bureaucrates, on prendra aussitôt des mesures minutieusement étudiées par Marx et Engels : 1. électivité, mais aussi révocabilité à tout moment ; 2. un salaire qui ne sera pas supérieur à celui d'un ouvrier ; 3. adoption immédiate de mesures afin que *tous* remplissent des fonctions de contrôle et de surveillance, que *tous* deviennent pour un temps « bureaucrates » et que, de ce fait, *personne* ne puisse devenir « bureaucrate ».

Kautsky n'a pas du tout réfléchi au sens de ces mots de Marx :

> « La Commune était non pas un organisme parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois. »

Kautsky n'a absolument pas compris la différence entre le parlementarisme bourgeois — qui unit la démocratie *(pas pour le peuple)* à la bureaucratie *(contre le peuple)* — et le démocratisme prolétarien, qui prendra immédiatement des mesures pour couper le bureaucratisme à la racine et qui sera à même de les appliquer jusqu'au bout, jusqu'à la destruction complète du bureaucratisme, jusqu'à l'établissement complet d'une démocratie pour le peuple.

Kautsky a fait preuve ici comme tant d'autres, d'un « respect superstitieux » envers l'Etat, d'une « vénération superstitieuse » du bureaucratisme.

Passons au dernier et meilleur ouvrage de Kautsky contre les opportunistes, à sa brochure *le Chemin du pouvoir* (il semble qu'elle n'ait pas été éditée en russe, car elle parut en 1909, au plus fort de la réaction en Russie). Cette brochure marque un grand progrès, puisqu'elle ne traite ni du programme révolutionnaire en général, comme la brochure de 1899 dirigée contre Bernstein, ni des tâches de la révolution sociale indépendamment de l'époque de son avènement, comme la brochure *la Révolution sociale* de 1902, mais des conditions concrètes qui nous obligent à reconnaître que l'« ère des révolutions » *commence.*

L'auteur parle explicitement de l'aggravation des contradictions de classe en général et de l'impérialisme, lequel joue à cet égard un rôle particulièrement important. Après la « période révolutionnaire de 1789 à 1871 » pour l'Europe occidentale, l'année 1905 inaugure une période analogue pour l'Est. La guerre mondiale approche avec une rapidité redoutable. « Il ne saurait plus être question, pour le prolétariat, d'une révolution prématurée. » « Nous sommes entrés dans la période révolutionnaire. » *«* L'ère révolutionnaire commence. »

Déclarations parfaitement claires. Cette brochure de Kautsky permet de comparer ce que la social-démocratie allemande *promettait d'être* avant la guerre impérialiste et jusqu'où elle est tombée (et Kautsky avec elle) après que la guerre eut éclaté. « La situation actuelle, écrivait Kautsky dans la brochure analysée, comporte un danger : c'est qu'on peut aisément nous prendre (nous, social-démocrates allemands) pour plus modérés que nous ne sommes en réalité. » Il est apparu que le Parti social-démocrate allemand était en réalité infiniment plus modéré et plus opportuniste qu'il ne le paraissait !

Il est d'autant plus caractéristique qu'après avoir proclamé si catégoriquement que l'ère des révolutions était ouverte, Kautsky, dans une brochure pourtant spécialement consacrée, comme il le dit lui-même, à l'analyse du problème de la « révolution *politique »,* laisse de nouveau complètement de côté la question de l'Etat.

Toutes ces tentatives pour tourner la question, tous ces silences et réticences ont eu pour résultat inévitable ce ralliement complet à l'opportunisme dont nous allons parler ci-après.

La social-démocratie allemande semblait proclamer par la bouche de Kautsky : je garde mes conceptions révolutionnaires (1899) ; je reconnais notamment que la révolution sociale du prolétariat est inévitable (1902) ; je reconnais qu'une nouvelle ère de révolutions s'est ouverte (1909). Mais dès l'instant où se pose la question des tâches de la révolution prolétarienne à l'égard de l'Etat, j'opère un recul par rapport à ce que Marx disait en 1852 (1912).

C'est ainsi que la question s'est posée de front lors de la polémique de Kautsky avec Pannekoek.

3. POLÉMIQUE DE KAUTSKY AVEC PANNEKOEK

Pannekoek, adversaire de Kautsky, était l'un des représentants de la tendance « radicale de gauche », qui comptait dans ses rangs Rosa Luxemburg, Karl Radek, d'autres encore. Préconisant la tactique révolutionnaire, ils s'accordaient à reconnaître que Kautsky adoptait une position « centriste », dénuée de principes, et oscillait entre le marxisme et l'opportunisme. La justesse de cette appréciation a été pleinement démontrée par la guerre, lorsque la tendance dite « du centre » (appelée à tort marxiste) ou « kautskiste », s'est révélée dans toute sa hideuse indigence.

Dans son article « L'action de masse et la révolution » (*Neue Zeit,* 1912, XXX, 2.) qui traite, entre autres, du problème de l'Etat, Pannekoek définissait la position de Kautsky comme un « radicalisme passif », comme une « théorie de l'attente inactive ». « Kautsky ne veut pas voir le processus de la révolution » (p. 616). En posant ainsi la question, Pannekoek a abordé le sujet qui nous intéresse : les tâches de la révolution prolétarienne à l'égard de l'Etat.

> « La lutte du prolétariat — écrivait-il, — n'est pas simplement une lutte contre la bourgeoisie *pour* le pouvoir d'Etat ; c'est aussi une lutte *contre* le pouvoir d'Etat ... La révolution prolétarienne consiste à anéantir les instruments de la force de l'Etat et à les éliminer *(Auflössung,* littéralement : dissoudre) par les instruments de la force du prolétariat... La lutte ne cesse qu'au moment où le résultat final est atteint, au moment où l'organisation d'Etat est complètement détruite. L'organisation de la majorité prouve sa supériorité en anéantissant l'organisation de la minorité dominante » (p. 548).

La formule dont Pannekoek a revêtu sa pensée souffre de très graves défauts. Néanmoins, l'idée est claire, et il est intéressant de voir *comment* Kautsky a cherché à la réfuter.

> « Jusqu'ici, - a-t-il écrit, - l'opposition entre les social-démocrates et les anarchistes consistait en ce que les premiers voulaient conquérir le pouvoir d'Etat, et les seconds le détruire. Pannekoek veut l'un et l'autre » (p. 724).

L'exposé de Pannekoek manque de clarté et de précision (sans compter les autres défauts de son article, qui ne se rapportent pas au sujet traité) ; mais Kautsky a pris la question de *principe* soulevée par Pannekoek et, *dans cette question de principe capitale,* il abandonne tout à fait les positions du marxisme pour passer entièrement à l'opportunisme. La distinction qu'il établit entre social-démocrates et anarchistes est complètement erronée ; le marxisme est définitivement dénaturé et avili.

Voici ce qui distingue les marxistes des anarchistes : 1° Les premiers, tout en se proposant de supprimer complètement l'Etat, ne croient la chose réalisable qu'après la suppression des classes par la révolution socialiste, comme résultat de l'instauration du socialisme qui mène à la disparition de l'Etat ; les seconds veulent la suppression complète de l'Etat du jour au lendemain, sans comprendre les conditions qui la rendent possible. 2° Les premiers proclament la nécessité pour le prolétariat, après qu'il aura conquis le pouvoir politique, de détruire entièrement la vieille machine d'Etat et de la remplacer par une nouvelle, qui consiste dans l'organisation des ouvriers armés, sur le modèle de la Commune ; les seconds, tout en plaidant pour la destruction de la machine d'Etat, ne se représentent que très confusément *par quoi* le prolétariat la remplacera et *comment* il usera du pouvoir révolutionnaire ; les anarchistes vont jusqu'à repousser l'utilisation du pouvoir d'Etat par le prolétariat révolutionnaire, jusqu'à repousser la dictature révolutionnaire. 3° Les premiers veulent que le prolétariat se prépare à la révolution en utilisant l'Etat moderne ; les anarchistes sont contre cette façon de faire.

Dans cette discussion, c'est Pannekoek qui représente le marxisme contre Kautsky, car Marx a précisément enseigné que le prolétariat ne peut pas se contenter de conquérir le pouvoir d'Etat (en ce sens que le vieil appareil d'Etat ne doit pas passer simplement en d'autres mains), mais qu'il doit briser, démolir cet appareil et le remplacer par un nouveau.

Kautsky abandonne le marxisme pour l'opportunisme, car il escamote tout à fait précisément cette destruction de la machine d'Etat, absolument inacceptable pour les opportunistes, et laisse ainsi à ces derniers une échappatoire qui leur permet d'interpréter la « conquête » comme une simple acquisition de la majorité.

Afin de dissimuler cette déformation du marxisme, Kautsky agit en bon glossateur : il y va d'une « citation » de Marx lui-même. Marx affirmait en 1850 la nécessité d'une « centralisation résolue de la force entre les mains de l'Etat ». Et Kautsky de triompher : Pannekoek ne voudrait-il pas détruire le « centralisme » ?

Simple tour de passe-passe, qui rappelle celui de Bernstein identifiant le marxisme et le proudhonisme dans leurs vues sur la fédération considérée comme préférable au centralisme.

La « citation » de Kautsky vient comme des cheveux sur la soupe. Le centralisme est possible avec la vieille machine d'Etat comme avec la nouvelle. Si les ouvriers unissent librement leurs forces armées, ce sera du centralisme, mais celui-ci reposera sur la « destruction complète » de l'appareil d'Etat centraliste, de l'armée permanente, de la police, de la bureaucratie. Kautsky agit d'une façon tout à fait malhonnête en éludant les considérations bien connues de Marx et d'Engels sur la Commune pour aller déterrer une citation qui n'a rien à voir avec la question.

> « ... Peut-être Pannekoek voudrait-il supprimer les fonctions publiques des fonctionnaires ? poursuit Kautsky. Mais nous ne nous passons de fonctionnaires ni dans l'organisation du parti ni dans celle des syndicats, sans parler des administrations de l'Etat. Notre programme demande non pas la suppression des fonctionnaires de l'Etat, mais leur élection par le peuple »... « Il s'agit maintenant chez nous non de savoir quelle forme revêtira l'appareil administratif dans l'« Etat futur », mais de savoir si notre lutte politique détruira (*auflöst,* littéralement : dissoudra) le pouvoir de l'Etat, *avant que nous l'ayons conquis* [souligné par Kautsky). Quel est le ministère avec ses fonctionnaires qui pourrait être détruit ? [il énumère les ministères de l'Instruction publique, de la Justice, des Finances, de la Guerre.] Non, pas un des ministères actuels ne sera supprimé par notre lutte politique contre le gouvernement... Je le répète, pour éviter les malentendus : il ne s'agit pas de savoir quelle forme la social-démocratie victorieuse donnera à l'« Etat futur », il s'agit de savoir comment notre opposition transformera l'Etat actuel » (p. 725).

C'est là un véritable escamotage. Pannekoek posait le problème précis de la *révolution.* Le titre de son article et les passages cités le disent clairement. En sautant à la question de l'« opposition », Kautsky ne fait que substituer au point de vue révolutionnaire le point de vue opportuniste. Son raisonnement se ramène à ceci : maintenant, opposition ; *après* la conquête du pouvoir, on avisera. *La révolution disparaît !* C'est exactement ce que demandaient les opportunistes.

Il ne s'agit ni de l'opposition, ni de la lutte politique en général, mais précisément de la *révolution.* La révolution consiste en ceci : le prolétariat *détruit* l'« appareil administratif » et l'appareil d'Etat *tout entier* pour le remplacer par un nouveau, qui est constitué par les ouvriers armés. Kautsky montre une «vénération superstitieuse *»* pour les « ministères » ; mais pourquoi ne pourraient-ils pas être remplacés, mettons par des commissions de spécialistes auprès des Soviets souverains et tout-puissants de députés ouvriers et soldats ?

L'essentiel n'est point de savoir si les « ministères » subsisteront ou s'ils seront remplacés par des « commissions de spécialistes », ou par d'autres organismes : cela n'a absolument aucune importance. L'essentiel est de savoir si la vieille machine d'Etat (liée à la bourgeoisie par des milliers d'attaches et toute pénétrée de routine et de conservatisme) sera maintenue ou si elle sera *détruite* et remplacée par une *nouvelle.* La révolution ne doit pas aboutir à ce que la classe nouvelle commande et gouverne à l'aide de la *vieille* machine d'Etat, mais à ceci, qu'après l'avoir *brisée,* elle commande et gouverne à l'aide d'une machine *nouvelle :* c'est cette idée *fondamentale* du marxisme que Kautsky escamote ou qu'il n'a absolument pas comprise.

Sa question relative aux fonctionnaires montre de toute évidence qu'il n'a compris ni les enseignements de la Commune ni la doctrine de Marx. « Nous ne nous passons de fonctionnaires ni dans l'organisation du parti, ni dans celle des syndicats... »

Nous ne nous passons pas de fonctionnaires *en régime capitaliste,* sous la *domination de la bourgeoisie.* Le prolétariat est opprimé, les masses laborieuses sont asservies par le capitalisme. En régime capitaliste, la démocratie est rétrécie, comprimée, tronquée, mutilée par cette ambiance que créent l'esclavage salarié, le besoin et la misère des masses. C'est pour cette raison, et seulement pour cette raison, que dans nos organisations politiques et syndicales les fonctionnaires sont corrompus (ou plus exactement ont tendance à l'être) par l'ambiance capitaliste et manifestent une tendance à se transformer en bureaucrates, c'est-à-dire en personnages privilégiés, coupés des masses et placés *au-dessus* d'elles.

Là est *l'essence* du bureaucratisme. Et tant que les capitalistes n'auront pas été expropriés, tant que la bourgeoisie n'aura pas été renversée, une certaine « bureaucratisation » des fonctionnaires du prolétariat *eux-mêmes* est inévitable. Kautsky dit en somme ceci : puisqu'il subsistera des employés publics élus, il y aura donc aussi en régime socialiste des fonctionnaires et une bureaucratie ! C'est précisément ce qui est faux. Précisément par l'exemple de la Commune, Marx a montré que les titulaires des fonctions publiques cessent, en régime socialiste, d'être des « bureaucrates », des « fonctionnaires » *au fur et à mesure* que, *sans parler* de leur électivité, on établit

en outre leur révocabilité à tout moment, qu'on réduit *en outre* leur traitement à un salaire moyen d'ouvrier, et *qu'en plus* on remplace les organismes parlementaires par des corps « agissants », « exécutifs et législatifs à la fois ».

Au fond, toute l'argumentation de Kautsky contre Pannekoek, et surtout cet argument admirable que dans les organisations syndicales, pas plus que dans celles du parti, nous ne pouvons nous passer de fonctionnaires, attestent que Kautsky reprend les vieux « arguments » de Bernstein contre le marxisme en général. Dans son livre de renégat *Les Prémisses du Socialisme,* Bernstein part en guerre contre l'idée de démocratie « primitive », contre ce qu'il appelle le « démocratisme doctrinaire » : mandats impératifs, fonctionnaires non rétribués, représentation centrale sans pouvoirs, etc. Afin de prouver la carence de cette démocratie « primitive », Bernstein invoque l'expérience des trade-unions anglaises, interprétée par les époux Webb. Au cours des soixante-dix années de leur développement, les trade-unions, qui auraient soi-disant évolué « en pleine liberté » (p. 137 de l'éd. allemande), se seraient convaincues de l'inefficacité de la démocratie primitive et l'auraient remplacée par l'habituel parlementarisme allié au bureaucratisme.

En fait, les trade-unions n'ont pas évolué « en pleine liberté » *mais en plein esclavage capitaliste,* où, certes, l'on « ne saurait éviter » les concessions au mal régnant, à la violence, au mensonge, à l'élimination des pauvres de l'administration « supérieure ». En régime socialiste, bien des aspects de la démocratie « primitive » revivront nécessairement, car, pour la première fois dans l'histoire des sociétés civilisées, la *masse* de la population se haussera à une participation *autonome,* non seulement aux votes et aux élections, *mais encore à l'administration journalière.* En régime socialiste, *tout le monde* gouvernera à tour de rôle et s'habituera vite à ce que personne ne gouverne.

Avec son génial esprit d'analyse et de critique, Marx a vu dans les mesures pratiques de la Commune ce *tournant* que craignent tant et ne veulent pas reconnaître les opportunistes, par lâcheté et parce qu'ils se refusent à rompre définitivement avec la bourgeoisie ; que ne veulent pas voir les anarchistes, soit qu'ils se hâtent trop, soit qu'en général ils ne comprennent pas les conditions dans lesquelles s'opèrent les grandes transformations sociales. « Il ne faut même pas songer à détruire la vieille machine d'Etat : comment pourrions-nous nous passer des ministères et des fonctionnaires ? » raisonne l'opportuniste imbu de philistinisme et qui, au fond, loin de croire à la révolution et à sa puissance créatrice, en a une peur mortelle (comme en ont peur nos menchéviks et nos socialistes-révolutionnaires).

« Il faut penser *uniquement à* la destruction de la vieille machine d'Etat ; inutile d'approfondir les enseignements *concrets* des révolutions prolétariennes antérieures, et d'analyser *par quoi* et *comment* remplacer ce que l'on détruit », raisonne l'anarchiste (le meilleur des anarchistes, naturellement, et non celui qui, à la suite des Kropotkine et consorts, se traîne derrière la bourgeoisie) ; c'est pourquoi l'anarchiste en arrive à la tactique du *désespoir,* et non à une activité révolutionnaire concrète intrépide, inexorable, mais qui tient compte en même temps des conditions pratiques du mouvement des masses.

Marx nous apprend à éviter ces deux erreurs : il nous apprend à faire preuve de la plus grande audace dans la destruction totale de la vieille machine d'Etat ; il nous enseigne d'autre part à poser le problème d'une façon concrète : la Commune a pu, en quelques semaines, *commencer* à construire une machine d'Etat *nouvelle,* prolétarienne, procédant de telle et telle façon, en prenant les mesures précitées tendant à assurer une plus grande démocratie et à extirper le bureaucratisme. Apprenons donc des Communards l'audace révolutionnaire, tâchons de voir dans leurs mesures pratiques une *esquisse* des mesures pratiquement urgentes et immédiatement réalisables ; c'est ainsi que nous parviendrons, *en suivant cette voie,* à détruire complètement le bureaucratisme.

Ce qui garantit la possibilité de cette destruction, c'est que le socialisme réduira la journée de travail, élèvera les *masses* à une vie nouvelle, placera la *majeure partie* de la population dans des conditions permettant à *tous,* sans exception, de remplir les « fonctions publiques ». Et c'est ce qui conduira à *l'extinction complète* de tout Etat en général.

> ... « Le rôle de la grève de masse, poursuit Kautsky, ne peut jamais être de *détruire* le pouvoir d'Etat, mais seulement d'amener le gouvernement à des concessions sur une question donnée, ou de remplacer un gouvernement hostile au prolétariat par un gouvernement allant au-devant *(entgegenkommende)* des besoins du prolétariat... Mais jamais et en aucun cas, cela » (c'est-à-dire la victoire du prolétariat sur le gouvernement hostile] « ne peut mener à la *destruction* du pouvoir d'Etat ; il ne peut en résulter qu'un certain *déplacement (Verschiebung)* du rapport des forces à *l'intérieur du pouvoir d'Etat*... le but de notre lutte politique reste donc, comme par le passé, la conquête du pouvoir d'Etat par l'acquisition de la majorité au parlement et la transformation de ce dernier en maître du gouvernement » (pp. 726, 727, 732).

Voilà bien l'opportunisme le plus pur et le plus plat : c'est renoncer en fait à la révolution tout en la reconnaissant en paroles. La pensée de Kautsky ne va pas au-delà d'un « gouvernement allant au-devant des besoins du prolétariat », c'est un pas en arrière vers le philistinisme par rapport à 1847, quand le *Manifeste communiste* proclamait « l'organisation du prolétariat en classe dominante ».

Kautsky en sera réduit à réaliser l'«unité» qu'il chérit avec les Scheidemann, les Plékhanov, les Vandervelde, tous unanimes à lutter pour un gouvernement « allant au-devant des besoins du prolétariat ».

Quant à nous, nous romprons avec ces renégats du socialisme et lutterons pour la destruction de toute la vieille machine d'Etat, afin que le prolétariat armé *devienne* lui-même le *gouvernement*. Ce sont « deux grandes différences ».

Kautsky restera dans l'agréable compagnie des Legien et des David, des Plékhanov, des Potressov, des Tsérétéli et des Tchernov, qui ne demandent pas mieux que de lutter pour un « déplacement du rapport des forces à l'intérieur du pouvoir d'Etat », pour « l'acquisition de la majorité au Parlement et la transformation de ce dernier en maître absolu du gouvernement », but des plus nobles où tout peut être accepté par les opportunistes, où rien ne sort du cadre de la république bourgeoise parlementaire.

Quant à nous, nous romprons avec les opportunistes ; et le prolétariat conscient sera tout entier avec nous dans la lutte non pour un « déplacement du rapport des forces », mais pour le *renversement de la bourgeoisie,* pour la *destruction* du parlementarisme bourgeois, pour une république démocratique du type de la Commune ou une république des Soviets des députés ouvriers et soldats, pour la dictature révolutionnaire du prolétariat.

Le socialisme international comprend des courants qui se situent plus à droite que celui de Kautsky : *les Cahiers socialistes mensuels* en Allemagne (Legien, David, Kolb et bien d'autres, y compris les Scandinaves Stauning et Branting) ; les jauressistes et Vandervelde en France et en Belgique ; Turati, Trêves et les autres représentants de l'aile droite du parti italien ; les fabiens et les « indépendants » (« Independent Labour Party» qui, en réalité, fut toujours sous la dépendance des libéraux) en Angleterre, etc... Tous ces messieurs, qui jouent un rôle considérable et très souvent prépondérant dans l'activité parlementaire et dans les publications du parti, rejettent ouvertement la dictature du prolétariat et pratiquent un opportunisme non déguisé. Pour ces messieurs, la « dictature » du prolétariat « contredit » la démocratie !! Au fond, rien de sérieux ne les différencie des démocrates petits-bourgeois.

Dès lors, nous sommes en droit de conclure que la II^{e} Internationale, dans l'immense majorité de ses représentants officiels, a entièrement versé dans l'opportunisme. L'expérience de la Commune a été non seulement oubliée, mais dénaturée. Loin d'inculquer aux masses ouvrières la conviction que le moment approche où il leur faudra agir et briser la vieille machine d'Etat en la remplaçant par une nouvelle et en faisant ainsi de leur domination politique la base de la transformation socialiste de la société, — on leur suggérait tout le contraire, et la « conquête du pouvoir » était présentée de telle façon que mille brèches restaient ouvertes à l'opportunisme.

La déformation et la conjuration du silence autour du problème de l'attitude de la révolution prolétarienne envers l'Etat ne pouvaient manquer de jouer un rôle considérable au moment où les Etats, pourvus d'un appareil militaire renforcé par suite de la compétition impérialiste, sont devenus des monstres belliqueux exterminant des millions d'hommes afin de décider qui, de l'Angleterre ou de l'Allemagne, du capital financier anglais ou du capital financier allemand, régnera sur le monde*.

* Le manuscrit porte ensuite :

Chapitre VII

L'EXPÉRIENCE DES RÉVOLUTIONS RUSSES DE 1905 ET 1917

Le sujet indiqué dans le titre de ce chapitre est si vaste qu'on pourrait et devrait lui consacrer des volumes. Dans la présente brochure, il nous faudra naturellement nous borner aux leçons les plus importantes de l'expérience acquise, qui concernent directement les tâches du prolétariat à l'égard du pouvoir d'Etat au cours de la révolution. (Ici s'arrête le manuscrit. *N.R.)*

POSTFACE DE LA PREMIÈRE ÉDITION

La présente brochure a été rédigée en août et en septembre 1917. J'avais déjà arrêté le plan du chapitre suivant, le VII[e] : « L'expérience des révolutions russes de 1905 et 1917 ». Mais, en dehors du titre, je n'ai pas eu le temps d'écrire une seule ligne de ce chapitre, « empêché » que je fus par la crise politique qui a marqué la veille de la Révolution d'Octobre 1917. *On* ne peut que se réjouir d'un tel « empêchement ». Mais le second fascicule de cette brochure (consacrée à *l'Expérience des révolutions russes de 1905 et 1917)* devra sans doute être remis à beaucoup plus tard ; il est plus agréable et plus utile de faire l'« expérience d'une révolution » que d'écrire à son sujet

L'auteur.

Pétrograd, 30 novembre 1917
Ecrit en août-septembre 1917
Paru en brochure en 1918.

DEUXIÈME CONGRÈS DES SOVIETS DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS DE RUSSIE 7-8 NOVEMBRE (25-26 OCTOBRE) 1917

AUX OUVRIERS, AUX SOLDATS ET AUX PAYSANS !

Le deuxième congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie s'est ouvert. L'immense majorité des Soviets y est représentée. Des délégués des Soviets paysans y assistent également. Les pouvoirs du Comité exécutif central conciliateur sont expirés. Fort de la volonté de l'immense majorité des ouvriers, des soldats et des paysans, fort de l'insurrection victorieuse des ouvriers et de la garnison de Pétrograd, le congrès prend en main le pouvoir.

Le Gouvernement provisoire est déposé. La plupart des membres du Gouvernement provisoire sont déjà arrêtés.

Le pouvoir des Soviets proposera une paix démocratique immédiate à tous les peuples et un armistice immédiat sur tous les fronts. Il assurera la remise gratuite des terres des grands propriétaires fonciers, des apanages et des monastères aux comités paysans ; il défendra les droits du soldat en procédant à la pleine démocratisation de l'armée ; il établira le contrôle ouvrier sur la production, assurera la convocation de l'Assemblée constituante en temps voulu, se préoccupera de ravitailler les villes en pain et les campagnes en articles de première nécessité, garantirai à toutes les nations peuplant la Russie le droit effectif de disposer d'elles-mêmes.

Le congrès décide : tout le pouvoir local passe aux Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans appelés à assurer un ordre véritablement révolutionnaire.

Le congrès invite les soldats des tranchées à faire preuve de fermeté et de vigilance. Le congrès des Soviets est convaincu que l'armée révolutionnaire saura défendre la révolution contre toutes les atteintes de l'impérialisme, jusqu'à ce que le nouveau gouvernement obtienne la paix démocratique qu'il proposera directement à tous les peuples.

Le nouveau gouvernement prendra toutes mesures utiles pour assurer à l'armée révolutionnaire tout ce dont elle a besoin, par une politique énergique de réquisitions et d'imposition des classes possédantes ; il améliorera également la situation des familles des soldats.

Les complices de Kornilov — Kérenski, Kalédine et autres — tentent de lancer des troupes sur Pétrograd. Plusieurs détachements qui, trompés par Kérenski, avaient d'abord marché, ont passé au peuple insurgé.

Soldats, opposez une résistance énergique à Kérenski, complice de Kornilov ! Soyez sur vos gardes !

Cheminots, arrêtez tous les convois militaires dirigés par Kérenski sur Pétrograd !

Soldats, ouvriers, employés, le sort de la révolution et le sort de la paix démocratique sont entre vos mains !

Vive la révolution !

Le congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie.
Les délégués des Soviets paysans.
Publié dans l'Ouvrier et Soldat, n° 9, du 8 novembre (26 octobre) 1917.

RAPPORT SUR LA PAIX PRÉSENTÉ LE 26 OCTOBRE 1917

La question de la paix est une question brûlante, une question aiguë du temps présent. On a beaucoup parlé, beaucoup écrit sur cette, question, et vous tous l'avez probablement débattue maintes fois. Permettez-moi donc de vous donner lecture de la déclaration qu'aura à promulguer le gouvernement élu par vous.

Décret sur la paix

Le gouvernement ouvrier et paysan issu de la révolution du 24-25 octobre [6-7 novembre] et s'appuyant sur les Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, propose à tous les peuples en guerre et à leurs gouvernements d'entamer immédiatement des pourparlers en vue d'une paix démocratique équitable.

Le gouvernement considère comme une paix équitable ou démocratique telle que la désire l'immense majorité des ouvriers et des classes laborieuses épuisés, accablés et martyrisés par la guerre dans tous les pays belligérants, — paix que les ouvriers et les paysans russes ont réclamée de la façon la plus catégorique et la plus opiniâtre après le renversement de la monarchie tsariste, — une paix immédiate sans annexions (c'est-à-dire sans conquête de territoires étrangers, sans incorporation violente de peuples étrangers) et sans contributions.

Voilà la paix que le gouvernement de Russie propose à tous les peuples en guerre de conclure immédiatement. Il se déclare disposé à faire aussitôt toutes les démarches utiles pour aboutir à la ratification définitive de toutes les conditions de cette paix, par les assemblées autorisées des représentants populaires de tous les pays et de toutes les nations.

Par annexion ou conquête de territoires étrangers le gouvernement entend — selon la conscience du droit qui est celle de la démocratie en général et des classes laborieuses en particulier — toute incorporation à un Etat, grand ou puissant, d'une nationalité petite ou faible, sans le consentement et le désir formels, clairement et librement exprimés par cette dernière, indépendamment de l'époque à laquelle cette incorporation violente a été accomplie, indépendamment aussi du degré de développement ou du retard de la nation annexée ou retenue par force dans les limites de l'Etat en question. Indépendamment enfin de l'endroit où cette nation réside, en Europe ou dans les lointains pays trans-océaniques.

Si une nation quelconque est maintenue par la force dans les limites d'un Etat ; si, en dépit du désir qu'elle a exprimé, — que ce soit dans la presse, dans les assemblées populaires, dans les décisions des partis ou par des révoltes et des insurrections contre l'oppression nationale, peu importe, — le droit ne lui est pas donné de décider par un vote libre, après le retrait complet des troupes de la nation conquérante ou, d'une façon générale, plus puissante, de décider sans la moindre contrainte la question des formes politiques de son existence, l'incorporation de cette nation à l'Etat constitue une annexion, c'est-à-dire une conquête et un acte de violence.

Le gouvernement estime que continuer cette guerre pour élucider la question de savoir comment partager entre les nations fortes et riches les peuples faibles conquis par elles, serait commettre le plus grand crime contre l'humanité ; et il proclame solennellement sa volonté de signer immédiatement les clauses d'une paix qui ferait cesser cette guerre aux conditions indiquées, également équitables pour tous les peuples sans exception. En même temps le gouvernement déclare qu'il ne considère nullement les conditions de paix indiquées plus haut comme un ultimatum : il consent à examiner toutes autres conditions de paix, en insistant seulement pour qu'elles soient proposées le plus vite possible par un pays belligérant quelconque, pour qu'elles soient rédigées en toute clarté, sans la moindre équivoque ni le moindre secret.

Le gouvernement abolit la diplomatie secrète ; il exprime pour sa part la ferme intention qu'il a de mener tous les pourparlers tout à fait ouvertement, devant le peuple entier, et procède immédiatement à la publication intégrale des traités secrets confirmés ou conclus par le gouvernement des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, depuis février jusqu'au 25 octobre 1917. Toutes les clauses de ces traités secrets, dans la mesure où elles tendent, comme c'était le cas la plupart du temps, à procurer des avantages et des privilèges aux grands propriétaires fonciers et aux capitalistes russes, à maintenir ou accroître les annexions des Grands-Russes, le gouvernement les proclame absolument et immédiatement annulées. En invitant les gouvernements et les peuples de tous les pays à entamer aussitôt des pourparlers publics pour la conclusion de la paix, le gouvernement se déclare disposé pour sa part à mener les négociations soit par écrit, par télégraphe, soit par des pourparlers entre les représentants des divers pays ou dans une conférence de ces représentants. Afin de faciliter ces négociations, le gouvernement désigne son représentant plénipotentiaire dans les pays neutres.

Le gouvernement invite tous les gouvernements et les peuples de tous les pays en guerre à conclure immédiatement un armistice ; il considère de son côté comme désirable que cet armistice soit de trois mois au moins, délai dans lequel il est parfaitement possible d'achever les pourparlers de paix avec la participation des représentants de tous les peuples ou nations sans exception, engagés dans la guerre ou obligés d'y prendre part, et de convoquer des assemblées autorisées de représentants populaires dans tous les pays, pour ratifier définitivement les conditions de paix.

En adressant cette proposition de paix aux gouvernements et aux peuples de tous les pays belligérants, le Gouvernement provisoire ouvrier et paysan de Russie s'adresse aussi, plus spécialement, aux ouvriers conscients des trois nations les plus avancées de l'humanité, des trois plus grands Etats participant à la guerre actuelle, aux ouvriers d'Angleterre, de France et d'Allemagne. Les ouvriers de ces pays ont rendu les plus grands services à la cause du progrès et du socialisme, témoin : les grands exemples du mouvement chartiste en Angleterre[33], les révolutions d'une portée historique universelle accomplies par le prolétariat français ; enfin la lutte héroïque contre la loi d'exception en Allemagne et le long travail acharné et discipliné pour créer dans ce pays des organisations prolétariennes de masse, travail qui peut servir d'exemple aux ouvriers du monde entier. Tous ces exemples d'héroïsme prolétarien et d'initiative historique sont pour nous le garant que les ouvriers de ces pays comprendront le devoir qui leur incombe aujourd'hui : affranchir l'humanité des horreurs de la guerre et de ses conséquences ; car ces ouvriers, par leur activité multiple, résolue, pleine d'énergie et d'abnégation, nous aideront à mener à bien, jusqu'au bout, l'œuvre de paix et, en même temps, l'œuvre de libération des masses laborieuses et exploitées de tout esclavage et de toute exploitation.

Le gouvernement ouvrier et paysan issu de la révolution du 24-25 octobre et s'appuyant sur les Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, doit entamer immédiatement les négociations de paix. Notre appel doit être adressé à la fois aux gouvernements et aux peuples. Nous ne pouvons ignorer les gouvernements, car ce serait éloigner la possibilité de conclure la paix ; or un gouvernement populaire ne saurait agir ainsi. Mais nous n'avons aucunement le droit de ne pas nous adresser simultanément aux peuples. Partout les gouvernements et les peuples sont en désaccord. Aussi devons-nous aider les peuples à intervenir dans les questions de la guerre et de la paix. Certes nous défendrons, par tous les moyens, notre programme intégral de paix sans annexions ni contributions. Nous n'en démordrons pas, mais nous devons priver nos ennemis de la faculté de dire que leurs conditions sont autres, et qu'il est inutile par conséquent d'engager des négociations avec nous. Non, nous devons les priver de cet avantage et ne pas présenter nos conditions sous forme d'ultimatum. Aussi avons-nous spécifié que nous examinerions toutes les conditions de paix, toutes les propositions. Examiner ne veut pas encore dire accepter. Nous les soumettrons à l'Assemblée constituante qui aura plein pouvoir pour décider ce qu'on peut et ce qu'on ne peut pas céder. Nous combattons le mensonge des gouvernements qui, en paroles, sont tous pour la paix, pour la justice, et en fait mènent des guerres de conquête et de brigandage. Aucun gouvernement ne dira tout ce qu'il pense. Mais nous sommes, nous, contre la diplomatie secrète, et nous agirons ouvertement devant le peuple entier. Nous ne fermons pas et n'avons jamais fermé les yeux sur les difficultés. La guerre ne peut pas être terminée par le refus pur et simple de la continuer ; la guerre ne peut pas être terminée par une seule des parties belligérantes. Nous proposons un armistice de trois mois, mais nous ne repoussons pas un armistice de moindre durée, pour que l'armée épuisée puisse au moins souffler un moment ; d'autre part, il faut convoquer dans tous les pays civilisés des assemblées populaires qui discuteront des conditions de la paix.

En proposant de conclure immédiatement un armistice, nous nous adressons aux ouvriers conscients des pays qui ont beaucoup fait pour le développement du mouvement prolétarien. Nous nous adressons aux ouvriers d'Angleterre qui ont connu le mouvement chartiste, aux ouvriers de France qui ont montré maintes fois par des insurrections la vigueur de leur conscience de classe, et aux ouvriers d'Allemagne qui, par leur lutte, sont venus à bout de la loi contre les socialistes et ont créé de puissantes organisations.

Dans le manifeste du 14 mars, nous proposions de renverser les banquiers ; mais loin de renverser les nôtres, nous nous étions même coalisés avec eux. Maintenant, nous avons renversé le gouvernement des banquiers. Le gouvernement et la bourgeoisie feront tous leurs efforts pour s'unir et noyer dans le sang la révolution ouvrière et paysanne. Mais trois années de guerre ont suffisamment éclairé les masses. Témoin : le mouvement soviétique dans les autres pays, la révolte de la flotte allemande réprimée par les officiers contre-révolutionnaires du bourreau Guillaume. Enfin, il ne faut pas oublier que nous ne sommes pas au cœur de l'Afrique, mais en Europe, où tout se sait rapidement. Le mouvement ouvrier prendra le dessus et s'ouvrira un chemin vers la paix et le socialisme.

Publié dans les Izvestia du Comité exécutif central, n°208, et la Pravda, n° 171, des 9 et 10 novembre (27 et 28 octobre) 1917.

RAPPORT SUR LA PAIX. DISCOURS DE CLOTURE DE LA DISCUSSION, 26 OCTOBRE 1917

Je ne parlerai pas du caractère général de la déclaration. Le gouvernement qui sera créé par votre congrès aura la faculté d'en modifier les points secondaires.

Je m'oppose résolument à ce que notre revendication de paix ait le caractère d'un ultimatum. Ceci pourrait être funeste à notre cause. Nous ne pouvons pas admettre que le refus de céder sur un point insignifiant de nos revendications permette aux gouvernements impérialistes de dire que notre intransigeance les avait empêchés d'engager des négociations de paix.

Notre appel nous l'enverrons partout. Tout le monde le connaîtra. Il sera impossible de cacher les conditions proposées par notre gouvernement ouvrier et paysan.

Impossible de cacher notre révolution ouvrière et paysanne qui a jeté bas le gouvernement des banquiers et des grands propriétaires fonciers.

Si nous formulions un ultimatum, les gouvernements pourraient ne pas répondre. Tandis qu'avec la rédaction que nous vous proposons, ils y seront obligés. Que chacun sache ce que pense son gouvernement. Nous ne voulons pas de secrets. Nous voulons que le gouvernement soit toujours sous le contrôle de l'opinion publique de son pays.

Que dira le paysan de quelque province éloignée si, du fait que nous aurons formulé un ultimatum, il ignore ce que veut tel autre gouvernement ? Il dira : Camarades, pourquoi avez-vous exclu toute possibilité d'autres propositions de paix ? Je les aurais discutées, je les aurais examinées, et j'aurais ensuite mandaté en conséquence mes représentants à l'Assemblée constituante. Je suis prêt à combattre révolutionnairement pour des conditions justes, si les gouvernements étrangers les repoussent ; mais certains pays peuvent être placés devant des conditions telles que

je serais prêt à engager leurs gouvernements à continuer eux-mêmes la lutte. Ce n'est qu'avec le renversement du régime capitaliste tout entier que nous pourrons réaliser intégralement nos aspirations. Voilà ce que peut nous dire le paysan. Et il nous accusera d'être trop intransigeants sur des questions de détail, alors que l'essentiel, pour nous, est de dévoiler toute l'infamie, toute l'ignominie de la bourgeoisie et des bourreaux, couronnés ou non, placés par elle à la tête des gouvernements.

Nous ne pouvons ni ne devons permettre aux gouvernements de se retrancher derrière notre intransigeance et de cacher aux peuples pourquoi on les envoie à la tuerie. Ce n'est qu'une goutte d'eau, mais nous ne pouvons pas, nous ne devons pas renoncer à cette goutte d'eau qui use la pierre de la politique de conquête bourgeoise. Un ultimatum faciliterait le jeu de nos adversaires. Or, nous voulons faire connaître au peuple toutes les conditions. Nous mettrons tous les gouvernements en présence de nos conditions de paix. Qu'ils répondent à leurs peuples ! Toutes les propositions de paix, nous les soumettrons à l'Assemblée constituante. Il est un point encore, camarades, auquel vous devez accorder une attention soutenue. Les traités secrets doivent être publiés. Les clauses portant sur les annexions et les contributions doivent être annulées. Mais il y a clauses et clauses, camarades. Les gouvernements de forbans ne faisaient pas que s'entendre sur des brigandages ; dans leurs traités ils introduisaient aussi des conventions économiques et diverses clauses sur les relations de bon voisinage.

Nous ne nous lions pas par les traités. Nous ne nous laisserons pas ligoter par des traités. Nous repoussons toutes les clauses de brigandage et de violence ; mais nous ne pouvons pas repousser les clauses établissant des relations de bon voisinage et des accords économiques, nous les accepterons avec joie. Nous proposons un armistice de trois mois ; nous optons pour un long délai parce que les peuples sont las, parce qu'ils ont soif de repos depuis les trois années et plus que dure cette sanglante tuerie. Il nous faut comprendre que les peuples doivent discuter les conditions de paix, exprimer leur volonté par l'organe des parlements, et qu'il faut du temps pour cela. Nous demandons un armistice prolongé pour que, dans les tranchées, l'armée se repose de ce cauchemar de continuels assassinats. Mais nous ne repoussons pas les propositions d'armistice de moindre durée ; nous les examinerons et nous devrons les accepter, même si l'on nous propose un armistice d'un mois ou de six semaines. Notre proposition d'armistice, elle non plus, ne doit pas revêtir un caractère d'ultimatum, car nous n'entendons pas permettre à nos ennemis de dissimuler la vérité aux peuples en se retranchant derrière notre intransigeance. Elle ne doit pas revêtir un caractère d'ultimatum, car le gouvernement qui repousse un armistice est criminel. Si, au contraire, notre proposition d'armistice n'a rien d'un ultimatum, nous obligerons par là même

les gouvernements à faire figure de criminels aux yeux des peuples ; or ceux-ci ne se gêneront pas avec de pareils criminels. On nous objecte que si nous ne présentons pas d'ultimatum, nous prouverons par là notre impuissance. Il est temps de réfuter tout le mensonge bourgeois en ce qui concerne la force du peuple. La force, dans l'idée de la bourgeoisie, c'est quand les masses vont aveuglément à l'abattoir, obéissant aux injonctions des gouvernements impérialistes. La bourgeoisie ne reconnaît qu'un Etat est fort que lorsqu'il peut, usant de toute la puissance de l'appareil gouvernemental, faire marcher les masses comme l'entendent les gouvernants bourgeois. Notre conception de la force est différente. Ce qui fait la force d'un Etat, selon nous, c'est la conscience des masses. L'Etat est fort quand les masses savent tout, peuvent juger de tout et font tout consciemment. Nous n'avons pas à craindre de dire la vérité sur notre fatigue. En effet, quel pays n'est pas fatigué aujourd'hui, quel peuple ne l'avoue pas tout haut ? Voyez l'Italie où cette lassitude a provoqué un long mouvement révolutionnaire, exigeant la cessation du massacre. Ne voit-on pas en Allemagne des manifestations ouvrières de masse se dérouler sous les mots d'ordre de cessation de la guerre ? N'est-ce pas à la fatigue qu'est due la mutinerie de la flotte allemande, impitoyablement réprimée par le bourreau Guillaume et ses valets ? Si des faits semblables peuvent se produire dans un pays aussi discipliné que l'Allemagne, où l'on commence à parler de fatigue et de cessation de la guerre, nous n'avons pas à craindre d'en parler, à notre tour, ouvertement. Car il s'agit d'une chose aussi vraie pour nous que pour tous les pays belligérants, et même non belligérants.

Publié dans la Pravda, n° 171, le 10 novembre (28 octobre) 1917.

RAPPORT SUR LA TERRE PRÉSENTÉ LE 26 OCTOBRE 1917

Nous estimons que la révolution a montré et démontré combien il importe que la question de la terre soit posée clairement. Le déclenchement de l'insurrection armée, de la deuxième révolution, celle d'Octobre, atteste nettement que la terre doit être remise entre les mains des paysans. Le gouvernement qui a été renversé et les partis conciliateurs menchévik et socialiste-révolutionnaire commettaient un crime en ajournant, sous divers prétextes, la solution du problème agraire ; et c'est ainsi qu'ils ont amené le pays à la ruine et à l'insurrection paysanne. Ce qu'ils disent des pogroms et de l'anarchie dans les campagnes, sonne faux et n'est qu'un lâche mensonge. Où et quand des mesures raisonnables ont-elles provoqué les pogroms et l'anarchie ? Si le gouvernement avait agi selon la raison, et si les mesures prises par lui avaient été conformes aux besoins des paysans pauvres, la masse paysanne serait-elle entrée en effervescence ? Or, toutes les mesures gouvernementales approuvées par les Soviets d'Avksentiev et de Dan étaient dirigées contre les paysans et les ont poussés à l'insurrection.

Ayant provoqué l'insurrection, le gouvernement s'est mis à crier aux pogroms et à l'anarchie dont lui-même était le fauteur. Il voulait la réprimer par le fer et par le sang, mais il a été balayé lui-même par l'insurrection armée des soldats, des matelots et des ouvriers révolutionnaires. Le gouvernement de la révolution ouvrière et paysanne doit, au premier chef, trancher la question de la terre, — ce qui calmera et satisfera les masses innombrables de paysans pauvres. Je vais vous donner lecture des articles du décret que doit prendre votre gouvernement des Soviets. Un des articles de ce décret contient le mandat impératif aux comités agraires, qui a été rédigé sur la base de 242 mandats des Soviets locaux des députés paysans.

Décret sur la terre

1. La grande propriété foncière est abolie immédiatement, sans aucune indemnité.

2. Les domaines des propriétaires fonciers, de même que toutes les terres des apanages, des couvents, de l'Eglise, avec tout leur cheptel mort et vif, leurs bâtiments et toutes leurs dépendances, passent à la disposition des comités agraires de canton et des Soviets des députés paysans de district, jusqu'à ce que la question soit réglée par l'Assemblée constituante.

3. Toute dégradation des biens confisqués, qui appartiennent dorénavant au peuple tout entier, est proclamée crime grave, punissable par le tribunal révolutionnaire. Les Soviets des députés paysans de district prennent toutes les mesures nécessaires pour faire observer un ordre rigoureux lors de la confiscation des domaines des grands propriétaires fonciers, déterminer l'étendue des terrains à confisquer et les désigner exactement, dresser un strict inventaire de tous les biens confisqués et assurer la garde révolutionnaire rigoureuse de toutes les exploitations agricoles, constructions, outillage, bétail, provisions, etc., qui passent au peuple.

4. Le mandat impératif paysan dont le texte suit, établi par la rédaction des *Izvestia du Soviet des députés paysans de Russie,* d'après 242 mandats paysans locaux, et publié dans son numéro. 88 (Pétrograd, n° 88, 19 août 1917), doit partout servir de guide dans l'accomplissement des grandes transformations agraires, jusqu'à ce que l'Assemblée constituante en décide en dernier ressort.

5. Les terres des simples paysans et des simples cosaques ne sont pas confisquées.

MANDAT PAYSAN CONCERNANT LA TERRE

La question de la terre ne peut être résolue dans toute son ampleur que par l'Assemblée constituante du peuple tout entier.

La solution la plus équitable de la question agraire doit être la suivante :

1. *Le droit de propriété privée sur la terre est aboli pour toujours.* La terre ne peut être ni vendue ni achetée, ni affermée ou hypothéquée, ni aliénée de quelque autre façon.

Toutes les terres — *celles de l'Etat, des apanages, de la couronne, des couvents, de l'Eglise, des possessions, des majorais, des domaines privés, des communautés et des paysans, etc., — sont aliénées sans indemnité :* elles deviennent patrimoine national et sont données en jouissance à tous ceux qui les travaillent.

Il n'est reconnu aux personnes lésées par cette révolution du régime de la propriété, d'autre droit que celui de bénéficier d'un secours de la société pendant le temps qui leur est nécessaire pour s'adapter aux nouvelles conditions d'existence.

2. Toutes les richesses du sous-sol : minerais, pétrole, houille, sel, etc., de même que les forêts et les eaux d'importance générale, passent à l'Etat, qui en a la jouissance exclusive. La jouissance de tous les petits cours d'eau, lacs, bois, etc. passe aux communautés rurales, à la condition que la gestion en soit assurée par les organismes de l'administration autonome locale.

3. Les terrains comprenant des exploitations *hautement développées :* jardins, plantations, pépinières, bâtardières, serres, etc. *ne seront pas partagés, mais convertis en exploitations modèles ;* suivant leur étendue et leur importance, ils sont donnés en jouissance exclusive à *l'Etat ou aux communautés.*

Les terres attenant aux maisons, dans les villes et les campagnes, avec leurs jardins et potagers, sont laissées en jouissance à leurs possesseurs actuels. L'étendue de ces terrains et l'impôt à payer pour leur jouissance sont établis par voie législative.

4. Les haras, les établissements d'élevage de bétail de race et d'agriculture, etc. appartenant au Trésor et aux particuliers, sont confisqués, convertis en patrimoine national et remis, suivant leurs proportions et leur importance, en jouissance exclusive soit à l'Etat, soit aux communautés.

La question du rachat devra être tranchée par l'Assemblée constituante.

5. Tout le cheptel mort et vif des terres confisquées passe sans indemnité de rachat en jouissance exclusive à l'Etat ou aux communautés, suivant la superficie et l'importance de ces terres.

Le cheptel appartenant aux petits cultivateurs n'est pas sujet à confiscation.

6. Tous les citoyens de l'Etat russe (sans distinction de sexe) désireux de travailler eux-mêmes la terre, avec leurs familles ou en associations, ont droit à la terre, mais seulement aussi longtemps qu'ils seront à même de la cultiver. Le travail salarié est interdit.

Au cas où un membre de la communauté rurale serait frappé d'incapacité pendant deux ans, la communauté rurale s'engage à lui prêter assistance, durant cette période, par la culture collective du sol, jusqu'à ce qu'il ait recouvré sa capacité de travail.

Les cultivateurs ayant perdu définitivement la possibilité de travailler eux-mêmes la terre, pour cause de vieillesse ou d'invalidité, perdent leur droit à la jouissance de la terre, mais reçoivent en compensation une pension de l'Etat.

7. La jouissance de la terre doit être égale, c'est-à-dire que la terre est répartie entre les travailleurs en tenant compte des conditions locales, selon la norme de travail ou de consommation.

Les formes de jouissance de la terre doivent être entièrement libres ; par foyer, ferme, communauté ou artel, ainsi qu'en auront décidé les bourgs et les villages.

8. Toutes les terres, une fois expropriées, sont intégrées au fonds agraire du peuple. Les administrations autonomes locales et centrales, depuis les communautés rurales et urbaines démocratiquement organisées, sans division en catégories sociales, jusqu'aux institutions régionales centrales, assurent la répartition de la terre entre les travailleurs.

Le fonds agraire est soumis à des partages périodiques, au fur et à mesure de l'accroissement de la population et du progrès réalisé, quant au rendement et à la culture, dans l'économie agricole.

En cas de modification des limites des parcelles, le noyau initial de la parcelle demeure intact.

La terre des membres sortants fait retour au fonds agraire : les proches parents des membres sortants et les personnes désignées par ces derniers, bénéficient du droit de priorité sur ces parcelles.

La valeur des engrais et des travaux de bonification (améliorations essentielles) investie dans la terre doit être remboursée au cas où ces derniers n'auraient pas été utilisés avant le retour du terrain au fonds agraire.

Si, en certains endroits, le fonds agraire existant ne permet pas de satisfaire les besoins de toute la population locale, l'excédent de la population sera installé sur d'autres terres.

L'Etat prend à sa charge l'organisation de cette émigration de même que les frais qu'elle comporte, la fourniture du cheptel, etc.

L'émigration se fait dans l'ordre suivant : d'abord les paysans sans terre désireux de partir ; puis les membres tarés de la communauté, les déserteurs et autres ; enfin par tirage au sort ou à l'amiable.

Le contenu de ce mandat exprimant la volonté absolue de l'immense majorité des paysans conscients de toute la Russie est proclamé, jusqu'à la réunion de l'Assemblée constituante, loi provisoire applicable autant que possible sans délai, et, dans certaines de ses parties, avec la gradation nécessaire, qui doit être établie par les Soviets des députés paysans de district.

Des voix se font entendre ici, disant que le décret lui-même et le mandat ont été rédigés par les socialistes-révolutionnaires. Soit. Peu importe qui les a rédigés. Mais comme gouvernement démocratique, nous ne pouvons passer outre à la décision des masses populaires profondes, fussions-nous en désaccord avec elle. Dans le feu de la vie, en l'appliquant pratiquement, en la mettant en œuvre sur place, les paysans comprendront eux-mêmes où est la vérité. Et si même les paysans continuent à suivre les socialistes-révolutionnaires, si même ils donnent à ce parti la majorité dans l'Assemblée constituante, nous dirons encore : Soit. La vie est le meilleur maître ; elle montrera qui a raison. Que les paysans travaillent à résoudre le problème par un bout ; nous en ferons autant, par l'autre bout. La vie nous obligera à nous rapprocher dans le torrent commun de l'initiative révolutionnaire, dans l'élaboration des nouvelles formes d'Etat. Nous devons suivre la vie ; nous devons laisser pleine liberté au génie créateur des masses populaires. L'ancien gouvernement, renversé par l'insurrection armée, entendait résoudre la question agraire avec le concours de vieux fonctionnaires tsaristes qui n'ont pas été destitués. Mais au lieu de trancher la question, la bureaucratie ne faisait que combattre les paysans. Les paysans ont appris bien des choses en ces huit mois de notre révolution ; ils entendent résoudre eux-mêmes toutes les questions touchant la terre. C'est pourquoi nous nous prononçons contre tout amendement à ce projet de loi. Nous ne voulons pas entrer dans les détails, parce que nous rédigeons un décret, et non un programme d'action. La Russie est grande, les conditions locales y sont diverses. Nous ne doutons pas que la paysannerie elle-même saura, mieux que nous, résoudre la question correctement, comme il se doit. Le fera-t-elle dans l'esprit de notre programme ou dans celui des socialistes-révolutionnaires ? Là n'est pas l'essentiel. L'essentiel, c'est que la paysannerie acquière la ferme certitude qu'il n'y a plus de propriétaires fonciers dans les campagnes, que c'est aux paysans eux-mêmes à trancher toutes les questions, à organiser leur vie. *(Vifs applaudissements.)*

Publié dans les Izvestia du Comité exécutif central, n° 209, et la Pravda, n° 171, le 10 novembre (28 octobre) 1917.

PROJET DE RÈGLEMENT SUR LE CONTROLE OUVRIER

1. Le *contrôle ouvrier* sur la production, la conservation, l'achat et la vente de tous les produits et matières premières est établi dans toutes les entreprises industrielles, commerciales, bancaires, agricoles et autres, ayant au moins 5 ouvriers et employés (au total) ou un chiffre d'affaires annuel de 10.000 roubles au moins.

2. Le contrôle ouvrier est exercé par tous les ouvriers et employés de l'entreprise, soit directement, si l'entreprise est assez petite pour que la chose soit possible, soit par leurs représentants, dont l'élection aura lieu *sans délai* en assemblée générale, procès-verbal devant être tenu de ces assemblées et les noms des élus devant être communiqués au gouvernement et aux Soviets locaux des députés ouvriers, soldats et paysans.

3. Sans l'autorisation des représentants élus des ouvriers et des employés, il est expressément interdit d'arrêter le travail dans une entreprise ou une industrie d'importance générale (voir § 7), de même que de modifier sa marche, en quoi que ce soit.

4. *Tous* les livres et documents sans exception, de même que *tous* les magasins et dépôts de matériaux, d'outillage et de produits, sans exception aucune, doivent être ouverts aux représentants élus des ouvriers et des employés.

5. Les décisions des représentants élus des ouvriers et des employés sont obligatoires pour les propriétaires d'entreprise et ne peuvent être annulées que par les syndicats et congrès syndicaux.

6. Dans toutes les entreprises d'importance générale *tous* les propriétaires et *tous* les représentants des ouvriers et des employés, élus pour exercer le contrôle ouvrier, sont déclarés responsables devant l'Etat du maintien rigoureux de l'ordre et de la discipline ainsi que de la conservation des biens. Ceux qui se seront rendus coupables d'incurie, de dissimulation des stocks, des bilans, etc., seront punis de la confiscation totale de leurs biens et d'un emprisonnement allant jusqu'à cinq ans.

7. Sont déclarées entreprises d'importance générale toutes les entreprises travaillant pour la défense ou ayant un rapport quelconque à la production des articles nécessaires à l'existence de la masse de la population.

8. Des règlements détaillés du contrôle ouvrier seront établis par les Soviets locaux des députés ouvriers, ainsi que par les conférences des représentants des comités d'usine et par celles des comités d'employés.

Publié dans la Pravda, n° 178, du 16 (3) novembre 1917.

APPEL DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE (BOLCHEVIK) DE RUSSIE

A TOUS LES MEMBRES DU PARTI ET A TOUTES LES CLASSES LABORIEUSES DE RUSSIE !

Camarades,

Tout le monde sait qu'au II^e^ congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie la majorité des délégués appartenait au Parti bolchévik. C'est là un fait essentiel pour comprendre la révolution qui vient de s'accomplir et de triompher aussi bien à Pétrograd et à Moscou que dans l'ensemble de la Russie. Et c'est ce fait qui est constamment oublié et passé sous silence par tous les partisans des capitalistes et leurs auxiliaires inconscients qui sapent le principe fondamental de la nouvelle révolution : *Tout le pouvoir aux Soviets.* Il ne doit pas y avoir en Russie d'autre gouvernement que le *gouvernement des Soviets.* En Russie le pouvoir soviétique est conquis, et le passage du gouvernement des mains d'un parti soviétique à celles d'un autre parti est assuré sans aucune révolution, par une simple décision des Soviets, par un simple renouvellement des députés aux Soviets.

Le II^e^ congrès des Soviets de Russie a donné la majorité au Parti bolchévik. Par conséquent, seul un gouvernement formé par ce parti est un gouvernement soviétique. Et tout le monde sait que, quelques heures avant la constitution du nouveau gouvernement et avant que la liste de ses membres ait été soumise au II^e^ congrès des Soviets de Russie, le Comité central du Parti bolchévik avait convié à sa séance trois membres les plus en vue du groupe socialiste-révolutionnaire de gauche, les camarades Kamkov, Spiro et Karéline, et *leur avait proposé* de prendre part au nouveau gouvernement. Nous regrettons vivement que les camarades socialistes-révolutionnaires de gauche aient refusé, nous considérons leur refus comme inadmissible pour des révolutionnaires et des partisans des travailleurs, nous sommes disposés à tout moment à faire entrer les socialistes-révolutionnaires de gauche dans le gouvernement, mais nous déclarons que, comme parti de la majorité au II^e^ congrès des Soviets de Russie, nous avons le droit *et le devoir,* devant le peuple, de former le gouvernement. Tout le monde sait que le Comité central de notre Parti a proposé au II^e^ congrès des Soviets de Russie une liste purement bolchevique des Commissaires du peuple et que *le congrès a approuvé cette liste d'un gouvernement purement bolchévik.*

Aussi les déclarations fallacieuses prétendant que le gouvernement bolchévik *n'est pas* un gouvernement soviétique sont absolument fausses : elles n'émanent et ne peuvent émaner que des ennemis du peuple, des ennemis du pouvoir des Soviets. Au contraire, *seul* un gouvernement bolchevik peut être considéré comme gouvernement *soviétique,* aujourd'hui, après le II^e^ congrès des Soviets de Russie, jusqu'à la convocation du III^e^ congrès, ou jusqu'aux nouvelles élections aux Soviets, ou jusqu'à la formation d'un nouveau gouvernement par le Comité exécutif central.

Camarades, plusieurs membres du Comité central de notre Parti et du Conseil des Commissaires du peuple, Kaménev, Zinoviev, Noguine, Rykov, Milioutine et quelques autres ont démissionné hier, le 4 novembre, du Comité central de notre Parti, et les trois derniers, du Conseil des Commissaires du peuple. Dans un parti aussi grand que le nôtre, malgré l'orientation prolétarienne-révolutionnaire de notre politique, il ne pouvait manquer de se trouver des camarades insuffisamment fermes et persévérants dans la lutte contre les ennemis du peuple. Les tâches qui se posent aujourd'hui à notre Parti sont vraiment immenses, les difficultés énormes, — et voilà que quelques membres de notre Parti qui occupaient auparavant des postes de responsabilité, ont plié devant l'assaut de la bourgeoisie et ont déserté nos rangs. Toute la bourgeoisie et tous ses auxiliaires jubilent à cette occasion ; ils exultent, annonçant la débâcle, présageant la fin du gouvernement bolchévik.

Camarades, ne croyez pas ce mensonge. Les camarades partis ont agi comme des déserteurs, puisqu'ils n'ont pas seulement abandonné les postes à eux confiés, mais ils ont encore saboté la décision expresse du Comité central de notre Parti : attendre pour donner leur démission tout au moins les décisions des organisations communistes de Pétrograd et de Moscou. Nous condamnons résolument cette désertion. Nous sommes profondément convaincus que tous les éléments conscients, ouvriers, soldats et paysans, affiliés à notre Parti ou sympathisant avec lui, condamneront avec la même résolution cette conduite des déserteurs.

Mais nous déclarons que la désertion de quelques membres haut placés de notre Parti n'ébranlera pas un instant ni d'un cheveu l'unité des *masses* qui suivent notre Parti, et par conséquent n'ébranlera pas notre Parti.

Rappelez-vous, camarades, que dès avant l'insurrection de Pétrograd deux des déserteurs, Kaménev et Zinoviev, avaient agi comme déserteurs et comme traîtres, puisque non seulement il ont voté à la réunion décisive du Comité central du 10 octobre 1917, contre l'insurrection ; mais même *après* la décision prise par le Comité central, ils ont fait de l'agitation contre l'insurrection parmi les militants du Parti. Tout le monde sait que les journaux qui craignent de se ranger du côté des ouvriers et penchent plutôt vers la bourgeoisie (par exemple, la *Novaïa Jizn)* ont alors, en même temps que toute la presse bourgeoise, mené grand bruit et crié à la « désagrégation » de notre Parti, à l'« échec de l'insurrection », etc. Mais la vie a eu tôt fait de démentir le mensonge et la calomnie des uns, les doutes, les hésitations et la lâcheté des autres. La « tempête » qu'on voulait soulever à l'occasion de la démarche faite par Kaménev et Zinoviev pour compromettre l'insurrection de Pétrograd, n'a été qu'une *tempête dans un verre d'eau,* et le grand élan des masses, le noble héroïsme de millions d'ouvriers, soldats et paysans à Pétrograd et à Moscou, au front, dans les tranchées et dans les campagnes avaient repoussé les déserteurs avec la même facilité qu'un train rejette des éclats de bois.

Honte à tous ceux qui manquent de foi, qui hésitent, à tous ceux qui doutent, qui se sont laissé intimider par la bourgeoisie ou qui se sont laissé influencer par les cris de ses auxiliaires directs ou indirects. *Il n'y a pas ombre* d'hésitation *dans la masse* des ouvriers et des soldats de Pétrograd, de Moscou et d'ailleurs. Unanime et ferme, comme un seul homme, notre Parti monte la garde autour du pouvoir des Soviets, autour des intérêts de tous les travailleurs, avant tout des ouvriers et des paysans pauvres !

Des chœurs de plumitifs bourgeois et d'hommes qui se sont laissé intimider par la bourgeoisie, nous reprochent d'être intransigeants, obstinés, de ne pas vouloir partager le pouvoir avec un autre parti. C'est faux, camarades. *Nous avons proposé* et proposons aux socialistes-révolutionnaires de gauche de partager avec nous le pouvoir. Ce n'est pas notre faute *s'ils ont refusé.* Nous avons engagé des pourparlers, et après la clôture du II^{e} congrès des Soviets nous avons fait, au cours de ces pourparlers, des concessions de toutes sortes jusqu'à accepter, sous bénéfice d'inventaire, d'admettre des représentants d'une fraction de la Douma municipale de Pétrograd, ce repaire de kornilovistes, qui le premier sera balayé par le peuple si la canaille korniloviste, si les rejetons des capitalistes et des grands propriétaires fonciers, si les élèves-officiers tentent à nouveau de résister à la volonté du peuple, comme ils l'ont fait dimanche dernier à Pétrograd et comme ils veulent le tenter encore (à preuve le complot découvert de Pourichkévitch[34], et les documents saisis chez lui hier, le 3 novembre). Mais ceux qui se tiennent derrière les socialistes-révolutionnaires de gauche et agissent par leur intermédiaire au profit de la bourgeoisie, ont interprété notre esprit de concession comme une faiblesse et en ont profité pour nous adresser de nouveaux ultimatums. A la conférence du 3 novembre, les sieurs Abramovitch et Martov se sont présentés et ont signifié cet ultimatum : pas de pourparlers aussi longtemps que notre gouvernement n'aura pas cessé les arrestations et les interdictions de journaux bourgeois. Notre Parti comme aussi le Comité exécutif central du congrès des Soviets *ont repoussé* cet ultimatum qui émanait manifestement des partisans de Kalédine, de la bourgeoisie, de Kérenski et de Kornilov. Le complot de Pourichkévitch et l'apparition, le 5 novembre, à Pétrograd, d'une délégation d'une partie du XVII^{e} corps d'armée, qui nous menace de marcher sur Pétrograd (menace ridicule, puisque les détachements avancés de ces kornilovistes ont été déjà battus et mis en déroute sous Gatchina, et que la plupart ont refusé de marcher contre les Soviets), — tous ces événements ont montré de qui émanait *en fait* l'ultimatum des sieurs Abramovitch et Martov, et qui ces gens-là servaient *en réalité.*

Que tous les travailleurs fassent preuve de calme et de fermeté ! Jamais notre Parti ne cédera aux ultimatums de la minorité des Soviets, minorité qui s'est laissé intimider par la bourgeoisie et qui en réalité, en fait, malgré ses « pieux désirs », n'est qu'une marionnette entre les mains des kornilovistes. Nous nous en tenons fermement au principe du pouvoir des Soviets, c'est-à-dire du pouvoir de la *majorité* issue du dernier congrès des Soviets ; nous acceptions et *continuons d'accepter* de partager le pouvoir avec la minorité des Soviets à la condition que cette minorité s'engage loyalement, honnêtement, à se soumettre à la majorité et à appliquer le programme *approuvé par l'ensemble* du II^{e} congrès des Soviets de Russie, et qui consiste dans un acheminement graduel, mais ferme et constant, vers le socialisme. Mais nous ne nous soumettrons point aux ultimatums des petits groupes d'intellectuels qui n'ont pas les masses avec eux, qui *en réalité* n'ont pour eux que les partisans de Kornilov, de Savinkov, les élèves-officiers, etc...

Que tous les travailleurs fassent preuve de calme et de fermeté !! Notre Parti, le parti de la majorité des Soviets monte, unanime et les rangs serrés, la garde autour de leurs intérêts. Notre Parti a pour lui, comme auparavant, des millions d'ouvriers dans les villes, de soldats dans les tranchées, de paysans dans les campagnes, résolus à assurer coûte que coûte la victoire : de la paix et la victoire du socialisme !

Publié le 20 (7) novembre 1917, dans le n° 182 de la Pravda.

L'ALLIANCE DES OUVRIERS ET DES PAYSANS TRAVAILLEURS ET EXPLOITÉS

LETTRE À LA RÉDACTION DE LA PRAVDA

Aujourd'hui samedi 18 novembre, au cours de mon intervention au congrès paysan, une question m'a été posée publiquement, à laquelle j'ai répondu aussitôt. Il importe que cette question et ma réponse soient immédiatement connues de tous ceux qui lisent, car en ne parlant proprement qu'en mon seul nom, j'ai parlé à dire vrai au nom de tout le Parti bolchévik.

La chose s'est passée ainsi.

Traitant de l'alliance des ouvriers bolchéviks avec les socialistes-révolutionnaires de gauche, qui ont aujourd'hui la confiance de beaucoup de paysans, je me suis attaché à démontrer dans mon discours que cette alliance *pouvait* être une « coalition honnête », une honnête alliance, puisqu'*il n'y a pas* de divergence radicale d'intérêts entre les ouvriers salariés et les paysans travailleurs et exploités. Le socialisme peut *amplement* satisfaire les intérêts des uns et des autres. *Seul* le socialisme peut satisfaire leurs intérêts. D'où la possibilité et la nécessité d'une « coalition honnête » entre prolétaires et paysans travailleurs et exploités. Au contraire, la « coalition » (alliance) entre les classes laborieuses et exploitées, d'une part, et la bourgeoisie de l'autre, *ne* peut être une « coalition honnête » en raison de la divergence radicale des intérêts de ces classes.

Imaginez-vous, ai-je dit, qu'il y ait dans le gouvernement une majorité de bolchéviks et une minorité de socialistes-révolutionnaires de gauche ; mettons même un seul socialiste-révolutionnaire de gauche, le commissaire à l'Agriculture. Les bolchéviks peuvent-ils en ce cas réaliser une honnête coalition ?

Oui, car étant irréductibles dans la lutte contre les éléments contre-révolutionnaires (y compris les socialistes-révolutionnaires de droite et les jusqu'auboutistes), les bolcheviks seraient tenus de *s'abstenir* au vote des questions ayant trait aux paragraphes essentiellement socialistes-révolutionnaires du programme agraire ratifié par le II^{e} congrès des Soviets de Russie. Tel est, par exemple, le paragraphe relatif à la jouissance égalitaire du sol et aux redistributions de la terre entre les petits cultivateurs.

En s'abstenant au vote de ce paragraphe, les bolcheviks ne dérogent pas le moins du monde à leur programme. Car, à condition de la victoire du socialisme (contrôle ouvrier sur les fabriques, et puis leur expropriation, nationalisation des banques, création d'un Conseil économique supérieur pour régler toute l'économie nationale du pays), les ouvriers, étant donné cette condition, *se doivent d'accepter* les mesures de transition proposées par les petits paysans travailleurs et exploités, tant que ces mesures *ne portent pas atteinte* à la cause du socialisme. Et Kautsky, du temps qu'il était encore marxiste (1899-1909), a reconnu plus d'une fois, ai-je dit, que les mesures de transition vers le socialisme ne pouvaient être les mêmes dans les pays de grande et de petite agriculture.

Nous devrions, nous bolchéviks, nous abstenir au Conseil des commissaires du peuple ou au Comité exécutif central, lors du vote de ce paragraphe, car l'assentiment des socialistes-révolutionnaires de gauche (ainsi que des paysans qui sont avec eux) étant acquis au contrôle ouvrier, à la nationalisation des banques, etc., la jouissance égalitaire du sol ne serait qu'une des mesures de *transition* vers le socialisme intégral. Il serait absurde que le prolétariat *impose* ces mesures de transition ; il doit, au nom de la victoire du socialisme, faire des *concessions* aux petits paysans travailleurs et exploités quant au choix de ces mesures de transition, puisqu'elles ne porteraient pas *atteinte* à la cause du socialisme.

Un socialiste-révolutionnaire de gauche (c'était le camarade Féofilaktov, si je ne me trompe) m'a posé alors la question suivante :

> « Et comment feront les bolchéviks si, à l'Assemblée constituante, les paysans veulent faire voter une loi sur la jouissance égalitaire du sol ? La bourgeoisie sera contre les paysans, la décision dépendra donc des bolchéviks ? »

J'ai répondu : En ce cas, la cause du socialisme étant assurée par l'application du contrôle ouvrier, par la nationalisation des banques, etc., l'alliance des ouvriers avec les paysans travailleurs et exploités fera un devoir au parti du prolétariat de voter pour les paysans contre la bourgeoisie. Les bolchéviks à mon avis auront le droit, lors du vote, de faire une déclaration spéciale, de spécifier leur désaccord, etc., mais s'abstenir en pareil cas, ce

serait trahir pour une divergence de détail leurs alliés dans la *lutte pour le socialisme*. Jamais en pareille situation les bolchéviks n'auraient trahi les paysans. Jamais la jouissance égalitaire du sol et autres mesures de ce genre *n e* porteront atteinte au socialisme, si le pouvoir est détenu par un gouvernement ouvrier et paysan, si le contrôle ouvrier est appliqué, si les banques sont nationalisées, si un organisme économique supérieur ouvrier et paysan est créé pour orienter (régler) *toute* l'économie nationale, etc.

Telle fut ma réponse.

N. Lénine.
Publiée dans le n° 194 de la Pravda du 2 décembre (19 novembre) 1917.

THÈSES SUR L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

1. Il était parfaitement légitime que la social-démocratie révolutionnaire inscrivît à son programme la convocation d'une Assemblée constituante, celle-ci étant, en république bourgeoise, la forme supérieure de la démocratie, et parce qu'en créant le Parlement, la république impérialiste avec Kérenski à sa tête, préparait une falsification des élections et une série d'atteintes au démocratisme.

2. Réclamant la convocation d'une Assemblée constituante, la social-démocratie révolutionnaire, dès le début de la révolution de 1917, a maintes fois souligné que la République des Soviets était une forme de démocratisme supérieure à celle d'une république bourgeoise ordinaire, avec Assemblée constituante.

3. Pour passer du régime bourgeois au régime socialiste, pour assurer la dictature du prolétariat, la République des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans n'est pas seulement une forme des institutions démocratiques d'un type plus élevé (comparée à une république bourgeoise ordinaire couronnée par une Assemblée constituante), mais aussi la seule forme capable d'assurer la transition la plus indolore au socialisme.

4. Dans notre révolution, la convocation de l'Assemblée constituante d'après les listes présentées à la mi-octobre 1917, se fait dans des conditions qui rendent impossible l'expression exacte de la volonté du peuple en général et des masses laborieuses en particulier, par des élections à cette Assemblée constituante.

5. D'abord, la représentation proportionnelle ne traduit fidèlement la volonté du peuple que lorsque les listes présentées par les partis répondent à la division effective du peuple en groupes politiques dont ces listes sont réellement le reflet. Or, l'on sait que chez nous le parti qui, de mai à octobre, avait eu le plus de partisans parmi le peuple et surtout dans la paysannerie, le parti des socialistes-révolutionnaires, avait présenté des listes uniques à l'Assemblée constituante à la mi-octobre 1917, mais s'est scindé après les élections à l'Assemblée constituante et avant que celle-ci ne fût convoquée.

C'est ce qui fait que, même au point de vue formel, la composition des élus à l'Assemblée constituante ne correspond et ne peut correspondre à la volonté de la masse des électeurs.

6. Ensuite, une autre raison plus importante encore — non plus formelle ou juridique, mais sociale et économique, une raison de classe — du divorce entre la volonté du peuple et surtout celle des classes laborieuses d'une part, et la composition de l'Assemblée constituante de l'autre, c'est que les élections à l'Assemblée constituante se sont faites alors que l'immense majorité du peuple ne pouvait encore connaître toute l'étendue et toute la portée de la Révolution d'Octobre, de la révolution soviétique, prolétarienne et paysanne, qui a commencé le 25 octobre 1917 ; c'est-à-dire après présentation des listes des candidats à l'Assemblée constituante.

7. La Révolution d'Octobre qui a conquis le pouvoir pour les Soviets, en arrachant la domination politique à la bourgeoisie et en la remettant au prolétariat et à la paysannerie pauvre, traverse sous nos yeux les étapes successives de son développement.

8. Elle a débuté par la victoire du 24-25 octobre dans la capitale, au moment où le II^{e} congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie, cette avant-garde des prolétaires et de la partie politiquement la plus active de la paysannerie, donnait la majorité au Parti bolchévik et le plaçait au pouvoir.

9. Puis, au cours des mois de novembre et décembre, la révolution gagne toute la masse de l'armée et de la paysannerie, se traduisant avant tout par la destitution et le renouvellement des anciens organismes dirigeants (comités d'armée, comités de province, comités paysans, Comité exécutif central du Soviet des députés paysans de Russie, etc.), qui représentaient une période déjà révolue, opportuniste de la révolution, son étape bourgeoise et non prolétarienne, organismes qui devaient par conséquent disparaître nécessairement sous la poussée de masses populaires plus profondes et plus larges.

10. Ce vigoureux mouvement des masses exploitées pour recréer les organismes dirigeants de leurs organisations se continue encore aujourd'hui, à la mi-décembre 1917, et le congrès des cheminots dont les travaux se poursuivent encore, en est une des étapes.

11. Le groupement des forces des classes aux prises en Russie diffère donc en tout, en novembre et décembre 1917, au point de vue principe, de celui qui a pu trouver son expression dans les listes de candidats de la mi-octobre 1917, présentées par les partis pour les élections à l'Assemblée constituante.

12. Les événements récents d'Ukraine (en partie aussi de Finlande et de Biélorussie, ainsi que du Caucase) marquent, de même, qu'un regroupement des forces de classes s'opère au cours de la lutte entre le nationalisme bourgeois de la Rada ukrainienne[35], de la Diète finlandaise, etc... d'une part, et le pouvoir des Soviets, la révolution prolétarienne et paysanne de chacune de ces républiques nationales, de l'autre.

13. Enfin, la guerre civile commencée par le soulèvement contre-révolutionnaire des cadets et de Kalédine contre les autorités soviétiques, contre le gouvernement ouvrier et paysan, a définitivement exaspéré la lutte de classes et supprimé toute possibilité de résoudre, par une voie démocratique formelle, les questions les plus brûlantes que l'histoire posait devant les peuples de Russie, et en premier lieu devant sa classe ouvrière et sa paysannerie.

14. Seule la victoire totale des ouvriers et des paysans sur le soulèvement des bourgeois et des grands propriétaires fonciers (qui a trouvé son expression dans le mouvement des cadets et de Kalédine) ; seule une répression militaire impitoyable de ce soulèvement d'esclavagistes peut assurer en fait la révolution prolétarienne et paysanne. Le cours des événements et le développement de la lutte de classes dans la révolution ont fait que le mot d'ordre « Tout le pouvoir à l'Assemblée constituante », — qui ne tient pas compte des conquêtes de la révolution ouvrière et paysanne, non plus que du pouvoir des Soviets, non plus que des décisions prises par le II^{e} congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie, par le II^{e} congrès des députés paysans de Russie, etc., — *est devenu en fait* le mot d'ordre des cadets, des partisans de Kalédine et de leurs auxiliaires. Le peuple entier commence à se rendre compte que ce mot d'ordre signifie en réalité la lutte pour la suppression du pouvoir des Soviets et que l'Assemblée constituante, venant à se séparer du pouvoir des Soviets, serait infailliblement condamnée à la mort politique.

15. La question de la paix est un des problèmes les plus brûlants de la vie du peuple. Une lutte véritablement révolutionnaire pour la paix n'a été entreprise en Russie qu'après le triomphe de la révolution du 25 octobre, et ce triomphe a eu pour premier résultat la publication des traités secrets, l'armistice et des pourparlers publics sur la paix générale, sans annexions ni contributions.

C'est aujourd'hui seulement que les grandes masses populaires ont en fait, ouvertement et sans réserve, la possibilité de voir pratiquer une politique de lutte révolutionnaire pour la paix, et d'en étudier les résultats.

Pendant les élections à l'Assemblée constituante, les masses populaires n'avaient point cette possibilité.

Il est évident que de ce côté aussi le divorce est inévitable entre la composition des élus de l'Assemblée constituante et la volonté réelle du peuple quant à la cessation de la guerre.

16. Il résulte de l'ensemble des circonstances exposées plus haut, que l'Assemblée constituante, convoquée d'après les listes des partis qui existaient avant la révolution prolétarienne et paysanne, sous la domination de la bourgeoisie, entre nécessairement en conflit avec la volonté et les intérêts des classes laborieuses et exploitées qui, le 25 octobre, ont commencé la révolution socialiste contre la bourgeoisie. On conçoit que les intérêts de cette révolution passent avant les droits formels de l'Assemblée constituante, même si ces derniers n'étaient pas infirmés du fait que la loi sur l'Assemblée constituante ne reconnaît pas au peuple les droit de renouveler à sa guise ses députés.

17. Toute tentative, directe ou indirecte, d'envisager l'Assemblée constituante d'un point de vue juridique, purement formel, sans sortir du cadre de la démocratie bourgeoise ordinaire, sans tenir compte de la lutte de classes et de la guerre civile, équivaut à trahir la cause du prolétariat et à se rallier au point de vue de la bourgeoisie. Mettre chacun et tous en garde contre cette erreur que commettent quelques dirigeants bolcheviks qui n'ont pas su apprécier à leur valeur l'insurrection d'Octobre et les tâches de la dictature du prolétariat, est le devoir absolu de la social-démocratie révolutionnaire.

18. La seule chance de résoudre de façon indolore la crise due au défaut de conformité des élections à l'Assemblée constituante avec la volonté du peuple, ainsi qu'avec les intérêts des classes laborieuses et exploitées, consiste dans l'application la plus large et la plus rapide par le peuple du droit de renouveler les membres de l'Assemblée constituante, dans l'adhésion de cette dernière à la loi du Comité exécutif central sur ce

renouvellement, dans une déclaration de l'Assemblée constituante reconnaissant sans réserve le pouvoir des Soviets, la révolution soviétique, sa politique relative à la paix, à la terre et au contrôle ouvrier ; dans l'adhésion décidée de l'Assemblée constituante au camp des adversaires de la contre-révolution des cadets et de Kalédine.

19. Hors de ces conditions, la crise ouverte autour de l'Assemblée constituante ne pourra être résolue que par la voie révolutionnaire, par les mesures révolutionnaires les plus énergiques, les plus promptes, les plus fermes et les plus décidées, prises par le pouvoir des Soviets et destinées à frapper la contre-révolution des cadets et des partisans de Kalédine, quels que soient les mots d'ordre et les institutions (fût-ce la qualité de membres de l'Assemblée constituante) dont cette contre-révolution se réclamera. Toute tentative de lier les mains au pouvoir des Soviets dans cette lutte équivaudrait à favoriser la contre-révolution.

Publiées le 26 (13) décembre 1917, dans le n° 213 de la Pravda.

PROJET DE DÉCRET SUR LA SOCIALISATION DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

La situation critique du ravitaillement, la menace de famine créée par la spéculation, le sabotage des capitalistes et des fonctionnaires, ainsi que par le délabrement général, imposent des mesures révolutionnaires exceptionnelles pour combattre le mal.

Afin que tous les citoyens de l'Etat, et au premier chef toutes les classes laborieuses puissent, sous la direction de leurs Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, immédiatement et de tous les côtés, sans reculer devant aucun moyen et en agissant par la voie la plus révolutionnaire, engager cette lutte et s'atteler à l'organisation d'une vie économique normale dans les pays, les règles suivantes sont établies :

PROJET DE DÉCRET SUR LA NATIONALISATION DES BANQUES
ET LES MESURES QU'ELLE NÉCESSITE

1. Toutes les entreprises par actions sont déclarées propriété de l'Etat.

2. Les membres du conseil d'administration et les directeurs des sociétés par actions, ainsi que tous les actionnaires appartenant aux classes riches (c'est-à-dire dont la fortune est supérieure à 5.000 roubles, ou dont le revenu est supérieur à 500 roubles par mois) sont tenus de continuer à assurer la gestion des entreprises dans un ordre parfait, en observant la loi du contrôle ouvrier, en présentant toutes les actions à la Banque d'Etat et en faisant parvenir aux Soviets locaux des députés ouvriers, soldats et paysans des comptes rendus hebdomadaires de leur activité.

3. Les emprunts d'Etat, extérieurs et intérieurs, sont annulés.

4. Les intérêts des petits porteurs d'obligations, ainsi que de toutes autres actions, c'est-à-dire des porteurs appartenant aux classes laborieuses de la population, sont entièrement sauvegardés.

5. Le service de travail obligatoire est institué : tous les citoyens des deux sexes, de 16 à 55 ans, sont tenus d'exécuter les travaux que leur assigneront les Soviets locaux des députés ouvriers, soldats et paysans ou autres organes du pouvoir soviétique.

6. Comme première mesure d'application du service de travail obligatoire, il est décrété que les personnes appartenant aux classes riches (voir § 2) auront et tiendront à jour des livrets de travail et de consommation ou des livrets de travail et de budget. Ceux-ci seront présentés tous les huit jours aux organisations ouvrières correspondantes ou aux Soviets locaux et à leurs organes, aux fins de pointage, pour marquer l'accomplissement par chacun de la tâche qu'il aura assumée.

7. Pour la régularité du recensement et de la répartition des vivres ainsi que des autres produits indispensables, tous lés citoyens de l'Etat sont tenus de faire partie d'une société de consommation. Les services de ravitaillement, les comités d'approvisionnement et autres organisations analogues, de même que les syndicats des cheminots et des transports, exerceront sous la direction des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, le contrôle sur l'exécution de la présente loi. Les personnes appartenant aux classes riches sont tenues en particulier d'exécuter en matière d'organisation et de gestion des affaires des sociétés de consommation, des travaux dont les Soviets les auront chargées.

8. Les syndicats des ouvriers et des employés des chemins de fer sont tenus d'élaborer d'urgence et de procéder sans délai à l'application de mesures *d'exception* en vue d'assurer une meilleure organisation des transports, surtout pour le transport des denrées alimentaires, du combustible et autres articles strictement nécessaires, en donnant suite avant tout aux commandes des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans et aux bons délivrés par eux, ensuite aux commandes des établissements mandatés par eux et par le Conseil supérieur de l'économie nationale. De même, les syndicats des cheminots en collaboration avec les Soviets locaux, sont chargés de combattre avec la dernière énergie, sans reculer devant des mesures révolutionnaires, les petits spéculateurs et de poursuivre implacablement tout genre de spéculation.

9. Les organisations ouvrières, les syndicats des employés et les Soviets locaux sont tenus d'inaugurer sans délai dans les entreprises qui ferment ou tombent sous le coup de la démobilisation, de même que pour les chômeurs, des travaux utiles, ainsi que la fabrication d'articles nécessaires ; de se mettre à la recherche de commandes, de

matières premières et de combustible. Sans apporter le moindre retard à cette activité, et en procédant à des échanges de produits agricoles contre les produits de la ville, sans attendre d'avoir reçu des ordres spéciaux des organismes supérieurs, les syndicats et les Soviets locaux sont tenus de se conformer strictement aux indications et prescriptions du Conseil supérieur de l'économie nationale.

10. Les personnes appartenant aux classes riches sont tenues de garder à la Banque d'Etat et dans ses succursales, ainsi que dans des caisses d'épargne, toutes leurs disponibilités ; il leur sera délivré de 100 à 125 roubles au plus par semaine (sur décision des Soviets locaux) pour leurs besoins de consommation ; et pour les besoins de la production et du commerce, uniquement sur mandat écrit des services du contrôle ouvrier.

Pour veiller à l'application effective du présent décret, des règlements seront mis en vigueur pour l'échange des signes fiduciaires actuellement en cours contre d'autres ; les individus qui se seront rendus coupables de fraude envers l'Etat et le peuple, verront tous leurs biens confisqués.

11. Sont passibles de la même peine, ainsi que d'un emprisonnement ou de l'envoi au front ou au travail forcé, tous ceux qui auront enfreint la présente loi, les saboteurs et les fonctionnaires en grève, de même que les spéculateurs. Les Soviets locaux et les institutions fonctionnant près d'eux sont tenus d'élaborer d'urgence les mesures les plus révolutionnaires de lutte contre Ces véritables ennemis du peuple.

12. Les syndicats et les autres organisations des travailleurs créent, en collaboration avec les Soviets locaux, avec la participation des personnes sûres et recommandées par les organisations du Parti et autres, des groupes volants de contrôleurs pour veiller à l'application de cette loi, pour vérifier la quantité et la qualité du travail et pour traduire devant les tribunaux révolutionnaires quiconque aura violé ou tourné la loi.

Rédigé en décembre 1917.
Publié en 1918, dans le n° 11 de la revue Narodnoïé Khoziaïstvo.

QUESTIONS POSÉES AUX DÉLÉGUÉS DU Ier CONGRÈS GÉNÉRAL DES ARMÉES POUR LA DÉMOBILISATION DES TROUPES

1. La possibilité est-elle grande ou petite pour que les Allemands déclenchent l'offensive dans un proche avenir :

a) du point de vue de la possibilité physique et technique de l'offensive pendant l'hiver ;

b) du point de vue du moral de la masse des soldats allemands ; ce moral est-il susceptible d'empêcher l'offensive ou du moins la retarder ?

2. Y a-t-il lieu de présumer que les Allemands, au cas où nous romprions immédiatement les négociations de paix, si leurs troupes passent sans retard à l'offensive, soient capables de nous infliger une défaite décisive ? Sont-ils à même de prendre Pétrograd ?

3. Peut-on craindre que la nouvelle de la cessation des négociations de paix provoque dans la masse de l'armée un mouvement d'opinion anarchique et la désertion du front, ou peut-on être assuré que l'armée tiendra fermement le front, même à la suite de cette nouvelle ?

4. Notre armée est-elle capable, sous le rapport de sa capacité de combat, de tenir tête à l'offensive allemande, si celle-ci commence le 14 (1) janvier ? Sinon, dans combien de temps notre armée serait-elle en mesure d'opposer résistance à l'offensive allemande ?

5. Notre armée pourrait-elle, en cas d'offensive rapide des Allemands, se replier en ordre en conservant l'artillerie ; si oui, serait-il possible, dans ces conditions, de retarder pour longtemps l'avance des Allemands dans l'intérieur de la Russie ?

6. Conclusion générale : faut-il, au point de vue de l'état où est l'armée, s'attacher à faire traîner les négociations de paix, ou bien, en raison de l'annexionnisme des Allemands, la cessation immédiate de ces négociations est-elle préférable, en tant que transition ferme et décidée, appelée à préparer le terrain pour rendre la guerre révolutionnaire possible ?

7. Faut-il commencer tout de suite un travail d'agitation intense contre l'annexionnisme des Allemands ou en faveur de la guerre révolutionnaire ?

8. Est-il possible, dans un très bref délai (5 à 10 jours, par exemple), de procéder à une enquête parmi des effectifs assez larges de l'armée combattante, afin d'obtenir, sous une forme plus appropriée, la réponse définitive aux questions posées ci-dessus ?

9. Peut-on espérer que le désaccord avec les Ukrainiens s'atténuera ou même sera remplacé par une cohésion unanime des forces, à la nouvelle de l'annexionnisme des Allemands, ou bien faut-il s'attendre à ce que les Ukrainiens, profitant de la situation encore plus difficile des Grands-Russes, intensifient leur lutte contre ces derniers ?

10. Si l'armée pouvait voter, s'affirmerait-elle pour la paix immédiate aux conditions annexionnistes (perte de toutes les régions occupées), extrêmement difficiles au point de vue économique pour la Russie, ou en faveur d'une tension extrême des forces pour la guerre révolutionnaire, c'est-à-dire pour la riposte aux Allemands ?

Ecrit fin décembre 1917.
Publié en 1927, dans les « Notes de l'Institut Lénine », II.

COMMENT ORGANISER L'ÉMULATION ?

Les écrivains bourgeois ont noirci et noircissent des monceaux de papier en faisant l'éloge de la concurrence, de l'initiative privée et autres exploits et charmes magnifiques des capitalistes et de leur régime. On a reproché aux socialistes de ne pas vouloir comprendre la portée de ces exploits et compter avec la « nature humaine ». Mais en réalité le capitalisme a depuis longtemps remplacé la petite production marchande autonome, où la concurrence pouvait, dans des proportions plus ou moins *larges,* développer l'esprit d'entreprise, l'énergie, l'initiative hardie, par la grande et très grande production industrielle, les sociétés par actions, les syndicats et autres monopoles. La concurrence sous un *tel* capitalisme signifie l'écrasement féroce sans précédent de l'esprit d'entreprise, de l'énergie, de l'initiative hardie de la *masse* de la population, de son immense majorité, des quatre-vingt-dix-neuf centièmes des travailleurs ; c'est aussi substituer à l'émulation la filouterie financière, le despotisme, la servilité au sommet de l'échelle sociale.

Le socialisme, loin d'éteindre l'émulation, crée au contraire pour la première fois les possibilités de l'appliquer d'une façon vraiment *large,* en des proportions vraiment *massives,* de faire entrer réellement la majorité des travailleurs dans l'arène d'une activité où ils pourraient se manifester, déployer leurs capacités, révéler les talents dont le peuple est puissamment doué, et que le capitalisme refoulait, comprimait, étouffait par milliers et par millions. Notre tâche, maintenant qu'un gouvernement socialiste est air pouvoir, est d'organiser l'émulation.

Les plats valets et les écornifleurs de la bourgeoisie ont représenté le socialisme sous les espèces d'une caserne grise, uniforme, officielle et monotone. Les laquais du sac d'écus, les larbins des exploiteurs — messieurs les intellectuels bourgeois — ont fait du socialisme un « épouvantail » pour le peuple qui, précisément en régime capitaliste, est condamné au bagne et à la caserne : labeur écrasant et monotone, sous-alimentation, lourde misère. La confiscation des terres seigneuriales, l'application du contrôle ouvrier, la nationalisation des banques constituent le premier pas vers l'émancipation des travailleurs prisonniers de ce bagne. Les mesures ultérieures à prendre seront : nationalisation des fabriques et des usines, organisation obligatoire de la population entière dans les sociétés de consommation, qui seront aussi des sociétés pour la vente des produits, monopole d'Etat sur le commerce du blé et autres articles de première nécessité.

C'est aujourd'hui seulement que sont rendues possibles les larges manifestations, réellement massives, de l'esprit d'entreprise, de l'émulation, d'une initiative hardie. Chaque fabrique, d'où le capitaliste a été débarqué ou tout au moins bridé par un véritable contrôle ouvrier, chaque village d'où l'on a délogé le propriétaire foncier exploiteur que l'on a exproprié de ses terres, sont aujourd'hui, et aujourd'hui seulement, la carrière où l'homme du travail peut se manifester, redresser un peu son échine, se tenir droit, se sentir un homme. Après des siècles de travail pour autrui, de labeur servile pour les exploiteurs, on a pour la première fois la possibilité de *travailler pour soi,* et de travailler en bénéficiant de toutes les conquêtes de la technique et de la culture modernes.

Certes, cette substitution — la plus grande que connaisse l'histoire de l'humanité — du travail pour soi au labeur servile ne peut pas se faire sans frottements, sans difficultés ni conflits, sans violences à l'égard des parasites invétérés et de leurs satellites. De ce côté-là, aucun ouvrier ne se fait d'illusions : endurcis par de longues, très longues années de travail écrasant au profit des exploiteurs, par les multiples vexations et brimades de leur part, endurcis par la misère noire, les ouvriers et les paysans pauvres savent qu'il faut du temps pour *briser* la résistance des exploiteurs. Les ouvriers et les paysans ne sont nullement atteints des illusions sentimentales de messieurs les petits intellectuels, de tous ces ramollis de la *Novaïa Jizn* et autres, qui ont « vociféré » jusqu'à l'enrouement contre les capitalistes, « gesticulé », « tonné » contre eux pour finir par fondre en larmes et se comporter en petits chiens battus le jour où il s'est agi de passer aux *actes,* de mettre les menaces à exécution, de procéder dans la pratique an *renversement* des capitalistes.

La grandiose substitution au travail servile du travail pour soi, du travail organisé méthodiquement, à une échelle gigantesque, sur le plan de l'Etat (dans une certaine mesure aussi à l'échelle internationale, mondiale) exige en outre — en plus de mesures « *militaires* » de répression de la résistance des exploiteurs — d'immenses efforts *d'organisation* et d'initiative de la part du prolétariat et de la paysannerie pauvre. La tâche d'organisation se combine en un tout indissoluble avec celle qui consiste à réprimer sans merci, militairement, la résistance des esclavagistes d'hier (capitalistes) et de leur meute de larbins, ces messieurs les intellectuels bourgeois. Nous avons toujours été les organisateurs et les chefs, nous avons commandé, — disent et pensent les esclavagistes d'hier et leurs commis recrutés parmi les intellectuels, — nous voulons rester ce que nous étions, nous n'allons pas écouter la « plèbe », les ouvriers et les paysans, nous ne nous soumettrons pas à eux ; de notre savoir nous ferons une arme pour défendre les privilèges du sac d'écus et la domination du Capital sur le peuple.

C'est ainsi que parlent, pensent et agissent les bourgeois et les intellectuels bourgeois. Du point de vue de leurs *intérêts* bassement égoïstes, leur attitude est claire : les écornifleurs et les parasites des féodaux terriens, les popes, les clercs, les fonctionnaires dépeints par Gogol, les « intellectuels » qui détestent Biélinski[36], ont eu « du mal » eux aussi à se séparer du servage. Mais la cause des exploiteurs et de leur valetaille d'intellectuels est une cause désespérée. Leur résistance, les ouvriers et les paysans sont, en train de la briser, avec une fermeté, une résolution et une implacabilité malheureusement encore insuffisantes, et *ils finiront par la briser.*

« Ils » pensent que la « plèbe », les « simples » ouvriers et paysans pauvres ne viendront pas à bout de la grande tâche, héroïque en vérité, au sens historique universel du mot, de la tâche d'organisation que la révolution socialiste a impartie aux travailleurs. « On ne saurait se passer de nous », se disent en manière de consolation les intellectuels accoutumés à servir les capitalistes et l'Etat capitaliste. Leur cynique calcul sera déjoué. Déjà des hommes instruits s'en détachent et passent aux côtés du peuple, aux côtés des travailleurs qu'ils aident à briser la résistance des serviteurs du Capital. Quant aux organisateurs de talent, ils sont nombreux dans la paysannerie et la classe ouvrière ; ces talents commencent tout juste à prendre conscience d'eux-mêmes, à s'éveiller, à se tourner vers le travail grandiose, vivant et créateur, à s'atteler eux-mêmes à la construction de la société socialiste.

Aujourd'hui l'une des tâches les plus importantes, sinon la plus importante, est de développer aussi largement que possible celte libre initiative des ouvriers, de tous les travailleurs et de tous les exploités en général, dans leur travail créateur en matière *d'organisation.* Il faut détruire à tout prix le vieux préjugé *absurde,* sauvage, infâme et abominable, selon lequel seuls les « classes supérieures », seuls les riches ou ceux qui ont passé par l'école des classes riches peuvent administrer l'Etat, organiser la construction de la société socialiste. C'est là un préjugé. Il est entretenu par une routine viciée, racornie, par les habitudes d'esclavage et, plus encore, par la cupidité sordide des capitalistes qui ont intérêt à administrer en pillant et à piller en administrant. Non, pas une minute les ouvriers n'oublieront qu'ils ont besoin de la force du savoir. Le zèle extraordinaire dont les ouvriers font preuve pour s'instruire, précisément aujourd'hui, atteste que de ce côté il n'y a pas et il ne peut y avoir d'erreur au sein du prolétariat. Mais le travail *organisateur* est aussi accessible au *commun* des ouvriers et des paysans sachant lire et écrire, connaissant les hommes et pourvus d'expérience pratique. De tels hommes sont *légion* dans la «plèbe», dont les intellectuels bourgeois parlent avec hauteur et dédain. De ces talents la classe ouvrière et la paysannerie possèdent une immense, une intarissable source.

Les ouvriers et les paysans « n'osent pas » encore ; ils ne se sont pas encore faits à l'idée *qu'ils* sont maintenant la classe *dominante* ; ils n'ont pas encore assez de décision. La révolution ne pouvait apporter *d'un seul coup* les qualités requises à des millions et des millions d'hommes, que la faim et la misère avaient contraints toute leur vie à travailler sous le bâton. Mais ce qui précisément fait la force, la vitalité, l'invincibilité de la Révolution d'Octobre 1917, c'est qu'elle *suscite* ces qualités, renverse toutes les' vieilles barrières, rompt les liens vétustes, fait entrer les travailleurs dans la voie où ils créent *eux-mêmes* la vie nouvelle.

Le recensement et le contrôle, telle est la *principale* tâche économique de tout Soviet des députés ouvriers, soldats et paysans, de toute coopérative de consommation, de toute association ou comité de ravitaillement, de tout comité d'usine ou de tout organe de contrôle ouvrier en général. La lutte contre la vieille habitude de considérer la mesure de travail et les moyens de production du point de vue de l'homme asservi, qui se demande comment se débarrasser d'un fardeau supplémentaire, comment arracher au moins quelque chose à *la bourgeoisie,* — cette lutte est indispensable. Cette lutte, les ouvriers avancés, conscients, l'ont déjà commencée et ils infligent une riposte vigoureuse aux nouveaux venus dans la fabrique, qui sont nombreux surtout depuis la guerre et qui maintenant voudraient traiter la fabrique *appartenant au peuple,* devenue la propriété du peuple, comme autrefois, du point de vue de cette pensée unique ; « arracher le plus gros morceau et filer. » Tout ce qu'il y a de conscient, d'honnête, de pensant dans la paysannerie et les masses laborieuses se dressera dans cette lutte aux -côtés des ouvriers avancés.

Le recensement et le contrôle, *s'ils sont* effectués par les Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, pouvoir suprême de l'Etat, ou conformément aux indications, sur mandat de *ce* pouvoir, — recensement et contrôle pratiqués en tous lieux, généralisés et universels, — recensement et contrôle de la quantité de travail et de la répartition des produits, constituent *le fond même de* la transformation socialiste, la domination politique du prolétariat une fois acquise et assurée. Le recensement et le contrôle, qui sont nécessaires pour passer au socialisme, ne peuvent être que l'œuvre des masses. Ce n'est que si la *masse* des ouvriers et des paysans collabore librement, en conscience et dans l'enthousiasme révolutionnaire, au recensement et au contrôle des *riches,* des *filous,* des *parasites* et des *voyous,* qu'il est possible de vaincre ces survivances de la maudite société capitaliste, ces résidus de l'humanité, ces membres irrémédiablement gangrenés et pourris de la société, cette contagion, cette peste, cette plaie que le capitalisme a léguée au socialisme.

Ouvriers et paysans, travailleurs et exploités ! La terre, les banques, les fabriques, les usines sont devenues la propriété du peuple entier ! Assurez *vous-mêmes* le recensement et le contrôle de la production et de la répartition des produits ! Là, et là *seulement,* est la voie conduisant à la victoire du socialisme, le gage de sa victoire, le gage de la victoire sur toute exploitation, sur tout besoin, sur toute misère ! Car il y a en Russie assez de blé, de fer, de bois, de laine, de coton et de lin pour tout le monde, pourvu que le travail et les produits soient bien répartis, pourvu que le contrôle soit exercé par le peuple entier, un contrôle *efficace, pratique* de cette répartition ; pourvu que l'on abatte non *seulement* en politique, mais aussi dans la vie *économique de tous les jours,* les ennemis du peuple : les riches et leurs écornifleurs, puis les filous, les parasites et les voyous.

Pas de quartier pour ces ennemis du peuple, ennemis du socialisme, ennemis des travailleurs. Guerre à mort aux riches et à leurs écornifleurs, les intellectuels bourgeois ; guerre aux filous, aux parasites et aux voyous. Les uns et les autres, ceux-là et ceux-ci sont des frères jumeaux, les enfants du capitalisme, les rejetons de la société seigneuriale et bourgeoise, où une poignée d'hommes spoliait le peuple et se gaussait de lui ; société où le besoin et la misère poussaient des milliers et des milliers d'hommes dans la voie de la brutalité, de la corruption, de la filouterie, de l'oubli de la dignité humaine ; société qui inculquait nécessairement aux travailleurs le désir de s'évader de l'exploitation, fût-ce par un subterfuge, de se débrouiller, de se débarrasser au moins pour une minute d'un travail rebutant, d'arracher un morceau de pain de n'importe quelle manière, à n'importe quel prix, pour ne pas souffrir de la faim, pour ne pas se sentir soi-même et ne pas sentir ses proches affamés.

Les riches et les filous forment les deux faces d'une médaille. Ce sont les deux catégories principales de *parasites* nourris par le capitalisme, les principaux ennemis du socialisme. Ces ennemis, il faut les placer sous la surveillance particulière de la population entière ; il faut sévir contre eux à la moindre infraction aux règles et aux lois de la société socialiste. Toute faiblesse, toute hésitation, toute sentimentalité à cet égard constitueraient le plus grand crime envers le socialisme.

Afin de mettre la société socialiste à l'abri de ces parasites, il faut organiser le recensement et le contrôle par le peuple entier de la quantité de travail, de la production et de la répartition des produits, recensement et contrôle qui seraient appuyés librement, énergiquement, dans l'enthousiasme révolutionnaire, par des millions et des millions d'ouvriers et de paysans. Et pour organiser ce recensement et ce contrôle, *parfaitement accessibles,* parfaitement proportionnés aux forces de tout ouvrier et de tout paysan honnête, intelligent, expéditif, il faut éveiller leurs talents d'organisateurs, issus de leurs propres milieux ; il faut susciter chez eux — et organiser à l'échelle de l'Etat — *l'émulation* autour des succès à réaliser en matière d'organisation ; il faut que les ouvriers et les paysans comprennent nettement la différence entre le conseil nécessaire de l'homme instruit et le contrôle nécessaire exercé par le « simple » ouvrier et paysan sur l'*incurie* si fréquente chez les gens « instruits ».

Cette incurie, cette négligence, ce débraillé, ce défaut de soin, celte hâte nerveuse, cette tendance à remplacer l'action par la discussion, le travail par la conversation, ce penchant à se charger de tout et à ne rien achever, constituent un des traits propres aux « gens instruits », et qui ne tiennent pas le moins du monde à leur mauvais naturel, moins encore à leur malveillance, mais à toutes les habitudes de leur vie, aux conditions de leur travail, à leur surmenage, à la séparation anormale du travail intellectuel et du travail manuel, et ainsi de suite. Parmi les erreurs, les insuffisances, les bévues de notre révolution, un rôle assez important appartient à celles des erreurs, etc. qui sont nées de ces particularités fâcheuses — mais inévitables en ce moment — des intellectuels de notre milieu et aussi de *l'absence* d'un contrôle suffisant exercé par les *ouvriers* sur le travail *organisateur* des intellectuels.

Les ouvriers et les paysans « n'osent pas » encore ; de cela ils doivent se débarrasser, et ils s'en débarrasseront *à coup sûr.* On ne saurait se passer des conseils, des indications directrices des hommes instruits, des intellectuels, des spécialistes. Tout ouvrier, tout paysan un peu sensé s'en rend compte parfaitement, et les intellectuels de notre milieu ne peuvent se plaindre d'un manque d'attention et d'estime fraternelle de la part des ouvriers et des paysans. Mais le conseil et l'indication directrice sont une chose, l'organisation *pratique* du recensement et du contrôle en est une autre. Les intellectuels dispensent couramment d'admirables conseils et indications directrices ; mais ils se montrent ridiculement, *absurdement,* honteusement « manchots », incapables *d'appliquer* ces conseils et ces indications, d'appliquer un *contrôle pratique* pour que la parole se transforme en action.

C'est là qu'on ne saurait aucunement se passer de l'aide et du *rôle dirigeant* des organisateurs-praticiens issus du « peuple », des ouvriers et des paysans travailleurs, « Ce ne sont pas les dieux qui font cuire la poterie » *[Proverbe russe. (N. du Trad.)]* voilà une vérité que les ouvriers et les paysans doivent bien se mettre dans la tête. Ils doivent comprendre que le tout, aujourd'hui, c'est la *pratique* ; qu'un moment historique est venu où la théorie se transforme eu pratique, se vivifie par la pratique, se corrige par la pratique, se vérifie par la pratique et

où les paroles de Marx : « tout mouvement pratique a plus d'importance qu'une douzaine de programmes[37] », sont particulièrement vraies. Toute mesure pratique prise pour mater réellement les riches et les filous, pour les comprimer, les soumettre à un recensement et à un contrôle rigoureux, vaut plus qu'une douzaine d'admirables dissertations sur le socialisme. Car « la théorie est grise, mon ami, mais l'arbre de la vie est éternellement vert[38] ». Il faut organiser l'émulation des organisateurs-praticiens ouvriers et paysans entre eux. Il faut combattre toute tendance au stéréotype et les tentatives d'uniformiser par en haut, ce à quoi sont si enclins les intellectuels. La stéréotypisation et l'uniformisation par en haut n'ont rien à voir avec le centralisme démocratique et socialiste. L'unité dans les questions fondamentales, capitales, essentielles, loin d'être lésée, est au contraire assurée par la *variété* dans les détails, dans les particularités locales, dans la façon *d'aborder* la question, dans les *procédés* d'application du contrôle, dans les *moyens* d'exterminer et de mettre hors d'état de nuire les parasites (les riches et les filous, les fauteurs d'incurie, les commères hystériques de la gent intellectuelle, etc., etc.).

La Commune de Paris a fourni un bel exemple d'initiative, d'indépendance, de liberté de mouvement, de déploiement d'énergie par en bas, tout cela combiné avec un centralisme librement consenti, étranger aux clichés. Nos Soviets suivent la même voie. Mais ils « n'osent pas » encore, ils n'ont pas encore pris l'élan, ils ne se sont pas encore « engagés à fond » dans leur nouveau, leur grand, leur fécond travail de création d'un ordre socialiste. Il faut que les Soviets se mettent à l'œuvre avec plus de hardiesse et d'initiative. Il faut que toutes les « communes » — fabriques, villages, sociétés coopératives de consommation, comités de ravitaillement — engagent *l'émulation* entre elles en tant qu'organisateurs pratiques du recensement et du contrôle du travail et de la répartition des produits. Le programme de ce recensement et de ce contrôle est simple, clair, intelligible pour chacun : il faut que tout le monde ait du pain, que tous portent de bonnes chaussures et des vêtements en bon état, aient un logement chaud, travaillent en conscience ; que pas un filou (et pas un de ceux qui se dérobent au travail) ne soit laissé en liberté au lieu d'être en prison ou de purger la peine d'un dur travail forcé ; que pas un riche contrevenant aux règles et aux lois du socialisme ne puisse éviter le sort du filou, sort qui en bonne justice doit être le sien. « Que celui qui ne travaille pas, ne mange pas », voilà le commandement *pratique* du socialisme. Voilà ce qu'il faut organiser *pratiquement.* Voilà de quels succès *pratiques* doivent se prévaloir nos « communes » et nos organisateurs ouvriers et paysans, à plus forte raison nos organisateurs intellectuels (à *plus forte raison,* car ces derniers ne sont, que *trop* habitués, *bien trop* habitués à s'enorgueillir de leurs indications et résolutions générales).

Des milliers de formes et procédés pratiques de recensement et de contrôle visant les riches, les filous et les parasites doivent être élaborés et éprouvés dans la pratique par les communes elles-mêmes, par les petites cellules à la campagne et à la ville. La variété, ici, est une garantie de vitalité, un gage de succès dans la poursuite du but commun et unique : *nettoyer* le sol de Russie de tous les insectes nuisibles, des puces. — des filous, des punaises — les riches, etc., etc. Ici, on mettra en prison une dizaine de riches, une douzaine de filous, une demi-douzaine d'ouvriers qui tirent au flanc (aussi cavalièrement que le font de nombreux typographes à Pétrograd, surtout dans les imprimeries du Parti). Là, on leur fera nettoyer les latrines. Là encore, on leur distribuera au sortir du cachot des cartes jaunes, afin que le peuple entier puisse les surveiller comme des hommes *malfaisants,* aussi longtemps qu'ils ne se seront pas amendés. Puis on fusillera sur place un individu sur dix convaincus de parasitisme. Ou encore on imaginera une combinaison de divers moyens, et l'on pratiquera par exemple la libération conditionnelle pour obtenir le prompt amendement des éléments parmi les riches, les intellectuels bourgeois, les filous et les voyous susceptibles de s'amender. Plus l'expérience d'ensemble sera variée et meilleure, plus riche elle sera ; plus sûr et plus prompt sera le triomphe du socialisme ; plus facilement la pratique élaborera — car elle seule peut le faire — les *meilleurs* procédés et moyens de lutte.

Dans quelle commune, dans quel quartier de grande ville, dans quelle fabrique, dans quel village *il n'y a pas* d'affamés, *pas* de chômeurs, *pas* de riches parasites, *pas* de canailles, — laquais de la bourgeoisie, — de saboteurs qui se disent des intellectuels ? Où a-t-on fait le plus pour augmenter la productivité du travail ? pour construire de nouvelles, de bonnes maisons destinées aux pauvres, pour les installer dans les maisons des riches ? pour qu'une bouteille de lait soit effectivement distribuée à chaque enfant des familles pauvres ? C'est autour de ces questions que doit se développer l'*émulation* des communes, communautés, sociétés et associations de consommation et de production, des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans. C'est dans ce champ d'activité que doivent *pratiquement* être distingués et appelés plus haut, aux fonctions d'administration publique les *organisateurs de talent.* Ils sont nombreux dans le peuple. Mais ils sont refoulés. Il faut les aider à se faire valoir. C'est eux, *et eux seuls,* qui, aidés des masses, pourront sauver la Russie et sauver l'œuvre socialiste.

V. Lénine.
Ecrit du 7 au 10 janvier (25 au 28 décembre) 1917.
Publié le 20 janvier 1929, dans le n° 17 de la Pravda.

PROJET DE DÉCLARATION DES DROITS DU PEUPLE TRAVAILLEUR ET EXPLOITÉ[39]

L'Assemblée constituante décrète :

I. 1. La Russie est proclamée République des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans. Tout le pouvoir au centre et en province appartient à ces Soviets.

2. La République soviétique de Russie est fondée sur la libre union de nations libres, comme fédération de Républiques soviétiques nationales.

II. S'assignant comme tâche essentielle la suppression de toute exploitation de l'homme par l'homme, l'élimination complète de la division de la société en classes, la répression impitoyable de la résistance des exploiteurs, l'organisation socialiste de la société et la victoire du socialisme dans tous les pays, l'Assemblée constituante décrète ensuite :

1. La propriété privée de la terre est abolie. Toute la terre avec tous les bâtiments, cheptel et autres accessoires de la production agricole est déclarée patrimoine de tout le peuple travailleur.

2. La loi soviétique concernant le contrôle ouvrier et le Conseil supérieur de l'économie nationale est confirmée, en vue d'assurer le pouvoir du peuple travailleur sur les exploiteurs et comme premier pas inaugurant le passage complet des fabriques, usines, mines, chemins de fer et autres moyens de production et de transports, en propre à l'Etat ouvrier et paysan.

3. Le passage de toutes les banques en propre à l'Etat ouvrier et paysan est confirmé comme l'une des conditions de l'affranchissement des masses travailleuses du joug du Capital.

4. Afin de supprimer les couches parasitaires de la société, le service de travail obligatoire est institué.

5. En vue d'assurer la plénitude du pouvoir aux masses laborieuses et d'éliminer toute possibilité de restauration du pouvoir des exploiteurs, il est décrété l'armement des travailleurs, la formation d'une Armée rouge socialiste des ouvriers et des paysans et le désarmement complet des classes possédantes.

III. 1. Fermement décidée à arracher l'humanité aux griffes du capital financier et de l'impérialisme qui ont inondé la terre de sang dans la présente guerre, la plus criminelle de toutes, l'Assemblée constituante se rallie sans réserve à la politique pratiquée par le pouvoir des Soviets et qui consiste à rompre les traités secrets, à organiser la fraternisation la plus large avec les ouvriers et les paysans des armées actuellement en guerre et à obtenir, coûte que coûte, par des mesures révolutionnaires, une paix démocratique entre les peuples, sans annexions et sans contributions, sur la base du droit des nations de disposer librement d'elles-mêmes.

2. Dans ce même but, l'Assemblée constituante insiste sur la rupture complète avec la politique barbare de la civilisation bourgeoise, qui fondait la prospérité des exploiteurs, dans un petit nombre de nations élues, sur l'asservissement de centaines de millions de travailleurs en Asie, dans les colonies en général et dans les petits pays.

L'Assemblée constituante se félicite de la politique du Conseil des commissaires du peuple, qui a proclamé l'indépendance complète de la Finlande, commencé le retrait des troupes de la Perse et proclamé la liberté pour l'Arménie de disposer d'elle-même.

3. L'Assemblée constituante considère la loi soviétique de l'annulation des emprunts contractés par les gouvernements du tsar, des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie comme un premier coup porté au capital international bancaire, financier ; elle exprime la certitude que le pouvoir des Soviets marchera avec fermeté dans cette voie, jusqu'à la victoire complète de l'insurrection ouvrière internationale contre le joug du Capital.

IV. Elue sur les listes des partis établies avant la Révolution d'Octobre, alors que le peuple ne pouvait encore se dresser de toute sa masse contre les exploiteurs, alors qu'il ne connaissait pas la force de résistance avec laquelle

ils défendent leurs privilèges de classe ; alors qu'il n'avait pas encore abordé pratiquement la création de la société socialiste, l'Assemblée constituante estime qu'elle aurait absolument tort, même du point de vue formel, de s'opposer au pouvoir des Soviets.

Quant au fond, l'Assemblée constituante estime qu'aujourd'hui, au moment où le peuple livre la bataille définitive à ses exploiteurs, il ne peut y avoir place pour eux dans aucun des organes du pouvoir. Le pouvoir doit appartenir entièrement et exclusivement aux masses laborieuses et à leur représentation plénipotentiaire, les Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans.

Donnant son appui au pouvoir des Soviets et aux décrets du Conseil des commissaires du peuple, l'Assemblée constituante considère que sa mission se borne à établir les bases fondamentales de la transformation socialiste de la société.

En même temps, désireuse de créer une alliance effectivement libre et volontaire, et par suite d'autant plus étroite et durable, entre les classes travailleuses de toutes les nations de la Russie, l'Assemblée constituante borne sa tâche à l'établissement des principes fondamentaux de la Fédération des Républiques soviétiques de Russie, en laissant aux ouvriers et aux paysans de chaque nation la liberté de décider en toute indépendance, dans leur propre congrès des Soviets investi des pleins pouvoirs, s'ils désirent et sous quelles conditions participer au gouvernement fédéral et aux autres institutions soviétiques fédérales.

Publié dans la Pravda, n° 2, le 17 (4) janvier 1918.

PROJET DE DÉCRET SUR LA DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE[40]

La révolution de Russie a, dès son origine, mis en avant les Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, comme organisation de masse de toutes les classes laborieuses et exploitées, la seule capable de diriger la lutte de ces classes pour leur complet affranchissement politique et économique.

Pendant toute la première période de la révolution russe, les Soviets se sont multipliés, ont grandi et pris de la vigueur, en se dégageant, par leur propre expérience, des illusions de la politique d'entente avec la bourgeoisie, des formes trompeuses du parlementarisme démocratique bourgeois ; ils en arrivèrent pratiquement à cette conclusion que, sans rompre avec ces formes et avec toute politique d'entente, il est impossible d'affranchir les classes opprimées. Cette rupture fut la Révolution d'Octobre, qui a remis tout le pouvoir entre les mains des Soviets.

L'Assemblée constituante élue sur les listes dressées avant la Révolution d'Octobre, était l'expression de l'ancien rapport des forces politiques, alors que le pouvoir était exercé par les conciliateurs et les cadets. En votant pour les candidats du parti socialiste-révolutionnaire, le peuple ne pouvait alors faire le choix entre les socialistes-révolutionnaires de droite, partisans de la bourgeoisie, et les socialistes-révolutionnaires de gauche, partisans du socialisme. Ainsi cette Assemblée constituante, qui devait être le couronnement de la république parlementaire bourgeoise, devait forcément se mettre en travers de la route de la Révolution d'Octobre et du pouvoir des Soviets.

La Révolution d'Octobre, en donnant le pouvoir aux Soviets et, par ces derniers, aux classes laborieuses et exploitées, a provoqué la résistance acharnée des exploiteurs et, dans la répression de cette résistance, elle s'est nettement affirmée comme le début de la révolution socialiste. Les classes laborieuses purent se rendre compte par l'expérience que le vieux parlementarisme bourgeois avait fait son temps, qu'il était absolument incompatible avec les tâches que compte la réalisation du socialisme ; que seules des institutions de classe (comme les Soviets), et non des institutions nationales, pouvaient vaincre la résistance des classes possédantes et jeter les fondements de la société socialiste. Toute renonciation, au profit du parlementarisme bourgeois et de l'Assemblée constituante, à la plénitude du pouvoir des Soviets, à la République des Soviets conquise par le peuple, constituerait aujourd'hui un pas en arrière et signifierait la faillite de toute la Révolution d'Octobre des ouvriers et des paysans.

Ces circonstances ont fait que l'Assemblée constituante réunie le 5 janvier a donné la majorité au parti des socialistes-révolutionnaires de droite, parti de Kérenski, d'Avksentiev et de Tchernov. Bien entendu, ce parti a refusé de discuter la proposition absolument précise, claire, qui n'admettait point d'équivoques, proposition émanant de l'organe suprême du pouvoir soviétique, le Comité exécutif central des Soviets : reconnaître le programme du pouvoir des Soviets, reconnaître la « Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité », reconnaître la Révolution d'Octobre et le pouvoir des Soviets. Par là, l'Assemblée constituante a rompu tout lien entre elle et la République soviétique de Russie. L'abandon d'une telle Assemblée constituante par les fractions bolchévique et socialiste-révolutionnaire de gauche, qui forment aujourd'hui, manifestement, l'immense majorité dans les Soviets et jouissent de la confiance des ouvriers et de la majorité des paysans, était inévitable.

En réalité, les partis socialiste-révolutionnaire de droite et menchévik mènent, hors de l'enceinte de l'Assemblée constituante, la lutte la plus acharnée contre le pouvoir des Soviets : ils appellent ouvertement, dans leurs organes, au renversement de ce pouvoir, ils qualifient de bon plaisir et d'arbitraire la répression, par la force des classes laborieuses, de la résistance des exploiteurs, répression nécessaire pour s'affranchir de l'exploitation ; Ils prennent la défense des saboteurs qui servent le Capital ; ils vont jusqu'à lancer des appels non déguisés à la terreur, que des « groupes inconnus » ont déjà commencé à pratiquer. Il est évident que le reste de l'Assemblée constituante ne pourrait, pour cette raison, jouer que le rôle de paravent destiné à camoufler la lutte des contre-révolutionnaires pour le renversement du pouvoir des Soviets.

C'est pourquoi le Comité exécutif central arrête :

L'Assemblée constituante est dissoute.

Publié dans les Izvestia du Comité exécutif central, n° 5, le 20 (7) janvier 1918.

THÈSES SUR LA CONCLUSION IMMÉDIATE D'UNE PAIX SÉPARÉE ET ANNEXIONNISTE

1. La situation de la révolution russe, en ce moment, est telle que presque tous les ouvriers et l'immense majorité des paysans se rallient incontestablement au pouvoir des Soviets et à la révolution socialiste commencée par lui. Le succès de la révolution socialiste en Russie est assuré pour autant.

2. D'autre part, la guerre civile provoquée par la résistance furieuse des classes possédantes, parfaitement conscientes d'avoir à livrer la dernière et décisive bataille pour le maintien de la propriété privée du sol et des moyens de production, n'a pas encore atteint son point culminant. La victoire du pouvoir des Soviets dans cette guerre est certaine ; mais il se passera nécessairement encore quelque temps, cela demandera nécessairement une assez grande tension de forces ; il y aura nécessairement une certaine période d'intense désorganisation et de chaos, dus à n'importe quelle guerre et surtout à la guerre civile, jusqu'au moment où la résistance de la bourgeoisie aura été écrasée.

3. En outre, cette résistance en ses formes moins actives et non militaires : le sabotage, la corruption des éléments déclassés, la corruption d'agents de la bourgeoisie qui s'insinuent parmi les socialistes pour perdre la cause du socialisme, etc., etc., cette résistance s'est révélée tellement opiniâtre et susceptible de revêtir des formes si variées que la lutte contre elle ne manquera pas de se prolonger quelque temps encore ; il n'est guère probable qu'elle prenne fin, en ses formes principales, avant plusieurs mois. Or, sans avoir résolument vaincu cette résistance passive et camouflée de la bourgeoisie et de ses partisans, le succès de la révolution socialiste est impossible.

4. Enfin, les tâches d'organisation qu'impose la transformation socialiste en Russie, sont si vastes et si ardues que leur accomplissement — étant donné l'abondance de compagnons de route petits-bourgeois qui suivent le prolétariat socialiste, et le faible degré de culture de ce dernier — demandera de même un temps assez long.

5. Toutes ces circonstances considérées dans leur ensemble sont telles qu'il en résulte très nettement la nécessité, pour assurer le succès du socialisme en Russie, d'un certain laps de temps — quelques mois au moins — pendant lequel le gouvernement socialiste doit avoir les mains entièrement libres pour vaincre la bourgeoisie d'abord dans son propre pays et mettre debout un travail d'organisation de masse, en largeur et en profondeur.

6. L'état présent de la révolution socialiste en Russie doit être mis à la base de toute définition des tâches internationales de notre pouvoir des Soviets, car à la quatrième année de la guerre la situation internationale est telle que l'on ne saurait absolument prévoir le moment probable de l'explosion révolutionnaire et du renversement d'un quelconque gouvernement impérialiste d'Europe (y compris le gouvernement allemand). Il est hors de doute que la révolution socialiste doit venir et viendra en Europe. Toutes nos espérances en la victoire *définitive* du socialisme sont fondées sur cette certitude et sur cette prévision scientifique. Notre action de propagande en général, et l'organisation de la fraternisation en particulier, doivent être accentuées et élargies. Mais ce serait une erreur de fonder la tactique du gouvernement socialiste de la Russie en essayant de déterminer si la révolution socialiste éclatera ou non en Europe et surtout en Allemagne dans les six mois prochains (ou à peu de chose près). Comme il est absolument impossible de déterminer cela, — toutes les tentatives de ce genre équivaudraient objectivement à un aveugle jeu de hasard.

7. Les pourparlers de paix de Brest-Litovsk ont montré nettement qu'à l'heure présente, au 7 janvier 1918, le parti militaire l'a décidément emporté au sein du gouvernement allemand (qui mène en laisse les autres gouvernements de la quadruple alliance). En réalité, ce parti a déjà adressé à la Russie un ultimatum (d'un jour à l'autre il faut s'attendre, il est nécessaire de s'attendre à ce qu'il soit officiellement signifié). Cet ultimatum porte : ou continuation de la guerre, ou paix annexionniste, c'est-à-dire à la condition que nous évacuions tous les territoires que nous avons occupés, tandis que les Allemands gardent *tous* ceux qu'ils ont occupés à leur tour et nous imposent le paiement d'une contribution (sous couleur de remboursement des frais d'entretien des prisonniers de guerre), contribution se chiffrant par 3-milliards de *roubles* environ, payables en plusieurs annuités.

8. Le gouvernement socialiste de la Russie se trouve placé devant une question de toute urgence : accepter tout de suite cette paix annexionniste ou engager aussitôt la guerre révolutionnaire. Ici pas de solution moyenne, à proprement parler. Aucun atermoiement n'est plus à envisager, car nous avons *déjà* fait tout le possible et l'impossible pour faire traîner artificiellement les négociations.

9. En examinant les arguments en faveur d'une guerre révolutionnaire immédiate, nous trouvons d'abord celui-ci : la paix séparée sera aujourd'hui, objectivement, un accord avec les impérialistes d'Allemagne, un «marché impérialiste», etc.; une telle paix serait par conséquent une rupture totale avec les principes fondamentaux de l'internationalisme prolétarien.

Mais cet argument est manifestement faux : Les ouvriers qui, perdant une grève, acceptent des conditions de reprise du travail désavantageuses pour eux et avantageuses pour les capitalistes, ne trahissent pas le socialisme. Ceux-là seuls trahissent le socialisme qui achètent des avantages pour une partie des ouvriers au prix des avantages pour les capitalistes ; seuls de tels accords sont en principe inadmissibles.

Celui qui qualifie de défensive et juste la guerre contre l'impérialisme allemand, tout en recevant en fait l'appui des impérialistes anglo-français et en cachant au peuple les traités secrets passés avec ces derniers, celui-là trahit le socialisme. Celui qui, sans rien cacher au peuple et sans passer aucun traité secret avec les impérialistes, consent à signer des conditions de paix désavantageuses pour une nation faible, mais avantageuses pour l'un des groupes impérialistes, celui-là, si en la circonstance les forces lui manquent pour continuer la guerre, ne commet pas la moindre trahison envers le socialisme.

10. Un autre argument en faveur de la guerre immédiate, *c'est* qu'en signant la paix nous devenons objectivement les agents de l'impérialisme allemand, puisque nous libérons ses troupes qui tiennent le front contre nous, ainsi que des millions de prisonniers, etc. Mais cet argument aussi est manifestement faux, car, objectivement, la guerre révolutionnaire ferait de nous en ce moment les agents de l'impérialisme anglo-français, en lui procurant les forces auxiliaires dont il a besoin pour atteindre son but. Les Anglais ont proposé tout bonnement à notre commandant en chef Krylenko, 100 roubles par mois et par soldat si la guerre continuait. Sans accepter un copeck des Anglo-Français, nous leur serions encore objectivement utiles en retenant une partie des armées allemandes.

Dans les deux cas nous ne réussissons pas à nous dégager entièrement de telle ou telle liaison impérialiste, et il est évident qu'on ne saurait s'en dégager entièrement sans renverser l'impérialisme mondial. La conclusion juste à tirer de là, c'est qu'à partir de la victoire du gouvernement socialiste dans un pays, il faut trancher les problèmes non du point de vue de la préférence à donner à tel ou tel impérialisme, mais exclusivement du point de vue des conditions les plus favorables au développement et à l'affermissement de la révolution socialiste en cours.

En d'autres termes : le principe qui doit maintenant déterminer notre tactique, ce n'est point la question de savoir quel est celui des deux impérialismes qu'on aurait avantage à soutenir aujourd'hui, mais bien quel est le moyen le plus sûr et le plus efficace d'assurer à la révolution socialiste la possibilité de s'affermir ou tout au moins de se maintenir dans un pays jusqu'au moment où d'autres pays viendront se joindre à lui.

11. On dit que les adversaires social-démocrates allemands de la guerre sont désormais des « défaitistes », et qu'ils nous demandent de ne pas céder à l'impérialisme germanique. Mais nous n'avons admis le défaitisme que par rapport à la bourgeoisie impérialiste *nationale* ; quant à la victoire sur l'impérialisme étranger, victoire obtenue en alliance nominale ou de fait avec un impérialisme « ami », nous l'avons toujours condamnée comme une méthode inadmissible en principe et, d'une façon générale, inopérante.

Cet argument n'est donc qu'une variante du précédent. Si les. social-démocrates allemands de gauche nous proposaient d'ajourner la paix séparée pour un temps *déterminé,* en nous garantissant une action révolutionnaire en Allemagne durant cet intervalle, la question *pourrait* alors se poser autrement pour nous. Mais les gauches d'Allemagne, loin de tenir ce langage, nous disent au contraire en termes formels : « Tenez tant que vous pourrez, mais décidez en tenant compte de la situation intérieure de la révolution socialiste *russe,* car on ne peut rien promettre de positif quant à la révolution allemande. »

12. On dit que nous avons nettement « promis » la guerre révolutionnaire dans diverses déclarations émanant du Parti, et que signer une paix séparée serait trahir nos engagements.

C'est faux. Nous avons parlé de la *nécessité,* pour un gouvernement socialiste à l'époque impérialiste, de « *préparer et mener* » la guerre révolutionnaire ; nous en avons parlé pour combattre le pacifisme abstrait, la théorie de la négation complète de la « défense nationale » à l'époque impérialiste, pour combattre enfin les instincts purement égoïstes d'une partie des soldats, mais nous n'avons pas pris sur nous de commencer une guerre révolutionnaire sans tenir compte des possibilités de la faire à tel ou tel moment.

Maintenant aussi nous devons absolument *préparer* la guerre révolutionnaire. Nous faisons honneur à cet engagement comme nous l'avons fait, en général, pour tous ceux que l'on pouvait remplir aussitôt : nous avons rompu les traités secrets, proposé à tous les peuples une paix juste, traîné en longueur, de toutes les manières, à maintes reprises, les pourparlers de paix, pour laisser à d'autres peuples le temps de se joindre à nous.

Mais la question de savoir si l'on peut faire *tout de suite, immédiatement,* une guerre révolutionnaire, il convient de la résoudre en tenant compte exclusivement des conditions matérielles de sa réalisation et des intérêts de la révolution socialiste en cours.

13. En résumant l'appréciation des arguments en faveur de la guerre révolutionnaire immédiate, il faut conclure que cette politique répondrait peut-être aux aspirations de l'homme à ce qui est beau, a de l'effet, de l'éclat, mais qui ne tiendrait nul compte du rapport objectif des forces de classe et des facteurs matériels dans le moment présent de la révolution socialiste en cours.

14. Il ne fait pas de doute que notre armée est en ce moment et sera dans les semaines (et probablement même dans les mois) qui viennent, absolument hors d'état de repousser avec succès une offensive allemande, 1° en raison de l'extrême fatigue et de l'épuisement de la majorité des soldats, dus à la désorganisation incroyable du ravitaillement, la relève *des* troupes surmenées, etc. ; 2° en raison de l'état déplorable des effectifs de chevaux, ce qui voue notre artillerie à une perte certaine ; 3° en raison de l'impossibilité absolue où l'on est de défendre le littoral entre Riga et Reval, ce qui est pour l'ennemi une chance certaine d'envahir le reste de la Livonie, puis l'Estonie, et de prendre à revers une grande partie de nos troupes, enfin d'enlever Pétrograd.

15. Ensuite, il est absolument hors de doute que la majorité paysanne de notre armée se prononcerait en ce moment sans réserve pour une paix annexionniste, et non pour une guerre révolutionnaire immédiate, puisque la réorganisation socialiste de l'armée, l'intégration dans ses rangs des détachements de la Garde rouge, etc. ne font que de commencer.

Ce serait tenter une aventure que de vouloir, étant donné la démocratisation complète de l'armée, faire la guerre contre la volonté de la majorité des soldats ; or, la création d'une armée socialiste ouvrière et paysanne vraiment résistante et idéologiquement ferme exige, pour le moins, des mois et des mois.

16. La paysannerie pauvre de la Russie est à même de soutenir la révolution socialiste dirigée par la classe ouvrière ; mais elle ne peut accepter tout de suite, à cette heure-ci, une guerre révolutionnaire sérieuse. Méconnaître ce rapport objectif des forces de classe dans cette question serait faire une faute irréparable.

17. La question de la guerre révolutionnaire se présente donc en ce moment de la façon suivante :

Si la révolution allemande venait à éclater et à triompher dans les trois ou quatre mois prochains, la tactique de la guerre révolutionnaire immédiate pourrait ne pas être funeste à notre révolution socialiste.

Mais si la révolution allemande ne se produit pas dans les mois qui viennent et que la guerre continue, le cours des événements sera nécessairement celui-ci : de très graves défaites obligeront la Russie de conclure une paix séparée plus désavantageuse encore, et cette paix, au lieu d'être conclue par un gouvernement socialiste, le sera par un autre (disons par le bloc de la Rada bourgeoise avec le parti de Tchernov ou quelque chose d'analogue). Car l'armée paysanne, épouvantablement surmenée par la guerre, renverserait au lendemain des premières défaites — et ce serait probablement une question de semaines et non de mois — le gouvernement ouvrier socialiste.

18. Dans ces conditions, ce serait user d'une tactique absolument inadmissible que de risquer sur une carte le destin de la révolution socialiste déjà commencée en Russie, pour la simple question de savoir si la révolution allemande éclatera très prochainement, dans un très bref délai mesuré par des semaines. Pareille tactique serait une aventure. Nous n'avons pas le droit de courir ce risque.

19. Etant donné ses conditions objectives, la révolution allemande ne sera nullement entravée si nous concluons une paix séparée. Il est probable que l'enivrement chauvin l'affaiblira pour un temps, mais la situation de l'Allemagne demeurera extrêmement grave, la guerre avec l'Angleterre et les Etats-Unis sera longue, l'impérialisme agressif est entièrement et définitivement démasqué des deux côtés. La République socialiste des Soviets de Russie restera un exemple vivant aux yeux des peuples de tous les pays et la force de propagande, de

pénétration révolutionnaire de cet exemple sera prodigieuse. Ici, régime bourgeois et guerre de conquête, entièrement démasquée, de deux groupes de forbans. Là, paix et république socialiste des Soviets.

20. En concluant une paix séparée nous nous débarrassons, autant qu'il est *possible à l'heure actuelle,* des deux groupes impérialistes ennemis, en profitant de leur hostilité et de la guerre qui les empêchent de s'entendre contre nous ; nous en profitons, et cela nous permet, pendant une certaine période, d'avoir les coudées franches pour continuer et affermir la révolution socialiste. La réorganisation de la Russie sur les bases de la dictature du prolétariat, de la nationalisation des banques et de la grande industrie, sous le régime des échanges en nature entre les villes et les sociétés de consommation des petits paysans, à la campagne, est parfaitement possible au point de vue économique, à la condition que quelques mois de travail pacifique nous soient assurés. Or une telle réorganisation rendra le socialisme invincible, et en Russie et dans le monde entier, tout en créant une solide base économique pour une puissante Armée rouge ouvrière et paysanne.

21. Une véritable guerre révolutionnaire serait en ce moment celle que la République socialiste ferait aux Etats bourgeois en se donnant nettement pour but, avec l'entière approbation de l'armée socialiste, de renverser la bourgeoisie des autres pays. Mais il est *certain* qu'au moment *actuel* nous ne pouvons encore nous assigner ce but. Nous ferions maintenant la guerre, objectivement, pour l'émancipation de la Pologne, de la Lituanie et de la Courlande. Mais aucun marxiste ne peut nier, à moins de rompre avec les principes fondamentaux du marxisme et du socialisme en général, que les intérêts du socialisme passent avant le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Notre République socialiste a fait et continue de faire tout ce qui est en son pouvoir pour que le droit de libre disposition soit une réalité pour la Finlande, l'Ukraine, etc. Mais si la situation concrète est désormais telle que l'existence de la République socialiste est aujourd'hui menacée du fait que le droit de quelques nations (Pologne, Lituanie, Courlande, etc.) à disposer d'elles-mêmes a été violé, il va de soi que le salut de la République socialiste passe avant tout. Aussi bien, celui qui dit : « Nous ne pouvons signer une paix déshonorante, infâme, etc., trahir la Pologne, et ainsi de suite», ne s'aperçoit pas qu'en faisant la paix sous réserve de libération de la Pologne, il ne ferait que renforcer *d'autant* l'impérialisme allemand contre l'Angleterre, la Belgique, la Serbie et les autres pays. Une paix conditionnée par l'affranchissement de la Pologne, de la Lituanie, de la Courlande serait une paix « patriotique » *du point de vue de la Russie,* mais n'en serait pas moins une paix *avec les annexionnistes,* avec les impérialistes allemands.

N. Lénine.
Rédigé le 20 (7) janvier 1918.
Publié le 24 février 1918, dans le n° 34 de la Pravda.

LA PATRIE SOCIALISTE EST EN DANGER !

21 février 1918.

Afin de mettre le pays épuisé et martyrisé à l'abri de nouvelles épreuves de guerre, nous avons fait un immense sacrifice, en informant les Allemands de notre acceptation de signer les conditions de paix. Le 20 (7) février, au soir, nos parlementaires ont quitté Réjitsa pour Dvinsk, mais jusqu'à présent nous sommes sans réponse. Sans doute le gouvernement allemand ne se presse pas de répondre. Manifestement, il ne veut pas faire la paix. Accomplissant la mission des capitalistes de tous les pays, le militarisme germanique entend étouffer les ouvriers et les paysans russes et ukrainiens, restituer les terres aux grands propriétaires fonciers, les fabriques et les usines aux banquiers, le pouvoir à la monarchie. Les généraux allemands veulent instaurer leur « ordre » à Pétrograd et à Kiev. La République socialiste des Soviets est en grand danger. Jusqu'à l'heure où le prolétariat d'Allemagne se lèvera et triomphera, le devoir sacré des ouvriers et des paysans de Russie est de défendre avec abnégation la République des Soviets contre les hordes de la bourgeoisie impérialiste d'Allemagne.

Le Conseil des commissaires du peuple arrête : 1° Toutes les forces et ressources du pays seront consacrées à l'œuvre de la défense révolutionnaire. 2° Tous les Soviets et organisations révolutionnaires se doivent de défendre chaque position jusqu'à la dernière goutte de sang. 3° Les organisations des chemins de fer et les Soviets qui leur sont rattachés sont tenus d'empêcher de toutes leurs forces l'ennemi de mettre à profit l'appareil des transports ferroviaires ; de détruire pendant la retraite les voies, de faire sauter et d'incendier les bâtiments de chemin de fer, d'évacuer sans délai le matériel roulant — wagons et locomotives — vers l'est, dans l'intérieur du pays. 4° Tous les stocks de blé et, en général, de vivres, de même que toutes autres valeurs qui risquent de tomber entre les mains de l'ennemi, doivent absolument être détruits. Les Soviets locaux veilleront à l'exécution de ces mesures, sous la responsabilité personnelle de leurs présidents. 5° Les ouvriers et les paysans de Pétrograd, de Kiev et de toutes les villes, bourgades, villages et hameaux situés sur la ligne du front nouveau, mobiliseront des bataillons pour creuser des tranchées sous la direction de spécialistes militaires. 6° On incorporera à ces bataillons tous les membres de la classe bourgeoise, hommes et femmes aptes au travail, sous la surveillance des gardes rouges ; les récalcitrants seraient fusillés. 7° Toutes les publications qui s'opposent à la défense révolutionnaire et prennent le parti de la bourgeoisie allemande, ainsi que celles qui cherchent à utiliser l'invasion des hordes impérialistes afin de renverser le pouvoir des Soviets, seront interdites ; on mobilisera les rédacteurs et le personnel de ces publications pour le creusement des tranchées et autres travaux de défense. 8° Les agents de l'ennemi, les spéculateurs, les pillards, les apaches, les agitateurs contre-révolutionnaires, les espions allemands, doivent être fusillés sur place.

La Patrie socialiste est en danger ! Vive la Patrie socialiste ! Vive la Révolution socialiste internationale !

Le Conseil des commissaires du peuple.
Publié dans la brochure : V. Lénine. De l'époque de la guerre civile. 1934, pp. 29-30.

CHOSE ÉTRANGE ET MONSTRUEUSE

Le 24 février 1918, le bureau de la région de Moscou de notre Parti a voté une motion de défiance au Comité central et refusé de se soumettre à ses décisions « qui seront liées à l'application des clauses du traité de paix avec l'Autriche-Allemagne » ; il a déclaré dans un « texte explicatif » de cette motion qu'il « estime qu'il n'est guère possible d'éviter une scission prochaine du Parti ». *[Voici le texte intégral de la résolution : « Après avoir délibéré sur l'activité du Comité central, le bureau de la région de Moscou du P.O.S.D.R. marque sa défiance à l'égard du Comité central, en raison de sa ligne politique et de sa composition ; H insistera à la première occasion sur son renouvellement. De plus, le bureau de la région de Moscou ne se considère pas obligé de se soumettre obligatoirement aux décisions du Comité central, décisions qui seront liées à l'application des clauses du traité de paix avec l'Autriche-Allemagne. » La résolution fut adoptée à l'unanimité.]*

Tout ceci n'a rien de monstrueux, ni même d'étrange. Il est tout à fait naturel que des camarades qui sont en désaccord marqué avec le Comité central sur la question d'une paix séparée, lui adressent un blâme catégorique et expriment la conviction qu'une scission est inévitable. C'est là le droit très légitime des membres du Parti, et cela se conçoit parfaitement.

Mais voilà de l'étrange et du monstrueux. La motion est suivie d'un « texte explicatif ». Nous le reproduisons en entier :

> « Le bureau de la région de Moscou estime qu'il n'est guère possible d'éviter une scission prochaine du Parti et il s'assigne pour tâche de contribuer au groupement de tous les éléments communistes révolutionnaires conséquents, qui luttent à la fois contre les partisans de la paix séparée et contre tous les éléments opportunistes modérés du Parti. *Dans l'intérêt de la révolution internationale, nous estimons opportun d'admettre la perte éventuelle du pouvoir soviétique, qui devient désormais purement formel.* Comme par le passé, nous voyons notre tâche essentielle dans la diffusion des idées d'une révolution socialiste dans tous les autres pays, dans l'application décidée de la dictature ouvrière, dans la répression impitoyable de la contre-révolution bourgeoise en Russie. »

Nous soulignons ici les mots qui sont... étranges et monstrueux.

Le nœud de la question est en ces mots.

Ils poussent à l'absurde la ligne politique des auteurs de la résolution. Ils font ressortir avec une netteté extraordinaire la cause profonde de leur erreur.

« Dans l'intérêt de la révolution internationale il est opportun d'admettre la perte éventuelle du pouvoir des Soviets »... C'est étrange, car il n'y a pas même de lien entre les prémisses et la déduction. « Dans l'intérêt de la révolution internationale il est opportun d'admettre une *défaite militaire* du pouvoir des Soviets », une thèse ainsi conçue serait vraie ou fausse, mais on ne pourrait pas la qualifier d'étrange. Premier point.

En second lieu : le pouvoir des Soviets « devient désormais purement formel». Voilà qui n'est plus seulement étrange, mais franchement monstrueux. Il est évident que nos auteurs se sont jetés dans une confusion inextricable. Force nous est de débrouiller l'écheveau.

Sur le premier point, les auteurs pensent évidemment qu'il est opportun dans l'intérêt de la révolution internationale d'admettre une défaite militaire éventuelle, qui entraînerait la perte du pouvoir des Soviets, c'est-à-dire la victoire de la bourgeoisie en Russie. En émettant cette idée, nos auteurs reconnaissent indirectement la justesse de ce que j'ai dit dans mes thèses (du 7 janvier 1918, publiées dans la *Pravda* du 24 février), à savoir que la non-acceptation des conditions de la paix offerte par l'Allemagne conduirait !a Russie à la défaite et au renversement du pouvoir des Soviets.

Ainsi, *la raison finit toujours par avoir raison [En français dans le texte. (N. du Trad.)],* la vérité l'emporte toujours ! Mes adversaires « extrêmes » de Moscou, qui nous menacent d'une scission, ont dû — justement parce qu'ils ont poussé ouvertement les choses jusqu'à la scission, — préciser aussi jusqu'au bout leurs considérations *concrètes,* celles-là mêmes que préfèrent éluder les gens qui s'en tiennent quittes avec des généralités sur la guerre révolutionnaire. L'objet essentiel de mes thèses et de mes arguments (quiconque voudra lire attentivement mes thèses du 7 janvier 1918 s'en rendra compte) est de montrer la nécessité d'accepter une paix archi-pénible *aujourd'hui,* à la minute présente, tout en *préparant* sérieusement la guerre révolutionnaire (et d'ailleurs

précisément *dans l'intérêt* de cette préparation sérieuse). Ceux qui se sont contentés de généralités sur la guerre révolutionnaire, ont éludé ou n'ont pas remarqué, ils n'ont pas voulu remarquer le fond même de mon argumentation. Et je dois maintenant remercier de tout cœur mes adversaires « extrêmes », les Moscovites, d'avoir rompu la « conspiration du silence » sur le *fond* de mon argumentation. Les Moscovites y ont répondu les *premiers.*

Et quelle a été leur réponse ?

Leur réponse *reconnaît* la *justesse* de mon argument *concret.* — Oui, les Moscovites en conviennent, nous irions réellement à une défaite si nous consentions aujourd'hui à nous battre avec les Allemands. *[L'argument contraire, qu'il était de toute façon impossible de décliner le combat, est réfuté par les faits : mes thèses étaient lues le 8 janvier ; nous pouvions avoir la paix pour le 15 janvier. Une trêve nous eût été certainement assurée (la moindre trêve aurait eu pour nous une immense importance, tant matérielle que morale, car l'Allemand eût dû déclarer une nouvelle guerre), n'eût été... n'eût été la phrase révolutionnaire.]* Oui, cette défaite aboutirait réellement à la chute du pouvoir des Soviets.

Encore et encore une fois, je remercie de tout cœur mes adversaires « extrêmes », les Moscovites, d'avoir rompu la « conspiration du silence » sur le fond de mon argumentation, c'est-à-dire sur mes indications *concrètes* touchant les conditions de la guerre au cas où nous l'accepterions de suite ; et je les remercie d'avoir hardiment reconnu la justesse de mes indications concrètes.

Poursuivons. En quoi consiste donc la réfutation de mes arguments dont les Moscovites ont dû, quant au fond, reconnaître la justesse ?

C'est *qu'il faut,* dans l'intérêt de la révolution internationale, accepter la perte du pouvoir des Soviets.

Pourquoi les intérêts de la révolution internationale l'exigent-ils ? Là est le nœud, le fond même de l'argumentation de ceux qui voudraient me réfuter. Et c'est justement sur ce point capital, décisif, essentiel, qu'on ne souffle mot ni dans la résolution ni dans le texte explicatif. Les auteurs de la résolution ont trouvé le temps et le lieu de parler de ce qui est universellement connu et indiscutable : et de la « répression impitoyable de la contre-révolution bourgeoise en Russie » (par les moyens et méthodes d'une politique conduisant à la perte du pouvoir des Soviets ?), et de la lutte contre tous les éléments opportunistes modérés du Parti. Quant à ce qui est justement discutable, quant aux problèmes concernant précisément la position même des adversaires de la paix, pas une syllabe !

C'est étrange, singulièrement étrange. Les auteurs de la résolution n'ont-ils pas gardé le silence sur ce point parce qu'ils s'y sentaient particulièrement faibles ? Dire clairement *pourquoi* (les intérêts de la révolution internationale l'exigent), serait vraisemblablement se démasquer soi-même...

Quoi qu'il en soit, nous avons à *rechercher* les raisons qui *ont pu* guider les auteurs de la résolution.

Peut-être pensent-ils que les intérêts de la révolution internationale interdisent toute paix, quelle qu'elle soit, avec les impérialistes ? Cette opinion émise dans une réunion de Pétrograd par certains adversaires de la paix, n'a été soutenue que par une infime partie de ceux qui s'élevaient contre la paix séparée. Il est évident que cette opinion conduit à nier l'utilité des pourparlers de Brest-Litovsk, à nier la paix, « même » si la Pologne, la Lettonie et la Courlande devaient nous être restituées. La fausseté d'idées semblables (repoussées, par exemple, par la majorité des adversaires pétersbourgeois de la paix) saute aux yeux. La République socialiste, entourée de puissances impérialistes, ne pourrait, de ce point de vue, passer aucun accord économique, ne pourrait pas exister, à moins de s'envoler dans la lune.

Peut-être nos auteurs s'imaginent-ils que les intérêts de la révolution internationale commandent *qu'on la stimule,* et que la guerre seule pourrait être ce stimulant, tandis que la paix donnerait au contraire aux masses le sentiment d'une sorte de « légitimation » de l'impérialisme ? Une telle « théorie » serait en contradiction flagrante avec le marxisme, qui a toujours nié qu'on pût « stimuler » les révolutions, lesquelles se développent au fur et à mesure que s'aggravent les antagonismes de classes qui les engendrent. Soutenir une pareille théorie équivaudrait à affirmer que l'insurrection armée est une forme de lutte obligatoire toujours et en toutes circonstances. En réalité, les intérêts de la révolution internationale commandent que le pouvoir des Soviets, qui a renversé la bourgeoisie dans le pays, *vienne en aide* à cette révolution, mais en choisissant des *formes* d'assistance proportionnées à ses

forces. Aider la révolution socialiste à l'échelle internationale en admettant une défaite éventuelle de cette révolution dans un pays *donné,* cette opinion-là ne dérive même pas de la théorie des stimulants.

Peut-être les auteurs de la résolution pensent-ils que la révolution a déjà commencé en Allemagne, qu'elle y revêt déjà le caractère d'une guerre civile nationale déclarée, et que nous devons par suite consacrer nos forces à aider les ouvriers allemands, périr nous-mêmes (« la perte du pouvoir des Soviets »), *en sauvant* la révolution allemande qui livre déjà la bataille décisive et s'expose aux coups les plus rudes ? De ce point de vue, nous détournerions, en succombant, une partie des forces de la contre-révolution allemande, et nous sauverions ainsi la révolution allemande.

Avec de semblables prémisses, on conçoit très bien qu'il serait non seulement « conforme aux intérêts » (comme l'ont dit les auteurs de la résolution), mais même absolument *obligatoire* d'admettre la défaite éventuelle et la perte éventuelle du pouvoir des Soviets. Mais il est évident que nous ne sommes pas en présence de ces prémisses. La révolution allemande mûrit, mais, chose certaine, c'est qu'elle n'a pas encore éclaté, elle n'en est pas encore à la guerre civile en Allemagne. Nous ne contribuerions manifestement pas à la maturation de la révolution allemande, nous l'*empêcherions* au contraire en « admettant la perte éventuelle du pouvoir des Soviets ». Nous aiderions ainsi la réaction allemande, nous ferions son jeu, nous entraverions le mouvement socialiste en Allemagne, nous détournerions du socialisme les grandes masses de prolétaires et de semi-prolétaires d'Allemagne qui ne sont pas encore venues au socialisme, et que l'anéantissement de la Russie des Soviets effraierait, comme celui de la Commune de 1871 effraya les ouvriers anglais.

On aura beau faire, la logique est ce qui manque dans le raisonnement de nos auteurs. Pas d'arguments raisonnables en faveur de cette affirmation qu'il est « conforme aux intérêts de la révolution internationale d'admettre la perte éventuelle du pouvoir des Soviets ».

« Le pouvoir des Soviets devient désormais purement formel », telle est l'affirmation monstrueuse à laquelle en arrivent, nous l'avons vu, les auteurs de la résolution de Moscou.

Du moment, disent-ils, que les impérialistes allemands lèveront tribut sur nous ; du moment qu'ils nous interdiront la propagande et l'agitation contré l'Allemagne, le pouvoir des Soviets perd de ce fait sa signification, « devient purement formel ». Telle est vraisemblablement la « pensée » des auteurs de la résolution. Nous disons « vraisemblablement », car ils ne donnent rien de clair et de précis à l'appui de la thèse que nous examinons.

Un état d'esprit empreint du plus profond, du plus irréductible pessimisme, un sentiment de désespoir sans bornes, tel est le contenu de la « théorie » sur la signification soi-disant formelle du pouvoir des Soviets et sur la possibilité d'une tactique admettant la perte éventuelle de ce pouvoir. Quoi qu'on fasse, pas de salut ; périsse même le pouvoir des Soviets ! — tel est le sentiment qui a dicté cette monstrueuse résolution. Les arguments pseudo-« économiques », dont on pare quelquefois ces idées, se réduisent au même pessimisme irréductible. Il s'agit bien de la république des Soviets, quand on peut nous faire payer un tribut comme celui-ci, et comme celui-là et comme cet autre encore !

Rien que du désespoir : on est perdu de toute façon !

Sentiment compréhensible, étant donné la situation archi-difficile de la Russie. Mais pas « compréhensible » chez des révolutionnaires conscients. Il est caractéristique précisément en ce qu'il pousse à l'absurde les idées des Moscovites. Les Français de 1793 n'eussent jamais dit que leurs conquêtes, la république et la démocratie, devenaient purement formelles et qu'il fallait admettre la perte éventuelle de la république. Ils étaient pleins non de désespoir, mais de confiance en la victoire. Prêcher la guerre révolutionnaire et en même temps, dans une résolution officielle, « admettre la perte éventuelle du pouvoir des Soviets », c'est se démasquer à fond.

Au début du XIX^{e} siècle, pendant les guerres napoléoniennes, la Prusse et divers autres pays connurent des défaites, invasions, humiliations, oppressions étrangères incomparablement, infiniment plus lourdes, plus écrasantes que la Russie de 1918. Et pourtant les meilleurs hommes de la Prusse, quand Napoléon faisait peser sur eux une botte militaire cent fois plus lourde que celle qui pèse maintenant sur nous, ne désespéraient pas, ne parlaient pas de signification « purement formelle » de leurs institutions politiques nationales. Ils ne jetaient pas le manche après la cognée, ils ne cédaient pas à ce sentiment qu'« on est perdu de toute façon ». Ils signaient des traités de paix infiniment plus pénibles, plus féroces, plus déshonorants, plus oppressifs que celui de Brest-Litovsk. Ils savaient attendre ensuite, ils subissaient stoïquement le joug de l'envahisseur, recommençaient la

guerre, retombaient sous le joug du conquérant, signaient à nouveau des traités de paix infâmes et pires encore, se relevaient à nouveau, et *ils s'affranchirent finalement* (non sans avoir mis à profit les discordes entre les plus forts envahisseurs concurrents).

Pourquoi pareille chose ne se répéterait-elle pas dans notre histoire ?

Pourquoi tomber dans le désespoir et écrire des résolutions véritablement plus déshonorantes que la plus déshonorante paix, des résolutions sur « le pouvoir des Soviets qui devient purement formel » ?

Pourquoi les plus lourdes défaites militaires subies dans la lutte contre les colosses de l'impérialisme moderne ne pourraient-elles pas, en Russie également, retremper le caractère du peuple, renforcer la discipline librement consentie, tuer la vantardise et la phrase, enseigner la fermeté, amener les masses à la bonne tactique des Prussiens écrasés par Napoléon : signe les traités de paix les plus infamants tant que tu n'as pas d'armée, rassemble tes forces et lève-toi ensuite encore et encore ?

Pourquoi le premier traité de paix infiniment lourd nous plongerait-il dans le désespoir, quand d'autres peuples ont su endurer stoïquement des calamités encore pires ?

Est-ce la fermeté du prolétaire qui sait qu'il faut se soumettre quand les forces manquent, et qui ensuite sait néanmoins se soulever encore et encore, coûte que coûte, en accumulant des forces, *quelles que soient* les conditions, — est-ce bien la fermeté du prolétaire qui correspond à cette tactique du désespoir, ou n'est-ce pas plutôt la veulerie du petit bourgeois qui, incarné chez nous par le parti des socialistes-révolutionnaires de gauche, détient le record de la phrase sur la guerre révolutionnaire ?

Non, chers camarades Moscovites « extrêmes » ! Chaque jour d'épreuve éloignera de vous justement les ouvriers les plus conscients et les plus fermes. Le pouvoir des Soviets, diront-ils, *loin de devenir* purement formel quand l'envahisseur, occupant Pskov, nous fait payer un tribut de 10 milliards en blé, minerais, argent, *ne le deviendra pas* non plus même quand l'ennemi, arrivé à Nijni-Novgorod et à Rostov-sur-Don, nous fera payer un tribut de 20 milliards.

Jamais aucune invasion étrangère ne rendra « purement formelle » une institution politique populaire (et le pouvoir des Soviets *n'est pas* seulement une institution politique infiniment plus haute que toutes celles que connaisse l'histoire). Au contraire, l'invasion étrangère ne fera qu'affermir les sympathies populaires pour le pouvoir des Soviets, si... s'il ne se lance pas dans une politique d'aventure.

Le refus de signer la paix la plus infâme, quand on n'a pas d'armée, est une aventure qui permettrait au peuple d'en rendre responsable le gouvernement qui aurait opposé ce refus.

L'histoire connaît des exemples de signature d'une paix infiniment plus lourde et plus déshonorante que celle de Brest-Litovsk (voir plus haut), et qui n'a pas amené la perte du prestige du pouvoir, ne l'a pas rendu formel, n'a ruiné ni le pouvoir ni le peuple, mais a aguerri le peuple, lui a *enseigné* la science ardue et difficile, qui est de former une armée sérieuse même dans des conditions désespérément difficiles, sous le talon du conquérant.

La Russie s'achemine vers une nouvelle et véritable guerre nationale, vers la guerre pour le maintien et l'affermissement du pouvoir des Soviets. Il se peut qu'une autre époque — comme il y eut l'époque des guerres napoléoniennes — soit celle des *guerres* libératrices (des guerres précisément, et non d'une seule guerre) imposées par les envahisseurs à la Russie des Soviets. Cela est possible.

Et c'est pourquoi, ce qui est plus infamant que n'importe quelle paix lourde et archi-lourde dictée, par l'absence d'armée, — ce qui est plus infamant que n'importe quelle paix déshonorante, c'est l'infamant désespoir. Dix traités archi-lourds ne nous feront pas périr si nous nous comportons *avec sérieux* envers la guerre et l'insurrection. Nous ne périrons pas sous les coups de l'envahisseur, si nous ne nous abandonnons pas au désespoir et à la phrase.

N. Lénine.
Publié le 28 février et le 1er mars 1918, dans les nos 37 et 38 de la Pravda.

SUR LE TERRAIN PRATIQUE

L'essor révolutionnaire provoqué par l'incursion traîtresse des gardes blancs allemands contre la révolution russe est un fait acquis. Des télégrammes nous parviennent de toutes parts, attestant la volonté de défendre lé pouvoir des Soviets et de se battre jusqu'au dernier homme. On ne pouvait pas s'attendre à une autre attitude envers son pouvoir ouvrier et paysan.

Mais l'enthousiasme seul ne suffit pas pour faire la guerre contre un adversaire tel que l'impérialisme allemand. Il serait outrageusement naïf et même criminel de traiter avec légèreté cette guerre *véritable, tenace* et *sanglante.*

Il faut faire la guerre sérieusement ou ne pas la faire du tout. Pas de milieu. Du moment que les impérialistes allemands nous l'imposent, notre devoir sacré est de bien juger notre situation, d'inventorier nos forces, de vérifier le mécanisme économique. Tout cela doit s'effectuer avec la rapidité du temps de guerre, car en vérité tout retard dans notre situation actuelle « équivaut à la mort ». Annibal est à nos portes ! Nous ne devons pas l'oublier une minute.

Pour faire la guerre *sérieusement,* il faut un arrière solidement organisé. L'armée la meilleure, les hommes les plus dévoués à la révolution seront aussitôt exterminés par l'ennemi s'ils sont insuffisamment armés, ravitaillés et instruits. Ceci se passe de commentaires.

Dans quelle situation se trouve l'arrière de notre armée révolutionnaire ? Dans la situation la plus lamentable, pour ne pas dire plus. La guerre précédente a définitivement désorganisé nos transports, dérangé les échanges entre la ville et la campagne, ce qui a pour conséquence directe et immédiate la famine dans les grandes villes.

Sous les coups de l'ennemi, notre armée se réorganise de la façon la plus radicale. L'ancienne armée qui connaissait les conditions de la guerre moderne n'existe plus. Epuisée à fond par la guerre précédente, mortellement accablée par trois années et demie de séjour dans les tranchées, elle ne représente plus au point de vue de sa valeur militaire qu'une grandeur égale à zéro. L'Armée rouge est incontestablement un magnifique matériel de combat, mais un matériel à l'état brut, pas encore travaillé. Si l'on ne veut pas en faire de la chair à canon pour l'artillerie allemande, il faut l'instruire, la discipliner.

Les difficultés sont énormes. Tous les Soviets locaux doivent immédiatement, à la suite du télégramme attestant leur volonté de se battre contre l'ennemi extérieur, nous faire savoir combien de wagons de blé ils ont expédié à Pétrograd, quelle quantité de troupes ils peuvent envoyer sans délai au front, quelle quantité de soldats rouges apprennent le maniement des armes. Toutes les armes et toutes les munitions doivent être recensées, il faut se remettre immédiatement à la fabrication d'armes et de munitions. Les chemins de fer doivent être débarrassés des méchotchniki[41] et des voyous. La discipline révolutionnaire la plus sévère doit être partout rétablie. Ce n'est qu'en observant *toutes* ces conditions qu'on pourra parler *sérieusement* de la guerre. Sinon tous les propos sur « la guerre la plus révolutionnaire » ne seront qu'une *phrase.* Or la phrase est toujours nuisible ; elle peut en ce moment critique jouer un rôle fatal.

J'ai la conviction profonde que notre révolution viendra à bout des difficultés colossales d'aujourd'hui. Elle a déjà réalisé un effort considérable, mais pour faire aboutir notre tâche il faut déployer encore plus d'énergie.

Alors seulement nous vaincrons.

Publié le 1er mars 1918, dans le n° 38 de la Pravda.

LEÇON SÉRIEUSE ET SÉRIEUSE RESPONSABILITÉ

Nos tristes « hommes de gauche », qui publient depuis hier leur propre journal *le Communiste* (on ferait bien d'ajouter : communiste de l'époque d'avant Marx), se dérobent à la leçon et aux leçons de l'histoire, ils se dérobent à leur propre responsabilité.

Vaines dérobades. Ils ne réussiront pas à se dérober.

Ils se mettent en quatre, ils accumulent dans les journaux des colonnes sans nombre, ils peinent à la sueur de leur front, ils n'épargnent pas « même » l'encre d'imprimerie pour présenter la « théorie » de la « trêve » comme une « théorie » mauvaise et sans objet.

Hélas ! Leurs efforts sont impuissants à démentir les faits. Les faits sont têtus, dit avec raison un proverbe anglais. C'est un fait que depuis le 3 mars une heure de l'après-midi, où les Allemands ont cessé les opérations militaires, jusqu'au 5 mars 7 heures de soir, où j'écris ces lignes, nous bénéficions d'une trêve, et que nous avons *déjà* profité de ces deux jours pour assurer la défense *effective* (se traduisant par des actes, et non par des phrases) de la patrie socialiste. C'est là un fait qui deviendra chaque jour plus évident pour les masses. C'est un fait qu'au moment où l'armée du front, incapable de se battre, se sauve dans la panique en abandonnant ses canons et sans avoir le temps de faire sauter les ponts, la défense de la patrie et *l'augmentation* de sa capacité de résistance ne sont point des bavardages sur la guerre révolutionnaire (le bavardage devant la fuite panique de l'armée, dont les partisans de la guerre révolutionnaire *n'ont pas su retenir un seul* détachement, est tout bonnement une honte). C'est une retraite en bon ordre pour le salut des restes de l'armée, chaque jour de trêve étant utilisé à cette fin.

Les faits sont têtus.

Nos tristes « hommes de gauche » en se dérobant aux faits, à leurs enseignements, au problème des responsabilités, s'efforcent de *cacher* aux lecteurs un passé récent, encore présent à l'esprit, d'une importance historique, qu'ils *escamotent* en invoquant un passé depuis longtemps révolu et sans importance. Exemple : K. Radek rappelle dans un article ce qu'il avait écrit en décembre (en décembre !) sur la nécessité d'aider l'armée à tenir : il l'écrivait dans un « mémoire adressé au Conseil des commissaires du peuple ». Ce mémoire, je n'ai pas eu l'occasion de le lire, et je me demande pourquoi Karl Radek ne le publie pas *en entier.* Pourquoi n'explique-t-il pas net et clair ce qu'il entendait précisément alors par une « paix de compromis » ? Pourquoi ne se souvient-il pas d'un passé plus récent, où il exposait dans la *Frauda* son illusion (la pire de toutes) sur la possibilité de conclure la paix avec les impérialistes allemands à la condition que la Pologne nous fût restituée ? Pourquoi ?

Parce que les tristes « hommes de gauche » sont obligés d'estomper les faits qui montrent *leurs* responsabilités à *eux,* « hommes de gauche », car ils ont semé des illusions qui avaient *aidé* en fait les impérialistes allemands et *entravé* le progrès et le développement de la révolution en Allemagne.

N. Boukharine tente même de nier aujourd'hui que lui et ses amis aient affirmé que les Allemands ne pourraient pas prendre l'offensive. Très nombreux sont ceux qui savent pourtant que c'est un fait que Boukharine et ses amis l'ont affirmé ; qu'ils ont, en semant cette illusion, *aidé* l'impérialisme allemand *et empêché* la croissance de la révolution allemande, désormais affaiblie parce qu'on a pris à la république des Soviets de Grande-Russie, — lors de la fuite panique de l'armée paysanne, — des milliers et des milliers de canons, des centaines et des centaines de millions de richesses. Je l'avais prédit avec clarté et précision, dans mes thèses du 7 janvier. Si N. Boukharine doit maintenant « se désavouer », tant pis pour lui. Tous ceux qui se rappellent ses propos et ceux de ses amis sur l'impossibilité pour les Allemands de prendre l'offensive, hausseront les épaules en voyant N. Boukharine « désavouer » ses propres paroles.

Et pour ceux qui ne s'en souviennent pas, pour ceux qui ne les ont pas entendues, nous invoquerons un document autrement précieux, intéressant et instructif à *l'heure présente,* que les écrits de décembre de K. Radek. Ce document, que les « hommes de gauche » ont malheureusement caché à leurs lecteurs, donne le résultat des votes 1° à la conférence du 21 janvier 1918 qui réunissait le Comité central de notre Parti et l'actuelle opposition de « gauche », et 2° le vote au Comité central du 17 février 1918.

Le 21 janvier 1918, sur la question de savoir s'il fallait rompre aussitôt les négociations avec les Allemands, Stoukov fut seul (parmi les collaborateurs du lamentable journal de gauche *le Communiste)* à voter *pour.* Tous les autres votèrent contre.

Sur la question de savoir s'il serait *admissible* de signer une paix annexionniste au cas où les Allemands rompraient les pourparlers ou adresseraient un ultimatum, seuls Obolenski (quand donc seront publiées « ses » thèses ? pourquoi *le Communiste* n'en dit-il rien ?) et Stoukov votèrent *contre.* Tous les autres volèrent *pour.*

Sur la question de savoir s'il *faudrait* en pareil cas signer la paix offerte, ne votèrent *contre* que Obolenski et Stoukov. Les autres « hommes de gauche » *s'abstinrent* !! C'est un fait.

Le 17 février 1918, sur la question de savoir qui est pour la guerre révolutionnaire, Boukharine et Lomov, « la question étant ainsi posée, refusent de participer au vote». Personne ne vote *pour.* C'est un fait !

Sur la question de savoir s'il faut « attendre, pour reprendre les pourparlers de paix, que l'offensive allemande se soit manifestée à un degré suffisant (c'est comme je vous le dis !) et que son influence sur le mouvement ouvrier allemand se soit précisée », les collaborateurs actuels de l'organe de « gauche », Boukharine, Lomov et Ouritski votent *pour.*

Sur la question de savoir : « Ferons-nous la paix si l'offensive allemande est un fait et s'il ne se produit pas d'essor révolutionnaire en Allemagne et en Autriche », Lomov, Boukharine et Ouritski *s'abstiennent.*

Les faits sont têtus. Or les faits disent que Boukharine niait la possibilité de l'offensive allemande, semait des illusions, *aidait en fait,* contre son gré, les impérialistes allemands et *entravait* le développement de la révolution allemande. Voilà ce qu'est au fond la phrase révolutionnaire. Il s'est trompé de porte.

N. Boukharine me reproche de ne pas examiner concrètement les conditions de la paix actuelle. Il n'est pourtant pas difficile de comprendre que mon argumentation n'avait et n'a, quant au fond, nul besoin de cet examen. Il m'a suffi de prouver que le vrai dilemme, et nullement imaginaire, est celui-ci : ou souscrire à ces conditions, qui nous laissent une trêve de quelques jours au moins, ou accepter la situation de la Belgique et de la Serbie. Cela Boukharine ne l'a pas réfuté, du moins pour Pétrograd. Son collègue M. N. Pokrovski l'a reconnu.

Et si les nouvelles conditions de paix sont plus mauvaises, plus lourdes, plus humiliantes que les mauvaises, lourdes et humiliantes conditions de Brest-Litovsk, *nos tristes hommes de gauche,* Boukharine, Lomov, Ouritski et C^{ie} *en sont responsables* devant la grande république des Soviets de Russie. C'est un fait historique démontré par les votes dont j'ai parlé plus haut. Aucune dérobade ne vous permettra d'échapper à ce fait. On vous *offrait* les conditions de Brest-Litovsk, vous avez répondu par des fanfaronnades et des rodomontades qui ont *aggravé* ces conditions. C'est un fait. Et vous ne pourrez en décliner la responsabilité.

Mes thèses du 7 janvier 1918 prédisent avec une netteté parfaite, qu'en raison de l'état de notre armée (état que ne pouvaient pas modifier les phrases « *contre* » les masses paysannes fatiguées), la Russie *devrait,* si elle n'acceptait pas la paix de Brest-Litovsk, conclure une paix séparée *pire encore.*

Les « hommes de gauche » sont tombés au piège de la bourgeoisie russe, qui *avait besoin* de nous jeter dans la guerre *la plus* désavantageuse pour nous.

Que les « socialistes-révolutionnaires de gauche », partisans de la guerre *en ce moment-ci,* se soient manifestement séparés de la paysannerie, c'est un fait. Et ce fait atteste que la politique des socialistes-révolutionnaires de gauche *n'est pas sérieuse,* comme ne l'était pas davantage la politique « révolutionnaire » en apparence de tous les socialistes-révolutionnaires dans l'été de 1917.

Que les ouvriers les plus conscients et les plus avancés secouent rapidement la griserie de la phrase révolutionnaire, c'est ce que montre l'exemple de Pétrograd et de Moscou. A Pétrograd les meilleurs quartiers ouvriers, ceux de Vyborg et de Vassili-Ostrov, sont déjà dégrisés. Le Soviet des députés ouvriers de Pétrograd n'est pas pour la guerre *immédiate,* il a compris la nécessité de la *préparer,* et il la prépare. Les adversaires de la phrase révolutionnaire l'ont déjà emporté à Moscou, à la conférence de l'organisation bolchévique de cette ville, les 3 et 4 mars 1918.

A quel monstrueux aveuglement en sont arrivés les « hommes de gauche », c'est ce que montre une phrase d'un article de Pokrovski : « S'il faut faire la guerre, c'est *maintenant* » (souligné par Pokrovski)... « maintenant que — écoutez, écoutez ! — l'armée russe n'a pas encore été démobilisée jusqu'à ses unités de formation récente. »

Quiconque ne se détourne pas des faits sait que *notre armée non démobilisée* a été, en février 1918, le plus grand obstacle à toute résistance aux Allemands en Grande-Russie, en Ukraine et en Finlande. C'est un fait. Car elle ne pouvait pas ne pas fuir dans la panique et entraîner à sa suite les détachements de soldats rouges.

Quiconque veut profiter des leçons de l'histoire, en revendiquer la responsabilité, ne pas s'en détourner, songera au moins aux guerres de Napoléon I^{er} avec l'Allemagne.

La Prusse et l'Allemagne ont à plusieurs reprises conclu avec l'envahisseur des traités de paix *dix fois* plus lourds et plus humiliants (que le nôtre), jusqu'à admettre la police étrangère, jusqu'à s'engager à soutenir, en fournissant des troupes, les campagnes de conquêtes de Napoléon I^{er}. Dans ses traités avec la Prusse, Napoléon I^{er} déchirait et démembrait l'Allemagne avec dix fois plus de violence que Hindenbourg et Guillaume n'en mettent à nous accabler maintenant. Et il se trouvait pourtant des hommes, en Prusse, qui, au lieu de faire les fanfarons, signaient ces traités de paix archi-« déshonorants », les signaient parce qu'ils n'avaient pas d'armée, acceptaient des conditions dix fois plus accablantes et plus humiliantes, et puis se levaient *quand même* pour l'insurrection et la guerre. Et non pas une fois, mais maintes fois. L'histoire connaît plusieurs de ces traités de paix et de ces guerres. Plusieurs exemples de trêves. Plusieurs nouvelles déclarations de guerre par l'envahisseur. Plusieurs exemples d'alliance entre nation opprimée et nation oppressive, rivale de la nation conquérante et tout aussi conquérante qu'elle (avis aux partisans de la « guerre révolutionnaire » *sans* recourir à l'aide des impérialistes !).

Ainsi allait l'histoire.

Il en fut ainsi. Il en sera de même. Nous sommes entrés dans la période d'une *succession* de guerres. Nous allons vers une nouvelle guerre pour le *salut de la patrie.* Nous y viendrons dans les conditions de la révolution socialiste qui mûrit. Et dans cette voie difficile le prolétariat russe et la révolution russe sauront se guérir des fanfaronnades et de la phrase révolutionnaire, ils sauront accepter les traités de paix archi-accablants, ils sauront se relever à nouveau.

Nous avons conclu une *paix de Tilsit.* Nous arriverons aussi à notre victoire, à notre libération, comme les Allemands, après la paix de Tilsit en 1807-1810, se sont libérés de Napoléon en 1813-1814. L'intervalle qui sépare notre paix de Tilsit de notre libération sera probablement plus court, car l'histoire chemine plus vite.

Assez de fanfaronnades ! Pour un travail sérieux, pour la discipline et l'organisation !

Publié le 6 mars 1918, dans le n° 42 de la Pravda.
N. Lénine.

RAPPORT SUR LA GUERRE ET LA PAIX, PRÉSENTÉ AU VII[e] CONGRÈS DU P. C. R. (b), LE 7 MARS 1918

Le rapport politique pourrait comporter rémunération des mesures prises par le Comité central ; mais ce qu'il faut pour le moment présent, ce n'est pas un rapport de cette nature, mais un aperçu sur toute notre révolution dans son ensemble ; seul un tel aperçu nous permettra d'assigner une base marxiste à toutes nos décisions. Nous aurons à examiner le cours antérieur du développement de la révolution et à éclairer les raisons qui en ont modifié la marche ultérieure. Il y a dans notre révolution des revirements qui seront d'une importance considérable pour la révolution internationale : j'ai nommé la Révolution d'Octobre.

Les premiers succès de la Révolution de Février avaient été dus au fait que le prolétariat était suivi non seulement de la masse rurale, mais aussi de la bourgeoisie. D'où la victoire facile sur le tsarisme, chose que nous n'avions pu réaliser en 1905. La création impulsive, spontanée, des Soviets des députés ouvriers dans la Révolution de Février rééditait l'expérience de 1905: nous dûmes proclamer le principe du pouvoir des Soviets. Les masses s'initiaient aux problèmes de la révolution par leur propre expérience de la lutte. Les événements des 20 et 21 avril ont été la synthèse originale d'une manifestation avec quelque chose comme une insurrection armée. Cela avait suffi pour faire tomber le gouvernement bourgeois. Dès lors commence une longue politique d'entente (avec la bourgeoisie), politique qui dérive de l'essence même du gouvernement petit-bourgeois arrivé au pouvoir. Les événements de juillet ne pouvaient pas encore donner naissance à la dictature du prolétariat : les masses n'étaient pas encore préparées. Aussi bien, pas une organisation responsable ne les y appela. Mais en tant que reconnaissance opérée dans le camp ennemi, les événements de juillet eurent une importance énorme. Les enseignements pratiques que comportaient l'aventure de Kornilov et les événements qui la suivirent, ont rendu possible la victoire d'Octobre. L'erreur de ceux qui voulaient partager le pouvoir aussi en octobre, provient de ce qu'ils ne rattachaient pas la victoire d'Octobre aux journées de juillet, à l'offensive, au coup de force Kornilov, etc., etc., à tout ce qui avait amené les innombrables masses au sentiment que le pouvoir des Soviets était devenu inévitable. Vient ensuite, épaulée par la volonté universelle de paix, notre marche triomphale à travers la Russie. Nous savons qu'en refusant seuls de continuer la guerre, nous n'aurons pas la paix ; nous l'avons indiqué dès la conférence d'avril[42]. Les soldats avaient nettement pris conscience, pendant la période d'avril à octobre, que la politique de conciliation faisait traîner la guerre, menait à des tentatives saugrenues, insensées de la part des impérialistes pour déclencher l'offensive et s'empêtrer encore davantage dans une guerre qui durerait des années. C'est sur ce terrain-là qu'il importait à toute force de passer au plus tôt à une active politique de paix ; il importait que les Soviets prissent le pouvoir en main ; il fallait balayer net la grande propriété foncière. Vous savez que celle-ci avait l'appui non seulement de Kérenski, mais d'Avksentiev, qui alla même jusqu'à faire arrêter des membres des comités agraires. Et c'est cette politique, ce mot d'ordre « Le pouvoir aux Soviets » que nous faisions pénétrer dans la conscience des plus grandes masses populaires, qui nous permirent en octobre de vaincre si facilement à Pétersbourg, et qui transformèrent les derniers mois de la révolution russe en une marche triomphale continue.

La guerre civile devint un fait. Ce que nous avions prédit au début de la révolution et même au commencement de la guerre ; ce à quoi une partie considérable des milieux socialistes s'étaient montrés incrédules ou même ironiques, savoir : la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, devint un fait le 25 octobre 1917 pour l'un des pays les plus grands et les plus arriérés, engagés dans la guerre. Dans cette guerre civile l'immense majorité de la population s'est trouvée de notre côté ; et c'est pourquoi nous remportions la victoire avec une facilité extrême.

Les troupes abandonnant le front apportaient avec elles, partout où elles se présentaient, le maximum de décision révolutionnaire pour en finir avec la politique d'entente. Et les éléments conciliateurs, la garde blanche, les rejetons des grands propriétaires fonciers se trouvèrent privés de tout appui dans la population. La guerre contre eux, à mesure que les bolcheviks étaient rejoints par les grandes masses et les unités militaires lancées contre nous, se transformait peu à peu en une marche victorieuse, triomphale de la révolution. C'est ce que nous avons vu à Pétersbourg, sur le front de Gatchina, où les cosaques que Kérenski et Krasnov voulaient jeter contre la capitale rouge, hésitèrent ; c'est ce que nous avons vu ensuite à Moscou, à Orenbourg, en Ukraine. La vague de la guerre civile déferla sur toute la Russie, et partout nous fûmes vainqueurs avec une facilité incroyable, justement parce que le fruit était mûr, parce que les masses avaient déjà connu l'expérience de la conciliation avec la bourgeoisie. Le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux Soviets », qui pratiquement avait été vérifié par la longue expérience historique des masses, devint leur œuvre vitale.

Voilà pourquoi les premiers mois de la révolution russe après le 25 octobre 1917 furent une marche triomphale continue. Celle-ci faisait oublier, refoulait au second plan les difficultés auxquelles, d'emblée, se heurta et devait

forcément se heurter la révolution socialiste. Une des distinctions essentielles entre la révolution bourgeoise et la révolution socialiste, c'est que pour la révolution bourgeoise qui naît de la féodalité, on voit se créer progressivement au sein de l'ancien régime de nouvelles organisations économiques qui modifient, progressivement, tous les aspects de la société féodale. Une seule tâche se posait à la révolution bourgeoise : balayer, rejeter, détruire toutes les entraves de l'ancienne société. En accomplissant cette tâche, toute révolution bourgeoise accomplit tout ce qu'on exige d'elle ; elle stimule le développement du capitalisme.

Tout autre est la situation de la révolution socialiste. Plus arriéré est le pays qui a dû, par suite des zigzags de l'histoire, commencer la révolution socialiste, plus il lui est difficile de passer des anciens rapports capitalistes aux rapports socialistes. Ici, aux tâches de destruction viennent s'ajouter des tâches nouvelles, d'une difficulté inouïe : les tâches d'organisation. Si le génie créateur populaire de la révolution russe, après avoir connu la grande expérience de 1905, n'avait pas créé les Soviets dès février 1917, ceux-ci n'auraient jamais pu prendre le pouvoir en octobre, car le succès dépendait uniquement de l'existence de formes d'organisation déjà prêtes, d'un mouvement fort de millions d'hommes. Les Soviets étaient cette forme toute prête. Aussi bien, ce qui nous attendait dans le domaine politique, c'étaient ces brillants succès, cette marche triomphale incessante que nous avons connue du fait que la nouvelle forme du pouvoir politique était prête, et qu'il ne nous restait qu'à transformer par quelques décrets le pouvoir des Soviets, — de l'état embryonnaire où il se trouvait dans les premiers mois de la révolution, — en une forme légalement reconnue et consacrée dans l'Etat russe, en la République des Soviets de Russie. Celle-ci est née d'un coup et avec cette facilité, parce qu'en février 1917 les masses avaient créé les Soviets avant même qu'aucun parti ait eu le temps d'en proclamer le mot d'ordre. Le génie populaire lui-même, qui avait connu la douloureuse expérience de 1905 et s'en était instruit, voilà le créateur de cette forme du pouvoir prolétarien. Vaincre l'ennemi intérieur fut une tâche éminemment facile. Eminemment facile fut la création du pouvoir politique, puisque les masses nous avaient donné la charpente, le fondement de ce pouvoir. La République des Soviets est née d'un coup. Mais il restait encore deux tâches d'une difficulté immense et dont l'accomplissement ne pouvait être, en aucune façon, cette marche triomphale qui avait été celle de notre révolution dans ses premiers mois. Nous ne doutions pas et nous ne pouvions douter que la révolution socialiste n'eût à affronter des tâches d'une difficulté extrême.

Ce furent d'abord les tâches d'organisation intérieure, qui se posent devant toute révolution socialiste. Ce qui distingue précisément une révolution socialiste d'une révolution bourgeoise, c'est que celle-ci a des formes toutes prêtes de rapports capitalistes, tandis que le pouvoir soviétique — prolétarien — ne bénéficie pas de rapports tout prêts, à moins que l'on ne tienne compte des formes les plus développées du capitalisme qui, au fond, n'ont gagné que quelques sommets de l'industrie et n'ont encore touché que très peu l'agriculture. L'organisation du recensement, le contrôle sur les grosses entreprises, la transformation de l'ensemble du mécanisme économique de l'Etat en une seule grande machine, en un organisme économique fonctionnant de telle sorte que des centaines de millions d'hommes sont dirigés d'après un plan unique, — voilà l'immense tâche d'organisation qui nous incombait. Dans les conditions actuelles du travail, elle ne pouvait en aucune façon être accomplie par un «coup d'audace », comme nous avions pu le faire pour les tâches de la guerre civile. Le fond même de la question rendait cette solution impraticable. Si nous avions vaincu avec cette facilité les Kalédine de chez nous et créé une République des Soviets en face d'une résistance qui ne méritait même pas qu'on lui accordât une attention sérieuse ; si cette marche des événements avait été déterminée par tout le développement objectif antérieur, de sorte qu'il ne restait plus qu'à dire le dernier mot, à changer l'enseigne — au lieu de « Le Soviet existe comme une organisation professionnelle », inscrire « Le Soviet est la seule forme du pouvoir de l'Etat », — il en allait tout autrement en ce qui concerne les tâches d'organisation. Ici nous avons rencontré des difficultés formidables. Tous ceux qui voulaient réfléchir sérieusement aux tâches de notre révolution, voyaient clairement, du premier coup, que c'est seulement par un rude et long effort d'autodiscipline que l'on pourrait vaincre la décomposition que la guerre avait apportée dans la société capitaliste ; que c'est seulement par un effort très intense, prolongé et tenace, que nous pourrions surmonter cette décomposition et vaincre les éléments qui l'aggravaient en regardant la révolution comme un moyen de se débarrasser des vieilles entraves, en tirant d'elle le maximum de profit. L'apparition ce ces éléments en grand nombre était inévitable dans un pays petit-bourgeois, à un moment où la ruine était incroyable. Et nous aurons à mener contre eux une lutte cent fois plus difficile, qui ne promet aucune position à effets. Cette lutte, nous venons à peine de la commencer. Nous en sommes à son premier stade. De dures épreuves nous attendent. Etant donné les conditions objectives, nous ne pourrons ici, en aucun cas, nous borner à opérer cette marche triomphale, drapeaux déployés, qui fut la nôtre lorsque nous marchions contre les Kalédine. Quiconque essayerait de reporter cette méthode de lutte sur les tâches d'organisation dont il faut s'acquitter au cours de la révolution, ferait complètement faillite, comme homme politique, comme socialiste, comme artisan de la révolution socialiste.

C'est ce qui attendait aussi certains de nos jeunes camarades qui s'étaient laissés griser par la marche triomphale de la révolution à ses débuts, lorsque celle-ci a dû aborder concrètement la deuxième difficulté gigantesque qui

lui incombait : la question internationale. Si nous avons si facilement eu raison des bandes de Kérenski, si nous avons si facilement créé le pouvoir chez nous, si nous avons pris, sans la moindre difficulté, les décrets sur la socialisation de la terre, sur le contrôle ouvrier, si tout cela s'est fait avec tant de facilité, c'est uniquement parce que des conditions favorables sont intervenues qui nous ont, pour un court laps de temps, mis à l'abri de l'impérialisme international. Par sa situation objective, de même qu'en raison des intérêts économiques de la classe capitaliste qu'il incarnait, l'impérialisme international, avec toute la puissance de son capital, avec sa technique militaire hautement organisée et qui constitue une véritable force, une véritable citadelle du capital international, ne pouvait en aucun cas, sous aucune condition, vivre aux côtés de la République des Soviets ; il ne le pouvait pas en raison des liaisons commerciales, des rapports financiers internationaux. Là le conflit était inévitable. Là est la plus grande difficulté de la Révolution russe, son plus grand problème historique : la nécessité de résoudre les problèmes internationaux, la nécessité de provoquer la révolution mondiale, d'opérer une transition de notre révolution, étroitement nationale, à la révolution universelle. Cette tâche se posait à nous avec ses incroyables difficultés. Je répète que beaucoup de nos jeunes amis qui se disent hommes de gauche, se sont mis à oublier le plus important, savoir : la raison pour laquelle, durant les semaines et les mois de grand triomphe qui ont suivi la Révolution d'Octobre, nous avons pu marcher si facilement de succès en succès. Or, il n'en a été ainsi que parce que la conjoncture internationale exceptionnelle nous a momentanément mis à l'abri de l'impérialisme. Il avait autre chose à faire que de s'occuper de nous. Nous avons cru que nous pouvions le payer de retour. Or, tels impérialistes ne se désintéressaient de nous que parce que toute la force immense, politique, sociale et militaire de l'impérialisme mondial actuel se trouvait être divisée, à ce moment, par une guerre intestine, en deux groupes. Les rapaces impérialistes engagés dans cette lutte en étaient arrivés à une exaspération extrême, ils s'étaient pris à la gorge au point qu'aucun de ces groupes ne pouvait concentrer de forces tant soit peu sérieuses contre la révolution russe. Nous nous sommes trouvés justement dans cette situation en octobre : ç'a été précisément pour notre révolution — c'est paradoxal, mais c'est juste — un moment propice, où des malheurs sans nom s'étaient abattus sur la grosse majorité des pays impérialistes, sous forme d'extermination de millions d'hommes ; où la guerre accablait les peuples de souffrances inouïes ; où, à la quatrième année de la guerre, les pays belligérants se trouvaient acculés dans une impasse, indécis sur le chemin à prendre ; où se posait objectivement la question de savoir si les peuples poussés à cette extrémité pourront continuer à se battre. C'est seulement parce que notre révolution s'est faite dans un moment propice, où aucun des deux groupes puissants de rapaces ne pouvait se jeter aussitôt l'un sur l'autre, ni s'unir contre nous, — c'est uniquement de ce moment propice des rapports politiques et économiques internationaux que notre révolution pouvait profiter et a profité pour effectuer cette brillante marche triomphale à travers la Russie d'Europe, gagner la Finlande, commencer la conquête du Caucase, de la Roumanie. Par là seulement s'explique qu'il s'est trouvé à l'avant-garde de notre Parti des militants — des intellectuels surhommes — qui, grisés de cette marche triomphale, se sont dit : Nous viendrons à bout de l'impérialisme mondial ; là de même ce sera une marche triomphale, là encore pas de difficulté sérieuse. C'est ce qui distingue la situation objective de la Révolution russe, qui n'a pu profiter que momentanément d'une défaillance de l'impérialisme international, la machine s'étant momentanément enrayée, qui devait marcher contre nous comme un train marche contre une brouette et l'écrase. Or la machine s'était enrayée parce que deux groupes de rapaces s'affrontaient. Ici et là, le mouvement révolutionnaire montait ; mais dans tous les pays impérialistes sans exception, il se trouvait la plupart du temps dans un premier stade. La cadence de son développement n'était pas du tout la même que chez nous. Pour tous ceux qui réfléchissaient aux conditions économiques d'une révolution socialiste en Europe, il ne pouvait pas ne pas être évident qu'il est bien plus difficile de commencer la révolution en Europe et bien plus facile de la commencer chez nous, mais qu'ici il sera plus difficile de la continuer. Cette situation objective a fait qu'il nous a fallu assister à un tournant très difficile, très brusque de l'histoire. Après notre marche triomphale incessante en octobre, novembre, décembre sur notre front intérieur, alors que nous combattions notre contre-révolution, les ennemis du pouvoir des Soviets, il nous a fallu nous colleter avec le véritable impérialisme mondial dressé dans une véritable attitude d'hostilité à notre égard. De la période de notre marche triomphale, il a fallu passer à une période où la situation était extrêmement difficile et ardue, — dont on ne saurait se défaire avec des paroles, avec des mots d'ordre éclatants, si agréable que soit la chose. Car nous avions, dans notre pays désorganisé, des masses accablées de fatigue et qui en sont arrivées au point de ne plus pouvoir, en aucune façon, continuer la guerre ; qui sont brisées par trois années d'une guerre douloureuse, au point d'être réduites à l'état de complète non-valeur militaire. Dès avant la Révolution d'Octobre, nous avons vu des représentants de la masse des soldats qui n'appartenaient pas au Parti bolchevik et qui ne se gênaient pas, à la face de toute la bourgeoisie, de dire la vérité, savoir que l'armée russe ne se battra pas. Cet état de l'armée a entraîné une crise formidable. Ce pays de petits paysans, désorganisé par la guerre qui l'a amené à une situation désespérée, éprouve des difficultés extrêmes : nous n'avons pas d'armée, mais il faut continuer de vivre à côté d'un rapace armé jusqu'aux dents, qui est resté pour l'instant et continue de rester un rapace et que, bien entendu, notre propagande d'une paix sans annexions ni contributions ne pouvait émouvoir. Une brave bête domestique était couchée à côté d'un tigre et cherchait à le convaincre que la paix devait être sans annexions ni contributions. Alors que ceci ne pouvait être réalisé que par une attaque contre le tigre. Les sommets de notre Parti — les intellectuels et certaines

organisations ouvrières — ont voulu se défaire de cette perspective tout d'abord par des phrases, par des faux-fuyants : il n'en doit pas être ainsi. Cette paix offrait une perspective par trop incroyable pour que nous qui avions combattu jusque-là à découvert, drapeaux déployés, qui n'avions eu qu'à pousser des clameurs pour triompher de nos ennemis, — pour que nous puissions céder, accepter des conditions humiliantes. Jamais. Nous sommes des révolutionnaires trop fiers, nous déclarons avant tout : « L'Allemand ne pourra pas prendre l'offensive. »

Tel était le premier expédient dont ces hommes voulaient se consoler. L'histoire nous place aujourd'hui dans une situation très difficile : nous avons, par un travail d'organisation extrêmement ardu, à surmonter une série de défaites cruelles. Si l'on envisage les choses à l'échelle historique mondiale, il est absolument certain que la victoire finale de notre révolution, si elle devait rester isolée, s'il n'y avait pas de mouvement révolutionnaire dans les autres pays, serait impossible. Si le Parti bolchévik a pris seul l'affaire en main, c'est avec la conviction que la révolution mûrit dans tous les pays et, à la fin des fins, — et non au commencement des commencements, — quelles que soient les difficultés que nous ayons à surmonter, quelles que soient les défaites que nous ayons à subir, la révolution socialiste internationale viendra, car elle est en marche ; elle arrivera à maturité, car elle mûrit déjà. Notre salut, en face de toutes ces difficultés, — je le répète, — est dans la révolution européenne. En partant de cette vérité, vérité tout à fait abstraite, et en nous en inspirant, nous devons veiller à ce qu'elle ne se transforme pas à la longue en une phrase ; car toute vérité abstraite, si on l'applique sans analyse aucune, se transforme en phrase. Si vous dites que derrière chaque grève se cache l'hydre de la révolution, que celui qui ne le comprend pas n'est pas un socialiste, ce sera juste. Oui, derrière chaque grève se cache la révolution socialiste. Mais si vous dites que toute grève est un pas direct vers la révolution socialiste, vous aurez énoncé une phrase vide de sens. Cela « chaque jour que le bon dieu fait », nous l'entendons dire et redire à satiété au point que les ouvriers ont rejeté toutes ces phrases anarchistes. Car, s'il est vrai que derrière chaque grève se cache l'hydre de la révolution socialiste, il est vrai aussi qu'il est absurde de soutenir que toute grève puisse aboutir à la révolution. De même qu'il est absolument incontestable que toutes les difficultés de notre révolution ne seront surmontées que lorsque viendra à maturité la révolution socialiste mondiale, qui maintenant mûrit partout, — de même il est absurde d'affirmer que pour le moment nous devons négliger toute difficulté concrète actuelle de notre révolution, en disant : « Je mise sur le mouvement socialiste international, je peux faire n'importe quelle bêtise. » « Liebknecht nous tirera de là, parce qu'il vaincra de toute façon. » Il donnera un modèle d'organisation si parfait, il disposera tout de telle façon que nous n'aurons qu'à emprunter des formes toutes faites, comme nous avons emprunté la doctrine marxiste toute faite de l'Europe occidentale. C'est ce qui a fait peut-être qu'elle a triomphé chez nous en quelques mois, tandis que sa victoire en Occident a nécessité des dizaines d'années. Ainsi, ce serait une aventure tout à fait saugrenue que de vouloir reporter la vieille méthode, celle qui tranchait les problèmes de la lutte par une marche triomphale, sur la nouvelle période historique qui s'est déjà ouverte et a placé devant nous non point cette pourriture de Kérenski et de Kornilov, mais un rapace international, l'impérialisme de l'Allemagne, où la révolution mûrissait, mais notoirement n'était pas arrivée à pleine maturité. L'affirmation que l'ennemi ne se décidera pas à marcher contre la révolution a été une aventure de cette espèce. Les pourparlers de Brest-Litovsk n'impliquaient pas encore que nous devions accepter n'importe quelles conditions de paix. Le rapport objectif des forces était tel qu'il n'aurait pas suffi d'une trêve. Les pourparlers de Brest-Litovsk devaient montrer que l'Allemagne prendra l'offensive, que la société allemande n'était point encore grosse d'une révolution au point que celle-ci pouvait éclater tout de suite. On ne saurait en vouloir aux impérialistes allemands de n'avoir pas encore, par leur conduite, préparé cette explosion, ou, comme le disent nos jeunes amis qui se tiennent pour des hommes de gauche, une situation qui ne permet pas à l'Allemand de prendre l'offensive. Quand on leur dit que nous n'avons pas d'armée, que nous avons été obligés de démobiliser, — obligés sans pourtant oublier le moins du monde que notre paisible bête domestique a pour voisin un tigre, — ils ne veulent point comprendre. Si nous avons été obligés de démobiliser l'armée, nous n'avons point oublié que pour terminer la guerre, il ne suffit pas qu'une seule des parties ordonne de planter les baïonnettes en terre.

Comment s'est-il fait en général que pas une tendance, pas un mouvement d'opinion, pas une organisation de notre Parti n'a été contre cette démobilisation ? Aurions-nous complètement perdu la raison ? Pas du tout. Des officiers, et non des bolchéviks, disaient dès avant Octobre que l'armée ne pouvait se battre, qu'on ne pourrait la retenir au front quelques semaines seulement. Après la Révolution d'Octobre, cela était devenu évident pour tous ceux qui voulaient voir les faits, la triste, l'amère réalité, au lieu de se dérober ou de s'enfoncer la casquette sur les yeux et s'en tirer par une phraséologie orgueilleuse. Il n'y a pas d'armée. Il est impossible de la retenir. Le mieux, c'est donc de la démobiliser au plus vite. C'est une partie malade de l'organisme, qui a souffert mille morts, torturée par les privations de la guerre ,où elle est entrée sans préparation technique et d'où elle revient dans un état tel qu'elle se laisse aller à la panique, à la première offensive. On ne peut incriminer des hommes qui ont été si cruellement éprouvés. Dans des centaines de résolutions, même pendant la première période de la révolution russe, nous disions en toute sincérité : « Nous sommes noyés dans le sang, nous n'en pouvons plus de la guerre. » On pouvait artificiellement faire traîner la guerre, on pouvait consommer la filouterie de Kérenski,

on pouvait reculer la fin de la guerre de quelques semaines ; mais la réalité objective se frayait un chemin. C'est là une partie malade de l'organisme de l'Etat russe, elle ne peut plus supporter le fardeau de cette guerre. Plus vite nous la démobiliserons, plus vite elle sera résorbée par les parties moins malades, plus vite le pays pourra être prêt à de nouvelles et lourdes épreuves. Tel était notre sentiment en adoptant à l'unanimité, sans la moindre protestation, cette décision, absurde du point de vue des événements extérieurs, savoir : démobiliser l'armée. Et nous avons bien fait. Nous disions que c'était une illusion puérile de vouloir retenir l'armée. Plus vite celle-ci sera démobilisée, plus vite commencera la guérison de l'organisme social tout entier. Voilà pourquoi la phrase révolutionnaire : « L'Allemand ne peut prendre l'offensive », était une si profonde erreur, une surestimation si poignante des événements, ainsi que la phrase qui en découlait : « Nous pouvons proclamer la fin de l'état de guerre. Ni guerre, ni signature de la paix. » Mais si l'Allemand prend l'offensive ? « Non, il ne peut pas prendre l'offensive ! » Et vous avez le droit de mettre en jeu, non le sort de la révolution mondiale, mais la question concrète de savoir si vous ne serez pas les complices de l'impérialisme allemand, lorsque ce moment viendra ? Devenus depuis octobre 1917 partisans de la défense nationale, nous savons tous que nous avons brisé avec les impérialistes, non en paroles mais en fait : nous avons aboli les traités secrets, vaincu la bourgeoisie de chez nous et proposé ouvertement une paix honnête, de sorte que tous les peuples ont pu voir quelles étaient nos véritables intentions. Comment des hommes qui professent sérieusement le point de vue de la défense de la République des Soviets ont-ils pu courir cette aventure qui a porté ses fruits ? Et il en est bien ainsi, puisque la crise pénible que traverse notre Parti, du fait qu'une opposition de gauche s'est formée dans son sein, est une des plus graves qu'ait connues la révolution russe. Cette crise sera surmontée. En aucun cas, ni notre Parti, ni notre révolution ne s'y casseront le cou, encore qu'à un certain moment la chose ait été toute proche, toute possible. Ce qui nous garantit contre cette éventualité, c'est qu'au lieu de l'ancienne manière de régler les désaccords de fraction — emploi d'une masse incroyable de littérature de propagande, discussions, scissions en quantité suffisante, — au lieu de cette méthode périmée, les événements ont apporté aux hommes une nouvelle méthode d'étude. Méthode qui consiste à tout vérifier par les faits, par les événements, par les enseignements de l'histoire universelle. Vous dites que l'Allemand ne peut pas prendre l'offensive. Il résultait de votre tactique que l'on pouvait proclamer la fin de l'état de guerre. Mais l'histoire vous a infligé une bonne leçon, elle a réfuté cette illusion. Oui, la révolution allemande se développe, mais autrement que nous ne l'aurions voulu, moins vite que cela ne serait agréable aux intellectuels russes, à un rythme qui n'est pas celui que notre histoire a établi en octobre, — lorsque, arrivés dans une ville, nous proclamions le pouvoir des Soviets et que, au bout de quelques jours, les neuf dixièmes des ouvriers venaient nous rejoindre. La révolution allemande a le malheur de ne pas aller si vite. Mais, de nous deux, lequel doit compter avec l'autre ? Nous ou elle ? Vous avez voulu qu'elle compte avec vous, mais l'histoire vous a infligé une bonne leçon. Oui, une leçon, parce que c'est une vérité absolue que sans la révolution allemande nous sommes perdus, — pas peut-être à Pétrograd, ni à Moscou, mais à Vladivostok, en d'autres régions plus lointaines encore, où il nous faudra peut-être nous transporter, à une distance peut-être plus grande que celle qui sépare Pétrograd de Moscou. De toute façon, en admettant toutes les péripéties possibles et imaginables, si la révolution allemande ne vient pas, nous sommes perdus. Néanmoins, cela n'ébranle pas d'une ligne notre certitude qu'il nous faut savoir résister sans forfanterie, si difficile que soit la situation.

La révolution ne viendra pas aussi vite que nous l'espérions. Cela, l'histoire l'a prouvé, il faut savoir l'accepter comme un fait acquis, il faut savoir tenir compte que la révolution socialiste universelle, dans les pays avancés, ne peut commencer avec la même facilité qu'en Russie, ce pays des Nicolas et des Raspoutine, où une partie énorme de la population se désintéressait complètement de ce qui se passait à la périphérie et de ce qu'étaient les peuples qui l'habitaient. Il était facile, en un tel pays, de commencer la révolution ; c'était soulever une plume.

Mais commencer sans préparation une révolution dans un pays où s'est développé le capitalisme qui a donné une culture et une organisation démocratiques à tous les hommes jusqu'au dernier, ce serait une erreur, une absurdité. Ici, nous ne faisons qu'aborder la période douloureuse inaugurant les révolutions socialistes. C'est un fait. Nous ne savons pas, personne ne le sait ; peut-être, — cela est parfaitement possible, — vaincra-t-elle dans quelques semaines, voire dans quelques jours ? Mais on ne saurait tabler sur cette éventualité. Il faut être prêt à affronter des difficultés extrêmes, à subir des défaites cuisantes, inévitables parce que la révolution n'a pas encore commencé en Europe, où elle peut, il est vrai, éclater dès demain. Une fois commencée, il est certain que nous ne serons plus travaillés par le doute, les problèmes de guerre révolutionnaire ne se poseront plus, et ce sera une marche triomphale continue. Cela sera, cela sera inéluctablement, mais cela n'est pas encore. C'est ce simple fait que l'histoire nous a enseigné et par lequel elle nous a porté un rude coup ; or, un homme averti en vaut deux. C'est pourquoi j'estime que l'histoire nous ayant durement éprouvés quant à l'espoir que l'Allemand ne pourra pas prendre l'offensive, et que l'on peut « payer d'audace », — cette leçon pénétrera bien vite, grâce à nos organisations soviétiques, dans la conscience des masses de toute la Russie des Soviets. Celles-ci se remuent, s'assemblent, se préparent au congrès, votent des résolutions, réfléchissent à ce qui s'est passé. On ne voit point chez nous de ces vieilles controverses d'avant la Révolution, qui se confinaient étroitement dans les milieux du Parti. Toutes les décisions sont soumises à l'examen des masses qui exigent que ces décisions soient vérifiées par

l'expérience, par la pratique ; elles ne se laissent jamais entraîner par des discours sans poids, elles ne se laissent jamais détourner de la voie, prescrite par la marche objective des événements. Evidemment, s'il s'agit d'un intellectuel ou d'un bolchevik de gauche, il peut se dérober aux difficultés, il peut, certes, se dérober au fait qu'il n'y a pas d'armée, que la révolution en Allemagne ne vient pas. Les masses se comptent par millions ; or la politique commence là où il y a des millions ; c'est là où l'on compte des millions, et non des milliers, que la politique devient sérieuse. Les millions savent ce que c'est que l'armée, ils ont vu les soldats revenir du front. Ils savent — si l'on considère la masse véritable, et non des individus isolés — que nous ne pouvons pas continuer la guerre ; que tous ceux qui ont été au front ont souffert toutes les souffrances qui se peuvent concevoir. La masse a compris cette vérité que s'il n'y a pas d'armée, et que si l'on se trouve dans le voisinage d'une bête féroce, on est bien obligé de signer un traité de paix très dur, humiliant. C'est inévitable, aussi longtemps que la révolution n'est pas née, que vous n'aurez pas guéri votre armée, que vous ne l'aurez pas renvoyée dans ses foyers. D'ici là, le malade n'aura pas recouvré la santé. Or, le rapace allemand, nous ne l'aurons pas par un « coup d'audace », nous ne le culbuterons pas comme nous avons culbuté Kérenski ou Kornilov. Voilà une leçon que les masses ont tirée sans les expédients que certains voulaient leur imposer pour se défaire de la dure réalité.

D'abord une incessante marche triomphale en octobre, novembre ; puis, tout à coup, la révolution russe est battue en quelques semaines par le rapace allemand, la révolution russe est prête à accepter les conditions d'un traité de rapine. Oui, les tournants de l'histoire sont très difficiles ; au reste, tous les tournants de ce genre sont difficiles chez nous. Lorsqu'en 1907 nous avons, à l'intérieur du pays, signé un traité des plus honteux avec Stolypine, et que nous avons été obligés de passer par cette étable qu'était la Douma stolypinienne, de prendre des engagements en signant des papiers monarchistes[43], nous avons vécu la même chose à une échelle réduite par rapport à aujourd'hui. Alors, des hommes appartenant à la meilleure avant-garde de la révolution disaient (eux non plus n'avaient pas l'ombre d'un doute qu'ils avaient raison) : « Nous sommes de fiers révolutionnaires, nous croyons en la révolution russe, nous n'entrerons jamais dans les institutions légales de Stolypine. » Si fait. La vie des masses, l'histoire sont plus fortes que toutes vos affirmations. Si vous n'y allez pas de votre gré, l'histoire vous y obligera. C'étaient des hommes très à gauche, mais, en tant que fraction, il n'en est rien resté que de la fumée au premier tournant de l'histoire. Si nous avons su rester des révolutionnaires, travailler dans de dures conditions et nous en tirer de nouveau, nous saurons bien en faire autant aujourd'hui ; car ce n'est pas un caprice de notre part, c'est une nécessité objective qui, dans un pays ruiné au plus haut point, a résulté du fait que la révolution européenne, contrairement à nos désirs, a osé se mettre en retard, et l'impérialisme allemand, contrairement à nos désirs, a osé prendre l'offensive.

Ici, il faut savoir reculer. On ne saurait dissimuler sous une phrase la très amère et triste réalité. Il faut dire : « Plaise à Dieu que nous puissions nous replier sans grand désordre. » Nous ne pouvons pas reculer en bon ordre, plaise à Dieu que nous puissions nous replier sans grand désordre, profiter du moindre répit pour permettre à la partie malade de notre organisme de se résorber au moins partiellement. Dans son entier l'organisme est sain : il vaincra la maladie. Mais on ne peut exiger qu'il la surmonte d'un coup, instantanément ; on ne peut pas arrêter une armée en fuite. Lorsque je disais à un de nos jeunes amis qui voulait être à gauche : « Camarade, allez au front, voyez ce qui se fait dans l'armée », il considéra cela comme une proposition désobligeante. « On veut, disait-il, nous déporter pour que nous ne puissions pas faire ici de l'agitation en faveur des grands principes de la guerre révolutionnaire. » En faisant cette proposition, je n'entendais pas, croyez-le bien, faire déporter mes adversaires de fraction ; je proposais simplement qu'on aille se rendre compte de la fuite irrésistible de l'armée. Nous le savions déjà bien avant ; on ne pouvait dès lors fermer les yeux sur ce fait que là-bas la décomposition avait poussé à des actes inouïs, à vendre à vil prix nos canons aux Allemands. Nous savions cela, comme nous savions qu'il est impossible de retenir l'armée, et que prétendre que les Allemands ne prendraient pas l'offensive était un bluff colossal. Si la révolution européenne tarde, les plus grandes défaites nous attendent, parce que nous n'avons point d'armée, point d'organisation, parce qu'il est impossible de résoudre tout de suite ces deux problèmes. Si tu ne sais pas l'adapter, si tu n'es pas prêt à ramper sur le ventre, dans la boue, tu n'es pas un révolutionnaire, mais un bavard. Et si je propose de marcher ainsi, ce n'est point parce que cela me plaît, mais parce qu'il n'est pas d'autre voie, parce que l'histoire est loin d'être favorable au point de faire mûrir, partout, simultanément, la révolution.

Voici comment se présentent les choses : la guerre civile a commencé comme une tentative de prise d'armes contre l'impérialisme, tentative qui a démontré que celui-ci est complètement pourri et que les éléments prolétariens se lèvent au sein de chaque armée. Oui, nous verrons la révolution mondiale, mais pour le moment c'est un conte de fées, un très joli conte. Je comprends fort bien que les enfants aiment les jolis contes, mais je demande s'il est permis à un révolutionnaire sérieux de croire les contes ! Chaque conte renferme des éléments de vérité : si vous vous mettiez à raconter à des enfants une histoire où le coq et le chat ne parlent pas une langue humaine, cette histoire ne les intéresserait pas. De même, si vous dites au peuple que la guerre civile viendra en Allemagne, et si vous soutenez du même coup qu'au lieu d'un choc avec l'impérialisme, ce sera la révolution

internationale déclenchée en plein champ de bataille, le peuple dira que vous le trompez. Ainsi, c'est seulement dans votre esprit, dans vos désirs que vous franchissez les obstacles dressés par l'histoire. Ce sera bien si le prolétariat allemand est à même d'agir. Mais en avez-vous fait le calcul ? Avez-vous trouvé un instrument susceptible de déterminer le jour où naîtra la révolution allemande ? Non, vous n'en savez rien, nous n'en savons rien non plus. Vous mettez tout en jeu. Si la révolution est née, tout est sauvé. Evidemment ! Mais si elle ne se présente pas comme nous le désirons, si elle ne vient pas à triompher demain, qu'adviendra-t-il ? Alors la masse vous dira : Vous avez agi en aventuriers, vous avez misé sur une marche favorable des événements, qui n'a pas eu lieu ; vous n'avez pas été à la hauteur de la situation intervenue à la place de la révolution mondiale attendue, laquelle viendra, inéluctablement, mais qui n'est pas encore mûre aujourd'hui.

Une période de cruelles défaites s'est ouverte, défaites infligées par l'impérialisme armé jusqu'aux dents à un pays qui a démobilisé son armée, a dû démobiliser. Ce que j'avais prédit s'est entièrement réalisé : au lieu de la paix de Brest-Litovsk, nous avons obtenu une paix beaucoup plus humiliante, par la faute de ceux qui n'avaient pas voulu l'accepter. Nous savions que par la faute de l'armée, force nous était de conclure la paix avec l'impérialisme. Nous étions assis à la même table, à côté d'Hoffmann[44], et non de Liebknecht ; et c'est ainsi que nous avons aidé la révolution allemande. Maintenant vous aidez l'impérialisme allemand, parce que vous avez livré vos millions de richesses, canons, obus. C'est ce que pourtant devaient prévoir tous ceux qui connaissaient la situation de l'armée, incroyablement poignante. Chose certaine, indéniable : la moindre offensive des Allemands aurait consommé notre perte. C'est ce que disait tout homme honnête revenu du front. Quelques jours avaient suffi pour faire de nous la proie de l'ennemi,

Forts de cette leçon, nous vaincrons notre scission, notre crise, si grave que soit la maladie ; car un allié autrement plus sûr — la révolution mondiale — nous viendra en aide. Quand on nous parle de la ratification de cette paix de Tilsit, une paix inouïe, plus humiliante et spoliatrice que celle de Brest-Litovsk, je réponds : Evidemment oui. Nous devons faire cela, car nous considérons les événements du point de vue des masses. La tentative de transporter la tactique d'octobre-novembre appliquée dans un pays, — cette période de triomphe de la révolution, — de la transporter, par le jeu de notre imagination, sur le cours des événements de la révolution mondiale, cette tentative est vouée à l'échec. Quand on nous dit qu'une trêve, c'est de la fantaisie ; lorsqu'un journal intitulé *le Communiste* — sans doute du nom de la Commune, — lorsque ce journal remplit une colonne après l'autre, cherchant à réfuter la théorie de la trêve, — alors je constate : j'ai connu beaucoup de luttes fractionnistes et de scissions, de sorte que je possède une grande expérience, mais je vois clairement que ce n'est pas l'ancienne méthode — celle des scissions fractionnistes dans le Parti — qui guérira cette maladie, car la vie l'aura guérie bien avant. La vie marche à grands pas, à ce compte, elle agit d'excellente façon. L'histoire pousse si vite sa locomotive qu'avant que la rédaction du *Communiste* ait le temps de publier son prochain numéro, la majorité des ouvriers de Pétrograd sera déçue de ses idées, parce que la vie montre que la trêve est un fait. Ainsi nous signons la paix, nous bénéficions d'un répit, nous en profitons pour mieux défendre la patrie — parce que si nous avions la guerre, nous aurions la fuite panique de l'armée, qu'il faudrait contenir et que nos camarades ne peuvent et n'ont pu contenir, la guerre étant plus forte que les exhortations, plus forte que dix mille raisonnements. S'ils n'ont pas compris la situation objective, ils ne peuvent pas, ils ne pourraient pas arrêter la fuite de l'armée. Cette armée malade a gangrené tout l'organisme, et nous avons essuyé une nouvelle, une effroyable défaite, un nouveau coup porté par l'impérialisme allemand à la révolution, un coup terrible, parce que, inconsidérément, ne possédant pas de mitrailleuses, nous nous sommes exposés aux coups de l'impérialisme. Ce répit, nous en profiterons pour exhorter le peuple à s'unir, à se battre, pour dire aux ouvriers et aux paysans russes : « Créez une discipline librement consentie, une discipline sévère ; autrement vous serez piétines sous le talon de la botte allemande, comme c'est le cas aujourd'hui, comme ce sera certainement le cas aussi longtemps que le peuple n'aura pas appris à combattre, à créer une armée capable non de fuir, mais d'accepter les plus dures épreuves. » Cela est inévitable, parce que la révolution allemande n'est pas encore née, et que l'on ne peut garantir qu'elle viendra demain.

Voilà pourquoi la théorie de la trêve, que réfute entièrement un flot d'articles du *Communiste,* est imposée par la vie même. Chacun voit que la trêve est un fait, que chacun en bénéficie. Nous pensions perdre Pétrograd en quelques jours, lorsque les troupes allemandes en marche sur cette ville en étaient à quelques étapes, et que les meilleurs matelots et les ouvriers de l'usine Poutilov, nonobstant leur grand enthousiasme, se trouvaient isolés ; lorsque le chaos était terrible et que la panique avait obligé les troupes à fuir jusqu'à Gatchina ; lorsque nous reprenions ce qui n'avait pas été livré : un télégraphiste se rendait à telle station de chemin de fer, s'asseyait à son appareil et télégraphiait : « Pas d'Allemands. La station est occupée par nous. » Quelques heures plus tard un coup de téléphone du commissariat des Voies de communication m'annonçait : « La station suivante est occupée, nous approchons de Iambourg. Pas d'Allemands. Le télégraphiste est à son poste. » Voilà la situation que nous avions alors. Telle est l'histoire véridique de la guerre de onze jours. Elle nous a été rapportée par les matelots et

les ouvriers de Poutilov. Il faudra les inviter au congrès des Soviets. Qu'ils racontent la vérité. C'est une vérité terriblement amère, douloureuse et poignante. Mais elle est cent fois plus utile, elle est comprise du peuple russe.

Je vous laisse vous passionner pour la révolution internationale .s'étendant aux champs de bataille, parce qu'elle viendra. Tout vient en son temps. Et maintenant travaillez à créer une discipline librement consentie, obéissez rigoureusement, afin qu'il règne un ordre parfait ; les ouvriers doivent apprendre à combattre ne fût-ce qu'une heure par jour. Voilà qui est un peu plus difficile que de tracer une jolie fiction. Voilà ce qu'il en est maintenant ; vous aiderez par là la révolution allemande, la révolution internationale. Combien nous a-t-on accordé de jours de répit, nous n'en savons rien. Mais on nous l'a accordé. Il faut démobiliser au plus vite l'armée parce que c'est un organe malade, et en attendant nous aiderons la révolution finlandaise.

Oui, évidemment, nous violons le traité, nous l'avons déjà violé trente ou quarante fois. Seuls des enfants peuvent ne pas comprendre que dans une telle époque, lorsque s'ouvre une période d'émancipation longue et laborieuse, qui vient de créer, d'élever le pouvoir des Soviets de trois degrés de son développement, — seuls des enfants peuvent ne pas comprendre qu'il doit y avoir là une lutte longue et prudente. Un traité de paix honteux provoque la révolte, mais lorsqu'un camarade du *Communiste* disserte sur la guerre, il en appelle au sentiment : il oublie que les hommes crispaient leurs poings et voyaient rouge. Que disent-ils ? « Jamais un révolutionnaire conscient ne tolérera cela, n'acceptera pareille ignominie. » Leur journal porte le titre *le Communiste,* mais c'est *le Szlachcic* qu'il devrait s'appeler, car il considère les événements du point de vue du gentilhomme polonais qui disait, en mourant en beauté, l'épée à la main : « La paix c'est la honte, la guerre c'est l'honneur. » Ils raisonnent du point de vue du gentilhomme, et moi du point de vue du paysan.

Si j'accepte la paix quand l'armée fuit, ne peut pas ne pas fuir, à moins de perdre des milliers d'hommes, j'accepte cette paix pour éviter un mal plus grand. Le traité est-il honteux ? Mais tout paysan ou ouvrier sérieux me donnera raison, parce qu'il comprendra que la paix est un moyen d'accumuler des forces. L'histoire connaît, — je m'y suis rapporté plus d'une fois, — l'histoire connaît l'émancipation des Allemands du joug de Napoléon après la paix de Tilsit ; c'est à dessein que j'ai appelé la paix signée paix de Tilsit, encore que nous n'ayons pas souscrit aux clauses que cette dernière comportait : obligation de fournir nos troupes pour aider l'envahisseur à conquérir d'autres peuples. Or l'histoire en était déjà arrivée là, et il en sera de même chez nous si nous fondons nos espérances sur une révolution internationale déclenchée en plein champ de bataille. Veillez à ce que l'histoire ne nous accule pas aussi à cette forme d'esclavage militaire. Tant que la révolution socialiste n'a pas triomphé dans tous les pays, la République des Soviets peut être réduite en esclavage. Napoléon à Tilsit a dicté aux Allemands les conditions de paix les plus honteuses. Là, la paix dut être conclue à plusieurs reprises. Le Hoffmann d'alors — Napoléon — surprenait les Allemands en flagrant délit de violation de la paix. Hoffmann nous surprendra de même. Seulement nous tâcherons de ne pas nous laisser surprendre de sitôt.

La dernière guerre a infligé une dure, une poignante mais sérieuse leçon au peuple russe ; elle l'oblige à s'organiser, à se discipliner, à savoir obéir, à créer une discipline exemplaire.

Empruntons aux Allemands leur discipline, sinon nous sommes un peuple perdu et nous serons toujours réduits en esclavage.

C'est ainsi, mais seulement ainsi, que marche l'histoire. L'histoire nous montre que la paix est une trêve pour la guerre, la guerre est un moyen d'obtenir une paix un peu meilleure, ou pire. A Brest-Litovsk le rapport des forces correspondait à une paix de vaincus, mais non humiliante. Le rapport des forces de Pskov correspondait à une paix honteuse, plus humiliante. Mais à Pétrograd et à Moscou, à l'étape suivante, on nous dictera une paix quatre fois plus humiliante. Nous ne dirons pas que le pouvoir des Soviets est seulement une forme, comme nous l'ont dit nos jeunes amis de Moscou. Nous ne dirons pas que pour tels ou tels autres principes révolutionnaires, on peut sacrifier le contenu ; nous dirons : Que le peuple russe comprenne qu'il doit se discipliner, s'organiser, et c'est alors qu'il pourra supporter toutes les paix de Tilsit. Toute l'histoire des guerres d'émancipation nous montre que, lorsque ces guerres gagnaient les grandes masses, l'émancipation était rapide. Nous disons que si l'histoire marche ainsi, nous aurons à faire cesser l'état de paix, à recommencer la guerre, cela arrivera peut-être dans quelques jours. Chacun doit se tenir prêt. Pour moi, il ne fait pas l'ombre d'un doute que les Allemands se préparent au delà de Narva, s'il est vrai qu'elle n'a pas été prise, comme le disent tous les journaux. Ce n'est pas à Narva, mais devant Narva ; ce n'est pas à Pskov, mais devant Pskov que les Allemands concentrent leur armée régulière, mettent au point leurs chemins de fer pour prendre d'une nouvelle poussée Pétrograd. Ce fauve sait faire de grands bonds. Il l'a déjà montré. Il fera encore un bond. Cela ne fait pas l'ombre d'un doute. C'est pourquoi il faut se tenir prêt, il faut savoir non pas faire le fanfaron, mais accepter même un jour de répit, car même un jour peut nous permettre d'évacuer Pétrograd, dont la prise apporterait des souffrances inouïes à des

centaines de milliers de nos prolétaires. Je dirai encore une fois que je suis prêt à signer, que je considère de mon devoir de signer une paix vingt fois, cent fois plus humiliante à seule fin d'obtenir au moins quelques jour pour évacuer Pétrograd, puisque j'allégerai ainsi les souffrances des ouvriers qui, autrement, peuvent tomber sous le joug allemand ; je facilite l'évacuation des matériaux, de la poudre, etc., qui nous sont nécessaires, parce que je suis partisan de la défense nationale, parce que je suis pour la préparation d'une armée, fût-ce à l'arrière, en zone profonde, où l'on est en train de guérir l'armée malade, démobilisée.

Nous ignorons ce que sera la trêve, nous tâcherons de saisir le bon moment. Peut-être sera-t-elle assez longue, et peut-être ne durera-t-elle que quelques jours. Tout est possible, personne n'en sait rien, ne peut rien savoir parce que les plus grandes puissances sont liées, entravées, obligées de se battre sur plusieurs fronts. La conduite de Hoffmann est déterminée d'une part par la nécessité d'anéantir la République des Soviets ; d'autre part, il doit soutenir la guerre sur plusieurs autres fronts ; et enfin la révolution mûrit en Allemagne, fait des progrès. Hoffmann le sait. Il ne peut pas, comme on l'affirme, prendre tout de suite Pétrograd, prendre Moscou. Mais il pourra le faire demain, c'est fort possible. Je répète qu'en ce moment où l'armée est malade, où il nous faut profiter de chaque instant, coûte que coûte, fût-ce d'un jour de répit, nous disons que chaque révolutionnaire sérieux, lié aux masses, sachant ce que c'est que la guerre, ce que c'est que la masse, doit la discipliner, la guérir ; il doit s'efforcer de la dresser pour une nouvelle guerre. Un tel révolutionnaire nous donnera raison, il admettra n'importe quel traité infâme — cela dans l'intérêt de la révolution prolétarienne, de la rénovation de la Russie et de son amputation de l'organe malade. En signant cette paix, chaque homme de bon sens le comprendra, nous ne cessons pas notre révolution ouvrière ; chacun comprend qu'en signant la paix avec les Allemands, nous ne retirons pas notre aide militaire : nous envoyons aux Finlandais des armes, et non des détachements inutilisables.

Peut-être accepterons-nous la guerre, peut-être même serons-nous demain obligés de livrer Moscou, et puis nous prendrons l'offensive : nous lancerons notre armée contre l'armée ennemie, si dans l'état d'esprit du peuple survient ce revirement qui mûrit, qui nécessitera peut-être beaucoup de temps, mais qui se produira quand les grandes masses diront autre chose que ce qu'elles disent aujourd'hui. Je suis obligé d'accepter la paix, fût-elle des plus détestables, parce que je ne puis encore dire maintenant que ce moment-là est venu. Quand viendra ce renouveau, chacun le sentira, chacun verra que le peuple russe n'est pas bête ; il voit, il comprendra qu'il faut s'abstenir, qu'il faut adopter ce mot d'ordre. Telle est la tâche principale du congrès du Parti et du congrès des Soviets.

Il faut savoir travailler dans cette voie nouvelle. C'est autrement difficile, mais non impossible. Cela n'est point fait pour ruiner le pouvoir des Soviets, à moins que nous ne le fassions nous-mêmes par une aventure stupide. Le temps viendra où le peuple dira : je ne permettrai plus qu'on me martyrise. Mais cela ne peut se produire que si nous ne nous lançons pas dans cette aventure, que si nous savons travailler dans des conditions difficiles, imposées par le traité d'extrême humiliation que nous avons signé il y a quelques jours ; car la guerre seule, un traité de paix à lui seul, ne peut résoudre une pareille crise historique. Le peuple allemand était lié par une organisation monarchique en 1807, quand il signait sa paix de Tilsit, après plusieurs traités de paix humiliants qui devenaient autant de trêves pour de nouvelles humiliations et des violations nouvelles. L'organisation soviétique des masses facilitera notre tâche.

Notre mot d'ordre ne peut être que celui-ci : étudier sérieusement l'art militaire, faire régner l'ordre sur les chemins de fer. Sans chemins de fer, la guerre révolutionnaire socialiste est la pire trahison. Il importe de faire de l'ordre, et il faut rassembler toute l'énergie, toute la puissance nécessaires pour faire donner à la révolution ce qu'elle a de meilleur.

Saisissez-vous de la trêve, puisqu'elle vous est offerte, ne fût-ce que pour une heure, afin de tenir contact avec la zone éloignée de l'arrière et y former de nouvelles armées. Laissez là vos illusions que la vie vous fait et vous fera encore payer cher. Une époque de lourdes défaites s'offre à nous. Elle est là, il faut savoir en tenir compte, il faut être prêt pour un travail opiniâtre, clandestin, en des conditions d'asservissement notoire aux Allemands. Il n'y a pas à le dissimuler, c'est vraiment une paix de Tilsit. Si nous savons agir ainsi, nous pourrons dire avec une certitude absolue que, malgré toutes les défaites, nous vaincrons.

Imprimé en 1923 dans la brochure : Le VII^e^ Congrès du P.C.R. (b). Procès verbal sténographique des 6 et 8 mars 1918.

LA TACHE PRINCIPALE DE NOS JOURS

Tu es misérable, tu es opulente,
Tu es vigoureuse, tu es impuissante,
Petite-mère Russie !

L'histoire de l'humanité opère, de nos jours, un des tournants les plus grands, les plus difficiles, ayant une immense portée, que l'on peut qualifier sans la moindre exagération d'universellement libératrice. Ce tournant va de la guerre à la paix ; de la guerre entre les rapaces qui poussent des millions d'exploités et de travailleurs à la tuerie pour établir une nouvelle modalité dans le partage du butin volé par les brigands les plus forts, — à la guerre des opprimés contre les oppresseurs pour s'affranchir du joug du Capital ; d'un abîme de souffrances, de tourments, de faim, de sauvagerie, au radieux avenir de la société communiste, du bien-être général et d'une paix durable ; rien d'étonnant qu'aux points les plus décisifs de ce tournant si rapide, tandis que tout autour le vieux monde craque et s'effondre dans un fracas effroyable, tandis que naît à côté, dans d'indescriptibles souffrances, un monde nouveau, la tête tourne à quelques-uns, le désespoir s'empare de quelques autres ; d'autres enfin cherchent à fuir la réalité parfois trop amère, pour se réfugier à l'ombre d'une belle, d'une séduisante phrase.

Il a été donné à la Russie de connaître de très près, de vivre d'une façon particulièrement aiguë et douloureuse, les revirements les plus brusques parmi les brusques revirements de l'histoire qui se tourne de l'impérialisme vers la révolution communiste. Nous avons détruit en quelques jours l'une des monarchies les plus anciennes, les plus puissantes, les plus barbares et les plus cruelles. Nous avons franchi en quelques mois les diverses étapes de l'entente avec la bourgeoisie et de la destruction des illusions petites-bourgeoises, étapes auxquelles d'autres pays avaient dû consacrer des dizaines d'années. En quelques semaines, après avoir renversé la bourgeoisie, nous avons eu raison de sa résistance déclarée dans la guerre civile. Nous avons traversé notre immense pays, d'un bout à l'autre, en une marche victorieuse, triomphale, du bolchévisme. Nous avons haussé à la liberté et à une vie indépendante les plus basses couches des masses laborieuses, opprimées par le tsarisme et la bourgeoisie. Nous avons instauré et affermi la République des Soviets, nouveau type d'Etat, incommensurablement plus élevé et plus démocratique que les meilleures des républiques parlementaires bourgeoises. Nous avons institué la dictature du prolétariat, soutenue par les paysans pauvres, et amorcé un système largement conçu de réformes socialistes. Chez des millions et des millions d'ouvriers de tous les pays, nous avons éveillé la foi en leurs propres forces et allumé la flamme de l'enthousiasme. Nous avons lancé partout l'appel à la révolution ouvrière internationale. Nous avons lancé un défi aux rapaces impérialistes de tous les pays.

Et, en quelques jours, un rapace impérialiste qui nous avait attaqués alors que nous étions désarmés, nous a fait toucher terre. Il nous a imposé la signature d'une paix incroyablement lourde et humiliante, — une rançon pour avoir osé nous arracher, ne fût-ce que pour un temps très court, à l'étau de la guerre impérialiste. Le rapace écrase, étrangle, déchire la Russie avec une frénésie d'autant plus grande que se dresse plus menaçant dans son propre pays le spectre de la révolution ouvrière.

Nous avons été contraints de signer une paix « de Tilsit ». Ne nous leurrons pas. Ayons le courage de regarder bien en face la vérité amère, sans fard. Il faut mesurer, sonder jusqu'au fond tout cet abîme de défaite, de démembrement, d'asservissement, d'humiliation dans lequel on nous a fait tomber aujourd'hui. Plus nettement nous nous rendrons compte de notre situation, et plus ferme, mieux trempée, d'une trempe d'acier, sera notre volonté de nous affranchir, notre aspiration à nous relever de l'asservissement à l'indépendance, notre inflexible résolution d'obtenir à tout prix que la Russie, cessant d'être impuissante et misérable, devienne, dans le plein sens de ces mots, vigoureuse et opulente.

Elle peut le devenir, car il nous est tout de même resté suffisamment d'espace et de richesses naturelles pour fournir à tous et à chacun des moyens d'existence en quantité sinon abondante, du moins suffisante. Nous avons ce qu'il faut — des richesses naturelles, des réserves de forces humaines et aussi le magnifique élan que la grande révolution a imprimé au génie créateur du peuple — pour créer une Russie vraiment vigoureuse et opulente. La Russie le deviendra si, rejetant tout découragement et toute phrase, les dents serrées, elle rassemble toutes ses forces ; si elle tend chaque nerf, bande chaque muscle ; si elle comprend que le salut n'est possible que dans la *seule* voie de la révolution socialiste internationale où nous nous sommes engagés. Persévérer dans cette voie sans se laisser abattre par les défaites, édifier pierre à pierre les fondations solides de la société socialiste, travailler sans relâche à créer une discipline et une autodiscipline, à affermir partout et toujours l'organisation, l'ordre, l'activité féconde, la collaboration harmonieuse des forces du peuple tout entier, le recensement général et le contrôle de la production et de la répartition des produits, tel est le chemin qui conduit à la création de la puissance militaire et de la puissance socialiste.

Il est indigne d'un vrai socialiste de faire le fanfaron, ou de tomber dans le désespoir, quand une pénible défaite lui a été infligée. Il est faux que nous n'ayons pas d'issue et qu'il ne nous reste de choix qu'entre la mort « sans gloire » (du point de vue d'un gentilhomme polonais) qu'est une paix accablante, et une mort « glorieuse » dans un combat désespéré. Il est faux que nous ayons trahi nos idéaux et nos amis en signant une paix « de Tilsit ». Nous n'avons rien trahi, ni personne, nous n'avons sanctifié ni voilé aucun mensonge ; à aucun ami ou compagnon d'infortune nous n'avons refusé de venir en aide par tout ce qui était en notre pouvoir, par tous les moyens dont nous disposions. Le capitaine qui emmène à l'arrière, en zone profonde, les restes d'une armée battue ou frappée de panique ; le capitaine qui, en cas d'extrême nécessité, protège cette retraite en signant la paix la plus dure et la plus humiliante, ne commet pas une trahison envers les unités de l'armée auxquelles il n'est pas en mesure de porter secours et dont il est coupé par l'ennemi. Ce capitaine fait son devoir en choisissant la seule voie où l'on puisse sauver ce qui peut encore être sauvé, sans se risquer dans des aventures, sans farder aux yeux du peuple l'amère vérité, en « cédant de l'espace, pour gagner du temps », en utilisant *toute* trêve, si minime fût-elle, pour rassembler des forces, laisser respirer et se remettre un peu l'armée touchée par la désagrégation et la démoralisation.

Nous avons signé une paix « de Tilsit ». Lorsque Napoléon 1er imposa la paix de Tilsit à la Prusse, en 1807, le conquérant avait défait toutes les armées allemandes, occupé la capitale et toutes les grandes villes, institué sa police, obligé les vaincus à lui fournir des corps auxiliaires pour entreprendre de nouvelles guerres de rapine, démembré l'Allemagne en concluant avec tels Etats allemands des alliances contre tels autres. Et pourtant, même après une *telle* paix, le peuple allemand tint bon ; il sut rassembler ses forces, se relever et conquérir son droit à la liberté et à l'indépendance.

Pour quiconque veut penser et sait penser, l'exemple de la paix de Tilsit (qui ne fut que l'un des nombreux traités durs et humiliants imposés aux Allemands à cette époque) montre avec évidence tout ce qu'il y a de puérilement naïf dans cette idée que, quelles que soient les conditions, une paix accablante est un abîme de perdition, tandis que la guerre est le chemin de la vaillance et du salut. Les époques de guerres nous enseignent que la paix a souvent joué dans l'histoire le rôle d'une trêve pour le rassemblement des forces en vue de nouvelles batailles. La paix de Tilsit fut la plus grande humiliation pour l'Allemagne. Mais en même temps, elle marqua un tournant vers un vaste essor national. A l'époque, la situation historique ne laissait pour cet essor d'autre issue que la formation d'un Etat *bourgeois*. Alors, il y a plus de cent ans, une infime poignée de nobles et quelques petits groupes d'intellectuels bourgeois faisaient l'histoire, tandis que les masses d'ouvriers et de paysans restaient assoupies, endormies. Aussi l'histoire ne pouvait-elle ramper qu'avec une effrayante lenteur.

Maintenant le capitalisme a porté infiniment plus haut la culture en général, et celle des masses en particulier. La guerre, avec ses horreurs et ses souffrances sans nom a secoué les masses, elle les a réveillées. La guerre a stimulé l'histoire qui file désormais avec la vitesse d'une locomotive. Aujourd'hui des millions et des dizaines de millions d'hommes font eux-mêmes l'histoire. Le développement du capitalisme l'a amené au socialisme. Et c'est pourquoi, si la Russie va aujourd'hui — et elle y va incontestablement — d'une paix « de Tilsit » à l'essor national, à la grande guerre pour le salut de la patrie, l'issue — pour cet essor — n'est pas celle qui conduit à l'Etat bourgeois, mais celle qui conduit à la révolution socialiste internationale. Nous sommes partisans de la défense nationale depuis le 25 octobre 1917. Nous sommes pour la « défense de la patrie », mais la guerre pour le salut de la patrie vers laquelle nous allons, est une guerre pour la patrie socialiste, pour le socialisme devenu patrie, pour la République des Soviets, *détachement* de l'armée mondiale du socialisme.

« Haine à l'Allemand, sus à l'Allemand ! » — tel était et demeure le mot d'ordre du patriotisme ordinaire, c'est-à-dire bourgeois. Nous dirons, nous : « Haine aux rapaces impérialistes, haine au capitalisme, mort au capitalisme ! » et aussi : « Mets-toi à l'école de l'Allemand ! Sois fidèle à l'alliance fraternelle avec les ouvriers allemands. Ils tardent à nous secourir. Gagnons donc du temps, attendons-les, ils *viendront* à notre secours. » Oui, mets-toi à l'école de l'Allemand ! L'histoire fait des détours et des zigzags. Il se trouve que c'est l'Allemand qui incarne aujourd'hui, en même temps qu'un impérialisme féroce, les principes de discipline, d'organisation, de collaboration harmonieuse sur la base de l'industrie moderne mécanisée, du recensement et du contrôle les plus rigoureux.

Or, c'est justement ce qui nous manque. Justement ce que nous devons apprendre. Justement ce dont notre grande révolution a besoin pour pouvoir, après un début victorieux, et en passant par de dures épreuves, arriver à la victoire finale. C'est justement ce qu'il faut à la république socialiste soviétique de Russie pour cesser d'être misérable et impuissante, et devenir à jamais opulente et vigoureuse.

Publié le 12 mars 1918, dans les Izvestia du Comité exécutif central des Soviets de Russie, n° 46.

LES TACHES IMMÉDIATES DU POUVOIR DES SOVIETS

LA SITUATION INTERNATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE DES SOVIETS DE RUSSIE ET LES TÂCHES ESSENTIELLES DE LA RÉVOLUTION SOCIALISTE

Grâce à la paix que nous avons obtenue, si douloureuse et si précaire qu'elle soit, la République des Soviets de Russie est désormais en mesure de concentrer pendant un certain temps ses forces sur le secteur le plus important et le plus difficile de la révolution socialiste, à savoir sa tâche d'organisation.

Cette tâche est posée avec clarté et précision à toutes les masses laborieuses et opprimées dans le 4e alinéa (4e partie) de la résolution adoptée le 16 mars 1918 à Moscou[45] au Congrès extraordinaire des Soviets, dans le même alinéa (ou dans la même partie) qui traite de l'autodiscipline des travailleurs et de la lutte impitoyable contre le chaos et la désorganisation.

La précarité de la paix obtenue par la République des Soviets de Russie ne tient évidemment pas au fait que celle-ci songerait maintenant à reprendre les hostilités ; aucun homme politique de sens rassis n'y songe, en dehors des contre-révolutionnaires bourgeois et de leurs sous-ordres (menchéviks et autres). La précarité de la paix tient à ce que, dans les Etats impérialistes limitrophes de la Russie, à l'Ouest et à l'Est, qui possèdent une force militaire considérable, on peut voir triompher d'un moment à l'autre le parti militaire, tenté par la faiblesse momentanée de la Russie et stimulé par les capitalistes qui haïssent le socialisme et sont friands de pillages.

Devant cette situation, notre seule garantie de paix réelle, et non fictive, c'est la rivalité entre les puissances impérialistes, qui a atteint son paroxysme et qui se manifeste, d'une part, dans la reprise du carnage impérialiste des peuples en Occident et, d'autre part, dans l'extrême aggravation de la compétition impérialiste entre le Japon et les Etats-Unis pour la domination sur le Pacifique et son littoral.

On conçoit qu'avec une protection aussi vacillante, notre République socialiste soviétique se trouve dans une situation internationale on ne peut plus précaire, incontestablement critique. Nous devons, en tendant à l'extrême toutes nos forces, mettre à profit la trêve que nous offre ce concours de circonstances pour panser les graves blessures causées par la guerre à tout l'organisme social de la Russie et relever le pays économiquement, faute de quoi il ne saurait être question d'une augmentation tant soit peu sérieuse de sa capacité de défense.

De même, il est évident que nous ne pourrons prêter un concours sérieux à la révolution socialiste en Occident, qui est en retard pour un certain nombre de raisons, que dans la mesure où nous saurons nous acquitter de la tâche d'organisation qui nous incombe.

La condition essentielle du succès dans l'accomplissement de cette tâche d'organisation, la première de toutes, c'est que les dirigeants politiques du peuple, c'est-à-dire les membres du Parti communiste (bolchevik) de Russie, et ensuite tous les représentants conscients des masses laborieuses, assimilent à fond la différence radicale qui existe à cet égard entre les anciennes révolutions bourgeoises et l'actuelle révolution socialiste.

Dans les révolutions bourgeoises, la tâche principale des masses laborieuses consistait à accomplir un travail négatif ou destructeur : abolir le régime féodal, la monarchie, les vestiges du moyen âge. Quant au travail positif, créateur, d'organisation de la nouvelle société, c'était la minorité possédante, la minorité bourgeoise de la population qui s'en acquittait. Et elle s'acquittait de cette tâche, en dépit de la résistance des ouvriers et des paysans pauvres, avec une facilité relative, non seulement parce que la résistance des masses exploitées par le capital était alors extrêmement faible en raison de leur dispersion et de leur ignorance, mais encore parce que la principale force organisatrice de la société capitaliste avec sa structure anarchique était le marché national et international, qui s'étend spontanément en profondeur et en étendue.

Au contraire, la tâche principale dont le prolétariat et les paysans pauvres qu'il dirige doivent s'acquitter dans toute révolution socialiste, et, par conséquent, dans la révolution socialiste que nous avons commencée en Russie le 25 octobre 1917, est un travail positif ou créateur qui consiste à mettre au point un système extrêmement complexe et délicat de nouveaux rapports d'organisation embrassant la production et la répartition régulières des produits nécessaires à l'existence de dizaines de millions d'hommes. Une telle révolution ne peut être accomplie avec succès que si la majorité de la population elle-même, et avant tout, la majorité des travailleurs, fait preuve d'une initiative créatrice historique. C'est seulement si le prolétariat et les paysans pauvres trouvent en eux assez de conscience, d'attachement à leur idéal, d'abnégation, de ténacité, que la victoire de la révolution socialiste sera

assurée. En créant un type d'Etat nouveau, soviétique, qui offre aux masses laborieuses et opprimées la possibilité de participer activement, d'une façon autonome, à l'édification de la société nouvelle, nous n'avons résolu qu'une petite partie d'un problème très ardu. La principale difficulté se situe dans le domaine économique : réaliser partout le recensement et le contrôle les plus rigoureux de la fabrication et de la répartition des produits, augmenter le rendement du travail, *socialiser* la production *dans les faits.*

Le développement du Parti bolchevik, aujourd'hui parti de gouvernement en Russie, montre avec une évidence particulière en quoi consiste le tournant historique que nous traversons et qui caractérise le moment politique actuel, tournant qui nécessite une nouvelle orientation du pouvoir des Soviets, c'est-à-dire une façon nouvelle de poser des problèmes nouveaux.

La première tâche de tout parti de l'avenir, c'est de convaincre la majorité du peuple de la justesse de son programme et de sa tactique. Cette tâche figurait au premier plan tant sous le tsarisme qu'à l'époque de la politique de conciliation poursuivie par les Tchernov et les Tsérétéli à l'égard des Kérenski et des Kichkine. Aujourd'hui, cette tâche qui est naturellement encore loin d'être achevée (et ne saurait jamais être épuisée jusqu'au bout) est accomplie pour l'essentiel, car la plupart des ouvriers et des paysans de Russie, ainsi que l'a montré incontestablement le dernier congrès des Soviets à Moscou, sont manifestement du côté des bolcheviks.

La deuxième tâche de notre Parti était de conquérir le pouvoir politique et d'écraser la résistance des exploiteurs. Cette tâche, elle aussi, est loin d'être épuisée, et il est impossible de la méconnaître, car les monarchistes et les cadets, d'une part, et leurs sous-ordres et acolytes, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires de droite, d'autre part, continuent leurs efforts pour s'unir en vue de renverser le pouvoir des Soviets. Mais, pour l'essentiel, la tâche consistant à écraser la résistance des exploiteurs a déjà été accomplie, dans la période qui va du 25 octobre 1917 à février 1918 (approximativement), ou à la capitulation de Bogaïevski.[46]

Une troisième tâche, celle d'organiser *l'administration* de la Russie, s'inscrit maintenant à l'ordre du jour, comme une tâche urgente et immédiate, caractéristique du moment actuel. Il va de soi que nous nous la sommes posée et que nous avons travaillé à la résoudre dès le lendemain du 25 octobre 1917. Mais, jusqu'à présent, tant que la résistance des exploiteurs revêtait encore la forme d'une guerre civile déclarée, la tâche d'administration *ne pouvait pas* devenir la tâche *principale,* la tâche *centrale.*

Elle l'est aujourd'hui. Nous, le Parti bolchevik, nous avons *convaincu* la Russie. Nous avons *conquis* la Russie sur les riches pour les pauvres, sur les exploiteurs pour les travailleurs. Il s'agit maintenant de *l'administrer.* Et la grande difficulté qui caractérise le moment actuel est de bien saisir *les particularités de la transition* d'une période où notre tâche essentielle était de convaincre le peuple et d'écraser militairement les exploiteurs, à la nouvelle période où notre tâche essentielle est la tâche *d'administration.*

Pour la première fois dans l'histoire du monde, un parti socialiste a pu achever dans ses grandes lignes la conquête du pouvoir et l'écrasement des exploiteurs, a pu *en arriver* à la tâche *d'administration.* Nous devons nous montrer de dignes réalisateurs de cette tâche très ardue (et très féconde) de la révolution socialiste. Nous devons *nous pénétrer de cette idée* que pour bien administrer, *il ne suffit pas* de savoir convaincre, il ne suffit pas de savoir vaincre dans la guerre civile ; il faut aussi savoir *organiser pratiquement.* C'est la tâche la plus difficile, car il s'agit d'organiser d'une nouvelle manière les bases les plus profondes, les bases économiques, de l'existence de dizaines et de dizaines de millions d'hommes. Et c'est aussi la tâche la plus féconde, car ce n'est *qu'après* l'avoir réalisée (dans ses grandes lignes essentielles) que l'on pourra dire que la Russie *est devenue* une République non seulement soviétique, mais aussi socialiste.

LE MOT D'ORDRE GÉNÉRAL DU MOMENT

La situation objective que nous venons de décrire à grands traits et qui a été créée par une paix extrêmement dure et précaire, par une désorganisation économique des plus douloureuses, par le chômage et la famine, toutes choses que nous ont léguées la guerre et la domination bourgeoise (en la personne de Kérenski ainsi que des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires de droite qui le soutenaient), cette situation a forcément entraîné une extrême lassitude, voire l'épuisement des grandes masses de travailleurs. Ces masses exigent impérieusement — et ne peuvent pas ne pas exiger — un certain repos. La reconstitution des forces productives détruites par la guerre et par la gestion de la bourgeoisie ; la guérison des blessures causées par la guerre, par la défaite essuyée dans la guerre, par la spéculation et les tentatives de la bourgeoisie pour restaurer le pouvoir renversé des exploiteurs ; le redressement économique du pays ; la ferme protection d'un ordre élémentaire, voilà ce qui est à l'ordre du jour. Cela peut paraître un paradoxe, mais en réalité, il est absolument certain, dans les

conditions objectives que nous avons indiquées, que le pouvoir des Soviets ne peut, à l'heure actuelle, assurer solidement le passage de la Russie au socialisme que s'il réussit, en dépit de la résistance de la bourgeoisie, des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires de droite, à s'acquitter pratiquement de ces premières tâches élémentaires et les plus élémentaires tendant à sauvegarder les bases de la vie publique. S'acquitter pratiquement de ces tâches les plus élémentaires et surmonter les difficultés d'organisation que comportent les premiers pas vers le socialisme, ce sont aujourd'hui, en raison des particularités concrètes de la situation actuelle et étant donné l'existence du pouvoir des Soviets avec ses lois sur la socialisation de la terre, le contrôle ouvrier, etc., ce sont aujourd'hui les deux faces d'une seule médaille.

Tiens tes comptes avec soin et conscience, règle sagement tes dépenses, ne te laisse pas aller à la fainéantise, ne vole pas, observe la plus stricte discipline dans le travail, ces mots d'ordre raillés avec raison par les prolétaires révolutionnaires alors que la bourgeoisie tentait par ces propos de camoufler sa domination de classe d'exploiteurs, deviennent aujourd'hui, après le renversement de la bourgeoisie, les principaux mots d'ordre de l'heure. D'une part, l'application pratique de ces mots d'ordre par la *masse* des travailleurs est *l'unique* condition du salut de ce pays effroyablement martyrisé par la guerre impérialiste et les rapaces de l'impérialisme (Kérenski en tête) ; d'autre part, l'application pratique de ces mots d'ordre par le pouvoir *soviétique,* par *ses* méthodes et sur la base de *ses* lois, est la condition nécessaire et *suffisante* de la victoire définitive du socialisme. C'est ce que ne peuvent comprendre ceux qui se détournent avec mépris quand on leur parle de mettre au premier plan des mots d'ordre aussi « rebattus » et aussi, « triviaux ». Dans ce pays de petits paysans qui a renversé le tsarisme depuis un an seulement, et qui s'est libéré des Kérenski depuis moins de six mois, il reste naturellement pas mal d'anarchisme spontané, aggravé par la bestialité et la sauvagerie qui accompagnent toute guerre réactionnaire et de longue durée ; il n'est pas rare non plus qu'on se laisse aller au désespoir ou à une irritation sans objet ; si l'on ajoute à cela la politique de provocation des laquais de la bourgeoisie (menchéviks, socialistes-révolutionnaires de droite, etc.), on comprendra aisément quels efforts persévérants et tenaces doivent être déployés par les meilleurs et les plus conscients des ouvriers et des paysans pour amener un revirement complet dans l'état d'esprit des masses et les aider à passer à un travail régulier, ordonné et discipliné. Seul ce revirement de la masse pauvre (des prolétaires et des semi-prolétaires) rendra définitive la victoire sur la bourgeoisie, et, notamment, sur la bourgeoisie paysanne, la plus opiniâtre et la plus nombreuse.

UNE NOUVELLE PHASE DE LA LUTTE CONTRE LA BOURGEOISIE

La bourgeoisie est vaincue chez nous, mais elle n'est pas encore entièrement extirpée, anéantie ni même tout à fait brisée. Aussi, une forme nouvelle, supérieure, de lutte contre la bourgeoisie s'inscrit à l'ordre du jour : il s'agit de passer de la tâche la plus simple, qui est de poursuivre l'expropriation des capitalistes, à une tâche beaucoup plus complexe et plus ardue : créer des conditions dans lesquelles la bourgeoisie ne puisse ni exister, ni se reformer à nouveau. Il est évident que cette tâche est d'un ordre infiniment supérieur et qu'aussi longtemps qu'elle n'est pas accomplie, il n'y a pas de socialisme.

En prenant pour critère les révolutions d'Europe occidentale, nous sommes aujourd'hui à peu près au niveau de 1793 et de 1871, Nous pouvons légitimement être fiers de nous être élevés à ce niveau et de l'avoir même incontestablement dépassé, en ce sens que nous avons décrété et instauré dans la Russie tout entière un *type* supérieur d'Etat : le pouvoir des Soviets. Mais en aucun cas nous ne pouvons nous contenter des résultats obtenus, car nous n'avons fait qu'amorcer le passage au socialisme, et, sous *ce* rapport, l'essentiel n'est pas *encore* réalisé.

L'essentiel, c'est d'organiser le recensement et le contrôle les plus rigoureux, par le peuple tout entier, de la fabrication et de la répartition des produits. Or, dans les entreprises, les branches et les domaines de l'économie que nous avons enlevés à la bourgeoisie, nous ne sommes *pas encore* arrivés à organiser le recensement et le contrôle : or, à défaut de cela, il ne saurait être question de la seconde condition matérielle, non moins importante, de l'instauration du socialisme, et qui est l'augmentation de la productivité du travail, à l'échelle du pays.

On ne pourrait donc définir la tâche du moment par la simple formule : poursuivre l'offensive contre le capital. Bien qu'il soit certain que nous n'avons pas donné le coup de grâce au capital et qu'il soit absolument nécessaire de poursuivre l'offensive contre cet ennemi des travailleurs, une pareille formule serait inexacte, peu concrète ; elle ne tiendrait pas compte du *caractère particulier* du moment actuel où, pour assurer le succès de l'offensive *ultérieure,* il faut, *aujourd'hui,* « arrêter » momentanément l'offensive.

On peut expliquer cela en comparant notre situation dans la guerre contre le capital à la situation d'une armée victorieuse qui, après avoir enlevé à l'ennemi, disons la moitié ou les deux tiers de son territoire, est contrainte d'arrêter son offensive pour rassembler ses forces, accroître ses réserves de munitions, réparer et renforcer les lignes de communication, construire de nouveaux dépôts, amener des renforts, etc. Dans ces conditions, l'arrêt momentané de l'offensive de l'armée victorieuse est nécessaire justement pour pouvoir conquérir sur l'ennemi le reste du territoire, c'est-à-dire pour que la victoire soit complète. Quiconque n'a pas compris que tel est précisément le caractère de l'« arrêt » momentané que la situation objective nous impose à l'heure actuelle dans notre offensive contre le capital, n'a rien compris à l'étape politique que nous vivons.

Il va de soi qu'on ne peut parler d'un « arrêt » de l'offensive contre le capital qu'en mettant le mot entre guillemets, en l'employant comme une métaphore. Dans une guerre ordinaire on peut donner l'ordre d'arrêter l'offensive sur toute la ligne ; on peut, pratiquement, arrêter la marche en avant. Dans la guerre contre le capital, la marche en avant ne peut être arrêtée, et il ne saurait être question pour nous de renoncer à poursuivre l'expropriation du capital. Il s'agit de déplacer le *centre de gravité* de notre travail économique et politique. Jusqu'ici, ce qui figurait *au premier plan,* c'étaient les mesures visant directement à exproprier les expropriateurs. Aujourd'hui, ce qui se trouve *au premier plan,* c'est l'organisation du recensement et du contrôle dans les entreprises où les capitalistes sont déjà expropriés, comme aussi dans toutes les autres.

Si nous voulions poursuivre maintenant l'expropriation du capital au même rythme que naguère, nous subirions certainement une défaite, car il est évident pour tout homme qui réfléchit que notre travail d'organisation du recensement et du contrôle prolétarien, est manifestement *en retard* sur notre travail visant *directement* à « exproprier les expropriateurs ». Si nous portons maintenant tous nos efforts sur l'organisation du recensement et du contrôle, nous pourrons résoudre ce problème, rattraper le temps perdu et gagner *toute* notre « campagne » contre le capital.

Mais avouer que nous avons à rattraper un retard, n'est-ce pas avouer que nous avons commis quelque faute ? Pas du tout. Prenons un autre exemple militaire. S'il est possible de battre et de refouler l'ennemi avec la seule cavalerie légère, il faut le faire. Mais si on ne peut le faire avec succès que jusqu'à une certaine limite, on conçoit fort bien qu'au-delà de cette limite il soit nécessaire d'amener de l'artillerie lourde. En reconnaissant que nous avons aujourd'hui à rattraper un retard en vue d'amener l'artillerie lourde à pied d'œuvre, nous ne reconnaissons nullement que l'attaque victorieuse de la cavalerie ait été une faute.

Les laquais de la bourgeoisie nous ont souvent reproché d'avoir fait donner la « garde rouge » contre le capital. Reproche absurde et bien digne des laquais du sac d'écus. Car, *à l'époque,* les circonstances nous prescrivaient absolument de faire donner contre le capital la « garde rouge » : premièrement, le capital résistait *alors* militairement en la personne de Kérenski et de Krasnov, de Savinkov et de Gotz (aujourd'hui encore de Guéguetchkori), de Doutov et de Bogaïevski. Une résistance militaire ne peut être brisée que par des moyens militaires, et les gardes rouges ont accompli une œuvre historique des plus grandes et des plus nobles en affranchissant les travailleurs et les exploités du joug des exploiteurs.

Deuxièmement, nous n'aurions pu à l'époque mettre au premier plan les méthodes d'administration au lieu des méthodes de répression, aussi parce que l'art d'administrer n'est pas inné ; il s'acquiert par l'expérience. Cette expérience nous faisait défaut à ce moment-là. Nous l'avons maintenant. Troisièmement, nous ne pouvions alors disposer de spécialistes dans les diverses branches de la connaissance et de la technique : ou bien ils combattaient dans les rangs de Bogaïevski, ou bien ils étaient encore en mesure de nous opposer par le *sabotage* une résistance passive, systématique et opiniâtre. Or, maintenant, nous avons brisé le sabotage. L'attaque de la « garde rouge » contre le capital a réussi, elle a triomphé, car nous avons vaincu la résistance militaire du capital aussi bien que sa résistance par le sabotage.

Est-ce à dire qu'une attaque de la « garde rouge » contre le capital soit *toujours* indiquée, en *toutes* circonstances, que nous *n'ayons pas* d'autres moyens de combattre le capital ? Il serait puéril de le croire. Nous avons vaincu en faisant donner la cavalerie légère, mais nous avons aussi de l'artillerie lourde. Nous avons vaincu par les méthodes de répression, nous saurons vaincre aussi par les méthodes d'administration. Il faut savoir changer les méthodes de lutte contre l'ennemi à mesure que changent les circonstances. Pas un instant nous ne renoncerons à réprimer par les méthodes de la « garde rouge » les activités des sieurs Savinkov et Guéguetchkori, ainsi que de tous les autres contre-révolutionnaires parmi les grands propriétaires fonciers et les bourgeois. Mais nous ne serons pas assez sots pour mettre au premier rang les procédés de la « garde rouge » alors que l'époque où les attaques de ce genre étaient indispensables est en gros terminée (et terminée victorieusement) et que s'annonce

toute proche une époque où le pouvoir d'Etat du prolétariat devra employer les spécialistes bourgeois pour retourner le sol de telle façon qu'aucune bourgeoisie ne puisse jamais y pousser.

C'est une époque ou, plus exactement, une phase de développement, d'un genre particulier, et pour vaincre le capital jusqu'au bout, il faut savoir adapter les formes de notre lutte aux conditions particulières de cette phase.

Sans la direction des spécialistes des divers domaines de la connaissance, de la technique et de l'expérience, la transition au socialisme est impossible, car le socialisme requiert une progression consciente €t massive vers une productivité du travail supérieure à celle du capitalisme et sur la base des résultats atteints par celui-ci. Le socialisme doit réaliser cette progression à sa *manière,* par ses propres méthodes, disons-le d'une façon plus concrète : par des méthodes *soviétiques.* Or, la plupart des spécialistes sont forcément bourgeois, de par toutes les conditions de la vie sociale qui en a fait des spécialistes. Si notre prolétariat, une fois maître du pouvoir, avait rapidement tranché la question du recensement, du contrôle et de l'organisation à l'échelle du pays (ce qui était impossible par suite de la guerre et de l'état arriéré de la Russie), nous aurions pu, après avoir brisé le sabotage, nous soumettre entièrement les spécialistes bourgeois grâce à la généralisation du recensement et du contrôle. Par suite du « retard » sensible que nous enregistrons en matière de recensement et de contrôle en général, et bien que nous ayons réussi à vaincre le sabotage, nous n'avons *pas encore* créé des conditions qui mettraient à notre disposition les spécialistes bourgeois ; une quantité de saboteurs « prennent du service », mais les meilleurs organisateurs et les plus grands spécialistes peuvent être utilisés par l'Etat soit à l'ancienne manière, à la manière bourgeoise (c'est-à-dire moyennant des salaires élevés), soit à la manière nouvelle, prolétarienne (c'est-à-dire en créant des conditions de recensement et de contrôle exercés d'en bas par le peuple entier, conditions qui auraient pour conséquence inéluctable, automatique, de nous soumettre et d'attirer à nous les spécialistes).

Force nous a été de recourir maintenant au vieux procédé, au procédé bourgeois, et de consentir à payer un prix très élevé les « services» des plus grands spécialistes bourgeois. Cela, tous ceux qui connaissent la question le voient bien, mais tout le monde n'approfondit pas la portée de cette mesure prise par l'Etat prolétarien. Il est évident que cette mesure est un compromis, un certain abandon des principes de la Commune de Paris et de tout pouvoir prolétarien, lesquels exigent que les traitements soient ramenés au niveau du salaire d'un ouvrier moyen, et que l'arrivisme soit combattu par des actes et non par des paroles.

Plus encore. Il est évident que cette mesure n'est pas simplement un arrêt, — dans un certain domaine et dans une certaine mesure — de l'offensive contre le capital (car le capital, ce n'est pas une somme d'argent, ce sont des rapports sociaux déterminés) ; c'est encore *un pas en arrière* fait par notre pouvoir d'Etat socialiste soviétique, qui a proclamé et appliqué dès le début une politique tendant à ramener les traitements élevés au niveau du salaire d'un ouvrier moyen.

Naturellement, l'aveu que nous faisons un pas en arrière va faire ricaner les laquais de la bourgeoisie, surtout le menu fretin : menchéviks, gens de la *Novaïa Jizn,* socialistes-révolutionnaires de droite. Mais nous n'avons pas à nous occuper des ricanements. Il nous faut étudier les particularités de la voie nouvelle, infiniment ardue, qui mène au socialisme, sans dissimuler nos erreurs et nos faiblesses, mais en faisant effort pour achever à temps ce qui est encore inachevé. Cacher aux masses le fait qu'attirer les spécialistes bourgeois en leur offrant des traitements fort élevés, c'est s'écarter des principes de la Commune de Paris, ce serait tomber au niveau des politiciens bourgeois et tromper les masses. Expliquer franchement comment et pourquoi nous avons fait ce pas en arrière, examiner ensuite publiquement par quels moyens l'on peut se rattraper, c'est éduquer les masses et apprendre avec elles, par l'expérience, à construire le socialisme. L'histoire ne connaît guère de campagne militaire victorieuse où le vainqueur n'ait pas commis d'erreurs, n'ait pas subi de revers partiels, n'ait pas dû reculer momentanément sur tel ou tel point, céder ici ou là. Or, la « campagne » que nous avons entreprise contre le capitalisme est un million de fois plus difficile que la plus difficile des campagnes militaires ; et il serait absurde et honteux de se laisser abattre par un recul isolé et partiel.

Envisageons la question sous son aspect pratique. Admettons que la République des Soviets de Russie ait besoin de 1 000 savants et spécialistes de premier ordre dans les divers domaines de la connaissance, de la technique, de l'expérience pratique, pour diriger le travail du peuple de façon à relever aussi vite que possible l'économie du pays. Supposons qu'il faille payer à chacune de ces « étoiles de première grandeur», dont la plupart crient naturellement à la corruption des ouvriers d'autant plus volontiers qu'elles sont elles-mêmes plus corrompues par les mœurs bourgeoises, 25 000 roubles par an. Supposons que cette somme (25 millions de roubles) doive être doublée (compte tenu des primes pour l'accomplissement particulièrement rapide et réussi des tâches techniques et d'organisation les plus importantes) ou même quadruplée (compte tenu de quelques centaines de spécialistes étrangers plus exigeants, appelés par nous). La question se pose : peut-on considérer comme excessive ou

accablante pour la République des Soviets une dépense annuelle de cinquante ou cent millions de roubles destinés à la réorganisation du travail du peuple selon le dernier mot de la science et de la technique ? Non, évidemment. L'immense majorité des ouvriers et des paysans conscients approuveront cette dépense ; instruits par la vie pratique, ils savent que notre retard nous fait perdre des milliards et que nous n'avons *pas encore* atteint un niveau d'organisation, de recensement et de contrôle tel qu'il puisse entraîner la participation généralisée et de plein gré à *notre* travail des «étoiles» parmi les intellectuels bourgeois.

Bien entendu, la question a encore un autre aspect. On ne saurait contester l'influence dissolvante que les hauts traitements exercent sur le pouvoir soviétique (cela d'autant plus que, la révolution ayant été faite très rapidement, le nouveau pouvoir à vu s'attacher à lui un certain nombre d'aventuriers et d'escrocs qui, avec certains commissaires incapables ou sans scrupules, ne demanderaient pas mieux que de devenir des « étoiles »... dans l'art de piller le Trésor), aussi bien que sur la masse ouvrière. Mais tous les éléments honnêtes et réfléchis parmi les ouvriers et les paysans pauvres seront d'accord avec nous pour reconnaître que nous ne sommes pas en mesure de nous débarrasser d'emblée du funeste héritage légué par le capitalisme, et que nous ne pouvons affranchir la République soviétique du « tribut » de 50 à 100 millions de roubles (tribut que nous payons pour notre propre retard dans l'organisation du recensement et du contrôle exercés *d'en bas par le peuple entier)* qu'en nous organisant, en resserrant la discipline parmi nous, en nettoyant nos rangs de tous ceux qui « gardent l'héritage du capitalisme » ou qui « observent les traditions du capitalisme », c'est-à-dire des fainéants, des parasites, des dilapidateurs du Trésor (aujourd'hui, toute la terre, toutes les fabriques, tous les chemins de fer forment le « Trésor » de la République des Soviets). Si les éléments avancés conscients des ouvriers et des paysans pauvres réussissent, en l'espace d'une année, avec l'aide des institutions soviétiques, à s'organiser, à se discipliner, à se ressaisir, à créer une puissante discipline du travail, alors au bout d'un an, nous nous débarrasserons de ce « tribut » que nous pourrons diminuer même plus tôt... exactement dans la mesure des succès de notre discipline du travail et de notre organisation ouvrière et paysanne. Plus vite nous-mêmes, ouvriers et paysans, aurons acquis une meilleure discipline du travail et une technique du travail supérieure, en utilisant pour acquérir cette science les spécialistes bourgeois, et plus vite nous nous affranchirons de tout « tribut » versé à ces spécialistes.

Notre travail en vue d'organiser, sous la direction du prolétariat, le recensement et le contrôle populaire de la production et de la répartition des produits, retarde beaucoup sur notre effort pour exproprier directement les expropriateurs. Voilà qui est essentiel pour pouvoir comprendre les particularités du moment présent et les tâches qui en découlent pour le pouvoir des Soviets. Le centre de gravité dans la lutte contre la bourgeoisie se déplace vers l'organisation de ce recensement et de ce contrôle. Ce n'est qu'en partant de là qu'on peut définir exactement les tâches actuelles de la politique économique et financière en ce qui concerne la nationalisation des banques, la monopolisation du commerce extérieur, le contrôle de l'Etat sur la circulation monétaire, l'établissement d'un impôt satisfaisant du point de vue prolétarien, sur les fortunes et les revenus, l'introduction d'un service de travail obligatoire.

Pour ce qui est des réformes socialistes dans ces domaines, nous sommes sensiblement en retard (or, il s'agit de domaines très, très importants), et nous sommes en retard justement parce que, d'une façon générale, le recensement et le contrôle sont insuffisamment organisés. Il va de soi que cette tâche est l'une des plus difficiles et qu'en raison de la débâcle économique causée par la guerre, elle ne peut être résolue qu'à la longue; mais il ne faut pas oublier que c'est là précisément que la bourgeoisie — surtout la petite bourgeoisie et la bourgeoisie paysanne, qui sont très nombreuses — nous livre une très sérieuse bataille en sapant le contrôle que nous sommes en train d'organiser, en sapant le monopole des blés par exemple, et en essayant de conquérir des positions pour la spéculation et le commerce de spéculation. Ce que nous avons déjà décrété, nous sommes encore loin de l'avoir suffisamment appliqué, et la tâche principale de l'heure est justement de concentrer tous nos efforts pour *jeter* d'une façon pratique et effective les fondements des réformes qui sont déjà devenues des lois (mais pas encore une réalité).

Pour continuer la nationalisation des banques et œuvrer incessamment à leur transformation en des centres de comptabilité publique sous le régime socialiste, il faut avant tout et par-dessus tout obtenir des succès réels quant à la multiplication des succursales de la Banque populaire et à l'augmentation des dépôts ; il faut faciliter au public les opérations de versement et de retrait de fonds, supprimer les « files d'attente », arrêter et *fusiller* les concussionnaires et les escrocs, etc. Il faut d'abord assurer l'application effective des choses les plus simples, bien organiser ce qui existe déjà, pour ensuite préparer l'accomplissement des choses plus complexes.

Consolider et régulariser les monopoles d'Etat déjà institués (sur le blé, le cuir, etc.) et préparer ainsi la monopolisation du commerce extérieur par l'Etat ; à défaut de cette monopolisation, nous ne pourrons « nous

soustraire » à l'emprise du capital étranger en lui payant un « tribut ». Or, la possibilité même de l'édification du socialisme dépend de la question de savoir si, pendant la période de transition, nous réussirons à défendre notre indépendance économique intérieure, moyennant un certain tribut payé au capital étranger.

Nous sommes également très en retard en ce qui concerne la perception des impôts en général, et de l'impôt sur les fortunes et les revenus, en particulier. Les contributions imposées à la bourgeoisie — mesure qui, en principe, est absolument admissible et mérite l'approbation du prolétariat, — montrent que, sous ce rapport, nous sommes encore plus près des méthodes visant à conquérir (la Russie sur les riches au profit des pauvres) plutôt qu'à administrer. Mais, pour être plus forts et nous tenir solidement sur nos jambes, nous devons remplacer la contribution imposée à la bourgeoisie par un impôt sur les fortunes et les revenus, ponctuellement et régulièrement perçu, impôt qui rapportera *davantage* à l'Etat prolétarien et qui exige précisément de notre part plus d'organisation, un meilleur fonctionnement des services d'enregistrement et de contrôle.

Notre retard dans l'introduction d'un service de travail obligatoire montre une fois de plus que c'est bien un effort de préparation et d'organisation qui doit maintenant passer au premier plan de nos préoccupations. D'une part, ce travail nous permettra de consolider définitivement nos conquêtes ; d'autre part, il est indispensable pour préparer l'opération qui « encerclera » le capital et l'obligera à « se rendre ». Nous devrions immédiatement procéder à l'introduction du service de travail obligatoire, mais il faut le faire avec une grande circonspection et par degrés, en mettant chaque disposition à l'épreuve de l'expérience pratique et en commençant, bien entendu, par l'instituer *pour les riches.* L'introduction d'un livret de travail, de consommation et de budget pour tous les bourgeois, y compris ceux des campagnes, serait un grand pas en avant vers l'« encerclement » complet de l'ennemi et l'organisation d'un recensement et d'un contrôle véritablement populaires sur la production et la répartition des produits.

L'IMPORTANCE DE LA LUTTE POUR LE RECENSEMENT ET LE CONTRÔLE POPULAIRES

L'Etat, qui fut durant des siècles un instrument d'oppression et de spoliation du peuple, nous a légué la haine farouche et la méfiance des masses envers tout ce qui se rapporte aux choses de l'Etat. Surmonter cet état d'esprit est une tâche très difficile, dont seul le pouvoir des Soviets peut venir à bout, mais qui, même de la part de celui-ci, demande un effort prolongé et une extrême persévérance. Dans le domaine du recensement et du contrôle, question capitale pour la révolution socialiste au lendemain du renversement de la bourgeoisie, cet « héritage » se fait sentir avec une acuité particulière. Un certain temps s'écoulera forcément avant que les masses, qui se sentent pour la première fois libres depuis le renversement des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie, comprennent, non par des livres, mais par leur propre expérience, par leur expérience *soviétique,* comprennent et *sentent bien* que, sans un vaste recensement et contrôle exercés par l'Etat sur la production et la répartition des produits, le pouvoir des travailleurs, la liberté des travailleurs, *ne* pourront *pas* se maintenir, et le retour sous le joug du capitalisme sera *inévitable.*

Toutes les habitudes et les traditions de la bourgeoisie en général, et de la petite bourgeoisie en particulier, s'opposent, elles aussi, au contrôle *de l'Etat* et s'affirment pour l'inviolabilité de la « sacro-sainte propriété privée », de la « sacro-sainte » entreprise privée. Nous constatons maintenant de toute évidence à quel point est juste la thèse marxiste selon laquelle l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme sont des tendances *bourgeoises ;* combien celles-ci sont en contradiction irréductible avec le socialisme, la dictature du prolétariat, le communisme. La lutte pour inculquer aux masses l'idée de l'enregistrement et du contrôle d'Etat *soviétiques* — , la lutte pour l'application de cette idée, pour la rupture avec le passé maudit qui avait habitué les gens à considérer l'effort pour se procurer le pain et les vêtements comme une affaire « privée », la vente et l'achat, comme une transaction qui « ne regarde que moi », c'est là une lutte d'une immense envergure, d'une portée historique universelle, de la conscience socialiste contre la spontanéité bourgeoise et anarchique.

Le contrôle ouvrier est introduit chez nous comme une loi, mais c'est à peine s'il commence à pénétrer dans la vie, voire dans la conscience de la grande masse du prolétariat. Nous ne soulignons pas assez, dans notre propagande, — les ouvriers et les paysans d'avant-garde ne méditent pas, n'évoquent pas assez cette vérité, — que l'absence d'enregistrement et de contrôle dans la production et la répartition des produits détruit les germes du socialisme, qu'elle équivaut à dilapider le Trésor (puisque tous les biens appartiennent au Trésor qui n'est autre chose que le pouvoir des Soviets lui-même, le pouvoir de la majorité des travailleurs), que la négligence dans l'enregistrement et le contrôle est une aide prêtée directement aux Kornilov allemands et russes qui *ne* pourront jeter bas le pouvoir des travailleurs *que* si nous n'arrivons pas à résoudre le problème du recensement et du contrôle, et qui, épaulés par toute la bourgeoisie paysanne, par les cadets, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires de droite, nous « guettent » en attendant le moment favorable. Or, aussi longtemps que le

contrôle ouvrier ne sera pas devenu un fait acquis, aussi longtemps que les ouvriers d'avant-garde n'auront pas organisé et mené à bien une campagne victorieuse et implacable contre tous ceux qui se soustraient au contrôle ou se montrent négligents sur ce chapitre, il ne sera pas possible, après le premier pas (après le contrôle ouvrier), d'effectuer le second pas dans la voie du socialisme, c'est-à-dire de passer à la réglementation de la production par les ouvriers.

L'Etat socialiste ne peut naître que sous la forme d'un réseau de communes de production et de consommation qui dénombreront strictement leur production et leur consommation, ne gaspilleront pas le travail, en augmenteront sans cesse la productivité et parviendront ainsi à réduire la journée de travail à sept heures, six heures et moins encore. On ne saurait se passer dans ce domaine du recensement et du contrôle populaires les plus rigoureux et les plus étendus sur *le blé et la production du blé* (et puis sur tous les autres produits de première nécessité). Le capitalisme nous a légué des organisations de masse qui peuvent faciliter le passage au recensement et au contrôle massifs de la répartition des produits : ce sont les coopératives de consommation. Elles sont moins développées en Russie que dans les pays avancés, mais elles comptent tout de même plus de dix millions de membres. Le décret sur les coopératives de consommation publié ces jours-ci est extrêmement significatif : il fait ressortir avec évidence ce qu'il y a de particulier, au moment actuel, dans la situation et les tâches de la République socialiste soviétique.

Ce décret marque un accord avec les coopératives bourgeoises et les coopératives ouvrières qui s'en tiennent encore au point de vue bourgeois. L'accord ou le compromis consiste d'abord en ce que les représentants desdites institutions ont non seulement pris part à la discussion du projet de décret, mais ont en fait exercé un droit de décision, puisque les passages du décret auxquels ces institutions s'étaient résolument opposées ont été rejetés. Ensuite, le compromis consiste, au fond, en ce que le pouvoir soviétique a renoncé au principe de l'adhésion gratuite aux coopératives (seul principe qui soit prolétarien jusqu'au bout), et du groupement de toute la population d'une localité donnée dans *une seule* coopérative. En dérogation à ce principe, le seul qui soit socialiste et conforme à la tâche de la suppression des classes, les « coopératives ouvrières de classe » (qui, en l'occurrence, ne s'appellent « de classe » que parce qu'elles se soumettent aux intérêts de classe de la bourgeoisie) ont reçu le droit de subsister. Enfin, la proposition du pouvoir des Soviets tendant à exclure complètement la bourgeoisie des conseils d'administration des coopératives a été, elle aussi, très atténuée, et l'interdiction de faire partie des conseils d'administration n'a été étendue qu'aux propriétaires d'entreprises commerciales et industrielles ayant un caractère capitaliste privé.

Si le prolétariat, agissant par le truchement du pouvoir des Soviets, avait réussi à organiser le recensement et le contrôle à l'échelle de l'Etat ou tout au moins à jeter les bases de ce contrôle, de semblables compromis n'auraient pas été nécessaires. Par l'intermédiaire des services de ravitaillement des Soviets et des organismes d'approvisionnement auprès des Soviets, nous aurions groupé la population dans une coopérative unique, dirigée par le prolétariat, sans le concours des coopératives bourgeoises, sans faire de concessions à ce principe purement bourgeois selon lequel la coopérative ouvrière doit subsister en tant que telle *à côté* de la coopérative bourgeoise, *au lieu* de se subordonner entièrement cette coopérative bourgeoise en opérant la fusion des deux organisations, en prenant *en main toute* la gestion et en assumant la surveillance de la consommation des riches.

En signant cet accord avec les coopératives bourgeoises, le pouvoir des Soviets a concrètement défini ses objectifs tactiques et ses méthodes d'actions particulières pour l'étape actuelle du développement, à savoir : tout en dirigeant les éléments bourgeois, tout en les utilisant, tout en leur faisant certaines concessions partielles, nous créons les conditions d'un mouvement progressif qui sera plus lent que nous ne l'avions prévu initialement, mais en même temps plus durable, avec une base et des lignes de communication plus solidement assurées, et des positions acquises mieux consolidées. Maintenant les Soviets peuvent *(et doivent)* évaluer leur succès dans l'édification socialiste, notamment, en se servant d'une unité de mesure extrêmement claire, simple et pratique : en considérant le nombre exact des communautés (communes ou villages, quartiers, etc.) où le développement des coopératives tend à englober la population tout entière et dans quelles proportions.

L'AUGMENTATION DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL

Dans toute révolution socialiste, lorsque le prolétariat a réglé le problème de la prise du pouvoir, et à mesure que s'accomplit, dans ses grandes lignes, la tâche qui consiste à exproprier les expropriateurs et à écraser leur résistance, une tâche essentielle passe inéluctablement au premier plan : réaliser une structure sociale supérieure à celle du capitalisme, c'est-à-dire augmenter la productivité du travail et, en rapport avec cela (et pour cela), organiser le travail sur un mode supérieur. Notre pouvoir soviétique se trouve précisément dans une situation où les victoires remportées sur les exploiteurs, depuis Kérenski jusqu'à Kornilov, lui permettent de s'attaquer

directement à cette tâche, de la serrer de près. Et là, il apparaît aussitôt que si quelques jours suffisent pour s'emparer du pouvoir central de l'Etat, si l'on peut, en quelques semaines, réprimer la résistance militaire (et le sabotage) des exploiteurs, même sur les divers points d'un vaste pays, il faut en tout cas (surtout après une guerre aussi pénible et désastreuse) plusieurs années pour donner une solution durable au problème de l'augmentation de la productivité du travail. Il est incontestable que le long effort à fournir est fonction de conditions absolument objectives.

L'accroissement de la productivité du travail exige avant tout que soit assurée la base matérielle de la grande industrie, que soit développée la production du combustible, du fer, des machines, des produits chimiques. La République des Soviets de Russie se trouve dans des conditions favorables pour autant qu'elle dispose, même après la paix de Brest-Litovsk, d'immenses réserves de minerai (dans l'Oural), de combustible en Sibérie occidentale (houille), dans le Caucase et dans le Sud-Est (pétrole) ; en Russie centrale (tourbe), d'énormes richesses en forêts, en houille blanche, en matières premières pour l'industrie chimique (Kara-Boghaz), etc. La mise en valeur de ces richesses naturelles par les procédés techniques modernes assignera une base à un essor sans précédent des forces productives.

Une autre condition de l'accroissement de la productivité du travail, c'est en premier lieu l'essor de l'instruction et de la culture des grandes masses de la population. Cet essor se poursuit maintenant avec une rapidité prodigieuse, ce que ne voient pas les gens aveuglés par la routine bourgeoise, incapables de comprendre l'élan vers la lumière, l'esprit d'initiative dont les couches « inférieures » du peuple sont aujourd'hui animées grâce à l'organisation soviétique. En second lieu, pour atteindre l'essor économique, il faut encore développer la discipline des travailleurs, leur habileté au travail, leur diligence, intensifier et mieux organiser le travail.

De ce côté, la situation est chez nous particulièrement mauvaise, voire désespérée, à en croire les gens qui se sont laissé intimider par la bourgeoisie ou qui la servent par intérêt. Ces gens ne comprennent pas qu'il n'y a jamais eu, qu'il ne saurait y avoir de révolution sans que les partisans du vieux régime crient à la ruine, à l'anarchie, etc. On conçoit que l'effervescence et la fermentation soient larges et profondes au sein des masses qui viennent de secouer un joug d'une sauvagerie sans nom, que l'élaboration par les masses de nouveaux principes de la discipline du travail soit un processus de très longue durée, et que cette élaboration ne pouvait même pas s'amorcer avant la victoire complète sur les grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie.

Mais, sans se laisser aucunement influencer par le désespoir, souvent factice, que répandent la bourgeoisie et les intellectuels bourgeois (qui désespèrent de pouvoir maintenir leurs anciens privilèges), nous ne devons en aucune façon dissimuler un mal certain. Au contraire, nous entendons le dévoiler et renforcer nos moyens soviétiques de lutte contre lui, le succès du socialisme étant inconcevable sans que la discipline consciente du prolétariat ait triomphé de l'instinctive anarchie petite-bourgeoise, ce véritable gage d'une restauration éventuelle des Kérenski et des Kornilov.

L'avant-garde la plus consciente du prolétariat de Russie s'est déjà assigné la tâche de développer la discipline du travail. Ainsi, le Comité central du syndicat des métaux et le Conseil central des Syndicats travaillent à l'élaboration de mesures et projets de décrets orientés dans ce sens. Nous devons appuyer ce travail et le faire avancer par tous les moyens. Il faut inscrire à l'ordre du jour, introduire pratiquement et mettre à l'épreuve le salaire aux pièces ; appliquer les nombreux éléments scientifiques et progressifs que comporte le système Taylor, proportionner les salaires au bilan général de telle ou telle production ou aux résultats de l'exploitation des chemins de fer, des transports par eau, etc., etc.

Comparé aux nations avancées, le Russe travaille mal. Et il ne pouvait en être autrement sous le régime tsariste où les vestiges du servage étaient si vivaces. Apprendre à travailler, voilà la tâche que le pouvoir des Soviets doit poser au peuple dans toute son ampleur. Le dernier mot du capitalisme sous ce rapport, le système Taylor, allie, de même que tous les progrès du capitalisme, la cruauté raffinée de l'exploitation bourgeoise aux conquêtes scientifiques les plus précieuses concernant l'analyse des mouvements mécaniques dans le travail, la suppression des mouvements superflus et malhabiles, l'élaboration des méthodes de travail les plus rationnelles, l'introduction des meilleurs systèmes de recensement et de contrôle, etc. La République des Soviets doit faire siennes, coûte que coûte, les conquêtes les plus précieuses de la science et de la technique dans ce domaine. Nous pourrons réaliser le socialisme justement dans la mesure où nous aurons réussi à combiner le pouvoir des Soviets et le système soviétique de gestion avec les plus récents progrès du capitalisme. Il faut organiser en Russie l'étude et l'enseignement du système Taylor, son expérimentation et son adaptation systématiques. Il faut aussi, en visant à augmenter la productivité du travail, tenir compte des particularités de la période de transition du capitalisme au socialisme, qui exigent, d'une part, que soient jetées les bases de l'organisation socialiste de l'émulation et,

d'autre part, que l'on use des moyens de contrainte, de façon que le mot d'ordre de la dictature du prolétariat ne soit pas discrédité par l'état de déliquescence du pouvoir prolétarien dans la vie pratique.

L'ORGANISATION DE L'ÉMULATION

Au nombre des absurdités que la bourgeoisie répand volontiers sur le compte du socialisme, il en est une prétendant que les socialistes contestent l'importance de l'émulation. Or, en réalité, seul le socialisme, qui supprime les classes et, par conséquent, l'asservissement des masses, ouvre pour la première fois la voie à une émulation véritablement massive. Et c'est justement l'organisation soviétique qui, passant de la démocratie toute formelle de la république bourgeoise à la participation effective des masses laborieuses aux *tâches de gestion,* donne pour la première fois à l'émulation toute son ampleur. Il est beaucoup plus facile de le faire dans le domaine politique que dans le domaine économique. Pour le succès du socialisme, c'est le second qui importe.

Prenons la publicité comme un des moyens d'organiser l'émulation. La république bourgeoise ne garantit cette publicité que pour la forme : en réalité, elle subordonne la presse au capital, amuse la « populace » avec de piquantes futilités politiques, et cache ce qui se passe dans les ateliers, ou au cours des transactions commerciales, des livraisons, etc., sous le voile du « secret commercial » qui protège la « sacro-sainte propriété ». Le pouvoir des Soviets a aboli le secret commercial et s'est engagé dans une voie nouvelle, mais nous n'avons encore presque rien fait pour mettre la publicité au service de l'émulation économique. Nous devons fournir un effort méthodique pour qu'à côté de la répression impitoyable dirigée contre la presse bourgeoise, toute pétrie de mensonges et de cyniques calomnies, on s'attache à créer une presse qui n'amuserait pas et ne duperait pas les masses avec de piquantes anecdotes et futilités politiques, mais qui soumettrait à leur jugement les questions économiques quotidiennes et les aiderait à étudier sérieusement ces questions. Chaque fabrique, chaque village est une commune de production et de consommation qui a le droit et le devoir d'appliquer à sa façon les dispositions légales générales des Soviets («à sa façon» non pas dans le sens de leur violation, mais dans celui de la diversité des formes d'application), de résoudre à sa façon le problème du recensement de la production et de la répartition des produits. Sous le régime capitaliste, c'était là une « affaire privée» du capitaliste, du grand propriétaire foncier, du koulak. Sous le pouvoir soviétique, ce n'est plus une affaire privée, mais une affaire d'Etat de la plus haute importance.

Et jusqu'à présent nous n'avons presque pas abordé cette tâche immense, ardue, mais féconde, qui consiste à organiser l'émulation des communes, à introduire la comptabilité et la publicité dans la production du blé, des vêtements, etc., à transformer les comptes rendus bureaucratiques, arides et morts, en des exemples vivants, servant parfois de repoussoir, parfois de modèle. Avec le mode de production capitaliste, la portée d'un exemple isolé, disons, d'une artel de producteurs, était forcément restreinte au possible, et seuls des rêveurs petits-bourgeois pouvaient nourrir l'illusion de voir « s'amender » le capitalisme sous l'influence exemplaire de vertueuses institutions. Après le passage du pouvoir politique au prolétariat, après l'expropriation des expropriateurs, la situation change radicalement et, comme les socialistes les plus éminents l'ont indiqué à maintes reprises, la valeur d'exemple peut, pour la première fois, exercer son action sur les masses. Les communes modèles doivent être et seront des éducateurs, des guides, des stimulants pour les communes arriérées. La presse doit servir d'instrument à l'édification socialiste ; elle doit faire connaître dans tous leurs détails les succès des communes modèles, étudier les causes de leur réussite, leurs méthodes de travail et de gestion ; d'un autre côté, elle portera au « tableau noir » les communes qui s'obstinent à conserver les « traditions du capitalisme », c'est-à-dire celles de l'anarchie, de la fainéantise, du désordre, de la spéculation. Dans la société capitaliste, la statistique était le monopole exclusif d'« hommes de bureau » ou de personnes étroitement spécialisées. Tandis que nous, nous devons la porter dans les masses, la populariser, pour que les travailleurs apprennent peu à peu à voir et comprendre d'eux-mêmes comment et combien il faut travailler, comment et combien l'on peut se reposer, afin que la *comparaison des résultats pratiques* de la gestion économique des différentes communes devienne l'objet de l'intérêt général et soit étudiée par tous, pour que les meilleures communes soient aussitôt récompensées (par une diminution de la journée de travail pour une certaine période, par une augmentation de salaires, par la mise à leur disposition d'une plus grande quantité de biens et de valeurs esthétiques ou culturels, etc.).

L'avènement d'une nouvelle classe sur la scène historique en qualité de chef et de dirigeant de la société, ne se passe jamais sans une période de violents « remous », de secousses, de luttes et de tempêtes, d'une part et, d'autre part, sans une période de tâtonnements, d'expériences, de flottements, d'hésitations dans le choix de nouveaux procédés répondant à une situation objective nouvelle. La noblesse féodale périclitante se vengeait de la bourgeoisie victorieuse qui l'évinçait non seulement en tramant des complots et en fomentant des soulèvements et des tentatives de restauration, mais aussi en déversant des flots de sarcasmes contre la maladresse, la

gaucherie, les bévues de ces « parvenus », de ces « effrontés » qui avaient osé s'emparer du « sacro-saint gouvernail » de l'Etat sans avoir à cet effet la préparation séculaire des princes, des barons, des nobles et autres seigneurs, exactement comme les Kornilov et les Kérenski, les Gotz et les Martov, tout ce joli monde de héros du maquignonnage ou du scepticisme bourgeois, se vengent aujourd'hui de la classe ouvrière de Russie pour son « insolente » tentative de prendre le pouvoir.

Bien entendu, il faudra non pas des semaines, mais de longs mois et des années pour que la nouvelle classe sociale, jusque-là opprimée, accablée par la misère et l'ignorance, puisse s'adapter à sa nouvelle situation, s'orienter, mettre son travail en train, former *ses* cadres d'organisateurs. On conçoit que le parti dirigeant du prolétariat révolutionnaire n'ait pu acquérir l'expérience et l'habitude nécessaires pour entreprendre de vastes mesures d'organisation valables pour des millions et des dizaines de millions de citoyens, et qu'il lui faille beaucoup de temps pour changer ses anciennes pratiques, relevant presque toutes du domaine de la propagande. Mais il n'y a là rien d'impossible, et du moment que nous aurons la claire conscience de la nécessité de ce changement, la ferme volonté de l'accomplir, la ténacité requise pour mener à bien cette tâche importante et si difficile, nous y arriverons. Dans le « peuple », c'est-à-dire parmi les ouvriers et les paysans n'exploitant pas le travail d'autrui, il y a une foule d'organisateurs de talent ; c'est par milliers que le capital les opprimait, les étouffait, les jetait dehors ; nous ne savons pas encore les découvrir, les encourager, les mettre sur pied, les promouvoir. Mais nous apprendrons à le faire si nous nous y mettons avec tout notre enthousiasme révolutionnaire, enthousiasme sans lequel il ne peut y avoir de révolutions victorieuses.

Aucun des profonds et puissants mouvements populaires que connaît l'histoire ne s'est déroulé sans faire surgir une écume d'aventuriers et d'escrocs, de fanfarons et de braillards agrippés aux novateurs inexpérimentés, sans tohu-bohu absurde, sans confusion, sans agitation vaine, sans que certains « chefs » essayent d'amorcer vingt choses à la fois pour n'en mener aucune à bien. Que les roquets de la société bourgeoise, depuis Biéloroussov jusqu'à Martov, glapissent et aboient à chaque éclat de bois qui tombe pendant la coupe de la grande et vieille forêt ! S'ils aboient après l'éléphant prolétarien, c'est justement parce qu'ils sont des roquets. Laissons-les aboyer ! Nous suivrons notre chemin, en nous appliquant à mettre à l'épreuve et à identifier, avec la plus grande patience et la plus grande circonspection, les véritables organisateurs, les hommes doués d'esprit lucide et de bon sens pratique, les hommes chez qui le dévouement au socialisme s'allie à la capacité de mettre en train sans bruit (et malgré le bruit et le tohu-bohu) le travail en commun, énergique et concerté d'un grand nombre de personnes dans le cadre de l'organisation soviétique. *Voilà* les hommes que nous devons promouvoir aux postes de direction du travail populaire et de l'administration, après les avoir dix fois mis à l'épreuve, et en les faisant passer des tâches les plus simples aux tâches les plus difficiles. Nous ne savons pas encore le faire. Nous l'apprendrons.

L'« ORGANISATION HARMONIEUSE » ET LA DICTATURE

La résolution du dernier congrès des Soviets (tenu à Moscou) indique comme toute première tâche du moment la création d'une « organisation harmonieuse » et le renforcement de la discipline.

Maintenant, tout le monde « vote » et « signe » volontiers des résolutions de ce genre ; mais habituellement on ne réfléchit pas assez au fait que leur application impose la contrainte, et plus précisément sous la forme de la dictature. Or, s'imaginer que la transition du capitalisme au socialisme puisse se faire sans contrainte et sans dictature, ce serait commettre la plus grande sottise et faire preuve du plus absurde utopisme. La théorie de Marx s'est élevée il y a très longtemps et avec la plus grande netteté contre ce fatras teinté de démocratisme petit-bourgeois et d'anarchisme. Et la Russie de 1917-1918 confirme à cet égard la théorie de Marx avec tant d'évidence, d'une façon si tangible et si saisissante, que seuls des gens absolument obtus ou obstinément résolus à tourner le dos à la vérité, peuvent encore se fourvoyer sur ce point. Ou bien la dictature de Kornilov (si on le considère comme le type russe d'un Cavaignac bourgeois), ou bien la dictature du prolétariat : pour un pays engagé dans une évolution extrêmement rapide aux tournants extrêmement brusques, dans les conditions d'une terrible ruine économique engendrée par la plus douloureuse des guerres, *il ne saurait être question* d'une autre issue. Toutes les solutions intermédiaires sont, soit une mystification du peuple par la bourgeoisie qui ne peut pas dire la vérité, qui ne peut pas dire qu'elle a besoin de Kornilov, soit un effet de la stupidité des démocrates petits-bourgeois, des Tchernov, des Tsérétéli et des Martov, avec leurs bavardages sur l'unité de la démocratie, de la dictature de la démocratie, le front commun de la démocratie et autres fadaises. Il n'y a rien à tirer d'un homme que même la marche de la révolution russe de 1917-1918 n'a pu éclairer sur l'impossibilité des solutions intermédiaires.

D'autre part, il n'est pas difficile de se convaincre que, lors de toute transition du capitalisme au socialisme, la dictature est nécessaire pour deux raisons essentielles ou dans deux directions principales. D'abord, on ne peut vaincre et extirper le capitalisme sans réprimer impitoyablement la résistance des exploiteurs, qui ne peuvent être dépouillés d'emblée de leurs richesses, des avantages de leur organisation et de leur savoir, et qui, en conséquence, ne manqueront pas de multiplier, pendant une période assez longue, les tentatives en vue de renverser le pouvoir exécré des pauvres. Ensuite, même s'il n'y avait pas de guerre extérieure, toute grande révolution en général, et toute révolution socialiste en particulier, est impensable sans une guerre intérieure, c'est-à-dire sans une guerre civile, qui entraîne une ruine économique encore plus grande que la guerre extérieure, qui implique des milliers et des millions d'exemples d'hésitation et de passage d'un camp à l'autre, un état extrême d'incertitude, de déséquilibre et de chaos. Et il est évident que tous les éléments de décomposition de la vieille société, fatalement très nombreux et liés pour la plupart à la petite bourgeoisie (car c'est elle que chaque guerre ou crise ruine et frappe avant tout), ne peuvent manquer de « se manifester » dans une révolution aussi profonde. Et ils *ne peuvent* « se manifester » autrement que multipliant les crimes, les actes de banditisme, de corruption et de spéculation, les infamies de toute sorte. Pour en venir à bout, il faut du temps et *il faut une main de fer*.

L'histoire ne connaît pas une seule grande révolution où le peuple n'ait senti cela d'instinct et n'ait fait preuve d'une fermeté salutaire en fusillant sur place les voleurs. Le malheur des révolutions du passé était que l'enthousiasme révolutionnaire des masses, qui entretenait leur état de tension et leur donnait la force de châtier impitoyablement les éléments de décomposition, ne durait pas longtemps. La cause sociale, c'est-à-dire la cause de classe de cette instabilité de l'enthousiasme révolutionnaire des masses, était la faiblesse du prolétariat, *seul* capable (s'il est suffisamment nombreux, conscient et discipliné) de se rallier la *majorité* des travailleurs et des exploités (la majorité des pauvres, pour employer un langage plus simple et plus populaire) et de garder le pouvoir assez longtemps pour écraser définitivement tous les exploiteurs et tous les éléments de décomposition.

C'est cette expérience historique de toutes les révolutions, c'est cette leçon économique et politique de l'histoire mondiale que Marx a résumée dans une formule brève, nette, précise et frappante : dictature du prolétariat. Et que la révolution russe ait abordé de la bonne manière l'accomplissement de cette tâche de portée universelle, c'est ce qu'a *prouvé* la marche triomphale de l'organisation soviétique chez tous les peuples et nationalités de la Russie. Car le pouvoir des Soviets n'est pas autre chose que la forme d'organisation de la dictature du prolétariat, de la dictature de la classe d'avant-garde qui élève à une démocratie nouvelle, à la participation autonome à la gestion de l'Etat des dizaines et des dizaines de millions de travailleurs et d'exploités qui apprennent par leur propre expérience à considérer l'avant-garde disciplinée et consciente du prolétariat comme leur guide le plus sûr.

Mais la dictature est un mot significatif. Et ces mots-là, on ne doit pas les jeter au vent. La dictature est un pouvoir d'airain, d'une hardiesse révolutionnaire et expéditif, impitoyable quand il s'agit de mater les exploiteurs, aussi bien que les fauteurs de désordres. Alors que notre pouvoir est beaucoup trop doux : bien souvent il rappelle de la mélasse plutôt que de l'airain. Pas un instant il ne faut oublier que l'élément bourgeois et petit-bourgeois lutte contre le pouvoir des Soviets de deux façons : d'une part, en agissant du dehors, par les méthodes des Savinkov, des Gotz, des Guéguetchkori, des Kornilov, par les complots et les soulèvements, par leur sordide reflet « idéologique » que sont les flots de mensonges et de calomnies déversés dans la presse des cadets, des socialistes-révolutionnaires de droite et des menchéviks ; d'autre part, cet élément agit du dedans, en tirant parti de chaque facteur de décomposition, de chaque faiblesse pour soudoyer, pour aggraver l'indiscipline, le laisser-aller, l'anarchie. Plus nous sommes près d'avoir achevé l'écrasement militaire de la bourgeoisie, et plus dangereux devient pour nous cet élément anarchique petit-bourgeois. La lutte contre cet élément ne peut être menée uniquement par la propagande et l'agitation, rien qu'en organisant l'émulation et en choisissant des organisateurs ; cette lutte doit être menée aussi par la contrainte.

A mesure que la tâche essentielle du pouvoir devient non plus la répression militaire mais l'administration, ce n'est plus l'exécution sur place, mais le tribunal qui doit devenir la manifestation typique de la répression et de la contrainte. Et, sous ce rapport, les masses révolutionnaires se sont engagées dans la bonne voie au lendemain du 25 octobre 1917 et ont prouvé la vitalité de la révolution en procédant à l'organisation de leurs propres tribunaux ouvriers et paysans avant même qu'aucun décret n'ait été promulgué sur la dissolution de l'appareil judiciaire bureaucratique bourgeois. Mais nos tribunaux révolutionnaires et populaires sont excessivement, incroyablement faibles. On sent qu'il n'est pas encore définitivement surmonté le point de vue légué au peuple par le joug des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie, et selon lequel le tribunal est une institution bureaucratique, étrangère aux masses populaires. On ne se rend pas suffisamment compte que le tribunal est un organe appelé justement à faire participer tous les pauvres sans exception à la gestion de l'Etat (car l'activité des tribunaux est un des aspects de la gestion de l'Etat), que le tribunal est un *organisme du pouvoir* du prolétariat et des paysans

pauvres, que le tribunal est un instrument pour *enseigner la discipline.* On ne se rend pas suffisamment compte de ce fait simple et évident que si la famine et le chômage sont les pires fléaux de la Russie, aucun élan ne saurait en venir à bout, mais seulement une organisation et une discipline généralisées, très larges, englobant le peuple tout entier, en vue d'augmenter la production du pain pour les hommes et du pain pour l'industrie (combustible), d'en assurer en temps voulu l'acheminement et la bonne répartition. Par conséquent, *quiconque* enfreint la discipline du travail dans quelque entreprise, quelque domaine que soit, est *responsable* des souffrances causées par la famine et le chômage ; et il faut savoir dépister ces coupables, les déférer en justice et les châtier sans merci. L'esprit petit-bourgeois, contre lequel nous aurons maintenant à soutenir la lutte la plus opiniâtre, se manifeste justement dans la faible conscience que l'on a du lien économique et politique existant entre la famine et le chômage, d'une part, et le laisser-aller de tous et de chacun en matière d'organisation et de discipline, d'autre part, et dans le fait que reste encore profondément ancrée la mentalité du *petit propriétaire :* empoche le plus possible, et après toi le déluge.

Dans les chemins de fer, qui incarnent peut-être le mieux les liens économiques d'un organisme créé par le grand capitalisme, cette lutte entre le laisser-aller de l'élément petit-bourgeois et l'esprit d'organisation du prolétariat apparaît avec un relief saisissant. L'élément « administratif » fournit des saboteurs et des concussionnaires à profusion ; la meilleure partie de l'élément prolétarien lutte pour la discipline. Mais, de part et d'autre, il y a naturellement beaucoup d'hésitants, de « faibles » incapables de résister à la « tentation » de la spéculation, des pots-de-vin, des avantages personnels achetés au prix de la désagrégation de l'appareil tout entier, dont le bon fonctionnement conditionne la victoire sur la famine et le chômage.

Une lutte caractéristique s'est déroulée sur ce terrain autour du dernier décret sur la gestion des chemins de fer, conférant des pouvoirs dictatoriaux (ou pouvoirs « illimités ») à certains dirigeants. Les représentants conscients (ou, pour la plupart, sans doute inconscients) du laisser-aller petit-bourgeois ont voulu voir dans l'attribution de pouvoirs « illimités » (c'est-à-dire dictatoriaux) à des individus un abandon du principe de la collégialité, de la démocratie et des principes du pouvoir des Soviets. Çà et là, on a vu les socialistes-révolutionnaires de gauche développer contre le décret sur les pouvoirs dictatoriaux une propagande qui était tout bonnement infâme, car elle en appelait aux mauvais instincts et à l'esprit petit-propriétaire, qui porte toujours ses tenants à « empocher ». La question a en effet une portée immense. D'abord, la question de principe : la nomination de telles ou telles personnes investies de pouvoirs dictatoriaux illimités est-elle compatible en général avec les principes fondamentaux du pouvoir des Soviets ?

Ensuite, quel est le rapport entre ce cas précis — ce précédent, si vous voulez, — et les tâches particulières du pouvoir à l'étape concrète donnée ? Ces deux problèmes, nous nous devons de les étudier avec la plus grande attention.

Que la dictature personnelle ait très souvent été, dans l'histoire des mouvements révolutionnaires, l'expression, le véhicule, l'agent de la dictature des classes révolutionnaires, c'est ce qu'atteste l'expérience irréfutable de l'histoire. Il est certain que la dictature personnelle a été compatible avec la démocratie bourgeoise. Mais, sur ce point, les contempteurs bourgeois du pouvoir des Soviets, de même que leurs sous-ordres petits-bourgeois, montrent toujours une grande dextérité : d'une part, ils déclarent que le pouvoir des Soviets est tout simplement une chose absurde, anarchique, saugrenue, en ayant bien soin de passer sous silence tous nos parallèles historiques et démonstrations théoriques à l'appui du fait que les Soviets sont la forme supérieure de la démocratie, et même plus : le principe de la forme *socialiste* de la démocratie ; mais d'autre part, ils exigent de nous une démocratie supérieure à la démocratie bourgeoise et nous disent : avec votre démocratie soviétique, bolchevique (c'est-à-dire non pas bourgeoise, *mais socialiste),* la dictature personnelle est absolument incompatible.

Ces raisonnements ne tiennent pas debout. Si nous ne sommes pas des anarchistes, nous devons accepter la nécessité de l'Etat, *c'est-à-dire de la contrainte,* pour passer du capitalisme au socialisme. La forme de cette contrainte est déterminée par le degré de développement de la classe révolutionnaire en question ; ensuite, par des circonstances particulières comme les séquelles d'une longue guerre réactionnaire ; enfin, par les formes que revêt la résistance de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie. Aussi *n'existe-t-il* absolument aucune contradiction de principe entre la démocratie soviétique (c'est-à-dire socialiste) et le recours au pouvoir dictatorial personnel. La différence entre la dictature du prolétariat et celle de la bourgeoisie, c'est que la première dirige ses coups contre la minorité d'exploiteurs dans l'intérêt de la majorité d'exploités, et ensuite que la première est réalisée, *et ce par le truchement d'individus,* non seulement par les masses laborieuses et exploitées, mais encore par des organisations conçues justement de façon à stimuler ces masses, à les hausser jusqu'à une œuvre créatrice historique (les organisations soviétiques sont de ce nombre).

Quant à la seconde question, l'importance d'un pouvoir dictatorial personnel du point de vue des tâches spécifiques de l'heure, il faut dire que toute grande industrie mécanique, qui constitue justement la source et la base matérielle de production du socialisme, exige une *unité de volonté* rigoureuse, absolue, réglant le travail commun de centaines, de milliers et de dizaines de milliers d'hommes. Sur le plan technique, économique et historique, cette nécessité est évidente, et tous ceux qui ont médité sur le socialisme l'ont toujours reconnue comme une de ses conditions. Mais comment une rigoureuse unité de volonté peut-elle être assurée ? Par la soumission de la volonté de milliers de gens à celle d'une seule personne.

Cette soumission rappellera plutôt la direction délicate d'un chef d'orchestre, si ceux qui participent au travail commun sont parfaitement conscients et disciplinés. Elle peut revêtir des formes tranchées, dictatoriales, si la parfaite discipline et la conscience font défaut. Mais, de toute façon, *la soumission sans réserve* à une volonté unique est absolument indispensable pour le succès d'un travail organisé sur le modèle de la grande industrie mécanique. Elle est deux fois et même trois fois plus indispensable dans les chemins de fer. Et c'est ce passage d'une tâche politique à une autre, *en apparence* totalement différente de la première, qui constitue toute l'originalité du moment actuel. La révolution vient de briser les plus anciennes, les plus solides et les plus lourdes chaînes imposées aux masses par le régime de la trique. C'était hier. Mais aujourd'hui, la même révolution exige, justement pour assurer son développement et sa consolidation, justement dans l'intérêt du socialisme, que les masses *obéissent sans réserve à la volonté unique* des dirigeants du travail. Il est clair qu'une pareille transition ne se fait pas d'emblée. Elle ne peut s'accomplir qu'au prix de très violentes secousses, de perturbations, de retours au passé, d'une formidable tension d'énergie chez l'avant-garde prolétarienne qui conduit le peuple vers un nouvel ordre de choses. Ce à quoi ne réfléchissent guère ceux qui sont en proie à la crise d'hystérie philistine des *Novala Jizn, Vpériod, Diélo Naroda* et *Nach Viek.*[47]

Prenez la mentalité d'un représentant moyen, sorti des rangs de la masse laborieuse et exploitée ; confrontez sa psychologie avec les conditions objectives, matérielles, de sa vie sociale. Avant la Révolution d'Octobre, il *n'avait jamais eu l'occasion* de constater pratiquement, que les classes possédantes, exploiteuses, lui aient vraiment sacrifié, cédé quelque chose de véritablement sérieux. Il n'avait *jamais eu l'occasion* de constater qu'elles lui aient donné la terre et la liberté tant de fois promises, ou la paix, qu'elles lui aient rien sacrifié de leurs intérêts « de grandes puissances » ou de leurs traités secrets impérialistes, de leur capital ou de leurs profits. Il ne l'a vu *qu'après* le 25 octobre 1917, quand il a pris tout cela lui-même par la force, et qu'il a dû le défendre également par la force contre les Kérenski, les Gotz, les Guéguetchkori, les Doutov, les Kornilov. On conçoit que, pendant un temps, toute son attention, toutes ses pensées, toutes les forces de son âme, n'aient visé qu'à une chose : souffler, se redresser, prendre son élan, se saisir des biens les plus immédiats que la vie pouvait lui offrir et que lui refusaient les exploiteurs, aujourd'hui déchus. On conçoit qu'il faille un certain temps pour qu'un simple représentant de la masse puisse non seulement voir et se convaincre, mais encore sentir par lui-même qu'on ne saurait tout bonnement « saisir », rafler, faire main basse, que cela aggrave la ruine et mène le pays au désastre, à un retour des Kornilov. Ce revirement-là ne fait que commencer dans les conditions d'existence (et par conséquent aussi dans la mentalité) de la grande masse laborieuse. Et toute notre tâche, la tâche du Parti communiste (bolchevik), interprète conscient des aspirations des exploités à leur libération, est de nous rendre compte de ce revirement, d'en comprendre la nécessité, de nous mettre à la tête de la masse exténuée et qui s'épuise en efforts pour trouver une issue, de l'orienter dans la bonne voie, la voie de la discipline du travail, la voie propre à concilier les tâches des meetings *sur* les conditions de travail avec celles de la soumission sans réserve à la volonté du dirigeant soviétique, du dictateur, *pendant le* travail.

Les bourgeois, les menchéviks, les gens de la *Novaïa Jizn,* qui ne voient que l'anarchie, la confusion, les explosions d'égoïsme petit-propriétaire, ironisent et plus souvent encore ricanent haineusement, à propos de notre « manie des meetings ». Mais, sans ces meetings, les masses opprimées ne pourraient jamais passer de la discipline imposée par les exploiteurs à une discipline consciente et librement consentie. Les meetings sont la véritable démocratie des travailleurs, c'est là qu'ils se redressent, qu'ils s'éveillent à une existence nouvelle, qu'ils font leurs premiers pas dans le champ d'action qu'ils ont eux-mêmes nettoyé de la vermine (exploiteurs, impérialistes, grands propriétaires fonciers, capitalistes) et qu'ils veulent apprendre à organiser eux-mêmes à leur façon, pour leur propre compte, conformément aux principes de leur propre pouvoir *soviétique,* et non d'un pouvoir qui leur est étranger, celui des seigneurs et des bourgeois. Il a fallu justement que les travailleurs remportent la victoire d'Octobre sur les exploiteurs, il a fallu toute cette période historique où les travailleurs commencèrent a discuter eux-mêmes des nouvelles conditions de vie et des nouvelles tâches, pour qu'il fût possible de passer définitivement à des formes supérieures de discipline du travail, à une prise de conscience de la nécessité de la dictature du prolétariat, à une obéissance absolue aux ordres donnés pendant le travail par telle ou telle personne représentant le pouvoir des Soviets. Ce passage a maintenant commencé.

Nous nous sommes acquittés avec succès de la première tâche de la révolution, nous avons vu les masses travailleuses élaborer en elles-mêmes la principale condition de ce succès : l'union de tous les efforts en vue de renverser les exploiteurs. Des étapes, comme celles d'octobre 1905, de février et d'octobre 1917, ont une portée universelle.

Nous nous sommes acquittés avec succès de la deuxième tâche de la révolution : éveiller et appeler à l'action justement les couches sociales « inférieures » que les exploiteurs avaient rejetées au plus bas, et qui n'ont reçu qu'après le 25 octobre 1917 l'entière liberté de secouer le joug des exploiteurs, de s'orienter et de s'organiser pour la première fois comme elles l'entendent. La participation aux meetings des masses laborieuses les plus opprimées, les plus accablées et les moins averties, le passage de ces masses du côté de bolcheviks, la mise sur pied par ces dernières, à l'échelle de tout le pays, de leur propre organisation soviétique, telle est la deuxième grande étape de la révolution.

Et voici la troisième étape. Il nous faut consolider ce que nous-mêmes avons conquis, ce que nous avons nous-mêmes décrété, légalisé, arrêté, préconisé ; nous avons à consolider tout cela sous les formes durables d'une *discipline de travail quotidienne.* C'est la tâche la plus ardue, mais aussi la plus féconde car seul son accomplissement nous donnera le régime socialiste. Il nous faut apprendre à conjuguer l'esprit démocratique des masses laborieuses, tel qu'il se manifeste dans les meetings, impétueux, débordant, pareil à une crue printanière, avec une discipline *de fer* pendant le travail, avec la *soumission* absolue pendant le travail à la volonté d'un seul, du dirigeant soviétique.

Nous ne savons pas encore le faire.

Nous l'apprendrons.

La restauration de l'exploitation bourgeoise nous menaçait hier en la personne des Kornilov, des Gotz, des Doutov, des Guéguetchkori, des Bogaïevski. Nous les avons vaincus. Cette restauration, la même restauration, nous menace aujourd'hui sous une autre forme, sous l'aspect du laisser-aller petit-bourgeois et de l'anarchie, de la morale de petit propriétaire : « Moi d'abord, le reste ne me regarde pas », sous la forme d'attaques quotidiennes, infimes mais nombreuses, que cet élément entreprend contre l'esprit de discipline prolétarien. Nous devons vaincre cet élément anarchique petit-bourgeois, et nous le vaincrons.

LE DÉVELOPPEMENT DE L'ORGANISATION SOVIÉTIQUE

Le caractère socialiste de la démocratie soviétique, c'est-à-dire *prolétarienne,* dans son application concrète, déterminée, consiste en ceci : premièrement, les électeurs sont les masses laborieuses et exploitées, la bourgeoisie en est exceptée ; deuxièmement, toutes les formalités et restrictions bureaucratiques en matière d'élections sont supprimées, les masses fixent elles-mêmes le mode et la date des élections et ont toute liberté pour révoquer leurs élus ; troisièmement, on voit se former la meilleure organisation de masse de l'avant-garde des travailleurs, du prolétariat de la grande industrie, organisation qui lui permet de diriger la très grande masse des exploités, de les faire participer activement à la vie politique, de les éduquer politiquement par leur propre expérience, et de s'attaquer ainsi pour la première fois à cette tâche : faire en sorte que ce soit véritablement la population *tout entière* qui apprenne à gouverner et qui commence à gouverner.

Tels sont les principaux signes distinctifs de la démocratie appliquée en Russie, démocratie de *type* supérieur, qui brise avec sa déformation bourgeoise et marque la transition à la démocratie socialiste et aux conditions dans lesquelles l'Etat pourra commencer à s'éteindre.

Bien entendu, l'élément de la désorganisation petite-bourgeoise (qui se manifestera *inévitablement* plus ou moins dans *toute* révolution prolétarienne, et qui, dans notre révolution à nous, se manifeste avec une extrême vigueur en raison du caractère petit-bourgeois du pays, de son état arriéré et des conséquences de la guerre réactionnaire) doit forcément marquer les Soviets, eux aussi, de son empreinte.

Nous devons travailler sans relâche à développer l'organisation des Soviets et du pouvoir des Soviets. Il existe une tendance petite-bourgeoise qui vise à transformer les membres des Soviets en « parlementaires » ou, d'autre part, en bureaucrates. Il faut combattre cette tendance en faisant participer pratiquement *tous* les membres des Soviets à la direction des affaires. En maints endroits, les sections des Soviets se transforment en organismes qui fusionnent peu à peu avec les commissariats.

Notre but est de faire participer pratiquement *tous les pauvres sans exception* au gouvernement du pays ; et toutes les mesures prises dans ce sens — plus elles seront variées, mieux cela vaudra — doivent être soigneusement enregistrées, étudiées, systématisées, mises à l'épreuve d'une expérience plus vaste, et recevoir force de loi. Notre but est de faire remplir *gratuitement* les fonctions d'Etat par *tous* les travailleurs, une fois qu'ils ont terminé leur huit heures de «tâches» dans la production : il est particulièrement difficile d'y arriver, mais là seulement est la garantie de la consolidation définitive du socialisme. Il est tout naturel que la nouveauté et la difficulté de ce changement donnent lieu à une quantité de tâtonnements, d'erreurs et d'hésitations, sans lesquels aucun progrès rapide ne saurait se faire. La situation actuelle a ceci d'original, du point de vue de beaucoup de gens qui désirent passer pour des socialistes, qu'ils ont pris l'habitude d'opposer le capitalisme au socialisme dans l'abstrait, en plaçant d'un air grave, entre le premier et le second, le mot : « bond » (certains, se souvenant de bribes de textes lus chez Engels, ajoutent d'un air plus grave encore : « Le bond du règne de la nécessité dans le règne de la liberté »).

La plupart de ces pseudo-socialistes, qui ont « lu des livres » à propos du socialisme, mais sans jamais approfondir sérieusement la question, sont incapables de considérer que les maîtres du socialisme entendaient par « bond » un tournant sous l'angle de l'histoire mondiale, et que des bonds de ce genre s'étendent à des périodes de dix ans et parfois plus. Il est tout naturel qu'à de pareils moments la fameuse « intelliguentsia » fournisse une infinité de pleureuses : l'une pleure l'Assemblée constituante, l'autre la discipline bourgeoise, la troisième le régime capitaliste, la quatrième le seigneur terrien cultivé, la cinquième l'impérialisme dominateur, et ainsi de suite.

Ce qu'une époque de grands bonds a de vraiment intéressant, c'est que la profusion des débris du passé, qui s'accumulent parfois plus vite que les germes (pas toujours visibles au début) de l'ordre nouveau, exige que l'on sache discerner l'essentiel dans la ligne ou dans la chaîne du développement. Il est des moments historiques où l'essentiel, pour le succès de la révolution, est d'accumuler le plus possible de débris, c'est-à-dire de faire sauter le plus possible de vieilles institutions ; il est des moments où l'on en a fait sauter assez et où s'inscrit à l'ordre du jour la besogne « prosaïque » (« fastidieuse » pour le révolutionnaire petit-bourgeois) qui consiste à déblayer le terrain des débris qui l'encombrent ; il est d'autres moments où ce qui importe le plus, c'est de cultiver soigneusement les germes du monde nouveau qui poussent de dessous les débris jonchant le sol encore mal déblayé de la pierraille.

Il ne suffit pas d'être un révolutionnaire et un partisan du socialisme, ou un communiste en général. Il faut savoir trouver, à chaque moment donné, le maillon précis dont on doit se saisir de toutes ses forces pour retenir toute la chaîne et préparer solidement le passage au maillon suivant ; l'ordre de succession des maillons, leur forme, leur assemblage et ce qui les distingue les uns des autres, ne sont pas aussi simples, ni aussi rudimentaires dans une chaîne d'événements historiques que dans une chaîne ordinaire, sortie des mains d'un forgeron.

La lutte contre la déformation bureaucratique de l'organisation soviétique est garantie par la solidité des liens unissant les Soviets au « peuple », c'est-à-dire aux travailleurs et aux exploités, par la souplesse et l'élasticité de ces liens. Les parlements bourgeois, même celui de la république capitaliste la meilleure du monde au point de vue démocratique, ne sont jamais considérés par les pauvres comme des institutions « à eux ». Tandis que, pour la masse des ouvriers et des paysans, les Soviets sont « à eux » et bien à eux. Aujourd'hui, les « social-démocrates » de la nuance Scheidemann ou, ce qui est à peu près la même chose, de la nuance Martov, éprouvent de la répugnance pour les Soviets, et se sentent attirés vers le respectable parlement bourgeois, ou l'Assemblée constituante, exactement comme Tourgueniev se sentait attiré il y a soixante ans vers la Constitution monarchique et nobiliaire modérée et éprouvait de la répugnance pour le démocratisme moujik de Dobrolioubov et Tchernychevski.

C'est le contact des Soviets avec le « peuple » des travailleurs qui crée précisément des formes particulières de contrôle par en bas, comme, par exemple, la révocation des députés, formes que l'on doit maintenant développer avec un zèle tout particulier. Ainsi les Soviets de l'instruction publique en tant que conférences périodiques des électeurs soviétiques et de leurs délégués, discutant et contrôlant l'activité des autorités soviétiques dans ce domaine, méritent toute notre sympathie et tout notre appui. Rien ne serait plus stupide que de transformer les Soviets en quelque chose de figé, que d'en faire un but en soi. Plus nous devons nous affirmer résolument aujourd'hui pour un pouvoir fort et sans merci, pour la dictature personnelle *dans telles branches du travail,* dans tel exercice de fonctions *de pure exécution,* et plus doivent être variés les formes et les moyens de contrôle par en bas, afin de paralyser la moindre déformation possible du pouvoir des Soviets, afin d'extirper encore et toujours l'ivraie du bureaucratisme.

CONCLUSION

Une situation extraordinairement pénible, difficile et périlleuse au point de vue international ; la nécessité de louvoyer et de reculer ; une période d'attente des nouvelles explosions de la révolution qui mûrit laborieusement en Occident ; à l'intérieur du pays, une période de lente édification et d'énergiques « stimulations » ; une longue lutte acharnée livrée par le rigoureux esprit de discipline prolétarien à l'élément menaçant de l'anarchie et du laisser-aller petit-bourgeois : tels sont, en bref, les traits distinctifs de l'étape particulière de la révolution socialiste que nous traversons. Tel est, dans la chaîne historique des événements, le maillon dont nous devons actuellement nous saisir de toutes nos forces pour être à la hauteur de notre tâche jusqu'au jour où nous pourrons passer au maillon suivant, qui nous attire par son éclat particulier, l'éclat des victoires de la révolution prolétarienne internationale.

Essayez de confronter avec l'idée habituelle, courante, qu'on se fait du « révolutionnaire », les mots d'ordre qui découlent des particularités de l'étape présente : louvoyer, reculer, attendre, édifier lentement, stimuler avec énergie, discipliner rigoureusement, foudroyer le laisser-aller... Quoi d'étonnant si, à entendre cela, certains « révolutionnaires », pris d'un noble courroux, se mettent à nous «foudroyer» en nous accusant d'oublier les traditions de la Révolution d'Octobre, de faire une politique d'entente avec les spécialistes bourgeois, de passer des compromis avec la bourgeoisie, d'avoir un esprit petit-bourgeois, de verser dans le réformisme, etc., etc. ?

Le malheur de ces tristes révolutionnaires, c'est que même ceux d'entre eux qui ont les meilleures intentions du monde et se signalent par leur dévouement absolu à la cause du socialisme, ne comprennent pas assez l'état particulier et particulièrement « désagréable» par lequel devait fatalement passer un pays arriéré, déchiré par une guerre réactionnaire et malheureuse, et qui a commencé la révolution socialiste longtemps avant les pays plus évolués ; ils manquent de fermeté dans les moments difficiles d'une difficile transition. Naturellement, c'est le parti des « socialistes-révolutionnaires de gauche » qui joue à l'égard de notre parti ce rôle d'opposition « officielle ». Certes, il y a et il y aura toujours des exceptions individuelles, s'écartant des types de groupe et de classe. Mais les types sociaux demeurent. Dans un pays où les petits propriétaires sont l'immense majorité par rapport à la population purement prolétarienne, la différence entre le révolutionnaire prolétarien et le révolutionnaire petit-bourgeois ne pourra manquer de se manifester, et par moments avec une violence extrême. Le révolutionnaire petit-bourgeois hésite et chancelle à chaque tournant des événements ; il passe du fougueux élan révolutionnaire de mars 1917 à la glorification de la « coalition » en mai, à la haine à l'égard des bolcheviks (à moins qu'il ne déplore leur « esprit d'aventure ») en juillet, ces mêmes bolcheviks dont il s'écartera peureusement à la fin d'octobre, pour les soutenir en décembre ; enfin, en mars et en avril 1918, les hommes de ce type, le plus souvent, froncent le nez avec dédain en disant : « Je ne suis pas de ceux qui chantent des hymnes au travail « organique », au praticisme et à l'action faite par degrés. »

L'origine sociale de ce type d'hommes, c'est le petit patron exaspéré par les horreurs de la guerre, la ruine subite, les souffrances inouïes de la famine et de la désorganisation économique ; cherchant une issue, une voie de salut, il s'agite hystériquement, balançant entre la confiance envers le prolétariat et le soutien de ce dernier et, d'autre part, les accès de désespoir. Il faut bien comprendre que, sur cette base sociale, il est impossible de construire le socialisme. Seule peut diriger les masses laborieuses et exploitées une classe qui suit son chemin sans hésiter, sans se décourager, sans tomber dans le désespoir aux tournants les plus difficiles, les plus durs et les plus dangereux. Nous n'avons pas besoin des élans hystériques. Ce qu'il nous faut, c'est la marche cadencée des bataillons de fer du prolétariat.

Publié le 28 avril 1918 dans le n° 83 de la « Pravda » et dans le Supplément au journal « Izvestia du Comité exécutif central de Russie » n° 85

PÉRIODE DE L'INTERVENTION MILITAIRE ÉTRANGÈRE ET DE LA GUERRE CIVILE

DE LA FAMINE

LETTRE AUX OUVRIERS DE PÉTROGRAD

Camarades, j'ai reçu dernièrement la visite de votre délégué, un camarade du Parti, un ouvrier de l'usine Poutilov. Ce camarade m'a fait un tableau détaillé et poignant de la famine à Pétrograd. Nous savons tous que dans nombre de régions industrielles la question du ravitaillement est aussi angoissante ; que la famine, aussi torturante, frappe à la porte des ouvriers et de la population pauvre en général.

A côté de cela, nous assistons à un déchaînement de la spéculation sur le blé et les autres denrées alimentaires. La famine n'est pas due au manque de blé en Russie, mais au fait que la bourgeoisie et tous les riches livrent le dernier, le décisif combat à la domination des travailleurs, à l'Etat des ouvriers, au pouvoir des Soviets, sur la question la plus importante, la plus grave, la question du blé. La bourgeoisie et tous les riches, y compris les riches des campagnes, les koulaks, font échec au monopole du blé, sabotent-la répartition du blé par l'Etat qui entend ravitailler en pain toute la population et, en premier lieu, les ouvriers, les travailleurs, les nécessiteux. La bourgeoisie fait échec aux prix fermes, spécule sur le blé, gagne cent, deux cents roubles et plus par poud de blé, détruit le monopole des céréales et la distribution judicieuse du pain ; elle les détruit par les pots-de-vin, par la corruption, en soutenant à dessein tout ce qui est funeste au pouvoir des ouvriers, lequel s'emploie à appliquer le premier principe essentiel, capital du socialisme : « Celui qui ne travaille pas ne doit pas manger. »

« Celui qui ne travaille pas ne doit pas manger », tout travailleur le comprend. Tous les ouvriers, tous les paysans pauvres et même les paysans moyens sont d'accord là-dessus — tous ceux qui ont connu le besoin, tous ceux qui ont vécu de leur travail.

Les neuf dixièmes de la population de Russie sont d'accord avec cette vérité. Dans cette simple, toute simple et évidente vérité, réside la base du socialisme, la source intarissable de sa force, le gage indestructible de sa victoire définitive.

Mais une chose est de souscrire à cette vérité, de jurer qu'on la partage, de la reconnaître en paroles ; autre chose est de savoir la mettre en pratique. Toute la question est là. Quand des centaines de milliers et des millions d'hommes sont tenaillés par la faim (à Pétrograd, dans les régions non agricoles, à Moscou), dans un pays où des millions, et des millions de pouds de blé sont dissimulés par les riches, par les koulaks et les spéculateurs, dans un pays qui s'intitule République socialiste soviétique, — alors pour tout ouvrier et paysan conscients, il y a là un grave et profond sujet de réflexion.

« Celui qui ne travaille pas ne doit pas manger » — comment mettre cela en pratique ? Il est clair comme le jour que pour le mettre en pratique, il faut d'abord qu'il y ait le monopole d'Etat sur le blé, c'est-à-dire, l'interdiction absolue de tout commerce privé du blé, l'obligation de livrer tous les excédents de blé à l'Etat, aux prix fermes ; l'interdiction absolue à quiconque de retenir et de dissimuler les excédents de blé. En second lieu, il est nécessaire pour cela de procéder à un recensement rigoureux de tous les excédents de blé et d'organiser dûment et de façon impeccable le transport du blé des régions où il se trouve en excédent dans celles qui en manquent, de stocker le blé nécessaire à la consommation, à la culture, aux ensemencements. En troisième lieu, il faut procéder à une répartition rationnelle, équitable, qui ne donne aucun privilège ni aucun avantage au riche, du pain entre tous les citoyens de l'Etat, sous le contrôle de l'Etat ouvrier, prolétarien.

Il n'est que de penser un peu à ces conditions de la victoire sur la famine, pour comprendre tout l'abîme de stupidité des méprisables moulins à paroles de l'anarchisme, qui nient que le pouvoir d'Etat soit nécessaire (un pouvoir d'une sévérité implacable pour la bourgeoisie, d'une implacable fermeté à l'égard des désorganisateurs du pouvoir) pour passer du capitalisme au communisme, pour libérer les travailleurs de toute oppression et de toute exploitation. Aujourd'hui justement que notre révolution aborde de près, d'une façon concrète, pratique (et c'est là son mérite indestructible) les problèmes de l'institution du socialisme, — aujourd'hui précisément, et précisément sur la question essentielle — la question du blé — il apparaît en toute clarté combien il est indispensable d'avoir un pouvoir révolutionnaire de fer, la dictature du prolétariat, d'organiser le stockage des denrées, leur transport et leur répartition à une échelle massive, nationale, en tenant compte des besoins de

dizaines et de centaines de millions d'hommes, en prévoyant les conditions et les résultats de la production pour un an et pour beaucoup d'années à l'avance (parce qu'il y a des années déficitaires et que, pour augmenter les récoltes de céréales, il faut recourir à des bonifications qui nécessitent de longues années de travail, etc.).

Romanov et Kérenski ont laissé en héritage à la classe ouvrière un pays ruiné à fond par leur guerre de rapine, criminelle et infiniment dure, un pays dépouillé net par les impérialistes russes et étrangers. Il n'y aura assez de pain pour tout le monde que si l'on tient compte rigoureusement de chaque poud, que si chaque livre de pain est répartie d'une façon absolument égale. Le pain pour les machines, c'est-à-dire le combustible, manque grandement lui aussi : les chemins de fer et les usines s'arrêteront, le chômage et la faim feront périr le peuple entier, si l'on ne tend pas tous ses efforts pour économiser avec une rigueur implacable sur la consommation, pour assurer une bonne répartition. La catastrophe est devant nos yeux, elle est toute proche, imminente. Après le mois de mai qui a été incroyablement dur viennent les mois, encore plus durs, de juin, juillet et août.

Le monopole d'Etat sur le blé existe chez nous selon la loi, niais, en fait, il est constamment saboté par la bourgeoisie. Le riche campagnard, le koulak, le vampire qui avait pillé toute la région pendant des dizaines d'années, aime mieux s'enrichir en spéculant, en distillant de l'eau-de-vie : c'est si avantageux pour sa bourse. Quant à la responsabilité pour la famine, il la fait retomber sur le pouvoir des Soviets. C'est ainsi exactement que procèdent les défenseurs politiques du koulak, les cadets, les socialistes-révolutionnaires de droite, les menchéviks, qui « travaillent » et ouvertement et en secret contre le monopole du blé et contre le pouvoir des Soviets. Le parti des sans-caractère, c'est-à-dire les socialistes-révolutionnaires de gauche, manque de caractère une fois de plus : il se laisse prendre aux cris et aux clameurs intéressés de la bourgeoisie ; il clame contre le monopole du blé, « proteste » contre la dictature en matière de subsistances, se laisse intimider par la bourgeoisie ; il redoute la lutte contre le koulak et se débat dans l'hystérie en conseillant de hausser les prix fermes, d'autoriser le commerce privé, et ainsi de suite.

Ce parti des sans-caractère reflète, en politique, quelque chose d'analogue à ce qui se passe dans la vie, quand le koulak excite les paysans pauvres contre les Soviets, les corrompt ; quand il laisse, par exemple, à quelque paysan pauvre un poud de blé non pour six, mais pour trois roubles, afin, que ce paysan pauvre corrompu « profite » lui-même de la spéculation, « bénéficie » lui-même de la vente spéculative de ce poud pour 150 roubles, se transforme lui-même en un braillard contre les Soviets qui interdisent le commerce privé du blé.

Quiconque est capable de réflexion, quiconque veut bien réfléchir un peu, voit nettement de quel côté s'oriente la lutte.

Ou bien les ouvriers conscients, les ouvriers d'avant-garde vaincront, en groupant autour d'eux la masse de la population pauvre, en instituant un ordre rigoureux, un pouvoir d'une sévérité implacable, la véritable dictature du prolétariat, et ils obligeront le koulak à se soumettre, en établissant une bonne répartition du pain et du combustible à l'échelle nationale. Ou bien la bourgeoisie aidée des koulaks, soutenue indirectement par les gens sans caractère et les brouillons (anarchistes et socialistes-révolutionnaires de gauche) jettera bas le pouvoir des Soviets et installera un Kornilov russo-allemand ou russo-japonais, qui apportera au peuple la journée de 16 heures, une ration de cinquante grammes de pain par semaine, les exécutions en masse pour les ouvriers, les tortures dans les cachots, comme en Finlande, comme en Ukraine.

L'un ou l'autre.

Pas de milieu.

La situation est tendue à l'extrême dans le pays.

Quiconque réfléchit à la vie politique ne peut pas ne pas voir que les cadets avec les socialistes-révolutionnaires de droite et les menchéviks, cherchent à s'entendre pour savoir lequel des deux Kornilov est plus « agréable », le russo-allemand ou le russo-japonais, lequel des deux Kornilov écrasera mieux et plus sûrement la révolution, le Kornilov couronné ou le républicain.

Il est temps que tous les ouvriers conscients, tous les ouvriers d'avant-garde, se mettent d'accord. Il est temps de se secouer et de comprendre que chaque minute de retard menace de mort le pays et la révolution.

Les demi-mesures n'y feront rien. Les lamentations resteront sans effet. Les tentatives pour se procurer le pain ou le combustible « au détail », pour soi-même, c'est-à-dire pour « son » usine, pour « son » entreprise, ne font qu'accentuer la désorganisation et que faciliter aux spéculateurs leur égoïste, sordide et noire besogne.

Voilà pourquoi je me permets de m'adresser à vous par lettre, camarades ouvriers de Pétrograd. Pétrograd n'est pas toute la Russie. Les ouvriers de Pétrograd ne forment qu'une petite partie des ouvriers de ce pays. Mais ils sont, parmi les détachements de la classe ouvrière et de tous les travailleurs de Russie, un des meilleurs, des plus avancés, des plus conscients, des plus révolutionnaires, des plus fermes, un des détachements les plus réfractaires à la phrase vide de sens, au désespoir pusillanime, au chantage de la bourgeoisie. Or, dans les minutes critiques de la vie des peuples, on connaît plus d'un exemple de détachements d'avant-garde même peu nombreux des classes avancées, qui entraînaient derrière eux tous les autres, animaient les masses du feu de l'enthousiasme révolutionnaire, accomplissaient les plus grands exploits historiques.

Nous étions quarante mille à l'usine Poutilov, me disait le délégué des ouvriers de Pétrograd ; mais la plupart d'entre eux étaient des ouvriers « provisoires », des non-prolétaires, des hommes peu sûrs, sans consistance. Maintenant il *en* reste quinze mille, mais ce sont des prolétaires éprouvés et aguerris dans la lutte.

C'est cette avant-garde de la révolution — et à Pétrograd et dans le pays entier — qui doit lancer l'appel, se *dresser en masse* ; elle doit comprendre que le salut du pays est dans ses mains, qu'on exige d'elle un héroïsme non moindre qu'en janvier et octobre 1905, qu'en février et octobre 1917 ; qu'il faut organiser une grande « *croisade* » contre les spéculateurs en blé, les koulaks, les vampires, les désorganisateurs, les concussionnaires, une grande « *croisade* » contre les perturbateurs de l'ordre le plus rigoureux établi dans le pays, en ce qui concerne le stockage, le transport et la répartition du pain pour les hommes et du pain pour les machines.

Seul un élan massif des ouvriers avancés est capable de sauver le pays et la révolution. Il faut des dizaines de milliers d'hommes d'avant-garde, de prolétaires aguerris, assez conscients pour pouvoir expliquer les choses aux millions de pauvres dans tous les points du pays, et se mettre à la tête de ces millions ; assez fermes pour rejeter sans pitié et fusiller tous ceux qui se « laisseraient tenter » — cela arrive — par l'appât de la spéculation et, de champions de la cause du peuple, seraient devenus des voleurs ; assez fermes et dévoués à la révolution pour supporter de façon organisée toutes les charges de la *croisade* dirigée vers tous les points du pays, afin de rétablir l'ordre, de fortifier les organismes locaux du pouvoir des Soviets, afin de veiller sur place à chaque poud de blé, à chaque poud de combustible.

Voilà qui est un peu plus difficile que de faire preuve d'héroïsme pour quelques jours, sans quitter sa place traditionnelle, sans entreprendre la croisade, en se contentant d'une poussée de soulèvement contre le monstre et idiot Romanov, ou le jocrisse et tranche-montagne Kérenski. L'héroïsme d'un long et opiniâtre travail d'organisation à l'échelle nationale est infiniment plus difficile mais, par contre, infiniment plus haut que l'héroïsme des soulèvements. Mais ce qui fait la force des partis ouvriers et de la classe ouvrière, c'est que celle-ci a toujours regardé avec hardiesse, ouvertement et bien en face, le danger ; qu'elle ne craint pas de le reconnaître ; qu'elle apprécie avec lucidité quelles forces se trouvent dans « son » camp à elle, et dans le camp « opposé », dans le camp des exploiteurs. La révolution va de l'avant, se développe, grandit. De même grandissent les tâches qui se posent à nous. La lutte s'étend en largeur et en profondeur. La bonne répartition du blé et du combustible, l'accroissement de leur production, le recensement et le contrôle les plus scrupuleux *effectués par les ouvriers,* à l'échelle nationale : voilà le vrai, le principal prélude au socialisme. Ce n'est plus une tâche de la « révolution en général », mais précisément une tâche *communiste,* la tâche ou les travailleurs et les paysans pauvres doivent livrer le combat décisif au capitalisme.

Ce combat vaut qu'on lui donne toutes ses forces ; grandes sont ses difficultés, mais grande aussi est l'œuvre pour laquelle nous combattons : supprimer l'oppression et l'exploitation.

Quand le peuple est affamé et que le chômage sévit toujours plus menaçant, tous ceux qui cachent le moindre poud de blé, qui privent l'Etat du moindre poud de combustible, commettent le plus grand crime.

En un pareil moment — cela est toujours vrai pour une société véritablement communiste, — chaque poud de blé et de combustible est véritablement une chose sainte, bien supérieure à celles dont les popes farcissent les cerveaux des imbéciles, à qui ils promettent le royaume du ciel en récompense de l'esclavage terrestre. Or, pour débarrasser de tout vestige de « sainteté » cléricale cette chose véritablement sainte, il faut *s'en rendre maître pratiquement,* il faut en réaliser *en fait* la juste répartition, il faut recueillir tous les excédents de blé, absolument tous, sans exception, et les verser aux réserves de l'Etat ; il faut *nettoyer tout le pays* des excédents de blé

dissimulés ou non recueillis ; il faut, d'une main ouvrière énergique, déterminer une extrême tension des forces, pour augmenter l'extraction du combustible et l'économiser au maximum, pour faire régner le plus grand ordre dans son transport et sa consommation.

Il faut que les ouvriers d'avant-garde entreprennent une « croisade » massive vers tous les centres de production de blé et de combustible, vers tous les centres importants d'arrivages et de répartition de ces derniers, pour stimuler l'énergie au travail, pour décupler cette énergie, pour aider les organismes locaux du pouvoir soviétique à réaliser le recensement et le contrôle, pour détruire par les armes la spéculation, la concussion, l'incurie. Cette tâche n'est pas neuve. À vrai dire, l'histoire ne met pas en avant de tâches nouvelles, — elle ne fait qu'augmenter l'étendue et l'envergure des tâches anciennes, à mesure qu'augmente l'envergure de la révolution, que s'accroissent ses difficultés, qu'augmente la grandeur de sa mission historique universelle.

Une des choses les plus grandes, les plus indéracinables de la Révolution d'Octobre — de la révolution soviétique — c'est que l'ouvrier d'avant-garde, *en tant que dirigeant* des paysans pauvres, *en tant que chef* des masses laborieuses des campagnes, *en tarît que bâtisseur de l'Etat du travail,* est allé au « peuple ». Pétrograd a donné des milliers et des milliers de ses meilleurs ouvriers à la campagne. De même les autres centres prolétariens. Les détachements de combattants contre Kalédine et Doutov, les détachements de ravitaillement, ne sont pas une nouveauté. Mais la question est que l'imminence de la catastrophe, la gravité de la situation exige que l'on fasse *dix fois* plus qu'auparavant.

L'ouvrier, en devenant le chef éclairé des paysans pauvres, n'est pas devenu un saint. Il a conduit le peuple en avant, mais il s'est laissé contaminer par les maladies propres à la petite bourgeoisie en décomposition. Moins il y avait de détachements qui comptaient les ouvriers les mieux organisés, les plus conscients, les plus disciplinés et les plus fermes, et plus vite ces détachements se décomposaient, plus fréquentes étaient les victoires remportées par l'élément petit-propriétaire du passé sur la conscience prolétarienne-communiste de l'avenir.

Ayant commencé la révolution communiste, la classe ouvrière ne peut d'un seul coup se défaire des faiblesses et des vices qu'elle a hérités de la société des propriétaires fonciers et des capitalistes, de la société des exploiteurs et des vampires, de la société de l'intérêt sordide et du lucre égoïste d'une minorité, la majorité restant plongée dans la misère. Mais la classe ouvrière peut vaincre — *et à coup sûr elle finira inévitablement par vaincre* — le vieux monde, ses vices et ses défaillances, à condition que soient lancés contre l'ennemi des détachements ouvriers toujours renouvelés, toujours plus nombreux, toujours plus éclairés par l'expérience, toujours plus rompus aux difficultés de la lutte.

C'est ainsi justement que les choses se présentent en Russie. Isolément, en ordre dispersé, nous ne vaincrons pas la famine et le chômage. Il faut que les ouvriers d'avant-garde entreprennent une « croisade » massive vers tous les points de l'immense pays. Il faut que le prolétariat conscient et dévoué sans réserve au communisme, forme dix fois plus de *détachements de fer.* Alors nous vaincrons la famine et le chômage. Nous hausserons alors la révolution jusqu'au seuil même du socialisme. Dès lors nous serons capables aussi de mener une guerre défensive victorieuse contre les rapaces impérialistes.

Publiée dans la Pravda, n° le 24 mai 1918.

A TOUS LES SOVIETS DES DÉPUTÉS DE PROVINCE ET DE DISTRICT

Ce qu'il faut faire en cas d'invasion ennemie de la République socialiste fédérative des Soviets de Russie, laquelle a prouvé sa ferme volonté de paix. *(Instruction à tous les Soviets des députés locaux et à toute la population.)*

En Ukraine on a vu plus d'une fois les paysans et les ouvriers s'opposer à l'évacuation ou à la destruction des biens, dans l'espoir de les conserver pour eux. Ils s'en sont trouvés cruellement punis. Les envahisseurs ont tout pris : blé, bétail, charbon, métaux, machines, et ont tout emporté. L'exemple de l'Ukraine doit être une terrible leçon pour toute la Russie.

C'est pourquoi, si l'ennemi tente de passer à l'offensive, la population locale aura pour devoir d'observer de la façon la plus stricte, sous la direction de ses Soviets, la prescription suivante :

Evacuer en premier lieu les stocks de guerre. Faire sauter ou brûler, tout ce qui ne pourra être évacué.

Emporter ou enfouir dans la terre le blé et la farine. Détruire ce qui ne peut être enfoui.

Emmener le bétail.

Evacuer les machines en bloc ou par pièces détachées. S'il est impossible de les évacuer, les détruire.

Enfouir dans la terre les métaux non évacués.

Emmener les locomotives et les wagons.

Démonter les rails.

Miner et faire sauter les ponts.

Brûler, derrière l'ennemi, les forêts et les cultures.

Employer toutes les forces et tous les moyens pour entraver l'avance de l'ennemi. Organiser des embuscades. Faire usage des armes à feu et des armes blanches.

S'assurer l'arrière. Pour cela, exterminer jusqu'au dernier les espions, agents provocateurs, gardes blancs et traîtres contre-révolutionnaires qui aident directement ou indirectement l'ennemi.

Le président du Comité exécutif central de Russie,

J. Sverdlov.

Le Conseil des Commissaires du Peuple. Le président du Conseil des Commissaires du Peuple,

V. Oulianov (Lénine).

(2 juin 1918)
Publié dans la Pravda, n° 54, du 23 février 1942.

CAMARADES OUVRIERS ! MARCHONS AU DERNIER, AU DÉCISIF COMBAT !

La République des Soviets est entourée d'ennemis. Mais elle vaincra ses ennemis du dehors et du dedans. On voit déjà se manifester dans la masse ouvrière un élan qui nous garantit la victoire. Déjà l'on voit se multiplier les étincelles et les explosions de l'incendie révolutionnaire en Europe occidentale, qui nous donnent l'assurance de la proche victoire de la révolution ouvrière internationale.

L'ennemi extérieur de la République socialiste soviétique de Russie, c'est à l'heure actuelle l'impérialisme anglo-français et nippo-américain. Cet ennemi marche aujourd'hui contre la Russie, il pille nos terres, il s'est emparé d'Arkhangelsk et, ayant dépassé Vladivostok, il s'est avancé (si l'on en croit les journaux français) vers Nikolsk-Oussouriisk. Cet ennemi a soudoyé les généraux et les officiers du corps tchécoslovaque[48]. Il marche sur la paisible Russie, en se livrant aux mêmes férocités et aux mêmes brigandages que les Allemands en février, avec cette différence toutefois que les Anglo-Japonais entendent non pas simplement conquérir et piller le sol russe, mais encore renverser le pouvoir des Soviets afin de « rétablir le front », c'est-à-dire afin d'entraîner à nouveau la Russie à la guerre impérialiste (ou plus simplement : à la guerre de brigandage) qui met aux prises l'Angleterre et l'Allemagne.

Les capitalistes anglo-japonais entendent rétablir le pouvoir des grands propriétaires fonciers et des capitalistes en Russie, afin de partager avec eux le butin de guerre, d'asservir les ouvriers et les paysans russes au capital anglo-français, de leur faire suer les intérêts pour les nombreux milliards d'emprunts, d'éteindre l'incendie de la révolution socialiste, qui a commencé chez nous et menace de plus en plus de gagner le monde entier.

Les fauves de l'impérialisme anglo-japonais manqueront de forces pour occuper et subjuguer la Russie. Ces forces manquent même à notre voisine, l'Allemagne, ainsi que l'a montré son « expérience» en Ukraine. Les Anglo-Japonais espéraient nous prendre au dépourvu. Ils n'y ont pas réussi. Les ouvriers de Pétrograd, puis ceux de Moscou et, après Moscou, ceux de toute la région centrale industrielle, se lèvent avec toujours plus d'ensemble, de ténacité, en masses de plus en plus grandes, avec une abnégation toujours accrue. Là est le gage de notre victoire.

Les rapaces capitalistes anglo-japonais qui marchent contre la Russie pacifique, comptent encore sur leur alliance avec l'ennemi intérieur du pouvoir des Soviets. Nous savons fort bien qui est cet ennemi intérieur. Ce sont les capitalistes, les grands propriétaires fonciers, les koulaks, leurs rejetons, qui exècrent le pouvoir des ouvriers et des paysans travailleurs, des paysans qui ne sucent pas le sang de leurs villageois.

La vague des soulèvements koulaks déferle sur la Russie. Le koulak voue une haine furieuse au pouvoir des Soviets ; il est prêt à étrangler, à égorger des centaines de milliers d'ouvriers. Si les koulaks venaient à vaincre, nous savons fort bien qu'ils extermineraient sans pitié des centaines de milliers d'ouvriers ; ils feraient alliance avec les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, rétabliraient le bagne pour les ouvriers, supprimeraient la journée de huit heures, placeraient à nouveau les usines et les fabriques sous le joug des capitalistes.

Il en fut ainsi dans toutes les révolutions antérieures, en Europe, lorsque les koulaks, par suite de la faiblesse des ouvriers, réussissaient à faire rétrograder le pays, de la république vers la monarchie, du pouvoir des travailleurs vers l'omnipotence des exploiteurs, des riches, des parasites. C'est ce que nous avons vu de nos yeux en Lettonie, en Finlande, en Ukraine, en Géorgie. Partout les fauves koulaks, avides et repus, s'alliaient aux grands propriétaires fonciers et aux capitalistes contre les ouvriers et contre la population pauvre en général. Partout ils réprimaient avec une cruauté sans nom la classe ouvrière. Partout ils bloquaient avec les *capitalistes de l'étranger* contre les ouvriers de leur pays. Ainsi ont procédé et procèdent les cadets, les socialistes-révolutionnaires de droite, les menchéviks ; il n'est que de se rappeler leurs exploits en « Tchécoslovaquie ». Ainsi agissent par bêtise extrême et par absence de caractère les socialistes-révolutionnaires de gauche, dont l'émeute à Moscou a fait le jeu des gardes blancs à Iaroslavl, des Tchécoslovaques et des blancs à Kazan ; ce n'est pas sans raison que les socialistes-révolutionnaires de gauche ont mérité les louanges de Kérenski et de ses amis, les impérialistes français.

Pas de doute possible. Les koulaks sont les ennemis forcenés du pouvoir des Soviets. Ou ils égorgeront une multitude d'ouvriers, ou ceux-ci écraseront sans pitié les soulèvements de la minorité koulak et spoliatrice du peuple contre le pouvoir des travailleurs. Pas de milieu possible. Il n'y aura pas de paix : on peut, et même facilement, réconcilier le koulak avec le grand propriétaire foncier, le tsar et le pope, lors même qu'ils seraient brouillés, mais *jamais* avec la classe ouvrière.

Et c'est pourquoi nous appelons le combat livré aux koulaks, *le dernier et* décisif combat. Ce n'est pas à dire qu'il ne puisse y avoir de soulèvements répétés de koulaks, ou qu'il ne puisse y avoir de croisades déclenchées par le capitalisme étranger contre le pouvoir des Soviets. Le mot : « dernier » combat signifie que la dernière et la plus nombreuse des classes *d'exploiteurs* s'est soulevée contre nous dans notre pays.

Les koulaks sont les exploiteurs les plus féroces, les plus brutaux, les plus sauvages ; ils ont maintes fois rétabli, comme l'atteste l'histoire des autres pays, le pouvoir des grands propriétaires fonciers, des tsars, des popes, des capitalistes. Les koulaks sont plus nombreux que les grands propriétaires fonciers et les capitalistes. Cependant ils sont une minorité dans le peuple.

Admettons qu'il y ait en Russie quelque 15 millions de familles de cultivateurs paysans, si l'on considère la Russie avant l'époque où les rapaces l'ont amputée de l'Ukraine, etc. Sur ces 15 millions, il y a à coup sûr près de 10 millions de pauvres qui vivent de la vente de leur force de travail ou qui se laissent asservir par les riches, ou qui ne possèdent pas d'excédents de blé et sont particulièrement ruinés par les charges de la guerre. Il faut compter près de 3 millions de paysans moyens et guère plus de 2 millions de koulaks, de richards, de spéculateurs en blé. Ces buveurs de sang se sont enrichis de la misère du peuple pendant la guerre, ils ont amassé de l'argent par milliers et par centaines de milliers en faisant monter les prix du blé et des autres produits. Ces scorpions se sont engraissés aux dépens des paysans ruinés par la guerre, aux dépens des ouvriers affamés.

Plus l'ouvrier souffrait de la faim dans les villes et les usines, et plus ces sangsues se gorgeaient du sang des travailleurs, plus elles s'enrichissaient. Ces vampires accaparaient et accaparent encore les terres seigneuriales, ils asservissent encore et encore les paysans pauvres.

Guerre sans merci à ces koulaks ! Mort aux koulaks ! Haine et mépris aux partis qui les défendent : les socialistes-révolutionnaires de droite, les menchéviks et les actuels socialistes-révolutionnaires de gauche ! Les ouvriers doivent écraser d'une main de fer les soulèvements des koulaks qui font alliance contre les travailleurs de leur pays avec les capitalistes de l'étranger.

Le koulak profite de l'ignorance, de la dispersion et de l'émiettement des paysans pauvres. Il les excite contre les ouvriers ; il les corrompt : tout en dépouillant les pauvres pour des milliers et des milliers de roubles, il les laisse parfois « profiter » pour une centaine de roubles en spéculant sur le blé. Les koulaks s'efforcent d'attirer dans leur camp le paysan moyen, et parfois ils y réussissent. Mais rien n'oblige la classe ouvrière à se séparer du paysan moyen. Elle ne peut pas faire la paix avec le koulak, mais elle peut rechercher et elle recherche une *entente* avec le paysan moyen. Le gouvernement ouvrier, c'est-à-dire le gouvernement bolchévik l'a *démontré* non pas en paroles, mais dans les faits.

Cela, nous l'avons démontré en adoptant et appliquant scrupuleusement la loi sur la « socialisation du sol » ; cette loi comporte *beaucoup* de concessions aux intérêts et aux conceptions du paysan moyen.

Cela, nous l'avons démontré en *triplant* (ces jours-ci) les prix du blé, car nous reconnaissons parfaitement que, souvent, le gain du paysan moyen ne correspond pas aux prix actuels des produits de l'industrie, et qu'il *doit* être augmenté.

Tout ouvrier conscient expliquera cela au paysan moyen et lui démontrera patiemment, avec persévérance, et à maintes reprises, que le socialisme est infiniment plus avantageux pour le paysan moyen que le pouvoir des tsars, des grands propriétaires fonciers et des capitalistes.

Le pouvoir ouvrier n'a jamais lésé et ne lésera jamais le paysan moyen. Tandis que le pouvoir des tsars, des grands propriétaires fonciers, des capitalistes et des koulaks, non seulement a toujours lésé le paysan moyen, mais l'a tout bonnement étranglé, pillé, ruiné, partout, dans tous les pays sans exception, y compris la Russie.

Union très étroite et complète fusion avec les pauvres des campagnes ; concessions au paysan moyen et entente avec ce dernier ; répression impitoyable des koulaks, ces buveurs de sang, ces vampires, ces pilleurs du peuple, ces spéculateurs, qui s'enrichissent de la famine : tel est le programme de l'ouvrier conscient. Telle est la politique de la classe ouvrière.

Ecrit dans la première quinzaine du mois d'août 1918.
Edition spéciale de l'Institut Lénine, 1925.

DISCOURS PRONONCÉ DANS LA « JOURNÉE DE L'OFFICIER ROUGE », LE 24 NOVEMBRE 1918

Je vous salue au nom des Commissaires du peuple, dit Lénine. Quand je pense aux tâches qui incombent à notre armée et à nos officiers rouges, je me souviens d'un épisode dont j'ai été témoin, il n'y a pas très longtemps, dans un wagon du chemin de fer de Finlande.

Les voyageurs souriaient à ce que disait une petite vieille ; je demandai qu'on me traduisît ses paroles. Comparant les soldats de l'ancien temps aux soldats révolutionnaires, la Finnoise disait que les premiers défendaient les intérêts de la bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers, et les seconds, ceux des pauvres. « Autrefois le pauvre était cruellement puni pour une bûche prise sans permission. Tandis que maintenant, si vous rencontrez un soldat dans la forêt, disait la vieille, il vous aidera même à porter votre fagot. » « Maintenant, disait-elle, il n'y a plus lieu de craindre l'homme au fusil. »

Je pense, poursuit Lénine, qu'on aurait de la peine à imaginer une meilleure récompense pour l'Armée rouge

Puis Lénine dit que les anciens cadres étaient principalement formés des rejetons gâtés et pervertis des capitalistes, qui n'avaient rien de commun avec le simple soldat. C'est pourquoi, aujourd'hui, en bâtissant l'armée nouvelle, nous devons choisir les commandants seulement parmi le peuple. Seuls les officiers rouges jouiront de l'autorité nécessaire parmi les soldats et sauront affermir le socialisme dans notre armée. Une telle armée sera invincible.

Publié dans les Izvestia du Comité exécutif central de Russie, n° 258, le 26 novembre 1918.

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE ET LE RENÉGAT KAUTSKY

PRÉFACE

La brochure de Kautsky la *Dictature du prolétariat,* parue récemment à Vienne (Wien, 1918, Ignaz Brand, 63 pages), offre l'exemple le plus frappant de la plus complète, de la plus honteuse banqueroute de la II[e] Internationale, dont parlent depuis longtemps tous les socialistes honnêtes de tous les pays. La question de la révolution prolétarienne s'inscrit aujourd'hui, pratiquement, à l'ordre du jour dans tout un ensemble d'Etats. Analyser les sophismes de renégat et le reniement total du marxisme chez Kautsky est donc de toute nécessité.

Mais d'abord soulignons que, dès le début de la guerre, l'auteur de ces lignes dut à maintes reprises évoquer la rupture de Kautsky avec le marxisme. De 1914 à 1916, une série d'articles furent consacrés à ce sujet dans le *Social-Démocrate* et le *Communiste,* paraissant à l'étranger. Ces articles ont été réunis dans un volume édité par le Soviet de Pétrograd : G. Zinoviev et N. Lénine : *Contre le courant,* Pétrograd 1918 (550 pages). Dans une brochure publiée à Genève en 1915 et traduite à la même époque en allemand et en français, je disais à propos du « kautskisme » :

« Kautsky, la plus grande autorité de la II[e] Internationale, offre l'exemple éminemment typique et éclatant de la façon dont la reconnaissance verbale du marxisme a abouti en fait à se transformer en « strouvisme » ou en « brentanisme » (c'est-à-dire en une doctrine bourgeoise libérale qui admet pour le prolétariat la lutte « de classe » non révolutionnaire, ce qui a été exprimé d'une façon particulièrement saisissante par l'écrivain russe Strouvé et l'économiste allemand Brentano). Nous en voyons un autre exemple chez Plékhanov. A l'aide de sophismes patents, on vide le marxisme de son âme vivante, révolutionnaire ; on admet *tout* dans le marxisme, *excepté* les moyens de lutte révolutionnaires, leur propagande et leur préparation, l'éducation des masses précisément dans ce sens. Au mépris de tout principe, Kautsky « concilie » la pensée fondamentale du social-chauvinisme, l'acceptation de la défense nationale dans la guerre actuelle, avec des concessions diplomatiques et ostentatoires aux gauches, telles que l'abstention au vote des crédits, l'aveu verbal de son esprit d'opposition, etc. Kautsky, qui écrivit en 1909 tout un livre sur l'imminence d'une époque de révolutions et sur les liens qui rattachent la guerre à la révolution ; Kautsky, qui signa en 1912 le Manifeste de Bâle sur l'utilisation révolutionnaire de la guerre de demain, s'emploie aujourd'hui à justifier et à camoufler de toutes les manières le social-chauvinisme. Comme Plékhanov, il se joint à la bourgeoisie pour railler toute idée de révolution, toutes dispositions visant à une lutte révolutionnaire directe.

La classe ouvrière ne peut atteindre ses objectifs de révolution mondiale, sans soutenir une lutte implacable contre ce reniement, cette veulerie, cette basse complaisance envers l'opportunisme, cet incroyable avilissement théorique du marxisme. Le kautskisme n'est pas dû au hasard, c'est le produit social des contradictions de la II[e] Internationale, de la fidélité en paroles au marxisme, alliée avec la soumission en fait à l'opportunisme. » (G. Zinoviev et N. Lénine : *Le Socialisme et la Guerre,* Genève 1915, pp. 13-14, éd. russe.)

Ensuite, dans un livre écrit en 1916 — *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* (paru à Pétrograd en 1917) — j'ai analysé en détail la fausseté théorique de tous les développements de Kautsky sur l'impérialisme. Je reproduisais la définition donnée de l'impérialisme par Kautsky : « L'impérialisme est un produit du capitalisme industriel hautement développé. Il consiste dans la tendance de chaque nation capitaliste industrielle à s'annexer ou à s'assujettir des régions *agraires* [l'italique est de Kautsky] toujours plus grandes, quelles que soient les nations qui les habitent. » J'ai montré que cette définition était absolument fausse, qu'elle était « adaptée » de façon à dissimuler les contradictions les plus profondes de l'impérialisme, pour ensuite trouver un terrain de conciliation avec l'opportunisme. Je donnais ma propre définition de l'impérialisme : « L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier ; où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan ; où le partage du inonde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes. » J'ai montré que la critique de l'impérialisme, chez Kautsky, est inférieure même à la critique bourgeoise, vulgaire.

Enfin, en août et septembre 1917, c'est-à-dire avant la révolution prolétarienne russe (25 octobre-7 novembre 1917), j'ai écrit *l'Etat et la Révolution, doctrine marxiste sur l'Etat et les tâches du prolétariat dans la révolution,* brochure parue au début de 1918 à Pétrograd. Là, dans le chapitre VI, sur l'« Avilissement du marxisme par les opportunistes », j'ai réservé une attention spéciale à Kautsky, pour démontrer qu'il a totalement dénaturé la doctrine de Marx, qu'il l'a accommodée à l'opportunisme, qu'il a « renié en fait la révolution tout en la reconnaissant en paroles ».

Au fond, l'erreur théorique fondamentale de Kautsky, dans sa brochure traitant de la dictature du prolétariat, consiste précisément dans ces déformations opportunistes de la doctrine de Marx sur l'Etat, déformations que j'ai dénoncées amplement dans ma brochure *l'Etat et la Révolution.*

Ces remarques préliminaires étaient indispensables, car elles prouvent que j'ai accusé ouvertement Kautsky de faire œuvre de renégat, *longtemps avant* que les bolchéviks aient pris le pouvoir et que cela leur a valu d'être condamnés par Kautsky.

COMMENT KAUTSKY TRANSFORME MARX EN UN VULGAIRE LIBÉRAL

Le problème fondamental que Kautsky traite dans sa brochure est celui du contenu essentiel de la révolution prolétarienne, savoir : la dictature du prolétariat. Problème de la plus haute importance pour tous les pays, surtout pour les pays avances, surtout pour les pays belligérants, surtout à l'heure présente. On peut dire sans exagération que c'est là le principal problème de toute la lutte de classe prolétarienne. Il importe donc de l'examiner de près.

Kautsky pose le problème en ce sens que « l'opposition des deux courants socialistes » (c'est-à-dire des bolchéviks et des non-bolchéviks) est « l'opposition de deux méthodes foncièrement différentes : la méthode démocratique et la méthode dictatoriale » (p. 3).

Remarquons, au passage, qu'en appelant socialistes les non-bolchéviks de Russie, c'est-à-dire les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, Kautsky fait état de leur nom, c'est-à-dire d'un mot, et non de la *place* qu'ils occupent *effectivement* dans la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie. Belle façon de comprendre et d'appliquer le marxisme ! Mais nous reviendrons là-dessus.

Pour le moment, allons au plus pressé : la grande découverte de Kautsky sur « l'opposition foncière » des « méthodes démocratique et dictatoriale ». Là est le nœud de la question. Là est l'essence même de la brochure de Kautsky. Et c'est une confusion théorique si monstrueuse, un reniement si total du marxisme, que Kautsky, avouons-le, a dépassé de loin Bernstein.

La question de la dictature du prolétariat est celle de l'attitude de l'Etat prolétarien à l'égard de l'Etat bourgeois, de la démocratie prolétarienne envers la démocratie bourgeoise. C'est clair comme le jour, n'est-il pas vrai ? Or Kautsky, tel un maître d'école figé sur les manuels d'histoire, s'obstine à tourner le dos au XX^{e} siècle et, face au XVIII^{e}, sasse et ressasse fastidieusement, pour la centième fois, dans toute une série de paragraphes, les vieilleries sur l'attitude de la démocratie bourgeoise à l'égard de l'absolutisme et de la féodalité !

On croirait en vérité qu'il mâche de la filasse, en rêvant.

C'est ne rien comprendre absolument au pourquoi des choses. On ne peut que sourire des efforts de Kautsky pour démontrer qu'il est des gens qui prêchent le « mépris de la démocratie » (p 11), etc. C'est par de pareilles futilités que Kautsky est obligé d'obscurcir, d'embrouiller le problème, car il pose la question en libéral, de la démocratie en général, et non de la démocratie bourgeoise. Il évite même ce concept, précis, de classe, et il essaye de parler de la démocratie « présocialiste ». Notre moulin à paroles a rempli à peu près le tiers de la brochure, 20 pages sur 63, d'un bavardage fort agréable à la bourgeoisie, puisqu'il équivaut à farder la démocratie bourgeoise et à jeter le voile sur le problème de la révolution prolétarienne.

Le titre de la brochure de Kautsky n'en est pas moins : *La Dictature du prolétariat.* Que ce soit là le fond même de la doctrine de Marx, tout le monde le sait. Et Kautsky est obligé, après tout ce bavardage à côté du sujet, de citer les paroles de Marx sur la dictature du prolétariat.

Comment le « marxiste » Kautsky s'y est pris, voilà qui est d'un comique achevé ! Ecoutez plutôt :

« Cette façon de voir (que Kautsky dit être le mépris de la démocratie) repose sur un seul mot de Karl Marx. » C'est ce qu'on lit textuellement à la page 20. Et à la page 60 il le répète encore et va jusqu'à dire que (les bolchéviks) « se sont souvenus à temps du petit mot (c'est textuel !! *des Wörtchens)* sur la dictature du prolétariat, que Marx a employé une fois en 1875 dans une lettre ».

Voici ce « petit mot » de Marx :

> « Entre la société capitaliste et la société communiste se situe la période de transformation révolutionnaire, de celle-là en celle-ci. A quoi correspond également une période de transition politique, où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat. »[49]

D'abord, appeler ce développement célèbre de Marx, qui résume toute sa doctrine révolutionnaire, « un seul mot » ou, même « un petit mot », c'est se moquer du marxisme, c'est le renier entièrement. Il ne faut pas oublier que Kautsky connaît Marx presque par cœur ; qu'à en juger par tous ses écrits, il dispose sur son bureau ou dans sa tête, d'une série de casiers où il a réparti avec soin, pour pouvoir facilement faire usage des citations, tout ce que Marx a écrit. Kautsky *ne peut pas ne pas savoir* que Marx comme Engels, dans leurs lettres aussi bien que dans leurs œuvres imprimées, ont *maintes fois,* surtout avant et après la Commune, parlé de la dictature du prolétariat. Kautsky ne peut pas ne pas savoir que la formule : « dictature du prolétariat » n'est qu'une énonciation historiquement plus concrète et scientifiquement plus exacte de cette tâche du prolétariat : « briser » la machine d'Etat bourgeoise, tâche dont Marx et Engels, compte tenu de l'expérience de la révolution de 1848 et plus encore de celle de 1871, ont parlé de 1852 à 1891, soit *pendant quarante ans.*

Comment expliquer cette déformation monstrueuse du marxisme par l'exégète du marxisme, Kautsky ? Si l'on considère la base philosophique de ce phénomène, la chose se réduit à substituer à la dialectique l'éclectisme et la sophistique. Kautsky est passé maître dans cette substitution. Au point de vue politique et pratique, la chose se réduit à s'aplatir devant les opportunistes, c'est-à-dire, en fin de compte, devant la bourgeoisie. Progressant toujours plus vite depuis le début de la guerre, Kautsky est devenu un virtuose dans l'art d'être marxiste en paroles, laquais de la bourgeoisie en fait.

On s'en convainc encore mieux quand on examine la façon remarquable dont Kautsky a « interprété » le « petit mot » de Marx sur la dictature du prolétariat. Ecoutez :

> « Marx a malheureusement omis d'indiquer plus en détail comment il se représente cette dictature... [Phrase absolument mensongère de renégat, car Marx et Engels ont donné précisément une série d'indications très détaillées que Kautsky, cet exégète du marxisme, laisse intentionnellement de côté]... Littéralement, le mot dictature signifie suppression de la démocratie. Mais, il va de soi que, pris à la lettre, ce mot signifie également pouvoir personnel d'un seul individu, qui n'est lié par aucune loi. Pouvoir personnel, qui diffère du despotisme en ce qu'il n'est pas compris comme une institution d'Etat permanente, mais comme une mesure de transition extrême.
>
> L'expression « dictature du prolétariat », par suite dictature non point d'un seul individu, mais d'une seule classe, prouve déjà que Marx ne songeait pas ici à la dictature au sens littéral du mot.
>
> Il parle ici non pas de la *forme de gouvernement,* mais de *l'état de choses,* qui doit nécessairement se produire partout où le prolétariat a conquis le pouvoir politique. Ce qui prouve que Marx ne pensait pas ici à la forme de gouvernement, c'est qu'il estimait qu'en Angleterre et en Amérique la transition peut se faire pacifiquement, donc par la voie démocratique (p. 20). »

Nous citons à dessein ce raisonnement en entier, afin que le lecteur puisse se rendre nettement compte des procédés employés par le « théoricien » Kautsky.

Kautsky a voulu aborder la question par une définition du « mot » dictature.

Fort bien. C'est le droit sacré de chacun d'aborder la question comme il l'entend. Il s'agit seulement de distinguer la façon sérieuse et honnête de la façon déshonnête. Celui qui en abordant ainsi la question voudrait la traiter sérieusement, devrait donner sa *propre définition* de ce « mot ». Dès lors la position du problème serait claire et franche. Kautsky n'en fait rien. « Littéralement, — écrit-il, — le mot dictature signifie suppression de la démocratie. »

D'abord, ce n'est pas une définition. S'il plaît à Kautsky de se dérober à la définition de l'idée de dictature, pourquoi avoir choisi cette manière de traiter la question ?

Ensuite, cela est notoirement faux. Il est naturel qu'un libéral parle de « démocratie » en général. Un marxiste n'oubliera jamais de demander : « Pour quelle classe ? » Chacun sait, par exemple, — et l'« historien » Kautsky le sait également, — que les insurrections, et même les grandes fermentations des esclaves de l'antiquité, révélaient aussitôt l'essence de l'Etat antique, qui était la *dictature des esclavagistes.* Cette dictature abolissait-elle la démocratie *parmi les propriétaires d'esclaves,* pour eux ? Tout le monde sait que non.

Le « marxiste » Kautsky a énoncé une absurdité monstrueuse et une contre-vérité, parce qu'il a « *oublié* » la lutte des classes... Pour faire de l'affirmation libérale et mensongère de Kautsky une affirmation marxiste et conforme à la vérité, il faut dire : la dictature ne signifie pas nécessairement abolition de la démocratie pour la classe qui exerce cette dictature sur les autres classes, mais elle signifie nécessairement abolition (ou limitation essentielle, ce qui est de même une des formes d'abolition) de la démocratie, pour la classe à l'égard de laquelle ou contre laquelle la dictature s'exerce.

Mais si juste que soit cette affirmation, elle ne définit pas la dictature.

Examinons la phrase suivante de Kautsky :

> ... Mais il va de soi que, pris à la lettre, ce mot signifie également pouvoir personnel d'un seul individu, qui n'est lié par aucune loi...

Pareil à un petit chien aveugle qui, au hasard, donne du nez de-ci de-là, Kautsky, sans le faire exprès, est tombé ici sur *une* juste idée (savoir que la dictature est un pouvoir qui n'est lié par aucune loi) ; *toutefois il n'a pas donné* une définition de la dictature, et il a énoncé en outre cette contre-vérité historique évidente, que la dictature est le pouvoir d'un seul individu. Cela n'est même pas juste étymologiquement, puisque la dictature peut être exercée également par un groupe de personnes, par une oligarchie, par une classe, etc.

Kautsky indique ensuite la différence entre la dictature et le despotisme ; mais, bien que son affirmation soit nettement fausse, nous ne nous y arrêterons pas, puisque cela n'a rien à voir avec la question qui nous intéresse. On connaît le penchant de Kautsky à se détourner du XX^{e} siècle face au XVIII^{e}, et du XVIII^{e} face à l'antiquité, et nous espérons qu'une fois parvenu à la dictature, le prolétariat allemand tiendra compte de ce penchant et nommera, par exemple, Kautsky professeur d'histoire ancienne dans un lycée. Eluder la définition de la dictature du prolétariat en philosophant sur le despotisme, c'est faire preuve ou d'une sottise extrême ou d'une filouterie fort maladroite.

Résultat : ayant entrepris de parler de dictature, Kautsky a énoncé beaucoup de contre-vérités manifestes, sans donner aucune définition ! Si au lieu de se fier à ses facultés intellectuelles il avait consulté sa mémoire, il aurait pu sortir de ses « casiers » tous les cas où Marx parle de dictature. Il aurait à coup sûr obtenu ou la définition ci-après ou une définition équivalente quant au fond :

La dictature est un pouvoir fondé directement sur la violence et qui n'est lié par aucune loi.

La dictature révolutionnaire du prolétariat est un pouvoir conquis et maintenu par la violence que le prolétariat exerce sur la bourgeoisie, pouvoir qui n'est lié par aucune loi.

Et c'est cette vérité toute simple, claire comme le jour pour tout ouvrier conscient (représentant la masse, et non les couches supérieures de cette canaille petite-bourgeoise achetée par les capitalistes, que sont les social-impérialistes de tous les pays), c'est cette vérité évidente pour tout représentant des exploités en lutte pour leur affranchissement, et indiscutable pour tout marxiste, que nous sommes obligés de « conquérir de haute lutte » sur le savantissime M. Kautsky. Comment expliquer cela ? — Par cet esprit de servilité dont sont imbus les chefs de la II^{e} Internationale, devenus de méprisables sycophantes au service de la bourgeoisie.

D'abord Kautsky triche en affirmant cette chose évidemment absurde, que le sens littéral du mot dictature est dictature d'un seul individu ; puis — partant de cette falsification ! — il déclare que, par conséquent, l'expression de dictature d'une classe chez Marx *n'a pas* son sens littéral (mais celui d'après lequel dictature ne signifie pas violence révolutionnaire, mais « conquête pacifique de la majorité sous la démocratie bourgeoise », remarquez-le bien).

Il importe de distinguer, voyez-vous, entre « état de choses » et « forme de gouvernement ». Distinction singulièrement profonde, tout comme si nous distinguions entre l'«état» de bêtise d'un homme qui raisonne sans intelligence, et la « forme » de ses bêtises !

Kautsky *a besoin* de présenter la dictature comme un « état de domination » (c'est l'expression textuelle qu'il emploie à la page suivante, p. 21), parce qu'alors *disparaît la violence révolutionnaire, la révolution violente.* L'«

état de domination » est un état qui implique l'existence de n'importe quelle majorité sous... la « démocratie ». Grâce à ce frauduleux tour de passe-passe, la *révolution disparaît* tout bonnement.

Mais la fraude est par trop grossière, et elle ne sera d'aucun secours à Kautsky. Que la dictature implique et signifie cet « état » de *violence révolutionnaire* — si désagréable pour les renégats — d'une classe contre une autre, c'est là une vérité qui « crève les yeux ». L'absurdité de la discrimination entre « état de choses » et « forme de gouvernement » apparaît en toute netteté. Il est triplement stupide de parler ici de forme de gouvernement, car le premier gamin venu sait que monarchie et république sont deux formes différentes de gouvernement. Force est de démontrer à M. Kautsky que ces *deux* formes de gouvernement comme du reste toutes les « formes de gouvernement » passagères en régime capitaliste, ne sont que des variétés de l'*Etat bourgeois,* c'est-à-dire de la *dictature de la bourgeoisie.*

Enfin, parler de formes de gouvernement, c'est falsifier sottement, mais aussi d'une façon grossière Marx qui parle ici, en toute clarté, de la forme ou du type de *l'Etat,* et non de la forme de gouvernement.

La révolution prolétarienne est impossible sans la destruction violente de la machine d'Etat bourgeoise et son remplacement par une *nouvelle* qui, selon Engels, « n'est plus un Etat au sens propre du mot ».

Tout cela, Kautsky a besoin de l'escamoter, de l'adultérer : sa position de renégat le veut ainsi.

Voyez à quels misérables subterfuges il a recours.

Premier subterfuge : « Ce qui prouve que Marx ne pensait pas ici à la forme de gouvernement, c'est qu'il estimait qu'en Angleterre et en Amérique la transition peut se faire pacifiquement, donc par la voie démocratique »...

La *forme de gouvernement* n'a absolument rien à voir ici, car il y a des monarchies qui ne sont pas caractéristiques de l'Etat bourgeois, par exemple celles qui se distinguent par l'absence de militarisme : et il y a des républiques qui en portent tous les caractères, le militarisme et la bureaucratie par exemple. C'est là un fait historique et politique universellement connu, et Kautsky ne réussira pas à le falsifier.

Si Kautsky voulait raisonner d'une façon sérieuse et honnête, il se demanderait : Existe-t-il des lois historiques concernant les révolutions et qui ne connaissent pas d'exception ? Et sa réponse serait : non, ces lois sont inexistantes. Ces lois n'ont en vue que ce qui est typique, ce que Marx a qualifié un jour d'« idéal » au sens du capitalisme moyen, normal, typique.

Ensuite. Y avait-il dans les années 70 quelque chose qui fît de l'Angleterre et de l'Amérique une exception *sous le rapport envisagé* ? Pour tout homme tant soit peu initié aux exigences de la science dans l'ordre des problèmes historiques, il est évident que cette question demande à être posée. Ne pas la poser, c'est falsifier la science, c'est jouer avec les sophismes. Cette question une fois posée, on ne saurait douter de la réponse : la dictature révolutionnaire du prolétariat, c'est la *violence* exercée contre la bourgeoisie ; et cette violence est nécessité *surtout,* comme Marx et Engels l'ont expliqué maintes fois et de la façon la plus détaillée (notamment dans *La Guerre civile en France* et dans la préface de cet ouvrage), par l'existence du *militarisme* et de la *bureaucratie.* Or, ce sont justement ces institutions, justement en Angleterre et en Amérique, qui, justement dans les années 70, époque à laquelle Marx fit sa remarque, *n'existaient pas.* (Maintenant elles *existent* et en Angleterre et en Amérique.)

Pour couvrir sa trahison, Kautsky en est réduit littéralement à truquer à chaque pas !

Et remarquez comment, sans le faire exprès, il a laissé passer le bout de l'oreille ; il a écrit : « pacifiquement », *c'est-à-dire par la voie démocratique !!*

En définissant la dictature, Kautsky s'est appliqué de toute son énergie à cacher au lecteur le trait essentiel de ce concept, savoir : la *violence* révolutionnaire. Et maintenant la vérité s'est fait jour : il s'agit de l'opposition entre *révolution pacifique* et *révolution violente.*

C'est là que gît le lièvre. Subterfuges, sophismes, falsifications frauduleuses, Kautsky a besoin de tout cela pour *esquiver* la révolution *violente,* pour voiler son reniement envers elle, son passage du côté de la politique ouvrière *libérale,* c'est-à-dire du côté de la bourgeoisie. C'est là que gît le lièvre.

L'« historien » Kautsky fausse l'histoire avec tant de cynisme qu'il oublie l'essentiel : le capitalisme pré-monopoleur — dont l'apogée se situe justement entre 1870 et 1880 — se distinguait, en raison de ses propriétés *économiques* essentielles qui furent particulièrement typiques en Angleterre et en Amérique, par le maximum — toutes proportions gardées — de pacifisme et de libéralisme. L'impérialisme, lui, c'est-à-dire le capitalisme de monopole, dont la maturité ne date que du XX^{e} siècle, se distingue, en raison de ses propriétés *économiques* essentielles, par le minimum de pacifisme et de libéralisme, par le développement maximum et le plus généralisé du militarisme. « Ne pas remarquer » cela, quand on examine jusqu'à quel point la révolution pacifique ou violente est typique ou probable, c'est tomber au niveau du plus vulgaire laquais de la bourgeoisie.

Deuxième subterfuge : La Commune de Paris a été la dictature du prolétariat ; mais elle a été élue au suffrage *universel,* sans que la bourgeoisie ait été privée de ses droits électoraux, « *démocratiquement* ». Et Kautsky de triompher : ... « Pour Marx [ou d'après Marx] la dictature du prolétariat était un état de choses qui découle nécessairement de la démocratie pure, le prolétariat formant la majorité » *(bei überwiegendem Prolétariat,* p. 21).

Cet argument de Kautsky est si plaisant que, réellement, on éprouve un véritable *embarras de richesses [En français dans le texte. (N. du Trad.)]* (dans le choix des objections). Tout d'abord on sait que la fleur, l'état-major, la crème de la bourgeoisie, s'étaient enfuis de Paris à Versailles. A Versailles se trouvait le « socialiste » Louis Blanc, ce qui confirme d'ailleurs la fausseté des affirmations de Kautsky, selon lesquelles « tous les courants » du socialisme participaient à la Commune. N'est-il pas ridicule de présenter comme « démocratie pure » avec le « suffrage universel » la division des habitants de Paris en deux camps belligérants, dont l'un réunissait toute la bourgeoisie militante et politiquement active ?

En second lieu, la Commune luttait contre Versailles, en tant que gouvernement ouvrier *de France* contre le gouvernement bourgeois. Que viennent faire ici la « démocratie pure » et le « suffrage universel », puisque c'était Paris qui décidait du sort de la France ?

Quand Marx estimait que la Commune avait commis une faute en ne s'emparant pas de la Banque de France, qui appartenait au pays tout entier, s'inspirait-il des principes et de la pratique de la « démocratie pure » ?

En vérité, on voit que Kautsky écrit dans un pays où la police interdit aux gens de rire « de compagnie », sans quoi le rire l'eût tué.

Je me permettrai enfin de rappeler respectueusement à M. Kautsky, qui connaît par cœur Marx et Engels, le jugement suivant d'Engels sur la Commune, au point de vue... de la « démocratie pure » :

> « Ont-ils jamais vu une révolution, ces messieurs [les antiautoritaires] ? Une révolution est à coup sûr la chose la plus autoritaire qui soit, un acte par lequel une partie de la population impose à l'autre partie sa volonté à coups de fusils, de baïonnettes et de canons, moyens autoritaires s'il en fut Force est au parti vainqueur de maintenir sa domination par la crainte que ses armes inspirent aux réactionnaires. Est-ce que la Commune de Paris aurait pu se maintenir plus d'un jour, si elle ne s'était servie de l'autorité d'un peuple en armes contre la bourgeoisie ? Ne pouvons-nous pas, au contraire, la blâmer de ce qu'elle ait fait trop peu usage de cette autorité [50] ? »

La voilà donc, la « démocratie pure » ! De quels sarcasmes Engels n'aurait-il pas accablé le plat philistin, le « social-démocrate » (au sens français des années 40 ou au sens européen de 1914-1918), qui se fût avisé de parler en général de « démocratie pure » dans une société divisée en classes !

Mais assez là-dessus. Enumérer toutes les absurdités énoncées par Kautsky est chose impossible, car chacune de ses phrases est un abîme de reniement.

Marx et Engels ont donné de la Commune de Paris une ample analyse ; ils ont montré que son mérite est d'avoir tenté de *briser,* de *démolir* la «machine d'Etat toute prête». Ce point avait à leurs yeux une importance si considérable qu'il constitue le *seul* correctif qu'ils aient introduit en 1872 au programme « vieilli » (par endroits) du *Manifeste communiste*[51]. Marx et Engels ont montré que la Commune supprimait l'armée et la bureaucratie, supprimait le *parlementarisme,* détruisait « cette excroissance parasitaire qu'est l'Etat », etc. Or le très sage Kautsky, coiffé de son bonnet de nuit, répète ce que mille fois ont affirmé les professeurs libéraux : les contes sur la « démocratie pure ».

Rosa Luxembourg avait bien raison de déclarer le 4 août 1914, que la social-démocratie allemande était désormais un *cadavre puant.*

Le troisième subterfuge est celui-ci : « Si nous parlons de dictature comme d'une forme de gouvernement, nous ne pouvons pas parler de la dictature d'une classe. Car une classe, nous l'avons déjà marqué, ne peut que dominer, mais non gouverner »... Ce sont les « organisations » ou les « partis » qui gouvernent.

Vous brouillez les choses, vous les brouillez abominablement, monsieur le « conseiller Brouille-tout ». La dictature n'est pas une « forme de gouvernement », c'est d'un ridicule ! D'ailleurs Marx ne parle pas de la forme de gouvernement, mais de la forme ou du type de l'*Etat.* Ce n'est pas du tout la même chose, mais pas du tout. De même il est absolument faux qu'une *classe* ne puisse pas gouverner ; pareille sottise ne peut venir que d'un « crétin parlementaire » qui ne voit rien en dehors du parlement bourgeois et ne remarque rien en dehors des « partis dirigeants ». N'importe quel pays d'Europe offrira à Kautsky des exemples de gouvernement par une *classe* dominante telle que les seigneurs terriens au moyen âge malgré leur organisation insuffisante.

Résumons. Kautsky a altéré de la façon la plus inouïe l'idée de dictature du prolétariat, en faisant de Marx un vulgaire libéral, c'est-à-dire qu'il est tombé lui-même jusqu'au niveau du libéral qui, débitant des platitudes sur la «démocratie pure» masque et estompe le contenu de classe de la démocratie *bourgeoise,* redoute plus que tout la *violence révolutionnaire* de la part de la classe opprimée. En « interprétant » l'idée de « dictature révolutionnaire du prolétariat » de façon à en éliminer la violence révolutionnaire de la classe opprimée sur les oppresseurs, Kautsky a battu le record mondial de la déformation libérale de Marx. Le renégat Bernstein n'apparaît plus que comme un roquet à côté du renégat Kautsky.

DEMOCRATIE BOURGEOISE ET DEMOCRATIE PROLETARIENNE

La question que Kautsky a si abominablement embrouillée se présente, en réalité, comme suit.

A moins de se moquer du sens commun et de l'histoire, il est clair que, tant qu'il existe des *classes* distinctes, on ne saurait parler de « démocratie pure », mais seulement de démocratie *de classe* (Soit dit entre parenthèses, « démocratie pure » est non seulement une formule *d'ignorant* qui ne comprend rien à la lutte des classes, ni à la nature de l'Etat, mais encore une formule triplement creuse, car dans la société communiste, la démocratie, évoluant et se transformant en habitude, *dépérira,* mais ne sera jamais une démocratie « pure ».)

La « démocratie pure » n'est qu'une phrase mensongère d'un libéral qui cherche à duper les ouvriers. L'histoire connaît la démocratie bourgeoise qui remplace la féodalité, et la démocratie prolétarienne qui remplace la démocratie bourgeoise.

Lorsque Kautsky consacre jusqu'à des dizaines de pages à « prouver » cette vérité que la démocratie bourgeoise marque un progrès par rapport au moyen âge, et que le prolétariat a le devoir impérieux de s'en servir dans sa lutte contre la bourgeoisie, c'est là justement un bavardage libéral destiné à duper les ouvriers. C'est un truisme non seulement dans l'Allemagne civilisée mais aussi dans la Russie inculte. Kautsky jette tout simplement de la poudre « savante » aux yeux des ouvriers, il prend des airs graves pour parler de Weitling, des Jésuites du Paraguay et de bien d'autres choses, à seule fin de *ne pas avoir à parler* de la nature *bourgeoise* de la démocratie actuelle, c'est-à-dire de la *démocratie capitaliste.*

Du marxisme, Kautsky prend ce qui est recevable pour les libéraux, pour la bourgeoisie (critique du moyen âge, rôle historique progressif du capitalisme en général et de la démocratie capitaliste en particulier) ; il rejette, il passe sous silence, il estompe ce qui, dans le marxisme, est *irrecevable* pour la bourgeoisie (violence révolutionnaire du prolétariat contre la bourgeoisie, pour l'anéantissement de cette dernière). Voilà pourquoi, par sa position objective et quelles que puissent être ses convictions subjectives, Kautsky s'avère inévitablement un laquais de la bourgeoisie.

La démocratie bourgeoise, tout en constituant un grand progrès historique par rapport au moyen âge, reste toujours, — elle ne peut pas ne pas rester telle en régime capitaliste, — une démocratie étroite, tronquée, fausse, hypocrite, un paradis pour les riches, un piège et un leurre pour les exploités, pour les pauvres. C'est cette vérité, élément constitutif le plus essentiel de la doctrine marxiste, que le « marxiste » Kautsky n'a pas comprise. Dans cette question — fondamentale — Kautsky dispense des « amabilités » à la bourgeoisie, au lieu de présenter une critique scientifique des conditions qui font de toute démocratie bourgeoise une démocratie pour les riches.

Rappelons d'abord au savantissime M. Kautsky les déclarations théoriques de Marx et Engels, que notre exégète a honteusement « oubliées » (pour plaire à la bourgeoisie) ; puis nous expliquerons la chose de la façon la plus explicite.

Non seulement l'Etat antique et féodal, mais aussi « l'Etat représentatif moderne est un instrument d'exploitation du travail salarié par le capital». (Engels dans son ouvrage sur l'Etat[52].) « L'Etat n'étant qu'une institution temporaire dont on est obligé de se servir dans la lutte, dans la révolution, pour réprimer par la force ses adversaires, il est parfaitement absurde de parler d'un Etat populaire libre : tant que le prolétariat *a* encore *besoin* d'un Etat, ce n'est point pour la liberté, mais pour réprimer ses adversaires. Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'Etat cesse d'exister comme tel. » (Engels, lettre à Bebel, 28 mars 1875.) « Or, en réalité, l'Etat n'est pas autre chose qu'une machine d'oppression d'une classe par une autre, et cela sous la république démocratique non moins que sous la monarchie. » (Engels, préface de *La Guerre civile,* de Marx.) Le suffrage universel est « un indice de la maturité de la classe ouvrière. *Il ne peut donner ni ne donnera jamais rien de plus dans l'Etat moderne* ». (Engels dans son ouvrage sur l'Etat.) M. Kautsky rabâche de la façon la plus ennuyeuse la première partie de cette thèse, acceptable pour la bourgeoisie. Mais la deuxième, que nous avons soulignée et qui pour la bourgeoisie n'est pas recevable, le renégat Kautsky la passe sous silence !

> « La Commune devait être une institution non parlementaire, mais agissante, exerçant simultanément le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif... Au lieu de décider une fois tous les trois ou tous les six ans quel membre de la classe dominante ira représenter et opprimer *(ver- and zertreten)* le peuple au parlement, le suffrage universel devait servir au peuple constitué en communes, à recruter pour son entreprise des ouvriers, des surveillants, des comptables, de même que le suffrage individuel sert au même objet à n'importe quel patron. (Marx dans son ouvrage sur la Commune de Paris *La Guerre civile en France.*) »

Chacune de ces thèses, bien connues du savantissime M. Kautsky, le cingle au visage, le convainc de trahison. Dans toute sa brochure, Kautsky ne dénote pas la moindre compréhension de ces vérités. Cette brochure est d'un bout à l'autre une insulte au marxisme !

Prenez les lois fondamentales des Etats contemporains, prenez leur gouvernement, prenez la liberté de réunion ou de presse, prenez « l'égalité des citoyens devant la loi », et vous verrez à chaque pas l'hypocrisie de la démocratie bourgeoise bien connue de tout ouvrier honnête et conscient. Il n'est point d'Etat, même le plus démocratique, qui n'ait dans sa constitution des biais ou restrictions permettant à la bourgeoisie de lancer la troupe contre les ouvriers, de proclamer la loi martiale, etc. « en cas de violation de l'ordre » mais, en fait, au cas où la classe exploitée « violait » son état d'asservissement et si elle avait la velléité de ne pas se conduire en esclave. Kautsky farde cyniquement la démocratie bourgeoise ; il ne souffle mot de ce que font, par exemple, contre les ouvriers en grève, les bourgeois les plus démocrates et les plus républicains d'Amérique ou de Suisse.

Oh ! le sage et savant Kautsky n'en dit rien ! Il ne comprend pas, cet érudit et homme politique, que le silence ici est une lâcheté. Il préfère raconter aux ouvriers des contes d'enfants, par exemple que démocratie veut dire « protection de la minorité ». C'est incroyable, mais c'est ainsi ! L'an 1918 après J.-C en la cinquième année du carnage impérialiste universel, alors que, dans toutes les « démocraties du monde », on étouffe les minorités internationalistes (c'est-à-dire celles qui n'ont pas bassement trahi le socialisme, comme les Renaudel et Longuet, les Scheidemann et Kautsky, les Henderson et Webb, etc.), M. le savant Kautsky célèbre d'une voix combien mielleuse la « protection de la minorité !» Quiconque le désire peut lire cela à la page 15 de la brochure de Kautsky. Et à la page 16 ce docte personnage vous parlera des whigs et des tories du XVIII^{e} siècle en Angleterre !

O érudition ! O servilité raffinée devant la bourgeoisie ! O manière civilisée de ramper sur le ventre devant les capitalistes et de leur lécher les bottes ! Si j'étais Krupp ou Scheidemann, ou Clemenceau, ou Renaudel, je payerais des millions à M. Kautsky, je lui dispenserais des baisers de Judas, je ferais son éloge devant les ouvriers, je prêcherais l'« unité du socialisme » avec des gens aussi « respectables » que Kautsky. Ecrire des brochures contre la dictature du prolétariat, raconter l'histoire des whigs et des tories au XVIII^{e} siècle en Angleterre, assurer que démocratie veut dire «protection de la minorité » et taire les *massacres* d'internationalistes dans la république « démocratique » des Etats-Unis, ne sont-ce pas là des services de valet rendus à la bourgeoisie ?

Le savant M. Kautsky a « oublié » — vraisemblablement, oublié par hasard — une « bagatelle », à savoir que le parti dominant de la démocratie bourgeoise n'accorde la défense de la minorité qu'à un autre parti *bourgeois* ; tandis que le prolétariat, dans toute question *sérieuse, profonde, fondamentale,* reçoit en guise de « protection de

la minorité » la loi martiale ou les massacres. *Plu: la démocratie est développée et plus elle est près, en cas de divergence politique profonde et dangereuse pour la bourgeoisie, du massacre ou de la guerre civile.* Cette « loi » de la démocratie bourgeoise, le savant M. Kautsky aurait pu l'observer à l'occasion de l'affaire Dreyfus dans la France républicaine, du lynchage des nègres et des internationalistes dans la république démocratique d'Amérique, par l'exemple de l'Irlande et de l'Ulster dans l'Angleterre démocratique, des persécutions et des massacres organisés contre les bolchéviks en avril 1917 dans la république démocratique russe ! Ces exemples, je les emprunte à dessein non seulement au temps de guerre, mais aussi au temps d'avant-guerre, au temps de paix. Le doucereux M. Kautsky se plaît à fermer les yeux sur ces faits du XX^{e} siècle et à débiter, par contre, aux ouvriers des choses étonnamment neuves, remarquablement intéressantes, extrêmement instructives, incroyablement importantes sur les whigs et les tories du XVIII^{e} siècle.

Prenez le parlement bourgeois. Peut-on admettre que le savant Kautsky n'ait jamais ouï dire que *plus* la démocratie est *puissamment* développée, *et plus* la Bourse et les banquiers se soumettent les parlements bourgeois ? Il ne suit point de là qu'il ne faille pas utiliser le parlementarisme bourgeois (et les bolchéviks l'ont utilisé avec un succès comme il n'est guère probable que l'ait fait aucun autre parti du monde, puisque de 1912 à 1914 nous avions conquis toute la curie ouvrière dans la IV^{e} Douma). Mais il s'ensuit que seul un libéral est capable d'oublier, comme le fait Kautsky, le *caractère limité et relatif, au point de vue historique,* du parlementarisme bourgeois. Dans l'Etat bourgeois le plus démocratique, les masses opprimées se heurtent constamment à une contradiction criante entre l'égalité *nominale* proclamée par la «démocratie» des capitalistes, et les milliers de restrictions et complications réelles, qui font des prolétaires des *esclaves salariés.* Cette contradiction précisément ouvre les yeux des masses sur la pourriture, la fausseté, l'hypocrisie du capitalisme. C'est précisément cette contradiction que les agitateurs et les propagandistes du socialisme dénoncent sans cesse devant les masses, *afin de les préparer* à la révolution ! Et lorsque 1ère des révolutions a commencé, Kautsky lui tourne le dos et se met à célébrer les beautés de la démocratie bourgeoise agonisante.

La démocratie prolétarienne, dont le pouvoir des Soviets est une des formes, a développé et étendu la démocratie comme nulle part au monde, au profit justement de l'immense majorité de la population, au profit des exploités et des travailleurs. Ecrire, comme l'a fait Kautsky, toute une brochure sur la démocratie, en consacrant deux pages à la dictature et des dizaines de pages à la « démocratie pure », et ne *pas le remarquer,* c'est dénaturer entièrement les faits, en vrai libéral.

Prenez la politique extérieure. Il n'est point de pays bourgeois, même le plus démocratique, où elle se fasse au grand jour. Partout, c'est la duperie des masses ; dans les pays démocratiques, France, Suisse, Amérique, Angleterre elle est cent fois plus grande et plus raffinée que dans les autres pays. Le pouvoir des Soviets a fait tomber révolutionnairement le voile du secret de la politique extérieure. Kautsky ne l'a point remarqué, il n'en dit rien, bien qu'à l'époque des guerres de rapine et des traités secrets sur le « partage des zones d'influence » (c'est-à-dire sur le partage du monde par les brigands capitalistes), ce fait ait une importance cardinale : de là dépendent la paix, la vie ou la mort de dizaines de millions d'hommes.

Considérez l'organisation de l'Etat. Kautsky s'en prend aux «détails », jusqu'à constater que les élections sont « indirectes » (dans la Constitution soviétique), mais il ne voit pas le fond de la question. Il ne remarque pas la nature *de classe* de l'appareil d'Etat, de la machine d'Etat. Dans la démocratie bourgeoise, par mille stratagèmes, — d'autant plus ingénieux et efficaces que la démocratie « pure » est plus développée, — les capitalistes *écartent* les masses de la participation à la gestion du pays, de la liberté de réunion, de presse, etc. Le *premier* au monde (rigoureusement pariant le deuxième, puisque la Commune de Paris avait commencé la même chose), le pouvoir des Soviets *appelle* au gouvernement les masses, notamment les masses *exploitées.* Mille barrières *s'opposent* à la participation des masses travailleuses au parlement bourgeois (lequel, dans une démocratie bourgeoise, *ne résout jamais* les questions capitales ; celles-ci sont tranchées par la Bourse, par les banques). Et les ouvriers savent et se rendent compte, ils voient, ils perçoivent à merveille que le parlement bourgeois est pour eux un organisme *étranger, un instrument d'oppression* des prolétaires par la bourgeoisie, l'organisme d'une classe hostile, d'une minorité d'exploiteurs.

Les Soviets sont l'organisation directe des masses travailleuses et exploitées, à qui elle *facilite* la possibilité d'organiser elles-mêmes l'Etat et de le gouverner par tous les moyens. C'est précisément l'avant-garde des travailleurs et des exploités, le prolétariat des villes, qui bénéficie en la circonstance de l'avantage d'être le mieux uni dans les grosses entreprises ; il a le plus de facilité pour élire et surveiller les élections. Automatiquement l'organisation soviétique *facilite* l'union de tous les travailleurs et exploités autour de leur avant-garde, le prolétariat. Le vieil appareil bourgeois, — la bureaucratie, les privilèges de la fortune, de l'instruction bourgeoise, des relations, etc. (ces réels privilèges sont d'autant plus variés que la démocratie bourgeoise est plus

développée), — tout cela se trouve éliminé avec l'organisation soviétique. La liberté de la presse cesse d'être une hypocrisie, les imprimeries et le papier étant enlevés à la bourgeoisie. Il en est de même des meilleurs édifices, des palais, des hôtels particuliers, des maisons seigneuriales, etc. Le pouvoir soviétique a d'un coup enlevé par milliers les meilleurs de ces immeubles aux exploiteurs ; et c'est ainsi qu'il a rendu un million de fois plus « démocratique » le droit de réunion pour les masses, — celui-là même sans lequel la démocratie est un leurre. Les élections indirectes aux Soviets non locaux facilitent les congrès des Soviets, rendent *tout* appareil moins coûteux, plus mobile, plus accessible aux ouvriers et aux paysans, à une période de vie intense où il importe d'avoir au plus vite la possibilité de rappeler son député local ou de l'envoyer au congrès général des Soviets.

La démocratie prolétarienne est un million de fois plus démocratique que n'importe quelle démocratie bourgeoise ; le pouvoir des Soviets est des millions de fois plus démocratique que la plus démocratique des républiques bourgeoises. Pour ne pas remarquer cela, il faut être consciemment un valet de la bourgeoisie, ou un homme politiquement mort, incapable, derrière les poussiéreux livres bourgeois, de voir la réalité vivante, imprégné de préjugés démocratiques bourgeois et, de ce fait, devenu objectivement un laquais de la bourgeoisie. Pour ne pas remarquer cela, il faut être incapable de *poser la question* du point de vue des classes *opprimées.*

Parmi les pays bourgeois les plus démocratiques en est-il un seul au monde où, *dans sa masse,* l'ouvrier *moyen,* le *salarié agricole* moyen ou en général le semi-prolétaire des campagnes (c'est-à-dire le représentant de la masse opprimée, de l'énorme majorité de la population) jouissent, ne serait-ce qu'à peu près, d'une *liberté* aussi grande qu'en Russie soviétique d'organiser des réunions dans les meilleurs locaux, d'une *liberté* aussi grande d'avoir, pour exprimer leurs idées, défendre leurs intérêts, les plus grandes imprimeries et les meilleurs stocks de papier, d'une *liberté* aussi grande d'appeler justement des hommes de leur classe à gouverner et à « policer » l'Etat ?

Il serait ridicule de croire que M. Kautsky puisse trouver, dans un pays quelconque, ne fût-ce qu'un seul ouvrier ou salarié agricole sur mille qui, une fois informé, hésiterait sur la réponse à faire à cette question. D'instinct, en entendant des bribes de vérité avouée par les journaux bourgeois, les ouvriers du monde entier sympathisent avec la République des Soviets, précisément parce qu'ils voient en elle la démocratie *prolétarienne,* la *démocratie pour les pauvres* et non la démocratie pour les riches, ce qu'est en fait toute démocratie bourgeoise, même la meilleure.

Nous sommes gouvernés (et notre Etat est « policé ») par des fonctionnaires bourgeois, des parlementaires bourgeois, des juges bourgeois. Voilà la vérité simple, évidente, incontestable, que connaissent grâce à leur expérience de la vie, que sentent et perçoivent chaque jour des dizaines et des centaines de millions d'hommes des classes opprimées dans tous les pays bourgeois, y compris les plus démocratiques.

Or en Russie, on a brisé entièrement l'appareil bureaucratique, on n'en a pas laissé pierre sur pierre, on a chassé tous les anciens magistrats, dispersé le parlement bourgeois ; et l'on a donné une représentation *beaucoup plus accessible* justement aux ouvriers et aux paysans ; *leurs* Soviets ont remplacé les fonctionnaires, ou bien *leurs* Soviets, on les a placés au-dessus des fonctionnaires ; ce sont *leurs* Soviets qui élisent les juges. Ce fait à lui seul suffit pour que toutes les classes opprimées reconnaissent que le pouvoir des Soviets, c'est-à-dire cette forme de la dictature du prolétariat, est un million de fois plus démocratique que la plus démocratique des républiques bourgeoises.

Cette vérité intelligible et évidente pour tout ouvrier, Kautsky ne la comprend pas, car il a « oublié », il a « désappris » à poser cette question : la démocratie *pour quelle classe ?* Il raisonne du point de vue de la. démocratie « pure » (c'est-à-dire sans classes ? ou hors-classes ?). Il argumente, comme le ferait un Shylock : « une livre de chair » et plus rien. Egalité de tous les citoyens, sinon pas de démocratie.

Au savant Kautsky, au « marxiste » et au « socialiste » Kautsky, force nous est de poser cette question :

Peut-il y avoir égalité entre l'exploité et l'exploiteur ?

Qu'on en soit réduit à poser cette question à propos d'un livre du chef idéologique de la II^{e} Internationale, voilà qui est monstrueux, incroyable. Mais puisque « le vin est tiré, il faut le boire ». Puisque nous avons entrepris d'écrire sur Kautsky, expliquons à cet homme savant pourquoi il ne peut y avoir d'égalité entre l'exploiteur et l'exploité.

PEUT-IL Y AVOIR ÉGALITÉ ENTRE L'EXPLOITÉ ET L'EXPLOITEUR ?

Kautsky raisonne de la façon suivante :

1° « Les exploiteurs n'ont jamais constitué qu'une infime minorité de la population » (p. 14 de la brochure de Kautsky).

Voilà une vérité incontestable. Comment faut-il raisonner en partant de cette vérité ? On peut raisonner en marxiste, en socialiste ; mais alors, il faut prendre pour base les rapports entre exploités et exploiteurs. On peut raisonner en libéral, en démocrate bourgeois ; mais alors il faut prendre pour base les rapports entre la majorité et la minorité.

Si l'on raisonne en marxiste, on est obligé de dire : les exploiteurs transforment nécessairement l'Etat (et il s'agit de la démocratie, c'est-à-dire d'une des formes de l'Etat) en un instrument de domination de leur classe, celle des exploiteurs, sur les exploités. C'est pourquoi l'Etat démocratique lui aussi, tant qu'il y aura des exploiteurs exerçant leur domination sur la majorité, les exploités, sera inévitablement une démocratie pour les exploiteurs. L'Etat des exploités doit être foncièrement distinct d'un tel Etat ; il doit être une démocratie pour les exploités et *réprimer les exploiteurs* ; or, la répression d'une classe signifie l'inégalité de cette classe, son exclusion de la « démocratie ».

Si l'on raisonne en libéral, on sera obligé de dire : la majorité décide, la minorité obéit. Les désobéissants sont punis. Voilà tout.

Inutile de disserter sur tel ou tel caractère de classe de l'Etat en général et sur la « démocratie pure » en particulier; cela n'a rien à voir là-dedans puisque la majorité est la majorité, et la minorité est la minorité. Une livre de chair c'est une livre de chair, un point c'est tout !

Kautsky raisonne justement ainsi :

2° « Pour quels motifs la domination du prolétariat devrait-elle revêtir et revêtirait-elle nécessairement une forme incompatible avec la démocratie ? » (p. 21). Puis il donne cette explication que le prolétariat a pour lui la majorité, explication très ample et très diffuse, avec à l'appui une citation de Marx et des chiffres sur les élections de la Commune de Paris. Conclusion : « Un régime aussi solidement ancré dans les masses n'a aucune raison d'attenter à la démocratie. Il ne pourra pas toujours se passer de la violence, dans les cas où l'on en use pour réprimer la démocratie. On ne peut répondre à la violence que par la violence. Mais un régime qui sait avoir les masses pour lui, n'emploiera la violence que pour *défendre* la démocratie, et non pour *l'anéantir.* Il commettrait tout bonnement un suicide, s'il voulait supprimer sa base la plus sûre, le suffrage universel, source profonde d'une puissante autorité morale » (p. 22).

Vous voyez : le rapport entre exploités et exploiteurs a disparu de l'argumentation de Kautsky. Il ne reste que la majorité en général, la minorité en général, la démocratie en général, la « démocratie pure » que nous connaissons déjà.

Cela, remarquez-le bien, à *propos de la Commune de Paris !* Citons donc, pour plus d'évidence, l'opinion de Marx et d'Engels sur la dictature *à propos de la Commune :*

> *Marx :* ... Si, à la dictature bourgeoise, les ouvriers substituent leur dictature révolutionnaire ... afin de briser la résistance de la bourgeoisie... ils donnent à l'Etat une forme révolutionnaire et transitoire...
>
> *Engels :* ... Le parti qui a triomphé (dans la révolution) force lui est de maintenir sa domination par la crainte que ses armes inspirent aux réactionnaires. Est-ce que la Commune de Paris aurait pu se maintenir plus d'un jour, si elle ne s'était servie de l'autorité d'un peuple en armes contre la bourgeoisie ? Ne pouvons-nous pas, au contraire, la blâmer de ce qu'elle ait fait trop peu usage de cette autorité ? ...
>
> *Engels :* L'Etat n'étant qu'une institution temporaire dont on est obligé de se servir dans la lutte, dans la révolution, pour réprimer par la force ses adversaires, il est parfaitement absurde de parler d'un Etat populaire libre : tant que le prolétariat a encore besoin de l'Etat, il en a besoin non pour la liberté, mais pour réprimer ses adversaires. Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'Etat cesse d'exister comme tel...

Kautsky est aussi loin de Marx et d'Engels que le ciel est loin de la terre, qu'un libéral est loin d'un révolutionnaire prolétarien. La démocratie pure ou simplement la « démocratie » dont parle Kautsky n'est qu'une périphrase de ce même « Etat populaire libre », c'est-à-dire une chose *parfaitement absurde.* Avec l'érudition d'un imbécile savantissime de cabinet, ou avec la candeur d'une fillette de dix ans, Kautsky interroge : A quoi bon la dictature, du moment qu'on a la majorité ? Or, Marx et Engels nous expliquent :

> pour briser la résistance de la bourgeoisie ;
> pour inspirer la terreur aux réactionnaires ;
> pour maintenir l'autorité du peuple armé contre la bourgeoisie ;
> pour que le prolétariat puisse réprimer par la violence ses adversaires.

Kautsky n'entend rien à ces explications. Epris de la démocratie « pure » dont il ne voit pas le caractère bourgeois, il soutient avec une « belle logique » que la majorité, du moment qu'elle est majorité, n'a pas besoin de « briser la résistance » de la minorité, de la « réprimer par la violence » ; il lui suffit de réprimer les *cas* de violation de la démocratie. Epris de la démocratie « pure », Kautsky, *par mégarde,* commet ici la petite erreur que commettent toujours tous les démocrates bourgeois; savoir: il prend l'égalité de forme (ce mensonge et cette hypocrisie en régime capitaliste) pour l'égalité de fait ! Que cela !

L'exploiteur ne peut être l'égal de l'exploité.

Cette vérité, si désagréable qu'elle soit à Kautsky, fait le fond même du socialisme.

Autre vérité : il ne saurait y avoir d'égalité véritable, d'égalité de fait, aussi longtemps que toute possibilité d'exploitation d'une classe par une autre n'est pas absolument anéantie.

On peut défaire d'un coup les exploiteurs, par une insurrection heureuse au centre ou une révolte des troupes. Mais à part quelques cas très rares, exceptionnels, on ne peut les anéantir d'un seul coup. On ne peut d'un coup exproprier tous les propriétaires fonciers et tous les capitalistes d'un pays de quelque importance. Ensuite l'expropriation à elle seule, en tant qu'acte juridique ou politique, est loin de résoudre le problème, car il faut en fait *destituer* les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, les *remplacer* en fait par une autre gestion — gestion ouvrière — des usines et des domaines. Il ne saurait y avoir d'égalité entre les exploiteurs qui, durant de longues générations, s'étaient distingués par leur instruction, par les conditions de leur vie de richesse et les habitudes acquises, — et les exploités dont la masse, même dans les républiques bourgeoises les plus avancées et les plus démocratiques, reste opprimée, inculte, ignorante, apeurée, dissociée. Longtemps après la révolution, les exploiteurs conservent nécessairement une série de réels et notables avantages : il leur reste l'argent (impossible de le supprimer d'un coup), quelques biens mobiliers, souvent considérables ; il leur reste des relations, des habitudes d'organisation et de gestion, la connaissance de tous les « secrets » de l'administration (coutumes, procédés, moyens, possibilités) ; il leur reste une instruction plus poussée, des affinités avec le haut personnel technique (bourgeois par sa vie et son idéologie) ; il leur reste une expérience infiniment supérieure de l'art militaire (ce qui est très important), etc., etc.

Si les exploiteurs ne sont battus que dans un seul pays — et c'est là bien entendu le cas typique, la révolution simultanée dans plusieurs pays étant une rare exception, ils restent *toutefois plus forts* que les exploités, puisque les relations internationales des exploiteurs sont immenses. Qu'une partie des masses exploitées ou les moins développées, paysans moyens, artisans, etc., marchent et soient susceptibles de marcher avec les exploiteurs, c'est ce qu'ont montré *toutes* les révolutions antérieures, y compris la Commune (car parmi les troupes versaillaises, — ce qu'a « oublié » le savantissime Kautsky, — il y avait aussi des prolétaires).

Dès lors, supposer que dans une révolution un peu sérieuse et profonde, c'est simplement le rapport entre la majorité et la minorité qui décide, c'est faire preuve d'une prodigieuse stupidité ; c'est s'en tenir à un préjugé archi-naïf digne d'un vulgaire libéral ; c'est *tromper les masses,* leur cacher une évidente vérité historique. Vérité selon laquelle il est *de règle* que dans toute révolution profonde les exploiteurs, conservant durant des années des avantages considérables sur les exploités, opposent une résistance *prolongée, opiniâtre, désespérée.* Jamais si ce n'est dans l'imagination doucereuse du doucereux benêt Kautsky, les exploiteurs ne se soumettront à la volonté de la majorité des exploités, sans avoir fait jouer — dans une bataille suprême, désespérée, dans une série de batailles — leur avantage.

La transition du capitalisme au communisme, c'est toute une époque historique. Tant qu'elle n'est pas terminée, les exploiteurs gardent inéluctablement l'espoir d'une restauration, *espoir* qui se transforme en *tentatives* de restauration. A la suite d'une première défaite sérieuse, les exploiteurs qui ne s'attendaient point à être renversés, qui n'en croyaient rien et n'en admettaient pas l'idée, se lancent dans la bataille avec une énergie décuplée, avec une passion furieuse, avec une haine centuplée pour reconquérir le « paradis » perdu, pour leurs familles qui menaient une si douce existence et que, maintenant, la « vile populace » condamne à la ruine et à la misère (ou au « vil » labeur...). Et derrière les capitalistes exploiteurs, c'est la grande masse de la petite bourgeoisie qui — des dizaines d'années d'expérience historique dans tous les pays en font foi — hésite et balance, qui aujourd'hui suit le prolétariat et demain, effrayée des difficultés de la révolution, est prise de panique à la première défaite ou demi-défaite des ouvriers, s'affole, s'agite, pleurniche, court d'un camp à l'autre... tout comme nos menchéviks et nos socialistes-révolutionnaires.

Devant cette situation, à une époque de guerre acharnée, aiguë, où l'histoire met à l'ordre du jour le problème de l'existence ou de la non-existence des privilèges séculaires et millénaires, — parler de majorité et de minorité, de démocratie pure, d'inutilité de la dictature, d'égalité entre exploiteurs et exploités ! Quel gouffre de stupidité, quel abîme de philistinisme il faut pour en arriver là !

Mais des décades de capitalisme relativement « pacifique», de 1871 à 1914, ont accumulé dans les partis socialistes qui cherchent à s'accommoder à l'opportunisme, de véritables écuries d'Augias de philistinisme, de mesquine étroitesse et de reniement...

Le lecteur a vraisemblablement remarqué que, dans le passage précité de son ouvrage, Kautsky parle d'atteinte au suffrage universel (qu'il déclare être — soit dit entre parenthèses — la source profonde de toute autorité morale puissante, alors que, à propos de cette même Commune de Paris et de cette même question de la dictature, Engels parle de l'autorité du peuple en armes contre la bourgeoisie. Il est caractéristique de comparer les idées d'un philistin et d'un révolutionnaire sur l'« autorité »...).

Remarquons que la privation des exploiteurs du droit de vote est un problème *essentiellement russe,* et non celui de la dictature du prolétariat en général. Si Kautsky avait, sans hypocrisie, intitulé sa brochure : « Contre les bolchéviks », ce titre serait conforme au contenu de l'ouvrage, et Kautsky aurait alors le droit de parler explicitement du droit de vote. Mais Kautsky a voulu avant tout faire figure de « théoricien ». Il a intitulé sa brochure : *La Dictature du prolétariat en général.* Il ne parle spécialement des Soviets et de la Russie que dans la deuxième partie de sa brochure, à partir du paragraphe 5. Dans la première partie (d'où j'ai tiré le passage cité), il est question de *démocratie* et de *dictature en général.* En traitant du droit de vote, Kautsky *s'est trahi* comme polémiste ennemi des bolcheviks, et *qui fait litière de la théorie.* Car la théorie, c'est-à-dire l'étude des principes de classe généraux — et non particuliers à une nation — de la démocratie et de la dictature ne doit pas porter sur une question spéciale comme celle du droit de vote, mais sur ce problème d'ensemble : la démocratie peut-elle être *maintenue aussi pour les riches et pour les exploiteurs,* dans la période historique marquée par le renversement des exploiteurs et le remplacement de leur Etat par l'Etat des exploités ?

C'est ainsi, mais seulement ainsi, qu'un théoricien peut poser la question.

Nous connaissons l'exemple de la Commune, nous connaissons tous les raisonnements des fondateurs du marxisme en liaison avec elle et à son sujet. Fort de cette documentation, j'ai analysé par exemple le problème de la démocratie et de la dictature dans ma brochure *l'Etat et la Révolution* écrite avant la Révolution d'Octobre. *Je n'ai pas dit un mot* des restrictions du droit électoral. Aujourd'hui encore il convient de dire que la restriction du droit électoral est un problème particulier à telle ou telle nation, et non point la question générale de la dictature. Il faut aborder le problème de la restriction du droit électoral en examinant les *conditions particulières* de la révolution russe, le *cours particulier* de son développement. C'est ce que nous ferons dans la suite de notre exposé. Mais ce serait une erreur d'affirmer d'avance que les révolutions prolétariennes de demain en Europe, toutes ou la plupart d'entre elles, apporteront nécessairement des restrictions aux droits électoraux de la bourgeoisie. Il se peut qu'il en soit ainsi. Après la guerre et l'expérience de la révolution russe, il en sera vraisemblablement ainsi ; mais cela *n'est pas de rigueur* pour l'application de la dictature ; cela n'est pas un indice *nécessaire* du concept logique de la dictature ; cela ne constitue point pour la dictature une condition *nécessaire* de son concept historique et de classe.

L'indice nécessaire, la condition expresse de la dictature, c'est la répression *violente* des exploiteurs comme *classe* et, par suite, la *violation* de la « démocratie pure », c'est-à-dire de l'égalité et de la liberté, *à l'égard* de cette *classe.*

C'est ainsi, mais seulement ainsi, que la question peut être posée au point de vue théorique. Or Kautsky, en posant la question autrement, a prouvé qu'il s'attaquait aux bolchéviks non pas en théoricien, mais en sycophante à la dévotion des opportunistes et de la bourgeoisie.

Dans quels pays, dans quelles conditions nationales particulières à tel ou tel capitalisme, sera restreinte ou violée (totalement ou principalement) la démocratie pour les exploiteurs, cela dépend des particularités nationales de tel ou tel capitalisme, de telle ou telle révolution. Théoriquement la question se pose d'une autre manière, savoir : la dictature du prolétariat est-elle possible *sans violation de la démocratie* à l'égard de la classe des *exploiteurs ?*

C'est cette question, la *seule* importante et essentielle en matière de théorie, que Kautsky a éludée. Kautsky a cité de nombreux passages de Marx et d'Engels, *sauf ceux* qui ont trait à cette question et que j'ai rapportés plus haut.

Kautsky a parlé de tout ce que l'on veut, de tout ce qui est recevable pour les libéraux et les démocrates bourgeois et ne sort pas du cadre de leurs idées ; mais il n'a rien dit de ce qui est essentiel, savoir que le prolétariat ne peut triompher sans *briser la résistance* de la bourgeoisie, *sans réprimer par la violence ses adversaires,* et que là où il y a « répression par la violence », et pas de « liberté », *il est évident que la démocratie fait défaut.*

Cela Kautsky ne l'a pas compris.

Passons à l'expérience de la révolution russe et au désaccord entre les Soviets et l'Assemblée constituante, à la suite duquel (désaccord) la Constituante fut dissoute et la bourgeoisie privée des droits électoraux.

DÉFENSE AUX SOVIETS DE SE TRANSFORMER EN ORGANISATIONS D'ÉTAT

Les Soviets sont la forme russe de la dictature prolétarienne. Si un théoricien marxiste dans un ouvrage sur la dictature du prolétariat, avait réellement étudié ce phénomène (au lieu de répéter comme Kautsky les lamentations petites-bourgeoises et les refrains menchéviks contre la dictature), ce théoricien aurait commencé par donner de la dictature une définition d'ensemble, puis il aurait envisagé sa forme particulière, nationale, les Soviets ; il en aurait fait l'analyse comme d'une des formes de la dictature du prolétariat.

On conçoit qu'il n'y ait rien de sérieux à attendre de Kautsky, après qu'il a « remanié » en libéral la doctrine de Marx sur la dictature. Mais il est éminemment caractéristique de voir comment il aborde la question des Soviets, et comment il s'en tire.

Les Soviets, écrit-il en évoquant leur apparition en 1905, ont créé la « forme d'organisation prolétarienne, universelle *(umfassendste)* entre toutes, puisqu'elle englobait tous les ouvriers salariés » (p. 31). En 1905 les Soviets n'étaient en Russie que des corporations locales ; en 1917 ils sont devenus une organisation à l'échelle nationale.

> « Maintenant déjà, — poursuit Kautsky, — l'organisation soviétique a un grand et glorieux passé. Un avenir plus magnifique encore lui est réservé, et cela non pas seulement en Russie. Contre les forces colossales dont dispose le capital financier dans le domaine économique et politique, les anciennes méthodes de lutte économique et politique du prolétariat s'avèrent partout insuffisantes *[versagen,* le mot allemand dit un peu plus que « insuffisantes », et un peu moins que «impuissantes»]. On ne saurait y renoncer, elles restent nécessaires en temps normal, mais elles se trouvent parfois en présence de problèmes qu'elles ne sont pas à même de résoudre et qui, pour être résolus avec succès, exigent l'union de tous les moyens politiques et économiques de la classe ouvrière (pp. 31-32). »

Suivent des considérations sur la grève de masse et sur la « bureaucratie syndicale » qui, tout en étant aussi indispensable que les syndicats eux-mêmes, est cependant « incapable de diriger les gigantesques batailles de masse qui, de plus en plus, deviennent un signe des temps... »

> « ... Ainsi donc, — conclut Kautsky, — l'organisation soviétique est un des phénomènes les plus importants de notre époque. Elle promet d'acquérir une importance primordiale dans les grandes batailles décisives à venir entre le capital et le travail.
>
> Mais sommes-nous en droit de demander encore davantage aux Soviets ? Les bolchéviks qui, après la révolution de novembre 1917 [nouveau style, ou d'après l'ancien, octobre 1917] obtinrent avec les socialistes-

> révolutionnaires de gauche la majorité dans les Soviets des députés ouvriers de Russie, entreprirent après la dissolution de l'Assemblée constituante, de faire du Soviet, jusqu'alors *organisation de combat* d'une seule *classe,* une *organisation d'Etat.* Ils ont anéanti la démocratie que le peuple russe avait conquise par la révolution de mars [de février, d'après l'ancien style]. Dès lors, Les bolchéviks ont cessé de s'appeler *social-démocrates.* Ils s'intitulent *communistes,* [pp. 32-33, c'est Kautsky qui souligne]. »

Quiconque connaît la littérature menchévique russe verra aussitôt avec quelle servilité Kautsky recopie Martov, Axelrod, Stein et C^{ie}. « Avec servilité », c'est bien le mot ; car Kautsky, pour flatter les préjugés des menchéviks, dénature les faits d'une façon grotesque. Kautsky n'a pas pris soin, par exemple, de se renseigner auprès de ses informateurs, tels que Stein de Berlin ou Axelrod de Stockholm, à *quel moment* avaient été envisagés le changement de la dénomination de bolcheviks en celle de communistes, et le rôle des Soviets en tant qu'organisations d'Etat. Si Kautsky avait pris ce simple renseignement, il n'aurait pas écrit ces lignes qui prêtent à rire puisque ces deux questions furent soulevées par les bolcheviks *en avril 1917,* notamment dans mes « thèses » du 4 avril 1917, c'est-à-dire *bien avant* la Révolution d'Octobre 1917 (à plus forte raison avant la dissolution de la Constituante le 5 janvier 1918).

Le raisonnement de Kautsky, que j'ai reproduit en entier, forme le nœud (le tout le problème des Soviets. Le nœud, en ce sens précisément qu'il s'agit de savoir si les Soviets doivent s'efforcer de devenir des organisations d'Etat (en avril 1917 les bolchéviks avaient lancé le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux Soviets », et à la conférence du Parti bolchévik, toujours en avril 1917, ils déclaraient qu'une république parlementaire bourgeoise ne pouvait les satisfaire, et qu'ils réclamaient une république ouvrière et paysanne du type de la Commune ou des Soviets) ; *ou bien* les Soviets ne doivent pas s'y efforcer, ne doivent pas prendre le pouvoir, ni devenir des organisations d'Etat, mais doivent rester les « organisations de combat » d'une seule « classe » (comme l'a dit Martov, en masquant spécieusement par un pieux souhait le fait que les Soviets, sous la direction menchévique, étaient un *instrument de subordination des ouvriers à la bourgeoisie).*

Kautsky a repris servilement les paroles de Martov ; il a saisi des *fragments* de la discussion théorique des bolchéviks avec les menchéviks, fragments qu'il a transportés, sans analyse et sans discernement, sur le terrain théorique général, sur le terrain européen. Il en est résulté une salade, qui chez tout ouvrier russe conscient, s'il avait pris connaissance de ces raisonnements de Kautsky, aurait provoqué un rire homérique.

Tous les ouvriers d'Europe (à l'exception d'une poignée de social-impérialistes endurcis) accueilleront Kautsky par les mêmes éclats de rire, quand nous leur aurons expliqué de quoi il s'agit.

En poussant jusqu'à l'absurde — avec une netteté saisissante — l'erreur de Martov, Kautsky lui a jeté le pavé de l'ours. En effet, voyez à quoi en arrive Kautsky.

Les Soviets englobent tous les travailleurs salariés. Contre le capital financier les anciennes méthodes de lutte économique et politique du prolétariat sont insuffisantes. Ce n'est pas seulement en Russie que les Soviets sont appelés à jouer un rôle immense. Ils joueront un rôle décisif dans les grandes batailles décisives entre le capital et le travail en Europe. Ainsi parle Kautsky.

Fort bien. « Les batailles décisives entre le capital et le travail », ne décident-elles pas la question de savoir laquelle de ces deux classes s'emparera du pouvoir de l'Etat ?

Pas du tout. Mais jamais de la vie !

Dans les batailles « décisives », les associations qui englobent lous les ouvriers salariés *ne doivent pas devenir une organisation d'Etat !*

Et qu'est-ce que l'Etat ?

L'Etat n'est pas autre chose qu'une machine d'oppression d'une classe par une autre.

Ainsi la classe opprimée, l'avant-garde de tous les travailleurs et de tous les exploités dans la société actuelle, doit aspirer aux «batailles décisives entre le capital et le travail», *mais elle ne doit pas toucher* à la machine dont le capital se sert pour opprimer le travail ! — *Elle ne doit pas briser* cette machine ! — *Elle rie doit pas mettre en œuvre* son organisation universelle *pour écraser les exploiteurs !*

Bravo, bravissimo, M. Kautsky ! « Nous » reconnaissons la lutte de classes, comme la reconnaissent tous les libéraux, c'est-à-dire sans le renversement de la bourgeoisie...

Là, la rupture totale de Kautsky devient manifeste et avec le marxisme et avec le socialisme ; cela revient en fait à passer du côté de la bourgeoisie, qui est disposée à admettre tout ce que l'on veut, sauf la transformation des organisations de la classe qu'elle opprime en organisations d'Etat. Ici Kautsky sera absolument incapable de défendre sa position : concilier toutes choses et éluder par des phrases toutes les contradictions profondes.

Ou Kautsky renonce complètement à faire passer le pouvoir politique à la classe ouvrière, ou il admet que la classe ouvrière prenne en main la vieille machine d'Etat bourgeoise ; mais il n'admet d'aucune manière qu'elle la brise, la démolisse et la remplace par une machine nouvelle, prolétarienne. Qu'on « interprète » et qu'on « explique » d'une façon ou d'une autre le raisonnement de Kautsky, dans les deux cas sa rupture avec le marxisme et sa désertion à la bourgeoisie sont évidentes.

Déjà dans *le Manifeste communiste,* Marx, indiquant quel Etat il faut à la classe ouvrière victorieuse, écrivait : « L'Etat, c'est-à-dire le prolétariat organisé comme classe dominante. » Et voici un homme qui, tout en prétendant rester marxiste, déclare que le prolétariat organisé en sa totalité et menant la « lutte décisive » contre le capital *ne doit pas* faire de son organisation de classe une organisation d'Etat ! Ici Kautsky fait preuve de cette « foi superstitieuse en l'Etat », dont Engels écrivait en 1891 qu'elle avait « en Allemagne passé dans la conscience de toute la bourgeoisie et même de beaucoup d'ouvriers ». Luttez, ouvriers, « consent » notre philistin (le bourgeois aussi y « consent » puisque les ouvriers luttent quand même, et qu'il ne reste qu'à trouver le moyen d'émousser leur glaive), luttez, mais *défense vous est faite de vaincre !* Ne détruisez pas la machine d'Etat de la bourgeoisie, ne dressez pas à la place de l'« organisation d'Etat » bourgeoise, l'« organisation d'Etat » prolétarienne.

Quiconque partage vraiment la conception marxiste selon laquelle l'Etat n'est pas autre chose qu'une machine d'oppression d'une classe par une autre, quiconque a un peu approfondi cette vérité, n'énoncerait jamais cette chose absurde que les organisations prolétariennes capables de vaincre le capital financier, ne doivent pas se transformer en organisations d'Etat. C'est là justement qu'apparaît le petit bourgeois pour qui, « malgré tout l'Etat demeure une entité en dehors ou au-dessus des classes. En effet, pourquoi serait-il permis au prolétariat, à une « *seule classe* », de mener une guerre décisive contre le *capital* qui exerce sa domination non seulement sur le prolétariat, mais sur le peuple tout entier, sur toute la petite bourgeoisie, sur toute la paysannerie, — et pourquoi ne serait-il pas permis à ce prolétariat, à cette « *seule classe* » de transformer son organisation en organisation d'Etat ? C'est parce que le petit bourgeois *a peur* de la lutte de classe et ne la mène pas jusqu'au bout, *jusqu'au principal.*

Kautsky s'est embrouillé à fond et a démasqué ses batteries. Il reconnaît lui-même, remarquez-le bien, que l'Europe va au-devant de batailles décisives entre le capital et le travail, et que les anciennes méthodes de lutte économique et politique du prolétariat sont insuffisantes. Or, ces méthodes consistaient précisément à faire usage de la démocratie *bourgeoise.* Par conséquent ? ...

Kautsky n'a pas osé en tirer la conséquence logique. ... Par conséquent, il faut être un réactionnaire, un ennemi de la classe ouvrière, un valet de la bourgeoisie pour exalter maintenant les beautés de la démocratie bourgeoise et bavarder sur la démocratie pure, la face tournée vers le passé révolu. La démocratie bourgeoise *a été* un progrès par rapport au moyen âge, et il fallait en tirer parti. Mais aujourd'hui elle est *insuffisante* pour la classe ouvrière. Maintenant il ne s'agit pas de regarder en arrière, mais en avant, afin que la démocratie bourgeoise soit remplacée par la démocratie *prolétarienne.* Et si le travail préparatoire à la révolution prolétarienne, l'éducation et la formation de l'armée prolétarienne ont été possibles (et nécessaires) *dans le cadre* de l'Etat démocratique bourgeois, enfermer le prolétariat dans ce cadre, dès l'instant où nous en sommes venus aux «batailles décisives », c'est trahir la cause prolétarienne, c'est agir en renégat.

Kautsky s'est mis dans une posture archi-ridicule : il a repris l'argument de Martov, sans *s'apercevoir* que chez Martov ledit argument s'appuie *sur une autre,* lequel n'existe pas chez Kautsky. Martov soutient (et Kautsky répète à sa suite) que la Russie n'est pas encore mûre pour le socialisme : d'où il résulte logiquement qu'il est encore trop tôt pour transformer les Soviets, d'organes de combat en organisations d'Etat (autrement dit : qu'il est opportun de transformer les Soviets avec l'aide des chefs menchéviks, en organes de *subordination* des ouvriers à la bourgeoisie impérialiste). Or, Kautsky *ne peut pas* dire explicitement que l'Europe n'est pas mûre pour le socialisme. En 1909, avant d'être renégat, Kautsky écrivait qu'il ne fallait pas maintenant avoir peur d'une révolution *prématurée,* que quiconque renoncerait à la révolution par crainte de la défaite, serait un traître. Kautsky n'ose pas se rétracter *ouvertement.* Il en résulte une incohérence qui démasque à fond toute sa sottise et

sa lâcheté de petit bourgeois : d'une part, l'Europe est mûre pour le socialisme et elle s'achemine vers les batailles décisives du travail contre le capital ; d'autre part, *défense* de transformer *l'organisation de combat* (c'est-à-dire qui se forme, s'accroît et se fortifie dans la lutte), organisation du prolétariat, avant-garde, organisateur et chef des opprimés, — en organisation d'Etat !

Au point de vue politique et pratique, l'idée que les Soviets sont nécessaires comme organisation de combat, mais ne doivent pas se transformer en organisations d'Etat, est infiniment plus absurde encore qu'au point de vue théorique. Même en temps de paix, alors que la situation n'est pas révolutionnaire, la lutte de masse menée par les ouvriers contre les capitalistes, par exemple les grèves de masse, provoque des deux côtés une exaspération farouche, une âpreté de lutte passionnée ; la bourgeoisie ne cesse de répéter qu'elle reste et entend rester « maîtresse chez elle », etc. Or, pendant la révolution, quand la vie politique bât son plein, une organisation comme les Soviets, qui embrasse *tous* les ouvriers, de *toutes* les industries, et puis *tous* les soldats et toute la population travailleuse et pauvre des campagnes, une telle organisation est nécessairement amenée d'elle-même, par le développement de la lutte, par la simple « logique » de l'attaque et de la riposte, à poser la question *de front.* Tenter de prendre une position intermédiaire, de « concilier » le prolétariat et la bourgeoisie, c'est faire preuve de sottise et courir à un échec lamentable : il en a été ainsi, en Russie, des prédications de Martov et des autres menchéviks ; il en sera de même nécessairement en Allemagne et dans les autres pays, pour peu que les Soviets prennent un développement plus ou moins large, qu'ils aient le temps de s'unir et de se consolider. Dire aux Soviets : Luttez, mais ne prenez pas en main tout le pouvoir d'Etat, ne devenez pas des organisations d'Etat, c'est prêcher la collaboration des classes et la « paix sociale » entre le prolétariat et la bourgeoisie. Il est ridicule de penser que, dans une lutte acharnée, une semblable position puisse aboutir à autre chose qu'à une faillite honteuse. Etre assis entre deux chaises, voilà le sort éternel de Kautsky. Il fait semblant de n'être d'accord sur aucun point avec les opportunistes en matière de théorie, mais en réalité dans tout ce qui est essentiel (c'est-à-dire dans tout ce qui a trait à la révolution), il est d'accord avec eux *dans la pratique.*

L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE ET LA RÉPUBLIQUE SOVIÉTIQUE

L'Assemblée constituante et sa dissolution par les bolcheviks, voilà le nœud de la brochure de Kautsky. Il y revient constamment. Dans son ouvrage, le chef idéologique de la II^{e} Internationale rappelle à chaque instant que les bolchéviks « ont anéanti la démocratie » (voir ci-dessus dans un passage cité de Kautsky). Question vraiment intéressante et importante, car le rapport entre la démocratie bourgeoise et la démocratie prolétarienne se pose ici *pratiquement* devant la révolution. Voyons donc comment cette question est traitée par notre « théoricien marxiste ».

Il cite les « thèses sur l'Assemblée constituante » écrites par moi et publiées dans la *Pravda* du 26 décembre 1917.

On pourrait penser qu'il n'est point de meilleure preuve de la façon sérieuse dont Kautsky, documents en mains, aborde son sujet. Mais voyons un peu *comment* Kautsky manie les citations. Il ne dit pas que ces thèses étaient au nombre de 19 ; il ne dit pas qu'on y envisageait aussi bien la corrélation entre la république bourgeoise ordinaire avec Assemblée constituante et la République des Soviets, que *l'histoire* du désaccord qui s'est manifesté dans notre révolution entre l'Assemblée constituante et la dictature du prolétariat. Tout cela, Kautsky n'en dit rien ; il déclare simplement au lecteur que « deux d'entre elles (de ces thèses) ont une importance particulière » : l'une, c'est que les socialistes-révolutionnaires se sont scindés après les élections à l'Assemblée constituante, mais avant sa convocation (Kautsky omet de dire que cette thèse est la cinquième) ; l'autre, c'est que la République des Soviets est en général une forme démocratique supérieure à l'Assemblée constituante (Kautsky omet de dire que cette thèse est la troisième).

Et de cette troisième thèse seulement, Kautsky cite un petit passage en entier, savoir :

« La République des Soviets est non seulement un type supérieur d'institutions démocratiques (par comparaison avec une république bourgeoise *ordinaire,* couronnée par une Assemblée constituante), mais la seule forme susceptible d'assurer la transition la plus indolore *[Au fait. Cette expression « la transition la plus indolore », Kautsky la cite à plusieurs reprises, faisant effort visiblement pour ironiser. Mais comme cet effort est réalisé avec des armes débiles, quelques pages plus loin il triche et cite à faux : la transition « indolore » ! Naturellement, avec de tels moyens il n'est pas difficile de faire dire une ineptie à son adversaire. Cette tricherie permet aussi de laisser de côté l'argument quant au fond : la transition la plus indolore au socialisme n'est possible qu'avec l'organisation générale des pauvres (les Soviets) et que si le centre du pouvoir d'Etat (le prolétariat) prête son concours à cette organisation.]* au socialisme. » (Kautsky omet le mot « ordinaire » et les

mots d'introduction de la thèse : « Pour passer du régime bourgeois au régime socialiste, pour assurer la dictature du prolétariat. »)

Après avoir cité ce passage, Kautsky s'écrie avec une ironie superbe :

> « Quel dommage que l'on ne soit arrivé à cette conclusion qu'après avoir été mis en minorité à la Constituante. Personne auparavant ne l'avait réclamée plus impétueusement que Lénine. »

Voilà ce qu'on lit textuellement à la page 31 du livre de Kautsky !

N'est-ce pas une vraie perle ! Seul un sycophante du camp de la bourgeoisie peut présenter les faits aussi faussement, afin de donner au lecteur l'impression que tous les propos des bolcheviks sur le type supérieur de l'Etat sont une invention imaginée seulement *après* que les bolcheviks se sont trouvés en minorité dans l'Assemblée constituante !! Un mensonge aussi ignoble ne pourrait venir que d'un gredin vendu à la bourgeoisie ou, ce qui est absolument la même chose, qui a donné sa confiance à P. Axelrod tout en cachant quels sont ses informateurs.

Tout le monde sait en effet que, dès le premier jour de mon arrivée en Russie, — le 4 avril 1917, — j'ai lu en public des thèses dans lesquelles je proclame la supériorité d'un Etat du type de la Commune sur la république parlementaire bourgeoise. Ensuite, à *maintes reprises,* j'ai répété la même chose par écrit, par exemple dans ma brochure sur les partis politiques. Cette brochure, traduite, en anglais, parut en Amérique, en janvier 1918, dans l'*Evening Post* de New-York. Bien plus. La conférence du Parti bolchevik, fin avril 1917, constatait dans une résolution que la république prolétarienne et paysanne est supérieure à la république parlementaire bourgeoise ; que celle-ci ne pouvait satisfaire notre Parti ; que le programme du Parti devait être modifié en conséquence.

Comment qualifier après cela le geste de Kautsky, assurant les lecteurs allemands que je réclamais impétueusement la convocation de l'Assemblée constituante et que je n'ai commencé à « minimiser » l'honneur et la dignité de l'Assemblée constituante, qu'après que les bolchéviks y eurent été mis en minorité ? Comment excuser pareil geste ? *[Du reste la brochure de Kautsky abonde en mensonges menchéviks de ce genre. C'est le pamphlet d'un menchévik aigri.]* Par ceci que Kautsky n'était pas au courant des faits ? — Mais alors pourquoi a-t-il entrepris d'en parler ? ou pourquoi n'avoir pas déclaré honnêtement : Moi, Kautsky, j'écris sur la foi des informations fournies par les menchéviks Stein, P. Axelrod et C^{ie} ? Kautsky, prétendant être objectif, cherche à dissimuler son rôle de valet des menchéviks mortifiés de leur défaite.

Mais ce ne sont là que les fleurs, les fruits viendront après.

Admettons que Kautsky n'ait pas voulu ou n'ait pas pu (??) recevoir de ses informateurs la traduction des résolutions des bolcheviks et de leurs déclarations sur la question de savoir s'ils se contentaient de la république démocratique bourgeoise. Admettons-le, encore que la chose soit invraisemblable. Mais mes thèses du 26 décembre 1917, Kautsky les *mentionne explicitement* à la page 30 de son livre.

Ces thèses-là, Kautsky les connaît-il intégralement, ou bien n'en connaît-il que ce que lui ont traduit les Stein, les Axelrod et consorts ? Kautsky cite la *troisième* thèse sur la question *fondamentale : avant* les élections à la Constituante les bolcheviks se rendaient-ils compte et déclaraient-ils au *peuple* que la République des Soviets est supérieure à la république bourgeoise ? *Mais Kautsky ne dit rien de la deuxième thèse.*

Et cette deuxième thèse porte :

> « Réclamant la convocation d'une Assemblée constituante, la social-démocratie révolutionnaire, dès le début de la révolution de 1917, *a maintes fois souligné* que *la République des Soviets était une forme de démocratisme supérieure à celle d'une république bourgeoise ordinaire, avec Assemblée constituante.* (C'est moi qui souligne). »

Afin de représenter les bolchéviks comme des gens sans principes, des « opportunistes révolutionnaires » (cette expression, Kautsky l'emploie quelque part, je ne sais plus à quel propos, dans son livre), monsieur Kautsky *a caché aux lecteurs allemands* que les thèses font expressément mention de « *maintes* » déclarations antérieures !

Tels sont les menus, les mesquins et méprisables expédients de M. Kautsky. C'est ainsi qu'il a pu esquiver la question *théorique*.

Est-il exact ou non que la république démocratique bourgeoise parlementaire est *inférieure* à une république du type de la Commune ou du type des Soviets ? Là est le nœud de la question. Kautsky l'a laissé de côté. Tout ce que Marx a donné dans son analyse de la Commune de Paris, Kautsky l'a « oublié ». Il a « oublié » de même la lettre d'Engels à Bebel, du 28 mars 1875, qui exprime d'une façon particulièrement nette et explicite cette même pensée de Marx : « La Commune n'était plus un Etat au sens propre du mot. »

Voilà donc le théoricien le plus éminent de la II[e] Internationale qui, dans une brochure spécialement consacrée à *la Dictature du prolétariat,* traitant spécialement de la Russie, où la question d'une forme d'Etat supérieure à la République démocratique bourgeoise a été maintes fois posée directement, passe cette question sous silence. Qu'est-ce *en fait* sinon déserter au camp de la bourgeoisie ?

(Remarquons entre parenthèses qu'ici encore Kautsky se traîne à la remorque des menchéviks russes. Parmi ces derniers on trouvera tant qu'on voudra de gens connaissant « tous les textes » de Marx et d'Engels, niais i! n'est pas un seul menchévik qui, d'avril à octobre 1917 et d'octobre 1917 à octobre 1918, ait essayé une *seule fois* d'analyser la question d'un Etat du type de la Commune. Plékhanov également a esquivé cette question. *Force leur a été de se taire, bien sûr.)*

Evidemment, parler de la dissolution de l'Assemblée constituante avec des gens qui se disent socialistes et marxistes, mais qui en fait passent à la bourgeoisie sur la question *essentielle,* la question d'un Etat du type de la Commune, ce serait semer des perles devant les pourceaux. Il suffira de publier *in extenso,* en annexe à cette brochure, mes thèses sur l'Assemblée constituante. Et le lecteur verra que la question a été posée le 26 décembre 1917 au point de vue théorique, historique, politique et pratique.

Si comme théoricien, Kautsky a entièrement renié le marxisme, il aurait pu, comme historien, étudier la question de la lutte entre les Soviets et l'Assemblée constituante. Plusieurs ouvrages de Kautsky témoignent que celui-ci *savait* être historien marxiste, que des écrits *de ce genre* dus à sa plume demeureront le solide patrimoine du prolétariat, en dépit du reniement postérieur de leur auteur. Mais dans cette question, Kautsky, comme historien également, *se détourne* de la vérité, dédaigne des faits *universellement connus,* agit en sycophante. Il *voudrait* présenter les bolchéviks comme des gens sans principes, et il raconte comment ils ont essayé *d'atténuer* leur conflit avec l'Assemblée constituante, avant de la dissoudre. Il n'y a là absolument rien de mal, nous n'avons rien à désavouer ; je publie mes thèses intégralement, et il y est dit clair comme le jour : Messieurs les petits bourgeois hésitants, retranchés à l'Assemblée constituante, résignez-vous à la dictature du prolétariat ou bien nous triompherons de vous par la « voie révolutionnaire » (thèses 18 et 19).

C'est ainsi que le prolétariat vraiment révolutionnaire a toujours agi et agira toujours envers la petite bourgeoisie hésitante.

Sur la question de l'Assemblée constituante, Kautsky s'en tient à un point de vue formel. Dans mes thèses j'ai dit clairement et répété maintes fois que les intérêts de la révolution passent avant les droits officiels de l'Assemblée constituante (voir les thèses 16 et 17). Le point de vue démocratique purement formel est celui du démocrate *bourgeois* qui n'admet pas que les intérêts du prolétariat et de la lutte de classe prolétarienne soient supérieurs. Comme historien, Kautsky n'aurait pas pu ne pas reconnaître que les parlements bourgeois sont les organes de telle ou telle classe. Mais maintenant (afin de perpétrer cette noire besogne qu'est le reniement de la révolution), il lui fallait oublier le marxisme ; et Kautsky *ne pose pas la question* de savoir de quelle *classe* l'Assemblée constituante était l'organe en Russie. Il n'analyse pas la situation concrète, il ne veut pas considérer les faits, il ne dit pas un mot à ses lecteurs allemands pour leur apprendre que ces thèses comportent non seulement une étude théorique du caractère limité de la démocratie bourgeoise (thèses 1-3), non seulement l'examen des conditions concrètes qui ont fait que les listes de parti établies à la mi-octobre 1917 ne correspondaient plus à la situation réelle de décembre 1917 (thèses 4-6), mais aussi *l'histoire de la lutte de classe et de la guerre civile* en octobre-décembre 1917 (thèses 7-15). De cette histoire concrète nous avons tiré la conclusion (thèse 14) que le mot d'ordre « Tout le pouvoir à l'Assemblée constituante » était devenu *en fait* le mot d'ordre des cadets, des partisans de Kalédine et de leurs auxiliaires.

L'historien Kautsky ne remarque pas cela. L'historien Kautsky n'a jamais entendu dire que le suffrage universel donne des parlements parfois petits-bourgeois, parfois réactionnaires et contre-révolutionnaires. Kautsky, l'historien marxiste, n'a pas entendu dire que la forme des élections, la forme d'une démocratie est une chose, et

que le contenu de classe de cette institution en est une autre. Cette question du contenu de classe de l'Assemblée constituante est nettement posée et résolue dans mes thèses. Il se peut que ma solution ne soit pas juste. Rien ne serait plus désirable pour nous qu'une critique marxiste apportée du dehors à notre analyse. Au lieu d'écrire des phrases absurdes (elles sont nombreuses chez Kautsky), prétendant que l'on empêche de faire la critique du bolchévisme, Kautsky ferait bien d'entreprendre cette critique. Mais la vérité c'est qu'en fait de critique, il n'y a rien chez lui. Il *ne parle* même *pas* de faire une analyse de classe, des Soviets d'une part et de l'Assemblée constituante de l'autre. Aussi est-il *impossible* de polémiser, de discuter avec Kautsky ; et il ne reste qu'à *montrer* au lecteur pourquoi l'on ne peut qualifier Kautsky autrement que de renégat.

Le désaccord entre les Soviets et l'Assemblée constituante a son histoire que même un historien ne professant pas le point de vue de la lutte de classes n'aurait pu laisser de côté. Or, même l'historique de ces faits, Kautsky n'a pas voulu *l'effleurer*. Il cache aux lecteurs allemands ce fait notoire (que seuls les pires menchéviks dissimulent aujourd'hui) que même sous la domination menchévique, c'est-à-dire de fin février à octobre 1917, les Soviets ont été en désaccord avec les institutions de l'« Etat » (c'est-à-dire de la bourgeoisie). Au fond, Kautsky est pour la conciliation, l'accord, la collaboration du prolétariat et de la bourgeoisie ; il a beau s'en défendre, mais cette conception est bien la sienne, et toute sa brochure en fait foi. Il ne fallait pas dissoudre l'Assemblée constituante, ce qui veut dire : il ne fallait pas mener jusqu'au bout la lutte contre la bourgeoisie, il ne fallait pas la renverser, il fallait que le prolétariat s'entende avec la bourgeoisie.

Pourquoi donc Kautsky a-t-il caché que, de février à octobre 1917, les menchéviks se sont livrés à cette peu honorable besogne et ne sont arrivés à rien ? S'il était possible de concilier la bourgeoisie avec le prolétariat, pourquoi donc sous les menchéviks la réconciliation n'a-t-elle pas réussi, pourquoi la bourgeoisie s'est-elle tenue à l'écart des Soviets, pourquoi les Soviets étaient-ils appelés *(par les menchéviks)* la « démocratie révolutionnaire», et la bourgeoisie, les « éléments censitaires » ?

Kautsky a dissimulé aux lecteurs allemands que ce sont précisément les menchéviks qui, à l'« époque » de leur domination (février-octobre 1917), qualifiaient les Soviets de démocratie révolutionnaire, reconnaissant par là leur supériorité sur toutes les autres institutions. Ce n'est qu'en dissimulant ce fait que l'historien Kautsky donne l'impression que le désaccord des Soviets avec la bourgeoisie n'a pas d'histoire ; qu'il est survenu tout d'un coup, soudain, sans motifs, par suite de la mauvaise conduite des bolcheviks. Or en réalité, *l'expérience de plus de six mois* (délai considérable pour une révolution) d'activité conciliatrice menchévique, de tentatives pour réconcilier le prolétariat et la bourgeoisie, a précisément convaincu le peuple de la stérilité de ces tentatives et a éloigné des menchéviks le prolétariat.

Kautsky reconnaît que les Soviets sont une magnifique organisation de combat du prolétariat, organisation appelée à un grand avenir. Dès lors toutes les positions de Kautsky s'écroulent comme un château de cartes ou comme le rêve d'un petit bourgeois qui voudrait bien qu'on se passe d'une lutte aiguë entre le prolétariat et la bourgeoisie. Car toute la révolution est une lutte continuelle et acharnée ; et le prolétariat est la classe d'avant-garde de *tous* les opprimés, le foyer et le centre de toutes les aspirations des opprimés de tout genre et de tout ordre, à l'affranchissement. Les Soviets, — organes de lutte des masses opprimées, — ont naturellement reflété et traduit l'état d'esprit et les changements de conceptions de ces masses infiniment plus vite, avec plus de plénitude et de fidélité que n'importe quelles autres institutions (c'est là, du reste, une des raisons qui font de la démocratie soviétique le type supérieur de démocratie).

Du 28 février au 25 octobre 1917 (ancien style) les Soviets ont pu convoquer *deux* congrès nationaux de l'immense majorité de la population de Russie, de tous les ouvriers et soldats, des sept ou huit dixièmes de la paysannerie, sans compter une masse de congrès locaux, par district, ville, province et région. Durant cette période la bourgeoisie n'a pas réussi à convoquer une seule institution représentant la majorité (sauf la « Conférence démocratique » manifestement truquée, véritable insulte au prolétariat dont elle fit déborder la colère). L'Assemblée constituante reflétait le *même* état d'esprit des masses, les *mêmes* groupements politiques que le premier congrès des Soviets de Russie en juin. Au moment où se tint l'Assemblée constituante (janvier 1918), se réunirent le deuxième congrès des Soviets (octobre 1917) et le troisième (janvier 1918), qui tous deux *montrèrent de la façon la plus nette* que les masses avaient évolué à gauche, s'étaient pénétrées de l'esprit révolutionnaire, détournées des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires, pour passer du côté de bolchéviks, *c'est-à-dire* qu'elles avaient tourné le dos à la direction petite-bourgeoise, aux illusions d'une entente avec la bourgeoisie, et étaient passées du côté de la lutte révolutionnaire du prolétariat pour le renversement de la bourgeoisie.

Donc *l'historique* des Soviets à lui seul démontre que l'Assemblée constituante était *réactionnaire* et sa dissolution inéluctable. Pourtant Kautsky s'en tient fermement à son « mot d'ordre » *:* que périsse la révolution, que la bourgeoisie triomphe du prolétariat, pourvu que s'épanouisse la « démocratie pure » : *Fiat justifia, pereat mundus ! [Que justice soit faite, le monde dût-il périr ! N.R.]*

Voici un rapide tableau de la composition des congrès des Soviets de Russie au cours de la révolution russe :

Congrès des Soviets de Russie	Nombre des députés	Nombre des bolcheviks	% de bolcheviks
Premier (3.VI. 1917)	790	103	13%
Deuxième (25.X.1917)	675	343	51%
Troisième (10.I.1918)	710	434	61%
Quatrième (14.III.1918)	1.232	795	64%
Cinquième (4.VII.1918)	1.164	773	66%

Il suffit de jeter un coup d'œil sur ces chiffres pour comprendre pourquoi les arguments en faveur de l'Assemblée constituante ou les discours de ceux qui — comme Kautsky — prétendent que les bolchéviks ne représentent pas la majorité de la population, ne provoquent chez nous que le rire.

LA CONSTITUTION SOVIÉTIQUE

Comme je l'ai déjà indiqué, le fait de priver la bourgeoisie des droits électoraux ne constitue pas un indice obligatoire et indispensable de la dictature du prolétariat. Même en Russie les bolchéviks qui, longtemps avant octobre, avaient proclamé le mot d'ordre de cette dictature, n'avaient pas parlé d'avance de priver les exploiteurs des droits électoraux. *Cet* élément constitutif de la dictature n'est pas né « d'un plan » d'un parti ; il a *surgi* de lui-même au cours de la lutte. Evidemment, l'historien Kautsky ne l'a pas remarqué. Il n'a pas compris que, déjà sous la domination des menchéviks (qui sont pour l'entente avec la bourgeoisie) dans les Soviets, la bourgeoisie s'était elle-même séparée des Soviets, les boycottait, affirmait son opposition à leur égard, intriguait contre eux. Les Soviets ont surgi sans Constitution d'aucune sorte et pendant *plus d'un an* (du printemps 1917 à l'été 1918) ils ont subsisté en dehors de toute Constitution. La colère de la bourgeoisie contre l'organisation indépendante et toute-puissante (parce que générale) des opprimés, la lutte — la plus impudente, intéressée et sordide — de la bourgeoisie contre les Soviets, enfin la participation manifeste de la bourgeoisie (des cadets aux socialistes-révolutionnaires de droite, de Milioukov à Kérenski) au coup de force Kornilov : voilà ce qui a *préparé* son exclusion formelle des Soviets.

Kautsky a entendu parler du coup de force Kornilov, mais majestueusement il crache sur les faits historiques, sur la marche et les formes de lutte qui déterminent les *formes* de la dictature : en vérité, qu'est-ce que les faits ont à voir là-dedans, puisqu'il s'agit de démocratie « pure » ? C'est bien pourquoi la « critique » de Kautsky contre la privation des droits électoraux de la bourgeoisie, se distingue par... une naïveté doucereuse qui serait attendrissante chez un enfant, mais qui provoque le dégoût parce qu'émanant d'une personne qui n'a pas encore été officiellement reconnue comme faible d'esprit.

... « Si, sous le régime du suffrage universel les capitalistes s'étaient vus en infime minorité, ils se seraient plus vite résignés à leur sort » (p. 33). .. Charmant, n'est-il pas vrai ? L'intelligent Kautsky a maintes fois relevé dans l'histoire, — et d'une façon générale il connaît fort bien, par ses observations de la vie réelle, — des exemples de grands propriétaires fonciers et de capitalistes qui font état de la volonté de la majorité des opprimés. L'intelligent Kautsky s'en tient fermement au point de vue de l'« opposition », c'est-à-dire au point de vue de la lutte intra-parlementaire. C'est bien ainsi qu'il écrit textuellement : « l'opposition » (p. 34 et ailleurs).

O, savant historien et politique ! Vous devriez pourtant savoir que l'« opposition » implique l'idée d'une lutte pacifique et seulement parlementaire, c'est-à-dire une idée qui correspond à une situation non révolutionnaire, une idée qui correspond à *l'absence de révolution.* En période de révolution, il s'agit d'un ennemi implacable dans la guerre civile, — et il n'est point de jérémiades réactionnaires de petit bourgeois redoutant cette guerre, comme la redoute Kautsky, qui puissent rien changer à ce fait. Méconnaître les problèmes d'une guerre civile implacable, au moment où la bourgeoisie ne recule devant aucun crime, — l'exemple des Versaillais et de leurs transactions avec Bismarck en disent assez pour tout homme qui considère l'histoire autrement que le Pétrouchka[53] de Gogol, — où la bourgeoisie appelle à son secours les gouvernements étrangers et intrigue avec

eux contre la révolution, — voilà qui tient du comique. A l'exemple du « conseiller Brouille-tout » Kautsky, le prolétariat révolutionnaire devrait se coiffer d'un bonnet de nuit et considérer la bourgeoisie qui organise les soulèvements contre-révolutionnaires des Doutov, des Krasnov et des Tchèques et prodigue des millions aux saboteurs, — la considérer comme une « opposition » légale. Quelle profondeur d'esprit !

Ce qui intéresse Kautsky, c'est exclusivement le côté formel, le côté juridique de la question ; aussi bien, en lisant ses dissertations sur la Constitution soviétique, on songe involontairement à ces paroles de Bebel : « Les juristes sont des gens archi-réactionnaires. » « En réalité, écrit Kautsky, on ne saurait priver les seuls capitalistes de tous leurs droits. Qu'est-ce qu'un capitaliste au sens juridique ? Un possédant ? Même dans un pays aussi avancé dans la voie du progrès économique que l'Allemagne, dont le prolétariat est si nombreux, l'instauration de la République soviétique aurait pour effet de priver de droits politiques des masses considérables. En 1907, le nombre de personnes — en y comprenant leurs familles — occupées dans les trois grosses branches : agriculture, industrie et commerce, était dans l'empire allemand d'environ 35 millions pour le groupe des employés et ouvriers salariés, et de 17 millions pour le groupe des autonomes. Par conséquent, un parti peut fort bien grouper la majorité des ouvriers salariés, et n'être qu'une minorité parmi la population » (p. 33).

Voilà un échantillon des raisonnements de Kautsky. Eh bien ! N'est-ce point là une des lamentations contre-révolutionnaires de bourgeois ? Pourquoi donc classez-vous tous les « autonomes » parmi les sans-droits, monsieur Kautsky, alors que vous savez fort bien que l'immense majorité des paysans russes n'emploient pas d'ouvriers salariés et, par conséquent, ne sont pas privés de droits ? N'est-ce point là une falsification ?

Pourquoi n'avez-vous pas, savant économiste, reproduit les données, bien connues de vous et que fournit cette même statistique allemande de 1907, sur le travail salarié dans l'agriculture par groupes d'exploitations ? Pourquoi n'avez-vous pas soumis aux ouvriers allemands, lecteurs de votre brochure, ces données, qui auraient montré *combien d'exploiteurs,* combien peu d'exploiteurs l'on compte parmi les « propriétaires ruraux » d'après la statistique allemande ?

C'est que votre reniement a fait de vous un simple sycophante de la bourgeoisie.

Le capitaliste, voyez-vous, c'est une notion juridique bien vague, et Kautsky en plusieurs pages fulmine contre l' « arbitraire » de la Constitution soviétique. A la bourgeoisie anglaise, cet « érudit consciencieux » permet durant des siècles d'élaborer et de mettre au point une nouvelle (nouvelle pour le moyen âge) constitution bourgeoise ; mais à nous, ouvriers et paysans de Russie, ce représentant d'une science servile ne nous accorde aucun délai. Il exige de nous une Constitution élaborée jusqu'à la moindre syllabe en quelques mois...

... « Arbitraire » ! Songez un peu quel abîme de sordide servilité devant la bourgeoisie, de pédantisme le plus obtus se manifeste dans *ce* reproche. Lorsque dans les pays capitalistes les juristes, bourgeois jusqu'au bout des ongles et pour la plupart réactionnaires, mettent des siècles ou des décades à élaborer les règlements les plus minutieux, à écrire des dizaines et des centaines de volumes de lois et commentaires qui *oppriment* l'ouvrier, maintiennent le *pauvre,* pieds et mains liés, dressent mille chicanes et obstacles au simple travailleur, à l'homme du peuple, — oh ! alors les libéraux bourgeois et monsieur Kautsky ne voient là nul « arbitraire » ! Là règnent l' « ordre » et la « légalité » ! Là tout a été médité et codifié pour mieux « pressurer » le pauvre. Là des milliers d'avocats et de fonctionnaires bourgeois (de ceux-là, en général Kautsky n'en souffle mot ; c'est, il faut le croire, parce que Marx attachait une importance énorme à la *démolition* de la machine bureaucratique...), avocats et fonctionnaires savent interpréter les lois de façon qu'il soit impossible à l'ouvrier et au paysan moyen de rompre le barrage de fil de fer barbelé que dressent ces lois. Ce n'est pas l' « arbitraire » de la bourgeoisie, ce n'est pas la dictature des exploiteurs avides et malpropres, gorgés du sang du peuple. Pas du tout. C'est la « démocratie pure », qui devient plus pure de jour en jour.

Et lorsque les classes travailleuses et exploitées, séparées par la guerre impérialiste de leurs frères de l'étranger, ont pour la première fois dans l'histoire constitué *leurs* Soviets, appelé à l'édification politique les *masses* que la bourgeoisie opprimait, accablait, abrutissait, et entrepris *elles-mêmes* de construire un Etat *nouveau,* prolétarien ; lorsque dans l'acharnement de la lutte et dans le feu de la guerre civile, elles ont commencé à *jeter* les bases d'un Etat *sans exploiteurs,* tous les gredins de la bourgeoisie, toute la bande des vampires, avec leur thuriféraire Kautsky, se mettent à hurler à l'« arbitraire » ! Comment voulez-vous, en effet, que ces ignares, les ouvriers et les paysans, que cette « plèbe » sache interpréter ses lois ? Où voulez-vous qu'ils prennent le sentiment de la justice, eux, ces simples travailleurs, qui n'usent point des conseils d'avocats éclairés, d'écrivains bourgeois, des Kautsky et des vieux fonctionnaires pleins de sagesse ?

De mon discours du 29 avril 1918, monsieur Kautsky cite cette phrase : « Les masses déterminent elles-mêmes la procédure et la date des élections. » Et en « démocrate pur », Kautsky conclut :

> « ... Il apparaît donc que chaque collège d'électeurs établit la procédure des élections comme bon lui semble. L'arbitraire et la possibilité de se débarrasser des éléments d'opposition gênants, au sein du prolétariat même, seraient ainsi portés au maximum (p. 37). »

Qu'est-ce donc, sinon des propos d'un valet de plume embauché par les capitalistes et qui, lors d'une grève, pousse les hauts cris contre la violence exercée par la masse sur les bons ouvriers qui « désirent travailler » ? Pourquoi le mode d'élection établi par les fonctionnaires *bourgeois* dans la démocratie bourgeoise « pure » *n'est-il pas* arbitraire ? Pourquoi le sens de la justice, chez les *masses dressées pour la lutte* contre leurs exploiteurs, chez les masses éclairées et aguerries par cette lutte désespérée, doit-il être moindre que chez une *poignée* de fonctionnaires, d'intellectuels et d'avocats éduqués dans l'esprit des préjugés *bourgeois* ?

Kautsky est un socialiste authentique ; n'allez pas mettre en doute la bonne foi de ce vénérable père de famille, de ce citoyen honnête s'il en fut. C'est un partisan ardent et convaincu de la victoire des ouvriers, de la révolution prolétarienne. Il aimerait seulement que les mielleux intellectuels petits-bourgeois et les philistins en bonnet de nuit établissent *d'abord,* — avant le mouvement des masses, *dès avant* leur lutte acharnée contre les exploiteurs et surtout *sans* guerre civile, — un *statut* modéré, soigneusement ordonné, du *développement de la révolution*...

C'est avec une indignation profonde que notre savantissime Petit-Judas Golovlev[54] raconte aux ouvriers allemands, que le 14 juin 1918 le Comité exécutif central des Soviets de Russie a décidé d'exclure des Soviets les représentants des partis socialiste-révolutionnaire de droite et menchévik. « Cette mesure, — écrit Petit-Judas Kautsky enflammé d'une noble indignation, — n'est pas dirigée contre certaines personnes qui ont commis certains actes punissables... La Constitution de la République soviétique ne dit pas un mot de l'immunité des députés membres des Soviets. Ce ne sont pas certaines *personnes,* mais bien certains *partis* qui, en l'espèce, sont exclus des Soviets » (p. 37).

Oui, c'est terrible en effet, c'est une dérogation intolérable à la démocratie pure, suivant les règles de laquelle notre révolutionnaire Petit-Judas Kautsky entend faire la révolution. Nous, bolcheviks russes, aurions dû commencer par garantir l'immunité aux Savinkov et C^ie^, aux Liberdan et aux Potressov[55] (aux « activistes ») et C^ie^ et rédiger ensuite un code pénal proclamant « punissable » la participation à la guerre contre-révolutionnaire des Tchécoslovaques, ou l'alliance en Ukraine ou en Géorgie avec les impérialistes allemands *contre* les ouvriers de leur pays. *Alors* seulement, en vertu du code pénal, nous aurions été en droit, selon l'esprit de la « démocratie pure », d'exclure des Soviets « certaines personnes ». Il va sans dire que les Tchécoslovaques qui, par l'entremise des Savinkov, Potressov et Liberdan, ou au moyen de leur propagande, recevaient des fonds des capitalistes anglo-français, de même que les Krasnov, ravitaillés en obus allemands par les soins des menchéviks d'Ukraine et de Tiflis, auraient attendu sagement que nous ayons terminé l'élaboration d'un code pénal régulier et se seraient contentés, comme les plus purs démocrates, d'un rôle d'« opposition »...

Kautsky n'est pas moins indigné de ce que la Constitution soviétique enlève les droits électoraux à ceux qui « emploient des ouvriers salariés pour en tirer du profit». « Un travailleur à domicile ou un petit patron qui occupe un apprenti, — écrit Kautsky, — peuvent avoir la vie et les sentiments de vrais prolétaires, et ils n'ont pas de droits électoraux » (p. 36).

Quelle dérogation à la « démocratie pure » ! Quelle injustice ! Il est vrai que jusqu'ici tous les marxistes estimaient et des milliers de faits le confirment, que les petits patrons sont les plus dénués de scrupules, les pires exploiteurs des ouvriers salariés ; mais Petit-Judas Kautsky, parle, naturellement, non pas de la *classe* des petits patrons (qui donc a imaginé la malfaisante théorie de la lutte de classe ?), mais des individus, des exploiteurs dont « la vie et les sentiments sont ceux de vrais prolétaires ». La fameuse « Agnès économe », qu'on croyait morte depuis longtemps, ressuscite sous la plume de Kautsky. Cette Agnès économe a été créée et mise en vogue il y a quelques dizaines d'années, dans la littérature allemande, par le « pur » démocrate, le bourgeois Eugène Richter. Il prophétisait des malheurs indicibles que devaient apporter la dictature du prolétariat, la confiscation du capital des exploiteurs ; il interrogeait avec un air innocent, ce que c'était qu'un capitaliste au sens juridique. Il invoquait l'exemple d'une couturière pauvre et économe (l'« économie Agnès »), que les méchants « dictateurs du prolétariat » dépouillaient de ses derniers sous. Il fut un temps, où toute la social-démocratie allemande s'amusait de cette « Agnès économie » du pur démocrate Eugène Richter. Mais cela date de loin, de ce temps éloigné où Bebel était encore en vie et disait franc et net la vérité, savoir que les nationaux-libéraux étaient nombreux dans le parti allemand. Cela remonte à ce temps lointain où Kautsky n'était pas encore un renégat.

Aujourd'hui l'« économe Agnès » ressuscite sous les espèces du « petit patron qui occupe un apprenti et dont la vie et les sentiments sont ceux du vrai prolétaire ». Les méchants bolchéviks sont injustes envers lui, ils lui enlèvent les droits électoraux. Il est vrai que, dans la République soviétique, « tout collège électoral », comme le dit le même Kautsky, peut admettre un pauvre artisan attaché par exemple à une usine donnée, si, par exception, il n'est pas un exploiteur, si *vraiment* « sa vie et ses sentiments sont ceux du vrai prolétaire ». Mais peut-on se fier à l'expérience de la vie, au sentiment de justice d'une assemblée de simples ouvriers en usine, mal ordonnée et fonctionnant (ô horreur !) sans statuts ! N'est-il pas clair qu'il vaut mieux accorder les droits électoraux à *tous* les exploiteurs, à *tous* ceux qui embauchent des ouvriers salariés, plutôt que de risquer que les ouvriers lèsent l'« économe Agnès » et le « petit artisan dont la vie et les sentiments sont ceux du vrai prolétaire » ?

Les méprisables renégats, aux applaudissements de la bourgeoisie et des social-chauvins *[Je viens de lire l'éditorial de la Gazette de Francfort (22 octobre 1918, n° 293), qui paraphrase avec enthousiasme la brochure de Kautsky. Le journal des boursiers est enchanté. Je crois bien ! Et un camarade m'écrit de Berlin que le Vorwärts des Scheidemann a déclaré, dans un article spécial, qu'il souscrit presque à chacune des lignes de Kautsky. Tous nos compliments !]*, peuvent vilipender notre Constitution soviétique parce qu'elle enlève aux exploiteurs les droits électoraux. C'est fort bien, car la rupture n'en sera que plus prompte et plus profonde entre les ouvriers révolutionnaires d'Europe et les Scheidemann et les Kautsky, les Renaudel et les Longuet, les Henderson et les Ramsay MacDonald, tous ces vieux leaders et ces vieux traîtres au socialisme.

La masse des classes opprimées, les chefs conscients et honnêtes des prolétaires révolutionnaires seront *pour nous*. Il suffit de faire connaître notre Constitution soviétique à ces prolétaires, et à ces masses pour qu'ils disent aussitôt : Voilà véritablement *nos hommes à nous,* voilà le véritable parti ouvrier, le vrai gouvernement ouvrier. Celui-ci ne trompe pas les ouvriers par des bavardages sur les réformes, *comme l'ont fait tous les chefs précités* ; il combat sérieusement les exploiteurs, il accomplit sérieusement la révolution, il lutte *en fait* pour l'affranchissement complet des travailleurs.

Si les exploiteurs sont privés des droits électoraux par les Soviets après une année d'« expérience » de ces derniers, *c'est que* ces Soviets sont réellement l'organisation des masses opprimées, et non pas celle des social-impérialistes et des social-pacifistes vendus à la bourgeoisie. *Si* ces Soviets ont enlevé les droits électoraux aux exploiteurs, *c'est qu'ils* ne sont pas des organismes de conciliation petite-bourgeoise avec les capitalistes, ni des organismes de bavardage parlementaire (des Kautsky, Longuet et Mac-Donald), mais les organismes du prolétariat vraiment révolutionnaire, qui mène une lutte à mort contre les exploiteurs.

« Le livre de Kautsky est à peu près inconnu ici », — m'écrivait dernièrement (nous sommes le 30 octobre) de Berlin, un camarade bien informé. Je conseillerais à nos ambassadeurs en Allemagne et en Suisse de dépenser sans compter pour acheter toute l'édition du livre et *le distribuer gratis* aux ouvriers conscients, afin de rouler dans la boue cette social-démocratie « européenne » — lisez : impérialiste et réformiste — qui depuis longtemps n'est qu'un « cadavre puant ».

A la fin de son livre, aux pages 61 et 63, monsieur Kautsky déplore amèrement que la « nouvelle théorie (c'est ainsi qu'il dénomme le bolchévisme, craignant de toucher à l'analyse de la Commune de Paris par Marx et Engels) trouve des partisans même dans les vieilles démocraties, comme la Suisse ». II est « inconcevable » pour Kautsky, « que des social-démocrates allemands acceptent cette théorie ».

C'est au contraire, parfaitement concevable car, après les sérieuses leçons de la guerre, les masses révolutionnaires commencent à éprouver de la répugnance et pour les Scheidemann et pour les Kautsky.

« Nous » avons toujours été pour la démocratie, — écrit Kautsky, — et c'est nous qui y renoncerions !

« Nous », opportunistes de la social-démocratie, nous avons toujours été contre la dictature du prolétariat ; les Kolb et consorts l'ont ouvertement affirmé depuis *longtemps*. Kautsky le sait bien, et il a tort de croire qu'il pourrait cacher à ses lecteurs le fait évident de son « retour au giron » des Bernstein et des Kolb.

« Nous », marxistes révolutionnaires, nous n'avons jamais fétichisé la démocratie « pure » (bourgeoise). Comme on sait, Plékhanov était en 1903 un marxiste révolutionnaire (avant sa triste conversion qui fit de lui un Scheidemann russe). Et au congrès du Parti où fut adopté le programme, Plékhanov disait qu'au moment de la révolution le prolétariat enlèverait au besoin aux capitalistes les droits électoraux, *dissoudrait tout parlement* qui s'avérerait contre-révolutionnaire. Que ce soit là le seul point de vue correspondant au marxisme, chacun s'en

rendra compte, ne serait-ce que par les déclarations que j'ai citées de Marx et d'Engels. C'est ce qui ressort avec évidence de tous les principes du marxisme.

« Nous », marxistes révolutionnaires, nous n'avons pas tenu au peuple des discours comme ceux qu'aimaient à prononcer les kautskistes de toutes les nations, qui s'aplatissent devant la bourgeoisie, s'accommodent au parlementarisme bourgeois, dissimulent le caractère *bourgeois* de la démocratie actuelle et se contentent de demander *qu'elle* soit élargie, *qu'elle* soit réalisée jusqu'au bout.

« Nous » disions à la bourgeoisie : « Vous, exploiteurs et hypocrites, vous parlez de démocratie alors qu'à chaque pas vous dressez des milliers d'obstacles pour empêcher les *masses opprimées* de participer à la vie politique. Nous vous prenons au mot et, afin de *préparer les masses à la révolution,* pour vous renverse, vous autres exploiteurs, nous exigeons, dans l'intérêt de ces masses, que *votre* démocratie bourgeoise soit élargie. Et si vous, exploiteurs, tentez de résister à notre révolution prolétarienne, nous vous réprimerons impitoyablement, nous vous enlèverons vos droits politiques ; bien plus, nous vous refuserons le pain car, dans notre république prolétarienne, les exploiteurs n'auront pas de droits, ils seront privés d'eau et de feu, car nous sommes de vrais socialistes, et non des socialistes à la Scheidemann et à la Kautsky. »

Tel est le langage que nous avons tenu et que nous tiendrons, « nous », marxistes révolutionnaires ; voilà pourquoi les masses opprimées seront pour nous et avec nous, tandis que les Scheidemann et les Kautsky seront jetés dans la poubelle aux renégats.

QU'EST-CE QUE L'INTERNATIONALISME ?

Kautsky, avec la plus grande conviction, se croit et se proclame internationaliste. Il traite les Scheidemann de « socialistes gouvernementaux ». En défendant les menchéviks (dont il applique entièrement les idées sans avouer ouvertement sa solidarité avec eux), Kautsky a montré d'une façon saisissante ce qu'était son « internationalisme ». Et comme Kautsky n'est pas un isolé, mais le représentant d'un courant qui devait nécessairement se développer dans l'atmosphère de la II^{e} Internationale (Longuet en France, Turati en Italie, Nobs et Grimm, Graber et Naine en Suisse, Ramsay MacDonald en Angleterre, etc.), il serait instructif de nous arrêter à l'« internationalisme » de Kautsky.

Appuyant sur le fait que les menchéviks eux aussi ont été à Zimmerwald[56] (c'est un diplôme, certes, mais... un diplôme un peu moisi), Kautsky expose ainsi leurs idées, que d'ailleurs il partage :

... « Les menchéviks voulaient la paix universelle, et ils voulaient que tous les belligérants adoptent le mot d'ordre : sans annexions ni contributions. Aussi longtemps que ce but ne serait pas atteint, l'armée russe devait se tenir prête, l'arme au pied. Les bolcheviks, eux, exigeaient la paix immédiate à tout prix ; ils étaient disposés, en cas de besoin, à conclure une paix séparée et ils s'efforçaient de l'arracher par la force en aggravant la désorganisation déjà assez grande de l'armée » (p. 27). D'après Kautsky les bolcheviks ne devaient pas prendre le pouvoir, mais se contenter de la Constituante.

Ainsi donc l'internationalisme de Kautsky et des menchéviks consiste en ceci : exiger des réformes du gouvernement bourgeois impérialiste, mais continuer de le soutenir, continuer de soutenir la guerre menée par ce gouvernement jusqu'à ce que tous les belligérants aient adopté le mot d'ordre : sans annexions ni contributions. C'est bien là l'idée que Turati, les kautskistes (Haase et autres), Longuet et C^{ie} ont maintes fois exprimée en déclarant qu'ils étaient *pour* la « défense de la patrie ».

Au point de vue théorique, c'est se montrer entièrement incapables de se séparer des social-chauvins et faire preuve d'une confusion totale dans la question de la défense de la patrie. Au point de vue politique, c'est substituer le nationalisme petit-bourgeois à l'internationalisme et passer du côté du réformisme, c'est renoncer à la révolution.

Reconnaître la « défense de la patrie » c'est, du point de vue du prolétariat, justifier la guerre actuelle, en reconnaître la légitimité. Et comme la guerre reste impérialiste (et sous la monarchie et sous la république) indépendamment du territoire où sont postées les troupes ennemies à un moment donné, — dans mon pays ou dans un pays étranger, — reconnaître la défense de la patrie, c'est *en fait* soutenir la bourgeoisie impérialiste et spoliatrice, c'est trahir entièrement le socialisme. En Russie, même sous Kérenski, en république démocratique bourgeoise, la guerre continuait d'être impérialiste puisque c'est la bourgeoisie en tant que classe dominante qui

la menait for, la guerre n'est que le « prolongement de la politique ») ; et l'expression particulièrement frappante du caractère impérialiste de la guerre, c'étaient les traités secrets sur le partage du monde et le pillage des pays étrangers, conclus par l'ex-tsar avec les capitalistes d'Angleterre et de France.

Les menchéviks trompaient indignement le peuple en présentant cette guerre comme une guerre défensive ou révolutionnaire, et Kautsky, en approuvant la politique des menchéviks, approuve cette mystification du peuple, leur tactique de petits bourgeois qui servaient le Capital en trompant les ouvriers, en les attachant au char des impérialistes. Kautsky fait une politique typiquement petite-bourgeoise, philistine, en s'imaginant (et en suggérant aux masses cette idée absurde) que la *proclamation d'un mot d'ordre* change quelque chose à l'affaire. Toute l'histoire de la démocratie bourgeoise dénonce cette illusion : pour tromper le peuple, les démocrates bourgeois ont toujours formulé et formulent toujours tous les « mots d'ordre » que l'on veut. Il s'agit de *vérifier* leur sincérité, de confronter les *actes* avec les paroles, de ne pas se contenter de *phrases* idéalistes ou charlatanesques, mais d'en rechercher le *réel contenu de classe.* La guerre impérialiste ne cesse pas d'être impérialiste du jour où les charlatans ou les phraseurs, ou les philistins petits-bourgeois lancent un « mot d'ordre » sucré, mais seulement du jour où la *classe* qui mène cette guerre impérialiste et lui est attachée par des millions de fils (si ce n'est de câbles) économiques, s'avère *renversée* en fait et remplacée au pouvoir par la classe vraiment révolutionnaire, le prolétariat. *Il n'est pas d'autre moyen d'échapper à la guerre impérialiste, de même qu'à une paix de rapine impérialiste.*

En approuvant la politique extérieure des menchéviks qu'il déclare internationaliste et zimmerwaldienne, Kausky, premièrement, montre par là toute la corruption de la majorité zimmerwaldienne, opportuniste (ce n'est pas sans raison que nous, la *gauche* de Zimmerwald, nous nous sommes désolidarisés aussitôt d'une telle majorité!) ; en second lieu, et c'est le principal, Kautsky passe de la position du prolétariat à la position de la petite bourgeoisie, de la position révolutionnaire à la position réformiste.

Le prolétariat lutte pour le renversement révolutionnaire de la bourgeoisie impérialiste ; la petite bourgeoisie, pour le « perfectionnement » réformiste de l'impérialisme, pour s'y adapter en se *subordonnant* à lui. A l'époque où Kautsky était encore marxiste, par exemple en 1909, au moment où il écrivait *le Chemin du pouvoir,* il soutenait précisément l'idée que la guerre rendait la *révolution* inévitable ; il disait que l'ère *des révolutions* était imminente. Le manifeste de Bâle, en 1912, parle expressément et en toute netteté de la *révolution prolétarienne* par suite de la guerre impérialiste qui, justement, a éclaté en 1914 entre les groupes allemand et anglais. Or en 1918, lorsque par suite de la guerre, les révolutions s'ouvrent, Kautsky, au lieu d'expliquer leur caractère inéluctable, au lieu d'étudier et de méditer à fond la tactique *révolutionnaire,* les moyens et les méthodes de préparation à la révolution, se met à taxer d'internationalisme la tactique réformiste des menchéviks. Qu'est-ce donc, sinon agir en renégat ?

Kautsky loue les menchéviks d'avoir insisté pour que l'armée conserve sa capacité de combat. Il blâme les bolchéviks d'avoir aggravé la « désorganisation » déjà assez grande de l'armée. Cela revient à louer le réformisme et la subordination à la bourgeoisie impérialiste, à blâmer la révolution, à la renier. Car, conserver la capacité de combat, signifiait et était, sous Kérenski, conserver l'armée avec un commandement *bourgeois* (bien que républicain). Tout le monde sait, — et le cours des événements l'a confirmé de toute évidence, — que cette armée républicaine avait, grâce à ses cadres kornilovistes, gardé l'esprit *de Kornilov.* Les officiers bourgeois ne pouvaient pas ne pas être kornilovistes ; ils ne pouvaient pas ne pas pencher vers l'impérialisme, vers la répression violente du prolétariat. Laisser subsister tous les anciens fondements de la guerre impérialiste, tous les fondements de la dictature *bourgeoise,* retoucher des détails, replâtrer des broutilles («réformes»), voilà à quoi se réduisait *en fait* la tactique menchévique.

Au contraire, il n'est pas de grande révolution qui se soit passée et puisse se passer de la « désorganisation» de l'armée. Car l'armée est l'instrument le plus ossifié de soutien de l'ancien régime, le rempart le plus rigide de la discipline bourgeoise, le soutien de la domination du Capital, le maintien et l'école de la soumission servile et de la subordination des travailleurs au Capital. La contre-révolution n'a jamais toléré, elle ne pouvait tolérer, la présence des ouvriers en armes à côté de l'armée. En France, — écrivait Engels, — après chaque révolution, les ouvriers étaient armés ; « aussi la première loi des bourgeois placés au gouvernail, fut de désarmer les ouvriers ». Les ouvriers en armes étaient l'embryon de l'armée *nouvelle,* la cellule d'organisation du *nouvel* ordre social. Ecraser cette cellule, en empêcher la croissance, tel a été le premier souci de la bourgeoisie. Le premier souci de toute révolution victorieuse, — Marx et Engels l'ont maintes fois souligné, — a été de détruire la vieille armée, de la licencier, de la remplacer par une nouvelle. La nouvelle classe sociale qui accède au pouvoir n'a jamais pu et ne peut maintenant parvenir à ce pouvoir et l'affermir autrement qu'en décomposant à fond la vieille armée («désorganisation», clament à ce propos les petits bourgeois réactionnaires ou simplement poltrons) ; autrement

qu'en passant par une période âpre et ardue sans aucune armée (la grande Révolution française a, elle aussi, connu cette âpre période) ; autrement qu'en forgeant peu à peu, dans une dure guerre civile, une nouvelle armée, une nouvelle discipline, l'organisation militaire nouvelle de la nouvelle classe. Cela, l'historien Kautsky le comprenait jadis. Le renégat Kautsky l'a oublié.

De quel droit Kautsky traite-t-il les Scheidemann de « socialistes gouvernementaux », s'il *approuve* la tactique des menchéviks dans la révolution russe ? Les menchéviks qui donnaient leur appui à Kérenski et participaient à son ministère, étaient de même des socialistes gouvernementaux. Il sera absolument impossible à Kautsky d'éluder cette conclusion, s'il essaie .seulement de poser le problème de la *classe dominante* qui mène la guerre impérialiste. Mais Kautsky n'a garde de soulever ce problème, lequel s'impose à tout marxiste ; car soulever ce problème suffirait à démasquer le renégat.

Les kautskistes en Allemagne, les longuettistes en France, Turati et C^ie^ en Italie, raisonnent ainsi : le socialisme implique l'égalité et la liberté des nations, leur droit de disposer d'elles-mêmes ; *par conséquent,* lorsque notre pays est attaqué ou que les troupes ennemies ont envahi notre sol, les socialistes ont le droit et le devoir de défendre la patrie. Mais ce raisonnement est, au point de vue théorique, une insulte flagrante au socialisme ou encore une manœuvre frauduleuse ; mais au point de vue politique et pratique, ce raisonnement coïncide avec celui d'un Jacques Bonhomme absolument ignorant, incapable même de réfléchir au caractère social, au caractère de classe de la guerre et aux tâches, d'un parti de révolution pendant une guerre réactionnaire.

Le socialisme est contre la violence envers les nations. Chose indéniable. Mais le socialisme est en général contre la violence envers les individus. Pourtant nul encore, à part les anarchistes chrétiens et les tolstoïens, n'en a inféré que le socialisme s'oppose à la violence *révolutionnaire.* Par conséquent, parler de « violence » en général, sans voir clair dans les conditions qui distinguent la violence réactionnaire et la violence révolutionnaire, c'est se montrer un philistin abdiquant la révolution, ou simplement se leurrer et leurrer les autres par des sophismes.

Il en est de même de la violence envers les nations. Toute guerre consiste à exercer la violence sur les nations, mais cela n'empêche pas les socialistes d'être *partisans* de la guerre révolutionnaire. Quel est le caractère de classe de la guerre, voilà la question fondamentale qui se pose à tout socialiste (s'il n'est pas un renégat). La guerre impérialiste de 1914-1918 est une guerre entre deux groupes de la bourgeoisie impérialiste pour le partage du monde, pour le partage du butin, pour la spoliation et l'étranglement des nations petites et faibles. Telle est l'appréciation) donnée de la guerre en 1912 par le Manifeste de Bâle, appréciation que les faits ont confirmée. Quiconque abandonne ce point de vue sur la guerre n'est pas un socialiste.

Lorsqu'un Allemand, sous Guillaume, ou un Français sous Clemenceau disent : « J'ai le droit et le devoir, comme socialiste, de défendre la patrie si l'ennemi envahit mon pays », ce n'est pas là le raisonnement d'un socialiste, ni d'un internationaliste, ni d'un prolétaire révolutionnaire, mais d'un *nationaliste petit-bourgeois.* Car dans ce raisonnement disparaît la lutte de classe révolutionnaire de l'ouvrier contre le capital, disparaît l'appréciation de *foute* la guerre dans son ensemble, du point de vue de la bourgeoisie mondiale et du prolétariat mondial, c'est-à-dire que disparaît l'internationalisme et qu'il n'y reste qu'un nationalisme rabougri, qui fait pitié. On en veut à mon pays, le reste ne me regarde pas : voilà à quoi aboutit ce raisonnement, et ce qui fait son étroitesse nationaliste petite-bourgeoise. C'est comme si, devant la violence individuelle exercée sur une personne, l'on faisait ce raisonnement : Le socialisme étant contre la violence, j'aime mieux commettre une félonie plutôt que de risquer la prison.

Le Français, l'Allemand ou l'Italien qui dit : Le socialisme est contre la violence envers les nations et *c'est pourquoi* je me défends quand l'ennemi a envahi mon pays, — *trahit* le socialisme et l'internationalisme. Car cet homme-là *voit uniquement son* « pays », il met « sa »... « *bourgeoisie* » au-dessus de tout, sans songer aux *liaisons internationales* qui rendent la guerre impérialiste et font de *sa* bourgeoisie un maillon de la chaîne de brigandages impérialistes.

Tous les petits bourgeois, tous les Jacques Bonhommes ignorants et bornés raisonnent exactement comme le font les renégats kautskistes, longuettistes, Turati et C^ie^, savoir : L'ennemi est dans mon pays, le reste ne me regarde pas. *[Les social-chauvins (les Scheidemann, Renaudel, Henderson, Gompers et Cie) ne veulent pas entendre parler de l'« Internationale » pendant la guerre. Ils considèrent comme « traîtres »... au socialisme les ennemis de leur bourgeoisie. Ils sont pour la politique de conquête de leur bourgeoisie. Les social-pacifistes (c'est-à-dire socialistes en paroles, pacifistes petits-bourgeois en fait) expriment toute sorte de sentiments « internationalistes », s'élèvent contre les annexions, etc... mais continuent en fait à soutenir leur bourgeoisie impérialiste. La*

différence entre ces deux types est insignifiante, comme celle qui existe entre un capitaliste aux discours violents et un capitaliste aux discours sucrés.]

Le socialiste, le prolétaire révolutionnaire, l'internationaliste, raisonne différemment. Le caractère d'une guerre (qu'elle soit réactionnaire ou révolutionnaire) ne dépend pas de la question de savoir qui a attaqué ni en quel pays se trouve l' « ennemi », mais *de ceci : quelle classe* mène cette guerre, quelle est la politique dont la guerre est le prolongement ? Si la guerre est une guerre impérialiste réactionnaire, c'est-à-dire si elle est menée par deux groupements mondiaux de la bourgeoisie réactionnaire, spoliatrice, oppressive, impérialiste, toute bourgeoisie (même celle d'un petit pays) devient coparticipante à cette spoliation, et mon devoir, mon devoir de représentant du prolétariat révolutionnaire est de préparer la *révolution prolétarienne mondiale, seul* moyen de salut contre les horreurs de la guerre mondiale. Ce n'est pas du point de vue de « mon » pays que je dois raisonner (car ce serait là le raisonnement d'une triste ganache de petit bourgeois nationaliste, qui ne comprend pas qu'il est un jouet entre les mains de la grande bourgeoisie impérialiste), mais du point de vue de *ma participation* à la préparation, à la propagande, aux travaux d'approche de la révolution prolétarienne mondiale.

C'est là de l'internationalisme, c'est là la tâche de l'internationaliste, de l'ouvrier révolutionnaire, du véritable socialiste. Voilà *l'a b c* que le renégat Kautsky a « oublié ». Mais où son reniement apparaît avec encore plus de relief, c'est lorsque, après avoir approuvé la tactique des nationalistes petits-bourgeois (menchéviks en Russie, longuettistes en France, Turati en Italie, Haase et consorts en Allemagne), il en vient à critiquer la tactique bolchevique. Et voici en quels termes :

> « La révolution bolchévique a été basée sur l'hypothèse qu'elle serait le point de départ d'une révolution européenne générale ; que l'initiative hardie de la Russie inciterait les prolétaires de toute l'Europe à se soulever.
>
> Dans cette conjecture, peu importait évidemment quelles formes prendrait la paix séparée russe, quelles mutilations et quels sacrifices elle entraînerait pour le peuple russe, quelle solution elle donnerait au droit de libre disposition des peuples. De même peu importait de savoir alors si la Russie était apte à se défendre ou non. La révolution européenne constituait, selon ce point de vue, la meilleure défense de la révolution russe ; elle devait assurer à tous les peuples de l'ancien territoire russe le droit intégral, réel, de disposer d'eux-mêmes.
>
> Une révolution en Europe, qui apporterait et affermirait le socialisme, devait aussi servir à écarter les obstacles qu'opposait, à la réalisation en Russie d'un système de production socialiste, le retard économique du pays.
>
> Tout cela était très logique et bien fondé dès que l'on admettait l'hypothèse fondamentale : que la Révolution russe doit nécessairement faire partir la révolution européenne. Mais si la chose ne se faisait pas ? ...
>
> Jusqu'ici cette hypothèse ne s'est pas justifiée. Et maintenant on accuse les prolétaires d'Europe d'avoir laissé là et trahi la Révolution russe. Accusation portée contre des inconnus, car qui veut-on rendre responsable de la conduite du prolétariat européen ? (p. 28). »

Et Kautsky de mâcher en supplément que Marx, Engels, Bebel se sont maintes fois trompés en ce qui concerne l'avènement de la révolution attendue par eux, mais que jamais ils n'ont fondé leur tactique sur une révolution « à *une date déterminée* » (p. 29), tandis que les bolchéviks ont, prétend-il, « mis tout leur enjeu sur la révolution générale en Europe ».

Nous avons reproduit à dessein ce long passage, afin de montrer clairement au lecteur avec quelle « habileté » Kautsky contrefait le marxisme en lui substituant un point de vue petit-bourgeois, plat et réactionnaire.

Premièrement, attribuer à son adversaire une sottise manifeste pour ensuite la réfuter, n'est pas le fait d'hommes très intelligents. Si les bolchéviks avaient fondé leur tactique sur l'attente d'une révolution à *une date déterminée* dans les autres pays, c'eût été une sottise incontestable. Mais le Parti bolchévik n'a pas fait cette sottise : dans ma lettre aux ouvriers américains (20 août 1918) je récuse explicitement cette sottise en disant que nous comptons sur la révolution américaine, mais non à une date déterminée. Dans ma polémique contre les socialistes-révolutionnaires de gauche et les « communistes de gauche » (janvier-mars 1918), j'ai maintes fois développé la même idée. Kautsky a commis un petit... un tout petit escamotage, sur lequel il a fondé sa critique du bolchévisme. Il a mêlé ensemble la tactique qui compte sur une révolution, européenne à une date plus ou moins

rapprochée, mais non déterminée, et la tactique qui compte sur une révolution européenne à une date déterminée. Une fraude insignifiante, tout à fait insignifiante !

La seconde tactique est une sottise. La première est *obligatoire* pour un marxiste, pour tout prolétaire révolutionnaire et internationaliste ; *obligatoire,* puisqu'elle seule, fidèle aux principes marxistes, tient exactement compte de la situation objective engendrée par la guerre dans tous les pays d'Europe ; seule elle répond aux tâches internationales du prolétariat.

En substituant à l'importante question des principes de la tactique révolutionnaire en général, la question mesquine de l'erreur qu'auraient pu commettre les révolutionnaires bolchéviks, mais qu'ils n'ont pas commise, Kautsky renie ni plus ni moins la tactique révolutionnaire en général !

Renégat en politique, *il ne sait même pas* en théorie *poser la question* des prémisses objectives de la tactique révolutionnaire.

Et nous en venons ici au deuxième point.

En second lieu, compter sur la révolution européenne est obligatoire pour un marxiste, du moment qu'on se trouve en présence d'une *situation révolutionnaire.* C'est une vérité première du marxisme, que la tactique du prolétariat socialiste ne peut être la même quand la situation est révolutionnaire et quand elle ne l'est pas.

Si Kautsky avait posé cette question, obligatoire pour un marxiste, il aurait vu que la réponse lui était nettement défavorable. Bien avant la guerre tous les marxistes, tous les socialistes s'accordaient à reconnaître que la guerre européenne créerait une situation révolutionnaire. Du temps que Kautsky n'était pas encore un renégat, il reconnaissait la chose d'une façon claire et précise, en 1902 *(la Révolution sociale),* en 1909 *(le Chemin du pouvoir).* Le Manifeste de Bâle l'a reconnu au nom de la II^{e} Internationale tout entière : ce n'est pas sans raison que dans tous les pays les social-chauvins et les kautskistes (les « centristes », ceux qui balancent entre les révolutionnaires et les opportunistes) craignent comme le feu les déclarations conformes du Manifeste de Bâle.

Par conséquent, l'attente d'une situation révolutionnaire en Europe n'était pas un engouement des bolcheviks ; c'était *l'opinion commune* de tous les marxistes. Lorsque Kautsky élude cette vérité incontestable par des phrases comme celles-ci : les bolcheviks « ont toujours cru à la toute-puissance de la violence et de la volonté », il *dissimule* sous cette phrase sonnant creux sa fuite, et une fuite honteuse, afin de n'avoir pas à envisager la situation révolutionnaire.

Ensuite. Sommes-nous ou non en présence d'une situation révolutionnaire ? Cette question encore, Kautsky n'a pas su la poser. La réponse est fournie par les faits économiques : la famine et la ruine universelles engendrées par la guerre dénotent une situation révolutionnaire. A cette question répondent d'autre part les faits politiques : dès 1915, se manifeste nettement dans *tous* les pays un processus de scission des vieux partis socialistes atteints par la gangrène, un processus *d'abandon* des leaders social-chauvins par les *masses* prolétariennes qui s'orientent à gauche, vers les idées et tendances révolutionnaires, vers les chefs révolutionnaires.

Celui-là seul qui craint la révolution et la trahit pouvait, le 5 août 1918, date à laquelle Kautsky écrivait sa brochure, ne pas voir ces faits. Or maintenant, fin octobre 1918, la révolution monte très vite, à vue d'œil, dans une *série* de pays d'Europe. Le « révolutionnaire » Kautsky, qui veut qu'on le tienne comme avant pour un marxiste, s'est avéré un philistin à courte- vue ; tout comme les philistins de 1847 raillés par Marx, il n'a pas vu approcher la révolution !!

Nous en venons au troisième point.

En troisième lieu, quelles sont les particularités de la tactique révolutionnaire devant la situation révolutionnaire en Europe ? Kautsky, devenu renégat, a eu peur de poser cette question obligatoire pour un marxiste. Il raisonne comme un typique philistin petit-bourgeois ou comme un paysan ignare : La « révolution générale en Europe » a-t-elle éclaté ou non ? Si oui, il est prêt, *lui aussi,* à se faire révolutionnaire ! Mais alors, — dirons-nous, — la première canaille venue (comme ces gredins qui aujourd'hui s'agrippent parfois aux bolchéviks victorieux) n'aurait qu'à se déclarer révolutionnaire !

Sinon, Kautsky se détourne de la révolution ! Kautsky ne comprend absolument rien à cette vérité que ce qui distingue le marxiste révolutionnaire du vulgaire et du petit bourgeois, c'est qu'il sait *prêcher* aux masses ignorantes la nécessité de la révolution qui mûrit, en *démontrer* l'avènement inéluctable, en *expliquer* l'utilité pour le peuple, y *préparer* le prolétariat et toutes les masses travailleuses et exploitées.

Kautsky attribue aux bolchéviks cette chose absurde qu'ils ont mis tout leur enjeu sur une carte, en escomptant que la révolution européenne éclaterait à une date déterminée. Cette absurdité s'est retournée contre Kautsky puisque, d'après lui, la tactique des bolchéviks eût été juste si la révolution européenne s'était faite au 5 août 1918 ! C'est cette date qu'il donne comme étant celle de la composition de sa brochure. Et lorsque, quelques semaines après le 5 août il apparut que la révolution s'ouvrait dans plusieurs pays d'Europe, le reniement de Kautsky, sa falsification du marxisme, son incapacité à raisonner et même à poser les questions en révolutionnaire, se manifestèrent dans toute leur beauté !

> « Accuser de trahison les prolétaires d'Europe, — écrit Kautsky, — c'est porter une accusation contre des inconnus. »

Vous vous trompez, M. Kautsky ! Regardez-vous dans la glace, vous y verrez les « inconnus » que vise cette accusation. Kautsky fait le naïf ; il feint de ne pas comprendre *qui* a lancé cette accusation et *quel* en est le *sens.* En réalité Kautsky sait parfaitement que cette accusation a été et est formulée par les « gauches » allemands, les spartakistes, Liebknecht et ses amis. Cette accusation marque la *claire conscience* du fait que le prolétariat allemand trahissait la révolution russe (et internationale), lorsqu'il étranglait la Finlande, l'Ukraine, la Lettonie, l'Estonie. Cette accusation vise d'abord et par-dessus tout, non la *masse,* toujours accablée, mais les *chefs* qui, comme les Scheidemann et les Kautsky, *n'ont pas rempli* leur devoir, — faire de l'agitation révolutionnaire, de la propagande révolutionnaire, un travail révolutionnaire dans les masses pour en combattre l'inertie, — et qui en réalité marchaient à *l'encontre* des instincts et des aspirations révolutionnaires qui couvent toujours au sein des masses de la classe opprimée. Les Scheidemann ont directement, d'une façon grossière et cynique, et la plupart du temps pour des motifs intéressés, trahi le prolétariat et sont passés du côté de la bourgeoisie. Les kautskistes et les longuettistes ont fait la même chose en hésitant, en oscillant, en jetant des coups d'œil timorés vers les puissants du jour. Par tous ses écrits datant de la guerre, Kautsky a cherché à *étouffer* l'esprit révolutionnaire au lieu de l'entretenir et de le développer.

Que Kautsky ne comprenne même pas l'immense *importance théorique,* l'importance encore plus considérable qu'a pour l'agitation et la propagande, l'« accusation » portée contre les prolétaires d'Europe d'avoir trahi la révolution russe, voilà qui restera comme un monument vraiment historique de ce béotisme petit-bourgeois du chef « moyen » de la social-démocratie officielle allemande. Kautsky ne comprend pas que, sous le régime de censure de l'« Empire » allemand, cette « accusation » est à peu près la seule forme sous laquelle les socialistes allemands qui n'ont pas trahi le socialisme, — Liebknecht et ses amis, — appellent les *ouvriers de leur pays* à se défaire des Scheidemann et des Kautsky, à repousser de tels « chefs », à se libérer de leur prédication qui abêtit et avilit, à se dresser *malgré* eux, *en dehors* d'eux, par-dessus leur tête, vers la révolution, *pour la révolution* !

Kautsky ne comprend pas cela. Comment voulez-vous qu'il comprenne la tactique des bolchéviks ? Peut-on attendre de celui qui renie la révolution en général, qu'il pèse et apprécie les conditions du développement de la révolution dans un des cas les plus « difficiles » ?

La tactique des bolchéviks était juste ; elle était la *seule* tactique internationaliste, puisqu'elle ne reposait pas sur une crainte pusillanime de la révolution mondiale, sur le « scepticisme » petit-bourgeois à son égard, sur le désir étroitement nationaliste de défendre « sa » patrie (la patrie de sa bourgeoisie) et « cracher » sur tout le reste ; elle reposait sur *l'appréciation* juste (et universellement reconnue avant la guerre, avant le reniement des social-chauvins et des social-pacifistes) des perspectives d'une situation révolutionnaire en Europe. Cette tactique était la seule internationaliste, puisqu'elle faisait le maximum de ce qui est réalisable dans un seul pays *pour* le développement, le soutien, l'éveil de la révolution *dans tous les pays.* Cette tactique s'est vérifiée par un immense succès, car le bolchévisme (non point en raison des mérites des bolcheviks russes, mais à cause de la plus profonde et universelle sympathie des *masses* pour cette tactique, révolutionnaire en fait) est devenu le bolchévisme *mondial* ; il a donné une idée, une théorie, un programme, une tactique qui se distinguent concrètement, dans la pratique, du social-chauvinisme et du social-pacifisme. Le bolchévisme a porté le coup de grâce à la vieille Internationale pourrie des Scheidemann et des Kautsky, des Renaudel et des Longuet, des Henderson et des MacDonald, qui vont maintenant se jeter dans les jambes l'un de l'autre en « rêvant » d'unité et en s'efforçant de ressusciter un cadavre. Le bolchévisme a *créé* les fondements idéologiques et tactiques d'une

III[e] Internationale, vraiment prolétarienne et communiste, — et qui tient compte à la fois des conquêtes de l'époque de paix, et de l'expérience de *l'époque déjà commencée des révolutions.*

Le bolchévisme a popularisé dans le monde entier l'idée de la « dictature du prolétariat » ; ces termes, il les a traduits du latin d'abord en russe, et puis dans *toutes* les langues du monde : il a montré par l'exemple du *pouvoir des Soviets* que *même* dans un pays arriéré, les ouvriers et les paysans pauvres, même les moins expérimentés, les moins instruits, les moins accoutumés à l'organisation, *ont pu* durant une année, au milieu de difficultés inouïes, en luttant contre les exploiteurs (qu'épaulait la bourgeoisie du monde *entier),* sauvegarder le pouvoir des travailleurs, créer une démocratie infiniment plus haute et plus large que toutes les démocraties antérieures du monde et *inaugurer* le travail créateur de dizaines de millions d'ouvriers et de paysans pour l'application pratique du socialisme.

En fait le bolchévisme a puissamment aidé au développement de la révolution prolétarienne en Europe et en Amérique, comme pas un parti ne l'a réussi jusqu'à ce jour dans aucun pays. Tandis que les ouvriers du monde entier se rendent compte, chaque jour plus nettement, que la tactique des Scheidemann et des Kautsky ne les a libérés ni de la guerre impérialiste, ni de l'esclavage salarié à l'égard de la bourgeoisie impérialiste ; que cette tactique ne saurait servir de modèle pour tous les pays, — les masses prolétariennes de tous les pays se rendent compte, chaque jour plus nettement, que le bolchévisme a indiqué la voie juste à suivre pour se débarrasser des horreurs de la guerre et de l'impérialisme, et que le bolchévisme *peut servir de modèle de tactique pour tous.* La Révolution prolétarienne mûrit à vue d'œil, non seulement en Europe, mais dans le monde entier, et c'est la victoire du prolétariat en Russie qui l'a favorisée, précipitée et soutenue. Tout cela ne suffit pas pour la victoire complète du socialisme ? Evidemment non. Un seul pays ne peut faire davantage. Toutefois, grâce au pouvoir des Soviets, ce pays à lui seul a tant fait que, même si l'impérialisme mondial venait demain à écraser le pouvoir soviétique russe, mettons par une coalition des impérialismes allemand et anglo-français, même dans cette pire d'entre les pires éventualités, la tactique bolchévique n'en aurait pas moins été de la plus grande utilité pour le socialisme et aurait épaulé la croissance de l'invincible révolution mondiale.

SERVILITÉ A L'ÉGARD DE LA ROURGEOISIE SOUS COULEUR D'« ANALYSE ÉCONOMIQUE »

Comme nous l'avons déjà dit, le livre de Kautsky devrait s'appeler, — si son titre traduisait fidèlement le contenu, — non pas : *Dictature du prolétariat,* mais bien *Réédition des attaques de la bourgeoisie contre les bolchéviks.*

Les vieilles « théories » des menchéviks sur le caractère bourgeois de la Révolution russe, c'est-à-dire la vieille déformation du marxisme par les menchéviks *(réfutée* par Kautsky en 1905 !), notre théoricien nous les ressert aujourd'hui. Il nous faudra nous arrêter à cette question, si fastidieuse qu'elle soit pour les marxistes russes.

La Révolution russe est une révolution bourgeoise, disaient tous les marxistes de Russie avant 1905. Substituant le libéralisme au marxisme, les menchéviks en inféraient : par conséquent, le prolétariat ne doit pas aller au delà de ce qui est acceptable pour la bourgeoisie ; il doit mener une politique d'entente avec elle. Les bolchéviks disaient que c'était là une théorie bourgeoise libérale. La bourgeoisie s'efforce de procéder à la réorganisation de l'Etat à la manière bourgeoise, *réformiste* et non à la manière révolutionnaire, en maintenant autant que possible et la monarchie et la grande propriété foncière, etc. Le prolétariat doit mener la révolution démocratique bourgeoise jusqu'au bout, sans se laisser « lier » par le réformisme de la bourgeoisie. Le rapport des forces de *classe* dans la révolution bourgeoise, les bolchéviks le formulaient ainsi : le prolétariat en s'adjoignant la paysannerie, neutralise la bourgeoisie libérale et détruit entièrement la monarchie, la féodalité, la grande propriété foncière.

C'est dans l'alliance du prolétariat avec la paysannerie *en général* que se marque le caractère bourgeois de la révolution, car la paysannerie en général se compose de petits producteurs placés sur le terrain de la production marchande. Ensuite, ajoutaient alors même les bolchéviks, le prolétariat s'adjoint *tout le semi-prolétariat* (tous les travailleurs et exploités), neutralise la paysannerie moyenne et *jette à terre* la bourgeoisie : c'est ce qui distingue la révolution socialiste de la révolution démocratique bourgeoise (voir ma brochure de 1905 : *Deux tactiques,* réimprimée dans le recueil : *12 années,* Saint-Pétersbourg, 1907).

Kautsky a pris une part indirecte à cette discussion de 1905 lorsque, interrogé par Plékhanov alors menchévik, il se prononça quant au fond *contre lui,* ce qui avait provoqué, à l'époque, les railleries de la presse bolchévique. Maintenant Kautsky n'a pas *un mot* pour évoquer les discussions d'alors (il craint d'être confondu par ses propres déclarations !), enlevant ainsi au lecteur allemand toute possibilité de comprendre ce dont il s'agit. M. Kautsky

ne pouvait, en 1918, raconter aux ouvriers allemands qu'en 1905 il était pour l'alliance des ouvriers avec les paysans, et non avec la bourgeoisie libérale ; ni quelles étaient les conditions, quel était le programme qu'il préconisait pour cette alliance.

Ayant fait marche arrière, Kautsky, sous couleur d'« analyse économique », avec des phrases orgueilleuses sur le « matérialisme historique », plaide aujourd'hui la subordination des ouvriers à la bourgeoisie, et il rabâche à l'aide de citations empruntées au menchévik Maslov[57] les vieilles conceptions libérales des menchéviks ; de plus il démontre, citations à l'appui, une idée nouvelle — le retard de la Russie, — et de cette idée-là il tire la vieille déduction, que dans une révolution bourgeoise on ne saurait aller plus loin que la bourgeoisie ! Cela, en dépit de tout ce qu'ont dit Marx et Engels, en comparant la révolution bourgeoise de 1789-1793 en France à la révolution bourgeoise de 1848 en Allemagne !

Avant de passer au principal « argument » et au contenu essentiel de l'« analyse économique » de Kautsky, remarquons que les premières phrases révèlent déjà une singulière confusion d'idées ou un manque de réflexion chez leur auteur.

« La base économique de la Russie, — vaticine notre « théoricien », — est aujourd'hui encore l'agriculture, et notamment la petite production paysanne. Elle fait vivre environ les quatre cinquièmes, sinon les cinq sixièmes de ses habitants » (p. 45). Tout d'abord, aimable théoricien, vous êtes-vous demandé combien il pouvait y avoir d'exploiteurs parmi cette masse de petits producteurs ? Evidemment, pas plus d'un dixième, et encore moins dans les villes, puisque la grosse production y est plus développée. Prenez même un chiffre invraisemblablement élevé. Mettez qu'un cinquième des petits producteurs sont des exploiteurs perdant leurs droits électoraux. Même alors il s'ensuivra que les bolchéviks qui formaient 66 % au V^e^ congrès des Soviets représentaient la *majorité de la population.* Et il faut encore ajouter à cela qu'une partie considérable des socialistes-révolutionnaires de gauche a toujours été pour le pouvoir soviétique, c'est-à-dire qu'en principe *tous* les socialistes-révolutionnaires de gauche étaient pour le pouvoir soviétique ; et lorsqu'une partie d'entre eux se fut lancée dans cette aventure qu'a été le soulèvement de juillet 1918, deux nouveaux partis se détachèrent de l'ancien : celui des « communistes populistes » et celui des « communistes révolutionnaires » (parmi les socialistes-révolutionnaires de gauche marquants, que leur ancien parti avait proposés aux plus importants postes d'Etat, se trouvaient, par exemple, Sax, pour le premier groupe, et Kolégaev pour le second). Par conséquent, Kautsky lui-même a réfuté — sans le faire exprès ! — la ridicule légende d'après laquelle les bolchéviks n'auraient pour eux que la minorité de la population.

En second lieu, aimable théoricien, avez-vous songé à ceci que le petit producteur paysan balance *nécessairement* entre le prolétariat et la bourgeoisie ? Cette vérité marxiste confirmée par toute l'histoire de l'Europe moderne, Kautsky l'a « oubliée » fort à propos, car elle réduit en poussière toute la « théorie » menchévique reprise par lui ! Si Kautsky n'avait pas « oublié » cela, il n'aurait pu nier la nécessité de la dictature du prolétariat dans un pays à prédominance de petits producteurs paysans.

Examinons le contenu essentiel de l'« analyse économique » de notre théoricien.

Que le pouvoir soviétique soit une dictature, voilà qui est indéniable, dit Kautsky. « Mais est-ce bien la dictature du *prolétariat* ? » (p. 34.)

> « Ils [les paysans] forment, d'après la Constitution soviétique, la majorité de la population ayant le droit de participer à la législation et à l'administration. Ce qu'on nous présente comme une dictature du *prolétariat* ne serait, si elle était appliquée d'une façon conséquente et qu'une classe pût en général assurer directement la dictature, ce qui n'est possible qu'à un parti, — ne serait que la dictature de la *paysannerie* (p. 35). »

Eminemment satisfait d'un raisonnement aussi profond et aussi spirituel, le bon Kautsky essaie d'ironiser : « Il suivrait de là que la réalisation la plus indolore du socialisme est assurée lorsqu'on la confie aux mains des paysans » (p. 35).

Avec force détails et une série de citations extrêmement savantes empruntées au demi-libéral Maslov, notre théoricien s'attache à démontrer cette idée nouvelle que les paysans ont intérêt à voir monter les prix du blé et diminuer le salaire des ouvriers de la ville, etc., etc. Ces nouvelles idées sont, au fait, exposées d'une façon d'autant plus ennuyeuse qu'il est réservé moins d'attention aux phénomènes vraiment nouveaux de l'après-guerre, par exemple : les paysans exigent en échange du blé, non de l'argent mais des marchandises ; les paysans

manquent d'instruments qu'ils ne peuvent, pour tout l'or du monde, se procurer en quantité nécessaire. Nous reviendrons là-dessus.

Ainsi Kautsky accuse les bolchéviks, parti du prolétariat, d'avoir remis la dictature, remis la réalisation du socialisme aux mains de la paysannerie petite-bourgeoise. Fort bien, monsieur Kautsky ! Quelle devrait donc être, selon votre avis éclairé, l'attitude d'un parti prolétarien à l'égard de la paysannerie petite-bourgeoise ?

Notre théoricien a préféré se taire là-dessus. Il songeait sans doute au proverbe : « La parole est d'argent, mais le silence est d'or. » Cependant Kautsky s'est trahi par la réflexion suivante :

> « Au début [de la République soviétique] les Soviets paysans étaient des organisations de la *paysannerie* en général. Aujourd'hui [cette République] proclame que les Soviets sont des organisations de prolétaires et de paysans pauvres. Les paysans aisés perdent le droit d'élire aux Soviets. Ici le paysan pauvre est reconnu comme un produit permanent et massif de la réforme agraire socialiste sous la « dictature du prolétariat » (p. 48). »

Quelle mordante ironie ! En Russie, on peut l'entendre dans la bouche de n'importe quel bourgeois : tous ils ricanent et s'esclaffent à voir la République soviétique avouer ouvertement l'existence de paysans pauvres. Ils raillent le socialisme. C'est leur droit. Mais le « socialiste » qui trouve matière à raillerie parce que, après quatre années d'une guerre des plus ruineuses, il subsiste chez nous — et il subsistera longtemps — des paysans pauvres, un tel « socialiste » ne pouvait naître que dans le cadre d'un reniement massif.

Ecoutez la suite :

> « ... Elle [la République soviétique] intervient sans aucun doute dans les rapports entre paysans riches et paysans pauvres, mais sans procéder à une nouvelle répartition de la terre. Pour subvenir aux besoins des citadins en moyens de subsistance, des détachements d'ouvriers armés furent envoyés dans les campagnes, qui enlevèrent aux paysans riches le surplus de leurs moyens de subsistance. Une partie fut assignée à la population urbaine, l'autre partie aux paysans pauvres (p. 48). »

Naturellement le socialiste et marxiste Kautsky est profondément indigné à l'idée qu'une semblable mesure puisse s'étendre au delà de la banlieue des grandes villes (et elle s'étend chez nous au pays entier). Le socialiste et marxiste Kautsky remarque doctoralement avec cet indicible, cet incomparable, ce superbe sang-froid (ou stupidité) du philistin : ... « Elles [les expropriations des paysans aisés] apportent un nouvel élément de trouble et de guerre civile dans le processus de la production ... [la guerre civile apportée dans le « processus de la production », n'est-ce pas déjà quelque chose de surnaturel !] ... qui pour s'assainir a un urgent besoin de tranquillité et de sécurité » (p. 49).

En effet, pour la tranquillité et la sécurité des exploiteurs et spéculateurs en blé, qui cachent leurs excédents, sabotent la loi sur le monopole des céréales et réduisent à la famine la population des villes, à cette occasion-là, certes, il sied au marxiste et au socialiste Kautsky de pousser un soupir et de faire couler une larme. Nous sommes tous des socialistes et des marxistes et des internationalistes, lancent en chœur messieurs les Kautsky, les Heinrich Weber (Vienne), les Longuet (Paris), les MacDonald (Londres), d'autres encore ; nous sommes tous pour la révolution de la classe ouvrière, seulement ... seulement de façon à ne pas troubler la tranquillité et la sécurité des spéculateurs en blé ! Et cette immonde servilité envers les capitalistes, nous la couvrons d'une référence « marxiste » au « processus de la production »... Si c'est là du marxisme, qu'est-ce donc alors la servilité devant la bourgeoisie ?

Voyez un peu à quoi aboutit notre théoricien. Il accuse les bolchéviks de faire passer la dictature de la paysannerie pour la dictature du prolétariat. Et dans le même temps il nous accuse de porter la guerre civile dans les campagnes (nous regardons cela comme un *mérite),* d'envoyer au village des détachements d'ouvriers armés qui déclarent ouvertement réaliser la « dictature du prolétariat et de la paysannerie pauvre » ; qui aident cette dernière ; exproprient les spéculateurs et les paysans riches des excédents de blé qu'ils dissimulent en violation de la loi sur le monopole des céréales.

D'une part, notre théoricien marxiste est pour la démocratie pure, pour la soumission de la classe révolutionnaire, guide des travailleurs et des exploités, à la majorité de la population (par conséquent, les exploiteurs y compris). D'autre part, il cherche à démontrer *contre* nous que le caractère de la révolution sera nécessairement bourgeois,

parce que la paysannerie dans son ensemble se place sur le terrain des rapports sociaux bourgeois ; en même temps, il prétend défendre le point de vue prolétarien de classe, le point de vue marxiste !

Au lieu d'une « analyse économique », c'est une salade, une confusion de premier choix. Au lieu du marxisme, ce sont des bribes de doctrines libérales et la prédication de l'esprit de servilité devant la bourgeoisie et devant les koulaks.

Sur la question ainsi embrouillée par Kautsky les bolcheviks ont, dès 1905, projeté toute la lumière. Oui, notre révolution est bourgeoise, *tant* que nous marchons *avec* la paysannerie dans son *ensemble.* Cela nous en avions très nettement conscience, nous l'avons redit des centaines et des milliers de fois depuis 1905 ; jamais nous n'avons essayé de brûler cette étape nécessaire du processus historique, ni de l'abolir à coups de décrets. Les efforts de Kautsky pour nous « confondre » sur ce point ne révèlent que la confusion de ses idées et sa crainte de se rappeler ce qu'il avait écrit en 1905, alors qu'il n'était pas encore renégat.

Mais en 1917, dès le mois *d'avril,* bien avant la Révolution d'Octobre et la prise du pouvoir par nous, nous disions ouvertement et expliquions au peuple : Maintenant la révolution ne pourra s'arrêter là, car le pays a fait du chemin, le capitalisme s'est poussé en avant, la ruine qui atteint des proportions inouïes *exigera* (qu'on le veuille ou non) la marche en avant, *vers le socialisme.* Car autrement il est *impossible* d'aller de l'avant, de sauver le pays épuisé par la guerre, de *soulager* les souffrances des travailleurs et des exploités.

Tout s'est passé exactement comme nous l'avions dit. Le cours de la révolution a confirmé la justesse de notre raisonnement. *D'abord* avec « toute » la paysannerie contre la monarchie, contre les grands propriétaires fonciers, contre la féodalité (et la révolution reste pour autant bourgeoise, démocratique bourgeoise). *Ensuite,* avec la paysannerie pauvre, avec le semi-prolétariat, avec tous les exploités, *contre le capitalisme,* y compris les riches campagnards, les koulaks, les spéculateurs ; et la révolution devient pour autant *socialiste.* Vouloir dresser artificiellement une muraille de Chine entre l'une et l'autre, les séparer *autrement* que par le degré de préparation du prolétariat et le degré de son union avec les paysans pauvres, c'est on ne peut plus dénaturer le marxisme, l'avilir, lui substituer le libéralisme. Cela reviendrait à vouloir, par des références pseudo-scientifiques au caractère progressif de la bourgeoisie par rapport à la féodalité, assumer sournoisement la défense réactionnaire de la bourgeoisie contre le prolétariat socialiste.

Les Soviets représentent entre autres une forme et un type infiniment supérieurs de démocratisme précisément parce que, groupant et faisant participer à la politique la *masse des ouvriers et des paysans,* ils sont l'institution la plus proche du « peuple » (dans le sens où Marx, en 1871, parlait de révolution véritablement populaire), le baromètre le plus sensible du développement des masses, de la croissance de leur maturité politique, de leur maturité de classe. La Constitution soviétique n'a pas été rédigée d'après un « plan » quelconque, ni formée dans des cabinets de travail, ni imposée aux travailleurs par des juristes de la bourgeoisie. Non, cette Constitution *est née* du développement même de la *lutte de classes,* à mesure que mûrissaient les *antagonismes de classes.* La preuve en est fournie précisément par les faits que Kautsky est obligé de reconnaître.

Au début, les Soviets groupaient la paysannerie dans son ensemble. Le manque de culture, l'état arriéré et l'ignorance des paysans pauvres laissaient la direction aux mains des koulaks, des riches, des capitalistes, de la petite bourgeoisie, des intellectuels petits-bourgeois. C'était l'époque de la domination de la petite bourgeoisie, des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires (seuls des niais ou des renégats comme Kautsky peuvent tenir les uns et les autres pour des socialistes). Nécessairement, inévitablement, la petite bourgeoisie hésitait entre la dictature de la bourgeoisie (Kérenski, Kornilov, Savinkov) et la dictature du prolétariat, car la petite bourgeoisie, par les caractères fondamentaux de sa situation économique, est incapable d'aucune action indépendante. Au fait, Kautsky renie entièrement le marxisme : dans son analyse de la révolution russe, il s'en tient à la notion juridique, formelle de « démocratie », dont se sert la bourgeoisie pour masquer sa domination et tromper les masses, et il *oublie* que « démocratie » signifie en fait, parfois *dictature de la bourgeoisie,* parfois réformisme impuissant de la petite bourgeoisie qui se soumet à cette dictature, etc. D'après Kautsky il apparaît qu'il y avait dans un pays capitaliste des partis bourgeois, qu'il y avait un parti prolétarien (les bolchéviks), lequel menait derrière lui la majorité, la masse du prolétariat, *mais qu'il n'y avait pas* de partis petits-bourgeois ! Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires n'auraient pas eu de *racines de classe,* de racines dans la petite bourgeoisie !

Les hésitations de la petite bourgeoisie, des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires ont éclairé les masses et fait abandonner de semblables « chefs » par l'immense majorité de ces masses, par toute la « base », par tous les prolétaires et semi-prolétaires.

Les bolchéviks obtenaient la prédominance dans les Soviets (vers octobre 1917, à Pétrograd et à Moscou) ; parmi les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks la scission s'accentuait.

Le triomphe de la Révolution bolchévique marquait la fin des hésitations ; elle signifiait la destruction complète de la monarchie et de la grande propriété foncière (celle-ci *n'avait pas été* détruite avant la Révolution d'Octobre). Nous avons mené la révolution *bourgeoise jusqu'au bout.* La paysannerie *dans son ensemble* nous a suivis. Son antagonisme à l'égard du prolétariat socialiste ne pouvait se manifester d'emblée. Les Soviets groupaient la paysannerie *en général.* La division en classe au sein de la paysannerie n'avait pas encore mûri, ne s'était pas encore extériorisée.

Ce processus se développa dans l'été et l'automne de 1918. Le soulèvement contre-révolutionnaire des Tchécoslovaques réveilla les koulaks. Une vague de soulèvements koulaks déferla sur la Russie. Ce n'est point les livres ni les journaux, c'est la *vie* qui avait éclairé la paysannerie pauvre sur l'incompatibilité de ses intérêts avec ceux des koulaks, des riches, de la bourgeoisie rurale. Les « socialistes-révolutionnaires de gauche », comme tout parti petit-bourgeois, reflétaient les hésitations des masses, et c'est précisément dans l'été de 1918 qu'ils se scindèrent : une partie d'entre eux fit cause commune avec les Tchécoslovaques (soulèvement à Moscou, pendant lequel Prochian, s'étant emparé — pour une heure ! — du télégraphe, informa la Russie du renversement des bolchéviks ; ensuite, trahison de Mouraviev, commandant en chef de l'armée opposée aux Tchécoslovaques, etc.). L'autre partie, que nous avons mentionnée plus haut, était restée avec les bolchéviks.

L'aggravation de la crise du ravitaillement dans les villes posa avec une acuité croissante le problème du monopole des céréales (problème que le théoricien Kautsky a « oublié » dans son analyse économique, laquelle reprend les vieilleries lues il y a dix ans dans Maslov).

L'ancien Etat des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie, et même l'Etat républicain démocratique, envoyait dans les campagnes des détachements armés qui, en fait, se trouvaient à la disposition de la bourgeoisie. Cela M. Kautsky l'ignore ! Il ne voit point là de « dictature de la bourgeoisie », jamais de la vie ! C'est de la « démocratie pure », surtout si la chose était sanctionnée par un parlement bourgeois ! Qu'Avksentiev et S. Maslov[58], en compagnie des Kérenski, Tsérétéli et autres éléments de ce joli monde de socialistes-révolutionnaires et de menchéviks, aient fait arrêter dans l'été et l'automne de 1917, des membres des comités agraires, Kautsky n'en avait point « entendu parler », il n'en dit mot !

La vérité est que l'Etat bourgeois, qui réalise la dictature de la bourgeoisie au moyen de la république démocratique, ne peut avouer à la face du peuple qu'il sert la bourgeoisie ; il ne peut dire la vérité, il est obligé de ruser.

L'Etat du type de la Commune, l'Etat soviétique, au contraire, dit ouvertement et sans détour la *vérité* au peuple : il déclare qu'il est la dictature du prolétariat et de la paysannerie pauvre, précisément par cette vérité il gagne à soi des dizaines et des dizaines de millions de nouveaux citoyens, opprimés sous n'importe quelle république démocratique, et que les Soviets font participer à la politique, à la *démocratie,* à la gestion de l'Etat. La République des Soviets envoie dans les campagnes des détachements d'ouvriers armés, choisis en premier lieu parmi les plus avancés, ceux des capitales. Ces ouvriers portent le socialisme au village, ils attirent à eux la paysannerie pauvre qu'ils organisent et instruisent ; ils l'aident à *réprimer la résistance de la bourgeoisie.*

Ceux qui sont au courant de la question et ont séjourné à la campagne, disent que c'est seulement dans l'été et l'automne de 1918 que nos campagnes accomplissent *elles-mêmes* leur « Révolution d'Octobre » (c'est-à-dire prolétarienne). Il s'opère un revirement. La vague des soulèvements koulaks fait place à l'essor des paysans pauvres, à la croissance des « comités de paysans pauvres ». On voit augmenter le nombre d'ouvriers commissaires, officiers, commandants de division ou d'armée. Au moment où Kautsky, effrayé par la crise de juillet (1918) et les clameurs de la bourgeoisie, se précipite « en sautillant » derrière elle et écrit toute une brochure où éclate sa conviction que les bolchéviks sont à la veille d'être renversés par la paysannerie : au moment où Kautsky voit dans la défection des socialistes-révolutionnaires de gauche un « rétrécissement » (p. 37) du cercle de ceux qui soutiennent les bolcheviks, dans ce même moment le cercle *réel* des partisans du bolchévisme *s'étend infiniment,* car des dizaines et des dizaines de millions de paysans pauvres, en s'affranchissant de la tutelle et de l'influence des koulaks et de la bourgeoisie rurale, s'éveillent à une vie politique *indépendante.*

Nous avons perdu des centaines de socialistes-révolutionnaires de gauche, intellectuels sans caractère ou koulaks ruraux ; nous avons conquis des millions de représentants de la paysannerie pauvre. *[Le VI*^{e} *congrès des Soviets*

(7-9 novembre 1918) comprenait 967 délégués avec voix délibérative, dont 950 bolchéviks, et 351 délégués avec voix consultative, dont 335 bolchéviks. Soit 97 % de bolchéviks.]

Un an après la Révolution prolétarienne dans les capitales, a éclaté, sous son influence et avec son concours, la révolution prolétarienne dans les campagnes les plus reculées ; elle a définitivement affermi le pouvoir soviétique et le bolchévisme et fait la preuve définitive qu'à l'intérieur du pays il n'est point de force capable de s'opposer à ce dernier.

Après avoir achevé, avec la paysannerie en général, la révolution démocratique bourgeoise, le prolétariat de Russie est passé définitivement à la révolution socialiste, ayant réussi à scinder la campagne, à s'adjoindre les prolétaires et les semi-prolétaires ruraux, à les grouper contre les koulaks et la bourgeoisie, y compris la bourgeoisie paysanne.

Si le prolétariat bolchevik des capitales et des grands centres industriels n'avait pas su grouper autour de lui les pauvres de la campagne et les dresser contre la paysannerie riche, la preuve eût été faite que la Russie n'était pas « mûre » pour la révolution socialiste ; dès lors la paysannerie serait restée « une », c'est-à-dire qu'elle serait restée sous la domination économique, politique et morale des koulaks, des riches, de la bourgeoisie ; la révolution ne serait pas sortie du cadre de la révolution démocratique bourgeoise. (Mais là encore, soit dit entre parenthèses, la preuve n'aurait pas été faite que le prolétariat ne devait pas prendre le pouvoir, car seul le prolétariat a amené effectivement la révolution démocratique bourgeoise au terme de son développement ; seul le prolétariat a fait un effort sérieux pour hâter la révolution prolétarienne mondiale ; seul le prolétariat a créé l'Etat soviétique, deuxième étape après la Commune dans la voie de l'Etat socialiste.)

D'autre part, si le prolétariat bolchévik avait essayé d'emblée, en octobre-novembre 1917, sans avoir su attendre la différenciation des classes à la campagne, sans avoir su la *préparer* ni la réaliser ; s'il avait essayé de « décréter » la guerre civile ou l' « institution du socialisme » à la campagne ; s'il avait essayé de se passer du bloc (de l'alliance) temporaire avec la paysannerie en général, sans faire de concessions au paysan moyen, etc., — c'eût été dénaturer, à la manière blanquiste, le marxisme ; c'eût été une tentative de la minorité pour imposer sa volonté à la majorité ; c'eût été une absurdité théorique, c'eût été ne pas comprendre que la révolution paysanne généralisée est *encore* une révolution bourgeoise et que, *sans une série de transitions, de degrés de transition,* il est impossible dans un pays arriéré, de la transformer en révolution socialiste.

Dans cette question théorique et politique éminemment importante, Kautsky a *tout* confondu et, dans la pratique, il s'est montré simplement un serviteur de la bourgeoisie hurlant contre la dictature du prolétariat.

Kautsky a apporté la même confusion, sinon une plus grande encore, dans une autre question d'un intérêt et d'une importance considérables, à savoir : l'action *législative* de la République soviétique quant à la transformation agraire, — transformation socialiste extrêmement difficile et en même temps d'une importance considérable, — a-t-elle été organisée d'une façon juste en principe et conduite d'une façon rationnelle ? Nous saurions infiniment gré à tout marxiste d'Europe occidentale, qui, après avoir pris connaissance tout au moins des principaux documents, ferait la *critique* de notre politique. Il nous rendrait un immense service, et il aiderait d'autre part la révolution qui mûrit dans le monde entier. Mais Kautsky nous offre, en guise de critique, une invraisemblable confusion théorique, qui transforme le marxisme en libéralisme ; or, pratiquement ce ne sont qu'attaques stériles, haineuses et philistines contre les bolchéviks. Que le lecteur en juge :

« La grande propriété foncière ne pouvait être maintenue du fait de la révolution. Cela apparut clairement dès le début. Force était de la transmettre à la population paysanne... » (C'est faux, M. Kautsky : vous substituez ce qui est « clair » pour vous à ce que les différentes *classes* pensent de cette question. L'histoire de la révolution a démontré que le gouvernement de coalition des bourgeois avec les petits bourgeois, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, pratiquait une politique de maintien de la grande propriété foncière. La preuve en a été faite surtout par la loi S. Maslov et l'arrestation des membres des comités agraires. Sans la dictature du prolétariat, la « population paysanne » n'aurait pas vaincu le propriétaire foncier allié au capitaliste.)

«... Cependant il n'y avait aucune unanimité sur la question de savoir dans quelle forme cela devait se faire. Diverses solutions s'offraient... (Kautsky se préoccupe surtout de l'« unanimité » des « socialistes », quelles que soient les personnes qui se réclament de ce nom. Mais que les classes fondamentales de la société capitaliste doivent arriver à des solutions différentes, c'est ce qu'il oublie)... Du point de vue socialiste, la solution la plus rationnelle eût été de transformer les grandes entreprises en propriété d'Etat et de confier aux paysans qui jusque-là y étaient occupés comme ouvriers salariés, la culture des grandes propriétés sous forme d'associations. Mais

cette solution suppose une main-d'œuvre rurale comme n'en possède pas la Russie. Une autre solution eût été de transformer en propriété d'Etat la grande propriété foncière, de la partager en petits lots que prendraient à bail les paysans possédant peu de terre. On aurait ainsi réalisé encore une parcelle de socialisme »...

Kautsky s'en tire, comme toujours, par le fameux : on doit reconnaître sans reconnaître tout en reconnaissant. Il *juxtapose* différentes solutions, sans songer à la question, — la seule juste, la seule marxiste, — de savoir quelles doivent être les *transitions* du capitalisme au communisme dans telles ou telles *conditions particulières.* Il y a en Russie des salariés agricoles, mais ils ne sont pas nombreux, et Kautsky n'a pas analysé la question *posée* par le pouvoir soviétique, de savoir comment passer à la culture de la terre en commun et par associations. Le plus curieux cependant, c'est que Kautsky veut voir une « parcelle de socialisme » dans la cession à bail de petits lots de terre. En réalité, c'est un mot d'ordre *petit-bourgeois* et il n'y a là *rien* de « socialiste ». Si l'« Etat » qui donne la terre à ferme *n'est pas* un Etat du type de la Commune, mais une république bourgeoise parlementaire (telle est précisément la sempiternelle hypothèse de Kautsky), la location de la terre par petits lots sera une *réforme libérale* typique.

Kautsky ne souffle mot de l'abolition de *toute* propriété de la terre par le pouvoir soviétique. Bien pis. Il se livre à un incroyable escamotage en citant les décrets du pouvoir soviétique de façon à omettre l'essentiel.

Après avoir déclaré que « la petite production aspire à la propriété privée absolue de ses moyens de production », que la Constituante aurait été la « seule autorité » capable d'empêcher le partage (affirmation qui provoquera des éclats de rire en Russie, car chacun sait que les ouvriers et les paysans reconnaissent *uniquement* l'autorité des Soviets, et que la Constituante est devenue le mot d'ordre des Tchécoslovaques et des grands propriétaires fonciers), Kautsky poursuit :

> « Un des premiers décrets du Gouvernement soviétique déclarait: 1. La grande propriété foncière est abolie immédiatement, sans aucune indemnité ; 2. Les domaines des grands propriétaires fonciers ainsi que les terres des apanages, des couvents, de l'Eglise, avec tout leur cheptel mort et vif, leurs bâtiments, et toutes leurs dépendances, passent aux comités agraires de canton et aux Soviets des députés paysans de district, jusqu'à ce que la question agraire soit réglée par l'Assemblée constituante. »

Kautsky *ne* cite *que ces deux paragraphes* et conclut :

> « La référence à l'Assemblée constituante est restée lettre morte. En fait, les paysans des divers cantons pouvaient faire de la terre ce qu'ils voulaient (p. 47). »

Voilà des échantillons de la « critique » de Kautsky ! Voilà un travail « scientifique » qui ressemble singulièrement à un faux ! On suggère au lecteur allemand que les bolchéviks ont capitulé devant la paysannerie dans la question de la propriété privée de la terre ! que les bolchéviks ont laissé les paysans faire chez eux en ordre dispersé (« par cantons ») ce qu'ils voulaient !

En réalité le décret cité par Kautsky — le premier décret rendu le 26 octobre 1917 (vieux style) — comporte non pas deux mais cinq articles, *plus* huit articles du « Mandat[59] », lequel — y est-il dit — « doit servir de guide ».

L'article 3 du décret porte que les exploitations passent « a à *p e u p l e* », et qu'obligation est faite de dresser le « strict inventaire de tous les biens confisqués » et d'en assurer la « garde révolutionnaire rigoureuse ». Dans le Mandat il est dit que « le droit de propriété privée sur la terre est aboli pour toujours », que les « terrains comprenant des exploitations hautement développées » « *ne seront pas partagés* » ; que « tout le cheptel mort et vif des terres confisquées passe sans indemnité de rachat en jouissance exclusive à l'Etat ou aux communautés suivant la superficie et l'importance de ces terres » ; que « toutes les terres sont intégrées au fonds agraire du peuple ».

Ensuite, en même temps qu'est prononcée la dissolution de l'Assemblée constituante (5/1 1918), le III^{e} congrès des Soviets adopte une « *Déclaration des droits* du peuple travailleur et exploité », actuellement comprise dans la loi fondamentale de la République soviétique. L'article II, paragraphe 1 de cette Déclaration porte que « la propriété privée de la terre est abolie » et que « les domaines et entreprises agricoles modèles sont déclarés propriété nationale ».

Par conséquent, la référence à l'Assemblée constituante *n'est pas* restée lettre morte, puisqu'une autre institution représentative nationale, dont l'autorité morale est infiniment plus grande aux yeux des paysans, s'est chargée de régler la question agraire.

Ensuite, le 6 (19) février 1918 fut promulguée la loi sur la socialisation de la terre qui, une fois de plus, confirme l'abolition de toute propriété de la terre et remet la gestion des terres et de *tout* le cheptel *des propriétés privées* aux autorités soviétiques, sous *le contrôle du pouvoir soviétique fédéral* ; cette gestion des terres a pour objet de

> développer les exploitations agricoles collectives plus avantageuses au point de vue de l'économie du travail et des produits, par absorption des exploitations individuelles, en vue d'assurer la transition à l'économie socialiste (art. 11, paragraphe *e*).

A la question essentielle : « Qui a le droit de jouir de la terre ? » cette loi, en instituant la jouissance *égalitaire* du sol, répond :

> Art. 20. Dans l'étendue de la République fédérative soviétique de Russie, peuvent jouir de lots de terre — en vue d'assurer des besoins publics et personnels : A) pour les œuvres de culture et d'éducation : 1. L'Etat représenté par les organes du pouvoir soviétique (fédéral, région, province, district, canton et commune). 2. Les organisations publiques (sous le contrôle et avec l'autorisation du pouvoir soviétique local). B) Aux fins d'exploitation agricole : 3. Les communes agricoles. 4. Les associations agricoles. 5. Les communautés rurales. 6. Les familles ou individus...

Le lecteur le voit, Kautsky a complètement dénaturé les choses ; il a présenté au lecteur allemand, sous un jour absolument faux, la politique agraire et la législation agraire de l'Etat prolétarien en Russie.

Quant aux questions théoriques importantes, fondamentales, Kautsky n'a même pas su les poser.

Ces questions, les voici :

1. Jouissance égalitaire du sol et

2. Nationalisation de la terre, — rapport de l'une et l'autre de ces mesures avec le socialisme en général et avec la transition du capitalisme au communisme en particulier.

3. Culture de la terre en commun, comme transition de la petite exploitation agricole morcelée à la grande exploitation collective. La façon dont cette question est posée dans la législation soviétique satisfait-elle aux exigences du socialisme ?

Sur la première question il importe d'établir avant tout les deux faits fondamentaux que voici : a) Compte tenu de l'expérience de 1905 (je me réfère par exemple à mon ouvrage traitant de la question agraire dans la première révolution russe), les bolchéviks ont marqué la portée démocratique progressive et démocratique révolutionnaire du mot d'ordre d'égalisation, et en 1917, *avant* la Révolution d'Octobre, ils en ont parlé expressément ; b) en promulguant la loi sur la socialisation de la terre, — loi dont l'« âme » est le mot d'ordre de jouissance égalitaire du sol, — les bolchéviks ont déclaré avec la précision et la netteté les plus parfaites : cette idée n'est pas la nôtre, nous ne sommes pas d'accord avec ce mot d'ordre, nous croyons de notre devoir de l'appliquer puisque telle est la revendication de l'immense majorité des paysans. Or, idée et revendications de la majorité des travailleurs doivent être *abandonnées par eux-mêmes* ; on ne saurait ni les « annuler », ni « sauter » par-dessus. Nous, bolchéviks, nous *aiderons* les paysans à abandonner les mots d'ordre petits-bourgeois, pour *passer* le plus vite et le plus facilement possible aux mots d'ordre socialistes.

Un théoricien marxiste qui, par son analyse scientifique, voudrait aider la révolution ouvrière, devrait répondre, d'abord, s'il est vrai que l'idée de la jouissance égalitaire du sol a une importance démocratique révolutionnaire, dans le sens de l'achèvement de la révolution démocratique *bourgeoise*. Ensuite, les bolchéviks ont-ils eu raison de faire adopter par l'appoint de leurs voix (et en l'observant avec la plus grande loyauté) la loi petite-bourgeoise sur l'égalisation ?

Kautsky n'a pas su même *voir* où est théoriquement le nœud de la question !

Kautsky n'aurait jamais réussi à démentir que l'idée de l'égalisation est un facteur progressif et révolutionnaire dans la révolution démocratique bourgeoise. Cette révolution ne peut aller au delà. En allant jusqu'au bout, elle démontre devant les masses d'une façon *d'autant plus claire, plus rapide* et *plus facile, l'insuffisance* des solutions démocratiques bourgeoises, la nécessité de sortir de leur cadre, de passer au *socialisme.*

La paysannerie qui a renversé le tsarisme et les grands propriétaires fonciers rêve d'égalisation, et aucune force au monde ne pourrait s'opposer aux paysans libérés des propriétaires et de l'Etat républicain parlementaire *bourgeois.* Les prolétaires disent aux paysans : Nous vous aiderons à parvenir jusqu'au capitalisme « idéal », car l'égalisation dans la jouissance du sol c'est le capitalisme idéalisé au point de vue du petit producteur. Et en même temps, nous vous montrerons l'insuffisance de ce système, la nécessité de passer à la culture collective de la terre.

Il serait intéressant de voir comment Kautsky s'y prendrait pour réfuter la justesse d'une *telle* direction de la lutte des paysans de la part du prolétariat !

Mais Kautsky a préféré éluder la question...

Ensuite, il a bel et bien trompé les lecteurs allemands en leur dissimulant que, *dans la loi* sur la terre, le pouvoir soviétique a donné *nettement* la préférence aux communes et aux associations qu'il a mises au premier plan.

Avec la paysannerie, jusqu'au bout de la révolution démocratique bourgeoise ; avec la partie pauvre, prolétarienne et semi-prolétarienne de la paysannerie, en avant vers la révolution socialiste ! Telle a été la politique des bolchéviks, et c'était la seule politique marxiste.

Or, Kautsky s'embrouille, incapable de poser la moindre question ! D'une part, il n'ose *pas* dire que les prolétaires devraient se séparer des paysans sur le problème de l'égalisation, car il sent l'absurdité d'une semblable rupture (de plus en 1905, alors qu'il n'était pas encore renégat, Kautsky défendit d'une façon claire et explicite l'alliance des ouvriers et des paysans comme condition du triomphe de la révolution). D'autre part, il cite complaisamment les platitudes libérales du menchévik Maslov, qui « démontre » le caractère utopique et réactionnaire de l'égalité petite-bourgeoise *du point de vue du socialisme* et ne dit rien du caractère progressif et révolutionnaire de la lutte petite-bourgeoise pour l'égalité, pour l'égalisation, *du point de vue de la révolution démocratique bourgeoise.*

Il en résulte chez Kautsky une confusion sans fin. Notez que Kautsky (en 1918) *insiste* sur le caractère *bourgeois* de la révolution russe. Kautsky (en 1918) exige : Ne sortez pas de ce cadre ! Et ce même Kautsky voit une « parcelle de *socialisme* » (pour la révolution *bourgeoise)* dans la réforme *petite-bourgeoise,* dans la location de petits lots de terre aux paysans *pauvres* (c'est-à-dire dans une mesure qui se rapproche de l'égalisation) !!

Comprenne qui pourra !

En outre, Kautsky montre une incapacité de philistin à tenir compte de la politique réelle d'un parti donné. Il cite les *phrases* du menchévik Maslov *ne voulant pas voir* la politique *réelle du* parti menchévik en 1917, lorsque celui-ci, « coalisé » avec les propriétaires fonciers et les cadets, préconisait en fait la *réforme agraire des libéraux et l'entente avec les grands propriétaires fonciers* (témoin : les arrestations de membres des comités agraires et le projet de loi S. Maslov).

Kautsky n'a pas remarqué que les phrases de P. Maslov sur le caractère réactionnaire et utopique de l'égalité petite-bourgeoise masquaient en fait la politique menchévique *d'entente* entre paysans et grands propriétaires fonciers (c'est-à-dire duperie des paysans par les grands propriétaires fonciers), au lieu du renversement *révolutionnaire* des grands propriétaires fonciers par les paysans.

Un joli « marxiste », ce Kautsky !

Précisément les bolcheviks ont su distinguer d'une façon rigoureuse entre la révolution démocratique bourgeoise et la révolution socialiste : c'est en menant jusqu'au bout la première qu'ils ont ouvert la porte à la seconde. Seule politique révolutionnaire, seule politique marxiste.

Et c'est en vain que Kautsky reprend les mots d'esprit baveux des libéraux : « Nulle part et jamais encore les petits paysans n'ont passé à la production collective par l'effet d'une propagande théorique » (p. 50).

Très spirituel !

Nulle part et jamais les petits paysans d'un grand pays n'ont été sous l'influence d'un Etat prolétarien.

Nulle part et jamais les petits paysans n'en étaient venus à une lutte de classe déclarée entre paysans pauvres et paysans riches, voire à la guerre civile entre eux, *où les pauvres auraient eu* l'appui idéologique, politique, économique et militaire du prolétariat au pouvoir.

Nulle part et jamais la guerre n'a à ce point enrichi les spéculateurs et les riches, et ruiné en même temps la masse paysanne.

Kautsky reprend les vieilleries, il rumine une vieille pâture, craignant même de songer aux tâches nouvelles de la dictature prolétarienne.

Et si, cher monsieur Kautsky, les paysans *n'ont pas assez* d'instruments pour la petite production et que l'Etat prolétarien, les *aide* à se procurer des machines pour la culture collective de la terre, est-ce là de la « propagande théorique » ?

Passons au problème de la nationalisation de la terre. Nos populistes, y compris tous les socialistes-révolutionnaires de gauche, nient que la mesure réalisée chez nous soit la nationalisation du sol ; ils font une erreur théorique. Dans la mesure où nous restons dans le cadre de la production marchande et du capitalisme, abolir la propriété privée de la terre, c'est la nationaliser. Le mot « socialisation » n'exprime qu'une tendance, un désir, la préparation du passage au socialisme.

Dès lors, quelle doit être l'attitude des marxistes à l'égard de la nationalisation de la terre ?

Là aussi Kautsky ne sait même pas poser la question théorique ou — ce qui est encore pire — il élude à dessein la question quoiqu'il connaisse, on le sait par les publications russes, les anciennes discussions des marxistes russes sur la nationalisation du sol, la municipalisation (remise des grands domaines aux administrations autonomes locales), sur le partage de la terre.

C'est une véritable insulte au marxisme que l'affirmation de Kautsky prétendant que la remise des grands domaines à l'Etat et leur cession à bail par petits lots aux paysans insuffisamment pourvus de terre, réaliseraient une « parcelle de socialisme ». Nous avons déjà indiqué qu'il n'y a là rien de socialiste. Mieux : il n'y a là rien non plus de la révolution *démocratique bourgeoise* menée jusqu'au bout.

Le grand malheur de Kautsky, c'est qu'il s'est fié aux menchéviks ! Il en est résulté un fait curieux : Kautsky, qui défend le caractère bourgeois de notre révolution et reproche aux bolchéviks de s'être avisés de marcher au socialisme, présente *lui-même* sous couleur de socialisme une réforme libérale, *sans mener cette réforme* jusqu'à éliminer à fond les survivances moyenâgeuses dans les rapports de la propriété foncière ! Comme ses conseilleurs menchéviks, Kautsky s'est montré le défenseur de la bourgeoisie libérale qui craint la révolution, au lieu de défendre la révolution démocratique bourgeoise conséquente.

En effet. Pourquoi transformer en propriété nationale uniquement les grands domaines, et non toutes les terres ? La bourgeoisie libérale arrive à maintenir par là le maximum de l'ancien état de choses (c'est-à-dire le minimum d'esprit de suite dans la révolution) et la plus grande possibilité de retour à cet ancien état de choses. La bourgeoisie radicale, c'est-à-dire celle qui entend mener la révolution bourgeoise jusqu'au bout, formule le mot d'ordre de *nationalisation du sol.*

A une époque très, très reculée — il y a près de vingt ans — Kautsky avait écrit un bel ouvrage marxiste sur la question agraire. Il ne peut donc ignorer les indications de Marx sur ce point, savoir que la nationalisation de la terre est justement un mot d'ordre *conséquent* de la *bourgeoisie.* Kautsky ne peut ignorer la polémique de Marx contre Rodbertus et ses remarquables éclaircissements dans *les Théories de la plus-value,* où il montre d'une façon saisissante l'importance révolutionnaire, dans le sens démocratique bourgeois, de la nationalisation du sol.

Le menchévik P. Maslov, que Kautsky a si malencontreusement choisi comme conseilleur, niait que les paysans russes pussent consentir à la nationalisation de toute la terre (y compris la terre paysanne). Cette conception de Maslov pouvait, jusqu'à un certain point, être liée à sa théorie « originale » (qui copie les critiques bourgeois de Marx), savoir à sa négation de la rente absolue et la reconnaissance de la « loi » (ou du « fait », selon le mot de Maslov) de la « fertilité décroissante du sol ».

En réalité, déjà pendant la révolution de 1905, il était apparu que l'immense majorité des paysans de Russie — communautaires et individuels — étaient pour la nationalisation de toutes les terres. La révolution de 1917 confirma la chose et, après la prise du pouvoir par le prolétariat, la fit aboutir. Les bolcheviks restèrent fidèles au marxisme: ils ne cherchèrent point (en dépit de Kautsky qui nous en accuse, sans l'ombre d'une preuve) à « sauter » pardessus la révolution démocratique bourgeoise. En premier lieu les bolchéviks aidèrent les idéologues démocrates bourgeois de la paysannerie, les plus radicaux, les plus révolutionnaires, les plus proches du prolétariat, savoir les socialistes-révolutionnaires de gauche, à réaliser ce qui était en fait la nationalisation de la terre. La propriété privée du sol a été abolie en Russie depuis le 26 octobre 1917, c'est-à-dire depuis le premier jour de la Révolution socialiste prolétarienne.

C'est ainsi qu'a été créé le fondement le plus parfait pour le développement du capitalisme (ce que Kautsky ne saurait nier sans rompre avec Marx), en même temps qu'a été établi le régime agraire *le plus souple* pour le passage au socialisme. Du point de vue démocratique bourgeois, la paysannerie révolutionnaire russe *ne peut aller plus loin ;* car de ce point de vue, *il ne saurait y avoir* rien de plus « idéal » ni rien de plus « radical » que la nationalisation et la jouissance égalitaire du sol. Ce sont les bolchéviks, et les bolchéviks seuls qui, du fait même de la victoire de la révolution *prolétarienne,* ont aidé la paysannerie à achever réellement la révolution démocratique bourgeoise. Et c'est ainsi seulement qu'ils ont fait le maximum pour faciliter et hâter le passage à la révolution socialiste.

On peut juger par là de l'incroyable confusion qu'offre à ses lecteurs Kautsky, qui accuse les bolchéviks de ne pas comprendre le caractère bourgeois de la révolution et s'écarte lui-même du marxisme au point de *passer sous silence* la nationalisation de la terre et de présenter la réforme agraire libérale la moins révolutionnaire (du point de vue bourgeois), comme une « parcelle de socialisme » !

Nous en venons à la troisième des questions que nous avons soulevées plus haut. Il s'agit de savoir dans quelle mesure la dictature prolétarienne en Russie a compris la nécessité de passer à la culture collective de la terre. Là encore Kautsky commet quelque chose qui ressemble singulièrement à un faux ; il ne cite que les « thèses » d'un bolchevik préconisant le passage au travail de la terre en commun. Après avoir cité une de ces thèses, notre « théoricien » s'exclame d'un air de triomphe :

> « Par malheur, le fait de proclamer une tâche ne signifie pas encore qu'on s'en soit acquitté. L'agriculture collective en Russie est encore, pour le moment, condamnée à rester sur le papier. Nulle part et jamais encore les petits paysans n'ont passé à la production collective par l'effet d'une propagande théorique (p. 50). »

Nulle part et jamais encore il n'y eut de fraude littéraire égale à celle que commet Kautsky. Il cite des « thèses », mais ne dit rien de la *loi* du pouvoir soviétique. Il parle de « propagande théorique », mais ne dit rien du pouvoir d'Etat prolétarien, qui détient usines et marchandises ! Tout ce qu'en 1899 le marxiste Kautsky écrivit dans *la Question agraire* sur les moyens dont dispose l'Etat prolétarien pour amener graduellement les petits paysans au socialisme le renégat Kautsky l'a oublié en 1918.

Certes, les quelques centaines de communes agricoles et d'exploitations soviétiques (c'est-à-dire de grandes propriétés cultivées par des associations d'ouvriers au compte de l'Etat), soutenues par l'Etat, ce n'est pas beaucoup. Mais peut-on appeler « critique » le mutisme de Kautsky sur ce fait ?

La nationalisation de la terre opérée en Russie par la dictature du prolétariat a le mieux assuré l'achèvement de la révolution démocratique bourgeoise, même pour le cas où la victoire de la contre-révolution nous ramènerait de la nationalisation au partage (j'ai analysé spécialement cette éventualité dans un opuscule sur le programme agraire des marxistes dans la révolution de 1905). En outre, la nationalisation de la terre a donné à l'Etat prolétarien le maximum de possibilités pour passer au socialisme dans l'agriculture.

Résumons : Kautsky nous offre, en fait de théorie, un incroyable gâchis avec abandon complet du marxisme ; en pratique, il montre sa servilité devant la bourgeoisie et le réformisme bourgeois. Belle critique, en vérité !

Kautsky commence son « analyse économique » de l'industrie par le magnifique raisonnement que voici :

Il y a en Russie une grande industrie capitaliste. Ne serait-il pas possible d'édifier sur cette base la production socialiste ? « On pourrait le penser, si le socialisme consistait en ce que les ouvriers de telles mines et fabriques se les approprient afin d'exploiter chacune d'elles séparément » (p. 52). « Au moment même où j'écris ces lignes — 5 août, — ajoute Kautsky, — on me fait part d'un discours prononcé le 2 août par Lénine, dans lequel il aurait dit : « Les ouvriers tiennent solidement les fabriques dans leurs mains, et les paysans ne rendront pas la terre aux propriétaires fonciers. » Le mot d'ordre « l'usine aux ouvriers, la terre aux paysans » n'a pas été jusqu'ici une revendication social-démocrate, mais anarcho-syndicaliste » (pp. 52-53).

Nous avons reproduit en entier ce passage, afin que les ouvriers russes qui auparavant respectaient Kautsky, — à juste titre, — se rendent compte eux-mêmes des procédés de ce transfuge passé à la bourgeoisie.

Songez un peu : le 5 août, alors qu'il y avait déjà quantité de décrets sur la nationalisation des fabriques en Russie, et que les ouvriers ne s'étaient « approprié » aucune de ces fabriques, mais que *toutes* étaient devenues la propriété de la République, le 5 août, Kautsky, en se basant sur une interprétation manifestement malhonnête d'une phrase de mon discours, suggère à ses lecteurs allemands l'idée qu'en Russie les fabriques sont transmises individuellement aux ouvriers ! Après cela, tout au long de dizaines et de dizaines de lignes, Kautsky sasse et ressasse que l'on ne doit pas remettre séparément les fabriques aux ouvriers.

Ce n'est pas là une critique, mais un procédé de valet de la bourgeoisie, embauché par les capitalistes pour calomnier la révolution ouvrière.

Il faut transmettre les usines à l'Etat, ou à la commune, ou aux sociétés de consommation, écrit encore et encore Kautsky. Et finalement il ajoute :

« C'est cette voie qu'on a cherché maintenant à suivre en Russie... » Maintenant !! Qu'est-ce à dire ? En août ? Kautsky n'aurait-il pu demander à ses Stem, Axelrod ou autres amis de la bourgeoisie russe de lui traduire tout au moins le décret sur les fabriques ?

> « ... Jusqu'où on est allé, on ne le voit pas encore. Ce côté de la République soviétique est en tout cas du plus haut intérêt pour nous, mais, malheureusement, il flotte encore tout à fait dans les ténèbres. Sans doute, on ne manque pas de décrets. .. [C'est pourquoi Kautsky ignore leur *contenu* ou le cache à ses lecteurs !], mais on n'a pas d'informations précises sur l'effet de ces décrets. La production socialiste est impossible sans une statistique ample, détaillée, sûre et d'information rapide. C'est ce que la République soviétique n'a pas encore pu créer jusqu'ici. Ce que nous apprenons de son activité économique est extrêmement contradictoire et impossible à vérifier. C'est là aussi un des résultats de la dictature et de l'écrasement de la démocratie. Il n'y a ni liberté de presse, ni liberté de parole (p. 53). »

Voilà comment on écrit l'histoire ! Dans la presse « libre » des capitalistes et des partisans de Doutov, Kautsky aurait pu puiser des renseignements sur les fabriques passant aux ouvriers... A la vérité, ce « savant sérieux » placé au-dessus des classes est impayable ! Kautsky ne veut rien savoir des innombrables faits attestant que les fabriques sont transmises *uniquement* à la République, qu'elles sont gérées par un organisme du pouvoir des Soviets, le Conseil supérieur de l'Economie nationale, composé principalement de délégués des syndicats ouvriers. Opiniâtrement, avec l'obstination de l'« homme sous cloche de verre » il ne fait que répéter : Donnez-moi une démocratie pacifique, sans guerre civile, sans dictature, avec une bonne statistique. (La République soviétique a crée une Direction de la statistique, composée des meilleurs statisticiens de Russie, mais il va de soi qu'il est impossible d'obtenir vite une statistique idéale.) En un mot, une révolution sans révolution, sans lutte acharnée, sans violences, voilà ce qu'exige Kautsky. C'est comme si l'on exigeait une grève sans le déchaînement des passions entre ouvriers et patrons. Le moyen de distinguer un tel « socialiste » d'un quelconque fonctionnaire libéral !

Et s'appuyant sur ce « matériel concret », c'est-à-dire en omettant avec le plus parfait mépris les faits sans nombre, Kautsky « conclut » :

> « Il est douteux qu'en fait de réalisations pratiques véritables, et non de décrets, le prolétariat russe ait obtenu dans la République des Soviets plus qu'il n'aurait reçu de la Constituante où, comme dans les Soviets, prédominaient des socialistes, quoique d'une autre nuance (p. 58). »

Une perle, n'est-il pas vrai ? Nous conseillons aux admirateurs de Kautsky de diffuser cet apophtegme aussi largement que possible parmi les ouvriers russes. En vérité, Kautsky n'aurait pas pu fournir une meilleure documentation pour faire apprécier la profondeur de sa déchéance politique. Kérenski, lui aussi, était un « socialiste », camarades ouvriers, mais seulement « d'une autre nuance » ! L'historien Kautsky se contente de l'épithète, du titre que se sont « approprié » les socialistes-révolutionnaires de droite et les menchéviks. Quant aux faits attestant que sous Kérenski les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires de droite appuyaient la politique impérialiste et les voleries de la bourgeoisie, l'historien Kautsky ne veut pas en entendre parler. Que l'Assemblée constituante ait donné la majorité justement à ces héros de la guerre impérialiste et de la dictature de la bourgeoisie, cela il le passe discrètement sous silence. Et c'est ce qui veut être une « analyse économique » !...

Pour terminer, voici encore un échantillon de cette « analyse économique ».

> « ... Après neuf mois d'existence la République soviétique, au lieu d'étendre le bien-être général, s'est vue obligée d'expliquer d'où provenait la misère générale (p. 41). »

Les cadets nous ont habitués à ce genre de raisonnements. C'est ainsi que raisonnent tous les serviteurs de la bourgeoisie en Russie. Donnez-nous donc, disent-ils, le bien-être général après neuf mois, au bout de quatre années de guerre ruineuse, alors que le capital étranger vient puissamment en aide au sabotage et aux insurrections de la bourgeoisie en Russie. *En fait,* il n'existe plus aucune différence, pas l'ombre d'une différence entre Kautsky et un bourgeois contre-révolutionnaire. Les discours sucrés accommodés « au socialisme » répètent ce que disent brutalement, sans circonlocutions, sans fard, les partisans de Kornilov, Doutov et Krasnov en Russie.

Ces lignes ont été écrites le 9 novembre 1918. Dans la nuit du 9 au 10, la nouvelle parvenait d'Allemagne du départ de la révolution victorieuse, d'abord à Kiel et dans les autres villes du Nord et du littoral, où le pouvoir est passé aux mains des Soviets des députés ouvriers et soldats, puis à Berlin, où le Soviet a également pris le pouvoir en main.

La conclusion qu'il me restait à écrire pour ma brochure sur Kautsky et la révolution prolétarienne, devient superflue.

10 novembre 1918.

Annexe I - THÈSES SUR L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

[Voir Lénine : Œuvres choisies, t. II, p. 145.]

Annexe II - UN NOUVEAU LIVRE DE VANDERVELDE SUR L'ÉTAT

Ce n'est qu'après avoir lu le livre de Kautsky qu'il m'a été donné de prendre connaissance du livre de Vandervelde : *le Socialisme contre l'Etat* (Paris 1918). La comparaison de ces deux livres s'impose involontairement. Kautsky est le chef idéologique de la II^{e} Internationale (1889-1914) ; Vandervelde en est le représentant officiel, en sa qualité de président du Bureau socialiste international. Tous deux incarnent la faillite complète de la II^{e} Internationale ; « savamment », avec toute l'habileté de journalistes expérimentés, tous deux couvrent de vocables marxistes cette faillite, leur propre krach et leur passage aux côtés de la bourgeoisie. L'un nous montre de façon saisissante ce qu'il y a de typique dans l'opportunisme allemand, pesant, théorique, et qui falsifie grossièrement le marxisme en l'amputant de ce qui est inacceptable pour la bourgeoisie. L'autre est typique de la variété romane, — on peut dire dans une certaine mesure, de la variété européenne-occidentale (dans le sens qu'elle se situe à l'occident de l'Allemagne), — de l'opportunisme dominant. Variété plus souple, moins pesante, et qui falsifie plus subtilement le marxisme au moyen de ce même procédé essentiel.

Tous deux déforment radicalement aussi bien la doctrine de Marx sur l'Etat que sa doctrine sur la dictature du prolétariat ; ce faisant, Vandervelde s'arrête davantage à la première question, Kautsky à la seconde. Tous deux ils estompent la liaison la plus étroite, indestructible entre l'une et l'autre questions. Tous deux sont révolutionnaires et marxistes en paroles, renégats en fait ; ils tendent tous leurs efforts pour se *dérober* à la révolution. Ni l'un ni l'autre n'a l'ombre de ce qui imprègne toutes les œuvres de Marx et d'Engels, et qui

distingue le socialisme en fait de sa caricature bourgeoise, savoir : la mise en lumière des tâches de la révolution, à *la différence* des tâches de la réforme, la mise en lumière de la tactique révolutionnaire à la différence de la tactique réformiste, la mise en lumière du rôle du prolétariat *dans l'anéantissement* du système ou de l'ordre, du régime d'esclavage salarié, — à la différence du rôle du prolétariat des « grandes » puissances, lequel partage avec la bourgeoisie une parcelle du surprofit et du sur-butin impérialistes de cette dernière.

Voici quelques-uns des développements essentiels de Vandervelde à l'appui de cette appréciation.

Vandervelde cite Marx et Engels avec un zèle extrême, de même que Kautsky. Et à l'exemple de Kautsky il cite de Marx et d'Engels tout ce qu'on veut, *sauf* ce qui est absolument inacceptable pour la bourgeoisie, ce qui distingue le révolutionnaire du réformiste. Tout ce que l'on veut en ce qui concerne la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, puisque pratiquement la chose est déjà enfermée dans un cadre exclusivement parlementaire. Que Marx et Engels aient jugé nécessaire, après l'expérience de la Commune, de compléter *le Manifeste communiste* partiellement vieilli, par l'explication de cette vérité que la classe ouvrière ne peut pas simplement s'emparer de la machine d'Etat toute prête, qu'elle doit la *démolir,* là-dessus *pas le moindre mot !* Vandervelde, de même que Kautsky, comme s'ils se fussent entendus, passe sous un silence absolu justement ce qu'il y a de plus essentiel dans *l'expérience* de la révolution prolétarienne, justement ce qui distingue la révolution du prolétariat des réformes de la bourgeoisie.

De même que Kautsky, Vandervelde parle de la dictature du prolétariat pour s'y dérober. Kautsky l'a fait en usant de falsifications grossières. Vandervelde s'en tire d'une façon plus subtile. Dans le paragraphe correspondant, le paragraphe 4, sur la « conquête prolétarienne du pouvoir politique », il consacre le point «5» à la question de la « dictature collective du prolétariat » ; il « cite » Marx et Engels (je répète : en omettant justement ce qui a trait au plus essentiel, à la *démolition* de la vieille machine d'Etat démocratique bourgeoise), et il conclut :

> « ... Telle est bien, en effet, l'idée que l'on se fait communément, dans les milieux socialistes, de la révolution sociale : une nouvelle Commune, cette fois victorieuse, non plus sur un seul point, mais dans les principaux centres du monde capitaliste.
>
> Hypothèse ; mais hypothèse qui n'a rien d'improbable, en ces temps où il apparaît déjà que l'après-guerre connaîtra, dans nombre de pays, des antagonismes de classes et des convulsions sociales inouïes.
>
> Seulement, si l'échec de la Commune de Paris — sans parler des difficultés de la Révolution russe — prouve quelque chose, c'est bien l'impossibilité de venir à bout du régime capitaliste aussi longtemps que le prolétariat ne sera pas suffisamment préparé à exercer le pouvoir que les circonstances pourraient lui faire tomber dans les mains (p. 73). »

Et plus rien, absolument, quant au fond !

Les voilà bien, les chefs et représentants de la II^e^ Internationale ! En 1912 ils signent le Manifeste de Bâle, où ils parlent expressément de la liaison entre la guerre qui allait éclater en 1914 et la révolution prolétarienne dont ils faisaient nettement entrevoir la *menace.* Et lorsque la guerre est venue et qu'une situation révolutionnaire s'est créée, ils commencent, ces Kautsky et ces Vandervelde, à se dérober à la révolution. Voyez-vous : la révolution du type de la Commune ne serait qu'une hypothèse, laquelle n'est pas invraisemblable ! Développement tout à fait analogue à celui de Kautsky sur le rôle possible des Soviets en Europe.

Mais ce raisonnement est celui de tout *libéral* instruit qui, aujourd'hui, conviendra à coup sûr que la nouvelle commune « n'est pas invraisemblable » ; que les Soviets auront à jouer un grand rôle, etc. Le révolutionnaire prolétarien se distingue du libéral en ce sens que, comme théoricien, il analyse justement la nouvelle signification de la Commune et des Soviets en tant que type *d'Etat.* Vandervelde *passe sous silence* tout ce qu'exposent en détail, à ce sujet, Marx et Engels, en analysant l'expérience de la Commune.

Comme praticien, comme politique, le marxiste devrait établir que seuls des traîtres au socialisme pourraient maintenant faire abandon de cette tâche : établir la nécessité de la révolution prolétarienne (du type de la Commune, du type des Soviets, ou, admettons, d'un quelconque troisième type) ; expliquer la nécessité de s'y préparer, faire la propagande dans les masses en faveur de la révolution, réfuter les préjugés petits-bourgeois hostiles à la révolution, etc.

Ni Kautsky, ni Vandervelde n'en font rien, justement parce qu'ils sont eux-mêmes traîtres au socialisme, et qu'ils veulent conserver auprès des ouvriers une réputation de socialistes et de marxistes.

Considérez la position théorique du problème.

L'Etat, en république démocratique également, n'est pas autre chose qu'une machine d'oppression d'une classe par une autre. Kautsky connaît cette vérité, il la reconnaît, la partage, mais... il élude la question capitale, celle de savoir quelle est la classe que doit réprimer le prolétariat, pourquoi et par quels moyens il doit le faire lorsqu'il aura conquis l'Etat prolétarien.

Vandervelde connaît, reconnaît, partage et cite cette thèse fondamentale du marxisme (p. 72 de son livre), mais... il ne souffle mot du sujet « désagréable » (pour messieurs les capitalistes) relatif à la *répression de la résistance des exploiteurs* !!

Vandervelde, de même que Kautsky, passe complètement sous silence ce sujet « désagréable ». Et c'est en cela que consiste leur reniement.

Vandervelde, de même que Kautsky, est passé maître dans l'art de substituer l'éclectisme à la dialectique. On doit reconnaître sans reconnaître tout en reconnaissant. D'un côté, par Etat on peut entendre le « corps d'une nation » (voir le dictionnaire Littré, — ouvrage scientifique, il n'y a pas à dire, — p. 87 chez Vandervelde) ; d'un autre côté, par Etat on peut entendre le « gouvernement » *(ibidem).* Cette savantissime platitude, Vandervelde la reproduit, en l'approuvant, à *côté* des citations de Marx.

> « Le sens marxiste du mot « Etat » se distingue du sens ordinaire, — écrit Vandervelde. Des « malentendus » sont par conséquent possibles. « L'Etat, chez Marx et Engels, ce n'est pas l'Etat au sens large, l'Etat, organe de gestion, l'Etat, représentant des intérêts généraux de la société. C'est l'Etat-pouvoir, l'Etat, organe d'autorité, l'Etat, instrument de domination d'une classe sur une autre » (Vandervelde, pp. 75-76).
>
> Pour ce qui est de la destruction de l'Etat, Marx et Engels n'en parlent que dans le second sens... « Des affirmations trop absolues risqueraient de devenir inexactes. Entre l'Etat capitaliste, fondé sur la domination exclusivement d'une classe, et l'Etat prolétarien, poursuivant l'abolition des classes, il y a bien des intermédiaires » (p. 156). »

Voilà la « manière » de Vandervelde, manière qui ne se distingue que très peu de celle de Kautsky, et qui, en substance, lui est identique. La dialectique nie les vérités absolues, en établissant la succession des oppositions et le rôle des crises dans l'histoire. L'éclectique ne veut pas d'affirmation «trop absolue», afin de glisser sous main son désir petit-bourgeois, philistin, de remplacer la révolution par des « *intermédiaires* ».

Que l'intermédiaire entre l'Etat, organe de domination de la classe des capitalistes, et l'Etat, organe de domination du prolétariat, soit justement la *révolution* qui consiste à *renverser* la bourgeoisie et à *briser,* à démolir sa machine d'Etat, cela les Kautsky et les Vandervelde le passent sous silence.

Que la dictature de la bourgeoisie doive être remplacée par la dictature d'une *seule* classe, celle du prolétariat ; qu'après les « intermédiaires » de la *révolution* viennent les « intermédiaires » du dépérissement graduel de l'Etat prolétarien, là-dessus les Kautsky et les Vandervelde jettent le voile.

C'est en cela que consiste leur reniement politique.

C'est en cela que consiste, théoriquement et philosophiquement, la substitution de l'éclectisme et de la sophistique à la dialectique. La dialectique est concrète et révolutionnaire. La « transition » de la dictature d'une classe à la dictature d'une autre classe, elle la distingue de la « transition » de l'Etat prolétarien démocratique au non-Etat (« dépérissement de l'Etat »). L'éclectisme et la sophistique des Kautsky et des Vandervelde escamotent, pour plaire à la bourgeoisie, tout ce qu'il y a de concret et de précis dans la lutte de classes, en lui substituant la notion générale de « transition » où l'on peut dissimuler (et où les *neuf dixièmes des social-démocrates* officiels de notre époque *dissimulent)* le reniement de la révolution !

Vandervelde, comme éclectique et sophiste, est un peu plus habile, plus fin que Kautsky, puisque au moyen de la *phrase :* « transition de l'Etat dans le sens étroit, à l'Etat au sens large », on peut éluder tous les problèmes, quels

qu'ils soient, de la révolution; on peut éluder toute la différence qu'il y a entre révolution et réforme, voire la différence entre marxiste et libéral. Car, quel est le bourgeois instruit à l'européenne qui s'aviserait de nier « en général » les « intermédiaires » dans ce sens « général » ?

> « Il ne saurait être question, — et, sur ce point, nous nous rencontrons avec Guesde, — écrit Vandervelde, — de socialiser les principaux moyens de production et d'échange, sans réaliser, au préalable, les deux conditions suivantes :
>
> 1° La transformation de l'Etat actuel, organe de domination d'une classe sur une autre, en ce que Menger appelle l'Etat populaire du travail, par la conquête prolétarienne du pouvoir politique.
>
> 2° La séparation de l'Etat, organe d'autorité, et de l'Etat, organe de gestion, ou, pour reprendre les expressions saint-simoniennes, du gouvernement des hommes et de l'administration des choses (p. 89). »

Cela Vandervelde le met en italique, en soulignant particulièrement la signification de ces thèses. Mais c'est bien là une pure salade éclectique, la rupture totale avec le marxisme ! Car enfin, l' « Etat populaire du travail » n'est qu'une réédition du vieil « Etat populaire libre», qu'affichaient les social-démocrates allemands des années 70, et qu'Engels a flétri comme une absurdité. L'expression « Etat populaire du travail » est une phrase digne d'un démocrate petit-bourgeois (dans le genre de notre socialiste-révolutionnaire de gauche), phrase qui remplace les notions de classe par les notions *hors classe.* Vandervelde met sur le même plan la conquête du pouvoir politique par le *prolétariat* (par une seule *classe*) et l'Etat « populaire », sans s'apercevoir qu'il en résulte une salade. Même salade chez Kautsky avec sa « démocratie pure », même méconnaissance petite-bourgeoise et antirévolutionnaire des problèmes de la révolution de classe, de la dictature prolétarienne de classe, de l'Etat de *classe* (prolétarien).

Poursuivons. Le gouvernement des hommes ne disparaîtra et ne fera place à l'administration des choses que lorsque *tout* Etat aura disparu. Par cet avenir relativement éloigné Vandervelde masque, estompe la tâche de *demain* : le *renversement* de la bourgeoisie.

Là encore ce procédé équivaut à faire preuve de servilité envers la bourgeoisie libérale. Le libéral veut bien parler de ce qui se passera le jour où les hommes n'auront plus besoin d'être gouvernés. Pourquoi ne pas s'adonner à ces rêveries inoffensives ? Mais en ce qui concerne la répression par le prolétariat de la résistance de la bourgeoisie qui résiste à son expropriation, n'en disons rien. L'intérêt de classe de la bourgeoisie le commande.

« Le socialisme contre l'Etat. » C'est un coup de chapeau tiré par Vandervelde au prolétariat. Il n'est pas difficile de tirer un coup de chapeau. Tout politique « démocrate » sait saluer ses électeurs. Et sous le couvert de ce « salut » on fait passer un contenu antirévolutionnaire, anti-prolétarien.

Vandervelde réédite par le détail Ostrogorski quand il dit combien de duperie, de violence, de corruption, de mensonge, d'hypocrisie, d'oppression des pauvres, se cachent sous les dehors civilisés, léchés, pommadés de la démocratie bourgeoise contemporaine. Mais Vandervelde n'en tire pas de conclusion. Il ne remarque point que la démocratie bourgeoise réprime la masse laborieuse et exploitée, *tandis que la démocratie prolétarienne* aura à *réprimer la bourgeoisie.* Kautsky et Vandervelde y sont aveugles. L'intérêt de classe de la bourgeoisie derrière laquelle se traînent ces petits bourgeois, traîtres au marxisme, *exige* que cette question soit éludée, qu'on la passe sous silence, ou qu'on nie expressément la nécessité de cette répression.

L'éclectisme petit-bourgeois contre le marxisme, la sophistique contre la dialectique, le réformisme philistin contre la révolution prolétarienne, voilà comment il aurait fallu intituler le livre de Vandervelde.

Ecrit en octobre-novembre 1918.
Publié en brochure en 1918.

CE QUI A ÉTÉ CONQUIS ET CONSIGNÉ

Il n'y a de durable dans la révolution que ce qui a été conquis par les masses du prolétariat. Seules les conquêtes vraiment durables valent d'être consignées.

La fondation de la III[e] Internationale, de l'Internationale communiste à Moscou, le 2 mars 1919, a été l'enregistrement de ce qui avait été conquis non seulement par les masses prolétariennes russes, non seulement par celles de Russie, mais encore par celles d'Allemagne, d'Autriche, de Hongrie, de Finlande, de Suisse, en un mot par les masses prolétariennes internationales.

Et c'est précisément pourquoi la fondation de la III[e] Internationale, de l'Internationale communiste, est une œuvre durable.

Il y a quatre mois à peine, on ne pouvait pas encore dire que le pouvoir des Soviets, que la forme soviétique d'Etat, fût une conquête internationale. Il y avait bien en lui quelque chose, d'essentiel d'ailleurs, appartenant non seulement à la Russie, mais à tous les pays capitalistes. Cependant on ne pouvait pas encore dire, avant de l'avoir vérifié dans les faits, quels changements, de quelle profondeur et de quelle importance, apporterait le développement ultérieur de la révolution mondiale.

La révolution allemande a fait cette preuve. Un pays capitaliste avancé — après l'un des plus arriérés — a révélé au monde entier, en un court espace de temps, en quelque cent jours ou un peu plus, non seulement les mêmes forces essentielles de la révolution, non seulement la même orientation essentielle de cette dernière, mais aussi la même forme essentielle de la nouvelle démocratie, de la démocratie prolétarienne : les Soviets.

D'autre part, en Angleterre, pays vainqueur le plus riche en colonies, le plus longtemps réputé pour un modèle de « paix sociale », pays du plus vieux capitalisme, nous assistons à un large et vigoureux essor irrésistible et bouillonnant des Soviets et des nouvelles formes soviétiques de lutte prolétarienne de masse, — des *Shop Stewards Committees,* — comités de délégués de fabrique.

En Amérique, pays capitaliste le plus fort et le plus jeune, — c'est une immense sympathie des masses ouvrières pour les Soviets.

La glace est rompue.

Les Soviets ont vaincu dans le monde entier.

Ils ont vaincu avant tout et par-dessus tout en ce sens qu'ils ont gagné la sympathie des masses prolétariennes: C'est là l'essentiel. Il n'est pas d'atrocités de la bourgeoisie impérialiste, ni de persécutions et d'assassinats de bolchéviks, qui puissent arracher cette conquête aux masses. Plus la bourgeoisie « démocratique » sévira, et plus solidement ces conquêtes resteront ancrées dans l'âme des masses prolétariennes, dans leur esprit, dans leur conscience, dans leur volonté héroïque de lutte.

La glace est rompue.

Et c'est ce qui a permis à la Conférence internationale des communistes, qui s'est tenue à Moscou et a fondé la III[e] Internationale, de poursuivre ses travaux avec cette aisance, cette bonne entente, cette calme et ferme résolution.

Nous avons consigné ce qui est d'ores et déjà conquis. Nous avons fixé sur le papier ce qui était déjà solidement ancré dans la conscience des masses. Tous savaient, — bien plus : tous voyaient, sentaient, percevaient, — chacun instruit par l'expérience de son propre pays — qu'un nouveau mouvement prolétarien d'une force et d'une profondeur sans précédent, s'était mis à bouillonner, qui ne rentrait dans aucun des vieux cadres et que ne sauraient contenir ni les grands maîtres de la mesquine politicaillerie, ni les représentants du capitalisme « démocratique » anglo-américain, les Lloyd George et les Wilson, réputés dans le monde pour leur expérience et leur habileté, ni ces chevaliers d'industrie que sont les Henderson, les Renaudel, les Branting et tous les autres héros du social-chauvinisme.

Le nouveau mouvement va à la dictature du prolétariat, en dépit de toutes les hésitations, des défaites désastreuses, en dépit du chaos « russe » inouï, incroyable (à en juger du dehors, d'après les apparences), — il marche vers le *pouvoir des Soviets* avec la force d'un torrent qui balaie tout sur son chemin, du torrent des millions et dizaines de millions de prolétaires.

Nous avons consigné cela. Dans nos résolutions, thèses, rapports et discours, nous avons fixé ce qui avait été conquis.

La théorie du marxisme, éclairée par la vive lumière que projette la nouvelle et riche expérience des ouvriers révolutionnaires, — expérience acquise à l'échelle universelle, — nous a aidés à comprendre la logique des événements. Elle aidera les prolétaires du monde entier en lutte pour l'abolition de l'esclavage salarié capitaliste, à se rendre plus nettement compte des objectifs de leur lutte, à marcher d'un pas plus ferme dans la voie déjà tracée, à remporter la victoire plus sûrement, plus solidement, et à affermir cette victoire.

La fondation de la III[e] Internationale, de l'Internationale communiste, est le prélude de la République internationale des Soviets, de la victoire internationale du communisme.

5 mars 1919.
N. Lénine.
Publié le 6 mars 1919, dans la Pravda, n° 51.

RAPPORT SUR LE PROGRAMME DU PARTI PRÉSENTÉ AU VIII[e] CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE (bolchevik) DE RUSSIE, LE 19 MARS 1919

(Applaudissements.) Camarades, conformément à la division des thèmes, dont nous sommes convenus avec Boukharine, il m'appartient d'exposer le point de vue de la Commission sur un ensemble de points précis les plus discutés, ou de ceux qui, actuellement, intéressent le plus le Parti.

Je commencerai brièvement par les points que Boukharine a traités à la fin de son rapport, parce qu'ils sont entre nous, au sein de la commission, des points controversés. Le premier porte sur l'ordonnance de la partie générale du programme. Selon moi, Boukharine n'a ,pas tout à fait exactement exposé ici le motif pour lequel la majorité de la Commission a repoussé toutes les tentatives d'établir le programme en biffant tout ce qui y était dit à propos du vieux capitalisme. Boukharine s'est exprimé de telle façon que, par moments, on pouvait croire que la majorité de la commission avait craint le qu'en dira-t-on, avait craint d'être accusée d'un manque de déférence envers le passé. Il est certain qu'exposée de la sorte, la position de la majorité de la commission apparaît vraiment ridicule. Mais cela est loin de la vérité. La majorité de la commission a repoussé les tentatives dont nous parlons parce qu'elles étaient erronées. Y souscrire eût été s'écarter de la situation réelle. L'impérialisme pur sans base capitaliste n'a jamais existé, n'existe nulle part et n'existera jamais. C'est généraliser à tort tout ce qui a été dit sur les consortiums, les cartels, les trusts, le capitalisme financier, quand on essayait de représenter le capitalisme financier comme ne reposant sur aucun des fondements de l'ancien capitalisme.

C'est faux. C'est faux surtout pour l'époque de la guerre impérialiste et pour l'après-guerre. Engels lui-même a écrit dans un de ses développements sur la guerre future, qu'elle serait beaucoup plus férocement dévastatrice que la guerre de Trente ans, que l'humanité reviendrait sensiblement à l'état sauvage, que notre appareil artificiel du commerce et de l'industrie ferait faillite. Au début de la guerre les social-traîtres et opportunistes se félicitaient au sujet de la vitalité du capitalisme, et se moquaient des « fanatiques ou semi-anarchistes », comme ils nous appelaient. « Voyez, disaient-ils, leurs prédictions ne se sont pas réalisées. Les événements ont montré qu'elles n'étaient justes que pour un très petit nombre de pays et pour un temps très court ! » Or maintenant, ce n'est pas seulement en Russie et pas seulement en Allemagne, c'est aussi dans les pays vainqueurs que commence une destruction formidable du capitalisme contemporain, destruction qui élimine en maints endroits cet appareil artificiel et ressuscite le vieux capitalisme.

Lorsque Boukharine affirmait que l'on pourrait tenter de brosser un tableau d'ensemble de la destruction du capitalisme et de l'impérialisme, nous avons répondu au sein de la Commission, et je dois répondre ici : Essayez, et vous verrez que vous n'y réussirez pas. Boukharine a fait une tentative de ce genre, là-bas, à la Commission, et lui-même y a renoncé. Je suis parfaitement sûr que si quelqu'un avait pu le faire, c'était bien Boukharine, car il s'est beaucoup et sérieusement occupé de cette question. J'affirme qu'une pareille tentative ne peut aboutir, le problème étant mal posé. Aujourd'hui en Russie, nous subissons les conséquences de la guerre impérialiste et vivons les débuts de la dictature du prolétariat. A la même heure, dans plusieurs régions qui s'étaient trouvées détachées les unes des autres plus que par le passé, nous assistons en maints endroits à la renaissance du capitalisme, et au développement de son premier stade. Vous ne sortirez pas de là. Si nous rédigions le programme comme l'entendait Boukharine, ce programme serait faux. Il contiendrait dans le meilleur des cas ce qu'on a dit de mieux sur le capitalisme financier et l'impérialisme ; mais il ne traduirait pas la réalité, justement parce que dans cette réalité l'unité fait défaut. Un programme composé de parties hétérogènes, ce n'est pas élégant (ce qui n'est pas très grave, en somme) ; mais un autre programme serait tout bonnement faux. Pendant une très longue période nous ne sortirons pas de cette disparité, de cette diversité des matériaux, — si fâcheux, si peu harmonieux que ce soit. Quand nous en sortirons, nous créerons un autre programme. Mais alors nous vivrons en société socialiste. Prétendre que les choses iront alors de même qu'elles vont aujourd'hui, serait ridicule.

Nous vivons à une époque où toute une série de phénomènes essentiels, des plus élémentaires, du capitalisme ont ressuscité. Prenez par exemple la débâcle des transports que nous ressentons si bien, ou, plus exactement, dont nous nous trouvons si mal. On l'observe aussi dans d'autres pays, même dans les pays vainqueurs. Or, que signifie la débâcle des transports dans le système impérialiste ? — Le retour aux formes les plus primitives de la production marchande. Nous savons très bien ce que sont les *méchotchniki* [spéculateurs ambulants]. Ce mot, paraît-il, était jusqu'à présent incompréhensible aux étrangers. Et maintenant ? Informez-vous auprès des camarades venus au congrès de la III[e] Internationale. Ils vous diront que des mots analogues font leur apparition en Allemagne et en Suisse. Et pourtant, cette catégorie, vous ne la ferez entrer dans aucune rubrique de la dictature du prolétariat ; il vous faudra revenir en arrière; aux aspects primitifs de la société capitaliste et de la production marchande.

Vouloir sortir de cette triste réalité en créant un programme bien lisse et bien uni, c'est bondir dans le vide, au delà des nues, c'est rédiger un programme faux. Et ce n'est pas du tout le respect des choses du passé qui nous a obligés, comme l'a poliment insinué Boukharine, à introduire ici des passages de l'ancien programme. A en croire Boukharine la question se présenterait comme suit : le programme avait été rédigé en 1903 avec le concours de Lénine ; ce programme est incontestablement mauvais, mais comme les vieilles gens aiment par-dessus tout à rappeler le passé, on a, par respect du passé, rédigé en cette époque nouvelle un programme nouveau dans lequel on répète ce qui était dit dans l'ancien. S'il en était ainsi, on ne pourrait que se gausser de tels originaux. Mais j'affirme qu'il n'en est pas ainsi. Le capitalisme que nous définissions en 1903 continue d'exister en 1919 dans la République prolétarienne des Soviets, justement par suite de la décomposition de l'impérialisme, en raison de sa faillite. Ce capitalisme, on peut le trouver par exemple et dans la province de Samara, et dans la province de Viatka, toutes les deux pas trop éloignées de Moscou. En cette époque où la guerre civile déchire le pays, nous ne sortirons pas de sitôt de cette situation, de cette spéculation des *méchotchniki*. Voilà pourquoi toute autre ordonnance du programme serait fausse. Il faut dire ce qui est ; le programme ne doit contenir que ce qui est absolument incontestable, ce qui a été effectivement établi. C'est alors seulement qu'il sera un programme marxiste.

Théoriquement Boukharine le comprend fort bien, et il dit que le programme doit être concret. Mais comprendre est une chose, et appliquer pratiquement en est une autre. Le concret chez Boukharine, n'est qu'un exposé livresque du capitalisme financier. En réalité, nous observons des phénomènes de différente sorte. Dans chaque province agricole nous observons à côté de l'industrie monopolisée, la libre concurrence. Nulle part au monde le capitalisme monopoleur n'a existé et n'existera jamais sans que, dans diverses branches, joue la libre concurrence. Décrire un semblable système, serait décrire un système détaché de la vie, et qui serait faux. Si Marx disait de la manufacture qu'elle était une superstructure de la petite production de masse, l'impérialisme et le capitalisme financier sont des superstructures de l'ancien capitalisme. Démolissez sa partie supérieure, et l'ancien capitalisme apparaîtra. S'en tenir au point de vue qu'il existe, paraît-il, un impérialisme intégral, sans ancien capitalisme, c'est prendre ses désirs pour des réalités.

C'est là une erreur naturelle où l'on tombe aisément. Si nous avions devant nous un impérialisme intégral, qui eût entièrement refondu le capitalisme, notre tâche serait cent mille fois plus facile. Nous aurions un système où tout serait soumis au seul capital financier. Nous n'aurions plus alors qu'à supprimer la partie supérieure de l'édifice et à remettre le reste au prolétariat. Ce serait infiniment agréable, mais cela n'existe pas dans la réalité. En réalité, le développement est tel qu'il nous faut agir d'une tout autre manière. *L'impérialisme est une superstructure du capitalisme.* Quand il s'écroule, nous assistons à l'effondrement de la partie supérieure et à la mise à nu des fondations. Voilà pourquoi notre programme, s'il veut être exact, doit dire ce qui est. Nous avons l'ancien capitalisme qui, en divers domaines, est arrivé à l'impérialisme. Ses tendances sont exclusivement impérialistes. Les problèmes essentiels ne peuvent être examinés que du point de vue de l'impérialisme. Pas une question importante de politique intérieure ou étrangère ne peut être résolue autrement que du point de vue de cette tendance. Mais pour le moment il n'est pas question de cela dans le programme. Il y a, en réalité, un formidable sous-sol d'ancien capitalisme. Il y a une superstructure impérialiste qui a amené la guerre et, issu de cette guerre, le début de la dictature du prolétariat. Vous ne sortirez pas de cette phase. Ce fait caractérise le rythme même du développement de la révolution prolétarienne dans le monde entier, et il restera un fait pour de longues années.

En Europe occidentale, les révolutions se feront peut-être plus uniment ; néanmoins la réorganisation du monde entier, la réorganisation de la plupart des pays nécessitera de longues, de très longues années. Or, cela veut dire que, dans la période transitoire où nous vivons, nous ne sortirons pas de cette réalité mosaïque. Cette réalité composée d'éléments hétérogènes, il est impossible de la rejeter, si inélégante qu'elle soit. Un programme rédigé autrement ne sera pas exact.

Nous disons que nous sommes arrivés à la dictature. Cela se conçoit. Mais il faut tout de même savoir *comment* nous y sommes arrivés. Le passé nous tient, nous saisit par mille bras et nous empêche de faire un pas en avant, ou bien nous force à faire ces pas aussi mal que nous le faisons aujourd'hui. Et nous disons : pour comprendre la situation qui est la nôtre, il faut dire comment nous avons marché, ce qui nous a amenés à la révolution socialiste elle-même. C'a été le capitalisme dans ses formes primordiales d'économie marchande. Tout cela, il faut le comprendre, parce que c'est seulement en tenant compte de la réalité que nous pourrons résoudre des questions telles que, par exemple, notre altitude à l'égard de la paysannerie moyenne. D'où peut bien venir, en effet, le paysan moyen à l'époque du capitalisme purement impérialiste ? Car enfin, il n'existait pas même dans les pays simplement capitalistes. Si nous tranchons la question de notre attitude à l'égard de ce phénomène quasi médiéval (à l'égard de la paysannerie moyenne), en nous plaçant exclusivement au point de vue de l'impérialisme et de la dictature du prolétariat, nous n'arriverons jamais à joindre les deux bouts, et nous n'y gagnerons que plaies et bosses. Si, au contraire, il nous faut changer notre attitude à l'égard du paysan moyen, veuillez alors,

dans la partie théorique également, nous dire d'où il provient et ce qu'il est. C'est un petit producteur de marchandises. Voilà l'a b c du capitalisme qu'il faut énoncer, parce que nous ne sommes pas encore allés au delà de cet a b c. S'en détourner et dire : « A quoi bon nous occuper de l'a b c, quand nous avons étudié le capitalisme financier ! », ce n'est pas sérieux du tout.

Je dois dire la même chose en ce qui concerne la *question nationale.* Ici encore Boukharine prend ses désirs pour des réalités. Il dit qu'on ne saurait reconnaître le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. La nation, c'est la bourgeoisie et le prolétariat pris ensemble. Nous, prolétaires, nous irions reconnaître le droit d'une méprisable bourgeoisie à disposer d'elle-même ! Cela ne rime à rien. Non, excusez, cela rime à ce qui est. Si vous rejetez ce qui est, vous ferez œuvre fantaisiste. Vous invoquez le processus de la différenciation qui s'opère dans les entrailles de la nation, le processus de séparation du prolétariat d'avec la bourgeoisie. Il s'agit de voir encore comment cette différenciation s'opérera.

Prenez par exemple l'Allemagne, modèle de pays capitaliste avancé qui, en fait d'organisation du capitalisme — du capitalisme financier — était supérieure à l'Amérique. Elle lui était inférieure sous bien des rapports, sous celui de la technique de la production, sous le rapport politique : mais sous le rapport de l'organisation du capitalisme financier, sous celui de la transformation du capitalisme monopoliste en capitalisme monopoliste d'Etat, l'Allemagne était supérieure à l'Amérique. Un modèle, eût-on dit. Or, que se passe-t-il là-bas ? Le prolétariat allemand s'est-il différencié de la bourgeoisie ? Non. Car c'est à propos de quelques grandes villes seulement qu'on a annoncé que la majorité des ouvriers y sont contre les partisans de Scheidemann. Comment cela s'est-il fait ? Par l'alliance des spartakistes avec les trois fois maudits menchéviks-indépendants d'Allemagne, qui brouillent toutes choses et veulent marier le système des Soviets avec la Constituante ! Car c'est bien là ce qui se passe en cette même Allemagne ! Et c'est pourtant un pays avancé.

Boukharine dit : « Quel besoin avons-nous du droit des nations à disposer d'elles-mêmes ? » Je dois reprendre l'objection que je lui ai faite lorsqu'on été 1917, il proposait de rejeter le programme minimum et de ne laisser que le programme maximum. Je lui répondis alors : « Ne te vante pas à ton départ pour la guerre, mais à ton retour. » Quand nous aurons conquis le pouvoir et que nous aurons un peu attendu, c'est alors que nous le ferons. Nous avons conquis le pouvoir, nous avons attendu un peu et maintenant je suis d'accord pour qu'on le fasse. Nous nous sommes engagés à fond dans l'œuvre de construction socialiste, nous avons repoussé le premier assaut qui nous menaçait. Maintenant la chose est indiquée. Cela est vrai aussi pour le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. « Je ne veux reconnaître que le droit des classes laborieuses à disposer d'elles-mêmes», déclare Boukharine. Vous entendez donc reconnaître ce qui en fait n'a été réalisé dans aucun pays, sauf la Russie. C'est ridicule.

Voyez la Finlande : pays démocratique, plus développé, plus cultivé que nous. Là s'opère le processus de cristallisation, de différenciation du prolétariat ; il s'opère de façon originale, beaucoup plus péniblement que chez nous. Les Finnois ont connu la dictature de l'Allemagne, maintenant ils connaissent la dictature de l'Entente, Et parce que nous avons reconnu le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, le processus de différenciation y .a été facilité. Je me rappelle parfaitement la scène qui s'est passée à Smolny, où j'ai dû délivrer un papier officiel à Svinhuivud, — ce qui signifie « tête de porc », — représentant de la bourgeoisie finlandaise, qui joua le rôle de bourreau. Il me serra, aimablement la main, nous échangeâmes des compliments. Comme c'était vilain ! Mais il fallait le faire, parce qu'à ce moment cette bourgeoisie trompait le peuple, trompait les masses laborieuses en prétendant que les *Moscals,* les chauvins, les Grands-Russes voulaient étrangler les Finnois. Il fallait agir ainsi.

Et hier, est-ce que nous n'avons pas été obligés d'en faire autant à l'égard de la République des Bachkirs ? Lorsque Boukharine disait : « On peut reconnaître ce droit à certains », j'ai même noté que dans sa liste figuraient les Hottentots, les Bushmens, les Hindous. En écoutant cette énumération, je songeais : Comment se fait-il que Boukharine ait oublié ce petit détail, qu'il ait oublié les Bachkirs ? Il n'y a pas de Bushmens en Russie ; pour les Hottentots, je n'ai pas ouï dire non plus qu'ils prétendent à une république autonome. Mais n'avons-nous pas les Bachkirs, les Kirghiz, toute une série d'autres peuples auxquels nous ne pouvons pas refuser de les reconnaître. Nous ne pouvons le refuser à aucun des peuples habitant dans les limites de l'ancien empire de Russie. Admettons même que les Bachkirs aient renversé les exploiteurs, et que nous les ayons aidés à le faire. Or, la chose n'est possible que là où la révolution est venue à pleine maturité. Et il faut procéder avec prudence, pour que notre intervention ne gêne pas ce processus de différenciation du prolétariat que nous devons hâter. Eh bien, que pouvons-nous faire à l'égard de peuples tels que les Kirghiz, les Sartes, qui jusqu'à présent subissent l'influence de leurs mollahs ? La population de la Russie, après une longue expérience avec les popes, nous a aidés à les jeter bas. Mais vous n'ignorez pas que le décret sur le mariage civil est encore très mal appliqué dans

la vie. Pouvons-nous aller trouver ces Sartes et leur dire : « Nous allons jeter bas vos exploiteurs » ? Nous ne pouvons pas le faire parce qu'ils sont entièrement soumis à leurs mollahs. Dès lors, il faut attendre que la nation se soit développée, que le prolétariat se différencie des éléments bourgeois, ce qui se produira inévitablement.

Boukharine ne veut pas attendre. Il est pris d'impatience : Pourquoi cela ? Puisque nous avons nous-mêmes renversé la bourgeoisie, proclamé le pouvoir des Soviets et la dictature du prolétariat, pourquoi agirions-nous ainsi ? » Cela opère comme un vivifiant appel, il y a là une indication du chemin que nous devons suivre. Mais si nous nous contentons de déclarer cela dans le programme, ce ne sera plus un programme, mais une proclamation. Nous pouvons proclamer le pouvoir des Soviets, et la dictature du prolétariat, et le mépris entier de la bourgeoisie que celle-ci a mérité mille fois, mais dans un programme il faut écrire avec une précision absolue ce qui est. Alors notre programme sera hors de discussion.

Nous nous en tenons strictement à un point de vue de classe. Ce que nous consignons au programme, c'est la reconnaissance de ce qui s'est passé en fait, après l'époque où nous écrivions en général sur le droit des nations â disposer d'elles-mêmes. A ce moment il n'y avait pas encore de républiques prolétariennes. Lorsqu'elles sont apparues, et seulement dans la mesure où elles sont apparues, nous avons pu écrire ce que nous y avons écrit : « Union fédérative des Etats organisés d'après le *type soviétique*. » Le type soviétique, ce n'est pas encore les Soviets comme ils existent eh Russie, mais le type soviétique devient international. C'est la seule chose que nous puissions dire. Aller plus loin, avancer' d'un pas, d'un cheveu, serait déjà faux, et voilà pourquoi cela ne convient pas pour un programme.

Nous disons : il faut considérer l'étape où se trouve la nation en question sur le chemin allant du moyen âge à la démocratie bourgeoise, ou sur celui allant de la démocratie bourgeoise à la démocratie prolétarienne. Cela est parfaitement juste. Toutes les nations ont le droit de disposer d'elles-mêmes, inutile de parler spécialement des Hottentots ou des Bushmens. L'immense majorité, à coup sûr les neuf dixièmes de toute la population du globe, peut-être 95 %, répondent à cette caractéristique, puisque tous les pays sont sur la voie menant du moyen âge à la démocratie bourgeoise, ou de la démocratie bourgeoise à la démocratie prolétarienne. C'est là une voie absolument inévitable. On ne peut rien dire de plus, car ce sera faux, car ce ne sera pas ce qui est. Rejeter le droit des nations à disposer d'elles-mêmes et formuler le droit des travailleurs à disposer d'eux-mêmes, serait absolument faux, parce que poser ainsi la question, c'est ne pas voir combien difficile et sinueuse est la voie que suit la différenciation au sein des nations. En Allemagne elle s'opère autrement que chez nous : à certains égards plus vite et à certains autres, elle suit une voie moins rapide et plus sanglante. Aucun des partis de chez nous n'a adopté cette idée monstrueuse qu'est la combinaison des Soviets et de la Constituante. Mais nous devons vivre côte à côte avec ces nations. Dès maintenant les partisans de Scheidemann disent de nous que nous voulons conquérir l'Allemagne. Certes, cela est risible, absurde. Mais la bourgeoisie a ses intérêts, et elle a sa presse qui le proclame à la face du monde, par centaines de millions d'exemplaires, et Wilson, dans son propre intérêt, appuie cette campagne. Les bolchéviks, dit-on, possèdent une armée importante, et ils veulent par voie de conquêtes implanter leur bolchévisme en Allemagne. L'élite du peuple allemand, les spartakistes nous ont raconté qu"on dressait les ouvriers d'Allemagne contre les communistes en leur disant : Voyez un peu comme cela va mal chez les bolchéviks ! Dire que tout va très bien chez nous, nous ne le pouvons pas. Et l'argument que l'on invoque là-bas pour agir sur les masses, c'est que la révolution prolétarienne en Allemagne entraînerait le même désordre qu'en Russie. Nos désordres, c'est une maladie qui dure. Nous luttons contre de terribles difficultés, en créant chez nous la dictature prolétarienne. Tant que la bourgeoisie, ou la petite bourgeoisie, ou même une partie des ouvriers allemands se trouvent sous l'action de cet épouvantai! : « Les bolchéviks veulent installer par la violence leur régime », la formule « le droit des travailleurs à disposer d'eux-mêmes » ne remédiera pas à la situation. Nous devons faire en sorte que les social-traîtres allemands ne puissent pas dire que les bolcheviks prétendent imposer leur système universel, système qui pourrait soi-disant être apporté à Berlin, à la pointe des baïonnettes des soldats rouges. Or, si nous nous mettons à nier le principe de libre disposition des nations, la chose pourrait bien se produire. Notre programme ne doit pas parler de libre disposition des travailleurs, parce que cela est faux. Il doit dire ce qui est. Dès l'instant que les nations se trouvent à différentes étapes du chemin allant du moyen âge à la démocratie bourgeoise ou de la démocratie bourgeoise à la démocratie prolétarienne, cette thèse de notre programme est absolument exacte. Nous avons connu dans cette voie bien des zigzags. Chaque nation doit recevoir le droit de disposer d'elle-même ; ceci contribue à la libre disposition des travailleurs. En Finlande le processus de séparation du prolétariat d'avec la bourgeoisie, s'opère avec une netteté remarquable, avec force, en profondeur. Dans tous les cas, les choses se passeront là-bas autrement que chez nous. Si nous disons que nous ne reconnaissons pas la nation finlandaise, mais seulement les masses laborieuses, ce sera la pire absurdité. Impossible de ne pas reconnaître ce qui est : la réalité s'imposera d'elle-même. Dans les différents pays la délimitation du prolétariat et de la bourgeoisie suit des voies particulières. Ici nous devons procéder avec la plus grande prudence. Il faut surtout se montrer prudents à l'égard des différentes nations, car rien n'est pire que la défiance à l'égard d'une nation. Le prolétariat polonais est en

train d'opérer sa self-détermination. Voici les derniers chiffres concernant la composition du Soviet des députés ouvriers de Varsovie : social-traîtres polonais 333 ; communistes 297. Cela montre que là-bas, d'après notre calendrier révolutionnaire, Octobre n'est pas loin. On y est au mois d'août, ou peut-être au mois de septembre 1917. Mais, d'abord, le décret n'a pas encore été rendu en vertu duquel tous les pays devraient vivre d'après le calendrier révolutionnaire bolchevik ; et si ce décret avait été rendu, il n'aurait pas été appliqué. En second lieu, les choses se présentent de telle façon que la majorité des ouvriers polonais, plus avancés que les nôtres, plus cultivés, s'en tiennent au point de vue du social-défensisme, du social-patriotisme. Il faut attendre. On ne saurait parler ici de libre disposition des masses laborieuses. Nous devons faire la propagande en faveur de cette différenciation. C'est ce que nous faisons, mais il est absolument hors de doute qu'il est impossible de ne pas reconnaître tout de suite le droit de la nation polonaise à disposer d'elle-même. Voilà qui est clair. Le mouvement prolétarien polonais suit la même voie que le nôtre, il s'achemine vers la dictature du prolétariat, mais autrement qu'en Russie. Et l'on cherche à faire peur aux ouvriers de là-bas en leur disant que les Moscals, les Grands-Russes, qui ont toujours opprimé les Polonais, veulent apporter en Pologne leur chauvinisme grand-russe, sous couleur de communisme. On ne saurait faire pénétrer le communisme par la violence. Un des meilleurs camarades communistes polonais, à qui j'avais dit : « Vous agirez autrement », m'a répondu : « Non, nous ferons la même chose, mais mieux que vous. » Je ne pouvais absolument rien objecter à pareil argument. Il faut laisser aux gens la possibilité de réaliser ce modeste désir : faire le pouvoir des Soviets mieux que chez nous. Il faut bien tenir compte que là le développement suit une voie un peu spéciale, et il est impossible de dire : « A bas le droit des nations à disposer d'elles-mêmes! Nous n'accordons le droit de disposer d'elles-mêmes qu'aux masses laborieuses. » Cette self-détermination suit une voie très compliquée et difficile. Elle n'existe mille part ailleurs qu'en Russie, et il faut, en prévoyant toutes les phases du développement dans les autres pays, ne rien décréter de Moscou. Voilà pourquoi cette proposition est inacceptable en principe.

J'en viens aux autres points que, selon le plan établi par nous, il m'appartient de mettre en lumière. J'ai placé au premier plan la question des *petits propriétaires et du paysan moyen.* A ce sujet il est dit au paragraphe 47 :

> A l'égard de la paysannerie moyenne, la politique du P.C.R. consiste à l'entraîner graduellement et méthodiquement à l'œuvre de construction socialiste. Le Parti s'assigne pour tâche de la séparer des koulaks, de la gagner aux côtés de la classe ouvrière, en se montrant attentif à ses besoins, en combattant son retard par une action idéologique et jamais par des mesures répressives, en s'efforçant chaque fois que ses intérêts vitaux sont en jeu, d'arriver à des ententes pratiques avec elle, en lui faisant des concessions quand il s'agit de déterminer les méthodes à employer pour réaliser les transformations socialistes.

Il me semble que nous formulons ici ce que les fondateurs du socialisme eux-mêmes ont dit maintes fois de la paysannerie moyenne. Le défaut de ce paragraphe, c'est qu'il est insuffisamment concret. Nous ne pouvions guère donner plus dans un programme. Mais à un congrès on ne pose pas seulement les questions de programme ; et nous devons porter une attention soutenue, voire doublement et triplement soutenue, à la question de la paysannerie moyenne. On vient justement de nous Communiquer que

dans les insurrections dont la vague déferle déjà sur la Russie agricole, on voit se dégager nettement un *plan d'ensemble,* et celui-ci est nettement lié au plan militaire des gardes blancs qui ont fixé au mois de mars leur offensive générale et l'organisation d'une série de soulèvements. Le bureau du congrès a été saisi d'un projet de message qui vous sera soumis. Ces soulèvements nous montrent avec une lumineuse évidence que les socialistes-révolutionnaires de gauche et une partie des menchéviks — à Briansk ce sont les menchéviks qui ont travaillé à l'insurrection — jouent le rôle d'agents directs des gardes blancs. Offensive générale des gardes blancs, soulèvements dans les campagnes, arrêt des chemins de fer : peut-être réussira-t-on à faire tomber les bolcheviks par ces moyens-là ? Ici, le rôle du paysan moyen apparaît avec un saisissant relief, il s'affirme avec l'insistance d'une nécessité vitale. A ce congrès nous devons non seulement souligner avec vigueur que nous sommes prêts à nous montrer conciliants à l'égard du paysan moyen, mais encore songer à un ensemble de mesures aussi concrètes que possible procurant des avantages directs, même minimes, à la paysannerie moyenne. C'est ce que nous dictent impérieusement l'intérêt de notre propre conservation et les nécessités de la lutte contre tous nos ennemis, qui savent que le paysan moyen hésite entre nous et eux et s'efforcent de le détourner de nous. Aujourd'hui notre situation est la suivante : nous avons d'immenses réserves. Nous savons que la révolution polonaise et la révolution hongroise montent, et très rapidement. Ces révolutions nous fourniront des réserves prolétariennes, elles allégeront notre situation et accroîtront dans des proportions formidables notre base prolétarienne qui, chez nous, est faible. Cela peut se produire dans les mois qui viennent, mais nous ne savons pas exactement quand cela se produira. Vous n'ignorez pas que le moment actuel est très grave ; aussi la question de la paysannerie moyenne acquière-t-elle aujourd'hui une immense signification pratique.

Je voudrais m'arrêter ensuite sur la *coopération,* paragraphe 48 de notre programme. Ce paragraphe a vieilli dans une certaine mesure. Quand nous l'avons; rédigé à la commission, la coopération existait chez nous et il n'y avait pas de communes de consommation. Mais quelques jours plus tard, un décret a été adopté sur la fusion de toutes les formes de coopération en une seule commune de consommation. Je ne sais si ce décret a été publié et si la plupart des assistants en ont connaissance. Si le décret n'est pas encore publié, il le sera demain ou après-demain. A cet égard ce paragraphe a déjà vieilli. Mais il me semble néanmoins qu'il est nécessaire, car nous tous savons bien qu'entre les décrets et leur application il y a une distance appréciable. Nous nous donnons bien du mal avec les coopératives, depuis avril 1918, et nous avons obtenu un succès notable, mais non encore décisif. Nous avons parfois réussi à grouper dans les coopératives jusqu'à 98 % de la population rurale, dans beaucoup de districts. Mais ces coopératives qui existaient dans la société capitaliste, sont toutes pénétrées de l'esprit de la société bourgeoise, et elles ont à leur tête des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires, des spécialistes bourgeois. Nous n'avons pas encore su nous soumettre ces coopératives ; ici le travail reste à faire. Notre décret marque un pas en avant dans le sens de la création des communes de consommation ; il prescrit pour toute la Russie la fusion des coopératives de toute espèce. Mais ce décret, si même nous l'appliquons intégralement, laissera subsister à l'intérieur de la future commune de consommation, la section autonome de !a coopération ouvrière ; les représentants de la coopération ouvrière qui sont pratiquement au courant, nous ont dit et démontré que la coopération ouvrière, organisation plus développée, devait être conservée puisque son action était imposée par la nécessité. Il y a eu bien des désaccords dans notre Parti, et bien des discussions à propos de la coopération : il y a eu des frottements entre bolchéviks coopérateurs et bolcheviks membres des Soviets. En principe, il me semble que la question doit être, sans nul doute, résolue en ce sens que l'appareil de la coopération, le seul que le capitalisme ait préparé dans les masses, le seul agissant parmi les masses rurales qui en sont encore au stade du capitalisme primitif, doit être à tout prix conservé et développé, et dans tous les cas, il ne doit pas être rejeté. Ici la tâche est difficile parce que la plupart du temps, les coopératives ont pour dirigeants des spécialistes bourgeois qui sont bien souvent des gardes blancs avérés. De là provient la haine pour ces dirigeants, haine légitime, et la lutte contre eux. Mais cette lutte, on doit évidemment la mener avec intelligence : *il faut réprimer les velléités contre-révolutionnaires des coopérateurs sans pour cela combattre l'appareil de la coopération.* Nous devons éliminer ces contre-révolutionnaires, mais nous soumettre l'appareil coopératif. Ici le problème se pose exactement de la même façon que celui des spécialistes bourgeois. Autre question dont je tiens à parler ici.

Le problème des *spécialistes bourgeois* suscite bien des frottements et des désaccords. J'ai eu dernièrement l'occasion de prendre la parole au Soviet de Pétrograd, et plusieurs des questions qui me furent posées par écrit concernaient les traitements. On m'a demandé : Est-il possible de payer en République socialiste jusqu'à 3.000 roubles par mois ? En somme, si nous avons posé cette question dans le programme, c'est que le mécontentement qu'elle a soulevé est allé assez loin. Le problème des spécialistes bourgeois se pose dans l'armée, dans l'industrie, dans les coopératives. Il se pose partout. C'est un problème très important de la période de transition du capitalisme au communisme. Nous ne pourrons bâtir le communisme que le jour où par les moyens de la science et de la technique bourgeoises, nous l'aurons mis davantage à la portée des masses. On ne saurait construire autrement la société communiste. Et pour la construire ainsi, nous devons nous emparer de l'appareil créé par la bourgeoisie, nous devons mettre au travail tous ces spécialistes. C'est intentionnellement que dans notre programme nous avons développé en détail cette question, afin qu'elle soit radicalement tranchée. Nous savons parfaitement ce que signifie l'inculture de la Russie, ce qu'elle fait du pouvoir soviétique qui a donné en principe une démocratie prolétarienne infiniment plus haute que les démocraties connues jusque-là, qui a fourni un modèle de cette démocratie pour le monde entier, — nous savons comment cette inculture avilit le pouvoir des Soviets et recrée la bureaucratie. En paroles, l'appareil soviétique est à la portée de tous les travailleurs ; en réalité, personne de nous ne l'ignore, il n'est pas à la portée d'eux tous, loin de là. Et ce n'est pas du tout que les lois constituent un obstacle, comme c'était le cas en régime bourgeois. Nos lois, au contraire, sont favorables. Mais les lois seules ne suffisent pas ici. Il faut fournir une grosse somme de travail d'éducation, d'organisation, de culture, qui ne peut être accompli rapidement au moyen de la loi, qui nécessite un effort immense et de longue haleine. Le problème des spécialistes bourgeois doit être résolu avec une entière précision à ce congrès. Cette solution permettra aux camarades qui certainement suivent avec attention les débats de ce congrès, d'invoquer son autorité et de voir les difficultés auxquelles nous nous heurtons. Elle aidera les camarades qui se heurtent chaque jour à cette question, à prendre part au moins au travail de propagande.

Les camarades représentant les spartakistes nous ont raconté au congrès, ici à Moscou, qu'en Allemagne occidentale, où l'industrie est le plus développée ; où, bien que les spartakistes n'aient pas encore vaincu, leur influence sur les ouvriers est la plus forte, — des ingénieurs, des directeurs d'un grand nombre d'entreprises parmi les plus importantes, sont venus dire aux spartakistes : « Nous marcherons avec vous. » Cela ne s'est pas produit chez nous. Probablement que le niveau de culture plus élevé chez les ouvriers, la prolétarisation plus grande du personnel technique et, peut-être, diverses autres causes que nous ignorons ont créé là-bas des rapports un peu différents des nôtres.

En tout cas, c'est là un des plus grands obstacles à notre progression. Nous devons aujourd'hui même, sans attendre le soutien des autres pays, augmenter tout de suite les forces productives. On ne peut pas le faire sans les spécialistes bourgeois. Il faut le dire une fois pour toutes. Certes, la plupart de ces spécialistes ont une mentalité essentiellement bourgeoise. Il faut les entourer d'une atmosphère de collaboration fraternelle, de commissaires ouvriers, de cellules communistes ; il faut les placer dans un entourage tel qu'ils ne puissent lui échapper. Mais il faut leur ménager des conditions de travail meilleures que sous le capitalisme, car autrement cette catégorie sociale formée par la bourgeoisie ne travaillera pas. Obliger toute une catégorie sociale à travailler sous le bâton n'est pas possible. Nous nous en sommes parfaitement rendu compte. On peut empêcher ces éléments de prendre une part active à la contre-révolution ; on peut les intimider assez pour qu'ils craignent d'allonger le bras pour toucher à un appel des gardes blancs. Sous ce rapport, les bolchéviks agissent avec énergie. Cela peut se faire et nous le faisons suffisamment. Nous l'avons tous appris. Mais obliger, par ces méthodes, tout un milieu social à travailler, est impossible. Ces hommes ont l'habitude de faire œuvre de culture ; ils ont fait progresser la culture dans le cadre du régime bourgeois — c'est-à-dire qu'ils ont enrichi la bourgeoisie d'immenses acquisitions matérielles, dont ils ne réservaient au prolétariat qu'une part infime. Mais ils ont fait progresser la culture, c'était là leur profession. Dès l'instant où ils voient que la classe ouvrière met en avant des contingents organisés et éclairés, qui non seulement apprécient la culture, mais aident à la diffuser parmi les masses, ils modifient leur attitude envers nous. Quand un médecin constate que dans la lutte contre les épidémies, le prolétariat stimule l'initiative des travailleurs, il adopte à notre égard une tout autre attitude. Nous avons un contingent important de ces médecins, ingénieurs, agronomes, coopérateurs bourgeois ; quand ils verront dans les faits que le prolétariat entraîne à cette oeuvre des masses de plus en plus grandes, ils seront vaincus *moralement,* et non pas seulement détachés de la bourgeoisie, politiquement. Alors notre tâche deviendra plus facile. Ils seront alors entraînés d'eux-mêmes dans notre appareil, ils deviendront une de ses parties constitutives. Pour cela il faut consentir des sacrifices. Payer pour cela même deux milliards, n'est rien. Craindre de faire ce sacrifice serait puéril ; ce serait ne pas comprendre les tâches qui se posent devant nous.

La désorganisation des transports, la désorganisation de l'industrie et de l'agriculture sape l'existence même de la République des Soviets. Ici, nous devons prendre les mesures les plus énergiques, tendre au maximum toutes les forces du pays. A l'égard des spécialistes, nous ne devons pas pratiquer une politique tracassière, mesquine. Ces spécialistes ne sont pas les domestiques des exploiteurs ; ce sont des artisans de la culture qui, dans la société bourgeoise, servaient la bourgeoisie, et dont tous les socialistes du monde ont dit que dans la société prolétarienne ils nous serviraient, *nous.* Dans cette période de transition, nous devons leur faire des conditions d'existence aussi bonnes que possible. Ce sera la meilleure politique, le mode de gestion le plus économique. Autrement, pour avoir économisé quelques centaines de millions, nous risquerions de perdre tant que des milliards ne pourraient plus nous faire récupérer ce que nous aurions perdu.

Au cours d'un entretien à propos des tarifs, le commissaire du peuple au Travail, le camarade Schmidt, m'a indiqué les faits suivants. Nous avons accompli, disait-il, pour égaliser les salaires, ce qu'aucun Etat bourgeois n'a fait nulle part et ne pourra jamais faire en des dizaines d'années. Considérez les tarifs d'avant-guerre: le manœuvre touchait 1 rouble par jour, soit 25 roubles par mois, et le spécialiste 500 roubles par mois, sans compter ceux que l'on payait des centaines de milliers de roubles. Le spécialiste recevait vingt fois plus que l'ouvrier. Dans notre barème actuel, les salaires varient de 600 à 3.000 roubles, la plus grande différence est du simple au quintuple. Nous avons beaucoup fait pour égaliser les salaires. Il est certain qu'aujourd'hui nous payons trop cher les spécialistes, mais payer un surplus pour le savoir qu'ils nous dispensent, non seulement cela en vaut la peine, c'est une nécessité absolue même au point de vue théorique. A mon avis, cette question est suffisamment élaborée dans le programme. Il faut la souligner avec force. Il est nécessaire de trancher la question ici, et pas seulement en principe ; il faut faire en sorte que tous les congressistes, rentrés chez eux, puissent obtenir, quand ils feront leur rapport à leurs organisations respectives, comme dans toute leur activité, que notre résolution, soit appliquée.

Nous avons déjà provoqué un revirement considérable parmi les intellectuels hésitants. Si nous parlions hier de légaliser les partis petits-bourgeois et si, aujourd'hui, nous faisons arrêter les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, nous appliquons, à travers ces variations, un système parfaitement défini. Et à travers ces variations passe une seule ligne, une ligne inflexible : *porter la hache à la contre-révolution, utiliser l'appareil culturel bourgeois.* Les menchéviks sont les pires ennemis du socialisme, car ils revêtent la peau du prolétaire, mais les menchéviks ne sont pas une couche prolétarienne. Seuls quelques contingents supérieurs, très peu nombreux, y sont prolétariens ; la couche elle-même se compose d'intellectuels de médiocre condition. Cette catégorie nous rejoint peu à peu. Nous la conquerrons entièrement en tant que catégorie sociale. Chaque fois que ces gens viennent à nous, nous leur disons : « Soyez les bienvenus. » A chacune de ces oscillations, une partie d'entre eux vient à nous. C'est ce qui est arrivé aux menchéviks, aux gens de la *Novaïa Jizn,* aux socialistes-révolutionnaires ; c'est ce qui arrivera à tous ces éléments hésitants qui, longtemps encore gêneront notre marche,

se lamenteront, courront d'un camp à l'autre ; ils sont comme cela, vous n'y ferez rien. Mais, à travers toutes ces hésitations nous recevrons, dans les rangs des travailleurs soviétiques, les couches d'intellectuels cultivés et nous éliminerons les éléments qui continueront de soutenir les gardes blancs.

La question suivante que, conformément à la division des thèmes, il m'appartient de traiter, est celle du *bureaucratisme et de la participation des grandes masses an travail des organisations publiques.* Il y a longtemps que des plaintes se font entendre contre la bureaucratie, et qui sont certainement fondées. Dans la lutte contre la bureaucratie, nous avons fait ce qu'aucun Etat n'a fait jusqu'ici. Nous avons détruit de fond en comble le vieil appareil pourri de bureaucratisme, appareil d'oppression bourgeoise qui reste tel, même dans les républiques bourgeoises les plus libres. A ne prendre que les tribunaux. Il est vrai qu'ici la tâche était plus facile, nous n'avions pas à créer un nouvel appareil, parce que chacun peut juger selon le sentiment du droit révolutionnaire des classes laborieuses. Nous sommes encore loin d'avoir achevé, ici, notre tâche. Cependant, dans plusieurs régions, nous avons fait du tribunal ce qu'il doit être. Nous avons créé des organes de la justice, auxquels pourront participer tous, jusqu'au dernier : non seulement les hommes, mais aussi les femmes, c'est-à-dire l'élément le plus arriéré et le plus inerte.

Les employés des autres branches de l'administration sont des fonctionnaires-bureaucrates plus endurcis. La tâche est ici plus malaisée. Nous ne pouvons pas nous passer de cet appareil. Toutes les branches d'administration le rendent nécessaire. Ici, nous souffrons de ce que la Russie était insuffisamment développée du point de vue capitaliste. L'Allemagne, semble-t-il, traverse cette phase plus facilement, parce que son appareil bureaucratique a passé par une bonne école, où l'on exploite durement, mais où l'on vous fait faire un travail sérieux au lieu d'user le rond de cuir, comme cela se passe dans nos administrations. Les vieux éléments bureaucratiques, nous les avons dispersés, secoués, et puis nous avons recommencé à leur confier de nouveaux postes. Les bureaucrates tsaristes ont passé peu à peu aux institutions soviétiques où ils répandent l'esprit bureaucratique ; ils se camouflent en communistes et pour mieux assurer leur carrière, ils se procurent des cartes du Parti communiste russe. Ainsi, après qu'on les a mis à la porte, ils rentrent par la fenêtre ! Ici, c'est le manque de forces cultivées qui se manifeste par-dessus tout. Ces bureaucrates, on pourrait au besoin les chasser de leur poste, mais il est impossible de les rééduquer d'emblée. Ici, ce qui nous incombe avant tout, ce sont des tâches d'organisation, de culture et d'éducation.

Combattre jusqu'au bout le bureaucratisme, le combattre jusqu'à la victoire complète, on ne le peut que si toute la population participe à la gestion du pays. Dans les républiques bourgeoises, cela n'était pas seulement impossible : *la loi elle-même s'y opposait.* Les meilleures républiques bourgeoises, si démocratiques qu'elles soient, ont des milliers d'obstacles d'ordre législatif qui empêchent les travailleurs de participer à l'administration de l'Etat. Nous avons fait en sorte que ces obstacles n'existent plus chez nous ; mais nous n'avons pas encore obtenu que les masses laborieuses puissent participer à l'administration du pays. Outre la loi, il y a encore le niveau de culture que l'on ne peut soumettre à aucune loi. Ce bas niveau de culture fait que les Soviets qui, d'après leur programme, sont des organes de gouvernement *par les travailleurs,* sont en réalité des organes de gouvernement *pour les travailleurs,* exercé par la couche avancée du prolétariat et non par les masses laborieuses.

Nous avons ici, devant nous, une tâche qui ne peut être accomplie qu'au prix d'un long travail d'éducation. Aujourd'hui, cette tâche est excessivement difficile pour nous, parce que la couche d'ouvriers qui gouverne est excessivement, incroyablement *mince,* comme j'ai eu maintes fois l'occasion de le signaler. Nous devons recevoir du renfort. Tous les indices attestent que cette réserve grandit à l'intérieur du pays. L'irrésistible soif de connaissance et le succès prodigieux de l'instruction acquise le plus souvent en dehors de toute école, le succès prodigieux de l'instruction des masses laborieuses, ne sauraient faire le moindre doute. Ce succès ne rentre dans aucun cadre scolaire, mais il est prodigieux. Tout porte à croire que dans un avenir rapproché nous aurons une immense réserve qui viendra remplacer les représentants surmenés de la mince couche prolétarienne. Dans tous les cas, notre situation actuelle est extrêmement difficile à cet égard. La bureaucratie est vaincue. Les exploiteurs sont supprimés. Mais le niveau de culture n'a pas encore été élevé, et c'est pourquoi les bureaucrates occupent leurs anciens postes. On ne pourra les refouler que par l'organisation du prolétariat et des paysans sur une échelle beaucoup plus large que jusqu'à ce jour et par l'application simultanée, effective, de mesures tendant à faire participer les ouvriers à la gestion du pays. Ces mesures, vous tous les connaissez dans le ressort de chaque Commissariat du peuple, et je ne m'y arrêterai pas.

Le dernier point qu'il me reste à examiner, c'est le *rôle dirigeant du prolétariat et la privation du droit de vote.* Notre Constitution reconnaît la prééminence du prolétariat sur la paysannerie, et enlève aux exploiteurs le droit de vote. Ce contre quoi les purs démocrates de l'Europe occidentale ont surtout dirigé leurs attaques. Nous leur avons répondu, et nous leur répondons qu'ils oublient les principes fondamentaux du marxisme, qu'ils oublient

que chez eux il s'agit de la démocratie bourgeoise, tandis que nous avons passé à la démocratie *prolétarienne*. Il n'est pas un pays au monde qui ait fait au moins le dixième de ce que la République des Soviets a fait dans les derniers mois pour amener les ouvriers et les paysans pauvres à participer à la gestion de l'Etat. C'est là une vérité absolue. Personne ne niera que pour la démocratie véritable, et non fictive, pour intéresser les ouvriers et les paysans à la vie publique, nous avons fait plus que n'ont fait et ne pouvaient faire en des centaines d'années les meilleures républiques démocratiques. C'est ce qui a déterminé l'importance des Soviets ; c'est grâce à cela que les Soviets sont devenus le mot d'ordre du prolétariat de tous les pays.

N'empêche que nous nous heurtons constamment à cet obstacle qu'est la culture insuffisante des masses. La privation de la bourgeoisie du droit de vote, nous ne l'avons nullement envisagée d'un point de vue absolu, parce que théoriquement on peut très bien admettre que la dictature du prolétariat réprime la bourgeoisie à chaque pas, sans la priver cependant des droits électoraux. Cela se conçoit parfaitement en théorie ; de même nous ne prétendons pas faire de notre constitution un modèle pour les autres pays. Nous disons seulement : celui-là n'est pas un socialiste qui s'imagine qu'on peut passer au socialisme sans réprimer la bourgeoisie. Mais s'il est indispensable de réprimer la bourgeoisie en tant que classe, il n'est pas indispensable de la priver du droit de vote et de l'égalité. Nous ne voulons pas de la liberté pour la bourgeoisie, nous ne reconnaissons pas d'égalité entre exploiteurs et exploités, mais dans notre programme nous considérons cette question en ce sens que les mesures établissant, par exemple, l'inégalité des ouvriers et des paysans ne sont nullement prescrites par la constitution. La constitution les a enregistrées *après* qu'elles ont été appliquées. Et ce ne sont même pas les bolchéviks qui ont élaboré la constitution des Soviets ; ce sont les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires qui l'ont élaborée contre eux-mêmes, avant la Révolution bolchévique. Ils l'ont élaborée, comme l'avait fait la vie. L'organisation du prolétariat allait beaucoup plus vite que celle des paysans, ce qui faisait des ouvriers l'appui de la révolution et leur donnait un avantage réel ! La tâche suivante est de passer graduellement à leur égalisation. Ni avant ni après la Révolution d'Octobre, personne n'a chassé la bourgeoisie des Soviets. *La bourgeoisie s'est elle-même retirée des Soviets.*

Ainsi en est-il du droit de vote de la bourgeoisie. Notre tâche est de poser la question en toute clarté. Nous ne cherchons pas le moins du monde des excuses à notre conduite, mais nous énumérons très exactement les faits tels qu'ils sont. Notre constitution a dû, comme nous l'indiquons, consigner cette inégalité parce que le niveau de culture est bas, parce que notre degré d'organisation est faible. Mais nous n'en faisons pas un idéal. Au contraire. D'après le programme, le Parti s'engage à travailler méthodiquement à abolir l'inégalité qui existe entre le prolétariat mieux organisé et les paysans. Cette inégalité, nous l'abolirons dès que nous aurons réussi à élever le niveau de culture. Nous nous passerons alors de ces restrictions. Dès maintenant, après quelque dix-sept mois de révolution, elles n'ont pratiquement qu'une portée très faible.

Tels sont, camarades, les principaux points sur lesquels j'ai cru devoir m'arrêter pendant l'examen général du programme, afin d'en amorcer la discussion approfondie. *(Applaudissements.)*

Publié dans le recueil Le VIII^e^ Congrès du Parti communiste de Russie (bolchévik). Moscou, 1919.

RAPPORT SUR LE TRAVAIL A LA CAMPAGNE PRÉSENTÉ AU VIII[e] CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE (bolchevik) DE RUSSIE, LE 23 MARS 1919

(Applaudissements prolongés.) Camarades, je dois m'excuser de n'avoir pu assister à toutes les séances de la section désignée par le congrès, afin d'étudier la question du travail à la campagne. Les discours des camarades qui ont pris part dès le début aux travaux de cette section, serviront de complément à mon rapport. La section a finalement établi des thèses qui ont été renvoyées à la commission et seront soumises à votre examen. Je désirerais m'arrêter sur la portée générale de la question, telle qu'elle nous est apparue à l'issue des travaux de la section, et telle que, selon moi, elle apparaît aujourd'hui devant le Parti tout entier.

Camarades, il est tout à fait naturel que dans le cours du développement de la révolution prolétarienne, il nous faille mettre au premier plan tantôt un problème, tantôt un autre parmi les plus importants et les plus compliqués de la vie publique. Il est tout à fait naturel que dans une révolution qui touche et ne peut manquer de toucher les bases les plus profondes de la vie, les plus grandes masses de la population, il n'y ait pas un parti, pas un gouvernement même le plus proche des masses, qui soit en mesure d'embrasser *d'un coup* tous les aspects de la vie. Et si maintenant il faut nous arrêter à la question du travail à la campagne et considérer à part surtout la situation de la paysannerie moyenne, il ne saurait y avoir là, du point de vue du développement de la révolution prolétarienne en général, rien de bizarre ni d'anormal. On conçoit que la révolution prolétarienne ait dû commencer par envisager les rapports essentiels entre les deux classes ennemies, le prolétariat et la bourgeoisie. La tâche fondamentale était de remettre le pouvoir entre les mains de la classe ouvrière, d'assurer sa dictature, de renverser la bourgeoisie et de lui retirer les sources économiques de son pouvoir, lesquelles constituent nécessairement un obstacle à toute construction socialiste, en général. Nous tous qui connaissons le marxisme, nous n'avons jamais douté de cette vérité qu'en société capitaliste, de par la structure économique même de cette société, un rôle décisif peut appartenir soit au prolétariat, soit à la bourgeoisie. Maintenant nous voyons nombre d'ex-marxistes, — du camp menchévik, par exemple, — qui prétendent qu'en période de lutte décisive du prolétariat contre la bourgeoisie, la domination peut être exercée par la *démocratie en général.* Ainsi parlent les menchéviks dont la collusion avec les socialistes-révolutionnaires est complète. Comme si ce n'était pas la bourgeoisie elle-même qui crée ou abolit la démocratie, selon que cela lui est avantageux ou non ! Et s'il en est ainsi, il ne saurait être question de démocratie en général, au cours de la lutte aiguë de la bourgeoisie contre le prolétariat. On ne peut que s'étonner de la rapidité avec laquelle ces marxistes ou pseudo-marxistes — par exemple nos menchéviks — se démasquent, avec quelle promptitude se révèle leur véritable nature de démocrates petits-bourgeois.

Ce que Marx a combattu le plus, toute sa vie durant, ce sont les illusions de la démocratie petite-bourgeoise et du démocratisme bourgeois. Ce qu'il a raillé le plus, ce sont les phrases creuses sur la liberté et l'égalité, quand elles voilent la liberté des ouvriers de mourir de faim, ou l'égalité de l'homme qui vend sa force de travail avec le bourgeois qui, sur le marché prétendument libre, achète librement et en toute égalité cette force de travail, etc. Cela, Marx l'a expliqué dans tous ses ouvrages économiques. On peut dire que tout le *Capital* de Marx s'attache à mettre en lumière cette vérité, que les *forces fondamentales de la société capitaliste sont et peuvent être seulement la bourgeoisie et le prolétariat :* la bourgeoisie comme bâtisseur de cette société capitaliste, comme son dirigeant, comme son animateur ; le prolétariat comme son fossoyeur, comme la seule force capable de la remplacer. Je doute qu'on trouve un seul chapitre, dans n'importe quel ouvrage de Marx, qui ne soit consacré à ce thème. On peut dire que les socialistes du monde entier, au sein de la II[e] Internationale, ont maintes fois juré leurs grands dieux devant les ouvriers, qu'ils avaient compris cette vérité. Mais lorsque les choses en sont venues à la lutte véritable, à la lutte décisive entre le prolétariat et la bourgeoisie pour le pouvoir, nous avons constaté que nos menchéviks et nos socialistes-révolutionnaires, ainsi que les chefs des vieux partis socialistes du monde entier, ont oublié cette vérité et se sont mis à répéter d'une façon purement mécanique des phrases philistines sur la démocratie en général.

On cherche parfois chez nous à conférer à ces paroles un je ne sais quoi que l'on croit être plus « fort », en disant : « Dictature de la démocratie. » Voilà qui est parfaitement absurde. Nous savons très bien par l'histoire que la dictature de la bourgeoisie démocratique n'a pas signifié autre chose que la répression des ouvriers soulevés. Il en fut ainsi à partir de 1848, en tout cas pas plus tard, mais on peut en trouver encore bien avant des exemples isolés. L'histoire nous montre que c'est justement dans la démocratie bourgeoise que se déroule avec ampleur et en toute liberté la lutte la plus aiguë entre le prolétariat et la bourgeoisie. Nous avons eu l'occasion de nous convaincre de la justesse de cette vérité dans la pratique. Et si les mesures prises par le Gouvernement des Soviets, à partir d'octobre 1917, ont été pleines de fermeté dans tous les problèmes essentiels, c'est parce que nous ne nous étions jamais écartés de cette vérité, nous ne l'avions jamais oubliée. Seule la dictature d'une classe — celle du prolétariat — peut trancher le problème de la lutte contre la bourgeoisie pour la domination. Seule la

dictature du prolétariat peut triompher de la bourgeoisie. Seul le prolétariat peut renverser la bourgeoisie. Seul le prolétariat peut mener derrière lui les masses contre la bourgeoisie.

Mais il n'en résulte pas du tout — ce serait une erreur des plus grossières — que dans la suite de l'œuvre de construction communiste, quand la bourgeoisie est déjà renversée, et que le pouvoir politique est déjà aux mains du prolétariat, nous puissions plus tard également nous passer de la participation des éléments moyens, intermédiaires.

Il est naturel qu'au début de la révolution, — de la révolution prolétarienne, — toute l'attention de ses artisans se porte sur une chose principale, essentielle : établir la domination du prolétariat et assurer cette domination en triomphant de la bourgeoisie, — assurer les conditions nécessaires pour que la bourgeoisie ne puisse pas revenir au pouvoir. Nous savons fort bien que la bourgeoisie garde jusqu'ici en ses mains les avantages qu'elle tire de ses richesses dans les autres pays, ou qui consistent, parfois même chez nous, dans la richesse financière. Nous savons bien qu'il est des éléments sociaux plus expérimentés que les prolétaires, et qui aident la bourgeoisie. Nous savons bien que la bourgeoisie n'a pas abandonné l'idée de recouvrer le pouvoir, qu'elle n'a pas cessé ses tentatives de rétablir sa domination.

Mais ce n'est pas encore tout, tant s'en faut. La bourgeoisie qui met surtout en avant le principe : « La patrie est là où il fait bon vivre » ; la bourgeoisie qui, au point de vue de l'argent, a toujours été internationale, — *la bourgeoisie à l'échelle mondiale est pour l'instant plus forte que nous.* Sa domination décline rapidement ; elle voit des exemples comme celui de la révolution hongroise, — que nous avons eu le bonheur de vous annoncer hier et que d'autres renseignements viennent confirmer aujourd'hui, — elle commence déjà à comprendre que sa domination chancelle. Elle n'a plus la liberté d'action. Mais aujourd'hui, si l'on tient compte des ressources matérielles à l'échelle mondiale, on ne peut s'empêcher de reconnaître que, matériellement, la bourgeoisie est pour l'instant plus forte que nous.

Aussi les neuf dixièmes de notre attention, de notre activité pratique, ont été et devaient être consacrés à ce problème essentiel : renverser la bourgeoisie, affermir le pouvoir du prolétariat, supprimer toute possibilité de retour de la bourgeoisie au pouvoir. Cela est parfaitement naturel, légitime, inévitable. Et sous ce rapport beaucoup de choses ont été accomplies avec succès.

Maintenant il nous faut inscrire à l'ordre du jour la question relative aux autres catégories sociales. Nous devons, — telle était notre conclusion générale à la section agraire, et tous les militants du Parti, nous en sommes sûrs, seront d'accord là-dessus, parce que nous n'avons fait que résumer l'expérience de leurs observations, — nous devons inscrire à l'ordre du jour, dans toute son ampleur, la *question de la paysannerie moyenne.*

Il s'en trouvera certes qui, au lieu de réfléchir à la marche de notre révolution, au lieu de méditer sur les tâches qui se posent maintenant à nous. — prendront prétexte de toute disposition du pouvoir soviétique pour ricaner et critiquailler comme le font messieurs les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires de droite. Ces gens-là n'ont pas compris jusqu'ici qu'ils doivent choisir entre nous et la dictature bourgeoise. Nous avons montré à leur égard beaucoup de patience et même de bonhomie ; nous leur laisserons encore une fois la possibilité de mettre à l'épreuve, notre mansuétude. Mais dans un avenir prochain nous mettrons un terme à cette patience et à cette bonhomie, et s'ils ne font pas leur choix, nous leur proposerons tout à fait sérieusement d'aller rejoindre Koltchak. *(Applaudissements.)* De ces gens-là nous n'attendons pas des facultés mentales particulièrement brillantes. *(Rires.)* Mais on pouvait attendre que, après avoir éprouvé par eux-mêmes la férocité de Koltchak, ils comprendront que no as avons le droit d'exiger d'eux qu'ils choisissent entre nous et Koltchak. Si dans les premiers mois qui suivirent Octobre, beaucoup de gens naïfs avaient eu la bêtise de croire que la dictature du prolétariat était quelque chose de passager, d'accidentel, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires eux-mêmes devraient comprendre maintenant qu'il s'agit d'un phénomène logique dans la lutte qui se livre sous la poussée de l'ensemble de la bourgeoisie internationale.

En fait, deux forces seulement se sont constituées : la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat. Celui qui n'a pas lu cela dans Marx, celui qui ne l'a pas lu dans les écrits des grands socialistes, celui-là n'a jamais été socialiste, n'a rien compris au socialisme ; il s'est simplement intitulé socialiste. A ces gens-là nous accordons un bref délai pour réfléchir, et nous exigeons qu'ils prennent un parti. Si j'en ai parlé, c'est parce qu'ils disent maintenant, ou ils diront : « Les bolcheviks ont soulevé la question de la paysannerie moyenne, ils veulent flirter avec elle. » Je sais parfaitement qu'une argumentation de ce genre, et même bien pire, trouve largement place dans la presse des menchéviks. Ces arguments, nous les rejetons ; nous n'attachons jamais d'importance

aux bavardages de nos adversaires. Des gens qui jusqu'à présent sont capables de faire la navette entre la bourgeoisie et le prolétariat, peuvent dire ce qu'ils veulent. Nous suivons un autre chemin.

Notre chemin est déterminé avant tout par l'inventaire des forces de classe. La lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat se développe dans la société capitaliste. Tant que cette lutte n'est pas achevée, nous redoublerons d'efforts pour la faire aboutir. Elle n'est pas encore arrivée à son terme. Nous avons réussi à faire beaucoup dans cette lutte. Aujourd'hui la bourgeoisie internationale n'a plus les mains libres. La meilleure preuve à cela, c'est la révolution prolétarienne de Hongrie. Aussi est-il évident que notre œuvre de construction à la campagne a dépassé le cadre dans lequel tout était subordonné à la condition fondamentale : la lutte pour le pouvoir,

Cette œuvre de construction a connu deux phases essentielles. En octobre 1917 nous avons pris le pouvoir *avec la paysannerie dans son ensemble.* C'était une révolution bourgeoise, pour autant que la lutte de classes à la campagne n'avait pas encore pris de développement. Comme je l'ai déjà dit, ce n'est que dans l'été de 1918 que commença la véritable révolution prolétarienne à la campagne. Si nous n'avions pas su déclencher cette révolution, notre travail n'eût pas été complet. La première étape a été la prise du pouvoir dans la ville, l'institution de la forme soviétique de gouvernement. La seconde étape, — ce qui est essentiel pour tous les socialistes, et sans quoi ils ne seraient pas des socialistes, — ç'a été la différenciation des éléments prolétariens et semi-prolétariens à la campagne, leur réunion au prolétariat des villes en vue de lutter contre la bourgeoisie rurale. Cette étape a été également franchie dans ses grandes lignes. Les organisations que nous avions formées à cet effet, au début, les comités de paysans pauvres, se sont consolidées au point que nous avons jugé possible de les remplacer par des Soviets régulièrement élus, c'est-à-dire de réorganiser les Soviets ruraux de façon qu'ils deviennent des organismes de domination de classe, des organes du pouvoir prolétarien à la campagne. Ainsi des dispositions telles que la loi sur le régime socialiste de la terre et sur les mesures de transition vers l'agriculture socialiste, loi adoptée récemment par le Comité exécutif central et que tout le monde connaît à coup sûr, dressent le bilan des événements passés, du point de vue de notre révolution prolétarienne.

L'essentiel, ce qui constitue la tâche première, fondamentale, de la révolution prolétarienne, nous l'avons accompli. Et justement parce que nous nous en sommes acquittés, une tâche plus complexe s'inscrit à l'ordre du jour, savoir : *notre attitude à l'égard de la paysannerie moyenne.* Celui qui pense que le fait de formuler cette tâche es1 quelque chose comme une atténuation du caractère de notre pouvoir, un relâchement de la dictature du prolétariat, un changement, même partiel, même minime, de notre politique fondamentale, celui-là ne comprend absolument rien aux tâches du prolétariat, aux tâches de la révolution communiste. Je suis sûr qu'il ne se trouvera pas de ces gens-là dans notre Parti. Je voulais seulement mettre en garde nos camarades contre les gens, — en marge du parti ouvrier, — qui tiendront de tels propos, non parce qu'ils dérivent d'une conception quelconque, mais simplement pour nous faire du tort et prêter main forte aux gardes blancs, — autrement dit pour dresser contre nous le moujik moyen, qui a toujours hésité, ne peut pas ne pas hésiter et hésitera encore assez longtemps. Pour le dresser contre nous, ils diront : « Voyez, ils flirtent avec vous ! C'est donc qu ils tiennent compte de vos soulèvements, c'est donc qu'ils sont pris d'hésitation », etc., etc. Il faut que tous nos camarades soient armés contre une telle agitation. Et je suis sûr qu'ils le seront, si nous obtenons dès maintenant que cette question soit posée du point de vue de la lutte de classes.

Il est parfaitement clair que cette question essentielle est plus compliquée, mais non moins vitale : *comment définir exactement l'attitude du prolétariat à l'égard de la paysannerie moyenne ?* Camarades, cette question ne présente pas de difficultés pour les marxistes, du point de vue théorique, point de vue que l'immense majorité des ouvriers s'est assimilé. Je rappellerai, par exemple, que dans le livre de Kautsky sur la question agraire, écrit encore à l'époque où Kautsky exposait correctement la doctrine de Marx et était reconnu pour une autorité incontestée en la matière, — dans ce livre sur la question agraire, il est dit au sujet de la transition du capitalisme au socialisme : la tâche du parti socialiste est de *neutraliser la paysannerie,* c'est-à-dire qu'il faut obtenir que le paysan reste neutre dans la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie ; que le paysan ne puisse pas prêter une aide active à la bourgeoisie contre nous.

Durant la longue période de domination de la bourgeoisie, la paysannerie a soutenu son pouvoir, a été aux côtés de la bourgeoisie. Cela se conçoit, si l'on tient compte de la force économique de la bourgeoisie et des moyens politiques de sa domination. Nous ne pouvons pas compter que le paysan moyen se mette immédiatement de notre côté. Mais si nous pratiquons une juste politique, ces hésitations cesseront bientôt, et le paysan pourra se rallier à nous.

Déjà Engels qui, avec Marx, a jeté les bases du marxisme scientifique, c'est-à-dire de la doctrine dont s'inspire notre Parti constamment et surtout pendant la révolution, — déjà Engels établissait une subdivision de la

paysannerie en petite, moyenne et grosse paysannerie : aujourd'hui encore cette division correspond à la réalité pour l'immense majorité des pays d'Europe. Engels disait : « Peut-être n'aura-t-on pas besoin de réprimer partout, par la violence, même la grosse paysannerie. » Et que nous puissions jamais user de violence envers la paysannerie moyenne (la petite paysannerie est notre amie), pas un socialiste raisonnable n'y a jamais songé. Ainsi parlait Engels en 1894, un an avant sa mort, alors que la question agraire s'inscrivait à l'ordre du jour. Ce point de vue nous montre la vérité que parfois on oublie, mais sur laquelle nous sommes tous d'accord au point de vue théorique. Par rapport aux grands propriétaires fonciers et aux capitalistes, notre tâche est l'expropriation complète. *Mois nous n'admettons aucune violence à l'égard de la paysannerie moyenne.* Même en ce qui concerne la paysannerie riche, nous ne sommes pas aussi catégoriques que pour la bourgeoisie : nous ne disons pas expropriation absolue de la paysannerie riche et des koulaks. Cette distinction a été marquée dans notre programme. Nous disons : répression de la résistance de la paysannerie riche, répression de ses velléités de contre-révolution. Ce n'est pas l'expropriation totale.

La distinction essentielle qui détermine notre attitude envers la bourgeoisie et la paysannerie moyenne, c'est l'expropriation totale de la bourgeoisie et l'alliance avec la paysannerie moyenne qui n'exploite pas autrui ; cette ligne essentielle est reconnue de tous en théorie. Mais dans la pratique cette ligne n'est pas observée d'une façon conséquente ; à la base on n'a pas encore appris à l'observer. Lorsque, après avoir renversé la bourgeoisie et consolidé son pouvoir à lui, le prolétariat s'est attelé de différents côtés à l'œuvre de création d'une société nouvelle, le problème de la paysannerie moyenne est venu au premier plan. Aucun socialiste du monde n'a nié que la construction du communisme suivrait des voies différentes dans les pays de grosse agriculture, et dans ceux de petite agriculture. C'est là une vérité des plus élémentaires, une vérité première. De cette vérité il suit qu'au fur et à mesure que nous nous acheminons vers les objectifs de la construction communiste, l'attention centrale doit se porter, dans une certaine mesure, justement sur la paysannerie moyenne.

Beaucoup dépend de la façon dont nous définirons notre attitude envers la paysannerie moyenne. Au point de vue théorique cette question est résolue. Mais nous avons parfaitement éprouvé, nous savons d'expérience la différence qui existe entre la solution théorique d'un problème et l'application pratique de cette solution. Nous touchons de près à cette différence si caractéristique de la Grande Révolution française, alors que la Convention y allait de ses dispositions d'envergure, mais n'avait pas l'appui nécessaire pour les appliquer, ne savait pas même sur quelle classe s'appuyer pour appliquer telle ou telle mesure.

Nous sommes placés dans des conditions infiniment plus heureuses. Grâce à tout un siècle de développement, nous savons sur quelle classe nous prenons appui. Mais nous savons également que cette classe, en fait d'expérience pratique, est très peu pourvue. L'essentiel pour la classe ouvrière, pour le parti ouvrier, était clair : renverser le pouvoir de la bourgeoisie et donner le pouvoir aux ouvriers. Mais *comment* s'y prendre ? Tout le monde se rappelle au milieu de quelles difficultés et de quelles erreurs nous avons passé du contrôle ouvrier à la gestion de l'industrie par les ouvriers. Et ce travail s'est pourtant fait à l'intérieur de notre classe, dans le milieu prolétarien, auquel nous avions toujours eu affaire. Or, maintenant il nous faut définir notre attitude envers une nouvelle classe, envers une classe que l'ouvrier des villes ne connaît pas. Il importe de déterminer notre attitude envers la classe qui n'a pas une position stable bien définie. Le prolétariat dans sa masse est pour le socialisme ; la bourgeoisie dans sa masse est contre le socialisme, — il est aisé de déterminer les rapports entre ces deux classes. Mais lorsque nous passons à une catégorie comme la paysannerie moyenne, il se trouve que *c'est là une classe qui hésite.* Elle est partie propriétaire, partie travailleur. Elle n'exploite pas les autres travailleurs. Durant des dizaines d'années, il lui a fallu défendre sa situation au prix d'un immense effort ; elle a éprouvé à ses dépens l'exploitation des grands propriétaires fonciers et des capitalistes ; elle a tout enduré et, en même temps, elle est propriétaire. Aussi notre attitude à l'égard de cette classe hésitante offre des difficultés extrêmes. Forts de notre expérience de plus d'une année, forts du travail prolétarien que nous faisons depuis plus de six mois à la campagne, forts de la différenciation de classe qui s'est déjà opérée à la campagne, nous devons pardessus tout nous garder, ici, de toute précipitation, de toute théoricité maladroite, de toute velléité de considérer comme prêt ce que nous sommes en train d'élaborer, ce que nous n'avons pas encore achevé d'élaborer. Dans la résolution que vous propose la commission désignée par la section, et dont lecture vous sera faite par un des orateurs qui me succéderont, vous trouverez une suffisante mise en garde sur ce point.

Du point de vue économique, il est évident que nous devons venir en aide à la paysannerie moyenne. Ici, pas de doute au point de vue théorique. Mais étant donné nos mœurs, notre niveau de culture, l'insuffisance de forces culturelles et techniques que nous pourrions offrir à la campagne ; étant donné cette incapacité que nous montrons fréquemment dans nos rapports avec la campagne, nos camarades ont très souvent recours à la contrainte. Et ceci fait du tort à tout notre travail. Pas plus tard qu'hier un camarade m'a remis une brochure intitulée : *Instructions et règlements sur l'organisation du travail du Parti dans la province de Nijni-Novgorod,* éditée par le Comité du P.C.R. de cette ville. Je lis dans cette brochure, par exemple, à la page 41 : « Le décret

relatif à l'impôt extraordinaire doit peser de tout son poids sur les koulaks ruraux, les spéculateurs et, *en général, sur l'élément moyen de la paysannerie.* » Ah ! là, on peut dire que les gens ont « compris » ! Ou c'est une erreur d'impression, — mais il est inadmissible qu'on laisse passer de pareilles coquilles ! Ou c'est un travail fait dans la hâte, dans la précipitation, qui montre combien toute précipitation est dangereuse en cette matière. Ou bien il y a là, — et c'est la pire hypothèse que je ne voudrais pas formuler à l'endroit des camarades de Nijni-Novgorod, — il y a là simplement de l'incompréhension. Il se peut bien que ce soit une simple, inadvertance.

Dans la pratique, on voit se produire des exemples comme celui qu'un camarade nous a rapporté à la commission. Des paysans l'avaient entouré, et chacun de demander : « Décide ce que je suis : paysan moyen ou non ? J'ai deux chevaux et une vache. J'ai deux vaches et un cheval », etc. Or, cet agitateur, en tournée dans les districts, doit posséder un thermomètre infaillible, qui lui permettrait de prendre la température du paysan et d'établir s'il est paysan moyen ou non. Pour cela il faut connaître toute l'histoire de l'économie de ce paysan, savoir ce qui le rapproche des groupes inférieurs ou supérieurs. Toutes choses que nous ne pouvons établir exactement.

Il faut ici beaucoup de savoir-faire pratique, la connaissance des conditions locales. Et c'est ce que nous ne possédons pas encore. Il n'y a aucune honte à l'avouer : nous devons le reconnaître ouvertement. Nous n'avons jamais été des utopistes, et nous n'avons jamais pensé que nous allions construire la société communiste avec les mains bien propres de communistes proprets, qui doivent naître et s'éduquer dans la société communiste pure. Ce sont là des contes d'enfants. Nous devons bâtir le communisme avec les débris du capitalisme, et seule la classe rompue à la lutte contre le capitalisme peut s'en acquitter. Le prolétariat, vous le savez fort bien, n'est pas exempt des défauts et faiblesses de la société capitaliste. Il lutte pour le socialisme, et en même temps il combat ses propres insuffisances. L'élite, la partie avancée du prolétariat qui, durant des dizaines d'années, a mené une lutte acharnée dans les villes, pouvait, au cours de cette lutte, faire sienne toute la culture des villes et des capitales, et elle se l'est assimilée dans une certaine mesure. Vous savez que même dans les pays avancés la campagne était vouée à l'inculture. Certes, nous élèverons la culture de la campagne, mais c'est là une affaire de longues, très longues années. Voilà ce qu'oublient partout nos camarades, et ce qu'évoque devant nous, d'une façon saisissante, chaque parole prononcée par les militants des organisations de base, — pas des intellectuels d'ici, pas des hommes de bureau, nous les avons beaucoup entendus, — mais des gens qui ont observé pratiquement le travail à la campagne. Ce sont ces voix-là qui nous ont été particulièrement précieuses à la section agraire. Elles le seront aujourd'hui encore, j'en suis sûr, pour l'ensemble du congrès du Parti, parce qu'elles ne viennent pas des livres, des décrets, mais de la vie même.

Tout cela nous incite à travailler de façon à faire la plus grande clarté en ce qui concerne notre attitude à l'égard de la paysannerie moyenne. La difficulté est très grande, parce que *cette clarté manque dans la vie.* Non seulement cette question n'a pas été résolue, mais elle est *insoluble* si on veut la résoudre *d'un seul coup et tout de suite.* Il en est qui disent : « Il ne fallait pas rédiger une telle quantité de décrets », ils reprochent au gouvernement soviétique d'avoir entrepris de rédiger des décrets sans savoir comment les appliquer. Au fond, ces gens-là ne remarquent pas qu'ils glissent dans le camp des gardes blancs. Si nous avions supposé que la confection d'une centaine de décrets changerait toute la vie des campagnes, nous aurions été des idiots finis. Mais si nous avions renoncé à esquisser dans les décrets la voie à suivre, nous aurions été traîtres au socialisme. Ces décrets, qui n'avaient pu être pratiquement appliqués d'un seul coup et entièrement, ont joué un rôle important pour la propagande. Si autrefois nous faisions la propagande avec des vérités communes, aujourd'hui *nous la faisons par le travail.* C'est aussi de la propagande, de la propagande par l'action cette fois, mais non point dans le sens d'actions isolées faites par des olibrius, ce dont nous nous sommes beaucoup moqués à l'époque des anarchistes et du vieux socialisme. Notre décret est un appel, mais pas comme on l'entendait autrefois : « Ouvriers, debout, renversez la bourgeoisie !» Non, c'est un appel aux masses, un appel à l'action pratique. *Les décrets, ce sont des instructions conviant les masses à une action pratique.* Voilà ce qui importe. J'admets que les décrets renferment bien des choses inutiles, qui ne prendront pas dans la vie. Mais il y a là matière à faire œuvre pratique, et le décret a pour tâche d'apprendre l'action pratique à des centaines, à des milliers et des millions d'hommes, qui prêtent l'oreille à la voix du pouvoir des Soviets. C'est là un essai d'action pratique dans le domaine de la construction socialiste à la campagne. Si nous considérons les choses de cette manière, nous tirerons énormément de la somme de nos lois, décrets et décisions. Nous ne les regarderons pas comme des décisions absolues, qu'il importe à tout prix d'appliquer tout de suite, d'un seul coup.

Il faut éviter tout ce qui pourrait encourager, dans la pratique, tels ou tels abus. On voit çà et là s'agripper à nous des arrivistes, des aventuriers qui se proclament communistes et nous trompent ; qui se sont jetés vers nous parce que les communistes sont maintenant au pouvoir ; parce que les éléments plus honnêtes parmi les « ci-devant » fonctionnaires ne sont pas venus travailler avec nous à cause de leurs idées retardataires ; tandis que les arrivistes sont dépourvus d'idées, dépourvus d'honnêteté. Ces gens qui ne cherchent qu'à se faire bien venir, usent sur place

de la contrainte ; et pensent qu'ils font bien. Or, il en résulte parfois que les paysans disent » « Vive le pouvoir des Soviets, mais à *bas la commune* ! » (c'est-à-dire le communisme). Ces exemples n'ont pas été inventés, mais empruntés à la réalité vivante, aux communications faites par les camarades de la base. Nous ne devons pas oublier le tort immense que nous font tout défaut de modération, toute précipitation, toute action à tir rapide.

Nous avons dû nous hâter, coûte que coûte, pour sortir par un bond désespéré, de la guerre impérialiste qui nous avait conduits à la faillite : il a fallu employer les efforts les plus désespérés pour écraser la bourgeoisie et les forces qui menaçaient de nous écraser à notre tour. Il le fallait bien, sinon nous n'aurions pas pu vaincre. Mais agir de même à l'égard de la paysannerie moyenne serait faire preuve d'un tel idiotisme, d'une telle stupidité, ce serait d'un effet si désastreux, que seuls des provocateurs peuvent sciemment oeuvrer de cette manière. La question doit être posée ici tout autrement. Il ne s'agit pas, ici, de briser la résistance d'exploiteurs avérés, de les vaincre et de les renverser, tâche que nous nous étions fixée auparavant. Non. Dans la mesure où nous avons réglé ce problème essentiel, d'autres problèmes plus complexes s'inscrivent à l'ordre du jour. Avec de la violence on ne fera rien ici. *La violence à l'égard de la paysannerie moyenne est on ne peut plus nuisible.* C'est une couche nombreuse, forte de millions d'hommes. Même en Europe, où nulle part elle n'atteint à cette force, où sont prodigieusement développés la technique et la culture, la vie urbaine, les chemins de fer, où il eût été si facile d'y songer, — personne, aucun des socialistes les plus révolutionnaires, n'a jamais préconisé des mesures de violence à l'égard de la paysannerie moyenne.

Au moment où nous prenions le pouvoir, nous nous sommes appuyés sur l'ensemble de la paysannerie. Alors une seule tâche se posait devant tous les paysans : la lutte contre les grands propriétaires fonciers. Mais jusqu'à présent ils gardent une prévention contre la grosse exploitation. Le paysan se dit : « Du moment qu'il y a grosse exploitation, c'est que je redeviens un valet de ferme. » Il se trompe, évidemment. Mais à l'idée de grande exploitation se rattache, chez le paysan, un sentiment de haine, le souvenir de l'oppression exercée sur le peuple par les grands propriétaires fonciers. Ce sentiment persiste, il n'est pas encore mort.

Nous devons nous baser par-dessus tout sur cette vérité qu'on ne saurait rien obtenir ici par les méthodes de violence. La tâche économique se présente ici tout autrement. Il n'y a pas là de sommet que l'on peut couper, en laissant toutes les fondations, tout l'édifice. Le sommet représenté dans les villes par les capitalistes, n'existe pas ici. *User de la violence serait compromettre toute l'affaire.* Ce qu'il faut c'est un travail d'éducation persévérant. Au paysan qui, chez nous comme dans le monde entier, est un praticien et un réaliste, nous devons fournir des exemples concrets pour lui prouver que la « commune » est mieux que tout. Certes, nous n'arriverons à rien si dans les campagnes se présentent des hommes aux décisions hâtives et qui à tire-d'aile arrivent de la ville tailler une bavette, provoquer quelques querelles d'intellectuels ou de non-intellectuels et puis se séparent brouillés. Cela s'est vu. Au lieu de respect, ils provoquent la raillerie, et une raillerie parfaitement légitime.

Sur cette question nous devons dire que nous encourageons les communes, mais que celles-ci doivent être organisées *de façon à gagner la confiance du paysan.* Et d'ici là nous sommes les élèves des paysans, et non leurs éducateurs. Rien de plus stupide lorsque des hommes qui ne connaissent pas l'agriculture ni ses particularités, des hommes qui se sont jetés à la campagne uniquement parce qu'ils avaient entendu parler de Futilité des exploitations collectives, qui en ont assez de la vie citadine et désirent travailler à la campagne, — lorsque ces hommes s'imaginent être en tout les éducateurs des paysans. *Il n'y a rien de plus stupide que l'idée même de la violence exercée dans les rapports économiques du paysan moyen.*

Il ne s'agit point d'exproprier le paysan moyen, mais de tenir compte des conditions particulières de la vie du paysan, d'apprendre des paysans comment passer à un ordre de choses meilleur, et ne *jamais commander* ! Voilà la règle que nous nous sommes assignée. *(Applaudissement de tout le congrès.)* Voilà la règle que nous avons essayé d'exposer dans notre projet de résolution, car de ce côté, camarades, nous avons en effet commis pas mal de fautes. Il n'y a aucune honte à l'avouer. Nous n'avions pas d'expérience. La lutte même contre les exploiteurs, nous l'avons tirée de notre expérience. Si l'on nous en a quelquefois blâmés, nous pouvons dire : « Messieurs les capitalistes, c'est vous les coupables. Si vous n'aviez pas, opposé une résistance aussi farouche, aussi insensée, impudente et désespérée ; si vous n'aviez pas fait alliance avec la bourgeoisie du monde entier, la révolution aurait revêtu des formes plus pacifiques. » Aujourd'hui que nous avons repoussé l'assaut furieux déclenché contre nous de toutes parts, nous pouvons adopter d'autres méthodes parce que nous n'agissons pas comme un petit cercle, mais comme un parti qui mène derrière lui des millions d'hommes. Ces millions ne peuvent pas comprendre d'emblée le changement d'orientation ; et c'est pourquoi il arrive souvent que les coups destinés aux koulaks atteignent le paysan moyen. Ce n'est pas étonnant. Il faut simplement comprendre que cela provient des conditions historiques, aujourd'hui disparues, et que les nouvelles conditions et les nouvelles tâches à l'égard de cette classe, réclament une nouvelle mentalité.

Nos décrets relatifs aux exploitations paysannes sont justes quant au fond. Nous n'avons aucune raison de renoncer au moindre de ces décrets, de regretter de l'avoir rendu. Mais si les décrets sont justes, *ce serait une erreur de les imposer au paysan par la force.* Aucun de ces décrets n'en fait mention. Ils sont justes en tant que voies esquissées, en tant qu'appel à l'action pratique. Lorsque nous disons : « Encouragez l'association », nous donnons des directives qu'il faudra mettre à l'épreuve maintes fois avant de trouver la *forme* définitive de leur application. Du moment que l'on dit qu'il est nécessaire de travailler à obtenir le libre consentement, c'est donc qu'il faut convaincre les paysans et les convaincre pratiquement. Ils ne se laisseront pas convaincre par des mots, et ils feront bien. Il ne serait pas bon qu'ils se laissent convaincre par la seule lecture des décrets et des tracts d'agitation. Si l'on pouvait refondre ainsi la vie économique, toute cette refonte ne vaudrait pas un rouge liard. Il faut d'abord prouver que cette association est meilleure, — associer les hommes de façon qu'ils s'associent véritablement au lieu de se séparer brouillés, — prouver que cela est avantageux. C'est ainsi que le paysan pose la question, et c'est ainsi que la posent nos décrets. Si jusqu'à présent nous ne sommes pas parvenus à le faire, il n'y a là rien de honteux et nous devons l'avouer en toute franchise.

Pour l'instant nous n'avons résolu que le problème essentiel de toute révolution socialiste, celui de la victoire sur la bourgeoisie. Ce problème, nous l'avons tranché dans ses grandes lignes, encore que nous soyons au seuil d'un semestre terriblement difficile : les impérialistes du monde entier tendent leurs derniers efforts pour nous écraser. Nous pouvons dire maintenant, sans la moindre exagération, *qu'ils ont compris eux-mêmes que, passé ce semestre, leur cause est irrémédiablement perdue.* Ou bien ils vont mettre à profit notre épuisement et vaincront seulement notre pays ; on bien c'est nous qui serons les vainqueurs, et pas seulement dans notre pays. Au cours de ce semestre, quand la crise des subsistances et celle des transports se sont accumulées, et que les puissances impérialistes essayent de prendre l'offensive sur plusieurs fronts, notre situation est extrêmement difficile. Mais *ce sera le dernier semestre difficile.* Il faut comme par le passé employer toutes nos forces pour combattre l'ennemi extérieur qui nous attaque.

Mais lorsque nous parlons du travail à la campagne, nous devons, en dépit de toutes les difficultés, et bien que toute notre expérience vise à la répression immédiate des exploiteurs, — nous devons nous rappeler, nous ne devons pas oublier qu'à la campagne le problème se pose autrement, à l'égard de la paysannerie moyenne.

Tous les ouvriers conscients — de Pétrograd, d'Ivanovo-Voznessensk, de Moscou, qui ont séjourné à la campagne — nous ont rapporté de nombreux exemples de malentendus, les plus insurmontables, de conflits les plus graves eût-on dit, — et qui ont été écartés ou atténués grâce à l'intervention d'ouvriers sensés : ceux-ci ne parlaient pas comme dans les livres, mais tenaient un langage accessible à l'entendement du moujik ; ils ne parlaient pas en chefs qui se permettent de commander sans rien connaître à la vie de la campagne, mais comme des camarades qui expliquent la situation, qui en appellent à leur sentiment de travailleurs contre les exploiteurs. Et c'est grâce à ces explications fraternelles, qu'on est arrivé à obtenir ce que n'avaient pu obtenir des centaines d'autres qui s'étaient posés en chefs et commandants.

Toute la résolution que nous soumettons maintenant à votre attention est pénétrée de cet esprit-là.

J'ai essayé dans mon court rapport d'éclairer le côté principe, la portée politique générale de cette résolution. J'ai essayé de démontrer, — et je veux croire que j'y ai réussi, — que du point de vue des intérêts de l'ensemble de la révolution, il n'y a aucun revirement, aucun changement de notre ligne. Les gardes blancs et leurs auxiliaires le proclament ou le proclameront. Laissons-les faire. Cela ne nous touche pas. Nous développons nos tâches de la façon la plus conséquente. De l'écrasement de la bourgeoisie il nous faut reporter notre attention sur l'organisation de la vie de la paysannerie moyenne. Nous devons vivre en paix avec elle. La paysannerie moyenne dans la société communiste ne se rangera à nos côtés que lorsque nous aurons allégé et amélioré les conditions économiques de son existence. Si demain nous pouvions fournir 100.000 tracteurs de premier ordre, les pourvoir en essence, les pourvoir en mécaniciens (vous savez fort bien que pour l'instant, c'est de la fantaisie), le paysan moyen dirait : « Je suis pour la commune » (c'est-à-dire pour le communisme). Mais pour ce faire, il faut d'abord vaincre la bourgeoisie internationale, il faut l'obliger à nous fournir ces tracteurs, ou bien il faut élever notre productivité du travail de telle sorte que nous puissions les fournir nous-mêmes. C'est ainsi seulement que cette question sera bien posée.

Le paysan a besoin de l'industrie de la ville ; il ne peut pas s'en passer ; or, cette industrie-là est dans nos mains. Si nous nous attelons à la besogne comme il faut, le paysan nous saura gré de lui apporter de la ville ces produits, ces outils, cette culture. Ce ne sont pas les exploiteurs, ni les grands propriétaires fonciers qui les lui fourniront, mais ces mêmes camarades travailleurs qu'il apprécie hautement, naturellement du point de vue pratique, qu'il

apprécie pour l'aide effective, — en repoussant, et pour cause, les méthodes de commandement, les «prescriptions» venant d'en haut.

Aidez d'abord, et puis tâchez de gagner la confiance. Si le travail est dûment organisé, si chaque disposition de chacun de nos groupes est dûment présentée dans le district, dans le canton, dans le détachement ravitailleur, dans n'importe quelle organisation ; si chacune des mesures prises est soigneusement vérifiée de ce point de vue, nous gagnerons la confiance du paysan. Et c'est alors seulement que nous pourrons marcher de l'avant. Aujourd'hui nous devons lui prêter notre aide, lui donner conseil. Ce ne sera pas l'ordre d'un chef, mais le conseil d'un camarade. Alors le paysan sera entièrement pour nous.

Voilà, camarades, ce que contient notre résolution ; voilà ce que, selon moi, doit être la décision du congrès. Si nous l'adoptons et si elle préside à toute l'activité de nos organisations du Parti, nous nous acquitterons aussi de la seconde tâche importante qui se pose à nous.

Comment renverser la bourgeoisie, comment la réprimer, cela nous l'avons appris et nous en sommes fiers. Comment régler nos rapports avec les millions de paysans moyens, comment gagner leur confiance, cela nous ne l'avons pas encore appris, et il faut le dire tout franc. Mais nous avons compris la tâche, nous nous la sommes proposée, et nous nous disons tout pénétrés d'espoir, en pleine connaissance de cause et avec toute la décision voulue : Nous nous acquitterons de cette tâche, et alors le socialisme sera absolument invincible. *(Applaudissements prolongés.)*

Publié dans le recueil Le VIII^e^ Congrès du Parti communiste de Russie (bolchévik), en 1919.

LETTRE AUX OUVRIERS DE PÉTROGRAD SUR L'AIDE A PRÊTER AU FRONT EST

AUX CAMARADES OUVRIERS DE PÉTROGRAD

Camarades ! La situation, au front Est, s'est aggravée à l'extrême. Aujourd'hui Koltchak a pris l'usine de Votkinsk, Bougoulma va tomber ; apparemment Koltchak avancera encore.

Le danger est grand.

Aujourd'hui, au Conseil des commissaires du peuple, nous prenons des mesures urgentes pour aider le front Est, nous redoublons notre agitation.

Nous demandons aux ouvriers de Pétrograd de *mettre tout en œuvre,* de *mobiliser toutes les forces* pour aider le front Est.

Là-bas, les soldats-ouvriers se remonteront eux-mêmes et aideront par des envois de vivres leurs familles. Mais le principal c'est que le sort de la révolution se décide là-bas.

Une fois la victoire remportée là-bas, *nous terminerons la guerre,* car *les blancs ne recevront plus de secours de l'étranger.* Dans le sud notre victoire est proche. Nous ne pouvons retirer des forces du sud tant que nous n'y serons pas entièrement victorieux.

C'est pourquoi : *venez en aide au front Est !*

Le Soviet des députés ainsi que les syndicats doivent tendre toutes leurs forces, mettre tout en œuvre, aider par tous les moyens le front Est.

Je suis certain, camarades, que les ouvriers de Pétrograd donneront l'exemple à toute la Russie.

Salutations communistes.

Lénine
Moscou, le 10 avril 1919.
Publiée dans la Pétrogradskaïa Pravda, le 12 avril 1919.

THÈSES DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE (bolchevik) DE RUSSIE A PROPOS DE LA SITUATION SUR LE FRONT EST

Les victoires de Koltchak sur le front Est constituent un danger très grave pour la République des Soviets. Il faut tendre nos forces à l'extrême pour battre Koltchak.

En conséquence, le Comité central invite toutes les organisations du Parti, en premier lieu, à employer tous leurs efforts pour réaliser les mesures suivantes, lesquelles doivent être appliquées tant par ces organisations que surtout par les syndicats, en vue de faire participer activement des couches plus nombreuses de la classe ouvrière à la défense du pays.

1. Donner l'appui le plus entier à la mobilisation proclamée le 11 avril 1919.

Toutes les forces du Parti et des syndicats doivent être alertées sur l'heure, afin que l'aide la plus énergique soit donnée justement ces jours prochains, sans le moindre retard, à la mobilisation décrétée par le Conseil des commissaires du peuple le 10 avril 1919.

Il faut obtenir du premier coup que les mobilisés voient la participation active des syndicats et se sentent soutenus par la classe ouvrière.

Il faut surtout faire comprendre à tous les mobilisés que leur envoi immédiat au front leur assurera une meilleure subsistance, d'abord parce que les soldats sont mieux ravitaillés dans la zone du front, qui est riche en céréales ; en second lieu, parce que le blé envoyé dans les provinces touchées par la famine sera ainsi distribué entre un nombre moins grand de consommateurs ; troisièmement, parce qu'on a largement organisé l'envoi de colis alimentaires des localités avoisinant le front, à l'arrière, aux familles des soldats rouges.

Le Comité central exige de chaque organisation du Parti et de chaque organisation syndicale, un compte rendu hebdomadaire, même le plus bref, sur ce qui a été fait pour venir en aide à la mobilisation et aux mobilisés.

2. Dans les localités voisines du front, surtout dans le bassin de la Volga, il faut procéder à l'armement de tous les syndiqués sans exception et, au cas où les armes manqueraient, à leur mobilisation générale, afin qu'ils puissent prêter tous les concours possibles à l'Armée rouge, qu'ils remplacent ceux qui auront été mis hors de combat, etc.

Les villes comme Pokrovsk, où les syndicats ont décidé eux-mêmes de mobiliser sur l'heure 50 % de leurs membres, doivent nous servir de modèle. Les capitales et les plus grands centres usiniers ne doivent pas se laisser distancer par Pokrovsk.

Les syndicats doivent partout, par leurs propres forces et moyens, procéder, à titre de vérification, au recensement de leurs membres, afin d'envoyer lutter pour la Volga et pour le territoire de l'Oural, tous ceux qui ne sont pas absolument nécessaires sur place.

3. On veillera rigoureusement à intensifier le travail d'agitation surtout parmi les mobilisables, mobilisés et les soldats rouges. Sans se borner aux procédés habituels d'agitation par le moyen de conférences, de meetings, etc., on développera l'agitation par groupes d'ouvriers et par ouvriers isolés, parmi les soldats rouges, on répartira entre ces groupes de simples ouvriers syndiqués, les casernes, les unités de l'Armée rouge, les fabriques. Les syndicats doivent organiser un contrôle, veiller à ce que tous leurs membres prennent part aux tournées d'agitation dans les maisons, à la distribution des tracts et aux causeries individuelles.

4. Remplacer tous les employés hommes par des femmes. A cet effet on procédera à un nouveau recensement des membres du Parti et des syndiqués.

Introduire des cartes spéciales pour tous les syndiqués et tous les employés, avec mention de l'aide prêtée par chacun d'eux à l'Armée rouge.

5. Instituer immédiatement, par l'intermédiaire des syndicats» des comités d'usine, des organisations du Parti, des coopératives, etc., des *bureaux d'aide* ou *comités d'aide,* tant à la base qu'au centre. On aura soin de publier leur

adresse. La population sera informée de la façon la plus large. Toute personne mobilisée, tout soldat rouge, tous ceux qui désirent se rendre au sud, dans la région du Don, en Ukraine pour travailler dans un service de ravitaillement, doivent savoir que ces bureaux d'aide ou comités d'aide, si proches et si accessibles à l'ouvrier et au paysan, leur donneront des conseils, des instructions, leur faciliteront les relations avec les institutions militaires, etc.

Ces bureaux auront pour tâche spéciale de coopérer au *ravitaillement de l'Armée rouge*. Nous pouvons sensiblement augmenter les effectifs de notre armée, si nous améliorons son ravitaillement en armes, en vêtements, etc. Et dans la population il y a encore pas mal d'armes dissimulées ou non utilisées, dont l'armée a besoin. Il y a dans les fabriques des réserves importantes de matériel de toute sorte, nécessaire pour l'armée ; il s'agit de le découvrir promptement et de l'envoyer aux armées. La population elle-même doit prêter une aide immédiate, multiple et active, aux institutions militaires, aux chefs des services de ravitaillement de l'armée. Il faut nous atteler à cette tâche, de toutes nos forces.

6. On organisera à l'aide des syndicats un vaste recrutement des paysans, surtout de la jeunesse paysanne des provinces non agricoles, pour l'Armée rouge, et aussi en vue de former des détachements et une armée de ravitaillement dans la région du Don et en Ukraine.

On peut et on doit étendre grandement cette activité ; elle sert à la fois à aider la population affamée des capitales et des provinces non agricoles, et à renforcer l'Armée rouge.

7. En ce qui concerne les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, la ligne du Parti dans la situation actuelle est la suivante : En prison ceux qui aident Koltchak, consciemment ou non. Nous ne tolérerons pas qu'il y ait dans notre république de travailleurs, des hommes qui ne nous apportent pas une aide efficace dans la lutte contre Koltchak. Mais il en est parmi les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, qui veulent prêter cette aide. Ces gens-là il faut les encourager, leur confier des travaux pratiques, principalement pour l'aide technique à l'Armée rouge, dans les services de l'arrière, ce travail devant être rigoureusement contrôlé.

Le Comité central fait appel à toutes les organisations du Parti et à tous les syndicats, pour leur demander de se mettre au travail en révolutionnaires, sans se confiner dans la routine.

Nous pouvons vaincre Koltchak. Nous pouvons le vaincre vite et définitivement, car nos victoires dans le sud ainsi que la situation internationale, chaque jour meilleure, modifiée à notre avantage, nous garantissent le triomphe définitif.

Il faut tendre toutes nos forces, déployer notre énergie révolutionnaire, et Koltchak sera vite battu. La Volga, l'Oural, la Sibérie peuvent et doivent être défendus et reconquis.

Le Comité central du Parti communiste (bolchevik) de Russie.
Publié le 12 avril 1919, dans la Pravda, n° 79.

MÉFIEZ-VOUS DES ESPIONS

Mort aux espions !

L'offensive des gardes blancs sur Pétrograd a montré avec évidence que dans toute la zone du front, dans chaque grande ville, les blancs disposent d'une vaste organisation d'espionnage, de trahison, qui fait sauter les ponts, fomente des soulèvements à l'arrière, assassine les communistes et les membres marquants des organisations ouvrières.

Chacun doit être à son poste !

Il faut partout redoubler de vigilance, méditer et appliquer de la façon la plus stricte un ensemble de mesures destinées à dépister les espions et les conspirateurs blancs, et à les capturer.

Les cheminots et les collaborateurs politiques dans toutes les formations militaires sans exception, sont surtout tenus de redoubler les mesures de précaution.

Tous les ouvriers et paysans conscients doivent faire un rempart de leur corps pour défendre le pouvoir des Soviets ; ils se dresseront pour la lutte contre les espions et les traîtres gardes-blancs. Que chacun reste à son poste de vigie, et maintienne une liaison constante, militairement organisée, avec les comités du Parti, les Tchékas et les camarades les plus sûrs et les plus expérimentés parmi le personnel des administrations publiques.

Le Président du Conseil de la Défense ouvrière et paysanne

V. Oulianov (Lénine).

Le Commissaire du peuple à l'Intérieur

F. Dzerjinski.

Publié le 31 mai 1919, dans la Pravda, n° 116.

LA III[e] INTERNATIONALE ET SA PLACE DANS L'HISTOIRE

Les impérialistes des pays de l'« Entente » bloquent la Russie, cherchant à isoler du monde capitaliste ce foyer de contagion qu'est pour eux la République soviétique. Ceux qui se vantent du « démocratisme » de leurs institutions sont à ce point aveuglés par leur haine de la République des Soviets, qu'ils ne remarquent pas qu'ils se rendent eux-mêmes ridicules. Songez un peu : les pays les plus avancés, les plus civilisés et les plus « démocratiques », armés jusqu'aux dents, et dont la domination militaire s'exerce sans partage sur tout l'univers, craignent comme le feu la contagion des *idées* venant d'un pays ruiné, affamé, arriéré, et même comme ils l'assurent, à demi-sauvage !

Cette contradiction à elle seule ouvre les yeux aux masses laborieuses de tous les pays et nous aide à démasquer l'hypocrisie des impérialistes Clemenceau, Lloyd George, Wilson et de leurs gouvernements.

Or, ce qui nous aide, ce n'est pas uniquement l'aveuglement des capitalistes dû à leur haine pour les Soviets, mais aussi leur rivalité véhémente entre eux, qui les pousse à se donner des crocs-en-jambe. Ils ont formé entre eux une véritable conjuration du silence pour empêcher, ce qu'ils craignent plus que tout, la diffusion d'informations exactes sur la République des Soviets en général et de ses documents officiels en particulier. Le *Temps,* organe central de la bourgeoisie française, annonce cependant la fondation à Moscou, de la III[e] Internationale, de l'Internationale communiste.

Nous apportons à l'organe central de la bourgeoisie française, à ce champion du chauvinisme et de l'impérialisme français, l'expression respectueuse de notre reconnaissance. Nous sommes prêts à envoyer au *Temps* une adresse solennelle pour lui dire combien nous lui savons gré du concours si heureux et si intelligent qu'il nous prête.

La façon dont le *Temps* a rédigé son information d'après notre radio, montre de toute évidence les motifs qui ont inspiré cet organe du sac d'écus. Le *Temps* a voulu donner un coup d'épingle à Wilson, le mortifier : Voilà donc ceux avec qui vous croyez possible d'engager des pourparlers ! Les pontifes qui écrivent sur commande du sac d'écus ne s'aperçoivent pas qu'en voulant effrayer Wilson par l'épouvantail du bolchévisme ils font auprès des masses laborieuses de la réclame pour les bolchéviks. Encore une fois nous exprimons très respectueusement notre reconnaissance à l'organe des millionnaires français.

La fondation de la III[e] Internationale s'est faite dans une situation mondiale telle que nulle prohibition, nulle manœuvre mesquine et chétive des impérialistes de l'« Entente » ou des laquais du capitalisme, comme les Sdheidemann en Allemagne, les Renner en Autriche, ne sauraient empêcher de se répandre dans la classe ouvrière du monde entier, la nouvelle relative à cette Internationale et les sympathies qu'elle provoque. Cet état de choses est dû à la révolution prolétarienne qui partout grandit manifestement, non pas de jour en jour, mais d'heure en heure. Cet état de choses est dû au mouvement des masses laborieuses *en faveur des Soviets,* mouvement dont la vigueur est telle qu'il devient vraiment *international.*

La I[e] Internationale (1864-1872) avait jeté les fondements de l'organisation universelle des travailleurs pour là préparation de leur assaut révolutionnaire contre le capital. La II[e] Internationale (1889-1914) a été l'organisation internationale du mouvement prolétarien dont le progrès s'est fait *en largeur,* ce qui n'a pas été sans entraîner un abaissement momentané du niveau révolutionnaire, un renforcement passager de l'opportunisme qui devait finalement aboutir à la faillite honteuse de cette Internationale.

La III[e] Internationale est née de fait en 1918, au moment où les longues années de lutte contre l'opportunisme et le social-chauvinisme, pendant la guerre surtout, avaient abouti dans plusieurs pays à la formation de partis communistes. Officiellement, la III[e] Internationale a été fondée à son premier congrès, en mars 1919, à Moscou. Et le trait caractéristique de cette Internationale, sa mission, c'est d'appliquer, de traduire dans la vie les préceptes du marxisme et de réaliser l'idéal séculaire du socialisme et du mouvement ouvrier. Ce trait caractéristique de la III[e] Internationale s''est révélé dès l'abord en ceci que la nouvelle, la troisième « Association internationale des travailleurs » *coïncide dès maintenant* dans une certaine mesure, avec *l'Union des Républiques socialistes soviétiques.*

La I[e] Internationale a jeté les fondements de la lutte prolétarienne, internationale, pour le socialisme.

La II[e] Internationale a marqué la période de préparation du terrain pour une large, pour une massive diffusion du mouvement dans un ensemble de pays.

La III[e] Internationale a recueilli les fruits du labeur de la II[e] Internationale, elle en a retranché la souillure bourgeoise et petite-bourgeoise, opportuniste et social-chauvine, et a *commencé à réaliser* la dictature du prolétariat.

L'alliance internationale des partis dirigeant le mouvement le plus révolutionnaire du monde, le mouvement du prolétariat pour secouer le joug du capital, dispose maintenant d'une base d'une solidité sans précédent : plusieurs *Républiques soviétiques* incarnant à l'échelle internationale la dictature du prolétariat et sa victoire sur le capitalisme.

La portée historique universelle de la III[e] Internationale, Internationale communiste, est qu'elle a commencé à mettre en pratique le plus grand mot d'ordre de Marx, mot d'ordre qui résume le progrès séculaire du socialisme et du mouvement ouvrier, mot d'ordre défini par la notion : dictature du prolétariat.

Cette anticipation de génie, cette théorie géniale devient réalité.

Cette expression latine est traduite aujourd'hui dans toutes les langues populaires de l'Europe moderne, mieux encore : dans toutes les langues du monde.

Une ère nouvelle s'est ouverte dans l'histoire mondiale.

L'humanité se dépouille de la dernière forme de l'esclavage : esclavage capitaliste ou salarié.

En se libérant de cet esclavage, l'humanité naît enfin à la liberté véritable.

Comment a-t-il pu se faire que le premier pays qui ait réalisé la dictature du prolétariat et fondé la République soviétique, ait été un des pays les plus arriérés de l'Europe ? Nous ne risquons guère de nous tromper, en disant que justement cette contradiction entre le retard de la Russie et le « bond » effectué par elle, pardessus la démocratie bourgeoise, vers la forme supérieure du démocratisme, vers la démocratie soviétique ou prolétarienne, justement cette contradiction a été (en plus des pratiques opportunistes et des préjugés philistins qui pesaient sur la plupart des chefs socialistes) une des raisons qui ont rendu particulièrement difficile ou retardé en Occident la compréhension du rôle des Soviets.

Les masses ouvrières de tous les pays ont saisi d'instinct l'importance des Soviets comme arme de lutte du prolétariat et ferme de l'Etat prolétarien. Mais les « chefs » corrompus par l'opportunisme ont continué, et continuent de vouer un culte à la démocratie bourgeoise en l'appelant « démocratie » en général.

Faut-il s'étonner que la réalisation de la dictature prolétarienne ait révélé avant tout cette « contradiction » entre Je retard de la Russie et le « bond » effectué par elle *par-dessus* la démocratie bourgeoise ? Il eût été étonnant si l'histoire nous gratifiait d'une *nouvelle* forme de démocratie *sans* entraîner une série de contradictions.

Tout marxiste, voire toute personne initiée à la science moderne, en général, si on lui posait cette question : « Le passage égal ou harmonieux et proportionnel des divers pays capitalistes à la dictature du prolétariat est-il possible ? » — répondra sans doute par la négative. Ni égalité de développement, ni harmonie, ni proportionnalité n'ont jamais existé et ne pouvaient exister dans le monde capitaliste. Chaque pays a fait ressortir avec un singulier relief tel ou tel autre côté, tel trait ou ensemble de particularités du capitalisme et du mouvement ouvrier. Le processus de développement était inégal.

Au moment où la France accomplissait sa grande Révolution bourgeoise et éveillait tout le continent européen à une vie nouvelle au point de vue historique, l'Angleterre, tout en étant beaucoup plus développée que la France au point de vue capitaliste, se trouva à la tête d'une coalition contre-révolutionnaire. Mais le mouvement ouvrier anglais de cette époque fait pressentir, de façon géniale, bien des points du futur marxisme.

Lorsque l'Angleterre donna au monde le premier grand mouvement révolutionnaire prolétarien, réellement massif, politiquement cristallisé, le chartisme, il n'y avait, la plupart du temps, sur le continent européen que de faibles révolutions bourgeoises ; en France, éclatait la première grande guerre civile entre le prolétariat et la bourgeoisie. La bourgeoisie battit les divers détachements nationaux du prolétariat, isolément et d'une façon différente selon les pays.

L'Angleterre était selon l'expression d'Engels le pays-type d'une bourgeoisie qui a créé, à côté d'une aristocratie embourgeoisée, la couche supérieure la plus embourgeoisée du prolétariat. Le pays capitaliste avancé fut ainsi en retard de plusieurs dizaines d'années dans le sens de la lutte révolutionnaire prolétarienne. La France semble avoir épuisé les forces de son prolétariat en deux insurrections héroïques — qui ont donné énormément au point de vue de l'histoire mondiale — de la classe ouvrière contre la bourgeoisie en 1848 et 1871. L'hégémonie dans l'Internationale du mouvement ouvrier passa ensuite à l'Allemagne, vers 1870, au moment où ce pays était économiquement en retard sur l'Angleterre et la France. Et lorsque l'Allemagne eut dépassé économiquement ces deux pays, c'est-à-dire vers la deuxième décade du XX^{e} siècle, le parti ouvrier marxiste d'Allemagne, parti modèle pour le monde entier, se trouva sous la direction d'une poignée de gredins fieffés, de la canaille la plus immonde vendue aux capitalistes, depuis Scheidemann et Noske jusqu'à David et Legien, les plus répugnants bourreaux issus des milieux ouvriers et passés au service de la monarchie et de la bourgeoisie contre-révolutionnaire.

L'histoire universelle s'achemine irrésistiblement vers la dictature du prolétariat, mais elle n'y va pas par des chemins unis, simples et droits, tant s'en faut.

Du temps que Karl Kautsky était encore marxiste, et non pas ce renégat du marxisme qu'il est devenu comme combattant pour l'unité avec les Scheidemann et la démocratie bourgeoise contre la démocratie soviétique ou prolétarienne, il écrivait — dès le début du XX^{e} siècle — un article : « Les Slaves et la révolution ». Il y exposait les conditions historiques qui faisaient prévoir la transmission aux Slaves de l'hégémonie dans le mouvement révolutionnaire international.

Il en fut ainsi. Pour un temps — très court, cela va de soi — l'hégémonie dans l'Internationale prolétarienne révolutionnaire est passée aux Russes, comme à diverses époques du XIX^{e} siècle elle appartint aux Anglais, puis aux Français, puis aux Allemands.

J'ai eu l'occasion de le répéter souvent : en comparaison des pays avancés, il était plus facile aux Russes de *commencer* la grande Révolution prolétarienne, mais il leur sera plus difficile de la *continuer* et de la mener jusqu'à la victoire définitive, dans le sens de l'organisation intégrale de la société socialiste.

Il nous a été plus facile de commencer, d'abord parce que le retard politique peu ordinaire — pour l'Europe du XX^{e} siècle — de la monarchie tsariste provoqua un assaut révolutionnaire des masses, d'une vigueur inaccoutumée. En second lieu, le retard de la Russie unissait d'une façon originale la Révolution prolétarienne contre la bourgeoisie, à la révolution paysanne contre les grands propriétaires fonciers. C'est par là que nous avons commencé en octobre 1917, et nous n'aurions pas triomphé si facilement si nous avions agi différemment. Dès 1856 Marx indiqua, en parlant de la Prusse, la possibilité d'une combinaison originale de la révolution prolétarienne avec la guerre paysanne. Les bolchéviks, depuis le début de 1905, défendirent l'idée d'une dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie. En troisième lieu, la Révolution de 1905 a fait énormément pour l'éducation politique de la masse des ouvriers et des paysans, tant pour initier leur avant-garde au « dernier mot » du socialisme d'Occident, que dans le sens de *l'action* révolutionnaire des masses. Sans cette « répétition générale » de 1905, les révolutions de 1917, bourgeoise en février, prolétarienne en octobre, n'eussent pas été possibles. En quatrième lieu, la situation géographique de la Russie lui a permis plus longtemps qu'aux autres pays de tenir, en dépit de la supériorité extérieure des pays capitalistes avancés. En cinquième lieu, l'attitude particulière du prolétariat à l'égard de la paysannerie a facilité le passage de la révolution bourgeoise à la révolution socialiste, facilité l'influence des prolétaires de la ville sur les semi-prolétaires, sur les couches de travailleurs pauvres des campagnes. En sixième lieu, la longue école des grèves et l'expérience du mouvement ouvrier de masse en Europe ont facilité, dans une situation révolutionnaire tendue et vite aggravée, l'apparition d'une forme d'organisation révolutionnaire prolétarienne aussi originale que les *Soviets*.

Cette énumération n'est évidemment pas complète. Mais on peut pour l'instant s'en tenir là.

La démocratie soviétique ou prolétarienne est née en Russie. Par rapport à la Commune de Paris, ce fut un second pas d'une importance historique universelle. La République prolétarienne et paysanne des Soviets est apparue comme la première et solide république socialiste du monde. Désormais elle ne peut mourir en tant que *nouveau type d'Etat.* Elle n'est plus seule aujourd'hui.

Pour continuer l'œuvre de construction socialiste et la mener à bien, il y a encore beaucoup à faire. Les Républiques soviétiques des pays plus cultivés, où le prolétariat a plus de poids et plus d'influence, ont toutes les chances de dépasser la Russie, dès qu'elles s'engageront dans la voie de la dictature du prolétariat.

Aujourd'hui la II[e] Internationale en faillite meurt et pourrit sur pied. En réalité elle est passée au service de la bourgeoisie internationale. C'est une véritable Internationale jaune. Ses plus grands chefs idéologiques, tels que Kautsky, exaltent la démocratie *bourgeoise* qui est pour eux la «démocratie» en général ou — ce qui est encore plus absurde et encore plus fruste — la « démocratie pure ». La démocratie bourgeoise a fait son temps tout comme la II[e] Internationale. Elle a accompli une tâche historique nécessaire et utile, à une époque où il s'agissait de préparer les masses ouvrières dans le cadre de cette démocratie bourgeoise.

La république bourgeoise la plus démocratique ne fut jamais et ne pouvait être rien qu'une machine servant au capital à écraser les travailleurs, un instrument du pouvoir politique du capital, une dictature de la bourgeoisie. La république démocratique bourgeoise a promis et proclamé le pouvoir de la majorité, mais elle n'a jamais pu le réaliser tant qu'existait la propriété privée du sol et des autres moyens de production.

La « liberté » dans la république démocratique bourgeoise n'était en fait que la liberté *pour les riches.* Les prolétaires et les travailleurs des campagnes pouvaient et devaient s'en servir afin de préparer leurs forces pour renverser le capital, pour venir à bout de la démocratie bourgeoise ; mais en règle générale les masses laborieuses n'ont jamais pu bénéficier *réellement* de la démocratie en régime capitaliste.

Pour la première fois dans le monde, la démocratie soviétique ou prolétarienne a créé la *démocratie* pour les masses, pour les travailleurs, pour les ouvriers et les petits paysans. On n'avait encore jamais vu dans le monde un pouvoir d'Etat exercé par la *majorité* de la population, pouvoir *réel* de cette majorité, comme le pouvoir des Soviets.

Celui-ci réprime la « liberté » des exploiteurs et de leurs agents; il leur enlève la « liberté » d'exploiter, la « liberté » de s'enrichir de la faim des autres, la « liberté » de combattre pour le rétablissement du pouvoir du capital, la « liberté » de s'allier à la bourgeoisie étrangère contre les ouvriers et paysans nationaux. Laissons aux Kautsky le soin de défendre cette liberté. Il faut être pour cela un renégat du marxisme, un renégat du socialisme.

La faillite des chefs idéologiques de la II[e] Internationale, comme Hilferding et Kautsky, n'est jamais apparue plus clairement que dans leur incapacité absolue à comprendre la signification de la démocratie soviétique ou prolétarienne, son lien avec la Commune de Paris, sa place dans l'histoire, sa nécessité comme forme de la dictature du prolétariat.

Le numéro 74 de la *Freiheit,* organe de la social-démocratie allemande « indépendante » (lisez : philistine, vulgaire, petite-bourgeoise) a publié le 11 février 1919 un appel : « Au prolétariat révolutionnaire d'Allemagne ».

Appel signé par la direction du parti et toute sa fraction à l'« Assemblée nationale », la « Constituante » allemande. Cet appel accuse les Scheidemann de vouloir supprimer les *Soviets* et propose — ne riez pas ! — de *combiner* les Soviets avec la Constituante, de leur donner certains droits dans le gouvernement de l'Etat, certaine place dans la Constitution.

Concilier, unir la dictature de la bourgeoisie avec la dictature du prolétariat ! Rien de plus simple ! Voilà bien une géniale idée de philistin !

Il est regrettable seulement qu'elle ait déjà été expérimentée en Russie sous Kérenski par les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires coalisés, ces démocrates petits-bourgeois qui se prétendent socialistes.

N'avoir pas compris, en lisant Marx, que dans la société capitaliste, en chaque circonstance grave, à chaque conflit social sérieux, il ne peut s'agir que de dictature de la bourgeoisie ou de dictature du prolétariat, c'est n'avoir rien compris à la doctrine politique et économique de Marx.

Mais la géniale idée philistine de Hilferding, Kautsky et C[ie] sur l'union pacifique de la dictature bourgeoise et de la dictature du prolétariat exige un examen à part, si l'on veut pénétrer toutes les absurdités économiques et politiques entassées dans ce message, éminemment remarquable et comique, du 11 février. Mais il nous faut remettre cela à un prochain article.

N. Lénine. Moscou, 15 avril 1919.
Publié le 1[er] mai 1919, dans le n° 1 de l'Internationale communiste.

SALUT AUX OUVRIERS HONGROIS

Camarades, les nouvelles que nous recevons des hommes politiques des Soviets hongrois nous remplissent d'enthousiasme et d'allégresse. Il y a un peu plus de deux mois seulement que le pouvoir soviétique existe en Hongrie; or, en fait d'organisation, le prolétariat hongrois semble nous avoir déjà dépassés. Cela se conçoit. En Hongrie le niveau de culture générale de la population est plus élevé ; ensuite, la proportion des ouvriers industriels parmi les habitants y est infiniment plus grande (Budapest avec ses trois millions d'habitants sur la population de 8 millions d'âmes que compte actuellement la Hongrie) ; enfin, le passage au régime soviétique, à la dictature du prolétariat en Hongrie a été incomparablement plus facile, plus pacifique.

Cette dernière circonstance est particulièrement importante. La plupart des chefs socialistes en Europe, ceux d'orientation social-chauvine comme ceux d'orientation kautskiste, se sont tellement embourbés dans des préjugés foncièrement petits-bourgeois, cultivés durant des décades de capitalisme relativement « pacifique » et de parlementarisme bourgeois, qu'ils ne peuvent comprendre ce qu'est le pouvoir des Soviets, ce qu'est la dictature du prolétariat. Le prolétariat ne saurait accomplir sa mission libératrice, historique universelle, sans écarter de sa route ces chefs, sans les chasser. Ces hommes ont cru, entièrement ou à moitié, au mensonge bourgeois sur le pouvoir soviétique en Russie ; ils n'ont pas su distinguer entre l'essence de la démocratie nouvelle, prolétarienne, démocratie pour les travailleurs, démocratie socialiste incarnée dans le pouvoir soviétique, et celle de la démocratie bourgeoise devant laquelle ils s'inclinent servilement, en la qualifiant de « démocratie pure » ou « démocratie » en général.

Ces hommes aveugles, accablés sous le poids des préjugés bourgeois, n'ont pas compris le tournant historique mondial qui s'est opéré de la démocratie bourgeoise vers la démocratie prolétarienne, de la dictature bourgeoise vers la dictature du prolétariat. Ils ont confondu telle particularité du pouvoir soviétique russe, de l'histoire russe, de son développement, avec le pouvoir soviétique dans sa signification internationale.

La révolution prolétarienne hongroise aide même les aveugles à recouvrer la vue. Le passage à la dictature du prolétariat en Hongrie s'est effectué sous une tout autre forme qu'en Russie : démission volontaire du gouvernement bourgeois, rétablissement instantané de l'unité de la classe ouvrière, de l'unité du socialisme *sur la base du programme communiste*. L'essence du pouvoir soviétique apparaît d'autant plus clairement aujourd'hui : aucun pouvoir soutenu par les travailleurs avec le prolétariat à leur tête, n'est possible maintenant dans le monde, si ce n'est le pouvoir soviétique, la dictature du prolétariat.

Cette dictature suppose l'exercice d'une violence implacable, prompte et résolue, en vue d'écraser la résistance des exploiteurs, des capitalistes, des grands propriétaires fonciers et de leurs suppôts. Quiconque n'a pas compris cela, n'est pas un révolutionnaire ; il faut le chasser de son poste de chef ou de conseiller du prolétariat.

Mais ce n'est pas la violence seule, ni principalement la violence, qui fait le fond de la dictature prolétarienne. Son essence principale réside dans l'esprit d'organisation et de discipline du détachement avancé des travailleurs, de leur avant-garde, de leur unique dirigeant, le prolétariat. Son but est de créer le socialisme, de supprimer la division de la société en classes, de convertir en travailleurs tous les membres de la société, de priver de base toute exploitation de l'homme par l'homme. Ce but, on ne peut l'atteindre d'emblée ; il faut, pour cela, une période de transition assez prolongée du capitalisme au socialisme, parce que la réorganisation de la production est chose difficile ; parce qu'il faut du temps pour apporter des changements radicaux dans tous les domaines de la vie, et parce que l'immense force d'habitude à l'égard de la gestion petite-bourgeoise et bourgeoise ne peut être vaincue que dans une lutte âpre de longue haleine. Aussi Marx parle-t-il de toute une période de dictature du prolétariat, période marquant le passage du capitalisme au socialisme.

Tout au long de cette période de transition, la révolution se heurtera à la résistance des capitalistes comme à celle de leurs nombreux auxiliaires du milieu des intellectuels bourgeois, qui résistent consciemment, et à la résistance de la masse énorme des travailleurs, — les paysans y compris, — accablés sous le poids des coutumes et traditions petites-bourgeoises, et qui, très souvent, résistent inconsciemment. Les hésitations sont inévitables dans ces couches de la population. Le paysan, en tant que travailleur, se sent attiré vers le socialisme ; il préfère la dictature des ouvriers à celle de la bourgeoisie. Le paysan, en tant que vendeur de blé, se sent attiré vers la bourgeoisie, vers le commerce libre, c'est-à-dire en arrière, vers le vieux capitalisme « familier », « connu de tout temps ».

Il faut la dictature du prolétariat, le pouvoir d'une seule classe, la force de son organisation et de sa discipline, sa puissance centralisée s'appuyant sur toutes les conquêtes de la culture, de la science, de la technique du capitalisme, ses affinités prolétariennes avec la mentalité de tout travailleur, son autorité morale aux yeux des travailleurs de la campagne ou de la petite production, — dispersés, moins développés, moins fermes en politique, — pour que le prolétariat puisse *mener derrière lui* la paysannerie et en général toutes les couches petites-bourgeoises. Ici, les phrases sur la « démocratie » en général, sur l'« unité » ou sur l'« unité de la démocratie du travail », sur l'« égalité » de tous les « hommes du travail », etc., etc., — ces phrases pour lesquelles les social-chauvins et les kautskistes philistinisés montrent un penchant si marqué, — ces phrases ne serviront à rien. Elles ne font qu'encrasser la vue, qu'aveugler la conscience ; elles perpétuent la vieille stupidité, le croupissement, la routine du capitalisme, du parlementarisme, de la démocratie bourgeoise.

La suppression des classes est le résultat d'une *lutte de classes* longue, difficile, opiniâtre, qui *après* le renversement du pouvoir du Capital, *après* la destruction de l'Etat bourgeois, *après* l'instauration de la dictature du prolétariat, *ne disparaît pas* (comme se l'imaginent les plats personnages du vieux socialisme et de la vieille social-démocratie), mais ne fait que changer de forme, devenant encore plus acharnée à bien des égards.

C'est par la lutte de classe contre la résistance de la bourgeoisie, contre le croupissement, la routine, l'indécision, les hésitations de la petite bourgeoisie, que le prolétariat doit sauvegarder son pouvoir, affermir son influence organisatrice, obtenir la « neutralisation » des couches qui, craignant de s'écarter de la bourgeoisie, suivent d'un pas trop peu assuré le prolétariat ; il doit affermir une nouvelle discipline, la discipline fraternelle des travailleurs, leur liaison solide avec le prolétariat, leur resserrement autour du prolétariat, — cette nouvelle discipline qui constitue la nouvelle base des relations sociales, — au lieu de la discipline féodale du moyen âge, au lieu de la discipline de la faim, de la discipline du « libre » esclavage salarié en régime capitaliste.

Pour supprimer les classes, il faut une période de dictature exercée par une seule classe, précisément par celle des classes opprimées qui est capable non seulement de renverser les exploiteurs, non seulement d'écraser sans merci leur résistance, mais de rompre avec toute l'idéologie démocratique bourgeoise, avec toute la phraséologie philistine sur la liberté et l'égalité en général (en fait, ainsi que Mars l'a démontré depuis longtemps, cette phraséologie signifie « liberté et égalité » des *détenteurs de marchandises,* « liberté et égalité » du *capitaliste et de l'ouvrier).*

Bien plus. Seule est capable, par sa dictature, de supprimer les classes, celle des classes opprimées qui est instruite, unie, éduquée, aguerrie par des dizaines d'années de lutte gréviste et politique contre le capital ; seule en est capable la classe qui a fait sienne toute la culture des villes, de l'industrie, du gros capital, — la classe qui a la volonté et la capacité de la défendre, de sauvegarder et de développer plus avant toutes ses conquêtes, de les mettre à la portée du peuple tout entier, de tous les travailleurs ; seule la classe qui saura supporter toutes les charges, les épreuves, les revers, les grands sacrifices que l'histoire impose nécessairement à quiconque brise avec le passé et se fraie hardiment une voie vers un nouvel avenir ; seule la classe dont les meilleurs hommes ont voué leur haine et leur mépris à tout ce qui est petit-bourgeois et philistin, qualités si florissantes parmi la petite bourgeoisie, chez les petits employés et chez les « intellectuels »; seule la classe « aguerrie à l'école du travail » et dont la capacité d'action lui a valu l'estime de tous les travailleurs, de tous les hommes honnêtes.

Camarades ouvriers hongrois, vous avez donné au monde un exemple meilleur encore que celui de la Russie soviétique, parce que vous avez su rallier d'emblée tous les socialistes sur la plateforme d'une véritable dictature prolétarienne. Une tâche très difficile, mais très féconde vous est dévolue : tenir bon dans l'âpre guerre contre l'Entente. Soyez fermes. Si parmi les socialistes qui, hier, se sont joints à vous, à la dictature du prolétariat, ou parmi la petite bourgeoisie, des hésitations se manifestent, réprimez ces hésitations sans merci. Etre fusillé, voilà le sort légitime du lâche à la guerre.

Vous faites la seule guerre légitime, juste, vraiment révolutionnaire, la guerre des opprimés contre les oppresseurs, la guerre des travailleurs contre les exploiteurs, la guerre pour la victoire du socialisme. Tout ce qu'il y a d'honnête dans la classe ouvrière du monde entier est à vos côtés. Chaque mois rapproche la révolution prolétarienne mondiale.

Soyez fermes ! La victoire vous sera assurée !

Lénine.
27 mai 1919.
Publié le 29 mai 1919, dans la Pravda, n° 115.

LA GRANDE INITIATIVE

DE L'HÉROÏSME DES OUVRIERS A L'ARRIÈRE. A PROPOS DES « SAMEDIS COMMUNISTES »

La presse cite de nombreux exemples d'héroïsme des soldats rouges. Les ouvriers et les paysans en lutte contre les bandes de Koltchak, de Dénikine et les autres troupes des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, accomplissent souvent des prodiges de bravoure et d'endurance pour défendre les conquêtes de la révolution socialiste. Lente et difficile est l'élimination des habitudes de la guérilla, de la lassitude et du relâchement, mais elle progresse en dépit de tout. L'héroïsme des masses laborieuses qui se sacrifient consciemment pour la victoire du socialisme, voilà ce qui est à la base de la discipline nouvelle, fraternelle, de l'Armée Rouge, la base de sa régénération, de sa consolidation et de son développement.

L'héroïsme des ouvriers de l'arrière n'est pas moins digne d'attention ; sous ce rapport, l'organisation par les ouvriers, de leur propre initiative, des *samedis communistes,* a une portée véritablement gigantesque. De toute évidence, ce n'est qu'un début, mais un début d'une importance infinie. C'est le début d'une révolution plus difficile, plus essentielle, plus radicale, plus décisive que le renversement de la bourgeoisie, car c'est une victoire sur notre propre routine, notre relâchement, notre égoïsme petit-bourgeois, sur ces habitudes que le capitalisme maudit a léguées à l'ouvrier et au paysan. Quand *cette* victoire sera consolidée, alors, seulement alors, la nouvelle discipline sociale, la discipline socialiste aura été créée ; alors, seulement alors, le retour en arrière, le retour au capitalisme, deviendra impossible et le communisme deviendra véritablement invincible.

La *Pravda* du 17 mai a publié un article du camarade A. J. « Le travail sur le mode révolutionnaire. (Samedis communistes) ». L'importance de cet article est si grande que nous tenons à le reproduire en entier :

LE TRAVAIL SUR LE MODE RÉVOLUTIONNAIRE (SAMEDIS COMMUNISTES)

La lettre du Comité central du P.C.R. à propos du travail *sur le mode révolutionnaire* a donné une puissante impulsion aux organisations communistes et aux communistes. Animés par l'élan général, de nombreux cheminots communistes sont partis au front ; mais dans leur majorité, ils n'ont pu abandonner leurs postes responsables, ni élaborer de nouvelles méthodes de travail sur le mode révolutionnaire. Les informations parvenues de la province sur la lenteur avec laquelle s'opère la mobilisation, et sur la procédure bureaucratique, ont obligé la sous-section du réseau Moscou-Kazan à se pencher sur le mécanisme de gestion des chemins de fer. Faute de main-d'œuvre et par suite d'un travail peu intensif, des commandes pressées et des réparations urgentes de locomotives restent en souffrance. Le 7 mai, l'assemblée générale des communistes et sympathisants de la sous-section du réseau Moscou-Kazan a envisagé la nécessité de passer des paroles aux actes, quant à l'aide à apporter pour vaincre Koltchak. La proposition adoptée indiquait :

« Devant les difficultés de la situation intérieure et extérieure, et pour l'emporter sur l'ennemi de classe, les communistes et les sympathisants doivent faire un nouvel effort, et prendre sur leur temps de repos encore une heure de travail, c'est-à-dire augmenter d'une heure leur journée, et les totaliser pour fournir d'affilée, le samedi, 6 heures de travail manuel, afin de produire aussitôt une réelle valeur. Considérant que les communistes ne doivent épargner ni leur santé ni leur vie pour les conquêtes de la révolution, le travail sera fait gratuitement. Instituer le samedi communiste dans la sous-section tout entière, jusqu'à la victoire complète sur Koltchak. »

Après quelques hésitations, la proposition a été adoptée à l'unanimité. Le samedi 10 mai, à 6 heures du soir, tels des soldats, communistes et sympathisants se sont présentés au travail, se sont alignés et, sans bousculade, les contremaîtres leur ont assigné leur poste. Les résultats du travail *de style révolutionnaire sont là.* Voici le tableau des entreprises et la nature de la tâche accomplie.

Lieu de travail	Dénomination du travail	Nombre d'ouvriers	Nombre d'heures		Résultat
			Par ouvrier	Total	
Moscou. Ateliers centraux de réparation de locomotives	Chargement de matériel pour le réseau, ainsi que d'accessoires pour les réparations de locomotives et de pièces détachées do wagons, pour Pérovo, Mourom, Alatyr et Syzran	48 21 5	5 3 4	240 63 20	Charge : 7500 pouds Décharge : 1800 pouds

Moscou. Dépôt de locomotives pour trains de voyageurs	Grandes réparations courantes de locomotives	26	5	130	Au total, 1 1/2 locomotive a été réparée
Moscou. Gare de triage	Réparations courantes de locomotives	24	6	144	2 locomotives ont été remises en service ; les pièces ont été démontées sur 4 autres
Moscou. Service des wagons	Réparations courantes de wagons-voyageurs	12	6	72	2 voitures de 3e classe
«Pérovo». Ateliers centraux de réparation de wagons	Réparations de wagons et petits travaux d'entretien, samedi, dimanche	46 23	5 5	230 115	12 wagons de marchandises et 2 wagons plats
	Total :	205	-	1014	Au total, ont été remis en service 4 locomotives et 16 wagons ; 9300 pouds ont été décharges ou chargés.

La valeur totale des travaux effectués (au taux du salaire normal) se monte à 5 000 000 de roubles ; au taux des heures supplémentaires, à 1,5 fois plus.

Le rendement des travaux de chargement a été supérieur de 270 % à celui des ouvriers ordinaires. Les autres travaux ont été à peu près d'une intensité égale.

Le retard des commandes (pressées) par manque de main-d'œuvre et par suite des lenteurs bureaucratiques, qui allait de 7 jours à 3 mois, a été supprimé.

Le travail s'est effectué malgré certains défauts (faciles à éliminer) des appareils auxiliaires qui retardaient certains groupes de 30 à 40 minutes.

Le personnel administratif resté pour diriger les travaux avait tout juste le temps de préparer de nouvelles tâches ; à peine a-t-il un peu exagéré, ce vieux contremaître, en disant qu'en un *samedi communiste* on a fait ce qu'auraient fait en une semaine des ouvriers inconscients et peu disciplinés.

Etant donné qu'à ces travaux participaient également de simples partisans sincères du pouvoir des Soviets et que l'on attend un afflux de ces éléments, aux prochains samedis ; étant donné le désir qu'ont les autres sections de suivre l'exemple des cheminots communistes du réseau Moscou-Kazan, je m'arrêterai en détail sur la question de l'organisation, d'après les informations de province.

Participaient aux travaux environ 10 % de communistes qui ont un emploi permanent. Les autres occupent des postes responsables et électifs, depuis le commissaire du réseau jusqu'au commissaire de telle ou telle entreprise, ainsi que des militants du syndicat et des camarades employés à la Direction et au Commissariat des Voies de communication.

L'enthousiasme et la bonne entente étaient sans précédent. Lorsque, sans injures ni disputes, ouvriers, employés de bureau, administrateurs, saisissant une roue de 40 pouds, destinée à la locomotive d'un train de voyageurs, se sont mis à la pousser, comme des fourmis laborieuses, ce travail collectif a empli les cœurs d'un sentiment de joie ardente, affermissant la foi en la victoire certaine de la classe ouvrière. Les rapaces mondiaux ne parviendront pas à étrangler les ouvriers vainqueurs, c'est en vain que les saboteurs à l'intérieur attendent Koltchak.

Le travail fini, on a été témoin d'un tableau jamais vu : une centaine de communistes, fatigués mais les yeux enflammés par la joie, saluaient le succès de leur œuvre en chantant solennellement *l'Internationale* ; on avait l'impression que les accents de l'hymne victorieux allaient franchir les murs pour se répandre dans la Moscou ouvrière, et, telles des ondes qu'une pierre aurait fait frémir, gagneraient la Russie ouvrière et stimuleraient les travailleurs fatigués et peu disciplinés.

A. J.

Appréciant ce remarquable « exemple digne d'être imité », la *Pravda* du 20 mai écrivait sous ce titre, dans un article du camarade N. R. :

> « Les exemples de travaux analogues accomplis par les communistes ne sont pas rares. J'en connais qui ont été effectués à la Centrale électrique et diverses voies ferrées. Au chemin de fer Nicolas, les communistes ont fourni plusieurs nuits de travail supplémentaire pour relever une locomotive qui avait versé sur une plaque tournante. Sur la ligne du Nord, tous les communistes et sympathisants ont travaillé l'hiver plusieurs dimanches, pour déblayer la voie recouverte de neige ; les cellules communistes de nombreuses gares de marchandises, afin de lutter contre les vols, y effectuent des rondes de nuit ; mais c'était là un travail occasionnel, non régulier. Les camarades cheminots de la ligne de Kazan ont apporté cet élément nouveau qui rend le travail méthodique, permanent. « Jusqu'à la victoire complète sur Koltchak », ainsi en ont décidé les camarades du réseau de Kazan ; là est toute la portée de leur travail. Ils prolongent d'une heure la journée des communistes et des sympathisants, tant que le pays sera en état de guerre ; en même temps, ils donnent l'exemple d'un labeur productif.
>
> Cet exemple a déjà été et *doit* être suivi. L'assemblée générale des communistes et sympathisants du chemin de fer Alexandre, après avoir examiné la situation militaire et la décision prise par les camarades de la ligne de Kazan, a décidé de : 1° Pratiquer les « samedis » pour les communistes et les sympathisants du chemin de fer Alexandre. Le premier « samedi » est fixé au 17 mai. 2° Organiser les communistes et les sympathisants dans des équipes modèles, exemplaires, qui devront montrer aux ouvriers comment il faut travailler et ce que l'on peut faire effectivement, compte tenu du matériel, de l'outillage et du ravitaillement actuels.
>
> Selon les camarades du réseau de Kazan, leur exemple a fait une grande impression, et pour le samedi suivant ils attendent un afflux important d'ouvriers *sans-parti.* Au moment où nous écrivons ces lignes, le travail supplémentaire des communistes n'a pas encore commencé aux ateliers du chemin de fer Alexandre ; mais il a suffi que le bruit se répande pour que la masse des sans-parti se mette en branle : « Nous ne le savions pas hier, sans quoi nous nous serions préparés et nous aurions travaillé, nous aussi » ; « Samedi prochain je viendrai sans faute. » Voilà ce qu'on entend de tous côtés. L'impression produite par ce genre de travail est considérable.
>
> L'exemple des camarades du réseau de Kazan doit être suivi par toutes les cellules communistes de l'arrière. Non seulement celles du réseau de Moscou, mais l'organisation du Parti dans toute la Russie doit suivre cet exemple. Dans les campagnes également, les cellules communistes doivent, en premier lieu, se mettre à travailler les champs des soldats rouges, afin d'aider leurs familles.
>
> Le premier samedi communiste, les cheminots de Kazan ont terminé leur travail au chant de *l'Internationale.* Si l'organisation communiste de toute la Russie suit cet exemple et l'applique sans défaillance, les durs mois à venir seront surmontés par la République des Soviets de Russie aux vigoureux accents de *l'Internationale* de tous les travailleurs de la République...
>
> A l'ouvrage, camarades communistes ! »

La *Pravda* du 23 mai 1919 écrit :

> Le 17 mai, au chemin de fer Alexandre, a eu lieu le premier « samedi » communiste, 98 communistes et sympathisants ont fourni, conformément à la décision de l'assemblée générale, 5 heures de travail supplémentaire, à titre gratuit ; ils ont simplement eu droit à un second déjeuner payant ; à ce déjeuner payant ils ont reçu, en tant que travailleurs manuels, une demi-livre de pain.

Bien que les travaux aient été insuffisamment préparés et organisés, *le rendement a été le double et le triple du rendement ordinaire.*

Exemples :

En 4 heures, 5 tourneurs ont fabriqué 80 arbres, soit 213 % du rendement ordinaire.

En 4 heures, 20 manœuvres ont ramassé 600 pouds de vieux matériel et 70 ressorts de wagons pesant chacun 3 pouds $^1/_2$; au total, 850 pouds. Soit 300 % du rendement ordinaire.

> « Voici comment nos camarades expliquent la chose : en temps normal, ils en ont assez de travailler, cela les ennuie ; tandis qu'ici ils travaillent volontiers, avec enthousiasme. Mais désormais, ils auront honte de faire en temps ordinaire moins que -pendant le samedi communiste. »

« Beaucoup d'ouvriers sans-parti déclarent maintenant vouloir participer aux samedis. Les équipes de locomotives s'offrent à retirer tous les samedis une locomotive du « cimetière », à la réparer pour la remettre en service. Des informations nous parviennent annonçant que des samedis analogues sont organisés sur la ligne de Viazma. »

Dans la *Pravda* du 7 juin, le camarade A. Diatchenko raconte comment se passent ces journées. Nous reproduisons l'essentiel de son article intitulé « Notes du samedi communiste » :

« C'est avec une grande joie que je suis allé avec mon camarade faire mon « stage » du samedi, sur décision de la sous-section communiste du chemin de fer, et donner momentanément, pour quelques heures, du repos à ma tête en faisant jouer mes muscles... Nous devons travailler à la menuiserie du chemin de fer. On arrive, on se reconnaît entre amis, on se dit bonjour, on échange des plaisanteries ; nous dénombrons nos forces ; nous sommes 30... Devant nous se dresse le « monstre » : une chaudière à vapeur d'un poids respectable de 600 à 700 pouds ; et c'est elle qu'il nous faut « déplacer », c'est-à-dire rouler sur une distance de 1/4 ou de 1/3 de verstes jusqu'à la plate-forme. Le doute s'insinue dans notre esprit... Mais nous voici à pied d'oeuvre : les camarades ont tout simplement glissé sous la chaudière des rouleaux de bois, et attaché deux cordes, voilà le travail qui commence... La chaudière ne se laisse guère faire, mais elle bouge tout de même. Nous nous réjouissons, car nous ne sommes pas nombreux... N'est-ce pas elle que les non-communistes, trois fois plus nombreux, ont essayé de traîner pendant une quinzaine de jours ; et elle ne s'est pas laissé convaincre, elle nous a attendus... Nous travaillons une heure d'arrache-pied, tous ensemble, au commandement : « Une, deux, trois » de notre « chef de file », et la chaudière avance, avance. Tout à coup, malheur ! Une rangée de camarades culbute tout d'un coup de façon comique : c'est la corde qui les a « trahis »... Mais le retard ne dure qu'une minute : on la remplace par un câble... Voici le soir, le jour baisse à vue d'oeil ; mais il nous faut encore gravir une petite côte, et alors le travail sera vite fini. Les bras craquent, les paumes brûlent, nous nous échauffons ; nous poussons de toutes nos forces, et le travail avance. Les « administratifs » sont là qui, troublés par ce succès, s'accrochent spontanément au câble. Allons, un coup de main, il n'est que temps ! Un soldat rouge nous considère fixement. Il tient un accordéon. Que pense-t-il ? Qui sont ces gens-là ? Qu'est-ce qu'ils ont à être là le samedi, quand tout le monde reste chez soi ? Je réponds à ces questions et je lui dis : « Camarade, joue-nous quelque chose de gai ; nous ne sommes pas des travailleurs quelconques mais de vrais communistes. Tu vois comme le travail brûle dans nos mains. On n'est pas là pour faire les paresseux, on y va de tout cœur. » Le soldat rouge dépose avec précaution son accordéon et se précipite sur le câble...

Le camarade U. entonne de sa belle voix de ténor : « L'Anglais intelligent... » Nous reprenons en chœur, et puis les paroles de la chanson ouvrière se font entendre avec force : « Holà, hisse, hisse. »

Nos muscles peu entraînés sont vite fatigués, nous avons des courbatures dans les épaules, dans le dos... Mais nous avons devant nous une journée de liberté, de repos. Nous pourrons récupérer. Le but n'est pas loin, et après de courtes hésitations, notre « monstre » est tout près de la plate-forme ; glissez des planches dessous, poussez-la sur la plate-forme, et que la chaudière fournisse le travail qu'on attend d'elle depuis longtemps. Et maintenant nous gagnons en foule le « club » de la cellule locale, tout orné d'affiches, garni de fusils, bien éclairé ; après une bonne *Internationale* nous nous offrons un excellent thé au *«* rhum », et même du pain. Cette collation organisée par les camarades de la sous-section vient on ne peut plus à propos, après notre dur labeur. Nous prenons fraternellement congé de nos camarades et nous nous mettons en rangs. Les chants révolutionnaires brisent le silence nocturne de la rue endormie ; le bruit de nos pas cadence le chant. « Marchons au pas, camarades », « Debout, les damnés de la terre. » Notre chant monte, le chant de l'Internationale et du travail.

Une semaine se passe. Nos bras et nos épaules ont pris du repos, et nous voilà partis pour un nouveau « samedi », à neuf verstes cette fois, pour faire des wagons. C'est à Pérovo. Nos camarades se sont hissés sur le toit d'un « américain » et chantent d'une belle voix sonore *l'Internationale.* Les voyageurs nous écoutent, visiblement étonnés. Les roues battent en cadence. Comme nous n'avons pas eu le temps de grimper en haut, nous nous accrochons tout autour de l'« américain », sur les marchepieds, et faisons figure de « casse-cou ». Voici l'arrêt, nous sommes arrivés, nous traversons une longue cour et rencontrons l'affable commissaire G.

- Il y a de l'ouvrage, mais pas beaucoup d'hommes ! Trente personnes doivent, en 6 heures, réparer 13 wagons. Voici les trains de roues marqués. Il n'y a pas que des wagons vides, il y a encore une citerne pleine... Bah ! on se débrouillera bien, camarades.

Le travail bat son plein. Avec cinq autres, je peine à la force de leviers. Les roues accouplées de 60 à 70 pouds, poussées à coups d'épaules, guidées par deux leviers que commande le « chef de file » sautent, vives et lestes, d'une voie à l'autre. Une paire partie, une autre la remplace. Les voilà toutes casées, et nous « expédions » en vitesse cette vieille ferraille au fond d'une remise... Une, deux, trois les voilà lancées en l'air par un engin de fer tournant : la voie est dégagée. Là-bas, dans l'obscurité, les marteaux frappent, nos camarades, diligents comme des abeilles, réparent leurs wagons « malades ». Qui s'est fait menuisier, peintre

ou couvreur ; la besogne marche avec entrain, pour notre joie et celle du camarade commissaire. Mais voilà que les forgerons ont besoin de notre concours. Dans une forge portative, on est en train de chauffer un ressort de traction tordu par un choc malencontreux. Tout blanc, jetant des étincelles, le voici sur l'enclume : sous nos coups adroits et sous le coup d'oeil d'un camarade expérimenté, il reprend sa forme régulière. Il est encore chauffé à blanc que déjà nous le portons vite, vite sur nos épaules à sa place, où, fulgurant d'étincelles, il est introduit dans son alvéole de fer ; quelques coups, et le voilà en place. Nous nous glissons sous le wagon. La structure de ces attelages et de ces ressorts de traction n'est pas si simple qu'on le croit : c'est tout un système de rivets, de ressorts en spirale...

Le travail bat son plein, la nuit se fait plus sombre, les torches brûlent plus fort. Bientôt ce sera fini. Plusieurs camarades se sont « casés » près d'un amas de jantes, et ils « sirotent » le thé brûlant. La nuit de mai est fraîche et le petit croissant de lune est beau dans le ciel. On plaisante, on rit, on fait assaut d'humour.

- Arrête de travailler, camarade G., 13 wagons ça doit te suffire ! Mais le camarade G. n'en a jamais assez.

Le thé est bu. Nous entonnons nos hymnes de victoire et nous gagnons la sortie... »

Le mouvement en faveur de l'organisation de samedis communistes ne se limite pas à Moscou. La *Pravda* du 6 juin annonce :

« A Tver, le premier samedi communiste a eu lieu le 31 mai. 128 communistes ont travaillé au chemin de fer. En trois heures et demie, ils ont chargé et déchargé 14 wagons, réparé 3 locomotives, scié 10 sajènes cubes de bois de chauffage, et effectué d'autres travaux. Le rendement des ouvriers communistes qualifiés a été 13 fois supérieur au rendement ordinaire. »

Ensuite, on lit dans la *Pravda* du 8 juin :

LES SAMEDIS COMMUNISTES

Saratov, le 5 juin. Les cheminots communistes, répondant à l'appel de leurs camarades de Moscou, ont décidé à l'assemblée générale des membres du Parti, de faire gratuitement, tous les samedis, cinq heures supplémentaires pour soutenir l'économie nationale.

J'ai cité avec le maximum de détails, *in extenso,* les informations concernant les samedis communistes, car c'est là, à coup sûr, un des aspects les plus importants de l'œuvre de construction communiste, auquel notre presse n'accorde pas une attention suffisante et que nous n'avons pas tous encore suffisamment apprécié.

Moins de verbiage politique, et plus d'attention aux faits de l'édification communiste les plus simples, mais vivants, tirés de la vie et vérifiés par la vie ; ce mot d'ordre, nous tous, nos écrivains, agitateurs, propagandistes, organisateurs, etc., nous devons nous le répéter inlassablement.

Il est naturel et inévitable qu'au lendemain de la révolution prolétarienne, ce qui nous préoccupe le plus, c'est la tâche principale et essentielle : surmonter la résistance de la bourgeoisie, vaincre les exploiteurs, réprimer leurs complots (tel le « complot des esclavagistes » pour livrer Pétrograd dans lequel tous ont trempé, depuis les Cent-Noir et les cadets jusqu'aux menchéviks et aux socialistes-révolutionnaires compris). Mais parallèlement à cette tâche, une autre s'impose qui n'est pas moins nécessaire — et cela avec toujours plus de force — celle plus substantielle de l'édification positive du communisme, de la création de nouveaux rapports économiques d'une société nouvelle.

Comme j'ai déjà eu l'occasion de l'indiquer maintes fois, entre autres dans mon discours du 12 mars au Soviet des députés de Pétrograd, la dictature du prolétariat, ce n'est pas uniquement la violence exercée contre les exploiteurs, et pas même essentiellement la violence. Le fondement économique de cette violence révolutionnaire, le gage de sa vitalité et de son succès, c'est que le prolétariat offre et réalise un type supérieur d'organisation sociale du travail par comparaison avec le capitalisme. Voilà le fond de la question. Voilà la source et le gage de la victoire complète et inéluctable du communisme.

L'organisation féodale du travail social reposait sur la discipline de la trique, sur l'ignorance et l'abrutissement extrêmes des travailleurs, dépouillés et bafoués par une poignée de grands propriétaires fonciers. L'organisation capitaliste du travail social reposait sur la discipline de la faim ; et la grande masse des travailleurs, malgré les progrès réalisés par la culture et la démocratie bourgeoises, demeurait dans les républiques civilisées et

démocratiques les plus avancées, une masse ignorante et abrutie d'esclaves salariées ou de paysans opprimés, dépouillés et bafoués par une poignée de capitalistes. L'organisation communiste du travail social, dont le socialisme constitue le premier pas, repose et reposera de plus en plus sur la discipline consciente et librement consentie des travailleurs eux-mêmes qui ont secoué le joug des grands propriétaires fonciers ainsi que des capitalistes.

Cette nouvelle discipline ne tombe pas du ciel, elle n'est pas le fruit de vœux pieux ; elle découle des conditions matérielles de la grande production capitaliste, et uniquement de ces conditions. Elle est impossible sans elles. Or, le porteur de ces conditions matérielles ou leur artisan est une classe historique bien définie, formée, organisée, cimentée, éduquée, instruite, aguerrie par le grand capitalisme. Cette classe est le prolétariat.

La dictature du prolétariat, si l'on traduit cette expression latine scientifique, ce terme historique et philosophique, en une langue plus simple, signifie :

Seule une classe déterminée, à savoir les ouvriers des villes et, en général, les ouvriers d'usine, les ouvriers industriels, est capable de diriger la masse des travailleurs et des exploités dans la lutte pour renverser le joug du capital, au cours même de ce renversement, dans la lutte pour conserver et consolider la victoire, dans l'œuvre de création d'un ordre social nouveau, socialiste ; dans la lutte pour supprimer totalement les classes. (Remarquons entre parenthèses : la distinction scientifique entre socialisme et communisme est simplement que le premier terme signifie la première phase de la nouvelle société sortant du capitalisme ; la seconde, c'est la phase suivante, supérieure, de cette société.)

L'erreur de l'Internationale jaune « de Berne[60] », c'est que ses chefs ne reconnaissent qu'en paroles la lutte de classe et le rôle dirigeant du prolétariat, craignant d'aller au bout de leur pensée, précisément d'aboutir à cette conclusion inévitable, particulièrement terrible et absolument inacceptable pour la bourgeoisie. Ils ont peur de convenir que la dictature du prolétariat est *aussi* une phase de la lutte de classe, inévitable tant que les classes ne sont pas abolies, qui change de formes et devient particulièrement acharnée et particulièrement spécifique au lendemain du renversement du capital. Après avoir conquis le pouvoir politique, le prolétariat ne cesse pas la lutte de classe ; il la continue jusqu'à la suppression des classes, mais, bien entendu, dans d'autres conditions, sous une autre forme, par d'autres moyens.

Et qu'est-ce que la « suppression des classes » ? Tous ceux qui se disent socialistes reconnaissent ce but final du socialisme, mais tous, loin de là, ne réfléchissent pas à sa signification. On appelle classes de vastes groupes d'hommes qui se distinguent par la place qu'ils occupent dans un système historiquement défini de production sociale, par leur rapport (la plupart du temps fixé et consacré par les lois) vis-à-vis des moyens de production, par leur rôle dans l'organisation sociale du travail, donc, par les modes d'obtention et l'importance de la part de richesses sociales dont ils disposent. Les classes sont des groupes d'hommes dont l'un peut s'approprier le travail de l'autre, à cause de la place différente qu'il occupe dans une structure déterminée de l'économie sociale.

Il est clair que pour supprimer entièrement les classes, il faut non seulement renverser les exploiteurs, les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, non seulement abolir leur propriété ; il faut encore abolir *toute* propriété privée des moyens de production ; il faut effacer aussi bien la différence entre la ville et la campagne, que celle entre les travailleurs manuels et intellectuels. C'est une œuvre de longue haleine. Pour l'accomplir, il faut faire un grand pas en avant dans le développement des forces productives ; il faut vaincre la résistance (souvent passive, singulièrement tenace et singulièrement difficile à briser) des nombreux vestiges de la petite production ; il faut vaincre la force énorme de l'habitude et de la routine, attachée à ces vestiges.

Supposer que tous les « travailleurs » sont également aptes à cette besogne, serait une hypothèse absolument vide de sens ou une illusion de socialiste antédiluvien, pré-marxiste. Car cette capacité n'est pas donnée, elle surgit historiquement et *uniquement* des conditions matérielles de la grande production capitaliste. Au début de la route qui mène du capitalisme au socialisme, *seul* le prolétariat possède cette capacité. Il est en mesure d'accomplir la tâche grandiose qui lui incombe, premièrement parce que c'est la classe la plus forte et la plus avancée des sociétés civilisées ; deuxièmement, parce que dans les pays les plus évolués il constitue la majorité de la population ; troisièmement, parce que dans les pays capitalistes arriérés, comme la Russie, la majorité de la population est composée de semi-prolétaires, c'est-à-dire de gens qui vivent régulièrement une partie de l'année comme des prolétaires, qui recherchent constamment leur subsistance en effectuant, pour une certaine part, un travail salarié dans les entreprises capitalistes.

Ceux qui entendent résoudre le problème de la transition du capitalisme au socialisme au moyen de lieux communs sur la liberté, l'égalité, la démocratie en général, l'égalité de la démocratie du travail, etc. (comme le font Kautsky, Martov et autres héros de l'Internationale jaune de Berne), ne font que révéler leur nature de petits bourgeois, de philistins, de gens bornés qui, sur le plan idéologique, se traînent servilement à la remorque de la bourgeoisie. La solution juste de ce problème ne peut être fournie que par l'étude concrète des rapports spécifiques entre la classe qui a conquis le pouvoir politique, à savoir le prolétariat, et la masse non prolétarienne, de même que semi-prolétarienne, de la population laborieuse ; ces rapports ne se forment pas dans des conditions imaginaires, harmonieuses, « idéales », mais dans les conditions réelles de la résistance forcenée opposée par la bourgeoisie dans tous les domaines.

L'immense majorité de la population et, à plus forte raison, de la population laborieuse de n'importe quel pays capitaliste, y compris la Russie, a éprouvé mille fois à ses dépens et aux dépens de ses proches, le joug du capital, le pillage auquel il se livre, les brimades de toute sorte. La guerre impérialiste, c'est-à-dire le massacre de dix millions d'hommes à seule fin de savoir à quel capital, l'anglais ou l'allemand, doit revenir la première place dans le pillage du monde entier a prodigieusement aggravé, multiplié, aiguisé ces épreuves, incité les gens à en prendre conscience. D'où la sympathie inévitable que ressent l'énorme majorité de la population, notamment, la masse des travailleurs, pour le prolétariat qui, avec une audace héroïque, avec une implacabilité révolutionnaire, secoue le joug du capital, renverse les exploiteurs, réprime leur résistance, se fraye, au prix du sang, la voie vers la création d'une nouvelle société, où il n'y aura pas de place pour les exploiteurs.

Aussi grands, aussi inévitables que soient les flottements et les reculs petits-bourgeois des masses non prolétariennes et semi-prolétariennes de la population travailleuse vers l'« ordre » bourgeois, sous l'« aile » de la bourgeoisie, ces masses ne peuvent s'empêcher de reconnaître le prestige moral et politique du prolétariat, qui non seulement abat les exploiteurs et brise leur résistance, mais aussi édifie de nouveaux rapports sociaux, supérieurs, une discipline sociale plus élevée : discipline des travailleurs conscients et unis, sur lesquels ne pèse aucun joug et qui ne connaissent aucun autre pouvoir que celui de leur propre union, de leur propre avant-garde plus consciente, audacieuse, unie, révolutionnaire et ferme.

Pour vaincre, pour créer et consolider le socialisme, le prolétariat doit accomplir une double tâche : premièrement, entraîner par l'héroïsme indéfectible de sa lutte révolutionnaire contre le capital la masse des travailleurs et des exploités ; l'entraîner, l'organiser, la diriger en vue de jeter bas la bourgeoisie et de briser entièrement sa résistance ; deuxièmement, mener à sa suite la masse des travailleurs et des exploités, ainsi que les couches petites-bourgeoises, dans la voie de la nouvelle construction économique, de l'établissement de relations sociales nouvelles, d'une nouvelle discipline du travail, d'une nouvelle organisation du travail, qui allie le dernier mot de la science et de la technique capitaliste à l'union massive des travailleurs conscients, artisans de la grande production socialiste.

Cette dernière tâche est plus difficile que la première, car, en aucun cas, elle ne saurait être remplie par un élan héroïque isolé ; elle demande l'héroïsme le plus prolongé, persévérant et difficile du travail de masse *quotidien*. Mais aussi, cette tâche est plus essentielle, car, en dernière analyse, la source d'énergie la plus profonde pour vaincre la bourgeoisie, et l'unique gage de la solidité et de l'intangibilité de ces victoires, ne peut être qu'un nouveau mode de production sociale, supérieur, le remplacement de la production capitaliste et petite-bourgeoise par la grande production socialiste.

Les « samedis communistes » ont une immense portée historique parce qu'ils font la preuve de l'initiative volontaire et consciente des ouvriers pour élever la productivité, adopter une nouvelle discipline du travail, créer des conditions socialistes dans l'économie et la vie.

J. Jacoby, un des rares, il serait même juste de dire : un des très rares démocrates bourgeois d'Allemagne, qui après les leçons de 1870-1871 était passé non au chauvinisme ou au national-libéralisme, mais au socialisme, a dit que la fondation d'un syndicat ouvrier a une valeur historique plus grande que la bataille de Sadowa[61]. C'est exact. La bataille de Sadowa décidait qui des deux monarchies bourgeoises, l'autrichienne ou la prussienne, aurait la primauté pour fonder l'Etat capitaliste national allemand. La fondation d'un syndicat ouvrier était un petit pas vers la victoire mondiale du prolétariat sur la bourgeoisie. De même, nous pouvons dire que le premier samedi communiste, organisé le 10 mai 1919 par les cheminots de la ligne Moscou-Kazan, à Moscou, a une valeur historique plus grande que n'importe quelle victoire de Hindenburg ou de Foch et des Anglais dans la guerre impérialiste de 1914-1918. Les victoires des impérialistes, c'est le massacre de millions d'ouvriers pour les profits des milliardaires anglo-américains et français ; c'est la sauvagerie d'un capitalisme agonisant, gavé et

pourrissant sur pied. Le samedi communiste des cheminots du réseau Moscou-Kazan, c'est une des cellules de la société nouvelle, socialiste, qui annonce l'affranchissement de tous les peuples du joug capitaliste et des guerres.

Messieurs les bourgeois et leurs larbins, y compris les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, qui ont l'habitude de se considérer comme les représentants de l'« opinion publique », se moquent, bien entendu, des espoirs des communistes, les traitant de « baobab dans un pot de réséda » ; ils se moquent du nombre infime des samedis communistes par rapport aux cas innombrables de vol, de fainéantise, de baisse du rendement, de détérioration des matières premières, de produits, etc. Nous répondrons à ces messieurs : si les intellectuels bourgeois mettaient leur science à la disposition des travailleurs et non des capitalistes russes et étrangers pour rétablir leur pouvoir, la révolution serait plus rapide et pacifique. Mais c'est là une utopie, car la question se tranche par la lutte de classes ; or, la plupart des intellectuels tendent vers la bourgeoisie. Ce n'est pas avec l'aide des intellectuels mais en dépit de leur opposition (du moins dans la plupart des cas) que le prolétariat vaincra, en écartant les intellectuels bourgeois invétérés, en transformant, en rééduquant, en se soumettant les hésitants, en gagnant progressivement une partie toujours plus grande d'entre eux. Ricaner à propos des difficultés et des insuccès de la révolution, semer la panique, préconiser le retour en arrière, tels sont les armes et procédés de lutte de classe dont usent les intellectuels bourgeois. Le prolétariat ne se laissera pas abuser.

Mais si l'on considère le fond de la question, a-t-on jamais vu dans l'histoire qu'un nouveau mode de production ait réussi du premier coup, sans une longue suite d'insuccès, d'erreurs, de récidives ? Un demi-siècle après la chute du servage, les campagnes russes en gardaient encore de nombreux vestiges. Un demi-siècle après l'abolition de l'esclavage en Amérique, les nègres y demeuraient encore réduits presque partout à l'état de demi-esclavage. Les intellectuels bourgeois, y compris les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, restent fidèles à eux-mêmes ; ils servent le capital et développent leur argumentation pourrie d'hypocrisie : avant la révolution prolétarienne, ils nous taxaient d'utopisme ; et maintenant ils exigent que nous fassions disparaître avec une rapidité fantastique les survivances du passé !

Mais nous ne sommes pas des utopistes, et nous savons ce que valent réellement les « arguments » bourgeois ; nous savons aussi qu'après la révolution les vestiges du passé prédomineront nécessairement dans les mœurs, pendant un certain temps, sur les germes du nouveau. Lorsque le nouveau vient de naître, l'ancien reste toujours, un certain temps, plus fort que lui ; il en est toujours ainsi, dans la nature comme dans la vie sociale. Les sarcasmes à propos de la fragilité des germes du nouveau, le scepticisme facile de la gent intellectuelle, etc., tout ceci n'est en somme que procédé bourgeois de lutte de classe contre le prolétariat, défense du capitalisme contre le socialisme. Nous devons étudier minutieusement les germes du nouveau, leur témoigner le maximum d'attention, favoriser leur croissance de toutes les manières et « soigner » ces faibles pousses. Certaines d'entre elles périront inévitablement. On ne saurait garantir que les « samedis communistes » joueront un rôle particulièrement important. Là n'est pas la question. Il s'agit d'encourager tous les germes du nouveau, quels qu'ils soient ; la vie choisira parmi eux les plus viables. Si un savant japonais, pour aider l'humanité à vaincre la syphilis, a eu la patience d'essayer 605 préparations avant de trouver la 606^{e} répondant aux conditions requises, ceux qui entendent résoudre un problème plus ardu, vaincre le capitalisme, doivent avoir assez de persévérance pour essayer des centaines et des milliers de nouveaux procédés, modes, moyens de lutte, afin de mettre au point les meilleurs d'entre eux.

Si les « samedis communistes » sont aussi importants, c'est parce qu'ils ont été lancés non par des ouvriers placés dans des conditions exceptionnellement favorables, mais par des ouvriers de diverses professions, y compris des non spécialisés, des manoeuvres placés dans les conditions *ordinaires,* c'est-à-dire *les plus difficiles.* Nous connaissons tous fort bien la cause essentielle de la chute de la productivité, observée non seulement en Russie, mais dans l'univers entier : ruine, paupérisation, irritation et fatigue provoquées par la guerre impérialiste, maladie et sous-alimentation. Cette dernière, par son importance, tient la première place. La faim, voilà la cause. Or, pour supprimer la famine, il faut augmenter la productivité dans l'agriculture, dans les transports et dans l'industrie. On se trouve par conséquent devant une sorte de cercle vicieux : pour augmenter le rendement il faut échapper à la famine, et pour échapper à la famine il faut augmenter le rendement.

On sait que dans la pratique ces contradictions sont levées par la rupture du cercle vicieux, par le revirement de la mentalité des masses, par l'initiative héroïque de certains groupes, initiative qui, en raison de ce revirement, joue souvent un rôle décisif. Les manœuvres et cheminots de Moscou (je parle naturellement de la majorité, et non d'une poignée de spéculateurs, d'administrateurs et autres gardes blancs), sont des travailleurs vivant dans des conditions terriblement difficiles. Ils souffrent de sous-alimentation chronique, et maintenant, avant la nouvelle récolte, par suite de l'aggravation générale de la crise alimentaire, c'est la faim tout court. Eh bien, ce sont ces ouvriers affamés pilonnés par la haineuse propagande contre-révolutionnaire de la bourgeoisie, des

menchéviks et des socialistes-révolutionnaires qui organisent des « samedis communistes », fournissent des heures supplémentaires *sans aucune rétribution* et réalisent *une augmentation considérable de la productivité,* bien qu'ils soient fatigués, exténués, épuisés par la faim. N'est-ce point là le plus grand héroïsme ? N'est-ce point là le début d'un tournant d'une portée historique ?

La productivité, c'est, en dernière analyse, ce qu'il y a de plus important, d'essentiel pour la victoire du nouvel ordre social. Le capitalisme a créé une productivité inconnue sous le servage. Le capitalisme peut être définitivement vaincu et il le sera parce que le socialisme crée une productivité nouvelle, beaucoup plus élevée. Tâche très difficile et très longue, mais *déjà amorcée,* c'est là l'essentiel. Si en été 1919, dans Moscou affamée, des ouvriers qui ont faim, après quatre dures années de guerre impérialiste et dix-huit mois de guerre civile encore plus durs, ont pu amorcer cette œuvre grandiose, quels seront les progrès futurs lorsque nous aurons gagné la guerre civile et conquis la paix ?

Le communisme, c'est une productivité supérieure à celle du capitalisme, c'est la productivité d'ouvriers bénévoles, conscients, associés, qui utilisent les moyens techniques modernes. Les samedis communistes sont infiniment précieux, en tant que début *effectif du communisme* ; c'est là une chose extrêmement rare, car nous sommes à un stade où nous « ne faisons que *les premiers pas* vers la transition du capitalisme au communisme » (comme le dit à juste titre le programme de notre Parti).

Le communisme commence là où les *simples ouvriers* veillent avec abnégation, en venant à bout d'un rude labeur, sur l'augmentation de la productivité, sur *chaque poud de blé, de charbon, de fer* et des autres produits, qui ne sont pas distribués aux travailleurs personnellement, ni à leurs « proches », mais à leurs « parents éloignés », c'est-à-dire à l'ensemble de la société, aux dizaines et aux centaines de millions d'hommes réunis d'abord en un seul Etat socialiste, puis dans l'Union des Républiques Soviétiques.

Karl Marx, dans *Le Capital,* raille l'emphase et la grandiloquence de la grande charte démocratique bourgeoise des libertés et droits de l'homme, toute cette phraséologie sur la liberté, l'égalité, la fraternité *en général,* qui aveugle les petits bourgeois et les philistins de tous les pays, jusqu'aux vils héros actuels de la vile Internationale de Berne. A ces déclarations pompeuses, Marx oppose la façon simple, modeste, pratique et quotidienne, dont le prolétariat pose la question : réduction par l'Etat de la journée de travail, en voilà un échantillon type. La justesse et la profondeur de la remarque de Marx nous apparaissent avec d'autant plus de clarté et d'évidence, que se développe la révolution prolétarienne. Ce qui distingue les « formules » du communisme authentique et la phraséologie pompeuse, subtile et solennelle des Kautsky, des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires, ainsi que de leurs chers « frères » de Berne, c'est qu'elles ramènent tout aux *conditions de travail.* Un peu moins de verbiage sur la « démocratie du travail », sur la « liberté, l'égalité et la fraternité », la « souveraineté du peuple », et ainsi de suite : de nos jours, l'ouvrier et le paysan conscients discernent dans ces phrases ampoulées la fourberie de l'intellectuel bourgeois aussi facilement qu'un homme expérimenté sait, en considérant la physionomie et l'apparence impeccables d'un « monsieur très comme il faut », le dépister aussitôt, sans erreur : « A coup sûr, c'est un filou. »

Moins de phrases pompeuses et plus de travail simple, *quotidien.* Préoccupons-nous davantage de chaque poud de blé et de charbon ; que ce poud de blé et de charbon indispensables à l'ouvrier affamé et au paysan déguenillé, leur parviennent *non par des maquignonnages,* par les voies capitalistes, mais grâce au travail conscient, bénévole, héroïque et plein d'abnégation de simples travailleurs, comme par exemple les manœuvres et les cheminots de la ligne Moscou-Kazan.

Nous devons reconnaître que des traces du verbiage propre aux intellectuels bourgeois dans la manière d'aborder les problèmes de la révolution se manifestent à chaque instant et partout, voire même dans nos rangs. Notre presse, par exemple, ne fait pas assez la guerre à ces vestiges pourris du passé, à la démocratie bourgeoise pourrie ; elle ne soutient pas assez les germes simples, modestes, quotidiens mais vivants, du communisme authentique.

Prenez la situation de la femme. Aucun parti démocratique au monde, dans aucune des républiques bourgeoises les plus avancées, n'a fait, durant des dizaines d'années, sous ce rapport, la centième partie de ce que nous avons réalisé dès notre première année de pouvoir. Nous avons vraiment anéanti, de fond en comble, ces lois ignobles sur l'inégalité de la femme, les entraves au divorce, les formalités abjectes qui l'entourent, la non-reconnaissance des enfants naturels, la recherche de paternité, etc., lois dont les vestiges sont nombreux dans tous les pays civilisés, pour la honte de la bourgeoisie et du capitalisme. Nous avons mille fois raison d'être fiers de ce que nous avons fait dans ce domaine. Mais *plus* nous avons déblayé le terrain du fatras des vieilles lois et institutions

bourgeoises, plus il nous apparaît clairement que ce ne sont que des travaux de déblaiement préalables, et non encore la construction proprement dite.

La femme demeure *l'esclave domestique* en dépit de toutes les lois émancipatrices, puisque les *petites besognes domestiques* l'accablent, l'étouffent, l'abrutissent, l'humilient, l'enchaînant à la cuisine et à la chambre d'enfants, en gaspillant ses efforts dans un labeur absurdement improductif, mesquin, énervant, abrutissant et écrasant. La véritable *émancipation de la femme,* le véritable communisme ne commencent que là et au moment où s'engage la lutte de masse (dirigée par le prolétariat, maître du pouvoir) contre cette petite économie domestique ou plutôt sa *refonte massive* en une grande économie socialiste.

En pratique, nous préoccupons-nous suffisamment de ce problème qui, du point de vue théorique, est indiscutable pour chaque communiste ? Evidemment non. Montrons-nous suffisamment de sollicitude pour lés *germes* du communisme, qui, d'ores et déjà, se manifestent dans ce domaine ? Encore une fois, non et non. Les réfectoires publics, les crèches, les jardins d'enfants sont des échantillons de ces germes, des moyens simples, ordinaires, dépourvus de pompe, de grandiloquence, de solennité, et qui, *en fait,* sont susceptibles *d'émanciper la femme,* de diminuer et de supprimer en fait son inégalité par rapport à l'homme, quant à son rôle dans la production sociale et la vie publique. Ces moyens ne sont pas nouveaux ; ils ont été créés (de même qu'en général toutes les conditions matérielles du socialisme) par le grand capitalisme ; mais sous son règne, ils étaient, premièrement, chose rare, deuxièmement, ce qui est particulièrement important, soit des entreprises *mercantiles,* avec les pires aspects de la spéculation, du lucre, du mensonge, de la contrefaçon, soit une « acrobatie de la bienfaisance bourgeoise », que l'élite ouvrière haïssait et méprisait à bon droit.

Il est hors de doute que ces institutions sont devenues beaucoup plus nombreuses chez nous et qu'elles *commencent* à changer de caractère. Il est hors de doute qu'il existe parmi les ouvrières et les paysannes beaucoup plus *d'organisatrices de talent* que nous n'en avons connaissance, de personnes sachant organiser pratiquement les choses, en y faisant participer un grand nombre de militants et un nombre encore plus grand d'intéressés, sans cette abondance de phrases, d'agitation, de querelles, de bavardages au sujet des plans, des systèmes, etc., dont « souffrent » en permanence les « intellectuels » outrageusement présomptueux ou les « communistes » précoces. Mais nous *ne soignons* pas comme il le faudrait ces germes du nouveau.

Voyez la bourgeoisie. Comme elle sait admirablement bien orchestrer la publicité pour ce qui lui est utile ! Comme les entreprises « modèles », aux yeux des capitalistes, sont vantées dans les millions d'exemplaires de *leurs* journaux ; comme on sait faire des institutions bourgeoises « modèles » un objet de fierté nationale ! Notre presse ne se soucie point, ou presque pas, de décrire les meilleurs réfectoires ou crèches, d'insister tous les jours pour que certains d'entre eux soient transformés en établissements modèles, d'en faire l'éloge, d'expliquer avec force détails quelle économie de travail humain, quelles commodités pour les intéressés, quelle économie de produits, quelle émancipation de l'esclavage domestique pour la femme, quelle amélioration des conditions d'hygiène on obtient avec un *travail communiste exemplaire,* résultats qui peuvent être obtenus et étendus à toute la société, à tous les travailleurs.

Production modèle, samedis communistes modèles, sollicitude et honnêteté exemplaires dans la production et la répartition de chaque poud de blé ; réfectoires modèles, propreté exemplaire de telle maison ouvrière, de tel bloc d'immeubles : tout ceci devrait dix fois plus retenir l'attention et les soins de notre presse, ainsi que de *chaque* organisation ouvrière et paysanne. Ce sont là les germes du communisme ; les soigner est notre premier devoir à nous tous. Si grave que soit la situation du ravitaillement et de la production, il n'en est pas moins vrai qu'en ces dix-huit mois de pouvoir bolchevique, notre avance *sur tout le front* est indéniable : le stockage du blé est passé de 30 millions de pouds (du 1er août 1917 au 1er août 1918) à 100 millions (du 1er août 1918 au 1er mai 1919) ; les cultures maraîchères ont été augmentées, le déficit des emblavures diminué, les transports ferroviaires s'améliorent en dépit des difficultés immenses qu'entraîne la crise du combustible, etc. Sur ce fond général et avec l'appui du pouvoir d'Etat prolétarien, les germes du communisme ne s'étioleront pas ; ils grandiront et s'épanouiront pour devenir le communisme intégral.

Il importe de bien réfléchir à la signification des « samedis communistes » pour tirer de cette grande initiative les leçons pratiques, d'une portée considérable, qui s'en dégagent.

La soutenir par tous les moyens est la première et principale leçon. Le mot « commune » est devenu chez nous d'un usage trop facile. Toute entreprise montée par les communistes ou avec leur concours, est couramment et immédiatement proclamée « commune » ; on oublie souvent que ce *titre d'honneur,* il faut le *conquérir* par un travail long et acharné, par des succès pratiques vérifiés dans la construction véritablement communiste.

Aussi est-elle parfaitement juste, à mon sens, la décision mûrie dans l'esprit de la majorité du Comité exécutif central, de *rapporter* dans le décret du Conseil des Commissaires du Peuple la partie relative à la *dénomination* des « communes de consommation ». Donnons-leur un nom plus simple, et alors, les lacunes, les défauts du nouveau travail d'organisation à ses *débuts* ne seront pas rejetés sur les « communes », mais seront imputés (comme il se doit en toute équité) aux *mauvais* communistes. Il serait très utile d'éliminer le mot « commune » de l'usage *courant,* d'interdire au premier venu de s'emparer de ce mot, autrement dit, de ne *reconnaître ce titre* qu'aux vraies communes qui ont vraiment démontré par la pratique (unanimement confirmée par la population locale) leur capacité, leur aptitude à mettre les choses en train de façon communiste. Prouve d'abord que tu es capable de travailler sans rétribution, dans l'intérêt de la société, dans l'intérêt de tous les travailleurs, que tu es capable de « travailler sur le mode révolutionnaire », capable d'augmenter la productivité, d'organiser le travail de façon exemplaire, et après seulement tu pourras prétendre à ce titre d'honneur : la « commune » !

A cet égard, les « samedis communistes » sont une exception fort précieuse. Car ici les manœuvres et les cheminots de la ligne Moscou-Kazan ont *d'abord* prouvé dans les *faits* qu'ils étaient capables de travailler en *communistes* et c'est après seulement qu'ils ont conféré à leur initiative le titre de « samedis communistes ». Il faut faire en sorte qu'il en soit ainsi à l'avenir, que tous ceux qui donnent le nom de commune à leur entreprise, institution ou travail *sans l'avoir prouvé* par un dur labeur et le *succès* pratique d'un *long effort,* par une organisation exemplaire, véritablement communiste, soient impitoyablement tournés en dérision et couverts de honte comme des charlatans ou des hâbleurs.

La grande initiative des « samedis communistes » doit être utilisée aussi sur un autre plan, pour *épurer* le parti. Il était absolument inévitable qu'au lendemain de la révolution, alors que la masse des gens « honnêtes » et d'esprit petit-bourgeois se montrait particulièrement craintive ; alors que les intellectuels bourgeois, y compris naturellement les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, sabotaient tous, sans exception, en se prosternant devant la bourgeoisie, il était absolument inévitable que des aventuriers et d'autres éléments des plus nuisibles s'insinuent dans le parti dirigeant. Aucune révolution ne l'a évité et ne l'évitera. Le tout est que le parti dirigeant qui s'appuie sur une classe avancée, saine et vigoureuse, sache épurer ses rangs.

A cet égard, il y a longtemps que nous nous sommes mis à l'ouvrage. Il faut poursuivre sans défaillance, sans lassitude. La mobilisation des communistes pour la guerre nous a aidés : les froussards et les canailles se sont sauvés du parti. Bon débarras ! *Pareille* diminution des effectifs du parti équivaut à un *immense accroissement* de sa force et de son poids. Il faut continuer l'épuration, en mettant à projet l'initiative des « samedis communistes » : n'admettre dans le parti qu'après, disons, six mois de « noviciat » ou de « stage », consistant à effectuer un « travail sur le mode révolutionnaire ». Il faut soumettre à la même épreuve *tous* les adhérents admis après le 25 octobre 1917 qui n'ont pas démontré par un effort ou des mérites particuliers qu'ils sont absolument sûrs, fidèles et capables d'être des communistes.

L'épuration du parti, jointe aux *exigences toujours accrues* d'un travail véritablement communiste, formulées par le parti, améliorera *l'appareil* du pouvoir d'Etat et hâtera considérablement le *passage définitif* des paysans aux côtés du prolétariat révolutionnaire. Les « samedis communistes » ont, entre autres, projeté une vive lumière sur le caractère de classe de l'appareil d'Etat sous la dictature du prolétariat. Le Comité central du Parti rédige une lettre au sujet du « travail sur le mode révolutionnaire ». L'idée a été avancée par le Comité central d'un parti qui compte de 100 000 à 200 000 membres (je suppose que c'est ce qui restera après une épuration sérieuse, nos effectifs sont plus forts à l'heure présente). Cette idée a été reprise par les ouvriers syndiqués. Nous en comptons jusqu'à 4 millions en Russie et en Ukraine. Ils sont, dans leur immense majorité, pour le pouvoir d'Etat prolétarien, pour la dictature du prolétariat. 200 000 et 4 millions, voilà le rapport des « engrenages », s'il m'est permis de m'exprimer ainsi. Puis viennent les *dizaines de millions* de paysans qui se divisent en trois groupes principaux : le plus nombreux et le plus proche du prolétariat comprend les semi-prolétaires ou les paysans pauvres ; ensuite la paysannerie moyenne ; enfin, le dernier groupe, très peu nombreux : les koulaks ou bourgeoisie rurale.

Tant que subsiste la possibilité de vendre le blé et de spéculer sur la famine, le paysan restera (chose inévitable pendant un certain temps sous la dictature du prolétariat) semi-travailleur, semi-spéculateur. En tant que spéculateur, il nous est hostile, il est hostile à l'Etat prolétarien ; il penche pour une entente avec la bourgeoisie et ses fidèles valets, y compris le menchévik Cher et le socialiste-révolutionnaire B. Tchernenkov qui sont pour le libre commerce du blé. Mais *en tant que travailleur,* le paysan est l'ami de l'Etat prolétarien, le plus fidèle allié de l'ouvrier dans la lutte contre le grand propriétaire foncier et le capitaliste. En tant que travailleur, le paysan soutient, de sa masse forte de millions d'hommes, la « machine » d'Etat, dirigée par les cent ou deux cent mille membres de l'avant-garde communiste du prolétariat, et comprenant des millions de prolétaires organisés.

Il n'a jamais encore existé au monde d'Etat plus démocratique au sens véritable du mot, qui soit plus étroitement lié aux masses laborieuses et exploitées.

C'est ce travail prolétarien, marqué par les « samedis communistes » et réalisé par ces derniers, qui contribuera à affermir définitivement l'estime et l'amour du paysan pour l'Etat prolétarien. Ce travail, et lui seul, persuade définitivement le paysan que nous avons raison, que le communisme a raison ; il fait du paysan notre allié indéfectible ; cela veut dire que ce travail conduit à l'élimination totale des difficultés de ravitaillement, à la victoire complète du communisme sur le capitalisme dans la production et la répartition du blé, à la consolidation infaillible du communisme.

N. Lénine
28 juin 1919.
Publié en juillet 1919 en brochure à Moscou aux Editions d'Etat

TOUS A LA LUTTE CONTRE DÉNIKINE !

LETTRE DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE (BOLCHEVIK) RUSSE AUX ORGANISATIONS DU PARTI

Camarades, voici un des moments les plus critiques et même, selon toute probabilité, le moment le plus critique de la révolution socialiste. Les défenseurs russes et étrangers (au premier chef, anglais et français) des exploiteurs, des grands propriétaires fonciers et des capitalistes font une tentative désespérée pour rétablir en Russie le pouvoir des grands propriétaires fonciers et des exploiteurs, ces spoliateurs du travail populaire, afin de raffermir leur domination déclinante dans le monde entier. Les capitalistes anglais et français ont échoué avec leur plan de conquête de l'Ukraine par leurs propres troupes ; ils ont échoué avec leur soutien de Koltchak en Sibérie. L'Armée rouge, avançant héroïquement dans l'Oural avec l'aide des ouvriers de la région qui se soulèvent tous comme un seul homme, marche sur la Sibérie afin de la délivrer du joug inouï et des férocités des capitalistes, maîtres de la région. Enfin les impérialistes anglais et français ont également échoué avec leur plan de s'emparer de Pétrograd au moyen d'un complot contre-révolutionnaire où trempaient les monarchistes russes, les cadets, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, sans en excepter les socialistes-révolutionnaires de gauche.

Maintenant les capitalistes de l'étranger font une tentative désespérée pour rétablir le joug du capital par l'invasion de Dénikine qu'ils ont aidé, comme autrefois Koltchak, en le fournissant d'officiers, de vivres, de munitions, de tanks, etc., etc.

Toutes les forces des ouvriers et des paysans, toutes les forces de la République soviétique doivent être tendues vers un objet : repousser l'invasion de Dénikine et le vaincre, sans arrêter pour cela l'offensive victorieuse de l'Armée rouge vers l'Oural et la Sibérie. Telle est

LA TACHE ESSENTIELLE DU MOMENT

Les communistes avant tout et par-dessus tout, les sympathisants, tous les ouvriers et paysans honnêtes, tous les travailleurs des administrations soviétiques doivent *galvaniser leurs énergies, comme obéissant à un règlement militaire,* pour reporter le *maximum de leur travail,* de leurs efforts et de leur souci *sur les tâches immédiates de la guerre,* afin de repousser promptement l'invasion de Dénikine ; et c'est en fonction de cette tâche qu'ils réduiront et réorganiseront tout le reste de leur activité.

La République des Soviets est investie par l'ennemi. Elle doit former *un seul camp militaire,* non en paroles mais en fait.

Toute l'activité de toutes les institutions doit être adaptée à la guerre et réorganisée sur le pied de guerre !

La collégialité est indispensable pour régler les affaires de l'Etat ouvrier et paysan. Mais toute exagération de la collégialité, toute déformation entraînant des lenteurs bureaucratiques, l'absence de responsabilité, toute transformation des institutions à direction collégiale en parleries, constituent un mal énorme, avec lequel il faut en finir coûte que coûte, au plus tôt, sans reculer devant aucun moyen.

La collégialité ne doit pas aller au delà d'un minimum absolument indispensable, ni en ce qui concerne le nombre des membres des collèges, ni en ce qui touche la conduite pratique des travaux ; interdiction des «discours», rapidité extrême des échanges de vues, lesquels seront réduits à des informations, à des propositions pratiques, précises.

Chaque fois que la moindre possibilité s'en présentera, on réduira la collégialité à l'examen le plus sommaire des seules questions essentielles, au sein d'un collège restreint au maximum. La *direction pratique* de l'institution, de l'entreprise, du travail, de la tâche, doit être confiée à *un seul camarade,* connu pour sa fermeté, son esprit de décision, sa hardiesse, son aptitude à conduire les affaires pratiques, et jouissant de la plus grande confiance. En tout état de cause, et quelles que soient les circonstances, la collégialité doit être doublée de la responsabilité personnelle strictement établie de *chacun* pour tel travail *exactement* défini. Le défaut de responsabilité sous prétexte de collégialité est ce qui constitue le plus grand danger pour tous ceux qui n'ont pas une très grande expérience en matière de travail collégial pratique, et qui, bien souvent, dans les choses militaires, conduit inévitablement à la catastrophe, au chaos, à la panique, à la pluralité des pouvoirs, à la défaite.

Non moins dangereux est l'affairement ou la manie des projets dans les problèmes d'organisation. La réorganisation du travail nécessaire pour la guerre ne doit en aucun cas entraîner la refonte des institutions, et encore moins la création hâtive d'institutions nouvelles. Cela est absolument inadmissible, et n'engendre que le chaos. La réorganisation du travail doit consister à suspendre pour un temps le fonctionnement des institutions qui ne sont pas absolument nécessaires, ou à restreindre leur activité jusqu'à un certain point. Mais tout le travail pour aider la guerre doit se faire *entièrement et exclusivement par le canal* des institutions militaires *déjà existantes,* en les corrigeant, en les fortifiant, en les élargissant, en les soutenant. D'abord, on ne peut créer des « comités de défense » ou des « comités révolutionnaires » (comités révolutionnaires ou révolutionnaires militaires) qu'à titre d'exception ; en second lieu, uniquement avec l'approbation des autorités militaires intéressées ou des autorités soviétiques supérieures ; troisièmement, en observant expressément la condition indiquée.

LE PEUPLE DOIT SAVOIR LA VÉRITÉ SUR KOLTCHAK ET DÉNIKINE

Koltchak et Dénikine sont les principaux et les seuls ennemis sérieux de la République des Soviets. S'ils n'étaient pas aidés par l'Entente (Angleterre, France, Amérique), il y a beau temps qu'ils auraient sombré. Seule l'aide accordée par l'Entente fait d'eux une force. Cependant ils se voient obligés de tromper le peuple, de se dire de temps à autre les partisans de la « démocratie », de l' « Assemblée constituante », de la « souveraineté du peuple», etc. Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires se laissent tromper volontiers.

Aujourd'hui la vérité sur Koltchak (Dénikine est son double) apparaît tout entière. Exécution de *dizaines de milliers* d'ouvriers. Exécution même de menchéviks et de socialistes-révolutionnaires. Application de verges aux paysans, par districts entiers. Application publique de fouet aux femmes. Déchaînement à fond de l'arbitraire des officiers, des rejetons des grands propriétaires terriens. Pillage sans fin. Telle est la vérité sur Koltchak et Dénikine. Même parmi les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires qui, eux-mêmes, avaient trahi les ouvriers et s'étaient rangés aux côtés de Koltchak et de Dénikine, il s'en trouve de plus en plus qui sont obligés de reconnaître cette vérité.

Notre travail d'agitation et de propagande doit, au premier chef, éclairer le peuple sur cette vérité. Il faut expliquer : ou bien Koltchak et Dénikine, ou bien le pouvoir des Soviets, le pouvoir (la dictature) des ouvriers. Il n'y a pas de milieu. Il ne saurait y en avoir. Il faut surtout utiliser les témoignages émanant de non-bolchéviks : de menchéviks, de socialistes-révolutionnaires, de sans-parti, qui ont *fait un séjour* chez Koltchak ou chez Dénikine. Que chaque ouvrier et chaque paysan sache autour de quoi se livre la lutte, ce qui l'attend en cas de victoire de Koltchak ou de Dénikine.

LE TRAVAIL PARMI LES MOBILISABLES

Aujourd'hui notre attention doit porter principalement sur l'action à mener parmi les mobilisables, pour aider à la mobilisation, sur l'action parmi les mobilisés. Dans toutes les localités où sont rassemblés des mobilisés, où des unités tiennent garnison, là surtout où se trouvent des bataillons de réserve, etc., les communistes et les sympathisants doivent être tous alertés. Ils doivent tous, sans exception, s'unir et travailler, les uns quotidiennement, les autres, disons, quatre ou huit heures par semaine, pour aider à la mobilisation et parmi les mobilisés, parmi les soldats de la garnison, bien entendu de façon strictement disciplinée, chacun devant être désigné pour tel travail précis par l'organisation locale du Parti et les autorités militaires.

Il est évident que la population sans-parti ou adhérant à un parti autre que le Parti communiste, n'est pas en état de mener l'action idéologique contre Dénikine ou Koltchak. Mais il est inadmissible de l'exempter, pour cette raison, de tout travail. Il faut rechercher tous les moyens possibles pour que toute la population (au premier chef les habitants *mieux pourvus,* aussi bien à la ville qu'à la campagne) soit tenue d'apporter son obole, sous telle ou telle forme, afin de venir en aide à la mobilisation ou aux mobilisés.

Une catégorie spéciale de mesures destinées à aider les mobilisés doit comprendre celles visant à leur instruction la plus rapide et la meilleure. Le pouvoir des Soviets appelle sous les drapeaux tous les anciens officiers, sous-officiers, etc. Le Parti communiste, et avec lui tous les sympathisants et tous les ouvriers, doivent venir en aide à l'Etat ouvrier et paysan, d'abord en contribuant par tous les moyens à repérer les anciens officiers, sous-officiers, etc., qui ne se présentent pas à l'appel ; deuxièmement, en organisant, sous le contrôle de l'organisation du Parti et auprès de celle-ci, des groupes de personnes qui, théoriquement ou pratiquement (par exemple, en participant à la guerre impérialiste), ont appris le métier des armes et peuvent être utiles pour leur part.

LE TRAVAIL PARMI LES DESERTEURS

Ces temps derniers un revirement manifeste s'est opéré dans la lutte contre la désertion. Dans une série de provinces, les déserteurs rejoignent en masse l'armée. On peut dire sans exagération que les déserteurs affluent dans les rangs de l'Armée rouge. La raison ? C'est d'abord l'action plus judicieuse et plus systématique des camarades du Parti ; en second lieu, la conviction accrue, chez les paysans, que Koltchak et Dénikine portent avec eux un régime pire que celui du tsarisme, rétablissent *l'esclavage* pour les ouvriers et les paysans, l'application des verges, le pillage, les brimades exercées par les officiers et les nobliaux.

Il importe donc d'insister partout et de *toutes nos forces* sur le travail à faire parmi les déserteurs, et pour les déterminer à rejoindre l'armée. C'est là une des tâches primordiales et les plus urgentes.

Au fait. La possibilité d'agir sur les déserteurs par la persuasion, et le *succès* de cette action montrent que l'Etat ouvrier, à la différence de l'Etat des propriétaires fonciers et des capitalistes, observe une attitude *particulière* envers la paysannerie. Le joug de la trique et le joug de la faim, voilà la seule source de la discipline pour ces deux derniers types d'Etat. Pour l'Etat ouvrier ou pour la dictature du prolétariat, une *autre* source de discipline est possible : la persuasion des paysans par les ouvriers, leur alliance fraternelle. Quand on entend des témoins oculaires raconter que, dans telle ou telle province (par exemple, celle de Riazan), des milliers et des milliers de déserteurs s'en reviennent de leur propre gré ; que dans les meetings, l'appel fait aux « camarades-déserteurs » a parfois un succès indescriptible, on commence à se rendre compte combien de *force,* inutilisée par nous, réside encore dans cette alliance fraternelle des ouvriers et des paysans. Le paysan a un *préjugé* qui l'entraîne vers le capitaliste, vers le socialiste-révolutionnaire, vers la « liberté du commerce ». Mais il a aussi son *jugement* qui l'amène de plus en plus à l'alliance avec les ouvriers.

AIDE DIRECTE A L'ARMÉE

Notre armée a surtout besoin d'être *ravitaillée :* en vêtements, en chaussures, en armes, en obus. Dans un pays ruiné comme le nôtre, il faut fournir un effort énorme pour faire face à ces besoins de l'armée. Et seule l'aide que les brigands capitalistes d'Angleterre, de France et d'Amérique dispensent généreusement à Koltchak et à Dénikine, les sauve d'une faillite certaine par manque de ravitaillement.

Si ruinée que soit la Russie, il s'y trouve encore bien des ressources que nous n'avons pas encore utilisées, que souvent *nous n'avons pas su* utiliser. Il existe encore beaucoup de dépôts de matériel militaire dont nous n'avons pas encore connaissance ou que nous n'avons pas encore vérifiés, beaucoup de possibilités productives que nous laissons échapper, — en partie à cause du sabotage conscient des fonctionnaires, en partie à cause des lenteurs bureaucratiques, de la filière administrative, de l'incohérence et du manque de savoir-faire, — à cause de tous ces « péchés du passé » qui pèsent si inévitablement et avec tant de dureté sur toute révolution effectuant un « bond » vers un nouvel ordre social. A cet égard l'aide directe à l'armée est particulièrement importante. Les institutions qui s'en acquittent ont surtout besoin d'être « rafraîchies », d'être aidées ; elles ont besoin de *l'initiative* volontaire, énergique et héroïque des ouvriers et des paysans *de la base.* Il faut appeler le plus largement possible à cette initiative les ouvriers et les paysans conscients, tous les militants soviétiques ; il faut mettre à l'épreuve, dans les différentes localités et les différents domaines du travail, les *diverses* formes d'assistance à l'armée. Ici le « travail à la mode révolutionnaire » est beaucoup plus rare que dans les autres branches, alors que le besoin d'un « travail à la mode révolutionnaire » y est *beaucoup plus pressant.*

La réquisition des armes chez l'habitant est une des parties constitutives de ce travail. Que dans un pays qui a connu quatre années de guerre impérialiste, et puis deux révolutions populaires, il y ait quantité d'armes cachées chez les paysans et parmi la bourgeoisie, rien de plus naturel. Cela s'impose. Mais aujourd'hui, devant l'invasion redoutable de Dénikine, il faut lutter là contre, de *toutes nos forces.* Celui qui cache ou aide à cacher des armes, commet le pire forfait contre les ouvriers et les paysans ; il mérite d'être fusillé, car il cause la perte de milliers de meilleurs soldats rouges qui souvent périssent par défaut d'armes sur le front.

Les camarades de Pétrograd ont su découvrir des milliers et des milliers de fusils au cours des perquisitions massives qu'ils ont opérées dans l'ordre le plus strict. Il faut que le reste de la Russie ne se laisse pas distancer par Pétrograd, mais le rejoigne et le dépasse à tout prix.

D'autre part, il ne fait pas de doute que le plus grand nombre de fusils sont dissimulés par les paysans, souvent sans la moindre mauvaise volonté, mais simplement parce que ces derniers sont dominés par la vieille méfiance

envers tout « système d'Etat », etc. Si (dans les meilleures provinces) nous avons réussi à faire beaucoup, énormément, par la *persuasion,* par un travail d'agitation judicieux, en sachant nous y prendre, pour faire revenir volontairement des déserteurs à l'Armée rouge, il est hors de doute que l'on peut et que l'on doit en faire autant, sinon plus, pour obtenir la restitution volontaire des armes.

Ouvriers et paysans ! Mettez-vous à la recherche des fusils dissimulés et rapportez-les à l'armée ! C'est à ce prix que vous vous sauverez du massacre, des exécutions, de l'application du fouet en masse et de la spoliation par Koltchak et Dénikine !

RÉDUCTION DU TRAVAIL NON MILITAIRE

Afin d'exécuter ne serait-ce qu'en partie les travaux que nous venons d'esquisser rapidement, il faut avoir une quantité de nouveaux travailleurs, et cela parmi les communistes les plus sûrs, les plus dévoués, les plus énergiques. Mais où les trouver, quand tout le monde se plaint de manquer de ces travailleurs, se plaint de leur surmenage ?

Il est hors de doute que ces plaintes sont fondées en bien des points. Si quelqu'un établissait le compte exact du faible contingent d'ouvriers avancés et de communistes qui, bénéficiant du soutien et de la sympathie des masses ouvrières et paysannes, ont administré la Russie en ces vingt derniers mois, la chose apparaîtrait tout bonnement invraisemblable. Or, nous avons administré avec un immense succès en créant le socialisme, en surmontant des difficultés inouïes, en triomphant des ennemis qui partout se dressaient, directement ou indirectement liés à la bourgeoisie. Et nous avons vaincu déjà tous nos ennemis sauf un : l'Entente, la bourgeoisie impérialiste, universellement puissante, d'Angleterre, de France, d'Amérique. Encore faut-il dire que nous avons brisé à cet ennemi un de ses bras : Koltchak. Maintenant nous ne sommes plus menacés que de son autre bras : Dénikine.

Les nouvelles forces de travail appelées à gouverner l'Etat, à accomplir les tâches de la dictature du prolétariat, montent rapidement : c'est la jeunesse ouvrière et paysanne qui apprend avec le plus de sincérité, le plus d'ardeur, le plus d'abnégation, qui s'assimile les nouvelles impressions du nouvel ordre social, secoue l'enveloppe des vieux préjugés capitalistes et démocratiques bourgeois, fait son éducation de communistes encore plus fermes que ne l'était la génération aînée.

Mais si rapide que soit la croissance de cette nouvelle génération, si prompte que soit son éducation et sa formation au feu de la guerre civile et de la résistance forcenée de la bourgeoisie, elle ne peut cependant pas, dans les mois prochains, nous fournir des travailleurs *préparés* à gouverner l'Etat. Or, il s'agit justement des mois prochains, de l'été et de l'automne 1919, car c'est *immédiatement* qu'il faut, que l'on doit *régler* la question de la lutte contre Dénikine.

Pour avoir un grand nombre de travailleurs tout prêts, capables de renforcer le travail militaire, il faut *réduire* toute une série de départements et institutions chargés d'un travail administratif qui n'est pas militaire, ou plus exactement qui n'est pas directement militaire ; il faut *réorganiser* dans ce sens (c'est-à-dire dans le sens d'une réduction) toutes les institutions et entreprises qui *ne sont pas absolument indispensables.*

Prenons à titre d'exemple la section scientifique et technique du Conseil supérieur de l'économie nationale. C'est là un organisme des plus utiles, nécessaire pour la construction intégrale du socialisme, pour le juste recensement et la répartition de toutes les forces scientifiques et techniques. Mais cet organisme est-il absolument, nécessaire ? Evidemment non. Lui donner des hommes qui peuvent et doivent être utilisés sans délai pour un travail communiste immédiat et d'extrême urgence, *dans l'armée* et *directement* pour l'armée, serait à l'heure présente tout simplement criminel.

Ils sont nombreux ces organismes et leurs services, au centre et en province. Soucieux de réaliser le socialisme intégral, nous, ne pouvions pas ne pas procéder d'emblée à la fondation de semblables établissements. Mais nous serions des sots ou des criminels si, face à l'invasion menaçante de Dénikine, nous ne savions pas *regrouper nos rangs* de façon à *suspendre* et à *réduire tout* ce qui n'est pas absolument nécessaire.

Sans nous laisser aller à la panique ni tomber dans l'affairement en matière d'organisation, nous ne devons ni réorganiser, ni fermer tout à fait aucune institution, ni — ce qui serait particulièrement nuisible avec un travail fait à la hâte — entreprendre la création de nouveaux organismes. Nous devons *suspendre* pour trois, quatre, cinq mois *toutes* les institutions et leurs services qui ne sont pas absolument nécessaires, au centre et en province

; ou bien, s'il est impossible de les arrêter tout à fait, *réduire* leur activité pour cette période (approximativement) de temps, la réduire dans les plus grandes proportions possibles, c'est-à-dire ne laisser que le minimum de travail absolument nécessaire.

Notre but principal étant d'obtenir d'emblée pour le travail militaire un grand nombre de communistes et de sympathisants au socialisme, tout préparés, expérimentés, dévoués et éprouvés, — nous pouvons courir le risque de laisser pour un temps nombre d'institutions (ou de leurs services) fortement réduites *sans un seul communiste,* les confier à un personnel exclusivement bourgeois. Ce risque n'est pas grand, car il ne s'agit que d'institutions qui ne sont pas absolument nécessaires ; l'affaiblissement de leur activité (à moitié suspendue) causera du tort, mais ce tort ne sera pas grand, il ne pourra en aucune façon entraîner notre perte. Tandis que le défaut d'énergie pour le renforcement du travail militaire, pour son renforcement immédiat et sensible, peut nous être fatal. Cela, il faut s'en rendre nettement compte et en tirer toutes les conclusions qui s'imposent.

Si chaque dirigeant d'un organisme ou d'un de ses services, dans la province, le district, etc. ; si chaque cellule communiste, sans perdre une minute, se demande : Telle institution, tel service, sont-ils absolument nécessaires ? Périrons-nous si nous en suspendons l'activité ou la réduisons des neuf dixièmes, si nous les laissons sans un seul communiste ? Si, cette question une fois posée, il suit une rapide et décisive réduction du travail et le retrait des communistes (avec leurs aides, absolument sûrs, parmi les sympathisants ou les sans-parti), nous pourrons dans le plus bref délai avoir des centaines et des centaines de collaborateurs pour le travail dans les sections politiques de l'armée, aux postes de commissaires, etc. Alors nous aurons de sérieuses chances de vaincre Dénikine, de même que nous avons vaincu cet ennemi plus puissant qu'était Koltchak.

LE TRAVAIL DANS LA ZONE DU FRONT

La zone du front dans la République socialiste fédérative soviétique de Russie s'est, depuis quelques semaines, considérablement étendue et modifiée avec une rapidité incroyable. Cela annonce ou accompagne le moment décisif de la guerre, son dénouement prochain.

D'un côté nous avons reconquis une immense zone du front, dans le Pré-oural et dans l'Oural même, à la suite des victoires remportées par l'Armée rouge et de la débâcle de Koltchak, à la suite du développement de la révolution en Koltchakie. D'un autre côté, une zone *encore plus vaste* est devenue zone du front sous Pétrograd et dans le midi, par suite de nos pertes, par suite de l'avance considérable réalisée par l'ennemi vers Pétrograd, ainsi que de l'invasion de l'Ukraine et du centre de la Russie par l'ennemi venant *du* sud.

Le travail dans la zone du front devient particulièrement important.

Dans la région ouralienne où l'Armée rouge avance rapidement, les militants de l'armée, les commissaires, les membres des sections politiques, etc., et puis les ouvriers et les paysans de l'endroit, sont tout naturellement animés du désir de rester dans la région reconquise pour s'y livrer à un travail soviétique fécond. Désir d'autant plus naturel que la lassitude causée par la guerre est plus grande, et que plus poignant est le spectacle des dévastations occasionnées par Koltchak. Mais rien ne serait plus périlleux que de donner suite à ce désir. Ce faisant, on risquerait d'affaiblir l'offensive, de l'entraver, d'augmenter les chances de voir Koltchak reprendre des forces. Ce serait de notre part un véritable crime envers la révolution.

Pas un militant ne doit être, en aucun cas, retiré sans raison valable de l'armée de l'Est pour un travail local ! *[Si la chose n'est pas absolument nécessaire, ne pas les retirer du tout, et en faire venir des provinces du centre !]* Ne pas affaiblir l'offensive, en aucun cas ! La seule chance de vaincre définitivement, c'est de faire participer à l'action toute la population de la région ouralienne et de l'Oural, qui a connu les horreurs de la « démocratie » koltchakiste, et de continuer l'offensive en Sibérie, jusqu'à la *victoire complète* de la révolution en cette contrée

Cela, même si l'œuvre de construction dans le Pré-oural et dans l'Oural marque un retard, même si elle se poursuit à un rythme moins intense avec les seuls effectifs faibles, jeunes, inexpérimentés, de l'endroit. Nous n'en mourrons pas. Mais *nous périrons* si nous *affaiblissons* notre offensive dans l'Oural et en Sibérie ; nous devons *accentuer* cette offensive avec les ouvriers qui se soulèvent dans l'Oural, les paysans de la région ouralienne, qui ont appris à leurs dépens ce que signifient les promesses de « Constituante » faites par le menchévik Maïski et le socialiste-révolutionnaire Tchernov, et ce que signifie la teneur réelle de ces promesses, *c'est-à-dire Koltchak.*

Affaiblir l'offensive dans l'Oural et en Sibérie reviendrait à trahir la révolution, à trahir l'œuvre d'affranchissement des ouvriers et des paysans du joug de Koltchak.

Il ne faut pas oublier qu'en travaillant dans la zone du front qui vient d'être délivrée, ce qu'il faut surtout, c'est gagner la confiance non seulement des ouvriers, mais aussi des paysans pour le pouvoir des Soviets ; leur expliquer pratiquement ce qu'est le pouvoir soviétique, comme pouvoir des ouvriers et des paysans ; prendre du premier coup une juste orientation, celle qui a été établie par le Parti sur la base de son expérience de vingt mois de travail. Nous ne devons pas dans l'Oural répéter les fautes qui ont été commises parfois en Grande-Russie, et dont nous perdons rapidement l'habitude.

Dans la zone du front de Pétrograd et dans l'immense zone militaire qui s'est étendue si vite et d'une façon si menaçante en Ukraine et dans le midi, il faut mettre toutes choses sur le pied de guerre, subordonner tout le travail, tous les efforts, toutes les pensées, à la guerre et rien qu'à la guerre. Sinon, il est impossible de repousser l'invasion de Dénikine. Cela est clair. Il faut s'en rendre nettement compte et agir en conséquence.

Au fait. Une particularité de l'armée de Dénikine, c'est l'abondance d'officiers et de cosaques. Ces éléments, sans avoir derrière eux une force massive, n'en sont pas moins très capables d'effectuer des raids soudains, de se lancer dans l'aventure, dans des entreprises désespérées, en vue de semer la panique, de détruire pour détruire.

Dans la lutte contre cet ennemi il faut porter au plus haut degré la discipline et la vigilance militaires. Laisser échapper le moment propice ou s'affoler, c'est tout perdre. Chaque militant responsable du Parti et chaque dirigeant d'administration doit le comprendre.

Discipline militaire dans les choses militaires comme dans toutes les autres !

Vigilance et sévérité militaires, fermeté absolue dans toutes les mesures de précaution à prendre !

ATTITUDE ENVERS LES SPÉCIALISTES MILITAIRES

Le complot formidable qui a percé à Krasnaïa Gorka[62], et qui avait pour but de livrer Pétrograd, a posé à nouveau avec une insistance singulière la question des spécialistes militaires et de la lutte avec la contre-révolution à l'arrière. Il est hors de doute que l'aggravation de la crise des subsistances et de la situation militaire provoque inévitablement et provoquera dans un avenir prochain les tentatives renforcées des contre-révolutionnaires (au complot de Pétrograd participaient l'« Union de la Renaissance », et les cadets, et les menchéviks, et les socialistes-révolutionnaires de droite ; y participaient pour leur propre compte, mais y participaient cependant les socialistes-révolutionnaires de gauche). Il n'est pas moins douteux que les spécialistes militaires, tout comme les koulaks, les intellectuels bourgeois, menchéviks, socialistes-révolutionnaires, fourniront dans un avenir prochain un pourcentage accru de traîtres.

Mais ce serait commettre une faute irréparable et faire preuve d'un impardonnable manque de caractère, que d'envisager, pour cette raison, un changement des principes dont s'inspire notre politique militaire. Des centaines et des centaines de spécialistes militaires nous trahissent et nous trahiront ; nous travaillerons à les repérer, et nous les ferons fusiller. Mais chez nous travaillent constamment, et de longue date, des milliers et des dizaines de milliers de spécialistes militaires sans lesquels il eût été impossible de créer l'Armée rouge, laquelle est sortie de la période partisane, de maudite mémoire, et a su remporter de brillantes victoires à l'Est. Les hommes d'expérience qui sont à la tête de notre département militaire, indiquent avec raison que là où la politique du Parti est le plus strictement appliquée en ce qui concerne les spécialistes militaires et pour extirper l'esprit partisan ; là où la discipline est la plus ferme ; là où le travail politique auprès des troupes, le travail des commissaires est fait avec le plus de soin, là on trouve en somme, parmi les spécialistes militaires, le moins d'amateurs de trahison ; là les possibilités sont moindres pour ces amateurs de faire aboutir leurs desseins ; là il n'y a point de relâchement dans l'armée ; celle-ci est d'une meilleure tenue et son moral est meilleur ; là les victoires sont plus nombreuses. L'esprit partisan, ses traces, ses vestiges, ses survivances ont apporté à notre armée comme à celle d'Ukraine infiniment plus de malheurs, de désagrégation, de défaites, de catastrophes et de pertes en hommes et en matériels, que toutes les trahisons des spécialistes militaires.

Notre programme du Parti, tant en ce qui concerne le problème général des spécialistes bourgeois, qu'en ce qui concerne la question particulière touchant une de leurs variétés — les spécialistes militaires, — a déterminé avec une entière exactitude la politique du Parti communiste. Notre Parti lutte et « luttera implacablement contre cette

idée présomptueuse, pseudo-radicale, et qui n'est en réalité qu'une preuve d'ignorance, que les travailleurs sont à même de vaincre le capitalisme et l'ordre bourgeois sans rien apprendre des spécialistes bourgeois, sans les utiliser, sans passer par une *longue école* de travail à leurs côtés ».

D'autre part, cela se conçoit, le Parti ne fait pas « la moindre concession politique à cette couche de la bourgeoisie » ; le Parti réprime et « réprimera implacablement toute velléité contre-révolutionnaire de sa part ». Il est tout naturel que, lorsqu'une telle « velléité » apparaît ou se dessine avec un degré de probabilité plus ou moins grande, sa « répression implacable » réclame d'autres qualités que la lenteur, la prudence d'esprit de l'élève, qualités qu'exige une « longue école», et que celle-ci cultive chez les hommes. L'antagonisme entre l'état d'esprit de gens occupés « à faire une longue école de travail aux côtés » des spécialistes militaires, et l'état d'esprit de ceux qu'emporte la tâche immédiate de « réprimer implacablement les velléités contre-révolutionnaires » des spécialistes militaires, peut aisément amener et amène des frictions et des conflits. Il en est de même pour les mutations personnelles et, parfois, les déplacements d'un grand nombre de spécialistes militaires — choses indispensables, déterminées par tel ou tel exemple de « velléités » contre-révolutionnaires et, à plus forte raison, de vastes complots.

Ces frictions et ces conflits, nous les tranchons et les trancherons par la voie du Parti, et nous exigerons là même chose de toutes les organisations du Parti. Nous veillerons rigoureusement à ce qu'il ne soit pas apporté le moindre préjudice au travail pratique, ni le moindre atermoiement quand il s'agira de prendre les mesures qui s'imposent, ni l'ombre d'une hésitation dans l'application des principes une fois établis de notre politique militaire.

Si certains organismes du Parti prennent un ton faux à l'égard des spécialistes militaires (comme ç'a été le cas dernièrement à Pétrograd) ou si, en certaines occasions, la « critique » des spécialistes militaires devient une entrave directe à l'utilisation systématique et patiente de ces derniers, le Parti corrige aussitôt et corrigera ces fautes.

Le moyen principal et essentiel pour les corriger consiste à intensifier le travail politique dans l'armée et parmi les mobilisables, à stimuler l'activité des commissaires dans l'armée, à améliorer leur composition, à élever leur niveau politique, à leur faire réaliser *en pratique* ce qu'exige le programme du Parti et ce qui, trop souvent, est loin d'être réalisé dans une mesure suffisante, savoir : « Concentrer aux mains de la classe ouvrière le *multiple* contrôle sur les effectifs du commandement (de l'armée). » Critiquer de coin les spécialistes militaires, prétendre corriger les choses « à l'improviste », est une affaire trop facile et par conséquent infructueuse et nuisible. Que tous ceux qui ont conscience de leur responsabilité politique, que tous ceux qui prennent à cœur les insuffisances de notre armée, aillent se mettre dans le rang, en qualité de soldats rouges ou de chefs, de collaborateurs politiques ou de commissaires ; que chacun travaille — tous les membres du Parti trouveront à s'occuper selon leurs capacités — au sein de l'organisation militaire, en vue de la perfectionner.

Le pouvoir des Soviets a dès longtemps consacré la plus grande attention à ce que les ouvriers, et puis les paysans, et les communistes surtout, puissent sérieusement apprendre l'art militaire. Cela se pratique dans une série d'établissements, d'institutions, de cours, mais d'une façon qui est loin, très loin d'être suffisante. L'initiative personnelle, l'énergie personnelle ont encore beaucoup à faire ici. En particulier les communistes doivent apprendre avec zèle le métier de mitrailleur, d'artilleur, de conducteur d'autos blindées, etc. ; car ici notre retard est plus sensible et la supériorité de l'adversaire, qui compte un plus grand nombre d'officiers, plus marquée. Ici, un spécialiste militaire peu sûr peut causer un grand préjudice ; ici, le rôle du communiste est important au plus haut point.

LA LUTTE AVEC LA CONTRE-RÉVOLUTION A L'ARRIÈRE

De même qu'en juillet de l'an dernier, la contre-révolution à notre arrière relève la tête.

La contre-révolution a été vaincue, mais elle est loin d'être anéantie. Et l'on conçoit qu'elle exploite les victoires de Dénikine et l'aggravation de la crise des subsistances. Or, derrière la contre-révolution directe et déclarée, derrière les Cent-Noirs et les cadets qui sont forts par leur capital, par leur liaison directe avec l'impérialisme de l'Entente, parce qu'ils comprennent que la dictature est inévitable et parce qu'ils sont aptes à l'appliquer (à la manière de Koltchak), se traînent les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires de droite et les socialistes-révolutionnaires de gauche, qui comme toujours hésitent, manquent de caractère et cherchent par des discours à rehausser leurs faits et gestes.

Pas d'illusions à cet égard ! Nous connaissons le « milieu nourricier » qui engendre les entreprises contre-révolutionnaires, les putsch, les complots, etc. Nous le connaissons très bien. C'est le milieu de la bourgeoisie, des intellectuels bourgeois, des koulaks dans les villages ; partout, c'est le milieu des « sans-parti », et puis des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks. Il faut tripler et décupler la surveillance exercée sur ce milieu. Il faut décupler la vigilance, car les velléités contre-révolutionnaires de ce côté sont absolument inévitables, en ce moment précis, de même que dans un avenir prochain. Sur ce terrain peuvent évidemment se produire aussi des tentatives réitérées pour faire sauter les ponts, fomenter des grèves, des entreprises d'espionnage de toute sorte, etc. Toutes les mesures de précaution, les plus vigoureuses, systématiques, réitérées, massives et soudaines, sont nécessaires dans tous les centres sans exception, où le « milieu nourricier » de contre-révolutionnaires aurait la moindre possibilité de « gîter ».

En ce qui concerne les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires de droite et de gauche, il importe d'utiliser l'expérience récente. Dans leur « périphérie », parmi les gens qui gravitent autour d'eux, il y a sans nul doute un revirement allant de Koltchak et de Dénikine vers un rapprochement avec le pouvoir des Soviets. Ce revirement, nous en avons tenu compte, et chaque fois qu'il s'est manifesté en quoi que ce soit de réel, nous avons, pour notre part, fait un certain pas au-devant de lui. Cette politique que nous pratiquons, nous ne la modifierons en aucun cas, et il est certain que, d'une façon générale, le nombre s'accroîtra des « migrations » du camp menchévik et socialiste-révolutionnaire qui incline vers Koltchak et Dénikine, au camp menchévik et socialiste-révolutionnaire qui incline vers le pouvoir des Soviets.

Mais à l'heure actuelle la démocratie petite-bourgeoise avec les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks à sa tête, démocratie sans caractère et hésitante, comme toujours, va selon le vent et balance vers le vainqueur Dénikine. Cela est vrai surtout en ce qui concerne les « chefs politiques » des socialistes-révolutionnaires de gauche, des menchéviks (comme Martov et C^{ie}), des socialistes-révolutionnaires de droite (comme Tchernov et C^{ie}), et en général de leurs « groupes littéraires » dent les membres sont, au surplus, très mortifiés de leur complète faillite politique et ont, de ce fait, un « penchant » — guère déracinable — pour les aventures *contre* le pouvoir des Soviets.

Il ne faut pas se laisser mystifier par les paroles et l'idéologie de leurs meneurs, par leur loyauté personnelle ou leur hypocrisie. Cela importe pour la biographie de chacun d'eux. Cela n'est pas important au point de vue de la politique, c'est-à-dire du rapport des classes entre elles, du rapport entre des millions d'hommes. Martov et C^{ie}, « au nom du Comité central », réprouvent solennellement leurs « activistes » et menacent (ils menacent éternellement !) de les exclure du Parti. Le fait n'en est pas moins acquis que les «activistes » sont les plus forts parmi les menchéviks, qu'ils se retranchent derrière eux pour mener leur action en faveur de

Koltchak et de Dénikine. Volski et C^{ie} réprouvent Avksentiev, Tchernov et consorts, mais cela n'empêche nullement ces derniers d'être plus forts que Volski ; cela n'empêche pas Tchernov de dire: « Si nous ne renversons pas maintenant les bolcheviks, qui donc les renversera et quand ? » Les socialistes-révolutionnaires de gauche peuvent « travailler » « pour leur compte », en dehors de toute entente avec la réaction, avec les Tchernov. Mais en fait ils sont des alliés de Dénikine et des pions dans son jeu, tout comme l'était le défunt socialiste-révolutionnaire de gauche Mouraviev, l'ex-commandant en chef qui, pour des motifs « idéologiques » ouvrit le front devant les Tchécoslovaques et Koltchak. Martov, Volski et C^{ie} se croient « supérieurs » aux deux parties combattantes ; ils se croient capables de former une « troisième partie ».

Ce désir, fût-il sincère, demeure une illusion de démocrate petit-bourgeois qui, aujourd'hui encore, soixante-dix ans après 1848, n'a pas appris l'a b c, savoir que dans le milieu capitaliste n'est possible que la dictature de la bourgeoisie ou la dictature du prolétariat ; qu'aucune troisième éventualité ne saurait être envisagée. Les Martov et C^{ie} mourront visiblement sur cette illusion. C'est leur affaire. La nôtre est de nous rappeler que, dans la pratique, les flottements de ce monde-là sont inévitables : aujourd'hui vers Dénikine, demain vers les bolcheviks. Or, aujourd'hui, il s'agit d'accomplir la besogne de ce jour.

Notre affaire est de poser la question de front. Qu'est-ce qui vaut mieux ? Repérer et mettre en prison, parfois même faire fusiller des centaines de traîtres parmi les cadets, les sans-parti, les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires, qui se « dressent » (qui les armes à la main, qui dans un complot, qui en faisant de l'agitation contre la mobilisation comme les typographes et les cheminots parmi les menchéviks, etc.) *contre* le pouvoir des Soviets, *c'est-à-dire pour Dénikine* ? Ou bien pousser les choses jusqu'à permettre à Koltchak et à Dénikine d'exterminer, de fusiller, de fouetter à mort des dizaines de milliers d'ouvriers et de paysans ? Le choix n'est pas difficile.

La question se pose ainsi et seulement ainsi. Celui qui ne l'a pas compris jusqu'à présent, celui qui est capable de se lamenter sur l'« iniquité » de cette décision, celui-là est un homme fini, il faut le livrer à la dérision et à la honte publiques.

TOUTE LA POPULATION DOIT ÊTRE MOBILISÉE POUR LA GUERRE

La République des Soviets est une forteresse investie par le capital mondial. Le droit d'en user comme d'un refuge contre Koltchak et, en général, le droit d'y séjourner, nous ne pouvons, le reconnaître qu'à ceux qui participent activement à la guerre et nous aident par tous les moyens. De là notre droit et notre devoir de mobiliser en bloc la population pour la guerre : qui pour le travail militaire dans le sens propre du mot, qui pour toutes les formes d'activité susceptibles d'aider la guerre.

La pleine réalisation de ce plan réclame une organisation idéale. Et comme notre organisation de l'Etat est très éloignée de la perfection (ce qui n'est pas du tout étonnant, vu sa jeunesse, sa nouveauté et les difficultés exceptionnelles de son développement), entreprendre de réaliser d'emblée, sur une vaste échelle, quelque chose de complet dans ce domaine, ou même quelque chose de très large, ce serait, en matière d'organisation, verser dans la plus nuisible manie, la manie de fabriquer des projets. Cependant nous pouvons faire beaucoup à cet égard pour nous rapprocher de l'idéal, et l'« initiative » des dirigeants des organisations du Parti et des administrations soviétiques, est loin, très loin d'être suffisante sous ce rapport. Il n'est que de poser ici cette question et d'attirer sur elle l'attention de nos camarades. Point n'est besoin de faire des indications ou suggestions concrètes. Marquons seulement que les démocrates petits-bourgeois les plus proches du pouvoir des Soviets et qui se proclament, comme de juste, socialistes, tels certains d'entre les menchéviks « de gauche », etc., s'indignent très volontiers du procédé « barbare », selon eux, de prendre des otages.

Laissons-les s'indigner : il est impossible de faire la guerre autrement, et devant l'aggravation du danger, il est indispensable d'élargir et de multiplier dans tous les sens le recours à ce moyen. Il n'est pas rare, par exemple, de voir les typographes menchéviks ou jaunes, les cheminots parmi les « administratifs » et les spéculateurs masqués, les koulaks, les éléments possédants de la population urbaine (et rurale), et autres éléments analogues, se comporter à l'égard de la défense contre Koltchak et Dénikine avec une indifférence criminelle et infiniment cynique, qui tourne au sabotage. Il faut dresser les listes de ces groupes (ou les obliger eux-mêmes à constituer des groupes solidairement responsables), et non seulement les employer à creuser les tranchées, comme cela se pratique parfois, mais encore exiger d'eux une aide matérielle, la plus variée et la plus multiple, à l'Armée rouge.

Les champs des soldats rouges seront mieux travaillés ; le ravitaillement des soldats rouges en vivres, en tabac et autres articles nécessaires, sera mieux organisé ; on diminuera sensiblement pour des milliers et des milliers d'ouvriers et de paysans le danger de mort à la suite de tel ou tel complot, etc., si nous appliquons ce procédé d'une façon plus large, plus diverse et plus judicieuse.

« LE TRAVAIL SUR LE MODE RÉVOLUTIONNAIRE »

En résumant ce qui précède, nous obtenons un bilan très simple : tous les communistes, tous les ouvriers et paysans conscients, tous ceux qui ne veulent pas de la victoire de Koltchak et de Dénikine, sont tenus de fournir immédiatement et dans les mois prochains, un élan d'énergie peu commun, un « travail sur le mode révolutionnaire ».

Si les cheminots de Moscou, ouvriers spécialisés et manœuvres, affamés, fatigués et épuisés, ont pu au nom de la victoire sur Koltchak et jusqu'à la victoire complète sur ce dernier, organiser des « samedis communistes », travailler gratuitement plusieurs heures par semaine et développer une productivité du travail sans précédent, de beaucoup plus élevée qu'à l'ordinaire, n'est-ce point là la preuve qu'on peut encore faire beaucoup, énormément ?

Et ce beaucoup nous devons le faire.

Alors nous vaincrons.

Le Comité central du Parti communiste (bolchevik) de Russie.

Publié dans la revue Izvestia du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de Russie, n° 4, le 9 juillet 1919.

LETTRE AUX OUVRIERS ET AUX PAYSANS AU SUJET DE LA VICTOIRE REMPORTÉE SUR KOLTCHAK

Camarades, les troupes rouges ont délivré de Koltchak tout l'Oural et commencé la libération de la Sibérie. Les ouvriers et les paysans d'Oural et de Sibérie accueillent dans l'enthousiasme le pouvoir des Soviets, car il nettoie d'un balai de fer toute la canaille que sont les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, qui a mis à bout le peuple par ses exactions, ses brimades, le supplice du fouet, le rétablissement de l'oppression tsariste.

Notre enthousiasme général, notre joie au sujet de la délivrance de l'Oural et de l'entrée des troupes rouges en Sibérie, ne doivent pas être pour nous un prétexte à nous endormir. L'ennemi est encore loin d'être anéanti, il n'est pas même brisé définitivement.

Il faut bander toutes nos énergies pour chasser de Sibérie Koltchak et les Japonais, ainsi que les autres forbans étrangers. Il faut une tension de forces encore plus grande pour anéantir l'ennemi et ne pas le laisser recommencer encore et encore sa besogne de brigandage.

Comment y parvenir ?

La dure expérience vécue par l'Oural et la Sibérie, de même que l'expérience de tous les pays épuisés par quatre années de guerre impérialiste, ne doit pas être perdue pour nous. Voici les cinq leçons principales que tous les ouvriers et les paysans, que tous les travailleurs doivent tirer de cette expérience pour se prémunir contre une réédition des calamités apportées par Koltchak.

Première leçon. Pour défendre le pouvoir des ouvriers et des paysans contre les pirates, c'est-à-dire contre les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, il nous faut une Armée rouge puissante. Nous avons démontré, non en paroles mais en fait, que nous étions capables de la créer, que nous avons appris à la diriger et à vaincre les capitalistes, encore que ces derniers soient abondamment approvisionnés en armes et en équipement par les plus riches pays du monde. Les bolchéviks en ont fait la preuve par l'action. Tous les ouvriers et les paysans, s'ils sont conscients, ne doivent pas les croire sur paroles (ce qui serait absurde), mais sur la foi de l'expérience de millions et de millions d'hommes dans l'Oural et en Sibérie. Combiner l'armement des ouvriers et des paysans avec le commandement des anciens officiers qui, pour la plupart, sympathisent avec les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, est une tâche des plus difficiles. On ne peut s'en acquitter que si l'on sait organiser les choses parfaitement, que si la discipline est sévère et consciente, et si la grande masse fait confiance à cette couche de dirigeants que sont les commissaires ouvriers. Ce problème éminemment difficile, les bolchéviks l'ont résolu : nous enregistrons un très grand nombre de trahisons d'anciens officiers, et cependant l'Armée rouge est entre nos mains ; bien mieux : elle a appris à vaincre les généraux du tsar et les généraux d'Angleterre, de France et d'Amérique.

Par conséquent, celui qui veut sérieusement se débarrasser de Koltchak, doit donner sans réserve toutes ses forces, toutes ses ressources, tout son savoir à l'œuvre de création et de renforcement de l'Armée rouge. Exécuter en conscience toutes les lois relatives à l'Armée rouge, toutes les dispositions ; maintenir dans ses rangs la discipline par tous les moyens ; aider l'Armée rouge de tout ce qui est au pouvoir de chacun, tel est le premier, le principal et l'essentiel devoir de tout ouvrier et paysan conscient, qui n'entend pas subir Koltchak.

Il faut craindre comme le feu l'esprit partisan, l'esprit d'indiscipline de certains détachements, la désobéissance au pouvoir central, car tout cela mène à la catastrophe : l'Oural, la Sibérie et l'Ukraine en font foi.

Celui qui ne vient pas en aide entièrement et sans réserve à l'Armée rouge, celui qui ne soutient pas de toutes ses forces l'ordre et la discipline dans ses rangs, est un traître et un félon, un partisan de Koltchak ; celui-là doit être supprimé sans pitié.

Avec une Armée rouge forte nous sommes invincibles. Sans une armée forte, nous serons la proie inévitable de Koltchak, de Dénikine, de Ioudénitch.

Deuxième leçon. L'Armée rouge ne peut être forte si l'Etat ne dispose pas d'abondantes réserves de blé, puisque autrement il est impossible de manœuvrer l'armée à volonté, ni de la préparer comme il se doit. Sans ces réserves on ne peut entretenir les ouvriers travaillant pour l'armée.

Tout ouvrier et paysan conscient doit savoir et se rappeler que, aujourd'hui, la principale raison des succès insuffisamment rapides et durables de notre Armée rouge, c'est précisément que l'Etat ne dispose pas de suffisantes réserves de blé. Celui qui ne livre pas ses excédents de blé à l'Etat, aide Koltchak ; celui-là trahit et livre les ouvriers et les paysans, celui-là est responsable de la mort et des souffrances de dizaines de milliers d'ouvriers et de paysans qui sont dans l'Armée rouge.

Les filous, les spéculateurs et les paysans tout à fait inconscients raisonnent ainsi : j'aime mieux vendre le blé au prix libre, je toucherai beaucoup plus qu'au prix ferme payé par l'Etat.

Mais c'est que justement la vente libre augmente la spéculation, enrichit quelques-uns, ne rassasie que les richards, tandis que la masse ouvrière reste affamée. Cela, nous l'avons vu dans les régions les plus riches en blé de la Sibérie et de l'Ukraine.

Avec la vente libre du blé le Capital triomphe, alors que le Travail souffre de la faim et de la misère.

Avec la vente libre du blé les prix montent jusqu'à des milliers de roubles par poud, l'argent est déprécié, une poignée de spéculateurs y gagne, le peuple s'appauvrit.

Avec la vente libre du blé, les réserves de l'Etat sont nulles, l'armée est impuissante, l'industrie dépérit, la victoire de Koltchak ou de Dénikine est certaine.

Seuls les richards, seuls les pires ennemis du pouvoir ouvrier et paysan sont consciemment pour la vente libre du blé. Celui qui par ignorance s'affirme pour la vente libre du blé, celui-là doit apprendre et comprendre, par l'exemple de la Sibérie et de l'Ukraine, pourquoi la vente libre du blé signifie la victoire de Koltchak et de Dénikine.

Il est encore des paysans inconscients qui raisonnent ainsi : Que d'abord l'Etat me donne en échange de mon blé de bonnes marchandises au prix d'avant-guerre, et je lui livrerai ensuite mes excédents de blé. Sinon je les garde. Et c'est avec ce raisonnement-là que les filous et les partisans des grands propriétaires fonciers « attrapent » souvent à l'hameçon les paysans inconscients.

Il n'est pas difficile de comprendre que l'Etat ouvrier, — que les capitalistes ont ruiné à fond par une guerre de rapine de quatre années pour la possession de Constantinople, et que les Koltchak et les Dénikine aidés des capitalistes du monde entier ruinent encore par vengeance, — il n'est pas difficile de comprendre que l'Etat ouvrier ne puisse pas actuellement donner des marchandises aux paysans, puisque l'industrie chôme. Pas de blé, pas de combustible, pas d'industrie.

Tout paysan sensé conviendra qu'il faut donner les excédents de blé à l'ouvrier affamé à titre de prêt, sous condition de recevoir des produits industriels.

C'est le cas aujourd'hui. Tous les paysans conscients, sensés, tous à l'exception des filous et des spéculateurs, conviendront qu'il faut prêter à l'Etat ouvrier *tous les excédents de blé, en entier ;* car alors l'Etat rétablira l'industrie et donnera les produits industriels aux paysans.

Les paysans feront-ils confiance à l'Etat ouvrier, lui prêteront-ils leurs excédents de blé ? pourra-t-on nous demander.

Nous répondrons : Premièrement, l'Etat délivre un certificat de prêt : les signes fiduciaires. Deuxièmement, tous les paysans savent par expérience que l'Etat ouvrier, c'est-à-dire le pouvoir des Soviets, vient en aide aux travailleurs, lutte contre les grands propriétaires fonciers et les capitalistes. C'est pour cela que le pouvoir des Soviets se nomme le pouvoir ouvrier et paysan. Troisièmement, les paysans n'ont qu'un choix : croire à l'ouvrier ou au capitaliste. Faire confiance et prêter le blé à l'Etat ouvrier ou à l'Etat des capitalistes. Il n'y a d'autre choix ni en Russie, ni dans aucun autre pays du monde. Plus la conscience est grande chez les paysans, plus fermement ils soutiennent les ouvriers, plus forte est leur décision d'aider de toutes les manières l'Etat ouvrier pour rendre impossible le retour du pouvoir des grands propriétaires fonciers et des capitalistes.

Troisième leçon. Afin d'anéantir jusqu'au bout Koltchak et Dénikine, il faut maintenir l'ordre révolutionnaire le plus rigoureux ; il faut observer scrupuleusement les lois et prescriptions du pouvoir des Soviets, et veiller à ce que tous s'y conforment.

Par l'exemple des victoires de Koltchak en Sibérie et dans l'Oural, nous tous avons vu clairement que le moindre désordre, la moindre infraction aux lois du pouvoir des Soviets, la moindre inattention ou négligence, entraîne aussitôt un renforcement des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, entraîne leurs victoires. Car les grands propriétaires fonciers et les capitalistes ne sont pas anéantis, ils ne se tiennent pas pour battus : tout ouvrier et paysan sensé voit, sait et comprend qu'ils sont simplement défaits, qu'ils se sont cachés, tapis, très souvent camouflés de la couleur « défensive » « soviétique ». Beaucoup de propriétaires fonciers ont pénétré dans les exploitations agricoles de l'Etat ; les capitalistes, dans les différents « centres » et « directions », se sont faits employés soviétiques ; à chaque pas ils guettent les fautes et défaillances du pouvoir des Soviets, pour le jeter bas, pour aider aujourd'hui les Tchécoslovaques, demain Dénikine.

Il faut nous employer de toutes nos forces à dépister et repérer ces bandits, ces propriétaires fonciers et capitalistes dissimulés ; à les débusquer de *tous* leurs *abris,* les démasquer et les châtier sans merci, car ce sont les pires ennemis des travailleurs, ennemis habiles, instruits, expérimentés, qui attendent patiemment le moment propice pour monter un complot ; ce sont des saboteurs qui ne reculent devant aucun crime pour nuire au pouvoir des Soviets. Il faut se montrer impitoyable à l'égard de ces ennemis des travailleurs, à l'égard des propriétaires fonciers, des capitalistes, des saboteurs, des blancs.

Or, pour savoir se saisir d'eux, il faut se montrer habile, prudent, conscient ; il faut avoir l'œil au moindre désordre, à la moindre dérogation faite à l'exécution consciencieuse des lois du pouvoir soviétique. Les propriétaires fonciers et les capitalistes sont forts non pas uniquement par leurs connaissances et leur expérience, non pas seulement par l'aide qu'ils reçoivent des plus riches pays du monde, mais aussi par la force de l'habitude et de l'inconscience des grandes masses, qui veulent vivre « à la mode ancienne », et ne comprennent pas la nécessité d'observer rigoureusement et scrupuleusement les lois du pouvoir soviétique.

Le moindre arbitraire, la moindre infraction à l'ordre soviétique, c'est déjà une *brèche* que les ennemis des travailleurs mettront à profit aussitôt : c'est déjà un *prétexte* à victoires pour Koltchak et Dénikine. Il est criminel d'oublier qu'à l'origine de l'aventure Koltchak il y avait eu une légère imprudence à l'égard des Tchécoslovaques, une légère désobéissance de certains régiments.

Quatrième leçon. Il serait criminel d'oublier que l'aventure Koltchak avait commencé par des riens, mais aussi que sa naissance avait été favorisée et expressément soutenue par les menchéviks et les s.-r. (« socialistes-révolutionnaires »). Il est temps de savoir juger les partis politiques à leurs actes, et non à leurs paroles.

Tout en se donnant le nom de socialistes, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires sont, en fait, les *auxiliaires des blancs,* des grands propriétaires fonciers et des capitalistes. La preuve en a été administrée pratiquement, non seulement par des faits isolés mais par deux grandes époques de l'histoire de la révolution russe: 1° l'époque de Kérenski et 2° celle de Koltchak. Dans les deux cas, menchéviks et socialistes-révolutionnaires, tout en étant « socialistes » et « démocrates » en paroles, ont joué en fait le rôle *d'auxiliaires des gardes blancs.* Serons-nous assez stupides pour les croire maintenant qu'ils nous proposent encore une fois de leur permettre d' « essayer », en donnant à cette permission le nom de « front unique socialiste » (ou démocratique) ? Est-il possible qu'après Koltchak il reste encore des paysans, à part quelques unités, pour ne pas comprendre que faire « front unique » avec les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, c'est s'unir aux auxiliaires de Koltchak ?

On objectera : les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires ont reconnu leur erreur et ont répudié toute alliance avec la bourgeoisie. Mais cela n'est pas vrai. D'abord les menchéviks et socialistes-révolutionnaires de droite n'ont même pas répudié cette alliance ; et puis *il n'existe pas* de démarcation nette d'avec ces «droitiers », cela par la faute des menchéviks et socialistes-révolutionnaires « de gauche ». Tout en « condamnant » en paroles leurs « droitiers », même les meilleurs d'entre les menchéviks et socialistes-révolutionnaires restent en fait *impuissants* à côté d'eux, en dépit de tout ce qu'ils disent. En second lieu, même les meilleurs d'entre les menchéviks et socialistes-révolutionnaires défendent justement les idées *koltchakistes,* qui aident la bourgeoisie ainsi que Koltchak et Dénikine, et jettent le voile sur leur sordide et sanglante besogne capitaliste. Ces idées sont : le pouvoir du peuple, le suffrage universel, égal et direct, l'Assemblée constituante, la liberté de la presse,, etc. Nous voyons dans le monde entier des républiques capitalistes qui se servent précisément de ce mensonge « démocratique » pour justifier la domination des capitalistes et les guerres pour l'asservissement des colonies.

Nous voyons chez nous comment Koltchak, et Dénikine, et Ioudénitch, et n'importe quel autre général, distribuent volontiers de ces promesses « démocratiques ». Peut-on faire confiance à un homme qui, pour de simples promesses verbales prête main-forte à un bandit avéré ? Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, tous sans exception, aident des forbans avérés, les impérialistes mondiaux, en rehaussant par des mots d'ordre pseudo-démocratiques *leur* pouvoir, *leur* croisade contre la Russie, *leur* domination, *leur* politique. Tous les menchéviks et socialistes-révolutionnaires nous offrent une « alliance » sous condition que des concessions soient faites par nous aux capitalistes et à leurs chefs, — Koltchak et Dénikine, — par exemple que nous « renoncions à la terreur » (alors que nous avons contre nous la terreur des milliardaires de toute l'Entente, de toute la coalition des pays les plus riches, qui fomentent des complots en Russie), ou que nous ouvrions la voie au commerce libre du blé, etc. Ces « conditions » des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires signifient : nous, menchéviks et socialistes-révolutionnaires, nous balançons du côté des capitalistes, et nous voulons le « front unique » avec les bolchéviks, contre qui marchent les capitalistes, en mettant à profit la moindre concession ! Non, messieurs les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, cherchez maintenant ailleurs qu'en Russie les hommes capables de vous croire. Les ouvriers et paysans conscients de Russie ont compris que menchéviks et socialistes-révolutionnaires sont les auxiliaires des gardes blancs, les uns conscients et haineux, les autres par inintelligence et parce que persistant dans leurs vieilles erreurs, — mais que tous sont les auxiliaires des gardes blancs.

Cinquième leçon. Afin d'anéantir Koltchak et sa bande, et de ne pas leur permettre de se relever, il faut que tous les paysans fassent sans hésiter leur choix en faveur de l'Etat ouvrier. On cherche (surtout les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, tous, même les « gauches ») à effrayer les paysans par l'épouvantail de la « dictature d'un seul parti », le parti des bolchéviks-communistes.

Par l'exemple de Koltchak, les paysans ont appris à ne pas craindre les épouvantails. Ou bien la dictature (c'est-à-dire le pouvoir de fer) des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, ou bien la dictature de la classe ouvrière.

Pas de milieu. Seuls rêvent en vain d'un milieu possible les fils à papa, les intellectuels trotte-menu, les petits messieurs qui ont fait de mauvaises études dans de mauvais livres. Nulle part au monde il n'y a et il ne saurait y avoir de milieu. Ou bien la dictature de la bourgeoisie (dissimulée sous la pompeuse phraséologie socialiste-révolutionnaire et menchévique sur le pouvoir du peuple, la Constituante, les libertés, etc.), ou bien la dictature du prolétariat. Quiconque ne l'a pas appris dans toute l'histoire du XIX^{e} siècle est un imbécile fini. Or, en Russie, nous avons tous vu les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires rêver de ce milieu, sous Kérenski et sous Koltchak. A qui ces rêveries ont-elles profité ? Qui ont-elles aidé ? Koltchak et Dénikine. Ceux qui rêvent de milieu sont les auxiliaires de Koltchak.

Dans l'Oural et en Sibérie, les ouvriers et les paysans ont pu comparer par leur propre expérience la dictature de la bourgeoisie et la dictature de la classe ouvrière. La dictature de la classe ouvrière est exercée par le Parti bolchévik qui dès 1905 et plus tôt, s'était fondu avec le prolétariat révolutionnaire tout entier. La dictature de la classe ouvrière signifie que l'Etat ouvrier réprimera sans hésiter les grands propriétaires fonciers et les capitalistes ; il réprimera les traîtres et les félons qui prêtent main-forte à ces exploiteurs, et il les vaincra. L'Etat ouvrier est l'ennemi implacable du grand propriétaire foncier et du capitaliste, du spéculateur et du filou, l'ennemi de la propriété privée de la terre et du capital, l'ennemi de la puissance de l'argent. L'Etat ouvrier est le seul fidèle ami et auxiliaire des travailleurs et de la paysannerie. Pas d'oscillations vers le capital ; alliance des travailleurs dans la lutte contre ce dernier, *pouvoir ouvrier et paysan, pouvoir des Soviets* : voilà ce qu'est *en fait* la « dictature de la classe ouvrière ».

Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires veulent se servir de ces paroles pour faire peur aux paysans. Ils n'y réussiront pas. Après Koltchak, les ouvriers et les paysans, même ceux des provinces reculées, ont compris que ces paroles signifient *justement cette chose sans laquelle il ne saurait y avoir de salut contre Koltchak.*

A bas les hésitants, les sans-caractère, qui inclinent à aider le capital, et que séduisent les mots d'ordre et les promesses de ce dernier ! Guerre sans merci au capital et alliance des travailleurs, alliance des paysans et de la classe ouvrière, telle est la dernière et la plus importante leçon à tirer du coup de force Koltchak.

24 août 1919.
Publié dans le journal Pravda, n° 190, le 28 août 1919.

L'ÉTAT OUVRIER ET LA SEMAINE DU PARTI

La semaine du Parti, à Moscou, coïncide avec une période difficile pour le pouvoir des Soviets. Les succès de Dénikine ont provoqué un furieux regain de complots de la part des grands propriétaires fonciers, des capitalistes et de leurs amis, un redoublement d'efforts de la bourgeoisie pour semer la panique, ébranler par tous les moyens la solidité du pouvoir des Soviets. Les philistins hésitants, inconstants, inconscients et avec eux les intellectuels, les socialistes-révolutionnaires, les menchéviks, sont devenus, comme de coutume, encore plus inconstants et se sont laissé effrayer, les premiers, par les capitalistes. Mais j'estime que la coïncidence de la semaine du Parti, à Moscou, avec une période difficile, est plutôt avantageuse pour nous, car cela sert mieux notre cause. La semaine du Parti n'est pas faite pour la parade. Nous n'avons que faire de membres du Parti ostentatoires. Le seul Parti gouvernemental au monde, qui se préoccupe non point d'augmenter ses effectifs mais d'en améliorer la qualité, d'épurer ses rangs des « intrus » qui s'y sont glissés, c'est notre Parti, le Parti de la classe ouvrière révolutionnaire. Nous avons procédé plus d'une fois à la révision des membres du Parti pour chasser ces « intrus », pour ne laisser au sein du Parti que les éléments conscients et sincèrement dévoués au communisme. Nous avons utilisé les mobilisations pour le front, et les « samedis communistes », pour débarrasser le Parti de ceux qui cherchent simplement à profiter des avantages liés à la qualité de membre du parti gouvernemental et qui ne veulent pas supporter les charges d'un travail dévoué au service du communisme.

Et maintenant que l'on procède à une mobilisation renforcée pour le front, la semaine du Parti a ceci de bon qu'elle ne tente pas ceux qui voudraient se faufiler dans nos rangs, Nous appelons dans le Parti, en grand nombre, seulement les simples ouvriers, ainsi que les paysans pauvres, les paysans travailleurs, *et non* les paysans spéculateurs. Nous ne promettons et ne donnons à ces simples adhérents aucun avantage du fait de leur entrée au Parti. Au contraire, un travail plus dur que d'ordinaire, et plus dangereux, incombe aujourd'hui aux membres du Parti. Et c'est tant mieux. Viendront au Parti seulement les adeptes sincères du communisme, ceux qui sont consciencieusement dévoués à l'Etat ouvrier, les travailleurs honnêtes, les vrais représentants des masses opprimées sous le capitalisme. Et c'est seulement de pareils membres du Parti qu'il nous faut.

Ce n'est pas pour la réclame, mais pour un travail sérieux que nous avons besoin de nouveaux membres du Parti. Ceux-là, nous les appelons dans ses rangs. Aux travailleurs nous ouvrons largement l'accès du Parti. Le pouvoir des Soviets est le pouvoir des travailleurs, qui lutte pour secouer entièrement le joug du capital. La classe ouvrière des villes et des centres industriels s'est dressée la première pour cette lutte. Elle a remporté la première victoire et conquis le pouvoir politique. Elle a gagné à elle la plupart des paysans. Car c'est seulement le paysan mercanti, le paysan spéculateur et non le paysan travailleur, qui tire du côté du capital, du côté de la bourgeoisie.

Les ouvriers les plus développés, les plus conscients, ceux de Pétrograd, ont consacré le plus de forces au gouvernement de la Russie. Mais nous savons que les hommes dévoués aux intérêts des masses laborieuses et capables de faire un travail de direction sont très, très nombreux parmi les simples ouvriers et paysans. Il y a parmi eux un très grand nombre d'hommes doués de talents d'organisation et d'administration, auxquels le capitalisme ne permettait pas de se faire jour, et que nous aidons, nous, et devons aider par tous les moyens à s'avancer et à se mettre au travail pour bâtir le socialisme. Ces nouveaux talents, modestes, peu apparents, ne sont pas faciles à découvrir. Il n'est pas facile d'entraîner à l'administration de l'Etat les simples ouvriers et paysans, opprimés, terrorisés durant des siècles par les seigneurs terriens et les capitalistes.

Or, c'est précisément ce travail peu facile qu'il nous faut mener, mener absolument pour puiser plus profondément de nouvelles forces dans la classe ouvrière et parmi les paysans travailleurs. Venez au Parti, camarades ouvriers et paysans travailleurs sans parti ! Nous ne vous promettons pas d'avantages, nous vous convions à un travail difficile : bâtir l'Etat. Si vous êtes partisans sincères du communisme, attaquez hardiment ce travail, ne redoutez pas ce qu'il a de nouveau et de difficile, ne vous laissez pas troubler par le vieux préjugé selon lequel ce travail serait uniquement à la portée de ceux qui ont reçu une instruction officielle.

Ce n'est pas vrai. Peuvent et doivent diriger le travail d'édification du socialisme, en nombre toujours plus grand, les simples ouvriers et les paysans travailleurs. La masse des travailleurs est pour nous. C'est ce qui fait notre force. Là est la source de l'invincibilité du communisme mondial. Un plus grand nombre de nouveaux travailleurs issus de la masse et venus rejoindre les rangs du Parti pour prendre part eux-mêmes à l'édification de la vie nouvelle : telle est notre méthode de lutte contre toutes les difficultés, tel est notre chemin de la victoire.

N. Lénine.
11 octobre 1919.
Publié dans la Pravda, n° 228, le 12 octobre 1919.

AUX CAMARADES SOLDATS ROUGES

Camarades soldats rouges ! Les généraux tsaristes — Ioudénitch dans le nord, Dénikine dans le sud — tendent encore une fois leurs forces pour vaincre le pouvoir des Soviets, pour rétablir le pouvoir du tsar, des grands propriétaires fonciers et des capitalistes.

Nous savons comment s'est terminée la tentative analogue de Koltchak. Il n'a pu tromper longtemps les ouvriers de l'Oural et les paysans de Sibérie. S'étant rendu compte de la duperie, ayant connu les violences interminables, le fouet, les rapines des officiers, rejetons des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, les ouvriers de l'Oural et les paysans de Sibérie ont aidé notre Armée rouge à battre Koltchak. Les cosaques d'Orenbourg ont passé résolument du côté du pouvoir des Soviets.

Voilà pourquoi nous avons la ferme certitude de vaincre Ioudénitch et Dénikine. Ils ne réussiront pas à rétablir le pouvoir du tsar et des grands propriétaires fonciers. Cela ne sera pas ! Déjà les paysans se soulèvent à l'arrière de Dénikine. Au Caucase le feu de l'insurrection flambe contre Dénikine. Les cosaques du Kouban murmurent et s'agitent, mécontents des violences et rapines de Dénikine au profit des grands propriétaires fonciers et des Anglais.

Soyons donc fermes, camarades soldats rouges ! Les ouvriers et les paysans se rangent toujours plus unis, toujours plus conscients, toujours plus résolus, du côté du pouvoir des Soviets.

En avant, camarades soldats rouges ! Au combat pour le pouvoir des ouvriers et des paysans, contre les grands propriétaires, fonciers, contre les généraux tsaristes ! La victoire est à nous !

N. Lénine.
19.X.1919.
Publié dans la revue le Soldat rouge, n^{os} 10-15, octobre 1919.

L'ÉCONOMIE ET LA POLITIQUE À L'ÉPOQUE DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

A l'occasion du deuxième anniversaire du pouvoir soviétique je me proposais d'écrire une petite brochure sur le sujet indiqué dans le titre. Mais la bousculade du travail quotidien m'a jusqu'à présent empêché d'aller au-delà d'une préparation préliminaire des différentes parties. Aussi, ai-je résolu d'essayer de donner un bref et sommaire exposé des idées, les plus substantielles à mon sens, sur cette question. Evidemment, le caractère succinct de mon exposé comporte bien des inconvénients et des désavantages. Mais pour un petit article de revue, le modeste but que je me propose sera peut-être réalisable, à savoir : poser le problème et fournir le canevas afin que les communistes des différents pays puissent en discuter.

1

En théorie, il est hors de doute qu'une certaine période de transition se situe entre le capitalisme et le communisme. Elle doit forcément réunir les traits ou particularités propres à ces deux structures économiques de la société. Cette période transitoire ne peut manquer d'être une phase de lutte entre l'agonie du capitalisme et la naissance du communisme ou, en d'autres termes : entre le capitalisme vaincu, mais non anéanti, et le communisme déjà né, mais encore très faible.

Non seulement pour un marxiste, mais pour tout homme cultivé connaissant de façon ou d'autre la théorie du développement, la nécessité de toute une phase historique qui se distingue par les traits propres à la période de transition doit être évidente d'elle-même. Néanmoins, tous les raisonnements sur le passage au socialisme, que nous entendons énoncer par les représentants actuels de la démocratie petite-bourgeoise (tels sont, en dépit de leur étiquette pseudo-socialiste, tous les représentants de la II^{e} Internationale, y compris des hommes comme MacDonald et Jean Longuet, Kautsky et Friedrich Adler), se distinguent par un oubli total de cette vérité évidente. Le propre des démocrates petits-bourgeois, c'est leur répugnance pour la lutte de classes, leur rêve de pouvoir s'en passer, leur tendance à aplanir et à réconcilier, à arrondir les angles aigus. Voilà pourquoi ces démocrates ou bien refusent net de reconnaître l'existence de toute une phase historique de transition du capitalisme au communisme, ou bien ils considèrent que leur tâche est d'imaginer des plans de réconciliation des deux forces combattantes, au lieu de diriger la lutte de l'une d'entre elles.

2

En Russie, la dictature du prolétariat doit inévitablement comporter certaines particularités par rapport aux pays avancés, en raison du retard très sensible et de la prédominance petite-bourgeoise dans notre pays. Mais les forces essentielles — et les formes essentielles de l'économie sociale — en Russie sont les mêmes que dans n'importe quel pays capitaliste, de sorte que ces particularités ne peuvent se rapporter qu'à ce qui n'est pas le principal. Ces formes essentielles de l'économie sociale sont : le capitalisme, la petite production marchande, le communisme. Ces forces essentielles sont : la bourgeoisie, la petite bourgeoisie (en particulier la paysannerie), le prolétariat.

Le système économique de la Russie, à l'époque de la dictature du prolétariat, c'est la lutte que mène à ses premiers pas le travail uni selon le principe communiste, dans le cadre d'un immense Etat, contre la petite production marchande et contre le capitalisme qui se maintient et qui renaît sur la base de cette production. Le travail est uni en Russie selon le principe communiste dans la mesure où, premièrement, la propriété privée des moyens de production est abolie, et deuxièmement, dans la mesure où le pouvoir de l'Etat prolétarien organise à l'échelle nationale la grande production sur les terres et dans les entreprises appartenant à l'Etat, répartit la main-d'œuvre entre les diverses branches de l'économie et les entreprises, répartit entre les travailleurs la masse des produits de consommation appartenant à l'Etat.

Nous parlons des « premiers pas » du communisme en Russie (comme le dit aussi le programme de notre parti adopté en mars 1919), car toutes ces conditions n'ont été réalisées chez nous que partiellement, ou autrement dit : la réalisation de ces conditions n'en est encore qu'à son premier stade. D'emblée, d'un seul coup révolutionnaire a été fait ce qu'il était possible de faire en général d'un seul coup : par exemple, dès le premier jour de la dictature du prolétariat, le 26 octobre 1917 (8 novembre 1917), la propriété privée du sol a été abolie, sans indemnisation des gros possédants ; les grands propriétaires fonciers ont été expropriés. En quelques mois ont été expropriés, également sans indemnisation, presque tous les gros capitalistes, les propriétaires de fabriques, d'usines, de sociétés anonymes, de banques, de chemins de fer, etc. L'organisation de la grande production industrielle par

l'Etat, le passage du « contrôle ouvrier » à la « gestion ouvrière » des fabriques, usines, chemins de fer, tout cela a déjà été réalisé dans ses grandes et principales lignes. Mais pour l'agriculture, cela ne fait que commencer (« exploitations soviétiques », grosses exploitations organisées par l'Etat ouvrier sur la terre appartenant à l'Etat). De même, on vient à peine de procéder à la mise en place des différentes formes d'associations de petits cultivateurs, pour permettre la transition de la petite agriculture marchande à l'agriculture communiste. *[Le nombre des « exploitations soviétiques » et des « communes agricoles » en Russie soviétique s'établit à peu près, respectivement, à 3 536 et 1 961 ; le nombre des artels agricoles, à 3 696. Notre Direction centrale de la statistique procède actuellement à un recensement rigoureux de toutes les exploitations soviétiques et communes. Les premiers résultats seront connus en novembre 1919.]* Il faut en dire autant de l'organisation par l'Etat de la répartition des produits visant à remplacer le commerce privé, c'est-à-dire du stockage et de la livraison par l'Etat du blé dans les villes, des produits industriels dans les campagnes. Nous reproduisons plus loin les statistiques s'y rapportant.

L'économie paysanne reste une petite production marchande. Il y a là une base extrêmement large, aux racines très profondes et très solides, pour le capitalisme. Sur cette base le capitalisme se maintient et renaît, dans une lutte des plus acharnées contre le communisme. Les formes de cette lutte sont : l'activité des petits trafiquants et la spéculation contre le stockage du blé par l'Etat (de même que des autres produits) ; en général, contre la répartition des produits par l'Etat.

3

Pour illustrer ces thèses théoriques abstraites, nous citerons des chiffres concrets.

Le stockage du blé par l'Etat en Russie, selon le Commissariat du Peuple au Ravitaillement, a donné, du 1er août 1917 au 1er août 1918, près de 30 millions de pouds. L'année d'après, 110 millions de pouds environ. Durant les trois premiers mois de la campagne suivante (1919-1920), le chiffre atteindra sans doute quelque 45 millions de pouds contre 37 millions pour les mêmes mois (août-octobre) en 1918. Ces chiffres témoignent nettement d'une amélioration lente mais continue, dans le sens de la victoire du communisme sur le capitalisme. Progrès réalisés en dépit des difficultés inouïes, causées par la guerre civile que fomentent les capitalistes russes et étrangers et que les plus grandes puissances du monde mènent en tendant toutes leurs forces.

Aussi, en dépit des mensonges et calomnies des bourgeois de tous les pays et de leurs auxiliaires avoués ou cachés (les « socialistes » de la IIe Internationale), une chose reste indubitable : au point de vue du problème économique fondamental de la dictature du prolétariat, la victoire du communisme sur le capitalisme est assurée dans notre pays. Si la bourgeoisie du monde entier se déchaîne, écume de rage contre le bolchévisme, si elle fomente invasions militaires, complots, etc., contre les bolcheviks, c'est qu'elle comprend à merveille que notre victoire est inévitable dans la refonte de l'économie sociale, à moins que nous ne soyons écrasés par la force militaire. Mais elle ne parvient pas à nous écraser ainsi.

Dans quelle mesure exactement avons-nous déjà vaincu le capitalisme dans le bref délai qui nous était imparti, et malgré les difficultés sans nom dans lesquelles nous avons dû agir, c'est ce que montrent les chiffres récapitulatifs ci-après. La Direction centrale de la statistique vient de préparer, aux fins de publication, des données sur la production et la consommation du blé, non pour toute la Russie soviétique, mais pour vingt-six de ses provinces. Voici ces chiffres :

26 provinces de la Russie soviétique	Population (en millions d'hommes)	Production de blé (sans semences et fourrages) (en millions de pouds)	Blé livré		Quantité totale du blé dont disposait la population (en millions de pouds)	Consommation de blé par habitant (en pouds)
			par le Commissariat au Ravitaillement	par les petits trafiquants		
			(en millions de pouds)			
Provinces productrices	Villes 4,4	-	20,9	20,6	41,5	9,5
	Villages 28,6	625,4	-	-	481,8	16,9
Provinces consommatrices	Villes 5,9	-	20,0	20,0	40,0	6,8
	Villages 13,8	114,0	12,1	27,8	151,4	11,0
Total (26 provinces)	52,7	739,4	53,0	68,4	714,7	13,6

Ainsi, le Commissariat au Ravitaillement fournit à peu près la moitié du blé aux villes ; l'autre moitié est livrée par les petits trafiquants. Une enquête scrupuleuse sur l'alimentation des ouvriers des villes, en 1918, a donné cette même proportion. Ajoutons que l'ouvrier paye *neuf fois moins* cher le blé fourni par l'Etat que celui des petits trafiquants. Le prix spéculatif du blé est de *dix fois* supérieur à celui pratiqué par l'Etat. Tel est le résultat fourni par l'étude exacte des budgets ouvriers.

4

Les chiffres ci-dessus, à les examiner de près, illustrent exactement tous les traits principaux de l'économie actuelle de la Russie.

Les travailleurs sont délivrés de leurs oppresseurs et de leurs exploiteurs séculaires, les propriétaires fonciers et les capitalistes. Ce pas en avant de la liberté véritable et de la véritable égalité, sans précédent dans le monde par sa grandeur, son envergure et sa rapidité, n'est pas pris en considération par les partisans de la bourgeoisie (y compris les démocrates petits-bourgeois), qui parlent de la liberté et de l'égalité dans le sens de la démocratie bourgeoise parlementaire, en la taxant faussement de « démocratie » en général ou de « démocratie pure » (Kautsky).

Les travailleurs, eux, font état justement de l'égalité véritable, de la véritable liberté (affranchissement du joug des propriétaires fonciers et des capitalistes) ; et c'est pourquoi ils s'affirment si résolument pour le pouvoir des Soviets.

En ce pays de petite agriculture, ce sont les paysans en général qui ont gagné les premiers, gagné le plus, du premier coup, grâce à la dictature du prolétariat. En Russie le paysan souffrait de la faim sous le règne des propriétaires fonciers et des capitalistes. Au cours des longs siècles de notre histoire, le paysan n'avait jamais pu travailler pour son compte : il souffrait de la faim, tout en livrant des centaines de millions de pouds de blé aux capitalistes, dans les villes et à l'étranger. *Pour la première fois,* sous la dictature du prolétariat, le paysan travaille pour son compte et *se nourrit mieux que le citadin.* Pour la première fois le paysan a vu la liberté dans les faits : libre de manger son pain, libéré de la faim. L'égalité, on le sait, a été la plus grande possible dans la répartition de la terre : dans l'immense majorité des cas les paysans partagent la terre « selon le nombre des bouches à nourrir ».

Le socialisme, c'est l'abolition des classes.

Pour supprimer les classes il faut, premièrement, renverser les propriétaires fonciers et les capitalistes. Cette partie de la tâche, nous l'avons accomplie, mais ce n'est qu'une partie, et *non* la plus difficile. Pour supprimer les classes il faut, deuxièmement, supprimer la différence entre l'ouvrier et le paysan, faire de *tous des travailleurs.* Cela ne peut se faire d'un seul coup. C'est une tâche infiniment plus difficile et, forcément, une tâche de longue haleine. On ne peut la réaliser en renversant une classe. On ne peut la réaliser qu'en réorganisant toute l'économie sociale, qu'en passant de la petite économie marchande, individuelle, isolée, à la grosse économie collective. Cette transition est nécessairement très longue. On ne peut que la retarder et la compliquer avec des mesures législatives ou administratives précipitées et imprudentes. On ne peut l'accélérer qu'en fournissant au paysan une aide susceptible d'améliorer dans de vastes proportions toute la technique agricole et de la réformer de fond en comble.

Pour réaliser la seconde partie de la tâche, la plus difficile, le prolétariat, victorieux de la bourgeoisie, doit suivre sans dévier la ligne fondamentale suivante dans sa politique à l'égard de la paysannerie : le prolétariat doit distinguer, délimiter le paysan travailleur du paysan propriétaire, le paysan travailleur du paysan mercantile, le paysan laborieux du paysan spéculateur.

C'est dans cette délimitation que réside *tout l'essentiel* du socialisme.

Et il n'est pas étonnant que les socialistes en paroles mais démocrates petits-bourgeois en fait (les Martov et Tchernov, Kautsky et consorts) ne comprennent pas ce caractère essentiel du socialisme.

La délimitation indiquée ici est très malaisée à établir car, dans la réalité vivante, toutes les particularités du « paysan », si variées, si contradictoires soient-elles, se fondent en un tout. La délimitation est toutefois possible ; elle est non seulement possible, mais elle découle nécessairement des conditions de l'économie et de la vie

paysannes. Le paysan travailleur a été opprimé au long des siècles par les propriétaires fonciers, les capitalistes, les mercantis, les spéculateurs et *leur* Etat, y compris les républiques bourgeoises les plus démocratiques. Le paysan travailleur a voué au long des siècles sa haine et son hostilité à ces oppresseurs et ces exploiteurs ; et cette « tradition » cultivée par la vie *oblige* le paysan à rechercher l'alliance avec l'ouvrier contre le capitaliste, contre le spéculateur, contre le mercanti. Mais en même temps, la situation économique, la situation de l'économie marchande, fait nécessairement du paysan (pas toujours, mais dans l'immense majorité des cas) un mercanti et un spéculateur.

Les statistiques ci-dessus montrent nettement la différence entre le paysan travailleur et le paysan spéculateur. Le paysan qui, en 1918-1919, a livré aux ouvriers affamés des villes 40 millions de pouds de blé à des prix fermes, aux prix de l'Etat, qui les a livrés aux organismes de l'Etat malgré toutes les insuffisances de ces organismes, dont le gouvernement ouvrier se rend parfaitement compte, mais qu'on ne peut éliminer dans la première période de transition au socialisme, ce paysan-là est un paysan travailleur, un camarade, l'égal de l'ouvrier socialiste, son plus sûr allié, son frère dans la lutte contre le joug du capital. Mais le paysan qui a vendu en cachette 40 millions de pouds de blé dix fois plus cher que le prix de l'Etat, en exploitant la misère et la famine de l'ouvrier des villes, en trompant l'Etat, en accentuant et engendrant partout la duperie, le pillage, les fraudes, ce paysan-là est un spéculateur, l'allié du capitaliste, l'ennemi de classe de l'ouvrier, c'est un exploiteur. Car posséder des excédents de blé récoltés sur la terre appartenant à l'Etat, au moyen d'instruments dont la fabrication a absorbé de toute façon le labeur non seulement du paysan, mais aussi de l'ouvrier, etc., posséder des excédents de blé et spéculer, c'est être l'exploiteur de l'ouvrier affamé.

Vous violez la liberté, l'égalité, la démocratie, nous crie-t-on de toutes parts, en évoquant l'inégalité de l'ouvrier et du paysan dans notre Constitution, la dissolution de la Constituante, la réquisition des excédents de blé, etc. Nous répondons : il n'y a jamais eu d'Etat au monde qui se soit tant attaché à supprimer l'inégalité de fait, la non-liberté de fait, dont le paysan laborieux a souffert durant des siècles. Mais nous ne reconnaîtrons jamais l'égalité avec le paysan spéculateur, comme nous ne reconnaîtrons pas l'« égalité » de l'exploiteur avec l'exploité, du rassasié avec l'affamé, la « liberté » du premier de piller le second. Et nous traiterons les gens cultivés qui ne veulent pas comprendre cette différence comme nous avons traité les gardes blancs, même si ces gens se prétendent démocrates, socialistes, internationalistes, Kautsky, Tchernov, Martov.

5

Le socialisme, c'est la suppression des classes. La dictature du prolétariat a fait pour cela tout ce qu'elle pouvait. Mais il est impossible de supprimer les classes d'un seul coup.

Les classes *demeurent* et *demeureront* à l'époque de la dictature du prolétariat. La dictature deviendra inutile lorsque les classes auront disparu. Elles ne disparaîtront pas sans la dictature du prolétariat.

Les classes demeurent, mais *chacune* d'elles s'est modifiée à l'époque de la dictature du prolétariat ; leurs rapports se sont également modifiés. La lutte de classes ne disparaît pas sous la dictature du prolétariat, elle revêt simplement d'autres formes.

En régime capitaliste, le prolétariat était une classe opprimée, privée de toute propriété des moyens de production, la seule classe qui fût directement et entièrement opposée à la bourgeoisie et, par conséquent, la seule capable d'être révolutionnaire jusqu'au bout. Après avoir renversé la bourgeoisie et conquis le pouvoir politique, le prolétariat est devenu la classe *dominante :* il détient le pouvoir d'Etat, il dispose des moyens de production déjà socialisés, il dirige les classes et les éléments hésitants, intermédiaires, il réprime la force de résistance accrue des exploiteurs. Telles sont les tâches *particulières* de la lutte de classes, tâches que le prolétariat ne posait pas et ne pouvait poser auparavant.

La classe des exploiteurs, des propriétaires fonciers et des capitalistes n'a pas disparu et ne peut disparaître d'emblée sous la dictature du prolétariat. Les exploiteurs ont été battus, mais non anéantis. Il leur reste une base internationale, le capital international, dont ils sont une succursale. Il leur reste en partie certains moyens de production ; il leur reste l'argent, il leur reste des relations très étendues dans la société. Leur force de résistance s'est accrue de cent et mille fois justement en raison de leur défaite. L'« art » de gouverner l'Etat, l'armée, l'économie leur donne un grand, un très grand avantage, de sorte que leur rôle est infiniment plus important que leur part dans l'ensemble de la population. La lutte de classe des exploiteurs déchus contre l'avant-garde victorieuse des exploités, c'est-à-dire contre le prolétariat, est devenue incomparablement plus acharnée. Et il ne

saurait en être autrement si l'on parle de révolution, si l'on ne substitue pas à cette notion les illusions réformistes (comme le font tous les hérauts de la II^{e} Internationale).

Enfin, la paysannerie, comme toute petite bourgeoisie en général, occupe *aussi* sous la dictature du prolétariat une position moyenne, intermédiaire : d'un côté, elle représente une masse assez considérable (immense dans la Russie arriérée) de travailleurs unis par l'intérêt commun qu'ont les travailleurs à s'affranchir des propriétaires fonciers et des capitalistes ; d'un autre côté, ce sont de petits exploitants isolés, propriétaires et commerçants. Cette situation économique provoque nécessairement des oscillations entre le prolétariat et la bourgeoisie. Dans la lutte exacerbée que se livrent ces derniers au moment où tous les rapports sociaux sont si brutalement bouleversés, compte tenu de l'attachement si profond parmi les paysans et les petits bourgeois en général à ce qui est ancien, routinier, immuable, il est tout naturel que nous observions fatalement parmi eux des migrations d'un camp à l'autre, des flottements, des revirements, de l'incertitude, etc.

La tâche du prolétariat à l'égard de cette classe, ou de ces éléments sociaux, est de les diriger, de lutter pour exercer son influence sur eux. Entraîner les hésitants, les instables, voilà ce que doit faire le prolétariat.

Si nous confrontons toutes les forces ou classes essentielles et leurs rapports modifiés par la dictature du prolétariat, nous verrons quelle absurdité théorique sans bornes, quelle stupidité est l'opinion petite-bourgeoise courante, selon laquelle on peut arriver au socialisme en passant « par la démocratie » en général, opinion que professent tous les représentants de la II^{e} Internationale. Le préjugé hérité de la bourgeoisie à propos du caractère absolu, en dehors des classes, de la « démocratie », telle est l'origine de cette erreur. En réalité, la démocratie elle aussi entre dans une phase absolument nouvelle sous la dictature du prolétariat ; et la lutte de classes gravit un échelon supérieur, en se soumettant toutes les formes possibles et imaginables.

Les lieux communs sur la liberté, l'égalité, la démocratie équivalent en fait à une aveugle réédition d'idées qui calquent les rapports de la production marchande. Vouloir résoudre au moyen de ces lieux communs les problèmes concrets de la dictature du prolétariat, c'est adopter sur toute la ligne la position théorique, de principe, de la bourgeoisie. Du point de vue du prolétariat, la question ne se pose qu'ainsi : la liberté de n'être pas opprimé par quelle classe ? L'égalité de quelle classe avec quelle autre ? La démocratie sur la base de la propriété privée ou sur la base de la lutte pour l'abolition de la propriété privée ? etc.

Dans son *Anti-Dühring,* Engels a depuis longtemps montré que la notion d'égalité calque des rapports de la production marchande, se transforme en préjugé, si l'on ne comprend pas l'égalité au sens de *suppression des classes.* Cette vérité première sur la distinction entre la conception démocratique bourgeoise et la conception socialiste de l'égalité est constamment oubliée. Si on ne l'oublie pas, il devient évident que le prolétariat accomplit, en renversant la bourgeoisie, un pas décisif vers la suppression des classes et que, pour le parfaire, le prolétariat doit poursuivre sa lutte de classe en utilisant l'appareil du pouvoir d'Etat et en mettant en œuvre les divers procédés de lutte, d'influence, d'action vis-à-vis de la bourgeoisie renversée et de la petite bourgeoisie hésitante.

(A suivre)*

N. Lénine.
30.X.1919.
Publié dans le n° 6-7 de la revue l'Internationale communiste, le 7 novembre 1919.

* L'article n'a pas été terminé. *Réd.*

EN AVANT POUR VAINCRE LA CRISE DU COMBUSTIBLE !

CIRCULAIRE AUX ORGANISATIONS DU PARTI

Camarades ! Notre Parti, en tant qu'avant-garde organisée du prolétariat, a pour mission d'unifier la lutte de la classe ouvrière et de diriger sa lutte pour la victoire du pouvoir soviétique des ouvriers et des paysans. Ayant mené victorieusement cette lutte pendant deux ans, nous savons bien, aujourd'hui, par quels moyens nous avons réussi à surmonter les difficultés inouïes que suscitaient sur notre chemin la ruine du pays, conséquence de quatre années de guerre impérialiste, et la résistance de tous les exploiteurs, tant de Russie qu'internationaux.

Camarades ! La principale source de notre force est dans la conscience et l'héroïsme des ouvriers, auxquels allaient et vont forcément les sympathies et l'appui des paysans travailleurs. La cause de nos victoires est dans le fait que notre Parti et le pouvoir des Soviets se sont adressés directement aux masses laborieuses ; ils leur ont signalé chaque difficulté, chaque tâche du jour ; ils ont su expliquer aux masses pourquoi il fallait, à tel ou tel moment, porter tous les efforts tantôt sur un côté, tantôt sur un autre de l'activité soviétique ; ils ont su exalter l'énergie, l'héroïsme, l'enthousiasme des masses en concentrant un effort révolutionnaire intense sur la tâche du jour la plus importante.

Camarades ! Le moment est venu où la lutte contre la crise du combustible est devenue cette tâche du jour la plus importante. Nous achevons de battre Koltchak, nous avons vaincu Ioudénitch et nous avons déclenché une offensive réussie contre Dénikine.

Nous avons notablement amélioré le stockage et l'emmagasinement du blé. Mais la crise du combustible menace de détruire tout le travail des Soviets : les ouvriers et employés, souffrant du froid et de la faim, se dispersent ; les convois de blé s'arrêtent ; une véritable catastrophe est imminente, précisément à cause de la pénurie de combustible. La question du combustible, maintenant, est celle où convergent toutes les autres. La crise du combustible doit être surmontée à tout prix, sans quoi on ne pourra résoudre ni le problème des vivres, ni le problème militaire, ni le problème de l'ensemble de notre économie.

Or, la crise du combustible peut être surmontée. Car, privés de la houille du Donetz et n'étant pas en mesure d'intensifier rapidement l'extraction de charbon dans l'Oural et la Sibérie, nous avons encore beaucoup de forêts et nous pouvons abattre et transporter du bois en suffisance. La crise du combustible peut être surmontée. Il faut savoir maintenant concentrer les principales forces contre notre ennemi principal (à l'heure présente) : la pénurie de combustible ; il faut savoir susciter l'enthousiasme des masses travailleuses ; il faut obtenir une tension révolutionnaire des énergies pour extraire et livrer dans le plus bref délai la quantité maximum de combustibles de tous genres : charbon, schistes, tourbe, etc., mais, en premier lieu, du bois, du bois, et encore du bois.

Le Comité central du Parti communiste de Russie est certain que toutes les organisations du Parti, tous ses membres, qui ont prouvé, durant deux ans, leur capacité et leur habileté à résoudre par la voie révolutionnaire des problèmes non pas moins, mais plus difficiles, résoudront ce problème-ci également. Le Comité central du Parti communiste de Russie propose à foutes les organisations du Parti, notamment, les mesures suivantes :

1. Toutes les organisations du Parti doivent, dorénavant, inscrire constamment à l'ordre du jour des réunions du Parti et, en premier lieu, de celles des comités du Parti, la question du combustible et la lutte contre la crise du combustible. Que pouvons-nous faire encore, que devons-nous faire pour combattre la crise du combustible ? Comment intensifier ce travail ? Comment le rendre plus productif ? Que ces questions occupent maintenant toutes les organisations du Parti !

2. Il doit en être de même pour tous les comités exécutifs de province, de ville, de district, de canton, bref, pour tous les organismes soviétiques dirigeants. Les membres du Parti doivent prendre l'initiative et renforcer, unifier, intensifier ce travail à l'échelle nationale.

3. Il faut commencer partout la plus large agitation, principalement dans les campagnes, afin de montrer ce qu'est la question du combustible pour le pouvoir des Soviets. Il faut surtout combattre l'emprise des intérêts locaux et des intérêts de groupe étroitement égoïstes en matière de combustible. Il faut expliquer que, sans un travail dévoué pour les besoins du pays entier, on ne peut sauver la République des Soviets, on ne peut sauvegarder le pouvoir des paysans et des ouvriers.

4. Il faut soigneusement vérifier l'accomplissement effectif des tâches assignées par le Parti, des mandats reçus du pouvoir soviétique, de ses prescriptions, des tâches qu'il a posées. Les nouveaux membres du Parti, entrés dans ses rangs au cours de la dernière Semaine du Parti, doivent tous être appelés à prendre part au contrôle de l'accomplissement de son devoir par chacun.

5. Le service du travail de toute la population ou la mobilisation de certains contingents d'âge pour les travaux d'extraction et de transport du charbon et des schistes, pour l'abattage et le charroi du bois jusqu'aux gares de chemin de fer, doivent être réalisés avec la plus grande rapidité et de la façon la plus rigoureuse. On établira des normes de travail et on les fera remplir à tout prix. On punira avec une sévérité impitoyable ceux qui malgré les instances, les prescriptions et les ordres réitérés, se seront dérobés au travail. Toute indulgence, toute faiblesse seront un crime envers la révolution. Nous avons relevé la discipline dans l'armée. Nous devons relever la discipline du travail.

6. Les samedis communistes doivent être plus fréquents, être menés avec plus d'énergie, de système et d'organisation, en premier lieu pour les travaux d'approvisionnement en combustible. Les membres du Parti doivent marcher en tête pour la discipline et l'énergie au travail. Les décisions du Conseil des commissaires du peuple, du Conseil de la Défense et des autres organismes soviétiques centraux ou locaux, décisions concernant le combustible, doivent être exécutées en conscience.

7. On renforcera les services locaux d'approvisionnement en combustible en y affectant les meilleurs travailleurs du Parti. Il faut réviser la répartition des forces et la modifier en conséquence.

8. On aidera de toutes les façons les camarades envoyés du centre ; on s'efforcera d'apprendre — pratiquement — au plus grand nombre possible de jeunes membres de l'organisation, à mettre en train et à mener le travail d'approvisionnement en combustible. Dans la presse locale on s'occupera davantage de ce travail, en ayant soin de publier les exemples de travail réellement bon et en luttant sans pitié contre la routine, la négligence ou l'incapacité dont tel service ou administration font preuve dans telle ou telle localité. Notre presse doit devenir un instrument qui stimule les retardataires, leur inculque l'amour du travail, de la discipline du travail et de l'organisation.

9. Pourvoir en vivres et fourrages ceux qui sont affectés à l'approvisionnement en combustible, sera désormais la principale tâche des organismes de ravitaillement. Il faut les aider à tous égards, intensifier leur travail, en contrôler l'exécution.

10. Dans tous les organismes d'approvisionnement en combustible (ainsi que dans toutes les administrations soviétiques) on travaillera inlassablement à ce que soit assurée la responsabilité *personnelle* effective *de chacun* pour un travail ou secteur de travail déterminé, exactement et rigoureusement spécifié. Le principe collectif dans les débats doit être réduit au strict minimum et ne jamais faire obstacle à une décision rapide et ferme, ne pas effacer la responsabilité de chaque travailleur pris à part.

11. Pour toutes les questions relatives au combustible, une exactitude et une promptitude particulières s'imposent dans l'expédition des affaires. La moindre manifestation de l'esprit bureaucratique sera impitoyablement punie. Le centre doit être informé d'une façon exemplaire.

12. D'une façon générale, tout le travail d'approvisionnement en combustible doit être organisé sur un pied militaire, avec l'énergie, la rapidité, la discipline rigoureuse exigées à la guerre. Sans cela nous ne triompherons pas de la disette de combustible. Sans cela, nous ne sortirons pas de la crise.

Le Comité central du Parti communiste de Russie est certain que tous les camarades feront tous leurs efforts pour remplir ces instructions avec le maximum d'énergie et de ponctualité.

En avant pour vaincre la disette de combustible !

Le Comité central du Parti communiste de Russie.

Publié dans la Pravda, n° 254, le 13 novembre 1919.

DISCOURS PRONONCÉ AU Ier CONGRÈS DES COMMUNES ET ARTELS AGRICOLES, LE 4 DÉCEMBRE 1919

Camarades, je suis très heureux de saluer au nom du gouvernement votre premier congrès des communes et artels agricoles. Vous savez tous évidemment, par toute l'activité du pouvoir des Soviets, quelle importance considérable nous attachons aux communes, aux artels et, en général, à toutes les organisations qui visent à transformer, à contribuer progressivement à la transformation de la petite économie paysanne individuelle en une économie collective, par association ou par artel. Vous n'ignorez pas que le pouvoir des Soviets a de longtemps assigné un fonds d'un milliard pour aider aux initiatives de cette nature. Le règlement relatif au régime socialiste de la terre souligne particulièrement l'importance des communes, des artels et de toutes les entreprises de culture de la terre en commun. Et le pouvoir des Soviets oriente tous ses efforts pour que cette loi ne reste pas seulement sur le papier, mais qu'elle produise les effets qu'on attend d'elle. L'importance de toutes ces entreprises est considérable : si l'ancienne économie paysanne, pauvre et indigente, restait la même qu'autrefois, il ne saurait être question d'aucune construction solide de la société socialiste. C'est seulement dans le cas où nous réussirons à montrer en fait aux paysans les avantages de la culture en commun, collective, par associations, par artels ; c'est seulement si nous réussissons à aider le paysan à s'organiser en associations, en artels, que la classe ouvrière, tenant en mains le pouvoir d'Etat, prouvera réellement au paysan qu'elle a raison, attirera réellement à ses côtés, de façon durable et effective, la masse innombrable des paysans. C'est pourquoi on ne saurait exagérer l'importance des entreprises de toute sorte destinées à favoriser le travail de la terre par association, par artel. Nous avons des millions d'exploitations isolées, éparpillées, dispersées au fond des campagnes perdues. Il serait absolument inepte de vouloir transformer ces exploitations par un quelconque procédé rapide, par un décret, par une action exercée du dehors, de loin. Nous comprenons parfaitement qu'on ne peut agir sur les millions de petites exploitations paysannes que progressivement, en usant de prudence, uniquement par des exemples pratiques, réussis, car les paysans sont des gens trop pratiques, trop solidement attachés à la vieille économie agricole, pour accepter des changements sérieux simplement sur la foi de conseils et d'indications livresques. Cela ne peut se faire, et puis d'ailleurs ce serait absurde. Lorsque nous aurons prouvé pratiquement, par une expérience accessible au paysan, que le passage à l'agriculture fondée sur l'association, sur l'artel, est nécessaire et possible, alors seulement nous serons en droit de dire que, dans un pays paysan aussi vaste que la Russie, un pas sérieux a été fait dans la voie de l'agriculture socialiste. C'est pourquoi cette importance considérable des communes, des artels et des associations, qui vous impose à tous d'immenses devoirs envers l'Etat et le socialisme, oblige tout naturellement le pouvoir des Soviets et ses représentants, à envisager ce problème avec une attention et une prudence particulières.

Dans notre loi sur le régime socialiste de la terre, il est dit que nous considérons comme un devoir absolu de toutes les entreprises de culture par association, par artel, de ne pas s'isoler, de ne pas s'écarter de la population paysanne environnante, mais de lui venir en aide, sans faute. L'essentiel, c'est que c'est écrit dans la loi. répété dans les statuts des communes, développé constamment dans les instructions de notre Commissariat de l'agriculture. Mais le tout est de trouver un moyen réellement pratique de l'appliquer dans la vie. Ici, je ne suis pas encore sûr que nous ayons triomphé de cette principale difficulté. Et j'aurais voulu que votre congrès, où vous avez la possibilité de vous faire part les uns aux autres de l'expérience des praticiens des exploitations collectives venus de tous les points de la Russie, mette un terme à tous les doutes et prouve que nous apprenons, que nous commençons à apprendre pratiquement à consolider les artels, les associations, les communes et, en général, les entreprises agricoles collectives de toute sorte. Mais pour le prouver, il faut vraiment des résultats *pratiques*.

Quand nous lisons les statuts des communes agricoles, ou des livres consacrés à cette question, nous avons l'impression que nous y accordons trop de place à la propagande pour fonder théoriquement la nécessité d'organiser des communes. Evidemment, cela est nécessaire : sans une ample propagande, sans expliquer les avantages de la culture par associations, sans répéter cette idée des milliers et des milliers de fois nous ne pouvons compter que l'intérêt pour l'association s'accroisse dans les grandes masses paysannes, et que celles-ci la mettent pratiquement à l'œuvre. Certes la propagande est nécessaire et nous ne devons pas craindre les répétitions, car ce qui nous paraît être une répétition, ne le sera pas pour des centaines et des milliers de paysans pour qui ce sera une révélation. Et si l'idée nous venait que nous accordons trop d'attention à la propagande, il conviendrait de dire que nous devons le faire cent fois plus. Mais si je le dis, c'est dans ce sens que si nous abordons la paysannerie en lui expliquant en général l'utilité qu'il y a à organiser les communes agricoles, sans, savoir du même coup lui montrer, dans les faits, l'utilité pratique qu'a pour elle l'association, l'artel, — la paysannerie ne fera pas confiance à notre propagande.

La loi dit que les communes, les artels, les associations doivent aider la population paysanne environnante. Mais l'Etat, le pouvoir ouvrier, donne un fonds d'un milliard pour venir en aide aux communes et artels agricoles. Et, naturellement, si telle ou telle commune prête aux paysans des secours prélevés sur ce fonds, je crains que cela provoque uniquement les railleries des paysans. Et ce ne sera que justice. Tout paysan se dira : « Evidemment, si on vous donne un fonds d'un milliard, il ne vous est vraiment pas difficile de nous en jeter quelques miettes. » Le paysan ne fera que rire, je le crains ; car il est très attentif à cette question et se montre très méfiant. Il est habitué depuis des siècles à subir l'oppression du pouvoir de l'Etat, et rien de plus. Et c'est pourquoi il est dans ses habitudes de se méfier de tout ce qui vient du fisc. Et si l'aide apportée aux paysans par les communes agricoles est pratiquée simplement pour exécuter la loi, cette aide ne sera pas seulement inutile ; elle peut même être simplement nuisible. Car la dénomination de communes agricoles est une très grande chose : elle est rattachée à la notion de communisme. Il est bon que les communes montrent, dans la pratique, qu'un travail vraiment sérieux s'y fait en vue d'améliorer l'économie paysanne — alors le prestige des communistes et du Parti communiste s'accroîtra nécessairement. Mais il est arrivé assez souvent que les communes ne suscitaient chez la paysannerie qu'une attitude négative à leur égard, et le mot « commune » est même devenu parfois un mot d'ordre de lutte contre le communisme. Il en a été ainsi non seulement lorsque des tentatives absurdes étaient faites pour rabattre de force les paysans dans les communes. L'absurdité de cette pratique sautait tellement aux yeux de tous, que le pouvoir soviétique s'est depuis longtemps dressé contre elle. Et j'espère que si même on voit se produire maintenant des exemples isolés de cette contrainte ils ne sont pas nombreux, et vous profiterez de ce congrès pour effacer entièrement de la surface de la République des Soviets les dernières traces de ce scandale ; il ne faut pas que la population paysanne environnante puisse invoquer un seul exemple pour appuyer cette vieille opinion que l'entrée dans la commune est l'effet d'une contrainte.

Mais, même si nous nous débarrassons de ce vieux défaut et si nous triomphons entièrement de ce scandale, ce ne sera encore qu'une infime partie de ce que nous avons à faire. Car la nécessité reste, pour l'Etat, d'aider les communes, et nous ne serions pas des communistes et des partisans de l'établissement de l'économie socialiste, si nous ne réalisions pas l'aide multiple de l'Etat aux entreprises agricoles collectives. Nous avons le devoir de le faire aussi parce que cela est conforme à tous nos objectifs, et parce que nous savons fort bien que ces associations, artels et organisations collectives sont une innovation ; et que celle-ci ne prendra pas si la classe ouvrière au pouvoir ne lui donne son appui. Or, pour que cette innovation prenne, nous devons, justement parce que l'Etat lui donne son appui financier et tout autre, faire en sorte que les paysans ne puissent accueillir cette innovation par des railleries. Nous devons toujours craindre que le paysan ne dise des membres de la commune, de l'artel ou de l'association, qu'ils sont des écornifleurs du fisc, et qu'ils ne se distinguent des paysans que parce qu'ils jouissent de certaines facilités. Si on lui donne de la terre et puis une subvention, prélevée sur le fonds d'un milliard, pour construire, il n'est pas un imbécile qui ne vive un peu mieux qu'un simple paysan. Qu'y a-t-il là de communiste, et où donc est l'amélioration, dira le paysan : pourquoi devons-nous les estimer ? Evidemment, si l'on choisit quelques dizaines ou quelques centaines d'hommes, et si on leur donne des milliards, ils travailleront.

C'est cette attitude des paysans qui nous inspire le plus de craintes, et je voudrais attirer sur ce problème l'attention des camarades venus à ce congrès. Il importe de le résoudre pratiquement, afin que nous puissions nous dire : Non seulement nous avons évité ce danger, mais nous avons trouvé le moyen de lutter pour que le paysan ne pense pas ainsi ; pour que, au contraire, il voie dans chaque commune, dans chaque artel, une entreprise que soutient le pouvoir de l'Etat ; pour qu'il y trouve de nouveaux procédés de culture, non pas dans les livres ni dans les discours, — cela ne vaut pas cher, — mais dans la vie pratique, procédés affirmant leur supériorité sur ceux d'autrefois. Voilà où est la difficulté du problème, et voilà pourquoi, nous aussi, qui n'avons sous les yeux que des chiffres arides, nous avons du mal à juger si nous avons prouvé, dans les faits, que chaque commune, chaque artel est vraiment supérieure à toutes les entreprises de type ancien ; que le pouvoir ouvrier vient ici en aide au paysan.

Je pense que pour résoudre pratiquement ce problème, il serait fort souhaitable que vous, qui êtes pratiquement au courant de ce qui se passe dans toute une série de communes, artels et associations d'alentour, vous établissiez les moyens de procéder à un contrôle véritable, afin de savoir comment est appliquée la loi qui exige des communes agricoles qu'elles viennent en aide à la population du voisinage ; comment est réalisé pratiquement le passage à l'agriculture socialiste et en quoi il se traduit concrètement dans chaque commune, artel et association ; comment la chose est réalisée exactement ; combien d'associations, de communes la pratiquent en fait, et combien s'apprêtent encore à le faire ; dans combien de cas on a pu constater que les communes apportaient une aide, et de quelle nature était celle-ci: philanthropique ou socialiste. Si les communes et les artels prélèvent sur le subside accordé par l'Etat une partie pour les paysans, cela permettra simplement à chaque paysan de penser qu'il y a des bonnes gens qui veulent bien l'aider, mais que cela ne prouve pas qu'il s'agisse ici de passer au régime socialiste. Or, les paysans sont habitués depuis un temps immémorial à se méfier de ces « bonnes gens ». Il faut pouvoir vérifier en quoi s'est véritablement révélé ce nouvel ordre social, par quel moyen on prouve aux paysans

que le travail de la terre par association, par artel, est meilleur que le travail du paysan individuel, et meilleur *non point* par l'effet d'un secours venu de l'Etat ; il faut pouvoir démontrer aux paysans que même *sans* l'aide de l'Etat, il est possible de réaliser pratiquement ce nouvel ordre de choses.

Malheureusement je ne pourrai pas assister à votre congrès jusqu'au bout. Il me sera donc impossible de participer à l'élaboration de ces procédés de vérification. Mais je suis certain qu'avec les camarades qui dirigent notre Commissariat de l'agriculture, vous trouverez ces procédés. J'ai lu avec plaisir l'article du commissaire du peuple à l'agriculture, le camarade Séréda, dans lequel il souligne que les communes et les associations ne doivent pas se couper de la population paysanne environnante, mais qu'elles doivent s'efforcer d'améliorer son économie. Il faut organiser la commune de telle sorte qu'elle devienne une commune modèle, et que les paysans du voisinage s'y sentent attirés ; il faut savoir leur montrer pratiquement comment il convient d'aider ceux qui conduisent leur économie en ces dures conditions d'absence de marchandises et de ruine générale. Pour établir les moyens pratiques de cette mise en œuvre, il faut élaborer une instruction très détaillée, qui énumérerait toutes les formes d'aide à prêter à la population paysanne environnante, qui demanderait à chaque commune ce qu'elle a fait pour prêter aide aux paysans ; elle doit indiquer les moyens d'obtenir que chacune des deux mille communes et des quatre mille artels environ, devienne une cellule réellement capable de fortifier la conviction, chez les paysans, que l'agriculture collective, en tant que passage au socialisme, est une chose utile, et non une lubie, un simple délire.

J'ai déjà dit que la loi exige des communes qu'elles viennent en aide à la population paysanne des environs. Nous ne pouvions dans une loi nous exprimer autrement, ni donner des indications pratiques. Il nous fallait établir des règles générales, en escomptant qu'à la base, des camarades conscients appliqueraient scrupuleusement cette loi, et sauraient trouver mille moyens de l'appliquer pratiquement dans les conditions économiques concrètes de chaque localité. Mais, bien entendu, toute loi peut être tournée, même sous couleur de l'exécuter. Et la loi concernant l'aide aux paysans, si elle n'est pas consciencieusement appliquée, peut devenir un jouet futile et amener des résultats absolument opposés.

Les communes doivent se développer de telle sorte qu'à leur contact les exploitations paysannes, en en recevant une aide économique, voient se modifier leurs conditions, et que chaque commune, artel ou association sache amorcer une amélioration de ces conditions et la réaliser pratiquement. C'est ainsi qu'elles prouveront aux paysans que ce changement ne peut leur être que profitable.

Vous pouvez évidemment penser qu'on nous dira : Pour améliorer l'économie, il faut avoir des conditions autres que la ruine présente provoquée par les quatre années de guerre impérialiste et les deux années de guerre civile, que nous ont imposées les impérialistes. Dans les conditions qui sont aujourd'hui les nôtres, ce n'est guère le moment de songer à une large diffusion des perfectionnements de l'agriculture, trop heureux si nous pouvons tenir et ne pas mourir de faim.

Il est parfaitement naturel que des doutes de ce genre puissent être formulés. Mais si je devais répondre à de pareilles objections, je dirais ceci : Admettons qu'en effet il soit impossible d'améliorer largement l'agriculture, à cause de la désorganisation de l'économie, à cause de la ruine, de l'absence de marchandises, de la faiblesse des transports, de la destruction du bétail et du matériel de culture. Il est cependant hors de doute que dans toute une série de cas particuliers, il est possible d'améliorer partiellement l'économie. Mais admettons même que cette possibilité soit exclue. Est-ce à dire que les communes ne peuvent apporter aucun changement à la vie des paysans du voisinage ; qu'elles ne peuvent prouver aux paysans que les entreprises agricoles collectives ne sont pas une plante artificiellement cultivée en serre, mais une nouvelle aide du pouvoir ouvrier à la paysannerie laborieuse, un concours à elle apporté dans sa lutte contre les koulaks ? Je suis persuadé que même si nous posions ainsi la question, et que nous admettions l'impossibilité d'apporter des améliorations dans les conditions de la ruine actuelle, il est certain que, disposant de communistes consciencieux dans les communes et les artels, nous pouvons réaliser beaucoup, beaucoup de choses.

Pour ne pas faire d'affirmations gratuites, je vous rappellerai l'exemple des samedis communistes, comme on les appelle dans nos villes. C'est ainsi qu'on a appelé le travail fourni gratuitement par les ouvriers des villes, en plus de ce qu'on exige de chaque ouvrier, travail de plusieurs heures consacré à une nécessité sociale quelconque. Les samedis communistes ont été introduits pour la première fois à Moscou par les cheminots de la ligne Moscou-Kazan. A un des appels du pouvoir des Soviets déclarant que les soldats rouges, au front, consentaient des sacrifices inouïs, et qu'en dépit de toutes leurs souffrances ils remportaient sur les ennemis des victoires sans précédent, et puis aussi que nous, ne pourrions faire aboutir ces victoires que dans le cas où cet héroïsme, cette abnégation, se produiraient non seulement au front mais à l'arrière également, — les ouvriers de Moscou ont

répondu par l'organisation de samedis communistes. Il est hors de doute que les ouvriers de Moscou éprouvent des souffrances et des privations bien plus grandes que les paysans ; et si vous apprenez à connaître leurs conditions d'existence, si vous méditez ce fait que, nonobstant des conditions incroyablement dures, ils ont pu commencer à pratiquer les samedis communistes, vous conviendrez qu'il n'est point de conditions difficiles que l'on puisse invoquer pour refuser de faire ce qui est possible dans toutes les conditions, en recourant au procédé qu'ont employé les ouvriers de Moscou. Rien ne pouvait accroître l'autorité morale du Parti communiste à la ville, élever la considération des ouvriers sans-parti pour les communistes, comme l'ont fait les samedis communistes, quand ils ont cessé d'être un phénomène isolé, quand les ouvriers sans-parti se sont rendu compte, en fait, que les membres du Parti communiste gouvernant s'acquittent de leurs obligations, et que les communistes admettent de nouveaux membres dans le Parti, non point pour qu'ils bénéficient de tels avantages rattachés à la situation d'un Parti gouvernemental, mais pour qu'ils fournissent des exemples d'un travail véritablement communiste, c'est-à-dire d'un travail gratuit. Le communisme est le stade suprême du développement du socialisme, quand les hommes travaillent parce que conscients de la nécessité de travailler au profit de tous. Nous savons que nous ne pouvons pas établir tout de suite l'ordre socialiste, — Dieu veuille que nos enfants et peut-être même nos petits-enfants le voient s'établir chez nous. Mais nous disons que les membres du Parti communiste gouvernant prennent sur eux la majeure partie des difficultés de la lutte contre le capitalisme, en mobilisant les meilleurs communistes pour le front, et en exigeant de ceux qui ne peuvent être utilisés à cet effet, qu'ils travaillent aux samedis communistes.

En appliquant ces samedis communistes, qui sont répandus désormais dans toutes les grandes villes industrielles, et auxquels le Parti exige maintenant que chacun de ses membres participe, la non-exécution de cette directive entraînant jusqu'à l'exclusion du Parti, — en appliquant ce procédé dans les communes, les artels et les associations, vous pourrez et devez, même dans les pires conditions, faire en sorte que le paysan voie dans chaque commune, artel et association, une union qui se distingue des autres, non point parce qu'elle reçoit un subside de l'Etat, mais parce qu'elle groupe les meilleurs représentants de la classe ouvrière, qui non seulement prêchent le socialisme pour autrui, mais savent eux-mêmes l'appliquer et montrer que, même dans les pires conditions, ils savent administrer leur exploitation en communistes et aider, dans toute la mesure du possible, la population paysanne des environs. Sur ce point, pas de dérobade possible ; on ne saurait invoquer l'absence de marchandises, l'absence de graines ou la mortalité du bétail. Il s'agit ici, pour nous, d'une vérification qui, dans tous les cas, nous permettra de dire exactement à quel point nous avons accompli, pratiquement, cette tâche difficile que nous nous sommes assignée.

Je suis certain que l'assemblée générale des représentants des communes, associations et artels, envisagera cette question ; elle comprendra que l'emploi de ce moyen servira en effet à consolider puissamment les communes et les associations, et qu'elle obtiendra des résultats pratiques, à savoir : qu'il ne puisse pas y avoir en Russie d'exemple d'attitude hostile à l'égard des communes, des artels et des associations, de la part des paysans. Mais cela n'est pas assez : il faut que la paysannerie montre de la sympathie à leur égard. Nous, représentants du pouvoir des Soviets, nous mettrons tout en œuvre pour y contribuer, et pour que l'aide de notre Etat, prélevée sur le fonds d'un milliard ou sur d'autres ressources, ne soit accordée que lorsqu'un rapprochement pratique se fera réellement entre les communes et artels de travail et la vie des paysans d'alentour. En dehors de ces conditions, nous considérons toute aide aux artels et aux associations non seulement comme inutile, mais comme absolument nuisible. L'aide des communes aux paysans d'alentour ne saurait être considérée comme une aide accordée simplement parce qu'il y a abondance de biens ; il faut que cette aide soit socialiste, c'est-à-dire qu'elle permette aux paysans de passer de l'économie isolée, individuelle, à l'économie par association. Or, il est impossible de réaliser la chose autrement qu'au moyen des samedis communistes, dont j'ai parlé ici.

Si vous tenez compte de cette expérience des ouvriers des villes, qui ont commencé le mouvement en faveur des samedis communistes malgré leurs conditions de vie infiniment plus mauvaises que celles des paysans, je suis certain qu'avec votre appui unanime nous ferons en sorte que chaque commune ou artel, parmi les quelques milliers qui existent déjà, devienne un véritable foyer des idées et conceptions communistes parmi les paysans, un exemple pratique qui leur montrerait que, bien qu'à l'état de germe encore, faible et insignifiant, elle n'est pas un germe artificiel, cultivé en serre, mais un véritable germe de l'ordre nouveau, socialiste. C'est alors seulement que nous remporterons une victoire durable sur l'ignorance, la ruine et la misère de toujours ; c'est alors seulement que nous n'aurons plus à craindre aucune difficulté sur le chemin à suivre.

Publié dans le journal Pravda, n^{os} 273 et 274, les 5 et 6 décembre 1919.

LETTRE AUX OUVRIERS ET AUX PAYSANS D'UKRAINE A PROPOS DES VICTOIRES REMPORTÉES SUR DÉNIKINE

Camarades, il y a quatre mois, à la fin d'août 1919, j'eus l'occasion d'écrire une lettre aux ouvriers et aux paysans à propos de la victoire remportée sur Koltchak.

Aujourd'hui je reproduis intégralement cette lettre pour les ouvriers et les paysans d'Ukraine à l'occasion des victoires remportées sur Dénikine.

Les troupes rouges ont pris Kiev, Poltava, Kharkov, et marchent victorieusement sur Rostov. L'insurrection contre Dénikine déferle en Ukraine. Il importe de rassembler toutes nos forces pour achever de battre les troupes de Dénikine, qui ont tenté de rétablir le pouvoir des grands propriétaires fonciers et des capitalistes. 11 importe d'écraser Dénikine pour nous prémunir contre la moindre possibilité d'une nouvelle invasion.

Les ouvriers et les paysans d'Ukraine doivent connaître les enseignements que tous les paysans et ouvriers russes ont tirés de la conquête de la Sibérie par Koltchak et de la libération de ce pays par les troupes rouges, après qu'il eut subi, durant de longs mois, le joug des grands propriétaires fonciers et des capitalistes.

La domination de Dénikine a été, en Ukraine, une épreuve aussi dure que la domination de Koltchak en Sibérie. Il n'est pas douteux que cette dure épreuve amènera les ouvriers et les paysans d'Ukraine — comme ceux de l'Oural et de la Sibérie — à mieux comprendre les tâches du pouvoir des Soviets et à le défendre avec plus de fermeté.

En Grande-Russie, la propriété foncière seigneuriale a été entièrement supprimée. Il faut en faire autant en Ukraine ; et le pouvoir des Soviets des ouvriers et des paysans ukrainiens doit rendre définitive la suppression complète de la grande propriété foncière, la libération définitive des ouvriers et des paysans ukrainiens de toute oppression des propriétaires fonciers et des propriétaires fonciers eux-mêmes[1].

Mais à part cette tâche et d'autres encore qui, aujourd'hui comme hier, se dressent pareillement devant les masses laborieuses grandes-russes et les masses ukrainiennes, un problème se pose tout particulièrement, celui du pouvoir des Soviets en Ukraine. L'un d'eux mérite en ce moment une attention exceptionnelle. C'est la question nationale, la question de savoir si l'Ukraine sera une République socialiste soviétique distincte et indépendante, alliée (fédérée) à la République socialiste fédérative des Soviets de Russie, ou si l'Ukraine et la Russie vont fusionner en une seule République soviétique. Tous les bolchéviks, tous les ouvriers et paysans conscients doivent mûrement réfléchir à cette question.

L'indépendance de l'Ukraine est reconnue par le Comité exécutif central de la R.S.F.S.R., — République socialiste fédérative soviétique de Russie, — et le Parti communiste bolchevik de Russie. Aussi est-il évident et reconnu de tout le monde que seuls les ouvriers et les paysans d'Ukraine peuvent décider et décideront à leur congrès national des Soviets, si l'Ukraine doit fusionner avec la Russie ou constituer une République autonome, indépendante, et, dans ce dernier cas, quel lien fédératif doit être établi entre elle et la Russie.

Comment trancher cette question si l'on veut servir les intérêts des travailleurs, assurer le succès de la lutte qu'ils mènent pour affranchir définitivement le travail du joug du capital ?

Tout d'abord les intérêts du travail exigent que la confiance la plus entière et l'union la plus étroite existent entre les travailleurs des divers pays, des diverses nations. Les partisans des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, de la bourgeoisie, s'efforcent de diviser les, ouvriers, d'attiser les dissentiments et la haine entre nations afin de réduire les ouvriers à l'impuissance et d'affermir le pouvoir du capital.

Le capital est une force internationale. Il faut, pour la vaincre, l'union internationale, la fraternité internationale des ouvriers.

Nous sommes ennemis des haines nationales, des dissensions nationales, du particularisme national. Nous sommes internationalistes. Nous aspirons à l'union étroite et à la fusion complète des ouvriers et des paysans de toutes les nations du monde en une seule République soviétique universelle.

En second lieu, les travailleurs ne doivent pas oublier que le capitalisme a divisé les nations en un petit nombre de nations oppressives, de puissances impérialistes ayant tous les droits et privilèges, et en une immense majorité de nations opprimées, dépendantes ou à demi-dépendantes, inégales en droits. La guerre de 1914-1918, criminelle et réactionnaire entre toutes, a accentué encore cette division, et par suite, augmenté la colère et la haine. Au cours des siècles se sont accumulées l'indignation et la méfiance des nations dépendantes et ne jouissant pas de leurs pleins droits envers les nations impérialistes qui les oppriment, — des nations telles que l'ukrainienne — envers des nations telles que la grande-russe.

Nous voulons une alliance *volontaire* des nations, — une alliance qui ne tolère aucune violence exercée par une nation sur une autre, — alliance fondée sur une confiance absolue, sur une claire conscience de l'union fraternelle, sur un consentement absolument libre. Une telle alliance ne saurait se réaliser d'emblée ; il faut y arriver par un travail plein de patience et de prudence, pour ne pas gâter les choses, ne pas éveiller la méfiance, pour faire disparaître cette méfiance qu'ont laissée des siècles d'oppression exercée par les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, la propriété privée et les haines suscitées par ses continuels partages et repartages.

Aussi tout en marchant sans dévier vers l'unité des nations, en s'attaquant sans merci à tout ce qui les divise, nous devons nous montrer très prudents, très patients, très conciliants envers les survivances de la méfiance nationale. Nous devons être intransigeants, inflexibles sur tout ce qui touche les intérêts primordiaux du travail en lutte pour secouer le joug du capital. Quant à savoir comment établir les frontières entre Etats, aujourd'hui, pour un temps, — puisque nous voulons leur suppression totale, — ce n'est pas l'essentiel, c'est une question secondaire, de peu d'importance. Là on peut et l'on doit attendre, car la méfiance nationale est souvent très tenace dans la masse des paysans et des petits patrons ; toute précipitation pourrait la renforcer, c'est-à-dire qu'elle nuirait à la cause de l'unité totale et définitive.

L'expérience de la révolution ouvrière et paysanne en Russie, de la révolution d'octobre-novembre 1917, l'expérience de ses deux années de lutte victorieuse contre l'invasion des capitalistes internationaux et russes, a montré, clair comme le jour, que les capitalistes ont su exploiter pour un temps la méfiance nationale des paysans et des petits patrons polonais, lettons, estoniens, finlandais, envers les Grands-Russes ; profitant de cette méfiance, ils ont réussi pour un temps à semer la discorde entre eux et nous. L'expérience a montré que cette méfiance ne s'efface, ne disparaît qu'avec une extrême lenteur, et que plus les Grands-Russes, qui furent pendant longtemps une nation d'oppresseurs, se montrent prudents et patients, plus sûrement cette méfiance disparaît. C'est justement parce que nous reconnaissons l'indépendance des Etats polonais, letton, lituanien, estonien, finlandais que nous gagnons, lentement mais sûrement, la confiance des masses laborieuses des petits Etats voisins, des masses les plus arriérées, les plus dupées et les plus asservies par les capitalistes. C'est là le moyen le plus sûr pour les arracher à l'influence de « leurs » capitalistes nationaux, pour les amener à une confiance entière, à la future République unique des Soviets de tous les pays.

Tant que l'Ukraine n'aura pas été entièrement libérée de Dénikine, et jusqu'à ce qu'elle ait réuni le congrès national des Soviets, son gouvernement est le Comité révolutionnaire d'Ukraine. Dans ce Comité révolutionnaire, à côté des communistes-bolchéviks ukrainiens, travaillent aussi comme membres du gouvernement des *communistes-borotbistes* ukrainiens. Les *borotbistes* se distinguent des bolchéviks surtout en ce qu'ils s'affirment pour l'indépendance absolue de l'Ukraine. Les bolchéviks ne voient pas *là* une cause de division ou de désaccord ; ils ne voient *en cela* aucun obstacle à la bonne collaboration prolétarienne. Unis dans la lutte contre le joug du capital, pour la dictature du prolétariat, ce n'est pas sur des questions de frontières nationales et de relations fédératives ou autres, entre Etats, que les communistes se diviseraient. Il y a parmi les bolchéviks des partisans de l'indépendance complète de l'Ukraine, des partisans d'un lien fédératif plus ou moins étroit, et des partisans de la fusion complète de l'Ukraine avec la Russie.

Se diviser sur ces questions est inadmissible. Elles seront résolues par le congrès des Soviets d'Ukraine.

Si un communiste grand-russe insistait sur la fusion de l'Ukraine et de la Russie, les Ukrainiens le soupçonneraient aisément de se laisser guider, pour préconiser cette politique, non par le souci de l'unité des prolétaires dans la lutte contre le capital, mais par les préjugés du vieux nationalisme, de l'impérialisme grand-russe. Cette méfiance est naturelle et, jusqu'à un certain point, inévitable et légitime, car les Grands-Russes, ployés sous le joug des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, ont été, durant des siècles, nourris des préjugés honteux et abjects du chauvinisme grand-russe.

Si un communiste ukrainien insistait sur l'indépendance absolue de l'Ukraine, on pourrait le soupçonner de défendre cette politique non du point de vue des intérêts momentanés des ouvriers et des paysans ukrainiens en

lutte contre le joug du capital, mais sous l'empire de préjugés nationaux petits-bourgeois, petits-propriétaires. L'expérience nous a montré cent et cent fois comment les « socialistes » petits-bourgeois de divers pays, — tous ces pseudo-socialistes polonais, lettons, lituaniens, les menchéviks géorgiens, les socialistes-révolutionnaires, etc., — se camouflent en partisans du prolétariat, à seule fin de faire passer en fraude une politique d'entente avec « leur » bourgeoisie nationale contre les ouvriers révolutionnaires. Nous l'avons vu en Russie, de février à octobre 1917, sous Kérenski ; nous l'avons vu et nous le voyons encore dans tous les pays sans exception. Ainsi donc, la méfiance réciproque entre communistes grands-russes et communistes ukrainiens se fait jour aisément. Comment la combattre ? Comment la vaincre et conquérir une confiance réciproque ?

Le mieux est de collaborer à la défense de la dictature du prolétariat et du pouvoir des Soviets dans la lutte contre les grands propriétaires fonciers et les capitalistes de tous les pays, contre leurs tentatives de rétablir leur toute-puissance. Cette lutte commune montrera clairement, dans la pratique, que, quelle que soit la solution donnée au problème de l'indépendance ou des frontières, les ouvriers grands-russes et ukrainiens ont absolument besoin d'une alliance militaire et économique étroite, sans quoi les capitalistes de l'Entente, c'est-à-dire de la coalition des pays capitalistes les plus riches — Angleterre, France, Amérique, Japon, Italie, — nous écraseront et nous étoufferont l'un après l'autre. Notre lutte contre Koltchak et Dénikine, tous deux subventionnés et armés par ces capitalistes, a montré clairement ce danger.

Quiconque porte atteinte à l'unité et à l'alliance la plus étroite des ouvriers et des paysans grands-russes et ukrainiens, aide les Koltchak, les Dénikine, les capitalistes, les rapaces de tous les pays. C'est pourquoi nous, communistes grands-russes, devons combattre avec une extrême rigueur, dans notre milieu, les moindres manifestations de nationalisme grand-russe : véritable trahison envers le communisme, elles sont éminemment nuisibles, puisqu'elles nous séparent de nos camarades ukrainiens, et font ainsi le jeu de Dénikine et de sa bande.

Aussi devons-nous, communistes grands-russes, être conciliants dans nos divergences de vues avec les communistes-bolchéviks ukrainiens et les *borotbistes,* lorsque ces divergences portent sur l'indépendance de l'Ukraine, les formes de son alliance avec la Russie et, d'une façon générale, sur la question nationale. Mais que nous soyons communistes grands-russes, ukrainiens ou de toute autre nation, nous devons tous nous montrer intransigeants, inflexibles sur les questions essentielles, capitales, également importantes pour toutes les nations, de la lutte prolétarienne, de la dictature du prolétariat : inadmissibilité d'une entente avec la bourgeoisie, inadmissibilité de la division des forces qui nous défendent contre Dénikine.

Vaincre Dénikine, l'anéantir, rendre impossible le renouvellement d'une semblable invasion, — là est l'intérêt vital des ouvriers et des paysans grands-russes et ukrainiens. Lutte longue et difficile, car les capitalistes du monde entier soutiennent Dénikine et soutiendront les Dénikine de toute sorte. Dans cette lutte longue et difficile nous devons demeurer étroitement unis, ouvriers grands-russes et ukrainiens ; séparés, nous ne pourrions certainement pas nous en tirer. Quelles que soient les frontières de l'Ukraine et de la Russie, quelles que soient les formes de leurs rapports d'Etat à Etat, ce ne sont pas choses tellement importantes ; on peut et l'on doit, en cette matière, faire des concessions, essayer d'une solution, puis d'une autre, puis d'une troisième : la cause des ouvriers et des paysans, la victoire sur le capitalisme ne sera pas perdue pour cela.

Tandis que si nous ne réussissons pas à maintenir entre nous une étroite union contre Dénikine, contre les capitalistes et les koulaks de nos pays à nous et de tous les autres, la cause du Travail sera certainement perdue pour de longues années, en ce sens que les capitalistes *pourront* alors écraser et étouffer l'Ukraine soviétique, de même que la Russie des Soviets.

La bourgeoisie de tous les pays, et aussi tous les partis petits-bourgeois, tous les partis « conciliateurs » qui acceptent l'alliance avec la bourgeoisie contre les ouvriers, se sont surtout efforcés de diviser les ouvriers des différentes nationalités, d'allumer entre eux la méfiance, de détruire l'étroite union internationale, la fraternité internationale des ouvriers. Si la bourgeoisie y parvient, la cause des ouvriers sera perdue. Que les communistes de Russie et d'Ukraine parviennent donc au prix d'un travail en commun, patient, opiniâtre et tenace, à vaincre les menées nationalistes de toutes les bourgeoisies, les préjugés nationalistes de toute espèce ; qu'ils donnent aux travailleurs du monde entier l'exemple d'une alliance vraiment solide des ouvriers et des paysans des différentes nations dans la lutte pour le pouvoir des Soviets, pour l'abolition du joug des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, pour la République fédérative des Soviets du monde entier.

N. Lénine.
28 décembre 1919.
Publié le 4 janvier 1920, dans la Pravda, n° 3.

DE LA DISCIPLINE DU TRAVAIL

[Discours enregistré sur disque au début de 1920. (N.R.)]

Pourquoi avons-nous vaincu Ioudénitch, Koltchak et Dénikine, bien qu'ils eussent été aidés par les capitalistes du monde entier ?

Pourquoi avons-nous la certitude de triompher, à présent, de la débâcle économique, de relever l'industrie et l'agriculture ?

Nous avons vaincu les grands propriétaires fonciers et les capitalistes parce que les soldats rouges, les ouvriers et les paysans savaient qu'ils luttaient pour leur propre cause.

Nous avons vaincu parce que l'élite de toute la classe ouvrière et de toute la paysannerie, a fait preuve d'un héroïsme sans pareil dans cette guerre contre les exploiteurs ; elle a accompli des prodiges de bravoure, supporté des privations inouïes, elle s'est sacrifiée, elle a chassé impitoyablement les profiteurs et les lâches.

De même aujourd'hui nous avons la certitude de triompher de la débâcle économique, parce que l'élite de toute la classe ouvrière et de toute la paysannerie, engage la lutte avec la même conscience, la même fermeté, le même héroïsme.

Et lorsque des millions de travailleurs s'unissent et suivent comme un seul homme l'élite de leur classe, la victoire est assurée.

Les profiteurs ont été chassés de l'armée. Nous dirons tous maintenant :

« A bas les profiteurs, à bas ceux qui ne songent qu'à leur propre avantage, ceux qui entendent spéculer, se dérober au travail, ceux qui craignent les sacrifices nécessaires pour la victoire ! »

Vivent la discipline du travail, l'ardeur au travail, le dévouement à la cause ouvrière et paysanne !

Gloire éternelle à ceux qui sont tombés dans les premiers rangs de l'Armée rouge !

Gloire éternelle à ceux qui conduisent aujourd'hui des millions de travailleurs, et marchent avec le plus d'ardeur dans les premiers rangs de l'armée du travail !

Publié dans la Pravda, n° 18, le 21 janvier 1928.

IXe CONCRÈS DU PARTI COMMUNISTE (BOLCHEVIK) DE RUSSIE, 29 MARS-5 AVRIL 1920

RAPPORT DU COMITÉ CENTRAL PRÉSENTÉ LE 29 MARS

Camarades, avant de commencer mon rapport je dois dire que celui-ci est divisé en deux parties, comme au dernier congrès : questions politiques et questions d'organisation. Cette division fait d'abord penser à la façon dont le travail du Comité central s'est cristallisé extérieurement, au point de vue de l'organisation. Notre Parti vient de vivre sa première année sans J. M. Sverdlov[63], et l'organisation du Comité central ne pouvait pas ne pas se ressentir de cette perte. Personne n'a su réunir, comme savait le faire le camarade Sverdlov, le travail d'organisation et le travail politique, et nous avons dû essayer de remplacer son œuvre personnelle par le travail d'un collège.

Le travail du Comité central, dans l'année écoulée, a été quant à l'action courante, quotidienne, assuré par deux collèges désignés à l'Assemblée plénière du G. C. : le Bureau d'organisation et le Bureau politique ; et afin d'assurer la concordance et la continuité des décisions de ces deux organismes, le secrétaire faisait partie des deux bureaux. Dès lors, la répartition des forces du Parti s'est trouvée être la principale tâche immédiate du Bureau d'organisation, tandis que les questions politiques ressortissaient au Bureau politique. Il va de soi que cette division est jusqu'à un certain point artificielle ; qu'on ne peut faire aucune politique sans la traduire par des nominations et des mutations. Toute question d'organisation acquiert ainsi une portée politique, et il s'est établi chez nous, dans la pratique, qu'il suffit de la déclaration d'un seul membre du Comité central pour qu'une question soit, pour telle ou telle raison, regardée comme une question d'ordre politique. Tenter dé délimiter autrement l'activité du Comité central ne serait sans doute pas utile ; et le but ne serait probablement pas atteint.

Cette façon de conduire les affaires a donné des résultats extrêmement favorables : nous ne connaissons pas d'exemple de frottements entre l'un et l'autre bureau. L'activité de ces deux organismes s'est en général poursuivie dans la bonne entente, et l'application pratique des décisions prises a été facilitée par la présence du secrétaire du Parti, le secrétaire exécutant d'ailleurs entièrement et exclusivement la volonté du Comité central. Il faut souligner dès le début, pour écarter tout malentendu, que le secrétaire du Comité central du Parti n'a jamais fait qu'appliquer les décisions collectives du Comité central prises par le Bureau d'organisation ou par le Bureau politique, ou par le Comité central siégeant en séance plénière. Autrement le travail du Comité central ne pourrait se faire régulièrement.

Ces brèves remarques faites sur la division intérieure du travail du Comité central, j'aborde ma tâche, le rapport du Comité central. Exposer le travail politique du Comité central est extrêmement difficile, si l'on comprend cette tâche au sens littéral du mot. Au cours de cette année, une partie considérable du travail du Bureau politique s'est réduite à la solution des questions courantes posées par l'actualité, se rapportant à la politique et coordonnant l'activité de toutes les institutions soviétiques et du Parti, de toutes les organisations de la classe ouvrière ; questions coordonnant et visant à orienter tout le travail de la République des Soviets. Le Bureau politique a tranché toutes les questions de politique extérieure et intérieure. On comprend qu'il est impossible de prétendre les énumérer même approximativement. Vous trouverez dans le matériel imprimé du Comité central, mis à la disposition du congrès, de quoi dresser un bilan. Répéter ce bilan dans mon rapport serait au-dessus de mes forces et, je crois, n'intéresserait pas les délégués. Travaillant dans telle ou telle organisation des Soviets ou du Parti, chacun d'entre nous assiste chaque jour à une succession extraordinairement rapide des problèmes de politique extérieure et intérieure. La solution même de ces problèmes, telle qu'elle s'est exprimée dans les décrets du pouvoir des Soviets, dans l'activité des organisations du Parti, à chaque tournant, permet d'apprécier l'activité du Comité central du Parti. Il faut dire que les questions ont été si nombreuses qu'il a fallu presque toujours les résoudre avec une hâte exceptionnelle, et que c'est seulement grâce à la connaissance que les membres du collège ont les uns des autres ainsi que de leurs nuances d'opinions, grâce à leur confiance mutuelle, que le travail a pu être accompli. En d'autres circonstances, il eût été au-dessus des forces d'un collège même trois fois plus nombreux. Il a souvent fallu régler des questions complexes, en suppléant aux réunions par des conversations téléphoniques. Nous l'avons fait avec la certitude que certaines questions, manifestement complexes et litigieuses, ne seraient pas éludées. Maintenant que j'ai à vous présenter un rapport d'ensemble, je me permettrai, au lieu d'entreprendre une étude chronologique ou une classification par sujets, de m'arrêter sur les faits principaux, les plus essentiels, ceux qui rattachent l'expérience d'hier, ou plus exactement de l'année écoulée, à nos tâches présentes.

Le moment n'est pas encore venu d'écrire l'histoire du pouvoir des Soviets. Et s'il était venu, je dirais quant à moi, — et aussi quant au Comité central, je pense, — que nous ne nous proposons pas de faire figure

d'historiens. Ce qui nous intéresse, c'est le présent et l'avenir. Notre activité de l'an dernier, nous la considérons comme présentant un intérêt documentaire, comme une leçon, comme un marchepied qui doit nous permettre d'aller plus avant. De ce point de vue, le travail du Comité central se divise en deux grandes branches : le travail rattaché aux questions militaires, à celles qui définissent la situation internationale de la République, et le paisible travail intérieur de construction économique, qui a commencé à passer au premier plan peut-être à la fin de l'année écoulée ou au début de cette année, lorsqu'il est apparu clairement que nous avions remporté une victoire décisive sur les fronts décisifs de la guerre civile. Au printemps de l'an dernier, notre situation militaire était extrêmement difficile ; nous allions, comme vous, vous en souvenez, subir bien des revers, de nouvelles, de grandes offensives de la part des représentants de la contre-révolution et des représentants de l'Entente, offensives que nous ne pouvions prévoir. Aussi est-il tout à fait naturel que la plus grande partie de cette période ait été absorbée par les travaux consacrés à notre tâche militaire, à la guerre civile. A tous les pusillanimes, — sans parler des partis menchévik et socialiste-révolutionnaire, et des autres représentants de la démocratie petite-bourgeoise, — à la masse des éléments intermédiaires, cette tâche paraissait insoluble ; elle leur faisait dire très sincèrement que cette tâche était insoluble, que la Russie arriérée et affaiblie ne pourrait pas vaincre l'ordre capitaliste dans le monde entier, puisque la révolution tardait en Occident. Ainsi, demeurant sur nos positions, nous devions dire avec une entière fermeté d'esprit et une certitude absolue, que nous vaincrions ; nous devions appliquer le mot d'ordre : « Tout pour la victoire ! » et « Tout pour la guerre ! » Il fallait donc, en accord avec ce mot d'ordre, se résoudre ouvertement et sciemment à ne pas satisfaire des besoins des plus immédiats, à laisser souvent sans secours bien du monde, convaincus que nous étions de la nécessité de concentrer toutes les forces sur la guerre et de vaincre dans la guerre que nous imposait l'Entente. C'est uniquement parce que le Parti était sur ses gardes, parce que le Parti était rigoureusement discipliné et que son autorité unissait toutes les institutions et toutes les administrations, parce que des dizaines, des centaines, des milliers et, en fin de compte, des millions d'hommes suivaient comme un seul les mots d'ordre du Comité central, c'est uniquement parce que des sacrifices inouïs furent consentis, que le miracle qui s'est produit a pu se produire. C'est uniquement pour cela qu'en dépit des campagnes redoublées, triplées, quadruplées des impérialistes de l'Entente et des impérialistes du inonde entier, nous nous sommes trouvés en mesure de vaincre. Il va de soi que nous ne nous bornons pas à souligner cet aspect de la question ; nous devons nous dire aussi que cela nous est une leçon ; car sans discipline et sans centralisation nous ne nous serions jamais acquittés de cette tâche. Les immenses sacrifices que nous avons consentis pour sauver notre pays de la contre-révolution et assurer à la révolution russe la victoire sur Dénikine, Ioudénitch et Koltchak, sont le gage de la révolution sociale universelle. Il a fallu, pour réaliser cela, la discipline du Parti, la centralisation la plus rigoureuse, la certitude absolue que les sacrifices infiniment durs de dizaines et de centaines de milliers d'hommes contribueraient à l'accomplissement de toutes ces tâches ; que cela pouvait être fait et le serait à coup sûr. Et il fallait que notre Parti et la classe qui exerce la dictature, la classe ouvrière, fussent les facteurs de l'union de millions et de millions de travailleurs en Russie comme dans le monde entier.

Nous voyons, en réfléchissant à la cause profonde de ce miracle historique, — la victoire d'un pays faible, épuisé et arriéré sur les pays les plus puissants du monde, — que cette cause réside en fin de compte dans la centralisation, dans la discipline et dans une abnégation sans précédent. Sur quelle base ? Des millions de travailleurs ont pu aboutir, dans le pays le moins cultivé, à l'organisation, à ceci que cette discipline et cette centralisation se sont réalisées uniquement parce que les ouvriers formés à l'école du capitalisme étaient unis par ce dernier, et que l'union du prolétariat s'était faite dans tous les pays avancés, et en des proportions d'autant plus larges que le pays était plus avancé ; d'un autre côté, parce que la propriété, la propriété capitaliste, la petite propriété dans la production marchande, divise les ouvriers. La propriété divise, et nous, nous unissons un nombre toujours plus grand, des millions et des millions de travailleurs dans le monde entier. Les aveugles mêmes, pourrait-on dire, le voient maintenant, tout au moins ceux d'entre eux qui ne voulaient pas voir cela. Plus cela allait, et plus nos ennemis se divisaient. Ils étaient divisés par la propriété capitaliste, par la propriété privée en régime de production marchande, — qu'ils fussent de petits exploitants spéculant sur les excédents de blé et s'enrichissant du détriment des ouvriers affamés, ou des capitalistes de divers pays, possesseurs de la puissance militaire, créateurs de la « Société des Nations », la grande « ligue universelle » de toutes les nations avancées du monde. Une telle unité n'est que fiction, duperie, mensonge du commencement à la fin. Et nous avons vu — grand exemple ! — cette fameuse « Société des Nations », qui a tenté de distribuer des mandats d'administration d'Etats et de partager le monde, cette fameuse Société *se* révéler un bluff, promptement percé à jour : car elle était fondée sur la propriété capitaliste. Nous l'avons vu à une échelle historique prodigieuse. Ainsi se confirme cette vérité essentielle, sur la reconnaissance de laquelle nous bâtissions notre juste conviction, notre certitude absolue de la victoire de la Révolution d'Octobre, notre conviction de servir une cause à laquelle se joindront, malgré toutes les difficultés, en dépit de tous les obstacles, des millions et des millions de travailleurs de tous les pays. Nous savions que nous possédions des alliés et qu'il fallait faire preuve d'abnégation, dans le pays unique auquel l'histoire attribuait une tâche d'honneur, une tâche infiniment difficile, afin que les immenses sacrifices fussent payés au centuple, car chaque mois que nous réussirions à tenir dans notre pays nous procurerait des millions et des millions d'alliés dans tous les autres pays.

Si l'on se demande en fin de compte comment il s'est fait que nous ayons pu vaincre, que nous ayons dû vaincre, on constate que c'est uniquement parce que tous nos ennemis, nominalement attachés par des liens de toute espèce aux gouvernements et aux représentants du capital, les plus puissants du monde, se sont avérés divisés quelle que fût leur union nominale, leur cohésion interne les dissociait eux-mêmes, à proprement parler, les jetait les uns contre les autres, démoralisés par la propriété capitaliste qui les transformait d'alliés en bêtes fauves. Si bien qu'ils ne voyaient pas grandir le nombre des partisans acquis à la Russie des Soviets parmi les soldats anglais débarqués à Arkhangelsk, parmi les marins français débarqués à Sébastopol, parmi les ouvriers de tous les pays où les social-conciliateurs durent prendre parti pour le capital, dans tous les pays avancés sans exception. Et c'est cette cause essentielle, — la plus profonde, — qui nous a valu en fin de compte la victoire la plus sûre ; elle fut et demeure notre source principale, indéfectible, inépuisable de force, et elle nous permet de dire que lorsque nous aurons pleinement réalisé dans notre pays la dictature du prolétariat, l'union la plus grande des forces de ce dernier par son avant-garde, par son parti avancé, nous pourrons attendre la révolution mondiale. Et c'est là en fait l'expression de la volonté, de la résolution prolétarienne dans la lutte, l'expression de la volonté prolétarienne d'unir les millions et les dizaines de millions d'ouvriers de tous les pays, MM. les bourgeois et les pseudo-socialistes de la II^{e} Internationale ont dit que ce sont là des phrases d'agitation. Non, c'est la réalité historique confirmée par la sanglante, par la dure expérience de la guerre civile en Russie, car cette guerre civile a été une guerre contre le capital mondial, et ce capital s'est désagrégé de lui-même dans le conflit, se dévorant lui-même, tandis que nous sortions de la bataille mieux trempés, plus forts, dans un pays où le prolétariat mourait de la faim et du typhus. Nous nous sommes sans cesse acquis, dans ce pays, de nouveaux contingents de travailleurs. Ce qui paraissait naguère aux conciliateurs une phrase d'agitation, dont la bourgeoisie s'était accoutumée à rire, l'année de notre révolution, l'année dont nous rendons compte surtout, en a fait décidément une réalité historique indéniable, qui nous permet de dire avec la certitude la plus positive : Ce que nous avons fait confirme que nous avons une base mondiale infiniment plus large que n'en eut aucune des révolutions précédentes. Nous avons une alliance internationale qui n'a été consignée nulle part, ni consacrée officiellement, qui n'est rien du point de vue du « droit public », mais qui est tout dans la réalité du monde capitaliste en décomposition. Chaque mois pendant lequel nous conquîmes de nouvelles positions ou tînmes simplement contre un ennemi infiniment puissant, prouvait au monde que nous avions raison et nous ralliait de nouveaux millions d'hommes.

Ce processus parut difficile et s'accompagna d'immenses défaites. L'effroyable terreur blanche de Finlande a été suivie, justement cette année, de la défaite de la révolution hongroise étouffée par les représentants de l'Entente à l'insu de leurs Parlements, en vertu d'un traité secret passé avec la Roumanie.

C'a été la plus infâme trahison, un complot international de l'Entente ourdi pour étrangler par la terreur blanche la révolution hongroise. Et je ne parle pas de tout ce qu'on a fait pour s'entendre avec les conciliateurs allemands afin d'étouffer la révolution allemande ; ceux qui avaient déclaré Liebknecht un honnête Allemand se sont jetés sur lui avec les impérialistes d'Allemagne, comme des chiens enragés. Ils ont outrepassé tout ce qu'on pouvait imaginer, et leurs excès dans la répression n'ont fait que nous affermir, nous renforcer et saper le terrain sous leurs pieds.

Je pense que cette expérience fondamentale que nous avons accomplie, c'est nous surtout qui devons l'assimiler. Il importe surtout, je crois,, d'assigner à notre agitation et à notre propagande une base, en analysant, en expliquant pourquoi nous avons vaincu, pourquoi ces sacrifices de la guerre civile ont été payés au centuple. Il s'agit de montrer ce qu'il convient de faire, en s'appuyant sur cette expérience, pour vaincre dans l'autre guerre, sur le front de la guerre non sanglante, guerre dont la forme seule a changé, mais qui est faite contre nous par les mêmes vieux représentants, chefs et serviteurs du vieux monde capitaliste, avec encore plus d'acharnement, de frénésie et de rage. Notre révolution a, mieux que toute autre, confirmé cette loi que la force d'une révolution, son élan, son énergie, sa résolution et sa victoire triomphante accroissent aussi la résistance de la bourgeoisie. Plus nous remportons de victoires, et mieux les exploiteurs capitalistes apprennent à s'unir et passent à des offensives plus résolues. Car vous vous en souvenez tous, — c'est tout proche au point de vue du temps, mais déjà loin au point de vue des événements en cours, — le bolchévisme était, vous vous en souvenez, considéré au début de la Révolution d'Octobre comme une anomalie ; et si l'on a dû, en Russie, renoncer très vite à cette façon de voir, qui traduisait le retard et la faiblesse de la révolution prolétarienne, on y a également renoncé en Europe. Le bolchévisme est devenu un fait mondial, la révolution ouvrière a levé la tête. Le système soviétique, dans la création duquel nous nous inspirions, en octobre, du legs de 1905, opérant ainsi sur notre propre expérience, — ce système soviétique est apparu comme un fait historique universel.

Deux adversaires pleinement conscients s'affrontent maintenant dans l'univers, on peut le dire sans la moindre exagération, Il faut noter qu'ils ne se sont trouvés face à face, alignés pour une lutte décisive et finale, qu'au cours de cette année, et que nous assistons aujourd'hui, pendant les travaux du congrès, peut-être à l'une des

transitions les plus importantes, brusques, quoique inachevées, de la guerre à la paix. Vous savez tous ce qu'il est advenu aux chefs des puissances impérialistes de l'Entente, qui criaient à la face du monde : « Nous ne cesserons jamais la guerre contre les usurpateurs, les bandits, les ravisseurs du pouvoir, les ennemis de la démocratie, les bolchéviks ! » Vous savez qu'ils ont commencé par lever le blocus, que leur tentative pour unir contre nous les petites puissances a échoué, parce que nous avons su nous rallier non seulement les ouvriers de tous les pays, mais aussi la bourgeoisie des petits pays — les impérialistes n'étant pas seulement les oppresseurs des ouvriers de leurs pays, mais aussi ceux de la bourgeoisie des petits Etats. Vous savez que nous avons réussi à nous rallier la bourgeoisie hésitante des pays avancés, et le moment est venu où l'Entente viole ses anciennes promesses, ses engagements, ses traités, traités qu'elle a conclus d'ailleurs des dizaines de fois avec toute sorte de Russes blancs. Et maintenant elle en est pour ses frais, avec ces traités qui lui ont coûté des centaines de millions sans qu'elle ait pu achever son entreprise. Le blocus levé, l'Entente a ouvert en fait des pourparlers de paix avec la République des Soviets, et maintenant elle ne les mène pas à bonne fin ; c'est pourquoi les petites puissances ont perdu la foi en elle, la foi en ses forces. La situation de l'Entente, sa situation extérieure ne peut, nous le voyons, aucunement être définie du point de vue des notions habituelles de jurisprudence. Les pays de l'Entente ne sont ni en guerre ni en paix avec les bolcheviks ; ils nous reconnaissent sans nous reconnaître. Et cet effondrement complet de nos adversaires, qui croyaient bien représenter quelque chose, montre qu'ils ne représentent rien de plus qu'une poignée de fauves capitalistes en proie à la discorde et tout à fait impuissants à entreprendre quoi que ce soit contre nous.

La situation est maintenant telle que la Lettonie nous adresse officiellement des propositions de paix ; la Finlande nous a envoyé un télégramme où il n'est officiellement parlé que de ligne de démarcation, mais qui signifie en réalité le passage à une politique de paix. Enfin la Pologne, — cette Pologne dont les représentants ont brandi et continuent de brandir leurs armes avec tant d'ostentation, — la Pologne qui a reçu et reçoit encore le plus de convois d'artillerie et de promesses de concours, pourvu qu'elle continue à combattre la Russie, même cette Pologne-là, que la situation instable de son gouvernement oblige à se jeter dans toutes les aventures belliqueuses, nous a proposé d'ouvrir des pourparlers de paix. Il faut faire preuve d'une extrême prudence. Notre politique exige avant tout une attitude très attentive. Le plus difficile ici, c'est de trouver la ligne juste, parce que personne ne sait encore dans quelle voie le train est aiguillé ; au reste, l'ennemi lui-même ne sait pas ce qu'il fera demain. MM. les représentants de la politique française, qui excitent le plus la Pologne, de même que les dirigeants de la Pologne des hobereaux et de la bourgeoisie, ne savent pas de quoi demain sera fait, ni ce qu'ils veulent. Ils disent aujourd'hui : « Donnez-nous, messieurs, quelques convois d'artillerie et quelques centaines de millions, et nous sommes prêts à nous battre contre les bolchéviks. » Ils taisent les grèves qui se généralisent dans leur pays, ils font donner la censure pour cacher la vérité. Or, le mouvement révolutionnaire monte là-bas. La montée révolutionnaire en Allemagne, dans sa nouvelle phase, dans sa nouvelle étape, alors que les ouvriers forment, après l'aventure du Kornilov germanique, des armées rouges, dit tout net (d'après les derniers télégrammes reçus) que les ouvriers s'enflamment de plus en plus. Les représentants de la Pologne des bourgeois et des hobereaux sont de plus en plus pénétrés de cette idée : « N'est-il pas trop tard, la Pologne ne sera-t-elle pas une République des Soviets avant que nous ayons déclaré par un acte gouvernemental la paix ou la guerre ? » Ils ne savent que faire. Ils ne savent pas ce que l'avenir leur réserve. Nous savons, nous, que chaque mois écoulé accroît prodigieusement nos forces, et continuera à les accroître. Aussi sommes-nous maintenant plus solides que jamais sous le rapport international. Nous devons néanmoins consacrer à la crise internationale une extrême attention et nous montrer prêts à faire face à toutes les éventualités. La Pologne nous a fait des propositions de paix formelles. Ces messieurs sont dans une situation désespérée, si désespérée que leurs amis, les monarchistes allemands, gens de meilleure éducation, pourvus d'une riche expérience politique et de savoir, se sont jetés dans une aventure à la manière de Kornilov. La bourgeoisie polonaise lance ses offres de paix, sachant bien que pour elle une aventure pourrait être une aventure à la Kornilov. Sachant que notre adversaire, — qui ne sait pas ce qu'il veut et ne sait pas ce qu'il fera demain, — est dans une situation désespérée, nous devons dire péremptoirement que la guerre reste possible en dépit des propositions de paix qui nous ont été faites. Il est impossible de prévoir quelle sera demain la conduite de l'ennemi. Nous les avons vus à l'œuvre, ces gens-là, nous connaissons ces Kérenski, ces menchéviks et ces socialistes-révolutionnaires. En ces deux années, nous les avons vus poussés aujourd'hui vers Koltchak, demain presque vers les bolchéviks, puis vers Dénikine, couvrant tout cela de phrases sur la liberté et la démocratie. Nous connaissons ces messieurs, et c'est pourquoi nous saisissons des deux mains la proposition de paix qui nous est faite : nous faisons les concessions les plus grandes, convaincus que la paix avec les petites puissances avancera les choses infiniment mieux que la guerre qui a servi aux impérialistes à tromper les masses laborieuses, à leur cacher la vérité sur la Russie des Soviets. Aussi, toute paix ouvrira à notre influence une route cent fois plus grande et plus large. Déjà notre influence a été grande au cours des dernières années. La III^{e} Internationale, l'Internationale communiste, a remporté des victoires sans précédent. Mais nous savons aussi qu'on peut chaque jour nous imposer la guerre. Nos ennemis ne savent pas encore eux-mêmes de quoi ils sont capables à cet égard. Que des préparatifs de guerre se poursuivent, cela ne fait pas le moindre doute. On voit maintenant s'armer ainsi de nombreux Etats voisins de la Russie, et peut-être de

nombreux Etats qui ne le sont pas. C'est pourquoi nous devons surtout manœuvrer dans notre politique internationale, nous en tenir avec la plus grande fermeté à la ligne de conduite que nous avons adoptée, et être prêts à tout. La guerre pour la paix, nous l'avons faite avec une énergie extraordinaire. Cette guerre donne des résultats magnifiques. Sur ce terrain de lutte nous nous sommes signalés mieux que partout ailleurs, et en tout cas pas plus mal que sur le terrain d'activité de l'Armée rouge, sur les champs de bataille. Mais, si même les petits Etats voulaient la paix avec nous, elle ne dépendrait pas de leur volonté. Ils sont profondément endettés à l'égard des pays de l'Entente, que d'âpres discordes et rivalités divisent. Aussi ne devons-nous pas oublier que dans la situation qui s'est créée à l'échelle historique mondiale, par la guerre civile et la guerre contre l'Entente, la paix est naturellement chose possible. Mais à chaque démarche en faveur de la paix, nous devons, toutes forces tendues, sans désarmer sous aucun prétexte, être entièrement prêts à la guerre. Notre armée est la garantie réelle que les puissances impérialistes ne tenteront pas la moindre entreprise, pas le moindre attentat contre nous ; car si même elles pouvaient escompter quelques succès éphémères au début, il n'en est pas une que la Russie des Soviets ne finira par vaincre. Nous devons le savoir, ce doit être la base de notre agitation et de notre propagande ; c'est à quoi nous devons savoir nous préparer ; nous devons savoir résoudre le problème qui nous oblige, étant donné la fatigue croissante, à réunir l'une et l'autre tâches.

Je passe aux considérations de principe essentielles, qui nous ont obligés à orienter résolument les masses laborieuses vers l'utilisation de l'armée en vue de trancher les problèmes fondamentaux de l'heure. La vieille source de la discipline, le capital, a faibli ; la vieille source de la cohésion a disparu. Nous devons instituer une autre discipline, une autre base de discipline et de cohésion. La contrainte suscite l'indignation, les cris, les clameurs, les gémissements de la démocratie bourgeoise, qui va répétant les mots de « liberté » et d' « égalité », sans comprendre que la liberté du capital est un crime contre les travailleurs. Combattant le mensonge, nous réalisons le service obligatoire du travail et la cohésion des travailleurs, sans hésiter nullement à recourir à la contrainte, car jamais révolution ne se fit sans contrainte, et le prolétariat a le droit d'y recourir pour garder à tout prix ce qui lui appartient. Quand MM. les bourgeois, MM. les conciliateurs, MM. les indépendants d'Allemagne, les indépendants d'Autriche et les longuettistes français discutaient du facteur historique, ils oubliaient toujours ce facteur qu'est l'esprit de décision révolutionnaire, la fermeté et l'inflexibilité du prolétariat. Au moment de la désagrégation des pays capitalistes, de la classe capitaliste, au moment de son désespoir et de sa crise, ce facteur politique est le seul décisif. Les phrases sur la minorité et la majorité, sur la démocratie et la liberté ne décident rien, quelque usage qu'en fassent les héros de la période révolue de l'histoire. Ce qui décide en pareil cas, c'est la conscience et la fermeté de la classe ouvrière. Si elle est disposée au sacrifice, si elle a prouvé sa capacité de tendre toutes ses forces, le problème est résolu. Tout pour la solution de ce problème ! L'esprit de décision de la classe ouvrière, son inflexibilité sous la devise « Périr plutôt que de nous rendre ! » ne constituent pas seulement un fait historique, mais le facteur décisif, le facteur de la victoire. De cette victoire, de cette certitude nous passons, nous en venons à l'œuvre de paix et de construction économique, problèmes dont la solution est l'objet principal de notre congrès. A ce propos, on ne peut parler à mon avis de rapport du Bureau politique du Comité central, ou plus exactement de rapport politique du C.C. Il faut dire explicitement : Oui, camarades, c'est la question que vous allez trancher, que vous devez poser avec l'autorité inhérente à l'organisme suprême du Parti. Cette question, nous l'avons nettement esquissée devant vous. Nous avons adopté une position déterminée. Votre devoir est de sanctionner définitivement, d'amender ou de modifier notre décision. Mais le Comité central doit dire dans son rapport qu'il a, sur cette question capitale, pressante, adopté une position nettement définie. Oui, il s'agit maintenant d'appliquer à l'œuvre de paix et de construction économique, à la reconstruction de l'industrie ruinée, toutes les forces que peut concentrer le prolétariat lorsqu'il garde son unité absolue. Il y faut une discipline de fer, un régime rigoureux, sans quoi nous n'eussions pas tenu deux ans et plus, ni même deux mois. Il faut savoir exploiter notre victoire. D'un autre côté, il faut comprendre que cette transition exige bien des sacrifices d'un pays qui en a déjà beaucoup consenti.

En principe, la question était claire pour le Comité central. Toute notre activité a été subordonnée à cette politique, dirigée dans cet esprit. Ainsi, une question qui paraît être une question de détail et qui, détachée de l'ensemble, ne peut prétendre par elle-même à une importance capitale, de principe, la question de la collégialité ou de la direction unique, que vous avez à trancher, doit être de toute façon examinée sous l'angle des principales acquisitions de notre savoir, de notre expérience, de notre pratique révolutionnaire. On nous dit par exemple : « La collégialité est une des formes de la participation des grandes masses à l'administration. » Mais nous en avons parlé au Comité central, nous avons pris une décision, et nous devons vous en rendre compte : camarades, on ne saurait s'accommoder d'une pareille confusion théorique. Si, dans la question essentielle de notre activité militaire, de notre guerre civile, nous avions toléré le dixième de cette confusion théorique, nous eussions été battus, et pour cause. Permettez-moi, camarades, de faire, à l'occasion du rapport du Comité central, un peu de théorie en ce qui concerne la participation d'une classe nouvelle à l'administration fondée sur la collégialité ou la direction personnelle, et d'indiquer comment gouverne une classe, en quoi s'exprime la domination d'une classe. Car nous ne sommes pas des novices à cet égard, et notre révolution diffère des précédentes en ce qu'elle est

dépourvue d'utopisme. Une nouvelle classe, venant remplacer une classe ancienne, ne pourra tenir qu'au prix d'une âpre lutte avec les autres classes et ne vaincra définitivement que si elle parvient à supprimer les classes en général. Le processus immense et complexe de la lutte de classes pose la question en ces termes, sinon vous vous enliserez dans le bourbier de la confusion. Comment s'exprime la domination d'une classe ? Comment s'est exprimée la domination de la bourgeoisie sur les féodaux ? Les Constitutions parlaient de liberté et d'égalité. Mensonges. Tant qu'il y a des travailleurs, les propriétaires sont capables et même tenus, en tant que propriétaires, de spéculer. Nous disons qu'il n'y a pas d'égalité, que le rassasié n'est pas l'égal de l'affamé, que le spéculateur n'est pas l'égal du travailleur.

Comment s'exprime en ce moment la domination d'une classe ? La domination du prolétariat s'exprime par l'expropriation de la propriété foncière et capitaliste. L'esprit, le contenu essentiel de toutes les Constitutions d'autrefois, jusqu'à la plus républicaine, la plus démocratique, c'était uniquement la propriété. Notre Constitution a justement le droit et a conquis le droit à l'existence historique, parce qu'elle ne s'est pas bornée à coucher sur le papier l'abolition de la propriété. Le prolétariat victorieux a aboli et détruit de fond en comble la propriété, voilà ce que c'est que la domination d'une classe. Elle s'affirme tout d'abord dans la question de la propriété. On assure la domination d'une classe en tranchant pratiquement la question de la propriété. Quand la Constitution consacra ensuite sur le papier ce que la vie avait tranché — l'abolition de la propriété capitaliste et terrienne — et ajouta : la classe ouvrière a constitutionnellement plus de droits que la paysannerie, et les exploiteurs n'ont aucun droit, — il fut consigné que nous avions réalisé la domination de notre classe, et que nous nous étions de ce fait attaché les travailleurs de tous les milieux et de tous les petits groupes. Les possédants petits-bourgeois sont divisés : ceux d'entre eux qui possèdent plus sont les ennemis de ceux qui possèdent moins. Et les prolétaires leur déclarent ouvertement la guerre en abolissant la propriété. Bien des inconscients, bien des ignorants se prononcent encore sans réserve pour n'importe quelle liberté du commerce ; mais voyant la discipline, l'esprit de sacrifice dans la victoire sur les exploiteurs, ils ne peuvent pas se battre. Ils ne sont pas avec nous, cependant ils sont impuissants contre nous. Seule la domination d'une classe détermine les rapports de propriété, elle détermine quelle classe l'emporte. Quiconque rattache la question : comment se traduit la domination d'une classe ? — à celle du « centralisme démocratique », comme nous le constatons souvent, crée une confusion telle que nul travail efficace n'est possible sur ce terrain. La clarté de la propagande et de l'agitation est une condition primordiale. Si nos adversaires ont dit et reconnu que nous avons fait des prodiges dans l'agitation et la propagande, il faut le comprendre non pas au sens extérieur du mot, — à savoir que nous avions eu quantité d'agitateurs et dépensé quantité de papier, — mais au sens profond du mot : que la vérité qui était dans notre agitation a pénétré dans toutes les têtes. Et on ne saurait négliger cette vérité.

Les classes modifient, dans leur succession, l'attitude envers la propriété. La bourgeoisie, remplaçant la féodalité, modifia cette attitude. La Constitution bourgeoise dit : « Qui possède n'est pas l'égal du pauvre. » Telle fut la liberté de la bourgeoisie. Son égalité assurait dans l'Etat la domination de la classe capitaliste. Eh bien ! — pensez-vous que la bourgeoisie, succédant à la féodalité, confondit l'Etat et l'administration ? Non, jamais elle ne fut si bête ; elle se dit qu'il lui fallait, pour administrer, des hommes capables : Prenons à cette fin les féodaux et rééduquons-les. C'est ce qu'elle fit. Etait-ce une faute ? Non, camarades. L'art d'administrer ne tombe pas du ciel et n'est pas un don du Saint-Esprit ; une classe donnée ne devient pas tout de suite capable d'administrer du seul fait qu'elle est une classe avancée. Témoin cet exemple : tant que la bourgeoisie fut victorieuse, elle recruta ses administrateurs parmi les éléments issus d'une autre classe, de la classe féodale. D'ailleurs, elle ne pouvait les prendre que là. Il faut considérer les choses avec lucidité : la bourgeoisie prit des hommes à la classe qui la précédait. Nous avons maintenant la même tâche : savoir prendre, soumettre, utiliser les connaissances et la préparation de la classe qui nous a précédés, en tirer parti pour la victoire de notre classe. Aussi disons-nous que la classe victorieuse doit être mûre. Or, la maturité ne se certifie pas par des écritures ou des attestations ; elle est attestée par l'expérience, par la pratique. Les bourgeois ont vaincu sans savoir administrer ; s'ils se sont assurés la victoire, c'est parce qu'ils ont promulgué une Constitution nouvelle et qu'ils ont recruté des administrateurs choisis dans leur propre classe et ont utilisé des administrateurs de la classe précédente, se sont mis à leur école. Pour instruire, former ses nouveaux administrateurs, la bourgeoisie mit en action tout l'appareil de l'Etat, séquestrant les institutions féodales, ouvrant les écoles à ceux qui étaient riches et formant ainsi, en de longues années, en des dizaines d'années, des administrateurs pris dans sa propre classe. Aujourd'hui, dans un Etat conçu à l'image de la classe dominante, il faut agir comme on a agi dans tous les Etats. Si nous ne voulons pas verser dans l'utopisme le plus pur et dans la phraséologie creuse, nous devons dire qu'il faut tenir compte de l'expérience des années précédentes, assurer l'application de la Constitution conquise par la Révolution ; quant à l'administration, à l'organisation de l'Etat, il nous faut des hommes connaissant la technique de l'administration, possédant une expérience dans la gestion de l'économie et de l'Etat. Et ces hommes, nous ne pouvons les prendre que dans la classe qui nous a précédés.

Les propos que l'on tient sur la collégialité sont généralement empreints de la plus crasse ignorance, de la haine du spécialiste. Dès lors la victoire est impossible. Pour vaincre, il faut comprendre à fond toute l'histoire du vieux monde bourgeois et, pour bâtir le communisme, il faut prendre la technique et la science, et les mettre au service de plus larges milieux ; or, on ne peut les prendre qu'à la bourgeoisie. Cette question fondamentale doit être mise bien en relief et située parmi les problèmes essentiels de l'œuvre de construction économique. Nous devons administrer avec le concours d'hommes sortis de la classe que nous avons renversée, d'hommes pénétrés des préjugés de leur classe et que nous sommes appelés à rééduquer. Il nous faut en même temps recruter nos administrateurs dans les rangs de notre propre classe, mettre en œuvre tout l'appareil de l'Etat pour que les établissements d'enseignement, l'instruction extra-scolaire, la préparation pratique soient, sous la direction des communistes, mis à la disposition des prolétaires, des ouvriers, des paysans travailleurs.

Ainsi seulement nous réglerons la question. Nous ne pouvons pas, après une expérience de deux années, raisonner comme si nous abordions pour la première fois l'œuvre de construction socialiste. Nous avons fait suffisamment de bêtises pendant et sitôt après la période de Smolny[64]. Il n'y a là rien de déshonorant. Où aurions-nous pris de l'intelligence, en cette entreprise toute neuve pour nous ? Nous avons tâté ici, tâté là. Nous suivions le courant, parce qu'il était impossible de discerner les éléments du juste et du faux. Il y fallait du temps. C'est aujourd'hui une étape récente, que nous avons franchie. Ce passé, où régnèrent le chaos et l'enthousiasme, est révolu. Il nous en reste un document, la paix de Brest-Litovsk. Document historique, plus : une époque de l'histoire. La paix de Brest-Litovsk nous fut imposée parce que nous étions impuissants dans tous les domaines. Que fut cette période ? Une période d'impuissance, dont nous sommes sortis victorieux. Une période de collégialité continue. C'est bien un fait historique indéniable, lorsqu'on dit que le système de direction par collège est une école d'administration... On ne peut tout de même pas demeurer indéfiniment dans les classes préparatoires de l'école. Cela ne prendra pas. Nous sommes maintenant des adultes, et on nous battra comme plâtre dans tous les domaines, si nous nous comportons comme des écoliers. Il faut aller de l'avant, aller de l'avant. Il faut progresser sans cesse, avec énergie et unité de volonté. Les syndicats auront à surmonter d'immenses difficultés. Il faut faire en sorte qu'ils comprennent leur tâche dans un esprit de lutte contre les vestiges du fameux démocratisme. Toutes ces clameurs sur les nominations d'en haut, tout ce vieux, ce pernicieux fatras que l'on retrouve dans diverses résolutions et conversations, doit être balayé. Sinon nous ne pourrons pas vaincre. Si nous n'avons pas assimilé cette leçon en deux ans, c'est que nous sommes en retard, et les retardataires seront battus.

Tâche difficile au plus haut point. Nos syndicats ont prêté un concours inappréciable à l'œuvre de construction de l'Etat prolétarien. Ils ont été le trait d'union entre le Parti et les millions d'hommes de la masse ignorante. Soyons francs : ce sont les syndicats qui ont supporté toutes les charges de la lutte contre les calamités qui nous accablaient, lorsqu'il leur a fallu venir en aide à l'Etat dans la question des subsistances. N'était-ce pas une tâche immense ? Le *Bulletin de la Direction centrale des statistiques* est paru récemment. Là, des statisticiens que l'on ne saurait nullement suspecter de bolchévisme, montrent les résultats obtenus. On y trouve deux chiffres intéressants : en 1918 et 1919, les ouvriers des provinces consommatrices recevaient 7 pouds de blé et les paysans des provinces productrices en consommaient 17 pouds par an. Or, ces derniers en consommaient avant la guerre 16 pouds par an. Ces deux chiffres montrent le rapport des classes dans la lutte pour le ravitaillement. Le prolétariat a continué ses sacrifices. On crie à la violence ! Mais il a justifié et légitimé cette violence, il en a démontré la justesse car c'est lui qui a fait les plus grands sacrifices. La majorité de la population, les paysans des provinces productrices de notre Russie dévastée et affamée se nourrissent, pour la première fois, mieux qu'ils ne se sont nourris durant des siècles en Russie tsariste, capitaliste. Et nous dirons que les masses auront faim aussi longtemps que l'Armée rouge n'aura pas vaincu. Il fallait que l'avant-garde de la classe ouvrière consentît ce sacrifice. Elle avait été à l'école de cette lutte : sortis, de cette école, nous devons poursuivre notre route. Il s'agit maintenant de faire à tout prix un pas en avant. De même que tous les syndicats, les vieux syndicats ont leur histoire et leur passé. Au cours de ce passé, ils furent des organes de résistance à l'oppresseur du travail, au capitalisme. Mais maintenant que la classe ouvrière détient le pouvoir de l'Etat et doit consentir les plus grands sacrifices, périr et souffrir de la faim, la situation change.

Ce changement est loin d'être compris et approfondi de tous. Certains menchéviks et certains socialistes-révolutionnaires nous aident en ce sens qu'ils exigent la substitution de la collégialité à la direction personnelle. Faites excuse, camarades, cette opération ne vous réussira pas ! Nous avons désappris ces procédés-là. Nous sommes placés maintenant devant une tâche très complexe : après avoir vaincu sur le front sanglant, il faut vaincre sur le front non sanglant. Cette guerre est plus difficile. C'est le front le plus difficile. Nous le disons bien haut à tous les ouvriers conscients. Après la guerre que nous avons soutenue au front, ce doit être une guerre non sanglante. Il arrive ceci que, plus nous avons vaincu, plus nous avons eu de régions telles que la Sibérie, l'Ukraine et le Kouban. Les paysans y sont riches. Pas de prolétaires ou, s'il y en a, ils sont corrompus par les habitudes petites-bourgeoises. Et nous savons que quiconque y possède un lopin de terre, déclare : « Je crache

sur le gouvernement. Je ferai payer à l'affamé autant qu'il me plaira, et je me moque du gouvernement ! » Le paysan spéculateur qui, livré à Dénikine, a penché de notre côté, va maintenant être secouru par l'Entente. La guerre a changé de front et de formes. Elle se fait par le commerce, par la petite spéculation, qu'elle a rendue internationale. Les thèses de Kaménev, publiées dans les *Izvestia du Comité central,* exposent intégralement les principes sur lesquels est fondé cet état de choses. On veut rendre internationale la spéculation de détail. On veut transformer la construction pacifique de l'économie en désagrégation pacifique du pouvoir des Soviets. Faites excuse, MM. les impérialistes, nous veillons au grain. Nous avons fait la guerre, disons-nous, et c'est pourquoi nous maintenons comme notre mot d'ordre essentiel celui qui nous a aidés à vaincre. Nous le maintenons sans réserve, et nous le transposons dans le domaine du travail : fermeté et unité de volonté du prolétariat, tel est ce mot d'ordre. Finissons-en avec les vieux préjugés, les vieilles habitudes qui restent encore...

Je tiens à m'arrêter, pour conclure, à la brochure du camarade Goussev. Elle mérite à mon avis de retenir l'attention à deux points de vue : elle n'est pas seulement excellente en principe, parce qu'elle a été écrite à l'intention de notre congrès. Jusqu'à présent nous sommes tous accoutumés, je ne sais pourquoi, à écrire des résolutions. On dit que tous les genres littéraires sont bons, sauf le genre ennuyeux. Je pense que les résolutions doivent être rattachées au genre ennuyeux. Nous ferions mieux d'écrire, à l'exemple du camarade Goussev, moins de résolutions et plus de brochures, dussent-elles contenir autant d'erreurs que la sienne. Mais, en dépit de ces erreurs, c'est une chose excellente, parce que l'attention principale y est réservée au plan économique fondamental du relèvement de l'industrie et de la production du pays entier, auquel tout est subordonné. Le Comité central a introduit dans ses thèses, distribuées aujourd'hui, tout un paragraphe emprunté en entier aux thèses du camarade Goussev. Nous pouvons avec le concours des spécialistes étudier encore plus en détail ce plan économique fondamental. Souvenons-nous qu'il s'échelonne sur de longues années. Nous ne promettons pas de délivrer d'un seul coup le pays de la famine. Nous disons que la lutte sera plus difficile qu'aux fronts de guerre, mais qu'elle nous intéresse davantage ; elle aborde de plus près nos tâches véritables, essentielles. Elle exige la plus grande tension des forces, l'unité de volonté dont nous avons fait preuve autrefois, dont nous devons faire preuve maintenant. Si nous accomplissons cette tâche, notre victoire sur le front de guerre non sanglant ne sera pas moindre que celle remportée sur le front de guerre civile.

Publié, en 1920, dans la brochure Le IX^e^ Congrès du Parti communiste de Russie. Compte rendu sténographique.

DE LA DESTRUCTION D'UN ORDRE SÉCULAIRE A LA CRÉATION DE L'ORDRE NOUVEAU

Notre journal est consacré à la question du travail communiste. C'est une question essentielle de l'œuvre de construction socialiste. Il importe avant tout de bien se rendre compte qu'elle n'a pu être posée pratiquement qu'après la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, après l'expropriation des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, après les victoires décisives que le prolétariat, maître du pouvoir, a remportées sur les exploiteurs qui opposaient une résistance désespérée, organisaient des soulèvements contre-révolutionnaires et la guerre civile.

Au début de 1918 il semblait que ce moment fût venu ; et il vint en effet après la campagne militaire de l'impérialisme allemand contre la Russie (février 1918). Mais ce moment fut si court ; la nouvelle vague, plus puissante, de soulèvements et d'invasions contre-révolutionnaires arriva si vite, que le pouvoir des Soviets fut dans l'impossibilité de consacrer une attention tant soit peu suivie aux problèmes d'édification pacifique. Nous venons de vivre deux années de difficultés inouïes, invraisemblables, deux années de famine, de privations, de calamités, mais aussi de victoires sans précédent remportées par l'Armée rouge sur les hordes de la réaction capitaliste internationale. Nous avons maintenant de sérieuses chances d'obtenir une paix plus ferme, plus durable (si toutefois les capitalistes français n'amènent pas la Pologne à nous faire la guerre).

En ces deux années d'édification sur les bases du socialisme nous avons acquis quelque expérience. C'est pourquoi nous pouvons et devons poser de front la question du travail communiste, — au reste il sera plus juste de dire du travail socialiste, car il ne s'agit pas encore du degré supérieur, mais bien du degré inférieur, du premier degré de développement du nouvel ordre social qui naît du capitalisme. Le travail communiste, au sens le plus étroit, le plus strict du mot, c'est le travail fourni gratuitement au profit de la société, un travail qui n'est accompli ni comme une prestation déterminée, ni pour avoir droit à certains produits, ni selon des normes légales fixées d'avance ; c'est un travail volontaire fourni en dehors de toute norme, sans attendre une rémunération, sans convenir d'une récompense, un travail conditionné par l'habitude de travailler pour la collectivité et par le sentiment (devenu habitude) de la nécessité de travailler au profit de la communauté, — un travail répondant à un besoin de l'organisme sain.

Il est évident pour tous que nous — c'est-à-dire notre société, notre régime social — nous sommes encore loin, bien loin d'une application large, réellement massive de ce travail. Mais le fait que la question ait été posée, qu'elle l'ait été en même temps par tout le prolétariat avancé (Parti communiste et syndicats) et par le pouvoir d'Etat, constitue déjà un pas en avant dans cette voie. Pour arriver au plus, il faut commencer par le moins. Mais, d'un autre côté, après « le plus », après une révolution qui a jeté bas la propriété capitaliste et transmis le pouvoir au prolétariat, on ne *peut* commencer l'œuvre de construction de la vie économique sur une *base nouvelle* que par le *moins*. Samedis communistes, armées du travail, service du travail obligatoire, telles sont, sous des formes diverses, les réalisations pratiques du travail socialiste et communiste.

Ces réalisations souffrent encore d'une quantité de défauts. Mais seuls des gens absolument incapables de penser, pour ne point parler des défenseurs du capitalisme, peuvent se contenter d'en rire (ou de s'en irriter). Dans une œuvre aussi neuve, aussi ardue, aussi grande, les défauts, les erreurs, les lacunes sont inévitables. Celui qui craint les difficultés de la construction socialiste, qui se laisse effrayer par ces difficultés, qui tombe dans le désespoir ou dans un désarroi pusillanime, celui-là n'est pas un socialiste. Créer une nouvelle discipline du travail, de nouvelles formes de rapports sociaux entre les hommes, des formes et procédés nouveaux de participation au travail, c'est là une œuvre qui nécessite de longues années, des dizaines d'années.

Œuvre des plus nobles, des plus fécondes. Notre bonheur, c'est qu'ayant renversé la bourgeoisie et brisé sa résistance, nous ayons pu conquérir le terrain sur lequel cette œuvre *est devenue possible*. Et nous nous attellerons à cette tâche avec la dernière énergie. La fermeté, la persévérance, la volonté, la décision et la capacité d'essayer cent fois, de corriger cent fois pour atteindre le but coûte que coûte, — ces qualités, le prolétariat les a acquises au cours des dix, quinze et vingt années qui ont précédé la Révolution d'Octobre ; il les a acquises en ces deux années de révolution, en supportant des privations inouïes, la famine, la ruine, les calamités. Ces qualités du prolétariat sont le gage de sa victoire.

N. Lénine.
8 avril 1920.
Publié dans le journal Samedi communiste, le 11 avril 1920.

LA MALADIE INFANTILE DU COMMUNISME (LE «GAUCHISME»)

I - DANS QUEL SENS PEUT-ON PARLER DE LA PORTÉE INTERNATIONALE DE LA RÉVOLUTION RUSSE ?

Pendant les premiers mois qui suivirent la conquête du pouvoir politique par le prolétariat en Russie (25 octobre-7 novembre 1917), il pouvait sembler que les différences énormes existant entre ce pays arriéré et les pays avancés de l'Europe occidentale feraient que dans ces derniers la révolution du prolétariat ressemblerait très peu à la nôtre. Aujourd'hui nous avons déjà sous les yeux une expérience internationale fort appréciable, qui atteste avec la plus grande netteté que certains traits essentiels de notre révolution ont une portée non point locale, ni particulièrement nationale, ni seulement russe, mais une portée internationale. Et quand je parle ici de portée internationale ce n'est pas au sens large du mot : dans ce sens-là, ce ne sont pas certains traits mais tous les traits essentiels et bien des traits secondaires de notre révolution qui ont une portée internationale, en entendant par là qu'elle exerce une influence sur tous les pays. Non, c'est au sens le plus étroit du mot, c'est-à-dire en entendant par portée internationale la signification internationale ou le caractère historiquement inéluctable de la répétition, à l'échelle internationale, de ce qui s'est passé chez nous, que cette portée doit être reconnue à certains traits essentiels de notre révolution.

Certes, ce serait une très grande erreur que d'exagérer cette vérité, de l'étendre au-delà de certains traits essentiels de notre révolution. De même, on aurait tort de perdre de vue qu'après la victoire de la révolution prolétarienne, ne serait-ce que dans un seul des pays avancés, il se produira, selon toute probabilité, un brusque revirement, c'est-à-dire que la Russie redeviendra, bientôt après, un pays non plus modèle mais à nouveau arriéré (au sens « soviétique » et socialiste).

Mais, dans la situation historique actuelle, les choses se présentent justement de telle façon que l'exemple russe montre à *tous* les pays quelque chose — de tout à fait essentiel — de leur inévitable et proche avenir. Les ouvriers avancés de tous les pays l'ont compris depuis longtemps ; mais le plus souvent ils ne l'ont pas tant compris que saisi, senti avec leur instinct de classe révolutionnaire. D'où la *«* portée » internationale (au sens étroit du mot) du pouvoir des Soviets, et aussi des principes de la théorie et de la tactique bolcheviques. Voilà ce que n'ont pas compris les chefs *«* révolutionnaires » de la II[e] Internationale, tels que Kautsky en Allemagne, Otto Bauer et Friedrich Adler en Autriche, qui, pour cette raison, se sont manifestés comme des réactionnaires, comme les défenseurs du pire opportunisme et de la social-trahison. A ce propos, la brochure anonyme[65] intitulée *La Révolution mondiale* (Weltrevolution), parue à Vienne en 1919 (« Sozialistische Bûcherei », Heft 11, Ignaz Brand), montre avec une singulière évidence toute la démarche et le mode de pensée ou, plus exactement, tout l'abîme d'irréflexion, de pédantisme, de lâcheté et de trahison envers les intérêts de la classe ouvrière, le tout présenté comme une « défense » de l'idée de « révolution mondiale ».

Mais nous nous arrêterons plus longuement sur cette brochure une autre fois. Bornons-nous ici à indiquer encore ceci : dans les temps très reculés où Kautsky était encore un marxiste, et non un renégat, il prévoyait, envisageant la question en historien, l'éventualité d'une situation dans laquelle l'esprit révolutionnaire du prolétariat russe deviendrait un modèle pour l'Europe occidentale. C'était en 1902, lorsque Kautsky publia dans *l'Iskra?* révolutionnaire un article intitulé « Les Slaves et la révolution ». Voici ce qu'il y écrivait :

> « Actuellement (contrairement à 1848), on peut penser que non seulement les Slaves ont pris rang parmi les peuples révolutionnaires mais aussi que le centre de gravité de la pensée et de l'action révolutionnaires se déplace de plus en plus vers les Slaves. Le centre de la révolution se déplace d'Occident en Orient. Dans la première moitié du XIXe siècle, il se situait en France, et, par moments, en Angleterre. En 1848, l'Allemagne à son tour prit rang parmi les nations révolutionnaires... Le siècle nouveau commence par des événements qui nous font penser que nous allons au-devant d'un nouveau déplacement du centre de la révolution, précisément son déplacement en Russie... La Russie, qui a puisé en Occident tant d'initiative révolutionnaire, est maintenant, peut-être, sur le point d'être pour lui, à son tour, une source d'énergie révolutionnaire. Le mouvement révolutionnaire russe qui s'embrase sera, peut-être, le moyen le plus puissant pour chasser cet esprit de philistinisme débile et de politicaillerie bornée, esprit qui commence à se répandre dans nos rangs ; il rallumera en une flamme ardente la soif de lutte et le dévouement passionné à nos grands idéaux. La Russie a depuis longtemps déjà cessé d'être pour l'Europe occidentale un simple rempart de la réaction et de l'absolutisme... Aujourd'hui, c'est peut-être justement le contraire. L'Europe occidentale devient le rempart de la réaction et de l'absolutisme en Russie... Les révolutionnaires russes seraient peut-être depuis longtemps venus à bout du tsar, s'ils n'avaient pas eu à combattre du même coup son allié, le capital européen. Espérons que, cette fois, ils réussiront à terrasser les deux ennemis et que la nouvelle « Sainte Alliance » s'effondrera plus vite que ses devancières. Mais, quelle que soit l'issue de la lutte actuellement engagée en Russie, le sang et le bonheur des martyrs qu'elle engendre, malheureusement en nombre plus que suffisant, n'auront pas été

> sacrifiés en vain. Ils féconderont les pousses de la révolution sociale dans le monde civilisé tout entier, ils les feront s'épanouir en une floraison plus luxuriante et plus rapide. En 1848, les Slaves furent le gel rigoureux qui fit périr les fleurs du printemps populaire. Peut-être leur sera-t-il donné maintenant d'être la tempête qui rompra la glace de la réaction et apportera impétueusement un nouveau, un radieux printemps pour les peuples... (Karl Kautsky : « Les Slaves et la révolution », article dans *l'Iskra,* journal révolutionnaire social-démocrate russe, n° 18, 10 mars 1902).

Karl Kautsky écrivait bien, il y a dix-huit ans !

II - UNE DES CONDITIONS ESSENTIELLES DU SUCCÈS DES BOLCHEVIKS

Il est certain que presque tout le monde voit déjà aujourd'hui que les bolcheviks ne se seraient pas maintenus au pouvoir, je ne dis pas deux années et demie mais même deux mois et demi, sans la discipline la plus rigoureuse, sans une véritable discipline de fer dans notre parti, sans l'appui total et sans réserve que lui a accordé la masse tout entière de la classe ouvrière, c'est-à-dire tout ce qu'il y a en elle de pensant, d'honnête, de dévoué jusqu'à l'abnégation, d'influent, d'apte à conduire ou à entraîner les couches arriérées.

La dictature du prolétariat, c'est la guerre qui exige le plus d'abnégation, la guerre la plus implacable de la nouvelle classe contre un ennemi *plus puissant,* contre la bourgeoisie dont le renversement (ne fût-ce que dans un seul pays) a *décuplé* la résistance et dont la puissance ne réside pas seulement dans la force du capital international, dans la force et la solidité des liens internationaux de la bourgeoisie mais encore dans la *force de l'habitude,* dans la force de la *petite production.* Car, malheureusement, la petite production subsiste encore dans le monde dans des proportions très, très grandes : or, la petite production *engendre* le capitalisme et la bourgeoisie constamment, chaque jour, chaque heure, d'une manière spontanée et à une très grande échelle. Pour toutes ces raisons, la dictature du prolétariat est indispensable, et vaincre la bourgeoisie est impossible sans une guerre prolongée, opiniâtre, acharnée, sans une guerre à mort qui exige la maîtrise de soi, la discipline, la fermeté, une volonté une et inflexible.

Je le répète, l'expérience de la dictature victorieuse du prolétariat en Russie a montré concrètement à ceux qui ne savent pas penser ou qui n'ont pas eu l'occasion de méditer ce problème qu'une centralisation absolue et la discipline la plus rigoureuse du prolétariat sont une des conditions essentielles de la victoire sur la bourgeoisie.

On revient souvent là-dessus. Mais on ne se demande pas assez, tant s'en faut, ce que cela signifie et à quelles conditions cela est possible. Ne faudrait-il pas que les acclamations à l'adresse du pouvoir des Soviets et des bolcheviks soient accompagnées *un peu plus souvent* d'une *très sérieuse analyse des causes* qui ont permis aux bolcheviks de forger la discipline indispensable au prolétariat révolutionnaire ?

Le bolchévisme existe comme courant de pensée politique et comme parti politique depuis 1903. Seule l'histoire du bolchévisme, pendant *toute* la durée de son existence, peut expliquer de façon satisfaisante pourquoi il a pu élaborer et maintenir, dans les conditions les plus difficiles, la discipline de fer indispensable à la victoire du prolétariat.

Et tout d'abord une question se pose : qu'est-ce qui cimente la discipline du parti révolutionnaire du prolétariat ? qu'est-ce qui la contrôle ? qu'est-ce qui l'étaie ? C'est, premièrement, la haute conscience de l'avant-garde prolétarienne, son dévouement à la révolution, sa maîtrise de soi, son esprit de sacrifice, son héroïsme. C'est, deuxièmement, son aptitude à se lier, à se rapprocher et, si vous voulez, à se fondre jusqu'à un certain point avec la masse la plus large des travailleurs, au premier chef avec la masse prolétarienne *mais aussi* avec la masse *non prolétarienne* des travailleurs. Troisièmement, c'est la justesse de la direction politique exercée par cette avant-garde, la justesse de sa stratégie et de sa tactique politiques, à condition que les plus larges masses se convainquent de cette justesse *par leur propre expérience.* Sans ces conditions, dans un parti révolutionnaire réellement capable d'être le parti de la classe d'avant-garde appelée à renverser la bourgeoisie et à transformer toute la société, la discipline est irréalisable. Sans ces conditions, toute tentative de créer cette discipline se réduit inévitablement à des phrases creuses, à des mots, à des simagrées. Mais, d'autre part, ces conditions ne peuvent pas surgir d'emblée. Elles ne se réalisent qu'au prix d'un long travail, d'une dure expérience ; leur réalisation est facilitée par une théorie révolutionnaire juste qui, de son côté, n'apparaît pas comme un dogme mais ne prend finalement forme qu'en liaison étroite avec la pratique d'un mouvement réellement de masse et réellement révolutionnaire.

Si le bolchévisme a pu former et organiser avec succès, de 1917 à 1920, dans des conditions incroyablement difficiles, la plus rigoureuse centralisation et une discipline de fer, la cause en est tout simplement dans plusieurs particularités historiques de la Russie.

D'une part, le bolchévisme est né en 1903, sur la base la plus solide, celle de la théorie marxiste. Et la justesse de cette théorie révolutionnaire — et de cette théorie seule — a été prouvée non seulement par l'expérience universelle de tout le XIX^{e} siècle mais encore et surtout par l'expérience des flottements et des hésitations, des erreurs et des déceptions de la pensée révolutionnaire en Russie. Pendant un demi-siècle environ, de 1840 à 1890 à peu près, la pensée d'avant-garde en Russie, sous le joug d'un tsarisme réactionnaire d'une sauvagerie sans précédent, chercha avidement une théorie révolutionnaire juste, en s'appliquant avec un soin et un zèle extraordinaires à être toujours au courant de chaque « dernier mot » de l'Europe et de l'Amérique en la matière. Le marxisme, seule théorie révolutionnaire juste, la Russie *l'a payé* en fait d'un demi-siècle de souffrances et de sacrifices inouïs, d'héroïsme révolutionnaire sans exemple, d'énergie incroyable et d'abnégation dans la recherche et l'étude, d'expériences pratiques, de déceptions, de vérifications, de confrontations avec l'expérience de l'Europe. Du fait de l'émigration imposée par le tsarisme, la Russie révolutionnaire s'est trouvée être dans la seconde moitié du XIX^{e} siècle infiniment plus riche en relations internationales, infiniment mieux renseignée qu'aucun autre pays sur les formes et les théories du mouvement révolutionnaire dans le monde entier.

D'autre part le bolchévisme né sur cette base théorique de granit a vécu une histoire pratique de quinze années (1903-1917), qui pour la richesse de l'expérience, n'a pas d'égale au monde. Car aucun autre pays durant ces quinze années n'a connu, même approximativement, une vie aussi intense quant à l'expérience révolutionnaire, quant à la rapidité avec laquelle alternaient les diverses formes du mouvement, légal et illégal, pacifique et orageux, clandestin et ouvert, parlementaire et terroriste, de cercles et de masse. Aucun autre pays n'a connu dans un intervalle de temps aussi court une si riche concentration de formes, de nuances, de méthodes de lutte de *toutes* les classes de la société contemporaine, lutte qui, en raison du retard du pays et du poids du joug tsariste, mûrissait particulièrement vite et s'assimilait avec une avidité et un succès particulièrement grands le *«* dernier mot » de l'expérience politique de l'Amérique et de l'Europe.

III - PRINCIPALES ÉTAPES DE L'HISTOIRE DU BOLCHÉVISME

Années de préparation de la révolution (1903-1905). On sent partout approcher la grande tempête. Fermentation et préparation dans toutes les classes de la société. A l'étranger, la presse de l'émigration pose théoriquement *toutes* les questions essentielles de la révolution. Les représentants des trois classes fondamentales, des trois principaux courants politiques : le courant libéral-bourgeois, le courant démocrate petit-bourgeois (camouflé sous les étiquettes « social-démocrate » ou « socialiste-révolutionnaire) et le courant prolétarien révolutionnaire, par une lutte acharnée des conceptions en matière de programmes et de tactiques, annoncent et préparent la future lutte de classe ouverte. *Toutes* les questions pour lesquelles les masses ont combattu les armes à la main, en 1905-1907 et en 1917-1920, on peut (et l'on doit) les retrouver, sous une forme embryonnaire, dans la presse de l'époque. Et entre ces tendances principales il existe, bien entendu, une infinité de formations intermédiaires, transitoires, bâtardes. Plus exactement : c'est dans la lutte des organes de presse, des partis, des fractions, des groupes que se cristallisent les tendances idéologiques et politiques qui sont réellement des tendances de classe ; les classes se forgent l'arme idéologique et politique dont elles ont besoin pour les combats à venir.

Années de révolution (1905-1907). Toutes les classes agissent ouvertement. Toutes les conceptions en matière de programmes et de tactiques sont mises à l'épreuve par l'action des masses. La lutte sous forme de grèves revêt une ampleur et une acuité jamais vues dans le monde. Transformation de la grève économique en grève politique et de la grève politique en insurrection. Vérification pratique des rapports entre le prolétariat dirigeant et la paysannerie dirigée, hésitante, instable. Naissance, au cours du développement spontané de la lutte, de la forme soviétique d'organisation. Les débats de l'époque sur la signification des Soviets anticipent sur la grande lutte des années 1917-1920. L'alternance des formes parlementaires de lutte et des formes non parlementaires, de la tactique de boycott du parlementarisme avec la tactique de participation à ce dernier, des formes de lutte légales et illégales, de même que les rapports et les liaisons qui existent entre ces formes, tout cela se distingue par une étonnante richesse de contenu. Chaque mois de cette période valait autant, pour l'enseignement des principes de la science politique — aux masses et aux dirigeants, aux classes et aux partis —, qu'une année de développement « pacifique », « constitutionnel ». Sans la « répétition générale » de 1905, la victoire de la Révolution d'Octobre 1917 eût été impossible.

Années de réaction (1907-1910). Le tsarisme a vaincu. Tous les partis révolutionnaires et d'opposition sont écrasés. Abattement, démoralisation, scissions, débandade, reniement, pornographie au lieu de politique.

Tendance accentuée à l'idéalisme en philosophie ; le mysticisme sert à masquer un état d'esprit contre-révolutionnaire. Mais en même temps c'est justement la grande défaite qui donne aux partis révolutionnaires et à la classe révolutionnaire une leçon véritable, infiniment salutaire, une leçon de dialectique historique, une leçon qui leur fait comprendre et apprendre l'art de mener la lutte politique. C'est dans le malheur que l'on reconnaît ses amis. La défaite est une bonne école pour les armées.

Le tsarisme victorieux est obligé de détruire au plus vite les vestiges de l'ordre de choses pré-bourgeois, patriarcal de la Russie. Le développement de la société bourgeoise y fait des progrès remarquablement rapides. Les illusions sur la possibilité de rester en marge ou au-dessus des classes, sur la possibilité d'éviter le capitalisme sont réduites en poussière. La lutte de classe s'affirme d'une façon toute nouvelle, avec d'autant plus de relief.

Les partis révolutionnaires doivent parachever leur instruction. Ils ont appris à mener l'offensive. Il faut maintenant comprendre que cette science doit être complétée par cette autre science : comment reculer le plus correctement possible. Il faut comprendre — et la classe révolutionnaire apprend à comprendre par sa propre et amère expérience — qu'il est impossible de vaincre si on n'a pas appris à attaquer correctement et à battre en retraite correctement. De tous les partis révolutionnaires et d'opposition défaits, les bolcheviks furent ceux qui se replièrent dans le meilleur ordre, avec le moins de dommage pour leur « armée », en préservant le mieux son noyau, avec les scissions les moins profondes et les moins irréparables, avec le moins de démoralisation, avec la plus grande aptitude à se remettre au travail le plus large, le plus correct et le plus énergique. Et, si les bolcheviks y sont parvenus, c'est uniquement parce qu'ils avaient démasqué sans pitié et chassé de leurs rangs les révolutionnaires de la phrase qui ne voulaient pas comprendre qu'il fallait se replier, qu'il fallait savoir se replier, qu'il fallait absolument apprendre à travailler légalement dans les parlements les plus réactionnaires, dans les organisations les plus réactionnaires, qu'elles soient professionnelles, coopératives, d'assurances ou autres.

Années d'essor (1910-1914). Au début l'essor fut incroyablement lent, puis, après les événements de la Lena[66] en 1912, il fut un peu plus rapide. Les bolcheviks, surmontant des difficultés inouïes, refoulèrent les menchéviks, dont le rôle d'agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier avait été admirablement compris, après 1905, par toute la bourgeoisie qui, pour cette raison, les soutenait de mille manières contre les bolcheviks. Pourtant les bolcheviks ne seraient jamais arrivés à ce résultat s'ils n'avaient appliqué la tactique juste, qui allie le travail clandestin à la nécessaire utilisation des « possibilités légales ». Dans la plus réactionnaire des Doumas, les bolcheviks surent gagner tous les représentants ouvriers.

Première guerre mondiale impérialiste (1914-1917). Le parlementarisme légal, alors que le « parlement » est ultra-réactionnaire, rend les plus grands services au parti du prolétariat révolutionnaire, aux bolcheviks. Les députés bolcheviks prennent le chemin de la Sibérie[67]. Dans la presse de l'émigration, toutes les nuances d'opinions du social-impérialisme, du social-chauvinisme, du social-patriotisme, de l'internationalisme inconséquent ou conséquent, du pacifisme ou de la négation révolutionnaire des illusions pacifistes trouvent chez nous leur pleine expression. Les savants imbéciles et les vieilles bonnes femmes de la II^{e} Internationale, qui fronçaient le nez avec dédain et hauteur devant l'abondance des « fractions » dans le socialisme russe et devant la lutte acharnée qu'elles se livraient, n'ont pas su, au moment où la guerre abolit dans *tous* les pays avancés la « légalité » tant vantée, organiser, ne serait-ce qu'à peu près, un échange de vues (illégal) aussi libre et une élaboration (illégale) de points de vue justes aussi libre, que ceux que les révolutionnaires russes avaient organisés en Suisse et dans plusieurs autres pays. C'est justement pour cette raison que les social-patriotes déclarés et les « kautskistes » de tous les pays se sont révélés être les pires traîtres au prolétariat. Et, si le bolchévisme a su triompher en 1917-1920, une des principales causes de cette victoire est que, dès la fin de 1914, il avait dénoncé sans merci la bassesse, la vilenie et la lâcheté du social-chauvinisme et du « kautskisme » (auquel correspondent le longuettisme en France, les conceptions des leaders du Parti travailliste indépendant et des Fabiens en Angleterre, de Turati en Italie, etc.) et que les masses s'étaient ensuite convaincues de plus en plus, par leur propre expérience, de la justesse des conceptions bolcheviques.

Deuxième révolution en Russie (de février à octobre 1917). La vétusté et la décrépitude incroyables du tsarisme (auxquelles s'ajoutaient les coups et les souffrances d'une guerre infiniment dure) avaient dressé contre lui une immense force de destruction. En quelques jours la Russie se transforma en une République démocratique bourgeoise plus libre — dans les conditions de la guerre — que n'importe quel pays du monde. Les dirigeants des partis d'opposition et des partis révolutionnaires se mirent en devoir de former le gouvernement tout comme dans les républiques les plus « strictement parlementaires » ; et le titre de dirigeant d'un parti d'opposition au parlement, bien que ce parlement fût tout ce qu'il y avait de plus réactionnaire, *facilitait* le rôle que ce dirigeant devait jouer plus tard dans la révolution.

En quelques semaines les menchéviks et les « socialistes-révolutionnaires » s'assimilèrent admirablement tous les procédés et toutes les manières, tous les arguments et tous les sophismes des héros européens de la II[e] Internationale, des « ministérialistes » et autres canailles opportunistes. Tout ce que nous lisons maintenant sur les Scheidemann et les Noske, sur Kautsky et Hilferding, Renner et Austerlitz, Otto Bauer et Fritz Adler, sur Turati et Longuet, sur les Fabiens et les chefs du Parti travailliste indépendant d'Angleterre, nous semble être (et l'est en réalité) une fastidieuse répétition, la reprise d'un vieil air connu. Tout cela, nous l'avons déjà vu chez les menchéviks. L'histoire a joué un tour de sa façon : elle a obligé les opportunistes d'un pays retardataire à jouer à l'avance le rôle clés opportunistes de plusieurs pays avancés.

Si tous les héros de la II[e] Internationale ont fait faillite, s'ils se sont couverts de honte pour n'avoir pas compris la portée et le rôle des Soviets et du pouvoir soviétique, si l'on a vu se déshonorer avec un singulier « éclat » et s'enferrer sur cette question les chefs de trois partis très importants actuellement sortis de la II[e] Internationale (c'est-à-dire le Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne, le Parti longuettiste en France et le Parti travailliste indépendant d'Angleterre), si tous se sont montrés esclaves des préjugés de la démocratie petite-bourgeoise (tout à fait dans l'esprit des petits bourgeois de 1848 qui se donnaient le nom de « social-démocrates »), *tout cela* nous l'avions *déjà* vu par l'exemple des menchéviks. L'histoire a joué ce bon tour que les Soviets sont nés en Russie en 1905, qu'ils ont été dénaturés en février-octobre 1917 par les menchéviks qui firent ensuite banqueroute pour n'avoir pas su comprendre leur rôle et leur portée et que maintenant, *dans le monde entier,* est née l'idée du pouvoir des Soviets, qui se répand avec une rapidité prodigieuse dans le prolétariat de tous les pays, tandis que les anciens héros de la II[e] Internationale font *partout* banqueroute pour n'avoir pas su comprendre, exactement comme nos menchéviks, le rôle et la portée des Soviets. L'expérience a prouvé que dans certaines questions absolument essentielles de la révolution prolétarienne, *tous* les pays auront à passer inévitablement par où a passé la Russie.

Les bolcheviks commencèrent leur lutte victorieuse contre la République parlementaire (en fait) bourgeoise et contre les menchéviks, avec une extrême prudence ; ils l'avaient préparée avec infiniment de soin, contrairement à l'opinion assez répandue aujourd'hui en Europe et en Amérique. Au début de cette période nous *n'avons pas* appelé à renverser le gouvernement ; nous avons expliqué qu'il était impossible de le renverser *sans* que des changements préalables fussent intervenus dans la composition et la mentalité des Soviets. Nous n'avons pas proclamé le boycott du parlement bourgeois, de la Constituante ; mais nous avons dit, dès la Conférence d'avril (1917) de notre parti, nous avons officiellement dit au nom du parti qu'une république bourgeoise avec une Constituante valait mieux que cette même république sans Constituante mais qu'une république « ouvrière et paysanne », soviétique valait mieux que n'importe quelle république démocratique bourgeoise, parlementaire. Sans cette préparation prudente, minutieuse, circonspecte et persévérante, nous n'aurions pu ni remporter la victoire en octobre 1917 ni la garder.

IV - DANS LA LUTTE CONTRE QUELS ENNEMIS AU SEIN DU MOUVEMENT OUVRIER LE BOLCHÉVISME S'EST-IL DÉVELOPPÉ, FORTIFIÉ, AGUERRI ?

C'est, d'abord et surtout, en combattant l'opportunisme qui, en 1914, s'est définitivement mué en social-chauvinisme et s'est définitivement rangé aux côtés de la bourgeoisie contre le prolétariat. L'opportunisme était, naturellement, le principal ennemi du bolchévisme au sein du mouvement ouvrier. C'est encore le principal ennemi à l'échelle internationale. C'est à cet ennemi que le bolchévisme a consacré et consacre le maximum d'attention. Aujourd'hui cet aspect de l'activité des bolcheviks est déjà assez bien connu, même à l'étranger.

On ne peut pas en dire autant de l'autre ennemi du bolchévisme au sein du mouvement ouvrier. On ne sait pas encore suffisamment à l'étranger que le bolchévisme a grandi, s'est constitué et s'est aguerri en luttant pendant de longues années contre le *révolutionnarisme petit-bourgeois* qui a un air de ressemblance avec l'anarchisme ou lui fait quelque emprunt et qui, pour tout ce qui est essentiel, s'écarte des conditions et des nécessités d'une lutte de classe prolétarienne conséquente. Il est un fait bien établi théoriquement pour les marxistes, et entièrement confirmé par l'expérience de toutes les révolutions et de tous les mouvements révolutionnaires d'Europe : c'est que le petit propriétaire, le petit exploitant (type social très largement représenté, formant une masse importante dans bien des pays d'Europe), qui, en régime capitaliste, subit une oppression continuelle et, très souvent, une aggravation terriblement forte et rapide de ses conditions d'existence et la ruine, passe facilement à un révolutionnarisme extrême mais est incapable de faire preuve de maîtrise de soi, d'esprit d'organisation, de discipline et de fermeté. Le petit bourgeois « pris de rage » devant les horreurs du capitalisme est un phénomène social propre, comme l'anarchisme, à tous les pays capitalistes. L'instabilité de ce révolutionnarisme, sa stérilité, la propriété qu'il a de se changer rapidement en soumission, en apathie, en divagations et même en engouement « enragé » pour telle ou telle tendance bourgeoise « à la mode », tout cela est bien connu. Mais admettre ces

vérités de façon théorique, abstraite ne préserve aucunement les partis révolutionnaires des vieilles erreurs qui reparaissent toujours à l'improviste sous une forme un peu nouvelle, sous un aspect ou dans un contexte inconnus auparavant, dans une situation originale (plus ou moins originale).

L'anarchisme a souvent été une sorte de châtiment pour les péchés opportunistes du mouvement ouvrier. Ces deux anomalies se complétaient l'une l'autre. Et si en Russie, bien que la population petite-bourgeoise y soit plus nombreuse que dans les pays d'Europe, l'anarchisme a exercé une influence relativement insignifiante au cours des deux révolutions (1905 et 1917) et pendant leur préparation, le mérite doit en être sans nul doute attribué en partie au bolchévisme, qui a toujours mené la lutte la plus implacable et la plus intransigeante contre l'opportunisme. Je dis : « en partie », car ce qui a contribué encore davantage à affaiblir l'anarchisme en Russie, c'est qu'il avait eu dans le passé (1870-1880) la possibilité de s'épanouir pleinement et de révéler jusqu'au bout combien cette théorie était fausse et inapte à guider la classe révolutionnaire.

Le bolchévisme, dès son origine en 1903, a fait sienne cette tradition de lutte impitoyable contre le révolutionnarisme petit-bourgeois, à moitié anarchiste (ou capable de flirter avec l'anarchisme), tradition qui fut toujours celle de la social-démocratie révolutionnaire et qui s'était particulièrement consolidée chez nous dans les années 1900-1903, au moment où étaient jetées les bases d'un parti de masse du prolétariat révolutionnaire en Russie. Le bolchévisme a fait sienne et a poursuivi la lutte contre le parti qui, plus que tout autre, traduisait les tendances du révolutionnarisme petit-bourgeois, c'est-à-dire contre le parti « socialiste-révolutionnaire », sur trois points principaux. D'abord, ce parti qui rejetait le marxisme s'obstinait à ne pas vouloir (peut-être serait-il plus exact de dire : qu'il ne pouvait pas) comprendre la nécessité qu'il y a de tenir compte, avec une objectivité rigoureuse, des forces des classes et de leurs rapports réciproques avant d'engager une action politique quelconque. En second lieu, ce parti voyait une manifestation particulière de son « esprit révolutionnaire » ou de son « gauchisme » dans le fait qu'il admettait le terrorisme individuel, les attentats, ce que nous, marxistes, rejetions catégoriquement. Naturellement, nous ne rejetions le terrorisme individuel que pour des motifs d'opportunité, tandis que les gens capables de condamner « par principe » la terreur de la grande Révolution française ou, d'une façon générale, la terreur exercée par un parti révolutionnaire victorieux, assiégé par la bourgeoisie du monde entier, — ces gens-là, Plékhanov dès 1900-1903, alors qu'il était marxiste et révolutionnaire, les a tournés en dérision, les a couverts de sarcasmes. En troisième lieu, pour les « socialistes-révolutionnaires », être « de gauche » revenait à ricaner sur des péchés opportunistes relativement bénins de la social-démocratie allemande, tout en imitant les ultra-opportunistes de ce même parti, par exemple dans la question agraire ou dans la question de la dictature du prolétariat. L'histoire, soit dit en passant, a confirmé aujourd'hui, à la vaste échelle de l'histoire mondiale, l'opinion que nous avons toujours défendue, c'est-à-dire que c'était la social-démocratie *révolutionnaire* d'Allemagne (remarquez que dès 1900-1903 Plékhanov réclamait l'exclusion du parti de Bernstein et que les bolcheviks, continuant toujours cette tradition, dénoncèrent en 1913 toute la bassesse, la lâcheté et la trahison de Legien[68]), c'était la social-démocratie révolutionnaire d'Allemagne qui ressemblait *le plus* au parti dont le prolétariat révolutionnaire a besoin pour vaincre. Aujourd'hui en 1920, après toutes les faillites honteuses et les crises de l'époque de la guerre et des premières années qui la suivirent, il apparaît clairement que de tous les partis occidentaux, c'est précisément la social-démocratie révolutionnaire d'Allemagne qui a donné les meilleurs dirigeants, de même que c'est elle qui s'est remise sur pied, qui s'est rétablie, qui a repris des forces avant les autres. On peut le voir tant dans le Parti spartakiste que dans l'aile gauche, prolétarienne du « Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne », qui mène sans défaillance la lutte contre l'opportunisme et le manque de fermeté des Kautsky, des Hilferding, des Ledebour et des Crispien. Si l'on jette maintenant un coup d'oeil d'ensemble sur la période historique complètement révolue qui va de la Commune de Paris à la première République socialiste des Soviets, on voit se préciser en des contours absolument nets, indiscutables, l'attitude générale du marxisme envers l'anarchisme. C'est le marxisme qui a eu raison finalement et, si les anarchistes n'avaient pas tort de signaler le caractère opportuniste des idées sur l'Etat régnant dans la plupart des partis socialistes, ce caractère opportuniste tenait tout d'abord à la déformation et même à la dissimulation pure et simple des idées de Marx sur l'Etat (dans mon livre *l'Etat et la Révolution,* j'ai noté que Bebel avait tenu sous le boisseau pendant trente-six ans, de 1875 à 1911, la lettre où Engels dénonçait avec une vigueur, une franchise, une clarté et un relief étonnants l'opportunisme des conceptions social-démocrates courantes sur l'Etat) ; en second lieu, ce sont justement les courants les plus marxistes au sein des partis socialistes d'Europe et d'Amérique qui ont le plus vite et le plus largement corrigé ces points de vue opportunistes, reconnu le pouvoir des Soviets et sa supériorité sur la démocratie parlementaire bourgeoise.

En deux occasions la lutte du bolchévisme contre les déviations « de gauche » dans son propre parti prit une ampleur particulière : en 1908, à propos de la participation au « parlement » ultra-réactionnaire et aux associations ouvrières légales, régies par des lois ultraréactionnaires, et en 1918 (paix de Brest-Litovsk), sur la question de savoir si l'on pouvait admettre tel ou tel « compromis ».

En 1908, les bolcheviks « de gauche » furent exclus de notre parti pour s'être obstinément refusés à comprendre la nécessité de participer au « parlement » ultra-réactionnaire. Les « gauches » — parmi lesquels bon nombre d'excellents révolutionnaires qui, plus tard, appartinrent (et continuent d'appartenir) avec honneur au Parti communiste — s'appuyaient particulièrement sur l'expérience heureuse du boycott de 1905. Lorsque le tsar avait proclamé en août 1905 la convocation d'un « parlement » consultatif, les bolcheviks, à l'encontre de tous les partis d'opposition et à l'encontre des menchéviks, avaient proclamé le boycott de ce parlement et celui-ci fut effectivement balayé par la révolution d'octobre 1905. Le boycott était alors apparu comme juste, non pas que la non-participation aux parlements réactionnaires soit juste en général mais parce qu'on avait exactement tenu compte de la situation objective qui allait vers une transformation rapide des grèves de masse en grève politique, puis en grève révolutionnaire et, enfin, en insurrection. L'objet du débat était alors de savoir s'il fallait laisser au tsar l'initiative de convoquer la première institution représentative ou bien tenter d'arracher cette convocation des mains du vieux pouvoir. Le boycott cessait d'être juste dans la mesure où l'on n'avait pas et où l'on ne pouvait pas avoir la certitude que la situation objective était bien analogue à celle-là et que son développement se poursuivrait dans la même direction et à la même allure.

Le boycott bolchevique du « parlement » en 1905 enrichit le prolétariat révolutionnaire d'une expérience politique extrêmement précieuse, en lui montrant qu'il est parfois utile et même obligatoire, lorsqu'on use simultanément des formes de lutte légales et illégales, parlementaires et extra-parlementaires, de savoir renoncer aux formes parlementaires. Mais transposer aveuglément, par simple imitation, sans esprit critique, cette expérience dans *d'autres* conditions, dans une *autre* conjoncture, c'est commettre la plus grave des erreurs. Le boycott de la Douma par les bolcheviks en 1906 était déjà une erreur, bien qu'elle fût sans gravité et facile à réparer. *[Ce qui vaut pour les individus peut être appliqué, toutes proportions gardées, à la politique et aux partis. L'homme intelligent n'est pas celui qui ne fait pas d'erreurs. Ces gens-là n'existent pas et ne peuvent pas exister. Celui-là est intelligent qui fait des erreurs, pas très graves, et qui sait les corriger facilement et vite.]* Ce fut une erreur très grave et difficilement réparable que le boycott de 1907, 1908 et des années suivantes, alors que, d'une part, on ne pouvait s'attendre ni à voir monter très rapidement la vague révolutionnaire ni à ce qu'elle se transformât en insurrection et que, d'autre part, la nécessité de combiner le travail légal avec le travail illégal découlait de toute la situation historique créée par la monarchie bourgeoise en cours de renouvellement. Aujourd'hui, quand on considère rétrospectivement cette période historique complètement révolue, dont le lien avec les périodes ultérieures est maintenant tout à fait manifeste, — il devient particulièrement clair que les bolcheviks *n'auraient pas pu* préserver (je ne dis même pas : affermir, développer, renforcer), entre 1908 et 1914, le noyau solide du parti révolutionnaire du prolétariat, s'ils n'avaient pas défendu dans une lutte extrêmement âpre l'idée qu'il était *obligatoire* de combiner les formes illégales de lutte avec les formes légales, avec la participation *obligatoire* au parlement ultra-réactionnaire et à une série d'autres institutions, régies par une législation réactionnaire (caisses d'assurances, etc.)

En 1918, les choses n'allèrent pas jusqu'à la scission. Les communistes de « gauche » se bornèrent à constituer un groupe à part, une « fraction » au sein de notre parti, pas pour longtemps d'ailleurs. Dans cette même année 1918, les représentants les plus marquants du « communisme de gauche », les camarades Radek et Boukharine par exemple, reconnurent ouvertement leur erreur. La paix de Brest-Litovsk était à leurs yeux un compromis avec les impérialistes inadmissible par principe et nuisible au parti du prolétariat révolutionnaire. C'était bien, en effet, un compromis avec les impérialistes mais il était justement celui que les circonstances rendaient *obligatoire*.

Aujourd'hui, lorsque j'entends attaquer, comme le font par exemple les « socialistes-révolutionnaires », la tactique que nous avons suivie en signant la paix de Brest-Litovsk ou lorsque j'entends cette remarque que me fit le camarade Lansbury au cours d'un entretien : « Nos leaders anglais des trade-unions disent que les compromis sont admissibles pour eux aussi, puisqu'ils ont été admissibles pour le bolchévisme », généralement je réponds tout d'abord par cette comparaison simple et « populaire » :

Imaginez que votre automobile soit arrêtée par des bandits armés. Vous leur donnez votre argent, votre passeport, votre revolver, votre auto. Vous vous débarrassez ainsi de l'« agréable » voisinage des bandits. C'est là un compromis, à n'en pas douter. « Do ut des » (je te « donne » mon argent, mon arme, mon auto, « pour que tu me donnes » la possibilité de partir sain et sauf). Et on trouverait difficilement un homme, à moins qu'il n'ait perdu la raison, pour déclarer pareil compromis « inadmissible par principe » ou pour dénoncer celui qui l'a conclu comme complice des bandits (encore que les bandits, une fois maîtres de l'auto, aient pu s'en servir, ainsi que de l'arme, pour de nouveaux brigandages). Notre compromis avec les bandits de l'impérialisme allemand a été analogue à celui-là.

Mais lorsque les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires en Russie, les partisans de Scheidemann (et dans une large mesure les kautskistes) en Allemagne, Otto Bauer et Friedrich Adler (sans même parler de MM. Renner et C[ie]) en Autriche, Renaudel, Longuet et C[ie] en France, les Fabiens, les « indépendants » et les « travaillistes » (« labouristes ») en Angleterre, ont conclu en 1914-1918 et en 1918-1920 *contre* le prolétariat révolutionnaire de leurs pays respectifs des *compromis* avec les bandits de leur propre bourgeoisie et, parfois, de la bourgeoisie « alliée », tous ces messieurs se sont comportés en *complices du banditisme.*

La conclusion est claire : rejeter « par principe » les compromis, refuser d'admettre tous les compromis en général, quels qu'ils soient, c'est un enfantillage qu'il est même difficile de prendre au sérieux.

L'homme politique, désireux d'être utile au prolétariat révolutionnaire, doit savoir discerner les cas *concrets* où précisément ces compromis sont inadmissibles, où ils sont l'expression de l'opportunisme et de la *trahison,* il doit savoir diriger contre *ces* compromis *concrets* toute la force de sa critique, les dénoncer implacablement et avec mordant, leur déclarer une guerre sans merci, en ne permettant pas aux vieux routiers « affairistes » du socialisme ni aux parlementaires jésuites de se dérober, d'échapper à leurs responsabilités par des dissertations sur les « compromis en général ». C'est bien ainsi que messieurs les « chefs » anglais des trade-unions, de même que ceux de la Société fabienne et du Parti travailliste « indépendant » se dérobent à la responsabilité qui pèse sur eux *pour avoir commis une trahison,* pour avoir conclu un compromis *tel* qu'il équivaut en fait au pire des opportunismes, à la perfidie, à la trahison.

Il y a compromis et compromis. Il faut savoir analyser la situation et les conditions concrètes de chaque compromis ou de chaque variété de compromis. Il faut apprendre à distinguer entre l'homme qui a donné aux bandits de l'argent et des armes pour atténuer le mal causé par ces bandits et faciliter leur capture et leur exécution et l'homme qui leur donne de l'argent et des armes afin de participer au partage de leur butin. En politique, la chose est loin d'être toujours aussi facile que dans un petit exemple d'une simplicité enfantine. Mais celui qui voudrait imaginer pour les ouvriers une recette offrant d'avance des solutions toutes prêtes pour toutes les circonstances de la vie ou qui assurerait que dans la politique du prolétariat révolutionnaire il ne se rencontrera jamais de difficultés ni de situations embrouillées, celui-là ne serait qu'un charlatan.

Pour ne laisser place à aucune interprétation fausse je vais essayer de signaler, ne serait-ce que très brièvement, quelques situations fondamentales pouvant servir à l'analyse de compromis concrets.

Le parti, qui a conclu avec les impérialistes allemands un compromis en signant la paix de Brest-Litovsk, avait commencé à élaborer pratiquement son internationalisme dès la fin de 1914. Il n'avait pas craint de se prononcer ouvertement pour la défaite de la monarchie tsariste et de stigmatiser la « défense de la patrie » dans une guerre entre deux rapaces impérialistes. Les députés de ce parti au parlement prirent le chemin de la Sibérie, au lieu de celui qui conduit aux portefeuilles ministériels dans un gouvernement bourgeois.

La révolution, qui a renversé le tsarisme et créé la République démocratique, a été pour ce parti une nouvelle et très grande occasion de vérifier la justesse de ses positions : il n'avait accepté aucune entente avec « ses » impérialistes mais il avait préparé leur renversement et les a renversés. Une fois maître du pouvoir politique, ce parti n'a laissé pierre sur pierre ni de la grande propriété terrienne ni de la propriété capitaliste. Après avoir publié et annulé les traités secrets des impérialistes, ce parti a proposé la paix à *tous* les peuples et n'a cédé à la violence des rapaces de Brest-Litovsk qu'après que les impérialistes anglo-français eurent torpillé la paix et que les bolcheviks eurent fait tout ce qui était humainement possible pour hâter la révolution en Allemagne et dans les autres pays. La parfaite justesse d'un tel compromis, conclu par un tel parti dans une telle situation, devient chaque jour plus claire et plus évidente pour tous.

Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires de Russie (comme d'ailleurs tous les chefs de la II[e] Internationale dans le monde entier en 1914-1920) avaient commencé par trahir en justifiant, directement ou indirectement, la « défense de la patrie », c'est-à-dire la défense de *leur* bourgeoisie spoliatrice. Ils ont persisté dans la trahison en se coalisant avec la bourgeoisie de *leur* pays et en luttant aux côtés de *leur* bourgeoisie contre le prolétariat révolutionnaire de leur propre pays.

Le fait de faire bloc d'abord avec Kérenski et les cadets, puis avec Koltchak et Dénikine en Russie, de même que pour leurs coreligionnaires étrangers le fait de faire bloc avec la bourgeoisie de *leurs* pays respectifs, a signifié qu'ils passaient aux côtés de la bourgeoisie contre le prolétariat. *Leur* compromis avec les bandits de l'impérialisme a consisté, du commencement à la fin, à se faire les *complices* du banditisme impérialiste.

V - LE COMMUNISME DE « GAUCHE » EN ALLEMAGNE. DIRIGEANTS, PARTI, CLASSE, MASSE

Les communistes allemands dont nous avons maintenant à parler ne se donnent pas le nom de communistes « de gauche » mais, si je ne me trompe, celui d'« opposition de principe ». Mais qu'ils présentent les symptômes caractérisés de cette « maladie infantile », le « gauchisme », c'est ce qu'on verra dans l'exposé ci-après.

La brochure *La Scission du Parti communiste d'Allemagne* (Ligue Spartakus), publiée par le « groupe local de Francfort-sur-le-Main » et reflétant le point de vue de cette opposition, expose avec un relief, une exactitude, une clarté et une concision extrêmes le fond des idées de cette opposition. Quelques citations suffiront à le faire connaître au lecteur :

> « Le Parti communiste est le parti de la lutte de classe la plus résolue... » «... Au point de vue politique, cette période de transition » (entre le capitalisme et le socialisme) « est celle de la dictature du prolétariat... »
>
> « ... La question se pose : qui doit exercer la dictature : *le Parti communiste ou la classe prolétarienne ?* ... Le *principe* est-il de tendre à la dictature du Parti communiste ou à la dictature de la classe prolétarienne ? ...»

(Tous les passages en italique dans la citation le sont dans l'original.)

Plus loin, le Comité central du Parti communiste d'Allemagne est accusé, par l'auteur de la brochure, de chercher un moyen de *se coaliser avec le Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne* et de n'avoir soulevé *« la question de l'admission de principe de tous les moyens politiques »* de lutte, y compris le parlementarisme, que pour cacher ses véritables et principales aspirations à la coalition avec les indépendants. Et la brochure poursuit :

> « L'opposition a choisi une autre voie. Elle est d'avis que la question de la domination du Parti communiste et de la dictature du parti n'est qu'une question de tactique. En tout cas, la domination du Parti communiste est la forme dernière de toute domination de parti. Il faut tendre *par principe* à la dictature de la classe prolétarienne. Et toutes les mesures prises par le parti, ses organisations, sa forme de lutte, sa stratégie et sa tactique doivent être orientées vers ce but. Il faut en conséquence repousser de la façon la plus résolue tout compromis avec les autres partis, tout retour aux formes parlementaires de lutte qui, historiquement et politiquement ont fait leur temps, toute politique de louvoiement et de conciliation. » « Les méthodes spécifiquement prolétariennes de lutte révolutionnaire doivent être soulignées avec une force redoublée. Et, pour entraîner les plus larges cercles et les plus larges couches de prolétaires qui doivent entrer dans la lutte révolutionnaire sous la direction du Parti communiste, il faut créer de nouvelles formes d'organisation sur la base la plus large, dans le cadre le plus large. Le point de rassemblement de tous les éléments révolutionnaires est *l'union ouvrière* construite sur la base des organisations d'usine. C'est là que doivent se réunir tous les ouvriers qui ont suivi le mot d'ordre : Sortez des syndicats ! C'est là que le prolétariat militant se forme en rangs serrés pour le combat. Pour y entrer il suffit d'admettre la lutte de classe, le système des soviets et la dictature. Toute l'éducation politique ultérieure des masses en lutte et l'orientation politique dans la lutte incombent au Parti communiste qui reste en dehors de l'union ouvrière... »
>
> « ... Par conséquent, deux partis communistes se trouvent maintenant en présence :
>
> « *L'un est un parti de chefs,* qui entend organiser la lutte révolutionnaire et la diriger *d'en haut,* en acceptant les compromis et le parlementarisme, afin de créer des situations leur permettant d'entrer dans un gouvernement de coalition qui aurait entre les mains la dictature.
>
> « *L'autre est un parti de masses,* qui attend l'essor de la lutte révolutionnaire *d'en bas ;* qui ne connaît et n'applique dans cette lutte que la seule méthode menant clairement au but, qui repousse toutes les méthodes parlementaires et opportunistes ; cette seule méthode est la méthode du *renversement* sans condition *de la bourgeoisie,* afin d'instituer ensuite la dictature de la classe prolétarienne et réaliser le socialisme... »
>
> « ... Là, c'est la dictature des chefs ; ici, c'est la dictature des masses ! Tel est notre mot d'ordre. »

Telles sont les thèses essentielles qui caractérisent les vues de l'opposition dans le Parti communiste allemand.

Tout bolchevik qui a consciemment participé au développement du bolchévisme depuis 1903, ou l'a observé de près, dira d'emblée, après avoir lu ces raisonnements : « Quel fatras rebattu ! Quel enfantillage de « gauche » !

Mais examinons d'un peu plus près les raisonnements que nous venons de citer.

La façon seule de poser la question : « dictature du parti *ou bien* dictature de classe ? dictature (parti) de chefs *ou bien* dictature (parti) des masses ? » témoigne déjà de la plus incroyable et désespérante confusion de pensée. Ces gens s'efforcent *d'inventer* quelque chose de tout à fait original et dans leur zèle à raffiner ils deviennent ridicules. Tout le monde sait que les masses se divisent en classes ; qu'on ne peut opposer les masses et les classes que lorsqu'on oppose l'immense majorité dans son ensemble, sans la différencier d'après la position occupée dans le régime social de la production, à des catégories occupant une position particulière dans ce régime ; que les classes sont dirigées ordinairement et dans la plupart des cas, du moins dans les pays civilisés d'aujourd'hui, par des partis politiques ; que les partis politiques sont, en règle générale, dirigés par des groupes plus ou moins stables de personnes réunissant le maximum d'autorité, d'influence, d'expérience, élues aux fonctions les plus responsables, et qu'on appelle les dirigeants. Tout cela c'est l'a b c. Tout cela est simple et clair. Pourquoi a-t-on eu besoin d'y substituer je ne sais quel charabia, je ne sais quel nouveau volapük ? D'une part, ces gens se sont, visiblement, empêtrés dans les difficultés d'une situation où l'alternance rapide de la légalité et de l'illégalité pour le parti trouble le rapport ordinaire, normal et simple entre les dirigeants, les partis et les classes. En Allemagne, comme dans les autres pays d'Europe, on s'est trop habitué à la légalité, à l'élection libre et réglementaire des « chefs » par les congrès réguliers des partis, à la vérification commode de la composition de classe des partis par les élections au parlement, les meetings, la presse, les dispositions d'esprit des syndicats et autres associations, etc. Quand il a fallu, par suite de la marche impétueuse de la révolution et du développement de la guerre civile, passer rapidement de cet état de choses coutumier à l'alternance, à la combinaison de la légalité et de l'illégalité, aux procédés « incommodes », « non démocratiques » de désignation, de formation ou de conservation des « groupes de dirigeants », on a perdu la tête et on s'est mis à imaginer des énormités. Sans doute, certains membres du Parti communiste hollandais, qui ont eu le malheur de naître dans un petit pays jouissant d'une tradition et des conditions d'une légalité particulièrement stable et privilégiée, qui n'ont jamais vu se succéder la légalité et l'illégalité, se sont-ils empêtrés eux-mêmes, ils ont perdu la tête et ont favorisé ces inventions absurdes.

D'autre part, on observe l'emploi simplement irréfléchi et incohérent de formulations « à la mode », pour notre temps, opposant la « masse » et les « chefs ». Les gens ont beaucoup entendu parler des « chefs », ils ont la tête pleine de toutes sortes d'attaques contre eux, ils se sont habitués à les voir opposer à la « masse » mais ils n'ont pas su réfléchir au pourquoi de la chose, y voir clair.

C'est à la fin de la guerre impérialiste et dans l'après-guerre que dans tous les pays on a ressenti avec le plus de force et de relief un divorce entre les « chefs » et la « masse ». La cause principale de ce phénomène a été maintes fois expliquée par Marx et Engels, de 1852 à 1892, par l'exemple de l'Angleterre. La situation monopoliste de l'Angleterre donnait naissance à une « aristocratie ouvrière », à demi petite-bourgeoise, opportuniste, issue de la « masse ». Les chefs de cette aristocratie ouvrière passaient continuellement du côté de la bourgeoisie qui les entretenait, directement ou indirectement. Marx s'attira la haine flatteuse de cette racaille pour les avoir ouvertement taxés de trahison. L'impérialisme moderne (du XX^{e} siècle) a créé pour quelques pays avancés une situation monopoliste privilégiée et c'est sur ce terrain qu'on a vu partout dans la II^{e} Internationale apparaître un type de chefs-traîtres, opportunistes, social-chauvins, défendant les intérêts de leur corporation, de leur mince couche sociale : l'aristocratie ouvrière. Les partis opportunistes se sont coupés des « masses », c'est-à-dire des plus larges couches de travailleurs, de la majorité d'entre eux, des ouvriers les plus mal payés. La victoire du prolétariat révolutionnaire est impossible si on ne lutte pas contre ce mal, si on ne dénonce pas, si on ne flétrit pas, si on ne chasse pas les chefs opportunistes social-traîtres. Et telle est bien la politique pratiquée par la III^{e} Internationale.

En arriver sous ce prétexte à opposer *de façon générale* la dictature des masses à la dictature des chefs est une absurdité ridicule, une sottise. Le plus plaisant c'est qu'aux anciens chefs qui s'en tiennent sur les choses simples aux idées communes à tous les hommes on substitue en fait (sous le couvert du mot d'ordre « à bas les chefs ! ») *de nouveaux chefs* qui débitent des choses prodigieusement stupides et embrouillées. Tels sont en Allemagne Laufenberg, Wolffheim, Horner, Karl Schröder, Friedrich Wendel, Karl Erler. *[Journal ouvrier communiste (n° 32, Hambourg, 7 février 1920, « La dissolution du Parti », par Karl Erler) : « La classe ouvrière ne peut détruire l'Etat bourgeois sans anéantir la démocratie bourgeoise et elle ne peut anéantir la démocratie bourgeoise sans détruire les partis. » Les esprits les plus brouillons parmi les syndicalistes et anarchistes des pays latins peuvent recevoir un « satisfecit » : des Allemands sérieux qui visiblement se croient marxistes (K. Erler et K. Horner affirment avec le plus grand sérieux dans leurs articles de ce journal qu'ils se considèrent comme des marxistes sérieux et débitent d'une façon particulièrement plaisante d'invraisemblables sottises, manifestant leur incompréhension de l'a b c du marxisme), en arrivent à dire des choses qui ne riment à rien. Il ne suffit pas de reconnaître le marxisme pour être préservé des erreurs. Nous autres Russes le savons fort bien, le marxisme ayant été fort souvent chez nous une « mode ».]* Les tentatives de ce dernier pour « approfondir » la question et proclamer en général l'inutilité et le « bourgeoisisme » des partis politiques sont déjà de telles

colonnes d'Hercule en fait de sottises que les bras vous en tombent. Il est bien vrai que d'une petite erreur on peut toujours faire une erreur monstrueuse : il suffit d'y insister, de lui trouver des justifications profondes, de la « mener à son terme ».

Rejeter l'attitude de parti et la discipline de parti, voilà où *en est arrivée* l'opposition. Or cela équivaut à désarmer entièrement le prolétariat *au profit de la bourgeoisie.* Cela équivaut, précisément, à ces défauts petits-bourgeois : éparpillement, instabilité, manque de ténacité, incapacité de s'unir, de mener une action coordonnée, défauts qui causeront inévitablement la perte de tout mouvement révolutionnaire du prolétariat, pour peu qu'on les encourage. Rejeter du point de vue du communisme l'attitude de parti, c'est sauter de la veille de la faillite du capitalisme (en Allemagne) non pas à la phase inférieure ou moyenne du communisme mais bien à sa phase supérieure. En Russie nous en sommes encore (deux ans après le renversement de la bourgeoisie) à faire nos premiers pas dans la voie de la transition du capitalisme au socialisme, ou stade inférieur du communisme. Les classes ont subsisté et elles subsisteront partout *pendant des années après* la conquête du pouvoir par le prolétariat. Peut-être ce délai sera-t-il moindre en Angleterre où il n'y a pas de paysans (mais où il y a cependant des petits patrons !). Supprimer les classes, ce n'est pas seulement chasser les grands propriétaires fonciers et les capitalistes — ce qui nous a été relativement facile — c'est aussi *supprimer les petits producteurs de marchandises* —, or ceux-ci, *on ne peut pas les chasser,* on ne peut pas les écraser, *il faut faire bon ménage* avec eux, on ne peut (et on ne doit) les transformer, les rééduquer que par un travail d'organisation très long, très lent et très prudent. Ils entourent de tous côtés le prolétariat d'une ambiance petite-bourgeoise, ils l'en pénètrent, ils l'en corrompent, ils provoquent constamment au sein du prolétariat des récidives de défauts propres à la petite bourgeoisie : manque de caractère, dispersion, individualisme, passages de l'enthousiasme à l'abattement. Pour y résister, pour que le prolétariat joue correctement, avec succès, victorieusement son rôle *d'organisateur* (qui est son rôle *principal*), le parti politique du prolétariat doit faire régner dans son sein une centralisation et une discipline rigoureuses. La dictature du prolétariat est une lutte opiniâtre, sanglante et non sanglante, violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative, contre les forces et les traditions de la vieille société. La force de l'habitude chez des millions et des dizaines de millions d'hommes est la force la plus terrible. Sans un parti de fer, trempé dans la lutte, sans un parti jouissant de la confiance de tout ce qu'il y a d'honnête dans cette classe, sans un parti sachant observer l'état d'esprit de la masse et influer sur lui, il est impossible de mener cette lutte avec succès. Vaincre la grande bourgeoisie centralisée est mille fois plus facile que « vaincre » les millions et les millions de petits propriétaires ; or ceux-ci par leur activité quotidienne, coutumière, invisible, insaisissable, dissolvante obtiennent *justement* les résultats qui sont nécessaires à la bourgeoisie, qui *restaurent* la bourgeoisie. Celui qui affaiblit tant soit peu la discipline de fer dans le parti du prolétariat (surtout pendant sa dictature) aide en fait la bourgeoisie contre le prolétariat.

A côté de la question chefs, parti, classe, masse, il faut poser la question des syndicats « réactionnaires ». Mais auparavant je me permettrai encore, en conclusion, quelques remarques fondées sur l'expérience de notre parti. Des attaques contre la « dictature des chefs », *il y en a toujours eu* dans notre parti : les premières dont je me souvienne remontent à 1895, à l'époque où notre parti n'existait pas encore en tant que tel mais où le groupe central de Saint-Pétersbourg[69] commençait à se constituer et devait assumer la direction des groupements de quartier. Au IX[e] Congrès de notre parti (avril 1920), une petite opposition s'éleva aussi contre la « dictature des chefs », l'« oligarchie », etc. Il n'y a donc rien d'étonnant, rien de nouveau, rien de terrible dans cette « maladie infantile » qu'est le « communisme de gauche » chez les Allemands. Cette maladie passe sans danger et, après, l'organisme en devient même plus robuste. D'autre part, l'alternance rapide du travail légal et du travail illégal, qui impose la nécessité de « cacher » tout particulièrement, d'entourer d'un secret particulier justement l'état-major, justement les dirigeants, a parfois conduit chez nous à des phénomènes profondément dangereux. Le pire fut, en 1912, l'entrée du provocateur Malinovski au Comité central bolchevik. Il fit repérer des dizaines et des dizaines de camarades, parmi les meilleurs et les plus dévoués, il les fit envoyer au bagne et hâta la mort de beaucoup d'entre eux. S'il ne causa pas un mal plus grand encore, c'est parce que nous avions correctement établi le rapport entre le travail légal et le travail illégal. Pour gagner notre confiance, Malinovski, en sa qualité de membre du Comité central du Parti et de député à la Douma, devait nous aider à lancer des journaux quotidiens légaux qui pouvaient, même sous le tsarisme, livrer combat à l'opportunisme des menchéviks et répandre, sous une forme dûment voilée, les principes fondamentaux du bolchévisme. D'une main Malinovski envoyait au bagne et à la mort par dizaines et par dizaines les meilleurs militants du bolchévisme, de l'autre, il devait aider, par la voie de la presse légale, à l'éducation de dizaines et de dizaines de milliers de nouveaux bolcheviks. Voilà un fait que feront bien de méditer les camarades allemands (et aussi anglais et américains, français et italiens) qui se trouvent placés devant la tâche d'apprendre à mener le travail révolutionnaire dans les syndicats réactionnaires. *[Malinovski fut prisonnier en Allemagne. Quand il revint en Russie sous le pouvoir des bolcheviks, il fut aussitôt mis en jugement et fusillé par nos ouvriers. Les menchéviks nous avaient reproché avec une âpreté particulière notre faute : avoir laissé un provocateur pénétrer au Comité central de notre parti. Mais, quand sous Kérenski nous exigeâmes l'arrestation et la mise en jugement du président de la Douma, Rodzianko,*

qui, dès avant la guerre, avait eu connaissance du rôle d'agent provocateur de Malinovski et n'en avait rien dit aux députés troudoviks et ouvriers de la Douma, ni les menchéviks ni les socialistes-révolutionnaires, qui participaient au gouvernement en même temps que Kérenski, ne soutinrent notre demande et Rodzianko, laissé en liberté, put s'en aller librement rejoindre Dénikine.]

Dans nombre de pays, y compris les plus avancés, la bourgeoisie sans aucun doute envoie aujourd'hui et enverra des provocateurs dans les partis communistes. L'un des moyens de combattre ce danger, c'est de combiner avec intelligence le travail légal et illégal.

VI - LES RÉVOLUTIONNAIRES DOIVENT-ILS MILITER DANS LES SYNDICATS RÉACTIONNAIRES ?

Les « gauches » allemands croient pouvoir répondre sans hésiter à cette question par la négative. Selon eux, les déclamations et les apostrophes courroucées à l'adresse des syndicats « réactionnaires » et « contre-révolutionnaires » suffisent (K. Horner l'affirme avec une « autorité » et une sottise toutes particulières) à « démontrer » qu'il est inutile et même inadmissible que les révolutionnaires, les communistes travaillent dans les syndicats jaunes, contre-révolutionnaires, les syndicats des social-chauvins, des conciliateurs, des Legien.

Mais les « gauches » allemands ont beau être convaincus du caractère révolutionnaire de cette tactique, elle est en réalité foncièrement erronée et, à part quelques phrases creuses, elle n'a aucun contenu.

Pour l'expliquer, je partirai de notre expérience, conformément au plan général de cet article, qui a pour but d'appliquer à l'Europe occidentale ce qu'il y a de généralement applicable, de généralement significatif et d'obligatoire dans l'histoire et la tactique actuelle du bolchévisme.

Le rapport entre les dirigeants, le parti, la classe, les masses et, d'autre part, l'attitude de la dictature du prolétariat et de son parti à l'égard des syndicats se présentent aujourd'hui chez nous, concrètement, de la manière suivante. La dictature est exercée par le prolétariat organisé dans les Soviets et dirigé par le Parti communiste bolchevik qui, selon les données de son dernier congrès (avril 1920), groupe 611 000 membres. Ses effectifs ont subi de fort sensibles variations avant et après la Révolution d'Octobre et étaient beaucoup moins importants auparavant, même en 1918 et 1919. Nous craignons une extension démesurée du parti car les arrivistes et les gredins — qui ne méritent que le poteau d'exécution — cherchent inévitablement à se glisser dans les rangs du parti gouvernemental. La dernière fois que nous ouvrîmes toutes grandes les portes du parti — aux ouvriers et aux paysans seulement — ce fut pendant les jours (hiver 1919) où Ioudénitch se trouvait à quelques verstes de Pétrograd et Dénikine à Orel (370 kilomètres environ de Moscou), c'est-à-dire à un moment où un danger terrible, un danger de mort menaçait la République des Soviets et où en se joignant aux communistes les aventuriers, les arrivistes, les gredins et, d'une façon générale, les éléments instables ne pouvaient le moins du monde compter sur une carrière avantageuse (mais plutôt s'attendre à la potence et aux tortures). Un Comité central de dix-neuf membres, élu au congrès, dirige le parti qui réunit des congrès annuels (au dernier congrès, la représentation était de 1 délégué pour 1 000 membres) ; le travail courant est confié à Moscou à des collèges encore plus restreints appelés « Orgburo » (Bureau d'organisation) et « Politburo » (Bureau politique) qui sont élus en assemblée plénière du Comité central, à raison de cinq membres pris dans son sein pour chaque bureau. Il en résulte donc la plus authentique « oligarchie ». Et dans notre République il n'est pas une question importante de politique ou d'organisation qui soit tranchée par un organisme d'Etat sans que le Comité central du parti ait donné ses directives.

Dans son travail, le parti s'appuie directement sur les *syndicats* qui comptent aujourd'hui, d'après les données du dernier congrès (avril 1920), plus de quatre millions de membres qui, en tant que tels, sont *sans-parti.* En fait, tous les organismes dirigeants de l'immense majorité des syndicats et au premier chef, naturellement, du Centre ou Bureau des syndicats de Russie (Conseil central des syndicats de Russie) sont composés de communistes et appliquent toutes les directives du parti. On obtient en somme un appareil prolétarien qui, en principe, n'est pas communiste, qui est souple et relativement large, très puissant, par l'intermédiaire duquel le parti est étroitement lié à *la classe* et *à la masse* et par l'intermédiaire duquel la *dictature de classe* s'exerce sous la direction du parti. Sans la plus étroite liaison avec les syndicats, sans leur appui énergique, sans leur travail tout d'abnégation non seulement dans la construction économique *mais aussi* dans l'organisation *militaire,* il est évident que nous n'aurions pu gouverner le pays et exercer la dictature non seulement pendant deux ans et demi mais même pendant deux mois et demi. On conçoit que cette liaison très étroite implique dans la pratique un travail de propagande et d'agitation très complexe et très varié, d'opportunes et fréquentes conférences non seulement avec les dirigeants mais, d'une façon générale, avec les militants influents des syndicats, implique une lutte résolue

contre les menchéviks qui, jusqu'à ce jour, comptent un certain nombre — bien petit, il est vrai — de partisans qu'ils initient à toutes les roueries contre-révolutionnaires possibles, depuis la défense idéologique de la démocratie *(bourgeoise),* depuis le prône de l'« indépendance » des syndicats (indépendance vis-à-vis du pouvoir d'Etat prolétarien !) jusqu'au sabotage de la discipline prolétarienne, etc., etc.

Nous reconnaissons que la liaison avec les « masses » par l'intermédiaire des syndicats est insuffisante. La pratique a créé chez nous, au cours de la révolution, une institution que nous nous efforçons par tous les moyens de maintenir, de développer, d'élargir : ce sont les *conférences d'ouvriers et de paysans sans-parti,* qui nous permettent d'observer l'état d'esprit des masses, de nous rapprocher d'elles, de répondre à leurs demandes, d'appeler les meilleurs de leurs éléments aux postes d'Etat, etc. Un récent décret sur la réorganisation du Commissariat du peuple pour le Contrôle d'Etat en « Inspection ouvrière et paysanne » donne à ces conférences de sans-parti le droit d'élire des membres des services du Contrôle d'Etat, qui procéderont à des vérifications de toutes sortes, etc.

Ensuite, il va de soi que tout le travail du parti se fait par l'intermédiaire des Soviets qui groupent les masses laborieuses sans distinction de profession. Les congrès des Soviets de district sont une institution *démocratique* comme n'en ont encore jamais vu les meilleures parmi les républiques démocratiques du monde bourgeois ; c'est par l'intermédiaire de ces congrès (dont le parti s'efforce de suivre les travaux avec la plus grande attention possible), c'est également en déléguant constamment à la campagne des ouvriers conscients aux fonctions les plus diverses que le prolétariat remplit son rôle dirigeant à l'égard de la paysannerie, que s'exerce la dictature du prolétariat des villes, la lutte systématique contre les paysans riches, bourgeois, exploiteurs et spéculateurs, etc.

Tel est le mécanisme général du pouvoir d'Etat prolétarien considéré « d'en haut », du point de vue de l'application pratique de la dictature. Le lecteur comprendra, on peut l'espérer, pourquoi au bolchevik russe qui connaît ce mécanisme, qui l'a vu naître à partir des petits cercles illégaux, clandestins et se développer pendant vingt-cinq ans, toutes ces discussions sur la dictature « d'en haut » *ou* « d'en bas », des chefs *ou* de la masse, etc., ne peuvent manquer de paraître enfantines et ridicules, comme le serait une discussion sur ce qui est le plus utile à l'homme, sa jambe gauche ou son bras droit.

Tout aussi enfantines et ridicules doivent nous paraître les graves dissertations tout à fait savantes et terriblement révolutionnaires des « gauches » allemands qui prétendent que les communistes ne peuvent pas et ne doivent pas militer dans les syndicats réactionnaires, qu'il est permis de refuser ce travail, qu'il faut sortir des syndicats et créer, obligatoirement, une « union ouvrière » toute neuve, toute proprette, inventée par des communistes bien gentils (et, pour la plupart, sans doute, bien jeunes), etc., etc.

Le capitalisme laisse inévitablement en héritage au socialisme, d'une part, les vieilles distinctions professionnelles et corporatives, qui se sont formées durant des siècles entre les ouvriers et, d'autre part, les syndicats qui ne peuvent se développer et ne se développeront que très lentement, pendant des années et des années, en des syndicats d'industrie plus larges, moins corporatifs (s'étendant à des industries entières, et non pas simplement â des ateliers, des corps de métier et des professions). Par l'intermédiaire de ces syndicats d'industrie, on supprimera plus tard la division du travail entre les hommes, on passera à l'éducation, à l'instruction et à la formation d'hommes *harmonieusement développés, harmonieusement* préparés et *sachant tout faire*. C'est à cela que va, doit aller et *arrivera* le communisme mais seulement au bout de longues années. Tenter aujourd'hui d'anticiper dans la pratique sur ce résultat futur du communisme pleinement développé, consolidé, formé, entièrement épanoui et mûr, équivaut à enseigner les mathématiques supérieures à un enfant de quatre ans.

Nous pouvons (et devons) commencer à construire le socialisme non pas avec du matériel humain imaginaire, du matériel humain que nous aurions spécialement créé mais avec celui que nous a légué le capitalisme. Cela est très « difficile », certes, mais toute autre façon d'aborder le problème est si peu sérieuse qu'elle ne vaut même pas qu'on en parle.

Les syndicats ont été un progrès gigantesque de la classe ouvrière au début du développement du capitalisme car ils ont marqué le passage de l'état de dispersion et d'impuissance où se trouvaient les ouvriers aux premières *ébauches* d'une union de classe. Lorsque commença à se développer la forme *suprême* de l'union de classe des prolétaires : le *parti révolutionnaire du prolétariat* (qui ne méritera pas son nom aussi longtemps qu'il ne saura pas lier les dirigeants, la classe et les masses en un tout homogène, indissoluble), les syndicats révélèrent inévitablement *certains* traits réactionnaires, une certaine étroitesse corporative, une certaine tendance à l'apolitisme, un certain esprit de routine, etc. Mais nulle part au monde le prolétariat ne s'est développé et ne pouvait se développer autrement que par l'intermédiaire des syndicats et leur coopération étroite avec le parti de

la classe ouvrière. La conquête du pouvoir politique par le prolétariat est pour celui-ci, en tant que classe, un gigantesque pas en avant, aussi le parti doit davantage encore, d'une manière nouvel-le et pas seulement comme par le passé, éduquer les syndicats, les diriger, sans oublier toutefois qu'ils restent et resteront longtemps l'indispensable « école du communisme » et l'école préparatoire où les prolétaires apprennent à exercer leur dictature, le lieu du regroupement nécessaire des ouvriers, afin que la gestion de toute l'économie du pays passe graduellement d'abord aux mains de la *classe* ouvrière (et non de telles ou telles professions) puis de l'ensemble des travailleurs.

Un certain « esprit réactionnaire » des syndicats, en ce sens, est *inévitable* sous la dictature du prolétariat. Ne pas le comprendre, c'est faire preuve d'une totale incompréhension des conditions fondamentales du *passage* du capitalisme au socialisme. Redouter *cet* « esprit réactionnaire », essayer de *l'éluder,* de passer outre, c'est commettre une stupidité énorme car c'est craindre d'assumer ce rôle d'avant-garde du prolétariat qui consiste à instruire, éclairer, éduquer, appeler à une vie nouvelle les couches et les masses les plus retardataires de la classe ouvrière et de la paysannerie. D'autre part, remettre la réalisation de la dictature du prolétariat, jusqu'au moment où il ne resterait plus un seul ouvrier atteint d'étroitesse professionnelle, plus un seul ouvrier imbu des préjugés corporatifs et trade-unionistes serait une erreur encore plus grave. L'art de l'homme politique (et la juste compréhension de ses devoirs par un communiste) est d'apprécier avec exactitude les conditions et le moment où l'avant-garde du prolétariat peut s'emparer avec succès du pouvoir, où elle saura, pendant et après, bénéficier d'un appui suffisant de couches suffisamment larges de la classe ouvrière et des masses laborieuses non prolétariennes, où elle saura dès lors maintenir, renforcer, élargir sa domination, en éduquant, en instruisant, en attirant à elle des masses toujours plus larges de travailleurs.

Allons plus loin. Dans les pays plus avancés que la Russie, un certain esprit réactionnaire des syndicats s'est manifesté et devait se manifester, incontestablement, avec beaucoup plus de force que chez nous. En Russie les menchéviks avaient (et ont encore aujourd'hui en partie, dans un très petit nombre de syndicats) un appui dans les syndicats, précisément grâce à l'étroitesse corporative, à l'égoïsme professionnel et à l'opportunisme. Les menchéviks d'Occident se sont bien plus solidement « implantés » dans les syndicats et une « *aristocratie ouvrière » corporative, étroite, égoïste, sans cœur, cupide, petite-bourgeoise, d'esprit impérialiste, soudoyée et corrompue par l'impérialisme* y est apparue bien plus puissante que chez nous. Cela est indiscutable. La lutte en Europe occidentale contre les Gompers, contre MM. Jouhaux, Henderson, Merrheim, Legien et C^{ie} est beaucoup plus difficile que la lutte contre nos menchéviks qui représentent un type politique et social *parfaitement analogue.* Cette lutte doit être impitoyable et il faut absolument la pousser, comme nous l'avons fait, jusqu'au moment où tous les incorrigibles chefs de l'opportunisme et du social-chauvinisme seront totalement déshonorés et chassés des syndicats. Il est impossible de conquérir le pouvoir politique (et il ne faut pas essayer de le prendre) aussi longtemps que cette lutte n'a pas été poussée jusqu'à un *certain* degré ; de plus, dans les différents pays et dans des conditions diverses, ce « certain degré » n'est pas *le même* et seuls des dirigeants politiques du prolétariat réfléchis, expérimentés et compétents peuvent le déterminer correctement dans chaque pays. (En Russie, la mesure du succès dans cette lutte nous fut donnée notamment par les élections à l'Assemblée constituante, en novembre 1917, quelques jours après la révolution prolétarienne du 25 octobre 1917. Lors de ces élections, les menchéviks furent battus à plate couture, n'ayant recueilli que 700 000 suffrages — 1 400 000 voix en ajoutant celles de la Transcaucasie — contre 9 000 000 de voix aux bolcheviks. Voir à ce sujet mon article « Les élections à l'Assemblée constituante et la dictature du prolétariat » dans le n° 7-8 de *l'Internationale Communiste.*)

Mais nous luttons contre l'« aristocratie ouvrière » au nom de la masse ouvrière et pour la gagner à nous ; nous combattons les chefs opportunistes et social-chauvins pour gagner à nous la classe ouvrière. Oublier cette vérité des plus élémentaires et des plus évidentes serait stupide. Or, c'est précisément la stupidité que commettent les communistes allemands « de gauche » qui, *en raison de* l'esprit réactionnaire et contre-révolutionnaire des *milieux dirigeants* syndicaux, concluent... qu'il faut sortir des syndicats !! qu'il faut refuser d'y travailler !! qu'il faut créer de nouvelles formes, *inventées,* d'organisation ouvrière !! Stupidité impardonnable qui équivaut pour les communistes à rendre un immense service à la bourgeoisie. Car nos menchéviks, de même que tous les leaders opportunistes, social-chauvins et kautskistes des syndicats, ne sont pas autre chose que des « agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier » (ce que nous avons toujours dit des menchéviks) ou « les intendants ouvriers de la classe capitaliste » (labour lieutenants of the capitalist class), selon la belle expression, profondément juste, des disciples américains de Daniel De Léon. Ne pas travailler dans les syndicats réactionnaires, c'est abandonner les masses ouvrières insuffisamment éduquées ou arriérées à l'influence des chefs réactionnaires, des agents de la bourgeoisie, des aristocrates ouvriers ou des « ouvriers embourgeoisés » (consulter à ce sujet la lettre d'Engels à Marx sur les ouvriers anglais[70], 1852).

Et précisément la « théorie » saugrenue de la non-participation des communistes aux syndicats réactionnaires montre, de toute évidence, avec quelle légèreté ces communistes « de gauche » envisagent la question de l'influence sur les « masses » et quel abus ils font dans leurs clameurs du mot « masse ». Pour savoir aider la « masse » et gagner sa sympathie, son adhésion et son appui, il faut ne pas craindre les difficultés, ne pas craindre les chicanes, les pièges, les outrages, les persécutions de la part des « chefs » (qui, opportunistes et social-chauvins, sont, dans la plupart des cas, liés directement ou indirectement à la bourgeoisie et à la police) et il faut absolument *travailler là où est la masse.* Il faut savoir consentir tous les sacrifices, surmonter les plus grands obstacles, afin de faire un travail de propagande et d'agitation systématique, persévérant, opiniâtre et patient justement dans les institutions, les sociétés, les organisations — aussi réactionnaires soient-elles —, partout où il y a la masse prolétarienne ou semi-prolétarienne. Or les syndicats et les coopératives ouvrières (celles-ci dans certains cas, tout au moins) sont justement des organisations où se trouve la masse. En Angleterre, d'après les informations d'un journal suédois, le *Folkets Dagblad Politiken* (du 10 mars 1920), les effectifs des trade-unions ont passé, de fin 1917 à fin 1918, de 5 500 000 à 6 600 000 membres, augmentant ainsi de 19 %. A la fin de 1919, on en compte jusqu'à 7 500 000. Je n'ai pas sous la main les chiffres correspondants pour la France et l'Allemagne mais il est des faits absolument indiscutables et connus de tous qui attestent un accroissement sensible du nombre des syndiqués dans ces pays également.

Ces faits montrent en toute clarté ce que des milliers d'autres indications confirment également : une prise de conscience croissante et une aspiration toujours plus grande à s'organiser qui se manifestent justement dans les masses prolétariennes, dans les « couches inférieures », retardataires. Des millions d'ouvriers en Angleterre, en France, en Allemagne passent *pour la première fois* de l'inorganisation totale à la forme d'organisation élémentaire, inférieure, la plus simple et la plus accessible (pour ceux qui sont encore profondément imbus de préjugés démocratiques-bourgeois), c'est-à-dire aux syndicats. Et les communistes de gauche, révolutionnaires mais dénués de bon sens, sont là à crier : « la masse », « la masse » ! *et refusent de militer au sein des syndicats !!* en prétextant leur « esprit réactionnaire » ! Et ils inventent une « union ouvrière » toute neuve, proprette, innocente des préjugés démocratiques-bourgeois, non coupable de péchés corporatifs et étroitement professionnels — une union qui, à ce qu'ils prétendent, sera (qui sera !) large et où pour adhérer il faut seulement (seulement !) « reconnaître le système des Soviets et la dictature » (voir plus haut la citation) !!

On ne saurait concevoir plus grande absurdité, plus grand tort fait à la révolution par les révolutionnaires « de gauche » ! Mais, si aujourd'hui en Russie, après deux années et demie de victoires sans précédent sur la bourgeoisie de la Russie et de l'Entente, nous posions, comme condition à l'entrée dans les syndicats, la « reconnaissance de la dictature », nous ferions une sottise, nous compromettrions notre influence sur les masses, nous ferions le jeu des menchéviks. Car toute la tâche des communistes est de savoir *convaincre* les retardataires, de savoir travailler *parmi* eux et non de se *séparer* d'eux en inventant de puérils slogans « de gauche ».

MM. Gompers, Henderson, Jouhaux et Legien sont, sans aucun doute, très reconnaissants à ces révolutionnaires « de gauche » qui, comme ceux de l'opposition « de principe » allemande (Dieu nous préserve de semblables « principes » !) ou comme certains révolutionnaires américains des « Ouvriers industriels du monde », prêchent l'abandon des syndicats réactionnaires et le refus d'y travailler. N'en doutons pas, messieurs les « chefs » de l'opportunisme auront recours à toutes les manœuvres de la diplomatie bourgeoise, à l'aide des gouvernements bourgeois, du clergé, de la police, des tribunaux pour fermer aux communistes l'entrée des syndicats, pour les en éliminer par tous les moyens, leur rendre le travail dans les syndicats le plus désagréable possible, pour les outrager, les tracasser, les persécuter. Il faut savoir résister à tout cela, consentir tous les sacrifices, user même — en cas de nécessité — de stratagèmes, d'astuces, de procédés illégaux de toutes sortes, il faut savoir se taire, celer la vérité, à seule fin de pénétrer dans les syndicats, d'y rester et d'y faire coûte que coûte le travail communiste. Sous le tsarisme, jusqu'en 1905, nous n'eûmes aucune « possibilité légale » ; mais, quand l'agent de l'Okhrana Zoubatov[71] organisait des réunions d'ouvriers et des associations ouvrières « Cent-Noirs » pour repérer et combattre les révolutionnaires, nous envoyions à ces réunions et dans ces associations des membres de notre parti (parmi eux, je me souviens personnellement de l'ouvrier pétersbourgeois Babouchkine, militant remarquable, fusillé en 1906 par les généraux du tsar), qui établissaient la liaison avec la masse, s'ingéniaient à faire leur travail de propagande et arrachaient les ouvriers à l'influence des hommes de Zoubatov. *[Les Gompers, les Henderson, les Jouhaux, les Legien ne sont que des Zoubatov, dont ils se distinguent par l'habit, le vernis européen, les procédés civilisés, raffinés, démocratiquement pommadés, dont ils usent pour pratiquer leur infâme politique.]* Certes, il est plus difficile d'en faire autant dans les pays d'Europe occidentale, particulièrement imbus de préjugés légalistes, constitutionnels, démocratiques-bourgeois extrêmement enracinés. Cependant on peut et on doit le faire et le faire systématiquement.

Le Comité exécutif de la III^{e} Internationale doit, à mon avis personnel, condamner ouvertement et engager le prochain congrès de l'Internationale communiste à condamner d'une façon générale la politique de non-

participation aux syndicats réactionnaires (en expliquant minutieusement ce qu'une telle non-participation a d'absurde et d'extrêmement préjudiciable à la cause de la révolution prolétarienne) et, notamment, la ligne de conduite de certains membres du Parti communiste hollandais qui — directement ou indirectement, ouvertement ou non, totalement ou en partie, peu importe — ont soutenu cette politique erronée. La III[e] Internationale doit briser avec la tactique de la II[e] et ne pas éluder les questions épineuses, ne pas les estomper mais au contraire les poser carrément. Nous avons dit, bien en face, toute la vérité aux « indépendants » (au Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne ; il faut la dire en face aussi aux communistes « de gauche ».

VII - FAUT-IL PARTICIPER AUX PARLEMENTS BOURGEOIS ?

Les communistes « de gauche » allemands, à cette question, répondent avec le plus grand dédain — et la plus grande légèreté — par la négative. Leurs arguments ? Dans la citation reproduite plus haut nous avons vu :

> « ... Repousser de la façon la plus résolue tout retour aux formes parlementaires de lutte qui, historiquement et politiquement, ont fait leur temps... »

Cela est dit en termes ridiculement prétentieux et c'est manifestement faux. « Retour » au parlementarisme ! Peut-être la république des Soviets existe-t-elle déjà en Allemagne ? Non, ce me semble. Mais alors, comment peut-on parler de « retour » ? N'est-ce pas là une phrase creuse ?

Le parlementarisme « a historiquement fait son temps ». C'est vrai du point de vue de la propagande. Mais chacun sait que de là à ce qu'on en soit venu à bout *dans la pratique,* il y a encore très loin. Il y a déjà des dizaines d'années on pouvait dire, et à bon droit, que le capitalisme « avait historiquement fait son temps » ; mais cela n'élimine nullement la nécessité d'une très longue et très opiniâtre lutte *sur le terrain* du capitalisme. Le parlementarisme a « historiquement fait son temps » du point de vue de *l'histoire universelle,* autrement dit *l'époque* du parlementarisme bourgeois est terminée, *l'époque* de la dictature du prolétariat *a commencé.* C'est indéniable. Mais à l'échelle de l'histoire universelle, c'est par dizaines d'années que l'on compte. Dix ou vingt ans plus tôt ou plus tard ne comptent pas à l'échelle de l'histoire universelle ; c'est de son point de vue une quantité négligeable qu'il est impossible de mettre en ligne de compte, même approximativement. Et c'est justement pourquoi en se référant, dans une question de politique pratique, à l'échelle de l'histoire mondiale, on commet l'erreur théorique la plus criante.

Le parlementarisme a-t-il « politiquement fait son temps » ? Là, c'est une autre affaire. Si c'était vrai, les communistes « de gauche » auraient une position solide. Mais il faut le prouver par une analyse très sérieuse ; or les « gauches » ne savent même pas aborder cette tâche. Dans les « Thèses sur le parlementarisme », publiées dans le n°l du *Bulletin du Bureau Provisoire d'Amsterdam de l'Internationale communiste (Bulletin ot the Provisional Bureau in Amsterdam of the Communist International, February 1920)* et qui traduisent manifestement la tendance de gauche des Hollandais ou la tendance hollandaise de gauche — l'analyse ne tient pas debout non plus, comme nous le verrons.

Premièrement. Les « gauches » d'Allemagne, comme on sait, estimaient dès le mois de janvier 1919 que le parlementarisme avait « politiquement fait son temps », contrairement à l'opinion de dirigeants politiques éminents comme Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. On sait que les « gauches » se sont trompés. Ce fait seul détruit d'emblée et radicalement la thèse selon laquelle le parlementarisme aurait « politiquement fait son temps ». Les « gauches » ont le devoir de démontrer pourquoi ce qui était alors indiscutablement une erreur a cessé d'en être une aujourd'hui. Mais ils n'apportent pas l'ombre d'une preuve et ils ne peuvent l'apporter. L'attitude d'un parti politique en face de ses erreurs est un des critères les plus importants et les plus sûrs pour juger si ce parti est sérieux et s'il remplit *réellement* ses obligations envers sa *classe* et envers les *masses* laborieuses. Reconnaître ouvertement son erreur, en découvrir les causes, analyser la situation qui lui a donné naissance, examiner attentivement les moyens de corriger cette erreur, c'est là la marque d'un parti sérieux, c'est là remplir ses obligations, c'est là éduquer et instruire la *classe* et ensuite aussi les *masses.* En ne remplissant pas ce devoir qui est le leur, en n'apportant pas à l'examen de leur erreur manifeste une attention, un soin et une circonspection extrêmes, les « gauches » d'Allemagne (et de Hollande) prouvent par là justement qu'ils ne sont pas *un parti de classe* mais un petit cercle, qu'ils ne sont pas *un parti de masse* mais un groupe formé d'intellectuels et d'un petit nombre d'ouvriers rééditant les pires déformations de la gent intellectuelle. Deuxièmement. Dans cette même brochure du groupe de « gauches » de Francfort, dont nous avons donné plus haut des citations détaillées, nous lisons :

> « ... Les millions d'ouvriers qui suivent encore la politique du Centre » (du parti catholique du « Centre ») « sont contre-révolutionnaires. Les prolétaires des campagnes forment les légions des armées contre-révolutionnaires » (p. 3 de la brochure susmentionnée).

Tout le monde voit qu'il y a dans ces affirmations bien trop de désinvolture et d'exagération. Mais le fait essentiel exposé ici est indiscutable et l'aveu qu'en font les « gauches » atteste leur erreur avec une évidence particulière. En effet, comment peut-on dire que « le parlementarisme a politiquement fait son temps », si des « millions » et des « légions » *de prolétaires* non seulement s'affirment encore pour le parlementarisme en général mais sont franchement « contre-révolutionnaires » !? Il est évident qu'en Allemagne le parlementarisme n'a *pas encore* fait son temps politiquement. Il est évident que les « gauches » d'Allemagne ont pris *leur désir,* leur attitude idéologique et politique pour une réalité objective. C'est là pour des révolutionnaires la plus dangereuse erreur. En Russie, où le joug exceptionnellement sauvage et féroce du tsarisme engendra, pendant une période particulièrement longue et sous des formes particulièrement variées, des révolutionnaires de toutes nuances, des révolutionnaires admirables de dévouement, d'enthousiasme, d'héroïsme, de force de volonté, en Russie nous avons pu observer de très près, étudier avec une attention toute spéciale cette erreur dans laquelle tombent les révolutionnaires, nous la connaissons fort bien et c'est pourquoi nous la voyons si bien chez les autres. Pour les communistes d'Allemagne, le parlementarisme, sans doute, « a politiquement fait son temps » ; mais le tout est justement de *ne pas* croire que ce qui a fait son temps *pour nous* a fait son temps *pour la classe,* a fait son temps *pour les masses.* Nous voyons ici une fois de plus que les « gauches » ne savent pas raisonner, ne savent pas se conduire en parti *de classe,* en parti *de masse.* Vous êtes tenus de ne pas vous abaisser au niveau des masses, au niveau des couches retardataires d'une classe. C'est indiscutable. Vous êtes tenus de leur dire l'amère vérité. Vous êtes tenus d'appeler préjugés leurs préjugés démocratiques-bourgeois et parlementaires. Mais en même temps vous êtes tenus de surveiller d'un *œil lucide* l'état *réel* de conscience et de préparation aussi bien de la classe tout entière (et pas seulement de son avant-garde communiste) que de la *masse* travailleuse tout entière (et pas seulement de ses éléments avancés).

Si même ce ne sont pas des « millions » et des « légions » mais simplement *une minorité* assez importante d'ouvriers d'usines qui suivent les prêtres catholiques — et d'ouvriers agricoles qui suivent les grands propriétaires fonciers et les koulaks (Grossbauern) — il en résulte déjà *sans le moindre doute* que le parlementarisme en Allemagne n'a *pas encore* fait son temps politiquement, que la participation aux élections parlementaires et à la lutte du haut de la tribune parlementaire est *obligatoire* pour le parti du prolétariat révolutionnaire afin *précisément* d'éduquer les couches retardataires *de sa classe,* afin précisément d'éveiller et d'éclairer la *masse* inculte, opprimée et ignorante des campagnes. Tant que vous n'êtes pas de force à dissoudre le parlement bourgeois et toutes les autres institutions réactionnaires, vous *devez* travailler dans ces institutions *précisément* parce qu'il s'y trouve encore des ouvriers abrutis par la prêtraille et par l'atmosphère étouffante des trous de province. Autrement vous risquez de devenir tout simplement des bavards.

Troisièmement. Les communistes « de gauche » disent beaucoup de bien de nous, bolcheviks. Parfois on a envie de leur répondre : louez-nous donc un peu moins, étudiez davantage la tactique des bolcheviks, familiarisez-vous davantage avec elle ! Nous avons participé aux élections pour le parlement bourgeois de Russie, pour l'Assemblée constituante, en septembre-novembre 1917. Notre tactique était-elle juste ou non ? Si c'est non, il faut le dire clairement et le prouver : cela est nécessaire pour que le communisme international élabore une tactique juste. Si c'est oui, il faut en tirer certaines conclusions. Bien entendu, il ne saurait être question d'assimiler les conditions de la Russie à celles de l'Europe occidentale. Mais, spécialement quand on s'interroge sur ce que signifie la notion : « le parlementarisme a politiquement fait son temps », il faut de toute nécessité tenir exactement compte de notre expérience, car ces notions se changent trop aisément en phrases creuses, quand on néglige de tenir compte de l'expérience concrète. Nous, les bolcheviks russes, n'avions-nous pas, en septembre-novembre 1917, *plus* que tous les communistes d'Occident, le droit d'estimer que le parlementarisme avait politiquement fait son temps en Russie ? Nous l'avions, évidemment, car la question n'est pas de savoir si les parlements bourgeois existent depuis longtemps ou depuis peu mais de savoir jusqu'à quel point les larges masses des travailleurs sont *prêtes* (idéologiquement, politiquement, pratiquement) à adopter le régime soviétique et à dissoudre — ou à permettre qu'on dissolve — le parlement démocratique-bourgeois. Qu'en Russie, en septembre-novembre 1917, la classe ouvrière des villes, les soldats et les paysans aient été, en raison de toute une série de conditions particulières, exceptionnellement préparés à l'adoption du régime soviétique et à la dissolution du plus démocratique des parlements bourgeois, c'est là un fait historique tout à fait indéniable et parfaitement établi. Et cependant les bolcheviks *n'ont pas* boycotté l'Assemblée constituante ; ils ont, au contraire, participé aux élections avant *et après* la conquête du pouvoir politique par le prolétariat. Que ces élections aient donné des résultats politiques infiniment précieux (et utiles au plus haut point pour le prolétariat), c'est ce que j'ai démontré — j'ose l'espérer — dans l'article mentionné plus haut, où j'analyse en détail les résultats des élections à l'Assemblée constituante de Russie.

D'où une conclusion absolument indiscutable : il est prouvé que même quelques semaines avant la victoire de la République soviétique, même *après* cette victoire, la participation à un parlement démocratique-bourgeois, loin de nuire au prolétariat révolutionnaire, lui permet de *démontrer* plus facilement aux masses retardataires pourquoi ces parlements méritent d'être dissous, *facilite* le succès de leur dissolution, *facilite* la « fin politique » du parlementarisme bourgeois. Ne pas tenir compte de cette expérience tout en prétendant appartenir à *l'Internationale* communiste, qui doit élaborer *internationalement* sa tactique (une tactique non pas étroitement ou exclusivement nationale mais bien internationale), c'est commettre l'erreur la plus profonde et c'est précisément renier l'internationalisme en fait, tout en le reconnaissant en paroles.

Considérons maintenant les arguments des « Hollandais de gauche » en faveur de la non-participation aux parlements. Voici, traduite de l'anglais, la plus importante des thèses « hollandaises » ci-dessus mentionnées, la thèse 4 :

> « Lorsque le système capitaliste de production est brisé et que la société se trouve en état de révolution, l'activité parlementaire perd peu à peu de sa valeur, si on la compare à l'action des masses elles-mêmes. Lorsque, dans ces conditions, le parlement devient le centre et l'organe de la contre-révolution et que, d'autre part, la classe ouvrière crée les instruments de son pouvoir sous forme de soviets, il peut même s'avérer indispensable de rejeter toute participation, quelle qu'elle soit, à l'activité parlementaire. »

La première phrase est manifestement inexacte car l'action des masses — une grande grève, par exemple — est *toujours* plus importante que l'activité parlementaire et non pas seulement pendant la révolution ou dans une situation révolutionnaire. Cet argument, qui est d'une inconsistance manifeste, qui est historiquement et politiquement faux, ne fait que révéler avec une clarté particulière que les auteurs de cette thèse ne tiennent absolument aucun compte ni de l'expérience de l'Europe en général (de la France avant les révolutions de 1848 et de 1870, de l'Allemagne entre 1878 et 1890, etc.), ni de l'expérience russe (voir plus haut) sur l'importance qu'il y a à *combiner* la lutte légale et la lutte illégale. Cette question a une importance considérable, tant générale que particulière, parce que, dans *tous* les pays civilisés et avancés, l'heure approche rapidement où cette combinaison deviendra de plus en plus obligatoire — elle l'est devenue partiellement — pour le parti du prolétariat révolutionnaire en raison de la maturation, de l'approche de la guerre civile menée par le prolétariat contre la bourgeoisie, en raison des persécutions féroces auxquelles les communistes sont en butte de la part des gouvernements républicains et, en général, des gouvernements bourgeois, qui violent de toutes les façons la légalité (l'exemple seul de l'Amérique est assez édifiant), etc. Cette question essentielle reste absolument incomprise des Hollandais et, en général, des « gauches ».

La seconde phrase, premièrement, est historiquement inexacte. Nous, les bolcheviks, avons participé aux parlements les plus contre-révolutionnaires et l'expérience a montré que cette participation avait été non seulement utile mais même indispensable au parti du prolétariat révolutionnaire, justement après la première révolution bourgeoise en Russie (1905), pour préparer la seconde révolution bourgeoise (février 1917), puis la révolution socialiste (octobre 1917). En second lieu, cette phrase est d'un illogisme frappant. De ce que le parlement devient l'organe et le « centre » (en fait, il n'a jamais été et ne peut être le « centre », soit dit en passant) de la contre-révolution, tandis que les ouvriers créent les instruments de leur pouvoir sous forme de Soviets, il s'ensuit que les ouvriers doivent se préparer — se préparer idéologiquement, politiquement, techniquement — à la lutte des Soviets contre le parlement, à la dissolution du parlement par les Soviets. Mais il ne s'ensuit nullement que cette dissolution soit entravée ou ne soit pas facilitée par la présence d'une opposition soviétique *au sein* du parlement contre-révolutionnaire. Pas une fois nous n'avons remarqué, pendant notre lutte victorieuse contre Dénikine et Koltchak, que l'existence chez eux d'une opposition prolétarienne, soviétique ait été sans effet sur nos victoires. Nous savons fort bien que la dissolution par nous de la Constituante, le 5 janvier 1918, ne fut pas entravée mais facilitée par la présence, au sein de la Constituante contre-révolutionnaire que nous étions en train de dissoudre, d'une opposition soviétique conséquente, bolchevique comme d'une opposition soviétique inconséquente, socialiste-révolutionnaire de gauche. Les auteurs de la thèse se sont complètement embrouillés et ils ont oublié l'expérience de toute une série de révolutions, sinon de toutes, qui atteste combien il est utile, surtout en période de révolution, de *combiner* l'action de masse en dehors du parlement réactionnaire avec celle d'une opposition sympathisant avec la révolution (ou mieux encore : soutenant directement la révolution) à l'intérieur de ce parlement. Les Hollandais et les « gauches » en général raisonnent ici en doctrinaires de la révolution, qui n'ont jamais participé à une révolution véritable ou qui n'ont jamais médité l'histoire des révolutions ou qui prennent naïvement la « négation » subjective d'une institution réactionnaire pour sa destruction effective par les forces conjuguées de divers facteurs objectifs. Le moyen le plus sûr de discréditer une nouvelle idée politique (et pas seulement politique) et de lui nuire est, sous prétexte de la défendre, de la pousser à l'absurde. En effet, toute vérité, si on la rend « exorbitante » (comme disait Dietzgen père), si on l'exagère, si on l'étend au-delà des limites de son application réelle, peut être poussée à l'absurde et,

dans ces conditions, se transforme même inévitablement en absurdité. Tel est justement le pavé de l'ours que les « gauches » de Hollande et d'Allemagne jettent à la vérité nouvelle : la supériorité du pouvoir des Soviets sur les parlements démocratiques-bourgeois. Bien entendu, celui qui dirait comme autrefois, et d'une façon générale, que, quelles que soient les circonstances, le refus de participer aux parlements bourgeois est inadmissible, celui-là n'aurait pas raison. Mais essayer de formuler ici les conditions dans lesquelles le boycott est utile, je ne le puis, l'objet du présent article étant beaucoup plus modeste : tirer des enseignements de l'expérience russe pour éclairer certaines questions d'actualité dans la tactique communiste internationale. L'expérience russe nous a montré une application réussie et juste (en 1905) et une autre erronée (en 1906) du boycott par les bolcheviks. En analysant le premier cas, nous voyons que les bolcheviks avaient réussi *à empêcher la convocation* par le pouvoir réactionnaire d'un parlement réactionnaire à un moment où l'action révolutionnaire extra-parlementaire des masses (notamment les grèves) croissait avec une rapidité exceptionnelle, où pas une seule couche du prolétariat et de la paysannerie ne pouvait soutenir, de quelque façon que ce fût, le pouvoir réactionnaire, où le prolétariat révolutionnaire s'assurait par les grèves et le mouvement agraire une influence sur les larges masses arriérées. Il est parfaitement évident que *cette* expérience n'est pas applicable aux conditions actuelles de l'Europe. De même, il est parfaitement évident — pour les raisons exposées plus haut — que prendre la défense, même conditionnelle, du refus des Hollandais et des « gauches » de participer aux parlements est foncièrement erroné et nuisible à la cause du prolétariat révolutionnaire.

En Europe occidentale et en Amérique, le parlement s'est rendu particulièrement odieux à l'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière. C'est indéniable. Et cela se conçoit parfaitement, car il est difficile de se représenter chose plus infâme, plus lâche, plus perfide que le comportement de l'immense majorité des députés socialistes et social-démocrates au parlement pendant et après la guerre. Mais il ne serait pas seulement absurde, il serait franchement criminel de se laisser aller à ce sentiment au moment de trancher la question de savoir *comment* il faut combattre un mal universellement reconnu. Dans beaucoup de pays d'Europe occidentale, le sentiment révolutionnaire est aujourd'hui, on peut le dire, une « nouveauté » ou une « rareté » qu'on a attendue trop longtemps, vainement et impatiemment, et c'est pourquoi, peut-être, on cède avec tant de facilité au sentiment. Certes, en l'absence d'un sentiment révolutionnaire chez les masses, sans des conditions favorisant le progrès de ce sentiment, la tactique révolutionnaire ne se transformera pas en action ; mais en Russie, une trop longue, trop dure et trop sanglante expérience nous a convaincus de cette vérité qu'on ne saurait fonder une tactique révolutionnaire sur le seul sentiment révolutionnaire. La tactique doit être mise au point de sang-froid, avec une objectivité rigoureuse, en tenant compte de *toutes* les forces de classe dans un Etat donné (de même que dans les Etats qui l'entourent et dans tous les Etats, à l'échelle mondiale), ainsi que de l'expérience des mouvements révolutionnaires. Faire preuve d'« esprit révolutionnaire » en se contentant d'invectiver l'opportunisme parlementaire, de refuser la participation aux parlements est très facile mais, justement parce qu'elle est trop facile, cette solution ne résout pas un problème ardu et même très ardu. Créer dans les parlements d'Europe une fraction parlementaire authentiquement révolutionnaire est infiniment plus malaisé qu'en Russie. Evidemment. Mais ce n'est là qu'un aspect particulier de cette vérité générale, que, dans la situation concrète, extrêmement originale historiquement, de 1917, il a été facile à la Russie de *commencer* la révolution socialiste, tandis qu'il lui sera plus difficile qu'aux pays d'Europe de la *continuer* et de la mener à son terme. Dès le début de 1918, j'ai déjà dû attirer l'attention sur cette circonstance et une expérience de deux années a, depuis, entièrement confirmé la justesse de cette idée. Des conditions spécifiques telles que : 1. La possibilité d'associer la révolution soviétique à la cessation — grâce à cette révolution — de la guerre impérialiste qui infligeait aux ouvriers et aux paysans d'incroyables souffrances ; 2. La possibilité de mettre à profit, pendant un certain temps, la lutte à mort des deux groupes de rapaces impérialistes les plus puissants du monde qui n'avaient pu se coaliser contre l'ennemi soviétique ; 3. La possibilité de soutenir une guerre civile relativement longue, en partie grâce aux gigantesques dimensions du pays et à ses mauvais moyens de communication ; 4. L'existence dans la paysannerie d'un mouvement révolutionnaire démocratique-bourgeois si profond que le parti du prolétariat a pu prendre à son compte les revendications révolutionnaires du parti des paysans (parti socialiste-révolutionnaire, nettement hostile, dans sa majorité, au bolchévisme) et les satisfaire aussitôt grâce à la conquête du pouvoir politique par le prolétariat — pareilles conditions spécifiques n'existent pas actuellement en Europe occidentale et la répétition de conditions identiques ou analogues n'est guère facile. Voilà pourquoi notamment — en plus d'une série d'autres raisons — il est plus difficile à l'Europe occidentale qu'à nous de *commencer* la révolution socialiste. Essayer de « tourner » cette difficulté en « sautant » par-dessus le problème ardu de l'utilisation à des fins révolutionnaires des parlements réactionnaires est pur enfantillage. Vous voulez créer une société nouvelle ? Et vous reculez devant la difficulté de créer une bonne fraction parlementaire de communistes convaincus, dévoués, héroïques dans un parlement réactionnaire ! N'est-ce pas de l'enfantillage ? Si Karl Liebknecht en Allemagne et Z. Höglund en Suède ont su, même sans un appui massif de la base, donner des exemples d'utilisation véritablement révolutionnaire des parlements réactionnaires, comment un parti révolutionnaire de masse, qui se développe rapidement, dans le climat de déception et de colère chez les masses au lendemain de la guerre, n'aurait-il pas la force de se *forger* une fraction communiste dans les pires des parlements ?!

C'est justement parce qu'en Europe occidentale les masses arriérées d'ouvriers et, plus encore, de petits paysans sont, beaucoup plus fortement qu'en Russie, imprégnées de préjugés démocratiques-bourgeois et parlementaires, c'est justement pour cette raison que les communistes peuvent (et doivent) *uniquement* de l'intérieur d'institutions comme les parlements bourgeois, mener une lutte opiniâtre, de longue haleine et ne reculant devant aucune difficulté pour dénoncer, dissiper, vaincre ces préjugés.

Les « gauches » d'Allemagne se plaignent des mauvais « chefs » de leur parti et se laissent aller au désespoir, ils en arrivent à une ridicule « négation » des « chefs ». Mais dans des conditions où l'on est souvent obligé de cacher les « chefs » dans la clandestinité, la *formation* de bons « chefs », sûrs, éprouvés, ayant de l'autorité morale est une tâche particulièrement difficile, dont il est *impossible* de venir à bout sans allier le travail légal au travail illégal et *sans faire passer les « chefs », entre autres épreuves, par* celle *aussi* de l'arène parlementaire. La critique — et la plus violente, la plus implacable, la plus intransigeante des critiques — doit être dirigée non contre le parlementarisme ou l'activité parlementaire mais contre les dirigeants qui ne savent pas — et, plus encore, contre ceux qui *ne veulent pas* — tirer parti des élections au parlement et de la tribune parlementaire en révolutionnaires, en communistes. Seule une telle critique — jointe, bien entendu, à l'expulsion des dirigeants incapables et à leur remplacement par d'autres, plus capables — sera un travail révolutionnaire utile et fécond, qui éduquera à la fois les « chefs » — afin qu'ils soient dignes de la classe ouvrière et des masses laborieuses — et les masses, afin qu'elles apprennent à s'orienter correctement dans une situation politique et à comprendre les problèmes souvent très complexes et embrouillés qui en découlent. *[« J'ai eu trop peu l'occasion de me renseigner sur le communisme « de gauche » en Italie. Sans doute, le camarade Bordiga et sa fraction de « communistes-abstentionnistes » (comunista astensionista), a-t-il tort de préconiser la non-participation au parlement. Mais il est un point où il me semble avoir raison, pour autant que l'on puisse en juger d'après deux numéros de son journal Il Soviet (nos 3 et 4 du 18 janvier et du I^er^ février 1920), d'après quatre fascicules de l'excellente revue du camarade Serrati, Comunismo (n^os^ I et 4 du 1^er^ octobre et du 30 novembre 1919), et d'après quelques numéros épars de journaux bourgeois italiens que j'ai pu voir. Le camarade Bordiga et sa fraction ont raison notamment quand ils attaquent Turati et ses partisans qui, restés dans un parti qui a reconnu le pouvoir des Soviets et la dictature du prolétariat, restent aussi membres du parlement et continuent leur vieille et si nuisible politique opportuniste. En tolérant cet état de choses, le camarade Serrati et tout le parti socialiste italien commettent évidemment une faute qui menace d'être aussi profondément nuisible et dangereuse que celle qui fut commise en Hongrie, lorsque les Turati hongrois sabotèrent de l'intérieur et le parti et le pouvoir des Soviets. Cette attitude erronée, cette inconséquence ou ce manque de caractère à l'égard des parlementaires opportunistes, d'un côté, engendrent le communisme « de gauche », et, de l'autre, justifient jusqu'à un certain point son existence. Le camarade Serrati a manifestement tort d'accuser d'« inconséquence » le député Turati (Comunismo n° 3), alors qu'il n'y a d'inconséquent que le parti socialiste italien, qui tolère dans ses rangs des parlementaires opportunistes comme Turati et C^ie^.]*

VIII - JAMAIS DE COMPROMIS ?

Nous avons vu, dans la citation empruntée à la brochure de Francfort, sur quel ton péremptoire les « gauches » lancent ce mot d'ordre. Il est triste de voir des gens qui, se croyant sans doute marxistes et désirant l'être, ont oublié les vérités fondamentales du marxisme. Voici ce qu'écrivait, en 1874, contre le manifeste des trente-trois communards-blanquistes, Engels, qui comme Marx, est un des rares, un des très rares écrivains dont chaque phrase de chacun de leurs grands ouvrages est d'une remarquable profondeur.

> « ... Nous sommes communistes » (écrivaient dans leur manifeste les communards-blanquistes) « parce que nous voulons arriver à notre but sans nous arrêter aux étapes intermédiaires, sans consentir aux compromis qui ne font qu'éloigner le jour de la victoire et prolonger la période d'esclavage. »
>
> « Les communistes allemands sont communistes parce qu'à travers toutes les étapes intermédiaires et tous les compromis, créés non par eux mais par le développement historique, ils voient clairement et poursuivent avec constance leur but final : l'abolition des classes et la création d'un régime social qui ne laissera plus de place à la propriété privée du sol et des moyens de production. Les trente-trois blanquistes sont communistes parce qu'ils s'imaginent que dès l'instant où *ils* veulent sauter par-dessus les étapes intermédiaires et les compromis, l'affaire est dans le sac et que, si « cela commence » un de ces jours, ce dont ils sont fermement convaincus, et que le pouvoir tombe entre leurs mains, « le communisme sera instauré » dès le lendemain. Si on ne peut le faire aussitôt, c'est donc qu'ils ne sont pas communistes. »
>
> « Quelle naïveté enfantine que d'ériger sa propre impatience en argument théorique ! » (*F. Engels :* « Le programme des communards-blanquistes » publié dans le journal social-démocrate allemand *Volksstaat,* 1874, n° 73, et paru en russe dans le recueil *Articles 1871-1875.* Pétrograd, 1919, pp. 52-53.)

Dans ce même article, Engels exprime l'estime profonde que lui inspire Vaillant, il parle des « mérites indiscutables » de Vaillant (qui fut comme Guesde un des grands dirigeants du socialisme international, jusqu'au moment où ils trahirent le socialisme en août 1914). Mais Engels ne laisse pas d'analyser en détail une erreur manifeste. Certes, à des révolutionnaires très jeunes et inexpérimentés, et aussi à des révolutionnaires petits-bourgeois, même d'âge très respectable et très expérimentés, il paraît extrêmement « dangereux », incompréhensible, erroné d'« autoriser les compromis ». Et nombre de sophistes (politiciens ultra- ou archi-« expérimentés ») raisonnent précisément comme les chefs opportunistes anglais mentionnés par le camarade Lansbury : « Si les bolcheviks se permettent tel ou tel compromis, pourquoi ne pas nous permettre n'importe quel compromis ? » Mais les prolétaires, instruits par des grèves nombreuses (pour ne prendre que cette seule manifestation de la lutte de classe), s'assimilent d'ordinaire admirablement la très profonde vérité (philosophique, historique, politique, psychologique) énoncée par Engels. Tout prolétaire a connu des grèves, a connu des « compromis » avec les oppresseurs et les exploiteurs exécrés, lorsque les ouvriers sont obligés de reprendre le travail sans avoir rien obtenu ou en acceptant la satisfaction partielle de leurs revendications. Tout prolétaire, vivant dans une atmosphère de lutte de masse et d'exacerbation des antagonismes de classe, se rend compte de la différence qui existe entre un compromis imposé par les conditions objectives (la caisse des grévistes est pauvre, ils ne sont pas soutenus, ils sont affamés et épuisés au-delà du possible) — compromis qui ne diminue en rien chez les ouvriers qui l'ont conclu le dévouement révolutionnaire et la volonté de continuer la lutte — et un compromis de traîtres qui rejettent sur les causes objectives leur vil égoïsme (les briseurs de grèves concluent eux aussi un « compromis » !), leur lâcheté, leur désir de gagner les bonnes grâces des capitalistes, leur manque de fermeté devant les menaces, parfois devant les exhortations, parfois devant les aumônes, parfois devant la flatterie des capitalistes (ces compromis de traîtres sont particulièrement nombreux dans l'histoire du mouvement ouvrier anglais de la part des dirigeants des trade-unions mais presque tous les ouvriers dans tous les pays ont observé, sous une forme ou sous une autre, des phénomènes analogues).

Il se présente évidemment des cas isolés, exceptionnellement difficiles et complexes, où l'on ne parvient qu'au prix des plus grands efforts à déterminer correctement le caractère véritable de tel ou tel « compromis » — de même qu'il est très difficile de décider, dans certains cas, si un meurtre était absolument légitime et même indispensable (par exemple, en cas de légitime défense) ou s'il est le résultat d'une négligence impardonnable, voire d'un plan perfide, habilement mis à l'exécution. Il va de soi qu'en politique, où il s'agit parfois de rapports extrêmement complexes — nationaux et internationaux — entre les classes et les partis, de très nombreux cas se présenteront, infiniment plus difficiles que la question de savoir si un « compromis » conclu à l'occasion d'une grève est légitime ou si c'est un « compromis » de trahison conclu par un briseur de grève, un dirigeant traître, etc. Vouloir trouver une recette ou une règle générale (» Jamais de compromis ! » qui conviendraient pour tous les cas est une absurdité. Il faut avoir la tête sur les épaules pour savoir se retrouver dans chaque cas particulier. L'importance de l'organisation du parti et des dirigeants dignes de ce nom réside justement, entre autres dans le fait que, par un travail de longue haleine, opiniâtre, approfondi et varié de tous les représentants pensants de la classe en question *[Toute classe, même dans les conditions du pays le plus éclairé, même si elle est la plus avancée et si les circonstances du moment ont suscité en elle un essor exceptionnel de toutes les forces spirituelles, compte toujours — et comptera inévitablement, — tant que les classes subsistent, tant que la société complètement affermie, consolidée et développée sur ses propres bases, — des représentants qui ne pensent pas et sont incapables de penser. Le capitalisme ne serait pas le capitalisme oppresseur des masses, s'il en était autrement.]*, ils forment les connaissances nécessaires, l'expérience nécessaire et, de plus, le flair politique nécessaire à la solution juste et prompte de questions politiques complexes.

Les gens naïfs et totalement dépourvus d'expérience s'imaginent qu'il suffit d'admettre les compromis *en général* pour que toute limite soit effacée entre l'opportunisme, contre lequel nous menons et devons mener une lutte intransigeante, et le marxisme révolutionnaire ou le communisme. Si ces gens-là ne savent pas encore que *toutes* les limites et dans la nature et dans la société sont mobiles et jusqu'à un certain point conventionnelles, rien ne peut les aider si ce n'est un long apprentissage, l'instruction, l'éducation, l'expérience de la vie et l'expérience politique. Il importe de savoir discerner dans les questions pratiques de politique qui se posent à chaque moment historique particulier ou spécifique, celles où se manifeste le type le plus important de compromis inadmissibles, compromis de trahison qui sont l'expression d'un opportunisme funeste à la classe révolutionnaire, et consacrer tous les efforts à les expliquer et à les combattre. Pendant la guerre impérialiste de 1914-1918 où s'affrontaient deux groupes de pays également pillards et rapaces, le type d'opportunisme le plus important, capital, fut le social-chauvinisme, c'est-à-dire le soutien de la « défense de la patrie », ce qui, dans une *telle* guerre, signifiait en fait défendre les intérêts spoliateurs de « sa » bourgeoisie nationale. Après la guerre, la défense de la spoliatrice Société des Nations ; la défense des coalitions directes ou indirectes avec la bourgeoisie de son pays contre le prolétariat révolutionnaire et le mouvement « soviétique » ; la défense de la démocratie bourgeoise et du parlementarisme bourgeois contre le « pouvoir des Soviets » — telles ont été les principales manifestations de

ces inadmissibles compromis de trahison qui ont abouti, en fin de compte, à un opportunisme funeste au prolétariat révolutionnaire et à sa cause.

> « Repousser de la façon la plus résolue tout compromis avec les autres partis... toute politique de louvoiement et d'entente », écrivent les » gauches » d'Allemagne dans la brochure de Francfort.

Il est bien étonnant qu'avec de pareilles idées ces « gauches » ne prononcent pas une condamnation catégorique du bolchévisme ! Car enfin, il n'est pas possible que les « gauches » d'Allemagne ignorent que toute l'histoire du bolchévisme, avant et après la Révolution d'Octobre, *abonde* en exemples de louvoiement, d'ententes et de compromis avec les autres partis, y compris les partis bourgeois !

Faire la guerre pour le renversement de la bourgeoisie internationale, guerre cent fois plus difficile, plus longue, plus compliquée que la plus acharnée des guerres ordinaires entre Etats, et renoncer d'avance à louvoyer, à exploiter les contradictions d'intérêts (fussent-elles momentanées) qui divisent nos ennemis, à passer des accords et des compromis avec des alliés éventuels (fussent-ils temporaires, peu sûrs, chancelants, conditionnels), n'est-ce pas d'un ridicule achevé ? N'est-ce pas quelque chose comme renoncer d'avance, dans l'ascension difficile d'une montagne encore inexplorée et inaccessible jusqu'à ce jour, à marcher parfois en zigzags, à revenir parfois en arrière, à renoncer à la direction déjà choisie pour en essayer d'autres ? Et des gens manquant à ce point de conscience et d'expérience (encore si leur jeunesse en était la cause : Dieu même n'a-t-il pas fait les jeunes pour qu'ils débitent un certain temps de semblables bêtises) ont pu être soutenus — directement ou indirectement, de façon franche ou déguisée, entièrement ou en partie, il n'importe ! — par certains membres du Parti communiste hollandais !!

Après la première révolution socialiste du prolétariat, après le renversement de la bourgeoisie dans un pays, le prolétariat de ce pays reste *encore longtemps plus faible* que la bourgeoisie, d'abord simplement en raison des relations internationales étendues de celle-ci, puis en raison du renouvellement spontané et continu, de la régénération du capitalisme et de la bourgeoisie par les petits producteurs de marchandises dans le pays qui a renversé sa bourgeoisie. On ne peut triompher d'un adversaire plus puissant qu'au prix d'une extrême tension des forces et à la *condition expresse* d'utiliser de la façon la plus minutieuse, la plus attentive, la plus circonspecte, la plus intelligente, la moindre « fissure » entre les ennemis, les moindres oppositions d'intérêts entre les bourgeoisies des différents pays, entre les différents groupes ou catégories de la bourgeoisie à l'intérieur de chaque pays, aussi bien que la moindre possibilité de s'assurer un allié numériquement fort, fût-il un allié temporaire, chancelant, conditionnel, peu solide et peu sûr. Qui n'a pas compris cette vérité n'a compris goutte ni au marxisme ni au socialisme scientifique contemporain *en général.* Qui n'a pas prouvé *pratiquement,* pendant un laps de temps assez long et en des situations politiques assez variées, qu'il sait appliquer cette vérité dans les faits, n'a pas encore appris à aider la classe révolutionnaire dans sa lutte pour affranchir des exploiteurs toute l'humanité laborieuse. Et ce qui vient d'être dit est aussi vrai pour la période qui *précède* que pour la période qui *suit* la conquête du pouvoir politique par le prolétariat.

Notre théorie n'est pas un dogme, mais *un guide pour l'action,* ont dit Marx et Engels, et la plus grave erreur, le crime le plus grave de marxistes « patentés » comme Karl Kautsky, Otto Bauer et autres, c'est qu'ils n'ont pas compris, c'est qu'ils n'ont pas su appliquer cette vérité aux heures les plus décisives de la révolution prolétarienne. L'« activité politique, ce n'est pas un trottoir de la perspective Nevski » (un trottoir net, large et uni de l'artère principale, absolument rectiligne, de Saint-Pétersbourg), disait déjà N. Tchernychevski, le grand socialiste russe de la période d'avant Marx. Depuis Tchernychevski, les révolutionnaires russes ont payé de sacrifices sans nombre le fait d'avoir ignoré ou oublié cette vérité. Il faut à tout prix faire en sorte que les communistes de gauche et les révolutionnaires d'Europe occidentale et d'Amérique, dévoués à la classe ouvrière, ne paient *pas aussi cher* que les Russes retardataires pour assimiler cette vérité.

Jusqu'à la chute du tsarisme, les social-démocrates révolutionnaires de Russie recoururent maintes fois aux services des libéraux bourgeois, c'est-à-dire qu'ils passèrent avec eux quantité de compromis pratiques. En 1901-1902, dès avant la naissance du bolchévisme, l'ancienne rédaction de *l'Iskra* (dont faisaient partie Plékhanov, Axelrod, Zassoulitch, Martov, Potressov et moi) avait conclu (pas pour longtemps, il est vrai) une alliance politique formelle avec le chef politique du libéralisme bourgeois, Strouvé, tout en sachant mener sans relâche la lutte idéologique et politique la plus implacable contre le libéralisme bourgeois et contre les moindres manifestations de son influence au sein du mouvement ouvrier. Les bolcheviks ont toujours suivi cette politique. Depuis 1905, ils ont systématiquement préconisé l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie contre la bourgeoisie libérale et contre le tsarisme, sans toutefois refuser jamais de soutenir la bourgeoisie contre le tsarisme (par exemple, au scrutin de deuxième degré ou au scrutin de ballottage) et sans cesser la lutte

idéologique et politique la plus intransigeante contre le parti paysan révolutionnaire-bourgeois, les « socialistes-révolutionnaires, qu'ils dénonçaient comme des démocrates petits-bourgeois se prétendant faussement socialistes. En 1907, les bolcheviks constituèrent, pour peu de temps, un bloc politique formel avec les « socialistes-révolutionnaires » pour les élections à la Douma. De 1903 à 1912, nous avons été de façon formelle avec les menchéviks, pendant plusieurs années, dans le même parti social-démocrate, *sans jamais* cesser de les combattre sur le terrain idéologique et politique comme agents de l'influence bourgeoise sur le prolétariat et comme opportunistes. Nous avons conclu pendant la guerre une sorte de compromis avec les « kautskistes », les menchéviks de gauche (Martov) et une partie des « socialistes-révolutionnaires » (Tchernov, Nathanson), siégeant avec eux à Zimmerwald et Kienthal et publiant des manifestes communs ; mais nous n'avons jamais cessé ni relâché notre lutte idéologique et politique contre les « kautskistes » Martov et Tchernov. (Nathanson est mort en 1919, alors qu'il était « communiste-révolutionnaire » populiste, très proche de nous, presque solidaire de nous.) Au moment même de la Révolution d'Octobre, nous avons constitué un bloc politique, non point formel mais très important (et ce fut un succès), avec la paysannerie petite-bourgeoise, en acceptant *en entier,* sans y rien changer, le programme agraire des *socialistes-révolutionnaires,* c'est-à-dire que nous avons conclu indéniablement un compromis afin de prouver aux paysans que, loin de vouloir imposer notre loi, nous désirions nous entendre avec eux. Nous avons proposé en même temps (et nous réalisions peu après) un bloc politique formel, avec participation au gouvernement, aux « socialistes-révolutionnaires de gauche » qui dénoncèrent ce bloc au lendemain de la paix de Brest-Litovsk pour en venir ensuite, en juillet 1918, à une insurrection armée contre nous et, plus tard, à la lutte armée contre nous.

On conçoit donc que les attaques des « gauches » d'Allemagne contre le Comité central du Parti communiste allemand, auquel ils reprochent d'admettre l'idée d'un bloc avec les « indépendants : (le « Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne », les kautskistes), nous paraissent absolument dénuées de sérieux ; c'est une démonstration évidente de *l'erreur* des « gauches ». Il y a eu aussi, chez nous en Russie, des menchéviks de droite (ils firent partie du gouvernement Kérenski), correspondant aux Scheidemann d'Allemagne, et des menchéviks de gauche (Martov), en opposition aux menchéviks de droite et correspondant aux kautskistes allemands. Nous avons observé clairement en 1917 le passage graduel des masses ouvrières du camp menchévique aux côtés des bolcheviks : au I^{er} Congrès des Soviets de Russie, en juin 1917, nous ne réunissions que 13 % des voix. La majorité appartenait aux socialistes-révolutionnaires et aux menchéviks. Au deuxième Congrès des Soviets (25 octobre 1917, ancien calendrier), nous avions 51 % des suffrages. Pourquoi en Allemagne le *même* élan, absolument *identique,* des ouvriers — de la droite vers la gauche — n'a-t-il pas conduit d'emblée au renforcement des communistes mais d'abord à celui du parti intermédiaire des « indépendants », quoique ce parti n'ait jamais eu aucune idée politique propre, aucune politique à lui et n'ait jamais fait que balancer entre les Scheidemann et les communistes ?

Une des causes en a été évidemment la tactique *erronée* des communistes allemands, qui doivent reconnaître avec loyauté et sans crainte cette erreur et apprendre à la corriger. Cette erreur était de refuser de participer au parlement réactionnaire, bourgeois, et aux syndicats réactionnaires ; elle était dans les nombreuses manifestations de cette maladie infantile « de gauche », qui est maintenant apparue au grand jour et n'en sera que mieux et plus vite guérie, avec plus de profit pour l'organisme.

Le « Parti social-démocrate indépendant » d'Allemagne manque nettement d'homogénéité : à côté des vieux chefs opportunistes (Kautsky, Hilferding et, vraisemblablement, dans une large mesure Crispien, Ledebour et autres), qui ont prouvé leur incapacité à comprendre la signification du pouvoir des Soviets et de la dictature du prolétariat, leur incapacité à diriger la lutte révolutionnaire de ce dernier, — il s'est formé dans ce parti une aile gauche, prolétarienne, qui progresse avec une rapidité remarquable. Des centaines de milliers de membres de ce parti (qui en compte, je crois, jusqu'à 750 000) sont des prolétaires qui, s'éloignant de Scheidemann, marchent à grands pas vers le communisme. Cette aile prolétarienne a déjà proposé au congrès des « indépendants » à Leipzig (en 1919) l'adhésion immédiate et sans condition à la III^{e} Internationale. Redouter un « compromis » avec cette aile du parti est tout bonnement ridicule. Au contraire, les communistes *se doivent* de rechercher *et de trouver* une forme appropriée de compromis avec eux, compromis qui, d'une part, faciliterait et hâterait la complète et nécessaire fusion avec cette aile et, d'autre part, ne gênerait en rien la lutte idéologique et politique des communistes contre l'aile droite opportuniste des « indépendants ». Sans doute ne sera-t-il pas facile d'établir la forme appropriée de compromis, mais seul un charlatan pourrait promettre aux ouvriers et aux communistes allemands de les conduire à la victoire par un chemin « facile ».

Le capitalisme ne serait pas le capitalisme si le prolétariat « pur » n'était entouré d'une foule extrêmement bigarrée de types sociaux qui vont du prolétaire au semi-prolétaire (celui qui ne tire qu'à moitié ses moyens d'existence de la vente de sa force de travail), du semi-prolétaire au petit paysan (et au petit artisan organisé ou individuel, au petit propriétaire en général), du petit paysan au paysan moyen, etc ; si le prolétariat lui-même ne

comportait pas de divisions en catégories plus ou moins développées, d'après le lieu de naissance, la profession, parfois la religion, etc. D'où la nécessité, la nécessité inconditionnelle, absolue pour l'avant-garde du prolétariat, pour sa partie consciente, pour le Parti communiste de louvoyer, de réaliser des ententes, des compromis avec les divers groupes de prolétaires, les divers partis d'ouvriers et de petits propriétaires. Le tout est de *savoir* appliquer cette tactique de manière à *élever* et non à abaisser le niveau de conscience *général* du prolétariat, son esprit révolutionnaire, sa capacité de lutter et de vaincre. Il est à noter d'ailleurs que la victoire des bolcheviks sur les menchéviks a exigé, non seulement avant *mais aussi après* la Révolution d'Octobre 1917, l'application d'une tactique de louvoiement, d'ententes, de compromis, de celles et de ceux, bien entendu, qui pouvaient faciliter, hâter, consolider, renforcer les bolcheviks aux dépens des menchéviks. Les démocrates petits-bourgeois (menchéviks y compris) balancent forcément entre la bourgeoisie et le prolétariat, entre la démocratie bourgeoise et le régime soviétique, entre le réformisme et l'esprit révolutionnaire, entre l'ouvriérisme et la crainte de la dictature du prolétariat, etc. La juste tactique des communistes doit être *d'utiliser* ces hésitations et non point de les ignorer ; or, pour les utiliser, il faut faire des concessions aux éléments qui se tournent vers le prolétariat mais n'en faire qu'au moment et dans la mesure où ils le font, tout en luttant contre ceux qui se tournent vers la bourgeoisie. Grâce à l'application de cette juste tactique, le menchévisme s'est de plus en plus disloqué et se disloque chez nous, isolant les dirigeants qui s'obstinent dans l'opportunisme et amenant dans notre camp les meilleurs ouvriers, les meilleurs éléments de la démocratie petite-bourgeoise. C'est là un processus de longue haleine et une « solution » expéditive comme « jamais de compromis, jamais de louvoiement » ne peut qu'être préjudiciable au renforcement de l'influence du prolétariat révolutionnaire et à l'accroissement de ses forces.

Enfin, une des erreurs indubitables des « gauches » d'Allemagne, c'est leur persistance obstinée à ne pas vouloir reconnaître le traité de Versailles. Plus ce point de vue est formulé avec « poids » et « sérieux », avec « résolution » et sans appel, comme le fait par exemple K. Horner, et moins cela paraît sensé. Il ne suffit pas de désavouer les absurdités criantes du « bolchévisme national » (Laufenberg et autres), qui en vient à préconiser un bloc avec la bourgeoisie allemande pour reprendre la guerre contre l'Entente, dans le cadre actuel de la révolution prolétarienne internationale. Il faut comprendre qu'une tactique qui n'admet pas l'obligation pour l'Allemagne soviétique (si une République soviétique allemande surgissait à bref délai) de reconnaître pour un temps la paix de Versailles et de s'y soumettre est radicalement fausse. Il ne s'ensuit pas que les *«* indépendants » ont eu raison, quand les Scheidemann siégeaient au gouvernement, quand le pouvoir des Soviets n'était pas encore renversé en Hongrie, quand la possibilité n'était pas encore exclue d'une révolution soviétique à Vienne qui eût appuyé la Hongrie soviétique, de préconiser *dans les conditions d'alors* la signature du traité de Versailles. Les « indépendants » alors louvoyaient et manœuvraient déplorablement, car ils assumaient une responsabilité plus ou moins grande dans la trahison des Scheidemann, ils glissaient plus ou moins des positions d'une guerre de classe sans merci (et d'un sang-froid absolu) contre les Scheidemann à une position *«* sans caractère de classe » ou « au-dessus des classes ».

Mais il est manifeste aujourd'hui que les communistes d'Allemagne ne doivent pas se lier les mains en promettant de rejeter obligatoirement et à toute force la paix de Versailles au cas où le communisme triompherait. Ce serait absurde. Il faut dire : les Scheidemann et les kautskistes ont commis une suite de trahisons qui ont rendu difficile (en partie : ruiné net) l'alliance avec la Russie soviétique, avec la Hongrie soviétique. Nous communistes, nous nous efforcerons par tous les moyens de *faciliter* et de *préparer* cette alliance, sans être tenus le moins du monde de dénoncer à tout prix — et immédiatement — la paix de Versailles. La possibilité de la dénoncer utilement ne dépend pas seulement des succès du mouvement soviétique en Allemagne mais aussi de ses succès dans le monde entier. Ce mouvement a été entravé par les Scheidemann et les kautskistes ; nous, nous le favorisons. Là est le fond de la question, là est la différence radicale. Et, si nos ennemis de classe, les exploiteurs, leurs valets, les Scheidemann et les kautskistes, ont laissé échapper mainte occasion de renforcer le mouvement soviétique et en Allemagne et dans le monde, de renforcer la révolution soviétique en Allemagne comme dans le monde, la faute leur en incombe. La révolution soviétique en Allemagne renforcera le mouvement soviétique international, qui est le plus fort rempart (le seul sûr, invincible et universellement puissant) contre la paix de Versailles, contre l'impérialisme international en général. Faire passer obligatoirement, à toute force et immédiatement, l'affranchissement à l'égard du traité de Versailles *avant le problème* de l'affranchissement des *autres* pays opprimés du joug de l'impérialisme, c'est du nationalisme petit-bourgeois (digne des Kautsky, des Hilferding, des Otto Bauer et C^{ie}), et non de l'internationalisme révolutionnaire. Renverser la bourgeoisie dans un des grands pays européens, y compris en Allemagne, serait un tel avantage pour la révolution internationale que l'on pourrait et devrait consentir — si besoin était — *à proroger l'existence de la paix de Versailles.* Si la Russie a pu à elle seule, avec profit pour la révolution, supporter pendant plusieurs mois le traité de Brest-Litovsk, il n'y a rien d'impossible à ce que l'Allemagne soviétique, alliée à la Russie soviétique, supporte avec profit pour la révolution une plus longue existence du traité de Versailles.

Les impérialistes de France, d'Angleterre, etc., provoquent les communistes allemands, leur tendent un piège : « Dites que vous ne signerez pas le traité de Versailles. » Et les communistes de gauche, au lieu de manœuvrer habilement contre un ennemi perfide et à *l'heure actuelle* plus puissant, au lieu de lui dire : « Maintenant nous signerons le traité de Versailles » tombent dans le piège comme des enfants. Se lier les mains à l'avance, dire ouvertement à un ennemi qui, pour l'instant, est mieux armé que nous si nous allons lui faire la guerre et à quel moment, c'est sottise et non ardeur révolutionnaire. Accepter le combat lorsqu'il est manifestement avantageux pour l'ennemi, et non pour nous, c'est un crime ; et ceux-là ne valent jamais rien des hommes politiques de la classe révolutionnaire, qui ne savent pas procéder par « louvoiement, ententes et compromis », afin de se soustraire à un combat manifestement désavantageux.

IX - LE COMMUNISME DE « GAUCHE » EN ANGLETERRE

En Angleterre il n'y a pas encore de parti communiste mais il y a parmi les ouvriers un mouvement communiste tout jeune, large, puissant, dont la croissance est rapide et qui autorise les plus radieuses espérances. Il y a plusieurs partis et organisations politiques (« Parti socialiste britannique », « Parti ouvrier socialiste », « Association socialiste du Pays de Galles du sud », « Fédération socialiste ouvrière ») qui désirent créer un parti communiste et sont déjà en pourparlers à ce sujet. On trouve dans le *Workers Dreadnought* (tome VI, n° 48, du 21 février 1920), organe hebdomadaire de la « Fédération socialiste ouvrière », dirigée par la camarade Sylvia Pankhurst, un article d'elle intitulé — « Vers un parti communiste ».

L'article fait l'exposé des pourparlers en cours entre les quatre organisations ci-dessus nommées pour la formation d'un parti communiste unique sur la base de l'adhésion à la III^{e} Internationale, de la reconnaissance du système soviétique, au lieu du parlementarisme, et de la dictature du prolétariat. Il s'avère qu'un des principaux obstacles à la constitution immédiate d'un parti communiste unique est le désaccord sur la question de la participation au parlement et de l'adhésion du nouveau parti communiste au vieux « Parti travailliste » opportuniste et social-chauvin, corporatif et composé surtout de trade-unions. La « Fédération socialiste ouvrière », de même que le « Parti ouvrier socialiste » *[Ce parti est, semble-t-il, contre l'adhésion au Parti travailliste mais n'est pas tout entier contre la participation au parlement.]* se prononcent contre la participation aux élections parlementaires et au parlement, contre l'adhésion au « Parti travailliste » et sont, sur ce point, en désaccord avec tous les membres ou avec la majorité des membres du Parti socialiste britannique, qui constitue à leurs yeux «l'aile droite des partis communistes » en Angleterre (page 5 de l'article de Sylvia Pankhurst).

Ainsi la division fondamentale est la même qu'en Allemagne, malgré les différences considérables quant à la forme que revêtent les désaccords (en Allemagne cette forme se rapproche beaucoup plus de la forme « russe » qu'en Angleterre) et pour maintes autres raisons. Mais voyons les arguments des « gauches ».

Pour ce qui est de la participation au parlement, la camarade Sylvia Pankhurst se réfère à un article publié dans le même numéro par le camarade W. Gallacher, lequel écrit au nom du « Conseil ouvrier d'Ecosse » de Glasgow :

> « Ce Conseil, écrit-il, est nettement antiparlementariste et il a pour lui l'aile gauche de diverses organisations politiques. Nous représentons le mouvement révolutionnaire écossais, qui se propose de créer une organisation révolutionnaire dans les industries (dans les diverses branches de l'industrie) et un parti communiste appuyé par des comités sociaux dans tout le pays. Longtemps nous nous sommes disputés avec les tenants officiels du parlementarisme. Nous n'avons pas jugé nécessaire de leur déclarer ouvertement la guerre ; quant à eux, ils *craignent* de s'attaquer à nous.
>
> « Mais cette situation ne peut pas durer longtemps. Nous triomphons sur toute la ligne.
>
> « La masse des membres du Parti ouvrier indépendant d'Ecosse est de plus en plus écœurée du parlement et presque tous les groupes locaux sont pour les soviets (le mot russe est employé dans la transcription anglaise) ou pour les soviets ouvriers. Evidemment, ce fait a une très sérieuse importance pour les messieurs qui considèrent la politique comme un gagne-pain (comme une profession) et ils mettent tout en œuvre pour persuader leurs membres de revenir dans le giron du parlementarisme. Les camarades révolutionnaires *ne doivent pas* (tous les mots soulignés le sont par l'auteur) soutenir cette bande. Ici la lutte nous sera très difficile. La défection de ceux pour qui l'intérêt personnel est un stimulant plus fort que l'intérêt qu'ils portent à la révolution en sera un des traits les plus affligeants. Accorder le moindre appui au parlementarisme revient simplement à aider nos Scheidemann et Noske anglais à s'emparer du pouvoir. Henderson, Clynes et C^{ie} sont irrémédiablement réactionnaires. Le Parti travailliste indépendant officiel tombe de plus en plus sous la coupe des libéraux bourgeois, qui ont trouvé un refuge spirituel dans le camp de MM. MacDonald, Snowden et C^{ie}. Le Parti travailliste indépendant officiel est violemment hostile à la III^{e} Internationale mais la masse est pour elle. Soutenir de quelque façon que ce soit les parlementaires opportunistes, c'est tout bonnement faire le jeu

> de ces messieurs. Le Parti socialiste britannique n'a ici aucune importance... Ce qu'il faut, c'est une solide organisation révolutionnaire dans la production (industrielle) et un parti communiste agissant sur des bases scientifiques, claires et nettement définies. Si nos camarades peuvent nous aider à créer l'une et l'autre, nous accepterons volontiers leur concours ; s'ils ne le peuvent pas, qu'ils ne s'en mêlent pas pour l'amour de Dieu, à moins qu'ils ne veuillent trahir la révolution en prêtant appui aux réactionnaires qui recherchent avec tant de zèle le titre « honorable » (?) (le point d'interrogation est de l'auteur) de parlementaires et qui brûlent du désir de prouver qu'ils sont *capables de gouverner* aussi bien que les « patrons » eux-mêmes, les politiciens de classe. »

Cette lettre à la rédaction traduit admirablement, à mon avis, l'état d'esprit et le point de vue des jeunes communistes ou des ouvriers de la masse qui commencent à peine à venir au communisme. Cet état d'esprit est réconfortant et précieux au plus haut point ; il faut savoir l'apprécier et l'entretenir, car sans lui on désespérerait de la victoire de la révolution prolétarienne en Angleterre, comme du reste dans tout autre pays. Ceux qui savent exprimer, susciter dans les masses cet état d'esprit (qui très souvent sommeille, est inconscient, latent), il faut s'en montrer soucieux et leur prêter aide et attention sous toutes les formes. Mais il faut aussi leur dire ouvertement, sans équivoque, que cet état d'esprit à *lui seul* ne suffit pas à diriger les masses dans la grande lutte révolutionnaire et qu'il y a des erreurs que les hommes les plus dévoués à la cause révolutionnaire sont enclins à commettre ou commettent, erreurs qui peuvent nuire à cette cause. La lettre adressée à la rédaction par le camarade Gallacher contient indéniablement en germe *toutes* les erreurs que commettent les communistes « de gauche » en Allemagne et qu'ont commises les bolcheviks russes « de gauche » en 1908 et 1918.

L'auteur de cette lettre est tout pénétré d'une très noble haine prolétarienne contre les « politiciens de classe » de la bourgeoisie (haine compréhensible et sympathique, du reste, aux yeux non seulement des prolétaires mais aussi de tous les travailleurs, de toutes les « petites gens », pour employer l'expression allemande). Cette haine d'un représentant des masses opprimées et exploitées est en vérité le « commencement de la sagesse », la base de tout mouvement socialiste et communiste et de ses succès. Mais l'auteur oublie visiblement que la politique est une science et un art qui ne tombent pas du ciel, qui demandent un effort, et que le prolétariat, s'il veut vaincre la bourgeoisie, doit former des « hommes politiques de classe » *bien à lui,* prolétariens, qui ne soient pas inférieurs à ceux de la bourgeoisie.

L'auteur de la lettre a fort bien compris que seuls les soviets ouvriers, et non le parlement, peuvent être le moyen de parvenir aux buts du prolétariat et celui qui ne l'a pas encore compris est évidemment le pire réactionnaire, fût-il l'homme le plus savant, le politicien le plus expérimenté, le socialiste le plus sincère, le marxiste le plus érudit, le plus honnête des citoyens et des pères de famille. Mais l'auteur de la lettre ne pose même pas, ne croit pas même nécessaire de poser la question que voici : peut-on mener les Soviets à la victoire sur le parlement sans faire entrer des hommes politiques « soviétiques » *à l'intérieur* du parlement ? sans désagréger le parlementarisme *de l'intérieur* ? sans préparer, de l'intérieur du parlement, les Soviets à remplir avec succès la tâche qui leur incombe de dissoudre le parlement ? Cependant, il émet l'idée parfaitement juste que le Parti communiste anglais doit mener l'action sur des bases *scientifiques.* La science veut d'abord que l'on tienne compte de l'expérience des autres pays, surtout si les autres pays, capitalistes eux aussi, connaissent ou ont connu récemment une expérience tout à fait analogue. Elle veut, en second lieu, qu'on tienne compte de *toutes* les forces : groupes, partis, classes et masses, agissant à l'intérieur du pays, au lieu de déterminer la politique uniquement d'après les désirs et les opinions, le degré de conscience et de préparation à la lutte d'un seul groupe ou d'un seul parti.

Que les Henderson, les Clynes, les MacDonald, les Snowden soient irrémédiablement réactionnaires, cela est exact. Il n'est pas moins exact qu'ils veulent prendre le pouvoir (préférant d'ailleurs une coalition avec la bourgeoisie), qu'ils veulent « gouverner » selon les vieilles règles bourgeoises et qu'ils se conduiront forcément, une fois au pouvoir, comme les Scheidemann et les Noske. Tout cela est exact. Mais il ne s'ensuit pas du tout que les soutenir, c'est trahir la révolution ; il s'ensuit que les révolutionnaires de la classe ouvrière doivent, dans l'intérêt de la révolution, accorder à ces messieurs un certain soutien parlementaire. Pour rendre claire cette idée, je prendrai deux documents politiques anglais d'actualité : 1) le discours prononcé le 18 mars 1920 par le Premier ministre Lloyd George (d'après le *Manchester Guardian* du 19 mars 1920) et 2) les réflexions d'une communiste « de gauche », la camarade Sylvia Pankhurst, dans l'article ci-dessus mentionné.

Dans son discours. Lloyd George polémique avec Asquith (qui, spécialement invité à la réunion, a refusé de venir) et avec ceux des libéraux qui sont partisans non de la coalition avec les conservateurs mais d'un rapprochement avec le Parti travailliste. (La lettre du camarade Gallacher à la rédaction nous indiquait aussi que des libéraux passent au Parti travailliste indépendant.) Lloyd George montre qu'une coalition des libéraux et des conservateurs — coalition *étroite* — est indispensable pour empêcher la victoire du Parti travailliste, que Lloyd

George « préfère appeler » socialiste et qui préconise la « propriété collective » des moyens de production. « C'est ce qu'on a appelé en France le communisme », explique populairement le leader de la bourgeoisie anglaise à ses auditeurs, membres du Parti libéral parlementaire, qui, vraisemblablement, l'ignoraient jusqu'à ce jour. « En Allemagne, cela s'est appelé socialisme ; en Russie, cela s'appelle bolchévisme. » Pour les libéraux, la chose est irrecevable par principe, explique Lloyd George, car les libéraux sont par principe pour la propriété privée. « La civilisation est en danger », déclare l'orateur, et c'est pourquoi les libéraux et les conservateurs doivent s'unir...

> « ... Si vous vous rendez dans les régions agricoles, dit Lloyd George, je le reconnais, vous y verrez se maintenir, comme auparavant, les anciennes divisions de parti. Là, le danger est loin. Là, il n'y a pas de péril. Mais, quand le danger aura atteint ces régions, il y sera aussi grand qu'il l'est maintenant dans certaines régions industrielles. Les quatre cinquièmes de notre pays s'occupent d'industrie et de commerce ; un cinquième à peine s'adonne à l'agriculture. C'est là une des circonstances que je ne perds jamais de vue quand je songe aux dangers que nous réserve l'avenir. La France a une population agricole et vous avez là une base solide pour certaines conceptions, base qui ne se modifie pas très rapidement et qu'il n'est pas très facile de soulever par un mouvement révolutionnaire. Il en va autrement pour notre pays. Il est plus facile à ébranler que n'importe quel autre pays du monde et, s'il se met à chanceler, la catastrophe y sera, pour les raisons indiquées, plus forte que dans les autres pays. »

Le lecteur voit que M. Lloyd George n'est pas seulement un homme d'une grande intelligence mais qu'il a beaucoup appris chez les marxistes. Nous ferons bien à notre tour de nous instruire auprès de lui.

Il est intéressant de noter encore cet épisode de la discussion qui s'institua après le discours de Lloyd George :

> « *M. Wallace* : Je voudrais savoir ce que le Premier ministre pense des résultats de sa politique dans les régions industrielles en ce qui concerne les ouvriers d'usines, dont un très grand nombre sont actuellement libéraux et auprès desquels nous trouvons un si grand appui. Un des résultats possibles ne sera-t-il pas de faire affluer au Parti travailliste des forces considérables venant des ouvriers qui sont actuellement nos sincères soutiens ?
>
> « *Le Premier ministre :* Je suis d'un tout autre avis. Le fait que les libéraux luttent entre eux pousse sans doute un nombre considérable de ceux-ci, pris de désespoir, à rejoindre le Parti travailliste, où déjà un grand nombre de libéraux fort capables s'emploient aujourd'hui à jeter le discrédit sur le gouvernement. L'opinion publique, assurément, n'en est que mieux disposée en faveur du Parti travailliste. Elle ne se tourne pas vers les libéraux qui sont en dehors du Parti travailliste mais vers celui-ci, c'est ce que montrent les élections partielles. »

Soit dit en passant, ce raisonnement montre surtout à quel point les hommes les plus intelligents de la bourgeoisie se sont enferrés et ne peuvent pas ne pas commettre des sottises irréparables. C'est ce qui causera la perte de la bourgeoisie. Tandis que nos gens à nous peuvent faire même des sottises (à la condition toutefois qu'elles ne soient pas trop graves et qu'elles soient corrigées à temps), ils n'en seront pas moins au bout du compte les vainqueurs.

Le second document politique, ce sont les considérations suivantes de la camarade Sylvia Pankhurst, communiste « de gauche » :

> « ... Le camarade Inkpin (secrétaire du Parti socialiste britannique) appelle le Parti travailliste « l'organisation principale du mouvement de la classe ouvrière ». Un autre camarade du Parti socialiste britannique a exprimé à la conférence de la III^{e} internationale le point de vue de ce parti avec encore plus de relief. Il a dit : « Nous considérons le Parti travailliste comme la classe ouvrière organisée. »
>
> « Nous ne partageons pas cette opinion sur le Parti travailliste. Celui-ci a de très gros effectifs, quoique ses membres soient dans une très notable mesure apathiques et passifs ; ce sont des ouvriers et des ouvrières entrés dans les trade-unions parce que leurs camarades d'atelier sont trade-unionistes et qu'ils veulent recevoir des allocations.
>
> « Mais nous reconnaissons que l'importance numérique du Parti travailliste provient aussi du fait que ce parti est l'œuvre d'une école de pensée, dont les limites n'ont pas encore été dépassées par la majorité de la classe ouvrière britannique, quoique de grands changements se préparent dans l'esprit du peuple, qui modifiera bientôt cet état de choses...
>
> « ... De même que les organisations social-patriotes des autres pays, le Parti travailliste britannique arrivera inévitablement au pouvoir par le cours naturel du développement de la société. Aux communistes d'organiser

> les forces qui renverseront les social-patriotes et nous ne devons dans notre pays ni ralentir cette activité ni hésiter.
>
> « Nous ne devons pas disperser notre énergie en augmentant la force du Parti travailliste ; son accession au pouvoir est inévitable. Nous devons concentrer nos forces sur la création d'un mouvement communiste qui le vaincra. Le Parti travailliste formera sous peu le gouvernement ; l'opposition révolutionnaire doit être prête à mener l'attaque contre lui... »

Ainsi la bourgeoisie libérale rejette le système des « deux partis » (d'exploiteurs), système historiquement consacré par une expérience séculaire — et infiniment avantageux pour les exploiteurs ; elle estime nécessaire que se fasse l'union de leurs forces contre le Parti travailliste. Une partie des libéraux, tels rats d'un navire en perdition, courent rejoindre le Parti travailliste. Les communistes de gauche considèrent comme inévitable l'accession du Parti travailliste au pouvoir et reconnaissent qu'il a pour lui, aujourd'hui, la majorité des ouvriers. D'où ils tirent une conclusion bizarre, que la camarade Sylvia Pankhurst formule en ces termes :

> « Le Parti communiste ne doit pas conclure de compromis... Il doit conserver pure sa doctrine et immaculée son indépendance vis-à-vis du réformisme ; sa mission est d'aller de l'avant, sans s'arrêter et sans dévier de sa route, d'aller tout droit à la révolution communiste. »

De ce que la majorité des ouvriers en Angleterre suit encore les Kérenski ou les Scheidemann anglais, de ce qu'elle n'a pas encore fait l'expérience du gouvernement de ces gens-là, expérience qui a été nécessaire à la Russie et à l'Allemagne pour que les ouvriers passent en masse au communisme, il s'ensuit au contraire, avec certitude, que les communistes anglais *doivent* participer à l'activité parlementaire, doivent *de l'intérieur* du parlement aider la masse ouvrière à juger le gouvernement Henderson-Snowden sur ses actes, doivent aider les Henderson et les Snowden à vaincre Lloyd George et Churchill réunis. Agir autrement, c'est rendre plus difficile la révolution car, si un changement n'intervient pas dans la manière de voir de la majorité de la classe ouvrière, la révolution est impossible ; or ce changement, c'est l'expérience politique des masses qui l'amène, et jamais la seule propagande. « En avant sans compromis, sans dévier de sa route », si c'est une minorité notoirement impuissante d'ouvriers qui le dit, une minorité qui sait (ou tout au moins doit savoir) qu'en cas de victoire de Henderson et de Snowden sur Lloyd George et Churchill, la majorité, perdant toute illusion sur ses chefs, en viendra rapidement à soutenir le communisme (ou en tout cas à la neutralité et le plus souvent à une neutralité bienveillante à l'égard des communistes) — ce mot d'ordre est manifestement erroné. C'est comme si dix mille soldats se jetaient dans la bataille contre cinquante mille ennemis, alors qu'il faudrait «s'arrêter », « faire un détour » et même conclure un « compromis », pour donner le temps d'arriver aux cent mille hommes de renfort qui doivent venir et qui ne peuvent entrer en action sur-le-champ. C'est un enfantillage d'intellectuels, ce n'est pas la tactique sérieuse d'une classe révolutionnaire.

La loi fondamentale de la révolution, confirmée par toutes les révolutions et notamment par les trois révolutions russes du XX^{e} siècle, est celle-ci : pour que la révolution ait lieu, il ne suffit pas que les masses exploitées et opprimées prennent conscience de l'impossibilité de vivre comme autrefois et réclament des changements. Pour que la révolution ait lieu, il est indispensable que les exploiteurs ne puissent pas vivre et gouverner comme autrefois. C'est seulement lorsque « *ceux d'en bas* » *ne veulent plus* et que « ceux d'en haut » *ne peuvent plus vivre à l'ancienne manière,* c'est alors seulement que la révolution peut triompher. En d'autres termes, cette vérité c'est que : la révolution est impossible sans une crise de toute la nation (affectant exploités et exploiteurs). Donc, pour qu'une révolution ait lieu, il faut, premièrement, obtenir que la majorité des ouvriers (ou, en tout cas, la majorité des ouvriers conscients, pensants, politiquement actifs) ait compris parfaitement la nécessité de la révolution et soit prête à mourir pour elle ; il faut ensuite que les classes dirigeantes traversent une crise gouvernementale qui attire à la politique jusqu'aux masses les plus retardataires (l'indice de toute vraie révolution est une rapide élévation au décuple, ou même au centuple, du nombre des hommes aptes à la lutte politique parmi la masse laborieuse et opprimée, jusque-là apathique), qui affaiblit le gouvernement et rend possible pour les révolutionnaires son prompt renversement.

En Angleterre, comme il ressort justement, entre autres, du discours de Lloyd George, on voit manifestement mûrir ces deux conditions du succès de la révolution prolétarienne. Et toute erreur des communistes de gauche est doublement dangereuse aujourd'hui, justement parce que nous observons chez certains révolutionnaires une attitude insuffisamment raisonnée, insuffisamment attentive, insuffisamment consciente, insuffisamment réfléchie vis-à-vis de chacune de ces conditions. Si nous ne sommes pas un groupe révolutionnaire mais le parti de la *classe* révolutionnaire, si nous voulons entraîner à notre suite les *masses* (faute de quoi nous risquons de n'être que des bavards), nous devons d'abord aider Henderson ou Snowden à battre Lloyd George et Churchill (et même, plus exactement : obliger les premiers — car ils *redoutent leur propre victoire !* — à battre les seconds) ;

puis aider la majorité de la classe ouvrière à se convaincre par sa propre expérience que nous avons raison, c'est-à-dire que les Henderson et les Snowden ne sont bons à rien, que ce sont des petits bourgeois perfides et que leur faillite est certaine ; enfin, hâter le moment où, la majorité des ouvriers *ayant perdu* ses illusions sur le compte des Henderson, on pourra renverser d'emblée, avec de sérieuses chances de succès, le gouvernement des Henderson, qui à plus forte raison perdra la tête puisque même Lloyd George, si intelligent et si posé, non pas petit mais grand bourgeois, se montre tout à fait désorienté et s'affaiblit lui-même (et affaiblit toute la bourgeoisie) chaque jour davantage, hier par ses « tiraillements » avec Churchill, aujourd'hui par ses « tiraillements » avec Asquith.

Je serai plus concret. Les communistes anglais doivent, à mon avis, réunir leurs quatre partis et groupes (tous très faibles, certains même tout à fait faibles) en un seul parti communiste sur la base des principes de la III^e^ Internationale et de la participation *obligatoire* au parlement. Le Parti communiste propose aux Henderson et aux Snowden un « compromis », un accord électoral : nous marchons ensemble contre la coalition de Lloyd George et des conservateurs ; nous partageons les sièges parlementaires proportionnellement au nombre de voix données par les ouvriers soit au Parti travailliste, soit aux communistes (non aux élections, mais dans un vote spécial) ; nous gardons *la plus entière liberté* de propagande, d'agitation, d'action politique. Sans cette dernière condition, impossible de faire bloc, évidemment, car ce serait une trahison : les communistes anglais doivent exiger et garder absolument la plus entière liberté de dénoncer les Henderson et les Snowden comme *(quinze ans durant,* de 1903 à 1917) les bolcheviks russes l'ont gardée tout aussi absolument à l'égard des Henderson et des Snowden russes, c'est-à-dire des menchéviks.

Si les Henderson et les Snowden acceptent le bloc à ces conditions, nous aurons gagné car ce qui nous importe, ce n'est pas du tout le nombre des sièges au parlement, nous ne courons pas après, sur ce point nous serons accommodants (tandis que les Henderson et surtout leurs nouveaux amis — ou leurs nouveaux maîtres — les libéraux, passés au Parti travailliste indépendant, courent surtout après les sièges). Nous aurons gagné, car nous porterons *notre* propagande dans les *masses* au moment précis où Lloyd George *lui-même* vient d'« enflammer leur ardeur » et nous aiderons non seulement le Parti travailliste à former plus vite son gouvernement mais encore les masses à comprendre plus vite toute la propagande communiste que nous ferons contre les Henderson sans la moindre réticence, sans la moindre réserve.

Si les Henderson et les Snowden refusent de faire bloc avec nous à ces conditions, nous aurons gagné encore davantage. Car nous aurons d'un seul coup montré aux *masses* (notez bien que même au sein du Parti travailliste indépendant, purement menchévik, entièrement opportuniste, la *masse* est pour les Soviets) que les Henderson font passer *leur* sympathie pour les capitalistes avant l'union de tous les ouvriers. Nous aurons gagné du premier coup devant la *masse* qui, surtout après les brillantes explications d'une justesse supérieure, d'une utilité supérieure (pour le communisme) données par Lloyd George, sera favorable à l'union de tous les ouvriers contre la coalition de Lloyd George avec les conservateurs. Nous aurons gagné du premier coup car nous aurons démontré aux masses que les Henderson et les Snowden ont peur de vaincre Lloyd George, qu'ils ont peur de prendre seuls le pouvoir, qu'ils cherchent à s'assurer *secrètement* l'appui de Lloyd George qui tend *ouvertement* la main aux conservateurs contre le Parti travailliste. A noter que chez nous, en Russie, après la révolution du 27 février 1917 (ancien calendrier), la propagande des bolcheviks contre les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires (c'est-à-dire les Henderson et les Snowden russes) a dû ses succès justement à une circonstance analogue. Nous avons dit aux menchéviks et aux socialistes-révolutionnaires : Prenez tout le pouvoir sans la bourgeoisie, puisque vous avez la majorité dans les Soviets (au I^er^ Congrès des Soviets de Russie, en juin 1917, les bolcheviks n'avaient que 13 % des suffrages). Mais les Henderson et les Snowden russes craignaient de prendre le pouvoir sans la bourgeoisie et, quand celle-ci fit traîner les élections à l'Assemblée constituante, parce qu'elle savait fort bien que les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks y auraient la majorité *[D'après les renseignements touchant plus de 36 millions d'électeurs, les élections à l'Assemblée constituante en Russie, en novembre 1917, ont donné 25 % des suffrages aux bolcheviks, 13 % aux divers partis des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie, 62 % à la démocratie petite-bourgeoise, c'est-à-dire aux socialistes-révolutionnaires et aux menchéviks ainsi qu'aux petits groupes qui leur étaient apparentés.]* (les uns et les autres formaient un bloc politique très étroit, représentant en fait *la même* démocratie petite-bourgeoise), les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks ne trouvèrent pas la force de s'opposer énergiquement et à fond à ces atermoiements.

Le refus des Henderson et des Snowden de faire bloc avec les communistes donnerait du coup toutes leurs chances à ceux-ci dans leur lutte pour conquérir la sympathie des masses et discréditer les Henderson et les Snowden et, si même cela devait nous coûter quelques sièges au parlement, peu nous importe. Nous ne présenterions des candidats que dans un nombre infime de circonscriptions, absolument sûres, c'est-à-dire où la présentation de nos candidats ne ferait pas passer un libéral contre un travailliste. Nous ferions notre propagande

électorale en diffusant des tracts en faveur du communisme et en invitant, dans *toutes* les circonscriptions où nous ne présenterions pas de candidats, *à voter pour le travailliste contre le bourgeois*. Les camarades Sylvia Pankhurst et Gallacher se trompent quand ils voient là une trahison envers le communisme ou un refus de lutter contre les social-traîtres. Au contraire, la cause de la révolution communiste y gagnerait sans nul doute.

Aujourd'hui, les communistes anglais rencontrent très souvent des difficultés même pour approcher la masse, même pour se faire écouter. Mais, si me présentant comme communiste, je déclare que j'invite à voter pour Henderson contre Lloyd George, on m'écoutera sûrement. Et je pourrai expliquer, de façon à être compris de tous, non seulement en quoi les Soviets sont préférables au parlement et la dictature du prolétariat préférable à celle de Churchill (qui se dissimule sous le paravent de la « démocratie » bourgeoise) mais aussi que mon intention, en soutenant Henderson de mon vote, est de le soutenir exactement comme la corde soutient le pendu; que le fait de rapprocher les Henderson de l'accession au gouvernement prouvera que j'ai raison, mettra les masses de mon côté, hâtera la mort politique des Henderson et des Snowden tout comme ce fut le cas de leurs coreligionnaires en Russie et en Allemagne.

Et, si l'on m'objecte : cette tactique est trop « subtile » ou trop compliquée, elle ne sera pas comprise des masses, elle dispersera, elle fragmentera nos forces, elle nous empêchera de les concentrer sur la révolution soviétique, etc., je répondrai alors à mes objecteurs « de gauche » : — N'imputez pas aux masses votre propre doctrinarisme ! Il est certain que les masses ne sont pas plus mais moins cultivées en Russie qu'en Angleterre. Et pourtant elles ont compris les bolcheviks ; et le fait qu'à *la veille* de la révolution soviétique, en septembre 1917, les bolcheviks aient dressé les listes de leurs candidats au parlement bourgeois (à l'Assemblée constituante) et que le *lendemain* de la révolution soviétique, en novembre 1917, ils aient pris part aux élections à cette même Assemblée constituante qu'ils devaient dissoudre le 5 janvier 1918 — ce fait, loin d'être une gêne pour les bolcheviks, facilita leur action.

Je ne puis m'arrêter ici sur le second point qui divise les communistes anglais : faut-il ou non se joindre au Parti travailliste ? Je suis trop peu documenté sur cette question, rendue particulièrement complexe par l'extrême originalité du Parti travailliste britannique, trop différent, par sa structure même, des partis politiques ordinaires du continent européen. Mais une chose est certaine, c'est d'abord que, sur cette question comme sur les autres, c'est tomber inévitablement dans l'erreur que de s'imaginer pouvoir déduire la tactique du prolétariat révolutionnaire de principes dans le genre de celui-ci : « Le Parti communiste doit conserver pure sa doctrine et immaculée son indépendance vis-à-vis du réformisme ; sa mission est d'aller de l'avant, sans s'arrêter et sans dévier de sa route, d'aller par le chemin direct à la révolution communiste. » En effet, de pareils principes ne font que renouveler l'erreur des communards-blanquistes de France, qui proclamaient hautement en 1874 leur « refus » de tous les compromis et de toutes les étapes intermédiaires. En second lieu, il est évident qu'ici comme toujours, la tâche est de savoir appliquer les principes généraux et fondamentaux du communisme aux *particularités* des rapports entre les classes et les partis, aux *particularités* du développement objectif vers le communisme, particularités propres à chaque pays et qu'il faut savoir étudier, découvrir, deviner.

Mais ce n'est pas à propos du seul communisme anglais, c'est à l'occasion des conclusions générales concernant le développement du communisme dans tous les pays capitalistes que ces choses doivent être dites. Et c'est le sujet que nous abordons.

X - QUELQUES CONCLUSIONS

La révolution bourgeoise de 1905, en Russie, a marqué un tournant extrêmement original de l'histoire universelle : dans un des pays capitalistes les plus arriérés, le mouvement de grèves avait atteint pour la première fois au monde une ampleur et une puissance encore jamais vues. Pendant le *seul mois de janvier 1905,* le nombre des grévistes fut dix fois plus élevé que la moyenne *annuelle* des grévistes pendant les dix années précédentes (1895-1904) ; de janvier à octobre 1905, les grèves augmentèrent sans cesse et dans de colossales proportions. Sous l'influence d'une série de facteurs historiques tout à fait originaux, c'est dans la Russie arriérée qu'on a observé pour la première fois au monde non seulement une progression par bonds, pendant la révolution, de l'activité spontanée des masses opprimées (cela on l'avait vu dans toutes les grandes révolutions) mais encore un prolétariat dont le rôle est infiniment supérieur à son importance numérique dans la population ; la combinaison de la grève économique et de la grève politique avec transformation de cette dernière en insurrection armée et, enfin, l'apparition d'une nouvelle forme de lutte de masse et d'organisation de masse des classes opprimées par le capitalisme : les Soviets.

Les révolutions de février et d'octobre 1917 ont amené les Soviets à un développement complet à l'échelle nationale, puis à leur triomphe dans la révolution socialiste prolétarienne. Moins de deux ans plus tard on vit apparaître le caractère international des Soviets ; on vit cette forme de lutte et d'organisation s'étendre au mouvement ouvrier mondial et s'affirmer la mission historique des Soviets, fossoyeurs, héritiers, successeurs du parlementarisme bourgeois, de la démocratie bourgeoise en général.

Bien plus. L'histoire du mouvement ouvrier montre aujourd'hui que dans tous les pays il doit traverser (et il a déjà commencé) une période où le communisme naissant, grandissant, marchant à la victoire lutte d'abord et surtout contre le « menchévisme » *propre à chaque pays,* c'est-à-dire contre l'opportunisme et le social-chauvinisme, puis à titre, pour ainsi dire, de complément contre le communisme « de gauche ». La première de ces luttes s'est déroulée dans tous les pays, sans une seule exception apparemment, sous la forme d'un duel entre la II^{e} Internationale (aujourd'hui déjà pratiquement frappée à mort) et la III^{e}. L'autre lutte a lieu en Allemagne et en Angleterre, en Italie et en Amérique (où une *partie* au moins des « Ouvriers industriels du monde » et des courants anarcho-syndicalistes défend les erreurs du communisme de gauche, tout en reconnaissant d'une façon à peu près générale, presque sans réserve, le système soviétique), et aussi en France (attitude d'une partie des anciens syndicalistes — qui reconnaissent également le système soviétique — envers les partis politiques et le parlementarisme), c'est-à-dire qu'elle a lieu incontestablement à une échelle non seulement internationale mais même universelle.

Mais, bien que l'école préparatoire qui conduit le mouvement ouvrier à la victoire sur la bourgeoisie soit au fond partout la même, ce développement s'accomplit dans chaque pays *à sa manière.* En outre, les grands pays capitalistes avancés parcourent ce chemin *beaucoup plus vite* que le bolchévisme, auquel l'histoire avait imparti un délai de quinze ans pour se préparer à la victoire en tant que tendance politique organisée. La III^{e} Internationale a déjà remporté, dans le court délai d'une année, une victoire décisive, en battant la II^{e} Internationale jaune, social-chauvine qui, il y a quelques mois encore, était incomparablement plus forte qu'elle, semblait solide et puissante, jouissait de l'appui total, direct et indirect, matériel (sinécures ministérielles, passeports, presse) et idéologique de la bourgeoisie mondiale.

L'essentiel aujourd'hui est que les communistes de chaque pays aient bien pris conscience, d'une part, des objectifs fondamentaux — objectifs de principe — de la lutte contre l'opportunisme et le doctrinarisme « de gauche » et, de l'autre, des *particularités concrètes* que cette lutte revêt et doit inévitablement revêtir dans chaque pays, conformément aux caractères spécifiques de son économie, de sa politique, de sa culture, de sa composition nationale (Irlande, etc.), de ses colonies, de ses divisions religieuses, etc., etc. On sent partout s'élargir et grandir le mécontentement contre la II^{e} Internationale tant à cause de son opportunisme que de son inaptitude ou de son incapacité à créer un organisme véritablement centralisé, un véritable centre de direction propre à orienter la tactique internationale du prolétariat révolutionnaire dans sa lutte pour la république soviétique universelle. Il faut bien se rendre compte que l'on ne peut, en aucun cas, bâtir un tel centre de direction sur des stéréotypes, sur le nivellement mécanique, l'identification de règles tactiques de lutte. Tant que des différences nationales et étatiques existent entre les peuples et les pays — différences qui subsisteront longtemps, très longtemps, même après l'établissement de la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale — l'unité de la tactique internationale suivie par le mouvement ouvrier communiste dans tous les pays exige non pas l'effacement de toute diversité, non pas la suppression des différences nationales (à l'heure actuelle c'est un rêve insensé) mais une application des principes *fondamentaux* du communisme (pouvoir des Soviets et dictature du prolétariat) telle qu'on puisse les *modifier correctement dans les détails,* les adapter, les ajuster correctement aux différences nationales et étatiques. Rechercher, étudier, découvrir, deviner, saisir ce qu'il y a de particulièrement national, de spécifiquement national dans la manière *concrète* dont chaque pays aborde la solution de *l'unique* problème international : vaincre l'opportunisme et le doctrinarisme de gauche au sein du mouvement ouvrier, renverser la bourgeoisie, instaurer la république des Soviets et la dictature du prolétariat, telle est, au moment historique que nous traversons, la principale tâche assignée à tous les pays avancés (et pas seulement aux pays avancés). L'essentiel — pas tout, évidemment, tant s'en faut mais cependant l'essentiel — est déjà fait pour attirer l'avant-garde de la classe ouvrière et la faire passer du côté du pouvoir des Soviets contre le parlementarisme, du côté de la dictature du prolétariat contre la démocratie bourgeoise. Il faut concentrer maintenant toutes les forces, toute l'attention sur l'étape *suivante* qui semble être — et est réellement, à un certain point de vue, — moins fondamentale mais qui, en revanche, est plus proche de la solution pratique du problème, c'est-à-dire sur la recherche de la forme de *passage* à la révolution prolétarienne ou de la forme *d'approche.*

L'avant-garde prolétarienne est conquise idéologiquement. C'est le principal. Autrement, il est impossible de faire même le premier pas vers la victoire. Mais de là à la victoire, il y a encore assez loin. On ne peut vaincre avec la seule avant-garde. Jeter l'avant-garde seule dans la bataille décisive, tant que la classe tout entière, tant que les grandes masses n'ont pas pris position soit pour un appui direct à l'avant-garde, soit, au moins, pour une

neutralité bienveillante qui les rende complètement incapables de soutenir son adversaire, ce serait non seulement une sottise, mais aussi un crime. Or, pour que vraiment la classe tout entière, pour que vraiment les larges masses de travailleurs et d'opprimés par le Capital en arrivent à prendre une telle position, la seule propagande, la seule agitation ne suffisent pas. Pour cela, il faut que ces masses fassent leur propre expérience politique. Telle est la loi fondamentale de toutes les grandes révolutions, confirmée maintenant avec une force et un relief saisissants non seulement par la Russie mais aussi par l'Allemagne. Il a fallu que non seulement les masses ignorantes, souvent illettrées de Russie mais aussi les masses d'Allemagne hautement cultivées, sans un seul analphabète, éprouvent à leurs dépens toute la faiblesse, toute la veulerie, toute l'impuissance, toute la servilité devant la bourgeoisie, toute la lâcheté du gouvernement des paladins de la II^{e} Internationale, tout le caractère inévitable de la dictature des ultra-réactionnaires (Kornilov en Russie, Kapp et consorts en Allemagne), seule alternative en face de la dictature du prolétariat, pour se tourner résolument vers le communisme.

L'objectif immédiat de l'avant-garde consciente du mouvement ouvrier international, c'est-à-dire des partis, groupes et tendances communistes, c'est de savoir *amener* les larges masses (encore maintenant somnolentes, apathiques, routinières, arriérées, engourdies, dans la plupart des cas) à cette position nouvelle pour eux ou plutôt de savoir guider *non seulement* son parti mais aussi ces masses en train de s'approcher, de passer à cette nouvelle position. Si le premier objectif historique (attirer l'avant-garde consciente du prolétariat aux côtés du pouvoir des Soviets et de la dictature de la classe ouvrière) ne pouvait être atteint sans une complète victoire idéologique et politique sur l'opportunisme et le social-chauvinisme, le second objectif qui devient aujourd'hui l'objectif immédiat et qui est de savoir amener les *masses* à cette position nouvelle, propre a assurer la victoire de l'avant-garde dans la révolution, cet objectif immédiat ne peut être atteint si l'on n'a pas liquidé le doctrinarisme de gauche, si on n'est pas venu complètement à bout de ses erreurs, si on ne s'en est pas libéré.

Tant qu'il s'agissait (et dans la mesure où il s'agit encore) de rallier au communisme l'avant-garde du prolétariat, jusque-là et dans cette mesure la propagande est au premier plan ; même les petits cercles, qui ont toutes les faiblesses de la coterie, sont ici utiles et féconds. Mais, quand il s'agit de l'action pratique des masses, de la mise en place — s'il m'est permis de m'exprimer ainsi — d'armées fortes de millions d'hommes, de la répartition de *toutes* les forces de classe d'une société donnée *en vue de l'ultime et décisif combat,* alors on n'arrivera déjà plus à rien avec les seules méthodes de la propagande, en se contentant de répéter les vérités du communisme « pur ». Il ne faut pas compter ici par milliers comme compte en fait le propagandiste, membre d'un groupe restreint qui n'a pas encore dirigé les masses ; il faut compter ici par millions et dizaines de millions. Il ne suffit pas ici de se demander si nous avons convaincu l'avant-garde de la classe révolutionnaire ; il faut encore savoir si les forces historiques agissantes de *toutes* les classes, absolument de toutes les classes sans exception d'une société donnée, ont été mises en place de façon que la bataille décisive soit déjà parfaitement mûre — de façon 1) que toutes les forces de classe qui nous sont hostiles soient suffisamment en difficulté, se soient suffisamment entre-déchirées, soient suffisamment affaiblies par une lutte qui est au-dessus de leurs moyens ; 2) que tous les éléments intermédiaires hésitants, chancelants, inconstants, c'est-à-dire la petite bourgeoisie, la démocratie petite-bourgeoise par opposition à la bourgeoisie, se soient suffisamment démasqués devant le peuple, suffisamment déshonorés par leur faillite pratique ; 3) qu'au sein du prolétariat soit né et se soit développé un puissant mouvement d'opinion en faveur du soutien aux actions révolutionnaires les plus décisives, les plus résolument hardies contre la bourgeoisie. C'est alors que la révolution est mûre ; c'est alors que notre victoire, si nous avons bien tenu compte de toutes les conditions indiquées, sommairement esquissées plus haut, et si nous avons bien choisi le moment, notre victoire est assurée.

Les divergences de vues entre les Churchill et les Lloyd George d'une part — ces types d'hommes politiques existent dans *tous* les pays, avec les différences nationales insignifiantes — et puis entre les Henderson et les Lloyd George d'autre part sont tout à fait dérisoires et absolument dénuées d'importance au point de vue du communisme pur, c'est-à-dire abstrait, c'est-à-dire qui n'est pas assez mûr pour une action de masse, politique, et pratique. Mais du point de vue de cette action pratique des masses ces différences ont une importance extrême. Le communiste qui non seulement veut être un propagandiste conscient, convaincu, théoriquement averti mais qui veut également diriger pratiquement les *masses* dans la révolution doit tenir compte de ces différences, savoir déterminer le moment où seront arrivés à pleine maturité les conflits inévitables entre ces « amis », conflits qui affaiblissent et épuisent *tous ces « amis » pris ensemble.* Le plus strict dévouement aux idées du communisme doit s'allier à l'art de consentir à tous les compromis pratiques nécessaires, à tous les louvoiements, zigzags, manœuvres de conciliation et de retraite, etc., afin de hâter l'avènement puis l'usure du pouvoir politique des Henderson (héros de la II^{e} Internationale, pour ne pas désigner nommément ces représentants de la démocratie petite-bourgeoise qui se disent socialistes) ; afin de hâter pratiquement leur inévitable faillite, qui éclairera les masses justement dans l'esprit qui est le nôtre, justement dans le sens du communisme ; afin de hâter les inévitables frictions, querelles, conflits, le complet divorce entre les Henderson, les Lloyd George, les Churchill (entre menchéviks et socialistes-révolutionnaires, cadets, monarchistes ; entre les Scheidemann, la bourgeoisie,

les agents de Kapp, etc.) ; et afin de choisir de façon judicieuse le moment où le divorce sera le plus grand entre tous ces « soutiens de la sacro-sainte propriété privée », pour les battre tous par une attaque décisive du prolétariat et conquérir le pouvoir politique.

L'histoire en général, et plus particulièrement l'histoire des révolutions, est toujours plus riche de contenu, plus variée, plus multiforme, plus vivante, « plus ingénieuse » que ne le pensent les meilleurs partis, les avant-gardes les plus conscientes des classes les plus avancées. Et cela se conçoit, puisque les meilleures avant-gardes expriment la conscience, la volonté, la passion, l'imagination de dizaines de milliers d'hommes tandis que la révolution est — en des moments d'exaltation et de tension particulières de toutes les facultés humaines — l'œuvre de la conscience, de la volonté, de la passion, de l'imagination de dizaines de millions d'hommes aiguillonnés par la plus âpre lutte des classes. De là deux conclusions pratiques d'une grande importance : la première, c'est que la classe révolutionnaire, pour remplir sa tâche, doit savoir s'emparer de *toutes* les formes ou aspects, sans la moindre exception, de l'activité sociale (en achevant, après la conquête du pouvoir politique, parfois au prix d'un grand risque et d'un danger énorme, ce qu'elle n'aura pas terminé avant cette conquête) ; la seconde, c'est que la classe révolutionnaire doit se tenir prête à remplacer très vite et brusquement une forme par une autre.

On conviendra qu'une armée qui n'apprendrait pas à utiliser toutes les armes, tous les moyens et procédés de lutte dont dispose ou peut disposer l'ennemi aurait un comportement insensé ou même criminel. Et cette vérité s'applique mieux encore à la politique qu'à l'art militaire. On peut moins encore prévoir en politique quel moyen de lutte s'avérera, dans telles ou telles situations futures, applicable et avantageux pour nous. Ne pas savoir utiliser tous les moyens de lutte, c'est risquer d'essuyer une grande défaite — parfois même décisive —, pour peu que des changements indépendants de notre volonté dans la situation des autres classes mettent à l'ordre du jour une forme d'action où nous serions particulièrement faibles. Si nous savons utiliser tous les moyens de lutte, nous triomphons à coup sûr, puisque nous traduisons les intérêts de la classe réellement avancée, réellement révolutionnaire, même si les circonstances ne nous permettent pas de faire usage de l'arme la plus dangereuse pour l'ennemi, de celle qui lui porte le plus vite des coups mortels. Les révolutionnaires sans expérience pensent souvent que les moyens légaux de lutte sont entachés d'opportunisme, car c'est sur ce terrain que la bourgeoisie a le plus souvent (surtout dans les moments « pacifiques », non révolutionnaires) trompé et mystifié les ouvriers, et que les moyens illégaux de lutte sont révolutionnaires. Mais c'est faux. Ce qui est vrai, c'est que sont opportunistes et traîtres à la classe ouvrière les partis et les chefs qui ne savent pas ou ne veulent pas (ne dis pas : je ne peux pas, dis : je ne veux pas) user des moyens illégaux de lutte dans des situations comme, par exemple, celle de la guerre impérialiste de 1914-1918, où la bourgeoisie des pays démocratiques les plus libres trompait les ouvriers avec un cynisme et une frénésie sans nom, en interdisant de dire la vérité sur le caractère spoliateur de la guerre. Mais les révolutionnaires qui ne savent pas allier aux formes illégales de lutte *toutes* les formes légales sont de bien mauvais révolutionnaires. Il n'est pas difficile d'être un révolutionnaire quand la révolution a déjà éclaté et bat son plein ; quand chacun s'y rallie par simple engouement, pour suivre la mode, parfois même pour faire carrière. « Se libérer » de ces piètres révolutionnaires coûte au prolétariat plus tard, après sa victoire, des efforts inouïs, un martyre douloureux, pourrait-on dire. Il est beaucoup plus difficile — et beaucoup plus précieux — de savoir être révolutionnaire quand les conditions n'existent *pas encore* pour une lutte directe, ouverte, réellement de masse, réellement révolutionnaire, de savoir défendre les intérêts de la révolution (par la propagande, par l'agitation, par l'organisation) dans des institutions non révolutionnaires, voire même, souvent, nettement réactionnaires, dans un contexte non révolutionnaire, parmi des masses incapables de comprendre tout de suite la nécessité d'une méthode révolutionnaire d'action. Savoir trouver, sentir, déterminer exactement la voie concrète ou le tournant particulier pris par les événements qui *conduira* les masses vers la grande lutte révolutionnaire véritable, décisive et finale : telle est la principale tâche du communisme actuel en Europe occidentale et en Amérique.

Exemple : l'Angleterre. Nous ne pouvons pas savoir — et personne n'est en mesure de déterminer par avance — quand éclatera là-bas la vraie révolution prolétarienne et *quelle circonstance* contribuera le plus à éveiller, à enflammer, à pousser à la lutte les masses les plus larges, aujourd'hui encore assoupies. Nous sommes donc obligés de mener tout notre travail préparatoire de façon à être ferrés des quatre pieds (comme aimait à dire feu Plékhanov à l'époque où il était marxiste et révolutionnaire). Il se peut qu'une crise parlementaire « fasse la trouée », « rompe la glace » ; il se peut qu'une crise naisse de la confusion inextricable, de l'aggravation et de l'exacerbation toujours croissantes des antagonismes coloniaux et impérialistes ; peut-être autre chose encore, etc. Nous ne parlons pas du genre de lutte qui *décidera* du sort de la révolution prolétarienne en Angleterre (cette question ne suscite de doute dans l'esprit d'aucun communiste ; elle est résolue pour nous tous, et résolue une fois pour toutes). Nous parlons de la *circonstance* qui incitera les masses prolétariennes, aujourd'hui encore assoupies, à se mettre en mouvement et les amènera au seuil de la révolution. N'oublions pas que, par exemple, dans la République bourgeoise française, dans un contexte qui, tant au point de vue international qu'au point de

vue intérieur, était cent fois moins révolutionnaire qu'aujourd'hui, il a suffi d'une circonstance aussi « imprévue » et aussi « insignifiante » qu'une de ces mille et mille fourberies malhonnêtes du militarisme réactionnaire (l'affaire Dreyfus), pour mettre le peuple à deux doigts de la guerre civile !

En Angleterre, les communistes doivent sans cesse, sans relâche, sans défaillance tirer parti à la fois des élections parlementaires et de toutes les péripéties de la politique irlandaise, coloniale, impérialiste du gouvernement britannique dans le monde entier, ainsi que de tous les autres domaines, sphères, aspects de la vie sociale ; ils doivent travailler partout dans un esprit nouveau, dans l'esprit du communisme, de la III^e^ Internationale, et non de la II^e^. Je n'ai ici ni le temps ni la place pour décrire les modalités de la participation « russe », « bolchevique » aux élections et à la lutte parlementaire ; je tiens cependant à assurer les communistes à l'étranger qu'elles ne ressemblaient en rien aux habituelles campagnes parlementaires de l'Europe occidentale. On en conclut souvent : « Il en va ainsi chez vous, en Russie, mais notre parlementarisme est différent. » Conclusion fausse. Les communistes, les partisans de la III^e^ Internationale dans tous les pays sont précisément là pour *transformer* sur toute la ligne, dans tous les domaines de la vie, le vieux travail socialiste, trade-unioniste, syndicaliste, parlementaire en un travail *nouveau,* communiste. Des traits opportunistes et purement bourgeois, des traits d'affairisme et de fourberie capitaliste se sont aussi manifestés surabondamment dans nos élections. Les communistes d'Europe occidentale et d'Amérique doivent apprendre à créer un parlementarisme nouveau, inaccoutumé, non opportuniste, non arriviste : il faut que le Parti communiste formule ses mots d'ordre ; que les vrais prolétaires, aidés des éléments pauvres, inorganisés et entièrement écrasés, répandent et distribuent des tracts, visitent le domicile des ouvriers, les chaumières des prolétaires des campagnes et des paysans des hameaux perdus (en Europe, heureusement, il y a beaucoup moins de hameaux perdus qu'en Russie ; en Angleterre ils sont très peu nombreux) ; qu'ils pénètrent dans les cabarets les plus populaires, se glissent dans les associations, les sociétés, les rassemblements fortuits les plus populaires ; qu'ils parlent au peuple, mais non dans un langage d'érudit (ni trop parlementaire) ; qu'ils ne courent pas le moins du monde après un « siège » au parlement mais partout éveillent la pensée, entraînent la masse, prennent au mot la bourgeoisie, utilisent l'appareil qu'elle a créé, les élections qu'elle a fixées, les appels qu'elle a lancés au peuple entier ; qu'ils fassent connaître au peuple le bolchévisme comme jamais (sous la domination de la bourgeoisie) on n'a pu le faire en dehors des périodes électorales (sauf, bien entendu, pendant les grandes grèves, où le *même* appareil de propagande populaire fonctionnait chez nous avec plus d'intensité encore). Chose difficile, extrêmement difficile à réaliser en Europe occidentale et en Amérique, mais on peut et l'on doit s'acquitter de cette tâche ; car, d'une façon générale, on ne saurait, sans fournir un effort, atteindre les objectifs du communisme et il s'agit de travailler à l'accomplissement de tâches *pratiques* de plus en plus variées, de plus en plus liées à toutes les branches de la vie sociale et permettant toujours davantage de *conquérir* une branche, un domaine après l'autre *sur la bourgeoisie.*

Il faut aussi, dans cette même Angleterre, organiser d'une façon nouvelle (pas en socialistes mais en communistes, pas en réformistes mais en révolutionnaires) le travail de propagande, d'agitation et d'organisation dans l'armée et parmi les nationalités opprimées et ne jouissant pas de la plénitude des droits dans « *leur* » Etat (Irlande, colonies). Car dans tous ces domaines de la vie sociale, à l'époque de l'impérialisme en général et maintenant après une guerre qui a épuisé les peuples et qui leur ouvre rapidement les yeux sur la vérité (c'est-à-dire que des dizaines de millions d'hommes ont été tués et mutilés uniquement pour décider lequel des deux rapaces, anglais ou allemand, pillera le plus de pays), dans tous ces domaines de la vie sociale les matières inflammables s'accumulent tout particulièrement, et les causes de conflits, de crises et d'aggravation de la lutte de classe surgissent en nombre particulièrement grand. Nous ne savons pas et nous ne pouvons savoir quelle étincelle — dans cette masse d'étincelles qui jaillissent maintenant de partout dans tous les pays, sous l'influence de la crise économique et politique mondiale — pourra allumer l'incendie c'est-à-dire provoquer un éveil particulier des masses. Aussi devons-nous avec nos nouveaux principes, les principes communistes, nous mettre à « préparer » tous les terrains, même les plus anciens, les plus croupissants et les plus stériles en apparence sinon nous ne serons pas à la hauteur de notre tâche, nous serons exclusifs, nous ne saurons pas utiliser toutes les armes, nous ne nous préparerons ni à la victoire sur la bourgeoisie (qui a organisé — et maintenant désorganisé — tous les aspects de la vie sociale sur le mode bourgeois) ni à la future réorganisation communiste de la vie tout entière, après cette victoire. Depuis la révolution prolétarienne en Russie et les victoires inattendues — pour la bourgeoisie et les philistins — remportées par cette révolution à l'échelle internationale, le monde entier a changé, la bourgeoisie aussi a partout changé. Elle redoute le « bolchévisme » elle est exaspérée contre lui jusqu'à en perdre presque la raison et c'est précisément pourquoi, d'une part, elle précipite le cours des événements, de l'autre, elle concentre toute son attention sur la répression violente du bolchévisme et affaiblit par là sa propre position sur toute une série d'autres terrains. Ces deux circonstances, les communistes de tous les pays avancés doivent en tenir compte dans leur tactique.

Lorsque les cadets russes et Kérenski déclenchèrent une campagne forcenée contre les bolcheviks — surtout à partir d'avril 1917 et plus encore en juin et juillet de la même année — ils « forcèrent la note ». Les millions d'exemplaires de journaux bourgeois, qui criaient sur tous les tons contre les bolcheviks, contribuèrent à pousser les masses à porter un jugement sur le bolchévisme ; et puis, en dehors de la presse, toute la vie sociale grâce au « zèle » de la bourgeoisie justement était imprégnée par les discussions sur le bolchévisme. Maintenant, à l'échelle internationale, les millionnaires de tous les pays se comportent de telle façon que nous devons leur être profondément reconnaissants. Ils persécutent le bolchévisme avec autant de zèle que le firent Kérenski et C^ie^ ; ils « forcent la note » et nous *aident* tout autant que lui. Quand la bourgeoisie française fait du bolchévisme le centre de l'agitation électorale, taxant de bolchévisme des socialistes relativement modérés ou hésitants ; quand la bourgeoisie américaine, ayant complètement perdu la tête, appréhende des milliers et des milliers d'hommes soupçonnés de bolchévisme et crée une atmosphère de panique en faisant courir partout des bruits de complots bolcheviques ; quand la bourgeoisie anglaise, la « plus sérieuse » du monde, commet malgré toute son intelligence et toute son expérience d'invraisemblables sottises, fonde d'opulentes « sociétés de lutte contre le bolchévisme », crée une littérature spéciale sur le bolchévisme, recrute pour faire la guerre au bolchévisme un personnel supplémentaire de savants, d'agitateurs, de prêtres, — nous devons saluer et remercier messieurs les capitalistes. Ils travaillent pour nous. Ils nous aident à intéresser les masses au problème de la nature et de la signification du bolchévisme. Et ils ne peuvent pas agir autrement, puisque leurs efforts pour « passer sous silence », pour étouffer le bolchévisme ont *déjà* avorté. Mais cependant la bourgeoisie ne voit presque qu'un seul aspect du bolchévisme : l'insurrection, la violence, la terreur ; aussi bien, elle s'efforce de se préparer surtout à la résistance et à la riposte de *ce côté-là.* Il se peut qu'elle y réussisse dans certains cas, dans certains pays, pour des intervalles de temps plus ou moins courts : cette éventualité doit être envisagée et nous n'avons absolument rien à redouter de cette réussite. Le communisme « surgit » littéralement de tous les points de la vie sociale ; il germe absolument partout ; la « contagion » (pour nous servir d'un terme de comparaison que la bourgeoisie et sa police affectionnent et qui leur fait le plus « plaisir ») a pénétré à fond dans l'organisme et l'a imprégné tout entier. Que l'on « bouche » avec un soin particulier une des issues, la « contagion » en trouvera une autre, parfois la plus imprévisible. La vie l'emportera. La bourgeoisie peut bien se démener, s'irriter jusqu'à en perdre la raison, forcer la note, faire des sottises, se venger à l'avance des bolcheviks et tâcher de massacrer (aux Indes, en Hongrie, en Allemagne, etc.) encore des centaines, des milliers, des centaines de milliers de bolcheviks de demain ou d'hier : en agissant de la sorte, la bourgeoisie agit comme l'ont fait toutes les classes condamnées par l'histoire. Les communistes doivent savoir que l'avenir leur appartient en tout état de cause et c'est pourquoi nous pouvons (et devons) unir, dans la grande lutte révolutionnaire, l'ardeur la plus passionnée au plus grand sang-froid et à l'estimation la plus réfléchie des convulsions forcenées de la bourgeoisie. La révolution russe a été cruellement battue en 1905 ; les bolcheviks russes furent battus en juillet 1917 ; plus de quinze mille communistes allemands furent massacrés à la suite de l'habile provocation et des adroites manoeuvres de Scheidemann et Noske alliés à la bourgeoisie et aux généraux monarchistes ; la terreur blanche est déchaînée en Finlande et en Hongrie. Mais dans tous les pays et dans tous les cas le communisme s'aguerrit et grandit ; ses racines sont si profondes que les persécutions, loin de l'affaiblir, de l'épuiser, le rendent plus fort. Il ne nous manque qu'une chose pour marcher à la victoire avec plus d'assurance et de fermeté, c'est, partout et jusqu'au bout, la conscience profonde, chez les communistes de tous les pays, de la nécessité d'avoir le maximum de *souplesse* dans leur tactique. Ce qui aujourd'hui manque au communisme, qui progresse remarquablement, dans les pays avancés surtout, c'est cette conscience et l'art de s'en inspirer dans la pratique.

Ce qui est advenu à des marxistes d'une aussi haute érudition et à des chefs de la II^e^ Internationale aussi dévoués au socialisme que Kautsky, Otto Bauer et autres, pourrait (et devrait) être une utile leçon. Ils comprenaient parfaitement la nécessité d'une tactique souple, ils avaient appris eux-mêmes et ils enseignaient aux autres la dialectique marxiste (et beaucoup de ce qui a été fait par eux dans ce domaine restera à jamais une acquisition précieuse de la littérature socialiste) ; mais, au moment *d'appliquer* cette dialectique, ils commirent une erreur si grande ou se révélèrent dans la pratique de tels non-dialecticiens, des hommes tellement incapables de tenir compte de la rapidité des changements de formes et de la rapidité avec laquelle un contenu nouveau emplissait les formes anciennes, que leur sort n'est guère plus enviable que celui de Hyndmann, de Guesde et de Plékhanov. La cause essentielle de leur faillite, c'est qu'ils se sont laissés « hypnotiser » par une seule des formes de croissance du mouvement ouvrier et du socialisme, forme dont ils ont oublié le caractère limité, ils ont eu peur de voir le brusque bouleversement que les conditions objectives rendaient inévitables et ils ont continué à répéter des vérités élémentaires, apprises par cœur, aussi indiscutables à première vue que : trois c'est plus que deux. Or, la politique ressemble plus à l'algèbre qu'à l'arithmétique et encore plus aux mathématiques supérieures qu'aux mathématiques élémentaires. En réalité, toutes les formes anciennes du mouvement socialiste se sont emplies d'un contenu nouveau, c'est pourquoi un nouveau signe, le signe « moins », est apparu devant les chiffres, tandis que nos sages ont continué opiniâtrement (et continuent encore) à se persuader et à persuader les autres que « moins trois », c'est plus que « moins deux ».

Tâchons que les communistes ne commettent pas la même erreur dans un autre sens, ou plutôt que *cette même erreur,* commise dans un autre sens par les communistes « de gauche », soit corrigée plus tôt et plus vite et éliminée avec moins de douleurs pour l'organisme. Le doctrinarisme de gauche est aussi une erreur, ce n'est pas seulement le doctrinarisme de droite. Evidemment, l'erreur représentée par le doctrinarisme de gauche dans le mouvement communiste est, à l'heure actuelle, mille fois moins dangereuse et moins grave que l'erreur représentée par le doctrinarisme de droite (c'est-à-dire le social-chauvinisme et le kautskisme), mais cela vient uniquement de ce que le communisme de gauche est une tendance tout à fait récente, qui ne fait que naître. C'est d'ailleurs la seule raison pour laquelle la maladie peut, dans certaines conditions, être facilement guérie et il faut entreprendre de la soigner avec le maximum d'énergie.

Les formes anciennes ont éclaté, leur nouveau contenu — contenu anti-prolétarien, réactionnaire — ayant atteint un développement démesuré. Notre activité (pour le pouvoir des Soviets, pour la dictature du prolétariat) a maintenant du point de vue du développement du communisme international, un contenu si solide, si vigoureux, si puissant qu'il peut *et doit* se manifester sous n'importe quelle forme, nouvelle ou ancienne ; il peut et doit régénérer, vaincre, se soumettre toutes les formes, anciennes aussi bien que nouvelles — non pour s'accommoder des formes anciennes mais pour savoir faire de toutes les formes, qu'elles soient anciennes ou nouvelles, un instrument de la victoire définitive et complète, décisive et irréversible du communisme.

Les communistes doivent s'efforcer d'orienter le mouvement ouvrier et en général l'évolution sociale par la voie la plus directe et la plus rapide vers le triomphe universel du pouvoir des Soviets et vers la dictature du prolétariat. C'est là une vérité indiscutable. Mais il suffit de faire le moindre pas au-delà — un pas accompli, semble-t-il, dans la même direction — pour que cette vérité se change en erreur. Il n'est que de dire, comme les communistes de gauche d'Allemagne et d'Angleterre, que nous ne reconnaissons qu'une seule voie, la voie directe, que nous n'admettons ni louvoiements ni accords ni compromis, et c'est déjà tomber dans une erreur qui peut porter, qui partiellement a déjà porté et porte les plus graves préjudices au communisme. Le doctrinarisme de droite s'est entêté à n'admettre que les seules formes anciennes et il a fait complètement faillite, n'ayant pas remarqué le nouveau contenu. Le doctrinarisme de gauche s'obstine dans la négation absolue d'anciennes formes déterminées, sans voir que le nouveau contenu s'ouvre un chemin à travers toutes les formes possibles, que notre devoir de communistes est de nous rendre maîtres de toutes ces formes, d'apprendre à les compléter aussi rapidement que possible l'une par l'autre, à les remplacer l'une par l'autre, à adapter notre tactique à tout changement qui n'aura pas été suscité par notre classe ou par nos efforts.

La révolution universelle est si puissamment stimulée et accélérée par les horreurs, les abominations, les turpitudes de la guerre impérialiste mondiale, par la situation sans issue qu'elle a créée, cette révolution se développe en largeur et en profondeur avec une si surprenante rapidité, avec une si admirable richesse de formes qui se succèdent, avec une réfutation pratique si édifiante de tout doctrinarisme, qu'il y a toutes les raisons d'espérer la guérison prompte et complète du mouvement communiste international atteint de cette maladie infantile qu'est le communisme « de gauche ».

27 avril 1920.

ANNEXES

Pendant le temps qu'il a fallu aux Editions de notre pays — que les impérialistes du monde entier, pour se venger de la révolution prolétarienne, ont mis à sac et continuent de saccager et de bloquer en dépit de toutes les promesses faites à leurs ouvriers, — pendant le temps qu'il a fallu à nos Editions pour faire sortir ma brochure, j'ai reçu de l'étranger un supplément d'information. Sans prétendre donner ici plus que les remarques rapides d'un publiciste, je m'arrêterai brièvement sur quelques points.

I- LA SCISSION DES COMMUNISTES ALLEMANDS

La scission des communistes d'Allemagne est un fait accompli. Les « gauches » ou « opposition de principe » ont constitué un « Parti ouvrier communiste » distinct du « Parti communiste ». En Italie on va aussi, semble-t-il, vers une scission. Je dis : semble-t-il, parce que je n'ai que deux nouveaux numéros (n°s 7 et 8) du journal de gauche *Il Soviet,* où la possibilité et la nécessité de la scission sont ouvertement envisagées et où il est également parlé d'un congrès de la fraction des « abstentionnistes » (ou partisans du boycott, c'est-à-dire des adversaires de la participation au parlement), fraction qui participe ce jour au Parti socialiste italien.

Il est à craindre que la scission avec les « gauches », les antiparlementaires (et partiellement aussi antipolitiques, adversaires de tout parti politique et de l'action dans les syndicats) ne devienne un phénomène international, comme la scission avec les « centristes » (ou les kautskistes, les longuettistes, les « indépendants », etc.). Soit ! La scission vaut tout de même mieux que la confusion qui entrave la croissance, la maturation idéologique, théorique et révolutionnaire du parti et son travail pratique, collectif, réellement organisé et préparant réellement la dictature du prolétariat.

Que les « gauches » se mettent eux-mêmes à l'épreuve dans la pratique, à l'échelle nationale et internationale ; qu'ils essaient de préparer (puis de réaliser) la dictature du prolétariat sans un parti rigoureusement centralisé et possédant une discipline de fer, sans avoir la maîtrise de tous les domaines, branches et variétés du travail politique et culturel. L'expérience pratique aura tôt fait de les instruire.

Il faut seulement faire tous les efforts pour que la scission avec les « gauches » n'entrave pas, ou entrave le moins possible, l'union en un seul parti, union qui aura nécessairement lieu dans un avenir prochain, de tous les participants au mouvement ouvrier, partisans sincères et loyaux du pouvoir des Soviets et de la dictature du prolétariat. La grande chance des bolcheviks en Russie est d'avoir eu quinze années pour mener à bonne fin, de façon systématique, la lutte tant contre les menchéviks (c'est-à-dire les opportunistes et les « centristes ») que contre les « gauches », longtemps avant la lutte directe des masses pour la dictature du prolétariat. En Europe et en Amérique, on est aujourd'hui obligé de faire le même travail « à marches forcées ». Certains personnages, surtout parmi les prétendants malheureux au rôle de chefs, peuvent (si l'esprit de discipline prolétarien et la « loyauté envers eux-mêmes » leur font défaut) persister longtemps dans leurs erreurs ; quant aux masses ouvrières, elles réaliseront facilement et vite, le moment venu, leur propre union et celle de tous les communistes sincères dans un parti unique, capable d'instituer le régime soviétique et la dictature du prolétariat. *[En ce qui concerne l'union future des communistes « de gauche », des antiparlementaires, avec les communistes en général, je ferai encore une remarque. Dans la mesure où j'ai pu prendre connaissance des journaux des communistes « de gauche » et en général des communistes d'Allemagne, je constate que les premiers ont l'avantage de savoir mieux que les seconds faire de l'agitation au sein des masses. J'ai observé à plusieurs reprises quelque chose d'analogue — quoique en de moindres proportions, dans des organisations locales isolées et non à l'échelle nationale, — dans l'histoire du Parti bolchevik. Ainsi, en 1907-1908, les bolcheviks « de gauche » ont quelquefois, ça et là, fait auprès des masses leur travail d'agitation avec plus de succès que nous. Cela s'explique en partie parce qu'en période révolutionnaire ou lorsque le souvenir de la révolution est encore vif, il est plus aisé d'aborder les masses, avec une tactique de « simple » négation. Toutefois ce n'est pas encore un argument en faveur de la justesse d'une telle tactique. En tout cas il ne fait pas l'ombre d'un doute que le Parti communiste qui veut être réellement l'avant-garde, le détachement avancé de la classe révolutionnaire, du prolétariat, et qui veut en outre apprendre à diriger la large masse non seulement prolétarienne mais aussi non prolétarienne, la masse des travailleurs et des exploités, doit savoir mener le travail de propagande, d'organisation, d'agitation de la façon la plus accessible, la plus intelligible, la plus claire et la plus vivante tant dans les « faubourgs » industriels que dans les campagnes.]*

II - COMMUNISTES ET INDÉPENDANTS EN ALLEMAGNE

J'ai exprimé dans ma brochure cette opinion qu'un compromis entre les communistes et l'aile gauche des indépendants était nécessaire et utile au communisme mais qu'il ne serait pas facile de le réaliser. Les journaux que j'ai reçus depuis m'ont confirmé l'un et l'autre. Le n° 32 du *Drapeau rouge,* organe du Comité central du Parti communiste d'Allemagne *(Die Rote Fahne, Zentralorgan des Kommunistischen Partei Deutschlands, Spartakusbund,* du 26 mars 1920), contient une « déclaration » de ce Comité central sur le « putsch » militaire (complot, aventure) de Kapp-Lüttwitz et sur le « gouvernement socialiste ». Cette déclaration est parfaitement juste dans sa prémisse fondamentale et dans sa conclusion pratique. La prémisse fondamentale se ramène à ceci qu'il n'y a pas actuellement de « base objective » pour la dictature du prolétariat, puisque la « majorité des ouvriers des villes » suit les indépendants. Conclusion : promesse d'une « opposition loyale » (c'est-à-dire renonciation à préparer le « renversement par la violence ») au gouvernement « socialiste d'où seraient exclus les partis capitalistes, bourgeois ».

Cette tactique est, sans nul doute, juste quant au fond. Mais, si l'on ne doit pas s'arrêter aux inexactitudes de détail dans la formulation, il est cependant impossible de passer sous silence le fait qu'on ne saurait appeler « socialiste » (dans une déclaration officielle du Parti communiste) un gouvernement de social-traîtres, qu'on ne saurait parler de l'exclusion des « partis capitalistes-bourgeois », quand les partis des Scheidemann et de MM. Kautsky-Crispien sont des partis démocrates petits-bourgeois, qu'on ne saurait enfin écrire des choses telles que le paragraphe 4 de la déclaration, où il est dit :

> « ... Une situation où la liberté politique pourrait être utilisée sans limites et où la démocratie bourgeoise ne pourrait pas agir en qualité de dictature du capital a, du point de vue du développement de la dictature du prolétariat, une importance considérable pour poursuivre la conquête des masses prolétariennes au communisme... »

Une telle situation est impossible. Les chefs petits-bourgeois, les Henderson (les Scheidemann) et les Snowden (les Crispien) allemands ne sortent pas et ne peuvent pas sortir du cadre de la démocratie bourgeoise, qui à son tour ne peut pas ne pas être une dictature du capital. Du point de vue des résultats pratiques que le Comité central du Parti communiste cherchait très justement à obtenir, il ne fallait pas du tout écrire ces assertions fausses en leur principe et politiquement nuisibles. Il suffisait de dire (pour être poli à la façon parlementaire) : tant que la majorité des ouvriers des villes suit les indépendants, nous ne pouvons pas, nous communistes, empêcher ces ouvriers de faire l'expérience de « leur » gouvernement, pour se débarrasser de leurs dernières illusions démocratiques petites-bourgeoises (c'est-à-dire aussi « capitalistes-bourgeoises »). Il n'en faut pas plus pour justifier un compromis, qui est réellement indispensable et qui doit consister à renoncer pour un temps aux tentatives de renverser par la force un gouvernement auquel la majorité des ouvriers des villes fait confiance. Mais dans l'agitation quotidienne au sein des masses, on n'est pas tenu de rester dans les limites de la politesse parlementaire officielle et l'on pourrait naturellement ajouter : laissons ces gredins de Scheidemann et ces philistins de Kautsky-Crispien révéler dans leurs actes à quel point ils se sont laissé mystifier eux-mêmes et à quel point ils mystifient les ouvriers ; leur gouvernement « pur » « nettoiera » « mieux que quiconque » les écuries d'Augias du socialisme, du social-démocratisme et autres formes de social-trahison.

La véritable nature des chefs actuels du « Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne » (de ces chefs dont on dit à tort qu'ils ont déjà perdu toute influence et qui sont en réalité encore plus dangereux pour le prolétariat que les social-démocrates hongrois, qui s'étaient donné le nom de communistes et avaient promis de « soutenir » la dictature du prolétariat) s'est manifestée une fois de plus pendant l'aventure des Kornilov d'Allemagne, c'est-à-dire pendant le coup d'Etat de MM. Kapp et Lüttwitz. *[Ce fait a été mis en lumière avec une clarté, une concision et une exactitude extrêmes, de façon vraiment marxiste, dans l'excellent journal du Parti communiste autrichien Die Rote Fahne des 28 et 30 mars 1920 (Wien, n°s 266 et 267, par L.L. : « Ein neuer Abschnitt der deutschen Révolution ». [Une nouvelle étape de la révolution allemande.]]* Nous en trouvons une image réduite mais saisissante dans les petits articles de Karl Kautsky : « Heures décisives » *(Entscheidende Stunden)* dans *Freiheit (Liberté* organe des indépendants) du 30 mars 1920 et d'Arthur Crispien : « De la situation politique » (14 avril 1920, *ibid.).* Ces messieurs ne savent pas du tout penser ni raisonner en révolutionnaires. Ce sont des démocrates petits-bourgeois pleurards, mille fois plus dangereux pour le prolétariat s'ils se déclarent partisans du pouvoir des Soviets et de la dictature du prolétariat car, en fait, ils ne manqueront pas de commettre à chaque instant difficile et dangereux, une trahison... tout en demeurant « très sincèrement » convaincus qu'ils aident le prolétariat ! C'est ainsi que les social-démocrates de Hongrie, qui s'étaient baptisés communistes, entendaient eux aussi « aider » le prolétariat quand, par lâcheté et veulerie, ils jugèrent désespérée la situation du pouvoir des Soviets en Hongrie et se mirent à pleurnicher devant les agents des capitalistes et les bourreaux de l'Entente.

III - TURATI ET C^{ie} EN ITALIE

Les numéros, indiqués plus haut, du journal italien *Il Soviet* confirment entièrement ce que j'ai dit dans ma brochure à propos de la faute que commet le Parti socialiste italien en tolérant dans ses rangs de tels membres et même un tel groupe de parlementaires. On en trouve encore davantage la confirmation chez un témoin neutre, le correspondant à Rome du *Manchester Guardian,* organe de la bourgeoisie libérale anglaise, qui a publié dans le numéro du 12 mars 1920 une interview qu'il a eue de Turati.

> « ... M. Turati, écrit le correspondant, estime que le péril révolutionnaire n'est pas de nature à susciter des craintes en Italie. Elles seraient sans fondement. Les maximalistes jouent avec le feu des théories soviétiques simplement pour maintenir les masses éveillées excitées. Mais ces théories ne sont en réalité que des idées purement chimériques, des programmes insuffisamment élaborés, inutilisables dans la pratique. Elles ne sont bonnes qu'à maintenir les classes laborieuses dans l'attente. Ceux-là mêmes qui s'en servent comme d'un appât pour éblouir le prolétariat se voient contraints de soutenir une lutte de tous les jours pour conquérir quelques améliorations économiques souvent insignifiantes, afin de retarder le moment où les classes ouvrières perdront leurs illusions et la foi en leurs mythes favoris. D'où une longue période de grèves de toutes proportions et surgissant à tout propos, jusqu'aux dernières grèves des postes et des chemins de fer, mouvements qui ne font qu'aggraver la situation déjà difficile du pays. Le pays est irrité par les difficultés du problème de l'Adriatique, accablé par sa dette extérieure et par l'inflation effrénée, et, néanmoins, il est encore loin de comprendre la nécessité de s'assimiler la discipline du travail qui, seule, peut ramener l'ordre et la prospérité... »

C'est clair comme le jour : le correspondant anglais a divulgué la vérité que, vraisemblablement, Turati lui-même ainsi que ses défenseurs, complices et inspirateurs bourgeois en Italie, cachent et déguisent. Cette vérité, c'est que les idées et l'action politique de MM. Turati, Trêves, Modigliani, Dugoni et C^ie^ sont bien telles que les dépeint le correspondant anglais. C'est un tissu de social-trahisons. N'est-elle pas admirable, cette défense de l'ordre et de la discipline pour des ouvriers réduits à l'esclavage salarié et travaillant pour engraisser les capitalistes ! Et comme nous connaissons bien, nous Russes, tous ces discours menchéviques ! Quel aveu précieux que les masses sont *pour* le pouvoir des Soviets ! Quelle incompréhension obtuse et platement bourgeoise du rôle révolutionnaire des grèves qui se développent spontanément ! Oui, en vérité, le correspondant anglais du journal libéral bourgeois a lancé à MM. Turati et C^ie^ le pavé de l'ours et excellemment confirmé la justesse de ce qu'exigent le camarade Bordiga et ses amis du journal *Il Soviet :* que le Parti socialiste italien, s'il veut être effectivement *pour* la III^e^ Internationale, stigmatise et chasse de ses rangs MM. Turati et C^ie^ et devienne un parti communiste aussi bien de nom que par ses actes.

IV - CONCLUSIONS FAUSSES DE PRÉMISSES JUSTES

Mais le camarade Bordiga et ses amis « de gauche » tirent de leur juste critique de MM. Turati et C^ie^ cette conclusion fausse qu'en général toute participation au parlement est nuisible. Les « gauches » italiens ne peuvent apporter l'ombre d'un argument sérieux en faveur de cette thèse. Ils ignorent simplement (ou s'efforcent d'oublier) les exemples internationaux d'utilisation réellement révolutionnaire et communiste des parlements bourgeois, utilisation incontestablement utile à la préparation de la révolution prolétarienne. Simplement, incapables de se représenter cette utilisation « nouvelle », ils poussent des clameurs, en rabâchant sans fin, contre l'utilisation « ancienne », non bolchevique, du parlementarisme.

Là est justement leur erreur foncière. Ce n'est pas seulement sur le terrain parlementaire, c'est sur *tous* les terrains d'action que le communisme *doit apporter* (et sans un travail long, persévérant, opiniâtre, il en sera *incapable),* quelque chose de fondamentalement nouveau, qui rompe radicalement avec les traditions de la II^e^ Internationale (tout en conservant et développant ce que cette dernière a donné de bon).

Prenons par exemple le journalisme. Les journaux, les brochures, les tracts accomplissent un travail indispensable de propagande, d'agitation et d'organisation. Dans un pays tant soit peu civilisé, aucun mouvement de masse ne saurait se passer d'un appareil journalistique. Et toutes les clameurs contre les « chefs », toutes les promesses solennelles de préserver la pureté des masses de l'influence des chefs ne nous délivreront pas de la nécessité d'utiliser pour ce travail des hommes issus des milieux intellectuels bourgeois, ne nous délivreront pas de l'atmosphère, de l'ambiance « typiques du propriétaire », démocratiques-bourgeoises, dans lesquelles ce travail s'accomplit en régime capitaliste. Même deux ans et demi après le renversement de la bourgeoisie, après la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, nous voyons autour de nous cette atmosphère, cette ambiance des rapports de propriétaire, des rapports démocratiques-bourgeois des masses (paysans, artisans).

Le parlementarisme est une forme d'action, le journalisme en est une autre. Le contenu dans les deux cas peut être communiste et doit l'être si, dans l'un comme dans l'autre domaine, les militants sont de vrais communistes, de vrais membres d'un parti prolétarien de masse. Mais dans l'une et l'autre sphère — et *dans n'importe quelle sphère d'action,* en régime capitaliste et en période de transition du capitalisme au socialisme — il est impossible d'éluder les difficultés, les problèmes particuliers que le prolétariat doit surmonter et résoudre pour utiliser à ses fins les hommes issus d'un milieu bourgeois, pour triompher des préjugés et des influences des intellectuels bourgeois, pour affaiblir la résistance du milieu petit-bourgeois (et puis ensuite le transformer complètement).

N'avons-nous pas vu dans tous les pays, avant la guerre de 1914-1918, d'innombrables exemples d'anarchistes, de syndicalistes et d'autres hommes d'extrême « gauche », qui foudroyaient le parlementarisme, tournaient en dérision les parlementaires socialistes platement embourgeoisés, flétrissaient leur arrivisme, etc., etc., — et qui eux-mêmes *par* le journalisme, *par* le travail dans les syndicats faisaient carrière d'une façon *tout aussi* bourgeoise ? Les exemples des sieurs Jouhaux et Merrheim, pour se limiter à la France, ne sont-ils pas typiques à cet égard ?

«Rejeter » la participation au parlementarisme a ceci de puéril que l'on s'imagine, au moyen de ce procédé « simple », « facile » et prétendument révolutionnaire, *« résoudre »* le difficile problème de la lutte contre les influences démocratiques-bourgeoises *à l'intérieur* du mouvement ouvrier, alors qu'en réalité on ne fait que fuir son ombre, fermer les yeux sur la difficulté, l'éluder avec des mots. L'arrivisme le plus éhonté, l'utilisation bourgeoise des sinécures parlementaires, la déformation réformiste criante de l'action parlementaire, la plate routine petite-bourgeoise, ce sont là, sans aucun doute, les défauts caractéristiques, habituels et dominants que le

capitalisme engendre partout, en dehors comme au sein du mouvement ouvrier. Mais ce même capitalisme et l'atmosphère bourgeoise qu'il crée (laquelle est très lente à disparaître, même après le renversement de la bourgeoisie, car la paysannerie fait constamment renaître la bourgeoisie) engendrent dans tous les domaines du travail et de la vie sans exceptions l'arrivisme bourgeois, le chauvinisme national, la platitude petite-bourgeoise, etc., qui sont au fond exactement les mêmes et ne se distinguent que par des variations insignifiantes de forme.

Vous vous croyez vous-mêmes « terriblement révolutionnaires », chers partisans du boycott et de l'antiparlementarisme, mais en réalité *vous avez pris peur* devant les difficultés, relativement peu importantes, de la lutte contre les influences bourgeoises au sein du mouvement ouvrier, alors que votre victoire, c'est-à-dire le renversement de la bourgeoisie et la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, suscitera *ces mêmes* difficultés à une échelle encore plus grande, infiniment plus grande. Tels des enfants, vous avez pris peur devant la petite difficulté qui se présente à vous aujourd'hui, sans comprendre que, demain et après-demain, vous aurez tout de même à parfaire votre éducation, à apprendre à triompher de ces mêmes difficultés, qui seront alors infiniment plus grandes.

Sous le pouvoir des Soviets, un nombre encore plus grand d'intellectuels d'origine bourgeoise s'insinueront dans votre parti et dans le nôtre, le parti du prolétariat. Ils s'insinueront aussi dans les Soviets et dans les tribunaux et dans l'administration, car on ne peut bâtir le communisme autrement qu'avec le matériel humain créé par le capitalisme, il n'en existe pas d'autre, car on ne peut ni bannir ni détruire les intellectuels bourgeois, il faut les vaincre, les transformer, les refondre, les rééduquer, comme du reste il faut rééduquer au prix d'une lutte de longue haleine, sur la base de la dictature du prolétariat, les prolétaires eux-mêmes qui ne se débarrassent pas de leurs propres préjugés petits-bourgeois subitement, par miracle, sur l'injonction de la Sainte Vierge, sur l'injonction d'un mot d'ordre, d'une résolution, d'un décret mais seulement au prix d'une lutte de masse, longue et difficile, contre les influences des masses petites-bourgeoises.

Sous le pouvoir des Soviets, ces mêmes problèmes qu'aujourd'hui l'antiparlementaire rejette loin de lui d'un seul geste de la main, si orgueilleusement, avec tant de hauteur, de légèreté, de puérilité, *ces mêmes* problèmes renaissent *au sein* des Soviets, au sein de l'administration soviétique, parmi les « défenseurs » soviétiques (nous avons supprimé en Russie, et nous avons bien fait de le faire, le barreau bourgeois mais il renaît chez nous sous le couvert des « défenseurs » « soviétiques »). Parmi les ingénieurs soviétiques, parmi les instituteurs soviétiques, parmi les *ouvriers* privilégiés, c'est-à-dire les plus qualifiés et travaillant aux meilleures places dans les usines soviétiques, nous voyons continuellement renaître, sans aucune exception, *tous* les traits négatifs propres au parlementarisme bourgeois, et ce n'est que par une lutte répétée, inlassable, longue et opiniâtre de l'esprit d'organisation et de discipline du prolétariat que nous triomphons — peu à peu — de ce mal.

Evidemment, sous la domination de la bourgeoisie, il est très « difficile » de vaincre les habitudes bourgeoises dans notre propre parti, c'est-à-dire dans le parti ouvrier : il est « difficile » de chasser du parti les chefs parlementaires de toujours, irrémédiablement corrompus par les préjugés bourgeois ; il est « difficile » de soumettre à la discipline prolétarienne un nombre strictement nécessaire (même très limité) d'hommes venus de la bourgeoisie ; il est « difficile » de créer dans le parlement bourgeois une fraction communiste parfaitement digne de la classe ouvrière ; il est « difficile » d'obtenir que les parlementaires communistes ne se laissent pas aller aux jeux futiles du parlementarisme bourgeois mais s'emploient à un travail absolument vital de propagande, d'agitation et d'organisation dans les masses. Tout cela est « difficile », c'est certain, c'était difficile en Russie, mais c'est encore incomparablement plus difficile en Europe occidentale et en Amérique, où la bourgeoisie est beaucoup plus forte, plus fortes les traditions démocratiques-bourgeoises, etc.

Mais toutes ces « difficultés » ne sont vraiment qu'un jeu d'enfant à côté des problèmes, absolument *de même nature,* que le prolétariat devra aussi résoudre inévitablement pour assurer sa victoire et pendant la révolution prolétarienne et après la prise du pouvoir par le prolétariat. A côté de *ces* tâches, en vérité gigantesques, lorsqu'il faudra, sous la dictature du prolétariat, rééduquer des millions de paysans, de petits patrons, des centaines de milliers d'employés, de fonctionnaires, d'intellectuels bourgeois, les soumettre tous à l'Etat prolétarien et à la direction prolétarienne, triompher de leurs habitudes et de leurs traditions bourgeoises, — à côté de ces tâches gigantesques, constituer sous la domination de la bourgeoisie, au sein d'un parlement bourgeois, une fraction réellement communiste d'un véritable parti prolétarien, n'est qu'un jeu d'enfant.

Si les camarades « de gauche » et les antiparlementaires n'apprennent pas dès maintenant à surmonter une aussi mince difficulté, on peut dire à coup sûr ou bien qu'ils se trouveront dans l'impossibilité de réaliser la dictature du prolétariat, qu'ils ne pourront pas se soumettre et transformer sur une grande échelle les intellectuels bourgeois et les institutions bourgeoises ou bien qu'ils seront obligés de *compléter hâtivement leur instruction* et

cette hâte portera un immense préjudice à la cause du prolétariat, leur fera commettre plus d'erreurs qu'à l'ordinaire, les rendra plus faibles et plus malhabiles qu'on ne l'est en moyenne, etc., etc.

Tant que la bourgeoisie n'est pas renversée et, ensuite, tant que n'ont pas disparu totalement la petite exploitation et la petite production marchande, l'atmosphère bourgeoise, les habitudes de propriétaires, les traditions petites-bourgeoises nuiront au travail du prolétariat tant au-dehors qu'au-dedans du mouvement ouvrier, non point dans une seule sphère d'activité, l'activité parlementaire, mais inévitablement dans tous les domaines possibles de l'activité sociale, sur tous les terrains, sans exception, de la culture et de la politique. Et l'erreur la plus grave, dont on aura immanquablement à expier les conséquences par la suite, c'est de tenter de se dérober, de tourner le dos à *une* des tâches « désagréables » ou des difficultés dans un secteur de notre travail. Il faut apprendre à maîtriser toutes les branches, sans exception, du travail et de l'activité, vaincre toujours et partout toutes les difficultés, toutes les habitudes, traditions et routines bourgeoises. Poser la question autrement, c'est tout simplement manquer de sérieux, c'est tout simplement de l'enfantillage.

12 mai 1920.

Ecrit en avril-mai 1920. Publié en juin 1920 en brochure à Pétrograd aux Editions d'Etat

PREMIÈRE ÉBAUCHE DES THÈSES SUR LA QUESTION ACRAIRE

POUR LE II[e] CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

1. Seul le prolétariat industriel des villes, dirigé par le Parti communiste, peut libérer les masses laborieuses des campagnes du joug du capital et de la grande propriété foncière, de la ruine et des guerres impérialistes, inévitables tant que se maintiendra le régime capitaliste. Il n'est de salut, pour les masses laborieuses des campagnes, que dans l'alliance avec le prolétariat communiste, dans le soutien sans réserve de sa lutte révolutionnaire pour le renversement du joug des féodaux (grands propriétaires fonciers) et de la bourgeoisie. D'autre part, les ouvriers industriels ne pourront pas remplir leur mission historique mondiale, qui est d'affranchir l'humanité du joug du capital et des guerres, si ces ouvriers se confinent dans leurs intérêts étroitement corporatifs, étroitement professionnels et se bornent, satisfaits d'eux-mêmes, à des soins, à des efforts tendant à améliorer leur situation quelquefois petite-bourgeoise et passable. Il en va précisément ainsi, dans nombre de pays avancés, pour l'« aristocratie ouvrière», fondement des partis pseudo-socialistes de la II[e] Internationale, mais qui est formée en fait des pires ennemis du socialisme, de traîtres au socialisme, de petits bourgeois chauvins, d'agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier. Le prolétariat n'est une classe vraiment révolutionnaire, agissant vraiment dans l'intérêt du socialisme, que s'il s'affirme et se comporte comme l'avant-garde de tous les travailleurs et exploités, comme leur chef dans la lutte pour le renversement des exploiteurs, ce qui est impossible sans l'introduction de la lutte de classes dans les campagnes, sans l'union des masses rurales laborieuses autour du parti communiste du prolétariat des villes, sans l'éducation de celles-là par celui-ci.

2. Les masses laborieuses et exploitées des campagnes, que le prolétariat des villes doit mener au combat ou tout au moins gagner à sa cause, sont représentées dans tous les pays capitalistes par les classes suivantes :

1° Le prolétariat agricole, les ouvriers salariés (à l'année, à terme, à la journée), qui tirent leurs moyens de subsistance d'un travail salarié dans les entreprises agricoles capitalistes. Indépendante et distincte par rapport aux autres groupes de la population rurale, l'organisation (politique, militaire, syndicale, coopérative, culturelle, etc.) de cette classe, la propagande et l'agitation renforcées au sein de cette dernière, l'action en vue de la rallier au pouvoir des Soviets et à la dictature du prolétariat, constituent la tâche *essentielle* des partis communistes de tous les pays.

2° Les semi-prolétaires ou paysans parcellaires, c'est-à-dire ceux qui tirent leurs moyens de subsistance partie d'un travail salarié dans les entreprises capitalistes agricoles et industrielles, partie en exploitant le lopin de terre qu'ils possèdent ou louent, et qui ne produit qu'une portion de la subsistance nécessaire à leurs familles. Cette catégorie de la population laborieuse rurale est très nombreuse dans tous les pays capitalistes ; les représentants de la bourgeoisie et les « socialistes » jaunes appartenant à la II[e] Internationale cherchent à voiler son existence et sa condition particulière, d'une part en trompant sciemment les ouvriers, de l'autre en suivant aveuglément les conceptions vulgaires, routinières, et en confondant ces travailleurs avec la grande masse de la « paysannerie » en général. Cette façon bourgeoise de berner les ouvriers est surtout pratiquée en Allemagne et en France, puis en Amérique et en d'autres pays. Le Parti communiste, s'il sait organiser dûment son action, s'assurera l'appui de cette catégorie de ruraux, car la situation de ces semi-prolétaires est des plus difficiles et les avantages que leur offrent le pouvoir des Soviets et la dictature du prolétariat, sont considérables et immédiats.

3° Les petits paysans, c'est-à-dire les petits cultivateurs possédant, à titre de propriété ou à bail, de petits lopins de terre qui leur permettent de pourvoir aux besoins de leur famille et de leur exploitation sans recourir à la main-d'œuvre salariée. Cette catégorie, en tant que catégorie, gagne à coup sûr à la victoire prolétarienne, qui lui assure aussitôt et intégralement: a) la suppression des fermages ou de la remise d'une part de la récolte, par contrat de métayage (par exemple les *métayers* en France ; en Italie de même, etc.), aux gros propriétaires terriens ; b) la suppression des hypothèques ; c) la suppression des multiples formes de l'oppression exercée par les grands propriétaires fonciers, ainsi que de la dépendance à leur égard (jouissance des forêts, etc.) ; d) l'assistance économique immédiate de la part du pouvoir d'Etat prolétarien (toutes facilités d'usage pour le matériel agricole et en partie pour les bâtiments des grandes exploitations capitalistes expropriées par le prolétariat ; transformation immédiate, par le pouvoir d'Etat prolétarien, des coopératives rurales et des associations agricoles — toutes organisations qui ont surtout servi en régime capitaliste aux paysans riches et moyens — en organisations destinées à venir en aide, au premier chef,.à la population pauvre, c'est-à-dire aux prolétaires, semi-prolétaires, petits paysans, etc.), ainsi que beaucoup d'autres avantages.

Le Parti communiste doit, d'autre part, se rendre nettement compte que, pendant la période de transition du capitalisme au communisme, c'est-à-dire sous la dictature du prolétariat, au sein de cette catégorie de la population, des oscillations sont inévitables, du moins dans une certaine mesure, vers une liberté de commerce que rien ne limite, et vers le libre exercice des droits attaché à la propriété privée, car cette catégorie sociale qui

se livre déjà (quoique dans une mesure restreinte) à la vente des articles de consommation, est corrompue par la spéculation et par les habitudes de propriété. Mais si, en pratiquant une politique de fermeté, le prolétariat victorieux se montre parfaitement inexorable pour les gros terriens et les gros paysans, les oscillations de cette catégorie sociale ne peuvent être graves et ne peuvent rien changer au fait qu'elle sera en somme avec la révolution prolétarienne.

3. Prises ensemble, ces trois catégories forment, dans tous les pays capitalistes, la majorité de la population rurale. Aussi, le succès de la révolution prolétarienne dans les campagnes comme dans les villes, est-il pleinement assuré. L'opinion contraire est très répandue, mais elle ne se maintient que, d'abord, par le mensonge systématique de la science et de la statistique bourgeoises, qui s'évertuent à voiler par tous les moyens le profond abîme qui sépare ces classes rurales de leurs exploiteurs, grands propriétaires fonciers et capitalistes, ainsi que les semi-prolétaires et les petits paysans d'avec les gros paysans ; deuxièmement, elle se maintient parce que les héros de la II[e] Internationale jaune et l'« aristocratie ouvrière» des pays avancés, dépravée par les privilèges impérialistes, ne sont ni capables ni animés du désir de faire parmi les paysans pauvres un travail vraiment prolétarien et révolutionnaire de propagande, d'agitation et d'organisation : tout l'effort des opportunistes s'est porté et se porte sur la confection d'ententes théoriques et pratiques avec la bourgeoisie, y compris les gros et moyens paysans (dont il sera question plus loin), et non sur le renversement révolutionnaire du gouvernement bourgeois et de la bourgeoisie elle-même par le prolétariat ; troisièmement, elle se maintient par suite de l'incompréhension, tenace et ayant déjà la force d'un préjugé (lié à l'ensemble des préjugés démocratiques bourgeois et parlementaires), de cette vérité parfaitement démontrée par la théorie marxiste et pleinement confirmée par l'expérience de la révolution prolétarienne de Russie, savoir : que la population rurale des trois catégories dont nous avons parlé, effroyablement accablée, morcelée, opprimée, condamnée dans tous les pays les plus avancés à des conditions d'existence à demi-barbares, — population ayant intérêt au point de vue économique, social et culturel à voir triompher le socialisme,— ne peut soutenir résolument le prolétariat révolutionnaire qu'après que celui-ci aura conquis le pouvoir politique, réglé leur compte aux gros terriens et aux capitalistes, *après* que ces gens opprimés auront *pratiquement* constaté qu'ils ont un chef et un défenseur organisé, assez ferme et assez puissant pour les aider et les diriger, pour leur montrer la bonne voie.

4. Par « paysannerie moyenne » il faut entendre, au point de vu économique, les petits cultivateurs qui 1° possèdent eux aussi, à titre de propriété ou à bail, de petits terrains lesquels, néanmoins, leur donnent généralement, en régime capitaliste, en plus d'un modeste entretien de leur famille et de leur exploitation rurale, la possibilité d'avoir un excédent susceptible, du moins dans les meilleures années, de se transformer en capital et qui 2° recourent assez souvent (dans une exploitation sur deux ou trois, par exemple) à la main-d'œuvre salariée. L'Allemagne offre l'exemple concret de la paysannerie moyenne dans un pays capitaliste avancé : d'après le recensement de 1907, dans le groupe d'exploitations comptant de 5 à 10 hectares, le nombre de celles occupant des ouvriers salariés, s'élevait à peu près au tiers du nombre total des exploitations de ce groupe. *[Chiffres précis : Exploitations comprenant de 5 à 10 hectares, 652.79S (sur 5.736.082) ; elles emploient 487.704 salariés de toute sorte et 2.003.633 travailleurs appartenant aux familles des cultivateurs mêmes (Familienangehörige). En Autriche le recensement de 1910 établit que ce groupe comptait 383.331 exploitations, dont 126.136 employant la main-d'œuvre salariée : ouvriers, 146.044 ; travailleurs appartenant aux familles des cultivateurs, 1.265.969. Au total il y a en Autriche 2.856.349 exploitations rurales.]* En France, les cultures spéciales telles que la viticulture étant plus développées et nécessitant un effort particulièrement grand pour le travail de la terre, le groupe correspondant emploie, probablement dans des proportions -un peu plus larges, la main-d'œuvre salariée.

Le prolétariat révolutionnaire ne peut s'assigner comme tâche, — du moins dans un avenir rapproché et au début de la dictature du prolétariat, — de gagner à soi cette catégorie sociale ; il doit se contenter de la neutraliser, c'est-à-dire de la rendre neutre dans la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie. Les hésitations de cette couche sociale, sollicitée de côté et d'autre, sont inévitables ; et au début de la nouvelle époque la tendance prédominante de cette couche, dans les pays capitalistes avancés, sera favorable à la bourgeoisie. En effet, ici prédominent la mentalité et l'esprit des propriétaires ; cette couche sociale est directement intéressée à la spéculation, à la « liberté » du commerce et à la propriété ; l'antagonisme est direct avec les ouvriers salariés. Le prolétariat vainqueur améliorera de fait la situation économique de cette couche sociale, en supprimant les fermages et les hypothèques. Dans la plupart des Etats capitalistes, le pouvoir prolétarien ne doit nullement procéder à l'abolition immédiate et complète de la propriété privée ; il garantit en tout cas aux paysans petits et moyens, non seulement la possession de leurs parcelles, mais encore l'élargissement de ces dernières jusqu'aux proportions de la totalité du sol généralement affermé par eux (suppression du loyer).

Ces diverses mesures, jointes à une lutte sans merci contre la bourgeoisie, garantiront le plein succès de la politique de neutralisation. C'est avec la plus grande circonspection et par degrés que le pouvoir d'Etat

prolétarien doit assurer le passage à l'agriculture collectivisée, en prêchant d'exemple sans user de la moindre contrainte à l'égard de la paysannerie moyenne.

5. Les gros paysans *(Grossbauern)* sont, dans l'agriculture, des employeurs capitalistes ; ils emploient en règle générale plusieurs salariés et ne se rattachent à la « paysannerie » que par un niveau de culture peu élevé, leur train de vie, leur travail personnel, manuel, dans leurs propres exploitations. C'est, parmi les couches de la bourgeoisie franchement et résolument ennemies du prolétariat révolutionnaire, la plus nombreuse. Aussi les partis communistes doivent-ils consacrer, dans l'action qu'ils mènent dans les campagnes, la plus grande attention à la lutte contre cette catégorie sociale, afin de soustraire la majorité laborieuse et exploitée de la population rurale à l'influence idéologique et politique de ces exploiteurs.

Cette catégorie sociale aura inévitablement recours, après la victoire du prolétariat dans les villes, à toutes les formes de résistance, de sabotage et directement à l'action contre-révolutionnaire armée. C'est pourquoi le prolétariat révolutionnaire doit commencer aussitôt, sur le terrain idéologique et d'organisation, la préparation des forces nécessaires pour désarmer en bloc toute cette couche de la population et lui porter, à la première tentative de résistance, en même temps qu'il renversera les capitalistes dans l'industrie, le coup le plus décisif, le plus impitoyable, le plus foudroyant. Il aura soin d'armer à cet effet le prolétariat rural et d'organiser des Soviets de village dans lesquels il ne saurait y avoir de place pour les exploiteurs et où la prépondérance doit être assurée aux prolétaires et aux semi-prolétaires.

Toutefois l'expropriation même des gros paysans ne peut être le moins du monde la tâche immédiate du prolétariat victorieux, car les conditions matérielles et plus particulièrement techniques, mais aussi sociales de la socialisation de ces exploitations rurales ne sont pas encore réunies. Dans certains cas, vraisemblablement exceptionnels, seront confisquées celles de leurs terres qui sont données à ferme par petits lots ou sont particulièrement nécessaires à la population petite-paysanne du voisinage ; à cette dernière on garantira aussi l'usage gratuit, sous certaines conditions, d'une partie de machines agricoles du gros paysan, etc. En règle générale, le pouvoir d'Etat prolétarien doit laisser leurs terres aux gros paysans et ne les confisquer qu'en cas de résistance au pouvoir des travailleurs et des exploités. L'expérience de la révolution prolétarienne de Russie, où la lutte contre la grosse paysannerie s'est compliquée et prolongée par suite de diverses conditions particulières, a néanmoins montré que cette couche sociale, quand elle s'est vu infliger une bonne leçon pour la moindre tentative de résistance, est capable de s'acquitter loyalement des tâches que lui assigne l'Etat prolétarien et commence même, quoique avec une extrême lenteur, à se pénétrer de respect envers un pouvoir assurant la défense de tout travailleur et impitoyable envers les riches parasites.

Les conditions particulières qui ont compliqué et freiné la lutte du prolétariat, vainqueur de la bourgeoisie, contre la grosse paysannerie de Russie, se réduisent surtout au fait que la révolution russe a traversé, après l'insurrection du 25 octobre (7 novembre) 1917, une phase de lutte « démocratique », c'est-à-dire démocratique bourgeoise quant au fond, de toute la paysannerie contre les grands propriétaires fonciers ; ensuite ces conditions sont dues à la faiblesse culturelle et numérique du prolétariat des villes, et enfin à l'immensité du pays et à l'état détestable de ses voies de communication. Les pays avancés ignorant ce frein, le prolétariat révolutionnaire d'Europe et d'Amérique doit préparer avec plus d'énergie et achever beaucoup plus promptement, beaucoup plus résolument, avec beaucoup plus de succès, sa victoire complète pour triompher de la résistance de la grosse paysannerie, à laquelle il ôtera toute possibilité de résister. Cela est de toute nécessité, car tant que cette victoire complète et définitive n'aura pas été remportée, la masse des prolétaires des campagnes, des semi-prolétaires et des petits paysans ne pourra regarder le pouvoir d'Etat prolétarien comme pleinement affermi.

6. Le prolétariat révolutionnaire doit procéder à la confiscation immédiate et sans réserve de toutes les terres des seigneurs terriens et des gros propriétaires fonciers, c'est-à-dire des personnes qui, dans les pays capitalistes, exploitent systématiquement, de façon directe ou par l'entremise de leurs fermiers, la main-d'œuvre salariée et les petits paysans (assez souvent même les paysans moyens) de la région ; qui ne prennent aucune part au travail manuel et appartiennent, dans la plupart des cas, à la descendance des féodaux (nobles de Russie, d'Allemagne et de Hongrie, seigneurs restaurés de France, lords anglais, anciens propriétaires d'esclaves en Amérique) ou à la classe des magnats de la finance particulièrement enrichis, ou tout ensemble à ces deux catégories d'exploiteurs et de fainéants.

Les partis communistes ne sauraient tolérer en aucune façon, de la part de leurs membres, la propagande ou l'attribution d'une indemnisation des gros terriens expropriés de leurs terres, car ce serait là, en Europe et en Amérique, dans les conditions actuelles, trahir le socialisme et imposer un nouveau tribut aux masses laborieuses

et exploitées, les plus éprouvées par une guerre qui a multiplié le nombre des millionnaires, dont elle a accru la fortune.

Quant au mode d'exploitation des terres confisquées par le prolétariat victorieux aux gros possédants, la Russie, par suite de son retard économique, a surtout pratiqué le partage de ces terres et leur remise en jouissance aux paysans ; et ce n'est que dans des cas relativement rares que l'Etat prolétarien a gardé pour son compte les exploitations dites « exploitations soviétiques», en faisant des anciens ouvriers salariés, des travailleurs mandatés par l'Etat ou des membres des Soviets administrant l'Etat. L'Internationale communiste estime qu'il y a lieu, dans les pays capitalistes avancés, de conserver *de préférence* les grandes entreprises agricoles et de les exploiter à l'instar des « exploitations soviétiques » de Russie.

Ce serait cependant une très grande erreur d'exagérer ou de généraliser cette règle, et de ne jamais admettre la remise gratuite d'une partie des terres des expropriateurs expropriés aux petits paysans, et parfois même aux cultivateurs moyens du voisinage.

1° L'objection habituelle qui consiste à faire ressortir la supériorité technique des grandes exploitations agricoles, se réduit assez souvent à remplacer une vérité théorique incontestable par le pire opportunisme et la trahison envers la révolution. De même que les adversaires bourgeois de l'esclavage aux Etats-Unis ne reculèrent pas en 1863-1865 devant l'abaissement momentané de la production cotonnière par suite de la guerre civile, le prolétariat, afin d'assurer le succès de la révolution, n'a pas le droit de reculer devant une diminution temporaire de la production. La production est pour le bourgeois une fin en soi ; ce qui importe pardessus tout à la population laborieuse et exploitée, c'est le renversement des exploiteurs et l'établissement de conditions permettant aux travailleurs de travailler pour eux-mêmes, et non pour les capitalistes. La première, la principale tâche du prolétariat est d'assurer et d'affermir sa victoire. Or, le pouvoir prolétarien ne peut être affermi sans la neutralisation de la paysannerie moyenne et sans l'appui assuré d'une très grande partie, sinon de la totalité des petits paysans.

2° Non seulement l'augmentation, mais le maintien même de la grande production agricole suppose l'existence d"un prolétariat rural parfaitement développé, conscient, révolutionnaire, formé à une sérieuse école, d'organisation politique et syndicale. Lorsque cette condition n'est pas encore remplie ou que la possibilité fait défaut de confier utilement la chose à des ouvriers conscients et compétents, les tentatives pour créer hâtivement de grandes exploitations agricoles administrées par l'Etat peuvent simplement compromettre le pouvoir prolétarien ; une prudence extrême et la préparation la plus sérieuse s'imposent lors de la création des « exploitations soviétiques ».

3° Dans tous les pays capitalistes, même les plus avancés, subsistent encore les vestiges de l'exploitation moyenâgeuse, à demi-féodale, des petits cultivateurs avoisinants par les gros terriens. Exemple : les *Instleute* en Allemagne, les métayers en France, les métayers-fermiers aux Etats-Unis (pas seulement les nègres qui, la plupart du temps, sont exploités justement de cette façon dans les Etats du Sud, mais parfois aussi les blancs). En pareil cas, l'Etat prolétarien doit nécessairement laisser ces terres en jouissance gratuite aux petits cultivateurs qui les louaient auparavant, car il n'y a pas d'autre base économique et technique, et on ne saurait en créer une d'un seul coup.

Le matériel agricole des grandes exploitations doit être nécessairement confisqué et transformé en propriété de l'Etat, sous la condition expresse que les grandes exploitations de l'Etat *une fois* pourvues, les petits cultivateurs avoisinants puissent se servir gratuitement de ce matériel *aux* conditions fixées par l'Etat prolétarien. Si au début de la révolution prolétarienne, la nécessité s'impose non seulement de confisquer sans retard les grandes propriétés foncières, mais de bannir ou d'interner tous les gros propriétaires terriens, comme chefs de la contre-révolution et oppresseurs impitoyables de toute la population rurale, on n'en aura pas moins soin, systématiquement, au fur et à mesure que le pouvoir prolétarien se fortifiera dans les villes et dans les campagnes d'utiliser (sous le contrôle spécial des ouvriers communistes les plus sûrs) les forces de cette classe pourvues d'une expérience précieuse, de savoir et de capacités organisatrices, en vue de créer la grande agriculture socialiste.

7. La victoire remportée sur le capitalisme par le socialisme et l'affermissement de ce dernier ne pourront être considérés comme acquis que lorsque le pouvoir d'Etat prolétarien après avoir brisé définitivement toute résistance des exploiteurs et s'être assuré sa stabilité complète et une totale soumission, aura réorganisé toute l'industrie sur les bases de la grande production collective et de la technique moderne (fondée sur l'électrification de l'économie tout entière). C'est ce qui permettra aux villes de prêter aux campagnes arriérées et dispersées une aide efficace, technique et sociale, susceptible de créer la base matérielle d'un accroissement considérable du rendement dans la culture des terres et l'économie agricole en général, d'inciter par l'exemple les petits

cultivateurs à passer, dans leur propre intérêt, à la grande culture collectivisée et mécanisée. Cette vérité théorique incontestable nominalement reconnue de tous les socialistes, est en fait dénaturée par l'opportunisme qui prédomine et dans la II[e] Internationale jaune, et parmi les leaders des « indépendants » allemands et anglais, de même que parmi les longuettistes français, etc. Leur procédé consiste à attirer l'attention sur un bel avenir tout rose, relativement éloigné, et à la détourner des tâches immédiates qu'imposent la transition, l'acheminement concret et difficile vers cet avenir. C'est là pratiquement prêcher l'entente avec la bourgeoisie, ainsi que la «paix sociale», c'est-à-dire complètement trahir le prolétariat qui lutte aujourd'hui au milieu de la ruine et de la misère sans nom créées universellement par la guerre, alors qu'une poignée de millionnaires, dont l'arrogance ne connaît plus de bornes, s'est enrichie scandaleusement.

Précisément dans les campagnes la possibilité réelle d'une lutte victorieuse pour le socialisme impose d'abord à tous les partis communistes le devoir de cultiver chez le prolétariat industriel le sentiment de la nécessité pour lui et la volonté de consentir des sacrifices en vue de renverser la bourgeoisie et d'affermir le pouvoir prolétarien, la dictature du prolétariat impliquant chez ce dernier la capacité d'organiser et d'entraîner à sa suite toutes les masses laborieuses et exploitées, comme aussi la capacité chez l'avant-garde de consentir à cette fin le maximum de sacrifices et d'efforts héroïques. En second lieu, il faut pour réussir que les masses laborieuses et les plus exploitées des campagnes puissent voir, dès la victoire des ouvriers, leur situation s'améliorer sensiblement aux dépens des exploiteurs. Sinon, le prolétariat industriel ne pourrait pas compter sur l'appui des campagnes ; notamment il ne pourrait pas assurer le ravitaillement des villes.

8. La difficulté immense d'organiser et de former pour la lutte révolutionnaire la masse des travailleurs de la terre que le capitalisme réduit à un état extrême d'hébétement, de dispersion et souvent de dépendance quasi médiévale, fait un devoir aux partis communistes de suivre avec la plus grande attention le mouvement gréviste dans les campagnes, de soutenir vigoureusement et de développer à fond les grèves de masse des prolétaires et des semi-prolétaires agricoles. L'expérience des révolutions russes de 1905 et 1917, confirmée et complétée aujourd'hui par l'expérience de l'Allemagne et d'autres pays avancés, montre que seule l'extension du mouvement gréviste de masse (auquel on peut et on doit entraîner, dans certaines conditions, les petits paysans, à la campagne) est capable de tirer les campagnes de leur torpeur, d'éveiller chez les masses rurales exploitées la conscience de classe et le sentiment de la nécessité de l'organisation de classe, de faire ressortir à leurs yeux, d'une façon lumineuse et pratique, l'importance de leur union avec les ouvriers des villes. Le congrès de l'Internationale communiste flétrit comme traîtres et félons les socialistes, que l'on trouve, hélas, non seulement dans la II[e] Internationale jaune, mais aussi dans les trois partis européens particulièrement importants sortis de cette Internationale, — et qui peuvent se montrer indifférents à la lutte gréviste des campagnes et même la combattre (comme K. Kautsky), de peur qu'elle n'entraîne un fléchissement de la production des articles de consommation. Programmes et déclarations les plus solennelles n'ont pas la moindre valeur s'il n'est pas prouvé dans la pratique, par des faits, que les communistes et les chefs ouvriers font passer avant toute chose le développement et la victoire de la révolution prolétarienne et savent consentir, en son nom, les plus lourds sacrifices ; car il n'est point d'autre issue ni d'autre moyen de conjurer la famine, la ruine et les nouvelles guerres impérialistes. Il importe d'indiquer en particulier que les leaders du vieux socialisme et les représentants de l'« aristocratie ouvrière», qui font aujourd'hui de fréquentes concessions verbales au communisme ou passent même, nominalement, de son côté à seule fin de maintenir leur prestige parmi les masses ouvrières de plus en plus pénétrées de l'esprit révolutionnaire, doivent prouver leur dévouement à la cause du prolétariat et leur aptitude à assurer des postes de responsabilité précisément dans une branche d'activité où la conscience et la lutte révolutionnaires se développent d'une façon plus marquée qu'ailleurs ; où la résistance des grands propriétaires terriens et de la bourgeoisie (gros paysans, koulaks) est la plus acharnée ; où la différence entre le socialiste conciliateur et le communiste révolutionnaire s'atteste avec le plus de force.

9. Les partis communistes doivent tendre tous leurs efforts pour procéder au plus tôt dans les campagnes à la création de Soviets des députés représentant au premier chef les ouvriers salariés et les semi-prolétaires. Les Soviets ne pourront remplir leur mission et se fortifier assez pour soumettre à leur influence (et puis absorber dans leur sein) les petits paysans que s'ils sont étroitement liés au mouvement gréviste de masse et à la classe la plus opprimée. Si cependant le mouvement gréviste n'est pas encore développé, et si la capacité d'organisation du prolétariat rural est encore faible, tant à cause du joug pesant des grands propriétaires fonciers et des gros paysans, que du défaut de soutien de la part des ouvriers d'industrie et de leurs associations, la création des Soviets ruraux demande une longue préparation : créer des cellules communistes, même faibles numériquement, faire un travail d'agitation intense afin d'exposer de la façon la plus populaire les principes du communisme que l'on commentera par les exemples frappants d'exploitation et d'oppression ; organiser régulièrement des tournées de propagande des ouvriers d'industrie dans les campagnes, etc.

Publié dans le n° 12 de la revue l'Internationale Communiste, le 20 juillet 1920.

PREMIÈRE ÉBAUCHE DES THÈSES SUR LES QUESTIONS NATIONALE ET COLONIALE

POUR LE CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

1. A la démocratie bourgeoise, par sa nature même, est propre la façon abstraite ou formelle de poser la question de l'égalité en général, y compris l'égalité nationale. Sous le couvert de l'égalité des personnes en général, la démocratie bourgeoise proclame l'égalité formelle ou juridique du propriétaire et du prolétaire, de l'exploiteur et de l'exploité, induisant ainsi les classes opprimées dans la plus profonde erreur. L'idée d'égalité, qui n'est elle-même que le reflet des rapports de production marchande, devient entre les mains de la bourgeoisie une arme de lutte contre la suppression des classes, sous le prétexte d'une prétendue égalité absolue des personnalités humaines. Le vrai sens de la revendication de l'égalité se réduit à revendiquer l'abolition des classes.

2. Conformément à son objectif essentiel — la lutte contre la démocratie bourgeoise dont il s'agit de démasquer le mensonge et l'hypocrisie — le Parti communiste, interprète conscient du prolétariat en lutte pour secouer le joug de la bourgeoisie, doit, dans la question nationale également, mettre au premier plan, non point des principes abstraits et formels mais 1° une appréciation exacte de la situation historique concrète et d'abord de la situation économique ; 2° la discrimination très nette entre les intérêts des classes opprimées, des travailleurs, des exploités et l'idée générale des intérêts de la nation entière, ce qui signifie les intérêts de la classe dominante ; 3° la distinction aussi nette entre nations opprimées dépendantes, inégales en droits, et nations oppressives, exploiteuses, souveraines, contrairement au mensonge de la démocratie bourgeoise qui dissimule l'asservissement colonial et financier — propre à l'époque du capital financier et de l'impérialisme, — de l'immense majorité des populations du globe à une infime minorité de pays capitalistes avancés et opulents.

3. La guerre impérialiste de 1914-1918 a mis lumineusement en évidence devant toutes les nations et les classes opprimées du monde entier, l'hypocrisie des phrases démocratiques bourgeoises ; et la pratique a révélé que le traité de Versailles dicté par les fameuses « démocraties occidentales » ne fait que sanctionner, à l'égard des nations faibles, des violences plus féroces et plus lâches encore que celles des junkers allemands et du kaiser à Brest-Litovsk. La Société des Nations et toute la politique d'après-guerre de l'Entente, révèlent avec encore plus de clarté et de vigueur cette vérité, renforçant partout la lutte révolutionnaire du prolétariat des pays avancés aussi bien que des masses laborieuses des pays coloniaux ou dépendants, ce qui hâte la faillite des illusions nationales petites-bourgeoises sur la possibilité d'une paisible coexistence et de l'égalité des nations en régime capitaliste.

4. Il résulte des thèses essentielles exposées plus haut, que la pierre angulaire de la politique de l'Internationale communiste dans les questions nationale et coloniale doit être le rapprochement des prolétaires et des masses laborieuses de toutes les nations et de tous les pays dans la lutte révolutionnaire commune pour le renversement des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie. Car ce rapprochement est la seule garantie de notre victoire sur le capitalisme, sans laquelle ne peuvent être supprimées ni l'oppression nationale ni l'inégalité.

5. La situation politique mondiale met actuellement à l'ordre du jour la dictature du prolétariat ; et tous les événements de la politique mondiale convergent inévitablement vers le même point central, savoir : la lutte de la bourgeoisie internationale contre la République des Soviets de Russie, qui groupe autour d'elle inéluctablement, d'une part, les mouvements des ouvriers avancés de tous les pays en faveur des Soviets ; de l'autre, tous les mouvements de libération nationale dans les colonies et parmi les nationalités opprimées qu'une expérience douloureuse convainc qu'il n'est pas de salut pour elles hors la victoire du pouvoir des Soviets sur l'impérialisme mondial.

6. Par conséquent, on ne peut à l'heure présente se borner à reconnaître ou à proclamer simplement le rapprochement des travailleurs des diverses nations. Il importe de poursuivre la réalisation de l'union la plus étroite de tous les mouvements d'émancipation nationale et coloniale avec la Russie des Soviets, en donnant à cette union des formes correspondant au degré de développement ou du mouvement communiste au sein du prolétariat de chaque pays, ou du mouvement libérateur démocratique bourgeois des ouvriers et des paysans des nationalités ou des pays arriérés.

7. La fédération est la forme transitoire vers l'unité totale des travailleurs de diverses nations. Le principe fédératif a déjà révélé dans la pratique sa conformité au but poursuivi, tant dans les relations entre la R.S.F.S.R. et les autres Républiques soviétiques (hongroise, finlandaise, lettone. dans le passé ; azerbaïdjane et ukrainienne,

actuellement) qu'au sein même de la R.S.F.S.R. à l'égard des nationalités qui n'avaient auparavant ni Etat ni existence autonome (ex. : les Républiques autonomes des Bachkirs et des Tatares, créées en 1919 et 1920 et faisant partie de la R.S.F.S.R.).

8. La tâche de l'Internationale communiste est ici de développer plus avant, d'étudier et de contrôler l'expérience de ces nouvelles fédérations créées sur la base du régime et du mouvement des Soviets. Considérant la fédération comme une forme transitoire vers l'unité totale, nous devons tendre à une union fédérative de plus en plus étroite, en tenant compte, premièrement de l'impossibilité de sauvegarder, sans la plus étroite union entre elles, l'existence des Républiques soviétiques entourées de pays impérialistes infiniment supérieurs en puissance militaire ; deuxièmement, de la nécessité d'une étroite alliance économique des Républiques soviétiques, sans quoi il est impossible de reconstituer les forces productives détruites par l'impérialisme et d'assurer le bien-être des travailleurs : troisièmement, de la tendance à créer une économie universelle une, régie d'après un plan d'ensemble par le prolétariat de toutes les nations, laquelle tendance s'était manifestée de façon tout à fait évidente même en régime capitaliste et doit, nécessairement, se développer et triompher définitivement en régime socialiste.

9. Dans le domaine des rapports intérieurs de l'Etat, la politique nationale de l'Internationale communiste ne peut se borner à une simple reconnaissance formelle, purement déclarative et sans conséquences pratiques, de l'égalité des nations, dont se contentent les démocrates bourgeois — qu'ils s'avouent franchement tels ou qu'ils se couvrent du nom de socialistes, tels les socialistes de la II^{e} Internationale.

Dans la propagande et l'agitation des partis communistes — à la tribune parlementaire comme en dehors d'elle — il importe non seulement de dénoncer inlassablement les violations constantes du principe de l'égalité des nations et des garanties du droit des minorités nationales dans tous les Etats capitalistes, cela en dépit de leurs Constitutions « démocratiques » ; il faut aussi 1° expliquer sans cesse que seul le régime soviétique peut effectivement réaliser l'égalité des nations en unissant les prolétaires d'abord, toute la masse des travailleurs ensuite, dans la lutte contre la bourgeoisie ; 2° il faut que tous les partis communistes prêtent un concours direct aux mouvements révolutionnaires des nations dépendantes ou lésées dans leurs droits (par exemple, à l'Irlande, aux nègres d'Amérique, etc.) et aux colonies.

Sans cette dernière condition, d'une importance particulière, la lutte contre l'oppression des nations dépendantes et des colonies, de même que la reconnaissance de leur droit à se séparer et à se constituer en Etats, ne sont qu'une enseigne mensongère, comme cela se présente dans les partis de la II^{e} Internationale.

10. La reconnaissance verbale de l'internationalisme, auquel on substitue en fait, dans toute la propagande, l'agitation et l'activité pratique, le nationalisme et le pacifisme petits-bourgeois, n'est pas seulement le fait constant des partis de la II^{e} Internationale, mais aussi de ceux qui en sont sortis, et même assez souvent, de ceux qui s'intitulent maintenant communistes. La lutte contre ce mal, contre les préjugés nationalistes petits-bourgeois le plus profondément ancrés, acquiert une importance d'autant plus grande que devient plus actuel le problème de la transformation de la dictature du prolétariat, de nationale (c'est-à-dire existant dans un seul pays et incapable de déterminer la politique universelle) en internationale (c'est-à-dire en dictature du prolétariat d'au moins plusieurs pays avancés, capable d'exercer une influence décisive sur toute la politique mondiale). Le nationalisme petit-bourgeois restreint l'internationalisme à la seule reconnaissance de l'égalité des nations et (sans parler du caractère purement verbal de cette reconnaissance) laisse intact l'égoïsme national, cependant que l'internationalisme prolétarien exige 1° la subordination des intérêts de la lutte prolétarienne dans un pays aux intérêts de cette lutte à l'échelle internationale ; 2° des nations qui réalisent la victoire sur la bourgeoisie, il exige l'aptitude et le consentement aux plus grands sacrifices nationaux en vue de renverser le Capital international.

Ainsi, dans les Etats où le capitalisme atteint déjà son plein développement, où existent des partis ouvriers formant la vraie avant-garde du prolétariat, la lutte contre les déformations opportunistes et pacifistes petites-bourgeoises de la conception et de la politique de l'internationalisme est le premier, le plus important des devoirs.

11. A l'égard des Etats plus arriérés et des nations où prédominent les relations féodales ou patriarcales et patriarcalo-paysannes, il importe surtout de ne pas perdre de vue :

1° La nécessité pour tous les partis communistes d'apporter leur aide au mouvement de libération démocratique bourgeois de ces pays ; l'obligation de le soutenir le plus activement incombe, en premier lieu, aux ouvriers du pays qui maintient la nation arriérée dans sa dépendance financière ou coloniale ;

2° La nécessité de combattre le clergé et autres éléments réactionnaires et moyenâgeux, dont l'influence s'exerce dans les pays arriérés ;

3° La nécessité de combattre le panislamisme et les tendances similaires qui veulent allier le mouvement d'émancipation contre l'impérialisme européen et américain, à l'affermissement des positions des khans, des seigneurs terriens, des mollahs, etc. ;

4° La nécessité de soutenir spécialement le mouvement paysan des pays arriérés contre les seigneurs terriens, contre la grande propriété foncière, contre toutes les manifestations ou survivances du féodalisme ; on s'efforcera de donner au mouvement paysan le caractère le plus révolutionnaire, en réalisant l'alliance la plus étroite entre le prolétariat communiste d'Europe occidentale et le mouvement révolutionnaire paysan des pays d'Orient, des colonies et en général des pays arriérés ;

5° La nécessité de combattre résolument la tendance qu'ont les mouvements d'émancipation démocratiques bourgeois des pays arriérés à se camoufler des couleurs communistes ; l'Internationale communiste ne doit soutenir les mouvements nationaux démocratiques bourgeois dans les colonies et les pays arriérés, qu'à condition que les éléments des futurs partis prolétariens, communistes pas seulement de nom, soient dans tous les pays arriérés, groupés et éduqués dans l'esprit de la mission particulière qui leur incombe : lutter contre les mouvements démocratiques bourgeois au sein de leur nation. L'Internationale communiste doit conclure des alliances temporaires avec la démocratie bourgeoise des colonies et des pays arriérés, mais ne jamais fusionner avec elle et maintenir sans réserve l'indépendance du mouvement prolétarien même sous sa forme la plus embryonnaire ;

6° La nécessité d'expliquer et de dénoncer inlassablement aux grandes masses laborieuses de tous les pays, et surtout des pays arriérés, la duperie systématiquement organisée par les puissances impérialistes qui, sous couleur de fonder des Etats politiquement indépendants, créent des Etats qui leur sont entièrement assujettis au point de vue économique, financier et militaire. Dans la situation internationale actuelle il n'est point de salut pour les nations faibles et dépendantes, hors une fédération de républiques soviétiques.

12. L'oppression séculaire des nationalités faibles et coloniales par les puissances impérialistes a laissé chez les masses laborieuses des pays opprimés un sentiment de haine, mais aussi de défiance envers les nations oppressives en général, y compris le prolétariat de ces nations. L'infâme trahison du socialisme par la majorité des chefs officiels de ce prolétariat en 1914-1919, alors que le social-chauvin qualifiait de « défense nationale » la défense du « droit » de « sa » bourgeoisie à l'oppression des colonies et à la mise en coupe réglée des pays financièrement dépendants, n'a pu qu'accroître cette défiance parfaitement légitime. D'autre part, plus un pays est arriéré, et plus prononcés y sont la petite production agricole, le caractère patriarcal et la routine qui confèrent immanquablement une grande force de persistance aux plus enracinés des préjugés petits-bourgeois, savoir : ceux de l'égoïsme national, de l'étroitesse nationale. Ces préjugés ne pouvant disparaître qu'après la disparition de l'impérialisme et du capitalisme dans les pays avancés, et après la transformation radicale de tous les fondements de la vie économique des pays arriérés, l'extinction de ces préjugés ne peut être que très lente. D'où le devoir, pour le prolétariat communiste conscient de tous les pays, de témoigner d'une circonspection et d'une attention particulières envers les survivances du sentiment national des pays et des peuples opprimés depuis un temps très long, et le devoir aussi de faire certaines concessions en vue de hâter la disparition de cette défiance et de ces préjugés. Sans un libre effort du prolétariat, et puis des masses laborieuses de tous les pays et nations du monde vers l'alliance et l'unité, la victoire définitive sur le capitalisme est impossible.

N. Lénine.
Publié dans le n° 11 de la revue l'Internationale Communiste, le 14 juin 1920.

LE II^{e} CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Le II^{e} congrès de l'Internationale communiste a pris fin le 7 août. Un peu plus d'une année s'est écoulée depuis la fondation de l'I.C. qui, en ce court espace de temps, enregistre des succès immenses, décisifs.

Il y a un an, au premier congrès, nous n'avions fait que planter le drapeau du communisme, autour duquel devaient se réunir les forces du prolétariat révolutionnaire ; la guerre était déclarée à la II^{e} Internationale jaune, qui groupe les social-traîtres passés à la bourgeoisie contre le prolétariat et alliés aux capitalistes contre la révolution ouvrière. Ce qui atteste l'immensité du succès réalisé en un an, c'est entre autres que la sympathie grandissante des masses ouvrières pour le communisme a obligé les principaux partis d'Europe et d'Amérique — le Parti socialiste français, les partis « indépendants » d'Allemagne et d'Angleterre et le parti indépendant des Etats-Unis — à sortir de la II^{e} Internationale.

Dans tous les pays du monde les meilleurs représentants des ouvriers révolutionnaires se sont déjà ralliés au communisme, au pouvoir des Soviets, à la dictature du prolétariat. Dans tous les pays avancés de l'Europe et de l'Amérique il existe déjà des partis ou des groupes communistes nombreux. Et le congrès qui s'est terminé le 7 août avait réuni, non seulement les annonciateurs éclairés de la révolution prolétarienne, mais des délégués d'organisations robustes et puissantes liées aux masses prolétariennes. L'armée mondiale du prolétariat révolutionnaire, voilà le défenseur actuel du communisme, voilà ce qui vient de recevoir, au récent congrès, une organisation et un programme d'action clair, précis et détaillé.

Le congrès a refusé d'admettre tout de suite dans l'Internationale communiste les partis qui, comme ceux nommés plus haut, sont sortis de la II^{e} Internationale jaune, mais gardent encore dans leur sein des représentants influents du « menchévisme », de la social-trahison, de l'opportunisme.

Dans une série de résolutions très précises, le congrès a fermé tout accès à l'opportunisme et exigé la rupture absolue avec lui. Au reste, des faits indéniables communiqués au congrès montrent que les masses ouvrières sont avec nous et que maintenant, les opportunistes seront définitivement vaincus.

Le congrès a corrigé les erreurs commises dans certains pays par des communistes qui veulent absolument se situer à la « gauche », qui ont nié la nécessité de travailler dans les Parlements bourgeois et dans les syndicats réactionnaires, partout où il y a des millions d'ouvriers encore bernés par les capitalistes et leurs valets sortis des milieux ouvriers, c'est-à-dire les membres de la II^{e} Internationale jaune.

Le congrès a créé dans les partis communistes du monde entier Une cohésion et une discipline comme on n'en vit jamais auparavant et qui permettront à l'avant-garde de la révolution ouvrière de s'acheminer à pas de géant vers son grand but : renverser le joug du capital. Le congrès renforcera la liaison avec le mouvement féminin communiste, par une conférence internationale des ouvrières, tenue à la même date.

Les groupes et partis communistes de l'Orient, des pays coloniaux et arriérés, que le bloc « civilisé » des nations de proie dépouille, violente et asservit avec tant de férocité, étaient de même représentés au congrès. Le mouvement révolutionnaire des pays avancés ne serait en fait qu'un leurre sans l'union complète et la plus étroite des ouvriers en lutte contre le capital d'Europe et d'Amérique, avec les centaines et les centaines de millions d'esclaves « coloniaux » opprimés par ce capital.

Grandes sont les victoires militaires remportées par la République soviétique des ouvriers et des paysans sur les gros propriétaires fonciers et les capitalistes, sur les Ioudénitch, les Koltchak, les Dénikine, les Polonais blancs et leurs auxiliaires — la France, l'Angleterre, l'Amérique, le Japon.

Mais plus grande encore est notre victoire sur l'esprit et le cœur des ouvriers, des travailleurs, des masses opprimées par le capital, — la victoire des idées communistes et des organisations communistes dans le monde entier.

La révolution du prolétariat, le renversement du joug du capitalisme se fait et se fera dans tous les pays du globe.

N. Lénine.

Publié en août-septembre 1920, dans le n° 3-4 de la revue la Communiste.

LES TACHES DES FÉDÉRATIONS DE LA JEUNESSE

DISCOURS PRONONCÉ AU IIIe CONGRÈS NATIONAL DE LA FÉDÉRATION DES JEUNESSES COMMUNISTES DE RUSSIE, LE 2 OCTOBRE 1920

Camarades, je voudrais aujourd'hui vous entretenir des tâches essentielles de la Fédération des jeunesses communistes, et, par suite, de ce que doivent être en général les organisations de jeunes dans la République socialiste.

Il convient d'autant plus de nous arrêter sur cette question, qu'on peut dire, en un sens, que la tâche véritable de créer la société communiste incombe précisément à la jeunesse. Il est clair, en effet, que la génération des travailleurs élevée dans la société capitaliste est tout au plus capable de détruire les fondements du vieil ordre, basé sur l'exploitation. Le plus qu'elle puisse faire, c'est de résoudre le problème de la création d'un régime social susceptible d'aider le prolétariat et les classes laborieuses à garder le pouvoir dans leurs mains et à jeter des assises solides sur lesquelles peut seule bâtir la génération qui se met au travail dans des conditions nouvelles, alors qu'il n'y a plus de rapports d'exploitation entre les hommes.

Et voilà qu'en abordant de ce point de vue les tâches de la jeunesse, je dois dire que ces tâches de la jeunesse en général et des Fédérations des jeunesses communistes et toutes autres organisations en particulier, pourraient être définies d'un mot : apprendre.

Il est évident que ce n'est là qu'« un mot ». Celui-ci ne répond pas encore aux questions principales et les plus essentielles : que faut-il apprendre et comment ? Or, le point capital ici, c'est qu'avec la transformation de la vieille société capitaliste, l'enseignement, l'éducation et l'instruction des nouvelles générations qui vont créer la société communiste ne peuvent demeurer ce qu'ils étaient autrefois. L'enseignement, l'éducation et l'instruction de la jeunesse doivent prendre pour point de départ les matériaux que nous a laissés la vieille société.

Nous ne pouvons bâtir le communisme qu'avec la somme de connaissances, d'organisations et d'institutions, qu'avec la réserve de forces humaines et les ressources qui nous sont restées de la vieille société. Ce n'est qu'en transformant d'une façon radicale l'enseignement, l'organisation et l'éducation de la jeunesse que nous pourrons obtenir que les efforts de la jeune génération aient pour résultat de créer une société qui ne ressemblât pas à l'ancienne, — c'est-à-dire la société communiste.

C'est pourquoi nous devons examiner en détail la question de savoir ce que nous devons enseigner à la jeunesse et comment elle doit apprendre si elle veut réellement se montrer digne du nom de jeunesse communiste ; comment la préparer pour qu'elle soit capable d'achever de construire et de couronner l'œuvre que nous avons commencée.

Je dois dire que la réponse qui vient la première et qui paraît la plus naturelle, est que la Fédération des jeunesses et, en général, toute la jeunesse qui veut passer au communisme doit apprendre le communisme.

Mais cette réponse « apprendre le communisme » est trop générale. Que nous faut-il donc pour apprendre le communisme ? Que nous faut-il choisir dans la somme des connaissances générales pour acquérir La science du communisme ? Ici, nous sommes menacés de toute une série de dangers qui se manifestent assez souvent dès que la tâche d'apprendre le communisme est mal posée, ou qu'elle est comprise d'une façon trop unilatérale.

Au premier abord, naturellement, l'idée qui vient à l'esprit, c'est qu'apprendre le communisme signifie acquérir la somme des connaissances qui est exposée dans les manuels, brochures et écrits communistes. Ce serait là définir l'étude du communisme de façon trop grossière et insuffisante.

Si l'étude du communisme consistait seulement à s'assimiler ce qui est exposé dans les écrits, livres et brochures communistes, nous aurions tôt fait de produire des exégètes communistes ou des vantards ; et ceci nous serait très souvent nuisible, préjudiciable ; car ces gens-là, ayant appris et lu ce qui est exposé dans les livres et les brochures communistes, se montreraient incapables de coordonner toutes ces connaissances et d'agir comme le veut réellement le communisme.

Un des maux les plus grands, une des pires calamités que nous ait légués l'ancienne société capitaliste, c'est la rupture complète entre le livre et la vie pratique : nous avions des livres où tout était dépeint de la façon la

meilleure ; or, la plupart du temps ces livres n'étaient qu'hypocrisie et mensonge exécrables, qui faisaient une peinture mensongère de la société communiste. C'est pourquoi on aurait grandement tort de *se* borner à apprendre ce qui est écrit dans les livres sur le communisme.

Aujourd'hui nos discours et nos articles ne sont pas une simple répétition de ce que l'on disait autrefois du communisme, car discours et articles sont liés à notre travail quotidien dans tous les domaines. Sans travail, sans lutte, la connaissance livresque du communisme, puisée dans les brochures et les ouvrages communistes n'a absolument aucune valeur ; car elle ne ferait que continuer la vieille rupture entre la théorie et la pratique, cette vieille rupture qui était le trait le plus repoussant de l'ancienne société bourgeoise.

Le danger serait plus grand encore si nous nous bornions à nous assimiler les seuls mots d'ordre communistes. Si nous ne comprenions pas à temps ce danger et si tous nos efforts ne visaient pas à écarter ce danger, l'existence d'un demi-million ou d'un million de jeunes gens et de jeunes filles qui, après une pareille étude du communisme, prendraient le nom de communistes, n'aurait d'autre résultat que de porter un grand préjudice à la cause du communisme.

Dès lors, la question se pose à nous de savoir comment il nous faut concilier tout cela pour enseigner le communisme ? Que devons-nous prendre à la vieille école, à la vieille science ?

La vieille école déclarait qu'elle voulait créer des hommes universellement instruits, et qu'elle enseignait les sciences en général. Nous savons que c'était là pur mensonge, puisque toute la société était fondée et reposait sur la division des hommes en classes, en exploiteurs et en opprimés. Il était normal que l'ancienne école, étant entièrement imbue de l'esprit de classe, ne dispensât des connaissances qu'aux enfants de la bourgeoisie. La moindre de ses paroles était adaptée aux intérêts de la bourgeoisie.

Dans ces écoles on s'occupait moins d'éduquer la jeune génération des ouvriers et des paysans que de la dresser dans l'intérêt de cette même bourgeoisie. On les éduquait de façon à en faire des serviteurs répondant à ses exigences, capables de lui apporter des bénéfices sans toutefois troubler son repos et son oisiveté. C'est pourquoi, tout en répudiant la vieille école, nous nous sommes assigné comme tâche de ne lui emprunter que ce qui nous est nécessaire pour obtenir une véritable éducation communiste.

J'arrive ici aux reproches, aux accusations que l'on entend toujours formuler à l'égard de l'ancienne école, et qui conduisent assez souvent à des interprétations absolument fausses.

On dit que l'ancienne école ne connaissait que les livres, le dressage, le bourrage machinal. Cela est vrai, mais il faut savoir distinguer ce que l'ancienne école avait de mauvais et ce qu'elle avait d'utile pour nous ; il faut savoir y choisir ce qui est indispensable pour le communisme.

L'ancienne école était une école qui ne connaissait que les livres, elle obligeait les gens à assimiler une masse de connaissances inutiles, superflues et sans vie, qui farcissaient la tête et changeaient la jeune génération en des bureaucrates coulés dans le même moule. Mais vouloir conclure de là qu'on peut être communiste sans s'assimiler les connaissances accumulées par la science humaine, ce serait commettre une grave erreur. On aurait tort de penser qu'il suffit de s'assimiler les mots d'ordre communistes, les conclusions de la science communiste pour être dispensé de s'assimiler la somme des connaissances dont le communisme lui-même est la résultante.

Le marxisme est un exemple montrant comment le communisme est issu de la somme des connaissances acquises par l'humanité.

Vous avez lu et entendu dire que la théorie communiste, la science communiste, a été créée principalement par Marx, et que cette doctrine du marxisme a cessé d'être l'œuvre d'un seul socialiste même génial du XIX^{e} siècle, pour devenir la doctrine de millions et de dizaines de millions de prolétaires dans le monde entier, qui appliquent cette doctrine dans leur lutte contre le capitalisme.

Et si vous posiez cette question : pourquoi la doctrine de Marx a-t-elle pu s'emparer de millions et de dizaines déraillions de cœurs dans la classe la plus révolutionnaire, vous ne pourriez entendre qu'une seule réponse : il en a été ainsi parce que Marx s'est appuyé sur la base solide des connaissances humaines acquises sous le capitalisme. Ayant étudié les lois du développement de la société humaine, Marx a compris que le développement du capitalisme mène inévitablement au communisme et, c'est ce qui est l'essentiel, il a démontré

cette vérité uniquement par l'étude la plus exacte, la plus détaillée et la plus profonde de la société capitaliste, et cela parce qu'il s'était entièrement assimilé tout ce qu'avait donné la science antérieure.

Tout ce que la société humaine avait créé, il le soumit à une analyse critique, sans en négliger un seul point. Tout ce qui avait été créé par la pensée humaine, il le soumit à une analyse et en fit la critique en opérant la vérification sur le mouvement ouvrier : et il en tira des conclusions que les gens enfermés dans le cadre bourgeois ou liés par les préjugés bourgeois ne pouvaient tirer.

Il ne faut pas oublier cela quand, par exemple, nous parlons de la culture prolétarienne. Sans une claire compréhension du fait que seule la connaissance exacte de la culture créée par tout le développement de l'humanité, que seule l'élaboration de cette culture permet d'édifier la culture prolétarienne, sans cette compréhension, nous ne parviendrons pas à résoudre ce problème.

La culture prolétarienne n'a pas surgi d'on ne sait où ; elle n'a point été inventée par des hommes qui se disent spécialistes en matière de culture prolétarienne. Tout cela n'est que pure sottise. La culture prolétarienne doit être le développement logique de la somme de connaissances élaborées par l'humanité sous le joug de la société capitaliste, de la société des propriétaires fonciers, de la société bureaucratique.

Tous ces chemins et sentiers ont mené, mènent et continuent de mener à la culture prolétarienne, tout comme l'économie politique, remaniée par Marx, nous a montré à quoi doit aboutir la société humaine, nous a montré le passage à la lutte de classes, au départ de la révolution prolétarienne.

Lorsque nous entendons des représentants de la jeunesse et certains défenseurs du nouvel enseignement attaquer souvent l'ancienne école, en soutenant qu'elle était une école de bourrage machinal, nous leur disons que nous devons emprunter à la vieille école ce qu'elle avait de bon.

Nous ne devons pas emprunter à la vieille école la méthode qui consistait à surcharger la mémoire du jeune homme d'une quantité démesurée de connaissances, inutiles pour les neuf dixièmes et fausses pour un dixième ; cela ne veut point dire toutefois que nous pouvons nous borner aux conclusions communistes et aux mots d'ordre communistes appris par cœur. On ne crée pas ainsi le communisme. Pour devenir communiste, il faut avoir enrichi sa mémoire de la connaissance de toutes les richesses élaborées par l'humanité.

Nous n'avons pas besoin de bourrage machinal, mais il nous faut développer et perfectionner la mémoire de chaque élève par la connaissance de faits essentiels ; car le communisme se réduirait à néant, à une simple façade, le communiste ne serait qu'un vantard si toutes les connaissances acquises n'étaient pas élaborées dans sa conscience. Ces connaissances, vous ne devez pas seulement les assimiler, mais les assimiler de façon que vous puissiez les traiter dans un esprit critique, afin de ne pas encombrer votre cerveau d'un fatras inutile, mais de l'enrichir de la science de tous les faits, sans la connaissance desquels on ne peut pas être aujourd'hui un homme instruit.

Le communiste qui tirerait vanité du communisme parce qu'il en aurait reçu des déductions toutes faites, sans avoir accompli un grand travail très sérieux et très difficile, sans avoir cherché à voir clair dans les faits qu'il est tenu d'envisager avec esprit critique, un tel communiste serait un piètre communiste. Rien de plus funeste qu'une attitude aussi superficielle. Si je sais que je sais peu, je m'efforcerai de savoir davantage ; mais si un homme se disant communiste prétend qu'il n'a besoin de rien apprendre de positif, il ne sortira jamais rien de lui qui ressemble à un communiste.

L'ancienne école formait les serviteurs nécessaires aux capitalistes ; des hommes de science elle faisait des hommes obligés d'écrire et de parler au gré des capitalistes. C'est dire que nous devons nous défaire de l'ancienne école. Mais si nous devons nous en défaire et la détruire, est-ce à dire que nous ne devions pas en tirer tout ce qui a été accumulé par l'humanité et qui est nécessaire aux hommes ?

Est-ce à dire que nous ne devions pas savoir faire la distinction entre ce qui était nécessaire au capitalisme et ce qui est nécessaire au communisme ?

A la place du dressage d'autrefois, pratiqué dans la société bourgeoise contre la volonté de la majorité, nous mettons la discipline consciente des ouvriers et des paysans qui allient à leur haine de la vieille société l'esprit de décision, le savoir-faire et la volonté d'unir et d'organiser leurs forces en vue de cette lutte, afin de créer, avec les

millions et les centaines de millions de volontés éparses, émiettées, disséminées dans l'immense étendue du pays, une volonté unique ; car sans cette volonté unique nous serions inévitablement battus. Sans cette cohésion, sans cette discipline consciente des ouvriers et des paysans, notre cause serait désespérée. A défaut de cela nous ne pourrons vaincre les capitalistes et les propriétaires fonciers de tout l'univers. Nous n'arriverons même pas à consolider les fondements, ni à plus forte raison à construire sur ces fondements la nouvelle société communiste.

Ainsi tout en répudiant l'ancienne école, en lui vouant une haine parfaitement légitime et nécessaire, tout en appréciant le désir de la détruire, nous devons comprendre qu'à l'ancienne méthode d'enseignement, à l'ancien bourrage machinal, à l'ancien dressage, nous devons substituer l'art de faire nôtre toute la somme des connaissances humaines et de faire en sorte que votre communisme ne soit pas, chez vous, quelque chose d'appris par cœur, mais quelque chose de pensé par vous-mêmes, qu'il soit la conclusion qui s'impose du point de vue de l'instruction moderne. Voilà comment il faut poser les tâches essentielles quand nous parlons d'apprendre le communisme.

Pour vous éclairer sur ce point, et pour aborder en même temps la question de savoir comment apprendre, je citerai un exemple pratique. Vous savez tous que, aussitôt après les problèmes militaires, après les problèmes touchant la défense de la République, c'est le problème économique qui se pose à nous.

Nous savons qu'il est impossible de bâtir la société communiste sans régénérer l'industrie et l'agriculture ; encore ne s'agit-il pas de les régénérer sous leur forme ancienne. Il faut les régénérer sur une base moderne et conforme au dernier mot de la science. Vous savez que cette base, c'est l'électricité ; que c'est seulement le jour où tout le pays, toutes les branches de l'industrie et de l'agriculture seront électrifiées, le jour où vous viendrez à bout de cette tâche, que vous pourrez édifier pour vous-mêmes la société communiste, que l'ancienne génération ne pourra pas construire.

Devant vous se pose la tâche de régénérer l'économie du pays entier, de réorganiser, de rétablir l'agriculture et l'industrie sur une base technique moderne, laquelle repose sur la science moderne, la technique, l'électricité.

Vous comprenez parfaitement que l'électrification ne sera pas faite par des illettrés, et qu'elle exigera autre chose que des notions rudimentaires. Il ne suffit pas ici de comprendre ce que c'est que l'électricité : il faut savoir comment en faire l'application technique et à l'industrie et à l'agriculture et à leurs différentes branches. Tout cela il faut l'apprendre soi-même, il faut l'enseigner à toute la génération laborieuse qui grandit.

Telle est la tâche qui se pose à tout communiste conscient, à tout jeune homme qui s'estime communiste et qui se rend nettement compte du fait qu'en adhérant à la Fédération des jeunesses communistes il s'est donné comme tâche d'aider le Parti à construire le communisme, d'aider toute la jeune génération à créer la société communiste. Il doit comprendre que c'est seulement sur la base de l'instruction moderne qu'il peut créer cette société, et que s'il ne possède pas cette instruction, le communisme ne restera qu'un simple vœu.

Le rôle de la génération précédente consistait à renverser la bourgeoisie. Critiquer la bourgeoisie, développer le sentiment de haine contre celle-ci dans les masses, développer la conscience de classe, savoir grouper ses forces, telle était à ce moment la tâche principale.

La nouvelle génération a devant elle une tâche plus complexe. Votre devoir n'est pas seulement de rassembler toutes vos forces pour soutenir le pouvoir ouvrier et paysan contre l'invasion des capitalistes. Cela, vous devez le faire. Vous l'avez fort bien compris, et tout communiste s'en rend nettement compte. Mais cela ne suffit pas.

Vous avez à bâtir la société communiste. Sous bien des rapports, la première moitié du travail est faite. L'ancien ordre de choses est détruit, comme il devait l'être ; il n'est plus qu'un amas de ruines, comme il convenait bien de l'y réduire. Le terrain est déblayé, et c'est sur ce terrain que la jeune génération communiste doit édifier la société communiste.

Construire, voilà votre tâche. Et vous ne pourrez l'accomplir que lorsque vous aurez acquis tout le savoir moderne, quand vous saurez transformer le communisme, de formules, préceptes, recettes, règles et programmes tout prêts et appris par cœur, en cette chose vivante qui coordonne votre travail immédiat, quand vous saurez faire du communisme un guide pour votre travail pratique.

Telle est la tâche dont vous avez à vous inspirer pour instruire, éduquer et entraîner toute la jeune génération. A vous d'être les premiers bâtisseurs de la société communiste parmi ces millions de bâtisseurs que doivent être tous les jeunes hommes et toutes les jeunes filles.

Si vous n'appelez pas à cette œuvre de construction du communisme toute la masse de la jeunesse ouvrière et paysanne, vous n'arriverez pas à construire la société communiste.

Ici j'en viens naturellement à la question de savoir comment nous devons enseigner le communisme et quel doit être le caractère propre de nos méthodes.

Tout d'abord je m'arrêterai ici à la question de la morale communiste.

Vous devez faire votre éducation de communistes. La tâche qui incombe à la Fédération des jeunesses, c'est d'exercer son activité pratique de façon qu'en apprenant, en s'organisant, en se groupant, en combattant, cette jeunesse fasse d'elle-même et de tous ceux qui la reconnaissent comme guide, — qu'elle en fasse des communistes. Il faut que toute l'œuvre d'éducation, d'instruction et d'enseignement de la jeunesse d'aujourd'hui développe en elle la morale communiste.

Mais existe-t-il une morale communiste ? Existe-t-il une moralité communiste ? Evidemment oui. On prétend souvent que nous n'avons pas de morale à nous et fort souvent la bourgeoisie nous reproche, à nous autres communistes, de renier toute morale. C'est là une manière de brouiller les idées, de jeter de la poudre aux yeux des ouvriers et des paysans.

Dans quel sens nions-nous la morale, nions-nous la moralité ?

Dans le sens prêché par la bourgeoisie qui faisait dériver cette moralité des commandements de Dieu. Sur ce point, évidemment, nous disons que nous ne croyons pas en Dieu, et nous savons fort bien que clergé, grands propriétaires fonciers et bourgeoisie parlaient au nom de Dieu, pour assurer leurs intérêts d'exploiteurs. Ou bien, au lieu de faire dériver cette morale des commandements de la moralité, des commandements de Dieu, ils la tiraient de phrases idéalistes ou semi-idéalistes, qui aboutissaient toujours à quelque chose qui ressemble fort aux commandements de Dieu.

Toute morale de ce genre empruntée à des conceptions extérieures à l'humanité, extérieures aux classes, nous la nions. Nous disons que c'est là tromper, duper les ouvriers et les paysans, et leur bourrer le crâne pour le profit des grands propriétaires fonciers et des capitalistes.

Nous disons que notre morale est entièrement subordonnée aux intérêts de la lutte de classe du prolétariat. Notre morale dérive des intérêts de la lutte de classe du prolétariat.

L'ancienne société était fondée sur l'oppression de tous les ouvriers et de tous les paysans par les grands propriétaires fonciers et les capitalistes. Il nous a fallu détruire tout cela, renverser les oppresseurs ; mais pour ce faire, il fallait réaliser l'union. Ce n'est pas le bon Dieu qui allait créer cette union.

Cette union ne pouvait venir que des fabriques, des usines, que d'un prolétariat instruit, réveillé de son sommeil séculaire. C'est seulement lorsque cette classe fut constituée, que commença le mouvement de masse qui a conduit à ce que nous voyons aujourd'hui — à la victoire, dans un pays faible entre tous, de la révolution prolétarienne qui se défend depuis trois ans contre l'assaut de la bourgeoisie du monde entier.

Et nous voyons comme la révolution prolétarienne grandit dans le monde entier. Nous disons aujourd'hui, forts de notre expérience, que seul le prolétariat a pu créer une force assez cohérente pour entraîner à sa suite la paysannerie dispersée et fragmentée, une force qui a résisté à tous les assauts des exploiteurs. Seule cette classe peut aider les masses laborieuses à s'unir, à se grouper et à sauvegarder définitivement, à asseoir définitivement la société communiste, à en achever définitivement la construction.

Voilà pourquoi nous disons : pour nous la morale, prise en dehors de la société humaine, n'existe pas ; c'est un leurre. Pour nous la morale est subordonnée aux intérêts de la lutte de classe du prolétariat.

En quoi consiste donc cette lutte de classe ? A renverser le tsar, à renverser les capitalistes, à anéantir la classe des capitalistes. Et que sont les classes en général ? C'est ce qui permet à une fraction de la société de s'approprier le travail de l'autre.

Si une fraction de la société s'approprie toute la terre, nous avons la classe des grands propriétaires fonciers et celle des paysans. Si une fraction de la société possède fabriques et usines, actions et capitaux, tandis que l'autre travaille dans ces fabriques, nous avons la classe des capitalistes et celle des prolétaires.

Il n'a pas été difficile de chasser le tsar — pour cela quelques jours ont suffi. Il n'a pas été très difficile de chasser les grands propriétaires fonciers — nous avons pu le faire en quelques mois ; il n'est pas très difficile non plus de chasser les capitalistes.

Mais il est infiniment plus difficile de supprimer les classes ; la division en ouvriers et en paysans subsiste toujours. Si le paysan est installé sur un lopin de terre, et qu'il s'approprie l'excédent de son blé, c'est-à-dire le blé dont il n'a besoin ni pour lui-même, ni pour son bétail, cependant que tous les autres restent sans pain, ce paysan-là se transforme dès lors en exploiteur. Plus il garde de ce blé, et plus il y trouve avantage ; qu'importe que les autres aient faim : « Plus ils auront faim et plus cher je vendrai mon blé. »

Il faut que tous travaillent d'après un plan commun sur un sol commun, dans les fabriques et usines communes, et selon un règlement commun. Cela est-il facile à réaliser ? Vous voyez qu'ici la solution est plus malaisée que lorsqu'il s'agit de chasser le tsar, les grands propriétaires fonciers et les capitalistes. Ici, il faut que le prolétariat refasse l'éducation, l'instruction d'une partie des paysans, qu'il attire à lui ceux qui sont des paysans travailleurs, afin de briser la résistance des paysans riches, qui s'enrichissent aux dépens de la misère des autres.

C'est donc que la lutte du prolétariat n'est pas encore terminée du fait que nous avons renversé le tsar, chassé les grands propriétaires fonciers et les capitalistes ; et la mener jusqu'au bout est justement la tâche du régime que nous dénommons la dictature du prolétariat.

La lutte de classe continue ; elle n'a changé que de forme. Cette lutte de classe du prolétariat est menée pour empêcher le retour des anciens exploiteurs, pour unir dans une seule alliance la masse éparse de la paysannerie ignorante. La lutte de classe continue et notre tâche est de subordonner tous les intérêts à cette lutte.

Et c'est à cette tâche que nous subordonnons notre morale communiste. Nous disons : est moral ce qui sert à détruire l'ancienne société exploiteuse et à unir tous les travailleurs autour du prolétariat en train de créer la nouvelle société, la société communiste.

La morale communiste, c'est la morale qui sert à cette lutte, qui unit les travailleurs contre toute exploitation, contre toute petite propriété, car la petite propriété met entre les mains d'une personne ce qui est créé par le travail de la société tout entière.

La terre est pour nous propriété commune.

Mais si de cette propriété commune je prends une partie ; si j'y produis deux fois plus de blé qu'il ne m'est nécessaire et si je spécule avec cet excédent de blé ? Si je me dis que, plus il y aura d'affamés, et plus cher on me paiera ? Agirais-je alors en communiste ?

Non, j'agirais en exploiteur, en propriétaire. Il faut lutter contre cela.

Si on laisse les choses en l'état, tout va revenir en arrière, vers le pouvoir des capitalistes, vers le pouvoir de la bourgeoisie, comme il est arrivé maintes fois dans les révolutions passées. Et pour empêcher la restauration du pouvoir des capitalistes et de la bourgeoisie, il faut interdire le mercantilisme, il ne faut point que les uns s'enrichissent aux dépens des autres; pour cela il faut que tous les travailleurs s'unissent au prolétariat et forment la société communiste.

Tel est le caractère essentiel de ce qui constitue la tâche fondamentale de l'union et de l'organisation de la jeunesse communiste.

L'ancienne société était fondée sur le principe suivant : ou tu pilleras ton prochain, ou c'est ton prochain qui te pillera ; ou tu travailles au profit d'un autre, ou c'est lui qui travaille à ton profit ; ou tu es propriétaire d'esclaves, ou tu es esclave toi-même. On conçoit que les hommes élevés dans cette société sucent, pourrait-on dire, avec le lait de leur mère, une psychologie, des habitudes et des idées soit d'esclavagiste, soit d'esclave, soit de petit propriétaire, de petit employé, de petit fonctionnaire, d'intellectuel, en un mot, d'homme qui ne pense qu'à posséder ce qu'il lui faut, et se désintéresse des autres.

Si j'exploite mon lopin de terre, je n'ai pas à me préoccuper dès autres ; si le voisin a faim, tant mieux ; je lui vendrai mon blé plus cher. Si j'ai ma petite place de médecin, d'ingénieur, de maître d'école ou d'employé, que m'importent les autres ? Peut-être qu'en flattant les détenteurs du pouvoir, en cherchant à leur complaire, je conserverai ma place et je réussirai même à percer, à devenir moi-même un bourgeois ? Une telle psychologie, un tel état d'esprit ne sont pas le fait d'un communiste.

Quand les ouvriers et les paysans ont démontré que nous sommes capables par nos propres forces de nous défendre et de créer une société nouvelle, une nouvelle éducation communiste a commencé dès lors, éducation faite dans la lutte contre les exploiteurs, en alliance avec le prolétariat, contre les égoïstes et les petits propriétaires, contre la psychologie et les habitudes qui font dire : je recherche mon profit à moi, le reste ne m'intéresse point.

Voilà en quoi consiste la réponse à la question de savoir comment la jeune génération montante doit apprendre le communisme.

Elle ne peut apprendre le communisme qu'en rattachant chaque pas qu'elle fait dans ses études, dans son éducation et dans son instruction, à la lutte incessante des prolétaires et des travailleurs contre la vieille société des exploiteurs.

Quand on nous parle de morale, nous disons : pour le communiste, la morale réside tout entière dans cette discipline solidaire et cohérente et dans cette lutte consciente des masses contre les exploiteurs. Nous ne croyons pas à la morale éternelle et nous dénonçons le mensonge de tous les contes inventés sur la morale.

La morale sert à la société humaine pour s'élever plus haut, pour se débarrasser de l'exploitation du travail.

Pour atteindre ce but, il nous faut cette génération de jeunes qui a commencé, dans les conditions d'une lutte disciplinée, acharnée contre la bourgeoisie, à se transformer en hommes conscients. C'est dans cette lutte qu'elle formera de vrais communistes ; c'est à cette lutte qu'elle doit subordonner et rattacher chaque pas qu'elle fait dans ses études, dans son instruction et dans son éducation.

Faire l'éducation de la jeunesse communiste ne doit pas consister à lui offrir des discours suaves ou des règles de morale. Ce n'est pas cela qui fait l'éducation.

Quand des hommes voient leurs pères et leurs mères passer leur vie sous le joug des propriétaires fonciers et des capitalistes ; quand ils engagent eux-mêmes les souffrances de ceux qui supportent le combat contre les exploiteurs ; quand ils voient les sacrifices que coûte la continuation de cette lutte pour la défense des conquêtes réalisées, et quels furieux ennemis sont les propriétaires fonciers et les capitalistes, c'est alors que ces hommes-là font leur éducation de communistes.

Ce qui est à la base de la morale communiste, c'est la lutte pour consolider et faire aboutir le communisme. C'est là aussi la base de l'éducation, de l'instruction et de l'enseignement communistes. Telle est la réponse à la question de savoir comment il faut apprendre le communisme.

Nous ne croirions pas à l'enseignement, à l'éducation et à l'instruction, s'ils étaient relégués au fond des écoles et détachés de la vie tumultueuse. Tant que les ouvriers et les paysans sont opprimés par les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, tant que les écoles restent entre les mains de ces derniers, la jeune génération demeure aveugle et ignorante.

Or, notre école à nous doit donner aux jeunes gens les fondements de la science, les mettre en état de se forger eux-mêmes une mentalité communiste, en faire des hommes instruits. Elle doit, pendant qu'ils y étudient, en faire des participants à la lutte pour abattre le joug des exploiteurs.

La Fédération des jeunesses communistes, pour être digne de son nom, pour être vraiment l'union de la jeune génération communiste, doit rattacher chaque pas qu'elle fait dans ses études, dans son éducation et dans son instruction, à la part qu'elle prend à la lutte commune de tous les travailleurs contre les exploiteurs. Vous n'ignorez pas en effet que tant que la Russie est la seule République ouvrière et que le régime bourgeois subsiste dans le reste du monde, nous demeurons plus faibles qu'eux et sommes menacés chaque fois d'une nouvelle attaque ; que ce n'est qu'en apprenant à nous unir et à agir d'un seul cœur que nous triompherons dans la lutte qui continue, et une fois affermis, nous deviendrons réellement invincibles.

Ainsi, être communiste c'est organiser et unir toute la jeune génération montante, c'est donner l'exemple de l'éducation et de la discipline dans cette lutte. Vous pourrez dès lors entreprendre et faire aboutir la construction de l'édifice de la société communiste.

Afin de vous éclairer sur ce point, je citerai un exemple. Nous nous nommons communistes.

Qu'est-ce qu'un communiste ?

Le mot communiste vient du latin. Communiste vient du mot commun. La société communiste, c'est la communauté de tout : terre, usines, travail commun. Voilà ce qu'est le communisme.

Peut-il y avoir travail commun si chacun exploite un lopin de terre pour son compte ? La communauté du travail ne se crée pas d'un coup. Elle ne tombe pas du ciel. Il faut la gagner, elle est le fruit de longues souffrances. Il faut la créer. Elle se crée au cours de la lutte. Les vieux livres ne serviraient à rien. Personne ne les croirait. Il y faut l'expérience personnelle de la vie.

Quand Koltchak et Dénikine avançaient, venant de la Sibérie et du Sud, les paysans étaient pour eux. Le bolchévisme ne leur plaisait pas, parce que les bolchéviks prenaient le blé aux prix fermes. Mais après avoir éprouvé en Sibérie et en Ukraine le pouvoir de Koltchak et de Dénikine, les paysans comprirent qu'ils n'avaient pas le choix : ou bien retourner au capitaliste qui les rejettera dans l'esclavage du propriétaire foncier, ou bien suivre l'ouvrier qui ne promet pas monts et merveilles, il est vrai, et qui exige une discipline de fer et de la fermeté dans le rude combat, mais qui les affranchit de l'esclavage vis-à-vis des capitalistes et des propriétaires fonciers.

Lorsque même les paysans ignorants eurent compris et senti cette vérité par leur propre expérience, ils devinrent, après cette rude école, des partisans conscients du communisme. C'est cette expérience que la Fédération des jeunesses communistes doit mettre à la base de toute son activité.

J'ai répondu à la question de savoir ce que nous devons apprendre et ce qu'il nous faut emprunter à la vieille école et à la vieille science. J'essaierai de répondre aussi à la question de savoir comment il faut apprendre toutes ces choses : c'est en rattachant indissolublement chaque instant de notre activité scolaire, chaque instant de l'éducation, de l'instruction et de l'étude à la lutte de tous les travailleurs contre les exploiteurs.

Par quelques exemples tirés de l'expérience du travail de telle ou telle organisation de la jeunesse, je vous montrerai clairement comment doit se faire cette éducation communiste.

Tout le monde parle de la liquidation de l'analphabétisme. Vous savez qu'il est impossible de construire une société communiste dans un pays d'illettrés. Il ne suffit pas que le pouvoir des Soviets ordonne, ou que le Parti lance un mot d'ordre déterminé, ou que l'on mobilise autour de cette tâche une partie de nos meilleurs militants. Il faut pour cela que la jeune génération elle-même se mette à l'ouvrage.

Le communisme consiste en ce que les jeunes gens et les jeunes filles, appartenant à la Fédération des jeunesses, déclarent : C'est notre affaire, nous nous grouperons et nous irons dans les villages liquider l'analphabétisme afin que notre jeune génération montante n'ait plus d'illettrés. Nous tenons à ce que l'esprit d'initiative de la jeunesse qui grandit soit consacré à cette œuvre.

Vous savez qu'il est impossible de transformer rapidement la Russie ignorante et illettrée en une Russie instruite ; mais si la Fédération des jeunesses s'y met, si toute la jeunesse se dévoue au profit de tous, cette Fédération qui groupe 400.000 jeunes gens et jeunes filles aura le droit de s'appeler Fédération des jeunesses communistes. La

tâche de la Fédération est encore, tout en s'assimilant telles ou telles connaissances, d'aider les jeunes qui ne peuvent pas se libérer eux-mêmes des ténèbres de l'ignorance.

Etre membre de la Fédération des jeunesses, c'est mettre son travail et son énergie au service de la cause commune. Là est l'éducation communiste. C'est ce travail qui fait du jeune homme ou de la jeune fille de vrais communistes. Ils ne deviennent communistes que s'ils savent par leur travail obtenir des résultats pratiques.

Prenez par exemple le travail dans les potagers suburbains. C'est une des tâches de la Fédération des jeunesses communistes, Les gens ont faim. Dans les fabriques et les usines, c'est la famine. Pour nous sauver de la famine, il faut développer la culture maraîchère ; malheureusement l'agriculture se fait à la mode ancienne.

Il faut donc que les éléments plus conscients se mettent à l'œuvre, et vous verrez alors les potagers se multiplier, leur surface augmenter et les résultats s'améliorer. A ce travail la Fédération des jeunesses communistes doit prendre une part active. Chaque organisation ou chaque cellule doit considérer cette tâche comme la sienne propre.

La Fédération des jeunesses communistes doit être le groupe de choc qui, dans tous les domaines, apporte son aide et manifeste son esprit d'initiative. La Fédération doit être telle que chaque ouvrier puisse voir dans ses membres des hommes dont la doctrine lui sera peut-être incompréhensible, à la doctrine de qui il ne croira peut-être pas tout de suite, mais dont le travail vivant et dont l'activité lui feront voir que c'est eux réellement qui lui montrent la bonne voie.

Si la Fédération des jeunesses communistes n'arrive pas à organiser ainsi son action dans tous les domaines, c'est qu'elle s'est fourvoyée dans les vieux sentiers bourgeois.

Il faut rattacher notre éducation à la lutte des travailleurs contre les exploiteurs, afin d'aider ceux-là à résoudre les problèmes qui découlent de la doctrine communiste.

Les membres de la Fédération doivent consacrer toutes leurs heures de loisir à améliorer la culture dans les potagers ou à organiser dans une fabrique ou usine quelconque l'instruction de la jeunesse, etc.

De la Russie pauvre et misérable nous voulons faire un pays riche. Il faut donc que la Fédération des jeunesses communistes unisse son instruction, ses études et son éducation au travail des ouvriers et des paysans, qu'elle ne s'enferme pas dans ses écoles et ne se borne pas à lire les livres et brochures communistes.

Ce n'est qu'en travaillant avec les ouvriers et les paysans qu'on peut devenir un vrai communiste.

Et il faut que tout le monde voie que les adhérents à la Fédération des jeunesses sont instruits et qu'en même temps ils savent travailler. Lorsque tous verront que nous avons banni de l'ancienne école les vieilles méthodes de dressage et que nous les avons remplacées par une discipline consciente ; que tous nos jeunes gens prennent part aux *samedis communistes* ; qu'ils tirent profit de chaque exploitation suburbaine pour venir en aide à la population, on regardera le travail autrement qu'on ne l'a fait jusqu'ici.

La tâche de la Fédération des jeunesses communistes est d'organiser, dans le village ou dans le quartier, l'aide nécessaire. Par exemple : assurer la propreté ou la répartition des vivres.

Comment cela se faisait-il dans la vieille société capitaliste ?

Chacun ne travaillait que pour soi et personne ne faisait attention s'il y avait des vieux ou des malades, ou si tout le ménage retombait sur les épaules de la femme qui, de ce fait, se trouvait accablée et asservie. Qui doit lutter contre cela ? Les Fédérations des jeunesses. Elles doivent dire : nous changerons cela, nous organiserons des détachements de jeunes gens qui aideront à assurer la propreté ou à répartir la nourriture, qui visiteront régulièrement les maisons, qui œuvreront de façon organisée pour le bien de toute la société, en répartissant judicieusement les forces disponibles, en montrant que le travail doit être un travail organisé.

La génération dont les représentants ont près de cinquante ans aujourd'hui ne peut espérer voir la société communiste. Cette génération aura disparu d'ici-là.

Mais la génération qui a aujourd'hui quinze ans verra la société communiste et travaillera elle-même à la construire.

Elle doit donc savoir que tout le but de sa vie est de construire cette société.

Dans l'ancienne société, le travail se faisait par famille isolée et personne ne le coordonnait, si ce n'est les grands propriétaires fonciers et les capitalistes qui opprimaient la masse du peuple. Nous devons organiser tous les travaux, si rebutants ou si durs qu'ils soient, de telle sorte que chaque ouvrier et chaque paysan puissent se dire : je fais partie de la grande armée du travail libre et je saurai organiser moi-même ma vie sans les propriétaires fonciers et les capitalistes, je saurai établir le régime communiste.

Il faut que la Fédération des jeunesses communistes élève les masses dès leur jeune âge, dès l'âge de douze ans, dans l'idée d'un travail conscient et discipliné.

Ainsi nous pouvons espérer que les problèmes qui se posent maintenant seront résolus.

Nous devons compter qu'il faut au moins dix ans pour électrifier le pays, pour que notre terre appauvrie puisse profiter des derniers progrès de la technique.

Or, la génération qui a aujourd'hui quinze ans et qui, d'ici dix à vingt ans, vivra dans la société communiste, doit organiser ses études de façon que chaque jour, dans chaque ville ou village, la jeunesse résolve pratiquement tel ou tel problème du travail commun, fût-il le plus infime, fût-il le plus simple.

Dans la mesure où cela se fera dans tous les villages et où se développera l'émulation communiste, dans la mesure où la jeunesse fera la preuve qu'elle sait coordonner son travail, le succès de l'œuvre de construction communiste sera assuré.

Ce n'est qu'en considérant chacun de nos actes du point de vue du succès de cette œuvre de construction, ce n'est qu'en nous demandant si nous avons tout fait pour être des travailleurs unis et conscients ; ce n'est que dans ce processus de longue haleine que la Fédération des jeunesses communistes saura grouper le demi-million de ses membres en une seule armée du travail, et gagner l'estime générale.

Publié dans le journal Pravda, n^{os} 221, 222 et 223, les 5, 6 et 7 octobre 1920.

LETTRE AUX CAMARADES DE TOULA[72]

20 octobre 1920.

Chers camarades !

D'après *votre* exposé, je suis d'accord avec vous. Mais si vous voulez faire valoir mon opinion contre votre « opposition », *remettez-lui* et la lettre que vous m'avez adressée et ma réponse. Ainsi ils seront informés, ils seront en mesure de me donner un exposé à *eux,* et alors je ne serai pas informé d'une façon unilatérale.

Pour le fond de la question, je serai bref. Tant que nous n'avons pas battu Wrangel *complètement,* tant que nous n'avons pas pris la Crimée tout entière, les tâches militaires restent au *premier* plan. Cela est absolument incontestable.

Ensuite, *pour* Toula, à cause de ses manufactures d'armes et cartoucheries, *il se peut très bien* que, pour un certain temps *même après la victoire* sur Wrangel, la tâche de premier plan sera celle qui consiste à achever le programme de production de fusils et de cartouches, *car il faut préparer l'armée* pour le printemps. Je m'excuse de ma brièveté et je vous prie de me faire savoir si vous avez montré à l'« opposition » cette lettre de moi et celle que vous m'avez adressée.

Salutations communistes.

Lénine.
Publié dans le « Recueil Lénine », XXXIV, p. 372, en 1942.

PÉRIODE DE TRANSITION A L'ŒUVRE PACIFIQUE DE RÉTABLISSEMENT DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

AVANT-PROJET DE LA RÉSOLUTION DU X[e] CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE DE RUSSIE SUR L'UNITÉ DU PARTI[73]

1. Le congrès attire l'attention de tous les membres du Parti sur la nécessité de réaliser l'unité et la cohésion de ce dernier, de faire régner entre les membres du Parti une confiance entière et d'assurer effectivement une bonne entente dans le travail traduisant en fait l'unité de volonté de l'avant-garde du prolétariat, surtout dans le moment actuel où un concours de circonstances renforce les hésitations au sein de la population petite-bourgeoise du pays.

2. Cependant, dès avant la discussion générale du Parti sur les syndicats, il s'est manifesté dans le Parti certains indices d'activité de fraction, c'est-à-dire qu'on a vu apparaître des groupes avec leurs plates-formes particulières et avec une tendance à se replier jusqu'à un certain point sur eux-mêmes et à créer leur propre discipline de groupe. Pareils indices de l'activité de fraction se sont révélés, par exemple, à une des conférences de l'organisation du Parti à Moscou (en novembre 1920) et à Kharkov, tant de la part du groupe dit « Opposition ouvrière » que, partiellement, du groupe dit « Centralisme démocratique ».

Il est nécessaire que tous les ouvriers conscients se rendent nettement compte de ce qu'il y a de nuisible et d'inadmissible dans quelque activité de fraction que ce soit, car malgré tout le désir qu'ont les représentants de certains groupes de sauvegarder l'unité du Parti, cette activité, en fait, conduit inévitablement à affaiblir la bonne entente dans le travail et à renforcer de la part des ennemis qui se raccrochent au Parti gouvernemental, les tentatives réitérées d'approfondir la division et de l'exploiter aux fins de contre-révolution.

L'exploitation par les ennemis du prolétariat de toute espèce de déviations de la stricte ligne communiste a été illustrée, eût-on dit, de la façon la plus saisissante par l'émeute de Cronstadt, dans les circonstances où la contre-révolution bourgeoise et les gardes blancs de tous les pays du monde se sont aussitôt montrés prêts à accepter jusqu'aux mots d'ordre du régime soviétique, pourvu que fût renversée la dictature du prolétariat en Russie ; où les socialistes-révolutionnaires et, d'une façon générale, la contre-révolution bourgeoise ont utilisé à Cronstadt les mots d'ordre d'insurrection soi-disant au nom du pouvoir des Soviets contre le gouvernement soviétique en Russie. De tels faits prouvent suffisamment que les gardes blancs veulent et savent se camoufler en communistes et même en communistes le plus à gauche, à seule fin d'affaiblir et de renverser le rempart de la révolution prolétarienne en Russie. Les tracts menchéviks de Pétrograd, à la veille de l'émeute de Cronstadt, montrent également que les menchéviks ont exploité les divergences et certains germes de fractions à l'intérieur du Parti communiste russe pour pousser et soutenir en fait les émeutiers de Cronstadt, socialistes-révolutionnaires et gardes blancs, en se donnant en paroles, sauf quelques petites réserves, disaient-ils, pour des adversaires des émeutes et pour des partisans du pouvoir des Soviets.

3. La propagande sur ce point doit, d'une part, expliquer à fond ce qu'il y a de nuisible et de dangereux dans le fractionnisme du point de vue de l'unité du Parti et de la réalisation de l'unité de volonté de l'avant-garde du prolétariat, condition essentielle du succès de la dictature du prolétariat ; d'autre part, elle doit expliquer ce qu'il y a de particulier dans les derniers procédés tactiques des ennemis du pouvoir des Soviets. Ces ennemis, convaincus désormais que la contre-révolution tentée ouvertement sous le drapeau des gardes blancs est condamnée, font tous leurs efforts pour exploiter les divergences à l'intérieur du P.C.R. et ainsi pousser en avant la contre-révolution, d'une façon ou d'une autre, en remettant le pouvoir à des groupements politiques qui, d'apparence, sont le plus près de reconnaître le pouvoir des Soviets.

La propagande doit mettre aussi en lumière l'expérience des révolutions précédentes, où la contre-révolution appuyait l'opposition la plus proche du parti révolutionnaire extrême, afin d'ébranler et de renverser la dictature révolutionnaire, en frayant ainsi le chemin pour plus tard à la victoire complète de la contre-révolution des capitalistes et des grands propriétaires fonciers.

4. Dans la lutte pratique contre l'activité de fraction, il faut que chaque organisation du Parti veille strictement à ce qu'il n'y ait aucune action fractionnelle. La critique absolument nécessaire des défauts du Parti doit être organisée de telle sorte que toute proposition pratique, présentée sous la forme la plus nette, soit soumise aussitôt, sans formalité d'aucune sorte, à l'examen et à la décision des organismes dirigeants, locaux et central, du

Parti. Quiconque émet une critique doit en outre tenir compte, quant à la forme de sa critique, de la situation du Parti au milieu des ennemis qui l'entourent ; pour ce qui est du contenu, il doit, en participant directement à l'activité des Soviets et du Parti, vérifier dans les faits le redressement des fautes commises par ce dernier ou par quelqu'un de ses adhérents. Toute analyse de la ligne générale du Parti ou de son expérience pratique, le contrôle de l'exécution de ses décisions, l'étude des méthodes de redressement des fautes, etc... ne doivent en aucune façon être soumis à l'examen préalable de groupes constitués sur une « plate-forme » quelconque, etc., mais doivent directement être soumis au seul examen de tous les membres du Parti. A cet effet, le congrès prescrit d'éditer avec plus de régularité les « Feuilles de discussion » et ides recueils spéciaux, en veillant constamment à ce que la critique soit rendue concrète, sans jamais prendre une forme susceptible d'aider les ennemis de classe du prolétariat.

5. Condamnant en principe la déviation vers le syndicalisme et l'anarchisme, déviation dont l'examen a fait l'objet d'une résolution spéciale, et mandatant le Comité central pour procéder à la suppression complète de tout fractionnisme, le congrès déclare en même temps que sur les, problèmes qui ont particulièrement retenu l'attention, par exemple du groupe dit « Opposition ouvrière » : l'épuration du Parti des éléments non prolétariens et peu sûrs, la lutte contre le bureaucratisme, le développement du démocratisme et de l'esprit d'initiative des ouvriers, etc., toutes les propositions sérieuses doivent être examinées avec le plus grand soin et éprouvées par l'action pratique. Le Parti doit savoir que pour ces questions-là nous n'appliquons pas toutes les mesures nécessaires en raison des divers obstacles qui s'offrent à nous ; que, condamnant sans merci la prétendue critique, peu sérieuse et fractionnelle, le Parti continuera sans cesse, en essayant de nouveaux procédés, à lutter par tous les moyens contre le bureaucratisme, afin d'élargir le démocratisme, l'esprit d'initiative, afin de découvrir, de démasquer et de chasser du Parti les intrus, etc.

6. Aussi bien, le congrès déclare dissous et prescrit de dissoudre immédiatement tous les groupes sans exception qui se sont constitués sur telle ou telle plate-forme (tels le groupe de l'« Opposition ouvrière », celui du « Centralisme démocratique », etc.). L'inexécution de cette décision du congrès doit entraîner l'exclusion certaine et immédiate du Parti.

7. Pour faire régner une discipline sévère à l'intérieur du Parti et dans toute l'activité des Soviets, et afin d'obtenir la plus grande unité en éliminant toute action fractionnelle, le congrès donne plein pouvoir au Comité central pour appliquer, au cas où la discipline serait violée et où l'action fractionnelle serait ou reprise ou engagée, toutes les sanctions, jusques et y compris l'exclusion du Parti ; et envers les membres du Comité central la rétrogradation dans la catégorie des suppléants, voire, comme mesure extrême, l'exclusion du Parti. L'application de cette mesure extrême aux membres du Comité central, aux membres suppléants du C.C. et aux membres de la Commission de Contrôle doit requérir la tenue d'une Assemblée plénière du Comité central, avec convocation de tous les suppléants du C.C. et de tous les membres de la Commission de Contrôle. Si cette Assemblée générale des dirigeants les plus responsables du Parti reconnaît à la majorité de deux tiers des voix, la nécessité de rétrograder un membre du Comité central dans la catégorie des suppléants ou de l'exclure du Parti, cette mesure doit être appliquée sans délai.

Publié dans le livre Le X^e^ Congrès du Parti communiste de Russie. Compte rendu sténographique (8-16 mars 1921), 1921.

AVANT-PROJET DE LA RÉSOLUTION DU X^e CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE DE RUSSIE SUR LA DÉVIATION SYNDICALISTE ET ANARCHISTE DANS NOTRE PARTI[74]

1. Depuis quelques mois il s'est révélé manifestement dans les rangs du Parti une déviation syndicaliste et anarchiste, qui doit être combattue par les moyens idéologiques les plus décisifs, et qui nous impose le devoir d'épurer le Parti, de l'assainir.

2. Cette déviation a été provoquée partiellement par l'entrée au Parti d'anciens menchéviks, ainsi que d'ouvriers et de paysans qui ne s'étaient pas encore entièrement assimilé les conceptions communistes ; mais cette déviation est due surtout à l'influence exercée sur le prolétariat et sur le Parti communiste de Russie par l'élément petit-bourgeois qui, d'une force exceptionnelle dans notre pays, fait naître nécessairement des oscillations vers l'anarchisme, en ce moment surtout où la situation des masses s'est nettement aggravée en raison de la mauvaise récolte et des conséquences d'une guerre extrêmement ruineuse, et où la démobilisation de l'armée comptant des millions d'hommes jette sur le pavé des centaines et des centaines de mille paysans et ouvriers qui ne peuvent trouver aussitôt des sources et moyens réguliers d'existence.

3. La manifestation la plus achevée au point de vue théorique et la plus nette de cette déviation (*variante :* une des manifestations les plus achevées, etc. de cette déviation), ce sont les thèses et les autres écrits littéraires du groupe dit « Opposition ouvrière ». Très significative est par exemple sa thèse que voici : « L'organisation de la direction de l'économie nationale appartient au congrès des producteurs de Russie, groupés en syndicats d'industrie, qui nomment un organisme central pour diriger l'ensemble de l'économie nationale de la République. »

Les idées qui sont à la base de cette déclaration et de nombreuses déclarations de même nature sont foncièrement erronées du point de vue théorique, puisqu'elles marquent une rupture totale avec le marxisme et le communisme, ainsi qu'avec les résultats de l'expérience pratique de toutes les révolutions semi-prolétariennes et de la révolution prolétarienne actuelle.

D'abord, la notion « producteur » englobe le prolétaire avec le semi-prolétaire et le petit producteur de marchandises ; elle s'écarte ainsi, foncièrement, de l'idée essentielle de la lutte de classes et de la règle essentielle qui veut une discrimination rigoureuse entre les classes.

En second lieu, miser sur les masses sans-parti ou flirter avec elles, — ce qu'implique la thèse ci-dessus,— c'est non moins s'écarter foncièrement du marxisme.

Le marxisme enseigne, — et ces enseignements ont été non seulement confirmés de façon formelle par l'ensemble de l'Internationale communiste dans la résolution du II^e congrès de l'I.C. (1920), sur le rôle du parti politique du prolétariat, mais aussi confirmés pratiquement par notre révolution, — que seul le parti politique de la classe ouvrière, c'est-à-dire le Parti communiste, est en mesure de grouper, d'éduquer et d'organiser l'avant-garde du prolétariat et de toutes les masses laborieuses, laquelle est seule en mesure de résister aux inévitables oscillations petites-bourgeoises de ces masses, aux inévitables traditions et récidives de l'étroitesse syndicaliste ou des préjugés syndicalistes dans le prolétariat, et de diriger toutes les activités de l'ensemble du prolétariat, c'est-à-dire le diriger politiquement et, par son intermédiaire, diriger toutes les masses laborieuses. Autrement, la dictature du prolétariat est impossible.

La fausse conception du rôle du Parti communiste dans ses rapports avec le prolétariat sans-parti, et puis en ce qui concerne le premier et le deuxième facteurs à l'égard de toute la masse des travailleurs, constitue un écart théorique fondamental vis-à-vis du communisme et une déviation vers le syndicalisme et l'anarchisme, laquelle déviation pénètre toutes les idées de l'« Opposition ouvrière ».

4. Le X^e congrès du Parti communiste de Russie déclare qu'il considère aussi comme foncièrement erronées toutes les tentatives faites par ledit groupe et autres personnes pour défendre leurs conceptions erronées en invoquant le § 5 de la partie économique du programme du P.C.R, traitant du rôle des syndicats. Ce paragraphe porte que « les syndicats doivent aboutir à concentrer pratiquement entre leurs mains toute la direction de l'ensemble de l'économie nationale, comme un tout économique », et qu'ils « assureront ainsi une liaison ininterrompue entre la direction centrale de l'Etat, l'économie nationale et les grandes masses laborieuses », « en faisant participer » ces masses « à la gestion immédiate de l'économie ».

La condition préalable pour créer cette situation à laquelle « doivent aboutir » les syndicats, le programme du Parti communiste russe la proclame dans le même paragraphe : « les syndicats s'affranchissent de plus en plus de l'étroitesse professionnelle » et englobent la majorité, « et peu à peu la totalité », des travailleurs.

Enfin, dans ce même paragraphe, le programme du Parti communiste russe souligne que, « désormais, conformément aux lois de la R.S.F.S.R. et à l'usage établi, les syndicats participent à tous les organismes tant locaux que centraux, chargés de diriger l'industrie ».

Au lieu de mettre à profit justement cette expérience pratique de la participation à la direction, au lieu de développer plus avant cette expérience en tenant strictement compte des progrès réalisés et des erreurs rectifiées, syndicalistes et anarchistes formulent le mot d'ordre direct de « congrès ou d'un congrès de producteurs », « élisant » des organismes chargés de diriger l'économie nationale. Le rôle dirigeant, éducateur et organisateur du Parti à l'égard des syndicats du prolétariat, et de ce dernier à l'égard des masses laborieuses à demi petites-bourgeoises ou franchement petites-bourgeoises, est ainsi passé sous silence et éliminé complètement ; et au lieu de continuer et de corriger le travail pratique déjà commencé par le pouvoir des Soviets pour créer de nouvelles formes d'économie, il en résulte une destruction anarchiste petite-bourgeoise de ce travail, destruction qui ne peut qu'amener le triomphe de la contre-révolution bourgeoise.

5. Le congrès du Parti communiste russe estime que les idées du groupe nommé et autres groupes et personnes analogues traduisent une conception théorique fausse et une attitude foncièrement erronée envers l'expérience acquise dans l'édification économique commencée par le pouvoir des Soviets ; en outre, elles constituent une erreur politique énorme et un danger politique direct pour l'existence même de la dictature du prolétariat.

Dans un pays comme la Russie, la prédominance considérable de l'élément petit-bourgeois et la ruine, l'appauvrissement, les épidémies et la disette, la misère extrême et la détresse du peuple, — conséquences inévitables de la guerre, — engendrent des hésitations singulièrement marquées dans l'état d'esprit de la masse petite-bourgeoise et semi-prolétarienne. Ces oscillations tendent tantôt au renforcement de l'union de ces masses avec le prolétariat, tantôt à la restauration de la bourgeoisie. L'expérience de toutes les révolutions des XVIII^{e}, XIX^{e} et XX^{e} siècles montre avec une clarté et une certitude absolues que, au moindre relâchement de l'unité, de la force, de l'influence de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat, ces hésitations ne peuvent aboutir à autre chose qu'à la restauration du pouvoir et de la propriété des capitalistes et des grands propriétaires fonciers.

Aussi les idées de l'« Opposition ouvrière » et des éléments analogues sont-elles fausses, non seulement du point de vue de la théorie ; elles constituent l'expression pratique des flottements petits-bourgeois et anarchistes ; elles affaiblissent pratiquement les fermes principes directeurs du Parti communiste et favorisent pratiquement les ennemis de classe de la révolution prolétarienne. 6. Etant donné ce qui précède, le congrès du Parti communiste de Russie, rejetant résolument les idées en question, qui traduisent une déviation syndicaliste et anarchiste, juge nécessaire :

1° D'engager contre ces idées une lutte idéologique systématique et inlassable.

2° Le congrès reconnaît que la propagande de ces idées est incompatible avec l'appartenance au Parti communiste russe.

En chargeant le Comité central du Parti d'appliquer de la façon la plus rigoureuse ces décisions, le congrès signale en même temps que dans les publications spéciales, recueils etc., on peut et on doit réserver une place au plus vaste échange de vues, entre les membres du Parti, sur toutes les questions indiquées.

Publié dans le livre Le X^{e} Congrès du Parti communiste de Russie. Compte rendu sténo graphique (8-16 mars, 1921), 1921.

DISCOURS PRONONCÉ AU CONGRÈS DES OUVRIERS DES TRANSPORTS DE RUSSIE LE 27 MARS 1921

Camarades, permettez-moi tout d'abord de vous remercier de votre accueil et de vous rendre la pareille, en saluant votre congrès. Avant de passer à la question relative à vos travaux et à tout ce que le pouvoir soviétique attend de votre congrès, permettez-moi de commencer d'un peu loin.

Tout à l'heure, en traversant votre salle de séances, j'ai remarqué une pancarte avec cette inscription : « Le règne des ouvriers et des paysans n'aura pas de fin ». Quand j'ai lu cette étrange pancarte qui n'était pas pendue au mur, il est vrai, mais, contre l'habitude, posée dans un coin — quelqu'un ayant compris que la pancarte n'était pas très heureuse, l'aura mise de côté — quand j'ai lu cette étrange pancarte, j'ai pensé : Voilà pourtant les vérités élémentaires et fondamentales qui suscitent chez nous des malentendus et de fausses interprétations. En effet. Si le règne des ouvriers et des paysans ne devait pas prendre fin, cela voudrait dire qu'il n'y aurait jamais de socialisme, puisque le socialisme signifie la suppression des classes ; or, tant qu'il existera des ouvriers et des paysans, il existera des classes différentes, et, par conséquent, il n'y aura pas de socialisme intégral. Tout en méditant sur ce fait que trois années et demie après la Révolution d'Octobre, on trouve encore chez nous des pancartes aussi étranges, bien que légèrement mises à l'écart, — j'ai songé aussi que même les mots d'ordre les plus répandus, les plus courants, suscitaient chez nous des malentendus extrêmement graves. Ainsi, par exemple, nous chantons tous que nous avons engagé le dernier et décisif combat. C'est là un des mots d'ordre les plus répandus, que nous répétons sur tous les modes. Mais j'ai bien peur que si l'on demandait à la majeure partie des communistes de dire contre qui ils ont engagé aujourd'hui — non point le dernier, évidemment c'est un peu trop dire, mais un de nos derniers et décisifs combats — je crains que bien peu sachent donner la bonne réponse et montrer qu'ils comprennent clairement contre quoi ou contre qui nous avons engagé aujourd'hui un de nos suprêmes combats. Et j'ai idée qu'en rapport avec les événements politiques de ce printemps, qui ont retenu l'attention des grandes masses d'ouvriers et de paysans, j'ai idée qu'en rapport avec ces événements il serait bon tout d'abord d'examiner une fois de plus ou, du moins, de tenter d'examiner la question de savoir contre qui nous menons aujourd'hui, au cours de ce printemps, un de nos derniers et décisifs combats. Permettez-moi de m'arrêter sur ce point.

Pour bien s'orienter dans cette question, je crois qu'il faut, avant tout, considérer une fois de plus, avec le maximum de précision et de lucidité, les forces en présence et dont la lutte doit déterminer le sort du pouvoir soviétique, ainsi que, d'une façon générale, la marche et le développement de la révolution prolétarienne, de la révolution pour le renversement du capital aussi bien en Russie que dans les autres pays. Quelles sont ces forces ? Comment sont-elles groupées les unes contre les autres ? Quelle est, à l'heure présente, la disposition respective de ces forces ? Toute crise politique plus ou moins grave, tout nouveau tournant, même peu considérable, dans les événements politiques, doit nécessairement amener tout ouvrier, tout paysan qui pense, à cette question : Quelles sont les forces en présence et comment sont-elles groupées ? Et ce n'est qu'après avoir appris à bien évaluer ces forces, avec une parfaite lucidité, indépendamment de nos sympathies et de nos désirs personnels, que nous pourrons tirer les bonnes conclusions relativement à notre politique en général, et à nos tâches immédiates. Permettez-moi donc de vous décrire brièvement ces forces.

Il existe trois forces essentielles, principales, fondamentales. Je commencerai par celle qui nous est le plus proche, par le prolétariat. C'est là la première force. C'est la première classe sociale distincte. Vous le savez bien, puisque vous-mêmes vivez au plus épais de cette classe. Quelle est aujourd'hui sa situation ? En Russie soviétique c'est la classe qui, il y a trois ans et demi, a pris le «pouvoir et réalisé depuis lors sa domination, sa dictature ; c'est elle qui, en ces trois années et demie, a pâti, souffert, supporté, enduré des privations et des calamités, plus que toutes les autres classes. Ces trois années et demie, dont la plus grande partie a été remplie par la guerre civile à outrance que le pouvoir des Soviets a dû soutenir contre le monde capitaliste tout entier, ont apporté à la classe ouvrière, au prolétariat, des calamités, des privations, des sacrifices, une misère sans précédent dans le monde. Et l'on a vu cette chose étrange : La classe qui a pris dans ses mains la domination politique l'a prise en ayant conscience qu'elle la prenait seule. Cela rentre dans la conception de la dictature du prolétariat. Cette conception n'a de sens que lorsqu'une classe sait qu'elle prend seule le pouvoir politique entre ses mains et ne se trompe elle-même ni ne trompe les autres par des propos sur le pouvoir de « tout le peuple, élu par tous, consacré par le peuple tout entier ». Des amateurs de cette rhétorique, vous le voyez fort bien, il y en a beaucoup et même beaucoup trop, mais dans tous les cas, on n'en trouverait pas au sein du prolétariat, car les prolétaires ont compris et ont inscrit dans la Constitution, dans les lois fondamentales, qu'il est question de la dictature du prolétariat. Cette classe se rendait compte qu'elle prenait seule le pouvoir, et dans des conditions exceptionnellement difficiles. Elle a exercé le pouvoir de la façon dont on exerce toute dictature, c'est-à-dire qu'elle a réalisé sa domination politique avec le maximum de fermeté, d'inflexibilité. Ce faisant, elle a subi, en

ces trois années et demie de domination politique, des calamités, des privations, la famine, une aggravation de sa situation économique, comme jamais aucune classe au monde n'en a connu. On conçoit donc qu'à la suite d'une tension aussi surhumaine, cette classe soit aujourd'hui particulièrement fatiguée, épuisée, excédée.

Comment se fait-il que dans un pays où le prolétariat est si peu nombreux en comparaison du reste de la population, dans un pays arriéré, qui était coupé artificiellement, par la force militaire, des pays ayant un prolétariat plus nombreux, un prolétariat conscient, discipliné et bien organisé, comment se fait-il que dans un tel pays, malgré la résistance et les attaques de la bourgeoisie du monde entier, une seule classe ait pu réaliser son pouvoir ? Comment a-t-elle pu le faire pendant trois années et demie ? D'où lui venait l'appui ? Nous savons que l'appui venait de l'intérieur du pays, de la masse paysanne. Nous allons examiner tout à l'heure cette deuxième force, mais il faut d'abord en finir avec l'analyse de la première. J'ai déjà dit, et chacun de vous le sait pour avoir observé l'existence de ses proches camarades de fabrique, d'usine, de dépôt de chemin de fer, d'atelier, que jamais la détresse de cette classe n'a été aussi grande, aussi aiguë qu'à l'époque de sa dictature. Jamais le pays n'a été aussi fatigué, aussi usé qu'aujourd'hui. Qu'est-ce donc qui donnait à cette classe les forces morales pour endurer ces privations ? Il est clair, il est tout à fait évident qu'elle devait puiser quelque part des forces morales pour pouvoir supporter ces privations matérielles. La force morale, l'appui moral est, comme vous le savez, une notion vague ; par force morale on peut entendre tout ce qu'on veut, on peut tout faire passer là-dessous. Pour éviter ce danger, pour qu'il soit impossible d'introduire dans la notion de force morale quoi que ce soit de vague ou de fantaisiste, je me demande si l'on ne pourrait pas trouver des indices permettant de définir exactement ce qui a donné au prolétariat la force morale de supporter les privations matérielles inouïes qu'impliquait sa domination politique ? Je pense que si nous posons ainsi la question, nous pourrons trouver une réponse exacte. La République soviétique aurait-elle pu supporter ce qu'elle a enduré pendant trois années et demie, aurait-elle pu résister victorieusement à l'assaut des gardes blancs soutenus par les capitalistes de tous les pays du monde, si, au lieu de pays avancés, elle avait eu en face d'elle des pays arriérés ? Il suffit de se poser cette question pour trouver la réponse aussitôt, sans hésitation aucune.

Vous savez que pendant trois années et demie les puissances les plus riches du monde nous ont fait la guerre. La force militaire que nous avions devant nous et qui soutenait Koltchak, Ioudénitch, Dénikine, et Wrangel — vous le savez très bien, puisque chacun de vous a pris part à cette guerre — dépassait de beaucoup, immensément et sans conteste nos forces militaires. Vous savez parfaitement qu'aujourd'hui encore, la puissance de tous ces Etats est infiniment plus grande que la nôtre. Comment se fait-il alors que ces Etats, qui s'étaient assigné la tâche de vaincre le pouvoir soviétique, ne l'aient pas vaincu ? A quoi cela tient-il ? La réponse est nette. Cela a pu se faire et cela s'est fait parce que dans tous les pays capitalistes le prolétariat était pour nous. Même là où il était manifestement sous l'influence des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires, — dans les pays d'Europe ils s'appellent autrement, — il n'a cependant pas soutenu la lutte contre nous. Finalement, grâce aux concessions que les chefs avaient été obligés de faire aux masses, les ouvriers ont mis cette guerre en échec. Ce n'est pas nous qui avons vaincu, car nos forces militaires sont infimes. Ce qui nous a donné la victoire, c'est que les puissances n'avaient pu lancer contre nous toutes leurs forces militaires. Las ouvriers des pays avancés déterminent la marche de la guerre au point qu'il est impossible de faire la guerre contre leur volonté ; et c'est ainsi que, finalement, par une résistance passive et semi-passive, ils ont fait échec à la guerre engagée contre nous. Ce fait incontestable répond exactement à la question de savoir où le prolétariat russe a pu prendre les forces morales nécessaires pour tenir pendant trois ans et demi et remporter la victoire. La force morale de l'ouvrier russe, ç'a été la conscience, le sentiment, la sensation de l'aide, de l'appui que lui prêtait dans cette lutte le prolétariat de tous les pays avancés d'Europe. Pour nous rendre compte de la direction que suit là-bas le développement du mouvement ouvrier il suffit de marquer que, ces derniers temps, l'événement le plus considérable qui se soit produit dans le mouvement ouvrier d'Europe a été la scission des partis socialistes en Angleterre, en France, en Italie et dans les autres pays, tant vainqueurs que vaincus, pays possédant une culture différente et placés à différents échelons du développement économique. Dans tous les pays le principal événement de cette année a été — à la suite de la débâcle, de l'effondrement total des partis socialistes et social-démocrates (en russe : menchéviks et socialistes-révolutionnaires) — a été, dis-je, la formation de partis communistes prenant appui sur tous les éléments avancés de la classe ouvrière. Et, bien entendu, il ne fait aucun doute que si au lieu d'avoir en face de nous des. pays avancés, nous avions eu à lutter contre des pays arriérés, sans puissantes masses prolétariennes, bien loin de tenir trois ans et demi, nous n'aurions pas tenu même trois mois et demi. Notre prolétariat aurait-il eu la force morale nécessaire, s'il ne s'était pas appuyé sur la sympathie des ouvriers des pays avancés, qui nous soutenaient en dépit des mensonges répandus en millions d'exemplaires, par les impérialistes, sur le compte du pouvoir soviétique, en dépit des efforts des « chefs ouvriers », menchéviks et socialistes-révolutionnaires, qui avaient à tâche de saboter et qui sabotaient la lutte des ouvriers en notre faveur ? Ainsi soutenu, notre prolétariat, numériquement faible, exténué par les calamités et les privations, a vaincu grâce à cette force morale. Telle est la première force.

La deuxième force, c'est celle qui se situe entre le capital et le prolétariat. C'est la petite bourgeoisie, les petits patrons ; ce sont les éléments qui, en Russie, forment l'écrasante majorité de la population, savoir la paysannerie. Ce sont, principalement, de petits patrons et de petits agriculteurs. Voilà ce qu'ils sont, et ils le sont fatalement dans neuf cas sur dix. Ils ne participent pas à la lutte aiguë qui se livre quotidiennement entre le capital et le travail, ils n'ont pas été à cette école ; les facteurs économiques et politiques de la vie, loin de les rapprocher, les désunissent, les repoussent l'un de l'autre, en font de petits patrons isolés qui se comptent par millions. Tels sont les faits que vous connaissez tous fort bien. Il n'est pas de collectivité, ni de kolkhoz, ni de commune qui puisse y changer quelque chose avant de longues, très longues années. Grâce à l'énergie révolutionnaire et à l'esprit d'abnégation du prolétariat exerçant la dictature, cette force a pu triompher vite comme jamais, de ses ennemis de droite, de la classe des grands propriétaires fonciers ; elle les a balayés net, elle a aboli leur domination avec une rapidité inouïe. Mais plus rapidement elle a aboli cette domination, plus rapidement elle a installé ses propres exploitations sur la terre passée au peuple, plus résolument elle a réglé son compte à une petite minorité de koulaks, et plus rapidement elle s'est elle-même transformée en petits patrons. Vous savez que pendant celte période, la campagne russe s'est nivelée. Le nombre des gros cultivateurs et des paysans ne cultivant pas leur terre a diminué, celui des paysans moyens a augmenté. Entre temps le caractère petit-bourgeois de nos campagnes s'est accentué. C'est là une classe à part, la seule classe qui, après que les grands propriétaires fonciers et les capitalistes ont été expropriés et chassés, est susceptible de s'opposer au prolétariat. Voilà pourquoi il est absurde d'écrire sur des pancartes que le règne des ouvriers et des paysans n'aura pas de fin.

Vous savez ce qu'est cette force quant à ses sentiments politiques. C'est une force qui hésite. Nous l'avons constaté au cours de notre révolution sur tous les points du pays : en Russie, en Sibérie, en Ukraine, différemment selon les régions, mais partout le résultat était le même : cette force hésitait. Longtemps elle a été menée en lisière par les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks, et à l'aide de Kérenski, et dans la période de Koltchak, et quand la Constituante était à Samara, et lorsque le menchévik Maïski était ministre chez Koltchak ou chez ses prédécesseurs, etc.

Cette force hésitait : tantôt elle se laissait diriger par le prolétariat, tantôt par la bourgeoisie. Pourquoi donc cette force qui constitue l'immense majorité, ne s'est-elle pas dirigée elle-même ? Parce que les conditions économiques d'existence de cette masse sont telles, qu'elles ne lui permettent pas de s'unir elle-même, de se grouper elle-même. Cela est évident pour tous ceux qui ne se laissent point abuser par des paroles creuses sur le « suffrage populaire », la Constituante et autre « démocratie », qui, dans tous les pays, a servi à tromper le peuple pendant des centaines d'années et que les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks ont essayé de réaliser chez nous pendant des centaines de semaines pour aboutir « à chaque coup » à un échec. Notre expérience nous a appris, — et nous en trouvons la confirmation dans le développement de toutes les révolutions du monde, si l'on considère la nouvelle époque, disons, les cent cinquante dernières années, — que partout et toujours il en a été de même : toutes les tentatives faites par la petite bourgeoisie en général, et par les paysans en particulier, pour prendre conscience de leur force, pour diriger à leur manière l'économie et la politique, ont abouti à un échec. Ou bien ils doivent se placer sous la direction du prolétariat, ou bien sous celle des capitalistes. Il n'y a pas de milieu. Ceux qui rêvent d'un moyen terme sont des rêveurs, des songe-creux. La politique, l'économie et l'histoire leur infligent un démenti. Toute la doctrine de Marx montre que dès l'instant que le petit patron est propriétaire des moyens de production et de la terre, les échanges entre les petits producteurs engendreront nécessairement le capital et, en même temps, les antagonismes entre le capital et le travail. La lutte du capital et du prolétariat est inévitable : c'est une loi qui s'est vérifiée dans le monde entier ; elle est évidente pour quiconque ne veut pas être sa propre dupe.

Ces facteurs économiques essentiels font que cette force ne peut pas agir par elle-même ; et c'est pourquoi les tentatives entreprises dans ce sens au cours de toutes les révolutions, ont toujours échoué. Lorsque le prolétariat ne réussit pas à prendre la direction de la révolution, cette force se place toujours sous la direction de la bourgeoisie. Il en a été ainsi dans toutes les révolutions, et il est évident que les Russes ne sont pas oints d'une huile spéciale, et que s'ils voulaient se faire canoniser, ils se rendraient simplement ridicules. L'histoire, bien entendu, ne fait pas d'exception pour nous. Pour nous toutes ces vérités sont particulièrement évidentes, parce que nous avons vécu la période Kérenski. Des dirigeants politiques, intelligents, instruits, pourvus d'une grande expérience en matière de politique et d'administration et prêts à soutenir le gouvernement, celui-ci en avait cent fois plus que les bolchéviks. Si l'on comptait tous les fonctionnaires qui nous ont sabotés et qui ne s'étaient pas assigné pour tâche de saboter le gouvernement Kérenski, soutenu par les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, on verrait que c'était l'immense majorité. Et pourtant, ce gouvernement a fait faillite. Il y avait donc des raisons qui l'ont emporté sur l'avantage énorme des intellectuels instruits, habitués à gouverner l'Etat et qui s'étaient assimilé cet art durant des dizaines d'années avant d'avoir pris le pouvoir entre leurs mains. Cette expérience a été faite, sous d'autres variantes, en Ukraine, dans la région du Don, du Kouban, et toutes ont abouti au même résultat. Le hasard n'y est pour rien. Telle est la loi économique et politique à laquelle obéit la

deuxième force : ou bien elle se placera sous la direction du prolétariat, — voie pénible mais qui peut l'affranchir de la domination des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, — ou bien elle se placera sous la direction des capitalistes, comme c'est le cas dans les républiques démocratiques avancées, même en Amérique où la distribution gratuite de la terre n'est pas encore complètement terminée (on donnait 60 déciatines gratuitement au premier venu ; on ne saurait imaginer meilleure condition !), et où cela a amené la domination complète du capital.

Telle est la deuxième force.

Chez nous, cette deuxième force hésite ; elle est particulièrement fatiguée. Elle supporte les charges de la révolution, qui, depuis quelques années, deviennent de plus en plus lourdes : mauvaise récolte, livraisons obligatoires malgré les épizooties, le manque de fourrage, etc. Dans ces conditions on conçoit que cette deuxième force, la masse des paysans, soit tombée dans le désespoir. Elle ne pouvait songer à améliorer sa situation, bien que trois années et demie se fussent écoulées depuis la suppression des grands propriétaires fonciers ; or, cette amélioration s'impose. L'armée démobilisée ne trouve pas à s'occuper régulièrement. Voilà pourquoi cette force petite-bourgeoise devient un élément anarchiste, qui traduit ses revendications par des effervescences. La troisième force est connue de tous : ce sont les grands propriétaires fonciers et les capitalistes. A l'heure actuelle, on ne voit plus cette force chez nous. Mais un des derniers événements les plus (importants, une des leçons particulièrement importantes de ces dernières semaines, les événements de Cronstadt ont été comme un éclair qui, mieux que toute autre chose, a illuminé la réalité.

Aujourd'hui, il n'y a plus un seul pays en Europe où l'on ne trouve des gardes blancs russes. On compte jusqu'à 700.000 émigrés russes. Ce sont les capitalistes qui se sont enfuis et cette masse d'employés qui n'ont pu s'adapter au pouvoir des Soviets. Cette troisième force, nous ne la voyons pas ; elle a passé la frontière, mais elle vit et elle agit en accord avec les capitalistes du monde entier. Ceux-ci la soutiennent comme ils ont soutenu Koltchak, Ioudénitch, Wrangel ; ils la soutiennent financièrement, ils la soutiennent par d'autres moyens, car ces gens ont des liaisons internationales. Tout le monde se souvient de ces gens-là. Ces jours derniers, vous avez sans doute remarqué dans nos journaux l'abondance des citations, des extraits, empruntés à la presse des gardes blancs, et qui commentent les événements de Cronstadt. Depuis quelques jours, ces événements ont été décrits par Bourtsev qui fait paraître un journal à Paris ; ils ont été appréciés par Milioukov, — vous avez certainement lu tout cela. Pourquoi nos journaux ont-ils réservé tant de place à ces citations ? Ont-ils eu raison ? Oui. Car il faut connaître à fond son ennemi. On le voit moins bien depuis qu'il a passé la frontière. Mais regardez : il ne s'est pas trop éloigné, à quelques milliers de kilomètres tout au plus. Et s'étant éloigné à cette distance, il s'est tapi. Il est là, il est vivant, il attend. Voilà pourquoi il faut l'observer attentivement d'autant plus qu'il ne s'agit pas de simples réfugiés. Non, ce sont des auxiliaires directs du capital international, ils émargent à son budget et agissent de concert avec lui.

Vous avez certainement remarqué que les citations tirées des journaux blancs publiés à l'étranger, étaient données à côté de citations empruntées aux journaux de France et d'Angleterre. C'est un seul et même chœur, un même orchestre. Il est vrai que dans cet orchestre, il n'y a pas un chef unique faisant exécuter la partition. Le chef d'orchestre, ici, c'est le capital international ; il use de moyens moins visibles que la baguette ; mais qu'il s'agisse bien d'un seul orchestre, la première citation venue en fait foi. Ils ont avoué que si le mot d'ordre devient : « Le pouvoir des Soviets sans les bolchéviks », ils sont d'accord. Et Milioukov l'explique avec une netteté particulière. Il a étudié l'histoire attentivement, et toutes ses connaissances, il les a renouvelées en étudiant l'histoire russe à ses propres dépens. Les études qu'il a faites durant les vingt années de son professorat, il les a corroborées par une étude personnelle de vingt mois. Il déclare que si le mot d'ordre devient : « Le pouvoir des Soviets sans les bolchéviks », alors il est pour. S'agit-il d'un léger décalage vers la droite ou vers la gauche, vers les anarchistes ? On ne s'en rend pas compte à l'étranger, à Paris. Là-bas, on ne voit pas ce qui se passe à Cronstadt. Mais Milioukov dit : « Messieurs les monarchistes, ne vous hâtez pas. Vous gâterez les choses par vos clameurs. » Et il déclare : s'il s'agit d'un décalage vers la gauche, je suis prêt à m'affirmer pour le pouvoir des Soviets contre les bolchéviks.

Voilà ce qu'écrit Milioukov et qui est absolument juste. L'histoire russe ainsi que les grands propriétaires fonciers et les capitalistes lui ont appris quelque chose, puisqu'il affirme que de toute façon les événements de Cronstadt traduisent le désir de créer un pouvoir des Soviets sans les bolchéviks, légèrement décalé vers la droite, avec un peu de liberté de commerce, un peu de Constituante. Ecoutez parler n'importe quel menchévik, et vous entendrez tout cela, peut-être même sans sortir de cette salle. Si le mot d'ordre des événements de Cronstadt est une légère déviation à gauche, — pouvoir des Soviets avec les anarchistes engendrés par les calamités, par la

guerre, par la démobilisation de l'armée, — alors comment se fait-il que Milioukov soit pour ce pouvoir ? Parce qu'il sait que la déviation ne peut se faire que du côté de la dictature prolétarienne, ou du côté des capitalistes.

Autrement le pouvoir politique ne saurait exister. Encore que la lutte actuellement menée par nous ne soit pas la lutte finale, mais un des derniers et décisifs combats, la seule réponse juste à la question de savoir contre qui nous allons maintenant engager un des combats décisifs est celle-ci : Contre l'élément petit-bourgeois de chez nous. *(Applaudissements.)* Pour ce qui est des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, nous les avons vaincus au cours de la première campagne, mais seulement de la première ; la seconde campagne se fera à l'échelle internationale. Aujourd'hui, le capitalisme, fût-il cent fois plus fort, ne peut pas nous faire la guerre parce que là-bas, dans les pays avancés, les ouvriers lui ont saboté la guerre hier, et ils la lui saboteront demain encore mieux, encore plus sûrement, car, là-bas, les conséquences de la guerre se font sentir toujours plus. Quant à l'élément petit-bourgeois de chez nous, nous l'avons vaincu, mais il se manifestera encore, et c'est ce qu'attendent les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, surtout ceux d'entre eux qui sont plus intelligents, tels que Milioukov, qui a dit aux monarchistes : « Ne bougez pas, taisez-vous, car autrement vous ne ferez que renforcer le pouvoir des Soviets. » C'est ce qu'a montré la marche générale des révolutions, où il y avait de brèves dictatures des travailleurs, dictatures provisoirement soutenues par les campagnes, mais où le pouvoir des travailleurs n'était pas affermi. Peu de temps après c'était la reculade en plein. Reculade parce que les paysans, les travailleurs, les petits patrons ne peuvent avoir une politique à eux ; après une série d'hésitations, force leur est de marcher en arrière. Il en a été ainsi pendant la Grande Révolution française, il en a été de même, sur une échelle moindre, dans toutes les révolutions. Et l'on conçoit que tous aient profité de cette leçon. Nos gardes blancs ont reculé au delà de la frontière, à trois journées de voyage de chez nous, ils se tiennent là, postés aux aguets, forts du soutien, de l'aide du capital des pays occidentaux. Telle est la situation. On voit clairement d'ici les tâches et les obligations qui incombent au prolétariat.

Le surmenage et l'épuisement font naître un état d'esprit particulier, quelquefois même le désespoir. Comme toujours cet état d'esprit et ce désespoir se traduisent chez les éléments révolutionnaires, par l'anarchisme. Il en a été ainsi dans tous les pays capitalistes, il en est de même chez nous. L'élément petit-bourgeois traverse une crise parce qu'il a eu beaucoup à souffrir au cours des dernières années, moins que le prolétariat en 1919, mais beaucoup cependant. Les paysans ont dû sauver l'Etat, s'acquitter des livraisons obligatoires sans rémunération ; mais ils ne peuvent plus résister à une pareille tension ; voilà pourquoi ils sont désorientés, ils hésitent, ils balancent. Et nos ennemis, les capitalistes, en tiennent compte, qui disent : Il n'est que de donner une poussée, d'ébranler, et tout roulera. Voilà ce que signifient les événements de Cronstadt, examinés du point de vue des rapports des forces de classe, à l'échelle russe et internationale. Voilà ce qu'est le combat, — un des derniers et décisifs, — que nous menons aujourd'hui parce que nous n'avons pas encore vaincu cet élément petit-bourgeois anarchiste. Or, de cette victoire dépend le sort immédiat de la révolution. Si nous ne la remportons pas, nous reculerons comme la révolution française. Cela est inévitable, et nous devons considérer les choses sans nous encrasser la vue et sans nous payer de phrases. Il faut faire tout le possible pour alléger la situation de cette masse petite-bourgeoise et pour conserver la direction du prolétariat ; alors le mouvement révolutionnaire communiste qui monte en Europe se trouvera renforcé. Ce qui ne s'est pas produit là-bas aujourd'hui, peut se faire demain, ce qui ne se sera pas produit demain, peut se produire après-demain, mais dans l'histoire mondiale demain et après-demain signifient au moins plusieurs années.

Voilà ma réponse à la question de savoir pour quoi nous luttons aujourd'hui, pour quoi nous avons engagé un de nos derniers et décisifs combats, quel est le sens des derniers événements, quel est le sens de la lutte de classes en Russie. On conçoit maintenant pourquoi cette lutte s'est aggravée à ce point, pourquoi il nous est si difficile de nous faire à cette idée que le principal ennemi n'est pas Ioudénitch, Koltchak ou Dénikine, mais bien notre ambiance, notre propre milieu.

Maintenant je puis en venir à la conclusion de mon trop long discours et examiner la situation de nos transports par fer et par eau, ainsi que les tâches de notre congrès. Ce qu'il m'a fallu exposer ici est, selon moi, lié à ces tâches de la façon la plus étroite, la plus intime. Je crois qu'aucune autre fraction du prolétariat n'entre aussi manifestement en contact, par son activité économique quotidienne, avec l'industrie et l'agriculture, que le font les travailleurs des transports par chemin de fer et par eau. Vous devez donner des denrées aux villes, ranimer les campagnes en leur apportant les produits industriels. Cela est évident pour tout le monde, et à plus forte raison pour les ouvriers des transports par fer et par eau, puisque c'est là l'objet de leur travail quotidien. Selon moi, la conclusion s'impose d'elle-même : c'est que les tâches qui, à l'heure actuelle, incombent à ces travailleurs sont d'une importance exceptionnelle, et que leur responsabilité est très grande.

Vous savez tous que votre congrès s'est réuni alors que des frottements existaient entre le sommet et la base de votre syndicat, et que ce désaccord s'étendait au Parti. La question a été renvoyée devant le récent congrès du Parti ; celui-ci a adopté des résolutions tendant à accorder le sommet avec la base, en subordonnant celui-là à celle-ci, en redressant les erreurs commises par les dirigeants de votre syndicat, erreurs de détail à mon avis, mais qui ont tout de même besoin d'être redressées. Vous savez que le congrès du Parti a procédé à ce redressement ; que ce congrès, réuni alors que la compétence des dirigeants était insuffisante, a terminé ses travaux dans une atmosphère de cohésion et d'unité plus grandes que jamais dans les rangs du Parti communiste. C'est là une réponse légitime, nécessaire, la seule juste que doit faire l'avant-garde, c'est-à-dire la portion dirigeante du prolétariat, au mouvement petit-bourgeois anarchiste. Si nous, ouvriers conscients, comprenons ce que ce mouvement a de dangereux, si nous nous groupons étroitement, si nous travaillons avec dix fois plus d'ensemble, avec cent fois plus de cohésion, nous décuplerons nos forces. Et alors, après avoir triomphé de l'agression militaire, nous saurons triompher des hésitations, des flottements de cet élément qui trouble notre vie quotidienne et qui, pour cette raison, je le répète, présente un danger. La décision du dernier congrès de notre Parti, qui a corrigé l'erreur sur laquelle on avait attiré son attention, constitue un grand pas en avant vers une plus grande unité, une plus grande cohésion de l'armée prolétarienne. Vous devez en faire autant à votre congrès, et appliquer pratiquement la décision du congrès du Parti.

Je le répète : le sort de la révolution dépend directement du travail de cette fraction du prolétariat plus que du travail de toutes ses autres fractions. Il nous faut rétablir les échanges entre l'agriculture et l'industrie ; et, pour ce faire, il nous faut avoir une base matérielle. Or, quelle est la base matérielle qui assure la liaison entre l'industrie et l'agriculture ? Ce sont les transports par voie ferrée et par eau. Voilà pourquoi le devoir vous incombe d'accomplir votre tâche avec tout le sérieux qu'elle comporte ; ce devoir incombe non seulement à ceux d'entre vous qui adhèrent au Parti communiste et sont, par conséquent, les réalisateurs conscients de la dictature du prolétariat, mais aussi à ceux qui, sans être membres du Parti, militent dans votre syndicat, lequel groupe un million ou un million et demi de travailleurs des transports. Forts des enseignements de notre révolution et de toutes celles qui l'ont précédée, vous tous devez comprendre les difficultés de la période que nous vivons ; sans vous laisser aveugler par des mots d'ordre de toute sorte, — qu'il s'agisse de « liberté », de Constituante ou de « Soviets libres » (il est si facile de changer d'étiquette : Milioukov ne s'est-il pas déclaré partisan des Soviets de la République de Cronstadt),— sans fermer les yeux sur le rapport des forces de classes ; c'est ainsi que vous acquerrez une base saine et solide, un fondement sur lequel vous pourrez asseoir vos conclusions politiques. Vous comprendrez que nous traversons une période de crise, où il dépend de nous de conduire la révolution prolétarienne à la victoire, aussi fermement que nous l'avons fait ces derniers temps, ou bien d'amener, par nos hésitations, par nos oscillations, la victoire des gardes blancs, victoire qui n'améliorera pas la situation, mais écartera simplement de la révolution la Russie pour des dizaines et des dizaines d'années. Pour vous, représentants des travailleurs des transports par fer et par eau, la conclusion ne peut ni doit être que celle-ci : centupler la cohésion et la discipline prolétariennes. Camarades, nous devons à tout prix nous acquitter de cette tâche et remporter la victoire.

Publié dans le journal Pravda, n°s 67 et 68, des 29 et 30 mars 1921.

AUX CAMARADES COMMUNISTES D'AZERBAÏDJAN, DE GÉORGIE, D'ARMÉNIE, DU DAGHESTAN ET DE LA RÉPUBLIQUE DES MONTAGNARDS[75]

En saluant chaleureusement les Républiques soviétiques du Caucase, je me permets d'exprimer l'espoir que leur étroite union créera un modèle de paix nationale inconnue sous la bourgeoisie et impossible en régime bourgeois.

Mais si importante que soit la paix nationale entre les ouvriers et les paysans des nationalités peuplant le Caucase, il importe infiniment plus de maintenir et de développer le pouvoir des Soviets qui constitue la transition au socialisme. Tâche difficile, mais parfaitement réalisable. Pour pouvoir s'acquitter de cette tâche avec succès, il importe par-dessus tout que les communistes de Transcaucasie comprennent *les particularités de leur situation, de la situation de leurs républiques, qui se distingue de la situation et des conditions de la République socialiste fédérative des Soviets de Russie ; qu'ils comprennent la nécessité de ne pas copier notre tactique, mais, de la modifier après mûre réflexion, en tenant compte de la diversité des conditions concrètes.*

La République des Soviets de Russie n'avait nulle part d'appui politique et militaire. Au contraire. Pendant des années et des années, elle a dû lutter contre les invasions militaires de l'Entente et son blocus.

Les Républiques soviétiques du Caucase avaient l'appui politique et, dans une certaine mesure, l'appui militaire de la R.S.F.S.R. Différence essentielle.

Deuxièmement : nous n'avons plus à craindre aujourd'hui une invasion de l'Entente, non plus que son appui militaire aux gardes blancs géorgiens, azerbaïdjanais, arméniens, daghestanais et montagnards. L'Entente « s'est brûlé les doigts » au contact de la Russie, ce qui l'obligera, vraisemblablement, à se montrer plus prudente pendant quelque temps.

Troisièmement : les Républiques du Caucase sont des pays encore plus paysans que la Russie.

Quatrièmement : au point de vue économique la Russie a été et demeure, dans une mesure considérable, coupée des pays capitalistes avancés ; *le Caucase peut organiser la « coexistence » et les échanges avec l'Occident capitaliste plus vite et avec plus de facilité.*

Ce ne sont pas là toutes les différences. Mais celles qui ont été indiquées suffisent pour faire comprendre la nécessité d'une autre tactique.

Il faut se montrer plus souple, plus prudent, plus conciliant à l'égard de la petite bourgeoisie, des intellectuels et, surtout, de la paysannerie. Utiliser économiquement de toutes les manières, à fond, et au plus vite, l'Occident capitaliste, en pratiquant la politique des concessions et des échanges avec lui. Pétrole, manganèse, charbon (mines de Tkvartcheli), cuivre, telle est la liste très incomplète des immenses richesses du sous-sol. Vous avez toutes possibilités pour déployer largement la politique de concessions et les échanges avec l'étranger.

Il faut réaliser cette politique avec ampleur, fermeté, savoir-faire et circonspection, et l'utiliser de toutes les manières pour améliorer la situation des ouvriers et des paysans, pour associer les intellectuels à l'édification de l'économie. Utiliser les échanges avec l'Italie, l'Amérique et les autres pays, afin de développer à fond les forces productives de cette contrée riche, la houille blanche, l'irrigation. *L'irrigation est particulièrement importante pour relever à tout prix l'agriculture et l'élevage.*

Transition plus lente, plus prudente et plus systématique au socialisme, voilà ce qui est possible et nécessaire pour les Républiques du Caucase, à la différence de la R.S.F.S.R. Voilà ce qu'il faut comprendre et savoir réaliser à la différence de notre tactique. Nous avons dû pratiquer la première brèche dans le capitalisme mondial. La brèche est faite. Nous avons dû nous défendre dans une guerre forcenée, surhumaine, dure et pénible, rude et douloureuse, contre les blancs, les socialistes-révolutionnaires, les menchéviks, soutenus par toute l'Entente, par son blocus et son aide militaire.

Vous, camarades communistes du Caucase, vous n'avez pas de brèche à pratiquer. Vous devez, avec plus, de prudence et de méthode, savoir créer du nouveau en mettant à profit la situation internationale de 1921 qui vous est favorable. En 1921 l'Europe et le monde entier ne sont déjà plus ce qu'ils étaient en 1917 et 1918.

Il ne s'agit pas de copier notre tactique, mais de méditer par vous-mêmes ce qui fait sa particularité, ses conditions et ses résultats ; d'appliquer chez vous non la lettre, mais l'esprit, le sens, les enseignements de l'expérience de 1917-1921. Il s'agit, économiquement, de s'appuyer aussitôt sur les échanges, sur les capitalistes de l'étranger, de ne pas lésiner. Qu'il leur soit remis des dizaines de millions de pouds de vos précieuses richesses minérales.

Efforcez-vous tout de suite d'améliorer la situation des paysans et d'amorcer de grands travaux d'électrification et d'irrigation. L'irrigation est nécessaire par-dessus tout ; c'est elle qui recréera le pays, le régénérera, enterrera le passé, affermira la transition au socialisme.

Pardonnez-moi le décousu de cette lettre. J'ai dû l'écrire en foute hâte, pour pouvoir l'expédier avec Miasnikov. Encore une fois, j'envoie mes meilleurs vœux et salutations aux ouvriers et aux paysans des Républiques soviétiques du Caucase.

N. Lénine.
Moscou, 14 avril 1921.
Publié dans la Pravda Grouzii, n° 55, 8 mai 1921.

SUR L'IMPOT EN NATURE

LE ROLE DE LA NOUVELLE POLITIQUE ET SES CONDITIONS

EN GUISE D'INTRODUCTION

La question de l'impôt en nature, à l'heure présente, retient l'attention générale et provoque beaucoup de débats et discussions. Cela se comprend, car c'est là, en effet, dans les conditions actuelles une des principales questions politiques.

La discussion revêt un caractère un peu décousu. Pour des raisons que l'on conçoit trop bien, nous souffrons tous de ce défaut. D'autant plus utile sera la tentative d'aborder cette question, non du point de vue de sa « valeur d'actualité », mais du point de vue des principes généraux. En d'autres termes : jetons un coup d'œil sur le fond d'ensemble, le fond essentiel du tableau où nous sommes en train de tracer les mesures pratiques précises de notre politique du jour.

Pour faire cette tentative, je me permettrai de reproduire un long passage de ma brochure intitulée: *La tâche essentielle de nos jours.* — Sur *l'infantilisme de «gauche» et la mentalité petite-bourgeoise.* Cette brochure, publiée par le Soviet des députés ouvriers de Pétrograd en 1918, contient premièrement un article de journal du 11 mars 1918, sur la paix de Brest-Litovsk ; deuxièmement une polémique avec le groupe des communistes de gauche, datée du 5 mai 1918. Cette polémique n'est pas nécessaire actuellement et je la rejette. Je ne garde que ce qui fait partie des raisonnements relatifs au « capitalisme d'Etat » et aux éléments fondamentaux de notre actuelle économie de transition du capitalisme au socialisme.

Voici ce que j'écrivais alors :

SUR L'ÉCONOMIE ACTUELLE DE LA RUSSIE

Extrait de la brochure de 1918

« ... Le capitalisme d'Etat serait un pas *en avant* par rapport à la situation actuelle de notre République soviétique. Si par exemple, d'ici six mois, le capitalisme d'Etat était instauré chez nous, ce serait un immense succès et le plus sûr garant que, dans un an, le socialisme serait définitivement consolidé chez nous et qu'il serait invincible.

J'imagine le sursaut de généreuse indignation que cette idée provoquera chez quelques-uns... Comment ? Dans la République socialiste soviétique le passage au *capitalisme* d'Etat serait un pas en avant ? ... N'est-ce pas là trahir le socialisme ? »

« ... C'est sur ce point qu'il convient de s'arrêter plus longuement.

Tout d'abord, il s'agit d'établir exactement ce que c'est que cette *transition* du capitalisme au socialisme, qui nous donne le droit de nous appeler avec juste raison République socialiste des Soviets.

En second lieu, il faut montrer l'erreur de ceux qui ne voient pas que le *principal* ennemi du socialisme dans notre pays, c'est le caractère petit-bourgeois de l'économie et l'élément petit-bourgeois.

Troisièmement, il faut bien comprendre ce qui, au point de vue économique, distingue l'Etat *soviétique* de l'Etat bourgeois et fait son importance.

Examinons ces trois problèmes.

Je crois que parmi ceux qui ont étudié l'économie de la Russie, il n'en est point qui aient nié le caractère transitoire de cette économie. De même ne s'est pas trouvé un seul communiste, ce me semble, pour nier que l'expression : « République socialiste soviétique » signifie que le pouvoir des Soviets entend réaliser la transition au socialisme et non point qu'il reconnaisse le régime économique actuel pour un régime socialiste.

Mais que signifie alors le mot transition ? Ne veut-il pas dire, dans l'application à l'économie, que le régime actuellement existant renferme des éléments, des parcelles, de petits morceaux *et* de capitalisme *et* de socialisme ? Oui. Tout le monde le reconnaît. Mais tout en reconnaissant cela, tous ne se demandent pas quels sont donc actuellement, en Russie, ces éléments de différents régimes économiques. Or, là est le nœud de la question. Dénombrons ces éléments :

1. Economie paysanne patriarcale, c'est-à-dire naturelle dans une large mesure ;
2. petite production marchande (cette catégorie comprend la plupart de ceux des paysans qui vendent du blé) ;
3. capitalisme privé ;
4. capitalisme d'Etat ;
5. socialisme.

La Russie est si grande et si variée que toutes ces diverses formes économiques et sociales s'y entremêlent. C'est ce qui fait l'originalité de la situation.

La question se pose : quels sont donc les éléments qui prédominent ? Il est évident que dans un pays de petite paysannerie c'est 1 élément petit-bourgeois qui prédomine et ne peut pas ne pas prédominer : la majorité, l'immense majorité des cultivateurs sont de petits producteurs de marchandises. L'enveloppe du capitalisme d'Etat (monopole du blé, industrie et commerce privés contrôlés par l'Etat ainsi que coopératives bourgeoises) est souvent entamée tantôt ci, tantôt là, par des *spéculateurs,* et c'est le *blé* qui est le principal objet de la spéculation.

La lutte se développe surtout dans ce domaine. Entre qui la lutte est-elle engagée, pour employer la terminologie des catégories économiques telles que le « capitalisme d'Etat » ? Entre le quatrième et le cinquième échelon, dans l'ordre où je les ai énumérés tout à l'heure ? Non, évidemment. Ce n'est pas le capitalisme d'Etat qui est aux prises avec le socialisme ; c'est la petite bourgeoisie plus le capitalisme privé qui luttent ensemble, de concert, à la fois contre le capitalisme d'Etat et contre le socialisme. La petite bourgeoisie s'oppose à *toute* intervention, à tout enregistrement ou contrôle effectué par le capitalisme d'Etat ou le socialisme d'Etat. Fait réel, absolument indéniable, dont la méconnaissance constitue la source de toute une série d'erreurs économiques. Le spéculateur, le commerçant accapareur, le saboteur du monopole, tel est notre principal ennemi « intérieur», l'ennemi des mesures économiques du pouvoir des Soviets. Si l'on peut encore pardonner aux petits bourgeois français d'il y a cent vingt-cinq ans, révolutionnaires les plus farouches et les plus sincères, d'avoir voulu mater les spéculateurs par les exécutions de quelques-uns d'entre les plus « notoires » et par les foudres des déclarations, aujourd'hui l'attitude purement verbeuse envers cette question de la part de tels socialistes révolutionnaires de gauche, ne suscite chez tout révolutionnaire conscient que de la répulsion ou du dégoût. Nous savons parfaitement que la spéculation a pour base économique la couche sociale des petits propriétaires, si nombreuse en Russie, ainsi que le capitalisme privé dont *chaque* petit bourgeois est un agent. Nous savons que les millions de tentacules de cette hydre petite-bourgeoise enveloppent ici et là, certaines catégories d'ouvriers ; que la spéculation *supplante le monopole de l'Etat* et pénètre dans tous les pores de notre économie sociale.

L'aveuglement de ceux qui ne voient pas cela, montre justement qu'ils sont prisonniers des préjugés petits-bourgeois... »

« ... Le petit bourgeois a de l'argent en réserve, quelques milliers de roubles qu'il a amassés pendant la guerre par des voies « licites » et surtout illicites. Tel est le type économique, caractéristique, comme base de la spéculation et du capitalisme privé. L'argent, c'est un certificat pour se faire délivrer des richesses sociales ; la couche innombrable des petits propriétaires tient solidement ce certificat et le cache à l' « Etat », car elle ne croit aucunement ni au socialisme ni au communisme et « attend » que la tempête prolétarienne soit passée. Ou bien nous soumettrons à *notre* contrôle et recensement ce petit bourgeois (nous pourrons Je faire si nous organisons les couches pauvres, c'est-à-dire la majorité de la population ou les semi-prolétaires autour de l'avant-garde prolétarienne consciente), ou bien il jettera bas notre pouvoir ouvrier nécessairement et inévitablement, comme ont jeté bas la révolution les Napoléon et les Cavaignac qui surgissent justement sur ce terrain de la petite propriété. La question se pose ainsi et seulement ainsi... »

« ... Le petit bourgeois qui garde quelques milliers de roubles est un ennemi du capitalisme d'Etat ; ces quelques milliers, il entend les réaliser à son seul profit personnel, au détriment des pauvres, contre tout contrôle d'Etat. Or, la somme de ces milliers forme des milliards et des milliards, fournit une base à la spéculation qui fait échec à notre œuvre de construction socialiste. Admettons qu'un nombre déterminé d'ouvriers produise en plusieurs jours une somme de valeurs se chiffrant par 1.000. Admettons ensuite que sur cette somme 200 se perdent à

cause de la petite spéculation, de vols de toute sorte et des manœuvres des petits propriétaires qui tournent les décrets et règlements soviétiques. Tout ouvrier conscient dira : sur ces mille je donnerais volontiers trois cents au lieu de deux cents, pour qu'il y ait plus d'ordre et d'organisation, car avec le pouvoir soviétique, réduire plus tard ce « tribut », par exemple, à cent ou à cinquante, sera chose tout à fait facile du moment que Tordre et l'organisation seront un fait acquis, du moment que tout sabotage du monopole de l'Etat par les petits propriétaires sera définitivement brisé.

Ce simple exemple traduit en chiffres, et que nous avons intentionnellement simplifié jusqu'à l'extrême limite pour en faciliter l'intelligence explique le *rapport* qui existe actuellement entre le capitalisme d'Etat et le socialisme. Les ouvriers détiennent le pouvoir dans l'Etat ; ils ont pleine possibilité juridique de prendre toute la somme de mille, c'est-à-dire de ne pas livrer un seul copeck à d'autres fins qu'à celles du socialisme. Cette possibilité juridique, basée sur le passage effectif du pouvoir aux ouvriers, constitue un élément de socialisme. Mais nombreux sont les moyens dont usent les petits propriétaires et les capitalistes privés pour compromettre cette situation juridique, se livrer à la spéculation, saboter l'exécution des décrets soviétiques. Le capitalisme d'Etat serait un gigantesque pas en avant *même si* nous payions *plus* que nous ne le faisons aujourd'hui (c'est exprès que j'ai pris cet exemple en chiffres pour montrer cela avec plus d'évidence), car il vaut la peine de payer son « apprentissage », car ce sera utile aux ouvriers ; car il importe par-dessus tout de triompher du désordre, de la désorganisation et du laisser-aller ; car l'anarchie petite-propriétaire si elle continue, est le plus grand, le plus redoutable danger qui (si nous ne le surmontons pas) nous perdra *certainement* ; tandis que le payement d'un tribut plus élevé au capitalisme d'Etat, loin de nous perdre, nous amènera par la voie la plus sûre au socialisme. La classe ouvrière, quand elle aura à défendre l'ordre dans l'Etat contre l'esprit petit-propriétaire anarchique, quand elle aura appris à organiser la grosse production nationale sur les bases du capitalisme d'Etat, aura — passez-moi le mot — tous les atouts en main ; dès lors la consolidation du socialisme sera assurée.

Le capitalisme d'Etat est, du point de vue *économique,* infiniment supérieur à notre système économique actuel. Premier point.

En second lieu, il ne représente aucun danger pour le pouvoir des Soviets, car l'Etat soviétique est un Etat où le pouvoir des ouvriers et des paysans pauvres est assuré. »

« ... Pour éclaircir encore mieux la question, nous citerons tout d'abord un exemple concret s'il en fut de capitalisme d'Etat. Cet exemple tout le monde le connaît : c'est l'Allemagne. Ici nous trouvons le « dernier mot » de la technique moderne de la grosse industrie capitaliste et d'une organisation méthodique *subordonnée à l'impérialisme de la bourgeoisie et des hobereaux.* Supprimez les mots en italique, mettez à la place de l'Etat militaire, de l'Etat des hobereaux, bourgeois, impérialiste, un *Etat aussi,* mais d'un type social différent, d'une autre nature de classe, l'Etat soviétique, c'est-à-dire prolétarien, et vous obtiendrez *toute* la somme des facteurs qu'offre le socialisme.

Le socialisme est impossible sans la technique de la grosse industrie capitaliste, technique organisée selon le dernier mot de la science moderne ; il est impossible sans une organisation méthodique réglée par l'Etat et qui impose à des dizaines de millions d'hommes la stricte observation d'une norme unique dans la production et la répartition des produits. Nous, marxistes, l'avons toujours dit ; quant aux gens qui n'ont pas compris *même* cette vérité (tels que les anarchistes et une bonne moitié des socialistes-révolutionnaires de gauche), il ne vaut pas la peine de perdre fût-ce deux secondes à parler avec eux.

(D'autre part, le socialisme est impossible sans la domination du prolétariat dans l'Etat : c'est aussi une vérité première. L'histoire (dont nul, si ce n'est les imbéciles menchéviks numéro un, n'attendait qu'elle donnât sans encombres, tranquillement, aisément et simplement le socialisme « intégral ») a suivi des voies si singulières qu'elle a *engendré* en 1918 deux moitiés séparées du socialisme, l'une à côté de l'autre, comme deux futurs poussins, dans la même coquille de l'impérialisme international. En 1918, l'Allemagne et la Russie matérialisaient avec le plus d'évidence les conditions économiques, — production, économie sociale, — d'une part, et les conditions politiques du socialisme, de l'autre.

Une révolution prolétarienne victorieuse en Allemagne aurait brisé du coup, avec une extrême facilité toute coquille impérialiste (faite, malheureusement, avec le meilleur acier et capable, pour cette raison de résister aux efforts de *tout*... poussin) ; elle assurerait la victoire du socialisme mondial, à coup sûr, sans difficulté ou avec des difficultés insignifiantes, — bien entendu, si l'on considère le « difficile » à l'échelle historique et mondiale, et non point: à celle du vulgaire et de l'étroit.

Puisqu'en Allemagne la révolution tarde encore à « éclater», nous avons pour tâche de nous *mettre à l'école* du capitalisme d'Etat allemand, de tendre *tous nos efforts* pour nous l'assimiler, de prodiguer les méthodes dictatoriales pour accélérer cette assimilation de l'occidentalisme par la Russie barbare, sans reculer devant les moyens barbares de lutte contre la barbarie. S'il en est parmi les anarchistes et les socialistes-révolutionnaires de gauche (je pense malgré moi aux discours de Karéline et de Gué devant le Comité exécutif central) qui, raisonnant à la manière de Narcisse, prétendent qu'il ne nous sied point, à nous révolutionnaires, de nous « mettre à l'école » de l'impérialisme allemand, il faut dire une chose, c'est qu'une révolution qui prendrait au sérieux ces gens-là, serait vouée à une perte certaine (et parfaitement méritée).

Ce qui, à l'heure présente, prédomine en Russie, c'est justement le capitalisme petit-bourgeois, d'où *un seul et même chemin* conduit *aussi bien* au grand capitalisme d'Etat *qu'au* socialisme ; ce chemin passe par *une seule et même* station intermédiaire, savoir : « le recensement et le contrôle à l'échelle nationale de la production et de la répartition des produits ». Ceux qui ne comprennent pas cela commettent une erreur économique impardonnable *:* ou bien ils ne connaissent pas les faits réels, ne voient pas ce qui est, ne savent pas regarder la vérité en face ; ou bien ils se bornent à opposer abstraitement le « capitalisme » au « socialisme », sans réfléchir aux formes concrètes et aux degrés de cette transition dans notre pays, aujourd'hui.

Soit dit entre parenthèses : c'est cette même erreur théorique qui a désorienté les meilleurs hommes du camp de la *Novaïa Jizn,* et du *Vpériod* : les pires et les moyens d'entre ces hommes, par lourdeur d'esprit et manque de caractère, se traînent à la remorque de la bourgeoisie qui leur fait peur ; les meilleurs d'entre eux n'ont pas compris que ce n'est pas sans raison que les maîtres du socialisme ont parlé de toute une période de transition du capitalisme au socialisme ; que ce n'est pas sans motif qu'ils ont insisté sur les « longues douleurs de l'enfantement » de la nouvelle société, cette dernière étant, elle aussi, une abstraction incapable de devenir une réalité autrement qu'à la suite d'une série de tentatives concrètes, variées et imparfaites, pour fonder tel ou tel Etat socialiste.

Précisément parce qu'il est impossible d'avancer, de sortir de la situation économique actuelle de la Russie sans passer par *ce qui est commun* au capitalisme d'Etat et au socialisme (recensement et contrôle universels), on commet une énormité théorique-en effrayant les autres et soi-même par « l'évolution *dans le sens* du capitalisme d'Etat». C'est là justement laisser « dévier » sa pensée de la voie véritable de l'« évolution », et ne pas comprendre cette voie ; dans la pratique, cela équivaut à *tirer en arrière* vers le capitalisme petit-propriétaire.

Afin de convaincre le lecteur que ce n'est pas d'aujourd'hui seulement que date ma « haute » appréciation du capitalisme d'Etat, mais même *d'avant* la prise du pouvoir par les bolchéviks, je me permettrai de reproduire le passage suivant de ma brochure : *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer,* écrite en septembre 1917 :

« ... Essayez un peu de *substituer* à l'Etat des hobereaux et des capitalistes, à l'Etat des grands propriétaires, fonciers et des capitalistes, l'Etat *démocratique révolutionnaire,* c'est-à-dire un Etat qui détruise révolutionnairement tous les privilèges quels qu'ils soient, qui ne craigne pas d'appliquer révolutionnairement le démocratisme le plus complet. Et vous verrez que le capitalisme monopoliste d'Etat signifie inévitablement, infailliblement, dans un Etat démocratique et révolutionnaire véritable, la marche vers le socialisme !

... Car le socialisme n'est autre chose que l'étape immédiatement consécutive au monopole capitaliste d'Etat.

... Le capitalisme de monopole de l'Etat est la préparation *matérielle* la plus complète du socialisme, *l'antichambre* du socialisme, l'échelon historique qu'aucun *autre échelon intermédiaire ne sépare* de l'échelon appelé socialisme » (pages 27 et 28).

« ... Remarquez que cela fut écrit sous Kérenski, qu'il s'agit ici *non pas* de la dictature du prolétariat, *non pas* de l'Etat socialiste, mais d'un Etat « démocratique révolutionnaire ». N'est-il pas évident que *plus haut* nous nous sommes élevés au-dessus de cet échelon politique, *plus complètement* nous avons incarné dans les Soviets l'Etat socialiste et la dictature du prolétariat, *et moins* il nous est permis de craindre le « capitalisme d'Etat » ? N'est-il pas évident que, du point de vue *matériel,* économique, du point de vue de la production, nous ne sommes pas encore dans l'« antichambre » du socialisme ? Et qu'autrement que par cette « antichambre», que nous n'avons pas encore atteinte, nous ne passerons pas la porte du socialisme ? ... »

« ... Autre circonstance fort édifiante.

Au cours d'une discussion que nous avons eue au Comité exécutif central avec Boukharine, il a dit entre autres choses : dans la question des hauts traitements pour les spécialistes, « nous » sommes « plus à droite que Lénine » ; nous ne voyons là aucune dérogation aux principes, car nous n'oublions pas les paroles de Marx disant que, dans certaines conditions, la classe ouvrière aurait avantage à « se racheter de cette bande » (savoir de la bande des capitalistes, c'est-à-dire *racheter* à la bourgeoisie la terre, les fabriques, les usines et autres moyens de production).

Remarque extrêmement intéressante. »

« ... Réfléchissez à cette pensée de Marx.

Il s'agissait de l'Angleterre des années 70 du siècle dernier, de la période où le capitalisme pré-monopoleur avait atteint son point culminant, du pays où, en ce temps-là, il y avait le moins de militarisme et de bureaucratie, et où le socialisme avait alors le plus de chances de vaincre « pacifiquement » dans le sens du « rachat » des moyens de production à la bourgeoisie par les ouvriers. Et Marx disait : dans certaines conditions les ouvriers ne refuseront point de se racheter à la bourgeoisie. Marx ne se liait les mains, ni à soi-même ni aux futurs artisans de la révolution socialiste, quant aux formes, procédés et moyens de faire la révolution : il se rendait fort bien compte qu'une quantité de nouveaux problèmes surgiraient alors ; que toute la situation changerait, qu'elle changerait *souvent* et *beaucoup* au cours de la révolution. Et en Russie soviétique, *après* la prise du pouvoir par le prolétariat, *après* l'écrasement de la résistance militaire et du sabotage des exploiteurs, n'est-il pas évident que certaines conditions s'y sont créées, pareilles à celles qui auraient pu intervenir un demi-siècle plus tôt en Angleterre, si elle s'était engagée pacifiquement dans la voie du socialisme ? La subordination des capitalistes aux ouvriers aurait pu être assurée à cette époque en Angleterre par les facteurs suivants : 1° la prédominance la plus complète des ouvriers, des prolétaires, dans la population, par suite de l'absence d'une paysannerie (dans l'Angleterre des années 70 certains symptômes permettaient d'escompter des progrès très rapides du socialisme parmi les ouvriers ruraux) ; 2° l'organisation excellente du prolétariat dans les syndicats (sous ce rapport l'Angleterre était à l'époque le premier pays du monde) ; 3° le niveau de culture relativement élevé du prolétariat, formé par un siècle de développement des libertés politiques ; 4° la longue habitude qu'avaient les capitalistes anglais merveilleusement organisés, — ils étaient alors les mieux organisés parmi les capitalistes de tous les pays du monde (aujourd'hui cette suprématie est passée à l'Allemagne), — de résoudre les problèmes politiques et économiques par un compromis. Voilà donc dans quelles conditions l'idée avait pu naître de la possibilité de subordonner *pacifiquement* les capitalistes d'Angleterre aux ouvriers de ce pays.

Cette subordination est assurée chez nous, à l'heure actuelle, par certains facteurs décisifs (notre victoire en octobre et l'écrasement, d'octobre à février, de la résistance militaire et du sabotage des capitalistes). Chez nous, à *la place* de la prédominance absolue des ouvriers, des prolétaires, dans la population, et de leur organisation supérieure, nous avons connu, comme facteur de la victoire, l'appui donné au prolétariat par la paysannerie pauvre, vite ruinée. Enfin nous ne connaissons ni haute culture, ni habitude des compromis. En réfléchissant à ces conditions concrètes, on se rend facilement compte que nous pouvons et devons aujourd'hui réaliser une *synthèse* de la lutte à outrance contre les capitalistes incultes, qui n'acceptent aucune forme de «capitalisme d'Etat», qui n'entendent consentir aucun compromis et continuent de saboter les dispositions du pouvoir des Soviets au moyen de la spéculation, de la corruption des pauvres, etc., — *avec le compromis* ou le rachat pratiqué à l'égard des capitalistes cultivés, qui acceptent le « capitalisme d'Etat », qui sont capables de le mettre en œuvre, qui sont utiles au prolétariat comme organisateurs intelligents et expérimentés de grosses entreprises pouvant réellement ravitailler en produits des dizaines de millions d'hommes.

Boukharine est un marxiste et un économiste fort instruit. Voilà pourquoi il s'est rappelé que Marx avait parfaitement raison d'enseigner aux ouvriers qu'il importait de conserver l'organisation de la grosse industrie, justement en vue de faciliter le passage au socialisme, et que l'on pouvait parfaitement admettre l'idée de *bien payer les capitalistes,* de s'en racheter si (à titre *d'exception :* l'Angleterre était alors une exception) les circonstances obligeaient les capitalistes à se soumettre pacifiquement et à passer de façon cultivée, organisée, au socialisme, moyennant rachat.

Mais Boukharine s'est trompé, car il n'a pas réfléchi aux particularités concrètes de la situation en Russie, situation exceptionnelle, puisque nous, prolétariat de la Russie, nous avons *dépassé* Angleterre et Allemagne par notre régime politique, par la force du pouvoir politique des ouvriers ; dans le même temps nous *retardons* sur le plus arriéré des Etats d'Europe occidentale quant à l'organisation d'un capitalisme d'Etat bien compris, quant au niveau de culture, quant au degré de préparation matérielle à l'« établissement » du socialisme. N'est-il pas évident que ce qui résulte aujourd'hui de cette situation particulière, c'est justement la nécessité d'un « rachat »

d'un genre particulier, que les ouvriers doivent proposer aux capitalistes les plus cultivés, les plus capables, les plus doués comme organisateurs, et qui accepteraient de servir le pouvoir des Soviets et d'aider honnêtement à organiser la grosse et très grosse production « d'Etat » ? N'est-il pas évident que devant cette situation particulière, nous devons chercher à éviter deux erreurs, dont chacune est petite-bourgeoise à sa façon ? D'une part, ce serait une faute irréparable que de déclarer : puisque nous reconnaissons qu'entre nos « forces » économiques et notre force politique il y a disproportion, « donc » il ne fallait pas prendre le pouvoir. Ainsi raisonnent les « hommes sous cloche de verre», qui oublient qu'il n'y aura jamais de « proportion », qu'il ne saurait y en avoir dans l'évolution de la société, ni dans celle de la nature ; qu'il faut une série de tentatives, dont chacune, prise à part, sera unilatérale et souffrira d'une certaine disproportion, pour créer le socialisme victorieux par la collaboration révolutionnaire des prolétaires de *tous* les pays.

D'autre part, ce serait une erreur manifeste que de donner la liberté aux crieurs et aux phraseurs, qui se laissent entraîner par un révolutionnarisme « pompeux », mais sont incapables d'un travail révolutionnaire soutenu, réfléchi, pondéré et qui tient compte des transitions les plus difficiles.

Heureusement, l'histoire du développement de ces partis révolutionnaires et de la lutte du bolchévisme contre eux, nous a légué des types nettement dessinés, parmi lesquels les socialistes-révolutionnaires de gauche et les anarchistes offrent avec assez d'évidence le type de piètres révolutionnaires. Les voici qui crient maintenant jusqu'à l'hystérie, l'écume aux lèvres, qui crient comme des sourds contre la « politique d'entente » des « bolchéviks de droite ». Mais ils sont incapables de comprendre en quoi la « politique d'entente » était mauvaise et *pourquoi* elle a été condamnée avec raison par l'histoire et par la marche de la révolution.

La politique d'entente à l'époque de Kérenski livrait le pouvoir à la bourgeoisie impérialiste; or, la question du pouvoir est la question capitale de toute révolution. En octobre-novembre 1917, certains bolchéviks préconisant la politique d'entente ou bien craignaient la prise du pouvoir par le prolétariat, ou bien voulaient *partager* le pouvoir en parts égales, non seulement avec des « compagnons de route peu sûrs » comme les socialistes-révolutionnaires de gauche, mais aussi avec nos ennemis, partisans de Tchernov, menchéviks, qui nous auraient forcément gênés dans notre tâche essentielle, dans la dissolution de la Constituante, l'anéantissement implacable des Bogaevski, la soviétisation intégrale des administrations, dans chaque confiscation.

Aujourd'hui le pouvoir est pris, maintenu, consolidé entre les mains d'un seul parti, le parti du prolétariat, même sans « compagnons de route peu sûrs ». Parler maintenant de politique d'entente, alors qu'il n'est et ne peut même être question de *pouvoir* partagé, d'abandon de la dictature exercée par les prolétaires contre la bourgeoisie, — c'est simplement répéter comme une pie des paroles apprises par cœur, mais incomprises. Nous reprocher de pratiquer une « politique d'entente » parce que, arrivés à un moment où nous pouvons et devons gouverner le pays, nous cherchons à gagner à nous sans épargner l'argent, les plus cultivés d'entre les éléments instruits par le capitalisme, à les prendre à notre service pour combattre la désagrégation petite-propriétaire, c'est se montrer absolument incapable de réfléchir aux tâches économiques que comporte l'édification socialiste. »

SUR L'IMPOT EN NATURE, LA LIBERTÉ DE COMMERCE ET LES CONCESSIONS

Les raisonnements ci-dessus reproduits de 1918 renferment une série d'erreurs quant aux délais. Les délais se sont avérés plus longs qu'on ne le supposait alors. Ce n'est pas étonnant. Mais les éléments essentiels de notre économie restent les mêmes. Les paysans « pauvres » (prolétaires et semi-prolétaires) se sont transformés, dans un très grand nombre de cas, eu paysans moyens. Ce qui fait que l'« élément » petit-propriétaire, petit-bourgeois s'est renforcé. D'autre part, la guerre civile de 1918-1920 a considérablement aggravé la ruine du pays, retardé le rétablissement de ses forces productives, saigné à blanc surtout le prolétariat. A cela sont venus s'ajouter la mauvaise récolte de 1920, la disette de fourrages, les épizooties, ce qui a freiné encore plus le rétablissement des transports et de l'industrie, en ce sens par exemple, que le transport du bois, notre principal combustible, par les chevaux des paysans, a été entravé.

Résultat : la situation politique au printemps de 1921 était telle que des mesures immédiates s'imposaient, les plus décisives, les plus spéciales, pour améliorer la situation de la paysannerie et relever ses forces productives.

Pourquoi précisément de la paysannerie et non des ouvriers ?

Parce que pour améliorer la situation des ouvriers, il faut du pain et du combustible. Pour l'instant, le plus grand « obstacle » — du point de vue de notre économie nationale tout entière — est là. Or, l'on ne peut augmenter la

production et la récolte de blé, le stockage et le transport du combustible, qu'en améliorant la situation de la paysannerie, qu'en relevant ses forces productives. Il faut commencer par la paysannerie. Ceux qui ne comprennent pas cela, ceux qui sont portés à voir dans cette mise en avant de la paysannerie une « abdication » ou un semblant d'abdication de la dictature du prolétariat, ceux-là simplement n'approfondissent pas la question, se laissent subjuguer par la phrase. La dictature du prolétariat, c'est la direction de la politique par le prolétariat. Le prolétariat comme classe dirigeante, dominante, doit savoir orienter la politique de façon à résoudre au premier chef la question la plus urgente, la plus « irritante ». Le plus urgent, à l'heure actuelle, c'est de prendre des mesures propres à relever tout de suite les forces productives de l'économie paysanne. Ce n'est que *par cette voie* qu'on pourra améliorer la situation des ouvriers, renforcer l'alliance des ouvriers et des paysans, consolider la dictature du prolétariat. Ceux des prolétaires ou des représentants du prolétariat qui voudraient améliorer la situation des ouvriers, par *d'autres voies,* seraient *en réalité* des auxiliaires des gardes blancs et des capitalistes. Car suivre une autre voie, c'est faire passer les intérêts corporatifs des ouvriers avant leurs intérêts de classe ; c'est sacrifier à un avantage immédiat, momentané, partiel, des ouvriers, les intérêts de la classe ouvrière tout entière, de sa dictature, de son alliance avec la paysannerie contre les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, de son rôle dirigeant dans, la lutte pour affranchir le travail du joug du capital.

Ainsi, il faut avant tout prendre des mesures immédiates et sérieuses pour relever les forces productives de la paysannerie. On ne saurait le faire sans apporter de sérieuses modifications à la politique du ravitaillement. Une de ces modifications a été de remplacer le prélèvement des excédents par l'impôt en nature, le paysan pouvant librement se livrer au commerce, du moins à l'échelle locale, une fois l'impôt acquitté.

Quel est le sens de la substitution de l'impôt en nature au prélèvement des excédents ?

Nombreuses sont les erreurs répandues à cet égard. Elles proviennent surtout de ce que les gens ne réfléchissent pas au sens de cette transition, ne se demandent pas d'où part et où va cette transition. On s'imagine qu'il s'agit d'une transition du communisme en général au bourgeoisisme en général. Pour combattre cette erreur, force est de reprendre les arguments que nous avons fait valoir en mai 1918.

L'impôt en nature est une des formes de la transition du « communisme de guerre », communisme d'un genre particulier, qui nous avait été imposé par une misère extrême, par la ruine et la guerre, — aux échanges socialistes réguliers. Et ces derniers constituent à leur tour une des formes de la transition du socialisme, — avec les particularités qu'engendre la prédominance du petit paysan dans la population, — au communisme.

Le « communisme de guerre » avait ceci de particulier que nous prenions en fait au paysan tous les excédents et parfois même ce qu'il n'avait pas en excédent, mais une partie des produits nécessaires à sa subsistance, cela pour faire face aux besoins de l'armée et pour nourrir les ouvriers. La plupart du temps nous prenions à crédit, en payant avec du papier-monnaie. Autrement nous n'aurions pas pu vaincre les grands propriétaires fonciers et les capitalistes en ce pays ruiné de petite agriculture paysanne. Et le fait que nous avons vaincu (malgré l'appui accordé à nos exploiteurs par les plus grandes puissances du monde) ne montre pas seulement que les ouvriers et les paysans, dans la lutte pour leur émancipation, sont capables d'accomplir des prodiges d'héroïsme. II montre aussi que les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires, Kautsky et C^{ie}, ont joué le rôle de valets de la bourgeoisie, quand ils nous imputaient *à crime* ce « communisme de guerre ». Or, il faut nous en faire un mérite.

Mais il n'est pas moins nécessaire de connaître la véritable mesure de ce mérite. Le « communisme de guerre » avait été imposé par la guerre et la ruine. Il n'était pas et ne pouvait être une politique conforme aux tâches économiques du prolétariat. C'était une mesure temporaire. Pour le prolétariat qui réalise sa dictature dans un pays de petits paysans, une bonne politique consiste à organiser l'échange des produits industriels nécessaires au paysan contre le blé. Seule cette politique de ravitaillement est conforme aux tâches du prolétariat ; elle seule peut fortifier les bases du socialisme et le conduire à la victoire complète.

L'impôt en nature marque une transition à cette politique. Nous sommes encore si ruinés, si accablés par le fardeau de la guerre (qui a eu lieu hier et qui, à cause de la cupidité et de la férocité des capitalistes, peut éclater demain), que nous ne pouvons fournir au paysan des produits industriels en échange de *tout* le blé dont nous avons besoin. Ceci étant, nous instituons l'impôt en nature, c'est-à-dire que nous prenons à titre d'impôt le minimum de blé nécessaire (à l'entretien de l'armée et des ouvriers) ; pour le reste, nous l'échangerons contre des produits industriels.

Et puis il ne faut pas oublier ceci. La misère et la ruine sont telles que nous ne pouvons rétablir *d'emblée* la grosse production socialiste, les grandes usines de l'Etat. Pour cela il nous faudrait avoir d'importantes réserves

de blé et de combustible dans les centres de grosse industrie ; il faudrait pouvoir remplacer les machines usées par des machines neuves, etc. L'expérience nous a montré qu'on ne peut le faire d'emblée ; et nous savons qu'après la ruineuse guerre impérialiste, même les pays les plus riches et les plus avancés ne peuvent s'acquitter de cette tâche qu'au bout d'une assez longue suite d'années. Par conséquent, il faut aider dans une certaine mesure à rétablir la *petite* industrie, qui ne demande pas de machines, ni d'importantes réserves d'Etat en matières premières, combustible, denrées alimentaires, — et qui est à même d'apporter immédiatement une certaine aide à l'économie paysanne et de relever ses forces productives.

Qu'en résulte-t-il ?

C'est qu'à la faveur d'une certaine liberté du commerce, fût-elle simplement locale, renaissent la petite bourgeoisie et le capitalisme. Voilà qui est indéniable. Il serait ridicule de fermer les yeux là-dessus.

La question se pose : est-ce bien nécessaire ? Peut-on justifier cela ? N'est-ce pas dangereux ?

On pose beaucoup de ces questions, et la plupart du temps elles ne révèlent que la candeur (pour employer un euphémisme) de ceux qui les posent.

Voyez la définition que j'ai donnée en mai 1918 des éléments (parties constitutives) des divers systèmes économiques qui forment notre économie nationale. Personne ne pourra nier qu'on y trouve tous ces cinq échelons (ou parties constitutives) de tous ces cinq systèmes, depuis la forme patriarcale, c'est-à-dire à demi-barbare, jusqu'à la forme socialiste. Que dans un pays de petite paysannerie, le « système économique » prédominant soit celui de la petite agriculture, c'est-à-dire système en partie patriarcal, en partie petit-bourgeois, cela est évident. Dès l'instant qu'il y a échange, le développement de la petite économie est un développement petit-bourgeois, un développement capitaliste. C'est là, en matière d'économie politique, une vérité incontestable, une vérité première et qui, de plus, est confirmée par l'expérience quotidienne et par l'observation même rudimentaire de la vie.

Quelle est donc la politique que le prolétariat socialiste peut suivre, en présence de cette réalité économique ? Donner au petit paysan, en échange du blé et des matières premières, *tous* les produits dont il a besoin et que fournit la grosse industrie socialiste ? Ce serait là la politique la plus désirable, la plus « rationnelle » ; et c'est cette politique que nous avons commencé à pratiquer. Mais nous ne pouvons pas donner *tous* les produits, loin de là, et nous ne le pourrons pas de sitôt, du moins tant que nous n'aurons pas terminé ne serait-ce que la première tranche des travaux d'électrification du pays. Comment faire alors ? Ou bien essayer d'interdire, de bloquer à fond tout développement des échanges privés, non pratiqués par l'Etat, c'est-à-dire du commerce, c'est-à-dire du capitalisme, — développement inévitable quand il y a des millions de petits producteurs. Cette politique serait une sottise et un suicide pour le parti qui aurait essayé de la pratiquer. Sottise, parce que cette politique est économiquement impossible ; suicide, parce que les partis qui essaient de pratiquer une politique de ce genre aboutissent à une faillite certaine. Il n'y a pas à s'en cacher : certains communistes ont péché « par la pensée, la parole et l'action», en versant justement dans *cette* politique-là. Efforçons-nous de nous corriger de ces défauts. Il faut absolument nous en débarrasser, sinon cela tournerait mal.

Ou bien (dernière politique *possible* et seule raisonnable) ne pas essayer d'interdire ou de bloquer le développement du capitalisme, mais s'appliquer à l'orienter dans la voie du *capitalisme d'Etat.* Chose économiquement possible, puisque le capitalisme d'Etat existe, — sous une forme ou sous une autre, dans une mesure ou dans une autre, — partout où il existe des éléments de commerce libre et de capitalisme en général.

Mais peut-on combiner, allier, associer l'Etat soviétique, la dictature du prolétariat au capitalisme d'Etat ?

Evidemment oui. C'est ce que je m'appliquai à démontrer en mai 1918. Et c'est ce que j'ai démontré, je l'espère, en mai 1918. Bien plus : j'ai prouvé en même temps que le capitalisme d'Etat est un pas en avant si on le compare à l'élément petit-propriétaire (et petit-patriarcal et petit-bourgeois). On commet quantité d'erreurs si l'on confronte ou l'on compare le capitalisme d'Etat seulement avec le socialisme, alors que, dans la situation politique et économique actuelle, on doit absolument comparer le capitalisme d'Etat également avec la production petite-bourgeoise.

Toute la question — et théorique et pratique — est de trouver les méthodes justes permettant précisément d'orienter dans la voie du capitalisme d'Etat le développement inévitable (jusqu'à un certain degré et pour un

certain temps) du capitalisme ; d'établir les conditions nécessaires à cela, et d'assurer, dans un avenir peu éloigné, la transformation du capitalisme d'Etat en socialisme.

Pour aborder la solution de ce problème, il faut, avant tout, se représenter le plus nettement possible ce que sera et ce que peut être, dans la pratique, le capitalisme d'Etat au sein de notre système soviétique, dans le cadre de notre Etat soviétique.

Le cas ou l'exemple le plus simple de la façon dont le pouvoir soviétique oriente le développement du capitalisme dans la voie du capitalisme d'Etat, comme il « implante » le capitalisme d'Etat, ce sont les concessions. A présent tous, chez nous, sont d'accord pour reconnaître que les concessions sont nécessaires, mais tous ne réfléchissent pas au rôle des concessions. Qu'est-ce que les concessions dans le système soviétique, si on les envisage du point de vue des régimes sociaux et économiques ainsi que de leur rapport entre eux ? C'est un contrat, un bloc, une alliance du pouvoir d'Etat soviétique, c'est-à-dire prolétarien, avec le capitalisme d'Etat contre l'élément petit-propriétaire (patriarcal et petit-bourgeois). Le concessionnaire est un capitaliste. Il gère son entreprise sur le mode capitaliste, pour en tirer du profit. Il consent à traiter avec le pouvoir prolétarien pour toucher un profit extra, en sus de l'ordinaire, ou pour recevoir les matières premières qu'il lui serait impossible ou extrêmement difficile de se procurer autrement. Le pouvoir soviétique y trouve son avantage : les forces productives se développent, la quantité des produits augmente immédiatement ou dans le plus bref délai. Nous avons, disons, une centaine d'exploitations, de mines, de secteurs forestiers. Nous ne pouvons tout mettre en valeur, vu le manque de machines, de vivres et de moyens de transport. Pour ces mêmes raisons nous exploitons mal les autres secteurs. La mise en valeur défectueuse et insuffisante des grandes entreprises a pour résultat de renforcer l'élément petit-propriétaire dans toutes ses manifestations : affaiblissement de l'économie paysanne environnante (et puis de l'économie paysanne tout entière), ébranlement de ses forces productives, baisse de sa confiance en le pouvoir soviétique, déprédations et petite spéculation en masse (la plus dangereuse), etc. En «implantant » le capitalisme d'Etat sous forme de concessions, le pouvoir soviétique renforce la grande production au regard de la petite, la production évoluée au regard de l'arriérée, la production mécanisée au regard de la manuelle ; il augmente la quantité de produits qui lui revient de la grande industrie (sa quote-part), il renforce les rapports économiques réglés par l'Etat à l'opposé des rapports petits-bourgeois anarchiques. Appliquée avec mesure et prudence, la politique des concessions nous aidera sans conteste à améliorer rapidement (jusqu'à un certain degré, peu élevé) l'état de la production, la situation des ouvriers et des paysans, bien entendu moyennant certains sacrifices, l'abandon, au capitaliste, de maintes dizaines de millions de pouds de produits infiniment précieux. La mesure et les conditions auxquelles les concessions sont avantageuses et sans danger pour nous, sont déterminées par le rapport des forces. C'est la lutte qui en décide, car les concessions sont également un aspect de la lutte, la continuation de la lutte de classes sous une autre forme, et nullement la substitution de la paix sociale à la lutte de classes. La pratique indiquera les méthodes de lutte.

Le capitalisme d'Etat sous forme de concessions est, en comparaison des autres formes du capitalisme d'Etat au sein du système soviétique, la forme peut-être la plus simple, la plus nette, la plus claire, aux contours les plus précis. Nous avons là franchement un contrat formel, écrit, avec le capitalisme d'Europe occidentale, le capitalisme le plus cultivé, le plus évolué. Nous connaissons exactement nos avantages et nos pertes, nos droits et nos obligations ; nous connaissons exactement le délai pour lequel nous accordons la concession, nous connaissons les conditions du rachat avant terme, si le contrat prévoit ce droit. Nous payons un certain « tribut » au capitalisme mondial, nous lui payons, à tel et tel égard, une « rançon », en obtenant immédiatement un certain degré d'affermissement de la situation du pouvoir soviétique, d'amélioration des conditions de notre gestion économique. La difficulté du problème, en ce qui concerne les concessions, c'est de tout prévoir, de tout peser en passant le contrat de concession et de savoir ensuite veiller à son exécution. Certes il y a là des difficultés, et les erreurs, en la matière, sont probablement inévitables dans les premiers temps. Mais ces difficultés sont les moindres en comparaison des autres tâches de la révolution sociale et, notamment, en comparaison des autres formes de développement, d'admission et d'implantation du capitalisme d'Etat.

Avec l'introduction de l'impôt en nature, la tâche la plus importante de tous les travailleurs du Parti et des institutions soviétiques, est de savoir appliquer les principes, les éléments, les fondements de la politique « concessionniste » (c'est-à-dire semblable au capitalisme d'Etat « concessionniste ») aux autres formes du capitalisme, du commerce libre, du trafic local, etc.

Prenons les coopératives. Ce n'est pas sans raison que le décret sur l'impôt en nature a fait immédiatement réviser le statut des coopératives et élargir dans une certaine mesure leur « liberté » et leurs droits. Les coopératives sont également une forme du capitalisme d'Etat, mais moins simple, aux contours moins nets, plus compliquée et qui, pour cette raison, place pratiquement le pouvoir soviétique devant des difficultés plus grandes. Les coopératives

des petits producteurs (c'est d'elles et non des coopératives ouvrières qu'il s'agit ici, en tant qu'élément prédominant, typique dans un pays de petite paysannerie) engendrent inévitablement des rapports capitalistes petits-bourgeois, contribuent à leur développement, poussent au premier plan les petits capitalistes, leur procurent les plus grands avantages. Il ne saurait en être autrement du moment qu'il y a prédominance des petits patrons et possibilité, ainsi que nécessité des échanges. Dans les conditions actuelles de la Russie, la liberté et les droits pour la coopération signifient la liberté et les droits pour le capitalisme. Il serait sot ou criminel de fermer les yeux sur cette vérité évidente.

Mais sous le pouvoir des Soviets, le capitalisme « coopératif », à la différence du capitalisme privé, est une variété du capitalisme d'Etat, et comme tel, il nous est aujourd'hui avantageux et utile, dans une certaine mesure, bien entendu. L'impôt en nature signifiant la liberté de vendre les excédents (dont dispose le paysan après avoir acquitté l'impôt en nature), il nous faut tendre nos efforts pour orienter *ce* développement du capitalisme, — puisque la liberté de vendre, la liberté du commerce, *c'est* le développement du capitalisme, — dans la voie du capitalisme coopératif. Le capitalisme coopératif ressemble au capitalisme d'Etat en ce sens qu'il facilite le recensement, le contrôle, la surveillance, les rapports contractuels entre l'Etat (en l'espèce, l'Etat soviétique) et le capitaliste. La coopération, considérée comme forme de commerce, est plus avantageuse et plus utile que le commerce privé, non seulement pour les raisons indiquées, mais aussi parce qu'elle facilite l'union, l'organisation de millions d'habitants, et puis de la totalité, de la population ; or cette circonstance représente à son tour un immense avantage pour la transition future du capitalisme d'Etat au socialisme.

Comparons maintenant les concessions et la coopération, en tant que formes de capitalisme d'Etat. La concession est basée sur la grosse industrie mécanisée; la coopération — sur la petite industrie, sur la production manuelle, en partie même patriarcale. La concession intéresse un seul capitaliste ou une seule firme, un seul consortium, cartel ou trust, dans chaque contrat de concession. La coopération englobe des milliers, voire des millions de petits patrons. La concession admet et même implique un contrat et un délai précis. La coopération n'admet ni un contrat ni un délai tout à fait précis. Il est beaucoup plus facile de rapporter une loi sur les coopératives que de résilier un contrat de concession. Mais la résiliation d'un contrat signifie d'emblée, purement et simplement, la rupture immédiate des rapports effectifs d'alliance économique ou de « coexistence » économique avec le capitaliste, tandis qu'aucune abolition de la loi sur les coopératives, aucune loi en général, non seulement ne pourra rompre d'emblée la «coexistence » effective du pouvoir des Soviets avec les petits capitalistes, mais, d'une façon générale, elle ne pourra pas provoquer la rupture des rapports économiques existants. « Surveiller » un concessionnaire est chose aisée, mais il est difficile de surveiller les coopérateurs. Passer du système des concessions au socialisme, c'est passer d'une forme de la grosse production à une autre forme. Passer de la coopération des petits producteurs au socialisme, c'est passer de la petite production à la grosse, c'est-à-dire opérer une transition plus compliquée, mais en revanche capable d'englober, en cas de succès, des masses plus grandes de la population, d'arracher les racines plus profondes et plus vivaces des anciens rapports présocialistes, voire précapitalistes, qui résistent avec le plus d'acharnement à toute « innovation ». La politique des concessions, en cas de succès, nous donnera un certain nombre de grosses entreprises modèles — en comparaison des nôtres — au niveau du capitalisme moderne avancé ; d'ici quelques dizaines d'années, ces entreprises passeront entièrement en notre possession. La politique coopérative, en cas de succès favorisera l'essor de la petite économie et facilitera son passage, dans un délai indéterminé, à la grosse production, sur la base de l'association volontaire.

Voyons maintenant la troisième forme de capitalisme d'Etat. L'Etat engage le capitaliste, en qualité de commerçant ; il lui paie une certaine commission pour la vente des produits de l'Etat et l'achat des produits du petit producteur. Quatrième forme de capitalisme d'Etat: l'Etat donne à bail à un entrepreneur-capitaliste un établissement, une exploitation, un secteur de forêt, de terre, etc. ; le contrat d'affermage ressemble le plus à un contrat de concession. Ces deux dernières formes de capitalisme d'Etat, on n'en parle pas du tout chez nous, on n'y pense pas, on ne les remarque pas. Cela dénote non point notre force et notre intelligence, mais notre faiblesse et notre inintelligence. Nous avons peur de regarder bien en face la « basse vérité », et nous nous laissons trop souvent emporter par l'« illusion qui nous élève ». Nous répétons constamment que « nous » passons du capitalisme au socialisme, en oubliant de nous représenter exactement, distinctement, qui sont ces « nous ». Pour s'en faire une idée exacte et ne pas l'oublier, il importe d'avoir présente à l'esprit la liste de toutes les parties constitutives, de tous les différents systèmes économiques sans exception qui forment notre économie nationale, tels que je les ai énumérés dans mon article du 5 mai 1918. « Nous », c'est-à-dire l'avant-garde, le détachement avancé du prolétariat, nous passons directement au socialisme. Mais le détachement avancé n'est qu'une petite partie du prolétariat qui, à son tour, n'est qu'une petite partie de la masse de la population. Et pour que « nous » puissions nous acquitter avec succès de notre tâche qui est de passer directement au socialisme, il faut que nous nous rendions compte des voies, modalités, moyens et procédés *transitoires* indispensables pour passer des rapports *précapitalistes* au socialisme. Là est le nœud du problème.

Voyez la carte de la R.S.F.S.R. Au nord de Vologda, au sud-est de Rostov-sur-Don et de Saratov, au sud d'Orenbourg et d'Omsk, au nord de Tomsk s'étendent d'immenses territoires où pourraient tenir des dizaines de vastes Etats hautement cultivés. Or, sur toutes ces étendues règnent les mœurs patriarcales, la demi-barbarie et la barbarie tout court. Et dans les campagnes perdues du reste de la Russie ? Partout où des dizaines de verstes de chemins vicinaux, ou, plus exactement, des dizaines de verstes sans aucune route séparent le village du chemin de fer le plus proche, c'est-à-dire de toute liaison matérielle avec la culture, avec le capitalisme, avec la grosse industrie, avec la grande ville — partout, dans toutes ces localités, n'est-ce pas aussi le système patriarcal, l'indolence, la demi-barbarie, qui prédominent ?

Peut-on concevoir le passage direct de cet état de choses prédominant en Russie, au socialisme? Oui, dans une certaine mesure, mais à la seule condition que nous connaissons aujourd'hui exactement grâce à l'immense travail scientifique qui vient d'être achevé. J'ai nommé : l'électrification. Si nous arrivons à construire des dizaines de centrales électriques régionales (nous savons aujourd'hui où et comment on peut et on doit les construire) ; si nous arrivons à transporter l'énergie électrique dans tous les villages, si nous arrivons à nous procurer une quantité suffisante de moteurs électriques et autres machines, alors il ne faudra pas ou presque pas d'échelons transitoires, de maillons intermédiaires conduisant du système patriarcal au socialisme. Mais nous savons parfaitement que cette « seule » condition demande dix ans au moins, rien que pour accomplir les travaux de la première tranche ; quant à la réduction de ce délai, elle ne pourrait être envisagée qu'en cas de victoire de la révolution prolétarienne en des pays tels que l'Angleterre, l'Allemagne, l'Amérique.

Or, pour les années qui viennent il faut savoir penser aux maillons intermédiaires, pouvant faciliter le passage du système patriarcal, de la petite production au socialisme. Souvent il « nous » arrive, aujourd'hui encore, de reprendre le raisonnement que voici : « Le capitalisme est un mal, le socialisme est un bien. » Or ce raisonnement est faux, car il ne tient pas compte de l'ensemble des formes économiques existantes, il envisage deux de ces formes seulement.

Le capitalisme est un mal par rapport au socialisme. Le capitalisme est un bien par rapport au moyen âge, par rapport à la petite production, par rapport au bureaucratisme qu'engendre l'éparpillement des petits producteurs. Puisque nous ne sommes pas encore en état de réaliser le passage immédiat de la petite production au socialisme, le capitalisme est, dans une certaine mesure, inévitable comme une conséquence naturelle de la petite production et des échanges ; nous devons donc utiliser le capitalisme (surtout en l'orientant dans la voie du capitalisme d'Etat) comme maillon intermédiaire conduisant de la petite production au socialisme ; nous devons l'utiliser comme moyen, voie, procédé, modalité, permettant d'augmenter les forces productives.

Prenez la question du bureaucratisme et examinez-la du point de vue de l'économie. Au 5 mai 1918 le bureaucratisme ne figurait pas dans notre champ visuel. Six mois après la Révolution d'Octobre, après que nous avons détruit de fond en comble l'ancien appareil bureaucratique, nous ne ressentions pas encore les effets de ce mal.

Une année encore se passe. Le XIII^{e} congrès du Parti communiste russe, qui se tient du 18 au 23 mars 1919, adopte un nouveau programme où nous parlons franchement, sans crainte de reconnaître le mal, mais désireux au contraire de le démasquer, de le dénoncer, de le clouer au pilori, de stimuler la pensée et la volonté, les énergies et les activités pour combattre ce mal, — où nous parlons d'une « *renaissance partielle du bureaucratisme au sein du régime soviétique* ».

Deux années s'écoulent encore. Au printemps de 1921, après le VIII^{e} congrès des Soviets, qui a discuté (décembre 1920) la question du bureaucratisme, après le X^{e} congrès du Parti communiste russe (mars 1921), qui a dressé le bilan des débats étroitement rattachés à l'analyse du bureaucratisme, nous voyons *ce* mal se dresser devant nous encore plus net, plus précis, plus menaçant. Quelles sont les origines économiques du bureaucratisme ? Ces origines sont principalement de deux sortes : d'une part une bourgeoisie développée a besoin, justement pour combattre le mouvement révolutionnaire des ouvriers (et en partie des paysans), d'un appareil bureaucratique, d'abord militaire, ensuite judiciaire, etc. Cela n'existe pas chez nous. Nos tribunaux sont des tribunaux de classe, dirigés contre la bourgeoisie. Notre armée est une armée de classe, dirigée contre la bourgeoisie. Le bureaucratisme n'est pas dans l'armée, mais dans les institutions qui la desservent. Chez nous, l'origine économique du bureaucratisme est autre : c'est l'isolement, l'éparpillement des petits producteurs, leur misère, leur inculture, l'absence de routes, l'analphabétisme, l'absence *d'échanges* entre l'agriculture et l'industrie, le manque de liaison, d'action réciproque entre elles. C'est là, dans une mesure considérable, le résultat de la guerre civile. Lorsque nous étions bloqués, assiégés de toutes parts, coupés du reste du monde, et puis de notre midi fertile en blé, de la Sibérie, des bassins houillers, nous ne pouvions pas rétablir l'industrie. Nous avons dû

ne pas reculer devant le « communisme de guerre », ne pas craindre d'employer les mesures les plus extrêmes : nous étions résolus à supporter une existence de demi-famine, et pis encore, pour sauvegarder le pouvoir des ouvriers et des paysans, coûte que coûte, en dépit de la ruine la plus inouïe et de l'absence d'échanges. Et nous ne nous sommes pas laissés intimider comme l'ont fait les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks (qui en réalité ont suivi la bourgeoisie surtout parce qu'ils étaient apeurés, intimidés). Mais ce qui était la condition de la victoire dans un pays bloqué, dans une forteresse assiégée, a révélé son côté négatif précisément au printemps de 1921, quand les dernières troupes de gardes blancs ont été définitivement chassées du territoire de la R.S.F.S.R. Dans une forteresse assiégée, on peut et l'on doit « bloquer » tous les échanges. Et les masses ayant fait preuve d'un héroïsme particulier, on a pu supporter cet état de choses trois années durant. Mais après cela, la ruine du petit producteur s'est encore aggravée, le rétablissement de la grosse industrie a été encore différé, retardé. Le bureaucratisme, héritage de l'« état de siège», superstructure basée sur l'éparpillement et la démoralisation du petit producteur, s'est révélé pleinement.

Il faut savoir reconnaître le mal sans crainte, afin de le combattre avec plus de fermeté, afin de recommencer par le commencement autant de fois que cela sera nécessaire. Dans tous les domaines de notre édification, il nous faudra encore bien des fois recommencer par le commencement, pour corriger ce qui n'aura pas été achevé, en essayant divers moyens d'aborder la tâche. Il est devenu évident que le rétablissement de la grosse industrie devait être différé, qu'il n'était plus possible de laisser « bloqués » les échanges entre l'industrie et l'agriculture ; et donc qu'il fallait nous atteler à une tâche plus proportionnée à nos forces : le rétablissement de la petite industrie. C'est de ce côté que doit venir notre aide, c'est ce flanc de l'édifice à moitié démoli par la guerre et le blocus que nous devons étayer. Par tous les moyens et à tout prix il faut développer les échanges, sans craindre le capitalisme, puisque le cadre qui lui est assigné chez nous (par l'expropriation des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie dans l'économie, par le pouvoir ouvrier et paysan en politique) est assez étroit, assez « modéré ». Telle est l'idée fondamentale de l'impôt en nature, telle est sa signification économique.

Tous les militants du Parti et tous les travailleurs des administrations soviétiques, doivent employer tous leurs efforts, toute leur attention pour créer, pour susciter plus d'initiative à la base : dans les provinces ; plus encore dans les districts ; plus encore dans les cantons et les villages, afin de favoriser l'œuvre de construction économique justement du point de vue du relèvement immédiat de l'économie paysanne, fût-ce par de « petits » moyens, dans de faibles proportions, en l'aidant par le développement de la petite industrie locale. Le plan économique unique de l'Etat veut que cette tâche précisément soit au centre de notre attention et de nos soins, au centre des travaux « de choc». Une amélioration obtenue ici, c'est-à-dire tout près des «fondations», de la base la plus large et la plus profonde, nous permettra à bref délai d'entreprendre avec plus d'énergie et de succès le rétablissement de la grosse industrie.

Le travailleur du ravitaillement ne connaissait jusqu'ici qu'une seule directive essentielle : fais rentrer à 100% les prélèvements en nature. Aujourd'hui la directive est autre : fais rentrer l'impôt en nature à 100 % dans le plus bref délai, puis fais rentrer encore 100 % par l'échange contre des produits de la grosse *et de la petite* industries. Celui qui aura fait rentrer 75 % de l'impôt en nature et 75 % (de la seconde centaine) par l'échange contre des produits de la grosse et de la petite industries, aura fait œuvre d'Etat plus utile que celui qui aura fait rentrer 100 % de l'impôt et 55 % (de la seconde centaine) par l'échange. La tâche du ravitailleur se complique. D'une part, c'est une tâche fiscale. Faire rentrer l'impôt aussi rapidement, aussi rationnellement que possible. D'autre part, une tâche économique générale. Il doit s'efforcer d'orienter la coopération, de favoriser la petite industrie, de développer les initiatives, les énergies à la base, de façon à augmenter et à renforcer l'échange entre l'agriculture et l'industrie. Nous ne savons pas encore nous acquitter de cette tâche, tant s'en faut ; à preuve le bureaucratisme. Nous ne devons pas craindre d'avouer qu'ici *nous pouvons et devons encore beaucoup apprendre des capitalistes.* Comparons les résultats pratiques obtenus dans les provinces, les districts, les cantons et les villages : dans telle localité, des particuliers, capitalistes et petits capitalistes, sont arrivés à tel résultat. Ils ont réalisé approximativement tel bénéfice. C'est un tribut, un droit que nous payons «pour l'apprentissage». On peut payer pour l'apprentissage, à condition qu'il donne des fruits. Dans la localité voisine, les coopératives ont obtenu tel résultat et ont réalisé tant de bénéfices. Et dans une troisième localité, telle entreprise d'Etat, par des méthodes essentiellement communistes, a obtenu tel résultat (ce troisième cas sera, à l'heure actuelle, une exception rare).

Il faut que chaque centre économique régional, chaque conseil économique provincial fonctionnant près le comité exécutif, envisage immédiatement, comme une tâche urgente, l'organisation d'expériences de toute sorte ou de systèmes d'« échanges » contre les excédents qui restent aux paysans après qu'ils ont acquitté l'impôt en nature. Au bout de quelques mois on aura des résultats pratiques que l'on pourra comparer et étudier. Sel d'extraction locale ou venant d'autres régions ; pétrole que l'on aura fait venir du centre ; industrie artisanale du bois ; industries artisanales utilisant les matières premières locales et fournissant certains produits qui, sans être essentiels, sont nécessaires et utiles aux paysans ; « houille verte » (utilisation des cours d'eau d'importance

locale aux fins d'électrification), etc., etc., — tout doit être mis en œuvre pour stimuler coûte que coûte les échanges entre l'industrie et l'agriculture. Celui qui, dans ce domaine, aura obtenu le maximum de résultats, fût-ce par la voie du capitalisme privé, voire sans coopérations, sans transformation directe de ce capitalisme en capitalisme d'Etat, — se sera rendu beaucoup plus utile, à l'œuvre de construction du socialisme dans l'ensemble de la Russie, que celui qui « pensera » à la pureté du communisme, rédigera des règlements, des instructions pour le capitalisme d'Etat et les coopératives, mais ne fera pas avancer pratiquement les échanges.

Cela peut sembler paradoxal : le capitalisme privé dans le rôle d'auxiliaire du socialisme ?

Mais cela n'a rien d'un paradoxe ; c'est un fait économique absolument incontestable. Puisque notre pays est un pays de petits paysans, aux transports particulièrement désorganisés, sortant de la guerre et du blocus, et politiquement dirigé par le prolétariat qui détient les transports et la grosse industrie, il en résulte inévitablement qu'à l'heure actuelle les échanges locaux sont d'une importance primordiale et, ensuite, que le capitalisme privé (et à plus forte raison le capitalisme d'Etat) peut être utilisé pour aider à l'avènement du socialisme.

Mais ne discutons pas sur les mots. Jusqu'à ce jour, nous péchons par là, énormément. Il faut apporter autant de variété que possible dans l'expérience pratique, et l'étudier beaucoup plus. Il est des conditions où une organisation exemplaire du travail local, même à une très petite échelle, a pour l'Etat une plus grande importance que l'activité de nombreux organismes centraux. A l'heure présente, notre pays se trouve justement dans ces conditions-là pour ce qui concerne l'économie paysanne en général et, en particulier, l'échange des produits agricoles excédentaires contre des produits industriels. A cet égard une organisation exemplaire de ce travail, même dans un seul canton, a pour l'Etat une importance plus grande qu'une amélioration « exemplaire » de l'appareil central de tel ou tel commissariat du peuple. C'est qu'en trois années et demie notre appareil central s'est formé au point d'acquérir une certaine inertie nuisible ; nous ne pouvons l'améliorer sensiblement et vite ; nous ne savons comment nous y prendre. Pour l'améliorer de façon plus radicale, pour provoquer un afflux de forces nouvelles, pour combattre avec succès le bureaucratisme, pour surmonter cette inertie nuisible, — l'aide doit venir des organisations locales, de la base, de l'organisation exemplaire d'un « tout », peu importe que ses proportions soient réduites, pourvu qu'il s'agisse bien d'un « tout », c'est-à-dire que ce ne soit pas une seule exploitation, une seule branche de l'économie, une seule entreprise, mais bien la *somme de tous* les rapports économiques, la *somme de tous* les échanges, ne fût-ce que d'une petite localité. Ceux d'entre nous qui sont voués à travailler dans les organismes centraux continueront d'améliorer l'appareil central et de l'épurer du bureaucratisme, même dans des proportions modestes, immédiatement réalisables. Mais en l'occurrence l'aide principale vient et viendra de la base. En général, autant que je puisse en juger, les choses vont mieux en province qu'au centre. Cela se conçoit sans peine, car le fléau du bureaucratisme sévit, naturellement, surtout au centre ; sous ce rapport, Moscou ne peut pas ne pas être la pire ville et, en général, la pire « localité » de la République. A la base, les écarts par rapport à la moyenne vont dans les deux sens : les écarts dans le mauvais sens sont plus rares que dans le bon. Les écarts dans le mauvais sens, ce sont les abus des anciens fonctionnaires, grands propriétaires fonciers, bourgeois et autres canailles, faufilés parmi les communistes, et qui commettent parfois des actes odieux, ignobles, les pires brimades à l'égard des paysans. Ce qu'il faut ici, c'est un nettoyage terroriste : justice sommaire, exécutions sans phrases. Laissons les Martov, les Tchernov et les petits bourgeois sans-parti qui leur ressemblent, se frapper la poitrine en clamant : « Dieu soit loué, je ne « leur » ressemble pas, je n'ai jamais reconnu et je ne reconnais pas la terreur. » Ces nigauds « ne reconnaissent pas la terreur », parce qu'ils ont choisi pour eux le rôle de valets à la dévotion des gardes blancs, pour duper les ouvriers et les paysans. Les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks «ne reconnaissent pas la terreur » parce qu'ils tiennent leur rôle qui consiste, tout en brandissant le drapeau du « socialisme », à *amener* les masses *sous le coup de la terreur des gardes blancs*. C'est ce qu'ont prouvé l'épopée de Kérenski et de Kornilov en Russie, celle de Koltchak en Sibérie, le menchévisme en Géorgie ; c'est ce qu'ont prouvé les héros de la II^{e} Internationale et de l'Internationale « deux et demie », en Finlande, en Hongrie, en Autriche, en Allemagne, en Italie, en Angleterre, etc. Laissons les valets, auxiliaires de la terreur blanche se glorifier parce qu'ils nient la terreur, quelle qu'elle soit. Quant à nous, nous continuerons à dire cette vérité, pénible mais indiscutable : dans les pays qui traversent une crise sans précédent, où, après la guerre impérialiste de 1914-1918, les anciens rapports se sont désagrégés, la lutte de classes s'est aggravée (et c'est le cas de tous les pays du monde), on ne saurait se passer de terreur, quoi qu'en disent les hypocrites et les phraseurs. Ou bien la terreur blanche, la terreur bourgeoise formule américaine, anglaise (Irlande) : italienne (les fascistes), allemande, hongroise et autres. Ou bien la terreur rouge, prolétarienne. Il n'y a pas de milieu, il n'y pas et il ne peut y avoir de « troisième » solution.

Et voici les écarts dans le bon sens : lutte réussie contre le bureaucratisme ; attention maximum accordée aux besoins des ouvriers et des paysans ; sollicitude infinie pour le relèvement de l'économie, augmentation de la productivité du travail, développement des échanges locaux entre l'agriculture et l'industrie. Ces écarts dans le meilleur sens, tout en étant plus fréquents que ceux dans le pire, sont cependant rares. Mais ils existent. Partout à

la base on voit se former de nouveaux cadres de communistes jeunes, pleins de vigueur, trempés à l'épreuve de la guerre civile et des privations. Nous sommes encore loin de faire tout ce qu'il faut pour pousser ces forces jeunes, systématiquement et inlassablement, des organisations inférieures vers les organisations supérieures. Or, il est possible, il est indispensable de le faire avec plus de persévérance et dans des proportions plus larges. Certains collaborateurs peuvent et doivent être déplacés de leur travail dans les organisations centrales, et envoyés en province : là ils seront mis à la tête des districts et des *cantons* ; ils y organiseront de façon *exemplaire* le travail économique *dans son ensemble* ; ainsi ils se rendront infiniment utiles ; ils feront une œuvre beaucoup plus importante *pour l'Etat,* qu'en exerçant telle fonction centrale. Car une organisation exemplaire du travail est une bonne école, un modèle qu'il sera relativement facile à imiter. Nous, le centre, saurons favoriser l'« imitation » généralisée de ce modèle, et la rendrons obligatoire pour tous.

Le développement des « échanges » entre l'agriculture et l'industrie, — quant aux excédents de produits agricoles qui restent au paysan après qu'il a acquitté l'impôt en nature et quant aux produits de la petite industrie, principalement artisanale, — ce développement exige, de par son essence même, que les organisations *locales* fassent preuve d'une *initiative* éclairée, intelligente. Voilà pourquoi une organisation exemplaire du travail dans les districts et les cantons acquiert, à l'heure présente, une importance exceptionnelle pour l'ensemble de l'Etat. Ainsi, dans le domaine militaire, pendant la récente guerre de Pologne, nous n'avons pas craint d'enfreindre la hiérarchie bureaucratique, nous n'avons pas craint de « baisser en grade », de déplacer des membres du Conseil militaire révolutionnaire de la République (tout en les laissant dans cette haute fonction centrale) à des postes inférieurs. Pourquoi ne déplacerions-nous pas aujourd'hui certains membres du Comité exécutif central de Russie ou certains membres de collèges, ou d'autres camarades haut placés, pour leur confier un poste, même dans un chef-lieu de district, même dans un chef-lieu de canton ? Nous ne nous sommes tout de même pas « bureaucratisés » au point de « craindre » cette mutation ! Et il se trouvera chez nous des dizaines de travailleurs des organismes centraux qui l'accepteront volontiers. Or, l'édification économique de la République tout entière y gagnera énormément, et les cantons modèles, ou les districts modèles, joueront un rôle historique non seulement considérable, mais nettement décisif.

A propos. Il faut signaler comme une circonstance de second ordre, mais qui a cependant son importance, le changement à apporter dans notre position de principe à l'égard de la lutte contre la spéculation. Nous devons soutenir, nous avons avantage à développer le commerce «régulier », qui ne cherche pas à échapper au contrôle de l'Etat. Or, il est *impossible* de discerner la spéculation d'avec le commerce « régulier », si l'on envisage la spéculation du point de vue de l'économie politique. La liberté du commerce, c'est le capitalisme ; le capitalisme, c'est la spéculation. Vouloir fermer les yeux là-dessus serait ridicule.

Comment faire ? Accorder l'impunité à la spéculation ?

Non. Il faut réviser et remanier toutes les lois concernant la spéculation ; déclarer punissables (et poursuivre pratiquement avec une rigueur triple en comparaison du passé) tout *vol,* toute tentative, directe ou indirecte, ouverte ou cachée, de se *dérober* au *contrôle de l'Etat, à sa surveillance, à son recensement.* C'est en posant ainsi la question (au Conseil des commissaires du peuple le travail a déjà commencé, c'est-à-dire que le Conseil des commissaires du peuple a déjà ordonné de commencer la révision des lois sur la spéculation), que nous arriverons à orienter le développement du capitalisme, inévitable dans une certaine mesure et nécessaire pour nous, dans la voie du capitalisme *d'Etat.*

BILAN ET CONCLUSIONS POLITIQUES

Il me reste encore à examiner, ne serait-ce que brièvement, la situation politique telle qu'elle s'est créée, telle qu'elle a été modifiée par l'économie dont je vous ai esquissé tout à l'heure le tableau. Nous avons vu que les traits essentiels de notre économie en 1921 sont les mêmes qu'en 1918. Le printemps de 1921, surtout par suite de la mauvaise récolte et des épizooties, a aggravé à l'extrême la situation des paysans, déjà si pénible à cause de la guerre et du blocus. Cette aggravation a eu pour résultat des oscillations politiques qui, d'une façon générale, constituent la « nature » même du petit producteur. L'expression la plus éclatante de ces oscillations, a été l'émeute de Cronstadt.

Le plus caractéristique dans les événements de Cronstadt, ce sont justement les oscillations propres à l'élément petit-bourgeois. Très peu de choses concrètes, précises, définies. Des mots d'ordre vagues : « liberté », « liberté du commerce », « affranchissement », « Soviets sans bolchéviks », ou renouvellement des Soviets, ou suppression de la « dictature du parti», etc., etc. Menchéviks et socialistes-révolutionnaires déclarent que le mouvement de Cronstadt est « leur » mouvement. Victor Tchernov envoie un émissaire à Cronstadt ; sur la

proposition de cet émissaire le menchévik Valk, un des chefs de l'émeute de Cronstadt, vote dans cette ville pour la « *Constituante* ». Toute la garde blanche se mobilise *« pour Cronstadt »* aussitôt, avec une rapidité radio-télégraphique, pourrait-on dire. Les spécialistes militaires blancs à Cronstadt, plusieurs spécialistes, et non pas le seul Kozlovski, dressent un plan de débarquement de troupes à Oranienbaum, plan qui effraye la masse hésitante des menchéviks, des socialistes-révolutionnaires et des sans-parti. Plus de cinquante journaux des gardes blancs russes à l'étranger, développent une campagne furieusement énergique *« pour Cronstadt ».* Les grosses banques, les manitous du capital financier ouvrent des souscriptions pour soutenir Cronstadt. Le cadet Milioukov, ce chef intelligent de la bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers, explique patiemment au nigaud Victor Tchernov, directement (et indirectement aux menchéviks Dan et Rojkov, internés dans une prison de Pétrograd pour leur liaison avec Cronstadt), qu'il n'est pas nécessaire de se hâter avec la Constituante, que *l'on peut et que l'on doit se prononcer pour le pouvoir des Soviets, seulement sans bolchéviks.*

Certes, il n'est pas difficile d'être plus intelligent que ces nigauds épris d'eux-mêmes que sont Tchernov, ce paladin de la phrase petite-bourgeoise ou Martov, ce chevalier du réformisme petit-bourgeois maquillé « en marxisme ». En somme, il ne s'agit pas tant de constater que Milioukov, comme individu, est plus intelligent ; ce qui importe, c'est que le chef politique de la grosse bourgeoisie se montre plus clairvoyant ; de par sa situation de classe il comprend la nature de classe des événements et le rapport des forces politiques engagées, mieux que les chefs de la petite bourgeoisie, les Tchernov et les Martov. Car la bourgeoisie est effectivement une force de classe qui, en régime capitaliste, domine inévitablement aussi bien dans un pays monarchiste que dans une république tout ce qu'il y a de plus démocratique, et bénéficie, non moins inévitablement, du soutien de la bourgeoisie mondiale. Tandis que la petite bourgeoisie, — *c'est-à-dire* tous les héros de la II^{e} Internationale et de l'Internationale « deux et demie», — ne peut être, par son essence économique, rien d'autre que l'expression de l'impuissance de classe. De là ses hésitations, sa phraséologie, sa débilité. En 1789 les petits bourgeois pouvaient encore être de grands révolutionnaires ; en 1848, ils étaient ridicules et pitoyables ; en 1917-1921, ils sont des auxiliaires répugnants de la réaction, ses francs valets par leur rôle véritable, qu'ils s'appellent Tchernov ou Martov, Kautsky ou MacDonald, etc., etc.

Lorsque Martov déclare dans sa revue de Berlin que Cronstadt non seulement s'inspirait des mots d'ordre menchéviks, mais qu'il a prouvé la possibilité d'un mouvement anti-bolchévik, ne servant pas entièrement les intérêts des gardes blancs, des capitalistes et des grands propriétaires fonciers, il donne l'exemple d'un Narcisse petit-bourgeois épris de lui-même. Fermons tout simplement les yeux sur ce fait que tous les gardes blancs véritables ont salué les émeutiers de Cronstadt et collecté des fonds, par l'intermédiaire des banques, pour soutenir Cronstadt ! Milioukov a raison contre les Tchernov et les Martov, car il dévoile la tactique *véritable* de la *véritable* garde blanche, des capitalistes et des grands propriétaires fonciers : soutenons n'importe qui, même les anarchistes, n'importe quel pouvoir des Soviets, *pourvu* que les bolcheviks soient renversés, *pourvu* qu'un *décalage du pouvoir soit opéré* ! Peu importe que ce soit vers la droite ou vers la gauche, vers les menchéviks ou vers les anarchistes, pourvu que le pouvoir soit enlevé aux bolchéviks ; pour le reste, — pour le reste, « nous », les Milioukov, « nous », les capitalistes et les grands propriétaires fonciers, nous le ferons « nous-mêmes » ; la gent anarchiste, les Tchernov, les Martov, nous les bouterons dehors comme nous l'avons fait pour Tchernov et Maïski en Sibérie, comme on l'a fait en Hongrie pour les Tchernov et les Martov hongrois, comme on l'a fait en Allemagne pour Kautsky, à Vienne pour les Fr. Adler et C^{ie}. Ces Narcisses petits-bourgeois, — menchéviks, socialistes-révolutionnaires, sans-parti, — la véritable bourgeoisie à l'esprit pratique les a dupés par centaines et s'en est débarrassée maintes fois au cours de toutes les révolutions et dans tous les pays. L'histoire l'a prouvé. La chose a été vérifiée dans les faits. Les Narcisses bavardent. Les Milioukov et les gardes blancs agissent.

Pourvu que le pouvoir soit enlevé aux bolchéviks, peu importe qu'il soit déplacé un peu vers la droite ou un peu vers la gauche, le reste viendra de lui-même. En cela Milioukov a parfaitement raison. C'est là une vérité de classe, confirmée par l'histoire des révolutions de tous les pays, par les siècles ide l'histoire moderne, après le moyen âge. Les petits producteurs isolés, les paysans, sont organisés économiquement *et politiquement* soit par la bourgeoisie (il en a toujours été ainsi en régime capitaliste, dans tous les pays, dans toutes les révolutions des temps modernes ; et il en sera toujours ainsi en régime capitaliste), soit par le prolétariat (ç'a été le cas, dans une forme embryonnaire et pendant un temps très court, au degré suprême de développement de quelques-unes des plus grandes révolutions modernes ; ç'a été le cas en Russie, en 1917-1921, dans une forme plus évoluée). Seuls des Narcisses épris d'eux-mêmes peuvent bavarder et rêver d'une « troisième » voie, d'une « troisième force ».

C'est au prix d'immenses efforts, au cours d'une lutte acharnée, que les bolchéviks ont formé une avant-garde prolétarienne capable de diriger le pays, qu'ils ont créé et sauvegardé la dictature du prolétariat ; et le rapport des forces de classe est apparu en Russie, clair comme le jour, après une expérience pratique de quatre ans. D'une part, c'est l'avant-garde aguerrie, ferme comme l'acier, de la seule classe révolutionnaire ; d'autre part, c'est l'élément petit-bourgeois, hésitant ; ce sont ensuite les Milioukov, les capitalistes et les grands propriétaires

fonciers embusqués à l'étranger et soutenus par la bourgeoisie internationale. La chose est claire comme le jour. Eux seuls utiliseront et sont à même d'utiliser le moindre « décalage du pouvoir ».

Dans la brochure de 1918 ci-dessus mentionnée, il est dit tout net que le « principal ennemi », c'est l'« élément petit-bourgeois ». « Ou bien nous le soumettrons à notre contrôle et recensement, ou bien il jettera bas le pouvoir ouvrier nécessairement et inévitablement, comme ont jeté bas la révolution les Napoléon et les Cavaignac qui surgissent justement sur ce terrain de la petite propriété. La question se pose ainsi, et seulement ainsi. » (Extrait de la brochure publiée le 5 mai 1918, voir plus haut.)

Notre force, c'est la netteté et la clairvoyance absolues avec lesquelles nous escomptons *toutes* les grandeurs de classe en présence, tant russes qu'internationales ; et puis venant de là, une énergie de fer, la fermeté, la décision et l'esprit d'abnégation dans la lutte. Nous avons beaucoup d'ennemis, mais ils sont désunis, ou bien ils ne savent pas ce qu'ils veulent (comme tous les petits bourgeois, tous les Martov et les Tchernov, tous les sans-parti, tous les anarchistes). Tandis que nous sommes unis directement entre nous, et indirectement avec les prolétaires de tous les pays, nous savons ce que nous voulons. Voilà pourquoi nous sommes invincibles à l'échelle mondiale, ce qui n'exclut cependant pas la possibilité d'une défaite de telle ou telle révolution prolétarienne pour un certain laps de temps.

Ce n'est pas sans raison que l'on applique à la petite bourgeoisie le nom d'élément, car c'est bien ce qu'il y a de plus amorphe, indéfini, inconscient. Les Narcisses de la petite bourgeoisie s'imaginent que le « suffrage universel » en régime capitaliste supprime la nature du petit producteur ; or, en réalité, il *aide* la bourgeoisie à se *subordonner* les petits producteurs dispersés, au moyen de l'Eglise, de la presse, de l'Ecole, de la police, de l'armée, de mille formes d'oppression économique. La ruine, la misère, la situation pénible, provoquent des hésitations ; aujourd'hui, on est pour la bourgeoisie, demain pour le prolétariat. Seule l'avant-garde prolétarienne aguerrie est capable de résister et de s'opposer aux hésitations.

Les événements du printemps de 1921 ont montré une fois de plus le rôle des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks : ils aident l'élément petit-bourgeois hésitant à se détacher des bolchéviks, à opérer un « décalage du pouvoir » au profit des capitalistes et des grands propriétaires fonciers. Les *menchéviks et les socialistes-révolutionnaires ont appris maintenant à se maquiller en* « *sans-parti* ». La chose a été entièrement démontrée. Aujourd'hui seuls des imbéciles peuvent ne pas le voir, ne pas comprendre que nous ne saurions nous laisser duper. Les conférences de sans-parti ne sont pas un fétiche. Elles sont précieuses si elles permettent de nous rapprocher de la masse qui n'a pas encore été touchée par notre action, des millions de travailleurs qui sont en dehors de la politique ; mais elles sont nuisibles si elles fournissent une plateforme aux menchéviks et aux socialistes-révolutionnaires, maquillés en « sans-parti ». Ces gens-là favorisent les émeutes, aident les gardes blancs. La place des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires, tant déclarés que maquillés en sans-parti, est dans la prison (ou bien dans les revues paraissant à l'étranger à côté des gardes blancs ; nous avons volontiers laissé partir Martov à l'étranger), mais non pas dans une conférence de sans-parti. On peut et l'on doit trouver d'autres moyens pour connaître le sentiment des masses, pour se rapprocher d'elles. Qu'ils s'en aillent à l'étranger ceux qui désirent jouer au parlementarisme, aux Constituantes, aux conférences de sans-parti ; allez rejoindre Martov, faites donc, ne vous gênez pas ; allez goûter les charmes de la « démocratie » ; interrogez un peu s'il vous plaît les soldats de Wrangel à propos de ces charmes. Quant à nous, nous avons autre chose à faire qu'à jouer aux « oppositions » dans des « conférences ». Nous sommes encerclés par la bourgeoisie mondiale qui guette la moindre hésitation de notre part pour faire revenir les « siens », pour rétablir le pouvoir des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie. Nous garderons en prison les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, tant déclarés que camouflés en « sans-parti ».

Pour nouer des relations plus étroites avec la masse des travailleurs que la politique n'a pas encore touchés, nous emploierons tous les moyens sauf ceux qui donnent le champ libre aux menchéviks et aux socialistes-révolutionnaires, qui donnent le *champ libre à des hésitations avantageuses à Milioukov.* Nous nous appliquerons surtout à faire participer au travail soviétique, et tout d'abord au travail économique, des centaines et des centaines de sans-parti, de sans-parti véritables, sortant de la masse des simples ouvriers et paysans, et non point de ceux qui se sont « camouflés » en sans-parti, pour répéter d'après un guide-âne les instructions des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires, si avantageuses à Milioukov. Dans notre appareil travaillent des centaines et des milliers de sans-parti ; des dizaines d'entre eux occupent des postes très importants, de haute responsabilité. Il faut contrôler davantage leur travail. Faire participer au travail soviétique des milliers et des milliers de travailleurs nouveaux, pris dans le rang, les mettre à l'épreuve de façon systématique et régulière ; élever par centaines aux postes supérieurs ceux d'entre eux qui auront donné satisfaction après épreuve.

Jusqu'à ce jour les communistes de chez nous n'ont pas encore bien compris en quoi consiste leur véritable rôle de direction : ne pas chercher à « tout » faire « soi-même », en se surmenant en vain, en s'attaquant à vingt besognes sans en mener une seule à bonne fin, — mais vérifier le travail de dizaines et de centaines d'auxiliaires, organiser le contrôle de leur travail par en bas, c'est-à-dire par la masse véritable ; *guider* le travail et *s'instruire* auprès de ceux qui possèdent les connaissances nécessaires (les spécialistes) et l'expérience dans l'organisation des grosses entreprises (les capitalistes) . Un communiste intelligent ne craint pas de s'instruire auprès d'un spécialiste militaire, encore que les neuf dixièmes des spécialistes militaires soient capables de nous trahir à toute occasion. Un communiste intelligent ne craindra pas de s'instruire auprès d'un capitaliste (peu importe que ce soit un gros capitaliste concessionnaire, ou un négociant commissionnaire, ou un petit capitaliste coopérateur, etc.), encore que le capitaliste ne vaille pas mieux que le spécialiste militaire. Dans l'Armée rouge nous avons appris à dépister les traîtres parmi les spécialistes militaires, à reconnaître les spécialistes honnêtes et consciencieux, à utiliser, d'une façon générale, des milliers et des dizaines de mille spécialistes militaires. Nous apprenons à en faire autant (sous une forme particulière) avec les ingénieurs, avec les instituteurs, — encore que nous le fassions bien plus mal que dans l'Armée rouge (là Dénikine et Koltchak nous stimulaient rudement, nous obligeaient à nous instruire au plus vite, en y mettant du zèle et de l'intelligence). Nous apprendrons à en faire autant (sous une forme particulière, cette fois aussi) avec les négociants-commissionnaires, avec les agents-acheteurs qui travaillent pour l'Etat, avec les petits capitalistes-coopérateurs, avec les entrepreneurs-concessionnaires, etc. Il faut immédiatement améliorer la situation de la masse ouvrière et paysanne. Nous y parviendrons si nous savons attirer à un travail utile de nouveaux éléments, y compris les sans-parti. L'impôt en nature et les mesures qui s'y rattachent nous aideront en cela. C'est ainsi que nous couperons à la racine le facteur économique qui provoque inévitablement les hésitations du petit producteur. Quant aux hésitations politiques qui ne sont utiles qu'à Milioukov, nous les combattrons sans merci. Les hésitants sont beaucoup. Nous ne sommes pas nombreux. Les hésitants sont désunis. Nous, nous sommes unis. Les hésitants ne sont pas indépendants du point de vue économique. Tandis que le prolétariat est économiquement indépendant. Les hésitants ne savent pas ce qu'ils veulent ; ils voudraient bien par ci, mais il y a du tirage par là, et puis Milioukov l'a défendu. Nous, nous savons ce que nous voulons.

Et c'est pourquoi nous vaincrons.

CONCLUSION

Résumons. L'impôt en nature est une transition du communisme de guerre à des échanges socialistes réguliers de produits.

La ruine extrême, aggravée par la mauvaise récolte de 1920, a fait de cette transition une nécessité impérieuse, vu l'impossibilité de rétablir rapidement la grande industrie.

D'où la nécessité d'améliorer avant tout la situation des paysans. Le moyen : l'impôt en nature, le développement des échanges entre l'agriculture et l'industrie, le développement de la petite industrie.

L'échange, c'est la liberté du commerce, c'est le capitalisme. Il nous est utile dans la mesure où il nous aidera à combattre l'éparpillement des petits producteurs et, jusqu'à un certain point, le bureaucratisme. La mesure nous sera suggérée par l'expérience, par la pratique. Il n'y a là rien de dangereux pour le pouvoir prolétarien, tant que le prolétariat détient fermement le pouvoir, tant qu'il tient solidement dans ses mains les transports et la grande industrie.

La lutte contre la spéculation, il faudra en faire une lutte contre les vols et les tentatives de se dérober à la surveillance, au recensement, au contrôle de l'Etat. Grâce à ce contrôle, nous pourrons, orienter le capitalisme, inévitable jusqu'à un certain point et nécessaire, dans la voie du capitalisme d'Etat.

Développer en tous sens, au maximum, coûte que coûte, l'initiative, l'action indépendante des organisations locales, en vue d'encourager les échanges entre l'agriculture et l'industrie. Etudier l'expérience pratique dans ce domaine. Rendre cette expérience aussi variée que possible.

Aider au développement de la petite industrie qui dessert l'agriculture paysanne et favorise son relèvement. L'Etat devra l'aider jusqu'à un certain point en fournissant des matières premières à la petite industrie. Le plus grand crime, c'est de laisser des matières premières inutilisées.

Les communistes ne doivent pas avoir peur d'« apprendre » auprès des spécialistes bourgeois, y compris les négociants, les petits capitalistes-coopérateurs et les capitalistes. Apprendre auprès d'eux sous une autre forme, mais, quant au fond, de la même manière qu'ils ont étudié et se sont instruits auprès des spécialistes militaires. Les résultats de cet « apprentissage » devront être vérifiés par la seule expérience pratique : fais mieux que les spécialistes bourgeois qui travaillent à côté de toi ; sache obtenir par ce moyen-ci, et puis par ce moyen-là, un relèvement de l'agriculture, un relèvement de l'industrie, le développement des échanges entre l'agriculture et l'industrie. Ne regarde pas à la dépense quand il s'agit « de l'apprentissage », ne regrette pas de le payer cher, pourvu qu'il donne des fruits.

Par tous les moyens, aider la masse des travailleurs, s'en rapprocher, y choisir des centaines et des milliers de travailleurs sans-parti et leur confier des postes dans l'économie. Quant aux « sans-parti » qui, en fait, ne sont que des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires revêtus de l'habit sans-parti à la mode de Cronstadt, nous aurons soin de les garder en prison ou nous les enverrons à Berlin rejoindre Martov, pour qu'ils y jouissent librement de toutes les beautés de la démocratie pure, et puissent librement échanger leurs opinions avec Tchernov avec Milioukov, avec les menchéviks géorgiens.

21 avril 1921.
Publié en brochure, au mois de mai 1921.

THÈSES DU RAPPORT SUR LA TACTIQUE DU PARTI COMMUNISTE RUSSE PRÉSENTÉ AU III^{e} CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

AVANT-PROJET

1. LA SITUATION INTERNATIONALE DE LA R.S.F.S.R.

La situation internationale de la R.S.F.S.R. est caractérisée en ce moment par un certain équilibre, qui, pour instable qu'il soit, n'en a pas moins créé une conjoncture particulière dans la politique mondiale.

Cette particularité est que, d'une part, la bourgeoisie internationale, dans son hostilité et dans sa haine furieuse contre la Russie soviétique, est prête à tout moment à se jeter sur elle pour l'étrangler. D'autre part, toutes les tentatives d'intervention militaire, qui ont coûté à cette bourgeoisie des centaines de millions de francs, ont complètement échoué, encore que le pouvoir des Soviets fût moins fort qu'aujourd'hui, et que les grands propriétaires fonciers et les capitalistes russes eussent des armées entières sur le territoire de la R.S.F.S.R. Dans tous les pays capitalistes, l'opposition à la guerre contre la Russie des Soviets s'est considérablement accentuée ; elle alimente le mouvement révolutionnaire du prolétariat et gagne de très grandes masses de la démocratie petite-bourgeoise. L'antagonisme des intérêts entre les différents pays impérialistes s'est aggravé et s'aggrave chaque jour davantage. Le mouvement révolutionnaire se développe avec une vigueur remarquable parmi les centaines de millions d'hommes que comptent les peuples opprimés d'Orient. Toutes ces conditions ont fait que l'impérialisme international, quoique bien plus fort que la Russie soviétique, s'est trouvé impuissant à l'étrangler ; il a dû pour un temps la reconnaître ou la reconnaître à moitié, passer des traités de commerce avec elle.

Il en est résulté un équilibre extrêmement précaire, extrêmement instable, il est vrai, mais qui cependant permet à la République socialiste — pas pour longtemps, bien entendu — d'exister au milieu des pays capitalistes.

2. LE RAPPORT DES FORCES DE CLASSES A L'ÉCHELLE INTERNATIONALE

En conséquence de cet état de choses, le rapport des forces de classes à l'échelle internationale s'est établi comme suit :

Mise dans l'impossibilité de faire ouvertement la guerre à la Russie soviétique, la bourgeoisie internationale est en attente : elle guette le moment favorable pour recommencer cette guerre.

Partout, dans les pays capitalistes avancés, le prolétariat a déjà formé son avant-garde — les partis communistes qui se développent et s'acheminent sans dévier vers la conquête de la majorité du prolétariat dans chaque pays, en détruisant l'influence des vieux bureaucrates trade-unionistes et des couches supérieures de la classe ouvrière, corrompues par les privilèges impérialistes en Amérique et en Europe.

Dans les pays capitalistes, la démocratie petite-bourgeoise qui, pour sa partie avancée, est représentée par la II^{e} Internationale et l'Internationale $2^{1}/_{2}$ est à l'heure actuelle le principal appui du capitalisme pour autant que son influence s'exerce encore sur la majorité ou une partie considérable des ouvriers et des employés de l'industrie et du commerce, qui craignent qu'en cas de révolution, ils perdront leur bien-être petit-bourgeois relatif, fondé sur les privilèges de l'impérialisme. Mais la crise économique croissante aggrave partout la situation des grandes masses ; cette circonstance, ajoutée au fait de plus en plus évident que les nouvelles guerres impérialistes sont inévitables avec le maintien du capitalisme, rend ledit appui de plus en plus précaire.

Les masses laborieuses des pays coloniaux et semi-coloniaux, qui forment l'immense majorité de la population du globe, ont été éveillées à la vie politique dès le début du XX^{e} siècle, surtout par les révolutions de Russie, de Turquie, de Perse et de Chine. La guerre impérialiste de 1914-1918 et le pouvoir des Soviets en Russie transforment définitivement ces masses en un facteur actif de la politique mondiale et de la destruction révolutionnaire de l'impérialisme, encore que la petite bourgeoisie instruite d'Europe et d'Amérique, y compris les chefs de la II^{e} Internationale et de l'Internationale $2^{1}/_{2}$, s'obstinent à ne pas le remarquer. A la tête de ces pays se trouvent les Indes britanniques où la révolution monte à mesure, d'une part, que le prolétariat industriel et celui des chemins de fer deviennent plus nombreux, et d'autre part, à mesure que devient plus féroce la terreur exercée par les Anglais qui multiplient les massacres (Amritsar), les fustigations publiques, etc.

3. LE RAPPORT DES FORCES DE CLASSES EN RUSSIE

La situation politique intérieure de la Russie soviétique est caractérisée par ce fait que pour la première fois dans l'histoire mondiale, nous y voyons exister, depuis plusieurs années, deux classes seulement : le prolétariat — dont l'éducation a été faite pendant des décades par une grosse industrie mécanisée moderne quoique très jeune, — et la petite paysannerie qui forme l'immense majorité de la population. Les gros propriétaires terriens et les capitalistes n'ont pas disparu en Russie, mais ils ont été expropriés à fond, politiquement défaits comme classe, dont les restes se sont cachés parmi les employés des administrations publiques du pouvoir des Soviets. Ils ont conservé leur organisation de classe à l'étranger : c'est l'émigration qui compte probablement de 1 million $^{1}/_{2}$ à 2 millions d'hommes, qui possède plus de cinquante journaux quotidiens appartenant à tous les partis bourgeois et « socialistes » (c'est-à-dire petits-bourgeois) ; ce sont les restes de l'armée, ainsi que de nombreuses liaisons avec la bourgeoisie internationale. Ces émigrés travaillent de toutes leurs forces et par tous les moyens à détruire le pouvoir des Soviets et à rétablir le capitalisme en Russie.

4. LE PROLÉTARIAT ET LA PAYSANNERIE EN RUSSIE

Devant cette situation intérieure de la Russie la tâche essentielle de l'heure pour son prolétariat, classe dominante, est de bien établir et appliquer les mesures nécessaires pour guider la paysannerie, pour s'allier solidement à elle, pour réaliser une longue suite de transitions graduelles vers la *grosse* agriculture collective mécanisée. Tâche singulièrement difficile en Russie, notre pays étant arriéré et, de plus, entièrement ruiné par sept ans de guerre impérialiste et de guerre civile. Mais même abstraction faite de cette particularité, ladite tâche compte parmi les plus difficiles de l'œuvre de construction socialiste, qui se dresseront devant tous les pays capitalistes, à l'exception peut-être de la seule Angleterre. Mais pour l'Angleterre aussi il ne faut pas oublier que si la classe des petits cultivateurs-fermiers y est très peu nombreuse, par contre le pourcentage y est exceptionnellement élevé des ouvriers et employés qui mènent une existence petite-bourgeoise, par suite de l'esclavage de fait auquel sont réduits des centaines de millions d'hommes dans les colonies « appartenant » à l'Angleterre. Aussi du point de vue du développement de la Révolution prolétarienne mondiale, considérée comme un processus unique, la signification de l'époque traversée par la Russie est que celle-ci doit expérimenter et vérifier pratiquement la politique que le prolétariat au pouvoir exerce à l'égard de la masse petite-bourgeoise.

5. L'ALLIANCE MILITAIRE DU PROLÉTARIAT ET DE LA PAYSANNERIE DE LA R.S.F.S.R.

La base des rapports justes entre le prolétariat et la paysannerie, en Russie soviétique, a été formée à l'époque de 1917-1921, quand l'invasion des capitalistes et des grands propriétaires fonciers, soutenus par toute la bourgeoisie mondiale et tous les partis de la démocratie petite-bourgeoise (socialistes-révolutionnaires et menchéviks) a créé, affermi et cristallisé l'alliance militaire du prolétariat et de la paysannerie pour la défense du pouvoir des Soviets. La guerre civile est la forme la plus aiguë de la lutte de classes ; or, plus cette lutte est aiguë, et plus vite elle consume à son feu toutes les illusions et tous les préjugés petits-bourgeois, plus la réalité montre avec évidence même aux couches les plus arriérées de la paysannerie que seule la dictature du prolétariat peut lui apporter le salut ; que les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks ne sont en fait que les serviteurs des grands propriétaires fonciers et des capitalistes. Mais si l'alliance militaire du prolétariat et de la paysannerie a été — et ne pouvait pas ne pas être — la première forme de leur alliance durable, elle n'aurait pu subsister même pendant quelques semaines sans une certaine alliance économique de ces deux classes. Le paysan a reçu de l'Etat ouvrier toute la terre et la protection contre le grand propriétaire foncier, contre le koulak ; les ouvriers ont reçu des paysans un prêt en produits agricoles, en attendant que la grosse industrie fût rétablie.

6. L'ÉTABLISSEMENT DE RAPPORTS ÉCONOMIQUES NORMAUX ENTRE LE PROLÉTARIAT ET LA PAYSANNERIE

L'alliance des petits paysans et du prolétariat ne deviendra absolument normale et stable du point de vue socialiste, que le jour où les transports et la grosse industrie, parfaitement rétablis, permettront au prolétariat de fournir aux paysans, en échange des produits agricoles, tous les objets industriels dont ils ont besoin pour eux-mêmes et pour améliorer leurs exploitations. Le pays étant ruiné à fond, il nous a été absolument impossible de nous acquitter d'emblée de cette tâche. Le prélèvement des excédents était la mesure la plus praticable pour un Etat insuffisamment organisé ; il lui a permis de tenir bon dans une guerre infiniment dure contre les grands propriétaires fonciers. La mauvaise récolte et la disette de fourrages, en 1920, ont particulièrement aggravé la misère déjà si grande des paysans, et rendu absolument nécessaire le passage immédiat à l'impôt en nature.

L'impôt en nature, s'il est modéré, permet tout de suite d'améliorer sensiblement la situation des paysans ; d'autre part ceux-ci sont intéressés à augmenter les surfaces ensemencées et à améliorer le travail de la terre. L'impôt en nature marque le passage de la réquisition de tous les excédents de blé chez le paysan, à l'échange socialiste régulier des produits entre l'industrie et l'agriculture.

7. DANS QUELLES CONDITIONS ET POURQUOI LE POUVOIR DES SOVIETS ADMET LE CAPITALISME ET LE SYSTÈME DES CONCESSIONS

Bien entendu, l'impôt en nature implique pour le paysan la liberté de disposer des excédents qui lui restent après qu'il s'est acquitté de l'impôt. Puisque l'Etat ne peut pas fournir au paysan les produits de l'usine socialiste en échange de tous ces excédents, la liberté de vendre ces excédents implique nécessairement la liberté du développement du capitalisme.

Cependant, dans les limites indiquées, cela ne présente aucun danger pour le socialisme, tant que les transports et la grosse industrie demeurent entre les mains du prolétariat. Bien au contraire, le développement du capitalisme, contrôlé et réglé par l'Etat prolétarien (c'est-à-dire du capitalisme « d'Etat » pris dans *ce* sens) est avantageux et indispensable (bien entendu, dans une certaine mesure seulement) dans un pays de petits paysans, extraordinairement ruiné et arriéré, pour autant que ce développement est susceptible de hâter l'essor *immédiat* de la petite agriculture. Cela est plus vrai encore pour les concessions : sans procéder à aucune dénationalisation, l'Etat ouvrier donne à ferme telles mines, tels massifs forestiers, tels puits de pétrole, etc., aux capitalistes étrangers, pour en recevoir un supplément d'outillage et de machines qui nous permettront de rétablir au plus vite notre grosse industrie soviétique.

En accordant aux concessionnaires une part de ses précieuses ressources, l'Etat ouvrier paye sans doute un tribut à la bourgeoisie mondiale. Loin de dissimuler ce fait, nous devons bien comprendre qu'il nous est avantageux de payer ce tribut, puisque cela nous permettra de rétablir au plus vite notre grosse industrie et d'améliorer sérieusement la situation des ouvriers et des paysans.

8. LES SUCCÈS DE NOTRE POLITIQUE DU RAVITAILLEMENT

La politique du ravitaillement pratiquée par la Russie soviétique de 1917 à 1921, a été sans nul doute très fruste, imparfaite ; elle a donné lieu à bien des abus. Une série d'erreurs furent commises lors de son application. Mais dans les conditions d'alors elle était en somme la seule possible. Elle a rempli sa mission historique : elle a sauvegardé la dictature du prolétariat dans un pays ruiné et arriéré. Fait incontestable, c'est qu'elle s'est peu à peu perfectionnée. Pendant la première année de notre plein pouvoir (1. VIII. 1918-1. VIII. 1919), l'Etat a recueilli 110 millions de pouds de blé ; dans la seconde — 220, dans la troisième, plus de 285 millions.

Aujourd'hui, forts de l'expérience acquise, nous nous assignons pour tâche et nous comptons recueillir 400 millions de pouds (l'impôt en nature comportant 240 millions de pouds). Ce n'est que lorsque l'Etat ouvrier sera effectivement en possession d'une réserve suffisante de denrées, qu'il aura sous ses pieds une ferme base économique, et pourra assurer le rétablissement, lent, il est vrai, mais incessant, de la grosse industrie, qu'il pourra créer un système financier normal.

9. LA BASE MATÉRIELLE DU SOCIALISME ET LE PLAN D'ÉLECTRIFICATION DE LA RUSSIE

La base matérielle du socialisme ne peut être que la grosse industrie mécanisée, susceptible de réorganiser aussi l'agriculture. Mais on ne saurait se borner à ce principe général. Il importe de le concrétiser. Une grosse industrie de niveau avec la technique moderne et susceptible de réorganiser l'agriculture, c'est l'électrification du pays entier. Il nous fallait entreprendre des recherches scientifiques pour dresser le plan d'électrification de la R.S.F.S.R. : nous l'avons fait. Ces travaux, auxquels ont pris part plus de 200 savants, ingénieurs et agronomes des plus compétents de Russie, ont été exposés dans un ouvrage volumineux et approuvés, dans leurs grandes lignes, par le VIII^{e} congrès des Soviets de Russie, en décembre 1920. A l'heure actuelle, on a déjà préparé la convocation d'un congrès national des électriciens, qui se réunira en août 1921 et étudiera à fond cet ouvrage. Celui-ci recevra alors la sanction définitive de l'Etat. Les travaux d'électrification — première tranche — sont échelonnés sur dix ans ; ils absorberont près de 370 millions de journées de travail.

En 1918 nous avons construit 8 centrales électriques (4.757 kw.) ; en 1919, nous en avons construit 36 (1.648 kw.) et en 1920, 100 (8.699 kw.).

Si modeste que soit ce début pour notre immense pays, le travail n'en est pas moins amorcé, il est en train et va s'améliorant. Le paysan russe, après la guerre impérialiste, après qu'un million de prisonniers en Allemagne ont pris connaissance de la technique moderne avancée, après la dure, mais aguerrissante expérience de trois années de guerre civile, le paysan russe n'est plus ce qu'il était autrefois. Chaque mois qui s'écoule lui montre avec toujours plus d'évidence et de netteté, que seule la direction du prolétariat peut affranchir de l'esclavage capitaliste la masse des petits cultivateurs et les amener au socialisme.

10. LE ROLE DE LA « DÉMOCRATIE PURE », DE LA II^e^ INTERNATIONALE ET DE L'INTERNATIONALE 2 1/2, DES SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES ET DES MENCHÉVIKS, ALLIÉS DU CAPITAL

La dictature du prolétariat, ce n'est pas la cessation de la lutte de classes ; c'est sa continuation sous une forme nouvelle et par des moyens nouveaux. Cette dictature est nécessaire aussi longtemps que les classes sociales subsistent, aussi longtemps que la bourgeoisie renversée dans un seul pays multiplie, décuple ses attaques contre le socialisme à l'échelle internationale. La classe des petits cultivateurs est forcément sujette à des hésitations pendant la période de transition. Les difficultés de cet état de transition, l'influence de la bourgeoisie provoquent inévitablement, de temps à autre, des oscillations dans l'esprit de cette masse. Au prolétariat, affaibli et jusqu'à un certain point déclassé par la destruction de sa base vitale, — la grosse industrie mécanisée, — incombe une tâche historique très difficile, mais sublime s'il en fut : tenir bon malgré ces oscillations, et mener à bien son œuvre d'affranchissement du travail du joug capitaliste.

Politiquement, les oscillations de la petite bourgeoisie se traduisent par la politique des partis démocratiques petits-bourgeois, c'est-à-dire des partis affiliés à la II^e^ Internationale et à l'Internationale 2 1/2, tels que les partis s.-r. (« socialistes-révolutionnaires ») et menchévik en Russie. Ces partis, qui possèdent maintenant à l'étranger leurs états-majors et leurs journaux, font bloc, en fait, avec toute la contre-révolution bourgeoise et la servent fidèlement.

Les chefs intelligents de la grosse bourgeoisie russe avec à leur tête Milioukov, chef du parti des «cadets» («constitutionnels-démocrates»), ont apprécié en termes parfaitement clairs, nets et précis, ce rôle de la démocratie petite-bourgeoise, c'est-à-dire des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks. A l'occasion de l'émeute de Cronstadt, où l'on a vu les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires et les gardes blancs conjuguer leurs efforts, Milioukov s'est prononcé pour le mot d'ordre : « Les Soviets sans bolchéviks ». En développant cette idée, il écrivait : « Place et honneur » aux socialistes-révolutionnaires et aux menchéviks (*Pravda,* n° 64, 1921 ; citation empruntée aux *Dernières Nouvelles* de Paris), car c'est à eux qu'incombe la tâche d'assurer le *premier déplacement* du pouvoir qu'ils auront pris aux bolcheviks. Milioukov, chef de la grosse bourgeoisie, tient exactement compte des enseignements de toutes les révolutions, lesquelles ont montré que la démocratie petite-bourgeoise est incapable de garder le pouvoir ; qu'elle n'a jamais servi qu'à masquer la dictature de la bourgeoisie, qu'elle n'a jamais été qu'un échelon conduisant au pouvoir absolu de la bourgeoisie.

La révolution prolétarienne en Russie confirme une fois de plus cette expérience de 1789-1794 et de 1848-1849; elle confirme les paroles de Frédéric Engels qui, dans une lettre à Bebel du 11 décembre 1884, écrivait : « ...Cela ne l'empêchera pas [la démocratie pure] d'acquérir au moment de la révolution, pour un bref délai, une importance temporaire... *comme dernière ancre de salut de toute l'économie bourgeoise, et même féodale.* C'est ainsi qu'en 1848 toute la masse bureaucratique féodale a soutenu, de mars à septembre, les libéraux *afin de maintenir dans l'obéissance les masses révolutionnaires...* En tout cas, pendant la crise et au lendemain de celle-ci, *notre unique adversaire sera toute la masse réactionnaire groupée autour de la démocratie pure* ; et c'est ce que l'on ne doit, à mon avis, négliger en aucun cas » (publié en russe dans le journal *Kommounistitcheski Troud,* 1921, n° 360 du 9 juin, article du camarade V. Adoratski : « Marx et Engels à propos de la démocratie ». En allemand, dans le livre de Frédéric Engels : *Testament politique,* Berlin 1920, n° 12. *Bibliothèque Internationale de la Jeunesse,* page 19)[76].

N. Lénine.
Moscou, Kremlin, 13 juin 1921.
Publié en brochure, en 1921.

NOUVEAUX TEMPS, ANCIENNES ERREURS SOUS UNE FORME NOUVELLE

Chaque tournant caractéristique de l'histoire entraîne des modifications dans la forme des flottements petits-bourgeois qui se produisent toujours à côté du prolétariat, qui pénètrent toujours dans une mesure ou dans une autre, au sein du prolétariat.

Le réformisme petit-bourgeois, c'est-à-dire la servilité devant la bourgeoisie, servilité dissimulée par de bonnes petites phrases démocratiques et « social »-démocratiques, ainsi que par des vœux impuissants, et le révolutionnarisme petit-bourgeois, en paroles redoutable, bouffi d'orgueil et de vanité, mais en réalité vide de contenu, morcelé, émietté, inepte, — tels sont les deux « courants » de ces flottements. Ils sont inévitables, tant que ne sont pas supprimées les racines profondes du capitalisme. Ils changent de forme aujourd'hui à la suite du revirement qui s'opère dans la politique économique du pouvoir des Soviets.

L'argument essentiel des menchévisants est celui-ci : « Les bolchéviks ont fait marche arrière vers le capitalisme, là est leur perte. La révolution, celle d'Octobre y comprise, n'est donc qu'une révolution bourgeoise ! Vive la démocratie ! Vive le réformisme ! » Que la chose soit dite sur le mode purement menchévik ou socialiste-révolutionnaire, dans l'esprit de la II^{e} Internationale ou de l'Internationale 2$^{1}/_{2}$, le fond est le même. L'argument essentiel des semi-anarchistes tels que le « parti *ouvrier* communiste » allemand ou bien cette fraction de notre ancienne opposition ouvrière qui a quitté le Parti ou s'en écarte, — est celui-ci : « Les bolchéviks ne croient plus aujourd'hui en la classe ouvrière ! » Et d'en déduire des mots d'ordre qui ressemblent plus ou moins à ceux de Cronstadt, au printemps de 1921.

Opposer avec le plus de lucidité et de précision possible aux lamentations et à la panique des philistins du réformisme et des philistins du révolutionnarisme, les faits incontestables et le rapport réel des forces de classes : telle est la tâche des marxistes.

Rappelez-vous les étapes principales de notre révolution. Première étape, purement politique, pour ainsi dire, du 25 octobre au 5 janvier, jusqu'à la dissolution de la Constituante. En quelque dix semaines, nous avons fait cent fois plus pour supprimer réellement et à fond les vestiges du féodalisme en Russie, que ne l'avaient fait les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires dans les huit mois (février-octobre 1917) de *leur* gouvernement. Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, et à l'étranger tous les héros de l'Internationale 2$^{1}/_{2}$, étaient à l'époque de misérables auxiliaires de la réaction. Quant aux anarchistes, ou bien ils se tenaient à l'écart, désemparés ; ou bien ils nous aidaient. La révolution, alors, était-elle bourgeoise ? Oui, certes, pour autant que nous avons alors achevé la révolution démocratique bourgeoise, pour autant qu'il n'y avait pas encore de lutte de classes au sein de la « paysannerie ». Mais dans le même temps nous avons fait énormément de choses *en plus* de la révolution bourgeoise, pour la révolution socialiste, prolétarienne : 1° Nous avons déployé comme jamais les forces de la classe ouvrière, pour *qu'elle* utilisât le pouvoir de l'Etat. 2° Nous avons porté un coup, ressenti dans le monde entier, aux fétiches de la démocratie petite-bourgeoise, à la Constituante et aux « libertés » bourgeoises, telle la liberté de la presse pour les riches. 3° Nous avons créé le *type* soviétique de l'Etat, pas gigantesque en avant, après 1793 et 1871.

Deuxième étape. La paix de Brest-Litovsk. Le déchaînement de la phrase révolutionnaire contre la paix, — phrase semi-patriotique chez les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks, phrase « gauchiste » chez une partie des bolchéviks. Pris de panique ou avec une joie maligne le philistin répétait : « Du moment qu'ils ont fait la paix avec l'impérialisme, ils sont perdus. » Mais socialistes-révolutionnaires et menchéviks faisaient la paix avec l'impérialisme, comme participants à la spoliation des ouvriers par la bourgeoisie. Nous avons « fait la paix », nous, en livrant au spoliateur une partie de nos biens pour sauver le pouvoir des ouvriers et porter au spoliateur des coups encore plus sensibles. On nous a rebattu alors les oreilles en disant que nous « ne croyons pas aux forces de la classe ouvrière » ; mais nous n'avons pas été dupes de ces phrases.

Troisième étape. Guerre civile depuis les Tchécoslovaques et les « constituants » jusqu'à Wrangel, 1918-1920. Notre Armée rouge n'existait pas au début de la guerre. Aujourd'hui encore elle est insignifiante en regard de n'importe quelle armée des pays de l'Entente, si l'on compare les forces matérielles, Et cependant nous avons vaincu dans la lutte contre l'Entente, universellement puissante. L'alliance des paysans et des ouvriers, sous la direction du pouvoir d'Etat prolétarien, a été portée, comme une conquête de l'histoire universelle à une hauteur jamais vue. Menchéviks et socialistes-révolutionnaires ont joué le rôle d'auxiliaires de la monarchie, aussi bien déclarés (ministres, organisateurs, prédicateurs) que dissimulés (voyez la position la plus « subtile » et la plus abjecte des Tchernov et des Martov qui tout en faisant mine de s'en laver les mains, travaillaient en réalité par la

plume contre nous). Les anarchistes eux aussi s'agitaient, impuissants : une partie d'entre eux nous aidait, l'autre partie gâchait le travail par ses cris contre la discipline militaire ou par son scepticisme.

Quatrième étape. L'Entente est obligée de faire cesser (est-ce pour longtemps ?) l'intervention et le blocus. Notre pays ruiné à l'extrême commence à peine à se remettre ; c'est maintenant seulement qu'il aperçoit toute l'étendue du désastre : il connaît la plus épouvantable détresse : arrêt de l'industrie, mauvaises récoltes, famine, épidémies.

Nous voici arrivés au point culminant et, en même temps, le plus difficile de notre lutte historique d'une portée mondiale. En ce moment précis, pour la période de temps actuelle, l'ennemi n'est pas le même qu'hier. L'ennemi, ce ne sont plus les hordes de gardes blancs dirigées par les hobereaux que soutiennent tous les menchéviks et socialistes-révolutionnaires, toute la bourgeoisie internationale. L'ennemi, c'est la grisaille quotidienne de l'économie dans un pays de petite agriculture où la grosse industrie est ruinée. L'ennemi, c'est l'élément petit-bourgeois qui nous entoure comme l'air et pénètre fortement dans les rangs du prolétariat. Or celui-ci est déclassé, c'est-à-dire qu'il a été mis hors de son milieu social. Fabriques et usines chôment — le prolétariat est affaibli, dispersé, sans forces. Et l'élément petit-bourgeois à l'intérieur du pays est soutenu par toute la bourgeoisie internationale, dont la puissance s'affirme encore dans le monde entier.

Le moyen de ne pas flancher ? Surtout pour des héros comme les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, comme les chevaliers de l'Internationale $2^1/_2$, comme les anarchistes impuissants, comme les amateurs de phrases « gauchistes ». « Les bolchéviks reviennent au capitalisme. C'en est fait des bolchéviks ; leur révolution n'a pas dépassé, elle non plus, le cadre d'une révolution bourgeoise. » Ces jérémiades, nous les entendons en quantité.

Mais nous nous y sommes déjà faits.

Nous ne minimisons pas le danger. Nous le regardons bien en face. Nous disons aux ouvriers et aux paysans : le danger est grand ; plus de cohésion, de fermeté, de sang-froid ; chassez avec mépris hors de vos rangs les menchévisants, les suiveurs des socialistes-révolutionnaires, les semeurs de panique et les braillards.

Le danger est grand. L'ennemi est beaucoup plus fort que nous économiquement, comme hier il était beaucoup plus fort que nous au point de vue militaire. Nous le savons, et c'est là notre force. Nous avons déjà fourni un effort si prodigieux pour affranchir la Russie du féodalisme, pour développer toutes les forces des ouvriers et des paysans, pour la lutte contre l'impérialisme à l'échelle mondiale, ainsi que pour le mouvement prolétarien international, débarrassé des platitudes et des bassesses de la II^e Internationale et de l'Internationale $2^1/_2$ — que les cris de panique n'ont plus de prise sur nous. Notre activité révolutionnaire, nous l'avons « justifiée » pleinement et même au delà : nous avons montré dans les faits au monde entier ce dont est capable l'esprit révolutionnaire prolétarien, à la différence de la « démocratie » menchévico-socialiste-révolutionnaire et du réformisme pusillanime dissimulé sous des phrases de parade.

Ceux qui craignent la défaite à la veille de la grande bataille, ne peuvent s'intituler socialistes que pour se moquer des ouvriers. Précisément parce que nous n'avons pas peur de regarder le danger en face, nous utilisons mieux nos forces pour la lutte, nous pesons les chances avec plus de lucidité, plus de prudence, plus de circonspection ; nous faisons toutes les concessions susceptibles de nous renforcer et de diviser les forces ennemies (aujourd'hui, tous jusqu'au dernier imbécile comprennent que la « paix de Brest-Litovsk » fut une concession qui nous avait renforcés, et avait divisé les forces de l'impérialisme international).

Les menchéviks clament que l'impôt en nature, la liberté du commerce, l'autorisation des concessions et du capitalisme d'Etat, signifient la faillite du communisme. A ces menchéviks est venu se joindre, à l'étranger, l'ex-communiste Lévy ; ce Lévy, il fallait le défendre tant qu'on pouvait essayer d'expliquer ses fautes comme une réaction contre les erreurs commises en Allemagne par les communistes de « gauche », surtout en mars 1921. Mais on ne saurait plus défendre ce Lévy qui, au lieu de reconnaître son tort, glisse au menchévisme sur toute la ligne.

Aux braillards menchéviks nous rappellerons simplement ce fait que, déjà au printemps de 1918, les communistes avaient proclamé et défendu l'idée d'un bloc, d'une alliance avec le capitalisme d'Etat contre l'élément petit-bourgeois. C'était il y a trois ans ! Dans les premiers mois de la victoire bolchévique ! Déjà à ce moment les bolchéviks ont fait preuve de lucidité. Et depuis, nul n'a pu réfuter la justesse de notre lucide évaluation des forces en présence.

Glissé au menchévisme, Lévy conseille aux bolchéviks (tout en « prédisant » la victoire du capitalisme, sur ces derniers, de même que tous les petits bourgeois, démocrates, social-démocrates, etc., avaient prédit notre perte au cas où nous dissoudrions la Constituante !) d'appeler à leur aide *l'ensemble* de la classe ouvrière ! Car jusqu'à ce jour, voyez-vous, ils n'étaient aidés que par une *partie de celle-ci !*

Ici l'attitude de Lévy coïncide de façon remarquable avec celle des semi-anarchistes et braillards, en partie avec quelques-uns de l'ex-« opposition ouvrière », qui se plaisent à proclamer solennellement qu'aujourd'hui les bolchéviks « ne croient plus aux forces de la classe ouvrière». Cette notion de « forces de la classe ouvrière», menchéviks et anarchisants en font un fétiche, incapables qu'ils sont de réfléchir à son contenu réel, concret. A l'étude et à l'analyse de ce contenu, on substitue la déclamation.

Ces messieurs de l'Internationale $2^1/_2$ désirent passer pour révolutionnaires ; mais en fait, chaque fois qu'il se présente une situation grave, ils se montrent contre-révolutionnaires car ils craignent la destruction violente de l'ancien appareil d'Etat et ne croient pas aux forces de la classe ouvrière. Quand nous le disions à propos des socialistes-révolutionnaires et C^{ie}, ce n'était point une phrase pour nous. Tout le monde sait que la Révolution d'Octobre a de fait mis en avant des forces nouvelles, une nouvelle classe ; qu'à l'heure présente les meilleurs représentants du prolétariat gouvernent la Russie ; ils ont créé une armée, l'ont commandée, ils ont créé l'administration locale, etc., ils dirigent l'industrie, et ainsi de suite. Et si des déformations bureaucratiques se manifestent dans cette gestion gouvernementale, loin de dissimuler ce mal, nous le dénonçons, nous le combattons. Ceux à qui la lutte contre les déformations du nouveau régime fait oublier le contenu de ce dernier, fait oublier que la classe ouvrière a créé et dirige un Etat de type soviétique, ceux-là tout bonnement ne savent pas penser, ils jettent leurs paroles au vent.

Mais les « forces de la classe ouvrière » ne sont pas illimitées. Si aujourd'hui l'afflux de forces neuves de la classe ouvrière est faible, et parfois très faible ; si en dépit de tous les décrets, appels, agitation, en dépit de tous les ordres relatifs à la « promotion des sans-parti » l'afflux des forces demeure faible, alors s'en tenir quitte par des déclamations sur le « manque de confiance dans les forces de la classe ouvrière », c'est glisser dans une phraséologie creuse. Sans une certaine « trêve », ces forces neuves n'existeront pas ; elles ne pourront se développer que lentement ; ce n'est que sur la base de la grosse industrie rétablie (c'est-à-dire, en termes plus exacts et plus concrets, sur la base de l'électrification) qu'elles peuvent surgir. *Pas autrement.*

Après des efforts d'une intensité extrême, sans précédent dans le monde, la classe ouvrière de ce pays de petite agriculture ruiné, la classe ouvrière qui a grandement souffert d'avoir été déclassée, a besoin d'un intervalle de temps pour que les nouvelles forces puissent grandir, se ramasser, pour que les forces usées et défaillantes puissent « se refaire ». La création de l'appareil militaire et d'Etat qui a su résister victorieusement aux épreuves des années 1917-1921, a été une grande chose qui a occupé, absorbé, épuisé les « forces » réelles (et non pas celles que les braillards évoquent dans leurs déclamations), « de la classe ouvrière ». Il faut le comprendre et tenir compte de ce fait que la croissance *ralentie* des forces *nouvelles* de la classe ouvrière est nécessaire, plus exactement inévitable.

Les clameurs des menchéviks criant au « bonapartisme » des bolchéviks (ceux-ci, disent-ils, prennent appui sur l'armée et sur l'appareil de l'Etat contre la volonté de la « démocratie»), expriment parfaitement la tactique de la bourgeoisie, et Milioukov a raison de la soutenir, de soutenir les mots d'ordre « de Cronstadt » (printemps 1921). La bourgeoisie se rend bien compte que les *réelles* « forces de la classe ouvrière » sont formées aujourd'hui de la puissante avant-garde de cette classe (le Parti communiste russe qui, non pas d'emblée, mais au cours de vingt-cinq ans, s'est acquis par son action le rôle, la force, le titre d' « avant-garde » de la seule classe révolutionnaire), et puis des éléments le plus affaiblis par le déclassement et le plus susceptibles de flottements menchéviks et anarchistes.

Sous le mot d'ordre : « Plus de confiance en la force de la classe ouvrière », on travaille *en fait,* aujourd'hui, à renforcer les influences menchéviques et anarchistes : au printemps 1921, Cronstadt l'a montré et démontré avec une entière évidence. Tout ouvrier conscient a le devoir de démasquer et de chasser loin de lui ceux qui crient à notre « manque de confiance dans les forces de la classe ouvrière », car ces braillards sont en fait les auxiliaires de la bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers, au profit desquels ils travaillent à affaiblir le prolétariat en élargissant l'influence des menchéviks et des anarchistes.

C'est là que « gît le lièvre » si l'on réfléchit avec lucidité au sens véritable de ces mots : les « forces de la classe ouvrière » !

Hé, bonnes gens, où donc est votre travail ? Et qu'avez-vous fait pour mettre effectivement en avant les sans-parti sur le « front » le plus important aujourd'hui, le front économique, pour les associer à l'œuvre d'édification de l'économie nationale ? Voilà la question que les ouvriers conscients doivent poser aux braillards. Voilà comment on peut et l'on doit toujours démasquer les braillards, montrer qu'en fait, loin d'aider, ils entravent l'édification économique ; que loin d'aider, ils entravent le cours de la révolution prolétarienne ; qu'ils sont les agents des tendances non point prolétariennes, mais petites-bourgeoises ; qu'ils servent une classe qui n'est pas la nôtre.

Notre mot d'ordre est : A bas les braillards ! A bas les inconscients auxiliaires des gardes blancs, qui répètent les fautes des misérables émeutiers de Cronstadt, du printemps de 1921 ! Tous au travail pratique et sérieux, et tenons compte de la particularité de la situation actuelle et de ses tâches ! Ce ne sont pas des phrases mais des actes qu'il nous faut. La saine compréhension de cette particularité et des forces de classe réelles, et non fantaisistes, nous dit :

— Après une période de réalisations sans précédent quant à l'activité créatrice du prolétariat dans le domaine militaire, administratif et politique, s'est ouverte — non par hasard, mais nécessairement, non par la faute d'individus ou de partis, mais en conséquence de la situation objective — une période de croissance beaucoup plus lente des forces neuves. Dans le domaine économique le travail d'édification est forcément plus difficile, plus lent, plus graduel: cela tient à la nature même de ce travail, si on le compare au travail militaire, administratif et politique. Cela tient à ses difficultés particulières et au fait que le terrain à cultiver, s'il est permis de s'exprimer ainsi, est plus en profondeur.

Aussi, est-ce avec une très grande, une triple circonspection que nous essaierons de définir nos tâches à cette étape nouvelle, supérieure de la lutte. Définissons-les avec le plus de modestie possible, avec le plus grand nombre de concessions, bien entendu dans les limites de ce que le prolétariat *peut* céder, tout en restant la classe dominante ; rentrée aussi rapide que possible d'un impôt en nature modéré ; maximum de liberté pour développer, renforcer et rétablir l'économie paysanne ; Iles entreprises dont nous n'avons pas absolument besoin, nous les confierons à des affermataires y compris les capitalistes privés de chez nous et les concessionnaires étrangers. Ce qu'il nous faut, c'est un bloc ou une alliance de l'Etat prolétarien et du capitalisme d'Etat contre l'élément petit-bourgeois. Cette alliance, il importe de la réaliser de façon judicieuse selon la devise : « Il faut peser et creuser avant de prendre parti ». Nous garderons pour nous-mêmes un domaine de travail moindre, rien que ce qui nous est absolument nécessaire. Nous concentrerons en ce *secteur moindre* les forces affaiblies de la classe ouvrière, mais en revanche nous fortifierons davantage nos positions, en nous mettant nous-mêmes pratiquement à l'épreuve, non pas une, ni deux, mais maintes fois. Pas à pas, de pouce en pouce : aujourd'hui, sur un chemin aussi difficile, en de si dures conditions, au milieu de tels dangers, une « armée » comme la nôtre *ne peut* avancer autrement. Ceux pour qui ce travail est « ennuyeux », « inintéressant », « incompréhensible », ceux qui froncent le nez ou tombent dans la panique, ceux qui se laissent griser par la déclamation sur l'absence de l'« ancien élan », de l'« ancien enthousiasme », etc., — ceux-là, on ferait mieux de les « libérer du travail » et de les reléguer aux archives afin de les mettre hors d'état de nuire, puisqu'ils ne veulent pas ou ne savent pas réfléchir à ce qu'il y a de particulier dans le stade actuel, dans l'étape actuelle de la lutte.

C'est dans les conditions d'un pays ruiné à fond et où les forces du prolétariat ont été épuisées en des efforts presque surhumains, que nous entreprenons l'œuvre la plus difficile : jeter les fondements d'une économie vraiment socialiste, organiser des échanges rationnels de marchandises (plus exactement : des échanges de produits) entre l'industrie et l'agriculture. L'ennemi est encore beaucoup plus fort que nous ; l'échange anarchique, spéculateur, individuel, sape notre travail à chaque instant. Nous voyons bien les difficultés et nous les surmonterons obstinément, de façon systématique. Laissons plus d'initiative, plus d'activité créatrice aux organismes locaux, portons-y le maximum de forces, accordons le maximum d'attention à leur expérience pratique. La classe ouvrière peut guérir ses blessures, rétablir sa « force de classe » prolétarienne ; la paysannerie peut affermir sa confiance en la direction du prolétariat, *seulement* dans la mesure où l'industrie sera véritablement rétablie avec succès, et où l'Etat organisera des échanges rationnels, avantageux aux paysans comme aux ouvriers. C'est dans la mesure de ces réalisations que nous aurons un afflux de forces nouvelles, peut-être se produira-t-il moins vite que nous le souhaitons tous, mais nous l'aurons.

En avant pour un travail moins rapide mais plus prudent, plus ferme, et plus persévérant !

N. Lénine.
20 août 1921.
Publié dans la Pravda, n° 190, du 28 août 1921.

SUR L'ÉPURATION DU PARTI

L'épuration du Parti a pris visiblement les proportions d'un travail sérieux, infiniment important.

Il est des endroits où l'on épure le Parti, en se basant surtout sur l'expérience, sur les indications des ouvriers sans-parti, en s'inspirant de leurs suggestions, en tenant compte de l'avis des représentants de la masse des prolétaires sans-parti. C'est ce qui est le plus précieux, le plus important. Si nous pouvions réellement épurer *ainsi* le Parti du sommet à la base, « sans égard aux personnes », ce serait là une conquête vraiment considérable de la révolution.

Car les conquêtes de la révolution ne peuvent plus être aujourd'hui ce qu'elles étaient auparavant. Elles changent nécessairement de caractère, du fait que le front militaire a cédé la place au front économique, du fait que nous passons à une nouvelle politique économique, du fait que des conditions se présentent qui réclament en premier lieu le relèvement du rendement du travail, le renforcement de la discipline du travail. Dans une telle période, la principale conquête de la révolution consiste en une amélioration intérieure, peu saillante, qui ne saute pas aux yeux, qu'on ne voit pas de prime abord : amélioration du travail, de son organisation, de ses résultats ; amélioration dans le sens de la lutte contre les influences dissolvantes que l'élément petit-bourgeois et petit-bourgeois anarchiste exerce sur le prolétariat et sur le Parti. Pour réaliser cette amélioration, il faut épurer le Parti, le débarrasser des éléments qui perdent le contact avec la masse (sans parler, bien entendu, des éléments qui déshonorent le Parti aux yeux de la masse). Il est évident que nous n'obéirons pas à toutes les suggestions de la masse, car elle aussi se laisse quelquefois emporter, surtout aux années de fatigue exceptionnelle, de surmenage, de privations et de souffrances excessives, par des dispositions d'esprit qui n'ont rien de progressiste. Mais éminemment précieuses sont les indications de la masse prolétarienne sans-parti, et en mainte occasion celles de la masse paysanne sans-parti, pour juger les hommes, répudier les « intrus », les « grands-seigneurs », les « bureaucratisés ». La masse laborieuse saisit avec un instinct admirable la différence entre les communistes honnêtes et dévoués et ceux qui inspirent un sentiment de dégoût à l'homme qui gagne son pain à la sueur de son front, à celui qui n'a aucun privilège, aucun « passe-droit ».

Epurer le Parti en tenant compte des indications des travailleurs sans-parti est une grande chose. Elle nous donnera de sérieux résultats. Elle fera du Parti une avant-garde de la classe prolétarienne bien plus forte qu'avant ; elle en fera une avant-garde plus solidement liée à la classe, plus capable de la conduire à la victoire, au milieu d'une foule de difficultés et de dangers.

En fait d'épuration du Parti, j'indiquerai une tâche particulière, celle qui consiste à l'épurer des anciens menchéviks. Selon moi, de tous les menchéviks qui ont adhéré au Parti après le début de 1918, on devrait en laisser dans le Parti, mettons, un centième tout au plus ; encore faudra-t-il vérifier chacun de ceux qu'on garde, trois et quatre fois. Pourquoi ? Parce que dans la période de 1918 à 1921, les menchéviks, comme courant politique, ont révélé deux traits qui leur sont propres : le premier, c'est l'art de s'adapter habilement, de « s'accrocher » au courant qui domine parmi les ouvriers ; le second, c'est de servir encore plus habilement, corps et âme, la garde blanche, de la servir en fait tout en la reniant en paroles. Ces deux traits découlent de toute l'histoire du menchévisme : il suffit de se rappeler le « congrès ouvrier » d'Axelrod[77], l'attitude des menchéviks envers les cadets (et envers la monarchie) en paroles et en fait, etc., etc. Les menchéviks « s'accrochent » au Parti communiste russe, non seulement et non pas tant par machiavélisme (encore que pour les procédés de diplomatie bourgeoisie, les menchéviks aient prouvé dès 1903 qu'ils étaient passés maîtres en la matière) que par leur « faculté d'adaptation ». Tout opportuniste se distingue par sa faculté d'adaptation (mais toute adaptation n'est pas de l'opportunisme), et les menchéviks, en tant qu'opportunistes, s'adaptent, pour ainsi dire, « par principe » au courant qui domine parmi les ouvriers, changent de couleur pour mieux se dissimuler comme le lièvre qui devient blanc en hiver, Cette faculté des menchéviks, il faut la connaître et en tenir compte. Or, en tenir compte, cela revient à épurer le Parti d'environ quatre-vingt-dix-neuf centièmes des menchéviks qui ont adhéré au P.C.R. après 1918, c'est-à-dire au moment où la victoire des bolchéviks est devenue d'abord probable, et puis certaine.

Il faut chasser du Parti les filous, les communistes bureaucratisés, malhonnêtes, mous, et les menchéviks qui ont « repeint façade » mais qui, dans l'âme, sont restés des menchéviks.

N. Lénine.
20 septembre 1921.
Publié dans le tract d'« Agit-Rosta », n° 20, le 21 septembre 1921.

POUR LE QUATRIÈME ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE

Voici venir le quatrième anniversaire du 25 octobre (7 novembre). Plus cette grande journée s'éloigne de nous, et plus clair devient le rôle de la révolution prolétarienne en Russie, plus profondément aussi nous méditions l'expérience pratique de notre travail, considérée dans son ensemble.

Si l'on veut donner un aperçu très succinct et, partant fort incomplet, insuffisamment précis, de ce rôle et de cette expérience, voici ce qu'on peut dire. La révolution en Russie s'assignait comme objectif direct, immédiat, une tâche démocratique bourgeoise : supprimer les vestiges du moyen âge, les faire disparaître à jamais, nettoyer la Russie de cette barbarie, de cette honte, de ce qui freinait démesurément toute culture et tout progrès dans notre pays. Et nous sommes en droit d'être fiers d'avoir opéré ce nettoyage beaucoup plus résolument, plus vite, plus hardiment, avec beaucoup plus de succès, d'ampleur et de profondeur — du point de vue de l'action exercée sur la masse populaire, sur le gros de cette masse — que ne l'avait fait la Grande révolution française, il y a plus de 125 ans.

Anarchistes et démocrates petits-bourgeois (c'est-à-dire les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, en tant que représentants russes de ce type social international) ont embrouillé et continuent à embrouiller terriblement la question du rapport entre la révolution démocratique bourgeoise et la révolution socialiste *(c'est-à-dire* prolétarienne). La justesse de notre conception du marxisme sur ce point, de notre façon d'utiliser l'expérience des révolutions passées s'est, depuis quatre ans, pleinement vérifiée. Nous avons, comme personne, mené *jusqu'au bout* la révolution démocratique bourgeoise. C'est en toute conscience, d'un pas ferme et sans dévier que nous marchons *en avant,* vers la révolution socialiste, sachant qu'elle n'est pas séparée de la révolution démocratique bourgeoise par une muraille de Chine, sachant que *seule la lutte* décidera de l'avance que nous réussirons à prendre (en fin de compte), de la portion de notre tâche infiniment grande que nous exécuterons, de la partie de nos victoires que nous consoliderons. Qui vivra verra. Mais dès aujourd'hui nous voyons qu'un travail prodigieux — pour un pays ruiné, exténué, arriéré — a été accompli quant à la transformation socialiste de la société.

Mais terminons cet aperçu sur le contenu démocratique bourgeois de notre révolution. Les marxistes doivent comprendre ce qu'il en est. A titre d'illustration, prenons quelques exemples pratiques.

Le contenu démocratique bourgeois de la révolution, c'est l'élimination des coutumes moyenâgeuses, du servage, du féodalisme dans les rapports sociaux (régime, institutions).

Quelles étaient les manifestations essentielles, survivances et vestiges du servage en Russie à la veille de 1917 ? La monarchie, les castes, la propriété terrienne et la jouissance du sol, la situation de la femme, la religion, l'oppression des nationalités. Prenez n'importe laquelle de ces « écuries d'Augias» laissées, soit dit à propos, dans une notable mesure, incomplètement nettoyées par tous les Etats avancés au moment où ils firent *leurs* révolutions démocratiques bourgeoises, il y a 125, 250 ans et plus (1649 en Angleterre), — prenez n'importe laquelle de ces écuries d'Augias : vous verrez que nous les avons nettoyées à fond. En quelque *dix semaines,* depuis le 25 octobre (7 novembre) 1917 jusqu'à la dissolution de la Constituante (5 janvier 1918), nous avons fait dans ce domaine mille fois plus que n'ont fait, *en huit mois* d'exercice de leur pouvoir, démocrates et libéraux bourgeois (cadets) et démocrates petits-bourgeois (menchéviks et socialistes-révolutionnaires).

Ces poltrons, ces bavards, ces Narcisses épris d'eux-mêmes et ces Hamlet au petit pied, brandissaient un glaive de carton — et ils n'ont pas même supprimé la monarchie ! Nous avons vidé l'ordure monarchique comme jamais personne ne l'a fait. Nous n'avons pas laissé pierre sur pierre, brique sur brique, de l'édifice séculaire du régime des castes (jusqu'à présent les pays les plus avancés, comme l'Angleterre, la France, l'Allemagne n'ont pas encore fait disparaître les vestiges des ordres !). Les racines les plus profondes de ce régime, savoir : les restes de la féodalité et du servage dans la propriété terrienne, nous les avons extirpées à fond. « On peut discuter » (il y a à l'étranger suffisamment de littérateurs, de cadets, de menchéviks et de socialistes-révolutionnaires pour se livrer à ces discussions) sur la question de savoir ce qui résultera « au bout du compte » des réformes agraires de la Grande Révolution d'Octobre. Nous ne sommes pas disposés aujourd'hui à perdre notre temps à ces discussions, car c'est par la lutte que nous tranchons ce différend et toute la masse des différends qui s'y rattachent. Mais on ne saurait contester le fait que, huit mois durant, les démocrates petits-bourgeois « se sont entendus » avec les grands propriétaires fonciers, dépositaires des traditions du servage, tandis que quelques semaines nous ont suffi pour balayer à jamais de la terre russe ces propriétaires et toutes leurs traditions.

Prenez la religion, ou l'absence de droits pour la femme, ou l'oppression et l'inégalité en droits pour les nationalités non russes. Autant de problèmes relevant de la révolution démocratique bourgeoise. Les plats personnages de la démocratie petite-bourgeoise ont palabré sur ce thème huit mois durant ; il n'est *pas un seul pays,* parmi les plus avancés du monde, où *ces* questions aient été résolues *jusqu'au bout* dans le sens *démocratique bourgeois.* Chez nous, elles ont été résolues jusqu'au bout par la législation de la Révolution d'Octobre. Nous avons combattu pour de bon et continuons de combattre la religion. Nous avons octroyé à *toutes* les nationalités non russes *leurs propres* républiques ou régions autonomes. La Russie ne connaît plus cette bassesse, cette infamie et cette ignominie, qu'est l'absence de droits ou l'inégalité des droits pour la femme, cette survivance révoltante de la féodalité et du moyen âge, replâtrée dans tous les pays du globe, sans exception aucune, par la bourgeoisie cupide et la petite bourgeoisie obtuse et effarée.

C'est là le contenu de la révolution démocratique bourgeoise. Il y a cent cinquante et deux cent cinquante ans, les chefs éclairés de cette révolution (de ces révolutions, s'il s'agit de chaque variété nationale d'un type commun) avaient promis aux peuples d'affranchir l'humanité des privilèges moyenâgeux, de l'inégalité de la femme, des prérogatives accordées par l'Etat à telle ou telle religion (ou « à *l'idée* de religion », à la « religiosité » en général), de l'inégalité des nationalités. Cette promesse, ils ne l'ont pas tenue. Ils ne pouvaient le faire, car ils en ont été empêchés par le « respect » de la « sacro-sainte propriété privée ». Notre révolution prolétarienne n'avait pas ce « respect » maudit à l'égard de ces survivances moyenâgeuses trois fois maudites et de cette « sacro-sainte propriété privée ». Mais pour consolider, au profit des peuples de Russie, les conquêtes de la révolution démocratique bourgeoise, nous devions gagner du terrain. C'est ce que nous avons fait. Nous avons résolu les problèmes de la révolution démocratique bourgeoise en passant, en cours de route, comme un « produit accessoire » de notre principale et véritable action révolutionnaire, *prolétarienne,* socialiste. Les réformes, avons-nous toujours dit, sont un produit accessoire de la lutte de classes révolutionnaire. Les réformes démocratiques bourgeoises — nous l'avons dit et l'avons prouvé par nos actes — sont un produit accessoire de la révolution prolétarienne, c'est-à-dire socialiste. Au reste, tous les Kautsky, Hilferding, Martov, Tchernov, Hilquit, Longuet, MacDonald, Turati et autres bonzes du marxisme « $II^{1/2}$ » n'ont pas su comprendre *ce* rapport entre la révolution démocratique bourgeoise et la révolution socialiste prolétarienne. La première se transforme en la seconde. La seconde résout, en passant, les problèmes de la première. La seconde corrobore l'œuvre de la première. La lutte, et la lutte seule, décide dans quelle mesure la seconde réussit à surpasser la première.

Le régime soviétique est précisément l'une des confirmations ou manifestations éclatantes de cette transformation d'une révolution en une autre. Le régime soviétique est le maximum de démocratisme pour les ouvriers et les paysans ; en même temps, il implique la rupture avec le démocratisme *bourgeois* et l'apparition, dans l'histoire mondiale, d'un *nouveau type* de démocratie, savoir : le démocratisme prolétarien ou la dictature du prolétariat.

Que les cabots et les porcs de la bourgeoisie agonisante et de la démocratie petite-bourgeoise qui se traîne à sa suite, nous accablent de malédictions, d'injures, de railleries pour les impairs et les erreurs que nous commettons en construisant *notre* régime soviétique. Nous n'oublions pas un instant que nous avons commis et commettons encore une foule d'impairs et d'erreurs. Le moyen de ne pas en commettre dans une oeuvre aussi neuve dans l'histoire mondiale qu'est la création d'un *type* encore inconnu de régime d'Etat ! Nous lutterons sans désemparer pour corriger nos impairs et nos erreurs, pour améliorer l'application très imparfaite que nous faisons des principes soviétiques. Mais nous sommes en droit d'être fiers, et nous le sommes en effet, de ce que le bonheur nous soit échu de *commencer* la construction de l'Etat soviétique, de *commencer* ainsi une nouvelle époque de l'histoire mondiale, époque de domination d'une *nouvelle* classe, opprimée dans tous les pays capitalistes et s'acheminant partout vers une vie nouvelle, vers la victoire sur la bourgeoisie, vers la dictature du prolétariat, vers l'affranchissement de l'humanité du joug du capital, des guerres impérialistes.

La question des guerres impérialistes, de la politique internationale du capital financier prédominant aujourd'hui dans le monde entier, — politique qui *inéluctablement* engendre de nouvelles guerres impérialistes et pousse nécessairement à une accentuation inouïe de l'oppression nationale, du pillage, du brigandage, de l'étranglement des petites nationalités faibles et arriérées par une poignée de puissances « avancées » —, cette question, depuis 1914, est devenue la pierre angulaire de toute la politique de tous les pays du globe. C'est une question de vie ou de mort pour des dizaines de millions d'êtres humains. C'est la question de savoir si dans la prochaine guerre impérialiste que la bourgeoisie prépare sous nos yeux et que nous voyons surgir du capitalisme, il sera exterminé 20 millions d'hommes (au lieu des 10 millions de tués pendant la guerre de 1914-1918 et les « petites » guerres qui s'y greffent et qui ne sont pas terminées à ce jour) ; si au cours de l'inévitable (avec le maintien du capitalisme) guerre qui vient il y aura 60 millions de mutilés (au lieu des 30 millions d'estropiés en 1914-1918). Sur ce terrain également, notre Révolution d'Octobre a inauguré une nouvelle époque dans l'histoire mondiale. Les valets de la bourgeoisie et ses thuriféraires — en la personne des socialistes-révolutionnaires et des

menchéviks, en la personne de toute la démocratie petite-bourgeoise pseudo-« socialiste » du monde entier — se sont gaussés du mot d'ordre de « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ». Or, ce mot d'ordre s'est trouvé être l'unique *vérité* — désagréable, brutale, toute nue, atroce, soit ! — mais une *vérité* dans cette nuée de mensonges chauvins et pacifistes les plus raffinés. Ces mensonges s'effondrent. La paix de Brest-Litovsk est démasquée. Chaque jour démasque de plus en plus implacablement le rôle et les conséquences d'une paix pire encore que celle de Brest-Litovsk, la paix de Versailles. Et devant les millions et les millions d'hommes qui réfléchissent aux causes de la guerre d'hier et à la guerre imminente de demain, s'affirme toujours plus évidente, plus précise et plus impérieuse, cette terrible vérité : il est impossible de s'arracher à la guerre impérialiste et au monde impérialiste (si nous avions encore l'ancienne orthographe, j'aurais employé ici les deux mots « mir » dans leurs deux acceptations[78]) qui l'engendre inévitablement, — il est impossible de s'arracher à cet enfer *autrement que par une lutte bolchevique et une révolution bolchevique.*

Que la bourgeoisie et les pacifistes, les généraux et les petits bourgeois, les capitalistes et les philistins, tous les chrétiens croyants et tous les chevaliers de la II^e^ Internationale et de l'Internationale II$^{1}/_{2}$ vitupèrent frénétiquement cette révolution. Il n'est point de flots de haine, de calomnies et de mensonges qui puissent estomper ce fait d'une portée historique, que pour la première fois depuis des siècles et des millénaires les esclaves ont répondu à la guerre entre esclavagistes, en proclamant ouvertement le mot d'ordre : transformons cette guerre entre esclavagistes pour le partage de leur butin, en une guerre des esclaves de toutes les nations contre les esclavagistes de toutes les nations.

Pour la première fois depuis des siècles et des millénaires ce mot d'ordre, d'expectative vague et impuissante qu'il était, est devenu un programme politique clair et précis, une lutte active menée par des millions d'opprimés, sous la direction du prolétariat ; il est devenu la première victoire du prolétariat, sa première victoire dans sa lutte pour supprimer les guerres, pour unir les ouvriers de tous les pays contre l'alliance de la bourgeoisie des diverses nations, de cette bourgeoisie qui fit la paix et la guerre aux dépens des esclaves du capital, aux dépens des ouvriers salariés, aux dépens des paysans, aux dépens des travailleurs.

Cette première victoire *n'est pas encore une victoire définitive* et notre Révolution d'Octobre l'a remportée au prix de difficultés et de privations inouïes, de souffrances sans nom, après une suite d'échecs et d'erreurs considérables de notre part. Le moyen, pour un peuple arriéré, de triompher, sans échecs et sans erreurs, des guerres impérialistes menées par les pays les plus puissants et les plus avancés du globe ! Nous ne craignons pas de reconnaître nos erreurs ; nous les envisagerons avec lucidité pour apprendre à les corriger. Mais un fait reste acquis : pour la première fois depuis des centaines et des milliers d'années la promesse de « répondre » à la guerre entre les esclavagistes par une révolution des esclaves *contre* les esclavagistes de tout genre et de tout ordre, *a été remplie jusqu'au bout* — et continue d'être remplie malgré toutes les difficultés.

C'est nous qui avons commencé cette oeuvre. Quand, dans quel délai, les prolétaires de quelle nation la feront aboutir, il n'importe. Ce qui importe, c'est que la glace est rompue, la voie est ouverte, la route tracée.

Continuez vos pratiques hypocrites, messieurs les capitalistes de tous les pays, qui « défendez la patrie » japonaise contre l'américaine, l'américaine contre la japonaise, la française contre l'anglaise, et ainsi de suite ! Continuez, messieurs les chevaliers de la II^e^ Internationale et de l'Internationale II$^{1}/_{2}$, avec tous les petits bourgeois et philistins pacifistes du monde entier —, continuez à « escamoter » la question touchant les moyens de lutte contre les guerres impérialistes, en lançant de nouveaux « manifestes de Bâle » (sur le modèle du manifeste de Bâle de 1912). *La première révolution bolchevique* a arraché à la guerre impérialiste, au monde impérialiste, *la première centaine de millions d'hommes* sur la terre. Les révolutions futures arracheront à ces guerres et à ce monde toute l'humanité.

Une dernière tâche, la plus importante et la plus difficile, et la moins achevée, c'est l'œuvre d'édification économique, la mise en place des fondements économiques de l'édifice nouveau, socialiste, au lieu de l'édifice féodal démoli, et de l'édifice capitaliste à moitié démoli. C'est là, en accomplissant cette tâche, la plus importante et la plus difficile, que nous avons essuyé le plus d'échecs et commis le plus d'erreurs. Le moyen d'entreprendre sans échecs ni erreurs, une œuvre de cette importance, sans précédent dans le monde ! Or, nous l'avons entreprise. Nous la poursuivons. Aujourd'hui précisément, par notre « nouvelle politique économique », nous corrigeons toute une suite de nos erreurs ; nous apprenons comment il faut poursuivre la construction de l'édifice socialiste, dans un pays de petits paysans, sans commettre ces erreurs.

Immenses sont les difficultés. Nous avons l'habitude de combattre des difficultés immenses. Ce n'est pas pour rien que nos ennemis disent de nous que nous sommes « fermes comme le roc », et qu'ils nous ont surnommés

les représentants d'une « politique à rompre-les-os ». Mais nous avons appris aussi — du moins jusqu'à un certain point — un autre art indispensable dans la révolution : c'est celui d'être souples, de savoir changer de tactique vite, brusquement, en tenant compte des conditions objectives modifiées, en choisissant une autre voie pour arriver à notre but, si l'ancienne s'est avérée, pour la période de temps donné, inopportune, impraticable.

Emportés par la vague d'enthousiasme, nous comptions, nous qui avions éveillé l'enthousiasme populaire — d'abord politique et puis militaire — nous comptions pouvoir réaliser directement à la faveur de cet enthousiasme, des tâches économiques aussi grandioses que les tâches politiques générales, que les tâches militaires. Nous comptions — ou, peut-être, sera-t-il plus exact de dire : nous pensions, sans un calcul suffisant —, pouvoir par les ordres exprès de l'Etat prolétarien, organiser à la manière communiste, dans un pays de petits paysans, la production et la répartition des produits par l'Etat. La vie a montré notre erreur. Une suite de degrés intermédiaires se sont révélés indispensables : le capitalisme d'Etat et le socialisme, en vue de *préparer* — par un travail de longues années — le passage au communisme. Ce n'est pas en vous appuyant directement sur l'enthousiasme, mais au moyen de l'enthousiasme engendré par la grande révolution, en faisant jouer l'intérêt personnel, l'avantage personnel, en appliquant le principe de la gestion équilibrée, qu'il vous faut d'abord, dans un pays de petits paysans, construire de solides passerelles conduisant au socialisme, en passant par le capitalisme d'Etat. Autrement vous n'approcherez pas du communisme ; autrement vous n'amènerez pas des dizaines et des dizaines de millions d'hommes au communisme. Voilà ce que nous a révélé la vie. Voilà ce que nous a révélé la marche objective de la révolution.

Et nous, qui avons un peu appris, en ces trois ou quatre années, à opérer de brusques tournants (quand un brusque tournant s'impose), nous nous sommes mis avec zèle, avec attention, avec assiduité (quoique encore avec insuffisamment de zèle, d'attention et d'assiduité) à étudier le nouveau tournant, la « nouvelle politique économique ». L'Etat prolétarien doit devenir un « patron » prudent, soigneux et habile, *un négociant en gros* consciencieux — sinon il ne pourra pas mettre debout, économiquement, ce pays de petits paysans. Aujourd'hui, dans les conditions présentes, à côté de l'Occident capitaliste (pour l'instant encore capitaliste), on ne saurait passer autrement au communisme. Un négociant en gros, cela paraît être un type économique éloigné du communisme comme le ciel l'est de la terre. Mais c'est précisément là une de ces contradictions qui, dans la réalité vivante, mène de la petite exploitation paysanne au socialisme, en passant par le capitalisme d'Etat. L'intérêt personnel a pour effet de relever la production ; il nous faut augmenter la production avant tout et coûte que coûte. Le commerce en gros unit économiquement des millions de petits paysans, en les intéressant, en les associant, en les amenant au degré suivant : aux diverses formes d'association et d'union dans la production elle-même. Nous avons déjà amorcé la réorganisation indispensable de notre politique économique. Dès à présent nous enregistrons, dans ce domaine, certains succès, pas bien grands, il est vrai, partiels, mais néanmoins incontestables. Nous terminons, en ce domaine de la nouvelle « science », notre cours préparatoire. C'est en étudiant avec fermeté et persévérance, en vérifiant par l'expérience acquise chacun de nos pas, sans crainte de refaire plusieurs fois ce que nous avons commencé, de corriger nos erreurs ; c'est en nous attachant à en pénétrer le sens que nous passerons dans les classes supérieures. Nous suivrons le « cours » entier, bien que les conditions de l'économie et de la politique mondiale l'aient rendu beaucoup plus long et beaucoup plus ardu que nous ne l'aurions voulu. Coûte que coûte, si pénibles que soient les souffrances de la période de transition, les calamités, la famine, les ravages, nous ne nous laisserons pas abattre et mènerons notre œuvre jusqu'à la victoire finale.

N. Lénine
14.IV.1921.
La « Pravda » n° 234, 18 octobre 1921

SUR LE RÔLE DE L'OR AUJOURD'HUI ET APRÈS LA VICTOIRE COMPLÈTE DU SOCIALISME

Le meilleur moyen de célébrer l'anniversaire de notre grande révolution, c'est de concentrer l'attention sur les tâches qui ne sont pas encore accomplies. Cette façon de célébrer la révolution est opportune et nécessaire surtout quand il est des problèmes fondamentaux que la révolution n'a pas encore résolus et que, pour les trancher, il faut s'assimiler quelque chose de nouveau (du point de vue de ce que la révolution a déjà mis en œuvre).

Le fait nouveau, à l'heure présente, c'est la nécessité pour notre révolution de recourir, pour les problèmes essentiels de la construction économique, aux méthodes d'action « réformistes », graduelles, faites de prudence et de détours. Cette « nouveauté » suscite des questions, de la perplexité, des doutes aussi bien sur le plan théorique que sur le plan pratique.

Question théorique : comment expliquer le passage, après une suite d'actions révolutionnaires s'il en fut, à des actions éminemment « réformistes » sur le même terrain, cependant que la marche générale de la révolution considérée dans son ensemble est victorieuse ? N'y a-t-il pas là un « abandon des positions », un « aveu de faillite » ou quelque chose d'analogue ? Nos ennemis, depuis les réactionnaires du type semi-féodal jusqu'aux menchéviks ou autres chevaliers de l'Internationale II$^{1}/_{2}$, prétendent, bien entendu, que oui. C'est bien parce qu'ils sont des ennemis qu'ils lancent des affirmations de cette nature, sous tous les prétextes et sans aucun prétexte. L'unité touchante de tous les partis, depuis les féodaux jusqu'aux menchéviks, en cette matière, prouve une fois de plus que, face à la révolution prolétarienne, tous ces partis forment, effectivement, une « seule masse réactionnaire » (ainsi que, soit dit entre parenthèses, l'avait prévu Engels dans ses lettres à Bebel, datées de 1875 et de 1884).

Mais une certaine... « perplexité » règne aussi parmi nos amis.

Rétablissons la grosse industrie et organisons l'échange direct de ses produits avec la petite agriculture paysanne, en aidant à la collectivisation de cette dernière. Pour relever la grosse industrie, prenons aux paysans, à titre d'emprunt, une certaine quantité de vivres et de matières premières, au moyen du prélèvement des excédents. Tel est le plan (ou la méthode, le système) que nous avons appliqué pendant plus de trois ans, jusqu'au printemps de 1921. Comportement révolutionnaire, dans le sens d'une démolition directe et totale de l'ancien régime et du remplacement de ce dernier par un nouveau régime social et économique.

Depuis le printemps de 1921, à ce comportement, à ce plan, à cette méthode, à ce système d'action, nous substituons (nous n'avons pas encore « substitué », nous sommes encore en train de « substituer », et nous n'en avons pas encore pris entièrement conscience) une tout autre méthode, de type réformiste : ne pas *démolir* l'ancienne structure économique et sociale, le commerce, la petite agriculture, la petite industrie, le capitalisme ; mais *animer* le commerce, la petite industrie, le capitalisme, en s'efforçant de s'en rendre maîtres avec prudence et par degrés, ou en les faisant réglementer par l'Etat *dans la mesure seulement* où ils reprendront vie.

Position tout à fait différente.

Comparée à la position précédente, révolutionnaire, c'est là une solution réformiste (la révolution est un bouleversement qui démolit le vieil ordre de choses dans ce qu'il a de plus essentiel, de plus fondamental, au lieu de refaire avec prudence, lentement, par degrés, en s'efforçant de démolir le moins possible).

La question se pose : si, après avoir éprouvé les méthodes révolutionnaires, vous avez constaté leur échec et avez adopté les méthodes réformistes, n'est-ce pas là une preuve que, d'une façon générale, la révolution est selon vous une erreur ? N'est-ce pas là une preuve qu'il ne fallait pas, en général, commencer par la révolution, qu'il fallait commencer par des réformes et se borner aux réformes ?

Telle est la conclusion que tirent les menchéviks et leurs semblables. Mais cette conclusion est ou bien un sophisme et un simple maquignonnage de la part de gens qui, en politique, en ont vu de toutes les couleurs, ou bien une puérilité de la part de ceux qui « ne sont pas passés par là ». Pour un révolutionnaire véritable, le danger le plus grand, peut-être même l'unique danger, c'est de surenchérir, d'oublier les limites et les conditions d'une application efficace et opportune des procédés révolutionnaires. C'est là que les véritables révolutionnaires se sont le plus souvent cassé le cou, lorsqu'ils se mettaient à écrire le mot « révolution » avec une majuscule, à

ériger la « révolution » en une fin presque divine, à perdre la tête, à perdre la faculté de réfléchir avec le maximum de sang-froid et de lucidité, de peser, de vérifier à quel moment, dans quelles circonstances et dans quelle sphère d'action il faut savoir agir en révolutionnaires, et à quel moment, dans quelles circonstances et dans quelle sphère d'action il faut savoir passer à l'action réformiste. Les véritables révolutionnaires ne périront (non dans le sens d'une défaite extérieure, mais d'une faillite intérieure de leur cause) que dans le cas où — mais alors ils périront à coup sûr — ils perdront leur lucidité et s'imagineront que la révolution, « grande, mondiale, victorieuse », peut et doit nécessairement trancher par la voie révolutionnaire tous les problèmes, quelles que soient les circonstances, et dans toutes les sphères d'action.

Quiconque « s'imaginera » cela est perdu, car il aura imaginé une sottise dans une question capitale ; or, dans une guerre acharnée (la révolution est une guerre acharnée entre toutes), la défaite punit la sottise.

Qu'est-ce qui prouve que la « grande » révolution « mondiale, victorieuse » ne peut et ne doit employer que des méthodes révolutionnaires ? Rien ne le prouve. C'est simplement et absolument faux. La fausseté de cette affirmation est évidente par elle-même, si l'on se fonde sur des considérations purement théoriques, sans abandonner le terrain du marxisme. La fausseté de cette affirmation est également confirmée par l'expérience de notre révolution. Point de vue théorique : pendant la révolution on commet des sottises comme en tout autre temps, disait Engels, et il disait vrai. Il faut tâcher d'en faire le moins possible et de corriger au plus vite celles qui ont été commises, en considérant avec le maximum de lucidité quels problèmes, et à quel moment, peuvent ou ne peuvent pas être tranchés par la voie révolutionnaire. Notre propre expérience : la paix de Brest-Litovsk fut un exemple d'action point du tout révolutionnaire, mais réformiste, ou même pis que réformiste, puisque c'était une action rétrograde ; or, en règle générale, les actes réformistes avancent lentement, avec prudence et par degrés, mais ne rétrogradent pas. Aujourd'hui, la justesse de notre tactique lors de la conclusion de la paix de Brest-Litovsk est tellement établie, claire pour tout le monde et universellement reconnue, qu'il ne vaut plus la peine de perdre son temps à en faire la preuve.

Ce qui est entièrement achevé dans notre révolution, c'est seulement son œuvre démocratique bourgeoise. Et nous avons le droit le plus légitime d'en être fiers. Son œuvre prolétarienne ou socialiste se ramène aux trois points principaux que voici : 1) Sortie révolutionnaire de la guerre impérialiste mondiale ; dénonciation et *mise en échec* de la boucherie organisée par les deux groupes de rapaces capitalistes du monde ; cela, nous l'avons, de notre côté, entièrement achevé ; seule la révolution dans plusieurs pays avancés aurait pu parachever cette œuvre. 2) Création du régime des Soviets, forme de réalisation de la dictature du prolétariat. Un tournant de portée mondiale s'est opéré. L'époque du parlementarisme démocratique bourgeois est terminée. Un nouveau chapitre s'ouvre dans l'histoire du monde : l'époque de la dictature du prolétariat. C'est seulement plusieurs pays qui pourront perfectionner et parfaire le régime soviétique et les diverses formes de la dictature du prolétariat. Nous avons encore beaucoup, beaucoup de choses à parfaire dans ce domaine. Ce serait une faute impardonnable de ne pas nous en rendre compte. Nous aurons encore plus d'une fois à parfaire, à modifier, à recommencer. A chaque étape franchie, à chaque montée de nos forces productives et de notre culture, nous devons modifier, perfectionner notre système des Soviets ; or, notre niveau économique et culturel est très bas. Nous aurons beaucoup à refaire, et nous laisser « troubler » par cette perspective serait le comble de l'absurdité (sinon pire). 3) Construction des bases économiques du régime socialiste. Dans ce domaine, le principal, l'essentiel n'est pas achevé. Or, c'est là notre œuvre la plus juste et la plus sûre, à la fois du point de vue théorique, du point de vue pratique, du point de vue de la R.S.F.S.R. aujourd'hui, et du point de vue international.

Or, dès l'instant que le principal n'a pas été achevé en son fond, il faut porter toute notre attention de ce côté-là. Ici la difficulté est dans la forme de transition.

> « Il ne suffit pas d'être un révolutionnaire et un partisan du socialisme, ou un communiste en général, écrivais-je en avril 1918 dans *Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets,* il faut savoir trouver, à chaque moment donné, le maillon précis dont on doit se saisir de toutes ses forces pour retenir toute la chaîne et préparer solidement le passage au maillon suivant ; l'ordre de succession des maillons, leur forme, leur assemblage et ce qui les distingue les uns des autres, ne sont pas aussi simples et aussi rudimentaires dans une chaîne d'événements historiques que dans une chaîne ordinaire, sortie des mains d'un forgeron. » [Voir le présent recueil, p. 238. (N.R.)]

A l'heure présente, dans le domaine d'activité dont il est question, ce maillon, c'est l'animation du *commerce* intérieur, soumis à une juste réglementation de la part de l'Etat. Le commerce, voilà le « maillon » dans la chaîne d'événements historiques, dans les formes transitoires de notre œuvre de construction socialiste de 1921-1922, maillon *« dont nous devons nous saisir de toutes nos forces »,* nous, pouvoir d'Etat prolétarien, nous, Parti communiste dirigeant. Si *aujourd'hui* nous « saisissons » assez vigoureusement ce maillon, nous nous rendrons à

coup sûr, très prochainement, maîtres de *toute* la chaîne. Autrement nous ne nous rendrons pas maîtres de toute la chaîne, nous ne parviendrons pas à poser le fondement des rapports économiques et sociaux de la société socialiste.

Cela paraît bizarre. Communisme et commerce ?! Décidément, voilà qui est incohérent, saugrenu, éloigné ! Mais si on y réfléchit du point de vue *économique,* l'un n'est pas plus éloigné de l'autre que le communisme ne l'est de la petite agriculture paysanne, patriarcale.

Quand nous aurons triomphé à l'échelle mondiale, nous ferons, je le crois, avec l'or, des latrines publiques dans les rues de quelques-unes des plus grandes villes du monde. Ce serait l'emploi de l'or le plus « équitable », le plus nettement édifiant pour les générations qui n'auront pas oublié qu'à cause de l'or on a massacré dix millions d'hommes et estropié trente millions dans la « grande » guerre « libératrice » de 1914-1918, guerre engagée pour régler la fameuse question de savoir lequel des deux traités de paix est le pire : celui de Brest-Litovsk ou celui de Versailles ; et que, pour ce même or on s'apprête, sans nul doute, à massacrer vingt millions d'hommes et à en estropier soixante millions dans une guerre qui éclatera aux environs de 1925 ou de 1928, soit entre le Japon et l'Amérique, soit entre l'Angleterre et l'Amérique, ou quelque chose dans ce genre.

Si « équitable », si utile, si humain que serait l'usage indiqué de l'or, nous dirons cependant : pour en arriver là, il faut que nous travaillions encore quelque dix ou vingt ans avec la même intensité et le même succès qu'en 1917-1921, mais dans une arène beaucoup plus vaste. Pour le moment, il faut nous montrer ménagers de l'or en R.S.F.S.R., le vendre aussi cher que possible et acheter avec cet or des marchandises aussi bon marché que possible. Il faut hurler avec les loups ; quant à exterminer tous les loups, comme il se doit dans une société humaine raisonnable, tenons-nous-en au sage proverbe russe : « Ne te vante pas à ton départ pour la guerre, mais à ton retour »...

Le commerce est la seule liaison économique possible entre des dizaines de millions de petits cultivateurs et la grosse industrie, si... *si* à côté de ces cultivateurs il n'existe pas une excellente industrie mécanisée avec un réseau de câbles électriques, une industrie capable, tant par sa puissance technique que par ses « superstructures » et les facteurs qui s'y rattachent, de fournir aux petits cultivateurs des produits meilleurs et en plus grande quantité, plus vite et moins cher qu'auparavant. Ce « si » *est déjà réalisé* à l'échelle mondiale, cette condition existe déjà ; mais un pays isolé, l'un des pays capitalistes les plus arriérés de surcroît, ayant tenté immédiatement, d'un seul coup, de réaliser, de mettre en œuvre, d'organiser pratiquement cette *nouvelle* liaison entre l'industrie et l'agriculture, n'a pas pu s'acquitter de cette tâche par une « attaque brusquée », et maintenant il doit s'en acquitter par une série d'opérations de « siège », lentes, graduelles, prudentes.

Le pouvoir d'Etat prolétarien est en mesure de se rendre maître du commerce, de l'orienter, de lui assigner des limites. Voici un petit, un tout petit exemple : dans le bassin du Donetz, on constate une reprise économique, faible, très faible encore, mais incontestable, due en partie à l'élévation de la productivité du travail dans les grosses mines de l'Etat, en partie aussi parce que les petites mines ont été données à bail aux paysans. Le pouvoir d'Etat prolétarien reçoit ainsi une petite (minime, du point de vue des pays avancés, cependant appréciable vu notre misère) quantité de charbon supplémentaire au prix de revient, disons à 100 % ; et il le vend à diverses administrations publiques à 120 %, et à des particuliers à 140 %. (Notons entre parenthèses que ces chiffres sont absolument fictifs, d'abord parce que je ne connais pas les chiffres exacts, et puis parce que si je les connaissais, je ne les livrerais pas aujourd'hui à la publicité.) On dirait bien que, pour modestes qu'en soient les proportions, *nous commençons* à nous rendre maîtres de *l'échange* entre l'industrie et l'agriculture, à nous rendre maîtres du commerce de gros, à résoudre le problème : nous, saisir de la petite industrie arriérée telle qu'elle existe aujourd'hui, ou de la grosse industrie, bien qu'affaiblie et ruinée, ranimer le commerce sur la base économique *actuelle* ; faire sentir au paysan moyen, au simple paysan (l'homme de la masse, le représentant de la masse, le porteur des forces spontanées) cette reprise économique ; en profiter pour faire un travail plus systématique et plus persévérant, plus ample et plus fécond en vue de relever la grosse industrie.

Ne nous laissons pas subjuguer par le « socialisme sentimental », ou par l'état d'esprit patriarcal, vieux-russe, mi-seigneurial, mi-moujik, qui professe un dédain irraisonné pour le commerce. On peut et *l'on doit* savoir se servir de toutes les formes économiques, transitoires, possibles et imaginables, puisque cela est nécessaire pour renforcer la liaison entre la paysannerie et le prolétariat, pour ranimer immédiatement l'économie nationale dans un pays ruiné et épuisé, pour relever l'industrie, pour favoriser de nouvelles mesures plus vastes et plus profondes, comme l'électrification.

Seul le marxisme définit de façon précise et juste le rapport entre les réformes et la révolution ; et Marx n'a pu voir ce rapport que sous un seul aspect, savoir : dans les conditions précédant la première victoire tant soit peu solide, tant soit peu durable du prolétariat dans un pays au moins. Ce rapport juste reposait alors sur le principe suivant : les réformes sont un produit accessoire de la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat. Pour le monde capitaliste tout entier, ce rapport constitue la base de la tactique révolutionnaire du prolétariat, l'a b c que dénaturent et estompent les chefs vénaux de la II^{e} Internationale et les paladins mi-pédants, mi-maniérés de l'Internationale II$^{1}/_{2}$. Après la victoire du prolétariat au moins dans un pays, un élément nouveau survient dans le rapport des réformes et de la révolution. En principe tout reste comme devant, mais il se produit dans la forme un changement que Marx lui-même ne pouvait prévoir, mais dont on ne peut se rendre compte qu'en se plaçant sur le terrain de la philosophie et de la politique du marxisme. Pourquoi avons-nous pu opérer, dans les règles, la retraite de Brest-Litovsk ? Parce que nous avions pris une telle avance qu'il nous restait assez de marge pour reculer. *En quelques semaines,* du 25 octobre 1917 à la paix de Brest-Litovsk, nous avons construit l'Etat soviétique, nous sommes sortis de la guerre impérialiste par la voie révolutionnaire, nous avons achevé la révolution démocratique bourgeoise, tout cela avec une rapidité si vertigineuse que *même* cet énorme mouvement de recul (la paix de Brest-Litovsk) nous a laissé des positions pleinement suffisantes pour profiter de la « trêve » et entreprendre une marche victorieuse contre Koltchak, Dénikine, Ioudénitch, Pilsudski, Wrangel.

Avant la victoire du prolétariat, les réformes sont un produit accessoire de la lutte de classe révolutionnaire. Après la victoire (tout en restant à l'échelle internationale ce même « produit accessoire »), elles constituent en outre pour le pays où la victoire a été remportée, une trêve indispensable et légitime dans le cas où, à la suite d'une tension extrême, les forces manquent notoirement pour franchir, en suivant la voie révolutionnaire, telle ou telle étape. La victoire fournit une « réserve d'énergie » permettant de tenir même pendant une retraite forcée, de tenir aussi bien dans le sens matériel que dans le sens moral. Tenir dans le sens matériel, c'est conserver une supériorité suffisante pour que l'ennemi ne puisse pas nous battre définitivement. Tenir dans le sens moral, c'est ne pas se laisser démoraliser, désorganiser ; c'est garder un jugement lucide sur la situation ; c'est garder la vaillance et la fermeté d'esprit ; c'est reculer, loin s'il le faut, mais avec mesure, c'est reculer, mais de façon à pouvoir arrêter la retraite en temps voulu et reprendre l'offensive.

Nous avons reculé vers le capitalisme d'Etat. Mais reculé avec mesure. Nous reculons aujourd'hui vers la réglementation du commerce par l'Etat. Mais nous reculerons avec mesure. Il y a déjà des symptômes indiquant que cette retraite va prendre fin ; que nous pourrons l'arrêter dans un avenir qui n'est pas très éloigné. Plus nous effectuerons cette retraite nécessaire, avec conscience, avec ensemble et le minimum de préjugés, et plus vite nous pourrons l'arrêter ; plus ferme, plus rapide et plus vaste sera ensuite notre avance victorieuse.

N. Lénine
Le 5 novembre 1921.
La « Pravda » n° 251, 6 et 7 novembre 1921

DU ROLE ET DES TACHES DES SYNDICATS DANS LES CONDITIONS DE LA NOUVELLE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

DÉCISION DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE RUSSE (BOLCHEVIK) DU 12 JANVIER 1922

1. LA NOUVELLE POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET LES SYNDICATS

La nouvelle politique économique apporte une série de changements essentiels dans la situation du prolétariat et, par conséquent, dans celle des syndicats. L'immense majorité des moyens de production dans l'industrie et les transports reste aux mains de l'Etat prolétarien. Avec la nationalisation du sol ce fait montre que la nouvelle politique économique ne change pas l'essence de l'Etat ouvrier, en changeant toutefois, essentiellement, les méthodes et les formes de construction socialiste, puisqu'elle admet la compétition économique entre le socialisme en construction et le capitalisme tendant à renaître sur la base du ravitaillement des millions de paysans par le marché.

Les changements de formes dans la construction socialiste sont dus à ce fait que, dans toute la politique de transition du capitalisme au socialisme, le Parti communiste et le pouvoir des Soviets appliquent, actuellement, pour assurer cette transition, des procédés d'un genre particulier ; ils agissent sous maints rapports par des moyens différents de ceux d'autrefois ; ils conquièrent une série de positions, pour ainsi dire, par un « nouveau mouvement tournant » ; ils opèrent un recul pour pouvoir, mieux préparés, reprendre l'offensive contre le capitalisme. En particulier, aujourd'hui sont autorisés et se développent le commerce libre et le capitalisme, qui doivent être soumis à la réglementation de l'Etat ; et, d'autre part, les entreprises d'Etat, socialisées, adoptent le principe dit du rendement commercial, c'est-à-dire qu'elles se mettent sur le pied commercial ; ceci, étant donné le retard culturel et l'épuisement général du pays, ne manquera pas d'aboutir dans une mesure plus ou moins grande, à opposer, dans l'esprit des masses, l'administration des entreprises en question aux ouvriers qui y sont occupés.

2. LE CAPITALISME D'ETAT DANS L'ETAT PROLÉTARIEN ET LES SYNDICATS

L'Etat prolétarien ne peut, sans changer son essence, admettre la liberté du commerce et le développement du capitalisme que dans une certaine mesure, et seulement à la condition que le commerce privé et le capital privé soient soumis à la réglementation de l'Etat (surveillance, contrôle, détermination des formes, de l'ordre, etc.). Le succès de cette réglementation ne dépend pas seulement du pouvoir d'Etat ; il dépend encore plus du degré de maturité du prolétariat et des masses laborieuses en général, puis du niveau de culture, etc. Mais le succès de cette réglementation fût-il complet, l'opposition des intérêts de classes du travail et du capital demeure entière. Dès lors une des tâches les plus importantes des syndicats est de défendre, dans tous les domaines et par tous les moyens, les intérêts de classe du prolétariat dans sa lutte contre le capital. Cette tâche doit être mise ouvertement au premier plan, l'appareil syndical doit être réorganisé, modifié ou complété en conséquence (des commissions de conflits, des fonds de grève, des caisses de secours mutuel, etc., doivent y être constitués ou, plus exactement, constitués au fur et à mesure).

3. LES ENTREPRISES D'ETAT ADOPTANT LE PRINCIPE DIT DU RENDEMENT COMMERCIAL ET LES SYNDICATS

L'adoption du principe dit du rendement commercial par les entreprises d'Etat, est inévitablement et indissolublement liée à la nouvelle politique économique ; ce type d'entreprises deviendra nécessairement, dans un proche avenir, prédominant, sinon exclusif. En fait cela signifie, lorsque la liberté du commerce est autorisée et se développe, que les entreprises d'Etat sont mises, dans une notable mesure, sur un pied commercial. Cette circonstance, vu la nécessité impérieuse d'augmenter le rendement du travail, d'obtenir que chaque entreprise d'Etat ne travaille pas à perte mais à bénéfice ; vu les inévitables rivalités d'intérêts entre les entreprises et les excès de zèle administratif, — cette circonstance engendre forcément une certaine opposition d'intérêts quant aux conditions de travail à l'entreprise, entre la masse des ouvriers et les directeurs, les administrateurs des entreprises d'Etat ou les administrations dont elles relèvent. Aussi bien, en ce qui concerne les entreprises socialisées, les syndicats ont le devoir absolu de défendre les intérêts des travailleurs, de contribuer, dans la mesure du possible, à leur mieux-être matériel, de redresser constamment les fautes et les exagérations des organismes économiques, lorsqu'elles procèdent d'une déformation bureaucratique de l'appareil d'Etat.

4. LA DIFFÉRENCE ESSENTIELLE ENTRE LA LUTTE DE CLASSE DU PROLÉTARIAT DANS UN ETAT QUI RECONNAIT LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE DU SOL, DES FABRIQUES, ETC. ET OU LE POUVOIR POLITIQUE EST AUX MAINS DE LA CLASSE DES CAPITALISTES, ET LA LUTTE ÉCONOMIQUE DU PROLÉTARIAT DANS L'ETAT QUI NE RECONNAIT PAS LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE DU SOL ET DE LA PLUPART DES GROSSES ENTREPRISES, DANS L'ETAT OU LE POUVOIR POLITIQUE EST AUX MAINS DU PROLÉTARIAT

Tant qu'existent les classes, la lutte de classes est inéluctable. Dans la période de transition du capitalisme au socialisme, l'existence des classes est inévitable, et le programme du P.C.R. précise avec la plus grande netteté que nous ne faisons que les premiers pas pour passer du capitalisme au socialisme. Voilà pourquoi le Parti communiste et le pouvoir des Soviets, de même que les syndicats, doivent reconnaître ouvertement que la lutte économique existe et qu'elle est inéluctable aussi longtemps que n'est pas achevée, du moins pour l'essentiel, l'électrification de l'industrie et de l'agriculture, aussi longtemps que n'ont pas été coupées de ce fait toutes les racines de la petite production et de la domination du marché.

Il est évident par ailleurs que le but final auquel doit viser la lutte gréviste sous le capitalisme, c'est la destruction de l'appareil d'Etat, le renversement du pouvoir de la classe qui l'exerce. Or, dans l'Etat prolétarien de type transitoire comme le nôtre, le but final de toute action de la classe ouvrière ne peut être que le renforcement de l'Etat prolétarien et du pouvoir d'Etat exercé par la classe du prolétariat, au moyen de la lutte contre les déformations bureaucratiques de cet Etat, contre ses fautes et ses faiblesses, contre les appétits de classe capitalistes, qui échappent à son contrôle, etc. Voilà pourquoi ni le Parti communiste, ni le pouvoir des Soviets, ni les syndicats ne peuvent en aucune façon oublier et ne doivent pas cacher aux ouvriers et aux masses laborieuses, que le recours à la lutte gréviste, dans un Etat où le pouvoir politique appartient au prolétariat, peut être expliqué et justifié uniquement par des déformations bureaucratiques de l'Etat prolétarien et, par toutes sortes de survivances du passé capitaliste dans ses institutions, d'une part, ainsi que par le manque de développement politique et le retard culturel des masses laborieuses, de l'autre. Voilà pourquoi, en cas de frottements et de conflits entre différents groupes de la classe ouvrière et différents établissements et organismes de l'Etat ouvrier, la tâche des syndicats est de contribuer à régler, au plus vite et de façon indolore, les conflits avec le maximum d'avantages pour les groupes d'ouvriers qu'ils représentent, sous réserve que ces avantages peuvent être réalisés sans porter préjudice aux autres groupes, ni nuire au développement de l'Etat ouvrier et de son économie prise dans son ensemble, car seul ce développement peut créer une base pour le bien-être matériel et moral de la classe ouvrière. La seule méthode juste, saine et rationnelle pour régler les frottements et les conflits entre les différentes parties de la classe ouvrière et les organismes de l'Etat ouvrier, c'est la médiation des syndicats qui, représentés par leurs organismes respectifs, ou bien entrent en pourparlers avec les organismes économiques intéressés sur la base de revendications et propositions nettement formulées de part et d'autre, ou bien en appellent aux instances supérieures de l'Etat.

Au cas où des actes irréguliers des organismes économiques, l'état arriéré de certains groupes ouvriers, l'activité provocatrice des éléments contre-révolutionnaires ou enfin l'imprévoyance des organisations syndicales elles-mêmes, entraînent des conflits ouverts sous forme de grèves dans les entreprises d'Etat ou autres, la tâche des syndicats est de contribuer à liquider au plus vite les conflits par des mesures inhérentes à l'activité syndicale : mesures visant à éliminer les irrégularités et désordres réels, à donner suite aux revendications légitimes et réalisables des masses, à exercer une action politique sur les niasses, etc. Un des critères les plus importants et les plus sûrs de la justesse et du succès de l'action syndicale, c'est la mesure dans laquelle celle-ci prévient utilement les conflits massifs dans les entreprises d'Etat par une politique prévoyante tendant réellement et dans tous les domaines à défendre les intérêts de la masse des ouvriers, et à éliminer à temps les motifs de conflits.

5. LE RETOUR A L'ADHÉSION VOLONTAIRE AU SYNDICAT

La façon toute formelle dont les syndicats opèrent l'admission en bloc de tous les salariés, a suscité, en une certaine mesure, des déformations bureaucratiques dans les syndicats et a détaché ces derniers de la grande masse de leurs adhérents. Aussi est-il nécessaire d'adopter résolument le système d'adhésion volontaire au syndicat, tant individuelle que collective. On ne saurait en aucune façon exiger des syndiqués qu'ils aient telles, conceptions politiques précises ; à cet égard, comme en ce qui concerne l'attitude à observer envers la religion, les syndicats doivent être sans parti. Dans l'Etat prolétarien il ne faut demander aux syndiqués que la compréhension de la discipline fraternelle et de la nécessité d'unir les forces ouvrières pour défendre les intérêts des travailleurs et soutenir le pouvoir des travailleurs, c'est-à-dire le pouvoir des Soviets. L'Etat prolétarien doit encourager l'organisation des ouvriers dans les syndicats, tant au point de vue juridique que matériel. Mais point de droit sans obligations pour les syndicats.

6. LES SYNDICATS ET LA GESTION DES ENTREPRISES

Une fois le pouvoir d'Etat conquis par le prolétariat, celui-ci a un intérêt essentiel, vital, à augmenter la quantité des produits, à relever dans de vastes proportions les forces productives de la société. Cette tâche clairement formulée dans le programme du P.C.R., se pose actuellement chez nous, avec une acuité particulière, à la suite de la ruine, de la famine et de la désorganisation économique, causées par la guerre. C'est pourquoi un succès très prompt et aussi durable que possible dans le relèvement de la grosse industrie, est la condition sans laquelle l'affranchissement du travail du joug du capital est impossible ; impossible la victoire du socialisme. Or un tel succès, à son tour, exige absolument, étant donné la situation actuelle de la Russie, que la plénitude du pouvoir soit concentrée dans les directions d'entreprises. Ces directions, fondées en règle générale sur le principe d'une direction unique, doivent s'occuper elles-mêmes de fixer le taux des salaires, de répartir l'argent, les rations, les vêtements de travail et toutes autres fournitures, sur la base et en conformité des contrats collectifs passés avec les syndicats ; d'autre part, elles doivent garder au maximum la liberté de manœuvrer, vérifier strictement les succès réels quant à l'accroissement des fabrications, produire sans pertes mais avec bénéfices, choisir sérieusement les administrateurs les plus doués, les plus expérimentés, etc. Toute ingérence directe des syndicats dans la gestion des entreprises doit être reconnue, dès lors, pour absolument néfaste et inadmissible. Mais il serait absolument faux de regarder cette vérité incontestable comme négatrice de la participation des syndicats à l'organisation socialiste de l'industrie et à la gestion de l'industrie d'Etat. Cette participation est indispensable en des formes nettement déterminées, savoir dans les formes ci-après.

7. LE ROLE ET LA PARTICIPATION DES SYNDICATS DANS LES ORGANISMES ÉCONOMIQUES ET ADMINISTRATIFS DE L'ETAT PROLÉTARIEN

Le prolétariat forme la base sociale de l'Etat opérant la transition du capitalisme au socialisme. Le prolétariat ne peut accomplir cette tâche avec succès dans un pays où la petite paysannerie a une prédominance considérable, qu'à la condition de réaliser d'une façon extrêmement habile, prudente et graduelle, l'alliance avec l'immense majorité de la paysannerie. Les syndicats doivent être le collaborateur le plus diligent, le plus nécessaire du pouvoir d'Etat, dirigé dans toute son activité politique et économique par l'avant-garde consciente de la classe ouvrière : le Parti communiste. Ecole du communisme en général, les syndicats doivent être en particulier une école de gestion de l'industrie socialiste (et puis, progressivement, de l'agriculture) pour toute la masse des ouvriers, et ensuite pour tous les travailleurs. Partant de ces principes il convient de fixer pour le proche avenir les principales formes suivantes de la participation des syndicats aux organismes économiques et administratifs de l'Etat prolétarien :

1. Les syndicats prennent part à la formation de tous les organismes économiques et administratifs se rattachant à l'économie : ils proposent leurs candidats, dont ils indiquent le stage, l'expérience, etc. Le droit de décider appartient exclusivement aux organismes économiques, et c'est eux qui portent l'entière responsabilité du travail des services respectif s. Les organismes économiques prennent en considération l'appréciation donnée sur tous les candidats par le syndicat intéressé.

2. Une des tâches les plus importantes des syndicats consiste à promouvoir et à former des administrateurs parmi les ouvriers et en général parmi les masses laborieuses. Si nous comptons maintenant dans l'industrie des dizaines de ces administrateurs excellents et des centaines d'autres plus ou moins bons, il nous faudra prochainement disposer des premiers par centaines et des seconds par milliers. Le recensement systématique de tous les ouvriers et paysans capables de fournir ce travail, et la vérification minutieuse, étendue et pratique du succès avec lequel ils apprennent l'art d'administrer, doivent être réalisés par les syndicats avec beaucoup plus de soin et de persévérance qu'à présent.

3. Il est nécessaire d'élargir la participation des syndicats à tous les organismes de planification de l'Etat prolétarien, à l'établissement de plans économiques, de programmes de production et de répartition des fonds de ravitaillement matériel des ouvriers, au choix des entreprises qui seront ravitaillées par l'Etat, données à bail ou en concession, etc. Sans assurer directement aucune fonction de contrôle sur la production dans les entreprises privées et données à bail, les syndicats prennent part à la réglementation de la production capitaliste privée exclusivement en participant aux organismes respectifs de l'Etat. En même temps qu'ils prennent part à l'ensemble du travail culturel et d'éducation et à la propagande en matière de production, les syndicats doivent entraîner de plus en plus largement et profondément la classe ouvrière et les masses laborieuses à l'œuvre tout entière de construction de l'économie nationale, en les initiant à l'ensemble de la vie économique, à l'ensemble de l'activité industrielle, depuis le stockage des matières premières jusqu'à l'écoulement des produits, en leur donnant une idée de plus en plus concrète du plan d'Etat unique de l'économie socialiste, ainsi que de l'intérêt pratique des ouvriers et des paysans dans l'exécution de ce plan.

4. L'établissement des tarifs, des normes de ravitaillement, etc., constitue l'une des parties inhérentes, indispensables de l'activité des syndicats dans l'œuvre de construction socialiste et de leur participation à la gestion industrielle. Notamment, les jurys de discipline doivent renforcer sans cesse la discipline du travail et les formes culturelles de lutte pour la discipline et l'accroissement de la productivité, sans s'immiscer le moins du monde dans les fonctions des tribunaux populaires en général et dans celles de l'administration.

Cette liste des principales fonctions des syndicats dans l'œuvre de construction de l'économie socialiste doit être, bien entendu, élaborée en détail par les organismes compétents des syndicats et du pouvoir des Soviets. L'essentiel pour relever l'économie nationale et affermir le pouvoir des Soviets c'est de passer, — en tenant compte de l'expérience du travail prodigieux accompli par les syndicats pour organiser l'économie et sa gestion ; en tenant également compte des fautes commises et qui ont causé pas mal de tort : ingérence directe, mal préparée, incompétente et irresponsable dans les choses de l'administration, — c'est de passer consciemment et résolument à un travail d'éducation opiniâtre, concret et calculé pour de longues années, afin d'apprendre pratiquement aux ouvriers et à tous les travailleurs à gérer l'économie nationale du pays tout entier.

8. LA LIAISON AVEC LES MASSES COMME CONDITION ESSENTIELLE DE TOUTE ACTIVITÉ SYNDICALE

La liaison avec la masse, c'est-à-dire avec l'immense majorité des ouvriers (et puis avec tous les travailleurs) est la condition la plus importante, la plus essentielle du succès de toute action syndicale. De la base au sommet de l'organisation des syndicats et de leur appareil, doit être constitué et vérifié pratiquement, par l'expérience de nombreuses années, tout un contingent de camarades responsables, — dont des non-communistes, condition absolument nécessaire, — qui doivent vivre au plus épais de la vie ouvrière, en connaître le fonds et le tréfonds ; savoir déterminer infailliblement, dans n'importe quelle question et à n'importe quel moment, l'état d'esprit des masses, leurs véritables aspirations, leurs besoins, leurs pensées ; savoir définir sans une ombre de fausse idéalisation, le degré de leur conscience et la force d'influence de tels ou tels préjugés ou survivances du passé ; savoir gagner la confiance illimitée des masses par une attitude de camaraderie envers elles, en satisfaisant attentivement leurs besoins. Un des plus grands et des plus menaçants dangers pour le Parti communiste numériquement faible qui, en sa qualité d'avant-garde de la classe ouvrière, dirige un pays immense, accomplissant (pour le moment sans le soutien direct de pays plus avancés) la transition au socialisme, c'est de se couper des masses ; danger de voir l'avant-garde courir trop vite sans « redresser la ligne du front », sans maintenir une liaison solide avec toute l'armée du travail, c'est-à-dire avec l'énorme majorité des masses ouvrières et paysannes. De même que la meilleure fabrique dotée d'un excellent moteur et de machines de premier ordre se trouvera immobilisée si le mécanisme de transmission du moteur aux machines est abîmé, de même la catastrophe de notre construction socialiste est inévitable, si le mécanisme de transmission du Parti communiste aux masses — les syndicats — est mal ajusté ou fonctionne mal. Cette vérité il ne suffit pas de l'expliquer, de la rappeler, de la confirmer ; elle doit être fixée organiquement dans toute la structure des syndicats et dans leur activité de tous les jours.

9. LES CONTRADICTIONS DANS LA SITUATION MEME DES SYNDICATS SOUS LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

De tout ce qui précède il découle une série de contradictions entre les différentes tâches des syndicats. D'un côté leur principale méthode d'action c'est la persuasion, l'éducation ; d'un autre côté, ils ne peuvent, comme participants du pouvoir de l'Etat, renoncer à prendre part à la contrainte. D'un côté, leur tâche principale est de défendre les intérêts des masses laborieuses dans le sens le plus immédiat et le plus précis du terme ; d'un autre côté, ils ne peuvent, en leur qualité de participants du pouvoir de l'Etat et de constructeurs de l'ensemble de l'économie nationale, renoncer à exercer une pression. D'un côté, ils doivent travailler sur le mode militaire, car la dictature du prolétariat est la plus âpre, la plus opiniâtre et la plus acharnée des guerres de classes ; d'un autre côté, c'est aux syndicats précisément que les méthodes de travail spécifiquement militaires sont les moins applicables. D'un côté, ils doivent savoir s'adapter aux masses, à leur niveau actuel ; d'un autre côté, ils ne doivent en aucune façon flatter les préjugés et l'esprit arriéré des masses, mais porter sans cesse les masses à un niveau plus élevé, etc., etc. Ces contradictions ne sont pas un effet du hasard et ne peuvent être éliminées en quelques dizaines d'années. Car, aussi longtemps que subsistent les survivances du capitalisme et de la petite production, les contradictions sont inévitables dans l'ordre social tout entier, entre ces vestiges et les jeunes pousses du socialisme. De là, deux conclusions pratiques. La première : pour que les syndicats puissent travailler avec succès, il ne suffit pas qu'ils comprennent exactement leurs tâches, il ne suffit pas que leur structure soit rationnelle ; il leur faut encore posséder un doigté spécial, savoir aborder les masses d'une façon particulière dans chaque cas particulier et concret, pour porter avec un minimum de frottements ces masses à un niveau plus élevé

au point de vue culturel, économique et politique. Deuxième conclusion : les contradictions indiquées entraîneront nécessairement des conflits, des désaccords, des frottements, etc. Il faut une instance supérieure, jouissant d'une autorité suffisante pour pouvoir les régler immédiatement. Cette instance, c'est le Parti communiste et l'union internationale des partis communistes de tous les pays — l'Internationale communiste.

10. LES SYNDICATS ET LES SPÉCIALISTES

Les principes essentiels relatifs à cette question sont énoncés dans le programme du P.C.R. Mais ils resteront lettre morte .si on ne prête pas une attention soutenue aux faits qui montrent dans quelle mesure ils sont appliqués. Depuis quelque temps ces faits ont été : premièrement, des meurtres d'ingénieurs par les ouvriers des mines socialisées, non seulement dans l'Oural, mais aussi dans le bassin du Donetz ; deuxièmement, le suicide de V. V. Oldenborger, ingénieur en chef du service des eaux de Moscou, par suite des conditions de travail impossibles qui lui avaient été faites et qui étaient dues à l'incompétence et à la conduite intolérable aussi bien des membres de la cellule communiste que des organismes soviétiques, ce qui a obligé le Comité exécutif central des Soviets de Russie à renvoyer toute cette affaire devant le tribunal. La faute ici incombe dans une mesure infiniment plus grande au Parti communiste et au pouvoir des Soviets dans son ensemble, qu'aux syndicats. Mais en ce moment il ne s'agit pas d'établir la part de responsabilité politique ; il s'agit de tirer des conclusions politiques précises. Si tous nos organismes dirigeants, c'est-à-dire le Parti communiste, le pouvoir des Soviets, les syndicats n'arrivent pas à faire en sorte que nous ménagions, comme la prunelle de nos yeux, tout spécialiste qui, avec la compétence et l'amour qu'il a de son métier, travaille de bonne foi, fût-il idéologiquement tout à fait étranger au communisme, — il ne saurait être question d'aucun succès sérieux pour l'œuvre de construction socialiste. Nous ne pourrons pas encore de sitôt obtenir, mais il nous faut obtenir à tout prix, que les spécialistes, cette catégorie sociale particulière et qui demeurera telle jusqu'à ce que soit atteint le degré supérieur du développement de la société communiste, — vivent mieux sous le socialisme que sous le capitalisme, au point de vue matériel, juridique, et sous le rapport de la collaboration fraternelle avec les ouvriers et les paysans, et sous le rapport moral, c'est-à-dire qu'ils soient satisfaits de leur travail et conscients de son utilité sociale, affranchis qu'ils sont des intérêts cupides de la classe des capitalistes. Nul ne voudra reconnaître pour tant soit peu bien organisée une administration qui ne ferait pas un travail méthodique et fournissant des résultats pratiques, afin de pourvoir à tous les besoins des spécialistes, d'encourager les meilleurs d'entre eux, de défendre et de protéger leurs intérêts, etc. Les syndicats doivent s'acquitter de toutes ces tâches diverses (ou participer systématiquement au travail respectif des diverses administrations), non pas du point de vue des intérêts d'une administration donnée, mais de celui des intérêts du travail et de l'économie nationale, considérés dans leur ensemble. En ce qui concerne les spécialistes, une tâche très difficile, très lourde incombe aux syndicats : exercer une action quotidienne sur les plus grandes masses de travailleurs afin de créer de justes rapports entre eux et les spécialistes. Seul un tel travail est susceptible de donner des résultats pratiques vraiment sérieux.

11. LES SYNDICATS ET LES INFLUENCES PETITES-BOURGEOISES SUR LA CLASSE OUVRIÈRE

Les syndicats ne sont force réelle que lorsqu'ils groupent de très larges contingents d'ouvriers sans-parti. De là découle inévitablement, surtout dans un pays où la prédominance de la paysannerie est très grande, la persistance relative, justement parmi les syndicats, de toutes les tendances politiques, qui sont une superstructure des vestiges du capitalisme et de la petite production. Ce sont les influences petites-bourgeoises, c'est-à-dire d'une part socialistes-révolutionnaires et menchéviques (variété russe des partis de la II^{e} Internationale et de l'Internationale $2^{1}/_{2}$) ; d'autre part, anarchistes. Dans ces courants seuls il subsiste un nombre plus ou moins appréciable de gens qui défendent le capitalisme, non pour des motifs intéressés de classe, mais sur le terrain idéologique, tout en continuant de croire à l'importance hors-classe qui s'attache à la «démocratie», à l'« égalité », à la « liberté » en général à toutes choses prêchées par eux. C'est par la cause économique spéciale indiquée plus haut, et non par le rôle de certains groupes, encore moins de certaines personnalités, qu'il convient d'expliquer la survivance chez nous (quelquefois la renaissance) de semblables idées petites-bourgeoises dans les syndicats. Le Parti communiste et les institutions soviétiques qui font œuvre de culture et d'éducation, et tous les communistes dans les syndicats, doivent par conséquent réserver une attention beaucoup plus grande à la lutte idéologique contre les influences, tendances et déviations petites-bourgeoises dans les syndicats, — d'autant plus que la nouvelle politique économique ne peut pas ne pas mener à un certain renforcement du capitalisme. La contrepartie, — sous forme d'intensification de la lutte contre les influences petites-bourgeoises sur la classe ouvrière, — est d'une impérieuse nécessité.

Le Comité Central du P.C.R. (b).
Publié dans la Pravda, n° 12, 17 janvier 1922.

RAPPORT POLITIQUE DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE RUSSE (bolchevik), PRÉSENTÉ AU XI[e] CONGRÈS DU P.C.R.(b) LE 27 MARS 1922

Camarades, permettez-moi de commencer le rapport politique du Comité central, non par le début de l'année mais par la fin. A l'heure actuelle, la question politique la plus brûlante est celle de la Conférence de Gênes[79]. Mais étant donné que notre presse en a déjà beaucoup parlé, et que dans mon discours du 6 mars[80], qui a été publié, il m'a fallu exposer l'essentiel sur cette question, si vous n'insistez pas pour que je vous donne des explications complémentaires, je vous demanderais la permission de ne pas entrer dans les détails de cette question.

En somme, vous êtes tous au courant de la question relative à Gênes, puisque la presse lui a consacré beaucoup de place, et même, à mon sens, beaucoup trop de place au détriment des nécessités réelles, pratiques et immédiates, de notre œuvre d'édification en général, et de notre construction économique en particulier. En Europe, cela se conçoit, dans tous les pays bourgeois on aime beaucoup occuper, bourrer les cerveaux de caquetages de toute sorte au sujet de la conférence de Gênes. Et cette fois-ci (à vrai dire ce n'est pas la seule) nous les imitons, et nous les imitons beaucoup trop.

Je dois vous dire qu'au Comité central nous avons pris, toutes les précautions nécessaires pour former une délégation de nos meilleurs diplomates. (Aujourd'hui nous possédons bon nombre de diplomates soviétiques, ce qui n'était pas le cas dans les premiers temps de la République des Soviets.) Nous avons élaboré au Comité central des directives suffisamment détaillées pour nos diplomates à Gênes ; ces directives ont été élaborées longuement, discutées à plusieurs reprises, et puis examinées à nouveau. Il s'agit ici, cela va de soi, d'une question je ne dirais pas militaire parce que ce mot provoquerait des interprétations fausses, mais dans tous les cas, d'une question de compétition. Dans le camp bourgeois il existe un courant extrêmement fort, beaucoup plus puissant que tous les autres, qui tend à faire échouer la conférence de Gênes. Il est d'autres courants qui veulent à tout prix défendre la conférence de Gênes, obtenir qu'elle se réunisse. Ce sont ces derniers courants qui, aujourd'hui, ont pris le dessus. Il existe enfin dans le camp de tous les pays bourgeois, un courant que l'on pourrait appeler pacifiste, et où l'on pourrait ranger toute la II[e] Internationale et l'Internationale $2^1/_2$. C'est le camp de la bourgeoisie qui essaie de défendre une série de propositions pacifistes et de tracer en quelque sorte une politique de pacifisme. Nous, communistes, nous avons sur ce pacifisme une opinion précise qu'il serait tout à fait superflu d'exposer ici. Bien entendu, nous allons à Gênes non en communistes mais en marchands. Nous avons besoin de faire du commerce, eux de même. Nous désirons faire du commerce à notre avantage à nous ; ils désirent le faire à leur avantage à eux. Quel tour prendra la lutte ? Cela dépendra, dans une faible mesure il est vrai, de l'habileté de nos diplomates.

On comprend que nous rendant à Gênes en qualité de marchands, nous ne pouvons être indifférents à la question de savoir si nous aurons affaire aux représentants du camp bourgeois, qui penchent pour une solution militaire du problème, ou aux représentants du camp bourgeois, qui penchent pour le pacifisme, fût-il le pire et, du point de vue communiste, ne résistant pas même à une ombre de critique. Bien mauvais serait le marchand qui ne comprendrait pas cette différence et ne saurait adapter sa tactique à la situation pour obtenir des résultats pratiques.

Nous allons à Gênes avec un but pratique : élargir le commerce et créer des conditions qui favoriseraient son développement le plus vaste et le plus heureux. Mais nous ne garantissons pas du tout le succès de la conférence de Gênes. Prétendre le garantir serait ridicule et absurde. Je crois cependant qu'en appréciant avec la plus grande lucidité et avec la plus grande circonspection les possibilités qu'offre aujourd'hui la conférence de Gênes, il ne sera pas exagéré de dire que nous arriverons à notre but.

Par la conférence de Gênes, si nos interlocuteurs sont assez raisonnables et pas trop têtus ; en dehors de la conférence, s'ils s'avisent de s'obstiner. Mais nous arriverons à notre but !

Car les intérêts les plus pressants, les plus essentiels, les plus pratiques de tous les pays capitalistes, intérêts qui se sont nettement manifestés en ces dernières années, exigent que le commerce avec la Russie soit développé, réglé et étendu. Et dès l'instant que ces intérêts sont en jeu, on peut discuter, on peut disputer, on peut se séparer sur telle ou telle combinaison, — il est même fort probable que nous aurons à nous séparer, — mais finalement, cette nécessité économique essentielle se frayera elle-même un chemin. Et je pense que nous pouvons être tranquilles là-dessus. Je ne garantis pas le délai, je ne garantis pas la réussite, mais ici précisément, devant cette assemblée on peut dire avec assez de certitude que les relations commerciales régulières entre la République des

Soviets et le monde capitaliste, continueront nécessairement à se développer. Des à-coups pourront se produire, — j'en parlerai en son lieu et place dans mon rapport, — mais je pense que pour la question de Gênes, nous pouvons nous en tenir là.

Il va sans dire que les camarades qui désireraient étudier la question en détail et qui ne se contenteraient pas de la liste des membres de la délégation publiée dans les journaux, auront la faculté de nommer une commission ou une section, en vue d'étudier toute la documentation dont dispose le Comité central, la correspondance, les directives. Bien entendu nous avons arrêté les détails à priori, puisque jusqu'ici nous ne savons pas exactement qui siégera à Gênes ni quelles conditions ou conditions préalables, ou réserves, seront formulées. Les examiner toutes ici, serait parfaitement inutile, et je crois même pratiquement impossible. Je répète : le congrès a pleine et entière possibilité de réunir, par l'intermédiaire d'une commission ou d'une section, tous les documents relatifs à cette question, tant ceux qui ont été publiés que ceux dont dispose le Comité central.

Je me bornerai donc à ce que j'ai dit, car j'ai la certitude que nos plus grandes difficultés ne sont pas dans cette question. Ce n'est pas là le point sur lequel tout le Parti doit porter principalement son attention. La presse bourgeoise européenne grossit et exagère artificiellement et à dessein la portée de cette conférence, trompant ainsi les masses laborieuses (ainsi font toujours les neuf dixièmes de la presse bourgeoise dans tous ces libres pays et républiques démocratiques). Nous nous sommes laissés un peu influencer par cette presse. Comme toujours, nos journaux se laissent encore influencer par les anciennes coutumes bourgeoises ; ils ne veulent pas adopter les nouvelles méthodes socialistes, et c'est ainsi que nous avons fait du bruit plus que la chose n'en valait la peine. Au fond, Gênes n'offre pas de grandes difficultés pour les communistes, surtout pour ceux qui, comme nous, ont vécu les graves années d'après 1917, qui ont connu les graves combinaisons politiques intervenues depuis cette époque. Je n'ai pas souvenance que cette question ait soulevé quelques désaccords ou discussions au sein du Comité central, ni dans notre Parti. Et c'est naturel, car il n'y a là rien de litigieux du point de vue des communistes, même en tenant compte des différentes nuances qui existent parmi eux. Je (répète : nous allons à Gênes en tant que marchands, pour obtenir les conditions les plus avantageuses au développement du commerce, qui a déjà commencé, qui se poursuit et qui, si même on réussissait à l'interrompre par la force pour tel ou tel délai, reprendrait nécessairement de plus belle après cette interruption.

Voilà pourquoi je m'en tiendrai, pour Gênes, à ces brèves indications. Et je passe aux questions qui, à mes yeux, sont les questions politiques essentielles de l'année écoulée et les questions politiques essentielles de l'année à venir. Il me semble (ou du moins telle est ma façon de voir) que le rapport politique du Comité central ne doit pas exposer simplement les événements de l'année écoulée, mais les leçons politiques fondamentales, essentielles qui se dégagent de ces événements, afin que nous puissions établir correctement notre politique pour l'année prochaine, et pour que l'année écoulée nous ait enseigné quelque chose.

La question principale est évidemment la nouvelle politique économique. Cette année s'est écoulée tout entière sous le signe de la nouvelle politique économique. S'il est vrai qu'en cette année nous ayons à enregistrer une conquête importante, sérieuse, inaliénable (pour ma part, je n'en suis pas encore très sûr), cela ne peut être que celle-ci : nous avons tiré quelques enseignements des principes de la nouvelle politique économique. En effet, au cours de cette année, nous avons beaucoup appris dans le domaine de la nouvelle politique économique. Quant à la question de savoir si nous avons réellement appris, et combien, la chose sera probablement vérifiée par les faits, par les événements à venir, et qui dépendront fort peu de notre volonté, comme par exemple la crise financière imminente. L'essentiel, ce me semble, dans la nouvelle politique économique, et que nous devons mettre à la base de tous nos jugements afin de tenir compte de l'expérience acquise au cours de cette année, afin d'en tirer des enseignements pratiques pour l'année prochaine, — ce sont les trois points suivants :

Tout d'abord la nouvelle politique économique a pour nous ceci d'important qu'elle permet de vérifier si nous réalisons effectivement l'alliance avec l'économie paysanne. A l'époque précédente du développement de notre révolution, alors que toute l'attention et toutes les forces étaient surtout attirées ou presque entièrement absorbées par la lutte contre l'envahisseur, nous ne pouvions nous occuper sérieusement de cette alliance, nous avions autre chose en tête. Nous pouvions et nous devions jusqu'à un certain point négliger cette alliance, puisqu'une autre tâche, d'une urgence absolue, s'imposait directement à nous : écarter le danger d'être immédiatement étranglés par les forces gigantesques de l'impérialisme mondial.

Le tournant vers la nouvelle politique économique a été décidé au dernier congrès avec une unanimité rare, plus grande même que pour les autres questions décidées dans notre Parti (qui, il faut le reconnaître, se distingue en général par sa grande unanimité). Cette unanimité a montré qu'il était devenu absolument nécessaire d'adopter une nouvelle méthode dans l'économie socialiste. Des gens dont les opinions divergeaient sur bien des questions,

des gens qui jugeaient la situation de points de vue différents, «ont arrivés sans hésiter, unanimement et très vite, à cette conclusion que nous n'avions pas de vraie méthode en ce qui concerne l'économie socialiste, la construction des assises de cette économie ; et que le seul moyen d'arriver à la bonne méthode, c'était la nouvelle politique économique. Il nous a fallu, par suite du développement des événements militaires, des événements politiques, par suite du développement du capitalisme dans le vieil Occident cultivé et du développement des facteurs politiques et sociaux dans les colonies, — il nous a fallu, les premiers, faire une brèche dans le vieux monde bourgeois, et cela au moment où notre pays était, économiquement, un des pays les plus arriérés, sinon le plus arriéré. L'immense majorité des exploitations paysannes de notre pays sont de petites exploitations individuelles. L'exécution de ceux des points de notre programme communiste que nous pouvions réaliser tout de suite, s'est faite jusqu'à un certain point, en marge de ce qui se passait dans la grande masse paysanne, sur laquelle nous avions fait peser de très lourdes charges, en les justifiant par cet argument que la guerre, à cet égard, ne souffrait aucune hésitation. Cet argument, considéré dans son ensemble, a été accepté par la paysannerie, nonobstant les fautes que nous n'avions pu éviter. Les paysans, dans leur masse, ont vu et compris que les lourdes charges qu'on leur imposait étaient nécessaires pour sauvegarder le pouvoir des ouvriers et des paysans contre les grands propriétaires fonciers, pour ne pas être étouffés par l'invasion capitaliste qui menaçait de reprendre toutes les conquêtes de la révolution. Mais entre l'économie que nous bâtissions dans les fabriques, les usines, les exploitations rurales, nationalisées ou socialisées, d'une part, et l'économie paysanne de l'autre, il n'existait pas d'alliance.

Nous nous en sommes nettement rendu compte au dernier congrès du Parti. Nous l'avons vu nettement au point que sur la question de savoir si la nouvelle politique économique était nécessaire, il n'y a eu aucune hésitation dans le Parti.

Il est plaisant d'observer dans la presse infiniment abondante des divers partis russes à l'étranger, la façon dont on apprécie notre décision. Ces appréciations ne diffèrent que très peu : vivant des choses du passé ces gens-là continuent aujourd'hui encore à prétendre que les communistes de gauche sont jusqu'à ce jour contre la nouvelle politique économique. Se rappelant en 1921 ce qui s'était passé en 1918, et que les communistes de gauche ont eux-mêmes oublié, ils mâchent et remâchent ces faits, en assurant que les bolchéviks sont, comme on sait, des gens perfides et hypocrites ; qu'ils dissimulent à l'Europe les désaccords existants entre eux sur ce point. Quand je lis ces choses, je me dis : laissons-les se fourvoyer. Si ce sont là les idées qu'ils se font de ce qui se passe chez nous, elles nous permettent de juger du degré de conscience de ces vieilles personnes, soi-disant très instruites, et qui aujourd'hui sont parties pour l'étranger. Nous savons qu'il n'y a eu entre nous aucune espèce de désaccord, et cela parce que la nécessité pratique d'adopter une méthode nouvelle dans la construction des assises de l'économie socialiste était évidente pour tous.

Nous n'avions pas d'alliance entre l'économie paysanne et la nouvelle économie que nous nous efforcions de créer. Existe-t-elle aujourd'hui ? Pas encore. Nous y arrivons seulement. Toute la raison d'être de la nouvelle politique économique, que souvent encore notre presse continue de chercher partout, excepté là où elle se trouve, toute sa raison d'être réside en ceci et en ceci seulement : établir une alliance avec la nouvelle économie que nous sommes en train de créer au prix d'un immense effort. C'est ce qui fait notre mérite ; sans cela nous ne serions pas communistes révolutionnaires.

La nouvelle économie, nous avons entrepris de l'édifier en usant de méthodes tout à fait nouvelles, en rompant avec le passé. Et si nous n'avions pas commencé à édifier la nouvelle économie, nous aurions été battus dès les premiers mois, dès les premières années, battus à plate couture. Mais cela ne veut point dire que si nous avons entrepris cette tâche avec une hardiesse aussi absolue, nous nous obstinerons à continuer dans le même sentiment. Qu'est-ce qui le prouve ? Rien ne le prouve.

Nous avons dit dès le début qu'il nous fallait entreprendre une œuvre toute nouvelle, sans précédent. Et que si les camarades ouvriers des pays plus avancés au point de vue capitaliste ne venaient pas rapidement à notre aide, notre tâche serait incroyablement difficile, nous commettrions certainement une série d'erreurs. L'essentiel est de savoir considérer avec lucidité les erreurs commises, et tout refaire depuis le commencement. S'il nous arrive non pas deux fois, mais même maintes fois de tout refaire depuis le commencement, ce sera la preuve que nous sommes exempts de préjugés, que nous considérons d'un œil lucide notre tâche, la plus grande qui ait jamais été entreprise dans le monde.

Aujourd'hui, l'essentiel dans la nouvelle politique économique, est de bien nous assimiler l'expérience de l'année écoulée. Il faut le faire, et nous le voulons. Or si nous voulons y arriver coûte que coûte (nous le voulons, et nous y arriverons !) il ne faut pas oublier que la nouvelle politique économique a pour tâche, — tâche essentielle,

décisive et qui se subordonne toutes les autres, — d'établir une alliance entre la nouvelle économie que nous avons commencé d'édifier (très mal, très inhabilement, mais commencé cependant, sur la base d'une économie toute nouvelle, socialiste, d'une nouvelle production, d'une nouvelle répartition), et l'économie paysanne pratiquée par des millions et des millions de paysans.

Cette alliance était inexistante, et nous devons, avant tout, la créer. Tout doit être subordonné à cette tâche. Il nous faut encore établir dans quelle mesure la nouvelle politique économique a réussi à créer cette alliance, et ne pas détruire ce que nous avons commencé, maladroitement, à édifier.

Nous bâtissons notre économie en liaison avec la paysannerie. Nous aurons à la remanier maintes fois pour arriver à établir une alliance entre notre travail socialiste dans le domaine de la grosse industrie et de l'agriculture, et le travail auquel est occupé chaque paysan, travail dont il s'acquitte comme il peut, en luttant contre la misère et sans raffiner (le moyen de raffiner quand il lui faut se tirer d'affaire, échapper au danger immédiat de mourir dans les tortures de la faim ?).

Il faut montrer cette alliance afin que nous la voyions clairement, afin que le peuple tout entier la voie, afin que toute la masse paysanne voie qu'il existe une liaison entre sa vie pénible d'aujourd'hui, vie incroyablement désorganisée, incroyablement misérable, douloureuse, et le travail qui se fait au nom de lointains idéaux socialistes. Il faut faire en sorte que le simple travailleur, le travailleur du rang, comprenne que sa situation a été améliorée, et qu'il a obtenu cette amélioration autrement que ne l'obtenaient quelques paysans peu nombreux, à l'époque où le pouvoir appartenait aux grands propriétaires fonciers et aux capitalistes, où chaque amélioration (car il y a eu des améliorations incontestables et même très importantes) impliquait des humiliations, des brimades, des vexations infligées au moujik, des violences exercées contre la masse, et qu'aucun paysan de Russie n'a oubliées et n'oubliera pendant des dizaines d'années. Notre fout, c'est de rétablir l'alliance, c'est de prouver au paysan dans nos actes que nous commençons par ce qui lui est compréhensible, familier et accessible aujourd'hui, en dépit de toute sa misère, et non par quelque chose de lointain, de fantastique, du point de vue du paysan ; c'est de prouver que nous savons l'aider ; que dans cette situation pénible pour le petit paysan ruiné, plongé dans la misère et torturé par la faim, les communistes lui apportent un secours réel et immédiat. Ou bien nous le prouverons, ou bien il nous enverra promener à tous les diables. Cela est absolument certain.

Voilà la raison d'être de la nouvelle politique économique, voilà ce qui fait la base de toute notre politique. Là est l'enseignement essentiel qui se dégage de l'application de la nouvelle politique économique au cours de l'année écoulée et pour ainsi dire notre principale règle (politique pour l'année qui vient. Le paysan nous fait crédit et, bien entendu, après ce qu'il a vécu, il ne petit pas ne pas nous faire crédit. Le paysan, dans, sa masse, acquiesce : « Si vous ne savez pas y faire, nous attendrons ; peut-être finirez-vous par apprendre. » Mais ce crédit ne peut pas être inépuisable.

Il ne faut pas l'oublier et, bien qu'ayant reçu du crédit, nous devons nous dépêcher. Il ne faut pas oublier que le moment approche où les paysans de notre pays cesseront de nous faire crédit, où ils demanderont, pour employer la terminologie commerciale, à être payés comptant. « Tout de même, après tant de mois et tant d'années de délai, vous avez acquis aujourd'hui, chers gouvernants, le moyen le plus sûr, le plus efficace, de nous aider pour nous tirer du besoin, de la misère, de la faim et de la ruine. Vous savez le faire, vous l'avez prouvé. » Voilà l'examen qu'il nous faudra subir inévitablement, et c'est lui, cet examen, qui décidera de tout en dernière analyse : et du sort de la Nep, et des destinées du régime communiste en Russie.

Saurons-nous achever notre tâche immédiate, oui ou non ? Et cette Nep, servira-t-elle, oui ou non, à quelque chose ? Si la retraite est indiquée, reculons, mais en alliance parfaite avec la masse paysanne ; ensuite, toujours avec elle, avançons, cent fois plus lentement, mais en revanche d'un pas ferme, irrésistible, afin qu'elle voie sans cesse que tout de même nous progressons. Alors notre œuvre sera absolument invincible, aucune force au monde ne pourra triompher de nous. Jusqu'à présent, au bout de la première année, nous n'y sommes pas encore parvenus. Il faut le dire franchement. Et j'ai la conviction profonde (notre nouvelle politique économique permet de tirer net et ferme cette conclusion) que si nous comprenons l'immense danger que comporte la Nep ; si nous orientons toutes nos forces vers les points faibles, nous saurons nous acquitter de cette tâche.

Il faut nous allier à la masse paysanne, aux simples paysans travailleurs, et avancer beaucoup moins vite, infiniment plus lentement que nous ne l'avions rêvé mais, en revanche, de telle sorte que réellement toute la masse avancera avec nous. Et alors ce mouvement marquera, au moment voulu, une accélération comme nous ne pouvons pas même la rêver aujourd'hui. C'est, selon moi, la première leçon politique essentielle qui se dégage de la nouvelle politique économique.

La deuxième leçon, de caractère plus particulier, c'est la vérification des entreprises de l'Etat et des entreprises capitalistes par la compétition. Nous fondons aujourd'hui des sociétés mixtes, — j'en dirai quelques mots tout à l'heure, — qui, comme du reste tout notre commerce d'Etat, et toute notre nouvelle politique économique, ne sont qu'une application par nous, communistes, des procédés commerciaux, des procédés capitalistes. Elles présentent encore ceci d'intéressant qu'elles créent une compétition pratique entre les procédés capitalistes et nos procédés à nous. Comparez pratiquement. Jusqu'ici nous avons rédigé un programme et fait des promesses. La chose était absolument nécessaire en son temps. Sans avoir un programme et sans faire de promesses, on ne peut pas préconiser la révolution mondiale. Et si les gardes blancs, menchéviks y compris, nous le reprochent avec véhémence, c'est la preuve que les menchéviks et les socialistes de la II^{e} Internationale et de l'Internationale $2^{1}/_{2}$ n'ont aucune idée de la façon dont se développe en général la révolution. Nous ne pouvions commencer autrement.

Mais aujourd'hui la situation est telle que nous devons organiser une vérification sérieuse de notre travail, pas celle qu'exercent les institutions de contrôle créées par les communistes eux-mêmes, quand bien même elles existeraient dans notre système soviétique, comme dans celui du Parti, quand bien même elles seraient excellentes, presque idéales. Ce n'est pas de cette vérification-là que nous avons besoin ; ce qu'il nous faut, c'est une vérification du point de vue de l'économie prise de masse.

Le capitaliste savait ravitailler. Il le faisait mal, en voleur, il nous humiliait, il nous pillait. Les simples ouvriers et paysans le savent, qui ne parlent pas du communisme parce qu'ils ignorent ce que c'est.

« Mais les capitalistes savaient tout de même fournir la population. Et vous, le savez-vous ? Non. » Car ce sont bien ces voix-là qui, au printemps de l'année dernière, se sont fait entendre, pas toujours distinctement, mais qui n'en formaient pas moins le fond de la crise du printemps dernier. « Vous êtes, certes, de très braves gens, mais la tâche que vous avez entreprise, la tâche économique, vous ne savez pas l'accomplir. » Voilà la critique très simple mais meurtrière, s'il en fut, que la paysannerie et, par son truchement, plusieurs catégories d'ouvriers, ont adressée l'année dernière au Parti communiste. Voilà pourquoi la question de la Nep, cette vieille question, acquiert une telle importance.

Il faut un contrôle réel. A vos côtés œuvre le capitaliste ; il œuvre en maraudeur, il prélève des bénéfices, mais il sait y faire. Et vous ? Vous essayez de nouvelles méthodes : des bénéfices, vous n'en avez pas ; vos principes sont communistes, vos idéaux — excellents ; en un mot, à vous en croire, vous êtes de petits saints et de votre vivant vous méritez le paradis, — mais savez-vous travailler ? Il faut un contrôle, un contrôle véritable, non pas celui qui consisterait pour la Commission centrale de Contrôle à faire une enquête et à voter un blâme, et pour le Comité exécutif central des Soviets de Russie à infliger une sanction. Non, il faut un contrôle véritable, du point de vue de l'économie nationale.

Les communistes ont reçu toute sorte de délais ; jamais, à aucun gouvernement, il n'avait été fait tant de crédit. Certes, les communistes ont aidé à se débarrasser des capitalistes, des grands propriétaires fonciers ; les paysans l'apprécient ; et ils ont fait crédit, accordé des délais, mais pour un temps... Après, vient la vérification : savez-vous conduire les affaires aussi bien que les autres ? L'ancien capitaliste le savait. Vous ne le savez pas.

Voilà la première leçon, voilà la première partie, essentielle, du rapport politique du Comité central. Nous ne savons pas conduire les affaires. La preuve en a été faite dans l'année écoulée. J'aurais bien voulu analyser, à titre d'exemple, l'activité de quelques gostrusts [trusts d'Etat] (pour m'exprimer dans cette belle langue russe tant vantée par Tourguénev) et montrer comme nous savons conduire les affaires...

Malheureusement, pour plusieurs raisons, pour cause de maladie surtout, je n'ai pas pu travailler cette partie de mon rapport. Je dois donc me borner à dire ma conviction fondée sur l'observation des faits. Au cours de cette année nous avons prouvé avec une entière évidence que nous ne savions pas conduire les affaires. Voilà la principale leçon. Ou bien nous prouverons le contraire cette année, ou bien le pouvoir des Soviets ne peut exister. Et le plus grand danger, c'est que fous ne s'en rendent pas compte. Si tous les communistes, tous les travailleurs responsables, se rendaient nettement compte qu'ils ne savent pas travailler, qu'ils feraient bien de s'instruire depuis le commencement, nous aurions gain de cause. Ce serait, selon moi, la conclusion essentielle, capitale. Mais on ne se rend pas compte de la chose ; on a la certitude que s'il en est qui pensent ainsi, ce sont les gens peu cultivés, qui n'ont pas appris le communisme. Qu'ils étudient, et peut-être comprendront-ils. Non. Excusez. Le paysan, l'ouvrier sans-parti n'ont pas étudié le communisme ? Il ne s'agit pas de cela. La vérité, c'est que le temps n'est plus où il fallait développer un programme et appeler le peuple à exécuter ce programme sublime. Cette époque est révolue. Aujourd'hui il vous faut prouver que dans la pénible situation actuelle, vous

savez pratiquement améliorer les conditions matérielles de l'ouvrier et du moujik, de façon qu'ils voient que vous avez triomphé dans la compétition.

Les sociétés mixtes que nous avons commencé à fonder et auxquelles participent et des capitalistes privés, russes et étrangers, et des communistes, sont une des formes permettant de bien organiser la compétition, pour apprendre et montrer que nous savons aussi bien que les capitalistes établir une alliance avec l'économie paysanne ; que nous pouvons satisfaire aux besoins du paysan, que nous pouvons l'aider à progresser, tel qu'il est aujourd'hui, malgré toute son ignorance, car il est impossible de le refaire à bref délai.

Voilà la compétition qui s'impose à nous comme une tâche absolue, immédiate. C'est là le nœud de la nouvelle politique économique et aussi, j'en ai la conviction, le fond de la politique de notre Parti. Des difficultés et des problèmes d'ordre purement politiques, nous en avons tant et plus. Et vous les connaissez : c'est Gênes; c'est le danger d'une intervention militaire. Les difficultés sont grandes, mais comparées à cette difficulté-là, elles sont toutes insignifiantes. Là nous avons déjà vu comment on s'y prend, nous avons beaucoup appris, nous savons ce qu'est la diplomatie bourgeoise. C'est une chose que les menchéviks nous ont enseignée quinze ans durant ; et ils nous ont donné certaines connaissances utiles. Ce n'est pas nouveau.

Or voici ce que nous devons faire en matière d'économie : triompher dans la compétition avec un simple commis, avec un vulgaire capitaliste, avec le marchand qui ira trouver le paysan et ne discutera pas sur le communisme, — imaginez-vous cela : il ne discutera pas sur le communisme, — mais sur la question suivante : pour ce qui est de se procurer le nécessaire, de faire une affaire comme il faut, de bâtir, je bâtirai cher quant à moi, mais peut-être que les communistes bâtiront plus cher encore, peut-être même dix fois plus cher. Voilà l'agitation qui, à l'heure actuelle, constitue le pivot, le fondement de l'économie.

Je répète : c'est grâce à notre juste politique que le peuple nous a accordé un délai, nous a fait crédit. Ce sont là des traites, pour employer le langage de la Nep, mais qui ne portent pas la date de leur échéance. Quand seront-elles présentées ? Le texte des traites ne le dit pas. Et c'est là le danger, c'est là aussi ce qui distingue ces traites politiques des traites commerciales ordinaires. Voilà où nous devons porter toute notre attention. Nous ne devons pas nous endormir sur l'idée que partout, dans les trusts de l'Etat et dans les sociétés mixtes, travaillent des communistes responsables, excellents. La belle consolation, puisque ces communistes ne savent pas conduire les affaires et sont à cet égard pires qu'un vulgaire commis de capitaliste, qui a passé par l'école de la grande usine et de la grosse maison de commerce. Voilà ce dont nous n'avons pas conscience ; il y a là de la vanité communiste, du *comtchvanstvo* pour employer cette même sublime langue russe. La vérité est qu'un communiste responsable, le meilleur, et manifestement honnête et dévoué, qui a subi le bagne et bravé la mort, ne sait pas faire du commerce, parce qu'il n'est pas un homme d'affaires, parce qu'il n'a pas appris cela et ne veut pas l'apprendre, parce qu'il ne comprend pas qu'il lui faut tout apprendre, depuis les premiers rudiments. Ce communiste, ce révolutionnaire qui a fait la plus grande révolution qu'on ait jamais vue dans le monde, ce révolutionnaire que contemplent sinon quarante pyramides, du moins quarante pays européens avec l'espoir de s'affranchir du capitalisme, — ce communiste et ce révolutionnaire doit prendre des leçons auprès du vulgaire commis qui a trimé dix ans dans une épicerie, qui connaît son affaire, tandis que ce communiste responsable, ce révolutionnaire dévoué, non seulement ne la connaît pas, mais ne sait même pas qu'il ne la connaît pas.

Voilà pourquoi, camarades, si nous remédions à cette première ignorance, ce sera une immense victoire. Nous devons emporter de ce congrès la conviction que nous ne savons pas faire le commerce et que nous devons l'apprendre, en commençant par l'ABC Malgré tout nous n'avons pas encore cessé d'être des révolutionnaires (bien que beaucoup disent, et même pas tout à fait sans raison, que nous nous sommes bureaucratisés), et nous pouvons comprendre cette simple vérité qu'en entreprenant une tâche extrêmement difficile, et nouvelle pour nous, il faut savoir, à plusieurs reprises, recommencer, dès le début. Tu as commencé, tu es arrivé à une impasse, recommence, refais tout dix fois s'il le faut, mais arrive à tes fins. Ne fais pas l'important, ne tire pas vanité de ta qualité de communiste, tandis qu'un quelconque commis, un sans-parti, peut-être un garde blanc, et même à coup sûr un garde blanc, sait faire le travail qui, économiquement, doit être accompli coûte que coûte, alors que toi, tu ne sais pas le faire. Si toi qui es un communiste responsable et qui possèdes par centaines titres et grades honorifiques, celui de « chevalier » de l'ordre communiste et soviétique y compris, — si tu arrives à comprendre cette vérité, tu atteindras ton but, car il s'agit d'une chose qui s'apprend.

Nous avons obtenu quelques succès, au cours, de cette année, mais ils sont tout à fait minimes, insignifiants. Le plus grave, c'est que chez nous on n'a pas conscience, on ne se rend pas suffisamment compte, tous les communistes n'ont pas la conviction qu'à l'heure actuelle, le communiste russe le plus responsable et le plus dévoué, a moins de savoir-faire que le premier venu parmi les anciens commis. Il faut, je le répète, étudier en

commençant par le commencement. Si nous arrivons à le comprendre, nous subirons notre examen avec succès, Or l'épreuve est grave. Elle nous sera proposée par la crise financière qui approche, par le marché, le marché russe et le marché international, auxquels nous sommes subordonnés, auxquels nous sommes liés et dont il est impossible de nous arracher... Cette épreuve est grave, car ici l'on peut nous battre économiquement et politiquement.

C'est ainsi que la question se pose, et seulement ainsi, car la compétition où nous sommes engagés est sérieuse, elle est décisive. Bien des solutions, bien des issues s'offraient à nous pour sortir de nos difficultés politiques et économiques. Et nous pouvons dire avec fierté que, jusqu'ici, nous avons su mettre à profit toutes ces solutions et ces issues, en les combinant selon les circonstances. Mais maintenant nous n'avons plus d'issues. Permettez-moi de vous le dire sans aucune exagération. De sorte qu'ici ce sera réellement le « dernier et décisif combat », non pas avec le capitalisme international, — sur ce terrain nous aurons encore à livrer plus d'un « dernier et décisif combat », — mais avec le capitalisme russe, avec celui qu'engendre et entretient la petite économie paysanne. C'est là que nous aurons à livrer très prochainement un combat dont on ne saurait dire exactement la date. Ce sera la « lutte finale » ; et il ne saurait être question d'aucune échappatoire, ni politique, ni autre, puisque ce sera l'examen de la compétition que nous avons engagée avec le capital privé. Ou bien nous subirons avec succès l'épreuve de la compétition avec le capital privé, ou bien ce sera un échec complet. Pour passer avec succès cet examen, nous possédons le pouvoir politique et une foule de ressources économiques et autres, nous possédons tout ce que vous voulez, excepté le savoir-faire. Le savoir-faire nous manque. Mais si nous savons tirer cette simple leçon de l'expérience de l'année écoulée, et si nous nous en inspirons durant toute l'année 1922, alors nous vaincrons cette autre difficulté, bien qu'elle soit beaucoup plus grande que la difficulté précédente, du fait qu'elle réside en nous-mêmes. Ce n'est pas comme avec un quelconque ennemi du dehors. La difficulté, c'est que nous-mêmes ne voulons pas comprendre la désagréable vérité qui s'impose à nous ; nous ne voulons pas nous trouver dans la désagréable situation qui doit être la nôtre : apprendre par le commencement. Telle est la deuxième leçon qui, selon moi, découle de la nouvelle politique économique.

La troisième leçon, complémentaire, est celle qui concerne le capitalisme d'Etat. Je regrette que Boukharine n'assiste pas à ce congrès ; j'aurais voulu discuter un peu avec lui. Mais je préfère remettre cela jusqu'au congrès prochain. Pour ce qui est du capitalisme d'Etat, il me semble que notre presse en général, et en général notre Parti, commettent la faute de tomber dans l'intellectualisme, dans le libéralisme ; nous raffinons sur la question de savoir ce qu'on doit entendre par capitalisme d'Etat, et nous consultons de vieux livres. Or ces vieux livres parlent de tout autre chose : ils traitent du capitalisme d'Etat qui existe en régime capitaliste ; mais il n'y a pas un seul livre qui parle du capitalisme d'Etat en régime communiste. Même Marx ne s'est pas avisé d'écrire un seul mot à ce sujet, et il est mont sans avoir laissé une seule citation précise, une seule indication, irréfutable. Aussi devons-nous aujourd'hui nous tirer d'affaire par nos propres moyens. Et si l'on passe mentalement en revue notre presse, si l'on considère d'un coup d'œil d'ensemble la façon dont elle traite le problème du capitalisme d'Etat, — ce que j'ai essayé de faire en préparant mon rapport, — on arrive à cette conviction que Ton tire à côté, que l'on regarde dans une tout autre direction.

Le capitalisme d'Etat, dans toute la littérature économique, c'est le capitalisme qui existe en régime capitaliste, quand le pouvoir d'Etat se soumet directement telles ou telles entreprises capitalistes. Or, notre Etat est prolétarien ; il prend appui sur le prolétariat auquel il donne tous les privilèges politiques ; par l'intermédiaire du prolétariat, il attire à soi les masses paysannes profondes (vous vous souvenez que nous avons commencé ce travail en instituant des comités de paysans pauvres). Voilà pourquoi le terme de capitalisme d'Etat désoriente bien des gens. Pour éviter cela, il ne faut pas oublier cette vérité essentielle, à savoir qu'aucune théorie, aucune littérature ne traitent la question du capitalisme d'Etat, tel qu'il existe chez nous, pour la simple raison que les notions habituelles rattachées à ces termes, ont trait au pouvoir de la bourgeoisie en société capitaliste. Tandis que notre société à nous est sortie des rails capitalistes ; elle ne s'est pas encore engagée sur une voie nouvelle, mais ce n'est plus la bourgeoisie qui gouverne l'Etat, c'est le prolétariat. Nous ne voulons pas comprendre que lorsque nous disons « Etat », cet Etat, c'est nous, c'est le prolétariat, c'est l'avant-garde de la classe ouvrière. Le capitalisme d'Etat dont nous parlons, c'est un capitalisme que nous saurons limiter, dont nous saurons fixer les bornes ; ce capitalisme d'Etat est rattaché à l'Etat ; or, l'Etat, ce sont les ouvriers, c'est la partie avancée des ouvriers, c'est l'avant-garde, c'est nous.

Le capitalisme d'Etat, c'est le capitalisme auquel nous devons assigner certaines limites, ce que nous n'avons pas su faire jusqu'à ce jour. Voilà le hic. Ce que sera ce capitalisme d'Etat ? Cela dépend de nous. Le pouvoir politique que nous possédons est suffisant, très suffisant. De même nous disposons suffisamment de ressources économiques ; mais l'avant-garde de la classe ouvrière appelée à gérer directement, à assigner les limites, à préciser sa position propre, à se subordonner les autres au lieu d'être elle-même subordonnée, — cette avant-garde manque de savoir-faire. C'est tout ce qu'il faut avoir, et c'est ce qui nous manque.

Cette situation est sans précédent dans l'histoire : le prolétariat, l'avant-garde révolutionnaire possède grandement assez de pouvoir politique ; et, à côté de cela, le capitalisme d'Etat. L'essentiel, dans cette question, c'est que nous comprenions que ce capitalisme est celui que nous pouvons et devons admettre, auquel nous pouvons et devons assigner 'Certaines limites, car ce capitalisme est nécessaire à la grande masse paysanne et au capital privé qui doit faire du commerce de façon à satisfaire aux besoins des paysans. Nous devons organiser les choses de telle sorte que le cours régulier de l'économie capitaliste et de l'échange capitaliste soit rendu possible, car cela est nécessaire au peuple. On ne saurait vivre sans cela. Pour eux, pour ce camp-là, le reste n'est pas absolument nécessaire, ils peuvent en prendre leur parti. Et vous, communistes, vous ouvriers, vous partie consciente du prolétariat, qui s'est chargée de gouverner l'Etat, à vous de faire en sorte que l'Etat dont vous avez assumé la charge, fonctionne comme vous l'entendez. Nous avons vécu une année, l'Etat est entre nos mains ; eh bien, en ce qui concerne la nouvelle politique économique, a-t-il fonctionné comme nous l'entendions ? Non. Nous ne voulons pas l'avouer : l'Etat n'a pas fonctionné comme nous l'entendions. Et comment a-t-il fonctionné ? La voiture n'obéit pas : un homme est bien assis au volant, qui semble la diriger, mais la voiture ne roule pas dans la direction voulue ; elle va où la pousse une autre force,— force illégale, force illicite, force venant d'on ne sait où, — où la poussent les spéculateurs, ou peut-être les capitalistes privés, ou peut-être les uns et les autres, — mais la voiture ne roule pas tout à fait, et, bien souvent, pas du tout comme se l'imagine celui qui est au volant. Voilà le point essentiel que nous ne devons pas oublier en traitant du capitalisme d'Etat. Dans ce domaine fondamental, nous devons apprendre par le commencement. Si nous faisons nôtre cette vérité, si elle pénètre notre conscience, c'est alors seulement que nous pouvons garantir le succès de notre apprentissage.

J'en viens maintenant à l'arrêt de notre retraite dont j'ai eu l'occasion de parler dans mon discours au congrès des métallurgistes. Depuis lors je n'ai rencontré aucune objection, ni dans la presse du Parti, ni dans les lettres particulières des camarades, ni au sein du Comité central. Celui-ci a approuvé mon plan. Or mon plan c'est, dans le rapport que je présente au nom du Comité central à ce congrès, de souligner avec force cet arrêt de notre retraite, et de demander au congrès de donner une directive appropriée cette fois au nom de l'ensemble du Parti, une directive qui serait obligatoire. Nous avons reculé pendant un an. Nous devons maintenant dire au nom du Parti : Assez ! Le but que visait le recul est atteint. Cette période se termine ou est terminée. Maintenant un autre objectif s'impose : regrouper les forces. Nous voici arrivés à un autre point ; en somme, nous avons opéré la retraite à peu près en bon ordre. Il est vrai que de différents côtés, nous n'avons pas manqué de voix qui voulaient faire de cette retraite une fuite panique. Les uns en prétendant que sur tel ou tel point nous avions tort de reculer, comme c'est le cas, par exemple, pour certains représentants du groupe qui portait le nom d' « opposition ouvrière». (Je pense qu'ils portaient ce nom à tort.) Par excès de zèle ils se sont trompés de porte, et ils ont pu s'en convaincre aujourd'hui. Ils ne s'apercevaient pas alors que leur activité ne visait pas à redresser notre mouvement ; en réalité, elle n'avait qu'un sens : elle semait la panique, empêchait la retraite de s'effectuer avec discipline.

La retraite est chose difficile, surtout pour des révolutionnaires qui ont l'habitude de l'offensive, surtout quand ils ont pris l'habitude d'avancer plusieurs années durant avec un succès prodigieux; surtout quand ils sont environnés de révolutionnaires d'autres pays, qui ne rêvent que de déclencher l'offensive. Voyant que nous reculions, certains d'entre eux ont même scandaleusement fondu en larmes, comme des enfants ; ç'a été le cas au récent Comité exécutif élargi de l'Internationale communiste. Mus par les meilleurs sentiments et aspirations communistes, certains camarades ont fondu en larmes parce que, figurez-vous, les bons communistes russes opèrent un recul. Il m'est peut-être difficile maintenant de concevoir pleinement cette mentalité de l'Europe occidentale, bien que j'aie assez longtemps vécu dans ces beaux pays démocratiques en qualité d'émigré. Mais peut-être que, de leur point de vue, la chose est très difficile à comprendre, difficile à en pleurer. Dans tous les cas nous n'avons pas le temps de nous arrêter à ces sentimentalités. Il nous est apparu de toute évidence *que,* précisément parce que notre offensive s'était faite avec tant de succès pendant des années, et que nous avions remporté tant de victoires extraordinaires (tout cela dans un pays incroyablement ruiné, dépourvu des conditions matérielles nécessaires !), — pour consolider cette offensive, il nous était absolument indispensable, du moment que nos conquêtes étaient si nombreuses, il nous était absolument indispensable de reculer. Nous ne pouvions garder toutes les positions dont nous nous étions emparés par un coup d'audace ; d'autre part, c'est uniquement parce que nous avions réalisé tant de conquêtes par un coup d'audace, sur la crête de la vague d'enthousiasme des ouvriers et des paysans, que nous avons eu assez de marge pour reculer très loin, et que nous pouvons reculer loin encore aujourd'hui, sans perdre le moins du monde le (principal, l'essentiel. La retraite s'est effectuée, d'une façon générale, en assez bon ordre, bien que des voix paniques, au nombre desquelles figurait l'« opposition ouvrière » (et c'est là le plus grand tort qu'elle ait pu nous causer !) aient provoqué chez nous des défections partielles, des écarts envers la discipline, envers une retraite régulière. La chose la plus dangereuse pendant la retraite, c'est la panique. Si toute l'armée (je parle ici au sens figuré) se replie, le moral ne saurait être celui qui règne quand tous marchent de l'avant. Ici, vous constaterez à chaque instant un état d'esprit déprimé jusqu'à un certain point. Nous avons même des poètes qui ont écrit que la famine et le froid, voyez-vous, sévissent à

Moscou ; « tandis qu'autrefois c'était si propre, si beau, aujourd'hui c'est le commerce, la spéculation ». Nous possédons bon nombre de ces œuvres poétiques.

On conçoit que tout ceci est le résultat de la retraite. Et là gît un immense danger : reculer après une grande et victorieuse offensive est terriblement difficile ; les rapports, ici, sont tout autres ; là, même sans qu'on veille à la discipline, tous se ruent et volent en avant ; ici, la discipline doit être plus consciente, et elle est cent fois plus nécessaire, car au moment où toute l'armée se replie, elle ne se rend pas nettement compte, elle ne voit pas où elle doit s'arrêter, elle voit seulement la retraite, et il suffit alors de quelques voix de panique pour que tous prennent la fuite. Le danger, ici, est énorme. Lorsque c'est une armée qui se replie ainsi, on poste des mitrailleuses, et au moment où, de bien ordonnée qu'elle était, la retraite devient désordonnée, on commande : « Feu ! » Et l'on fait bien.

Si des gens sèment la panique, fût-ce dans les meilleures intentions du monde, à un moment où nous effectuons une retraite extraordinairement difficile et où le tout est de maintenir le bon ordre, il est nécessaire, à ce moment-là, de châtier sévèrement, cruellement, impitoyablement la moindre infraction à la discipline, cela non seulement pour certaines affaires intérieures de notre Parti, mais, il faut bien le savoir, encore davantage pour des gens comme messieurs les menchéviks et tous ces messieurs de l'Internationale $2^1/_2$.

Ces jours-ci j'ai lu dans le vingtième numéro de *l'Internationale communiste* un article du camarade Rakosi sur un nouvel opuscule d'Otto Bauer auprès duquel nous nous sommes tous instruits autrefois, mais qui, après la guerre, est devenu, de même que Kautsky, un pitoyable petit bourgeois. Il écrit maintenant : « Les voici qui reculent vers le capitalisme ; nous avons toujours dit : révolution bourgeoise. »

Et les menchéviks, et les socialistes-révolutionnaires qui prêchent tout cela, s'étonnent lorsque nous disons que, pour ces choses-là, nous fusillerons. Ils sont stupéfaits. Pourtant, c'est clair : quand une armée bat en retraite, il faut une discipline cent fois plus grande que dans l'offensive, car, dans l'offensive tous se précipitent en avant. Mais si, maintenant, tous commencent à se précipiter en arrière, ce sera la fin, inéluctable et immédiate.

C'est à ce moment-là que le principal est de se replier en bon ordre, d'établir exactement la limite du recul et de ne pas céder à la panique. Quand le menchévik dit : « Vous battez en retraite à présent, et moi, j'ai toujours été pour la retraite, je suis d'accord avec vous, je suis votre homme, replions-nous ensemble», nous lui répondons : « Nos tribunaux révolutionnaires doivent fusiller ceux qui auront publiquement fait acte de menchévisme. Autrement ce ne seraient pas nos tribunaux à nous, mais Dieu sait quoi.»

Ils n'arrivent pas à comprendre et disent : « Quelles allures dictatoriales ont ces gens ! » Ils pensent jusqu'à présent que nous, poursuivons les menchéviks parce qu'ils se sont battus contre nous à Genève. Mais si nous avions suivi cette voie, il est probable que nous ne serions pas restés même deux mois au pouvoir. En effet, les exhortations qu'articulent et Otto Bauer, et les dirigeants de la II^e Internationale et de l'Internationale $2^1/_2$, et les menchéviks, et les socialistes-révolutionnaires, tiennent à leur propre nature : « La révolution est allée trop loin. Nous avons toujours dit ce que vous dites aujourd'hui. Permettez-nous de le répéter encore une fois. » Nous répondons : « Permettez-nous pour cela, de vous coller au mur. Ou bien vous aurez la bonté de vous abstenir d'exprimer vos idées, ou bien, si vous voulez exprimer vos idées politiques dans la situation actuelle, alors que nous sommes dans des conditions beaucoup plus difficiles que pendant l'invasion directe des gardes blancs, vous nous excuserez, mais nous vous traiterons comme les pires et les plus nuisibles éléments de la clique des gardes blancs. » Cela, nous ne devons pas l'oublier.

Quand je parle de cessation de la retraite, je n'entends nullement par là que nous ayons appris à commercer. Je suis, au contraire, de l'avis opposé, et je serais mal compris, et la preuve serait faite que je ne sais pas bien exposer ma pensée, si l'on gardait pareille impression de mon discours.

Ce qu'il faut, c'est faire cesser cette nervosité, cet état d'agitation que la Nep a provoqués chez nous, ce désir de tout remanier, de tout adapter. Nous avons aujourd'hui un certain nombre de sociétés mixtes. Très peu, il est vrai. Il a été constitué chez nous, avec la participation de capitalistes étrangers, neuf sociétés sanctionnées par le commissariat du commerce extérieur ; la commission de Sokolnikov en a sanctionné 6, et le « Sévéroless » en a formé deux. Il existe donc aujourd'hui dix-sept sociétés avec un capital se chiffrant par millions, et qui ont été sanctionnées par différents organismes. (Certes, il y a assez de confusion dans nos organismes également, de sorte que, là aussi, des lacunes sont possibles.) Mais, de toute façon, nous avons aujourd'hui des sociétés auxquelles participent des capitalistes russes et étrangers. Il y en a peu. Ce petit mais pratique début montre que les communistes ont été appréciés, appréciés pour leur activité pratique, appréciés non pas seulement par des

organismes de haut rang comme la Commission centrale de Contrôle ou le Comité exécutif central de Russie. Certes, la Commission centrale de Contrôle est une institution excellente, et nous allons maintenant lui donner plus de pouvoir. Mais, tout de même, lorsque ces organismes contrôlent les communistes... figurez-vous que, sur le marché international, on ne reconnaît pas leur autorité. Par contre, lorsque des capitalistes ordinaires, russes et étrangers, entrent dans une société mixte avec des communistes, nous disons : « Tout de même nous savons faire quelque chose ; tout de même, si défectueux, si misérable qu'il soit, c'est déjà un début. » Pas bien grand, certes ; songez qu'il y a déjà un an qu'on a déclaré avoir mis là le maximum d'énergie (et l'on dit que nous n'en manquons pas) ; et au bout d'une année, dix-sept sociétés seulement !

Cela montre à quel point nous sommes encore diablement gauches, maladroits, combien il y a encore, chez nous, de cette indolence qui nous vaudra infailliblement encore de recevoir des coups. Néanmoins, je le répète, il y a un commencement, la reconnaissance du terrain a été faite. Les capitalistes ne seraient pas venus à nous si les conditions élémentaires pour leur activité avaient fait défaut. Si une partie d'entre eux, ne fût-ce que minime, l'a fait, cela montre que nous avons remporté une victoire partielle.

Sans doute, au sein de ces sociétés, ils nous rosseront encore et si bien qu'il faudra ensuite, durant des années, voir à s'y reconnaître. Mais peu importe. Je ne dis pas que c'est la victoire. C'est une reconnaissance, montrant que nous avons déjà un champ d'action, un terrain, et que nous pouvons déjà arrêter notre recul.

La reconnaissance a établi un nombre infime de contrats avec les capitalistes ; mais, tout de même, ces contrats ont été passés. Là-dessus il faut s'instruire et continuer d'agir. En ce sens, il est temps de ne plus s'énerver, crier, s'agiter. Billets et messages téléphonés pleuvent : « Ne pourrait-on nous réorganiser, nous aussi, puisque c'est la nouvelle politique économique chez nous ? » Tous s'agitent, c'est un tohu-bohu. Personne ne fait rien de pratique ; tous discutent de la façon de s'adapter à la Nep, et le résultat est nul.

Les marchands, eux, se moquent des communistes et disent probablement : « Avant, il y avait des maîtres persuadeurs, et maintenant ils sont des maîtres parleurs. » Que les capitalistes nous aient raillés d'être arrivés en retard, d'avoir manqué le train, cela ne fait pas l'ombre d'un doute, et, en ce sens, je dis qu'il faut, au nom du congrès également, confirmer cette directive.

La retraite est terminée. Les principales formes d'activité dans l'association avec les capitalistes, ont été ébauchées. Il y a des modèles à imiter, bien qu'en nombre minime.

Cessez de ratiociner, de discuter de la Nep. Laissez les poètes écrire des vers ; ne sont-ils pas des poètes ? Vous, économistes, ne dissertez pas sur la Nep, mais augmentez le nombre de ces sociétés, vérifiez le nombre de communistes qui savent organiser la compétition avec les capitalistes.

La retraite est terminée. Il s'agit maintenant de regrouper les forces. Voilà la directive que le congrès doit donner et qui doit mettre fin au remue-ménage, au va-et-vient continuel.

Calmez-vous, ne raffinez pas trop, cela vous serait porté à charge. Vous devez prouver pratiquement que vous ne travaillez pas moins bien que les capitalistes. Ceux-ci font l'alliance économique avec les paysans pour s'enrichir ; vous devez, quant à vous, faire l'alliance avec l'économie paysanne pour accroître le pouvoir économique de notre Etat prolétarien. Vous avez l'avantage sur les capitalistes parce que le pouvoir d'Etat est entre vos mains, parce que nombre de moyens économiques sont entre vos mains. Seulement vous ne savez pas vous en servir. Jugez les choses plus sainement, rejetez le clinquant, quittez vos solennels atours communistes, apprenez simplement un simple métier, et alors nous battrons le capitaliste privé. Nous avons le pouvoir d'Etat, nous avons une masse de moyens économiques. Si nous battons le capitalisme et si nous réalisons l'alliance avec l'économie paysanne, nous serons une force absolument invincible. Et alors l'édification du socialisme ne sera pas le fait de cette goutte dans l'océan qu'est le Parti communiste, mais le fait de toute la masse travailleuse ; alors le simple paysan verra que nous l'aidons et nous suivra d'un pas cent fois plus lent, peut-être, mais en revanche, un million de fois plus ferme et assuré.

Voilà dans quel sens il faut parler de cessation de la retraite. Et il serait rationnel de faire de ce mot d'ordre, sous telle ou telle forme, une décision du congrès.

Je voudrais, à ce propos, toucher la question suivante ; qu'est-ce que la nouvelle politique économique des bolchéviks ? Evolution ou tactique ? C'est ainsi que la question a été posée par les gens de la *Sména Vékh*[81] ; ils

représentent, comme vous le savez, un courant qui a pris racine parmi les émigrés russes à l'étranger, courant social et politique ayant à sa tête des cadets marquants, certains ministres de l'ancien gouvernement de Koltchak, des hommes ayant acquis la conviction que le pouvoir des Soviets bâtit l'Etat russe et qu'il faut, par conséquent, le suivre. « Mais quel est l'Etat que bâtit ce pouvoir des Soviets ? Les communistes disent que c'est un Etat communiste, assurant, qu'il s'agit là de tactique : dans une passe difficile, les bolcheviks circonviendront les capitalistes privés pour, ensuite, arriver à leurs fins, comme ils le prétendent. Les bolcheviks peuvent dire ce qui leur plaît, mais, en réalité, ce n'est pas une tactique, c'est une évolution, une régénérescence intérieure. Ils aboutiront à l'Etat bourgeois ordinaire, et nous devons les soutenir. L'histoire va par différents chemins. » Ainsi raisonnent les gens de la *Sména Vékh.*

Certains d'entre eux se posent en communistes, mais il y a des hommes plus francs et, entre autres, Oustrialov. Je crois qu'il a été ministre sous Koltchak. Il n'est pas d'accord avec ses camarades et déclare : « Vous pouvez dire ce que vous voulez à propos du communisme, mais moi, j'affirme que, chez eux, ce n'est pas une tactique, mais une évolution. » Je pense que cet Oustrialov, par cette franche déclaration qu'il fait, nous rend un grand service. Il nous arrive très souvent d'entendre, à moi surtout, en raison de mes fonctions, de doucereux mensonges communistes, d'en entendre tous les jours, et, parfois, cela devient terriblement écœurant. Et voici que, à la place de ces « mensonges communistes», vous recevez un numéro de la *Sména Vékh* qui dit sans détour : « Chez vous, il n'en est pas du tout ainsi, ce sont des idées que vous vous faites ; en réalité vous roulez dans le marais bourgeois ordinaire où on verra les drapelets communistes, s'agiter avec toutes sortes de phrases. » Voilà qui est très utile car ce n'est plus une simple redite de ce que nous entendons sans cesse autour de nous, mais, tout bonnement, la vérité de classe d'un ennemi de classe. Il est très utile de voir cette chose qui a été écrite non parce que c'est l'usage d'écrire ainsi en pays communiste, ou qu'il est interdit d'écrire autrement, mais parce que c'est réellement la vérité de classe exprimée brutalement, ouvertement par un ennemi de classe. « Je suis pour le soutien du pouvoir soviétique en Russie, dit Oustrialov, — bien qu'il ait été un cadet, un bourgeois, bien qu'il ait soutenu l'intervention armée, — je suis pour le soutien du pouvoir soviétique, parce qu'il s'est engagé dans une voie qui l'achemine vers le pouvoir bourgeois ordinaire. »

C'est une chose très utile et qu'il faut, me semble-t-il, prendre en considération. Quand les gens de la *Sména Vékh* écrivent ainsi, cela vaut beaucoup mieux, pour nous, que de voir certains d'entre eux se poser presque en communistes, de sorte que, de loin, on risque de ne pas s'y reconnaître : croient-ils en Dieu ou en la révolution communiste ? Ces francs ennemis sont utiles, disons-le carrément. Les choses dont parie Oustrialov sont possibles, disons-le sans ambages. L'histoire connaît des transformations de tous genres : compter sur la conviction, le dévouement et autres excellentes qualités morales, en politique, n'est guère sérieux. Les excellentes qualités morales sont le propre d'un petit nombre. Or, l'issue historique est décidée par les masses géantes qui, lorsque le petit nombre n'est pas de leur goût, le traitent parfois sans excès de politesse.

Il y a eu beaucoup d'exemples semblables. Aussi faut-il saluer cette franche déclaration de la *Sména Vékh.* L'ennemi dit une vérité de classe en signalant le danger que nous courons. L'ennemi voudrait que cela devînt inévitable. Les gens de la *Sména Vékh* expriment l'état d'esprit de milliers et de dizaines de milliers de bourgeois de tout acabit ou employés soviétiques participant à notre nouvelle politique économique. Là est le danger essentiel et réel. Et c'est pourquoi il faut réserver l'attention principale à cette question : qui, effectivement, l'emportera ? J'ai parlé de compétition. Il n'y a pas d'attaque directe contre nous, on ne nous prend pas à la gorge. Nous verrons ce qui en sera demain, mais, aujourd'hui, on ne nous attaque pas les armes à la main ; et néanmoins la lutte contre la société capitaliste est devenue cent fois plus acharnée et périlleuse, car nous ne voyons pas toujours nettement où est l'ennemi en face de nous, et qui est notre ami...

J'ai parlé d'émulation communiste non du point de vue des sympathies communistes, mais de celui du développement des formes, de l'économie et des formes du système social. Ce n'est pas une émulation, c'est une bataille acharnée, furieuse, sinon finale, du moins proche de la lutte finale ; une lutte à mort entre le capitalisme et le communisme.

Et il faut poser nettement cette question : qu'est-ce qui fait notre force et qu'est-ce qui nous manque ? Le pouvoir politique, nous en avons autant qu'il faut. Il ne se trouvera probablement personne ici pour dire que dans telle ou telle question pratique, dans telle ou telle institution, les communistes, le Parti communiste n'ont pas suffisamment de pouvoir. La force économique essentielle est entre nos mains. Toutes les grandes entreprises décisives, les chemins de fer, etc., sont entre nos mains. Le bail, si largement qu'il soit pratiqué en certains lieux, ne joue, dans l'ensemble, qu'un rôle minime. C'est dans l'ensemble, une part tout à fait insignifiante. La force économique dont dispose l'Etat prolétarien de Russie est tout à fait suffisante pour assurer le passage au communisme. Qu'est-ce donc qui manque ? C'est clair : ce qui manque, c'est la culture et l'instruction chez les

éléments communistes dirigeants. Mais si nous considérons Moscou — 4.700 communistes responsables — et si nous considérons cette machine bureaucratique, cette montagne, qui donc mène et qui est mené ? Je doute fort qu'on puisse dire que les communistes mènent cette montagne. A dire vrai ce ne sont pas eux qui mènent. C'est eux qui sont menés. Il s'est passé là quelque chose de pareil à ce qu'on nous racontait dans notre enfance, aux leçons d'histoire. On nous enseignait : il arrive qu'un peuple en subjugue un autre, et alors le peuple qui a subjugué est un peuple conquérant, et celui qui a été subjugué est un peuple vaincu. Voilà qui est simple et compréhensible pour chacun. Mais qu'advient-il de la culture de cas peuples ? Cela n'est pas si simple. Si le peuple conquérant est plus cultivé que le peuple vaincu, il lui impose sa culture. Dans le cas contraire il arrive que c'est le vaincu qui impose sa culture au conquérant. Ne s'est-il pas produit quelque chose de pareil dans la capitale de la R.S.F.S.R. et n'est-il pas arrivé ici que 4.700 communistes (presque toute une division, et des meilleurs) ont été soumis à une culture étrangère ? Il est vrai qu'on peut, ici, avoir l'impression d'un niveau culturel élevé chez les vaincus. Erreur. Leur culture est misérable, insignifiante. Mais, tout de même, elle est supérieure à la nôtre. Si piètre, si misérable qu'elle soit, elle surpasse celle de nos communistes responsables, parce que ceux-ci ne savent pas suffisamment diriger. Les communistes qui se mettent à la tête des services publics, — parfois des saboteurs les y poussent habilement, à dessein, pour se faire une enseigne, — se trouvent souvent dupés. Aveu très désagréable. Ou, tout au moins, pas très agréable. Mais il faut le faire, me semble-t-il, car c'est là, à présent, le nœud de la question. C'est à cela que se ramène, selon moi, la leçon politique de l'année, et c'est sous ce signe que la lutte se déroulera en 1922.

Les communistes responsables de la R.S.F.S.R. et du Parti communiste de Russie sauront-ils comprendre qu'ils ne savent pas diriger ? Qu'ils s'imaginent mener les autres, alors qu'en réalité c'est eux qu'on mène ? S'ils sont capables de comprendre, cela ils apprendront certainement, car il est possible de le faire. Mais, pour cela, il faut étudier, or chez nous, on n'étudie pas. On agite à tour de bras ordres et décrets, et le résultat n'est pas du tout celui que l'on souhaite.

L'émulation — compétition que nous avons inscrite à l'ordre du jour en proclamant la Nep est une compétition sérieuse. On la voit, semble-t-il, dans tous les services publics, mais, en réalité, c'est là encore une forme de lutte entre deux classes irréconciliablement hostiles. C'est encore une forme de lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat ; cette lutte n'est pas encore achevée ; même dans les organismes centraux de Moscou le niveau de culture n'est pas encore assez élevé pour mener à bien cette lutte. Car, très souvent, les bourgeois sont plus compétents que nos meilleurs communistes qui ont tout le pouvoir, toutes les possibilités, et qui, avec tous leurs droits et tout leur pouvoir, ne savent pas faire un pas.

Je voudrais citer un petit livre d'Alexandre Todorski. Cet opuscule a paru à Vessiégonsk (il y a un petit chef-lieu de district de ce nom dans la province de Tver) ; il a paru au premier anniversaire de la révolution soviétique de Russie, le 7 novembre 1918, en une période depuis longtemps révolue. Apparemment ce camarade de Vessiégonsk est membre du Parti. J'ai lu ce livre il y a longtemps et je ne garantis pas que je ne ferai pas d'erreur à cet égard. L'auteur dit comment il a entrepris d'outiller deux usines soviétiques, comment il a fait collaborer deux bourgeois, cela de la façon dont on procédait alors : en les menaçant de les priver de liberté et de confisquer tous leurs biens. Il les a fait participer au relèvement de l'usine. Nous savons comment, en 1918, on faisait collaborer la bourgeoisie, de sorte qu'il est inutile d'entrer dans les détails à ce sujet : aujourd'hui nous employons d'autres moyens pour la faire collaborer. Mais voici la conclusion du camarade : « Il ne suffit pas de vaincre la bourgeoisie, de l'achever, ce n'est que la moitié de la tâche ; il faut encore la faire travailler pour nous. »

Voilà des paroles remarquables et qui montrent que même à Vessiégonsk, même en 1918, on avait une juste compréhension des rapports entre le prolétariat vainqueur et la bourgeoisie vaincue.

Ce ne sera que la moitié de la tâche, si nous lapons sur les doigts de l'exploiteur, si nous le mettons hors d'état de nuire et l'achevons. Or chez nous, à Moscou, environ 90 travailleurs responsables sur 100 s'imaginent que tout est là : achever, mettre hors d'état de nuire, taper sur les doigts. Ce que j'ai dit des menchéviks, des socialistes-révolutionnaires, des gardes blancs, tout cela conduit très souvent à mettre hors d'état de nuire, à taper sur les doigts (et, peut-être, pas seulement sur les doigts, peut-être aussi sur un autre endroit) et à achever. Mais ce n'est que la moitié de la tâche. Même en 1918, lorsque la chose a été dite par le camarade de Vessiégonsk, c'était la moitié de la tâche, et maintenant c'est moins du quart. Nous devons les contraindre, faire en sorte qu'ils travaillent de leurs mains pour notre compte, et non de façon que les communards responsables soient à la tête, aient des grades et voguent au fil de l'eau avec la bourgeoisie. Toute la question est là.

Bâtir la société communiste par les mains des communistes est une idée puérile s'il en fut. Les communistes sont une goutte dans l'océan, une goutte dans l'océan populaire. Ils ne sauront conduire le peuple dans leur voie qu'à

la condition de tracer cette voie afin qu'elle soit juste non pas seulement du point de vue de l'orientation historique mondiale. A cet égard nous avons tracé notre voie d'une façon absolument juste, et l'exemple de chaque pays témoigne que nous l'avons tracée avec justesse. Dans notre patrie, dans notre propre pays également, nous devons tracer la voie juste. Mais il faut encore qu'il n'y ait pas d'intervention militaire, que nous sachions donner au paysan des marchandises en échange du blé. Le paysan dira : « Tu es un excellent homme, tu as défendu notre patrie ; c'est pourquoi nous t'avons obéi ; mais si tu ne sais pas conduire les affaires, va-t'en. » Oui, le paysan dira cela.

Nous pourrons diriger l'économie seulement si les communistes savent bâtir cette économie par les mains d'autrui en s'instruisant eux-mêmes auprès de cette bourgeoisie et en l'orientant dans la voie qu'ils désirent. Mais si un communiste s'imagine tout savoir parce qu'il est communiste responsable ; s'il se dit : j'en ai maté bien d'autres qu'un vulgaire commis ; nous avons battu sur les fronts des adversaires autrement redoutables — voilà l'état d'esprit qui prédomine chez nous et nous met en échec.

C'est la partie la moins importante de notre tâche : mettre l'exploiteur hors d'état de nuire, lui taper sur les doigts, le rogner. Il faut le faire. Et notre Direction politique d'Etat, et nos tribunaux doivent le faire moins mollement qu'ils ne l'ont fait jusqu'à ce jour, et se souvenir qu'ils sont des tribunaux prolétariens, entourés d'ennemis dans le monde entier. Cela n'est pas difficile, nous avons appris à le faire dans l'essentiel. Il faut ici exercer une certaine pression, mais c'est facile.

La deuxième partie de la victoire, — pour bâtir le communisme par des mains non communistes, pour savoir faire pratiquement ce qu'on est tenu de faire, sur le plan économique, — consiste à trouver le contact avec l'économie paysanne, à satisfaire le paysan de façon qu'il dise : « Si pénible, si dure, si cruelle que soit la faim, je vois que le pouvoir, bien que sortant de l'ordinaire, donne des résultats pratiques, tangibles. » Il faut obtenir que les éléments nombreux, nous surpassant de beaucoup numériquement, avec lesquels nous collaborons, travaillent de telle sorte que nous puissions surveiller et comprendre leur travail, de façon qu'une œuvre utile pour le communisme soit faite de leurs mains. C'est le nœud de la situation actuelle, car si certains communistes l'ont compris et vu, la grande masse de notre Parti n'a pas conscience de la nécessité de faire participer les sans-parti au travail. Que de circulaires n'a-t-on pas écrit, que n'a-t-on pas dit à ce sujet ? Mais au cours de cette année a-t-on fait quelque chose ? Rien. Il ne se trouvera pas cent, ni même cinq comités de notre Parti, qui puissent montrer leurs résultats pratiques. Voilà à quel point nous retardons sur les besoins du jour, à quel point nous vivons dans les traditions des années 1918 et 1919. Ce furent de grandes années, une œuvre historique grandiose, de portée mondiale, a été accomplie. Mais si nous considérions ces années, si nous regardions en arrière sans voir la tâche du jour, ce serait la fin, une fin certaine, absolue ; et tout le nœud de la question est que nous ne voulons pas nous en rendre compte.

Je voudrais maintenant citer deux exemples pratiques montrant ce qu'il en est de notre gestion des affaires. J'ai déjà dit qu'il serait préférable de prendre pour cela un des trusts d'Etat. Je dois m'excuser de ne pouvoir employer cette juste méthode. Il faudrait pour cela étudier de la façon la plus concrète la documentation concernant ne fût-ce qu'un de ces trusts. Malheureusement, je n'ai pas eu la possibilité de procéder à cette étude, c'est pourquoi je prendrai deux petits exemples. Premier exemple : la M.P.O. *[Société des Coopératives de Moscou. (N. du Trad.)]* a accusé de bureaucratie le Commissariat du peuple du Commerce extérieur. L'autre concerne le bassin du Donetz.

Le premier exemple est peu approprié, mais je n'ai pas la possibilité d'en prendre un meilleur. Il me permettra tout de même d'illustrer mon idée fondamentale. Dans ces derniers mois, comme vous le savez par les journaux, il ne m'a pas été possible de m'occuper des affaires directement, je n'ai pas travaillé au Conseil des Commissaires du peuple, je n'ai pas été non plus au Comité central. Au cours de mes rares et passagères visites à Moscou, j'ai été frappé des plaintes terribles, acharnées, portées contre le Commissariat du peuple du Commerce extérieur. Que ce Commissariat soit mauvais, que l'esprit bureaucratique y règne, je n'en ai jamais douté un instant. Mais quand les plaintes sont devenues particulièrement passionnées, j'ai voulu m'y reconnaître : prendre un cas concret, pousser les recherches, une bonne fois jusqu'à la base, voir ce qui se passe là-bas et pourquoi cette machine ne marche pas.

La M.P.O. voulait acheter des conserves. Là-dessus un citoyen français s'est présenté. Je ne sais s'il l'a fait dans l'intérêt de la politique internationale et au su des dirigeants de l'Entente, ou bien avec l'approbation de Poincaré et des autres ennemis du pouvoir soviétique (je pense que nos historiens établiront cela après la conférence de Gènes), mais le fait est que la bourgeoisie française participait non seulement théoriquement, mais pratiquement aussi dans cette affaire, puisqu'un représentant de la bourgeoisie française est arrivé à Moscou pour vendre des

conserves. Moscou souffre de la faim ; elle en souffrira encore davantage en été ; il n'y a pas d'arrivages de viande et il n'y en aura sûrement pas, étant donné les qualités que chacun sait de notre Commissariat du peuple des voies de communication.

On vend des conserves de viande (la future enquête montrera naturellement si elles ne sont pas entièrement pourries) en échange de devises soviétiques. Quoi de plus simple ? Or, si l'on raisonne à la manière soviétique, comme l'on doit raisonner, ce n'est pas simple du tout. Je n'étais pas à même de suivre cette affaire directement ; j'ai donc organisé «ne enquête et je suis maintenant en possession d'un cahier où il est dit comment cette fameuse histoire s'est déroulée. Elle a commencé par une décision prise le 11 février au Bureau politique du Comité central du P.C.R. sur un rapport de Kaménev, disant qu'il serait désirable d'acheter des vivres à l'étranger. Sans le Bureau politique du C.C. du P.C.R. des citoyens russes ne sauraient évidemment pas trancher une pareille question ! Concevez-vous que 4.700 travailleurs responsables (rien que d'après le recensement) puissent, sans le Bureau politique du Comité central, statuer sur l'achat de vivres à l'étranger ? C'est là une idée fantastique évidemment. Sans doute Kaménev connaît parfaitement notre politique et nos conditions réelles. Aussi n'a-t-il pas trop compté sur le grand nombre de responsables ; il a commencé par prendre le taureau par les cornes, ou sinon un taureau, du moins le Bureau politique, et a obtenu aussitôt (je n'ai pas entendu dire qu'il y ait eu des débats à ce sujet) la résolution suivante : « Attirer l'attention du Commissariat d« peuple du Commerce extérieur sur le fait qu'il serait désirable d'importer des vivres de l'étranger ; en ce qui concerne les droits de douane», etc. L'attention du Commissariat du peuple du Commerce extérieur a été attirée. L'affaire se met en marche. Cela se passait le 11 février. Je me rappelle m'être trouvé à Moscou dans les tout derniers jours de février ou vers ce moment, et ce à quoi je me suis heurté aussitôt, ce furent les lamentations vraiment désespérées des camarades de Moscou. De quoi s'agit-il ? Pas moyen d'acheter des vivres. Pourquoi ? A cause de la filière bureaucratique du Commissariat du peuple du Commerce extérieur. Il y avait longtemps que je ne prenais point part aux affaires et je ne savais pas alors qu'il y avait une décision du Bureau politique à ce sujet. Je me suis borné à dire au chef du service administratif : suivez l'affaire, obtenez un papier et montrez-le-moi. Finalement, lorsque Krassine est arrivé, Kaménev lui a parlé, l'affaire a été réglée et nous avons acheté les conserves. Tout est bien qui finit bien.

Que Kaménev et Krassine sachent s'entendre et déterminer avec justesse la ligne politique requise par le Bureau politique du Comité central du P.C.R., je n'en doute nullement. Si la ligne politique était décidée par Kaménev et Krassine dans les questions commerciales également, nous aurions la meilleure des républiques soviétiques du monde. Mais il n'est pas possible d'appeler à la rescousse, pour chaque marché à conclure, Kaménev, membre du Bureau politique et Krassine, celui-ci, à la veille de Gênes, étant pris par les affaires diplomatiques, affaires qui exigent un travail énorme, colossal, — il n'est pas possible de déranger ces camarades pour acheter des conserves à un citoyen français. On ne peut pas travailler ainsi. Ce n'est une politique ni nouvelle, ni économique, ce n'est même pas de la politique du tout ; c'est se moquer du monde tout simplement. Maintenant j'ai une enquête sur cette affaire. J'en ai même deux : une faite par Gorbounov, chef du service administratif au Conseil des Commissaires du peuple, et son adjoint Mirochnikov ; l'autre faite par la Direction politique d'Etat. Pourquoi la Direction politique d'Etat s'est-elle intéressée à cette affaire, à vrai dire, je l'ignore, et je ne suis pas bien sûr qu'elle ait eu raison, mais je ne m'attarderai pas là-dessus, par crainte qu'il ne faille une nouvelle enquête. La seule chose qui importe est que la documentation a été réunie et que maintenant je l'ai en main.

Comment se fait-il qu'à la fin de février, à mon arrivée à Moscou, j'aie entendu une véritable clameur : « Nous ne pouvons acheter les conserves », alors que le bateau est à Libau, que les conserves sont à bord, et qu'on accepte même des devises soviétiques pour de vraies conserves ! Si ces conserves ne sont pas entièrement pourries (et je souligne maintenant ce « si », parce que je ne suis pas absolument sûr que je n'aurais pas à ordonner alors une deuxième enquête, dont il me faudra exposer les résultats à un autre congrès), si ces conserves ne sont pas pourries, les voici achetées ; je demande : comment se fait-il qu'une affaire n'ait pu démarrer sans Kaménev et Krassine ? D'après l'enquête que je possède je vois qu'un communiste responsable a envoyé au diable un autre communiste responsable. Cette même enquête m'apprend qu'un communiste responsable a dit à un autre communiste responsable : « Dorénavant je ne vous parlerai que pat devant notaire. » En lisant cette histoire, je me suis souvenu comment, il y a vingt-cinq ans, étant déporté en Sibérie, j'eus à faire œuvre d'avocat. Illégalement, car, déporté par mesure administrative, cela m'était interdit. Mais comme il n'y avait pas d'autres avocats, les gens venaient me voir et me racontaient leurs affaires. Le plus difficile, là-bas, c'était de comprendre de quoi il s'agissait. Une bonne femme vient me trouver ; elle commence, comme de juste, par me parler de ses parents et proches, et j'ai toutes les peines du monde à apprendre de quoi il s'agit. Elle parle d'une vache blanche. Je lui dis : « Apporte-moi une copie. » Alors elle s'en va et dit : « Il ne veut pas «l'écouter sans une copie sur la vache blanche. » Nous avons bien ri, dans notre colonie, de celte copie. Néanmoins j'ai pu réaliser un petit progrès : quand on venait me consulter, on apportait une copie, et je pouvais me rendre compte de quoi il s'agissait, de quoi l'on se plaignait et ce qu'on réclamait. Cela se passait il y a vingt-cinq ans, en Sibérie (dans un endroit situé à des centaines de verstes de la plus proche station de chemin de fer).

Mais pourquoi, après trois ans de révolution, dans la capitale de la République soviétique, a-t-il fallu deux enquêtes, l'intervention de Kaménev et de Krassine ainsi que des directives du Bureau politique, pour acheter des conserves ? Qu'est-ce qui manquait ? Le pouvoir politique ? Non. L'argent, on en a trouvé. Donc, on avait le pouvoir économique et le pouvoir politique. Toutes les administrations étaient sur place. Qu'est-ce qui manquait ? Une culture suffisante chez les 99 % des travailleurs de la M.P.O., — à qui je n'ai rien à reprocher et que je considère comme d'excellents communistes, — ainsi que chez ceux du Commissariat du Commerce extérieur : ils n'ont pas été capables de mener l'affaire comme il convenait.

Quand j'ai appris cela pour la première fois, j'ai adressé la proposition écrite que voici au Comité central : tous les coupables parmi les Collaborateurs des services publics de Moscou, sauf les membres du Comité central exécutif de Russie qui, vous le savez, jouissent de l'inviolabilité, tous, dis-je, sauf les membres du Comité exécutif central, devraient être enfermés dans la pire des prisons de Moscou pour six heures, et ceux du Commissariat du Commerce extérieur pour trente-six. Or il se trouve à présent qu'on n'a pas découvert le coupable. En effet, de ce que je viens de raconter il ressort avec évidence qu'on ne découvrira pas le coupable. C'est là, simplement, l'habituelle incapacité de l'intellectuel russe de faire pratiquement les choses : le gâchis, le laisser-aller. On s'y prend, on fait, et puis on réfléchit ; quand rien ne va, on court se plaindre à Kaménev, on traîne l'affaire au Bureau politique. Certes, il faut saisir le Bureau politique de toutes les questions d'Etat ardues, — j'aurai encore l'occasion d'en parler, — mais il faut d'abord réfléchir et après seulement agir. Si vous voulez agir, prenez la peine de vous documenter. Commencer par téléphoner, — il y a encore des téléphones à Moscou, — envoyez un message téléphoné aux services compétents, faites tenir une copie à Tsiouroupa. Dites : je considère le marché comme urgent et, si l'on fait traîner les choses en longueur, j'intenterai des poursuites. Il faut penser à cette culture élémentaire. Il faut procéder d'une façon réfléchie ; si l'affaire n'est pas réglée du coup, en deux minutes, par une conversation téléphonique, prenez des documents, entourez-vous-en et dites : « Si vous faites de la bureaucratie, je vous mettrai en prison. » Or, il n'y a pas eu ici un brin de (réflexion, aucune préparation, l'affairement habitue], plusieurs commissions, tous sont fatigués, harassés, malades, et l'affaire ne peut être poussée qu'à la condition de conjuguer les efforts de Kaménev et de Krassine. Le cas est typique. Et nullement particulier à la capitale, à Moscou ; il s'observe aussi dans les autres capitales, dans celles de toutes les Républiques indépendantes et les chefs-lieux des différentes régions. Et dans les villes qui ne sont pas des capitales on observe constamment des choses semblables, ou même cent fois pires.

Dans notre lutte il ne faut pas oublier que les communistes doivent avoir de la réflexion. Ils vous parleront à merveille de la lutte révolutionnaire, de l'état de cette lutte dans le monde entier. Mais pour se tirer du besoin, de la misère la plus noire, il faut être réfléchi, cultivé, méthodique. Cela, ils ne le savent pas. Nous aurions tort d'accuser les communistes responsables d'être peu consciencieux. L'immense majorité d'entre eux, — 99%, — ne sont pas seulement des gens consciencieux ; ils ont prouvé leur dévouement à la révolution dans les conditions les plus difficiles, et avant la chute du tsarisme et après la révolution, ils ont sacrifié littéralement leur vie. Si on cherchait ici les causes, on aurait foncièrement tort. Ce qu'il faut, c'est aborder comme il sied l'affaire publique la plus simple, comprendre que c'est une affaire publique, une affaire commerciale ; s'il y a des obstacles, il faut savoir les écarter et poursuivre ceux qui se seront rendus coupables de lenteurs bureaucratiques. Je pense que le tribunal prolétarien saura punir. Mais pour punir, il faut trouver les coupables : or je vous garantis que les coupables resteront introuvables. Que chacun de vous examine cette affaire : du va-et-vient, de la confusion, du méli-mélo, mais pas de coupables... Personne ne sait comment s'y prendre, personne ne comprend que, dans une affaire publique, il faut s'y prendre de cette façon-ci, et non point de celle-là. Et tous les gardes blancs, tous les saboteurs en profitent. Nous avons eu une phase de lutte acharnée contre les saboteurs ; cette lutte est à l'ordre du jour à présent aussi. Certes, il est exact qu'il y a des saboteurs, et qu'il faut les combattre. Mais peut-on les combattre quand la situation est telle que je viens de dire ? Cela est plus nuisible que n'importe quel sabotage ; le saboteur ne demande qu'à voir deux communistes discuter entre eux sur la question de savoir à quel moment s'adresser au Bureau politique afin d'en obtenir une directive de principe pour l'achat de vivres ; il ne demande qu'à s'insinuer dans cette fissure. Si un saboteur tant soit peu intelligent se met à côté de l'un ou de l'autre de ces communistes, ou de chacun des deux, à tour de rôle, et les soutient, alors c'en est fait. Ce sera le fiasco définitif. A qui la faute ? A personne. Car deux communistes responsables, deux révolutionnaires dévoués, discutent à propos des neiges d'autan, discutent sur la question de savoir à quel moment saisir de l'affaire le Bureau politique afin d'en obtenir une directive de principe pour l'achat de vivres. Voilà comment la question se pose, voilà où est la difficulté. N'importe quel commis, qui a passé par l'école d'un grand établissement capitaliste, sait faire cela, mais 99 % des communistes responsables ne le savent pas, et ne veulent pas comprendre qu'ils n'ont pas ce savoir-faire, qu'il leur faut commencer par l'ABC. Si nous ne le comprenons pas, si nous ne nous remettons pas aux rudiments, nous ne résoudrons jamais le problème économique qui est aujourd'hui à la base de toute notre politique.

L'autre exemple que je voudrais citer concerne le bassin du Donetz. Vous savez que c'est le centre, la vraie base de toute notre économie. Il ne saurait être question d'aucun relèvement de la grande industrie, en Russie, d'aucune édification véritable du socialisme — car on ne peut l'édifier autrement que par la grande industrie — si nous ne relevons pas, si nous ne portons pas à la hauteur voulue le bassin du Donetz. Au Comité centrai nous avons suivi de près cette affaire.

Pour cette région, il n'y a pas eu cette chose arbitraire, ridicule, absurde, qui consiste à porter une question de détail au Bureau politique. Il s'agissait là d'une affaire sérieuse, absolument urgente.

Le Comité central devrait veiller à ce que, dans ces véritables centres, ces bases, ce fondement de toute notre économie, on travaille d'une façon réellement judicieuse. Il y avait là-bas, à la tête de la Direction centrale de l'industrie houillère, des hommes non seulement dévoués sans conteste, mais réellement instruits, très doués. Et même je ne me tromperai pas si je dis que ce sont des hommes de talent. Aussi l'attention du Comité central s'est portée de ce côté. L'Ukraine est une République indépendante. C'est très bien. Mais au point de vue du Parti, elle prend parfois — comment le dire un peu plus poliment ? — une voie détournée, et il nous faudra un jour nous occuper d'eux de plus près, car ce sont des gens rusés. Quant au Comité central je ne dirais pas qu'il nous donne le change, mais enfin il s'écarte un peu de nous. Pour mieux nous rendre compte, nous avons examiné les choses au Comité central d'ici, et nous avons constaté des frottements et des divergences. Il y a là-bas la « Kimka», la Commission pour l'utilisation des petits puits de mines. Certes, entre la Kimka et la Direction centrale de l'industrie houillère, il se produit de grands frottements. Mais nous, le Comité central, nous avons tout de même une certaine expérience, et nous avons unanimement décidé de ne pas écarter les éléments dirigeants ; en cas de frottements, on nous informerait, fût-ce même avec tous les détails, car, dès l'instant que nous possédons dans cette région des hommes non seulement dévoués mais capables, nous devons nous efforcer de les soutenir pour qu'ils achèvent d'apprendre, en admettant qu'ils n'aient pas encore appris. Finalement il y a eu en Ukraine un congrès du Parti. Je ne sais pas ce qui s'y est passé ; il y a eu de tout. Je me suis renseigné auprès des camarades ukrainiens ; j'ai prié spécialement le camarade Ordjonikidzé, et le Comité central l'a également chargé d'aller là-bas pour voir ce qui s'y était passé. Apparemment il y a eu là-bas une intrigue et du brouillamini, et la Commission pour l'étude de l'Histoire du Parti, si elle s'en occupe, ne s'y reconnaîtra pas même après dix ans. Mais le fait est qu'en dépit des directives unanimes du Comité central, ce groupe s'est trouvé remplacé par un autre. Que s'était-il passé ? Dans l'essentiel une partie de ce groupe, malgré toutes ses grandes qualités, a commis une faute. Ces gens se sont trouvés dans la situation d'hommes qui ont administré à l'excès. Là-bas nous avons affaire à des ouvriers. Très souvent quand on dit « ouvriers », on pense que cela signifie prolétariat des usines. Pas du tout. Chez nous, depuis la guerre, des gens qui n'avaient rien de prolétaire sont venus aux fabriques et aux usines ; ils y sont venus pour s'embusquer. Et aujourd'hui, les conditions sociales et économiques sont-elles, chez nous, de nature à pousser de vrais prolétaires dans les fabriques et les usines ? Non. C'est faux. C'est juste d'après Marx. Mais Marx ne parlait pas de la Russie ; il parlait du capitalisme dans son ensemble, à dater du quinzième siècle. C'a été juste pour six cents années, mais c'est faux pour la Russie d'aujourd'hui. Bien souvent ceux qui viennent à l'usine ne sont pas des prolétaires, mais toutes sortes d'éléments de rencontre.

Savoir bien organiser le travail, pour ne pas rester en arrière, pour mettre fin, en temps voulu, aux frottements qui se produisent, et ne pas détacher la gestion administrative de la politique, — telle est la tâche. Car notre politique et notre gestion administrative reposent sur ceci : toute l'avant-garde doit être liée à toute la masse prolétarienne, à toute la masse paysanne. Si d'aucuns oublient ces rouages, s'ils s'emballent pour l'administration seule, ce sera un vrai malheur. La faute que nos camarades du Donetz ont commise est insignifiante en comparaison des autres fautes commises par nous. Mais c'est un exemple typique : le Comité central avait exigé unanimement : « Gardez ce groupe ; soumettez-nous au Comité central, même les menus conflits, car le bassin du Donetz n'est pas une région quelconque ; c'est une région sans laquelle l'édification socialiste restera un simple souhait pieux. » Mais tout notre pouvoir politique, toute l'autorité du Comité central, se sont avérés insuffisants.

Pour cette fois c'est une faute d'administration, évidemment, qui a été commise ; il y a eu en outre une quantité d'autres fautes.

Vous avez là un exemple qui montre que le « hic » n'est pas dans le pouvoir politique ; le « hic » c'est de savoir diriger, savoir mettre les gens à la bonne place, savoir éviter les petits heurts de façon que l'activité économique d'Etat ne soit pas interrompue. Cela, nous ne savons pas le faire et c'est là notre faute.

Je pense que lorsque nous parlons de notre révolution et pesons ses destinées, il nous faut rigoureusement discerner les tâches de la révolution qui ont été entièrement accomplies, et qui sont entrées, comme une chose absolument imprescriptible, dans l'histoire du revirement historique mondial nous éloignant du capitalisme.

Notre révolution a de ces œuvres à son actif. Naturellement, les menchéviks et Otto Bauer, représentant de l'Internationale $2^1/_2$, peuvent crier : « Chez eux, là-bas, c'est une révolution bourgeoise. » Nous disons, nous, que notre tâche est de mener la révolution bourgeoise à bonne fin. Ainsi que l'a dit une publication de gardes blancs : durant quatre cents ans on avait amassé du fumier dans nos administrations publiques. Et nous avons, nous, balayé ce fumier en quatre ans. Là est notre plus grand mérite. Et les menchéviks, et les socialistes-révolutionnaires, qu'ont-ils fait ? Rien. Ni chez nous, ni même dans l'Allemagne avancée, éclairée ; même là-bas, ils ne peuvent déblayer le fumier moyenâgeux. Et notre plus grand mérite, ils nous l'imputent à crime. Avoir mené à bonne fin l'œuvre de la révolution est notre mérite imprescriptible.

Aujourd'hui, cela sent la guerre. Les syndicats ouvriers, par exemple, les syndicats réformistes, votent des résolutions contre la guerre et menacent de faire grève contre la guerre. Dernièrement, si je ne me trompe, j'ai vu un télégramme de presse annonçant qu'à la Chambre française un excellent communiste avait prononcé un discours contre la guerre et indiqué que les ouvriers préféreraient l'insurrection à la guerre. On ne saurait poser la question comme nous l'avons posée en 1912, lors de la publication du manifeste de Bâle. Seule la (révolution russe a montré comment on peut sortir de la guerre, les efforts que cela coûte, ce que signifie sortir d'une guerre réactionnaire par la voie révolutionnaire. Les guerres réactionnaires impérialistes, sur tous les points du globe, sont inévitables. Et en résolvant tous les problèmes de cet ordre, l'humanité ne peut oublier et n'oubliera pas que des dizaines de millions d'hommes ont été massacrés alors et seront encore massacrés. Car nous vivons au XX^e siècle, et le seul peuple qui soit sorti de la guerre réactionnaire par la voie révolutionnaire, non pas au profit de tel ou tel gouvernement, mais en les jetant tous à bas, est le peuple russe ; et c'est la révolution russe qui l'en a tiré. Et ce qui a été conquis par la révolution russe, est imprescriptible. Nulle force ne peut l'enlever, de même que nulle force au monde ne peut reprendre ce que l'Etat soviétique a créé. C'est une victoire historique mondiale. Durant des centaines d'années on a bâti les Etats selon le type bourgeois, et c'est la première fois qu'une forme d'Etat non bourgeois a été trouvée. Peut-être notre appareil est-il mauvais, mais on dit que la première machine à vapeur inventée était aussi mauvaise, et l'on ignore même si elle fonctionnait. Ce n'est pas là l'essentiel. L'essentiel, c'est que la machine ait été inventée. La première machine à vapeur, à cause de sa forme, était inutilisable. Qu'importe ! En revanche, nous avons maintenant la locomotive. Notre appareil d'Etat est franchement mauvais. Qu'importe ! Il a été créé, c'est une immense invention historique ; un Etat de type prolétarien a été créé. C'est pourquoi l'Europe entière, des milliers de journaux bourgeois auront beau dépeindre nos laideurs et notre misère, dire que le peuple travailleur ne connaît que des tourments, cela n'empêchera pas que, dans le monde entier, tous les ouvriers se sentent attirés vers l'Etat soviétique. Voilà les grandes conquêtes que nous avons obtenues et qui ne peuvent nous être enlevées. Mais pour nous, représentants du Parti communiste, cela signifie seulement ouvrir la porte. Maintenant la tâche se pose devant nous de poser les fondements de l'économie socialiste. Cela a-t-il été fait ? Non, cela n'a pas été fait. Nous n'avons pas encore de fondement socialiste. Ceux des communistes qui s'imaginent que ces fondements existent déjà, commettent une très grande erreur. Tout le nœud de la question consiste à séparer fermement, nettement et sainement ce qui, chez nous, constitue un mérite historique mondial de la révolution russe, d'avec ce que nous accomplissons aussi mal que possible, ce qui n'a pas encore été créé, ce qui, maintes fois encore, devra être refait. Les événements politiques sont toujours très embrouillés et très complexes. On peut les comparer à une chaîne. Pour saisir toute la chaîne il ne suffit pas de s'accrocher à un seul maillon. On ne peut choisir artificiellement le maillon auquel on voudrait s'accrocher. Quel était, en 1917, le nœud de la situation ? Sortir de la guerre, ce que tout le peuple exigeait et ce qui primait tout. La Russie révolutionnaire est parvenue à sortir de la guerre. Cela lui a coûté de grands efforts, mais, en revanche, le besoin essentiel du peuple a été pris en considération, et cela nous a donné la victoire pour de longues années... Et le peuple a senti, le paysan a vu, chaque soldat revenant du front a parfaitement compris qu'avec le pouvoir soviétique il recevait un pouvoir plus démocratique, plus proche des travailleurs. Nous pouvons avoir commis bien des sottises, bien des erreurs scandaleuses dans d'autres domaines, mais du moment que nous avons su tenir compte de cette tâche principale, tout a bien été.

Quel était le nœud de la situation en 1919 et 1920 ? La riposte militaire. Alors l'Entente, avec sa puissance mondiale marchait contre nous, nous étouffait. Point n'était besoin de propagande : n'importe quel paysan sans-parti comprenait de quoi il retournait. Le grand propriétaire foncier revient. Les communistes savent lutter contre lui. Voilà pourquoi les paysans, dans leur masse, étaient pour les communistes, voilà pourquoi nous avons remporté la victoire.

En 1921 le nœud de la situation était de se replier en bon ordre. Voilà pourquoi il fallait une discipline particulièrement rigoureuse. L'« Opposition ouvrière » disait : « Vous sous-estimez les ouvriers. Les ouvriers doivent montrer plus d'initiative. » L'initiative doit consister à se replier en bon ordre et à observer une rigoureuse discipline. Celui qui jetterait la moindre note de panique ou enfreindrait la discipline, ferait périr la révolution, car rien n'est plus difficile que de battre en retraite avec des hommes habitués à conquérir, pénétrés des conceptions et idéaux révolutionnaires, et qui, en leur for intérieur, considèrent toute retraite à peu près

comme une ignominie. Le plus grand péril est que le bon ordre soit troublé, et la tâche essentielle est de maintenir le bon ordre.

Et aujourd'hui, quel est le nœud de la situation ? C'est à cela que je veux aboutir, c'est par là que je veux conclure mon rapport, — ce nœud n'est pas dans notre politique, dans le sens de changement d'orientation. On en parle énormément à propos de la Nep. On parle à vide. Bavardage des plus nuisibles. En relation avec la Nep, on commence, chez nous, à s'affairer, à réorganiser les services économiques, à en créer de nouveaux. Bavardage des plus nuisibles. Nous en sommes arrivés à une situation où le nœud est dans les hommes, dans le choix des hommes. C'est une chose que s'assimile difficilement un révolutionnaire habitué à lutter contre les mesquineries, les menues questions de culture, et qui, au lieu de refaire tel ou tel service public, a mis en avant le rôle de l'individu. Mais nous en sommes arrivés à une situation qu'au point de vue politique il faut apprécier sainement. Nous avons poussé si loin que nous ne pouvons garder toutes les positions et ne devons pas les garder.

Au point de vue international, notre situation, dans ces dernières années, s'est immensément améliorée. Nous avons conquis le type d'Etat soviétique ; c'est un pas en avant fait par toute l'humanité. L'Internationale communiste nous le confirme chaque jour par les informations qu'elle reçoit de tous les pays. Personne n'a l'ombre d'un doute à ce sujet. Mais pour ce qui est du travail pratique, voici comment les choses se présentent : si les communistes ne sont pas en mesure d'aider pratiquement la masse paysanne, celle-ci ne les soutiendra pas. Ce qui doit être au centre de notre attention, ce n'est pas de légiférer, de publier d'excellents décrets, etc. Nous avons connu une période où les décrets étaient une forme de propagande. On se moquait de nous, on disait : les bolchéviks ne comprennent pas qu'on n'applique pas leurs décrets ; toute la presse des gardes blancs abonde en railleries à ce sujet. Mais cette phase était légitime quand les bolchéviks ont pris le pouvoir et ont dit au simple paysan, au simple ouvrier : voici comment nous voudrions que l'Etat fût gouverné ; voici un décret ; essayez-le. Au simple ouvrier ou paysan, nous exposions d'emblée nos conceptions politiques, sous forme de décrets. Résultat : nous avons conquis cette énorme confiance dont nous avons joui et dont nous continuons de jouir parmi les masses populaires. Ce fut une période, une phase nécessaire au début de la révolution ; autrement nous n'aurions pas été à la tête de la vague révolutionnaire, mais nous nous serions traînés à la queue. Autrement nous n'aurions pas eu la confiance de tous les ouvriers et paysans qui voulaient bâtir la vie sur une base nouvelle. Mais cette phase est révolue et nous ne voulons pas le comprendre. Maintenant les paysans et les ouvriers riront si on leur enjoint de créer, de réorganiser telle ou telle administration. Maintenant le simple ouvrier, le simple paysan ne s'y intéresseront pas, et ils auront raison, car le centre de gravité n'est pas là. Aujourd'hui, ce n'est pas avec cela que vous, communistes, devez vous présenter au peuple. Bien que nous autres, dans les administrations publiques, nous soyons toujours surchargés de ces détails, ce n'est cependant pas ce maillon de la chaîne qu'il faut saisir ; le nœud n'est pas là ; le nœud de la question, c'est que les gens ne sont pas à leur place, que tel communiste responsable, qui a très bien fait toute la révolution, est affecté à une entreprise commerciale, industrielle, où il ne comprend rien, où il empêche de voir la vérité, car derrière lui se cachent à merveille filous et mercantis. L'essentiel, c'est que nous n'avons pas de vérification pratique de ce qui a été accompli. C'est une tâche prosaïque, petite, ce sont menues affaires, mais nous vivons après un immense revirement politique, et il nous faut, durant un certain laps de temps, exister dans l'entourage du système capitaliste ; le nœud de toute la situation n'est pas dans la politique, au sens étroit du terme (ce qui se dit dans les journaux n'est que verbiage politique, et il n'y a là rien de socialiste) ; le nœud de toute la situation n'est pas dans les résolutions, dans les administrations, dans la réorganisation. Pour autant que ces choses nous sont nécessaires, nous les ferons. Mais n'allez pas servir cela au peuple ; choisissez les hommes qu'il faut et vérifiez l'exécution pratique : cela le peuple l'appréciera.

C'est que dans la masse populaire, nous sommes comme une goutte d'eau dans l'océan et nous ne pouvons exercer le pouvoir qu'à la condition d'exprimer exactement ce dont le peuple a conscience. Sinon, le Parti communiste ne conduira pas le prolétariat, celui-ci n'entraînera pas derrière lui les masses, et toute la machine se disloquera. Aujourd'hui, pour le peuple, pour toutes les masses laborieuses, l'essentiel est uniquement de parer en pratique à la misère atroce et à la famine, et de montrer qu'il y a réellement cette amélioration dont le paysan a besoin et qui lui est familière. Le paysan connaît le marché et connaît le commerce. Nous n'avons pu introduire la répartition communiste directe, faute d'un nombre suffisant de fabriques et d'outillage. Dès lors, nous devons ravitailler le pays par le commerce, mais le ravitailler tout aussi bien que le faisait le capitaliste, sinon le peuple ne supportera pas une telle gestion. Tout le nœud de la situation est là. Et s'il ne se passe rien d'inattendu, cela doit devenir le nœud de tout notre travail pour 1922, à trois conditions.

Premièrement, à la condition qu'il n'y ait pas d'intervention armée. Nous faisons tout par notre diplomatie pour l'éviter ; néanmoins, elle est possible chaque jour. Nous devons réellement nous tenir sur le qui-vive et consentir, pour l'Armée rouge, de durs sacrifices, bien entendu, en établissant rigoureusement leurs proportions. Nous avons en face de nous le monde bourgeois tout entier qui ne cherche que le moyen de nous étrangler. Nos

menchéviks et socialistes-révolutionnaires ne sont que des agents de cette bourgeoisie, pas autre chose. Telle est leur situation politique.

La deuxième condition est que la crise financière ne soit pas trop forte. Cette crise approche. Vous en entendrez parler quand on vous exposera la politique financière. Si elle est trop forte et sévère, il nous faudra de nouveau beaucoup réorganiser et concentrer toutes nos forces sur un point. Si elle n'est pas trop sévère elle peut même nous être utile : elle passera au crible les communistes dans les trusts d'Etat de tout genre. Seulement il ne faudra pas oublier de le faire. La crise financière ventile administrations et entreprises ; les mauvaises sautent les premières. Seulement il ne faudra pas oublier qu'on ne doit pas tout mettre sur le dos des spécialistes, sous prétexte que les communistes responsables sont excellents, qu'ils ont lutté sur les fronts et ont toujours bien travaillé. Ainsi donc, si la crise financière n'est pas sévère à l'excès, on pourra en tirer profit et épurer autrement que ne le font la Commission centrale de Contrôle ou la Commission centrale de vérification, passer au crible comme il se doit, tous les communistes responsables dans les services économiques.

Et la troisième condition est de ne pas commettre, entre temps, de fautes politiques. Il est évident que si nous faisons des fautes politiques, toute l'édification économique sera compromise ; alors il faudra engager la discussion en vue de corriger et d'orienter la politique. Mais en l'absence de semblables et tristes erreurs, le nœud, pour l'avenir immédiat, ne sera pas dans les décrets, ni dans la politique au sens étroit de ce terme, ni dans les administrations et leur organisation ; on s'en occupera, pour autant que cela est nécessaire, dans les milieux communistes responsables et les administrations soviétiques, mais le nœud de tout le travail sera dans le choix des hommes et le contrôle de l'exécution. Si sous ce rapport nous apprenons à faire les choses pratiquement, si nous nous rendons pratiquement utiles, nous surmonterons cette fois encore toutes les difficultés.

En terminant, je dois toucher le côté pratique de la question concernant nos administrations supérieures et l'attitude du Parti à leur égard. Il s'est établi des rapports erronés entre le Parti et les administrations soviétiques ; nous sommes tous d'accord là-dessus. J'ai montré par un exemple comment, même pour une menue affaire concrète, on va au Bureau politique. Formellement, il est très difficile d'y remédier, car un Parti gouvernemental unique dirige, chez nous, et l'on ne peut interdire à un de ses membres de porter plainte. C'est pourquoi du Conseil des Commissaires du peuple, on va, à propos de tout, au Bureau politique. La faute en a été à moi aussi à bien des égards, car c'est moi qui assurais personnellement la liaison entre le Conseil des Commissaires du peuple et le Bureau politique. Or, quand j'ai dû me retirer, il s'est trouvé que deux rouages à la fois étaient en panne, et Kaménev a dû travailler pour trois afin de maintenir cette liaison. Comme il n'est guère probable que je puisse me remettre au travail à bref délai, tout l'espoir, désormais, sera qu'il y a maintenant encore deux adjoints : le camarade Tsiouroupa, que les Allemands ont vidé, et Rykov qui a été parfaitement vidé par eux. Il se trouve que Guillaume lui-même, l'empereur d'Allemagne, nous a été utile. Je ne m'y attendais pas. Il avait un chirurgien, lequel s'est trouvé être le chirurgien traitant Rykov ; il lui a excisé sa partie la plus mauvaise et l'a gardée en Allemagne, et lui a laissé sa meilleure partie et nous l'a envoyée complètement nettoyée. Si cette méthode est appliquée à l'avenir également, ce sera parfait. Mais, plaisanteries à part, voyons les principales directives. A cet égard il y a pleine entente au Comité central. J'espère que le congrès s'occupera très attentivement de cette question et confirmera les directives en ce sens qu'il faut décharger le Bureau politique et le Comité central des questions de détail et rehausser le travail des responsables. Il faut que les commissaires du peuple répondent de leur travail ; il ne faut pas qu'on aille d'abord au Conseil des Commissaires du peuple, puis au Bureau politique. Nous ne pouvons, formellement, supprimer le droit de se plaindre au Comité central, puisque notre Parti est l'unique parti gouvernemental. Il faut, en l'occurrence, mettre un terme à cet état de choses où toutes les questions de détail sont portées devant le Comité central, il faut rehausser l'autorité du Conseil des Commissaires du peuple, faire que ce soient surtout les commissaires qui siègent au Conseil et non leurs adjoints ; il faut modifier le caractère du travail du Conseil des Commissaires du peuple, dans le sens où je n'ai pas réussi à le faire durant cette dernière année : réserver une attention beaucoup plus grande au contrôle de l'exécution. Nous aurons encore deux adjoints : Rykov et Tsiouroupa. Rykov, quand il était au Tchoussosnabarm *[Comité d'approvisionnement de l'année. (N. du Trad.)]* a su pousser le travail, et le travail marchait. Tsiouroupa a organisé un des meilleurs Commissariats du peuple[82]. Si, à eux deux, ils portent le maximum d'attention à une plus ferme discipline des Commissariats du peuple dans l'accomplissement de leur tâche et en matière de responsabilité, nous ferons, si petit qu'il soit, un pas en avant dans cette voie. Nous avons dix-huit commissariats du peuple, dont au moins quinze ne valent rien. On ne trouve pas partout de bons commissaires du peuple. Dieu veuille que les gens s'occupent davantage de cette question. Rykov doit être membre du bureau du Comité central et membre du présidium du Comité exécutif central de Russie, parce qu'il doit y avoir une liaison entre ces organismes, et que, sans cette liaison, les rouages essentiels, parfois, tournent à vide.

A ce propos il faut avoir soin de [restreindre les commissions du Conseil des Commissaires du peuple et du Conseil du Travail et de la Défense, pour qu'ils connaissent et remplissent leurs propres tâches, au lieu de

disperser leurs efforts entre d'innombrables commissions. Ces jours-ci on a épuré les commissions. On en a compté cent vingt. Et combien étaient nécessaires ? Seize. Et ce n'est pas la première épuration. Au lieu de répondre de son travail, au lieu de prendre une décision au sein du Conseil des commissaires du peuple, en sachant qu'on en assume la responsabilité, on se cache derrière les commissions. Le diable lui-même se casserait la jambe dans les commissions ; pas moyen de trouver le responsable ; tout est embrouillé ; en fin de compte, on prend une décision selon laquelle tout le monde doit répondre. En même temps il faut indiquer qu'il est nécessaire d'élargir et de développer l'autonomie et l'activité des conseils économiques régionaux. Maintenant la division de la Russie en régions a été faite sur une base scientifique, en tenant compte des conditions économiques et climatiques, des conditions de vie, d'approvisionnement en combustible, de l'industrie locale, etc. En se basant sur cette division on a institué des conseils économiques de rayon et de région. Sans doute y aura-t-il des amendements pour telles ou telles questions de détail, mais il faut rehausser l'autorité de ces conseils économiques.

Ensuite, il faut obtenir que le Comité exécutif central de Russie travaille plus énergiquement et se réunisse régulièrement en sessions, lesquelles doivent être plus prolongées. Les sessions doivent examiner les projets de loi, qui, souvent, sont soumis au Conseil des Commissaires du peuple à la hâte, sans nécessité absolue. Mieux vaut remettre à plus tard et laisser nos responsables de la base examiner attentivement les choses ; il faut se montrer plus exigeants à l'égard des législateurs, ce qu'on ne fait pas chez nous.

Si les sessions du Comité exécutif central de Russie sont plus prolongées, elles se diviseront en sections et sous-commissions et sauront vérifier le travail plus sévèrement en s'efforçant d'obtenir ce qui, selon moi, est le nœud, l'essence même de la situation politique présente : porter l'effort principal sur le choix des hommes, sur le contrôle de l'exécution effective.

Il faut se rendre compte, et ne pas en avoir peur, que dans 99 cas sur 100, les communistes responsables ne sont pas utilisés selon leurs capacités présentes ; ils ne savent pas s'acquitter de leur tâche ; ce qu'ils doivent faire, à présent, c'est apprendre. Si on le reconnaît, et du moment que nous en avons la possibilité (à en juger d'après l'ensemble de la situation internationale nous aurons assez de temps pour achever notre apprentissage), il faut le faire à tout prix.

Publié en 1922 dans le livre le Onzième congrès du Parti communiste (bolchévik) de Russie. Compte rendu sténographique.

DISCOURS DE CLOTURE DU XI[e] CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE RUSSE (BOLCHEVIK), 2 AVRIL 1922

Camarades, nous touchons à la fin des travaux de notre congrès.

La première chose qui saute aux yeux quand on compare ce congrès au précédent, c'est une cohésion plus grande, une plus grande unanimité, une plus grande unité organique. Seule une faible portion d'une partie de l'opposition du congrès précédent, s'est placée hors du Parti. En ce qui concerne les syndicats et la nouvelle politique économique, il n'y a pas eu de divergences dans notre Parti, ou elles ont été insignifiantes.

Le principal, l'essentiel, ce que nous avons acquis de « nouveau » à ce congrès, c'est la preuve vivante que nos ennemis ont tort, qui ont répété et répètent sans se lasser que notre Parti tombe dans la sénilité, perd la souplesse de son esprit, la souplesse de tout son organisme.

Non. Cette souplesse, nous ne l'avons pas perdue.

Lorsqu'il a fallu — par la situation objective des choses, en Russie comme dans le monde entier — aller de l'avant, attaquer l'ennemi avec un courage indéfectible, avec rapidité et décision, nous l'avons fait. Quand il le faudra, nous saurons le faire encore une fois et plus d'une fois.

C'est ainsi que nous avons porté notre Révolution à une hauteur encore jamais vue. Aucune force au monde, — si grands que soient le mal, les calamités et les tourments qu'elle puisse apporter encore à des millions et des centaines de millions d'hommes, —ne pourra nous retirer les conquêtes essentielles de notre Révolution, car elles ne sont plus les « nôtres », elles appartiennent désormais à l'histoire mondiale.

Lorsqu'au printemps de 1921, il s'est avéré que notre avant-garde de la Révolution risquait de se détacher de la masse du peuple, de la masse paysanne, qu'elle doit conduire judicieusement en avant, — nous avons décidé, unanimes et fermes, débattre en retraite. Durant l'année écoulée, notre retraite s'est opérée, d'une façon générale, dans un ordre révolutionnaire.

Les révolutions du prolétariat, qui mûrissent dans tous les pays avancés du monde, ne sauront s'acquitter de leur tâche sans allier l'aptitude à lutter et attaquer avec abnégation, à l'aptitude à reculer dans l'ordre révolutionnaire. L'expérience de la deuxième phase de notre lutte, c'est-à-dire l'expérience du recul sera probablement aussi utile dans l'avenir aux ouvriers de certains pays au moins, comme notre expérience de la première phase de la Révolution, l'expérience d'une offensive intrépide, sera certainement utile aux ouvriers de tous les pays.

Maintenant nous avons décidé : la retraite est terminée. Cela veut dire que toutes les tâches de notre politique se posent d'une manière nouvelle.

L'essentiel aujourd'hui, c'est que l'avant-garde n'ait pas peur de la tâche qui lui incombe : travailler à sa propre éducation, se refaire soi-même, avouer ouvertement l'insuffisance de sa préparation, son manque de savoir-faire. L'essentiel aujourd'hui, c'est d'avancer en une masse infiniment plus grande et plus puissante, pas autrement qu'avec la paysannerie, en lui montrant par les actes, par la pratique, par l'expérience, que nous apprenons et finirons par apprendre à l'aider, à la conduire en avant. Cette tâche, dans la situation internationale actuelle, et dans l'état actuel des forces productives de la Russie, on ne peut s'en acquitter que très lentement, avec toute la prudence et le sérieux requis, en vérifiant mille fois dans la pratique chacun de ses pas.

Si dans notre Parti des voix s'élèvent contre ce mouvement archi-lent et archi-prudent, ces voix-là resteront solitaires. Le Parti dans son ensemble a compris, — il le prouvera par des actes, — la nécessité d'organiser à l'heure présente son travail ainsi, et seulement ainsi. Et du moment que nous avons compris cela, nous saurons atteindre notre but !

Le XI[e] congrès du Parti communiste de Russie est clos.

Publié en 1922 dans le livre le Onzième congrès du Parti communiste (bolchévik) de Russie. Compte rendu sténographique.

DE LA « DOUBLE » SUBORDINATION ET DE LA LÉGALITÉ

AU CAMARADE STALINE, POUR LE BUREAU POLITIQUE

La question du Parquet a provoqué des divergences de vues au sein de la commission du Comité central, désignée pour diriger les travaux de la session du Comité exécutif central des Soviets de Russie. Si ces divergences n'entraînent pas le renvoi automatique de la question devant le Bureau politique, je tiens quant à moi la question pour si importante que je propose de la soumettre au Bureau politique.

Le fond des divergences, le voici : la majorité de la commission désignée par le C.E.C. des Soviets de Russie s'est prononcée sur la question du Parquet contre le principe selon lequel les représentants locaux des organismes de surveillance du Parquet seraient exclusivement désignés par le centre et ne relèveraient que de lui. La majorité exige ce qu'on appelle la « double » subordination, qui est établie d'une façon générale pour tous les collaborateurs locaux, c'est-à-dire leur subordination d'une part au centre, en la personne du Commissariat du peuple intéressé, et d'autre part, au Comité exécutif provincial.

Cette même majorité de la Commission du C.E.C. a refusé aux représentants locaux des organismes de surveillance du Parquet, le droit de faire opposition, du point de vue de la loi, aux décisions des comités exécutifs provinciaux et des pouvoirs locaux en général.

Il m'est difficile d'imaginer l'argument que l'on pourrait invoquer pour défendre une décision aussi manifestement erronée de la majorité de cette commission du C.E.C. Je n'ai entendu que cet argument que la défense, en l'espèce, de la « double » subordination est une lutte légitime contre le centralisme bureaucratique, pour l'autonomie indispensable des organisations locales, et contre l'attitude hautaine observée parle centre à l'égard des exécutifs de province. Y a-t-il de la hauteur à professer cette opinion que la légalité ne saurait être celle de Kalouga ou de Kazan, mais doit être une pour toute la Russie et même pour toute la Fédération des Républiques soviétiques ? L'opinion qui a prévalu au sein de la majorité de la commission du C.E.C. des Soviets de Russie a ceci de faux surtout, que l'on y applique le principe de la « double » subordination d'une façon erronée. La « double » subordination est nécessaire là où il faut savoir tenir compte des distinctions qui existent réellement et inévitablement. L'agriculture dans la province de Kalouga n'est pas la même que dans celle de Kazan. Il en est de même pour l'ensemble de l'industrie. Il en est de même pour toutes les choses de l'administration et de la direction. Ne pas tenir compte dans toutes ces questions des distinctions locales, serait verser dans le centralisme bureaucratique, etc. ; ce serait empêcher les travailleurs de province de tenir compte des distinctions locales, ce qui est la base d'un travail raisonné. Or la légalité doit être une ; et le plus grand mal de toute notre vie, et la cause de toute notre inculture, c'est de tolérer le point de vue russe de toujours et les habitudes de demi-sauvages, désireux de maintenir la légalité de Kalouga à la différence de la légalité de Kazan. Il ne faut pas oublier qu'à la différence des autorités administratives, le Parquet, en exerçant sa surveillance, n'exerce aucun pouvoir d'administration, il n'a de voix délibérative sur aucun problème d'ordre administratif. Le procureur a le droit et le devoir de ne faire qu'une chose : veiller à ce que s'établisse une compréhension vraiment uniforme de la légalité dans l'ensemble de la République, quelles que soient les distinctions locales et quelles que soient les influences locales. Le seul droit et le devoir du procureur, c'est de renvoyer l'affaire devant le tribunal. Or, quels sont ces tribunaux ? Nos tribunaux sont locaux. Les juges sont élus par les Soviets locaux. Par conséquent, l'instance à laquelle le procureur renvoie l'affaire intentée par lui contre une infraction à lia loi, est une instance locale qui, d'une part, est tenue d'observer strictement les lois uniques établies pour l'ensemble de la Fédération ; d'autre part elle est tenue, en établissant les pénalités, de prendre en considération toutes les circonstances locales ; ce faisant, elle a le droit de dire que, bien que la loi ait été certainement enfreinte dans tel ou tel cas, les conditions bien connues des gens du lieu et qui se sont révélées devant le tribunal local, font que le tribunal reconnaît la nécessité d'atténuer la punition à l'égard de telles personnes, ou même de les acquitter. Si nous n'appliquons pas coûte que coûte cette condition élémentaire pour établir la légalité unique dans toute la Fédération, il ne saurait être question de protéger ni de créer aucune culture.

De même on aurait tort au point de vue principe, de dire que le procureur ne doit pas avoir le droit de faire opposition aux décisions des comités exécutifs de province et des autres organes locaux du pouvoir; du point de vue de la loi, voyez-vous, c'est à l'Inspection ouvrière et paysanne qu'il appartient de les juger.

L'Inspection ouvrière et paysanne juge non seulement du point de vue de la loi, mais aussi du point de vue de l'utilité. Le procureur est responsable de ce qui suit : aucune décision d'aucune autorité locale ne doit être en contradiction avec la loi, et c'est de ce point de vue seulement que le procureur est tenu de faire opposition à toute décision contraire à la loi ; ce faisant, le procureur n'a pas le droit de suspendre l'application de la décision,

mais est simplement tenu de prendre les mesures nécessaires pour que la compréhension de la loi soit absolument uniforme dans toute la République. Aussi la décision de la majorité de la commission du C.E.C. des Soviets de Russie n'est pas seulement la plus grande faute au point de vue principe ; non seulement elle applique d'une manière foncièrement erronée le principe de la « double » subordination, mais encore elle compromet tout travail visant à établir la légalité et un minimum de culture.

Ensuite, pour résoudre ce problème, il faut tenir compte des influences locales. Il est certain que nous vivons dans un océan d'illégalité, et que l'influence locale est un des plus grands, sinon le plus grand adversaire de l'établissement de la légalité et de la culture. Il n'est personne, je crois, qui n'ait entendu dire que l'épuration du Parti a révélé, comme un fait prédominant dans la plupart des commissions de vérification locales, des règlements de comptes personnels et locaux au moment de l'épuration du Parti. Ce fait est incontestable et suffisamment significatif. Personne n'osera nier, je pense, qu'il est plus facile à notre Parti de trouver une dizaine de communistes sûrs, suffisamment instruits juridiquement, et capables de tenir tête aux influences de toute sorte, purement locales, que d'en trouver des centaines. C'est à cela justement que se ramène la question quand on parle de la « double » subordination du Parquet et de la nécessité de le subordonner à *un* centre unique. Or, dans ce centre, nous devons trouver une dizaine d'hommes qui exerceront le pouvoir central du Parquet en la personne du Procureur général, de la Cour suprême et du collège du Commissariat du peuple de la Justice (je laisse de côté la question de savoir si le Procureur général est investi d'un pouvoir personnel ou s'il le partage avec la Cour suprême et le collège du Commissariat du peuple de la Justice, car cette question est absolument secondaire et peut être décidée dans un sens ou dans l'autre, selon que le Parti voudra confier à une seule personne un immense pouvoir ou le répartir entre les trois instances indiquées). Ces dix personnes, siégeant au centre, travaillent sous la surveillance la plus étroite et dans le contact le plus direct avec les trois organismes du Parti, qui offrent le maximum de garanties contre les influences locales et personnelles, savoir : le Bureau d'organisation du Comité central, le Bureau politique du Comité central et la Commission centrale de Contrôle. Ajoutons que cette dernière institution, c'est-à-dire la Commission centrale de Contrôle, responsable uniquement devant le congrès du Parti, est constituée de telle sorte qu'il ne saurait y avoir le moindre cumul pour les membres de cette Commission, ni avec aucun commissariat du peuple, ni avec aucune administration, ni avec aucun organe du pouvoir des Soviets. Il est évident que dans ces conditions nous avons la garantie maximum parmi toutes celles qui avaient été imaginées jusqu'ici, que le Parti créera un petit collège central, capable de résister en fait aux influences locales, au bureaucratisme local et tout autre, et de veiller à une application réellement uniforme de la loi dans toute la République et dans toute la Fédération. Aussi les erreurs possibles de ce collège juridique central sont-elles corrigées sur place, séance tenante, par les organismes du Parti qui, d'une façon générale, établissent tous les principes essentiels et toutes les règles essentielles pour toute l'activité du Parti et des Soviets dans l'ensemble de la République.

S'écarter de cette ligne de conduite, c'est faire passer en sous-main une opinion que personne ne défend franchement et ouvertement, a savoir que chez nous la culture et la légalité qui s'y rattache étroitement sont si hautement développées, que nous pouvons garantir l'existence chez nous d'une centaine de procureurs, parfaitement irréprochables en ce sens qu'ils ne céderont jamais à aucune influence locale et établiront d'eux-mêmes une légalité uniforme dans toute la République.

Ceci étant, j'en viens à cette conclusion que défendre la « double » subordination du Parquet et retirer à celui-ci le droit de faire opposition à toute décision des pouvoirs publics locaux, c'est non seulement faux au point de vue principe, non seulement cela gêne notre tâche essentielle qui est d'introduire constamment la légalité, mais cela traduit les intérêts et les préjugés de la bureaucratie locale et des influences locales, c'est-à-dire de la pire barrière entre les travailleurs d'une part et, de l'autre, le pouvoir local et central des Soviets, ainsi que le pouvoir central du P.C.R.

C'est pourquoi je propose au Comité central de repousser en l'occurrence la « double » subordination, d'établir la subordination du Parquet local uniquement au *centre,* et de laisser au Parquet le droit et le devoir de faire opposition à toutes les décisions, quelles qu'elles soient, des pouvoirs locaux du point de vue de la légalité de ces décisions ou arrêtés, sans qu'il ait le droit d'en suspendre l'exécution, mais avec le seul droit de renvoyer l'affaire devant le tribunal.

Dicté le 20 mai 1922. Publié dans la Pravda, n° 91, le 23 avril 1925.

CINQ ANS DE RÉVOLUTION RUSSE ET PERSPECTIVES DE RÉVOLUTION MONDIALE

RAPPORT PRÉSENTÉ AU IV CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE LE 13 NOVEMBRE 1922

Camarades ! Je figure dans la liste des orateurs comme rapporteur principal, mais vous comprendrez qu'après ma longue maladie je ne puisse faire un rapport étendu. Je peux simplement donner une introduction aux questions les plus importantes. Mon thème sera très limité. Le thème « Cinq ans de révolution russe et perspectives de révolution mondiale » est, de toute façon, trop vaste et trop grand pour qu'un seul orateur puisse l'épuiser dans un seul discours. C'est pourquoi je ne prends, pour ma part, qu'une petite partie de ce thème, à savoir la « nouvelle politique économique ». C'est à dessein que je prends une petite partie seulement afin de vous faire connaître cette question, extrêmement importante aujourd'hui, du moins pour moi, puisque j'y travaille en ce moment.

Je parlerai donc de la manière dont nous avons amorcé la nouvelle politique économique et des résultats que nous avons obtenus à l'aide de cette politique. En me bornant à cette question je réussirai peut-être à vous présenter un aperçu général et à vous donner une idée d'ensemble de cette question.

Si je commence par dire comment nous sommes arrivés à la nouvelle politique économique, je dois me référer à un article que j'ai écrit en 1918. Au début de 1918, dans une courte polémique, j'ai touché précisément la question de savoir quelle attitude nous devions adopter à l'égard du capitalisme d'Etat.

J'écrivais à cette date :

> Le capitalisme d'Etat serait *un pas* en *avant* par rapport à la situation actuelle (c'est-à-dire de cette époque) de notre République soviétique. Si par exemple, d'ici six mois, le capitalisme d'Etat était instauré chez nous, ce serait un immense succès et le plus sûr garant que, dans un an, le socialisme serait définitivement consolidé chez nous et qu'il serait invincible.

Certes, cela était dit à une époque où nous étions moins intelligents qu'aujourd'hui, mais non pas sots au point de ne pas savoir faire l'examen de pareilles questions.

Ainsi, en 1918, j'étais d'avis que par rapport à la situation économique de la République soviétique, à l'époque, le capitalisme d'Etat était un pas en avant. Cela paraît très étrange et peut-être même absurde ; car déjà à ce moment notre République était une république socialiste ; nous adoptions alors chaque jour, avec la plus grande précipitation, — précipitation excessive sans doute, — diverses nouvelles mesures économiques que l'on ne saurait qualifier autrement que de mesures socialistes. Néanmoins, je pensais que par rapport à la situation économique qui était à l'époque celle de la République soviétique, le capitalisme d'Etat était un pas en avant. Et pour expliquer cette pensée, j'ai énuméré simplement les éléments essentiels du régime économique de la Russie. Voici quels étaient, selon moi, ces éléments : « 1° la forme patriarcale, c'est-à-dire la plus primitive de l'agriculture ; 2° la petite production marchande (ici se classe également la majorité des paysans qui vendent du blé) ; 3° le capitalisme privé; 4° le capitalisme d'Etat et 5° le socialisme. » Tous ces éléments économiques étaient représentés dans la Russie de ce temps. Je m'étais assigné pour tâche de montrer le rapport de ces éléments entre eux, et je posai la question de savoir s'il ne convenait pas de considérer l'un des éléments non socialistes, en l'espèce le capitalisme d'Etat, comme étant supérieur au socialisme. Je répète : cela paraît fort étrange à tous de voir que dans une République qui se proclame socialiste, l'élément non socialiste soit considéré comme étant supérieur, comme étant placé au-dessus du socialisme. Mais la chose devient compréhensible, si vous vous rappelez que le régime économique de la Russie n'était point pour nous un système homogène et hautement évolué ; nous nous rendions entièrement compte qu'en Russie l'agriculture patriarcale, c'est-à-dire la forme la plus primitive de l'agriculture, existait à côté de la forme socialiste. Quel rôle pouvait donc jouer le capitalisme d'Etat dans ce système ?

Je me demandais ensuite : lequel de ces éléments prédomine ? Il est clair que dans un milieu petit-bourgeois c'est l'élément petit-bourgeois qui domine. Je me rendais compte alors que l'élément petit-bourgeois prédominait ; il était impossible de penser autrement. La question que je me posais — au cours d'une polémique spéciale et qui n'a rien à voir avec la question examinée actuellement — était celle-ci : quelle est notre altitude à l'égard du capitalisme d'Etat ? Et je me suis fait cette réponse : le capitalisme d'Etat, sans être une forme socialiste, serait pour nous et pour la Russie une forme plus favorable que celle qui existe actuellement. Qu'est-ce à dire ? C'est que, tout en ayant déjà accompli la révolution sociale, nous n'avons surestimé ni les germes, ni les principes de

l'économie socialiste. Au contraire, déjà à ce moment nous avions conscience, jusqu'à un certain point, de cette vérité : oui, en effet, mieux eût valu passer d'abord par le capitalisme d'Etat pour ensuite arriver au socialisme.

Il me faut tout spécialement insister sur ce point, parce que j'estime qu'en partant de là on peut, d'abord, montrer ce qu'est la politique économique actuelle ; en second lieu, on peut en tirer des conclusions pratiques importantes aussi pour l'Internationale communiste. Je ne veux point dire que nous avions déjà un plan de retraite tout prêt. Non, nous ne l'avions pas. Ces brèves lignes de polémique n'étaient pas le moins du monde, à ce moment, un plan de retraite. On n'y trouve pas un mot sur un point essentiel, savoir : sur la liberté du commerce, et qui est d'une importance fondamentale pour le capitalisme d'Etat. Cependant l'idée générale, encore imprécise, de la retraite, y était déjà donnée. Je pense que nous devons porter là-dessus notre attention non seulement du point de vue d'un pays qui, par son régime économique était et est encore très arriéré, mais aussi du point de vue de l'Internationale communiste et des pays avancés de l'Europe occidentale. Ainsi pour le moment nous travaillons à établir le programme. J'estime pour ma part que nous ferions bien mieux, pour le moment, de ne discuter tous les programmes qu'à titre préliminaire, pour ainsi dire en première lecture, et de les faire reproduire tels quels, sans adopter une résolution définitive tout de suite, cette année-ci. Pourquoi ? Tout d'abord, selon, moi, parce que nous ne les avons guère étudiés à fond, c'est évident. Et puis aussi parce que nous n'avons presque pas médité la question relative à une retraite éventuelle et aux moyens de l'opérer. Or c'est là une question à laquelle, étant donné les changements radicaux qui s'opèrent dans le monde entier — tels que le renversement du capitalisme et la construction du socialisme avec les immenses difficultés qu'elle comporte — il nous faut absolument porter notre attention. Il ne suffit pas de savoir ce que nous avons à faire quand nous passons directement à l'offensive et que nous remportons la victoire. En période révolutionnaire, cela n'est pas si difficile, ni si important ; du moins, ce n'est pas le facteur le plus décisif. Pendant la (révolution il y a toujours des moments où l'adversaire perd la tête, et si nous l'attaquons dans un de ces moments, nous pouvons facilement le battre. Mais cela ne veut rien dire encore ; si notre adversaire est suffisamment maître de soi, il peut, à l'avance, ramasser ses forces, etc. Dès lors il peut aisément nous provoquer à une attaque, et puis nous rejeter en arrière pour de longues années. Voilà pourquoi je pense que l'idée que nous devons nous ménager la possibilité d'une retraite a une très grande importance, et non pas seulement du point de vue théorique. Du point de vue pratique également, tous les partis qui s'apprêtent dans un proche avenir à passer à l'offensive directe contre le capitalisme, doivent dès maintenant songer aussi à se ménager une retraite. Je pense que si nous mettons à profit cet enseignement, ainsi que tous les autres fournis par l'expérience de notre révolution, loin de nous porter préjudice, cela nous sera très vraisemblablement utile en maintes occasions.

Après avoir souligné que dès 1918 nous envisagions le capitalisme d'Etat comme une ligne de retraite éventuelle, j'en viens aux résultats de notre nouvelle politique économique. Je répète : à ce moment-là, c'était encore une idée très vague ; mais en 1921, après avoir franchi cette étape très importante qu'était la guerre civile, et franchi victorieusement, nous nous sommes heurtés à une grande — je pense à la plus grande — crise politique intérieure de la Russie des Soviets, crise qui a amené le mécontentement d'une partie considérable des paysans, mais aussi des ouvriers. C'a été dans l'histoire de la Russie soviétique, la première et, je l'espère, la dernière fois que l'on a vu de grandes masses paysannes se tourner contre nous, non par conscience, il est vrai, mais par instinct, par l'effet d'une impulsion. Qu'est-ce qui avait déterminé cette situation particulière et, bien entendu, fort désagréable pour nous ? C'est que dans notre offensive économique nous avons trop pris les devants, sans nous être assuré une base suffisante, les masses ont senti ce que nous ne savions pas encore formuler pertinemment à l'époque, mais que bientôt, quelques semaines plus tard, à notre tour, nous avons reconnu, savoir : qu'il était au-dessus de nos forces de passer tout de suite aux formes purement socialistes, à la répartition purement socialiste ; et que si nous nous montrions incapables d'opérer la retraite de façon à nous borner à des tâches plus faciles, nous étions menacés de mort. La crise a commencé, je crois, en février 1921. Déjà au printemps de cette même année nous avons décidé à l'unanimité — je n'ai pas remarqué de désaccords sensibles entre nous à ce sujet — de passer à la nouvelle politique économique. Aujourd'hui, à la fin de 1922, au bout d'un an et demi, nous pouvons déjà faire quelques comparaisons. Que s'est-il donc passé ? Comment avons-nous vécu cette période de plus de dix-huit mois ? Quel en est le résultat ? Cette retraite nous a-t-elle profité, nous a-t-elle réellement sauvés, ou bien le résultat est encore incertain ? Telle est la question principale que je me pose. J'estime que cette question est d'une importance primordiale aussi pour tous les partis communistes. Car si la réponse était négative, nous serions tous condamnés à périr. J'estime que, la conscience tranquille, nous pouvons répondre à cette question par l'affirmative, notamment en ce sens que les dix-huit mois écoulés prouvent, positivement et absolument, que nous avons triomphé de cette épreuve.

J'essaierai maintenant d'en faire la démonstration. Il me faut pour cela énumérer en bref tous les éléments constitutifs de notre économie.

Je m'arrêterai tout d'abord à notre système financier et au fameux rouble russe. Je pense que l'on peut dire du rouble russe qu'il est fameux, ne serait-ce que parce que le nombre de ces roubles dépasse actuellement le quadrillion. C'est déjà quelque chose. C'est un chiffre astronomique. Je suis certain que tous ici ne savent pas même ce que signifie ce chiffre. Mais nous ne tenons pas ces chiffres pour très importants, du point de vue de la science économique : des zéros, on peut toujours les biffer. Dès à présent nous enregistrons quelques succès en cet art qui, considéré du point de vue de la science économique, est de même sans aucune importance. Et j'ai la certitude que, par la suite, nous ferons des progrès encore plus grands dans cet art. Ce qui importe réellement, c'est la stabilisation du rouble. Ce problème nous préoccupe, il préoccupe nos meilleurs esprits, et nous lui attribuons une importance décisive. Si nous arrivons à stabiliser le rouble d'abord pour une longue période et puis pour toujours, nous aurons gain de cause. Alors tous ces chiffres astronomiques — tous ces trillions et quadrillions — ne seront plus rien. Nous pourrons dès lors assigner à notre économie une base solide et la développer sur cette base. Je crois pouvoir vous citer à ce sujet des faits assez importants et décisifs. En 1921, la période de stabilité du cours du rouble-papier avait duré moins de trois mois. En cette année 1922, qui du reste n'est pas encore terminée, cette période a duré plus de cinq mois. Je pense que cela seul suffit. Bien entendu, ce serait insuffisant si vous exigiez de nous une démonstration scientifique que, dans l'avenir, nous nous acquitterons entièrement de cette tâche. Mais d'une façon générale il est impossible, à mon avis, d'en faire la preuve pleine et entière. Les chiffres cités montrent que, depuis l'an dernier, depuis que nous avons inauguré notre nouvelle politique économique, jusqu'à ce jour, nous avons déjà appris à marcher de l'avant. S'il en est ainsi, je suis sûr que nous saurons à l'avenir également progresser dans cette voie, à moins que nous ne commettions quelque grosse sottise. Mais ce qui importe le plus, ce qu'il nous faut surtout, c'est le commerce, ce sont les échanges. Et puisque nous nous en sommes tirés pendant deux ans, bien que nous fussions en état de guerre (car, vous le savez, il n'y a que quelques semaines que nous avons repris Vladivostok[83]), bien que nous ne puissions commencer notre activité économique d'une façon vraiment régulière qu'aujourd'hui seulement, puisque malgré tout nous avons fait en sorte que la période de stabilité du rouble-papier passe de trois à cinq mois, je crois pouvoir affirmer que nous avons des raisons d'être contents. C'est que nous sommes solitaires. Nous n'avons reçu ni ne recevons le moindre emprunt. Aucun de ces puissants Etats capitalistes qui organisent leur économie capitaliste si « brillamment » qu'ils ignorent jusqu'à présent où ils vont, ne nous est venu en aide. Par le traité de Versailles ils ont créé un système de finances dans lequel eux-mêmes ne peuvent se retrouver. Si ces grands Etats capitalistes mènent ainsi leurs affaires, j'estime que nous, pays arriéré et inculte, nous pouvons être contents d'avoir compris l'essentiel, compris les conditions de la stabilisation du rouble. Ce qui le prouve, ce n'est pas une analyse théorique quelconque, c'est la pratique ; et celle-ci, selon moi, importe plus que toutes les discussions théoriques du monde. Or la pratique montre qu'ici nous avons obtenu des résultats décisifs. Savoir : nous commençons à orienter l'économie vers la stabilisation du rouble, ce qui a une importance décisive pour le commerce, pour l'échange libre de marchandises, pour les paysans et la grande masse des petits producteurs.

J'en viens maintenant à l'examen de nos objectifs sociaux. L'essentiel, bien entendu, c'est la paysannerie. En 1921 le mécontentement d'une partie considérable des paysans était un fait incontestable. Puis ç'a été la famine. Épreuve la plus pénible pour les paysans. Rien de plus naturel que toute la presse de l'étranger se fût mise à clamer : « Vous voyez, voilà bien les résultats de l'économie socialiste. » Rien de plus naturel, bien entendu, qu'ils eussent passé sous silence que la famine était en réalité la conséquence monstrueuse de la guerre civile. Tous les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, qui avaient entrepris leur offensive contre nous en 1918, essayèrent de faire croire que la famine était le résultat de l'économie socialiste. La famine a été en effet un grand malheur, un malheur si grave qu'il menaçait d'anéantir toute notre œuvre d'organisation, toute notre œuvre révolutionnaire.

Ainsi donc je demande maintenant : après cette calamité inouïe, inattendue, où en sont les choses aujourd'hui, depuis que nous avons institué la nouvelle politique économique, depuis que nous avons accordé aux paysans la liberté du commerce ? La réponse est claire, elle est évidente pour tous : en une année, la paysannerie non seulement a eu raison de la famine, mais elle a acquitté l'impôt en nature dans des proportions telles que nous avons déjà reçu des centaines de millions de pouds, et cela presque sans appliquer la moindre mesure de contrainte. Les soulèvements paysans qui, avant 1921, caractérisaient pour ainsi dire là situation générale en Russie, ont presque complètement cessé. La paysannerie est satisfaite de sa situation actuelle. Nous pouvons le dire sans hésiter. Nous estimons que ces preuves importent plus que toutes les démonstrations à coup de statistiques. Que la paysannerie soit chez nous un facteur décisif, personne n'en doute. Cette paysannerie est aujourd'hui dans une situation telle que nous n'avons pas à craindre de sa part un mouvement d'hostilité contre nous. Nous le disons en pleine conscience, sans exagération. C'est là un fait acquis. La paysannerie peut être mécontente de l'activité de notre pouvoir dans tel ou tel domaine, elle peut se plaindre. Certes, cela est possible et inévitable, puisque notre appareil d'Etat et notre économie nationale sont encore trop défectueux pour pouvoir y remédier. Mais ce qui est certain, c'est qu'un mécontentement sérieux de l'ensemble de la paysannerie contre

notre politique, est absolument exclu. Ce résultat a été acquis en l'espace d'un an. J'estime que c'est déjà beaucoup.

J'en viens à l'industrie légère. Nous devons précisément distinguer entre l'industrie lourde et l'industrie légère, puisque leur situation est différente. Pour ce qui est de l'industrie légère, je puis dire sans hésiter : on assiste ici à un essor général. Je n'entrerai point dans les détails. Et je ne me propose pas de produire des statistiques. Mais cette impression d'ensemble est fondée sur des faits, et je puis garantir qu'elle ne renferme rien de faux ou d'inexact. Nous pouvons constater un essor général de l'industrie légère et, partant, une amélioration notable de la situation des ouvriers de Pétrograd et de Moscou. Dans les autres régions cela s'observe dans une mesure moindre, parce que là prédomine l'industrie lourde. Il ne faut donc pas généraliser ce fait. Toujours est-il, je le répète, que l'industrie légère est incontestablement en progrès et l'amélioration de la situation des ouvriers de Pétrograd et de Moscou est indéniable. Au printemps de 1921 il y avait du mécontentement parmi les ouvriers de ces deux villes. Aujourd'hui ce n'est plus le cas. Nous qui suivons au jour le jour la situation et l'état d'esprit des ouvriers, nous ne nous trompons pas en cette question.

La troisième question concerne l'industrie lourde. Je dois dire qu'ici la situation reste encore difficile. Un certain changement s'y est produit en 1921. Nous pouvons donc espérer que, très prochainement, la situation sera améliorée. A cet effet nous avons déjà réuni, en partie, les moyens nécessaires. Pour améliorer l'état de l'industrie lourde dans un pays capitaliste, il aurait fallu emprunter des centaines de millions, sans lesquels l'amélioration eût été impossible. L'histoire économique des pays capitalistes montre que, dans les pays arriérés, seuls des emprunts à longue échéance de centaines de millions de dollars ou de roubles-or pourraient aider au relèvement de l'industrie lourde. Ces emprunts n'ont pas existé pour nous, et nous n'avons rien reçu jusqu'à ce jour. Tout ce qu'on écrit maintenant au sujet des concessions, etc., c'est à peu près lettre morte. Ces temps derniers nous avons beaucoup écrit à ce sujet et surtout à propos de la concession d'Urquart. Cependant notre politique de concessions me paraît très bonne. Toutefois nous n'avons pas encore de concession sortable. Je vous prie de ne pas l'oublier. De la sorte la situation de l'industrie lourde est réellement une question très grave pour notre pays arriéré, car nous ne pouvions espérer d'emprunts dans les pays riches. Néanmoins, nous observons déjà une amélioration notable, et puis nous voyons que notre activité commerciale nous a déjà rapporté un certain capital. Fort modeste, il est vrai, pour le moment : un peu plus de vingt millions de roubles-or. En tout cas c'est déjà un commencement : notre commerce nous procure des ressources que nous pouvons utiliser pour améliorer la situation de l'industrie lourde. De toute façon, à l'heure actuelle, notre industrie lourde se trouve encore dans une situation fort difficile. Mais j'estime que nous sommes déjà en mesure d'économiser quelque peu. Nous le ferons à l'avenir également. Bien que, souvent, cela se fasse aux dépens de la population, nous devons quand même économiser dès maintenant. Nous travaillons en ce moment à réduire notre budget d'Etat, à comprimer notre appareil d'Etat. Tout à l'heure je dirai encore quelques mots de notre appareil d'Etat. Nous devons, en tout cas, le comprimer, nous devons économiser autant que faire se peut. Nous économisons sur tout, même sur les écoles, cela parce que nous comprenons que, si nous ne sauvons pas l'industrie lourde, si nous ne la rétablissons pas, ' nous ne pourrons construire aucune industrie, et à défaut de celle-ci, c'en sera fait de nous, en général, comme pays indépendant. Cela, nous le savons bien.

Le salut pour la Russie n'est pas seulement dans une bonne récolte de l'économie paysanne, — cela ne suffit pas encore, — et pas seulement dans le bon état de l'industrie légère qui fournit aux paysans les articles de consommation, — cela non plus ne suffit pas encore, — il nous faut également une industrie *lourde.* Or pour la mettre en état, il faudra bien des années de travail.

L'industrie lourde a besoin de subventions de l'Etat. Si nous ne les trouvons pas, c'en est fait de nous comme Etat civilisé, je ne dis même pas socialiste. Donc, à cet égard nous avons fait un pas résolu en avant. Nous nous sommes procuré les ressources nécessaires pour mettre debout l'industrie lourde. La somme que nous nous sommes procurée jusqu'à présent dépasse à peine, il est vrai, vingt millions de roubles-or. Mais, en tout cas, cette somme existe, et son unique destination est de relever notre industrie lourde.

Je pense que, dans l'ensemble, je vous ai exposé brièvement, comme je l'avais promis, les éléments essentiels de notre économie nationale. Et je pense qu'on peut conclure de tout cela que la nouvelle politique économique a donné, dès maintenant, un bon résultat. Nous avons, dès aujourd'hui, la preuve que nous sommes en mesure, en tant qu'Etat, de faire du commerce, de garder entre nos mains de solides positions dans l'agriculture et l'industrie et de marcher de l'avant. Notre activité pratique l'a démontré. Je pense que cela nous suffit pour le moment. Nous aurons encore beaucoup à apprendre, et nous avons compris qu'il nous était encore nécessaire d'apprendre. Nous sommes au pouvoir depuis cinq ans et ces cinq années durant, nous avons été en état de guerre. Donc nous avons remporté un succès.

Cela se comprend : c'est que les paysans étaient pour nous. Il serait difficile d'être pour nous plus que ne l'ont été les paysans. Ils comprenaient que, derrière les gardes blancs, se tenaient les grands propriétaires fonciers, qu'ils haïssent plus que tout au monde. Aussi les paysans étaient pour nous avec le plus grand enthousiasme, le plus grand dévouement. Il n'a pas été difficile d'obtenir que la paysannerie nous défendît contre les gardes blancs. Les paysans qui, précédemment, exécraient la guerre, faisaient tout le possible pour la guerre contre les gardes blancs, pour la guerre civile contre les grands propriétaires fonciers. Néanmoins, ce n'était pas encore tout. Car, au fond, il ne s'agissait là que d'une chose : le pouvoir resterait-il aux grands propriétaires fonciers ou aux paysans ? Pour nous ce n'était pas assez. Les paysans comprennent que nous avons pris le pouvoir pour les ouvriers et que notre but est de créer le régime socialiste à l'aide de ce pouvoir. Aussi le plus important, pour nous, c'était la préparation économique de l'économie socialiste. Nous ne pouvions là préparer directement. Nous avons été obligés de le faire par des voies détournées. Le capitalisme d'Etat, tel que nous l'avons établi chez nous, est un capitalisme d'Etat particulier. Il ne répond pas à la notion ordinaire du capitalisme d'Etat. Nous détenons tous les leviers de commande ; nous détenons la terre ; elle appartient à l'Etat. Cela est très important, encore que nos adversaires présentent les choses de façon à faire croire que cela ne signifie rien. C'est faux. Le fait que la terre appartient à l'Etat est de la plus haute importance et a de même une grande valeur pratique sous le rapport économique. Nous avons obtenu cela, et je dois dire que toute notre activité ultérieure doit *se* développer uniquement dans ce cadre. Nous avons déjà obtenu ce résultat que nos paysans sont satisfaits, que notre industrie revit, de même que nôtre commerce. J'ai déjà dit que notre capitalisme d'Etat se distinguait du capitalisme d'Etat pris à la lettre, en ceci que notre Etat prolétarien détient non seulement la terre, mais aussi toutes les branches les plus importantes de l'industrie. Avant tout nous avons donné à bail une certaine partie de la petite et moyenne industrie ; mais tout le reste demeure entre nos mains. Pour ce qui est du commerce, je tiens encore à souligner que nous nous efforçons de fonder des sociétés mixtes, que nous en fondons déjà ; ce sont des sociétés où une part du capital appartient aux capitalistes privés, aux capitalistes étrangers, et l'autre part, à nous. Premièrement, nous apprenons ainsi à faire du commerce, — nous en avons besoin, — et, deuxièmement, nous avons toujours la possibilité, si nous le jugeons nécessaire, de liquider une telle société, de sorte que nous ne courons pour ainsi dire, aucun risque. En revanche, nous nous instruisons auprès du capitaliste privé, nous observons pour savoir comment nous pouvons progresser et quelles fautes nous commettons. Je crois pouvoir me borner à ce que je viens de dire. Je voudrais encore toucher quelques points de faible importance. Il est certain que nous avons commis et que nous commettrons encore des sottises en quantité énorme. Personne n'est mieux placé que moi pour le voir et en juger pratiquement.

Pourquoi donc commettons-nous des sottises ? Cela se comprend : premièrement, nous sommes un pays arriéré ; deuxièmement, l'instruction, dans notre pays, est minime; troisièmement, nous ne sommes pas aidés. Pas un pays civilisé ne nous aide. Au contraire ils œuvrent tous contre nous. Quatrièmement, la faute en est à notre appareil d'Etat. Nous avons hérité de l'ancien appareil d'Etat, et ç'a été notre malheur. L'appareil d'Etat fonctionne bien souvent contre nous. Voici comment les choses se sont passées. En 1917, lorsque nous avons pris le pouvoir, l'appareil d'Etat nous a sabotés. Nous avons été très effrayés à ce moment et nous avons demandé : « Revenez s'il vous plaît. » Ils sont tous revenus, et ç'a été notre malheur. Nous avons maintenant d'énormes masses d'employés, mais nous n'avons pas d'éléments suffisamment instruits pour disposer efficacement de ce personnel. En fait il arrive très souvent qu'ici, au sommet, où nous avons le pouvoir d'Etat, l'appareil fonctionne tant bien que mal, tandis que là-bas, à la base, où ils commandent, ils le font de telle sorte que, bien souvent, ils œuvrent contre nos dispositions. Au sommet nous avons, je ne sais combien au juste, mais de toute façon, je le crois, quelques milliers seulement, ou, tout au plus, quelques dizaines de milliers des nôtres. Or, à la base, il y a des centaines de milliers d'anciens fonctionnaires, légués par le tsar et la société bourgeoise, et qui travaillent en partie consciemment, en partie inconsciemment, contre nous. On ne saurait y remédier dans un court laps de temps, cela est certain. Là, nous devons travailler durant de longues années pour perfectionner l'appareil, le modifier et y faire participer des forces nouvelles. Nous le faisons à un rythme assez rapide, trop rapide peut-être. Des écoles soviétiques, des facultés ouvrières ont été fondées ; plusieurs centaines de milliers de jeunes gens étudient. Ils étudient, peut-être, trop vite, mais, en tout cas, le travail a commencé, et je pense que ce travail portera ses fruits. Si nous ne travaillons pas trop hâtivement, nous aurons dans quelques années une masse de jeunes gens capables de changer radicalement notre appareil.

J'ai dit que nous avions commis une énorme quantité de sottises, mais, là-dessus, je dois dire aussi quelques mots de nos adversaires. Si nos adversaires nous reprennent et indiquent que, voyez-vous, Lénine lui-même reconnaît que les bolchéviks ont fait une énorme quantité de sottises, je réponds à cela : oui, mais nos sottises, vous savez, sont quand même d'une tout autre espèce que les vôtres. Nous avons seulement commencé notre apprentissage, mais nous apprenons d'une façon assez systématique pour être certains d'obtenir de bons résultats. Et si nos adversaires, c'est-à-dire les capitalistes et les paladins de la II^{e} Internationale, soulignent les sottises faites par nous, je me permettrai, pour la comparaison, de citer ici, en les paraphrasant un peu, les paroles d'un célèbre écrivain russe : quand les bolchéviks font des sottises, ils disent : « (Deux fois deux font cinq. » Mais quand ce

sont leurs adversaires, c'est-à-dire les capitalistes et les paladins de la II[e] Internationale, qui font des sottises, ils semblent dire : « Deux fois deux font une bougie. » Cela n'est pas difficile à démontrer. Prenez par exemple le traité conclu avec Koltchak par l'Amérique, l'Angleterre, la France, le Japon. Y a-t-il au monde, je vous le demande, des Etats plus éclairés et plus puissants ? Et qu'est-il arrivé ? Ils ont promis leur aide à Koltchak, sans avoir calculé, ni réfléchi, ni observé. C'a été un fiasco difficile même à concevoir, selon moi, du point de vue de la raison humaine. Et cet autre exemple, encore plus rapproché de nous et plus important : la paix de Versailles. Qu'est-ce que les « grandes » puissances, « couvertes de gloire » ont fait là, je vous le demande ? Comment peuvent-elles maintenant trouver une issue à ce chaos et à ce non-sens ? Je pense ne pas exagérer en répétant que nos sottises ne sont rien en comparaison de celles que commettent ensemble les Etats capitalistes, le monde capitaliste et la II[e] Internationale. C'est pourquoi j'estime que les perspectives de révolution mondiale — thème que je dois toucher brièvement — sont favorables. Et je présume qu'à de certaines conditions, elles deviendront encore meilleures. C'est de ces conditions que je voudrais dire quelques mots.

En 1921, au III[e] Congrès, nous avons voté une résolution sur la structure organique des Partis communistes, ainsi que sur les méthodes et le contenu de leur travail. Résolution excellente, mais essentiellement russe, ou presque, c'est-à-dire que tout, dans cette résolution, est tiré des conditions de vie russes. C'est là son bon mais aussi son mauvais côté. Son mauvais côté parce que je suis persuadé que presque aucun étranger ne peut la lire, — j'ai relu cette résolution avant de dire cela. Premièrement, elle est trop longue : 50 paragraphes ou plus. Les étrangers, d'ordinaire, ne peuvent aller jusqu'au bout de pareils textes. Deuxièmement, même s'ils lisaient cette résolution, pas un de ces étrangers ne la comprendrait, précisément parce qu'elle est trop russe. Non parce qu'elle a été écrite en russe, — on l'a fort bien traduite dans toutes les langues, — mais parce qu'elle est entièrement imprégnée de l'esprit russe. Et, troisièmement, si même quelque étranger, par exception, la comprenait, il ne pourrait rappliquer. C'est là son troisième défaut. Je me suis entretenu avec certains délégués venus ici, et j'espère, dans le cours du Congrès, sinon prendre part à celui-ci personnellement, — cela, malheureusement, m'est impossible, — du moins causer de façon détaillée avec un grand nombre de délégués de différents pays. J'ai eu l'impression qu'avec cette résolution, nous avons commis une grande faute, nous coupant nous-mêmes le chemin vers de nouveaux progrès. Comme je l'ai dit, la résolution est fort bien rédigée, et je souscris à tous ses 50 paragraphes ou plus. Mais nous n'avons pas compris comment il fallait aborder les étrangers avec notre expérience russe. Tout ce qui est dit dans la résolution est resté lettre morte. Or, à moins de comprendre cela, nous ne pourrons continuer à progresser. J'estime que le plus important pour nous tous, tant pour les Russes que pour les camarades étrangers, est que, après cinq ans de révolution russe, nous devons nous instruire. C'est maintenant seulement que nous avons reçu la possibilité de nous instruire. Je ne sais combien cette possibilité durera. Je ne sais combien de temps les puissances capitalistes nous laisseront étudier tranquillement. Mais chaque instant libre de batailles, libre de la guerre, nous devons l'utiliser pour étudier, et cela par le commencement.

Tout le Parti et toutes les couches de la population de la Russie le prouvent par leur soif de savoir. Cette aspiration à l'étude montre que la tâche la plus importante pour nous, aujourd'hui, est d'étudier, encore et toujours. Mais les camarades étrangers, eux aussi, doivent apprendre, non dans le sens où nous apprenons, nous, c'est-à-dire à lire, à écrire et à comprendre ce que nous avons lu, — ce dont nous avons encore besoin. On discute pour savoir si cela se rapporte à la culture prolétarienne ou bourgeoise. Je laisse cette question en suspens. Une chose, en tout cas, est certaine : il nous faut, avant tout, apprendre à lire, à écrire et à comprendre ce que nous avons lu. Les étrangers, eux, n'ont pas besoin de cela. Il leur faut déjà quelque chose de plus élevé : notamment, et avant tout, comprendre aussi ce que nous avons écrit sur la structure organique des Partis communistes, et que les camarades étrangers ont signé sans lire ni comprendre. Telle doit être leur première tâche. Il faut appliquer cette résolution. On ne peut le faire en une nuit, c'est absolument impossible. Cette résolution est trop russe : elle traduit l'expérience de la Russie. Aussi est-elle tout à fait incompréhensible pour les étrangers ; ils ne peuvent se contenter de l'accrocher dans un coin, comme une icône, et de l'adorer. On n'arrivera à rien de cette façon. Ils doivent digérer une bonne tranche d'expérience russe. Comment cela se passera, je l'ignore. Peut-être que les fascistes d'Italie, par exemple, nous rendront un signalé service en montrant aux Italiens qu'ils ne sont pas encore suffisamment éclairés et que leur pays n'est pas encore garanti des Cent-Noirs ? Cela sera, peut-être, très utile. Nous autres, Russes, devons aussi rechercher les moyens d'expliquer aux étrangers les principes de cette résolution. Sinon, ils seront absolument incapables de la mettre à exécution. Je suis persuadé que nous devons dire, à cet égard, non seulement aux Russes, mais aussi aux camarades étrangers, que le plus important, dans la période qui vient, c'est l'étude. Nous étudions dans le sens général du terme. Ils doivent, eux, étudier dans un sens particulier, pour comprendre réellement l'organisation, la structure, la méthode et le contenu de l'action révolutionnaire. Si cela se fait, je suis persuadé qu'alors les perspectives de la révolution mondiale seront non seulement bonnes mais excellentes.

Paru dans le Bulletin du IV[e] Congrès de l'Internationale communiste (édition russe), n° 8, du 10 novembre 1922.

NOTES SUR LES TACHES DE NOTRE DÉLÉGATION A LA HAYE[84]

A propos de la lutte contre le danger de guerre, en connexion avec la conférence de la Haye, je pense que la plus grande difficulté est de vaincre le préjugé que c'est là une question simple, claire et relativement facile.

— Nous répondrons à la guerre par la grève ou la révolution, — voilà ce que disent généralement à la classe ouvrière les leaders réformistes les plus en vue. Et très souvent, le radicalisme apparent de ces réponses satisfait, tranquillise les ouvriers, les coopérateurs et les paysans.

Peut-être le moyen le plus juste serait-il de commencer par réfuter cette opinion de la façon la plus véhémente. Déclarer que surtout maintenant, après la guerre récente, seuls les gens les plus sots ou les menteurs avérés peuvent assurer que pareille réponse à la question touchant la lutte contre la guerre a quelque valeur. Déclarer qu'il est impossible de « répondre » à la guerre par la grève, de même qu'il est impossible de « répondre » à la guerre par la révolution, au sens littéral, le plus simple de ces expressions.

Il faut expliquer aux gens la situation réelle, combien grand est le mystère dont la naissance de la guerre est entourée, et combien l'organisation ordinaire des ouvriers, même si elle s'intitule révolutionnaire, est impuissante devant la guerre véritablement imminente.

Il faut encore et encore expliquer aux gens, de la façon la plus concrète, comment les choses se sont passées pendant la dernière guerre et pourquoi il ne pouvait en être autrement.

Il faut surtout expliquer que la question de la « défense de la patrie » devient inévitable, et que l'immense majorité des travailleurs la décidera inévitablement en faveur de sa bourgeoisie.

Aussi bien, expliquer d'abord ce qu'est la « défense de la patrie », expliquer ensuite ce qu'est le « défaitisme », et, enfin, indiquer le seul moyen possible de combattre la guerre, c'est-à-dire conserver et constituer une organisation illégale pour une action *durable* contre la guerre, action menée pour tous les révolutionnaires participant à la guerre, — toutes ces choses doivent être mises au premier plan.

Boycotter la guerre est une phrase stupide. Les communistes doivent participer à n'importe quelle guerre réactionnaire.

On ferait bien de montrer d'une manière particulièrement concrète, avec des exemples tirés de la littérature allemande d'avant-guerre, et notamment, du congrès de Bâle en 1912, que reconnaître en théorie que la guerre est un crime, que la guerre est inadmissible pour un socialiste, etc., ne sont que paroles vaines, parce qu'il n'y a rien de concret dans cette façon de poser la question. Nous ne donnons aux masses aucune idée réellement vivante de la façon dont la guerre peut s'ouvrir et s'ouvrira. Au contraire, chaque jour, dans un nombre infini d'exemplaires, la presse dominante escamote cette question et répand à ce sujet des mensonges contre lesquels la faible presse socialiste est absolument impuissante, d'autant plus qu'en temps de paix également elle professe sur ce point des idées foncièrement erronées. La presse communiste, dans la plupart des pays, faillira elle aussi, à coup sûr.

Je pense que nos délégués au congrès international des coopérateurs et des trade-unionistes devraient se partager la besogne et analyser, très minutieusement, tous les sophismes dont on se sert aujourd'hui pour justifier la guerre.

Peut-être que le principal moyen pour entraîner les masses à la guerre sont justement ces sophismes avec lesquels opère la presse bourgeoise ; et ce qui explique surtout notre impuissance en face de la guerre, c'est que nous n'examinons pas d'avance ces sophismes ou, chose plus grave encore, nous les éludons par des phrases banales, vaniteuses et absolument vides de sens, telles que : nous ne permettrons pas la guerre, nous comprenons parfaitement que la guerre est un crime, et ainsi de suite, dans l'esprit du manifeste de Bâle en 1912.

Il me semble que si à la conférence de la Haye nous avons quelques hommes capables de faire, dans une langue ou dans une autre, un discours contre la guerre, il importera surtout de réfuter l'opinion selon laquelle les assistants seraient des adversaires de la guerre, qu'ils comprendraient comment la guerre peut et doit s'ouvrir au moment où ils s'y attendent le moins, qu'ils connaîtraient tant soit peu le moyen de la combattre, qu'ils seraient tant soit peu en état de prendre des mesures raisonnables et effectives pour lutter contre la guerre.

Forts de la récente expérience de la guerre, nous devons montrer qu'au lendemain de la déclaration de celle-ci, une foule de questions théoriques et pratiques se poseront qui mettront l'énorme majorité des mobilisés dans l'impossibilité absolue d'envisager ces questions avec tant soit peu de lucidité, de bonne foi, sans parti pris.

Je pense qu'il faut expliquer cette question avec force détails, et l'expliquer de deux façons :

D'abord, en exposant et analysant ce qui s'est passé pendant la guerre précédente, et en déclarant à tous les assistants qu'ils ignorent cela ou font semblant de ne pas l'ignorer, alors qu'en réalité ils ne veulent pas voir le fond de la question, sans quoi il est impossible de parler d'aucune lutte contre la guerre. Sur ce point je pense qu'il est nécessaire d'examiner toutes les nuances, toutes les opinions qui avaient surgi à l'époque, parmi les socialistes russes, à propos de la guerre. Il faut montrer que ces nuances n'ont pas surgi par hasard, mais sont dues à la nature même des guerres contemporaines en général. Il faut montrer que sans faire l'analyse de ces opinions et sans expliquer comment elles naissent inéluctablement et exercent une influence décisive dans la lutte contre la guerre, — sans procéder à cette analyse, on ne saurait parler d'aucune préparation à la guerre ni même d'une attitude consciente à son égard.

En second lieu, il faut considérer les conflits actuels même les plus infimes, et expliquer par leur exemple comment la guerre peut surgir chaque jour d'un litige entre l'Angleterre et la France à propos d'un détail quelconque du traité avec la Turquie, ou bien entre l'Amérique et le Japon pour une divergence futile sur n'importe quelle question du Pacifique, ou bien entre telles ou telles grandes puissances pour des litiges coloniaux, ou bien pour des litiges de politique douanière ou de politique commerciale en général etc., etc. Il me semble que si les moindres doutes surgissent sur la possibilité de pouvoir en toute liberté faire à la Haye son discours contre la guerre, il convient d'envisager une série de ruses pour pouvoir dire au moins l'essentiel et publier ensuite, dans une brochure, ce qu'on n'aura pas pu dire. Il faut parler, quitte à se faire couper la parole par le président.

Je pense que dans ce même but, la délégation doit s'adjoindre en plus d'orateurs capables et qui seront tenus de prononcer un discours contre la guerre en général, c'est-à-dire de développer tous les principaux arguments et toutes les conditions de la lutte contre la guerre, des hommes possédant les trois principales langues étrangères et qui se consacreraient à s'entretenir avec les délégués, afin de savoir à quel point ces derniers ont compris les principaux arguments, et à quel point il est nécessaire de produire tels ou tels arguments ou de citer tels ou tels exemples.

Peut-être que pour un certain nombre de questions on pourra exercer une action sérieuse simplement en citant certains faits tirés de la dernière guerre. Peut-être que pour d'autres questions on ne pourra exercer une action sérieuse qu'en expliquant les actuels conflits entre les Etats et leur liaison avec une collision armée éventuelle.

En ce qui concerne la lutte contre la guerre, je me souviens qu'il y a eu une série de déclarations de nos députés communistes, faites dans les parlements comme aussi dans leurs discours extraparlementaires, déclarations qui contiennent des choses monstrueusement fausses et d'une monstrueuse légèreté d'esprit, sur la lutte contre la guerre. Je pense qu'il faut s'élever avec la dernière énergie contre de pareilles déclarations, surtout si elles ont été faites après la guerre, et nommer impitoyablement chacun de ces orateurs. On pourra adoucir comme on veut, surtout si cela est nécessaire, son jugement sur un orateur de cette espèce, mais on ne devra pas passer sous silence un seul de ces exemples ; car traiter cette question à la légère est un mal qui prime tout le reste et pour lequel il est absolument impossible de se montrer indulgent.

Il existe des décisions de congrès ouvriers d'une absurdité et d'une inconséquence impardonnables.

Il faut recueillir tout de suite les documents de toute sorte, examiner minutieusement jusqu'aux moindres parties de chaque thème et toute la « stratégie » au congrès.

Une erreur et même une lacune grave dans cette question, serait inadmissible de notre part.

Lénine.
4 décembre 1922.
Publié dans la Pravda, n° 96, le 26 avril 1924.

FEUILLETS DE BLOC-NOTES

L'ouvrage paru ces jours-ci sur l'instruction en Russie d'après les données du recensement de 1920 *(L'instruction en Russie,* Moscou, 1922, Office central de la statistique, section de l'Instruction publique), constitue un événement d'importance. Nous reproduisons ci-dessous un tableau emprunté à cet ouvrage et qui montre l'état de l'instruction en Russie pour les années 1897 et 1920 :

(Chiffres donnés pour 1000 personnes)	Nombre d'hommes sachant lire et écrire		Nombre de femmes sachant lire et écrire		Nombre total de personnes sachant lire et écrire	
	1897	1920	1897	1920	1897	1920
1. Russie d'Europe	326	422	136	255	229	330
2. Caucase du Nord	241	357	56	215	150	281
3. Sibérie Occidentale	170	307	46	134	108	218
En moyenne :	318	409	131	244	223	319

Pendant que nous dissertions sur la culture prolétarienne et sur son rapport avec la culture bourgeoise, les faits nous fournissaient des chiffres témoignant que même en ce qui concerne la culture bourgeoise les choses vont très mal chez nous. La vérité, comme il fallait s'y attendre, c'est que nous sommes encore très loin de l'instruction primaire générale, et que même notre progression par rapport à l'époque tsariste (1897) est trop lente. C'est là un sévère avertissement et un reproche à l'adresse de ceux qui planaient et continuent de planer dans l'empyrée de la « culture prolétarienne ». Ces chiffres montrent combien il nous reste de gros ouvrages pressants à faire pour atteindre le niveau d'un pays civilisé quelconque de l'Europe occidentale. Ils montrent ensuite quelle besogne énorme nous aurons à accomplir pour pouvoir, à la faveur de nos conquêtes prolétariennes, atteindre effectivement un niveau de culture tant soi peu élevé. Il ne faut pas nous borner à cette vérité incontestable, mais par trop théorique. Il faut que, lors de la prochaine révision de notre budget trimestriel, nous nous attelions à la besogne aussi sur le plan pratique. Bien entendu, ce qu'il faut réduire, au premier chef, ce ne sont pas les dépenses du Commissariat du Peuple à l'Instruction publique, mais celles des autres départements, afin d'affecter les sommes ainsi rendues disponibles à l'Instruction publique. On ne doit pas lésiner sur la ration de pain aux instituteurs, dans une année comme celle-ci, où nous sommes relativement pourvus de blé.

Le travail qui se fait actuellement en matière d'instruction publique ne saurait être, d'une façon générale, taxé d'étroitesse. On fait bien des choses pour stimuler le vieux corps enseignant, l'appeler à des tâches nouvelles, l'intéresser à la façon nouvelle de poser les problèmes de pédagogie, l'intéresser à des problèmes comme celui de la religion.

Mais nous négligeons l'essentiel. Nous ne nous préoccupons pas, ou très insuffisamment, d'élever l'instituteur à la hauteur nécessaire, sans laquelle il ne saurait être question d'aucune culture : ni prolétarienne ni même bourgeoise. Il s'agit de cette inculture semi-asiatique dont nous ne sommes pas sortis jusqu'à ce jour, et dont nous ne pouvons sortir sans efforts sérieux ; encore que nous ayons la possibilité de nous tirer de là, puisque nulle part au monde les masses populaires ne sont aussi intéressées que chez nous à la culture véritable, nulle part ailleurs ces problèmes ne se posent d'une manière aussi profonde et méthodique que chez nous ; dans aucun pays du monde, le pouvoir n'est détenu par la classe ouvrière qui, dans sa masse, se rend parfaitement compte des insuffisances, je ne dirai pas de sa culture, mais de son instruction élémentaire ; nulle part ailleurs la classe ouvrière n'est prête à consentir et ne consent des sacrifices aussi grands pour améliorer sa situation dans ce domaine.

Nous faisons encore trop peu, infiniment peu, pour remanier notre budget d'Etat de façon à satisfaire au premier chef les besoins de l'instruction primaire. Même dans le ressort du Commissariat du Peuple à l'Instruction publique on trouve bien souvent un personnel démesurément nombreux dans un établissement tel que les Editions d'Etat : on oublie totalement que l'Etat doit en premier lieu se soucier non des services d'édition mais du lecteur, d'accroître le nombre de personnes sachant lire, afin que dans la Russie future les éditions prennent une ampleur politique plus vaste. Selon notre vieille (et mauvaise) habitude, nous consacrons à des questions techniques comme celle de la librairie, bien plus de temps et d'efforts qu'à la question de l'instruction publique sur le plan général de la politique.

Si on considère la Direction centrale de l'enseignement professionnel, je suis sûr que là aussi on peut trouver bien des choses superflues, grossies par un intérêt administratif étroit, et qui ne s'inspirent pas des nécessités d'une instruction publique largement conçue. Tout ce qui s'y fait est loin d'être dicté, tant s'en faut, par le désir légitime de relever avant tout l'instruction de notre jeunesse des usines, et de lui donner une orientation pratique. Si l'on examine attentivement les états du personnel de cette Direction, on y trouvera, sous ce rapport, bien des éléments excessifs et fictifs que l'on devrait supprimer. Sous un régime prolétarien et paysan, on peut et l'on doit, pour développer l'instruction populaire, se montrer infiniment économe en sacrifiant diverses institutions — passe-temps de type mi-aristocratique — ou bien celles dont nous pouvons et dont nous pourrons et devrons longtemps encore nous passer, en l'état de l'instruction tel qu'il a été révélé par les statistiques.

Nous devons élever l'instituteur de chez nous à une dignité qu'il n'a jamais eue, n'a pas et ne peut avoir dans la société bourgeoise. C'est là une vérité qui n'a pas besoin d'être démontrée. Nous devons nous acheminer vers cet état de choses en travaillant de façon systématique, persévérante et continue à élever le niveau spirituel de l'instituteur, à le préparer dans tous les domaines à sa haute mission ; mais le principal, encore et toujours, c'est d'améliorer sa situation matérielle.

Il faut renforcer méthodiquement le travail d'organisation parmi les instituteurs, pour en faire, de soutien du régime bourgeois qu'ils sont jusqu'à présent dans tous les pays capitalistes sans exception, le soutien du régime des Soviets, pour pouvoir, par leur intermédiaire, détourner la paysannerie de l'alliance avec la bourgeoisie et l'amener à une alliance avec le prolétariat.

A noter brièvement qu'il importe, en particulier, que les ouvriers se rendent régulièrement dans les campagnes, ce que, du reste, on pratique déjà et ce qui doit être développé suivant un plan. Il vaut la peine d'allouer à ces fins les fonds que, bien souvent, nous gaspillons sans utilité pour un appareil administratif appartenant presque entièrement à une époque historique révolue.

Je m'étais documenté pour le discours que je n'ai pu prononcer au congrès des Soviets, en décembre 1922, et qui devait traiter du parrainage de la population des campagnes par les ouvriers des villes.

Certains documents m'avaient été fournis par le cam. Khodorovski. Et je soumets aujourd'hui cette question à l'attention des camarades, puisque je n'ai pu la mettre au point moi-même et la faire connaître par l'intermédiaire du congrès des Soviets.

Il s'agit là d'un problème politique essentiel, dont l'importance est décisive pour toute notre révolution : l'attitude de la ville envers la campagne. Alors que l'Etat bourgeois s'emploie systématiquement à abrutir les ouvriers de la ville, en adaptant à ce but toute la littérature éditée aux frais de l'Etat, aux frais des partis tsaristes et bourgeois, nous pouvons et devons employer notre pouvoir à faire réellement de l'ouvrier urbain le propagateur des idées communistes au sein du prolétariat rural.

J'ai dit « communistes », mais je m'empresse de faire des réserves, craignant de provoquer un malentendu ou d'être compris trop à la lettre. Cela ne doit être aucunement pris en ce sens que nous devrions tout de suite porter dans les campagnes des idées communistes, pures et simples. Tant que nous n'avons pas de base matérielle pour le communisme au village, ce serait, pourrait-on dire, faire œuvre nuisible, oeuvre néfaste pour le communisme.

Non. Il faut commencer par établir un contact entre la ville et la campagne, sans s'assigner délibérément pour objectif d'implanter le communisme au village. Ce but ne saurait être atteint aujourd'hui. Il est prématuré. S'assigner ce but ne serait pas utile mais préjudiciable à notre cause. Mais établir des contacts entre les ouvriers de la ville et les travailleurs des campagnes, une forme de camaraderie qui peut être facilement créée, c'est là notre devoir, une des tâches fondamentales de la classe ouvrière au pouvoir. A cet effet, il est indispensable de fonder une série d'associations (du Parti, syndicales, privées) composées d'ouvriers d'usines, et dont l'objectif serait d'aider régulièrement au développement culturel des campagnes.

Saurons nous « rattacher » toutes les cellules urbaines à toutes les cellules rurales, de façon que chaque cellule ouvrière « attachée » à une cellule rurale guette constamment toutes les occasions de satisfaire tel ou tel besoin culturel de sa co-cellule ? Ou bien saurons-nous trouver d'autres formes de liaison ? Je me borne ici à poser la question, afin d'attirer l'attention des camarades, afin de signaler l'expérience de la Sibérie occidentale (c'est le camarade Khodorovski qui me l'a signalée) et de poser dans toute son ampleur cet immense problème culturel d'une portée historique mondiale.

Nous ne faisons presque rien pour les campagnes en dehors de notre budget officiel ou en dehors de nos relations officielles. Certes, les relations culturelles entre la ville et les campagnes revêtent d'elles-mêmes et revêtent inévitablement un caractère tout autre. En régime capitaliste, l'action que la ville exerçait sur les campagnes les corrompait sur les plans politique, économique, moral, physique, etc. Chez nous, la ville commence d'elle-même à exercer sur les campagnes une action absolument contraire. Mais cela se fait tout seul, spontanément ; cette action peut être renforcée (et puis centuplée), si l'on rend ce travail conscient, méthodique, régulier.

Nous ne commencerons à avancer (et alors nous avancerons à coup sûr cent fois plus vite) que le jour où nous aurons étudié cette question, où nous aurons fondé des associations ouvrières de toute sorte, — en les préservant par tous les moyens de la bureaucratisation, — pour poser ce problème, le discuter et le résoudre pratiquement.

N. L é n i n e
2 janvier 1923.
La « Pravda » n° 2, 4 janvier 1923

DE LA COOPÉRATION

I

Il me semble que nous ne prêtons pas une attention suffisante à la coopération. Je ne pense pas que tous comprennent que, depuis la Révolution d'Octobre et indépendamment de la NEP (au contraire, sous ce rapport il faut dire : précisément grâce à la NEP), la coopération acquiert chez nous une importance tout à fait exceptionnelle. Les rêves des vieux coopérateurs renferment beaucoup de chimères. Ils sont souvent ridicules parce que fantastiques. Mais en quoi le sont-ils ? En ce qu'on ne comprend pas la signification fondamentale, essentielle, de la lutte politique de la classe ouvrière pour le renversement de la domination des exploiteurs. Aujourd'hui, ce renversement s'est fait chez nous, et bien des rêves fantastiques, voire romantiques, voire vulgaires, des anciens coopérateurs deviennent une réalité dépourvue de tout artifice.

En effet, chez nous, le pouvoir d'Etat étant exercé par la classe ouvrière, et l'Etat détenant tous les moyens de production, il ne nous reste effectivement qu'à grouper la population dans des coopératives. Lorsque la population est groupée au maximum dans les coopératives, le socialisme se réalise de lui-même, ce socialisme qui provoquait auparavant des railleries légitimes, des sourires, le dédain des gens convaincus avec juste raison de la nécessité de la lutte de classes, de la lutte pour le pouvoir politique, etc. Eh bien, tous les camarades ne se rendent pas compte de l'importance énorme, illimitée, que la coopération acquiert pour nous aujourd'hui en Russie. Par la NEP nous avons fait une concession au paysan considéré comme marchand, au principe du commerce privé ; de là, précisément (à l'encontre de ce que certains s'imaginent), la portée immense de la coopération. En somme, tout ce qu'il nous faut, sous le régime de la NEP, c'est grouper dans des coopératives des couches suffisamment larges et profondes de la population russe ; car nous avons trouvé aujourd'hui le moyen de combiner l'intérêt privé, l'intérêt commercial privé, d'une part, et son contrôle par l'Etat, d'autre part, le moyen de subordonner l'intérêt privé à l'intérêt général, ce qui autrefois était la pierre d'achoppement pour un grand nombre de socialistes. En effet, le pouvoir d'Etat sur les principaux moyens de production, le pouvoir d'Etat aux mains du prolétariat, l'alliance de ce prolétariat avec les millions de petits et tout petits paysans, la direction de la paysannerie assurée à ce prolétariat, etc., — n'est-ce pas tout ce qu'il faut pour construire à partir de la coopération, de la coopération à elle seule, que nous traitions auparavant de mercantile, et qu'à certains égards nous avons le droit de traiter aujourd'hui, sous la NEP, de la même façon, n'est-ce pas tout ce qui est nécessaire pour édifier une société socialiste intégrale ? Ce n'est pas encore la construction de la société socialiste, mais c'est tout ce qui est nécessaire et suffisant à cet effet.

Or, c'est ce que sous-estiment beaucoup de nos militants praticiens. On regarde la coopération avec dédain, on ne comprend pas l'importance exceptionnelle qu'elle a d'abord dans son principe (les moyens de production appartiennent à l'Etat), ensuite du point de vue de la transition à un nouvel état de choses par la *voie la plus simple, la plus facile, la plus accessible au paysan.*

Or, c'est là, encore une fois, l'essentiel. Imaginer toutes sortes de projets d'associations ouvrières pour construire le socialisme, est une chose ; autre chose est d'apprendre à construire ce socialisme pratiquement, de façon que *tout* petit paysan puisse participer à cette œuvre. C'est à ce stade que nous sommes parvenus aujourd'hui. Ceci étant, il est certain que nous en profitons très insuffisamment.

En adoptant la NEP nous avons forcé la note non pas en ce sens que nous avons réservé trop de place au principe de l'industrie et du commerce libres, mais en ce sens que nous avons oublié la coopération, que nous la sous-estimons aujourd'hui, que nous avons déjà commencé à oublier la portée gigantesque de la coopération, des deux points de vue indiqués plus haut.

J'ai l'intention à présent de m'entretenir avec le lecteur de ce que l'on peut et de ce que l'on doit pratiquement accomplir tout de suite, en partant de ce principe « coopératif ». Par quels moyens peut-on et doit-on, dès maintenant, développer ce principe « coopératif », de façon que chacun se rende nettement compte de sa portée socialiste ? Du point de vue politique, il faut faire en sorte que non seulement les coopératives bénéficient, en général et toujours, de certains avantages, mais que ceux-ci soient d'ordre purement matériel (taux d'intérêt bancaire, etc.). Il faut que l'Etat avance aux coopératives des fonds dépassant au moins légèrement les crédits que nous avançons aux entreprises privées, en les portant même au niveau des crédits consentis à l'industrie lourde, etc. Un régime social ne surgit qu'avec l'appui financier d'une classe déterminée. Inutile de rappeler les centaines et les centaines de millions de roubles que coûta la naissance du capitalisme « libre ».

Aujourd'hui, nous devons comprendre et mettre en pratique cette vérité qu'au moment actuel le régime social que nous devons soutenir par-dessus tout, c'est le régime coopératif. Mais il faut le soutenir dans le vrai sens du mot ; c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas de n'importe quels échanges coopératifs ; on doit entendre par là l'appui en faveur des échanges coopératifs auxquels *participent réellement les masses véritables de la population.* Accorder une prime au paysan qui prend part aux échanges coopératifs, c'est là un procédé absolument juste ; mais vérifier cette participation, voir à quel point elle est consciente et de bon aloi, voilà le noeud de la question. Lorsqu'un coopérateur arrive dans un village pour y ouvrir une boutique coopérative, la population, à parler strictement, ne prend aucune part à cette fondation. Mais guidée par son intérêt propre, elle cherchera à s'y associer au plus vite.

Cette question offre encore un autre aspect. Du point de vue de l'Européen « civilisé » (instruit avant tout), il nous reste à faire bien peu pour que la population tout entière participe activement, et non passivement, aux opérations des coopératives. A proprement parler, il nous reste « *seulement* » à rendre notre population « civilisée » au point qu'elle comprenne tous les avantages qu'offre un ralliement généralisé aux coopératives, et qu'elle l'organise. « *Seulement* » cela. Là est toute la sagesse qu'il nous faut à présent pour passer au socialisme. Mais ce « seulement » nécessite toute une révolution, toute une époque de développement culturel de la masse populaire. Voilà pourquoi nous devons avoir pour règle de raffiner et de ratiociner le moins possible. Sous ce rapport, la NEP marque un progrès en ce sens qu'elle s'adapte au niveau du paysan le plus ordinaire, qu'elle ne lui demande rien au-delà. Mais pour obtenir, au moyen de la NEP, que l'ensemble de la population prenne part aux coopératives, il faut toute une époque historique. En mettant les choses au mieux, nous pouvons la franchir en dix ou vingt ans. Ce n'en sera pas moins une période historique particulière, et sans passer par là, sans généraliser l'instruction, sans une intelligence suffisante des affaires, sans apprendre dans une mesure suffisante à la population à se servir des livres, sans une base matérielle pour cela, sans certaines garanties, disons, contre la mauvaise récolte, la famine, etc., — sans tout cela nous n'atteindrons pas notre but. Le tout maintenant est de savoir allier cet élan révolutionnaire, cet enthousiasme révolutionnaire, — dont nous avons déjà fait preuve dans une mesure suffisante, et qui a été couronné d'un succès total, — de savoir l'allier (dirais-je) à l'habileté d'un marchand intelligent et instruit, ce qui est tout à fait suffisant pour faire un bon coopérateur. J'entends par là un marchand civilisé. Voilà ce que devraient bien se mettre dans la tête les Russes ou simplement les paysans qui pensent : du moment qu'il fait du commerce, c'est qu'il sait le faire. C'est absolument faux. Il fait du commerce, mais de là au savoir-faire d'un marchand civilisé, il y a très loin. Il fait du commerce à la manière asiatique ; tandis que pour être un vrai marchand, il faut faire du commerce à l'européenne. Or, il en est éloigné de toute une époque.

Je termine : il faut accorder à la coopération une série de privilèges d'ordre économique, financier et bancaire ; c'est en cela que doit consister l'appui accordé par notre Etat socialiste au nouveau principe d'organisation de la population. Mais ce ne sont là que les lignes générales du problème ; car il reste encore à préciser et à décrire en détail le côté pratique, c'est-à-dire qu'il faudra encore déterminer les modalités des « primes » (ainsi que les conditions dans lesquelles elles seront attribuées) offertes à la coopération, et qui nous permettraient d'aider efficacement les coopératives, de former des coopérateurs civilisés. Or, le régime de coopérateurs civilisés, quand les moyens de production appartiennent à la société et que le prolétariat comme classe a triomphé de la bourgeoisie, c'est le régime socialiste.

Le 4 janvier 1923.

II

Chaque fois que j'ai traité de la nouvelle politique économique, j'ai cité mon article de 1918 sur le capitalisme d'Etat. Cela a suscité plus d'une fois des doutes dans l'esprit de certains jeunes camarades. Mais leurs doutes visaient surtout des questions abstraites d'ordre politique. Ils pensaient qu'on ne devait pas appeler capitalisme d'Etat un régime où les moyens de production appartiennent à la classe ouvrière, et où celle-ci détient le pouvoir de l'Etat. Mais ils n'ont pas remarqué que je me servais de ce terme, *premièrement,* pour indiquer la liaison historique entre notre position actuelle et ma position dans la polémique contre les communistes dits de gauche ; déjà à ce moment, j'ai montré que le capitalisme d'Etat serait supérieur au régime économique existant actuellement chez nous ; l'important pour moi était d'établir la filiation entre le capitalisme d'Etat ordinaire et le capitalisme d'Etat non ordinaire, et même extraordinaire, dont je parlais en exposant au lecteur la nouvelle politique économique. *Deuxièmement,* ce qui m'a toujours préoccupé, c'était le but pratique. Or, le but pratique de notre nouvelle politique économique était d'accorder des concessions : celles-ci, dans nos conditions, allaient être évidemment une forme pure de capitalisme d'Etat. Voilà comment il faut entendre mes considérations sur ce sujet.

Mais il est encore un aspect du problème où nous pouvons avoir besoin de recourir au capitalisme d'Etat ou, du moins, à une confrontation avec lui. Je veux parler de la coopération.

Il est certain que dans un Etat capitaliste les coopératives sont des institutions capitalistes collectives. Il est également certain que dans notre situation économique actuelle, alors que nous joignons les entreprises capitalistes privées (uniquement sur la terre appartenant à la société, et sous le contrôle du pouvoir d'Etat appartenant à la classe ouvrière) aux entreprises de type socialiste proprement dit (les moyens de production appartiennent à l'Etat ; de même la terre où se trouve l'entreprise et toute l'entreprise dans son ensemble), — la question se pose d'un troisième type d'entreprises qui, au point de vue du principe, ne formaient pas auparavant une catégorie à part, à savoir : les coopératives. Sous le capitalisme privé, les coopératives se distinguent des entreprises capitalistes comme les entreprises collectives se distinguent de celles qui sont privées. Sous le capitalisme d'Etat, les coopératives se distinguent des entreprises capitalistes d'Etat, d'abord comme entreprises privées, ensuite comme entreprises collectives. Dans notre régime actuel, les coopératives se distinguent des entreprises capitalistes privées, comme entreprises collectives, mais elles ne se distinguent pas des entreprises socialistes, si la terre où elles sont établies et les moyens de production appartiennent à l'Etat, c'est-à-dire à la classe ouvrière.

Voilà un point dont on ne tient pas suffisamment compte chez nous lorsqu'on traite des coopératives. On oublie que grâce au caractère particulier de notre régime politique, les coopératives acquièrent chez nous une importance tout à fait exceptionnelle. Si l'on fait abstraction des concessions qui, soit dit à propos, n'ont pas pris chez nous un développement tant soit peu considérable, très souvent, dans nos conditions, la coopération coïncide entièrement avec le socialisme.

Je m'explique. En quoi les plans des anciens coopérateurs, à commencer par Robert Owen, sont-ils chimériques ? C'est qu'on rêvait de transformer pacifiquement la société moderne par le socialisme, sans tenir compte de ces questions essentielles que sont la lutte de classes, la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière, le renversement de la domination de la classe des exploiteurs. Voilà pourquoi nous avons raison de dire que ce socialisme « coopératif » est une chose purement fantastique, romantique et même vulgaire, puisqu'on rêve de transformer les ennemis de classe en collaborateurs de classe, et la lutte de classes en une paix de classes (paix sociale, comme on dit), par le simple groupement de la population dans les coopératives.

Il est certain que du point de vue de la tâche majeure de notre époque, nous avions raison, car sans une lutte de classes pour le pouvoir politique dans l'Etat, il est impossible de réaliser le socialisme.

Mais voyez comme les choses ont changé maintenant que le pouvoir d'Etat appartient à la classe ouvrière, que le pouvoir politique des exploiteurs est renversé, et que tous les moyens de production (excepté ceux que l'Etat ouvrier accorde volontairement aux exploiteurs, à titre de concessions, pour un temps et à certaines conditions) se trouvent entre les mains de la classe ouvrière.

Aujourd'hui, nous sommes en droit de dire que le simple développement de la coopération s'identifie pour nous (compte tenu de la « petite » exception signalée plus haut) avec celui du socialisme. Force nous est de reconnaître en même temps que tout notre point de vue sur le socialisme a radicalement changé. Ce changement radical consiste en ceci : autrefois nous faisions porter le centre de gravité, et nous devions le faire, sur la lutte politique, la révolution, la conquête du pouvoir, etc. Aujourd'hui, le centre de gravité se déplace : il porte sur le travail pacifique d'organisation « culturelle ». Je dirais bien que pour nous, le centre de gravité se déplace vers l'action éducative, n'étaient les relations internationales, le devoir que nous avons de défendre notre position à l'échelle internationale. Mais si l'on fait abstraction de ce point pour se borner à nos rapports économiques intérieurs, il est bien vrai qu'à présent le centre de gravité de notre travail porte sur l'action éducative.

Deux tâches essentielles s'offrent à nous, qui font époque. C'est d'abord de refondre notre appareil administratif qui ne vaut absolument rien et que nous avons hérité entièrement du passé ; en cinq années de lutte, nous n'avons pas eu le temps de le modifier sérieusement, et nous ne pouvions le faire. Notre seconde tâche est d'engager une action culturelle pour la paysannerie. Or, ce travail parmi les paysans a pour objectif économique la coopération. Si nous pouvions les grouper tous dans des coopératives, nous nous tiendrions des deux pieds sur le terrain socialiste. Mais cette condition implique un tel degré de culture de la paysannerie (je dis bien de la paysannerie, puisqu'elle forme une masse immense), que cette organisation généralisée dans les coopératives est impossible sans une véritable révolution culturelle.

Nos adversaires nous ont dit maintes fois que nous entreprenions une œuvre insensée, en voulant implanter le socialisme dans un pays insuffisamment cultivé. Mais ils se sont trompés : nous n'avons pas commencé par où il aurait fallu le faire selon la théorie (des pédants de toute sorte) ; la révolution politique et sociale chez nous a précédé la révolution culturelle qui maintenant s'impose à nous.

Aujourd'hui, il suffit que nous accomplissions cette révolution culturelle pour devenir un pays pleinement socialiste. Mais elle présente pour nous des difficultés incroyables, d'ordre purement culturel (nous sommes illettrés), aussi bien que d'ordre matériel (car pour pouvoir devenir des hommes cultivés, il faut que les moyens matériels de la production aient acquis un certain développement, il faut posséder une certaine base matérielle).

Lénine
Le 6 janvier 1923.
Publié dans la « Pravda » n°s 115 et 116 les 26 et 27 mai 1923

SUR NOTRE RÉVOLUTION

À PROPOS DES MÉMOIRES DE N. SOUKHANOV

I

J'ai feuilleté ces jours-ci les mémoires de Soukhanov sur la révolution. Ce qui saute surtout aux yeux, c'est le pédantisme de tous nos démocrates petits-bourgeois ainsi que de tous les paladins de la II[e] Internationale. Sans compter qu'ils sont incroyablement poltrons, que même les meilleurs d'entre eux se payent de faux-fuyants dès qu'il s'agit du moindre écart vis-à-vis du modèle allemand, sans parler même de ce trait de caractère propre à tous les démocrates petits-bourgeois, et qu'ils ont suffisamment manifesté tout au long de la révolution, — ce qui saute aux yeux, c'est leur imitation servile du passé. Tous ils se disent marxistes, mais ils entendent le marxisme de façon pédantesque au possible. Ils n'ont pas du tout compris ce qu'il y a d'essentiel dans le marxisme, à savoir : sa dialectique révolutionnaire. Ils n'ont absolument pas compris même les indications expresses de Marx, disant que dans les moments de révolution il faut un maximum de souplesse ; ils n'ont pas même remarqué, par exemple, les indications de Marx dans sa correspondance se rapportant, il m'en souvient, à 1856, où il formulait l'espoir de voir se réaliser, en Allemagne, l'union de la guerre paysanne, capable de créer une situation révolutionnaire, avec le mouvement ouvrier. Même cette indication expresse, ils l'éludent, ils tournent autour et à côté, comme ferait un chat autour d'une bouillie chaude.

Par toute leur conduite, ils se révèlent des réformistes pusillanimes, qui craignent de s'écarter de la bourgeoisie et, à plus forte raison, de rompre avec elle ; en même temps, ils couvrent leur poltronnerie d'une phraséologie et d'une vantardise effrénées. Même au point de vue purement théorique, ce qui saute aux yeux, c'est leur incapacité totale, à eux tous, de comprendre l'idée suivante du marxisme : ils ont observé que, jusqu'ici, le développement du capitalisme et de la démocratie bourgeoise a suivi une voie déterminée dans l'Europe occidentale. Ils ne peuvent concevoir que cette voie ne puisse être considérée comme modèle que *mutatis mutandis,* à la condition de certains changements (tout à fait insignifiants du point de vue du mouvement général de l'histoire universelle).

Premièrement, la révolution était liée à la première guerre impérialiste mondiale. Dans une telle révolution devaient se manifester des traits nouveaux, ou du moins des traits modifiés en raison justement de cette guerre, parce que jamais encore il n'y avait eu au monde une pareille guerre dans de semblables conditions. Aujourd'hui encore, après cette guerre, la bourgeoisie des pays les plus riches ne peut rétablir des rapports bourgeois « normaux ». Or, nos réformistes, ces petits bourgeois qui se prétendent des révolutionnaires, estimaient et estiment encore que les rapports bourgeois normaux constituent une limite (que l'on ne saurait dépasser), et ils conçoivent cette « norme » dans un sens extrêmement vulgaire et étroit.

Deuxièmement, ils ignorent absolument que la régularité du développement général dans l'histoire universelle, loin d'exclure, implique au contraire certaines périodes présentant des singularités soit dans la forme, soit dans l'ordre de ce développement. Il ne leur vient pas même à l'esprit, par exemple, que la Russie, située entre des pays civilisés et des pays que cette guerre, pour la première fois, amène définitivement à la civilisation, c'est-à-dire tout l'Orient, les pays extra-européens, — que la Russie pouvait et devait par conséquent offrir certains traits particuliers, inscrits évidemment dans le cadre général de l'évolution mondiale, mais distinguant sa révolution à elle de toutes les révolutions antérieures de l'Europe occidentale, et apportant certaines innovations partielles dès qu'il s'agit des pays orientaux.

Ainsi, ils invoquent un argument d'une banalité extrême qu'ils ont appris par cœur au cours du développement de la social-démocratie occidentale, et qui consiste à dire que nous ne sommes pas mûrs pour le socialisme ; que, selon l'expression de certains d'entre leurs « savants » personnages, nous ne possédons pas les prémisses économiques objectives pour le socialisme. Et il ne vient à l'idée de personne de se demander : un peuple placé dans une situation révolutionnaire, telle qu'elle s'est présentée lors de la première guerre impérialiste, ne pouvait-il pas, face à une situation sans issue, se jeter dans une lutte qui lui ouvrait ne fût-ce que quelques chances de conquérir des conditions pas tout à fait coutumières pour le progrès de la civilisation ?

« La Russie n'a pas atteint le degré de développement des forces productives nécessaire pour instaurer le socialisme. » Cette thèse, tous les paladins de la II[e] Internationale, y compris Soukhanov, bien entendu, l'affichent ostensiblement. Cette thèse incontestable, ils la rabâchent sur tous les tons et la croient décisive pour apprécier notre révolution.

Oui, mais si un singulier concours de circonstances a entraîné la Russie tout d'abord dans la guerre impérialiste mondiale où étaient engagés tous les pays occidentaux tant soit peu influents ; s'il a situé son évolution, à la limite des révolutions naissantes et des révolutions déjà partiellement commencées de l'Orient, dans des conditions qui nous permettaient de réaliser précisément cette union de la « guerre paysanne » et du mouvement ouvrier, qu'un « marxiste » tel que Marx considérait en 1856 comme une des perspectives possibles pour la Prusse ?

Et si la situation absolument sans issue, en décuplant les forces des ouvriers et des paysans, nous a offert la possibilité de procéder à la création des prémisses essentielles de la civilisation, autrement que ne l'ont fait tous les autres Etats de l'Europe occidentale ? La ligne générale de l'évolution de l'histoire universelle a-t-elle été modifiée de ce fait ? Les rapports essentiels des principales classes dans chacun des Etats, qui est entraîné ou a été entraîné dans le mouvement général de l'histoire universelle, ont-ils été modifiés de ce fait ?

Si pour créer le socialisme il faut avoir atteint un niveau de culture déterminé (encore que personne ne puisse dire exactement quel est ce « niveau de culture » déterminé, car il diffère dans chacun des Etats occidentaux), pourquoi ne commencerions-nous pas d'abord par conquérir révolutionnairement les conditions préalables de ce niveau déterminé pour, *ensuite,* forts d'un pouvoir ouvrier et paysan et du régime soviétique, nous mettre en mouvement et rejoindre les autres peuples ?

Le 16 janvier 1923.

II

Pour créer le socialisme, dites-vous, il faut être civilisés. Fort bien. Mais pourquoi ne pouvions-nous pas commencer par créer chez nous ces conditions préalables de la civilisation en chassant les grands propriétaires fonciers, en chassant les capitalistes russes pour, ensuite, commencer notre marche au socialisme ? Dans quels livres avez-vous lu que pareils changements dans l'ordre historique habituel sont inadmissibles ou impossibles ?

Il m'en souvient, Napoléon a dit : « On s'engage et puis... on voit. » *[En français dans le texte. (N.R.)]* C'est ce que nous avons fait ; d'abord nous avons engagé un combat sérieux en octobre 1917, puis le cours du développement nous a révélé des détails (du point de vue de l'histoire mondiale ce ne sont, sans nul doute, que des détails) tels que la paix de Brest-Litovsk, ou la NEP, etc. Et à l'heure présente, il est hors de doute que, pour l'essentiel, nous avons remporté la victoire.

Nos Soukhanov, et à plus forte raison les social-démocrates placés plus à droite qu'eux, ne s'imaginent même pas que, d'une façon générale, les révolutions ne sauraient se faire autrement. Nos petits bourgeois européens ne s'imaginent même pas que les révolutions ultérieures — dans les pays d'Orient à population infiniment plus dense et aux conditions sociales infiniment plus variées, — présenteront à coup sûr beaucoup plus de traits particuliers que ce ne fut le cas pour la révolution russe.

Certes, le manuel rédigé d'après Kautsky a été très utile à son heure. Mais il est temps, en vérité, de renoncer à l'idée que ce manuel aurait prévu toutes les formes de développement de l'histoire mondiale. Ceux qui le pensent, il serait opportun de les qualifier tout bonnement d'imbéciles.

Lénine
Le 17 janvier 1923.
Imprimé dans la « Pravda » n° 117, le 30 mai 1923

COMMENT RÉORGANISER L'INSPECTION OUVRIÈRE ET PAYSANNE ?

PROPOSITION FAITE AU XII[e] CONGRES DU PARTI[85]

Certes, l'Inspection ouvrière et paysanne présente pour nous une difficulté extrême qui, jusqu'à ce jour, n'a pas été résolue. Je pense que les camarades ont tort, qui essaient de la résoudre en niant l'utilité ou la nécessité de l'Inspection ouvrière et paysanne. Mais en même temps je ne nie pas que la question de notre appareil d'Etat et de son perfectionnement ne soit très difficile : elle est loin d'être résolue, et c'est en même temps une question éminemment pressante.

Notre appareil d'Etat, excepté le Commissariat du peuple des Affaires étrangères, constitue dans une très grande mesure une survivance du passé, qui a subi le minimum de modifications sérieuses. Il n'est que légèrement embelli à la surface ; pour le reste il est le vrai type de notre ancien appareil d'Etat. Et pour rechercher les moyens de le rénover véritablement, il faut faire appel, je crois, à l'expérience de notre guerre civile.

Comment avons-nous agi dans les moments les plus périlleux de la guerre civile ?

Nous avons concentré les meilleures forces de notre Parti dans l'Armée rouge ; nous avons mobilisé l'élite de nos ouvriers ; à la recherche de forces nouvelles, nous nous sommes adressés là où plongent les racines les plus profondes de notre dictature.

C'est aussi dans ce sens que nous devons, j'en suis persuadé, rechercher les moyens de réorganiser l'Inspection ouvrière et paysanne. Je propose au XII[e] Congrès de notre Parti d'adopter le plan de réorganisation que voici, et qui prévoit une extension, d'un genre particulier, de notre Commission centrale de Contrôle.

L'Assemblée plénière du Comité central de notre Parti tend manifestement à devenir en quelque sorte une conférence supérieure du Parti. En moyenne elle ne se réunit pas plus d'une fois tous les deux mois, et le travail courant du Comité central est accompli, comme on sait, par notre Bureau politique, par notre Bureau d'organisation, par notre Secrétariat, etc. Je pense qu'il nous faut suivre jusqu'au bout la voie où nous nous sommes ainsi engagés, et transformer définitivement les Assemblées plénières du Comité central en conférences supérieures du Parti, tenues une fois tous les deux mois, et où prendrait part la Commission centrale de Contrôle. Quant à cette dernière, elle fusionnerait avec la partie essentielle de l'Inspection ouvrière et paysanne réorganisée, en observant les conditions ci-après.

Je propose au Congrès d'élire pour la Commission centrale de Contrôle 75 à 100 nouveaux membres choisis parmi les ouvriers et les paysans. Les camarades ainsi désignés seront soumis, en tant que membres du Parti, à une vérification pareille à celle que subissent tous les membres du Comité central, puisqu'ils jouiront de tous les droits attachés à cette qualité.

D'autre part l'Inspection ouvrière et paysanne sera ramenée à 300 ou 400 employés consciencieux et qui auront été particulièrement vérifiés à cet égard de même qu'à celui de la connaissance de notre appareil d'Etat ; ils devront aussi avoir subi une épreuve spéciale attestant qu'ils connaissent les principes de l'organisation scientifique du travail en général et, en particulier, du travail d'administration, du travail de bureau, etc.

Je pense que cette fusion de l'Inspection ouvrière et paysanne et de la Commission centrale de Contrôle sera utile à ces deux institutions. D'une part l'Inspection ouvrière et paysanne acquerra ainsi une haute autorité morale, au moins égale à celle du Commissariat du peuple des Affaires étrangères. D'autre part, notre Comité central — avec la Commission centrale de Contrôle — s'engagera définitivement dans la voie de sa transformation en une conférence supérieure du Parti, voie dans laquelle, à dire vrai, il s'est déjà engagé et où il lui faut aller jusqu'au bout, afin de pouvoir judicieusement s'acquitter de sa tâche sous un double rapport : faire en sorte que son organisation et son travail soient méthodiques, rationnels et systématiques ; assurer la liaison réelle avec les grandes masses par le truchement de l'élite de nos ouvriers et de nos paysans.

Je prévois une objection émanant de façon directe ou indirecte des milieux qui voudraient que notre appareil restât périmé, c'est-à-dire de la part de ceux qui désireraient conserver notre appareil sous sa forme actuelle, forme prérévolutionnaire au possible et poussée jusqu'à l'inconvenance (au fait, nous avons maintenant l'occasion assez rare dans l'histoire de fixer les délais nécessaires pour opérer des réformes sociales radicales ; et nous voyons fort bien aujourd'hui *ce que* l'on peut faire en cinq ans et ce qui demande des délais bien plus longs).

Cette objection tend à faire croire que la réforme proposée par moi n'amènera que le chaos. Les membres de la Commission centrale de Contrôle s'en iraient vaguer à travers les institutions, sans savoir où s'adresser, ni à qui, ni pourquoi, apportant partout la désorganisation, détournant les employés de leur travail courant, etc., etc.

Je pense que cette objection est d'une malveillance si évidente qu'il est inutile même d'y répondre. Il va de soi que le Présidium de la Commission centrale de Contrôle et le commissaire du peuple de l'Inspection ouvrière et paysanne, ainsi que son collège (et aussi dans certains cas le Secrétariat du Comité central), auront à fournir plus d'une année d'efforts persévérants pour organiser rationnellement leur Commissariat du peuple et le travail de ce dernier, en commun avec la Commission centrale de Contrôle. Le commissaire du peuple de l'Inspection ouvrière et paysanne peut, selon moi, rester (et doit rester) commissaire du peuple ; il conservera son collège et continuera de diriger l'activité de toute l'Inspection ouvrière et paysanne, y compris celle de tous les membres de la Commission centrale de Contrôle, qui seront considérés comme ayant été « délégués » à la disposition de ce commissaire. Les 300 à 400 employés de l'Inspection ouvrière et paysanne qui restent, d'après mon plan, rempliront d'une part les fonctions de secrétaires auprès des autres membres de l'Inspection ouvrière et paysanne, de même qu'auprès des nouveaux membres de la Commission centrale de Contrôle ; d'autre part, ils devront être hautement qualifiés, vérifiés avec soin, particulièrement sûrs et avec des appointements élevés qui les tirent de cette situation véritablement misérable (pour ne pas dire davantage) qui est aujourd'hui celle des fonctionnaires de l'Inspection ouvrière et paysanne.

Je suis certain qu'en réduisant le nombre des employés au chiffre indiqué par moi, on améliorera de beaucoup la qualité des travailleurs de l'Inspection ouvrière et paysanne aussi bien que la qualité de l'ensemble du travail ; on permettra ainsi au commissaire du peuple et aux membres du collège de concentrer tous leurs efforts pour organiser le travail et relever sa qualité de façon systématique et continue, chose d'une nécessité si impérieuse pour le pouvoir ouvrier et paysan et pour notre régime soviétique.

D'autre part, je pense aussi que le commissaire du peuple de l'Inspection ouvrière et paysanne aura à s'occuper partie à fondre, partie à coordonner l'activité des Instituts supérieurs pour l'organisation du travail (Institut central du Travail, Institut de l'organisation scientifique du Travail, etc.) que l'on compte actuellement, dans notre République, au nombre de 12 au moins. L'uniformité excessive et la tendance qui en découle vers la fusion seraient nuisibles. Au contraire, il faut trouver là un raisonnable, un juste milieu entre la fusion de ces institutions en un tout et leur délimitation judicieuse, en laissant à chacune d'elles une certaine indépendance.

Il est hors de doute que notre Comité central gagnera à cette réforme autant que l'Inspection ouvrière et paysanne ; il y gagnera et au point de vue de sa liaison avec les masses et au point de vue de la régularité et de l'efficacité de son travail. On pourra alors (et l'on devra) adopter un système plus sévère et plus judicieux pour préparer les séances du Bureau politique, auxquelles devront assister un nombre déterminé de membres de la Commission centrale de Contrôle, déterminé soit pour une période de temps, soit d'après un certain plan d'organisation.

Le commissaire du peuple à l'Inspection ouvrière et paysanne, d'accord avec le présidium de la Commission centrale de Contrôle, s'occupera de répartir le travail entre les membres de cette dernière selon leurs diverses obligations, soit d'assister aux séances du Bureau politique et de vérifier tous les documents qui, d'une façon ou d'une autre, lui seront soumis ; soit de consacrer une partie de leur journée de travail à la préparation théorique, à l'étude de l'organisation scientifique du travail, ou encore de participer pratiquement au contrôle et au perfectionnement de notre appareil d'Etat, depuis les institutions supérieures jusqu'aux institutions inférieures locales, etc.

Je crois aussi qu'en dehors de l'avantage politique que présente cette réforme — à savoir que les membres du Comité central et ceux de la Commission centrale de Contrôle seront infiniment mieux renseignés, mieux préparés pour les séances du Bureau politique (tous les documents se rapportant à ces séances doivent être remis à tous les membres du Comité central et de la Commission centrale de Contrôle au plus tard 24 heures avant la séance du Bureau politique, sauf les cas ne souffrant absolument aucun retard et pour lesquels on avisera spécialement au moyen d'informer les membres du Comité central et de la Commission centrale de Contrôle, et au moyen de statuer là-dessus), il y aura encore cet autre avantage qu'au sein de notre Comité central diminuera l'influence des facteurs purement personnels et fortuits, ce qui aura pour effet de diminuer aussi le danger d'une scission.

Notre Comité central est devenu un organisme strictement centralisé et jouissant d'une grande autorité morale. Mais le travail de cet organisme n'est pas placé dans des conditions correspondant à cette autorité. La réforme que je propose doit remédier à cette situation. Et les membres de la Commission centrale de Contrôle, qui sont

tenus d'assister en nombre déterminé à chaque séance du Bureau politique, formeront un groupe cohérent qui devra — « sans considération de personnes » — veiller à ce qu'aucune influence ne puisse les empêcher de faire une demande de renseignement, de vérifier les dossiers et, en général, d'obtenir une clarté absolue et une stricte régularité de toutes les affaires.

Certes, dans notre République des Soviets, le régime social est fondé sur la collaboration de deux classes : les ouvriers et les paysans, — collaboration à laquelle sont admis aujourd'hui, sous certaines conditions, les « nepmans », c'est-à-dire la bourgeoisie. Si des désaccords sérieux surgissaient entre ces classes, la scission serait inéluctable. Mais notre régime social ne renferme pas nécessairement les germes d'une pareille scission. Et la principale tâche de notre Comité central et de notre Commission centrale de Contrôle, ainsi que de l'ensemble de notre Parti, est de surveiller attentivement les facteurs pouvant donner lieu à la scission, et de les prévenir, car le sort de notre République dépendra en fin de compte de ceci : la masse paysanne, marchera-t-elle, fidèle à son alliance, avec la classe ouvrière ou laissera-t-elle les « nepmans », c'est-à-dire la nouvelle bourgeoisie, la désunir, la séparer des ouvriers. Plus clairement nous apparaîtra cette alternative, plus clairement nos ouvriers et nos paysans s'en rendront compte, et plus nous aurons de chances d'éviter la scission, qui serait funeste pour la République des Soviets.

N. Lénine.
23 janvier 1923.
Publié dans la Pravda, n° 16, le 25 janvier 1923.

MIEUX VAUT MOINS, MAIS MIEUX[86]

En ce qui concerne le perfectionnement de notre appareil d'Etat, l'Inspection ouvrière et paysanne ne doit pas, à mon avis, se presser ni courir après la quantité. Jusqu'à ce jour, nous avons eu si peu de temps pour songer et veiller à la qualité de notre appareil d'Etat, que le souci serait légitime de le former avec un soin tout particulier, de concentrer dans l'Inspection ouvrière et paysanne un matériel humain de haute qualité, c'est-à-dire qui ne le cède en rien aux meilleurs modèles occidentaux. Certes, pour une république socialiste, c'est trop modeste. Mais les premières cinq années nous ont joliment farci la tête de méfiance et de scepticisme. Nous sommes enclins, malgré nous, à nous pénétrer de ce sentiment à l'égard de ceux qui dissertent beaucoup trop et trop aisément, par exemple, sur la culture « prolétarienne » : il nous suffirait pour commencer d'avoir une véritable culture bourgeoise ; il nous suffirait pour commencer de nous passer des types particulièrement invétérés de cultures pré-bourgeoises, c'est-à-dire bureaucratique ou féodale, etc. En cette matière, la précipitation et la surenchère sont le plus nuisibles. Beaucoup de nos jeunes littérateurs et communistes devraient se le mettre bien dans la tête.

Et maintenant, en ce qui concerne l'appareil d'Etat, nous devons tirer de l'expérience passée cette conclusion qu'il vaut mieux procéder plus lentement.

Les choses vont si mal avec notre appareil d'Etat, pour ne pas dire qu'elles sont détestables, qu'il nous faut d'abord réfléchir sérieusement à la façon de combattre ses défauts ; ces derniers, ne l'oublions pas, remontent au passé, lequel, il est vrai, a été bouleversé, mais n'est pas encore aboli ; il ne s'agit pas d'un stade culturel révolu depuis longtemps. Je pose ici la question précisément de la culture, parce que dans cet ordre de choses, il ne faut tenir pour réalisé que ce qui est entré dans la vie culturelle, dans les mœurs, dans les coutumes. Or, chez nous, ce qu'il y a de bon dans notre organisation sociale est saisi à la hâte, on ne peut moins médité, compris, senti, vérifié, éprouvé, confirmé par l'expérience, consolidé, etc. Il ne pouvait certes en être autrement à une époque révolutionnaire et avec un développement tellement vertigineux qui nous a amenés, en cinq ans, du tsarisme au régime des Soviets.

Il est temps de devenir raisonnable. Il faut se pénétrer d'une méfiance salutaire envers un élan inconsidéré, envers toute espèce de vantardise, etc. Il faut songer à vérifier les dispositions que nous proclamons à chaque heure, que nous prenons à chaque minute et dont nous démontrons ensuite à chaque seconde la faiblesse, le caractère inconsistant et inintelligible. Le plus nuisible, ici, ce serait la précipitation. Le plus nuisible serait de croire que le peu que nous savons suffit, ou encore que nous possédons un nombre plus ou moins considérable d'éléments pour édifier un appareil vraiment neuf, et qui mérite véritablement le nom d'appareil socialiste, soviétique, etc.

Non, cet appareil, nous ne l'avons pour ainsi dire pas, et même nous possédons ridiculement peu d'éléments qui permettent de le créer. Et nous ne devons pas oublier que pour le mettre en place il ne faut pas ménager son temps, et que cela prendra beaucoup, beaucoup, beaucoup d'années.

Quels éléments possédons-nous pour créer cet appareil ? Deux seulement. En premier lieu, les ouvriers exaltés par la lutte pour le socialisme. Ils ne sont pas suffisamment instruits. Ils voudraient bien nous donner un appareil meilleur. Mais ils ne savent pas comment s'y prendre. Ils ne peuvent pas le faire. Ils ne sont pas assez formés, ils n'ont pas le niveau de culture requis. Or, pour ce faire, il faut justement avoir de la culture. Ici, l'on ne peut s'en tirer par un coup d'audace ou un assaut, avec de l'énergie ou du cran, ou, en général, par une des meilleures qualités humaines, quelle qu'elle soit. En second lieu, nous possédons des éléments de connaissance, d'instruction, d'enseignement, mais ridiculement peu par rapport à tous les autres pays.

Et il ne faut pas oublier que nous sommes encore trop enclins à vouloir suppléer à ce savoir (ou à nous imaginer que l'on peut y suppléer) par le zèle, la précipitation, etc.

Pour rénover notre appareil d'Etat, nous devons à tout prix nous assigner la tâche que voici : premièrement, nous instruire ; deuxièmement, nous instruire encore ; troisièmement, nous instruire toujours. Ensuite, avoir soin que le savoir ne reste pas chez nous lettre morte ou une phrase à la mode (ce qui, avouons-le, nous arrive bien souvent) ; que le savoir pénètre vraiment dans l'esprit, devienne partie intégrante de notre vie, pleinement et effectivement. Bref, il nous faut exiger autre chose que ce qu'exige l'Europe occidentale bourgeoise, savoir ce qu'il est digne et convenable d'exiger pour un pays qui se propose de devenir un pays socialiste.

Conclusion : nous devons faire de l'Inspection ouvrière et paysanne, instrument d'amélioration de notre appareil d'Etat, une institution vraiment exemplaire.

Pour qu'elle puisse atteindre au niveau voulu, il faut s'en tenir à la règle : vingt fois sur le métier remettez votre ouvrage.

Pour cela, il faut que tout ce qu'il y a de vraiment meilleur dans notre régime social soit mis en œuvre avec le maximum de prudence, de réflexion et de compétence, en vue de créer ce nouveau Commissariat du peuple.

Pour cela, il faut que les meilleurs éléments de notre régime social, à savoir : les ouvriers avancés, d'abord, et, en second lieu, les éléments vraiment instruits, pour lesquels on peut se porter garant qu'ils ne croiront rien sur parole et qu'ils ne diront pas un mot qui soit contraire à leur conscience, ne craignent pas de prendre conscience des difficultés, quelles qu'elles soient, et ne reculent devant aucune lutte pour atteindre le but qu'ils se seront sérieusement assigné.

Voilà cinq ans que nous nous évertuons à perfectionner notre appareil d'Etat. Mais ce n'a été là qu'une agitation vaine qui, en ces cinq ans, nous a montré simplement qu'elle était inefficace, ou même inutile, voire nuisible. Cette vaine agitation nous donnait une apparence de travail ; en réalité, elle encrassait nos institutions et nos cerveaux.

Il faut enfin que cela change.

Il faut adopter cette règle : mieux vaut moins, mais mieux. Il faut adopter cette règle : mieux vaut dans deux ans ou même dans trois ans, que précipiter les choses sans aucun espoir de former un bon matériel humain.

Je sais qu'il sera difficile d'observer cette règle et de l'appliquer dans notre situation. Je sais que la règle contraire se frayera un chemin par mille tours et détours. Je sais qu'il faudra opposer une résistance formidable, qu'il s'agira de faire preuve d'une persévérance prodigieuse ; que ce travail, dans les premières années du moins, sera diablement ingrat. Et cependant je suis persuadé que c'est seulement ainsi que nous parviendrons à notre but et saurons, une fois ce but atteint, fonder une république réellement digne du nom de République socialiste, soviétique, etc., etc., etc.

Il est probable que beaucoup de lecteurs aient trouvé trop insuffisants les chiffres que j'ai cités à titre d'exemple dans mon premier article. Je suis sûr que l'on peut produire bien des calculs pour montrer l'insuffisance de ces chiffres. Mais je pense que par-dessus tous les calculs possibles et imaginables, nous devons mettre une chose : une qualité vraiment exemplaire.

J'estime que le moment est justement venu où nous devons nous occuper comme il convient, avec tout le sérieux voulu, de notre appareil d'Etat, et où la précipitation serait peut-être ce qui causerait le plus grand tort. Aussi je tiens à mettre en garde contre un accroissement de ces chiffres. Bien au contraire, je pense qu'ici il faut se montrer particulièrement avare de chiffres. Parlons net. Le Commissariat du Peuple de l'Inspection ouvrière et paysanne ne jouit pas à l'heure actuelle d'une ombre de prestige. Tout le monde sait qu'il n'est point d'institutions plus mal organisées que celles relevant de notre Inspection ouvrière et paysanne, et que dans les conditions actuelles on ne peut rien exiger de ce Commissariat. Il nous faut bien retenir cela si nous voulons vraiment arriver à constituer, d'ici quelques années, une institution qui, premièrement, sera exemplaire, deuxièmement, inspirera à tous une confiance absolue, et troisièmement, montrera à tous et à chacun que nous avons réellement justifié les activités de cette haute institution qu'est la Commission centrale de contrôle. Toutes les normes générales du personnel de ses administrations doivent à mon avis, être bannies d'emblée et sans recours. Nous devons choisir les cadres de l'Inspection ouvrière et paysanne avec un soin particulier, en leur faisant subir le plus rigoureux examen, pas autrement. En effet, à quoi bon fonder un Commissariat du Peuple où le travail se ferait tant bien que mal, qui, derechef, n'inspirerait pas la moindre confiance, et dont l'opinion n'aurait qu'une infime autorité ? Je pense que notre tâche principale est de l'éviter lors de la réorganisation que nous projetons actuellement.

Les ouvriers que nous désignons comme membres de la Commission centrale de contrôle doivent être des communistes irréprochables, et je pense qu'il faudra leur consacrer un long effort pour leur apprendre les méthodes et les objectifs de leur travail. Ensuite, il devra y avoir un nombre déterminé de secrétaires comme auxiliaires à qui l'on aura soin de faire subir un triple contrôle avant de les admettre. Enfin, ceux des postulants que nous aurons décidés, à titre d'exception, d'engager d'emblée à l'Inspection ouvrière et paysanne, devront répondre aux conditions ci-après :

— premièrement, ils seront recommandés par plusieurs communistes ;

— deuxièmement, ils subiront une épreuve attestant qu'ils connaissent notre appareil d'Etat ;

— troisièmement, ils subiront une épreuve attestant qu'ils connaissent les éléments de la théorie relative à notre appareil d'Etat, les principes de la science administrative, les écritures, etc. ;

— quatrièmement, ils devront œuvrer en bonne intelligence avec les membres de la Commission centrale de contrôle et avec leur propre secrétariat, de façon que nous puissions répondre du bon fonctionnement de l'appareil tout entier.

Je sais que ce sont là des conditions hors de pair, et je crains fort que la majorité des « praticiens » de l'Inspection ouvrière et paysanne ne les déclarent irréalisables, ou ne les accueillent avec un sourire dédaigneux. Mais je demande à n'importe lequel des dirigeants actuels de l'Inspection ouvrière et paysanne ou des personnes rattachées à ce Commissariat : peut-il me dire franchement quelle est l'utilité pratique de ce Commissariat du Peuple qu'est l'Inspection ouvrière et paysanne ? Je pense que cette question lui permettra de trouver le sens de la mesure. Ou bien il ne vaut pas la peine de procéder à la réorganisation — nous en avons tant vu — de cette entreprise désespérée qu'est l'Inspection ouvrière et paysanne ; ou bien il faut vraiment se donner comme tâche de créer par un effort lent, difficile, inaccoutumé, non sans recourir à de nombreuses vérifications, quelque chose de vraiment exemplaire, susceptible d'inspirer le respect à tous et à chacun, non pas seulement parce que titres et grades obligent.

Si l'on ne s'arme pas de patience, si l'on ne consacre pas à cette œuvre plusieurs années, mieux vaut ne pas l'entreprendre.

Je pense que parmi les établissements que nous avons déjà enfantés, en fait d'instituts supérieurs du travail, etc., il faut choisir un minimum, vérifier s'ils sont organisés avec tout le sérieux requis, et continuer le travail, mais seulement de façon qu'il soit réellement à la hauteur de la science moderne, qu'il nous fasse bénéficier de toutes ses acquisitions. Dès lors, ce ne sera pas une utopie d'espérer avoir, dans quelques années, une institution qui sera en mesure de s'acquitter de sa tâche, c'est-à-dire de perfectionner notre appareil d'Etat avec méthode, sans défaillance, en jouissant de la confiance de la classe ouvrière, du Parti communiste de Russie et de toute la population de notre République.

L'action préparatoire pourrait commencer dès maintenant. Si le Commissariat de l'Inspection ouvrière et paysanne acceptait le plan de cette réforme, il pourrait entamer tout de suite les préparatifs et continuer d'agir systématiquement pour les faire aboutir, sans se presser et sans refuser de refaire ce qui aura été fait une fois.

Les demi-mesures seraient ici nuisibles au plus haut point. Toutes les considérations d'un autre ordre que l'on pourrait émettre au sujet des effectifs de l'Inspection ouvrière et paysanne, seraient en réalité fondées sur les vieux principes bureaucratiques, sur les vieux préjugés, sur ce qui a déjà été condamné et qui provoque la risée publique, etc.

Somme toute, la question se pose ainsi :

Ou bien montrer, dès à présent, que nous avons acquis des connaissances sérieuses en matière de construction de l'Etat (il n'est pas défendu d'apprendre quelque chose en cinq ans) ; ou bien nous ne sommes pas encore mûrs pour cela, et alors, il ne vaut pas la peine de s'en charger.

Je pense qu'avec le matériel humain dont nous disposons, il ne sera pas immodeste de présumer que nous en savons déjà assez pour pouvoir reconstruire à neuf, avec méthode, au moins un seul Commissariat du Peuple. Il est vrai que ce seul Commissariat doit donner la mesure de l'ensemble de notre appareil d'Etat.

Ouvrir immédiatement un concours pour la rédaction de deux manuels ou plus, traitant de l'organisation du travail en général, et spécialement de l'administration. On pourrait prendre pour base le livre de Iermanski, encore que, soit dit entre parenthèses, cet auteur sympathise manifestement avec le menchévisme et soit incapable de rédiger un manuel pouvant convenir au pouvoir des Soviets. Ensuite, on pourrait prendre pour base l'ouvrage récemment paru de Kerjentsev ; enfin, on pourrait aussi mettre à profit quelques autres manuels traitant de divers aspects de la question.

Envoyer quelques personnes averties et consciencieuses en Allemagne ou en Angleterre pour recueillir la documentation et étudier le problème. J'ai dit l'Angleterre pour le cas où le voyage en Amérique ou au Canada serait impossible.

Nommer une commission chargée d'élaborer le programme préliminaire des examens à faire subir aux personnes qui sollicitent une place à l'Inspection ouvrière et paysanne ; de même pour les postulants aux postes de membres de la Commission centrale de contrôle.

Ces activités et autres analogues ne gêneront, bien entendu, ni le commissaire du peuple, ni les membres du collège de l'Inspection ouvrière et paysanne, ni le présidium de la Commission centrale de contrôle.

Parallèlement, il faudra désigner une commission préparatoire chargée de trouver des candidats aux postes de membres de la Commission centrale de contrôle. J'espère que pour ces postes nous aurons aujourd'hui un nombre de candidats plus que suffisant, tant parmi les collaborateurs expérimentés des administrations que parmi les étudiants de nos écoles soviétiques. Il ne serait guère rationnel d'exclure à l'avance telle ou telle catégorie. Il nous faudra probablement donner la préférence à un personnel varié pour cette institution, où nous devons rechercher une synthèse de nombreuses qualités, de mérites divers. De sorte qu'il y aura à fournir un gros effort pour dresser la liste des candidats. Il serait indésirable au plus haut point que ce nouveau Commissariat soit formé d'après un standard unique, mettons le type de fonctionnaire, ou en éliminant le type d'agitateur, ou les hommes dont le trait distinctif est la sociabilité ou la faculté de pénétrer dans des milieux guère familiers à ce genre de collaborateurs, etc.

Il me semble que je traduirai mieux ma pensée en comparant mon plan à des institutions de caractère académique. Les membres de la Commission centrale de contrôle seront tenus, sous la direction de leur présidium, d'examiner régulièrement tous les dossiers et documents du Bureau politique. D'autre part, ils devront répartir rationnellement leur temps entre les divers travaux de vérification des écritures dans nos institutions, depuis les plus petites et les moins importantes jusqu'aux grandes administrations de l'Etat. Enfin, ils devront aussi étudier la théorie, c'est-à-dire la théorie de l'organisation du travail auquel ils ont l'intention de se consacrer ; ils auront de même à effectuer des exercices pratiques sous la direction soit de camarades expérimentés, soit de professeurs des instituts supérieurs de l'organisation du travail.

Mais je pense qu'ils n'auront pas lieu de se borner à cette activité purement académique. Il leur faudra se préparer, en outre, à des fonctions que je n'hésiterais pas à appeler préparation à la chasse, je ne dirais pas aux filous, mais à quelque chose dans ce genre, et invention de ruses destinées à dissimuler leurs campagnes, leurs marches et contremarches, etc.

Dans les institutions de l'Europe occidentale, de pareilles propositions auraient provoqué une indignation inouïe, un sentiment de révolte morale, etc. ; mais j'espère que nous ne sommes pas encore bureaucratisés à ce point-là. La NEP chez nous ne s'est pas encore acquis une réputation telle que l'on puisse se formaliser à l'idée d'attraper quelqu'un. Notre République des Soviets a été édifiée depuis si peu de temps, et il y a là un tel bric-à-brac que personne ne songera à s'offusquer à l'idée que l'on puisse, dans ce fatras, opérer des fouilles à l'aide de certaines ruses et de coups de sonde visant quelquefois des sources assez éloignées, ou s'effectuant par des voies assez détournées. Et si même quelqu'un y songeait, on peut être certain que nous en ririons tous de bon cœur.

Notre nouvelle Inspection ouvrière et paysanne, nous l'espérons, laissera loin derrière elle cette qualité que les Français dénomment *pruderie [En français dans le texte. (N.R.)],* et que nous pourrions appeler affectation ridicule ou ridicule ostentation, et qui fait supérieurement le jeu de toute notre bureaucratie, tant de nos institutions soviétiques que des organisations du Parti, car, soit dit entre parenthèses, la bureaucratie existe chez nous dans les unes comme dans les autres.

Si j'ai écrit plus haut que nous devions nous instruire et encore nous instruire dans les écoles supérieures d'organisation du travail, etc., cela ne veut pas dire le moins du monde que je conçoive cet « enseignement » à la façon scolaire, ou que je me borne à l'idée d'un enseignement scolaire. J'espère qu'un vrai révolutionnaire ne me soupçonnera pas d'avoir renoncé ici à entendre par « enseignement » une farce mi-plaisante, une ruse, un bon tour ou quelque chose dans ce genre. Je sais que dans un Etat grave et compassé de l'Europe occidentale, cette idée aurait vraiment provoqué l'horreur ; aucun fonctionnaire qui se respecte n'aurait consenti même à la discuter. Mais j'espère que nous ne sommes pas encore bureaucratisés à ce point, et que la discussion de cette idée ne provoque chez nous que de la bonne humeur.

En effet, pourquoi ne pas joindre l'agréable à l'utile ? Pourquoi ne pas profiter d'une farce plaisante ou mi-plaisante pour surprendre quelque chose de ridicule, quelque chose de nuisible, ou de semi-ridicule, de semi-nuisible, etc. ?

Il me semble que notre Inspection ouvrière et paysanne gagnera beaucoup à tenir compte de ces considérations, et que la liste des cas où notre Commission centrale de contrôle ou ses collègues de l'Inspection ouvrière et paysanne ont remporté quelques-unes de leurs plus brillantes victoires, s'enrichira de nombreux exploits de nos futurs inspecteurs et contrôleurs, en des endroits qu'il n'est guère commode de mentionner dans des manuels décents et graves.

Comment peut-on réunir une institution du Parti à une administration soviétique ? N'y a-t-il pas là quelque chose d'inadmissible ?

Je ne pose pas cette question en mon nom, mais au nom de ceux auxquels j'ai fait allusion plus haut, en disant que nous avons des bureaucrates non seulement dans nos administrations soviétiques, mais aussi dans les organisations du Parti.

En effet, pourquoi ne pas réunir les unes et les autres quand l'intérêt de la chose le commande ? Est-ce que personne n'a jamais remarqué, par exemple, que dans un Commissariat du Peuple comme celui des Affaires étrangères, une semblable réunion est extrêmement utile et se pratique dès sa fondation ? Le Bureau politique ne discute-t-il pas, du point de vue du Parti, quantité de questions, grandes et petites, relatives à nos « contre-manœuvres » en réponse aux « manœuvres » des puissances étrangères, afin de prévenir, disons, quelque ruse de leur part, pour être poli ? L'alliance souple de l'élément administratif et de l'élément du Parti n'est-elle pas une source d'énergie immense dans notre politique ? Je crois que ce qui a fait ses preuves, s'est consolidé dans notre politique extérieure, et qui est entré dans les mœurs au point de ne plus provoquer le moindre doute en la matière, serait non moins opportun (et même beaucoup plus, à mon avis) dans l'ensemble de notre appareil d'Etat. Or, l'Inspection ouvrière et paysanne doit justement prendre en considération notre appareil d'Etat tout entier, et son activité doit porter sur toutes les institutions de l'Etat sans aucune exception, locales, centrales, commerciales, purement administratives, scolaires, théâtrales, archives, etc., en un mot, toutes, sans la moindre exception.

Pourquoi donc pour une institution de cette envergure et qui demande, en outre, une souplesse extraordinaire des formes de son activité, — pourquoi donc ne pas admettre pour elle une fusion particulière de l'organisme de contrôle du Parti avec celui de l'Etat ?

Pour moi je n'y verrais aucun inconvénient. Bien plus : je crois que cette fusion est le seul gage d'une activité féconde. Je pense que tous les doutes à cet égard émanent des recoins les plus poussiéreux de notre appareil d'Etat, et qu'ils ne méritent qu'une chose, c'est d'être tournés en ridicule.

Autre doute : convient-il d'associer les études à l'exercice d'une fonction ? Il me semble que non seulement cela convient, mais que c'est nécessaire. En général, malgré toute notre attitude révolutionnaire à l'égard des principes qui régissent les Etats d'Occident, ceux-ci ont réussi à nous inoculer une série de préjugés des plus nuisibles et ridicules. Dans une certaine mesure, cette contagion nous vient aussi de nos aimables bureaucrates qui nous l'ont passée sciemment, dans l'espoir de pouvoir souvent pêcher dans l'eau trouble de ces préjugés.

Et ils ont péché dans cette eau trouble au point que seuls les aveugles impénitents parmi nous n'ont pas remarqué combien largement cette pêche était pratiquée.

Dans toute la sphère des rapports sociaux, économiques et politiques nous sommes « terriblement » révolutionnaires. Mais en ce qui concerne la hiérarchie, le respect des formes et des usages de la procédure administrative, notre « révolutionnarisme » fait constamment place à l'esprit de routine le plus moisi. On peut ici constater un phénomène du plus haut intérêt, savoir que dans la vie sociale le plus prodigieux bond en avant s'allie fréquemment à une monstrueuse indécision devant les moindres changements.

Cela se conçoit, parce que les pas en avant les plus audacieux relevaient, depuis fort longtemps, du domaine de la théorie, d'un domaine cultivé principalement, voire presque exclusivement, sur le plan théorique. Ecœuré par l'abominable réalité bureaucratique, le Russe soulageait son cœur chez lui en échafaudant des systèmes éminemment audacieux ; et c'est pourquoi ces systèmes éminemment audacieux prenaient chez nous un caractère

extraordinairement étroit. On voyait coexister chez nous la hardiesse dans les constructions d'ordre général et une timidité surprenante devant la plus insignifiante des réformes administratives. L'idée dune prodigieuse révolution agraire universelle était élaborée avec une audace inconnue dans les autres pays ; et à côté de cela, on manquait d'imagination pour réaliser une réforme administrative de dixième ordre ; on manquait d'imagination ou de patience pour appliquer à cette réforme les principes généraux qui, touchant les problèmes d'ordre général, donnaient de si « brillants » résultats.

Voilà pourquoi notre vie présente réunit en elle de façon saisissante des traits d'une audace stupéfiante et une indécision de pensée devant les changements les plus insignifiants.

Je crois qu'il n'en a jamais été autrement dans toutes les révolutions vraiment grandes, car elles naissent des contradictions entre l'ancien, la tendance à remanier l'ancien, et la tendance la plus abstraite vers ce qui est nouveau, nouveau au point de ne plus contenir un seul grain du passé.

Et plus cette révolution est radicale, plus longtemps subsisteront ces contradictions.

Le trait général caractérisant notre vie actuelle est celui-ci : nous avons détruit l'industrie capitaliste, nous nous sommes appliqués à démolir à fond les institutions moyenâgeuses, la propriété seigneuriale, et sur cette base, nous avons créé la petite et très petite paysannerie qui suit le prolétariat, confiante dans les résultats de son action révolutionnaire. Cependant, avec cette confiance à elle seule, il ne nous est pas facile de tenir jusqu'à la victoire de la révolution socialiste dans les pays plus avancés ; car la petite et la toute petite paysannerie, surtout sous la NEP, reste, par nécessité économique, à un niveau de productivité du travail extrêmement bas. Au demeurant, la situation internationale fait que la Russie est aujourd'hui rejetée en arrière ; que dans l'ensemble la productivité du travail national est maintenant sensiblement moins élevée chez nous qu'avant la guerre. Les puissances capitalistes de l'Europe occidentale, partie sciemment, partie spontanément, ont fait tout leur possible pour nous rejeter en arrière, pour profiter de la guerre civile en Russie en vue de ruiner au maximum notre pays. Précisément une telle issue à la guerre impérialiste leur apparaissait, bien entendu, comme offrant des avantages sensibles ; si nous ne renversons pas le régime révolutionnaire en Russie, nous entraverons du moins son évolution vers le socialisme, voilà à peu près comment ces puissances raisonnaient, et de leur point de vue, elles ne pouvaient raisonner autrement. En fin de compte elles ont accompli leur tâche à moitié. Elles n'ont pas renversé le nouveau régime instauré par la révolution, mais elles ne lui ont pas permis non plus de faire aussitôt un pas en avant tel qu'il eût justifié les prévisions des socialistes, qui leur eût permis de développer à une cadence extrêmement rapide les forces productives ; de développer toutes les possibilités dont l'ensemble eût formé le socialisme ; de montrer à tous et à chacun nettement, de toute évidence, que le socialisme implique des forces immenses et que l'humanité est passée maintenant à un stade de développement nouveau, qui comporte des perspectives extraordinairement brillantes.

Le système des rapports internationaux est maintenant tel qu'en Europe, un Etat, l'Allemagne, est asservi par les vainqueurs. Ensuite, plusieurs Etats, parmi les plus vieux d'Occident, se trouvent, à la suite de la victoire, dans des conditions qui leur permettent d'en profiter pour faire certaines concessions à leurs classes opprimées, concessions qui, bien que médiocres, retardent le mouvement révolutionnaire dans ces pays et créent un semblant de « paix sociale ».

Par ailleurs, bon nombre de pays, ceux d'Orient, l'Inde, la Chine, etc., précisément du fait de la dernière guerre impérialiste, se sont trouvés définitivement rejetés hors de l'ornière. Leur évolution s'est orientée définitivement dans la voie générale du capitalisme européen. La fermentation qui travaille toute l'Europe y a commencé. Et il est clair maintenant, pour le monde entier, qu'ils se sont lancés dans une voie qui ne peut manquer d'aboutir à une crise de l'ensemble du capitalisme mondial.

Nous sommes donc à l'heure actuelle placés devant cette question : saurons-nous tenir avec notre petite et très petite production paysanne, avec l'état de délabrement de notre pays, jusqu'au jour où les pays capitalistes d'Europe occidentale auront achevé leur développement vers le socialisme ? Mais ils ne l'achèvent pas comme nous le pensions auparavant. Ils l'achèvent non par une « maturation » régulière du socialisme chez eux, mais au prix de l'exploitation de certains Etats par d'autres, de l'exploitation du premier Etat vaincu dans la guerre impérialiste, exploitation jointe à celle de tout l'Orient. D'autre part, précisément par suite de cette première guerre impérialiste, l'Orient est entré définitivement dans le mouvement révolutionnaire, et a été définitivement entraîné dans le tourbillon du mouvement révolutionnaire mondial.

Quelle tactique cette situation impose-t-elle à notre pays ? Evidemment la suivante : nous devons faire preuve de la plus grande prudence, afin de conserver notre pouvoir ouvrier, de maintenir sous son autorité et sous sa direction notre petite et toute petite paysannerie. Nous avons pour nous cet avantage que le monde entier est entraîné d'ores et déjà dans un mouvement qui doit engendrer la révolution socialiste universelle. Mais nous avons aussi ce désavantage que les impérialistes sont parvenus à scinder le monde en deux camps ; et cette scission se complique du fait que l'Allemagne, pays où le capitalisme est réellement évolué, ne saurait que très difficilement se relever aujourd'hui. Toutes les puissances capitalistes de ce qu'on appelle l'Occident la déchiquètent et l'empêchent de se relever. D'autre part, l'Orient tout entier, avec ses centaines de millions de travailleurs exploités, réduits à la dernière extrémité, est placé dans des conditions où ses forces physiques et matérielles ne sauraient aucunement soutenir la comparaison avec les forces physiques, matérielles et militaires de n'importe quel Etat, fût-il beaucoup plus petit, de l'Europe occidentale.

Pouvons-nous conjurer le choc futur avec ces pays impérialistes ? Pouvons-nous espérer que les antagonismes et les conflits internes entre les pays impérialistes prospères d'Occident et les pays impérialistes prospères d'Orient nous laisseront une trêve pour la deuxième fois, comme ils l'ont fait la première fois, lorsque la croisade entreprise par la contre-révolution occidentale pour venir en aide à la contre-révolution russe échoua par suite des contradictions qui existaient dans le camp des contre-révolutionnaires d'Occident et d'Orient, dans celui des exploiteurs orientaux et des exploiteurs occidentaux, dans celui du Japon et de l'Amérique ?

Il me semble qu'à cette question il faut répondre que la solution dépend ici d'un trop grand nombre de facteurs ; ce qui permet, en somme, de prévoir l'issue de la lutte, c'est le fait qu'en fin de compte, le capitalisme lui-même instruit et éduque pour la lutte l'immense majorité de la population du globe.

L'issue de la lutte dépend finalement de ce fait que la Russie, l'Inde, la Chine, etc., forment l'immense majorité de la population du globe. Et c'est justement cette majorité de la population qui, depuis quelques années, est entraînée avec une rapidité incroyable dans la lutte pour son affranchissement ; à cet égard, il ne saurait y avoir une ombre de doute quant à l'issue finale de la lutte à l'échelle mondiale. Dans ce sens, la victoire définitive du socialisme est absolument et pleinement assurée.

Mais ce qui nous intéresse, ce n'est point cette inévitable victoire finale du socialisme. Ce qui nous intéresse, c'est la tactique que nous devons suivre, nous, Parti communiste de Russie, nous, pouvoir des Soviets de Russie, pour empêcher les Etats contre-révolutionnaires de l'Europe occidentale de nous écraser. Pour que nous puissions subsister jusqu'au prochain conflit militaire entre l'Occident impérialiste contre-révolutionnaire et l'Orient révolutionnaire et nationaliste, entre les Etats les plus civilisés du monde et les pays arriérés comme ceux de l'Orient, et qui forment cependant la majorité, il faut que cette majorité ait le temps de se civiliser. Nous non plus, nous ne sommes pas assez civilisés pour pouvoir passer directement au socialisme, encore que nous en ayons les prémisses politiques. Il nous faut suivre cette tactique, ou bien adopter pour notre salut la politique suivante.

Nous devons nous efforcer de construire un Etat où les ouvriers continueraient à exercer la direction sur les paysans, garderaient la confiance de ces derniers, et par une économie rigoureuse, banniraient de tous les domaines de la vie sociale jusqu'aux moindres excès.

Nous devons réaliser le maximum d'économie dans notre appareil d'Etat. Nous devons en bannir toutes les traces d'excès que lui a laissées en si grand nombre la Russie tsariste, son appareil capitaliste et bureaucratique.

Est-ce que ce ne sera pas le règne de la médiocrité paysanne ?

Non. Si nous conservons à la classe ouvrière sa direction sur la paysannerie, nous pourrons, au prix d'une économie des plus rigoureuses dans la gestion de notre Etat, employer la moindre somme économisée pour développer notre grande industrie mécanisée, l'électrification, l'extraction hydraulique de la tourbe, pour achever la construction de la centrale hydro-électrique du Volkhov, etc.

Là, et là seulement, est notre espoir. Alors seulement nous pourrons, pour employer une image, changer de cheval, abandonner la haridelle du paysan, du moujik, renoncer aux économies indispensables dans un pays agricole ruiné, et enfourcher le cheval que recherche et ne peut manquer de rechercher le prolétariat, à savoir, la grande industrie mécanisée, l'électrification, la centrale hydro-électrique du Volkhov, etc.

Voilà comment je rattache dans mon esprit le plan d'ensemble de notre travail, de notre politique, de notre tactique, de notre stratégie, aux tâches de l'Inspection ouvrière et paysanne réorganisée. Voilà ce qui justifie à mes yeux le souci exceptionnel, l'attention soutenue que nous devons porter à l'Inspection ouvrière et paysanne, en la plaçant à une hauteur exceptionnelle, en conférant à ses dirigeants les droits du Comité central, etc., etc.

En voici la justification : c'est seulement en épurant au maximum notre appareil, en réduisant au maximum tout ce qui n'est pas absolument nécessaire, que nous pourrons nous maintenir à coup sûr. Et cela, non pas au niveau d'un pays de petite agriculture paysanne, non pas au niveau de cette étroitesse généralisée, mais à un niveau qui s'élève de plus en plus vers la grosse industrie mécanisée.

Telles sont les grandes tâches dont je rêve pour notre Inspection ouvrière et paysanne. Voilà pourquoi je projette pour elle la fusion de l'organisme suprême du Parti avec un « simple » Commissariat du Peuple.

N. Lénine
Le 2 mars 1923.
La « Pravda » n° 49, 4 mars 1923

Notes

[1] *Edinsivo* [l'Unité], journal de tendance ultra-chauvine, édité par Plékhanov à Pétrograd en 1917. Il mena une campagne effrénée contre les bolcheviks et préconisa une coalition avec les démocrates constitutionnels (cadets), parti de la bourgeoisie monarchiste libérale.

[2] *Rousskaïa Volia* [la Volonté russe], quotidien boulevardier paru à Pétrograd en 1916. Fit une campagne de calomnies contre les bolcheviks. Interdit après la Révolution d'Octobre 1917.

[3] *Blanquistes,* disciples de l'éminent révolutionnaire français Auguste Blanqui (1805-1881). Les blanquistes, écrivait Lénine, voulaient «délivrer l'humanité de l'esclavage salarié, non pas par la lutte de classe du prolétariat, mais par la conspiration d'une petite minorité d'intellectuels».

[4] *Nicolas le Sanguinaire* (1868-1918) — Nicolas II Romanov, dernier tsar russe déposé par la révolution de Février en 1917. *Stolypine le Pendeur* — P. Stolypine (1862-1911), ministre de l'Intérieur et président du Conseil des ministres. Son nom reste attaché à la répression de la première révolution russe de 1905-1907 et au régime de féroce réaction politique qui la suivit («réaction stolypinienne »). Pour avoir déchaîné une répression sanglante contre les ouvriers et les paysans il fut surnommé « le Pendeur ».

[5] Dans la fable bien connue de Krylov « Le chat et le cuisinier », le cuisinier reproche longuement son inconduite au chat en train de dévorer un poulet. Le chat écoute la réprimande sans interrompre son repas.

[6] Lénine appelle du louis-blancisme (du nom de Louis Blanc) l'abandon des positions de classe du prolétariat, la politique d'entente avec la bourgeoisie, les illusions petites-bourgeoises et les vains souhaits au lieu de la lutte implacable contre l'ennemi de classe.

[7] *Manilovisme,* placidité, fantaisie oiseuse, sentimentalisme doucereux. Manilov, personnage des *Ames mortes* de Gogol.

[8] La « *Gauche de Zimmerwald* », groupe de gauche constitué par Lénine à la première Conférence mondiale des internationalistes, tenue en septembre 1915 à Zimmerwald, et unissant les éléments révolutionnaires du mouvement socialiste international.

[9] Le *Manifeste de Kienthal* fut adopté à la II^{e} Conférence des internationalistes, tenue en 1916 à Kienthal.

[10] *Rabotchaïa Gazéta* [la Gazette ouvrière], organe central du parti menchévik. Paru à Pétrograd de mars à novembre 1917.

[11] Il s'agit de l'« Emprunt de la liberté » dont l'émission devait permettre au Gouvernement provisoire bourgeois de continuer la guerre impérialiste

[12] Résolution adoptée sur le rapport de Staline, le 29 avril 1917

[13] *Liakhov,* colonel russe envoyé en Perse en 1906, pour réprimer la révolution qui venait d'y éclater. Dirige en 1908 la répression de Tauris en révolution.

[14] Il s'agissait de la délivrance de passeports pour se rendre à la conférence « socialiste » internationale de Stockholm.

[15] *Pravda* [la Vérité], quotidien bolchévik légal fondé le 22 avril (5 mai) 1912 à Pétersbourg. Ses organisateurs et dirigeants furent Lénine et Staline. Sans cesse en butte aux poursuites du gouvernement tsariste, il fut interdit à plusieurs reprises et reparut sous d'autres noms : *Rabotchaïa Pravda* [la Vérité ouvrière], *Prolétarskaïa Pravda* [la Vérité prolétarienne], etc. En juillet 1914, à la veille de la première guerre mondiale, la *Pravda* fut définitivement interdite par le gouvernement. Elle ne reparut qu'après le renversement du tsarisme en mars 1917, comme organe central du Parti bolchevik. En juillet 1917 la *Pravda* devint un journal semi-légal et parut sous des titres divers. Elle reprit son premier nom le 9 novembre 1917. Transférée à Moscou, en mars 1918, la *Pravda* devint l'organe du Comité central et du Comité de Moscou du Parti communiste de l'Union soviétique.

[16] La *rébellion de Kornilov,* coup de force contre-révolutionnaire tenté par le général Kornilov en août-septembre 1917 pour étouffer la révolution, supprimer les Soviets et former un gouvernement à dictature militaire. Grâce à l'action énergique du Parti bolchévik qui dirigea la résistance armée à la contre-révolution, la rébellion de Kornilov fut écrasée.

[17] Il s'agit de la « Conférence démocratique » convoquée par les menchéviks et socialistes-révolutionnaires en septembre 1917 et composée des représentants des partis socialistes, des Soviets, des syndicats, etc. La Conférence désigna dans son sein un « Préparlement » [Conseil provisoire de la république]. La Conférence démocratique fut une vaine tentative de faire passer le pays du chemin de la révolution soviétique dans la voie du parlementarisme bourgeois, et d'arrêter la révolution imminente.

[18] *Svobodnaïa Jizn* [la Vie libre], journal menchévik. Parut en septembre 1917 à Pétrograd.

[19] *Birjovka,* nom abrégé des *Birjevyé Viédomosti* [Gazette de la Bourse], quotidien bourgeois qui parut à Pétersbourg de 1880 à 1918.

[20] « *Prodougol* », « Société russe pour le commerce des charbons du bassin du Donetz », fondée en 1906. « *Prodamét* », « Société pour la vente des articles des usines métallurgiques russes », fondée en 1901.

[21] « *Alexandrinka* », théâtre Alexandra à Pétrograd, où siégea la Conférence démocratique.

« *Pétropavlovka* », forteresse Pierre-et-Paul qui, sous le tsarisme, servait de lieu de détention pour les révolutionnaires.

[22] « *Division sauvage* », division formée de montagnards du Caucase que Kornilov (voir : note 16) tenta d'utiliser contre Pétrograd révolutionnaire.

[23] *Rébellion de Kalédine,* rébellion contre-révolutionnaire des éléments riches des Cosaques du Don, dirigée par le général A. Kalédine à la fin de 1917 et au début de 1918.

[24] *Rabotchii Pout* [la Voie ouvrière]. Titre pris par le journal *Pravda* dans la période du 3 (16) septembre au 26 octobre (8 novembre) 1917.

[25] *Verkliovski,* ministre de la guerre du gouvernement provisoire, dut démissionner pour avoir déclaré que l'armée russe n'était plus capable de faire la guerre.

[26] *Herbert Spencer* (1820-1903), sociologue anglais. D'après sa théorie l'Etat serait dû non pas à l'apparition des classes et à la lutte des classes, mais résulterait de la « complication des fonctions sociales ». *N. Mikhaïlovski* (1842-1904), idéologue du populisme, tendance hostile au marxisme dans le mouvement politique et social russe. Partisan de la « méthode subjective en sociologie».

[27] *Programme de Gotha,* programme du parti social-démocrate allemand, adopté au congrès de Gotha en 1875.

[28] *Programme d'Erfurt,* adopté au congrès du parti social-démocrate allemand à Erfurt, en 1891.

[29] *La loi d'exception* contre les socialistes fut promulguée en Allemagne par le chancelier Bismarck en 1878 afin d'écraser la social-démocratie allemande. Abrogée en 1890.

[30] Engels a en vue la réunion des Etats allemands dispersés, en un seul Etat, réunion que la clique dirigeante de la Prusse avait réalisée « d'en haut » par la force armée. La guerre de la Prusse contre l'Autriche en 1866 amena la constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord et la guerre franco-prussienne (1870), la création de l'Empire allemand avec la Prusse en tête.

[31] Il s'agit du II^{e} Congrès du P.O.S.D.R. qui se tint en juillet-août 1903. Il siégea d'abord à Bruxelles, mais étant donné les poursuites policières, il dut se transporter à Londres. Le II^{e} congrès joua un rôle immense dans l'histoire du Parti. De fait, c'est là que le Parti ouvrier social-démocrate de Russie fut fondé, que furent adoptés le programme et les statuts du Parti et créés ses organismes centraux de direction. La lutte des deux tendances du P.O.S.D.R. (tendance révolutionnaire dirigée par Lénine, et tendance opportuniste dirigée par Martov), qui se déroula au Congrès surtout sur les questions d'organisation, amena la division du Parti en deux groupes : bolchéviks et menchéviks. Ces appellations viennent de ce que, à l'élection des organismes centraux du Parti, les partisans de Lénine ont obtenu la majorité (« bolchinstvo ») des voix, tandis que ses adversaires sont restés en minorité (« menchinstvo»).

[32] Dans ses nouvelles *Les séminaristes,* l'écrivain russe Pomialovski dénonce l'absurde système d'éducation et les moeurs sauvages qui régnaient dans les écoles ecclésiastiques russes entre 1850 et 1870.

[33] *Mouvement chartiste en Angleterre,* « premier vaste mouvement révolutionnaire prolétarien, véritablement massif, politiquement formé» (Lénine) en Angleterre, aux années 1830-1850. Doit son nom à la pétition *charter* adressée au Parlement en 1838 et formulant les revendications politiques des ouvriers anglais.

[34] Il s'agit du complot contre-révolutionnaire organisé par le monarchiste Pourichkévitch.

[35] La *Rada ukrainienne,* gouvernement contre-révolutionnaire de la bourgeoisie nationaliste ukrainienne, qui, en février 1918, conclut une paix séparée avec l'Allemagne et fit appel aux troupes des impérialistes austro-allemands pour étouffer la révolution soviétique.

[36] *V. Biélinski* (1811-1848), célèbre critique et publiciste russe. Dénonça avec véhémence le servage. Joua un rôle énorme dans le développement de la pensée révolutionnaire russe.

[37] Voir la lettre de Marx à Bracke du 5 mai 1875 dans la *Critique du programme de Gotha.* (Edition allemande, Moscou 1941, p. 15.)

[38] Paroles de Méphistophélès dans le *Faust* de Goethe (première partie).

[39] Le projet de déclaration *a.* été rédigé par Lénine au début de janvier 1918. Avec l'assentiment de Lénine, Staline y apporte quelques changements, après quoi il sert de base à la déclaration du Comité exécutif central des Soviets de Russie, faite dans la séance de l'Assemblée constituante du 5 janvier. La majorité contre-révolutionnaire de cette dernière refuse de délibérer sur cette déclaration. Approuvée par le II^{e} Congrès des Soviets de Russie le 11 janvier 1918, elle sera insérée dans la Constitution de la R.S.F.S.R., adoptée au V^{e} Congrès des Soviets de Russie, le 10 juillet 1918.

[40] Rédigé le 6 janvier 1918. Staline avait pris part à son élaboration. Le décret fut adopté à la même date par le Comité exécutif central des Soviets de Russie.

[41] Pendant la guerre civile en Russie (1918-1920) on appelait de ce nom les petits spéculateurs ambulants qui transportaient des vivres dans des *sacs* (en russe : *méchok).*

[42] Il s'agit de la VII^{e} Conférence du Parti bolchévik de Russie qui se tint du 24 au 29 avril 1917, à Pétrograd. Elle définit la ligne du Parti dans toutes les questions essentielles de guerre et de révolution et l'orienta dans la lutte pour passer de la révolution démocratique bourgeoise à la révolution socialiste.

[43] Il s'agit du serment que devaient prêter, par écrit, les membres de la Douma d'Etat.

[44] *Max Hoffmann* (1869-1927), général allemand, fut à la tête de la délégation allemande lors des pourparlers de paix à Brest-Litovsk en 1918.

[45] Résolution concernant la ratification du traité de Brest-Litovsk adoptée au IV[e] Congrès (congrès extraordinaire) des Soviets de Russie, rédigée par Lénine. Le quatrième alinéa de cette résolution porte : « Le congrès assigne, avec la plus grande insistance, aux ouvriers, soldats et paysans, à toutes les masses laborieuses opprimées, la tâche la plus essentielle, immédiate et nécessaire, du moment actuel : intensifier l'activité et élever la discipline librement consentie des travailleurs, créer en tous lieux des organisations solides bien ordonnées, englobant si possible toute la production et toute la répartition des produits ; mener vine lutte implacable contre le chaos, la désorganisation, le délabrement économique, historiquement inévitables à la suite d'une guerre infiniment douloureuse, mais constituant d'autre part le plus grand obstacle à la victoire définitive du socialisme et à la consolidation des fondements de la société socialiste. » (La résolution fut publiée dans la *Pravda* du 16 mars 1918.)

[46] M. *Bogaevski* (1881-1918), un des dirigeants de la contre-révolution des Cosaques du Don.

[47] *Novaïa Jizn* [la Vie nouvelle] et *Vpériod* [En avant], journaux menchéviks ; *Diélo Naroda* fia Cause du peuple], journal socialiste-révolutionnaire ; *Nach Viék* [Notre siècle], journal du parti cadet. — p. 399.

[48] Il s'agit du corps de troupes tchécoslovaques, composé d'anciens prisonniers de guerre qui s'étaient rendus pendant la première guerre mondiale (1914-1918). Le gouvernement soviétique avait autorisé leur retour en Europe par la Sibérie et l'Extrême-Orient. En mai 1918, les Tchécoslovaques se soulèvent en cours de route contre le pouvoir des Soviets. L'émeute fut organisée par des Etats étrangers, secondés par les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires russes.

[49] Voir la lettre de Marx à Bracke du 5 mai 1875 dans la *Critique du programme de Gotha.* (Edition allemande, Moscou 1941, p. 31.)

[50] Voir l'article d'Engels « Über das Autoritätsprinzip » (Dell'Autorità), *Neue Zeit,* 1913-1914, Tome I, p. 33.

[51] Lénine fait allusion au passage suivant de la préface de l'édition allemande du *Manifeste du Parti communiste* (1872) : «... étant donné les expériences, d'abord de la révolution de Février, ensuite et surtout de la Commune de Paris, qui remit pour la première fois au prolétariat, pendant deux mois, le pouvoir politique, ce programme est aujourd'hui vieilli en certains points. La Commune, notamment, a démontré qu'« il ne suffit pas que la classe ouvrière s'empare de la machine de l'Etat pour la faire servir à ses propres fins. » (Marx et Engels. *Manifeste du Parti communiste,* préface à l'édition allemande de 1872. Bureau d'Editions, Paris 1938, p. 5.)

[52] Cf. Engels. *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* (éd. allemande, Moscou 1940, p. 145).

[53] *Pétrouchka,* personnage des *Ames mortes* de Gogol. Valet serf qui, à peine lettré, lisait en épelant sans trop comprendre.

[54] *Petit-Judas Golovlev,* surnom du principal personnage du roman *Messieurs les Golovlev* de Saltykov-Stchédrine. Type du seigneur terrien féodal, hypocrite et faux-dévot.

[55] *B. Savinkov* (1879-1925) fut un socialiste-révolutionnaire de marque. *Liberdan,* appellation ironique donnée aux menchéviks. Liber et Dan furent des leaders de ce parti. *A. Potressov* (1869-1934), un des chefs menchéviks.

[56] Il s'agit de la première Conférence mondiale des internationalistes, tenue en septembre 1915 à Zimmerwald et unissant les éléments révolutionnaires du mouvement socialiste international.

[57] *P. Maslov,* menchévik, auteur d'un ouvrage intitulé *Lu question agraire en Russie.*

[58] *S. Maslov,* ministre de l'Agriculture du Gouvernement provisoire bourgeois.

[59] Il s'agit du Mandat paysan aux comités agraires, qui fait partie du « Décret sur la terre », adopté par le II[e] Congrès des Soviets de Russie le 26 octobre (8 novembre) 1917. (Voir : le texte du Mandat dans le présent volume, p. 276.)

[60] Il s'agit de la II[e] Internationale qui, dès le début de la première guerre mondiale (1914-1918), se désagrégea en partis social-chauvins et cessa d'exister comme organisation internationale. C'est à Berne que se tint, en février 1919, la première conférence qui, après la fin des hostilités, rétablit officiellement la II[e] Internationale.

[61] *La bataille de Sadowa* (3 juillet 1866) décida de l'issue de la guerre austro-prussienne en faveur de la Prusse.

[62] La mutinerie du fort *Krasnaïa Gorka* en juillet 1919 et le complot contre-révolutionnaire dans son ensemble furent liquidés sous la direction personnelle de J. Staline qui s'était rendu à Pétrograd, mandaté par le Comité central du Parti bolchévik, pour organiser la défense de cette ville.

[63] *J. Sverdlov* (1885-1919), militant en vue du parti bolchevik, un des premiers organisateurs du pouvoir des Soviets, le plus proche compagnon d'armes de Lénine et de Staline. Après la victoire de la Grande Révolution socialiste d'Octobre, Sverdlov fut élu président du Comité exécutif central de Russie.

[64] L'Institut Smolny à Pétrograd, premier siège du Gouvernement soviétique avant son transfert à Moscou, en mars 1918.

[65] L'auteur de cette brochure fut Otto Bauer.

[66] Il s'agit du massacre des ouvriers des mines d'or de la Léna (en Sibérie) par les troupes du tsar, le 4(17) avril 1912. Les mineurs avaient déclaré la grève pour protester contre l'exploitation féroce dont ils étaient victimes. Les ouvriers de Russie ripostèrent à ce massacre par des grèves et manifestations politiques de masse.

[67] Accusés de « haute trahison » pour propagande contre la guerre impérialiste, les députés bolchéviks de la IV^e^ Douma d'Etat furent déportés en Sibérie, en 1915.

[68] Il s'agit du discours opportuniste, pénétré de libéralisme bourgeois, prononcé aux Etats-Unis en 1913 devant le Congrès par Legien, militant en vue du mouvement syndical allemand et membre de la fraction social-démocrate du Reichstag.

[69] Il s'agit de *l'Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière.* Fondée par Lénine à Pétersbourg en 1895. L'Union rassembla les cercles marxistes — jusqu'alors éparpillés — au sein d'une organisation centralisée : elle fut l'embryon du parti prolétarien révolutionnaire en Russie.

[70] Voir la lettre d'Engels à Marx du 24 septembre 1852. (Marx-Engels. Briefwechsel. Bd. I, S. 485, Moskau-Leningrad 1935.)

[71] S. *Zoubatov* (1863-1927), chef de l'Okhrana de Moscou, inspirateur de ce que l'on appelait le socialisme policier. Zoubatov créa de prétendues organisations ouvrières placées sous la tutelle des gendarmes et de la police afin de détourner les ouvriers du mouvement révolutionnaire.

[72] Quelques membres du Présidium du Comité du P.C.R. (b) de Toula adressèrent à Lénine une lettre, lui demandant de leur dire « laquelle des deux positions était juste dans la situation actuelle de la Russie soviétique : la position qui mettait au premier plan l'édification pacifique ou celle qui préconisait avant tout la nécessité de tendre tous les efforts pour résoudre les problèmes de guerre ». Les auteurs de la lettre exprimaient la crainte que le triomphe du premier point de vue n'affaiblisse le travail et la discipline des entreprises de guerre à Toula.

[73] Le projet a été rédigé par Lénine les 14-15 mars 1921. Le 16 mars, à la suite de son rapport sur l'unité du parti et la déviation anarcho-syndicaliste, le X^e^ Congrès du P.C.R. (b) adopta à une majorité écrasante la résolution proposée par Lénine.

[74] Le projet rédigé par Lénine fut adopté par le X^e^ Congrès du P.C.R.(b), le 16 mars 1921.

[75] Lettre écrite le 14 avril 1921 et adressée à G. Ordjonikidze.

[76] Cf. Marx-Engels. *Lettres à Bebel, Liebknecht, Kautsky et autres*. (Ed. allemande, t. I, pp. 382, 383, Moscou 1933.)

[77] Il s'agit de l'idée opportuniste, formulée par le chef des menchéviks P. Axelrod en 1905, et qui préconisait la convocation d'un « congrès ouvrier » devant créer un « large » parti ouvrier petit-bourgeois avec la participation des social-démocrates, socialistes-révolutionnaires et anarchistes. Lénine dénonça vigoureusement le plan opportuniste d'Axelrod.

[78] D'après l'ancienne orthographe russe, le mot « mir » s'écrivait différemment selon qu'il signifiait « paix » ou « monde ».

[79] Il s'agit de la Conférence de Gênes (10 avril-19 mai 1922), première conférence économique des pays d'Europe avec la participation de la Russie soviétique. A cette conférence les représentants soviétiques opposèrent une résistance vigoureuse à toutes les tentatives d'imposer au jeune Etat soviétique un régime juridique et financier qui aurait signifié son asservissement complet.

[80] Lénine fait allusion à son rapport « Sur la situation internationale et intérieure de la république soviétique », qu'il lit devant la fraction communiste du V^e^ congrès des ouvriers métallurgistes de Russie.

[81] Journal édité à Paris par un groupe d'émigrés russes en 1921-1922.

[82] Lénine fait allusion au Commissariat du peuple du Ravitaillement.

[83] Le 25 octobre 1922, à la suite de l'offensive des troupes de la République d'Extrême-Orient, les bandes de gardes blancs et les envahisseurs japonais furent chassés de Vladivostok.

[84] Le congrès international de la paix, tenu à la Haye du 10 au 15 décembre 1922, fut réuni par l'Internationale syndicale d'Amsterdam en vue d'examiner le problème du danger de guerre.

[85] Les propositions de Lénine furent mises à la base des décisions du XII^e^ congrès du Parti sur la réorganisation de la Commission centrale de Contrôle et de l'Inspection ouvrière et paysanne.

[88] Dernier article de Lénine.